

Alexandre Soljénitsyne

DEUX SIÈCLES ENSEMBLE

1795-1995

*Juifs et Russes
avant la révolution*



Fayard

DEUX SIÈCLES ENSEMBLE

DU MÊME AUTEUR

- UNE JOURNÉE D'IVAN DÉNISSOVITCH, Julliard, 1963.
LA MAISON DE MATRIONA,
suivi de l'INCONNU DE KRÉTCHÉTOVKA
et de POUR LE BIEN DE LA CAUSE, Julliard, 1966.
LE PAVILLON DES CANCÉREUX, Julliard, 1968.
LE PREMIER CERCLE, Laffont, 1968.
LES DROITS DE L'ÉCRIVAIN, Seuil, 1969.
ZACHARIE L'ESCARCELLE ET AUTRES RÉCITS, Julliard, 1970.
LA FILLE D'AMOUR ET L'INNOCENT, théâtre, Laffont, 1971.
AOÛT QUATORZE (première version), Seuil, 1972.
LETTRE AUX DIRIGEANTS DE L'UNION SOVIÉTIQUE, Seuil, 1974.
L'ARCHIPEL DU GOULAG, I et II, Seuil, 1974 ; III, Seuil, 1976.
LE CHÊNE ET LE VEAU, Seuil, 1975.
LÉNINE À ZÜRICH, Seuil, 1975.
FLAMME AU VENT, Seuil, 1977.
LE DÉCLIN DU COURAGE, Seuil, 1978.
MESSAGE D'EXIL, Seuil, 1979.
L'ERREUR DE L'OCCIDENT, Grasset, 1980.
LES TANKS CONNAISSENT LA VÉRITÉ, Fayard, 1982.
LES PLURALISTES, Fayard, 1983.
LES INVISIBLES, Fayard, 1992.
LE « PROBLÈME RUSSÉ » À LA FIN DU XX^e SIÈCLE, Fayard, 1994.
EGO suivi de SUR LE FIL, Fayard, 1995.
NOS JEUNES, récits en deux parties, Fayard, 1997.
LA RUSSIE SOUS LES DÉCOMBRES, Fayard, 1998.
LE GRAIN TOMBÉ ENTRE LES MEULES, Fayard, 1998.
DEUX RÉCITS DE GUERRE, Fayard, 2000.

*Dans la série des Œuvres en version définitive
publiées aux Éditions Fayard :*

- Tome 1. LE PREMIER CERCLE, 1982.
Tome 2. LE PAVILLON DES CANCÉREUX ET AUTRES RÉCITS, 1983.
Tome 3. ŒUVRES DRAMATIQUES, 1986.
Tome 4. L'ARCHIPEL DU GOULAG, I, 1991.
LA ROUE ROUGE, *Premier nœud*, AOÛT QUATORZE, 1984.
LA ROUE ROUGE, *Deuxième nœud*, NOVEMBRE SEIZE, 1985.
LA ROUE ROUGE, *Troisième nœud*, MARS DIX-SEPT,
Tome 1, Chapitres 1-170, 1992.
Tome 2, Chapitres 171-353, 1993.
Tome 3, Chapitres 354-531, 1998.
Tome 4, Chapitres 532-656, 2001.

Alexandre Soljénitsyne

DEUX SIÈCLES
ENSEMBLE
(1795-1995)

tome premier

Juifs et Russes
avant la révolution

traduit du russe par
Anne Kichilov, Georges Philippenko
et Nikita Struve

Fayard

*Les chapitres 1 à 4 ont été traduits par Nikita Struve,
les chapitres 5 à 8 par Anne Kichilov,
les chapitres 9 à 12 par Georges Philippenko.*

© Alexandre Soljénitsyne, 2001, pour la langue russe.
© Librairie Arthème Fayard, 2002, pour le monde entier
à l'exception de la langue russe.

ENTRÉE EN MATIÈRE

Dans mon travail d'un demi-siècle sur l'histoire de la révolution russe, je me suis heurté plus d'une fois au problème des relations entre Russes et Juifs. Son dard s'enfonçait à tout bout de champ dans les événements, la psychologie des hommes, et suscitait des passions chauffées à blanc.

Je ne perdais pas espoir qu'un auteur me devancerait et saurait éclairer, avec l'amplitude et l'équilibre nécessaires, cet épieu incandescent. Mais nous avons plus souvent affaire à des reproches unilatéraux : soit les Russes sont coupables face aux Juifs, pire, le peuple russe est perverti depuis toujours, cela nous le trouvons à profusion ; soit, à l'autre pôle, les Russes qui ont traité de ce problème relationnel l'ont fait pour la plupart avec hargne, excès, sans vouloir même imputer le moindre mérite à la partie adverse.

On ne peut dire que l'on soit en manque de publicistes ; notamment chez les Juifs russes, ils sont bien plus nombreux que chez les Russes. Néanmoins, malgré l'abondance d'esprits brillants et de belles plumes, nous n'avons toujours pas de mise au jour et d'analyse de notre histoire mutuelle qui puissent satisfaire les deux parties.

Il faut apprendre à ne pas faire craquer les fils déjà si tendus de cet entrelacement.

J'aurais aimé ne pas éprouver mes forces sur un sujet aussi épineux. Mais je considère que cette histoire – à tout le moins l'effort pour y pénétrer – ne doit pas rester « interdite ».

L'histoire du « problème juif » en Russie (en Russie seulement ?) est avant tout d'une exceptionnelle richesse. En parler signifie

entendre soi-même des voix nouvelles et les donner à entendre au lecteur. (Dans ce livre, les voix juives vont retentir bien plus souvent que les voix russes.)

Mais les tourbillons du climat social font que l'on se trouve communément sur le fil du rasoir. On sent peser sur soi, des deux côtés, toutes sortes de griefs et d'accusations, plausibles aussi bien qu'invraisemblables, qui vont en s'amplifiant.

Le propos qui me guide au fil de cet ouvrage sur la vie commune des peuples russe et juif consiste à chercher tous les points d'une compréhension mutuelle, toutes les voies possibles qui, débarrassées de l'amertume du passé, puissent nous conduire vers l'avenir.

Comme tout autre peuple, comme nous tous, le peuple juif est à la fois sujet actif et objet passif de l'Histoire ; plus d'une fois il a accompli, fût-ce inconsciemment, d'importants desseins que l'Histoire lui avait dévolus. Le « problème juif » a été traité sous les angles les plus divers, mais toujours avec passion et souvent dans l'auto-illusion. Pourtant, les événements qui ont affecté tel ou tel peuple au cours de l'Histoire n'ont pas toujours été, loin de là, déterminés par ce seul peuple, mais par tous ceux qui l'entouraient.

Une attitude trop passionnelle de l'une et l'autre parties est humiliante pour elles. Néanmoins, il ne saurait y avoir ici-bas de problème que les hommes ne puissent aborder raisonnablement. En parler ouvertement, amplement, est plus honnête, et, dans notre cas précis, en parler est plus que nécessaire. Hélas, des blessures mutuelles se sont accumulées dans la mémoire populaire. Mais, si l'on tait le passé, quand guérirons-nous la mémoire ? Tant que l'opinion populaire ne trouvera pas une plume pour l'éclairer, elle restera une rumeur confuse, pire : menaçante.

Nous ne pouvons nous abstraire définitivement des siècles écoulés. Notre planète s'est rétrécie, et, quelles que soient les lignes de partage, nous sommes à nouveau voisins.

Pendant de longues années, je remettais ce livre à plus tard ; j'aurais été heureux de ne pas prendre sur moi cette charge, mais les délais de ma vie étant presque épuisés, me voici contraint de l'assumer.

Jamais je n'ai pu reconnaître à personne le droit de celer quoi que ce soit de ce qui a été. Je ne peux pas non plus appeler à

une entente qui serait fondée sur un éclairage fallacieux du passé. J'appelle les deux parties – russe et juive – à chercher patiemment à se comprendre, à reconnaître chacune sa part de péché, car il est si facile de s'en détourner : sûr, ce n'est pas *nous*... Je m'évertue ici sincèrement à comprendre les deux parties en présence dans ce long conflit historique. Je me plonge dans les événements, non dans la polémique. Je cherche à *montrer*. Je n'entre dans les discussions que dans des cas limites où l'équité est recouverte par des couches successives de mensonges. J'ose espérer que ce livre ne sera pas accueilli par l'ire des extrémistes et des fanatiques, qu'au contraire il favorisera l'entente mutuelle. J'espère trouver des interlocuteurs bienveillants aussi bien parmi les Juifs que parmi les Russes.

Voici comment l'auteur a envisagé sa tâche et son but final : essayer d'entrevoir, dans l'avenir des relations russo-juives, des voies accessibles pouvant conduire au bien de tous.

1995

J'ai écrit ce livre en me pliant uniquement à ce que me dictaient les matériaux historiques et en cherchant des issues bienfaisantes pour l'avenir. Mais ne nous leurrions pas : ces dernières années, la situation de la Russie a évolué de façon si catastrophique que le problème étudié ici s'est trouvé comme relégué à l'arrière-plan et n'a pas l'acuité des autres problèmes russes d'aujourd'hui.

2000

DU PÉRIMÈTRE DE CETTE ÉTUDE

Quelles peuvent être les limites de ce livre ?

Je me rends parfaitement compte de toute la complexité et de l'ampleur du sujet. Je comprends qu'il comporte également un aspect métaphysique. On dit même que le problème juif ne peut rigoureusement se comprendre que d'un point de vue mystique et religieux. Je reconnais bien sûr la réalité de ce point de vue, mais, bien que de nombreux livres l'aient déjà abordé, je pense qu'il reste inaccessible aux hommes, qu'il est par nature hors de portée même des experts.

Pour autant, toutes les finalités importantes de l'histoire humaine recèlent des interférences et des influences mystiques, cela ne nous empêche pas de les examiner sur un plan historique concret. Je doute qu'il faille nécessairement faire appel à des considérations supérieures pour analyser des phénomènes qui se trouvent à notre portée immédiate. Dans les limites de notre existence terrestre, nous pouvons émettre des jugements sur les Russes comme sur les Juifs à partir des critères d'ici-bas. Ceux d'en haut, laissons-les à Dieu !

Je ne veux éclairer ce problème que dans les catégories de l'Histoire, de la politique, de la vie quotidienne et de la culture, et quasi exclusivement dans les limites de deux siècles de vie commune des Russes et des Juifs en un seul État. Jamais je n'aurais osé aborder les profondeurs de l'Histoire juive, tri- ou quadri-millénaire, suffisamment représentée dans de nombreux ouvrages et dans des encyclopédies méticuleuses. Je ne compte pas non plus examiner l'histoire des Juifs dans les pays qui nous sont les plus proches : Pologne, Allemagne, Autriche-Hongrie. Je me concentre

ici sur les relations russo-juives, en insistant sur le ^{xx}e siècle, si capital et si catastrophique dans la destinée de nos deux peuples. Me fondant sur la dure expérience mutuelle de notre coexistence, je m'emploie à dissiper les erreurs dues à l'incompréhension, les accusations mensongères, tout en rappelant en revanche les griefs légitimes. Les ouvrages publiés dans les premières décennies du ^{xx}e siècle n'ont guère eu le temps d'embrasser cette expérience dans sa totalité.

Bien évidemment, un auteur contemporain ne saurait perdre de vue l'existence, depuis un demi-siècle, de l'État d'Israël, ainsi que son énorme influence sur la vie des Juifs et d'autres peuples dans le monde entier. Il ne le peut pas, ne serait-ce que s'il veut avoir une compréhension étendue sur la vie interne d'Israël et sur ses orientations spirituelles – aussi, par des reflets incidents, cela doit-il transparaître dans ce livre. Mais ce serait une prétention exorbitante de la part de l'auteur que d'introduire ici une analyse des problèmes inhérents au sionisme et à la vie d'Israël. J'accorde néanmoins une attention toute particulière aux écrits publiés de nos jours par les Juifs russes cultivés qui ont vécu des dizaines d'années en URSS avant d'émigrer en Israël, et qui ont eu ainsi l'occasion de repenser, à partir de leur propre expérience, nombre de problèmes juifs*.

* Les notes bibliographiques appelées par un chiffre sont de l'auteur. Parmi celles-ci, celles marquées d'un astérisque renvoient à une référence de seconde main.

Les notes explicatives appelées par un astérisque sont des traducteurs.

MENTIONS ABRÉGÉES DES PRINCIPALES SOURCES CITÉES EN NOTES PAR L'AUTEUR

EJ : Encyclopédie juive en 16 volumes, Saint-Petersbourg, Société pour la promotion des éditions juives scientifiques et éd. Brokhaus et Efron, 1906-1913.

EJR : Rossiskaia Evreiskaia Entsiklopedia [Encyclopédie juive russe], M. 1994, 2^e édition en cours de publication, corrigée et augmentée.

LMJR : Kriga o rousskom evreïstve : ot 1860 godov do Revolioutsii 1917 g. [Livre sur le monde juif russe : des années 1860 à la révolution de 1917], New York, éd. de l'Union des Juifs russes, 1960.

MJ : Evreïskii mir [Le Monde juif], Paris, Union des intellectuels russo-juifs.

PEJ : Petite encyclopédie juive, Jérusalem, 1976, éd. de la Société pour l'étude des communautés juives.

RHR : Istoriko-revolutsionnyi sbornik [Recueil historique révolutionnaire], sous la direction de V. I. Nevski, en 3 vol., M. L., GIZ, 1924-1926.

RiE : Rossia i evrei [La Russie et les Juifs], Paris, YMCA Press, 1978 (éd. originale, Berlin, 1924).

Chapitre premier

EN ENGLOBANT LE XVIII^e SIÈCLE

Cet ouvrage n'étudie pas la présence des Juifs en Russie avant 1772. Nous nous limiterons à rappeler en quelques pages les périodes antérieures.

On pourrait prendre pour point de départ des relations entre Juifs et Russes les guerres entre la Russie de Kiev et les Khazars*, mais ce ne serait pas rigoureusement exact, car seule l'élite dirigeante des Khazars était d'origine juive, eux-mêmes étaient des Turcs convertis au judaïsme.

À suivre les propos d'un auteur juif bien informé du milieu de notre siècle, Julius D. Bratskus, une partie des Juifs de Perse avaient gagné par le détroit de Derbent le bassin inférieur de la Volga où, à partir de l'an 72, s'était élevée Itil, la capitale du kaganat khazar¹. Les chefs ethniques des Turco-khazars (idolâtres à cette époque²) ne voulaient ni de l'islam (pour n'avoir pas à se soumettre au khalife de Bagdad), ni du christianisme (pour éviter la tutelle de l'empereur de Byzance). Ainsi, près de 732 tribus adoptèrent la religion juive. Il y avait bien évidemment une colonie juive dans le royaume du Bosphore² (en Crimée, dans la presqu'île

1. J. D. Bratskus, *Istoki rousskogo evreïstva* (Les origines des Juifs russes), in *Annuaire du monde juif*, 1939. Paris, éd. de l'Union des intellectuels russo-juifs, pp. 17-23.

2. EJ, t. 15, p. 648.

* Ancien peuple de race turque établi depuis une haute Antiquité dans la région de la Basse-Volga. Au VII^e siècle, ils fondèrent un vaste empire, de l'Oural au Dniepr, qui déclina au X^e siècle après leur défaite par le prince de Kiev, Sviatoslav (966).

de Taman) où l'empereur Hadrien transféra les prisonniers juifs en 137, après le sac de Bar-Kokhba*. Par la suite, la population juive de Crimée s'y maintint durablement, aussi bien sous les Goths que sous les Huns ; Kafa (Kertch), en particulier, resta juive. En 933, le prince Igor** s'empara pour un temps de Kertch ; son fils Sviatoslav*** reprit aux Khazars tout le bassin du Don. En 969, les Russes occupaient tout le bassin de la Volga, avec Itil, et les bateaux russes faisaient leur apparition près de Semender, sur le littoral de Drebut. Il ne restait des Khazars que les Koumiks**** au Caucase, tandis qu'en Crimée ils avaient constitué avec les Polovtsiens***** la peuplade des Tatars de Crimée. (Toutefois, les Karaïmes***** et les Juifs de Crimée ne passèrent pas à l'islam). C'est Tamerlan qui mit fin à l'existence des Khazars.

Cependant, certains chercheurs supposent – mais sans preuves précises – qu'un important contingent de Juifs émigra en direction de l'ouest et du nord-ouest à travers l'espace méridional russe. L'orientaliste Avraham Garkavi affirme que la communauté juive de la future Russie « a été formée par des Juifs venus des rives de la mer Noire et du Caucase, où avaient vécu leurs ancêtres après les captivités assyrienne et babylonienne³. » J. rutskus n'est pas loin de partager ce point de vue. (Une opinion voudrait que ce soient là les reliquats des dix tribus***** « disparues » du Royaume d'Israël.) Ce mouvement de population a pu encore continuer quelque temps après la prise de Tmoutarakan (1097) par les Polovtsiens. Garkavi pense que la langue parlée de ces

3. PEJ, t. 2, p. 40.

* Fondé en – 480 par les Grecs, conquis par Mithridate en – 107, il se maintint sous protectorat romain jusqu'au IV^e siècle.

** Prince de Kiev (912-945), successeur d'Oleg le Sage.

*** Grand-prince de Kiev (964-972).

**** Peuple de langue turque ; État indépendant au XV^e siècle, annexé à la Russie en 1784.

***** Peuple de langue turque, venu d'Asie centrale occuper les steppes du sud de la Russie au XI^e siècle.

***** Peuple de langue turque professant une foi similaire au judaïsme, mais sans reconnaître le Talmud (environ 5 900 en 1959).

***** Après la mort de Salomon, sous le règne de Roboam, dix des douze tribus d'Israël se séparèrent de la Maison de David, formèrent le Royaume d'Israël et furent ensuite punies et dispersées.

Juifs, du moins depuis le IX^e siècle, aurait été le slave : ce n'est qu'au XVII^e, lorsque les Juifs ukrainiens, fuyant les pogroms de Khmel'nitski*, ont émigré en Pologne, qu'ils ont adopté le yiddish, la langue parlée des Juifs installés dans ce pays.

Les voies par lesquelles les Juifs arrivèrent à Kiev et s'y établirent furent multiples. Du temps d'Igor, déjà, la ville basse s'appelait Kozary ; Igor y a transféré en 933 les prisonniers juifs de Kertch, en 965 sont venus des prisonniers juifs de Crimée, en 969 des Khazars d'Itil et de Semender, en 989 de Chersonèse, en 1017 de Tmoutarakan. Kiev a vu venir aussi des Juifs d'Occident : avec les caravanes commerciales d'ouest en est, peut-être même, à partir du XI^e siècle, suite aux persécutions sévissant en Europe du temps de la première croisade⁴.

Des chercheurs plus récents confirment l'origine khazare de l'« élément juif » dans Kiev au XI^e siècle. Voire plus tôt : au tournant des IX^e et X^e siècles, on a noté à Kiev la présence d'une « administration et d'une garnison khazares ». Et, « dès la première moitié du XI^e siècle, l'élément juif et khazar à Kiev... jouait un rôle important⁵ ». Kiev aux IX^e et X^e siècles était une ville multinationale, tolérante envers les différentes ethnies. Ainsi, à la fin du X^e siècle, au moment où Vladimir** choisissait une foi nouvelle pour les Russes, on ne manquait pas de Juifs à Kiev, et parmi eux se trouvaient des personnes instruites qui lui avaient proposé la foi juive. Mais le choix fut différent de celui fait en Khazarie deux cent cinquante ans plus tôt. Karamzine transpose le récit de la façon suivante : « Après avoir entendu les Juifs, il demanda : Où est leur patrie ? – À Jérusalem, répondirent les prédicateurs, mais Dieu, dans Sa colère, nous a dispersés sur des terres étrangères. – Punis par Dieu, vous osez enseigner autrui ? répliqua Vladimir. Nous ne voulons pas nous trouver, comme vous, privés de notre

4. EJ, t. 9, p. 526.

5. V. N. Toporov, *Sviatost i sviatye v russkoï doukhovnoï koul'toure* (La sainteté et les saints russes dans la culture russe spirituelle), t. 1, M. 1995, pp. 283-286, 340.

* Helman, chef ukrainien (1593-1657), souleva victorieusement les Cosaques ukrainiens contre la Pologne avec l'aide des Tatars de Crimée. En 1654, obtint la protection de Moscou et devint le vassal du tsar Alexis Mikhaïlovitch.

** Saint Vladimir (956-1015), fils de Sviatoslav, devint le souverain unique de la Russie kievienne dont il est considéré comme le fondateur. Se convertit au christianisme byzantin qu'il établit dans tout le pays (988).

patrie⁶, » Après le baptême de la Russie, ajoute Brutskus, une partie des Juifs kazars s'est également convertie au christianisme ; mieux, l'un des leurs, Luc Jidiata⁷, a été à Novgorod l'un des premiers évêques russes et auteurs d'écrits spirituels.

La coexistence à Kiev des deux religions, chrétienne et juive, a amené inéluctablement les plus doctes à se livrer à un intense travail comparatif. En particulier, cela a donné naissance au fameux (dans la littérature russe) *Sermon sur la Loi et la Grâce* (milieu du XI^e siècle), dans lequel s'affirme pour les siècles à venir la profonde conscience chrétienne des Russes. « La polémique y est aussi fraîche, aussi vivace que dans les épîtres apostoliques⁸. » Et ce n'était là que le premier siècle du christianisme en Russie. Les Juifs suscitaient un vif intérêt chez les Russes de ce temps de par leurs réflexions religieuses, et à Kiev les contacts étaient fréquents. Cet intérêt revêtait un caractère plus élevé que celui que fera naître la nouvelle cohabitation au XVIII^e siècle.

Puis, pendant plus d'un siècle, les Juifs ont participé intensément à la vaste activité commerciale de Kiev. « Dans la nouvelle enceinte de la ville (achevée en 1037), il y avait des Portes juives qui donnaient sur le quartier des Juifs⁹. » Les Juifs de Kiev ne rencontraient aucune restriction ni agressivité de la part des princes qui les protégeaient – entre autres, Sviatopolk Iziaslavitch* – car le commerce et l'esprit d'entreprise des Juifs profitaient au Trésor.

En 1113, après la mort de Sviatopolk, quand Vladimir (dit plus tard Monomaque) hésitait encore, par scrupule, à occuper le trône de Kiev avant les enfants de Sviatoslav, « des mutins, profitant de la vacance du pouvoir, pillèrent la maison du chef de la milice (*tysiatchnik*) ainsi que celles de tous les Juifs qui se trouvaient dans la capitale sous la protection du cupide Sviatopolk... À l'origine de cette révolte, semble-t-il, la rapacité des prêteurs juifs : profitant sans doute de la rareté de l'argent à cette époque, ils pressuraient

6. N. M. Karamzine, *Istoria gosoudarstva Rossiiskogo* (Histoire de la nation russe), Saint-Petersbourg, 1842-1844, t. 1, p. 127. Cf. également : S. M. Soloviev, *Istoria Rossii s drevneichikh vremen* (Histoire de la Russie depuis les origines) en 15 volumes, M. 1962-1966, t. 1, p. 181.

7. Brutskus, pp. 21-22 ; EJ, t. 7, p. 588.

8. Toporov, t. 1, p. 280.

9. PEJ, t. 4, p. 253.

* Successivement prince de Polovsk, de Tomov et de Kiev (1050-1113).

les débiteurs par des taux usuraires démesurés¹⁰ ». (On trouve par exemple, dans le règlement de Vladimir Monomaque, des indications selon lesquelles les usuriers de Kiev prenaient jusqu'à 50 % d'intérêt annuel). Karamzine fait ici référence aux chroniques et aux ajouts de V. N. Tatischev*. Tatischev nous dit : « Ensuite ils ont tué beaucoup de Juifs et pillé leurs maisons, car ceux-ci avaient commis de nombreuses exactions et avaient beaucoup nui au négoce des chrétiens. Nombre d'entre eux, réunis autour de leur synagogue, se sont retranchés et se sont défendus du mieux qu'ils purent en demandant qu'on attendît l'arrivée de Vladimir. » Une fois ce dernier arrivé, les Kiéviens « lui demandèrent ouvertement de mettre les Juifs à la raison, car ils avaient privé les chrétiens de toute possibilité de commerce alors qu'ils avaient eu sous Svjatopolk grandes liberté et autorité... En outre, ils avaient réussi à attirer beaucoup de gens à leur religion¹¹. »

De l'avis de M. N. Pokrovski, le pogrom de Kiev de 1113 revêtit un caractère social et non pas national. (Il est vrai, on ne connaît que trop l'adhésion aux interprétations sociales de cet historien des « classes ».)

Après avoir occupé le trône de Kiev, Vladimir répondit aux plaignants en ces termes : « Dans la mesure où ils [les Juifs] ont pénétré dans de nombreuses principautés et s'y sont fixés en grand nombre, il ne me convient pas, sans l'avis des princes et à l'encontre du droit..., d'autoriser qu'on les pille et qu'on les tue, ce qui pourrait entraîner la mort de beaucoup d'innocents. À cet effet, je vais sans attendre convoquer les princes en conseil¹². » Le conseil adopta une loi limitant l'usure qui fut introduite par Vladimir dans le code de Iaroslav. Karamzine, suivant en cela Tatischev, laisse entendre que, par décision du conseil, Vladimir « a exilé tous les Juifs et que, depuis ce temps-là, il n'y en a plus eu dans notre patrie ». Mais il se corrige aussitôt : « Dans les chroniques, il est dit au contraire qu'en 1124 (quand eut lieu un grand incendie), *les Juifs de Kiev en souffrirent particulièrement* : c'est donc qu'ils n'avaient pas été

10. Karamzine, t. 2, pp. 87-88.

11. V. N. Tatischev, Histoire russe en 7 volumes, t. 2, M. 1963, p. 129.

12. *Ibidem*, p. 129.

* 1686-1750, collaborateur de Pierre le Grand, historien, géographe, créateur de l'historiographie russe moderne.

expulsés¹³. » Brutskus explique que « c'était tout un quartier dans la plus belle partie de la ville... près des Portes juives, à deux pas des Portes d'Or¹⁴ ».

Du moins, à Vladimir*, un Juif avait gagné la confiance d'André Bogolioubski**. « Au nombre des intimes d'André se trouvait aussi un certain Efrem Moizitch, dont le patronyme Moizitch ou Moiséevitch révèle une origine juive » – c'est lui, à en croire les chroniqueurs, qui fut l'un des instigateurs du complot qui coûta la vie à André¹⁵. Mais la chronique note également que sous André Bogolioubski, « il est venu des régions de la Volga beaucoup de Bulgares et de Juifs qui recevaient le baptême », et qu'après la mort d'André, son fils Georges s'est enfui au Daghestan auprès du prince juif¹⁶.

De façon générale, pour toute la période de la Russie de Souzdal***, les informations sur les Juifs sont parcimonieuses, comme l'était sans doute leur nombre.

L'*Encyclopédie juive* note que, dans les épopées russes, le « Roi des Juifs » apparaît comme l'une des appellations préférées pour désigner l'ennemi de la foi chrétienne, tout comme le preux-juif dans les bylines**** sur Ilya et Dobrynia¹⁷. Il se pourrait qu'il y ait là de lointaines réminiscences de la lutte avec la Khazarie. Mais on y décèle aussi le fondement religieux de l'hostilité ou de la réserve à l'encontre des Juifs qui souhaitaient s'installer en Russie moscovite.

L'invasion des Tatars mit fin à l'exubérante activité commerciale en Russie de Kiev et, apparemment, de nombreux Juifs partirent alors pour la Pologne. (Toutefois, ayant peu souffert de l'invasion tatar, des peuplements juifs se sont conservés en Volhynie et en Galicie.) L'*Encyclopédie* précise : « Au moment de l'invasion des Tatars (1239) et de leur mise à sac de Kiev, les Juifs ont également

13. *Karamzine*, t. 2. Notes, p. 89.

14. *Brutskus*, p. 23.

15. *Soloviev*, livre I, p. 546.

16. *Brutskus*, p. 26.

17. *EJ*, t. 9, p. 5.

* Principauté russe rattachée à Moscou au milieu du xv^e siècle.

** Grand-Prince de Vladimir et de Souzdal (env. 1110-1174).

*** Principauté russe rattachée à Moscou au milieu du xv^e siècle.

**** Chansons de geste russes.

souffert, mais, dans la seconde moitié du XIII^e siècle, les grands princes les invitèrent à s'installer à Kiev qui se trouvait sous l'autorité suprême des Tatars. Jouissant des privilèges réservés aux Juifs en d'autres terres tatares, les Juifs de Kiev ont de ce fait attiré sur eux la haine des citadins¹⁸. » On observe le même phénomène non seulement à Kiev, mais aussi dans les villes de la Russie du Nord où la domination tatar avait frayé « un chemin à de nombreux marchands étrangers, de Kharaz ou de Khiva, de longue date rompus au commerce et aux astuces de la cupidité : ces gens-là achetaient aux Tatars le droit de prélever le tribut, ils pratiquaient une usure exorbitante à l'égard des pauvres, et, en cas de non-paiement, les déclaraient esclaves et les emmenaient en captivité. Les habitants de Vladimir, de Souzdal, de Rostov perdirent bientôt patience et se soulevèrent unanimement, au son des cloches, contre ces méchants usuriers : certains furent tués, les autres chassés¹⁹ ». Les révoltés devaient être réprimés par l'armée du khan, mais, grâce à l'entremise du prince Alexandre de la Néva*, celle-ci ne vint pas. Enfin, « des archives du XV^e siècle mentionnent des Juifs de Kiev, collecteurs d'impôts, jouissant de fortunes importantes²⁰ ».

« Le mouvement des Juifs de Pologne vers l'est », entre autres pays, vers la Biélorussie, « est décelable au XV^e siècle : on trouve des Juifs qui ont affermé la collecte des taxes douanières et autres à Minsk, Polotsk », Smolensk, mais il ne se forme encore aucune communauté sédentaire. Néanmoins, après l'éphémère exil des Juifs de Lituanie (1495), « ce mouvement vers l'est a repris avec une énergie particulière au début du XVI^e siècle²¹ ».

La pénétration des Juifs en Moscovie a été tout à fait insignifiante, bien que la venue de « Juifs influents à Moscou ne rencontrât alors aucun obstacle²² ». Mais, à la fin du XV^e siècle, eurent lieu

18. *Ibidem*, p. 517.

19. *Karamzine*, t. 4, pp. 54-55.

20. *PEI*, t. 4, p. 254.

21. *EJ*, t. 5, p. 165.

22. *Ibidem*, t. 13, p. 610.

* Grand-duc de Novgorod puis grand-prince de Vladimir, saint (1220-1263), battit en 1240 les Suédois sur les bords de la Neva, et en 1242 les chevaliers Teutoniques ; gouverna comme vassal des Mongols, mais obtint la réduction du tribut qui leur était payé.

au cœur même du pouvoir administratif et religieux en Russie des événements qui, sans faire, semble-t-il, grand bruit, ont pu entraîner de menaçants remous et de profondes conséquences dans le domaine spirituel. C'est ce qu'on a appelé l'« hérésie des judaïsants ». Selon l'expression de son pourfendeur, Joseph de Volokolamsk, « la pieuse terre russe n'avait pas vu pareille tentation depuis les temps d'Olga* et de Vladimir²³ ».

Karamzine en relate les débuts en ces termes : le Juif Skharia, arrivé en 1470 de Kiev à Novgorod, « réussit à séduire deux prêtres, Denis et Alexis ; il les convainc que la loi de Moïse est seule divine ; que l'histoire du salut est une invention ; que le Christ n'était pas encore né, qu'il ne faut pas vénérer les icônes, etc. Ainsi naquit l'hérésie judaïque²⁴ ». Soloviev ajoute que Skharia dut son succès « au concours de cinq complices, tous juifs », et que cette hérésie était « apparemment un mélange de judaïsme et de rationalisme chrétien, qui niait le mystère de la Sainte Trinité et la divinité de Jésus-Christ²⁵ ». À la suite de quoi, « le pape Alexis prit le nom d'Abraham, donna à sa femme celui de Sarah, et débaucha, avec Denis, de nombreux clercs et laïcs... Mais on comprend mal que Skharia ait pu si aisément multiplier le nombre de ses disciples à Novgorod si sa sagesse consistait seulement à refuser le christianisme et à exalter le judaïsme... Il est vraisemblable que Skharia ait abusé les Russes par la Kabbale, une science attrayante pour les ignorants et les curieux, fameuse au xv^e siècle, quand les plus savants des hommes... cherchaient en elle réponse à tous les problèmes qui se posaient à l'intelligence humaine. Les kabbalistes se targuaient... de connaître tous les mystères de la Nature, de pouvoir expliquer les songes, de prévoir l'avenir, de commander aux esprits²⁶... ».

Inversement, J. Hessen, historien juif du xx^e siècle, estime – sans citer, il est vrai, aucune source – « tout à fait établi que les Juifs n'ont pris aucune part ni à l'établissement de l'hérésie, ni à sa

23. Karamzine, t. 6, p. 121.

24. *Ibidem*, p. 121.

25. Soloviev, livre III, p. 185.

26. Karamzine, t. 6, pp. 121-122.

* Sainte Olga (?-969), princesse de Kiev, épouse du prince Igor dont elle fut veuve en 945 ; exerça la régence jusqu'à l'avènement de son fils Sviatoslav. Convertie en 954, elle ne réussit cependant pas à répandre le christianisme dans tout le pays.

propagation ultérieure²⁷ ». Le Dictionnaire encyclopédique de Brockhaus et Efron affirme que « l'élément juif proprement dit n'a joué, semble-t-il, aucun rôle notable dans cette doctrine et s'est limité à quelques rites²⁸ ». Pourtant, « l'influence juive sur la secte, après la publication du *Psautier des judaïsants*, entre autres écrits..., doit être aujourd'hui considérée comme tranchée dans un sens affirmatif²⁹ ».

« Les hérétiques de Novgorod gardaient un extérieur décent, avaient l'air d'humbles ascètes, zélés dans l'accomplissement des actes de piété³⁰ », ce qui « leur attira l'attention du peuple et concourut à la rapide diffusion de l'hérésie³¹ ». Quand Ivan III* vient à Novgorod après la chute de la ville, il emmène avec lui les deux instigateurs de l'hérésie, Alexis et Denis, et, eu égard aux mérites de leur piété, les élève en 1480 au rang d'archiprêtres des cathédrales de l'Assomption et de l'Annonciation au Kremlin. « Ils y apportèrent le schisme, dont la racine resta à Novgorod. Alexis obtint les faveurs particulières du Souverain, avait entrée libre chez lui », et, par son enseignement dispensé en secret, séduisit non seulement certains hauts dignitaires de l'État et de l'Église, mais convainquit le grand-prince d'élever à la dignité de métropolite – autrement dit de placer à la tête de toute l'Église russe – l'archimandrite Zosime** qu'il avait converti à son hérésie. En outre, il convertit à cette hérésie Hélène, la belle-fille du grand-prince, veuve de Jean le Jeune*** et mère de l'éventuel héritier du trône, « le petit-fils bien-aimé » Dimitri****³².

27. J. Hessen, *Istoria evreïskogo naroda v Rossii* (Histoire du peuple juif en Russie), en 2 vol., t. 1, Leningrad, 1925, p. 8.

28. Dictionnaire encyclopédique en 82 volumes, Saint-Petersbourg, 1890-1904, t. 22, 1904, p. 943.

29. EJ, t. 7, p. 577.

30. Karamzine, t. 6, p. 122.

31. Soloviev, livre III, p. 185.

32. Karamzine, t. 6, pp. 120-123.

* Ivan III le Grand (1441-1505), grand-prince de Moscou à partir de 1402, mit fin à la suzeraineté mongole.

** Élevé à la dignité suprême de métropolite de Moscou en 1490, qu'il abandonna en 1414, officiellement pour raisons de santé.

*** Jean dit « le Jeune », fils du grand-prince Jean III, mourut à 32 ans en 1490.

**** Fils de Jean le Jeune (1483-1509), privé de son droit d'héritier du trône par son oncle Basile, né du second mariage de son grand-père avec la princesse Sophie Paléologue, et mort en prison.

Le rapide et facile succès de ce mouvement ne laisse pas d'étonner. Il s'explique sans doute par un intérêt réciproque. « Quand furent traduits en russe le *Psautier des judaïsants* et d'autres œuvres qui avaient pour but de séduire le lecteur russe et étaient nettement antichrétiennes, on aurait pu croire que seuls les Juifs et le judaïsme y seraient intéressés. » Cependant, « le lecteur russe trouvait lui aussi de l'intérêt à la traduction des textes religieux juifs », d'où « le grand succès de la propagande des "judaïsants" dans les différentes couches de la société³³ ». La vivacité et la vigueur de ces contacts rappellent ceux qui s'étaient déjà manifestés à Kiev au ^{xr} siècle.

Cependant, vers 1487, l'archevêque de Novgorod, Guennadius, avait dépisté l'hérésie, envoyé à Moscou des preuves irréfutables, et s'était attaché à l'investigation et à la réfutation de cette hérésie jusqu'à ce qu'un concile se réunisse en 1490 pour en débattre (sous la houlette du métropolite Zosime, récemment consacré). « Avec effroi, ils entendirent les accusations de Guennadius : ces renégats déblatèrent contre le Christ et la Mère de Dieu, crachent sur les croix, disent des icônes que ce sont des idoles, les déchiquettent avec les dents, les jettent dans des endroits impurs, ne croient ni au Royaume des cieux ni à la Résurrection des morts, et, silencieux face à des chrétiens zélés, cherchent impudemment à dévergondner les faibles³⁴. » « L'arrêt rendu par le concile montre que les "judaïsants" ne reconnaissent pas dans le Christ le Fils de Dieu... enseignaient que le Messie n'était pas encore venu... vénéraient le sabbat vétéro-testamentaire "plus que le jour de la Résurrection du Seigneur"³⁵. » Lors du concile, on avait proposé que les hérétiques fussent mis à mort – mais, de par la volonté d'Ivan III, ils ne furent condamnés qu'à la réclusion, et l'hérésie fut anathémisée. « Un tel châtimement, vu les rigueurs du temps et l'importance du méfait, était des plus clémentes³⁶. » Les historiens sont unanimes à expliquer cette mansuétude d'Ivan par le fait que l'hérésie, ayant couvé sous son propre toit, avait été adoptée par des personnalités connues, influentes, notamment par le très puissant secrétaire d'État (faisant alors fonction en quelque sorte de ministre des Affaires étrangères)

33. Toporov, t. I, p. 357.

34. Karamzine, t. 6, p. 123.

35. EJ, t. 7, p. 580.

36. Karamzine, t. 6, p. 123.

Fedor Kouritsyne, « fameux par son savoir et ses capacités³⁷ ». « L'étrange libéralisme de Moscou avait pour origine la brève "dictature du cœur" exercée par F. Kouritsyne. Les séductions de son cabinet secret avaient prise sur le grand-prince lui-même et sur sa belle-fille... L'hérésie non seulement ne s'étiola pas, mais fleurit de plus belle et se propagea... À la cour moscovite..., l'astrologie et la magie étaient à la mode, de même que la tentation d'une révision pseudo-scientifique de l'ancienne conception moyenâgeuse du monde » ; un ample courant « de libre-pensée soutenu par les tentations du savoir et l'ascendant de la mode³⁸ ».

L'*Encyclopédie juive* suppose aussi qu'Ivan III « ne s'est pas opposé à l'hérésie pour des considérations politiques. Avec l'aide de Skharia, il espérait accroître son influence en Lituanie », et voulait en outre préserver les bonnes dispositions des Juifs de Crimée : « du prince-propriétaire de la presqu'île de Taman, Zacharie de Grisolfic », ainsi que du Juif de Crimée Khozi Kokos, proche du khan Mengli-Guiré³⁹.

Après le concile de 1490, Zosime entretint pendant quelques années encore une société secrète, mais il fut à son tour démasqué et, en 1494, le grand-prince lui demanda, sans jugement et sans bruit, de se retirer comme de son propre gré dans un monastère. « Néanmoins, l'hérésie ne faiblit pas : il fut même un temps (1498) où ses adeptes faillirent prendre tout le pouvoir à Moscou et où leur candidat, Dimitri, fils de la princesse Hélène, fut couronné tsar⁴⁰. » Mais Ivan III ne tarda pas à se réconcilier avec sa femme Sophie Paléologue, et, en 1502, son fils Basile hérita du trône (Kouritsyne, à l'époque, était déjà mort.) Pour ce qui est des hérétiques, les uns furent brûlés vifs, d'autres emprisonnés, certains s'enfuirent en Lituanie « où ils embrassèrent formellement le judaïsme⁴¹ ».

Notons que cette lutte contre l'hérésie des « judaïsants » donna une impulsion à la vie spirituelle de la Russie moscovite de la fin du xv^e et du début du xvi^e siècle, à la prise de conscience de la

37. Soloviev, livre III, p. 168.

38. A.V. Kurtachev, *Otcherki po istorii Russkoï Tserkvi* (Essais sur l'histoire de l'Église russe) en 2 vol., Paris, 1959, t. I, pp. 495, 497.

39. EJ, t. 13, p. 610.

40. *Ibidem*, t. 7, p. 579.

41. PEJ, t. 2, p. 509.

nécessité de l'instruction religieuse et d'écoles pour le clergé ; le nom de l'évêque Guennadius est associé à la compilation et à l'édition de la première Bible slavonne, qui n'existait pas encore en tant que corpus dans l'Orient orthodoxe. Avec l'invention de l'imprimerie, « quatre-vingts ans plus tard, cette même Bible de Guennadius... fut publiée à Ostrog (1580-1582), première Bible traduite en slavons d'église, devançant par là tout l'Orient orthodoxe⁴² ». S. F. Platonov tire les conclusions générales suivantes : « Le mouvement des "judaïsants" recelait sans nul doute des éléments du rationalisme occidental... ; l'hérésie avait été condamnée, ses prédicateurs martyrisés, mais l'atmosphère de critique et de scepticisme envers le dogme et la structure de l'Église, qu'ils avaient suscitée, n'avait pas disparu⁴³. »

La récente *Encyclopédie juive* rappelle « les suppositions selon lesquelles une attitude très négative envers le judaïsme et les Juifs a pris naissance en Russie moscovite, où elle était inconnue jusqu'au xvi^e siècle », à l'occasion de cette lutte contre les « judaïsants⁴⁴ ». Cela paraît assez vraisemblable, vu les dimensions spirituelles et politiques de cette hérésie. Mais J. Hessen s'inscrit en faux contre cette opinion : « Il est significatif que la coloration spécifique de l'hérésie en tant que "judaïsante" n'a pas empêché le succès de la secte et, de façon générale, n'a pas suscité d'attitude agressive envers les Juifs⁴⁵. »

Durant ces mêmes siècles, du xiii^e au xviii^e, dans la Pologne voisine s'était créée, développée, affermie dans des coutumes stables une très importante communauté juive qui devait servir de base à la future population juive de Russie, jusqu'à devenir au xx^e siècle la fraction la plus importante du judaïsme mondial. Au xvi^e siècle « se produisit une importante migration de Juifs polonais et tchèques » vers l'Ukraine, la Biélorussie et la Lituanie⁴⁶. Au xv^e siècle, les marchands juifs de l'État polono-lituanien se rendaient encore librement à Moscou. Mais, sous Ivan le Terrible, la situation changea : l'entrée aux marchands juifs fut interdite. Et quand, en 1550, le roi polonais Sigismond-Auguste exigea que le

42. Kartachev, t. 1, p. 505.

43. S. F. Platonov, *Moskva i Zapad* (Moscou et l'Occident), Berlin, 1926, pp. 37-38.

44. PEJ, t. 2, p. 509.

45. Hessen, t. 1, p. 8.

46. *Brutskus* ; CM, t. 1, p. 28.

libre accès à la Russie leur fût accordé, Ivan opposa un refus en ces termes : « Ne pas permettre aux Juifs de se rendre dans nos États, car Nous ne voulons voir dans Nos États aucun mal, Nous voulons au contraire que Dieu accorde aux hommes dans Nos États de vivre dans la paix, sans aucun trouble. Et toi, Notre frère, désormais ne Nous écris plus à propos des Juifs⁴⁷ », car ils ont cherché à « détourner les Russes du christianisme, ont introduit dans Nos terres des drogues nuisibles, et ont fait de nombreuses misères à Nos gens⁴⁸ ».

Une légende voudrait que lors de la prise de Polotsk en 1563, cédant aux plaintes des habitants russes « contre les mauvaises actions et oppressions » des Juifs, des fermiers et hommes de confiance des magnats polonais, Ivan IV eût enjoint à tous les Juifs de se faire baptiser sur-le-champ ; quant aux récalcitrants, au nombre exact de trois cents, il aurait ordonné de les noyer illico, en sa présence, dans la Dvina. Mais les historiens sérieux, tel J. Hessen, non seulement ne confirment pas cette version, même édulcorée, mais ne la mentionnent pas.

En revanche, Hessen écrit que, sous le faux-Dimitri* (1605-1606), des Juifs firent leur apparition à Moscou « en nombre relativement important », ainsi que divers étrangers. Après la fin du Temps des Troubles**, on fit savoir que le faux-Dimitri II*** (le « Brigand de Touchino ») était « d'origine juive⁴⁹ ». Pour ce qui est de l'origine de ce « Brigand de Touchino », les sources divergent. Certains affirment qu'il était le fils d'un prêtre d'Ukraine et répondait au nom de Matthieu Verevkine ; « ou bien un Juif..., comme il est dit dans les documents officiels ; si l'on en croit un historien étranger, il connaissait l'hébreu, lisait le Talmud, les livres des rabbins... Sigismond a envoyé un Juif qui se faisait passer pour

47. EJ, t. 8, p. 749.

48. Hessen, t. 1, pp. 8-9.

49. *Ibidem*, p. 9.

* Personnage mystérieux qui prétendait être le fils d'Ivan IV, et qui, venu de Pologne avec l'appui d'une armée de mercenaires polonais, s'empara de Moscou et y régna de juin 1605 à mai 1606, date à laquelle il fut tué par des opposants.

** Période agitée (1598-1613) entre l'extinction de la lignée des princes issus de Riourik et l'avènement des Romanov.

*** Personnage lui aussi mystérieux qui se fit passer pour le vrai Dimitri en 1607 et réussit à se maintenir en différentes villes proches de Moscou jusqu'en 1610, date à laquelle il fut assassiné à Kalouga.

le tsarévitch Dimitri⁵⁰ ». *L'Encyclopédie juive* dit : « Des Juifs faisaient partie de la suite de l'imposteur et eurent à souffrir lors de sa chute. Selon certains renseignements... le faux-Dimitri II était un Juif baptisé qui avait servi dans la suite du faux-Dimitri I^{er}⁵¹. »

Arrivés en grand nombre en Russie pendant le Temps des Troubles, les Polono-Lituanien ont été, à l'issue de cette période, limités dans leurs droits, et « les Juifs venus de ces pays partageaient le sort de leurs compatriotes » auxquels on avait interdit de se rendre avec leurs marchandises à Moscou et dans les villes avoisinantes⁵². L'accord entre Moscovites et Polonais sur l'accession au trône de Vladislav* stipulait : « Il ne faut pousser personne à embrasser la foi romaine ou d'autres confessions, et on ne doit pas permettre aux Juifs d'entrer dans l'État moscovite pour y faire du commerce⁵³. » Mais d'autres sources indiquent que les marchands juifs eurent libre accès à Moscou même après le Temps des Troubles⁵⁴. « Des décrets contradictoires montrent que le gouvernement de Michel Feodorovitch** ne poursuivait aucune politique bien définie envers les Juifs... mais qu'il était plutôt tolérant à leur égard⁵⁵. »

« Sous le règne d'Alexis Mikhaïlovitch***, on trouve des indices de la présence des Juifs en Russie – le Code ne contient aucune restriction concernant les Juifs... ils avaient alors accès à toutes les villes russes, y compris Moscou⁵⁶. » Hessen affirme que dans la population prise lors de l'offensive russe en Lituanie dans les années 30 du xiii^e siècle se trouvaient bon nombre de Juifs, et « à leur égard les dispositions étaient les mêmes que pour les autres ». Après les actions militaires des années 1650-1660, « des Juifs faits

50. Karamzine, t. 12, p. 35-36 ; notes, p. 33.

51. PEJ, t. 7, p. 290.

52. Hessen, t. 1, p. 9.

53. Karamzine, t. 12, p. 141.

54. I. M. Dijour. *Evrei v ekonomitcheskoï jizni Rossii* (Les Juifs dans la vie économique de la Russie), in LMJR, p. 156.

55. EJ, t. 13, p. 611.

56. *Ibidem*.

* Roi polonais (1595-1648) prétendant au trône de Moscou qu'il occupa avec l'accord des Moscovites pendant quelques mois en 1610.

** Premier tsar (1596-1645) de la dynastie des Romanov, élu par l'Assemblée du peuple en 1613.

*** Fils du précédent, tsar de Russie de 1645 à 1676.

prisonniers se retrouvèrent à nouveau dans l'État moscovite, et le comportement à leur endroit n'était nullement pire que celui envers les autres prisonniers ». Après la signature de la paix d'Androussov en 1667, « on proposa aux Juifs de rester dans le pays. Beaucoup d'entre eux profitèrent de cette occasion, certains embrassèrent le christianisme et parmi les prisonniers quelques-uns furent les fondateurs de familles nobiliaires russes⁵⁷ ». (Quelques Juifs baptisés se sont installés au XVII^e siècle sur le Don, dans le village cosaque de Starotcherkassk, et près de dix familles cosaques en descendent.) Autour de cette même année 1667, l'Anglais Collins écrit que « les Juifs se sont depuis peu multipliés à Moscou et à la cour », apparemment grâce à la protection d'un médecin juif de la cour⁵⁸.

Sous Féodor Alekséevitch*, on essaya de décréter que, « si des Juifs se rendaient clandestinement à Moscou avec des marchandises », il ne fallait pas que la douane laissât passer leurs marchandises, car « avec ou sans marchandises il est interdit de laisser passer les Juifs en provenance de Smolensk⁵⁹ ». Cependant, « la pratique ne correspondait guère à cette réglementation théorique⁶⁰ ».

Dans les premières années du règne de Pierre le Grand (1702), en relation avec le Manifeste invitant les étrangers de valeur à venir en Russie, on trouve cette réserve visant les Juifs : « Je veux... voir chez moi plutôt des mahométans et des païens que des Juifs. Ce sont des filous et des dupeurs. J'extirpe le mal, je ne le propage pas ; il n'y aura pour eux en Russie ni logement ni commerce, malgré tous leurs efforts et les tentatives pour soudoyer mon entourage⁶¹. »

Néanmoins, durant tout le règne de Pierre le Grand, nous ne trouvons aucune information sur des persécutions de Juifs, aucune loi n'a été promulguée qui limiterait leurs droits. Au contraire, la bienveillance générale accordée à tout étranger offrait également aux Juifs un vaste champ d'activités, y compris dans le cercle étroit des proches de l'empereur : le vice-chancelier Pierre Chafirov (homme politique important et créatif, mais enclin à l'escroquerie,

57. J. Guessen, t. 1, pp. 9-10.

58. EJ, t. 11, p. 330.

59. *Ibidem*.

60. EJ, t. 13, p. 612.

61. Soloviev, livre VIII, p. 76.

* Fils du précédent, tsar de Russie de 1676 à 1682.

ce pour quoi il fut puni par Pierre lui-même après la mort de qui l'enquête fut confiée au Sénat⁶²) ; ses cousins Abram Veselovski, très proche de Pierre, et Isaac Veselovski ; Antoine Devière, premier général de la police à Saint-Pétersbourg ; Vivière, chef des services secrets ; le bouffon Acosta, et d'autres encore. Dans une lettre à A. Veselovski, Pierre précise : « Il m'est tout à fait indifférent qu'untel soit baptisé ou circoncis pourvu qu'il sache son affaire et se distingue par son honnêteté⁶³. » Les maisons de commerce juives en Allemagne demandèrent que le gouvernement russe leur garantisse la sécurité du commerce avec la Perse transitant par la Russie, mais cette garantie ne leur fut pas accordée⁶⁴.

Au début du XVIII^e siècle, les Juifs ont développé une activité commerciale en Petite Russie un an avant que les marchands grands-russes ne reçoivent également ce droit. Le hetman* Skoropadski avait à plusieurs reprises publié des décrets expulsant les Juifs, mais ils ne furent jamais appliqués, au contraire : le nombre de Juifs en Petite Russie ne fit que croître⁶⁵.

En 1727, peu avant sa mort, cédant aux instances de Menchikov**, Catherine I^{re}*** donna l'ordre de chasser tous les Juifs d'Ukraine (en l'occurrence, « il se peut qu'ait joué un rôle la part prise par les Juifs dans la fabrication et le commerce d'eau-de-vie ») et des villes russes. Mais cette mesure, même si elle reçut un début d'application, ne dura pas plus d'un an⁶⁶.

En 1728, sous Pierre II****, l'autorisation « a été donnée aux Juifs de venir en Petite Russie en tant que personnes utiles au commerce du pays », d'abord « pour un séjour temporaire », lequel, arguments à l'appui, s'est « bien sûr transformé peu à peu en résidence permanente ». Sous Anne*****, ce droit fut étendu en 1731

62. *Ibidem*, livre X, p. 477.

63. EJ, t. 5, p. 519.

64. EJ, t. 11, p. 330.

65. *Hessen*, t. 1, pp. 11-12.

66. *Ibidem*, p. 13 ; EJ, t. 2, p. 592.

* Titre du haut dirigeant cosaque de 1648 à 1704.

** Alexandre Menchikov (env. 1670-1729), favori de Pierre le Grand et de Catherine I^{re}.

*** Impératrice de Russie de 1725 à 1727 après la mort de son mari Pierre le Grand.

**** Fils du tsarévitch Alexis, né en 1715, empereur de Russie de 1727 à 1730.

***** Anne Ioannovna, petite-fille du tsar Alexis I^{er}, impératrice de Russie de 1730 à 1740.

à la région de Smolensk, en 1734 à l'Ukraine Slobodskaïa* (au nord-est de Poltava). En outre, les Juifs furent autorisés à affermer des terres chez les propriétaires, à exercer le commerce des spiritueux, et reçurent en 1736 le droit de livrer de la vodka polonaise dans tous les débits de boissons publiques, y compris en Grande Russie⁶⁷.

Il faut aussi mentionner ici la personnalité du financier Lévy Lipman, des pays Baltes. Alors que la future impératrice Anna Ioannovna vivait encore en Courlande, elle avait grand besoin d'argent « et il n'est pas impossible que, dès cette époque, Lipman ait eu l'occasion de lui être utile ». Sous Pierre I^{er}, il est déjà établi à Saint-Petersbourg. Sous Pierre II, il « devient agent de change ou joaillier à la cour russe ». À l'accession au trône d'Anna Ioannovna, il « se fait d'importantes relations à la cour » et décroche le rang de haut commissaire. « Jouissant de contacts directs avec l'impératrice, il était en relation particulièrement étroite avec son favori, Biron**... Les contemporains affirmaient que... Biron lui demandait conseil sur les problèmes vitaux de l'État russe. L'un des ambassadeurs à la cour russe écrivait : "... On peut dire que c'est bien Lipman qui gouverne la Russie." Plus tard, ces appréciations de contemporains ont été nuancées⁶⁸. » Néanmoins, Biron « avait transmis à Lipman presque toute l'administration des finances et différents monopoles commerciaux⁶⁹ ». (« Lipman continua d'assurer ses fonctions à la cour même après qu'Anna Léopoldovna***... eut exilé Biron⁷⁰. »)

Lipman n'a pas été sans influencer Anna Ioannovna dans son attitude générale envers les Juifs. Même si, lors de son accession au trône, en 1730, elle a exprimé, dans une lettre à son ambassadeur auprès du hetman de Petite Russie, son inquiétude d'entendre « qu'une infime partie de Petits-Russiens s'adonne au commerce, et que ce sont surtout les Grecs, les Turcs et les Juifs qui font

67. *Hessen*, t. 1, pp. 13-15 ; *EJ*, t. 2, p. 592.

68. *EJ*, t. 10, pp. 224-225.

69. *Ibidem*, t. 4, p. 591.

70. *Ibidem*, t. 10, p. 225.

* Nom donné à la partie de l'Ukraine située sur la rive gauche du Dniepr.

** Favori de l'impératrice Anne, gouverne la Russie, se proclame régent à la mort d'Anne, ce qui entraîne sa disgrâce et son exil en Sibérie jusqu'à l'accession au trône de Pierre II.

*** 1718-1746, arrière-petite-fille du tsar Alexis I^{er}. Son projet de se faire reconnaître impératrice après l'exil de Biron n'aboutit pas.

commerce⁷¹, — de là on peut derechef conclure que l'expulsion de 1727 ne s'était pas traduite dans les faits, tout comme ses propres décrets devaient rester lettre morte : en 1739, l'interdiction aux Juifs d'affermier des terres en Petite Russie ; en 1760, l'expulsion vers l'étranger d'environ 600 Juifs⁷² (s'y opposait également l'intérêt des propriétaires).

Un an après son accession au trône, Élisabeth* publia le décret suivant (décembre 1742) : « Dans tout notre empire, les Juifs sont interdits ; mais aujourd'hui il a été porté à notre connaissance que lesdits Juifs, dans notre empire, mais principalement en Petite Russie, continuent de résider sous différents prétextes ; de cela on ne peut attendre aucun fruit, mais bien plutôt, de ces ennemis du nom du Christ, un préjudice extrême pour nos fidèles sujets, en vertu de quoi nous ordonnons que de tout notre empire tous les Juifs de sexe masculin et féminin soient immédiatement expulsés avec leurs biens à l'étranger et qu'ils n'y soient plus admis, à l'exception de ceux d'entre eux qui désireraient embrasser la foi chrétienne de confession grecque⁷³. »

Il s'agissait là de cette intolérance religieuse qui avait ébranlé l'Europe pendant plusieurs siècles d'affilée. Dans la mentalité de ce temps, il n'y avait là aucune hostilité spécifiquement russe ou dirigée exclusivement contre les Juifs. Entre chrétiens, l'intolérance se manifestait avec une non moindre cruauté, tout comme en Russie la persécution de fer et de feu qui s'était abattue sur les vieux-croyants, des coreligionnaires, quasi orthodoxes.

Ce décret d'Élisabeth « a reçu une grande publicité. Mais, aussitôt, diverses tentatives furent faites pour amener l'Impératrice à des concessions ». La chancellerie militaire de Petite Russie informa le Sénat que l'on avait déjà expulsé 140 personnes, mais que « l'interdiction faite aux Juifs d'amener leurs marchandises aurait pour conséquence de diminuer les recettes de l'État⁷⁴ ». Le Sénat remit à l'impératrice un rapport disant que « le décret de l'année précédente interdisant aux Juifs l'entrée dans l'empire a

71. Soloviev, livre X, pp. 256-257.

72. Hessen, t. 1, p. 15.

73. Soloviev, livre XI, pp. 155-156.

74. Hessen, t. 1, p. 16.

* Élisabeth, fille de Pierre I^{er} et de Catherine I^{re}, accède au trône en 1741.

porté un rude coup au commerce en Petite Russie, comme dans les pays Baltes ; parallèlement, le Trésor va souffrir de la diminution des droits de douane ». L'impératrice répondit dans sa résolution : « Des ennemis du Christ je ne veux aucun intérêt ni profit⁷⁵. »

Hessen en conclut que, de cette façon, « la Russie resta, sous Élisabeth, sans population juive⁷⁶ ». L'historien juif S. Doubnov affirme que sous Élisabeth, « selon les estimations d'un historien de ce temps..., vers 1753, 35 000 Juifs avaient été chassés de Russie⁷⁷ ». Mais ce chiffre est par trop différent de la disposition, prise trois ans auparavant par Élisabeth (et restée inappliquée), d'expulser de toute l'Ukraine environ 600 Juifs, bien trop différent aussi des 142 Juifs réellement expulsés qui figuraient dans le rapport du Sénat à Élisabeth⁷⁸. V. I. Telnikov suggère⁷⁹ que l'« historien contemporain », de ces faits n'a jamais existé, que cet historien contemporain, dont Doubnov ne cite ni le nom ni le titre de l'ouvrage, n'est autre que E. Herrmann, qui a publié ce chiffre non pas à l'époque, mais exactement cent ans plus tard, en 1853, et toujours sans référence à quelque source que ce soit... De surcroît⁸⁰, il ajoute que « les Juifs avaient reçu l'ordre de quitter le pays sous peine de mort », ce qui montre que ledit historien (ou l'un et l'autre) ignorait même que, lors de son avènement, c'est Élisabeth qui abolit précisément toute peine de mort en Russie (à nouveau pour des raisons religieuses). Telnikov remarque que l'un des très grands historiens juifs, Heinrich Graetz, ne souffle mot de l'exécution de ces décrets d'Élisabeth. À titre de comparaison, signalons que, selon G. Sliosberg, sous le règne d'Élisabeth « des tentatives furent faites pour chasser les Juifs d'Ukraine⁸¹ ».

75. *Soloviev*, livre XI, p. 204.

76. *Hessen*, t. I, p. 18.

77. *S. M. Doubnov*, *History of the Jews in Russia and Poland, from the earliest times until the present day*, Philadelphie, the Jewish Publication Society of America, 1916, vol. I, p. 258. Trad. française diffusée par les éd. du Cerf, Paris, 1992.

78. *EJ*, t. 7, p. 513.

79. Dans son livre inachevé et resté inédit sur la politique du régime tsariste à l'égard des Juifs, Telnikov fait état de nombreuses et importantes sources que nous avons utilisées avec reconnaissance dans la première partie de cet ouvrage.

80. *E. Herrmann*, *Geschichte des russischen Staats. Fünfter band : Von der Thronbesteigung der Kaiserin Elisabeth bis zur Feier des Friedens von Kainardsche (1742-1775)*, Hambourg, 1853, p. 171.

81. *G. B. Sliosberg*, *Dorevolioutsionnyi stroï Rossii (Le régime pré-révolutionnaire de Russie)*, Paris, 1933, p. 264.

Il faut plutôt considérer comme vraisemblable qu'ayant rencontré de nombreuses oppositions chez les Juifs, les propriétaires terriens et au sein de l'appareil de l'État, le décret d'Élisabeth n'a guère été appliqué, ou aussi peu que, précédemment, divers décrets analogues.

Par ailleurs, du temps d'Élisabeth, des Juifs ont occupé des postes éminents. Le diplomate Isaac Veselovski exerça des responsabilités et fut comblé de faveurs par l'Impératrice ; lui aussi appuya la requête du chancelier A. Bestoujev-Rioumine* pour qu'on n'expulsât pas les Juifs. (Plus tard, il enseigna le russe à l'héritier, au futur Pierre III ; quant à son frère Féodor, il devint, à la fin du règne d'Élisabeth, curateur de l'université de Moscou⁸².) Signalons aussi l'ascension du marchand saxon Grünstein, luthérien, qui se convertit à l'orthodoxie, suite à un commerce infructueux avec la Perse où il avait été retenu en captivité. Il intégra le régiment Préobrajenski**, participa activement au coup d'État d'Élisabeth***, reçut en récompense le grade d'aide de camp, la noblesse héréditaire, et le pactole de 927 « âmes » de serfs. (Qu'ils étaient généreux dans la distribution de ces « âmes », nos très orthodoxes souverains !) Mais, par la suite, « le succès de sa carrière brouilla son esprit ». Une fois, il menaça de tuer le procureur général, puis, de nuit, sur une route, il s'en prit à un proche parent d'Alexis Razoumovski (sans le savoir pour tel), et de surcroît son favori. « Ces coups et blessures ne restèrent pas impunis : il fut exilé à Oustiong⁸³. »

Pierre III, qui n'a régné que six mois****, n'a guère eu le temps de prendre position sur le problème juif. (Bien qu'il eût peut-être gardé au cœur une blessure due à un certain « Juif Mousafai » qui, au temps de la jeunesse de Pierre en Holstein, « avait servi

82. EJ, t. 5, pp. 519-520.

83. Soloviev, livre XI, pp. 134, 319-322.

* Nommé grand-chancelier par Élisabeth I^{re} en 1744, il a gouverné la Russie pendant 16 ans, jusqu'à sa disgrâce en 1758.

** Régiment de la Garde créé par Pierre le Grand en 1687 (du nom du village Préobrajenskoe, proche de Moscou).

*** Elle dut, pour accéder au trône, écarter et exiler Anna Léopoldovna.

**** Petit-fils de Pierre le Grand par sa fille Anna qui était mariée au duc de Holstein, Karl Friedrich, reconnu héritier du trône en 1742, marié à sa cousine Sophie, future Catherine II, il fut détrôné par elle en 1762, interné et assassiné.

d'intermédiaire dans des prêts d'argent, lesquels avaient ruiné le trésor du Holstein ; Mousafai s'était éclipsé dès l'annonce de la majorité du grand-prince⁸⁴ ».

Toujours est-il (fut-ce un hasard ?) que, lors de la première apparition au Sénat de Catherine, nouvellement intronisée, l'un des points à l'ordre du jour fut de savoir s'il fallait accorder aux Juifs le droit d'entrer en Russie. (La majorité du Sénat était déjà enclina à le faire.) Manifestement pour se justifier devant l'opinion européenne, Catherine a laissé une relation sur la façon dont les choses se sont passées. L'un des sénateurs lui lut aussitôt la résolution négative d'Élisabeth. Catherine, elle, était fort bien disposée à l'égard du projet permettant aux Juifs d'entrer dans le pays, mais elle ne se sentait pas encore tout à fait d'aplomb après le coup d'État et se devait de mettre l'accent sur son orthodoxie de néophyte. « Commencer le règne par un décret accordant aux Juifs la libre entrée n'était pas le meilleur moyen d'apaiser les esprits ; admettre que la libre entrée des Juifs était nuisible était impossible⁸⁵. » Catherine ordonna d'ajourner l'examen du projet. Quelques mois plus tard, elle assortit son Manifeste sur la permission accordée aux étrangers de s'établir en Russie de la réserve : « à l'exclusion des Juifs ». (Dix ans plus tard, elle expliqua à Diderot que le problème des Juifs avait alors été posé inopportunément⁸⁶.)

Il n'empêche que le moment était bien choisi : les Juifs de l'étranger insistaient pour être admis en Russie, appuyés par des interventions venant de Saint-Pétersbourg même, de Riga, de Petite Russie : on faisait savoir que le commerce local « jouissait d'un grand élan du fait que, comme les autres marchands étrangers, les Juifs avaient reçu l'autorisation de pratiquer librement le commerce en Petite Russie⁸⁷ ».

Tout à fait bien disposée envers ces démarches, mais craignant toujours pour sa réputation d'orthodoxe, l'impératrice se trouva contrainte... de recourir à la conspiration ! Pour contourner ses propres lois, elle imagina de confier à quelques marchands juifs la

84. *Ibidem*, p. 383.

85. Soloviev, livre XIII, p. 112.

86. EJ, t. 7, p. 494.

87. *Hessen*, t. 1, p. 19

colonisation de la Nouvelle-Russie*, récemment conquise et restée encore déserte, et de concentrer la direction de l'affaire à Riga tout en masquant soigneusement leur nationalité : dans tous les documents, ces Juifs devaient être appelés « marchands de Nouvelle Russie ». De fait, ces Juifs conviés à s'établir à Riga « pratiquèrent là leur commerce habituel ». En outre, dans les faits, « Catherine ne manqua aucune occasion d'installer des Juifs en Nouvelle-Russie, à la seule condition qu'il ne leur fût pas fait trop de publicité » ; elle y admit des Juifs de Lituanie, de Pologne, ceux qui avaient été faits prisonniers par les Turcs ou qui fuyaient les haïdamaks^{88**}.

Là-dessus vint l'an 1772, le premier partage de la Pologne qui permit à la Russie de récupérer la Biélorussie avec son importante masse de cent mille habitants juifs. C'est de cette année qu'il faut dater le premier croisement important des destinées juive et russe.

L'arrivée des Juifs dans les terres polonaises s'est fait plus visible à partir du ^x^e siècle. Les princes, puis les rois accordent alors leur protection « à toutes sortes d'entrepreneurs actifs originaires d'Europe occidentale. Les Juifs ont plus d'une fois bénéficié du soutien royal et reçu des privilèges (au ^{xiii}^e siècle, de la part de Boleslav le Prude, au ^{xiv}^e de Casimir le Grand, au ^{xvi}^e de Sigismond I^{er} et d'Étienne Bathory), bien que, par moments, le soutien alternât avec des coercitions (au ^{xv}^e siècle sous Vladislav Jagellon et sous Alexandre Kazimirovitch ; ce siècle connut aussi deux pogroms juifs à Cracovie). Au ^{xvi}^e siècle, le ghetto a été introduit dans toute une série de villes polonaises, prétendument pour la sécurité des Juifs eux-mêmes. Les Juifs ont constamment subi l'hostilité du clergé catholique. Mais, pour les Juifs, le bilan général de la vie en Pologne était sans nul doute plutôt positif, car « durant la première moitié du ^{xvi}^e siècle, la population juive de Pologne a considérablement augmenté du fait de l'immigration ». Les Juifs « ont pris alors une part importante dans l'agriculture sur les terres des propriétaires en y développant le fermage... notamment dans la production d'alcool⁸⁹ ».

Dans la mesure où les restes de la principauté de Kiev après la

88. *Ibidem*, pp. 20-21.

89. *Ibidem*, t. I, pp. 22-27.

* Nom donné en 1764 au territoire peu peuplé, situé entre la Crimée et l'actuelle Moldavie, et proposé à la colonisation.

** Détachements formés de paysans, de cosaques, de soldats russes, etc., qui, en Petite Russie, luttèrent contre la domination des seigneurs polonais et contre les Juifs.

dévastation tatare furent incorporés au XIV^e siècle à la principauté lituanienne, puis à l'État uni de Pologne et de Lituanie, « peu à peu, de Podolie et de Volhynie les Juifs commencèrent à pénétrer en Ukraine » dans les régions de Kiev, de Poltava et de Tchernigov. Ce processus s'accéléra quand, après l'Union de Lublin* (1569), une vaste portion de l'Ukraine passa directement à la Pologne. La population de base y était la paysannerie orthodoxe qui jouissait depuis longtemps de franchises et était dispensée de la capitation. À cette époque commence l'intense colonisation de l'Ukraine par la noblesse polonaise, avec le concours des Juifs. « Les cosaques furent attachés à la glèbe et astreints à la corvée et au tribut... Les propriétaires catholiques accablaient d'impôts les serfs orthodoxes, et les Juifs obtinrent de leurs maîtres le droit exclusif de produire et de vendre la vodka. » « Le Juif-fermier, prenant la place du maître, recevait dans une certaine mesure le pouvoir sur le paysan qui appartenait au propriétaire, et puisque le Juif-fermier cherchait à tirer du paysan le plus grand profit, la haine du paysan était dirigée aussi bien à l'encontre du maître catholique que du fermier juif. Voilà pourquoi, quand, en 1648, eut lieu le terrible soulèvement organisé par Khmel'nitski, les Juifs autant que les Polonais en furent victimes » – des dizaines de milliers de Juifs périrent⁹⁰.

Les Juifs, « attirés en Ukraine par ses richesses naturelles, et les magnats polonais qui avaient colonisé le pays y ont occupé une place déterminante dans la vie économique... Se trouvant au service des propriétaires terriens et du gouvernement..., les Juifs sont devenus la cible de la haine de la population⁹¹ ». N. I. Kostomarov ajoute à cela que les Juifs « avaient affermé non seulement divers domaines des propriétaires (polonais), mais imposèrent des taxes sur le baptême des enfants⁹² ».

Après le soulèvement, aux termes du traité de Belaïa Tserkov (1651), « les Juifs furent de nouveau autorisés à s'installer partout en l'Ukraine : « Les Juifs étaient auparavant des bourgeois ou des fermiers sur les terres de Sa Majesté ainsi que sur celles de la noblesse ; ils doivent aujourd'hui le rester⁹³ ». Au XVIII^e siècle, la production d'eau-de-vie était devenue pratiquement l'occupation principale des Juifs. « Cette activité suscitait souvent des heurts entre les Juifs et le paysan, serf privé de tous droits

90. *Ibidem*, pp. 32-34.

91. EJ, t. 15, p. 645.

92. *Ibidem*, t. 9, p. 788.

93. *Hessen*, t. 1, p. 35.

* La ville de Lublin était le siège de la Diète qui scella l'union entre la Pologne et la Lituanie.

qui allait au cabaret non parce qu'il était aisé, mais par extrême dénuement et détresse⁹⁴. »

Parmi les limitations que l'on imposait de temps à autre aux Juifs à la demande instante de l'Église catholique figurait l'interdiction d'employer pour leur service personnel des chrétiens. Mais, si cela valait pour les Polonais, ce n'était pas le cas de nombreux habitants venant de la Russie voisine pour échapper à la conscription et aux impôts. En Pologne, ils ne jouissaient d'aucun droit et l'on pouvait entendre dire au cours des débats de la Commission de Catherine* (1767-1768) qu'en Pologne « les Juifs avaient à leur service jusqu'à plusieurs fugitifs russes⁹⁵ ».

Tout en communiquant activement sur le plan économique avec la population environnante, le judaïsme polonais d'alors n'a jamais admis en son sein aucune influence extérieure. Les siècles du développement postmédiéval de l'Europe avaient beau se succéder, il restait en vase clos, de moins en moins en phase avec le monde contemporain. Le monde juif polonais n'avait rien de disparate, mais possédait une solide organisation. (Il faut dire que ses conditions de vie, qui ont perduré ensuite jusqu'au milieu du XIX^e siècle en Russie, étaient, dès les origines de la diaspora juive, les plus favorables à la sauvegarde de l'identité religieuse et nationale des Juifs.) Toute la vie juive était administrée par les *kehalim* locaux, formés à la base même de la vie juive, et par les rabbins. En Pologne, le *kahal* servait d'intermédiaire entre le monde juif, d'une part, et les autorités et les juges, d'autre part ; il prélevait les impôts de la Couronne et recevait en retour le soutien des autorités ; il collectait des fonds pour les besoins sociaux des Juifs, établissait les règles régissant le commerce et l'industrie ; la vente de biens, le rachat ou la prise d'un fermage ne pouvaient se faire qu'avec l'approbation du *kahal*. Les plus anciens parmi les *kehalim* avaient droit de justice sur la population juive. Les procès entre Juifs devaient obligatoirement avoir lieu dans le système des *kehalim* ; celui qui avait perdu dans un procès *kahal* ne pouvait faire appel à un tribunal d'État, sous peine d'être en butte au *kherem* (anathème religieux et mise à l'écart de la communauté). « Les principes démocratiques qui se trouvaient à la base du *kahal* ont été rapidement piétinés par l'oligarchie... », note l'historien libéral J. Hessen. « Le *kahal* se mettait souvent en travers du développement populaire. En fait, les gens du

94. S. M. Doubnov, p. 265 ; James Parks, *Evrei sredi narodov : obzor pritchin antisemitizma* (Les Juifs parmi les autres peuples : aperçu sur les causes de l'antisémitisme), Paris, YMCA Press, 1932, p. 154.

95. Soloviev, livre XIV, p. 108.

* Après son accession au trône, Catherine convoqua une commission représentative chargée d'étudier et de promouvoir des réformes.

peuple n'avaient pas accès aux organes d'autoadministration de la société. Jaloux de leur autorité, les anciens, parmi les *kehalim* et les rabbins..., tenaient la masse des gens à l'écart. » « Indépendant dans tout ce qui concernait les problèmes religieux, le rabbin se trouvait, dans les autres affaires, dépendant du *kahal* qui louait ses services. » Mais, par ailleurs, « les décisions des *kehalim* n'entraient en vigueur qu'une fois avalisées par le rabbin ». « Les *kehalim*, ne jouissant pas d'une grande autorité parmi le peuple, ne maintenaient leur suprématie que grâce au soutien du gouvernement⁹⁶. »

À la fin du XVIII^e siècle et au XVIII^e, la Pologne entière fut secouée par des désordres intérieurs, la vie économique s'en trouva ruinée et l'arbitraire des magnats, que rien ne limitait, ne fit que s'accroître. « Au cours de la lente agonie de la Pologne qui s'étendit sur deux siècles..., le monde juif sombre dans la misère, se dégrade moralement, et, figé dans sa forme médiévale, accuse un important retard par rapport à l'Europe⁹⁷. » H. Graertz en parle ainsi : « À aucune autre époque les Juifs n'ont offert un tableau aussi affligeant que dans la période qui s'étend de la fin du XVIII^e siècle jusqu'au milieu du XVIII^e, comme si on avait voulu faire croire que leur ascension à partir des bas-fonds devait être considérée comme un miracle. Dans le cours tragique des siècles, les maîtres spirituels de l'Europe furent ravalés jusqu'à l'infantilisme, ou, pis, jusqu'à l'imbécillité sénile⁹⁸. »

« Au XVI^e siècle, la primauté dans le monde juif appartient au judaïsme germano-polonais... Pour prévenir la possibilité d'une assimilation totale du peuple juif au sein des autres peuples, les chefs spirituels avaient depuis longtemps instauré des règles dans le but d'isoler le peuple de tout contact avec ses voisins. Mettant à profit l'autorité du Talmud..., les rabbins avaient tissé autour de la vie sociale et quotidienne des Juifs un réseau de règles à caractère religieux et rituel qui empêchait tout rapprochement avec les hétérodoxes. » Les besoins réels ou spirituels « étaient sacrifiés au profit de formes surannées de la vie populaire », « l'accomplissement aveugle des rites se mua pour le peuple en une fin en soi pour la survie du judaïsme... Le rabbinisme, figé dans des formes sans vie, maintenait dans un carcan de fer et la pensée et la volonté du peuple⁹⁹ ».

96. Hessen, t. 1, pp. 30-31, 37, 43.

97. I. M. Bikerman, *Rossia i rousskoe evreistvo* (La Russie et le monde juif russe), in RiE, p. 85.

98. H. Graertz, *Popular history of the Jews*, New York, 1919, vol. V, p. 212.

99. Hessen, t. 1, pp. 40, 42.

La conservation bimillénaire du peuple juif dans la diaspora appelle admiration et respect. Mais, à y regarder de plus près, à certaines époques, comme la période russo-polonaise s'étendant du xvi^e siècle jusqu'au milieu du xix^e, cette intégrité s'obtint par les méthodes autoritaires des *kelahim*, et l'on ne sait plus s'il faut montrer du respect pour ces méthodes du seul fait qu'elles émanaient d'une tradition religieuse. Quoi qu'il en soit, même une faible dose de ce type d'isolationnisme, quand il est de notre fait, à nous autres Russes, nous est imputée comme une horrible tare.

Quand le monde juif est passé sous l'autorité du gouvernement russe, tout ce système interne auquel tenait la hiérarchie *kahal* a été préservé et, comme le suppose J. Hessen, non sans provoquer la même irritation que la tradition talmudique pétrifiée au milieu du xviii^e siècle avait suscitée chez les Juifs éclairés : « Les représentants de la classe dirigeante juive se sont efforcés de persuader le gouvernement [russe] de la nécessité de conserver une institution qui correspondait autant aux intérêts du pouvoir russe qu'à la classe dirigeante juive » ; « le *kahal*, allié au rabbinat, détenait la totalité du pouvoir et en abusait fréquemment : il dilapidait les fonds sociaux, lésait les droits des pauvres, infligeait des impôts injustifiés, se vengeait de ses ennemis personnels¹⁰⁰ ». À la fin du xviii^e siècle, l'un des gouverneurs de la région annexée à la Russie écrivit dans un de ses rapports : « Le rabbin, le tribunal religieux et le *kahal*, "liés entre eux par des liens étroits, possédant une autorité absolue jusqu'à disposer de la conscience même des Juifs, exercent leur pouvoir sur eux de façon tout à fait indépendante, sans en référer aux autorités civiles"¹⁰¹. »

Quand, précisément au xviii^e siècle, au sein du judaïsme d'Europe orientale, surgirent d'un côté le puissant mouvement religieux hassidique, de l'autre celui de Moïse Mendelssohn favorable à une éducation laïque, les *kehalim* mirent toute leur énergie à les réprimer l'un et l'autre. En 1781, le rabbinat de Vilnius anathématisa les hassidim ; en 1784, le congrès des rabbins, réuni à Mohilev, les proclama « hors la loi », et leurs biens « en déshérence ». À la suite de quoi, dans certaines villes, « la populace se livra au pillage des maisons des hassidim, véritable pogrom

100. *Ibidem*, pp. 51, 55.

101. Note de service du gouverneur lituanien Frizel, in *J. Guessen*, t. 1, p. 83.

intra-juif¹⁰² ». Les hassidim furent persécutés très cruellement, parfois aussi *de façon perfide*, car on n'hésitait pas à envoyer sur leur compte des dénonciations politiques calomnieuses aux autorités russes. Inversement, en 1799, sur dénonciation des hassidim, les autorités arrêtaient les membres du *kahal* de Vilnius pour recel d'impôts collectés. Le hassidisme continua à se répandre dans certaines régions avec grand succès. Le rabbinat vouait les livres hassidiques à des autodafés publics, cependant que les hassidim intervenaient en faveur du peuple contre les abus des *kehalim*. « À cette époque, la lutte religieuse reléguait à l'arrière-plan les autres problèmes de la vie juive¹⁰³. »

La partie de la Biélorussie incorporée à la Russie en 1772 avait constitué les gouvernorats de Polotsk (par la suite, de Vitebsk) et de Mohilev. Dans l'adresse à ces gouvernorats, il fut annoncé au nom de Catherine que les habitants de cette région, « de quelque origine ou titre qu'ils fussent, pouvaient pratiquer publiquement leur religion et posséder des biens », qu'ils pourraient en outre jouir « de tous les droits, libertés et privilèges dont jouissent ses plus anciens sujets ». Ainsi les Juifs se virent-ils reconnaître les mêmes droits que les chrétiens, ce dont ils avaient été privés en Pologne. Avec ce codicille spécial pour les Juifs : « seront laissées et maintenues à leurs communautés toutes les libertés dont elles jouissaient déjà¹⁰⁴ » – autrement dit, on ne leur retirait rien des acquis polonais. Il est vrai que, par là, on pérennisait le pouvoir des *kehalim*, et que les Juifs, du fait de leur organisation *kahale*, restaient coupés de la population environnante, dans l'impossibilité de faire partie intégrante de la classe marchande et industrielle correspondant à leurs occupations privilégiées.

Dans un premier temps, Catherine redoutait aussi bien la réaction hostile de l'élite polonaise, en passe de perdre son pouvoir, que l'impression fâcheuse que pouvaient éprouver ses sujets orthodoxes. Mais, bien disposée à l'égard des Juifs, et attendant d'eux un profit économique pour le pays, elle se préparait à élargir leurs droits. Dès 1778 est étendu à la région biélorusse un arrêté récent pris pour l'ensemble de la Russie : ceux qui possèdent un capital

102. *Hessen*, t. I, pp. 68-69.

103. *Ibidem*, t. I, pp. 103-108.

104. *Ibidem*, p. 47.

inférieur à 500 roubles constituent désormais la classe des bourgeois ; si leur capital est supérieur, ils font partie de la classe des marchands, divisée en trois guildes selon le montant de leur fortune ; dispensés de la capitation, ils paient 1 % du capital « qu'ils auront déclaré en conscience¹⁰⁵ ».

Cet arrêté revêtait une signification particulièrement importante : il sapait l'isolement national des Juifs (c'est bien ce que Catherine cherchait à faire). Il sapait le point de vue traditionnel des Polonais qui voyaient dans les Juifs un élément extérieur à l'État. Il sapait aussi le système des *kehalim*, le pouvoir contraignant du *kahal*. « De ce temps-là date le processus d'insertion des Juifs dans l'organisme national russe... Les Juifs profitèrent largement du droit de s'inscrire à la classe des marchands », si bien que, par exemple, dans le gouvernorat de Mohilev, 10 % de la population juive déclara appartenir à la classe des marchands (contre 5,5 % de la population chrétienne¹⁰⁶). Les marchands juifs étaient désormais dispensés de payer l'impôt au *kahal* ; en particulier, ils ne devaient plus s'adresser comme auparavant au *kahal* pour demander l'autorisation de s'absenter : à l'égal des autres citoyens, ils n'avaient plus affaire qu'aux autorités locales officielles. (En 1780, les Juifs de Mohilev et de Chklov, venus à la rencontre de Catherine, l'accueillirent avec des odes à sa gloire.)

La mention officielle « Juif » disparut avec l'absorption d'un certain nombre d'entre eux par la classe des marchands. Tous les autres Juifs devaient désormais appartenir à une classe, et, de toute évidence, exclusivement à celle des « bourgeois ». Mais, au début, les volontaires ne furent point très nombreux, car la capitation annuelle pour chaque bourgeois s'élevait à l'époque à 60 kopecks, alors que les Juifs en tant que tels n'en payaient que 50. Mais il n'y avait pas d'autre issue. Et, dès 1783, les Juifs marchands comme les Juifs bourgeois durent l'impôt non plus au *kahal*, mais, au même titre que les autres, au pouvoir civil ; de même, c'est à ce dernier qu'ils avaient à demander leur passeport pour sortir du pays.

Cette évolution fut confortée en 1785 par le nouveau Règlement général des villes qui ne tenait compte que des classes, et non plus des nationalités. Selon ce règlement, tous les bourgeois

105. *Ibidem*, p. 56.

106. *Ibidem*, p. 57.

(c'est-à-dire tous les Juifs également) recevaient le droit de participer à l'administration locale et à occuper des fonctions publiques. « Cela signifiait, compte tenu des conditions de ce temps, que les Juifs devenaient des citoyens égaux en droits... La possibilité de faire partie de la classe des marchands ou de celle des bourgeois était un événement d'une haute importance sociale », elle devait transformer les Juifs « en une force sociale dont on ne pouvait pas ne pas tenir compte, et, par là, elle élevait leur conscience morale¹⁰⁷ ». La défense de leurs intérêts vitaux s'en trouvait facilitée. « À cette époque, la classe des marchands et des industriels, de même que les associations municipales, jouissaient d'une gestion largement autonome... De ce fait, les Juifs, à l'égal des chrétiens, reçurent une part de l'autorité administrative et judiciaire, grâce à quoi la population juive acquit force et représentativité dans le domaine administratif et social¹⁰⁸. » Il y eut parmi les Juifs des maires, des conseillers municipaux, des juges. Au commencement, dans les grandes villes, des limitations furent introduites pour que, dans les fonctions électives, il n'y eût pas plus de Juifs que de chrétiens. Pourtant, en 1786, « Catherine envoya au gouverneur général de Biélorussie un ordre signé de sa propre main, exigeant que "dans l'administration des villes l'égalité des droits pour les Juifs soit introduite sur-le-champ, sans le moindre atermoiement", sous peine de "sanctions pénales pour ceux qui y contreviendraient"¹⁰⁹ ».

Notons que, de ce fait, les Juifs obtinrent l'égalité des droits civiques non seulement à la différence de ce qui avait cours en Pologne, mais avant même de l'obtenir en France ou dans les terres allemandes. (Sous Frédéric II, les Juifs pâtirent de graves restrictions.) Plus important encore : les Juifs en Russie reçurent d'emblée la liberté individuelle dont les paysans russes resteront privés pendant encore quatre-vingts ans. Et, paradoxalement, aux Juifs échut même une liberté plus grande que celle des marchands et des bourgeois russes : ces derniers étaient contraints de vivre dans les villes alors que la population juive « pouvait s'établir dans les districts pour s'occuper, entre autres, de la production d'alcool¹¹⁰ ».

107. *Ibidem*, p. 59.

108. EJ, t. 2, p. 731.

109. *Hessen*, t. 1, pp. 76-77.

110. *Ibidem*, p. 76.

« Si la grande masse des Juifs résidaient non seulement dans les villes, mais aussi dans les bourgs et les villages, ils étaient néanmoins rattachés à la communauté des citadins, inclus dans les classes des bourgeois et des marchands¹¹¹. » Entourés par une paysannerie privée de liberté, ils jouaient un rôle économique important du fait même de leur activité : le commerce dans les campagnes se trouvait concentré entre leurs mains, ils exerçaient diverses activités rentables sur les terres des propriétaires, s'occupaient de la vente de la vodka dans les estaminets – « contribuant par là à répandre l'ivrognerie ». L'administration biélorusse notait à ce propos : « La présence des Juifs dans les campagnes a des conséquences nocives pour l'état matériel et moral de la population paysanne, car les Juifs... favorisent l'ivrognerie de la population locale. » Les rapports de l'administration laissent entendre que les Juifs, en donnant aux paysans la vodka à crédit, et [en prenant des objets gagés sur la vodka], les poussaient à la boisson, à l'oisiveté et à la misère¹¹² ». Mais « la production d'eau-de-vie était une source de revenus tentante¹¹³ » aussi bien pour les propriétaires polonais que pour leurs sous-traitants juifs.

Il était logique que la reconnaissance d'égalité civique dont bénéficiaient les Juifs comportât en contrepartie une menace : à l'évidence, les Juifs auraient à se plier à la directive générale exigeant d'arrêter la production d'alcool dans les villages, et donc à les quitter. En 1783, il fut décrété que « "chaque citoyen doit avoir pour règle précise de s'astreindre à un commerce ou un artisanat qui convienne à sa condition, mais non à la distillation de l'eau-de-vie, qui ne lui sied pas", et si un propriétaire soustraite... dans un village la distillation de la vodka "à un marchand, à un bourgeois ou à un Juif", qu'il soit considéré comme enfreignant la loi¹¹⁴ ». En conséquence, « les Juifs furent sommés de quitter les villages et les bourgs, en sorte de les détourner de leur occupation séculaire..., le fermage des centres de distillation et des estaminets¹¹⁵ ».

Bien évidemment, la menace d'être chassés des villages apparut

111. EJ, t. 13, p. 613.

112. *Hessen*, t. 1, pp. 72-73.

113. *Ibidem*, p. 64.

114. *Ibidem*, p. 65.

115. EJ, t. 13, p. 614.

aux Juifs non comme une mesure gouvernementale applicable uniformément à tous, mais comme une mesure discriminatoire visant leur groupe national et religieux. Privés manifestement d'une activité fort rentable dans les campagnes, transférés dans les villes, les Juifs bourgeois s'y retrouvaient coincés par une dure concurrence intra-muros et intra-juive. Une forte agitation s'empara alors des Juifs et, en 1784, une députation des *kehalim* se rendit à Saint-Petersbourg pour exiger que cette loi fût rapportée. (Les *kehalim* avaient également en vue de se servir du gouvernement pour recouvrer la totalité du pouvoir qu'ils avaient exercé jusqu'alors sur la population juive.) Mais, au nom de l'Impératrice, voici ce qu'il leur fut répondu : « Du moment que les gens relevant de la religion juive ont acquis une condition égale à celle des autres, il convient en toutes choses de respecter la loi décrétée par Sa Majesté, à savoir que tout individu, selon ses condition et état, est censé jouir des privilèges et des droits sans aucune distinction religieuse et ethnique¹¹⁶. »

Il fallut cependant compter avec le pouvoir des propriétaires polonais solidaires dans leurs intérêts. Bien qu'en 1783 l'administration de la région biélorusse leur eût interdit de céder la distillation à ferme ou à bail « à ceux qui n'en ont pas le droit, "surtout aux Juifs"..., les propriétaires continuaient d'affirmer aux Juifs la production d'eau-de-vie. C'était là leur prérogative¹¹⁷ », héritée de coutumes polonaises séculaires.

Le Sénat non plus n'ose les contraindre. Et, en 1786, le transfert des Juifs dans les villes est rapporté. Pour ce faire, on imagine le compromis suivant : les Juifs vont être considérés comme transférés dans les villes, mais garderont le droit de résider *temporairement* à la campagne. Autrement dit, que chacun reste dans le village où il habite. Le décret du Sénat de 1786 autorisait donc les Juifs à vivre dans les villages « et leur permettait de prendre à ferme la production et la vente d'alcool, alors qu'aux marchands et aux bourgeois chrétiens ce droit n'était pas accordé¹¹⁸ ».

Les démarches de la délégation des *kehalim* à Pétersbourg ne restèrent pas sans remporter un certain succès. On ne donna pas

116. *Ibidem*, t. 7, p. 496.

117. *Hessen*, t. 7, p. 72.

118. *PEJ*, t. 7, p. 298.

suite à leur demande d'instituer des tribunaux juifs distincts pour tous les litiges entre Juifs, mais (en 1786) on rendit aux *kehalim* une part importante de leurs attributions administratives et de leur rôle de surveillance sur la population juive ; non seulement la répartition des obligations sociales, mais aussi la collecte de la capitation, et, derechef, un droit de regard sur les éventuels départs. On peut en déduire que le gouvernement voyait un intérêt pratique à ne pas affaiblir le pouvoir du *kahal*.

En règle générale, dans toute la Russie, marchands et bourgeois ne jouissaient pas de la liberté de changer de résidence, mais étaient attachés au lieu de leur domicile (pour que leur départ ne diminue pas la solvabilité des communautés urbaines). Mais, pour la Biélorussie, le Sénat avait fait en 1782 une exception : les marchands pouvaient changer de ville « selon les besoins de leur commerce ». Cette disposition privilégiait de nouveau les marchands juifs.

Or ceux-ci usèrent de ce droit au-delà de ce qui avait été prévu : « Les marchands juifs s'inscrivirent à Moscou et à Smolensk¹¹⁹. » « Les Juifs vinrent s'installer à Moscou peu de temps après l'annexion en 1772 de la région biélorusse... À la fin du XVIII^e siècle, le nombre des Juifs présents à Moscou n'était pas négligeable... Certains Juifs, inscrits à Moscou dans la classe des marchands, possédaient des entreprises commerciales importantes... D'autres faisaient commerce de denrées étrangères dans leur appartement ou leur auberge, ou du porte à porte, ce qui, à l'époque, était en principe interdit¹²⁰. »

En 1790, « la société des marchands de Moscou publia un document accusateur » selon lequel « un nombre considérable de Juifs », venus de l'étranger et de Biélorussie, ont fait leur apparition à Moscou » ; certains s'inscrivent directement dans la classe des marchands et usent de procédés prohibés dans le commerce, « y apportant un préjudice et un désordre notables » ; les prix cassés de leurs marchandises montrent qu'elles proviennent de la contrebande ; de plus, « on sait que les Juifs fabriquent des pièces de monnaie et il n'est pas exclu qu'ils fassent de même à Moscou ». En réponse à « leurs stratagèmes et à leurs ruses », les marchands moscovites exigeaient que l'on chassât les Juifs de Moscou. Les

119. *Hessen*, t. 12, p. 77.

120. *EJ*, t. 11, p. 331.

marchands juifs se plaignirent à leur tour en haut lieu de ce qu'« on ne les acceptait plus dans le corps des marchands ni à Moscou ni à Smolensk¹²¹ ».

L'examen des plaintes est confié au « Conseil de l'impératrice ». Conformément à la loi russe unifiée, il considère que les Juifs n'ont pas le droit « de s'inscrire en tant que marchands dans les villes et les ports de Russie », mais uniquement en Biélorussie¹²². Que l'accès des Juifs à Moscou « n'a été d'aucune utilité ». En décembre 1779 est promulgué un décret impérial « interdisant aux Juifs de s'inscrire dans le corps des marchands dans les provinces de la Russie centrale », et ne leur autorisant l'accès à Moscou, « dans des buts commerciaux, que pour un temps limité ». Les Juifs ne peuvent jouir de leurs droits de marchands et de bourgeois que dans les limites de la Biélorussie¹²³. Mais Catherine ajoute une clause adoucissante : accorder aux Juifs le droit de résidence en qualité de bourgeois dans les territoires nouvellement rattachés de la Nouvelle Russie, soit dans le gouvernement général de lékaterinoslav et en Tauride (qui vont bientôt constituer les provinces de lékaterinoslav, de Kherson et de Crimée) ; autrement dit, elle ouvre aux Juifs de nouvelles et vastes régions dans lesquelles marchands et bourgeois chrétiens, conformément à la loi générale, ne peuvent s'installer s'ils viennent des provinces centrales. (En 1796, quand on sut que des groupes de Juifs s'étaient installés dans les provinces de Kiev, Tchernigov et Novgorod-Seversk, on autorisa les Juifs de ces provinces « à jouir des droits des marchands et des bourgeois¹²⁴ ».)

L'*Encyclopédie juive* publiée avant la révolution commente : le décret de 1791 « posait les fondements de la Zone de résidence, de façon, il est vrai, non préméditée. Étant donné les conditions du régime social et gouvernemental de ce temps, en particulier celles de la vie juive, le gouvernement n'avait nulle intention de créer pour les Juifs une situation spécifiquement contraignante, d'introduire à leur intention des lois d'exception qui limiteraient leur droit de résidence. Dans les conditions de cette époque, ce décret ne comportait rien qui pût mettre les Juifs, sous ce rapport, dans une

121. *Hessen*, t. 1, p. 77-78.

122. *Ibidem*, p. 78.

123. *EJ*, t. 11, p. 331.

124. *Hessen*, t. 1, p. 79.

situation défavorable par comparaison avec les chrétiens... Le décret de 1791 n'apporta aucune limitation aux droits des Juifs en ce qui concernait le droit de résidence, il ne créait pas de "zone" particulière », au contraire, « les Juifs purent s'installer dans de nouvelles régions dont l'accès, selon le Règlement général, était interdit » ; « ce que visait le décret de 1791, ce n'étaient pas les Juifs en tant que tels, mais le fait qu'il s'agissait de gens du commerce ; le problème était envisagé non pas d'un point de vue national ou religieux, mais uniquement d'un point de vue pratique¹²⁵ ».

Ce décret de 1791 qui avantageait plutôt les marchands juifs par rapport aux marchands chrétiens est devenu, au fil des années, le fondement de la future Zone de résidence qui a jeté son ombre sinistre sur l'existence des Juifs en Russie presque jusqu'à la révolution.

Pourtant, à l'époque, le décret de 1791 n'a nullement empêché que « se constitue à Saint-Petersbourg, dès la fin du règne de Catherine, une petite colonie [juive] : "Abram Perets, un fermier bien connu", et un certain nombre de marchands de son entourage ; au plus fort de la lutte religieuse, le rabbin Avigdor Chaïmovitch s'y est opposé au rabbin Zalman Boroukhovitch, un fameux sage hassidique¹²⁶ ».

En 1793 et en 1795 eurent lieu le deuxième et le troisième partage de la Pologne qui incorporèrent à la Russie une population juive de près d'un million d'individus vivant en Lituanie, en Podolie et en Volhynie. Son entrée dans le corps de la Russie constitua un événement historique d'une importance capitale (dont on ne prit conscience que bien plus tard), qui, par la suite, exerça une grande influence sur les destinées de la Russie comme sur celles du judaïsme d'Europe de l'Est.

Le voilà qui se trouvait réuni, « après de longs siècles d'errance, sous un seul toit, en une seule immense communauté¹²⁷ ».

*

125. EJ, t. 7, pp. 591-592.

126. *Ibidem*, t. 13, p. 939.

127. *Bikerman*, in RiE, p. 90.

Dans ce territoire désormais très élargi de résidence des Juifs, les mêmes problèmes se posaient. Tous les Juifs bénéficièrent des droits afférents aux marchands et aux bourgeois – droits dont ils ne jouissaient pas en Pologne –, de celui de prendre une part égale à l'administration, mais ne devaient-ils pas aussi partager les limitations imposées à ces classes : ne point s'installer dans les villes des provinces de Russie centrale et consentir à être chassés des villages ?

Face à la masse désormais très importante de la population juive, l'administration russe n'avait plus moyen de masquer le maintien des Juifs dans les villages par un droit « de visite temporaire ». « Problème brûlant... la situation économique ne pouvait s'accommoder de la présence d'un nombre excessif de marchands et d'artisans parmi les paysans¹²⁸. »

Pour faciliter la solution de ce problème, de nombreuses petites agglomérations furent assimilées à des villes, ce qui donnait la possibilité légale aux Juifs d'y demeurer. Mais, vu les effectifs nombreux de la population juive dans les campagnes et la surpopulation des villes, ce n'était guère une issue.

On aurait pu croire que l'idée serait naturellement venue aux Juifs de s'installer désormais en Nouvelle Russie, vaste et peu peuplée, à laquelle Catherine leur avait donné accès. Les nouveaux arrivants y avaient droit à certains privilèges. Néanmoins, ces privilèges « ne provoquèrent pas de mouvement colonisateur chez les Juifs. Même le fait d'être exempté de l'impôt ne leur semblait pas assez attirant », face à un tel déplacement¹²⁹.

Aussi, en 1794, Catherine se résolut-elle à transplanter les Juifs par des mesures diamétralement opposées : elle commença par les expulser des campagnes pour les installer dans les villes. Parallèlement, elle décida de frapper l'ensemble de la population juive d'un impôt double de celui que payaient les chrétiens. (Depuis longtemps déjà, cet impôt double était payé par les vieux-croyants ; aux Juifs, cette loi ne fut guère appliquée et fit long feu).

Telles furent en la matière les décisions de Catherine, parmi les dernières qu'elle ait prises. À la fin de 1796, Paul I^{er} monta sur le trône. L'*Encyclopédie juive* dresse de son règne le bilan suivant :

128. *Hessen*, t. 1, p. 83.

129. *Ibidem*, t. 1, p. 86.

« Le règne féroce de Paul I^{er} se passa sans mal pour les Juifs... Toutes les actions de Paul I^{er} envers les Juifs témoignent d'une attitude tolérante, de bienveillance à l'égard de la population juive » ; « quand les intérêts des Juifs et des chrétiens entraient en conflit, Paul I^{er} ne prenait nullement la défense des chrétiens contre les Juifs ». Et si, en 1797, il ordonna « de prendre des mesures pour limiter le pouvoir des Juifs et du clergé sur les paysans », c'était « en fait une mesure qui n'était pas dirigée contre les Juifs, mais qui visait à défendre les paysans ». Paul « reconnaissait au hassidisme le droit d'exister¹³⁰ ». Il étendit à la province de Courlande le droit des Juifs d'appartenir à la classe des marchands et des bourgeois (cette province n'était pas un héritage polonais, et, par la suite, ne fit pas partie de la Zone de résidence). Il rejeta l'une après l'autre les demandes des communautés chrétiennes de Kaunas, Kamenets-Podolsk, Kiev et Vilnius (« les Juifs y ont toute liberté de dominer les chrétiens ») de les expulser de leurs villes¹³¹.

Paul hérita de la résistance opiniâtre des propriétaires polonais à toute modification de leurs droits, notamment de ceux qu'ils exerçaient sur les Juifs, dont celui de les juger, qu'ils avaient exercé en Pologne et dont ils abusaient au-delà de toute limite. Ainsi, dans la plainte des Juifs de Berditchev à l'encontre du prince Radziwill, on pouvait lire que « pour pratiquer nos offices, nous sommes contraints de verser de l'argent à ceux auxquels le prince a affermé notre religion » ; de l'ancien favori de Catherine, Zoritch, elle disait que, « chez lui, seul l'air n'était pas taxé¹³² ». (Au temps de la Pologne, certains lieux et certaines villes étaient dits *en propriété*, et leur propriétaire instaurait arbitrairement des impositions supplémentaires sur les habitants.)

Dès les premières années du règne de Paul, de grandes famines frappèrent la Biélorussie, en particulier la province de Minsk. Gabriel Romanovitch Derjavine, alors sénateur, fut chargé d'aller sur place élucider les causes de cette famine pour essayer d'y remédier ; s'il ne reçut pas les moyens d'acheter des céréales, il avait en revanche le droit de priver de leurs propriétés les maîtres insoucians, et de disposer de leurs réserves pour les distribuer.

130. EJ, t. 12, p. 182.

131. *Ibidem*, t. 2, p. 732.

132. *Hessen*, t. 1, pp. 92-93.

Derjavine, qui ne fut pas seulement l'un de nos éminents poètes*, mais aussi un homme d'État de valeur, a laissé un témoignage unique en son genre et remarquablement écrit. Examinons-le.

La famine qu'il trouva sur place était extrême. Voici ce qu'il en écrit : « Parvenu en Biélorussie, j'ai pu constater personnellement à quel point les habitants manquaient de pain... La famine était telle que presque tous se nourrissaient d'herbes cuites avec un zeste de farine et de gruau » ; les paysans « sont exsangues et pâles comme des cadavres ». « Pour y remédier, j'ai cherché à savoir ceux qui, parmi les riches propriétaires, avaient des réserves de céréales dans leurs entrepôts, et je les ai empruntées pour les distribuer aux pauvres » ; quant à la propriété d'un comte polonais, « voyant sa rapacité inhumaine, j'ai ordonné de la placer sous tutelle ». « Ayant ouï rapporter cette sévérité, la noblesse est sortie de sa somnolence, ou, pour mieux dire, de son indifférence au prochain : elle a recouru à tous les moyens pour nourrir les paysans en se procurant du blé dans les provinces voisines. Comme..., deux mois plus tard, devait avoir lieu la moisson, la famine a été jugulée. » Par ses visites à travers la province, Derjavine « flanqua une telle frousse » aux maréchaux de noblesse et aux chefs de la police que la noblesse « ourdit un complot, et, de connivence, adressa à l'empereur une dénonciation calomnieuse à l'encontre de Derjavine¹³³ ».

Derjavine estimait que les distillateurs juifs abusaient de l'ivrognerie des paysans. « Ayant appris que les Juifs, par goût du lucre, soutiraient du blé lors des beuveries, puis en faisaient derechef de l'eau-de-vie, affamant ainsi les paysans, il ordonna de fermer leur distillerie dans le village de Liozno. » Dans la foulée, auprès des « gens simples mais raisonnables » comme auprès des nobles, des marchands et des villageois, il recueillit des renseignements « concernant la façon de vivre des Juifs, leurs industries, leur façon d'abuser et toutes les sortes de ruses et de subterfuges par lesquels ils réduisent à la famine les pauvres et stupides villageois, sur les

133. *Derjavine*, Œuvres en 9 vol., Saint-Petersbourg, 1864-1883, t. 6, 1876, pp. 690-691, 693.

* Le plus grand des poètes russes antérieurs à Pouchkine, Derjavine (1743-1816) fit une brillante carrière administrative : ayant commencé comme simple soldat, il devint gouverneur de Tambov, sénateur, secrétaire particulier de Catherine II, ministre de la Justice sous Alexandre I^{er}.

moyens qui permettraient d'en préserver cette foule sans cervelle et de lui procurer une subsistance honnête et respectable afin d'en faire des citoyens utiles¹³⁴ ».

Ces nombreux abus des propriétaires polonais et des affermateurs juifs, Derjavine, durant les mois d'automne qui suivirent, les consigna dans son « Mémoire sur les moyens de prévenir la famine en Biélorussie et sur l'aménagement de la vie quotidienne des Juifs », qu'il transmit à l'attention de l'empereur et des hauts dignitaires de l'État. Ce « Mémoire », d'une grande amplitude de vues, contient une appréciation des usages hérités de la Pologne, une description des différents moyens susceptibles de juguler la misère des paysans ainsi que des particularités de la vie quotidienne juive, un projet visant à transformer cette dernière en s'inspirant de celle qu'elle menait en Prusse et en Césarie (l'Autriche) ; plus loin, une étude très fouillée des mesures envisagées présente un grand intérêt, car elle offre le premier témoignage d'un homme d'État russe éclairé sur les conditions de vie des Juifs en Russie peu d'années après que celle-ci en eut englobé une masse très importante.

Le « Mémoire » se compose de deux parties. La première est intitulée « Considérations générales sur les habitants de la Biélorussie » (dans les jugements sur le « Mémoire », on ne trouve aucune mention de cette importante partie) ; la seconde traite « Des Juifs ».

Derjavine commence par noter que l'agriculture en Biélorussie a été laissée dans un état d'abandon extrême. Les paysans y sont « paresseux dans les travaux, malhabiles, ignorant toute forme d'industrie et ne se souciant guère de bien travailler la terre ». D'année en année, « ils consomment un grain non vanné, au printemps de la *kolotoukha* ou bouillie d'orge », l'été « ils se contentent, en les saupoudrant d'une farine quelconque, d'herbes hachées et cuites à l'eau... Ils sont si flapis qu'ils ont peine à se déplacer¹³⁵ ».

Quant aux propriétaires polonais de ces lieux, « ce ne sont pas de bons maîtres, ils n'administrent pas leurs propriétés... eux-mêmes, mais par l'intermédiaire d'affermataires » – une coutume polonaise ; or le fermage « ne connaît aucun règlement général qui permettrait d'épargner aux paysans des corvées trop lourdes et

134. *Derjavine*, t. 6, pp. 691-692.

135. *Ibidem*, t. 7, 1878, p. 263.

d'éviter le désordre dans l'activité économique » ; « nombre d'affermataires cupides ruinent les paysans par des travaux et des impositions écrasants, ils en font des paysans sans terre et sans famille » ; ce fermage est d'autant plus destructeur qu'il est de courte durée, d'un à trois ans, et le fermier « se hâte de tirer du profit... sans avoir cure que la propriété s'appauvrit¹³⁶ ».

Si les paysans sont épuisés, c'est également parce que certains « propriétaires, qui afferment aux Juifs dans leurs villages le commerce de l'eau-de-vie, s'arrangent avec eux pour que leurs paysans n'achètent rien de ce qui leur est nécessaire, ni ne fassent d'emprunts ailleurs qu'auprès de ces affermataires (trois fois plus cher), ni ne vendent leurs produits à personne d'autre qu'à ces affermataires juifs... à des prix inférieurs aux prix réels ». « Ils réduisent ainsi les villageois à la misère, en particulier lorsque ceux-ci doivent leur rendre le grain qu'ils avaient emprunté... et en rendre, bien entendu, le double. Ceux d'entre eux qui ne s'exécutent pas sont punis... On ôte ainsi toute possibilité à un villageois de vivre décemment et de se nourrir en suffisance¹³⁷. »

La distillation, nous dit-il plus loin, connaît un grand essor, les propriétaires distillent, la noblesse des environs en fait autant, de même que les popes, les moines et les Juifs. (La population juive avoisine le million d'âmes, dont « deux, trois cent mille » vivent à la campagne¹³⁸ et s'adonnent principalement à la production d'eau-de-vie.) Les paysans, « une fois la récolte achevée, pèchent par excès dans leurs dépenses ; ils boivent, mangent, festoient, restituent aux Juifs leurs anciennes dettes, puis, pour payer leurs beuveries, tout ce que ces derniers leur réclament ; aussi, dès que survient l'hiver, se trouvent-ils démunis... Dans chaque village, il y a une et parfois plusieurs tavernes construites par les propriétaires, dans lesquelles, pour le profit des affermataires juifs, on vend de la vodka de nuit comme de jour... De cette façon, les Juifs arrivent à leur soutirer non seulement leur pain quotidien, mais aussi celui qui est semé en terre, ainsi que leurs outils agricoles, leurs biens, leur temps, leur santé, leur vie même ». La coutume de la *koleda* – un impôt particulier aux provinces occidentales – ne fait

136. *Ibidem*, pp. 263-264, 269.

137. *Ibidem*, p. 264.

138. *Hessen*, t. 1, p. 153.

qu'aggraver la situation : « Les Juifs, parcourant les villages, surtout à l'automne, au moment des récoltes, font boire les paysans et leurs proches, collectent leurs dettes et les privent de leur dernière subsistance » ; « ils trompent les ivrognes, les dépouillent de la tête aux pieds, les plongent dans un complet dénuement¹³⁹ ». Puis d'énumérer d'autres causes de la misère paysanne...

Il est incontestable que la responsabilité de ces activités dévastatrices revenait aux propriétaires polonais : les cabaretiers et les affermataires agissaient sur instructions des propriétaires et pour leur profit ; et, comme l'affirme Hessen, « parmi eux, il n'y avait pas que des Juifs, mais aussi des chrétiens », en particulier des prêtres¹⁴⁰. Mais les Juifs devinrent un maillon indispensable, actif et ingénieux, dans cette exploitation des paysans sans droits, ni instruction, ni pouvoir. Si les villages biélorusses n'avaient été infiltrés par ces cabaretiers et affermataires juifs, il eût été impossible d'organiser ce vaste système de drainage de fonds ; si le maillon juif était venu à lâcher, ce système se serait effondré.

Derjavine propose ensuite des mesures énergiques pour éradiquer ces maux de la vie paysanne. Il appartient aux propriétaires de les corriger. *C'est à eux seuls*, dans la mesure où ils sont responsables des paysans, qu'il convient de permettre la distillation, « sous leur surveillance... personnelle, et non dans des endroits écartés », et à la condition que le propriétaire « s'engage chaque année à garder par-devers soi et chez les paysans suffisamment de grain en réserve » pour assurer leur subsistance. « S'il y a crainte qu'ils ne s'y conforment pas, procéder à la saisie publique de leur propriété » ; ne pas commencer la distillation avant la mi-septembre, et la terminer à la mi-avril, c'est-à-dire éviter la consommation d'alcool pendant toute la saison des travaux agricoles. De même, interdire la vente d'alcool pendant la durée des offices religieux et la nuit. N'autoriser « l'ouverture d'estaminets que sur les grands-routes, dans les foires, près des moulins et aux embarcadères, là où se réunissent des gens venus d'ailleurs ». Tous les débits qui sont en trop, récemment construits hors de ces endroits, « après l'annexion de cette région [la Biélorussie], et à ce jour il en a été créé beaucoup trop », « les détruire sur-le-champ et

139. *Derjavine*, t. 7, pp. 263, 265, 287.

140. *Hessen*, t. 1, pp. 126-127.

interdire qu'on y vende de la vodka ». « Dans les villages et les endroits déserts et reculés, ne pas en ouvrir du tout afin que les paysans ne se livrent pas à l'ivrognerie. » Ne pas autoriser les Juifs « à vendre de la vodka, que ce soit par seaux ou au gobelet, ni à travailler dans les distilleries », ni à affermer non plus des débits de boissons. Interdire les *koleda*, de même que les baux à court terme, et, par des contrats précis, « mettre un frein à la ruine des propriétés ». Et, par la menace, supprimer « l'abus... qui s'est subrepticement introduit », à savoir l'interdiction faite par les propriétaires aux paysans d'acheter ailleurs que chez eux ce qui leur est nécessaire, et de ne vendre leurs surplus qu'aux tenanciers d'estaminets. Suit encore une série d'autres propositions concrètes, et, « de cette façon, il sera possible, dans un futur proche, d'écarter de la province biélorusse tout danger de disette¹⁴¹ ».

Dans la seconde partie de son « Mémoire », Derjavine, allant au-delà de la mission qu'il a reçue du Sénat, propose un projet de réforme globale de la vie des Juifs dans l'État russe, non pas en soi, mais en rapport avec la paupérisation de la Biélorussie et dans le but d'y remédier. Il estime utile de donner un bref aperçu de toute l'histoire juive, en insistant sur l'époque polonaise, pour mieux comprendre, à partir de là, le mode de vie juif de son temps. Il met également à profit ses conversations avec Ilya Frank, un médecin (formé à Berlin) qui lui avait également exposé sa pensée par écrit : selon lui, « les maîtres d'école juifs ont déformé le véritable esprit de la doctrine religieuse par leurs fausses interprétations mystico-talmudiques » de la Bible, ils ont introduit des lois très strictes afin d'isoler les Juifs des autres peuples, inspiré aux Juifs une profonde aversion pour toutes les autres confessions ; « au lieu de cultiver la vertu de la convivialité », ils ont institué... un rituel de prières vide de sens » ; « au cours de ces derniers siècles, le caractère moral des Juifs s'est dégradé, à la suite de quoi ils sont devenus de mauvais citoyens » ; « pour régénérer moralement et politiquement les Juifs, il faut rendre à leur foi sa pureté originelle » ; la réforme juive en Russie doit commencer par l'ouverture d'écoles publiques dans lesquelles on enseignerait les langues russe, allemande et hébraïque ». C'est un préjugé de croire que l'acquisition de connaissances profanes reviendrait à trahir et sa

141. Derjavine, t. 7, pp. 267-275.

religion et son peuple, ou que le travail agricole ne s'écarterait pas à un Juif¹⁴². Dans son « Mémoire », Derjavine s'est également servi du projet de Nota Khaïmovitch Notkine, un important marchand de Chklov avec lequel il avait lié connaissance. Notkine ne partageait pas les conclusions fondamentales ni les propositions de Derjavine, mais il jugeait néanmoins nécessaire de détourner autant que possible les Juifs de la production d'alcool, de leur dispenser de l'instruction et de les attacher à un travail productif, principalement industriel ; il admettait même qu'ils pussent être transférés « dans les steppes fertiles pour y élever des moutons et travailler la terre¹⁴³ ».

Suivant en cela les considérations de Frank, adversaire du pouvoir des *kehalim*, Derjavine partait de la conclusion générale que « les fondements originels de leur religion et de leur morale » étaient aujourd'hui transformés « en conceptions fausses », à la suite de quoi le simple peuple juif « a été si aveuglé, et continue de l'être, que s'est dressé, s'est consolidé un mur pour ainsi dire indestructible, lequel, en les entourant de ténèbres, maintient fermement leur unité et les sépare de tous ceux qui cohabitent avec eux ». Telle est aussi l'éducation qu'ils dispensent à leurs enfants ; « pour leur apprendre le Talmud, ils paient cher, sans sourciller... or tant que leurs écoles continuent d'exister dans leur état actuel, il ne saurait y avoir aucun espoir de voir changer leur mode de vie... L'idée superstitieuse selon laquelle ils se considèrent comme les seuls à honorer véritablement Dieu ne fait que se renforcer, et pour tous les autres croyants qui ne partagent pas leur foi ils n'ont que mépris... Ils inculquent au peuple l'attente continue du Messie... l'idée que leur Messie, après avoir soumis tous les hommes à son autorité matérielle, sera leur maître selon la chair et leur restituera leur ancienne royauté, leur gloire, leur magnificence ». Parlant de leur jeune âge, il ajoute : « Ils se marient extrêmement jeunes, parfois même avant d'avoir 10 ans, et, s'ils sont féconds, ils restent tout faibles. » Du système des *kehalim* il dit que la collecte annuelle de fonds auprès des Juifs « constitue pour [eux] une source non négligeable de revenus, incomparablement plus importante que l'imposition gouvernementale de ceux qui sont soumis à la

142. *Hessen*, t. 1, pp. 129-130 ; *EJ*, t. 15, pp. 358-359.

143. *EJ*, t. 11, p. 801 ; *Derjavine*, t. 7, pp. 353-355 ; *Hessen*, t. 1, pp. 131-132.

conscription. Les doyens des *kehalim* n'en rendent compte à personne. Le menu peuple se trouve dans un état de dénuement et de misère extrêmes dans sa très grande majorité. Par contre, les membres des *kehalim* sont riches et vivent dans l'abondance : manipulant les deux ressorts de l'autorité, spirituelle et civile..., ils exercent un grand pouvoir sur leur peuple. Par ce moyen, ils le maintiennent... dans une profonde servitude et dans la crainte ». Les « différents ordres que les *kehalim* déversent sur leur peuple... sont exécutés avec une ponctualité et une célérité telles qu'on en reste confondu¹⁴⁴ ».

Voici comment Derjavine voyait le fond du problème : « Le grand nombre [de Juifs] en Biélorussie, du seul fait qu'il est sans commune mesure avec celui des cultivateurs, pèse lourdement sur cette contrée... C'est l'une de ces vastes régions qui produisent trop peu de céréales et autres denrées. » « Nul d'entre eux n'a jamais cultivé la terre, mais chacun détient et consomme plus de blé que le paysan et sa maisonnée qui, à la sueur de son front, l'a produit. » « Leur principale occupation dans les villages... consiste à prêter aux paysans le nécessaire, mais en se permettant une usure extrême ; c'est pourquoi il suffit au paysan de tomber une seule fois sous leur dépendance pour ne plus pouvoir se défaire de ses dettes. » Qui plus est, « ces naïfs propriétaires ont livré aux Juifs leurs villages... non pour un temps, mais pour toujours ». Les propriétaires à leur tour ne sont que trop contents de rejeter toutes les fautes sur les Juifs : « l'unique raison du dénuement de leurs paysans, ils l'imputent dans leurs arguties aux Juifs » ; rare est le propriétaire à reconnaître « que si on les expulsait de sa propriété, c'est lui qui subirait de grandes pertes, étant donné que le fermage lui procure des revenus substantiels¹⁴⁵ ».

Derjavine, on le voit, n'a pas omis d'examiner le problème sous tous ses différents aspects : « Il faut cependant rendre justice à ces derniers [les Juifs] que, face à la disette en céréales, ils ont fourni à de nombreux villageois de quoi manger ; toutefois, chacun sait que ce n'était pas sans calcul, car une fois la moisson faite, ceux-ci auraient à leur rendre ce dû au centuple¹⁴⁶. » Dans une lettre

144. *Derjavine*, t. 7, pp. 280-283, 287.

145. *Ibidem*, pp. 279, 287-291, 326.

146. *Ibidem*, p. 288.

privée au procureur général, Derjavine écrivit : « Il est difficile, sans commettre d'erreur et en restant équitable, d'accuser trop sévèrement qui que ce soit. Les paysans, par l'abus de la boisson, se privent de nourriture au profit des Juifs. Les propriétaires ne peuvent interdire l'ivrognerie, car ils tirent de la vente de l'eau-de-vie presque tous leurs revenus. Mais on ne peut non plus trop reprocher aux Juifs que, pour se nourrir eux-mêmes, ils privent les paysans de leur ultime grain¹⁴⁷. »

Derjavine confia un jour à I. Frank : « Du moment que la Providence a préservé jusqu'à nos jours ce petit peuple disséminé, nous aussi devons avoir souci de le préserver¹⁴⁸. » Mais, dans son rapport, il s'exprime avec la franchise quelque peu rude de son temps : « Si la Providence suprême, dans l'accomplissement de ses impénétrables desseins, garde ce peuple aux mœurs dangereuses sur la surface de la terre, ne l'extermine pas, il appartient aussi aux gouvernements sous le sceptre desquels il s'est placé de le souffrir... Ils se doivent d'étendre aux Juifs leur sollicitude afin qu'ils soient utiles à eux ainsi qu'à la société au milieu de laquelle ils se sont installés¹⁴⁹. »

Pour toutes ses observations sur la Biélorussie, pour ses conclusions, pour l'ensemble de son « Mémoire », en particulier pour les lignes citées plus haut, sans doute aussi pour avoir loué « la clairvoyance des grands monarques russes... qui avaient strictement interdit la venue et l'entrée sur le territoire de l'empire de ces pillards expérimentés¹⁵⁰ », Derjavine a été estampillé « judéophobe fanatique » et antisémite à tout crin. On l'a accusé (comme nous l'avons vu : fausement) d'« imputer dans les documents officiels l'ivrognerie et la misère des paysans biélorusses aux seuls Juifs ; quant aux « mesures concrètes qu'il préconisait », on les a expliquées, sans preuve aucune, par des ambitions personnelles¹⁵¹.

Or, il ne nourrissait en fait aucun préjugé indécorable vis-à-vis des Juifs, tout son « Mémoire » s'est élaboré en 1800, à partir du fait que les paysans étaient ruinés et souffraient de la famine, dans le but de faire du bien aux paysans biélorusses,

147. Dossier du ministère de la Justice, 1800, n° 251, in *Hessen*, t. 1, p. 133.

148. EJ, t. 15, p. 358.

149. *Derjavine*, t. 7, p. 277.

150. *Ibidem*, p. 280.

151. EJ, t. 7, pp. 112-113.

mais aussi aux Juifs eux-mêmes en distendant le lien économique entre les uns et les autres et en orientant les Juifs vers un travail plus productif, en premier lieu en projetant d'en installer une partie sur les terres non encore colonisées, ce qu'avait déjà proposé Catherine.

La difficulté initiale, Derjavine la voyait dans la mobilité permanente et l'absence de prise en compte de la population juive : à peine un sixième d'entre eux étaient recensés. « Sans une mesure particulière et exceptionnelle, il est difficile d'en faire un recensement équitable : car, vivant dans les villes, les bourgades, chez des propriétaires, dans les villages et les auberges, sans cesse changeant de domicile, ils ne se considèrent pas comme des résidents, mais comme des hôtes de passage venus d'un district ou de quelque autre lieu étrangers » ; au surplus, « ils sont tous semblables, portent les mêmes prénoms », n'ont pas de nom de famille, sont en outre tous vêtus uniformément d'habits noirs, si bien que, quand on cherche à les dénombrer et à les différencier, la mémoire se perd et il y a confusion ». « Les *kehalim* à leur tour craignent de les signaler tous pour ne pas surcharger les Juifs aisés par les impôts frappant ceux qui se feraient enregistrer¹⁵². »

Derjavine essaya de trouver une solution globale au problème : comment faire pour, « sans léser les intérêts de quiconque..., réduire [le nombre des Juifs dans les villages biélorusses] et faciliter ainsi l'approvisionnement des habitants de souche ; et, quant à ceux qui resteraient, leur donner les meilleurs moyens de subsister sans porter atteinte aux intérêts des autres ». En outre : « atténuer leur fanatisme et, insensiblement, les civiliser sans toutefois s'écarter en rien des règles de tolérance envers les différentes religions ; de façon générale, tout en gommant leur haine envers les peuples hétérodoxes, réduire à néant leurs sornioises velléités de s'emparer du bien d'autrui¹⁵³ ». De cette façon, disjoindre la liberté de conscience religieuse... de l'« impunité des méfaits ».

Suit une étude détaillée, graduelle, des mesures proposées où il fait appel à la raison d'État et au pragmatisme économique. En premier lieu, « afin de ne pas susciter parmi eux [les Juifs] de remous, de tentatives de fuite, ni le moindre mécontentement »,

152. Derjavine, t. 7, p. 302.

153. *Ibidem*, p. 291.

les manifestes impériaux doivent leur annoncer protection et sollicitude, réaffirmer la tolérance envers leur foi et le maintien des privilèges accordés par Catherine, « moyennant cependant l'abrogation de certaines anciennes dispositions ». (Quant à ceux « qui refuseraient de se plier à cette disposition, il conviendrait de leur donner le droit de partir pour l'étranger » – par là il avançait de très loin, dans l'octroi de cette latitude, le *xx^e* siècle soviétique...) Sitôt après, selon un calendrier très précis, interdire temporairement tout nouveau crédit, examiner, documents à l'appui, tous les griefs mutuels entre Juifs et chrétiens concernant les dettes, et leur trouver une solution, « rétablir l'ancienne confiance réciproque, mais de façon telle que ce ne soit pas désormais un empêchement ou un obstacle à la transformation du mode de vie des Juifs », « à leur transfert en d'autres régions », et, sur leurs anciens lieux de peuplement, « à ce qu'ils acceptent un nouveau mode de vie ». « Il faut au plus vite libérer les Juifs de leurs dettes et les rendre disponibles à la réforme. » Dès la promulgation du manifeste, tous les fonds recueillis par l'imposition des Juifs doivent être consacrés « à secourir les plus démunis », c'est-à-dire les Juifs miséreux, à couvrir les dettes des *kehalim* et à installer les émigrés. Selon les cas, les exempter d'impositions pendant trois ou six ans, mais en les orientant vers la création de fabriques et d'ateliers. Les propriétaires doivent s'engager à ce que les Juifs qui résident dans leurs domaines créent d'ici à trois ans des manufactures, des fabriques, des ateliers ; s'ils résident sur leurs terres, qu'ils s'occupent réellement de travaux agricoles « afin qu'ils se procurent leur subsistance de leurs propres mains », mais « qu'en aucun cas ils ne vendent en cachette ni ouvertement de l'eau-de-vie » sous peine, pour les propriétaires, de perdre leur privilège de bouilleurs de cru. Il est indispensable de procéder à un recensement complet et exact de la population sous la responsabilité des doyens des *kelahim*. À ceux qui ne pourront déclarer suffisamment de patrimoine pour appartenir à la classe des marchands ou des bourgeois de ville, il convient de donner accès à des classes nouvelles requérant une moindre fortune : bourgeois de village ou bien « propriétaires paysans » (car « le nom de *krestianine* [paysan], par sa similitude avec le mot *khristianine* [chrétien], leur est insupportable). Les résidents juifs « doivent être considérés comme des hommes libres et

non des serfs » ; toutefois, ils ne doivent pas se permettre, pour quelque raison ou sous quelque forme que ce soit, d'avoir à leur service des chrétiens ou des chrétiennes, de posséder des villages chrétiens, ne serait-ce qu'une seule âme ; on ne doit pas non plus leur permettre de siéger dans les mairies et les hôtels de ville afin de ne pas leur reconnaître de droits sur les chrétiens. « Si d'aucuns manifestent leur désir de mener tel ou tel mode de vie », envoyer « un nombre convenable de ces jeunes gens à Pétersbourg, Moscou, Riga » pour « apprendre aux uns la comptabilité commerciale, aux autres tel ou tel métier d'artisan », ou former les troisièmes « dans des écoles à l'agronomie et à la construction de bâtiments agricoles ». Entre-temps, choisir « quelques-uns parmi les Juifs les plus habiles et les plus appliqués, et les envoyer en éclaireurs... partout où il y a des terres à coloniser ». (Plus loin, nous trouvons des détails sur l'élaboration des plans, du cadastre, l'édification des maisons, l'itinéraire à suivre pour les groupes de colons, leurs droits pendant le voyage, les années privilégiées où ils seront exemptés d'impôts – toutes ces études on ne peut plus fouillées, patiemment colligées par Derjavine, nous les laissons ici de côté.) « Pour ce qui est de l'organisation interne des communautés juives, et afin de soumettre [les Juifs], à l'égal des autres peuples sujets de la Russie, à un gouvernement centralisé unique, les *kehalim* ne doivent plus exister sous quelque forme que ce soit. » Avec la suppression de ces derniers, « toutes les impositions exorbitantes infligées antérieurement par les *kehalim* à la population juive seront supprimées... Celle-ci doit être soumise aux impositions gouvernementales, comme tous les autres citoyens » (c'est-à-dire deux fois moindres) ; « les écoles et les synagogues doivent être protégées par la loi ». Le mariage ne peut être contracté avant 17 ans (pour les hommes), 15 ans pour les femmes. Jusqu'à 12 ans, les enfants fréquentent les écoles juives, ensuite des écoles communes afin qu'ils se familiarisent avec les non-juifs ; « ceux qui ont atteint un haut degré de savoir doivent être admis dans les académies, les universités en tant que membres d'honneur, docteurs, professeurs », « à l'exclusion des grades d'officier et d'officier d'état-major », car, « bien qu'on puisse les admettre dans la carrière militaire », « il se peut, par exemple, que le samedi ils refusent, face à l'ennemi, de prendre les armes, ce qui est déjà arrivé à diverses reprises ». Mettre sur pied

des imprimeries pour éditer les livres juifs ; auprès des synagogues, aménager des hôpitaux, des asiles pour vieillards, des orphelinats juifs¹⁵⁴.

Et Derjavine de conclure non sans aplomb : « Les Juifs sont un peuple rétif... Sorti de son triste état [de dispersion], il acquerra une forme d'aisance. » En premier lieu grâce à l'instruction : « Ce seul point, même si ce n'est pas dans l'immédiat, mais plus tard, d'ici à quelques générations, de façon insensible donnera des fruits, et les Juifs deviendront alors les sujets directs du trône russe¹⁵⁵ ».

Lors de la rédaction de son « Mémoire », Derjavine s'est certes enquis de l'avis des *kehalim*, mais il ne les a nullement réjouis par ses propositions. Dans les réponses officielles, leur refus a été modéré : « Les Juifs, dirent-ils, n'ont ni les capacités, ni l'habitude de travailler la terre, et y trouvent dans leur religion un obstacle¹⁵⁶ » ; « outre leurs occupations actuelles, ils ne prévoient pas d'autres modes de subsistance, n'en ont nul besoin et aspirent à rester dans leur condition ancienne¹⁵⁷ ». Les *kehalim* voyaient bien que le rapport Derjavine risquait de saper tout le système du *kahal* et d'imposer un contrôle de leurs revenus, aussi se mirent-ils à opposer à l'ensemble du projet Derjavine une résistance sourde, mais forte et opiniâtre.

Derjavine vit une manifestation de cette hostilité dans la plainte que s'empressa de déposer à l'intention de l'Empereur une Juive de Liozno : prétendument, à la distillerie du lieu, « il l'aurait bastonnée à mort, à la suite de quoi, étant enceinte, elle aurait accouché d'un enfant mort-né ». Le Sénat ordonna une enquête. Derjavine répondit : « Je suis resté dans cette distillerie un quart d'heure ; non seulement je n'y ai bastonné aucune Juive, mais de mes yeux je n'en ai vu aucune », et il se démena pour être reçu par l'Empereur en personne. « Qu'on m'enferme dans une forteresse, moi je prouverai l'inanité de celui qui donnera cet ordre... Comment avez-vous pu vous fier à une plainte aussi saugrenue, aussi inepte ? » (Le Juif qui avait rédigé cette plainte calomnieuse au nom de la femme fut condamné à un an de prison, mais, deux ou

154. *Derjavine*, t. 7, p. 292-330.

155. *Ibidem*, p. 331.

156. *Hessen*, t. 1, p. 131.

157. *Derjavine*, t. 7, p. 289.

trois mois plus tard, sous Alexandre*, Derjavine, comme il l'écrit, « intervint pour obtenir son élargissement¹⁵⁸ ».)

Assassiné en mars 1802, Paul n'a pas eu le temps de prendre de décision concernant le « Mémoire » de Derjavine. Le rapport « eut beaucoup moins de résultats pratiques qu'on ne pouvait en attendre, car, à la suite du changement de règne, Derjavine vit son autorité s'amoindrir¹⁵⁹ ».

Ce n'est qu'à la fin de l'année 1802 que fut créé le « Comité pour l'organisation des Juifs », chargé d'examiner le « Mémoire » de Derjavine et de prendre des décisions en conséquence. En firent partie des magnats polonais amis d'Alexandre I^{er}, le prince Adam Czartoryski, le comte Seweryn Potocki, le comte Valérien Zoubov (de ces trois-là Derjavine note qu'ils possédaient d'importantes propriétés en Pologne ; de ce fait, dans l'hypothèse où les Juifs viendraient à quitter les villages, « ils perdraient beaucoup de leurs revenus », aussi « l'intérêt personnel de ces seigneurs l'emporta-t-il sur celui de l'État¹⁶⁰ »), le comte Kotchoubéï, ministre de l'Intérieur, et Derjavine qui venait d'être nommé ministre de la Justice (le premier dans toute l'histoire russe) ; Michel Spéranski** y fut également associé. On enjoignit au Comité d'inviter les députés juifs de tous les *kehalim* de province ; ils y furent donc dépêchés ; pour la plupart, il s'agissait de marchands appartenant à la première guilde. « En outre, les membres du Comité furent autorisés à coopter quelques Juifs parmi les plus éclairés et les mieux intentionnés¹⁶¹. » En cette qualité furent invités Nota Notkine, qui avait émigré de Biélorussie à Moscou (nous l'avons déjà rencontré) ; de Saint-Petersbourg, le fermier Abram Perets, ami très proche de Spéranski ; les amis de Perets, Leiba Nevakhovitch et Mendel Satanover, et d'autres encore. Tous ne prirent pas directement part aux réunions, mais ils exercèrent leur influence par l'intermédiaire des membres du Comité. (Il n'est pas sans intérêt de noter ici – l'occasion ne s'en présentera plus – que le fils d'Abram Perets

158. *Derjavine*, t. 6, pp. 715-717.

159. *EJ*, t. 2, p. 733.

160. *Derjavine*, t. 6, pp. 766-767.

161. *Ibidem*, p. 761.

* Alexandre I^{er} (1777-1825), fils de Paul I^{er}, empereur de Russie de 1801 à 1825.

** Michel Spéranski (1772-1839), ministre de la Justice de 1808 à 1812, réformateur libéral, fut entre 1826 et 1833 codificateur des lois russes.

fut jugé et déporté dans l'affaire des décabristes*, sans doute uniquement parce qu'il avait discuté avec Pestel** du problème juif sans rien soupçonner de leur complot¹⁶², et que son petit-fils devint secrétaire d'État, fonction très importante en Russie. Nevakhovitch était un humaniste éclairé, mais sans trace de cosmopolitisme, attaché à la vie culturelle russe, ce qui était extrêmement rare à l'époque parmi les Juifs : en 1803, il publia en russe *Le Cri de la fille juive*, exhortant la société russe à se souvenir que les Juifs étaient limités dans leurs droits et cherchant à convaincre les Russes de voir dans les Juifs des « compatriotes », afin que la société russe les acceptât en son sein¹⁶³.)

Le Comité tomba d'accord pour « faire participer les Juifs à une vie civile commune et à une éducation commune », pour « les orienter... vers un travail productif¹⁶⁴ », pour leur faciliter l'accès aux activités commerciales et industrielles ; pour assouplir les contraintes entravant le droit de déplacement et de résidence ; pour les habituer à adopter le costume européen, « car l'habitude de porter un habit qui appelle nécessairement le mépris ne fait que renforcer l'accoutumance à ce mépris¹⁶⁵ ». Le problème le plus brûlant à se poser était celui du lieu de résidence des Juifs, lié au commerce de l'eau-de-vie. Notkine « chercha à persuader le Comité de laisser les Juifs sur place, tout en prenant des mesures contre d'éventuels abus de leur part¹⁶⁶ ».

« L'institution du Comité a semé le désarroi parmi les *kehalim* », écrit Hessen. La réunion extraordinaire de leurs députés, à Minsk, en 1802, proclama : « Demander à notre Empereur, gloire Lui en soit rendue, que ses [dignitaires] n'introduisent chez nous aucune novation. » Il fut décidé d'envoyer des intercesseurs à Pétersbourg, on annonça une collecte de fonds à cet effet, et même trois jours

162. L. Deitch, *Roľ evreev v rousskom revolioutsionnom dvijenii* (Le rôle des Juifs dans le mouvement révolutionnaire russe), t. 1, 2^e éd., M-L, 1925, p. 8.

163. EJ, t. 11, pp. 622-623.

164. *Ibidem*, t. 1, p. 798.

165. Hessen, t. 1, p. 148.

166. *Ibidem*, p. 153.

* Groupe de nobles et d'officiers russes, membres de sociétés secrètes, qui tentèrent, en décembre 1825, un coup d'État pour instaurer en Russie un régime constitutionnel.

** Paul Pestel (1792-1826), l'un des décabristes les plus radicaux. Arrêté après le coup d'État avorté, il fut condamné à mort et pendu.

de jeûne collectif ; « le trouble... s'était emparé de toute la Zone de résidence ». Sans même parler de la menace d'expulser les Juifs des villages, « les *kehalim*, soucieux de préserver l'intégrité des coutumes internes..., montraient une attitude négative envers la culture du sol ». En réponse aux principaux points du projet, « les *kehalim* déclarèrent qu'il fallait reporter la réforme à quinze ou vingt ans¹⁶⁷ ».

Si l'on en croit Derjavine, à compter de ce moment, pour que tout reste comme par-devant, commencèrent de leur part diverses intrigues : un propriétaire biélorusse, le sieur Gourko, remit à Derjavine une lettre qu'il avait interceptée en Biélorussie, dans laquelle un Juif écrivait à son fondé de pouvoir à Pétersbourg qu'ils avaient anathémisé Derjavine comme leur persécuteur et réuni 1 million de roubles pour les envoyer en dons à Pétersbourg, demandant de faire tout ce qui était possible pour obtenir la révocation du procureur général Derjavine, et, si la chose se révélait impossible, d'attenter au moins à sa vie... Car leur intérêt était qu'il ne leur fût pas interdit de vendre de la vodka dans les auberges de campagne... Pour faire avancer leur cause, ils se mirent à envoyer « de différents endroits de l'étranger des opinions sur la meilleure façon d'organiser la vie des Juifs » – opinions en langue française ou en allemand, qui parvinrent effectivement au Comité¹⁶⁸.

Entre-temps, Nota Notkine « était devenu l'une des figures centrales de la modeste communauté juive » de Pétersbourg. En 1803, il « présenta... au Comité une note dans laquelle il cherchait à contrecarrer l'influence du projet Derjavine¹⁶⁹ ». Derjavine, lui, affirme que Notkine vint un jour chez lui, et, feignant la bienveillance – et alléguant qu'il ne pourrait jamais, seul contre tous, avoir le dessus sur ses collègues du Comité, tous acquis à la cause juive –, lui proposa d'accepter 100 000, et, si ce n'était pas assez, 200 000 roubles à condition qu'il se ralliât aux autres membres du Comité. Derjavine « décida de faire part de cette tentative de corruption à l'Empereur et d'étayer ses dires en produisant la lettre de Gourko » ; il pensait que « de telles preuves produiraient leur effet et que l'Empereur n'accorderait pas sa confiance à des gens

167. *Hessen*, t. 1, pp. 139-140, 144-145.

168. *Derjavine*, t. 6, pp. 762-763.

169. *EJ*, t. 11, p. 801.

de son entourage qui favorisaient les Juifs ». Mais, après l'Empereur, la chose fut connue de Spéranski, « lequel était tout à fait acquis aux Juifs », et, dès la première réunion du Comité, tous les membres tombèrent d'accord pour laisser, comme par le passé, la vente de l'eau-de-vie aux Juifs¹⁷⁰ ».

Derjavine continua de s'y opposer. Alexandre I^{er} le traita avec de plus en plus de froideur, et le révoqua bientôt (en 1803) de son poste de ministre de la Justice.

Il est vrai que les « Carnets » de Derjavine montrent qu'à l'armée comme dans le civil il a toujours servi son pays de façon fougueuse, intempestive, ce qui partout, en peu de temps, amenait sa révocation.

Il faut reconnaître que Derjavine avait prévu nombre de problèmes qui allaient surgir tout au long du XIX^e siècle dans les relations entre Russes et Juifs, mais non dans les formes inattendues où les choses se produisirent dans la réalité. Sa façon de s'exprimer est souvent grossière, bien dans le goût du temps, mais, dans son projet, il ne se proposait pas d'opprimer les Juifs ; au contraire, il cherchait à leur frayer la voie d'une vie plus libre et plus productive.

170. *Derjavine*, t. 6, pp. 763-764.

Chapitre 2

SOUS ALEXANDRE I^{er}

À la fin de l'année 1804, le Comité chargé de l'organisation des Juifs termina ses travaux par l'élaboration d'un « Règlement sur les Juifs » (connu sous le nom de « Règlement de 1804 »), premier recueil de lois en Russie concernant les Juifs. Le Comité y expliquait que son but était d'améliorer la condition des Juifs, de les orienter vers une activité utile « en leur ouvrant cette voie exclusivement pour leur bien... et en écartant tout ce qui pourrait les en détourner sans pour autant faire appel à des mesures coercitives¹ ». Le Règlement instituait le principe de l'égalité des droits civils pour les Juifs (article 42) : « Tous les Juifs qui habitent la Russie, qui viennent de s'y installer ou qui y arrivent de pays étrangers pour leurs affaires commerciales, sont libres et se trouvent sous la rigoureuse protection des lois au même titre que les autres sujets russes. » (Aux yeux du professeur Gradovski, « on ne peut pas ne pas voir dans cet article... le désir d'assimiler ce peuple à l'ensemble de la population de Russie² ».)

Le Règlement offrait aux Juifs davantage de possibilités que les propositions initiales de Derjavine ; ainsi, pour créer des fabriques de textile ou des peausseries, ou passer à l'économie agricole sur les terres vierges, il proposait que fût directement versée une

1. *Hessen*, *Istoria evreïskogo naroda v Rossii* (Histoire du peuple juif en Russie), en 2 volumes, t. 1, Leningrad, 1925, p. 149.

2. *M. Kovalevski*, *Ravnopravie evreev i ego vragi* (L'égalité des droits des Juifs et ses adversaires), in *Schit*, recueil littéraire sous la rédaction de L. Andréev, M. Gorki et F. Sologoub, 3^e édition complétée, Société russe pour l'étude de la vie des Juifs, Moscou, 1916, p. 117.

subvention gouvernementale. Les Juifs recevaient le droit d'acquérir des terres sans paysans-serfs, mais avec la possibilité d'embaucher des travailleurs chrétiens. Les Juifs propriétaires de fabriques, marchands et artisans avaient le droit de quitter la Zone de résidence « pour un temps afin de vaquer à leurs affaires », ce qui assouplissait les frontières de cette zone, récemment instituée. (On ne faisait que promettre pour le courant de l'année à venir l'abrogation de la double redevance*, mais elle ne tarda pas à disparaître.) On réaffirmait tous les droits des Juifs : à l'inviolabilité de leurs biens, à la liberté individuelle, à professer leur religion, à leur organisation communautaire – autrement dit, le système des *kehalim* était laissé sans changements significatifs (ce qui, en fait, sapait l'idée d'une fusion du monde juif au sein de l'État russe) : les *kehalim* gardaient leur ancien droit de collecter les redevances, ce qui leur conférait une très grande autorité, mais sans la faculté de les majorer ; punitions religieuses et anathèmes (*herem*) étaient interdits, ce qui assurait la liberté aux *hassidim*. Conformément aux vœux instantanés des *kehalim*, le projet d'instituer des écoles juives d'enseignement général fut abandonné, mais « tous les enfants juifs peuvent être admis à étudier sans aucune discrimination avec les autres enfants dans toutes les écoles, tous les lycées et toutes les universités russes », et dans ces établissements aucun enfant « ne sera sous aucun prétexte détourné de sa religion ni contraint d'étudier ce qui pourrait lui être contraire ou opposé ». Les Juifs « qui, grâce à leurs capacités, atteindront dans les universités un niveau méritoire en médecine, chirurgie, physique, mathématiques et autres disciplines, seront reconnus pour tels et promus dans les grades universitaires ». Il était considéré comme indispensable que les Juifs apprissent la langue de leur région, modifient leur aspect extérieur et adoptent des noms de famille. Le Comité soulignait en conclusion que dans les autres pays, « nulle part on n'avait à cet effet utilisé de moyens aussi libéraux, aussi mesurés, aussi appropriés aux besoins des Juifs ». J. Hessen est d'accord pour dire que le Règlement de 1804 imposait aux Juifs moins de limitations que le Règlement prussien de 1797. D'autant que les Juifs possédaient et conservaient leur liberté individuelle, ce dont ne jouissait pas la

* Impôt double institué pour les Juifs par Catherine (auquel étaient assujettis depuis longtemps les « vieux-croyants »), mais qui ne fut guère appliqué.

masse de plusieurs millions de paysans russes soumis alors au servage³. « Le Règlement de 1804 appartient au nombre des actes empreints de l'esprit de tolérance⁴. »

Le Messager de l'Europe, une des revues de ce temps parmi les plus lues, écrivait : « Alexandre sait que les vices que l'on attribue à la nation juive sont les inévitables conséquences de l'oppression qui pèse sur elle depuis de nombreux siècles. Le but de la nouvelle loi est de donner à l'État des citoyens utiles, et aux Juifs une patrie⁵. »

Toutefois, le Règlement ne tranchait pas le problème le plus aigu conformément à ce qu'aurait souhaité l'ensemble des Juifs, autrement dit la population juive, les députés des *kehalim* et les collaborateurs juifs du Comité. Le Règlement stipulait : « Personne parmi les Juifs..., dans aucun village ni bourg, ne peut posséder aucune forme de gérance d'estaminets, de cabarets, d'auberges, ni sous son nom ni sous le nom d'un tiers, ni y vendre de l'eau-de-vie ni même y habiter⁶ », et se proposait de faire en sorte que toute la population juive quittât la campagne en l'espace de trois ans, soit d'ici au début de l'année 1808. (Nous nous souvenons qu'une telle mesure avait déjà été préconisée sous Paul en 1797, avant même que n'apparût le projet Derjavine : non pas que tous les Juifs sans exception fussent éloignés des villages, mais, afin que, « par sa masse, la population juive dans les villages ne déborde pas les possibilités économiques des paysans en tant que classe productive, il est proposé d'en diminuer le nombre dans les agglomérations des districts⁷ ». Cette fois, on se proposait d'orienter la majorité des Juifs vers le travail agricole dans les terres vierges de la Zone de résidence, de la Nouvelle Russie, mais aussi des provinces d'Astrakhan et du Caucase, en les exonérant pour dix ans de la redevance dont ils s'acquittaient jusqu'alors, « avec le droit de recevoir pour leurs entreprises un prêt du Trésor » à rembourser progressivement, passé dix années de franchise ; aux plus fortunés, il était proposé d'acquérir des terres en propriété personnelle et

3. *Hessen*, t. 1, pp. 148-158 ; *EJ*, t. 1, pp. 799-800.

4. *EJ*, t. 13, pp. 158-159.

5. *Hessen*, t. 1, p. 158-159.

6. *EJ*, t. 3, p. 79.

7. *Hessen*, t. 1, p. 128.

héréditaire avec faculté de les faire exploiter par des travailleurs agricoles⁸.

À son refus d'autoriser la distillation, le Comité donnait l'explication suivante : « Tant que cette profession leur restera accessible... laquelle, en fin de compte, les expose aux récriminations, au mépris, voire à la haine des habitants, l'indignation générale à leur égard ne cessera pas⁹. » Par ailleurs, « peut-on considérer cette mesure [consistant à éloigner les Juifs des villages] comme répressive alors que leur sont offerts tant d'autres moyens non seulement de vivre dans l'aisance, mais aussi de s'enrichir dans l'agriculture, l'industrie, l'artisanat ; que, de plus, ils se voient accorder la possibilité de posséder des terres en toute propriété ? Comment ce peuple pourrait-il se considérer comme opprimé par la suppression d'une seule branche d'activité dans un État où lui sont offertes mille autres activités dans des régions fertiles, peu habitées, propres à la culture des céréales et autres productions agricoles¹⁰... ? »

Ces arguments semblent de poids. Toutefois, Hessen trouve que le texte du Comité témoigne d'« un regard naïf... sur la nature de la vie économique d'un peuple, [consistant à] croire que l'on peut changer les phénomènes économiques de façon purement mécanique, par décret¹¹ ». Du côté juif, le transfert projeté des Juifs hors des villages et l'interdiction qui leur était faite de fabriquer de l'alcool, cette « occupation séculaire » des Juifs¹², furent perçus comme une décision terriblement cruelle. (Et c'est en ces termes qu'elle a été condamnée par l'historiographie juive cinquante et même cent ans plus tard.)

Étant donné les opinions libérales d'Alexandre I^{er}, sa bienveillance envers les Juifs, son caractère perturbé, sa volonté molle (sans doute brisée à tout jamais par son accession au trône au prix de la mort violente de son père), il est peu probable que l'éloignement

8. V. N. Nikitine, *Evrei i zemledeltsy : Istoricheskoe, zakonodatelnoe, administrativnoe i bytovoe polozenie kolonii so vremeni ikh vozniknovenia do nachikh dnei* (Les Juifs dans l'agriculture : état historique, juridique, administratif, pratique des colonies depuis leur origine jusqu'à nos jours), 1807-1887, Saint-Petersbourg, 1887, pp. 6-7.

9. Prince N. N. Golitsyne, *Istoria rousskogo zakonodatelstva o evreiakh* (Histoire de la législation russe pour les Juifs), Saint-Petersbourg, t. 1, 1649-1825, p. 430.

10. *Ibidem*, t. 1, pp 439-440.

11. *Ibidem*.

12. EJ, t. 3, p. 79.

annoncé des Juifs eût été mené énergiquement ; même si le règne avait suivi un cours paisible, on l'aurait sans doute étalé dans le temps. Mais, sitôt après l'adoption du Règlement de 1804, plana la menace de la guerre en Europe, suivie par les mesures prises en faveur des Juifs par Napoléon qui réunit à Paris un sanhédrin de députés juifs. « Tout le problème juif prit alors une tournure inattendue. Bonaparte organisa à Paris une réunion des Juifs qui avait pour but principal d'offrir à la nation juive différents avantages et de créer un lien entre les Juifs disséminés en Europe. » Aussi, en 1806, Alexandre I^{er} ordonna-t-il de réunir un nouveau Comité chargé d'« examiner s'il ne fallait pas prendre des mesures particulières et reporter à plus tard le transfert des Juifs¹³ ».

Comme annoncé en 1804, les Juifs étaient censés abandonner les villages d'ici à 1808. Mais des difficultés pratiques étaient survenues, et, dès 1807, Alexandre I^{er} reçut plusieurs rapports sur la nécessité de différer ce transfert. Un décret impérial fut alors publié, « demandant à toutes les sociétés juives... d'élire des députés et de proposer par leur intermédiaire les moyens qui leur paraîtraient les plus adaptés pour mettre en pratique et avec succès les mesures figurant dans le Règlement du 9 décembre 1804 ». Les élections de ces députés juifs eurent bien lieu dans les provinces occidentales, et leurs avis furent transmis à Pétersbourg. « Bien entendu, ces députés exprimèrent l'opinion que le départ des Juifs résidant dans les villages devait être reporté à bien plus tard. » (L'une des raisons invoquées tenait au fait que, dans les villages, les cabaretiers disposaient de logements gratuits, alors que dans les bourgs et les villes il leur aurait fallu les payer.) Le ministre des Affaires intérieures écrivit quant à lui dans son rapport que « le transfert des Juifs résidant actuellement dans les villages vers des terres appartenant à l'État exigera plusieurs dizaines d'années, vu leur nombre pléthorique¹⁴ ». Vers la fin de l'année 1808, l'Empereur donna l'ordre de suspendre l'article interdisant aux Juifs le fermage et la production d'alcool, et de laisser les Juifs là où ils habitaient, « jusqu'à une décision ultérieure¹⁵ ». Aussitôt après (1809) fut institué un nouveau Comité – dit « du sénateur Popov » –

13. G. R. Derjavine, Œuvres en 9 vol., 2^e éd., Saint-Pétersbourg, 1864-1883, t. 6, 1876, pp. 761-762.

14. Hessen, t. 1, pp. 163-165.

15. EJ, t. 1, p. 801.

pour l'étude de l'ensemble des problèmes et l'examen des requêtes formulées par les députés juifs. Ce Comité « estima indispensable » de mettre « énergiquement » un terme au transfert des Juifs et de leur conserver le droit au fermage et au commerce de la vodka¹⁶. Le Comité travailla trois ans durant et présenta son rapport à l'Empereur en 1812. Alexandre I^{er} n'entérina pas ce rapport : il ne tenait pas à miner l'importance de la décision précédente et n'avait nullement perdu son désir d'agir en faveur des paysans : « Il était prêt à adoucir la mesure d'éloignement, non à y renoncer¹⁷. » Là-dessus éclatèrent la grande guerre avec Napoléon, puis la guerre européenne, et les intérêts d'Alexandre changèrent d'objet. Depuis lors, le déplacement hors des villages n'a jamais été lancé en tant que mesure globale dans toute la Zone de résidence, mais tout au plus sous forme de décisions particulières en certains endroits¹⁸.

Pendant la guerre, si l'on en croit une certaine source, les Juifs furent les seuls habitants à ne pas fuir devant l'armée française, ni dans les forêts ni vers l'intérieur des terres ; dans les environs de Vilnius, ils refusèrent d'obtempérer à l'ordre de Napoléon de rejoindre son armée, mais lui fournirent sans murmurer le fourrage et les vivres ; néanmoins, en certains endroits, il fallut recourir aux réquisitions¹⁹. Une autre source signale que « la population juive a beaucoup souffert des exactions commises par les soldats de Napoléon », que « de nombreuses synagogues ont été incendiées », mais elle va encore plus loin en affirmant que « les troupes russes ont été grandement aidées par ce qu'on a appelé la "poste juive", mise sur pied par les marchands juifs, qui transmettait les renseignements avec une célérité inconnue à l'époque (les auberges servant de "relais") » ; on a même « utilisé des Juifs en qualité de courriers pour les liaisons entre les différents détachements de l'armée russe ». Lorsque l'armée russe reprit possession du terrain, « les Juifs accueillirent les troupes russes avec admiration, apportant aux soldats du pain et de l'eau-de-vie ». Le futur Nicolas I^{er}, à cette époque grand-duc, nota dans son Journal : « Il

16. *Ibidem*.

17. *Hessen*, t. 1, p. 163-167.

18. *EJ*, t. 5, p. 859.

19. S. Pozner, *Evrei Litvy i Beloroussii 125 let tomou nazad* (Les Juifs de Lituanie et de Biélorussie il y a 125 ans de cela), in *M.J.*, Annuaire, 1939, pp. 60, 65-66.

est étonnant de constater qu'ils [les Juifs] nous sont restés en 1812 étonnamment fidèles et nous ont même aidés là où ils le pouvaient, au risque de leur vie²⁰. »

Au point le plus critique de la retraite des Français, lors du passage de la Berezina, les Juifs du lieu communiquèrent au commandement russe l'endroit présumé du passage ; cet épisode est bien connu. Mais il s'agissait en fait d'une ruse réussie du général Laurançay : il était persuadé que les Juifs communiqueraient ce renseignement aux Russes, et les Français, bien entendu, choisirent un autre lieu de passage²¹.

Après 1814, le rattachement de la Pologne centrale réunit à la Russie plus de 400 000 Juifs. Le problème juif se posa alors au gouvernement russe avec plus d'acuité et de complexité. En 1816, le Conseil gouvernemental du royaume de Pologne qui, en de nombreux domaines, jouissait d'une existence étatique séparée, ordonna de procéder à l'expulsion des Juifs de leurs villages – ils pouvaient aussi y rester, mais uniquement pour travailler la terre et sans l'aide de travailleurs chrétiens. Mais, à la requête du *kahal* de Varsovie, aussitôt transmise à l'Empereur, Alexandre donna l'ordre de laisser les Juifs en place en les autorisant à se livrer au commerce de la vodka, à la seule condition de ne pas la vendre à crédit²².

Il est vrai que, dans les Règlements publiés par le Sénat en 1818, on trouve derechef les dispositions suivantes : « Mettre fin aux mesures coercitives des propriétaires, ruineuses pour les paysans, pour non-remboursement de leurs dettes aux Juifs, ce qui les accule à vendre leurs derniers biens... Aux Juifs qui gèrent des auberges il faut interdire de prêter de l'argent à intérêt, de servir de la vodka à crédit pour priver ensuite les paysans de leur bétail ou de toutes autres choses qui leur sont indispensables²³. »

Trait caractéristique de tout le règne d'Alexandre : aucun esprit de suite dans les mesures prises ; les règlements étaient promulgués, mais aucun contrôle efficace destiné à suivre leur exécution ne voyait le jour. Il en fut ainsi du statut de 1817 en ce qui concerne l'impôt sur l'alcool : dans les provinces de Grande Russie, la

20. PEJ, t. 7, pp. 309-311.

21. Cf. Rousskaïa Volia (La volonté russe), Petrograd, 1917, 22 avril, p. 3.

22. Hessen, t. 1, pp. 222-223.

23. EJ*, t. 3, pp. 80-81.

distillation était interdite aux Juifs ; toutefois, dès 1819, cette prohibition fut levée « jusqu'à ce que les artisans russes se soient suffisamment perfectionnés dans ce métier²⁴ ».

Bien entendu, l'éradication des distilleries juives dans les zones rurales des provinces de l'Ouest se heurtait à l'opposition des propriétaires polonais, trop intéressés à leurs profits ; or le gouvernement russe n'osait pas encore, à cette époque, agir à leur rencontre. Toutefois, dans la province de Tchernigov où leur implantation était récente, on réussit en 1821 à supprimer les distilleries aux mains des propriétaires et des Juifs après que le gouverneur, à la suite d'une mauvaise récolte, eut rapporté que « les Juifs maintiennent dans une dure servitude les paysans de la Couronne et les cosaques²⁵ ». Une mesure analogue fut prise en 1822 dans la province de Poltava ; en 1823, elle fut partiellement étendue aux provinces de Mohilev et de Vitobsk. Mais son extension fut enrayée par les démarches pressantes des *kehalim*.

Ainsi la lutte menée tout au long des vingt-cinq ans du règne d'Alexandre contre la production d'alcool par la transplantation des Juifs hors des villages n'a guère donné de résultats.

Mais la distillerie ne constituait pas le seul type de fermage dans la Zone de résidence. Les propriétaires affermaient différents biens en différents secteurs de l'économie, ici un moulin, là la pêche, ailleurs des ponts, parfois toute une propriété, et, de cette façon, se trouvaient affermés non seulement des paysans serfs (de tels cas se multiplièrent à partir de la fin du XVIII^e siècle²⁶), mais encore des églises « serves », c'est-à-dire orthodoxes, ainsi que le signalent plusieurs auteurs : N. I. Kostomarov, M. N. Katkov, V. V. Choulguine. Ces églises, faisant partie intégrante d'un domaine, étaient considérées comme appartenant en propre au propriétaire catholique, et, en leur qualité d'exploitants, les Juifs s'estimaient en droit de prélever de l'argent sur ceux qui fréquentaient ces églises et sur ceux qui célébraient des offices privés. Pour le baptême, le mariage ou les obsèques, il fallait recevoir l'autorisation « d'un Juif moyennant rétribution » ; « les chants épiques de

24. *Ibidem*, t. 5, pp. 609, 621.

25. *Ibidem*, p. 612.

26. EJ, t. 11, p. 492.

Petite Russie regorgent de plaintes amères contre "les fermiers juifs" qui oppriment les habitants²⁷ ».

Les gouvernements russes avaient depuis longtemps perçu ce danger : les droits des fermiers risquaient de s'étendre à la personne même du paysan et directement à son travail, or « il ne faut pas que les Juifs puissent disposer du travail personnel des paysans et que, par le biais d'un bail, tout en n'étant pas chrétiens, ils deviennent propriétaires de paysans-serfs » – ce qui fut interdit à diverses reprises aussi bien par le décret de 1784 que par les ordonnances du Sénat de 1801 et 1813 : « que les Juifs ne puissent posséder ni villages ni paysans, ni en disposer sous aucune appellation ni à quelque titre que ce soit²⁸ ».

Toutefois, l'ingéniosité des Juifs et des propriétaires parvint à contourner l'interdit. En 1816, le Sénat découvrit que « les Juifs avaient trouvé moyen d'exercer des droits de propriétaires sous l'appellation de *krestentsia*, autrement dit, après accord avec les propriétaires, ils récoltent le blé et l'orge semés par les paysans, que ces mêmes paysans doivent d'abord battre puis livrer aux distilleries affermées à ces mêmes Juifs ; ils doivent aussi surveiller les bœufs que l'on amène paître dans leur champ, fournir aux Juifs des travailleurs et des chariots... Ainsi les Juifs disposent entièrement de ces domaines... tandis que les propriétaires, recevant d'eux un fermage substantiel dénommé *krestentsia*, vendent à forfait aux Juifs toute la moisson à venir semée sur leurs terres : on peut en conclure que, par ce biais, ils condamnent leurs paysans à la famine²⁹ ».

Ce ne sont pas les paysans qui sont pour ainsi dire affermés en tant que tels, mais seulement les *krestentsia*, ce qui n'empêche pas le résultat d'être le même.

Malgré toutes les interdictions, la pratique des *krestentsia* n'en continua pas moins son chemin sinueux. Son extrême intrication venait de ce que de nombreux propriétaires terriens s'endettaient auprès de leurs fermiers juifs, recevaient d'eux de l'argent gagé sur leur domaine, ce qui permettait aux Juifs de disposer et du domaine et du travail des serfs. Mais quand, en 1816, le Sénat décréta qu'il

27. V. V. Choulguine, « Tchto nam v nikh ne pravitsia... » : Ob antisemitisme v Rossii (Ce qui en eux ne nous plaît pas : De l'antisémitisme en Russie), Paris, 1929, p. 129.

28. EJ*, I. 3, p. 81.

29. *Ibidem**.

convenait « de reprendre aux Juifs les domaines », il les chargea de récupérer eux-mêmes les sommes qu'ils avaient prêtées. Les députés des *kehalim* adressèrent aussitôt une humble requête à Sa Majesté, lui demandant d'annuler ce décret : l'administrateur général en charge des affaires des confessions étrangères, le prince A. N. Golitsyne, convainquit l'Empereur qu'« il était injuste d'infliger des châtiments à une seule catégorie de coupables en exceptant » les propriétaires et les fonctionnaires. Les propriétaires « peuvent encore y gagner s'ils refusent de restituer les capitaux reçus pour les *krestentsia* et garder de surcroît les *krestentsia* à leur profit » ; s'ils ont abandonné leurs terres aux Juifs en dépit de la loi, ils se doivent maintenant de leur rendre l'argent³⁰.

Le futur décabriste P. I. Pestel, à cette époque officier dans les provinces occidentales, n'était nullement un défenseur de l'autocratie, mais un ardent républicain ; il a consigné quelques-unes de ses observations sur les Juifs de cette région, qu'ils a partiellement incluses dans le préambule à son programme gouvernemental (« Recommandations pour le gouvernement suprême provisoire ») : « Dans l'attente du Messie, les Juifs se considèrent comme des habitants temporaires de la contrée où ils se trouvent, aussi ne veulent-ils à aucun prix s'occuper d'agriculture, ont-ils tendance à mépriser même les artisans, et ne pratiquent-ils que le commerce. » « Les chefs spirituels des Juifs, que l'on appelle rabbins, maintiennent le peuple dans une dépendance incroyable en lui interdisant, au nom de la foi, toute autre lecture que celle du Talmud... Un peuple qui ne cherche pas à s'instruire restera toujours prisonnier des préjugés » ; « la dépendance des Juifs par rapport aux rabbins va si loin que tout ordre donné par ces derniers est exécuté pieusement, sans murmurer. » « Les liens étroits entre les Juifs leur donne les moyens d'amasser des sommes importantes... pour leurs besoins communs, en particulier pour inciter différentes autorités à la concussion et à toutes sortes de malversations qui leur seraient à eux, Juifs, utiles. » Qu'ils accèdent aisément à la condition de possédants, « on peut le voir ostensiblement dans les provinces où ils ont élu domicile. Tout le commerce y est entre leurs mains, et peu de paysans qui ne soient, par le biais des dettes, en leur pouvoir ; voilà pourquoi ils ruinent terriblement les régions

30. *Ibidem**, p. 82 ; cf. également *Hessen*, t. 1, pp. 185, 187.

où ils résident ». « Le gouvernement précédent [celui de Catherine] leur a accordé des droits et privilèges remarquables qui accentuent le mal qu'ils font », par exemple le droit de ne pas fournir de recrues, le droit de pas annoncer les décès, le droit d'avoir une justice distincte soumise aux décisions des rabbins, et « ils jouissent en outre de tous les autres droits reconnus aux autres ethnies chrétiennes » ; « ainsi, on peut voir clairement que les Juifs constituent pour ainsi dire dans l'État, un État séparé, et jouissent par ailleurs de droits plus étendus que les chrétiens eux-mêmes ». « Une telle situation ne saurait se perpétuer davantage, car elle a amené les Juifs à faire montre d'une attitude hostile envers les chrétiens et les a placés dans une situation contraire à l'ordre public qui doit régner dans l'État³¹. »

Dans les dernières années du règne d'Alexandre 1^{er}, les interdictions économiques et autres à l'encontre des activités juives ont été renforcés. En 1818, un décret du Sénat interdit désormais qu'« en aucun cas des chrétiens soient placés au service de Juifs pour dettes³² ». En 1819, un autre décret demande qu'il soit mis fin « aux travaux et aux services que paysans et domestiques effectuent pour le compte de Juifs³³ ». Golitsyne, toujours lui, exposa au Conseil des ministres que « ceux qui habitent dans les maisons des Juifs non seulement oublient et ne remplissent plus les obligations de la foi chrétienne, mais adoptent les usages et les rites judaïques³⁴ ». Il fut alors décidé que « les Juifs ne devraient plus employer de chrétiens pour leur service domestique³⁵ ». On estimait que « cela profiterait également aux Juifs dans le besoin qui pourraient fort bien remplacer la domesticité chrétienne³⁶ ». Mais cette décision ne fut pas appliquée. (Voilà qui ne laisse pas d'étonner : parmi la masse juive urbaine sévissaient pauvreté et misère, « pour la plupart c'étaient des gens misérables qui arrivaient à peine à se nourrir³⁷ », or on n'a jamais relevé le phénomène inverse : les Juifs n'allaient guère travailler au service des chrétiens. Sans doute

31. *P. I. Pestel*, *Rousskaïa pravda* (La Vérité russe), Saint-Petersbourg, 1906, chap. 2, § 14, pp. 50-52.

32. *Ibidem**, t. 11, p. 493.

33. *Ibidem**, t. 1, p. 804.

34. *Ibidem**, t. 11, p. 493.

35. *Ibidem**, t. 1, p. 804.

36. *Ibidem*, t. 11, p. 493.

37. *Hessen**, t. 1, pp. 206-207.

certaines considérations s'y opposaient-elles, mais ils avaient aussi, semble-t-il, des moyens de subsistance provenant de communautés entre lesquelles régnait la solidarité.)

Toutefois, dès 1823, les fermiers juifs furent autorisés à embaucher des chrétiens. De fait, « l'observance stricte de la décision interdisant » aux chrétiens de travailler les terres des Juifs « était trop difficile à mettre en pratique³⁸ ».

Au cours de ces mêmes années, pour répondre au développement rapide de la secte des *soubbotniki** dans les provinces de Voronej, Samara, Toula et autres, des mesures furent prises pour que soit plus sévèrement respectée la Zone de résidence. Ainsi, « en 1821, les Juifs accusés d'«exploiter lourdement» les paysans et les cosaques furent chassés des zones rurales de la province de Tchernigov, et en 1822 des villages de la province de Poltava³⁹ ».

En 1824, lors de son voyage dans les montagnes de l'Oural, Alexandre 1^{er} remarqua que, dans les fabriques, un grand nombre de Juifs, « en achetant clandestinement des quantités de métaux précieux, soudoient les habitants au détriment du Trésor et des manufacturiers », et ordonna « que les Juifs ne soient plus tolérés dans les manufactures privées ou publiques de l'industrie minière⁴⁰ ».

Le Trésor souffrait pareillement de la contrebande tout le long de la frontière occidentale de la Russie, marchandises et denrées diverses étant acheminées et vendues dans les deux capitales sans passer par la douane. Les gouverneurs rapportaient que la contrebande était essentiellement pratiquée par les Juifs, particulièrement nombreux dans la zone frontalière. En 1816, on ordonna d'expulser tous les Juifs d'une bande de soixante kilomètres de large à compter de la frontière et que ce soit même chose faite en l'espace de trois semaines. L'expulsion dura cinq ans, ne fut pas totale et, dès 1821, le nouveau gouvernement autorisa les Juifs à regagner leur ancien lieu de résidence. En 1825 fut prise une décision plus globale mais nettement plus modérée : seuls étaient passibles d'expulsion les

38. EJ, t. 11, p. 493.

39. PEJ, t. 7, p. 313 ; Kovalevski, in Schit [Le Boucher], p. 17.

40. EJ, t. 1, p. 805.

* Sabbatistes : secte dont l'existence est attestée dès la fin du XVII^e siècle, qui se distinguait par des tendances judaïsantes prononcées.

Juifs qui n'étaient pas rattachés aux *kehalim* locaux ou qui ne possédaient pas dans la zone frontalière de biens immobiliers⁴¹. Autrement dit, on se proposait de n'expulser que les intrus. Au reste, cette mesure-là non plus ne fut pas systématiquement appliquée.

*

Le Règlement de 1804 et son article prévoyant dans les provinces occidentales l'expulsion des Juifs hors des villages posaient naturellement au gouvernement un grave problème : où les transférer ? Villes et bourgades étaient densément peuplées, et cette densité était accentuée par la concurrence sévissant dans le petit commerce, vu le très faible développement du travail productif. Or, au sud de l'Ukraine s'étendait la Nouvelle Russie, vaste, fertile et peu peuplée.

De toute évidence, l'intérêt de l'État consistait à inciter la masse des Juifs non productifs expulsés des villages à aller travailler la terre en Nouvelle Russie. Dix ans plus tôt, Catherine avait essayé de faire aboutir cette incitation en frappant les Juifs d'une redevance double, tout en exemptant totalement ceux d'entre eux qui accepteraient d'être transplantés en Nouvelle Russie. Mais cette double imposition (les historiens juifs la mentionnent souvent) n'était pas réelle, car la population juive n'était pas recensée, seul le *kahal* en connaissait les effectifs tout en les celant aux autorités dans une proportion pouvant atteindre une bonne moitié. (Dès 1808, ladite redevance cessa d'être exigée. Et l'exemption accordée par Catherine n'incita plus aucun Juif à migrer).

Cette fois-ci, et pour les seuls Juifs, on affecta en Nouvelle Russie plus de 30 000 hectares de terres en propriété héréditaire (mais non privée), à raison de 40 hectares de terres d'État par famille (en Russie, le lot moyen des paysans était de quelques hectares, rarement plus de 10), des prêts en argent pour le transfert et l'installation (achat du bétail, du matériel, etc. ; ces prêts devaient être remboursés, après une période de franchise de six ans, dans les dix années suivantes) ; on offrait de construire préalablement aux colons des izbas en rondins (dans cette région, non seulement les

41. EJ, t. 12, p. 599.

paysans mais même certains propriétaires habitaient des maisons de torchis), de les exempter de redevance pendant dix ans avec maintien de la liberté individuelle (par ces temps de servage) et de la protection des autorités⁴². (Le Règlement de 1804 ayant dispensé les Juifs du service militaire, sa compensation en argent était incluse dans la redevance.)

Les Juifs éclairés, peu nombreux encore à cette époque (Notkine, Levinson), soutenaient pour leur part cette initiative gouvernementale – « mais ce résultat doit être obtenu par des mesures incitatives, en aucune façon coercitives » – et comprenaient bien la nécessité pour leur peuple de passer à un travail productif.

Les quatre-vingts ans de la dure épopée de l'agriculture juive en Russie sont décrits dans le volumineux et minutieux travail du Juif V. N. Nikitine (enfant, il avait été confié aux cantonistes, où il avait reçu son nom), qui a consacré de nombreuses années à étudier les archives de l'énorme correspondance officielle inédite entre Pétersbourg et la Nouvelle Russie. Présentation abondante entrecoupée de documents et de tableaux statistiques, avec d'inlassables répétitions, des contradictions éventuelles dans les rapports faits à des époques parfois fort éloignées, par des inspecteurs d'opinions divergentes, le tout assorti de tables détaillées et pourtant incomplètes – rien de tout cela n'a été mis en ordre, et offre pour notre bref exposé un matériau beaucoup trop touffu. Essayons néanmoins, en condensant les citations, d'en tirer un panorama qui soit à la fois ample et clair.

L'objectif du gouvernement, reconnaît Nikitine, en sus du programme de colonisation des terres inoccupées, était de donner aux Juifs plus d'espace qu'ils n'en avaient, de les habituer à un travail physique productif, de les écarter des « occupations nuisibles » par lesquelles, « qu'ils le voulussent ou non, un grand nombre d'entre eux rendaient plus dure encore la vie déjà peu enviable des paysans serfs ». « Le gouvernement..., ayant en vue l'amélioration de leurs conditions de vie, leur proposait de se tourner vers l'agriculture... ; le gouvernement... ne cherchait pas à attirer les Juifs par des promesses ; au contraire, il s'efforçait qu'il n'y ait chaque année pas plus de trois cents familles

42. Nikitine, pp. 6-7.

transférées⁴³ » ; il différait le transfert tant que, sur place, les maisons n'étaient pas construites, et invitait les Juifs, en attendant, à envoyer certains des leurs en éclaireurs.

Initialement, l'idée n'était pas mauvaise, mais elle n'avait pas suffisamment pris en compte la mentalité des colons juifs ni les faibles capacités de l'administration russe. Le projet était par avance condamné du fait que le travail de la terre est un art qui demande des générations pour s'apprendre : on ne peut attacher à la terre avec succès des gens qui ne le souhaitent pas ou qui y sont indifférents.

Les 30 000 hectares affectés aux Juifs en Nouvelle Russie leur sont restés ensuite réservés de façon inaliénable pendant des décennies. A posteriori, le journaliste I. G. Orchanski a estimé que l'agriculture juive aurait pu être un succès, mais seulement si on avait transféré aux Juifs des terres de la Couronne situées à proximité, en Biélorussie, où le mode de vie paysan se déroulait sous leurs yeux⁴⁴. Mais de ces terres, là-bas, il ne s'en trouvait guère (par exemple, dans la province de Grodno, on n'en comptait que 200 hectares, des terres pauvres et infertiles « où toute la population pâissait des mauvaises récoltes⁴⁵ ».) Au début, il n'y eut que trois douzaines de familles à vouloir émigrer. Les Juifs espéraient que la mesure d'éloignement des provinces occidentales serait rapportée ; on avait prévu en 1804 que son application s'étendrait sur trois ans, mais elle tardait à commencer. L'échéance fatidique du 1^{er} janvier 1808 approchant, on se mit à faire quitter les villages sous escorte ; à partir de 1806 se dessina également chez les Juifs un mouvement en faveur de l'émigration, d'autant plus que la rumeur faisait état des avantages qui lui étaient liés. Les demandes d'émigration affluèrent alors en masse : « Ils s'y précipitaient... comme en Terre promise... ; à l'instar de leurs ancêtres qui étaient partis de Chaldée en Canaan, des groupes entiers partaient subrepticement, sans autorisation, voire sans passeport. » Certains revendaient le passeport qu'ils avaient obtenu à d'autres groupes en partance, puis exigeaient qu'il leur fût remplacé sous prétexte qu'ils l'avaient perdu. Les candidats au départ « étaient de jour en jour

43. *Ibidem*, pp. 7, 58, 154.

44. I. Orchanski, *Evrei v Rossii* (Les Juifs en Russie), Essais et études, fasc. 1, Saint-Petersbourg, 1872, pp. 174-175.

45. Nikitine, pp. 3, 128.

plus nombreux », et tous « réclamaient avec insistance terres, maison et subsistance⁴⁶ ».

L'afflux dépassait les possibilités d'accueil de l'Office de prise en charge des Juifs créé dans la province de Kherson : le temps faisait défaut pour bâtir des maisons, creuser des puits, l'organisation souffrait des grandes distances dans cette région de steppes, du manque d'artisans, de médecins, de vétérinaires. Le gouvernement n'était pas regardant sur l'argent, ni sur les bonnes dispositions, ni sur sa sympathie envers les migrants, mais le gouverneur Richelieu demanda en 1807 que les entrées fussent limitées à 200, 300 familles par an, tout en recevant sans limitation ceux qui désiraient s'installer à leur propre compte. « En cas de mauvaise récolte, il faudra nourrir tous ces gens pendant plusieurs années d'affilée. » (Les colons les plus pauvres recevaient des indemnités journalières.) Toutefois, les gouverneurs de province laissaient partir hors contingent ceux qui le désiraient – jusqu'à ne plus savoir le nombre exact de ceux qui s'en allaient. D'où bien des vicissitudes en cours de route, dues à la misère, aux maladies, aux trépas⁴⁷. Certains disparaissaient tout bonnement durant le voyage.

Les distances à travers la steppe (de cent à trois cents kilomètres entre telle colonie et l'Office), l'incapacité de l'administration à tenir un décompte exact et à instaurer une répartition équitable faisaient que, parmi les migrants, les uns étaient plus aidés que d'autres ; certains se plaignaient de ne recevoir ni indemnités ni prêts. Les inspecteurs des colonies, trop peu nombreux, n'avaient pas le temps d'y regarder de près (ils recevaient un salaire misérable, ne possédaient pas de chevaux et faisaient la tournée des terres à pied). Au bout de deux années de séjour, certains colons n'avaient toujours ni exploitation, ni semis, ni pain. On laissait partir les plus démunis où bon leur semblait, et « ceux qui renonçaient à leur condition d'agriculteurs recouvraient leur ancienne condition de bourgeois ». Mais seuls un cinquième d'entre eux revenaient dans leur contrée d'origine, les autres vagabondaient (les prêts accordés à ceux qu'on avait rayés du nombre des colons pouvaient être considérés comme définitivement perdus). Certains réapparaissaient pour un temps dans les colonies, d'autres

46. *Ibidem**, pp. 7, 13, 16, 19, 58.

47. *Ibidem**, pp. 14, 15, 17, 19, 24, 50.

disparaissaient « sans demander leur reste ni laisser de trace », les troisièmes battaient le pavé dans les villes voisines « en faisant du commerce, selon leur vicille habitude⁴⁸ ».

Les nombreux rapports émanant de l'Office et des inspecteurs donnent une idée de la façon dont les nouveaux colons mènent leur exploitation. Pour former les colons qui ne savent ni par où commencer ni comment finir, on loue les services de paysans de la Couronne ; les premiers labours sont faits pour la plupart grâce à l'embauche de Russes. L'habitude est prise de « corriger les défauts par une main-d'œuvre embauchée ». Ils n'ensemencent qu'une partie négligeable de la parcelle qui leur a été allouée, utilisent des semences de mauvaise qualité ; tel a reçu des semences spécifiques mais ne laboure ni ne sème ; tel autre, lors des semailles, perd beaucoup de semences, et de même à la moisson. Par manque d'expérience, ils cassent des outils, ou tout bonnement les revendent. Ils ne savent pas garder les troupeaux. « Ils abattent du bétail pour se nourrir, puis se plaignent de ne plus en avoir » ; vendent le bétail pour acheter des céréales ; ne font pas provision de bouses séchées, aussi leurs izbas, insuffisamment chauffées, deviennent-elles humides ; ne retapent pas leurs maisons, qui se déginguent ; ne cultivent pas de potagers ; chauffent les maisons avec de la paille stockée pour nourrir le bétail. Ne sachant ni moissonner, ni faucher, ni battre, les colons n'arrivent pas à se faire embaucher dans les hameaux voisins : personne n'en veut. Ils n'entretiennent pas l'hygiène de leurs habitations, ce qui favorise les maladies. Ils « ne s'attendaient pas du tout qu'on les contraignît à s'occuper personnellement des travaux agricoles, ils pensaient sans doute que la culture de la terre serait assurée par d'autres mains ; qu'une fois en possession de grands troupeaux, ils iraient les vendre dans les foires ». Les colons « espèrent continuer à recevoir des aides publiques ». Ils se plaignent « d'être réduits à un état pitoyable », et il en est vraiment ainsi ; d'avoir « usé leurs vêtements jusqu'à la corde », et c'est bien le cas ; mais l'inspection rétorque : « S'ils n'ont plus de vêtements, c'est par paresse, car ils n'élèvent pas de moutons, ne sèment ni lin ni chanvre », et leurs femmes « ne tissent ni ne filent ». Certes, concluait un inspecteur dans son rapport, si les Juifs ne viennent pas à bout de leur exploitation, c'est « par

48. *Ibidem*, pp. 26, 28, 41, 43-44, 47, 50, 52, 62-63, 142.

habitude d'une vie relâchée, à cause de leur peu d'empressement à se livrer aux travaux agricoles et de leur inexpérience », mais il jugeait équitable d'ajouter : « À l'agriculture il faut se préparer *dès sa prime jeunesse*, or les Juifs, ayant vécu dans l'indolence jusqu'à 45 ou 50 ans, ne sont pas en mesure de se transformer en agriculteurs en si peu de temps⁴⁹. » Le Trésor était amené à dépenser pour les colons deux à trois fois plus que prévu, on ne cessait de réclamer des rallonges. Richelieu assurait que « les plaintes émanaient des Juifs fainéants, non des bons exploitants » ; toutefois, un autre rapport note que, « pour leur malheur, depuis leur arrivée, ils n'ont jamais été confortés par une récolte tant soit peu appréciable⁵⁰ ».

« Aux nombreux éléments communiqués à Pétersbourg pour signaler comme les Juifs renonçaient délibérément à tout travail agricole », le ministère réagit de la façon suivante : « Le gouvernement leur a dispensé une aide publique dans l'espoir qu'ils se fassent agriculteurs non seulement de nom, mais dans les faits. Nombreux sont les immigrants qui risquent, si on ne les incite pas à travailler, de rester longtemps encore débiteurs de l'État⁵¹. » L'arrivée de colons juifs en Nouvelle Russie aux frais de l'État, incontrôlée et mal appuyée par un programme d'équipement, fut suspendue en 1810. En 1811, le Sénat rendit aux Juifs le droit au fermage en matière de production d'alcool dans les localités appartenant à la Couronne, mais dans les limites de la Zone de résidence. Sitôt la nouvelle connue en Nouvelle Russie, la volonté de rester dans l'agriculture s'en trouve ébranlée chez de nombreux colons : bien qu'il leur fût interdit de quitter le pays, certains s'en allèrent sans aucun papier d'identité pour se faire cabaretiers aussi bien dans les villages dépendant de la Couronne que dans ceux relevant des propriétaires terriens. En 1812, il apparut que, sur les 848 familles installées, il n'en restait en fait que 538 ; 88 étaient considérées comme en congé (parties gagner leur vie à Kherson, Nikolaïev, Odessa ou jusqu'en Pologne) ; quant aux autres, elles avaient purement et simplement disparu. Tout ce programme – « l'installation dirigiste de familles sur des terres » – était quelque

49. *Ibidem**, p. 72.

50. *Ibidem*, pp. 24, 37-40, 47-50, 61, 65, 72-73, 93.

51. *Ibidem*, pp. 29, 37-38.

chose d'*inédit* non seulement en Russie, mais dans l'Europe entière⁵² ».

Le gouvernement considérait à présent que, « vu le dégoût désormais avéré des Juifs pour le travail de la terre, vu qu'ils ne savent pas comment s'y prendre, vu la négligence des inspecteurs », il appert que la migration a engendré de grandes perturbations ; aussi « les Juifs doivent-ils *être jugés avec indulgence* ». Mais, par ailleurs, « comment garantir le remboursement des prêts publics par ceux qui recevront l'autorisation de quitter leur condition d'agriculteurs, comment pallier, sans léser le Trésor, les insuffisances de ceux qui resteront à cultiver la terre, comment soulager le sort de ces gens qui ont enduré tant de malheurs et se sont vus réduits à la dernière extrémité⁵³ ? » Pour ce qui est des inspecteurs, ils ne souffraient pas seulement de sous-effectifs, d'un manque de moyens, d'imperfections diverses, on relevait aussi de leur part négligence, absentéisme, retards dans la remise du grain et des fonds ; ils voyaient avec indifférence les Juifs vendre leurs biens ; il y eut aussi des abus : moyennant finance, ils accordaient des autorisations pour des absences de longue durée, y compris aux travailleurs les plus fiables d'une famille, ce qui pouvait entraîner rapidement la ruine de l'exploitation.

Même après 1810-1812, la situation des colonies juives ne donnait aucun signe d'amélioration : « outillage égaré, brisé ou hypothéqué par les Juifs » ; « bœufs derechef égorgés, volés ou revendus » ; « champs ensemencés trop tard, dans l'attente de la chaleur » ; utilisation « de mauvaises semences » et trop à proximité des maisons, toujours sur une seule et même parcelle ; pas de défrichement, « semailles cinq années de suite sur des champs qui n'avaient été labourés qu'une fois », sans faire alterner blé et pommes de terre ; récolte insuffisante d'une année sur l'autre, « là encore sans avoir récolté de semences ». (Mais les mauvaises récoltes profitent aussi aux immigrés : ils ont alors droit à un congé.) Bétail laissé sans soin, bœufs donnés en location ou « affectés au voiturage... ils les éreintaient, ne les nourrissaient pas, les troquaient ou les abattaient pour se nourrir et dire ensuite qu'ils étaient morts de maladie ». Les autorités leur en fournissaient

52. *Ibidem*, pp. 29, 49, 67, 73, 89, 189.

53. *Ibidem**, pp. 87-88.

d'autres ou bien les laissaient partir à la recherche d'un gagnepain. « Ils ne se souciaient guère d'aménager des enclos sûrs pour empêcher que le bétail ne soit volé durant la nuit ; eux-mêmes passaient leurs nuits à dormir sans trêve ; pour bergers, ils prenaient des enfants ou des fainéants qui veillaient mal à l'intégrité des troupeaux » ; les jours de fête ou le samedi, ils les laissaient paître sans surveillance aucune (de plus, le samedi, interdiction de rattraper les voleurs !). Ils en voulaient à leurs rares coreligionnaires qui, à la sueur de leur front, obtenaient de remarquables récoltes. Ces derniers encourageaient la malédiction vétéro-testamentaire, le *herem*, « car, s'ils montrent aux autorités que les Juifs sont capables de travailler la terre, on finira par les y contraindre ». « Peu assidus au travail de la terre..., ils avaient pour dessein, tout en feignant de travailler, de prouver aux autorités, par leurs continuels besoins, leur incapacité » ; ils désiraient « avant tout revenir au commerce de l'eau-de-vie, de nouveau autorisé à leurs coreligionnaires ». Bétail, instruments, semences leur étaient fournis à plusieurs reprises, de nouveaux prêts pour leur subsistance leur étaient sans relâche accordés. « Nombreux étaient ceux qui, après avoir bénéficié d'un prêt pour s'établir, ne venaient dans les colonies qu'au moment de la distribution de fonds, pour repartir ensuite... avec cet argent dans les villes et localités voisines, à la recherche d'autres activités » ; « ils revendaient la parcelle qui leur avait été allouée, vagabondaient, vivaient plusieurs mois dans des agglomérations russes aux moments les plus intenses du travail agricole, et gagnaient leur vie... en bernant les paysans ». Les tableaux des inspecteurs montrent que la moitié des familles étaient portées absentes avec ou sans autorisation, et que certaines avaient disparu à jamais. (Un exemple : le désordre régnant dans le village d'Izraélevka, dans la province de Kherson ; « ses habitants, venus tous à leur propre compte, s'estimaient en droit de pratiquer d'autres métiers : ils n'étaient là que pour profiter des privilèges ; sur 32 familles, 13 seulement y résidaient en permanence, et encore ne semaient-elles que pour donner le change ; les autres faisaient le métier de cabaretiers dans les districts voisins⁵⁴ ».)

Les nombreux rapports des inspecteurs remarquent en particulier et à plusieurs reprises que « le dégoût des femmes juives pour

54. *Ibidem**, pp. 64, 78-81, 85, 92-97, 112, 116-117, 142-145.

l'agriculture... constituait un gros empêchement à la réussite des colons ». Les femmes juives qui semblaient s'être mises aux travaux des champs s'en sont par la suite détournées. « Lors des mariages de Juives, leurs parents s'entendaient avec leurs futurs gendres pour que ceux-ci ne contraignent pas leurs femmes à des travaux agricoles pénibles, mais qu'ils embauchassent plutôt des travailleurs ; « ils s'engageaient à préparer, pour les jours de fête, parures, fourrures de renard et de lièvre, bracelets, coiffures et même des perles ». Ces conditions amenaient les jeunes gens à satisfaire les caprices de leurs épouses « jusqu'à ruiner leur exploitation » ; ils vont « jusqu'à posséder des effets qui sacrifient au luxe et à la gabegie, des soieries, des objets en argent ou en or », alors que d'autres immigrants n'ont pas même de vêtements pour l'hiver. Les mariages excessivement précoces font que « les Juifs se multiplient nettement plus vite que les autres habitants ». Puis, par l'exode des jeunes, les familles deviennent trop peu fournies et inaptes à assurer le travail. L'entassement de plusieurs familles dans des maisons trop rares engendre la malpropreté et favorise le scorbut. (Certaines femmes prennent pour maris des bourgeois et quittent alors les colonies pour toujours⁵⁵.)

À en juger d'après les rapports de l'Office de contrôle, les Juifs des différentes colonies ne cessent de se plaindre de la terre des steppes, « si dure qu'il faut la labourer avec quatre paires de bœufs », des mauvaises récoltes, de la pénurie d'eau, du manque de combustibles, du mauvais climat, générateur de maladies, de la grêle, des sauterelles. Ils se plaignent aussi des inspecteurs, mais abusivement, car, à l'examen, ces plaintes se révèlent sans fondement. Les immigrés « se plaignent sans vergogne de leurs moindres contrariétés », ils « ne cessent de majorer leurs revendications » – « quand c'est à juste titre, ils reçoivent satisfaction par l'entremise de l'Office ». Par contre, ils n'avaient guère motif à se plaindre de limitations à l'exercice de leur piété ni du nombre d'écoles ouvertes dans les agglomérations (en 1829, pour huit colonies, on comptait quarante instituteurs⁵⁶).

Cependant, comme le souligne Nikitine, dans cette même steppe, à la même époque, ces mêmes terres vierges, menacées par les

55. *Ibidem*, pp. 79, 92, 131, 142, 146-149.

56. *Ibidem**, pp. 36, 106, 145.

mêmes sauterelles, avaient été mises en culture par des colons allemands, des mennonites*, des Bulgares, ils avaient souffert des mêmes mauvaises récoltes, des mêmes maladies, et la plupart avaient pourtant toujours suffisamment de pain, de bétail, ils habitaient de belles maisons avec des dépendances, leurs potagers étaient abondants et leurs demeures entourées de verdure. (La différence sautait aux yeux, surtout lorsque les colons allemands venaient, à la demande des autorités, vivre dans les colonies juives pour transmettre leur expérience et donner l'exemple : même de loin, on distinguait leurs propriétés.) Dans les colonies russes, les maisons avaient aussi meilleure figure que celles des Juifs. (Toutefois, des Russes avaient réussi à s'endetter auprès de certains Juifs plus riches qu'eux et s'acquittaient de leurs dettes en travaillant dans leurs champs.) Les paysans russes, explique Nikitine, « sous l'oppression du servage s'étaient accoutumés à tout... et supportaient stoïquement tous les malheurs ». C'est ainsi que les colons juifs qui avaient subi des pertes consécutives à diverses avanies étaient aidés « par les vastes espaces de la steppe qui attiraient des fugitifs serfs de toutes les régions... Pourchassés par les colons sédentaires, ces derniers répondaient par le pillage, le vol de bétail, l'incendie des maisons ; bien reçus, au contraire, ils le faisaient en proposant leur travail et leur savoir-faire. En hommes réfléchis et pratiques, par instinct de conservation, les cultivateurs juifs accueillèrent plutôt ces fugitifs avec amabilité et empressement ; en retour, ces derniers les aidaient volontiers aux labours, aux semailles et aux moissons » ; d'autres, pour mieux se cacher, embrassèrent la religion juive. « Ces cas venant à s'ébruiter », en 1820 le gouvernement interdit aux Juifs de se servir de main-d'œuvre chrétienne⁵⁷.

Entre-temps, en 1817, les dix ans pendant lesquels les colons juifs étaient exonérés de redevances s'étaient écoulés, ils devaient désormais en payer, à l'instar des paysans de la Couronne. Des pétitions collectives émanant non seulement des colons, mais aussi de fonctionnaires, demandèrent qu'on prolongeât le privilège pour quinze nouvelles années. Ami personnel d'Alexandre I^{er}, le prince

57. *Ibidem*, pp. 13, 95, 109, 144, 505.

* Membres d'une secte d'anabaptistes, nombreux encore aujourd'hui aux Pays-Bas et aux États-Unis.

Golitsyne, ministre de l'Instruction et des Cultes, également chargé de tous les problèmes concernant les Juifs, prit la décision d'exempter ceux-ci de la redevance pour cinq ans encore, et de reporter le remboursement complet des prêts jusqu'à trente ans. « Il importe de noter, à l'honneur des autorités de Pétersbourg, qu'aucune requête des Juifs, avant comme maintenant, n'a été ignorée⁵⁸. »

Parmi les requêtes des colons juifs, Nikitine en a trouvé une qui lui a paru particulièrement caractéristique : « L'expérience l'a prouvé, autant l'agriculture est indispensable à l'humanité, autant elle est considérée comme une occupation des plus primaires qui exige davantage d'efforts physiques que d'ingéniosité et d'intelligence : aussi, dans le monde entier, seuls sont affectés à cette occupation des gens qui, par leur simplicité, ne sont pas capables d'occupations plus sérieuses, lesquelles regroupent la classe des industriels et des marchands ; c'est à cette dernière, dans la mesure où elle exige plus de talent et d'éducation, où elle concourt plus que toutes les autres à la prospérité des nations, qu'à toutes les époques on a accordé estime et respect bien plus qu'aux cultivateurs. Les représentations calomnieuses des Juifs adressées au gouvernement ont abouti à priver les Juifs de la liberté d'exercer leur métier préféré – le commerce – et à les contraindre à changer de condition en devenant cultivateurs, *ce qu'on appelle la plèbe*. Entre 1807 et 1809, plus de 120 000 personnes ont été chassées des villages [pour la plupart vivant du commerce de l'alcool], et contraintes de s'installer dans des lieux... inhabités. » D'où leur revendication : leur « rendre à nouveau le statut de *bourgeois* assorti du droit, attesté dans le passeport, de pouvoir partir sans entraves, selon le vœu de chacun⁵⁹ ».

Voilà des formules bien pesées et dépourvues d'ambiguïté.

De 1814 à 1823, les exploitations de Juifs n'ont guère prospéré. Les tableaux statistiques montrent que chaque individu recensé mettait en culture moins de deux tiers d'hectare. Comme « ils essayaient de couper aux travaux les plus rudes » (aux yeux des inspecteurs), ils trouvaient une compensation dans le commerce et autres métiers divers⁶⁰.

58. *Ibidem*, pp. 99-102, 105, 146.

59. *Ibidem*, pp. 103-109.

60. *Ibidem**, pp. 103-104.

Un demi-siècle plus tard, le journaliste juif I. G. Orchanski proposait l'interprétation suivante : « Quoi de plus naturel que les Juifs transplantés ici pour s'adonner à l'agriculture y aient vu un vaste champ vierge d'activités économiques et se soient précipités sur celles de leurs occupations coutumières et favorites qui promettaient dans les villes une récolte plus abondante que celle à laquelle ils pouvaient s'attendre en tant que cultivateurs... Pourquoi donc exiger d'eux qu'ils s'occupent nécessairement de travaux agricoles qui, à coup sûr, ne leur réussiront pas », vu « l'activité bouillonnante qui attire les Juifs dans les villes en formation⁶¹ ».

Les autorités russes d'alors voyaient les choses différemment : avec le temps, les Juifs « pourraient devenir des cultivateurs utiles », s'ils reprennent « leur condition de bourgeois, ils ne feront qu'accroître le nombre des parasites dans les villes⁶² ». Bilan : 300 000 roubles dépensés pour neuf colonies juives, somme colossale vu la valeur de la monnaie à cette époque.

En 1822 s'étaient écoulées les cinq années supplémentaires exemptes de redevances, mais l'état des exploitations juives exigeait toujours de nouvelles franchises et de nouvelles subventions : on relevait « l'état d'extrême pauvreté des colons », lié « à leur fainéantise invétérée, aux maladies, à la mortalité, aux mauvaises récoltes et à leur ignorance des travaux agricoles⁶³ ».

Néanmoins, la jeune génération juive commençait à acquérir petit à petit de l'expérience en agriculture. Constatant que de bonnes récoltes régulières n'étaient pas du domaine de l'impossible, les colons invitèrent leurs compatriotes de Biélorussie et de Lituanie à venir les rejoindre, d'autant plus qu'on avait connu là-bas de mauvaises récoltes ; les familles juives affluèrent en masse, avec ou sans autorisation, craignant pour 1824, dans la partie occidentale du pays, la menace d'une expulsion générale ; en 1821, nous l'avons déjà mentionné, des mesures avaient été prises pour en finir avec les distilleries juives dans la province de Tchernigov, puis dans deux ou trois autres. Les gouverneurs des provinces de l'Ouest laissaient partir tous les volontaires sans trop s'enquérir du point de savoir combien il restait en Nouvelle Russie de terres

61. Orchanski, pp. 170, 173-174.

62. Nikitine, p. 114.

63. *Ibidem**, p. 135.

disponibles dévolues aux Juifs. De là-bas, on fit savoir que les possibilités d'accueil ne dépassaient pas 200 familles par an, or 1 800 familles s'étaient déjà mises en route (les unes s'égaillaient dans la nature, les autres s'installaient chemin faisant). Désormais, on refusa aux colons toute aide de l'État (mais avec maintien de la franchise de dix ans pour les redevances) ; cependant les *kehalim* étaient intéressés à faire partir les plus pauvres pour avoir moins de leurs redevances à payer, et, dans une certaine mesure, ils pourvoyaient les partants avec les fonds de la communauté. (Ils encourageaient le départ des vicux, des malades, des familles nombreuses, mais avec peu d'adultes aptes au travail et utiles à l'agriculture ; quand les autorités exigèrent de leur présenter un accord écrit des partants, on leur adressa des listes de signatures dépourvues de toute signification⁶⁴.) Des 453 familles arrivées dans les environs de Lékatérinoslav en 1823, deux seulement furent capables de s'installer à leurs propres frais. Or ce qui les y avait poussées, c'était le fol espoir de recevoir des aides publiques qui auraient pu dispenser les nouveaux arrivants de travailler. De Biélorussie, en 1822, affluèrent en Nouvelle Russie 1 016 familles : les colonies se remplirent rapidement de ces immigrants auxquels on offrait une hospitalité provisoire ; confinement et malpropreté engendrèrent des maladies⁶⁵.

Aussi, en 1825, Alexandre 1^{er} interdit-il le transfert des Juifs. En 1824 et 1825, à la suite de nouvelles mauvaises récoltes, les Juifs furent soutenus par des prêts (mais, pour ne pas leur donner trop d'espoirs, on en dissimula l'origine : ils venaient soi-disant de la décision personnelle d'un inspecteur, ou à titre de rétribution pour quelque travail). On délivra de nouveau des passeports pour que les Juifs pussent s'installer dans les villes. Quant à payer des redevances, même pour ceux installés là depuis dix-huit ans, il n'en était plus question⁶⁶.

*

64. *Ibidem*, p. 118.

65. *Ibidem**, pp. 110, 120-129, 132, 144, 471.

66. *Ibidem*, pp. 138, 156.

Parallèlement, en 1823, « un décret de Sa Majesté ordonne... que dans les provinces de Biélorussie, les Juifs cessent dès 1824 toutes leurs activités de distillerie, abandonnent fermages et relais de poste » et s'établissent définitivement « dans les villes et les agglomérations ». Le transfert fut mis en œuvre. En janvier 1824, environ 20 000 personnes avaient déjà été déplacées. L'Empereur exigea de veiller à ce que les Juifs soient « pourvus en activités et en subsistance » lors de ce déplacement, « afin que, restés sans port d'attache, ils ne souffrent, dans ces conditions, de besoins encore plus criants pour ce qui concerne leur nourriture⁶⁷ ». La création d'un comité composé de quatre ministres (quatrième « cabinet ministériel » créé pour les affaires juives) ne donna aucun résultat tangible ni en matière de financement, ni dans l'habilité de l'administration, ni dans la structure sociale de la société juive, impossible à rebâtir de l'extérieur.

En cela, comme précédemment en maints autres domaines, l'empereur Alexandre I^{er} nous apparaît velléitaire dans ses élans, inconstant et inconséquent dans sa volonté (comme nous le voyons passif face au renforcement des sociétés secrètes qui préparaient le renversement du trône). Mais en aucun cas il ne faut imputer ses décisions à un manque d'égards pour les Juifs. Bien au contraire, il était à l'écoute de leurs besoins et, même durant la guerre de 1812-1814, il avait gardé au Grand Quartier général les délégués juifs Zündel Sonnenberg et Leisen Dillon qui « défendaient les intérêts des Juifs ». (Dillon, il est vrai, allait bientôt être jugé pour s'être approprié 250 000 roubles de deniers publics et pour avoir extorqué des fonds aux propriétaires terriens. Sonnenberg, par contre, resta longtemps l'un des intimes d'Alexandre.) Sur ordre du tsar (1814) fonctionna pendant plusieurs années à Pétersbourg une députation juive permanente pour laquelle les Juifs avaient eux-mêmes réuni des fonds, « car on prévoyait d'importantes dépenses secrètes au sein des administrations gouvernementales ». Ces députés demandaient que « dans toute la Russie, les Juifs aient droit de se livrer « au commerce, au fermage et à la distillation de l'eau-de-vie », que leur soient accordés « des privilèges en matière d'imposition », que leur soient « remis les arriérés », que ne soit plus limité le nombre des Juifs admis à être membres de la

67. *Hessen*, t. 1, pp. 205-206.

magistrature ». L'Empereur les écouta avec bienveillance, fit des promesses, mais aucune mesure concrète ne fut prise⁶⁸.

En 1817, la Société missionnaire anglaise envoya en Russie l'avocat Louis Weil, militant de l'égalité des droits pour les Juifs, dans le but spécifique de se familiariser avec la situation des Juifs de Russie : il eut un entretien avec Alexandre I^{er} à qui il remit une note. « Profondément convaincu que les Juifs représentaient une nation souveraine, Weil affirmait que tous les peuples chrétiens, puisqu'ils avaient reçu le salut des Juifs, devaient leur rendre les plus hauts hommages et leur témoigner leur reconnaissance par des bienfaits. » En cette dernière période de sa vie, empreinte de dispositions mystiques, Alexandre devait être sensible à de tels arguments. Lui-même comme son gouvernement redoutaient « de toucher d'une main imprudente aux règles religieuses » des Juifs. Alexandre nourrissait un grand respect pour le peuple vénérable de l'Ancienne Alliance et compatissait à sa situation présente. De là ses recherches utopiques en vue de faire accéder ce peuple au Nouveau Testament. À cet effet fut créée en 1817, avec le concours de l'Empereur, la Société des chrétiens d'Israël, c'est-à-dire des Juifs convertis au christianisme (pas nécessairement à l'orthodoxie), auxquels échurent d'appréciables privilèges : ils avaient le droit, partout en Russie, « de commercer et d'exercer divers métiers sans s'inscrire dans les guildes ou les ateliers », et ils étaient « affranchis, eux et leurs descendants, pour toujours, de tout service civil et militaire ». Néanmoins, cette société ne connut aucun afflux de Juifs convertis et cessa bientôt d'exister⁶⁹.

Les bonnes dispositions d'Alexandre I^{er} à l'égard des Juifs firent qu'il mit toute sa conviction à faire cesser les accusations de meurtres rituels qui s'élevaient contre eux. (Ces accusations étaient inconnues en Russie jusqu'au partage de la Pologne d'où elles vinrent. En Pologne, elles apparaissent au xvi^e siècle, transmises d'Europe où elles ont vu le jour en Angleterre en 1144 avant de refaire surface au xii^e-xiii^e siècle en Espagne, en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne. Papes et monarques les combattirent sans qu'elles disparussent ni au xiv^e ni au xv^e siècle.) Le premier procès en Russie eut lieu à Senno, dans les environs de Vitobsk, en

68. *Ibidem*, pp. 176-181 ; EJ, t. 7, pp. 103-104.

69. *Hessen*, t. 1, pp. 180, 192-194.

1799, et les accusés furent relâchés faute de preuves. Le procès de Grodno (1816) fut non seulement arrêté « par décision de Sa Majesté », mais incita le ministre des Cultes, Golitsyne, à envoyer aux autorités de toutes les provinces l'injonction suivante : désormais, ne pas accuser les Juifs « d'avoir mis à mort des enfants chrétiens sans preuve, sur la seule foi de préjugés⁷⁰ ». En 1822-1823, une autre affaire de ce genre éclata à Véljé, toujours dans la province de Vitobsk. Mais la cour décréta en 1824 : « Les Juifs que de nombreux témoignages incertains de chrétiens suspectent d'avoir tué ce garçon, prétendument pour récupérer son sang, doivent être exonérés de tout soupçon⁷¹. »

Néanmoins, en vingt-cinq ans de règne, Alexandre I^{er} ne s'est pas suffisamment penché sur la question pour concevoir et mettre en pratique une solution méthodique, satisfaisante pour tous, sur le problème juif tel qu'il se posait alors en Russie.

Comment agir, que faire avec ce peuple séparé qui ne s'est pas encore greffé sur la Russie et qui ne cesse de croître en nombre, voilà également la question à laquelle le décabriste Pestel, opposant à l'Empereur, chercha une réponse pour la Russie de l'avenir qu'il se proposait de diriger. Dans *La Vérité de la Russie*, il proposa deux solutions. Ou bien faire en sorte que les Juifs se fondissent pour de bon dans la population chrétienne de la Russie : « Avant tout, il faut se donner pour but d'écarter l'effet, nuisible pour les chrétiens, du lien étroit qui unit les Juifs entre eux ou qui est dirigé contre les chrétiens, ce qui isole complètement les Juifs de l'ensemble des autres citoyens... Convoquer les plus savants parmi les rabbins et les personnalités juives les plus avisées, écouter leurs propositions et prendre ensuite des mesures... Si la Russie n'expulse pas les Juifs, d'autant moins ces derniers doivent-ils adopter des attitudes inamicales envers les chrétiens. » La seconde solution « consisterait à aider les Juifs à créer un État séparé dans l'une des régions d'Asie Mineure. À cet effet, il convient de fixer un point de rassemblement pour le peuple juif et d'y envoyer plusieurs armées pour le soutenir » (on n'est pas très loin ici de la future idée sioniste). Les Juifs russes et polonais réunis formeront un peuple de plus de deux millions d'âmes. « Une telle masse d'hommes en

70. PEI, t. 4, pp. 582-586 ; Hessen, t. 1, p. 183.

71. Hessen*, t. 1, pp. 211-212.

quête d'une patrie n'aura pas de mal à vaincre les obstacles que lui opposeront les Turcs. Traversant la Turquie d'Europe, ils passeront en Turquie d'Asie et occuperont là suffisamment de place et de terres pour créer un État spécifiquement juif. » Cependant, Pestel reconnaît qu'« une entreprise aussi gigantesque exige des circonstances particulières et un esprit d'entreprise qui tiendrait du génie⁷² ».

Nikita Mouraviev, autre décabriste, stipulait dans son projet de Constitution que « les Juifs peuvent jouir des droits civiques dans les lieux où ils habitent, mais que la liberté de s'installer en d'autres lieux dépendra des décisions particulières de l'Assemblée populaire suprême⁷³ ».

Cependant, les instances propres à la population juive, les *kehalim*, s'opposaient de toutes leurs forces à l'immixtion du pouvoir étatique et à toute influence extérieure. Sur ce sujet, les opinions divergent. Du strict point de vue religieux, comme l'expliquent nombre d'auteurs juifs, vivre dans la diaspora est un châtement historique qui pèse sur Israël pour ses anciens péchés. Il faut assumer la dispersion pour mériter de Dieu le pardon et le retour en Palestine. Pour cela, il faut vivre sans faillir selon la Loi et ne point se mêler aux peuples environnants : là est l'épreuve. Mais, pour un historien juif libéral du début du ^{xx}e siècle, « la classe dominante, incapable du moindre travail créatif, sourde aux influences de son époque, a consacré toute son énergie à préserver des atteintes du temps, aussi bien extérieures qu'intérieures, une vie nationale et religieuse pétrifiée ». Le *kahal* étouffait drastiquement les protestations des plus faibles. « La réforme culturelle et éducative de 1804 se borna à estomper en surface le caractère étranger et séparé des Juifs, sans recourir à la contrainte », voire « en ménageant même les préjugés » ; « ces décisions ont semé un grand trouble au sein du *kahal*..., en ce qu'elles recelaient une menace pour le pouvoir qu'il exerçait sur la population » ; dans le Règlement, le point le plus sensible pour le *kahal* « était l'interdiction de livrer l'insoumis au *herem* », ou, plus sévère encore, le constat que, « pour maintenir la population dans une soumission servile à un ordre social qui s'était constitué depuis des siècles, il

72. Pestel, pp. 52-53.

73. Hessen*, t. 2, p. 18.

était interdit de changer de costume⁷⁴ ». Mais, on ne saurait non plus le nier, les *kehalim* avaient aussi, pour la vie des Juifs, des prescriptions régulatrices raisonnables, comme la règle du *khasaki* permettant ou interdisant aux membres de la communauté de prendre tel fermage ou de choisir telle occupation, ce qui mettait un terme à la concurrence excessive entre Juifs⁷⁵. « Tu ne déplaceras pas les bornes de ton voisin » (Deutéronome, XIX, 14).

En 1808, un Juif non identifié transmet anonymement (craignant les représailles du *kahal*) au ministre des Affaires intérieures une note intitulée : « Quelques remarques concernant l'aménagement de la vie des Juifs ». Il y écrivait : « Beaucoup ne considèrent pas comme sacrés les innombrables rites et règles... qui détournent l'attention de tout ce qui est utile, asservissent le peuple aux préjugés, prennent par leur multiplication énormément de temps et privent les Juifs "de l'avantage d'être de bons citoyens". » Il notait que « les rabbins, ne poursuivant que leur intérêt, ont enserré la vie dans un entrelacs de règles », ont concentré entre leurs mains toute l'autorité policière, juridique et spirituelle ; « plus précisément, l'étude du Talmud et l'observance des rites comme moyen unique de se distinguer et d'acquérir de l'aisance sont devenus "le rêve et l'aspiration première des Juifs" » ; et bien que le Règlement gouvernemental « ait limité les prérogatives des rabbins et des *kelahim*, "l'esprit du peuple est resté le même" ». L'auteur de cette note considérait « les rabbins et le *kahal* comme les principaux responsables de l'ignorance et de la misère du peuple⁷⁶ ».

Un autre homme public juif, Guiller Markevitch, originaire de Prusse, écrivit que les membres du *kahal* de Vilnius, avec l'aide de l'administration locale, exerçaient une sévère répression à l'encontre de tous ceux qui dénonçaient leurs agissements illégaux ; privés désormais du droit au *herem*, ils maintenaient leurs accusateurs de longues années en prison, et si d'aventure l'un de ceux-ci arrivait à faire passer un message de sa cellule aux autorités supérieures, « ils l'expédiaient sans autre forme de procès dans l'autre monde ». Quand ce genre de crime était dévoilé, « le *kahal* dépensait de grosses sommes pour étouffer l'affaire⁷⁷ ». On trouve

74. Hessen, t. 1, pp. 169-170.

75. *Ibidem*, p. 51 ; EJ, t. 14, p. 491.

76. Hessen, t. 1, pp. 171-173.

77. Hessen*, t. 2, pp. 11-13.

chez d'autres historiens juifs des exemples d'assassinats directement commandités par le *kahal*.

Dans leur opposition aux mesures gouvernementales, les *kehalim* s'appuyaient essentiellement sur le sens religieux de leur action ; ainsi « l'union du *kahal* et des rabbins, désireux de maintenir leur pouvoir sur les masses, faisait croire au gouvernement que tout acte d'un Juif était soumis à telle ou telle prescription religieuse ; le rôle de la religion s'en trouvait ainsi majoré. De ce fait, les gens de l'administration voyaient dans les Juifs non des membres de groupes sociaux différents, mais une seule entité étroitement soudée ; les vices et infractions des Juifs s'expliquaient non par des motifs individuels, mais par "le prétendu amoralisme foncier de la religion juive"⁷⁸ ».

« L'union des *kehalim* et des rabbins ne voulait rien voir ni entendre. Elle étendait sa chape de plomb sur les masses. Le pouvoir du *kahal* ne fit que s'amplifier alors même que les droits des anciens et des rabbins avaient été limités » par le Règlement de 1804. « Cette déperdition se trouve compensée par le fait que le *kahal* acquit – il est vrai, seulement dans une certaine mesure – le rôle d'une administration représentative dont il avait joui en Pologne. Ce renforcement de son autorité, le *kahal* le devait à l'institution des *députés*. » Cette députation des communautés juives établies dans les provinces occidentales, chargée de débattre à loisir avec le gouvernement des problèmes de la vie juive, avait été élue en 1807 et a siégé par intermittence pendant dix-huit ans. Ces députés cherchèrent avant tout à ce qu'on rendit aux rabbins le droit au *herem* ; ils « déclarèrent que priver les rabbins du droit de châtier les désobéissants est contraire "au respect religieux" que les Juifs "sont tenus de par la Loi d'avoir pour les rabbins". » Ces députés réussirent à persuader les membres du Comité (du sénateur Popov, 1809) que l'autorité des rabbins constituait un soutien pour le pouvoir gouvernemental russe. « Les membres du Comité n'ont pas résisté devant la menace de voir les Juifs qui échapperaient à l'autorité des rabbins verser dans la dépravation » ; le Comité « était prêt à maintenir dans son intégrité toute cette structure archaïque pour éviter les terribles conséquences qu'évoquaient les députés... Ses membres ne cherchèrent pas à savoir qui donc les

78. *Ibidem*, t. 1, p. 195.

députés considéraient comme des « contrevenants à la loi spirituelle » ; ils ne se doutaient pas qu'il s'agissait de ceux qui aspiraient à l'éducation » ; les députés « employèrent tous leurs efforts à renforcer l'autorité du *kahal* et à tarir à sa source le mouvement vers la culture⁷⁹ ». Ils réussirent à faire différer les limitations prises auparavant au port du costume juif traditionnel, lequel remontait au Moyen Âge et séparait de façon si flagrante les Juifs du monde environnant. Même à Riga, « la loi qui prescrivait aux Juifs de porter un autre habit n'était appliquée nulle part », et elle fut rapportée par l'Empereur en personne – dans l'attente d'une législation nouvelle⁸⁰...

Toutes les requêtes des députés ne furent pas satisfaites, loin de là. Il y fallait de l'argent et, « pour en obtenir, les députés faisaient peur à leurs communautés en leur annonçant sous de sombres couleurs les intentions du gouvernement et en amplifiant les rumeurs de la capitale ». En 1820, Markevitch accusa les députés « de répandre intentionnellement de fausses nouvelles... pour forcer ainsi la population à verser au *kahal* les sommes exigées⁸¹ ».

En 1825, l'institution des députés juifs fut supprimée.

L'une des sources de la tension entre les autorités et les *kehalim* résidait dans le fait que ces derniers, seuls autorisés à prélever la capitation sur la population juive, « dissimulaient les "âmes" lors des recensements » et en celaient une grande quantité. « Le gouvernement pensait connaître les effectifs exacts de la population juive afin d'exiger le montant correspondant de la capitation », mais il avait beaucoup de mal à l'établir⁸². Par exemple, à Berditchev, « la population juive non recensée... représentait régulièrement près de la moitié du nombre réel des habitants juifs⁸³ ». (Selon les données officielles que le gouvernement avait réussi à établir pour 1818, les Juifs étaient 677 000, chiffre déjà important ; par exemple, par comparaison avec 1812, le nombre des individus mâles avait subitement doublé... – mais il s'agissait encore d'un chiffre minoré, car il fallait y ajouter près de 40 000 Juifs du royaume de Pologne.) Même avec ces chiffres minorés par les *kehalim*, il y avait chaque

79. *Ibidem*, pp. 173-175.

80. *Ibidem**, pp. 191-192.

81. *Ibidem*, p. 209.

82. *Ibidem*, p. 178.

83. *Orchanski*, p. 32.

année des impôts non recouvrés ; et non seulement ils n'étaient pas ensuite récupérés, mais ils augmentaient d'année en année. Alexandre I^{er} en personne fit part aux représentants juifs de son mécontentement à voir tant de dissimulations et tant d'arrérages (sans parler de l'industrie de la contrebande). En 1817 furent décrétés la rémission de toutes les amendes et majorations, de toutes les pénalités et de tous les arriérés, le pardon accordé à tous ceux qui avaient été sanctionnés pour n'avoir pas recensé correctement les « âmes », mais à condition que, désormais, les *kehalim* fournissent des données honnêtes⁸⁴. Mais « aucune amélioration ne s'ensuivit. En 1820, le ministre des Finances annonça que toutes les mesures destinées à assainir la situation économique des Juifs restaient sans résultat... De nombreux Juifs vagabondaient sans papier d'identité ; un nouveau recensement fit état d'un nombre d'âmes deux à trois fois supérieur (si ce n'est plus) aux statistiques qui avaient été précédemment fournies par les sociétés juives⁸⁵ ».

Or la population juive ne cessait d'augmenter. La plupart des chercheurs voient l'une des principales raisons de cette croissance dans la coutume, établie à cette époque chez les Juifs, des mariages précoces : dès 13 ans pour les garçons, dès 12 ans pour les filles. Dans la note anonyme de 1808 citée plus haut, l'auteur juif inconnu écrit que cette coutume des unions précoces « est à la racine de maux innombrables » et empêche les Juifs de se débarrasser « de coutumes et agissements invétérés qui attirent sur eux l'indignation générale et nuisent à eux-mêmes comme aux autres ». La tradition chez les Juifs veut alors que « ceux qui ne sont pas mariés dans leur jeune âge soient méprisés et que même les plus démunis puisent dans leurs dernières ressources pour marier leurs enfants le plus tôt possible, bien que ces jeunes mariés encourent les vicissitudes d'une existence misérable. Les mariages précoces ont été introduits par les rabbins qui en tiraient profit. Et sera mieux à même de contracter un mariage profitable quiconque mettra tout son zèle à étudier le Talmud et à observer strictement les rites. Ceux qui se sont mariés tôt ne sont en effet occupés qu'à étudier le Talmud, et quand enfin arrive le temps de mener une existence autonome, ces pères de famille, mal préparés au travail, ignorant

84. *Hessen*, t. 1, pp. 178-179, 184, 186.

85. *Ibidem*, t. 2, pp. 62-63.

tout de la vie active, se tournent vers la fabrication d'alcool et le petit commerce ». Il en va de même dans l'artisanat : « En se mariant, l'apprenti de quinze ans n'apprend plus son métier, mais devient son propre patron et ne fait que gâcher le travail⁸⁶. » (Au milieu des années 20, « dans les provinces de Grodno et de Vilnius, la rumeur courut qu'il serait interdit de contracter mariage avant la majorité », c'est pourquoi « on se mit à conclure à la hâte des mariages entre enfants qui n'avaient guère plus de 9 ans⁸⁷ ».)

Ces mariages précoces débilitaient la vie populaire des Juifs. Comment un tel essaimage, une telle densification de la population, une telle concurrence dans des occupations similaires n'auraient-ils pas engendré la misère ? La politique des *kehalim* concourait « à l'aggravation de la situation matérielle des Juifs⁸⁸ ».

Menashe Ilier, distingué talmudiste mais aussi partisan des Lumières, publia en 1807 un livre qu'il fit parvenir aux rabbins (rapidement retiré de la circulation par le rabbinat, tandis que son second livre allait être voué à un autodafé massif) : il y relevait « les aspects ténébreux de la vie juive. La misère, disait-il, est inhabituellement grande, mais peut-il en être autrement quand, chez les Juifs, il y a beaucoup plus de bouches à nourrir que de mains pour travailler ? Il importe de faire comprendre aux masses qu'il faut gagner sa vie à la sueur de son front... Les jeunes gens, qui n'ont aucun revenu, contractent mariage en comptant sur la miséricorde de Dieu et sur la bourse de leur père, et quand ce soutien vient à faire défaut, chargés de famille, ils se jettent sur la première occupation venue, fût-elle malhonnête. En foule ils s'adonnent au commerce, mais comme celui-ci ne peut pas les nourrir tous, ils sont obligés de recourir à la duperie. Voilà pourquoi il est souhaitable que les Juifs se tournent vers l'agriculture. Une armée de désœuvrés, sous des dehors de "gens instruits", vivent grâce à la charité et aux dépens de la communauté. Personne n'a cure du peuple : les riches ne pensent qu'à s'enrichir, les rabbins qu'aux disputes entre *hassidim* et *minagdes* » (Juifs orthodoxes), et le seul souci des activistes juifs est de court-circuiter « le malheur qui se

86. *Ibidem**, t. 1, pp. 171-172.

87. *Ibidem*, t. 2, p. 56.

88. *Ibidem*, t. 1, p. 210.

présente sous la forme des arrêtés gouvernementaux, même si ces derniers concourent au bien du peuple⁸⁹ ».

Ainsi « la grande majorité des Juifs de Russie vivaient du petit négoce, de l'artisanat et de la petite industrie, ou servaient d'intermédiaires » ; « ils ont inondé les villes de manufactures et de commerces de détail⁹⁰ ». Comment la vie économique du peuple juif pouvait-elle être saine dans ces conditions ?

Toutefois, un auteur juif bien plus tardif, du milieu du xx^e siècle, a pu écrire en évoquant ce temps : « Il est vrai, la masse juive vivait chichement, pauvrement. Mais la communauté juive dans son ensemble n'était pas misérable⁹¹. »

Là ne manqueront pas d'intérêt des témoignages plutôt inattendus : la vie des Juifs dans les provinces occidentales vue par les participants à l'expédition napoléonienne de 1812 qui a précisément traversé cette région. Aux abords de Dochitsa, les Juifs « sont riches et aisés, ils font du commerce intensif avec la Pologne russe et se rendent même à la foire de Leipzig ». À Gloubokié, « les Juifs avaient le droit de distiller l'alcool et de fabriquer de la vodka et de l'hydromel », ils « affermaient ou possédaient cabarets, auberges et relais situés sur les grandes routes ». Les Juifs de Mohilev vivent dans l'aisance, commercent sur une grande échelle (bien qu'« autour règne une misère terrible »). « Presque tous les Juifs de ces endroits avaient un brevet les autorisant à vendre de l'eau-de-vie. Les opérations financières y étaient largement développées. » Voici encore le témoignage d'un observateur impartial : « À Kiev, les Juifs ne se comptent plus. » La vie juive a pour caractéristique générale l'aisance, bien que celle-ci ne soit pas le lot de tous⁹².

Sur le plan de la psychologie et de la vie quotidienne, les observateurs relèvent chez les Juifs russes les « traits spécifiques » suivants : « une constante préoccupation concernant... leur destin, leur identité... comment lutter, se défendre... ». « La cohésion découle des coutumes établies : l'existence d'une structure sociale autoritaire et puissante chargée de préserver... l'originalité du mode

89. *Ibidem*, pp. 170-171 ; EJ, 1. 10, pp. 855-857.

90. *Hessen*, 1. 1, pp. 190, 208.

91. B. C. *Dinour*, Religiozno-natsionalnyj oblik rousskoo evreïstva (La physionomie religieuse et nationale des Juifs russes), in LMJR-1, p. 318.

92. *Pozner*, in MJ-1, pp. 61, 63-64.

de vie » ; « l'adaptation aux conditions nouvelles est dans une très large mesure collective » et non pas individuelle⁹³.

Il faut rendre justice à cette unité organique foncière qui, dans la première moitié du XIX^e siècle, « a conféré au monde juif russe son aspect original. Ce monde était compact, organique, en butte à des vexations, non épargné par les souffrances et les privations, mais c'était un monde en soi. L'homme n'y étouffait pas. Dans ce monde, on pouvait éprouver de la joie de vivre, on pouvait trouver sa nourriture... à la fois matérielle et spirituelle, on pouvait construire sa vie à son goût et à sa façon... Fait capital : la dimension spirituelle de la collectivité était liée à un savoir traditionnel et à la langue hébraïque⁹⁴ ».

Mais, dans le même recueil consacré au monde juif russe, un autre auteur note que « l'absence de droits, la misère matérielle, l'humiliation sociale ne permettaient guère au respect de soi de se développer parmi le peuple⁹⁵ ».

*

Complexe est donc le tableau que nous avons présenté ici de ces années, comme l'est presque tout problème lié au monde juif. Dorénavant, tout au long de notre développement, il ne faudra pas perdre de vue cette complexité, mais l'avoir constamment présente à l'esprit, sans se laisser troubler par les contradictions apparentes entre les différents auteurs.

« Jadis, avant d'être expulsés d'Espagne, les Juifs [de l'est de l'Europe] marchaient à la tête des autres peuples ; aujourd'hui [dans la première moitié du XVIII^e siècle], leur appauvrissement culturel est total. Privés de droits, coupés du monde environnant, ils se sont repliés sur eux-mêmes. La Renaissance est passée à côté d'eux sans les concerner, de même que le mouvement intellectuel du XVIII^e siècle en Europe. Mais ce monde juif était en lui-même solide. Entravé par d'innombrables commandements et interdits religieux, le Juif non seulement n'en souffrait pas, mais voyait en eux la source de joies infinies. Chez lui l'intelligence trouvait

93. *Dinour*, LMJR-1, pp. 61, 63-64.

94. *Ibidem*, p. 318.

95. *J. Mark*, *Literatoura na idich v Rossii* (La littérature en langue yiddish en Russie), in LMJR-1, p. 520.

satisfaction dans la subtile dialectique du Talmud, le sentiment dans le mysticisme de la Kabbale. Même l'étude de la Bible était reléguée au second plan, et la connaissance de la grammaire était considérée presque comme un crime⁹⁶. »

La forte attirance des Juifs pour les Lumières commença en Prusse durant la seconde moitié du XVIII^e siècle et reçut le nom de *Haskala* (ère des Lumières). Ce réveil intellectuel traduisit son désir de s'initier à la culture européenne, de rehausser le prestige du judaïsme humilié face aux autres peuples. Parallèlement à l'étude critique du passé juif, les militants de la *Haskala* (les *maskilim* [« éclairés », « instruits »]) voulaient unir harmonieusement culture juive et savoir européen⁹⁷. Dans un premier temps, « ils avaient l'intention de rester fidèles au judaïsme traditionnel, mais, dans leur élan, ils se mirent à sacrifier la tradition juive et à prendre le parti de l'assimilation en montrant de surcroît du mépris... pour la langue de leur peuple⁹⁸ » (c'est-à-dire le yiddish). En Prusse, ce mouvement dura le temps d'une génération, mais il gagna rapidement les provinces slaves de l'empire, la Bohême et la Galicie. En Galicie, les partisans de la *Haskala*, davantage encore enclins à l'assimilation, se tenaient déjà prêts à introduire les Lumières par la force, et même « assez souvent recouraient pour cela⁹⁹ » à l'aide des autorités. La frontière entre la Galicie et les provinces occidentales de la Russie était perméable aux individus comme aux influences. Avec un retard d'un siècle, le mouvement finit par pénétrer en Russie.

En Russie où, dès le début du XIX^e siècle, le gouvernement « s'efforçait précisément de vaincre le “particularisme” juif en dehors de la religion et du culte », ainsi que le spécifie par euphémisme un auteur juif¹⁰⁰, confirmant par là que ce gouvernement n'entravait pas la religion des Juifs ni leur vie religieuse. Nous avons déjà vu que le Règlement de 1804 ouvrait grandes, sans limitations ni réserves, à tous les enfants juifs les portes des

96. EJ, t. 6, p. 92.

97. *Ibidem*, pp. 191-192.

98. J. Kissine, *Rasmychlenia o ousskom evreïstve i ego literatoure* (Réflexions sur le judaïsme russe et sa littérature), in *Evreïskii mir*, 2, New York, éd. de l'Union des Juifs russes, 1944, p. 171.

99. EJ, t. 6, pp. 192-193.

100. *Dinour*, LVJR-1, p. 314.

écoles primaires, des établissements secondaires et des universités. Mais ! – « tuer dans l'œuf cette réforme éducative et culturelle, voilà à quoi tendaient tous les efforts de la classe dominante juive¹⁰¹ » ; « le *kahal* s'efforçait d'éteindre les moindres lueurs des Lumières¹⁰² ». Pour « préserver dans son intégrité l'ordre religieux et social établi..., le rabbinat et le hassidisme s'acharnaient de conserve à éradiquer les jeunes pousses de l'éducation laïque¹⁰³ ».

Ainsi, « les grandes masses de la Zone de résidence éprouvaient pour l'école russe horreur et suspicion, et ne voulaient pas en entendre parler¹⁰⁴ ». En 1817, puis en 1821, dans différentes provinces, on a relevé des cas où les *kehalim* empêchaient les enfants juifs d'apprendre la langue russe dans quelque école que ce fût. Les députés juifs à Pétersbourg répétaient avec insistance qu'« ils n'estimaient pas nécessaire l'ouverture d'écoles juives » où l'on enseignerait d'autres langues que l'hébraïque¹⁰⁵. Ils ne reconnaissaient que le *heder* (école élémentaire de langue juive) et la *yeshiva* (école supérieure destinée à approfondir la connaissance du Talmud) ; « presque toute communauté importante » avait sa *yeshiva*¹⁰⁶.

La masse juive en Russie était ainsi comme entravée et ne pouvait se libérer elle-même.

Mais de son sein sont aussi issus les premiers protagonistes de la culture, impuissants toutefois à faire bouger les choses sans l'aide des autorités russes. En premier lieu Isaac-Ber Levinson, savant qui avait vécu en Galicie où il avait été en contact avec les militants du *Haskala* : il considérait non seulement le rabbinat, mais également les *hassidim* comme responsables de beaucoup des malheurs populaires. Se fondant sur le Talmud même et sur la littérature rabbinique, il démontrait, dans son livre *Instruction à l'adresse d'Israël*, qu'il n'est nullement interdit aux Juifs de connaître les langues étrangères, surtout la langue officielle du pays où ils vivent, si nécessaire dans la vie privée aussi bien

101. *Hessen*, p. 160.

102. *Ibidem*, p. 160.

103. *Ibidem*, t. 2, p. 1.

104. *I. M. Troitski*, *Evrei v rousskoï chcole* (Les Juifs dans l'école russe), in LVJR-1, p. 350.

105. *Hessen**, t. 1, pp. 188-189.

106. *Dinour*, LVJR-1, p. 315.

que publique ; que la connaissance des sciences profanes ne présente pas de menaces pour le sentiment national et religieux ; enfin, que la prédominance des occupations commerciales est en contradiction avec la Torah comme avec la raison, et qu'il importe de développer le travail productif. Mais, pour éditer son livre, Levinson dut utiliser une subvention du ministère de l'Éducation ; du reste, lui-même était persuadé que la réforme culturelle au sein du judaïsme ne pourrait se réaliser qu'avec le soutien des autorités supérieures¹⁰⁷.

Ce fut ensuite Gueseonovski, instituteur à Varsovie, qui, dans une note aux autorités, sans s'appuyer sur le Talmud, mais au contraire en s'opposant à lui, imputait au *kahal* et au rabinat « la stagnation spirituelle qui avait comme pétrifié le peuple » ; seul, disait-il, l'affaiblissement de leur pouvoir permettrait d'introduire l'école laïque ; il fallait contrôler les *melamed* (instituteurs du primaire) et n'admettre à enseigner que ceux qui seraient pédagogiquement et moralement convenables ; écarter le *kahal* de l'administration financière ; et relever l'âge des contrats nuptiaux.

Bien avant eux, dans sa note au ministre des Finances, Guiller Markevitch, déjà cité, écrivait également que, pour sauver le peuple juif du déclin spirituel et économique, il fallait supprimer les *kehalim*, apprendre aux Juifs les langues, organiser pour eux le travail dans les fabriques, mais aussi les autoriser à se livrer librement au commerce dans tout le pays et à utiliser les services de chrétiens.

Plus tard, dans les années 30, Litman Feiguine, marchand de Tchernigov et grand fournisseur, reprit l'essentiel de ces arguments avec encore plus d'insistance, et, par l'entremise de Benkendorf*, sa note aboutit entre les mains de Nicolas I^{er} (Feiguine bénéficiait du soutien des milieux bureaucratiques). Il défendait le Talmud, mais reprochait aux *melamed* d'être « les derniers des ignares »..., d'enseigner une théologie « fondée sur le fanatisme », d'inculquer aux enfants « le mépris des autres disciplines ainsi que la haine des hétérodoxes ». Lui aussi jugeait indispensable de supprimer les *kehalim*. (Hessen, ennemi juré du système du *kahal*, affirme que

107. Hessen, t. 2, pp. 4-7.

* Comte Alexandre Benkendorf (1783-1844), nommé en 1814 par Nicolas I^{er} commandant des gendarmes et de la III^e Section (le service de renseignement).

celui-ci, « par son despotisme », suscita chez les Juifs « un ressentiment obscur¹⁰⁸ ».)

Long, bien long fut cependant le chemin qui permit à l'éducation laïque de pénétrer en milieu juif. En attendant, les seules exceptions étaient Vilnius où, sous l'influence des relations avec l'Allemagne, s'était renforcé le groupe des intellectuels *maksilim*, et Odessa, récente capitale de la Nouvelle Russie, abritant de nombreux Juifs issus de Galicie (de par la perméabilité des frontières), peuplée de nationalités diverses et en proie à une intense activité commerciale, — de ce fait, le *kahal* ne s'y sentait pas puissant, l'intelligentsia avait au contraire le sentiment de son indépendance et se fondait culturellement (par la façon de s'habiller, par tout l'aspect extérieur) dans la population environnante¹⁰⁹. Bien que, même là, « la majorité des Juifs odessites fussent opposés à la création d'un établissement d'enseignement général¹¹⁰ », grâce essentiellement aux efforts de l'administration locale, dans les années 30, à Odessa comme à Kichinev furent créées des écoles laïques juives de type privé qui connurent le succès¹¹¹.

Puis, au fil du XIX^e siècle, cette percée des Juifs russes vers l'éducation s'intensifia irrésistiblement et allait avoir des conséquences historiques pour la Russie comme pour toute l'humanité du XX^e siècle. Grâce à un grand effort de volonté, le judaïsme russe réussit à se libérer de l'état de stagnation menaçante dans lequel il se trouvait et à accéder pleinement à une vie riche et diversifiée. Dès le milieu du XIX^e siècle, on discernait nettement les signes d'un renouveau et d'un épanouissement tout proche dans le judaïsme russe, mouvement d'une haute signification historique qu'à cette époque nul n'avait encore pressenti.

108. *Hessen*, t. 2, pp. 8-10 ; *EJ*, t. 15, pp. 198.

109. *Hessen*, t. 2, pp. 2-3.

110. *EJ*, t. 11, p. 713.

111. *Troïski*, in *LMJR*-I, p. 351.

Chapitre 3

SOUS NICOLAS I^{er}

À l'égard des Juifs, Nicolas I^{er} s'est montré très résolu. C'est sous son règne, nous disent les sources, que furent publiés plus de la moitié de tous les actes juridiques relatifs aux Juifs depuis Alexis Mikhaïlovitch et jusqu'à la mort d'Alexandre II*, et l'Empereur s'est personnellement penché sur ce travail législatif pour le diriger¹.

L'historiographie juive a estimé que sa politique a été exceptionnellement cruelle et sombre. Or les interventions personnelles de Nicolas I^{er} ne lésaient pas nécessairement les Juifs, loin de là. Ainsi, l'un des premiers dossiers reçus par lui en héritage fut la réouverture par Alexandre I^{er}, à la veille de sa mort (alors qu'il faisait route pour Taganrog), de l'« affaire de Vélijé » – l'accusation portée contre les Juifs d'avoir perpétré un meurtre rituel sur la personne d'un enfant. *L'Encyclopédie juive* écrit que « dans une large mesure, les Juifs sont redevables du verdict d'acquiescement à l'Empereur qui a cherché à connaître la vérité en dépit de l'obstruction de la part des gens auxquels il faisait confiance ». Dans une autre affaire bien connue, liée à des accusations émises contre les Juifs (l'« assassinat de Mstislavl »), l'Empereur s'est porté de plein gré vers la vérité : après avoir, dans un moment de

1. EJ, t. II, p. 709.

* (1818-1881), le tsar « libérateur » dont le nom est associé aux « grandes réformes » des années 1860 (abolition du servage, justice, presse, zemstvos, etc.) et à la montée du mouvement révolutionnaire ; assassiné le 13 mars 1881 par un commando de *La Volonté du Peuple*.

colère, infligé des sanctions à la population juive locale, il n'a pas refusé de reconnaître son erreur². En apposant sa signature au bas du verdict d'acquiescement dans l'affaire de Vélijé, Nicolas écrit que « le flou des réquisitions n'avait pas permis de prendre une autre décision », ajoutant néanmoins : « Je n'ai pas la conviction intime que des Juifs aient pu commettre un tel crime, ni ne puis l'avoir. » « Des exemples répétés de ce genre d'assassinat, avec les mêmes indices », mais toujours sans preuves suffisantes, lui laissent entendre qu'il existerait peut-être, chez les Juifs, une secte fanatique, mais, « malheureusement, chez nous autres chrétiens, il existe aussi des sectes tout aussi terrifiantes et incompréhensibles³ ». « Nicolas I^{er} et ses proches collaborateurs continuaient de croire que certains groupes juifs pratiquaient les meurtres rituels⁴. » « Pendant plusieurs années, l'Empereur se trouvait sous la dure emprise d'une calomnie qui sentait le sang... aussi a-t-il été conforté dans son préjugé que la doctrine religieuse juive était censée présenter un danger pour la population chrétienne⁵ ».

Ce danger, Nicolas le voyait dans le fait que les Juifs pouvaient convertir les chrétiens au judaïsme. Depuis le XVIII^e siècle, on avait gardé en mémoire la conversion retentissante au judaïsme de Voznitsyne, un capitaine de l'armée impériale. « En Russie, à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, les groupes de "judaïsants" se multiplient. » En 1823, le ministre des Affaires intérieures signalait dans un rapport « la large diffusion de l'hérésie des "judaïsants" en Russie, et estimait le nombre de ses adeptes à 20 000 personnes ». Des persécutions commencèrent, à la suite desquelles « de nombreux membres de la secte feignirent de retourner dans le giron de l'Église orthodoxe tout en continuant à observer en secret les rites de leur secte⁶ ».

« Tout cela a eu pour conséquence que la législation sur les Juifs revêtit à l'époque de Nicolas I^{er}... une coloration religieuse⁷ » ; les décisions et les actes de Nicolas I^{er} à l'égard des Juifs s'en sont

2. *Ibidem*, pp. 709-710.

3. Hessen, *Istoria evreïskogo naroda v Rossii* (Histoire du peuple juif en Russie), en 2 vol., t. 2, Leningrad, 1927, p. 27.

4. PEJ, t. 7, p. 322.

5. EJ, t. 11, pp. 709-710.

6. PEJ, t. 2, p. 509.

7. EJ, t. 11, p. 710.

ressentis, comme son insistance à leur interdire de recourir à des domestiques chrétiens, en particulier à des nourrices chrétiennes, car « le travail chez les Juifs porte atteinte et affaiblit chez les femmes la foi chrétienne ». En fait, nonobstant des interdictions réitérées, cette disposition « n'a jamais été appliquée intégralement... et des chrétiens continuaient de servir » chez les Juifs⁸.

La première mesure envers les Juifs à laquelle Nicolas songea dès le début de son règne fut de les mettre à égalité avec la population russe dans l'assujettissement aux services obligatoires de l'État, et notamment en les astreignant à participer physiquement à la conscription à laquelle ils n'avaient pas été soumis depuis leur rattachement à la Russie, les Juifs bourgeois ne fournissant pas de recrues, mais acquittant par tête 500 roubles⁹. Cette mesure n'était pas dictée seulement par des considérations gouvernementales visant à uniformiser les obligations de la population (les communautés juives tardaient de toute façon beaucoup à régler la redevance ; par ailleurs, la Russie recevait de nombreux Juifs de Galicie où ces derniers étaient déjà astreints au service militaire) ; ni par le fait que l'obligation de fournir des recrues « diminuerait le nombre de Juifs non occupés à un travail productif » – plutôt par l'idée que la recrue juive, isolée de son milieu fermé, serait mieux à même d'adhérer au mode de vie de l'ensemble du pays, voire à l'orthodoxie¹⁰. Prises en compte, ces considérations allaient durcir notablement les conditions de la conscription appliquée aux Juifs en débouchant sur une augmentation progressive du nombre des recrues et sur l'abaissement de l'âge des conscrits.

On ne saurait dire que Nicolas réussit à faire appliquer le décret sur le service militaire des Juifs sans rencontrer de résistances. Au contraire, toutes les instances d'exécution procédèrent avec lenteur. Au Conseil des ministres, on discuta longuement du point de savoir s'il était éthiquement défendable de prendre une telle mesure « en vue de limiter le surpeuplement juif » ; comme le déclara le ministre des Finances E. T. Kankrine, « tous reconnaissent qu'il est

8. *Hessen*, t. 2, pp. 30-31.

9. V. N. Nikištine, *Evrei zemlevladel'tsy : Istoritcheskoe, zakonodatel'noe, administrativnoe i bytovoe položenie kolonij so vremeni ikh vozniknovenia do nachikh dnei* [Les agriculteurs juifs : situation historique, législative, administrative et concrète des colonies depuis leur création jusqu'à nos jours], 1807-1887, Saint-Petersbourg, 1887, p. 263.

10. *EJ*, I, 13, p. 371.

inconvenant de prélever des humains plutôt que de l'argent ». Les *kehalim* ne ménagèrent pas leurs efforts pour écarter des Juifs cette menace ou la différer. Quand, exaspéré par tant de lenteurs, Nicolas ordonna qu'on lui présentât dans les délais les plus brefs un rapport définitif, « cet ordre, semble-t-il, ne fait qu'inciter les *kehalim* à intensifier leur action en coulisse pour retarder la marche de l'affaire. Et ils réussirent apparemment à gagner à leur cause l'un des hauts fonctionnaires », si bien que... « le rapport n'arriva jamais à destination » ! Au sommet même de l'appareil impérial, « ce mystérieux épisode », conclut J. Hessen, « n'aurait pu se produire sans la participation du *kahal* ». Ledit rapport ne fut pas davantage retrouvé ultérieurement et Nicolas, sans attendre plus longtemps, introduisit la conscription pour les Juifs par décret en 1827¹¹ (puis, en 1836, l'égalité dans l'obtention de médailles pour les soldats juifs qui s'étaient distingués¹²).

Étaient exemptés totalement du recrutement « les marchands de toutes les guildes, les habitants des colonies agricoles, les chefs d'atelier, les mécaniciens dans les fabriques, les rabbins et tous les Juifs ayant une instruction de niveau secondaire ou supérieur¹³ ». D'où le désir de nombreux bourgeois juifs d'essayer de passer dans la classe des marchands, la société bourgeoise renâclant à voir ses membres astreints au départ sous les drapeaux, « celui-ci minant les forces de la communauté, que ce soit sous l'effet des impositions ou du recrutement ». Les marchands, de leur côté, cherchaient à minorer leur « surface » visible pour laisser le paiement des impôts aux bourgeois. Les rapports entre marchands et bourgeois juifs se tendirent, car « à cette époque, les marchands juifs, devenus plus nombreux et plus riches, avaient noué de solides relations dans les sphères gouvernementales ». Le *kahal* de Grodno s'adressa à Pétersbourg pour demander que la population juive fût divisée en quatre « classes » – marchands, bourgeois, artisans et cultivateurs – et que chacune n'eût pas à répondre des autres¹⁴. (Dans cette idée proposée au début des années 30 par les *kehalim* eux-mêmes, on peut voir le premier pas vers la future « catégorisation » opérée par Nicolas en 1840, et qui fut si mal accueillie par les Juifs.)

11. Hessen*, t. 2, pp. 32-34.

12. EJ, t. 11, pp. 468-469.

13. PEJ, t. 7, p. 318.

14. Hessen, I. 2, pp. 68-71.

Les *kehalim* furent également chargés de procéder à la levée des recrues parmi une masse juive qui, pour le gouvernement, n'avait ni effectifs recensés ni contours. Or le *kahal* « fit peser tout le poids de cette levée sur le dos des pauvres », car « il paraissait préférable que les plus démunis quittassent la communauté, alors qu'une réduction du nombre de ses membres aisés risquait d'entraîner la mine générale ». Les *kehalim* demandèrent aux autorités provinciales (mais ils essuyèrent des refus) le droit de ne pas tenir compte du roulement « afin de pouvoir livrer au recrutement les "va-nu-pieds", ceux qui ne payaient pas la capitation, les insupportables fauteurs de désordre », en sorte que « les propriétaires... qui assument toutes les obligations de la société n'aient pas à fournir des recrues appartenant à leurs familles » ; en outre, de cette façon, les *kehalim* bénéficiaient de la possibilité d'agir à l'encontre de certains membres de la communauté¹⁵.

Cependant, avec l'introduction du service militaire chez les Juifs, les hommes qui y étaient soumis commencèrent à s'y soustraire et jamais le compte plein ne fut atteint. L'impôt en numéraire frappant les communautés juives avait été notablement diminué, mais on s'aperçut que cela ne l'empêchait nullement de continuer à ne rentrer que très partiellement. C'est ainsi qu'en 1829 Nicolas 1^{er} fit droit à la requête de Grodno pour que, dans certaines provinces, on levât des recrues juives en sus du contingent imposé afin de couvrir les arriérés d'impôts. « En 1830, un décret du Sénat stipula que l'appel d'une recrue supplémentaire dégrevait les sommes dues par le *kahal* de 1 000 roubles dans le cas d'un adulte, de 500 roubles dans le cas d'un mineur¹⁶. » Il est vrai qu'à la suite du zèle intempestif des gouverneurs cette mesure fut bientôt rapportée, alors que « les communautés juives elles-mêmes demandaient au gouvernement d'enrôler des recrues pour couvrir leurs arriérés ». Dans les milieux gouvernementaux, « cette proposition fut accueillie froidement, car il était aisé de prévoir qu'elle ouvrait pour les *kehalim* de nouvelles possibilités d'abus¹⁷ ». Cependant, on le voit, l'idée mûrissait d'un côté comme de l'autre.

Évoquant ces rigueurs accrues dans le recrutement des Juifs par

15. *Ibidem*, pp. 59-61.

16. PEJ, t. 7, p. 317.

17. *Hessen*, t. 2, pp. 64-65.

comparaison avec le reste de la population, Hessen écrit qu'il s'agissait là d'« une anomalie criante » dans le droit russe, car, de façon générale, en Russie, « la législation applicable aux Juifs n'avait pas tendance à leur imposer plus d'obligations qu'aux autres citoyens¹⁸ ».

L'intelligence roide de Nicolas I^{er}, enclin à tracer des perspectives aisément lisibles (la légende veut que la voie ferrée Pétersbourg-Moscou ait ainsi été tracée à la règle !), dans sa volonté tenace de transformer les Juifs particularistes en sujets russes ordinaires, voire, si possible, en chrétiens orthodoxes, est alors passée de l'idée du recrutement militaire à celle des *cantonistes* juifs. Les cantonistes (le nom remonte à 1805) étaient une institution abritant les enfants mineurs des soldats (allégeant en faveur des pères le fardeau d'un service qui durait... vingt-cinq ans !) ; elle était censée prolonger les « sections pour orphelins militaires » créées sous Pierre le Grand, sortes d'écoles à la charge du gouvernement qui dispensaient aux élèves des connaissances techniques utiles pour leur service ultérieur dans l'armée (ce qui, aux yeux des fonctionnaires, parut désormais tout à fait approprié aux jeunes enfants juifs, voire hautement souhaitable pour les maintenir dès leur jeune âge et pendant de longues années coupés de leur milieu). Ayant en vue l'institution de cantonistes, un décret de 1827 accorda « aux communautés juives le droit de donner en recrue, à leur choix, un mineur en lieu et place d'un adulte », et ce, à partir de 12 ans¹⁹ (soit avant l'âge de la nuptialité chez les Juifs). La *Nouvelle Encyclopédie juive* estime que cette mesure fut « un coup très dur ». Mais cette faculté ne signifiait nullement l'obligation d'un appel sous les drapeaux dès l'âge de 12 ans, elle n'avait rien à voir avec « l'introduction de la conscription obligatoire pour les enfants juifs²⁰ », comme l'a écrit de manière erronée l'*Encyclopédie* et comme cela a fini par s'accréditer dans la littérature consacrée aux Juifs de Russie, puis dans la mémoire collective. Les *kehalim* trouvèrent même cette substitution profitable et en usèrent en livrant au recrutement « les orphelins, les enfants de veuves (parfois en

18. *Ibidem*, p. 141.

19. *Ibidem*, p. 34.

20. PEJ, t. 7, p. 317.

contournant la loi protégeant les enfants uniques), les miséreux », souvent « au profit de la progéniture d'un riche²¹ ».

Puis, à partir de l'âge de 18 ans, les cantonistes effectuaient le service militaire habituel, si long à l'époque – mais n'oublions pas qu'il ne se limitait pas à une vie de caserne ; les soldats se mariaient, vivaient avec leur famille, apprenaient à exercer d'autres métiers ; ils recevaient le droit de s'établir dans les provinces intérieures de l'empire, là où ils achevaient leur service. Mais, incontestablement, les soldats juifs restés fidèles à la religion juive et à son rituel souffraient de ne pouvoir observer le sabbat ou de contrevenir aux règles sur la nourriture.

Les mineurs placés chez les cantonistes, séparés de leur milieu familial, avaient naturellement du mal à résister à la pression de leurs éducateurs (que des récompenses incitaient à remporter des succès dans la conversion de leurs élèves) lors des leçons de russe, d'arithmétique mais surtout de catéchisme ; eux aussi étaient récompensés pour leur conversion, d'ailleurs facilitée par leur ressentiment envers une communauté qui les avait livrés au recrutement. Mais, inversement, la ténacité du caractère juif, la fidélité à la religion inculquée dès le plus jeune âge faisaient que nombre d'entre eux tenaient bon. Inutile de préciser que ces méthodes de conversion au christianisme n'avaient rien de chrétien, et manquaient leur but. En revanche, les récits de conversions arrachées à force de cruauté, ou par des menaces de mort proférées à l'égard des cantonistes, voire jusqu'à des noyades collectives dans les fleuves pour ceux qui refusaient le baptême (de tels récits reçurent une diffusion publique dans les décennies qui suivirent), relèvent du domaine de la pure fiction. Comme l'écrivit l'*Encyclopédie juive* publiée avant la révolution, la « légende populaire » sur les quelques centaines de cantonistes prétendument tués par noyade est née de l'information parue dans un journal allemand, selon laquelle « huit cents cantonistes ayant été emmenés un beau jour pour se faire baptiser dans l'eau d'une rivière, deux d'entre eux périrent noyés²²... ».

Les données statistiques des archives de l'inspection militaire

21. PEJ, t. 4, p. 75-76.

22. EJ, t. 9 (qui porte sur les années 1847-1854), p. 243.

auprès de l'état-major²³ portant sur les années 1847-1854, époque où le recrutement des cantonistes juifs était particulièrement élevé, montrent qu'ils ne représentaient en moyenne que 2,4 % du nombre de tous les cantonistes de Russie, autrement dit, que leur proportion ne dépassait pas celle de la population juive dans le pays, même si l'on tient compte des données sous-évaluées fournies par les *kehalim* lors des recensements.

Sans doute les baptisés avaient-ils également intérêt, pour se disculper vis-à-vis de leurs compatriotes, à exagérer le degré de coercition qu'ils avaient dû subir lors de leur conversion au christianisme, d'autant plus qu'à l'occasion de cette conversion ils bénéficiaient de certains avantages dans l'accomplissement de leur service. Au demeurant, « de nombreux cantonistes convertis restaient secrètement fidèles à leur religion d'origine et certains d'entre eux revinrent par la suite au judaïsme²⁴ ».



Dans les dernières années du règne d'Alexandre I^{er}, après une nouvelle vague de famine en Biélorussie (1822), un nouveau sénateur y avait été envoyé en mission : il en était revenu avec les mêmes conclusions que Derjavine un quart de siècle auparavant. Le « Comité juif » institué en 1823, composé de quatre ministres, avait proposé d'étudier « sur quels fondements il serait convenable et profitable d'organiser la participation des Juifs à l'État » et de « coucher par écrit tout ce qui pourrait concourir à l'amélioration de la situation civile de ce peuple ». Ils s'étaient bientôt rendu compte que le problème ainsi posé était au-dessus de leurs forces, et, en 1825, ce « Comité juif » au niveau ministériel avait été remplacé par un « Comité de directeurs » (le cinquième), composé cette fois de directeurs de leurs ministères, qui se consacra à l'étude du problème durant huit années encore²⁵.

Dans son impatience, Nicolas devança par ses décisions le travail

23. K. Korobkov, *Evrejskaïa rekrouitchina v tsarstvovanie Nikolaïa I* (Le recrutement des Juifs sous le règne de Nicolas I^{er}), in *Evrejskaïa starina*, Saint-Petersbourg, 1913, t. 6, pp. 79-80.

24. EJ, t. 1, 9, pp. 242-243.

25. *Ibidem*, t. 1, 7, pp. 443-444.

de ce comité. C'est ainsi, on l'a vu, qu'il introduisit la conscription pour les Juifs. C'est ainsi qu'il fixa un délai de trois ans pour expulser les Juifs de tous les villages des provinces occidentales et mettre un terme à leur activité de fabrication d'eau-de-vie, mais, comme sous ses devanciers, cette mesure connut des ralentissements, des coups d'arrêt, puis fut rapportée. Par la suite, il interdit aux Juifs détenant des tavernes et des gargotes d'y habiter et d'y assurer en personne la vente d'alcool au détail, mais cette mesure là non plus ne fut pas appliquée²⁶.

Une autre tentative fut faite pour interdire aux Juifs l'un de leurs emplois favoris : la maintenance des relais de poste (avec leurs auberges et leurs estaminets), mais de nouveau en vain car, en dehors des Juifs, il ne se trouvait pas suffisamment de candidats pour les occuper²⁷.

En 1827 fut introduit dans tout l'empire un système d'affermage des activités de distillerie, mais l'on s'aperçut d'une chute importante des prix obtenus à la criée quand les Juifs s'en trouvaient écartés et « qu'il arrivait qu'il ne se présentât aucun autre candidat pour prendre ces fermages », si bien qu'il fallut les autoriser aux Juifs, que ce soit dans les villes ou dans les campagnes, y compris même au-delà de la Zone de résidence. Le gouvernement se déchargeait en fait sur les Juifs du soin d'organiser la collecte des taxes sur les alcools et recevait ainsi une rentrée régulière²⁸. « Bien avant que les marchands de la première guilde aient reçu le droit de résider dans n'importe quelle région de l'empire, tous les fermiers jouissaient de la liberté de se déplacer et résidaient longuement dans les capitales et autres villes hors de la Zone de résidence... Du milieu des fermiers sont issus des hommes publics juifs éminents » comme Litman Feiguine, déjà mentionné, et Evsel Guinzbourg (« il avait tenu un fermage de fabrication d'eau-de-vie dans Sébastopol assiégé » ; « en 1859, il avait fondé à Pétersbourg un établissement bancaire... l'un des plus importants de Russie » ; plus tard, « il participa au placement des emprunts du Trésor russe en Europe » ; il a été le fondateur de la dynastie des barons Guinzbourg²⁹). À

26. *Hessen*, t. 2, p. 39.

27. *EJ*, t. 12, p. 787 ; *Hessen*, t. 2, p. 39.

28. *Ibidem*, t. 5, p. 613.

29. *Encyclopédie juive russe*, 2^e éd. revuc, corrigée et augmentée, t. 1, Moscou, 1994, p. 317.

partir de 1848, tous « les marchands juifs de la première guilde reçurent l'autorisation d'affermier des débits de boissons jusque dans les lieux où les Juifs n'avaient pas le droit de résider de façon permanente³⁰ ».

Les Juifs reçurent également un droit plus étendu pour ce qui concernait la distillation de l'eau-de-vie. Comme on s'en souvient, en 1819, on les avait autorisés à la distiller dans les provinces de Grande Russie « jusqu'à ce que les artisans russes acquièrent suffisamment de compétence ». En 1826, Nicolas prit la décision de les rapatrier dans la Zone de résidence, mais, dès 1827, il accéda à plusieurs requêtes particulières visant à maintenir sur place les distillateurs, par exemple dans les fabriques d'État à Irkoutsk³¹.

Vladimir Soloviev cite les réflexions suivantes de M. Katkov : « Dans les provinces de l'Ouest, c'est le Juif qui s'occupe de l'eau-de-vie, mais la situation est-elle meilleure dans les autres provinces de Russie ?... Les Juifs cabaretiers qui saoulent le peuple, ruinent les paysans et causent leur perte, sont-ils présents dans toute la Russie ? Qu'en est-il ailleurs en Russie, là où les Juifs ne sont pas admis et où le débit est tenu par un mastroquet orthodoxe ou un koulak³² ? » Prêtons l'oreille à Leskov, ce grand connaisseur de la vie populaire russe : « Dans les provinces de la Grande Russie où les Juifs ne résident pas, le nombre de ceux qui sont jugés pour ivrognerie, comme celui des crimes commis sous l'emprise de la boisson sont régulièrement et nettement plus élevés que dans les limites de la Zone de résidence. Même chose pour ce qui est du chiffre des décès dus à l'éthylisme... Et ce n'est pas là un phénomène nouveau : il en a été ainsi depuis les temps les plus reculés³³. »

Mais, c'est vrai, les statistiques nous disent que, dans les provinces occidentales et méridionales de l'empire, on dénombrait un débit de boissons pour 297 habitants, alors que dans les provinces orientales on n'en trouvait qu'un pour 585. Le journal

30. EJ. t. 12, p. 163.

31. *Ibidem**, t. 11, p. 710.

32. Lettre de V. I. Soloviev à T. Gertz, in V. Soloviev, *Evrejskij vopros – khristianskij vopros* (Le problème juif est un problème chrétien), recueil d'articles, Varsovie, 1906, p. 25.

33. Nicolas Leskov, *Evrei v Rossii : neskolko zametchanij po evrejskomou voprosou*. (Les Juifs en Russie : quelques remarques sur le problème juif), Petrograd, 1919 (reproduction de l'éd. de 1884), p. 31.

La Voix, qui n'était pas sans influence à l'époque, a pu dire du commerce de l'eau-de-vie par les Juifs qu'il était « la plaie de cette zone » – nommément la zone occidentale – « et une plaie incurable ». Dans ses considérations théoriques, I. G. Orchanski s'échine à vouloir démontrer que plus forte est la densité en débits de boissons, moins il y aurait d'ivrognerie (il faut comprendre que, selon lui, le paysan succombera moins à la tentation si le débit de boissons se trouve sous son nez et le sollicite vingt-quatre heures sur vingt-quatre – souvenons-nous de Derjavine : les tenanciers commercent de nuit comme de jour ; pour autant, se laissera-t-il tenter par un cabaret lointain, quand il lui faudra traverser plusieurs champs fangeux pour l'atteindre ? Mais non, on ne le sait que trop : l'alcoolisme est entretenu non seulement par la demande, mais aussi par l'offre de vodka. Orchanski n'en poursuit pas moins sa démonstration : quand, entre le propriétaire distillateur et le paysan ivrogne, s'interpose le Juif, celui-ci agit objectivement en faveur du paysan, car il vend la vodka à moindre prix, mais, il est vrai, en prenant en gages les effets du paysan. Certes, écrit-il, d'aucuns estiment que les Juifs tenanciers exercent néanmoins « une piètre influence sur la condition des paysans », mais c'est parce que, « dans le métier de gargotier comme dans toutes les autres occupations, ils se distinguent par leur savoir-faire, leur habileté et leur dynamisme³⁴ ». Ailleurs, il est vrai, dans un autre essai du même recueil, il reconnaît l'existence de « transactions frauduleuses avec les paysans » ; « il est juste de souligner que le commerce des Juifs est gros de duperies et que le revendeur, le cabaretier et l'usurier juifs exploitent une population misérable, surtout dans les campagnes » ; « face à un propriétaire, le paysan tient ferme sur ses prix, mais il se montre étonnamment souple et confiant quand il a affaire à un Juif, surtout si ce dernier tient en réserve une bouteille de vodka... Le paysan se voit souvent conduit à vendre au Juif son blé à vil prix³⁵ ». Néanmoins, à cette vérité crue, criante, interpellante, Orchanski cherche des circonstances atténuantes. Or ce mal qui ronge la volonté des paysans, comment le justifier ?...

34. I. Orchanski, *Evrei v Rossii* (Les Juifs en Russie, essais et études), fasc. 1, Saint-Pétersbourg, 1872, pp. 192-195, 200-207.

35. *Ibidem*, pp. 114-116, 124-125.



Du fait de son insistante énergie, Nicolas I^{er}, tout au long de son règne, n'a pas connu que des insuccès dans ses efforts pour transformer la vie juive sous ses différents aspects.

Il en a été ainsi de l'agriculture juive.

Le « Règlement sur les obligations du recrutement et sur le service militaire des Juifs », daté de 1827, stipulait que les agriculteurs juifs « transférés... » sur des parcelles privées étaient libérés, ainsi que leurs enfants, de l'obligation de fournir des recrues pour une durée de cinquante ans (exemption courant à partir du moment où ils commenceraient effectivement « à s'adonner aux travaux agricoles »). Dès que ce règlement fut rendu public, il revint dans les colonies plus de Juifs qui s'en étaient absentés de leur propre chef que de Juifs portés absents³⁶.

En 1829 fut publiée une réglementation plus élaborée et détaillée concernant les cultivateurs juifs : elle prévoyait leur accès à la classe des bourgeois à condition que toutes leurs dettes fussent acquittées ; l'autorisation de s'absenter jusqu'à trois mois pour rechercher un gagne-pain pendant les périodes où la terre ne requerrait pas leurs bras ; des sanctions contre ceux qui s'absenteraient sans autorisation, et des récompenses pour les chefs d'exploitations agricoles qui se distingueraient. V. Nikitine reconnaît : « À comparer les sévères contraintes imposées aux agriculteurs juifs, "mais assorties de droits et de privilèges exclusivement accordés aux Juifs", et celles visant les autres classes imposables, force est de constater que le gouvernement traitait les Juifs avec une grande bienveillance³⁷. »

Et voilà que, de 1829 à 1833, « les Juifs travaillent la terre avec zèle, le sort les récompense par de bonnes récoltes, ils sont satisfaits des autorités, et réciproquement, et la prospérité générale n'est entachée que par des incidents fortuits, sans grande importance ». Après la guerre avec la Turquie – 1829 –, « les arriérés d'impôts sont entièrement remis aux résidents juifs comme à tous les colons... pour "avoir souffert du passage des armées". » Mais, selon le rapport du comité de surveillance, « la mauvaise récolte de 1833

36. Nikitine*, pp. 168-169, 171.

37. *Ibidem*, pp. 179-181.

fit qu'il fut impossible de retenir [les Juifs] dans les colonies, elle permit à beaucoup de ceux qui n'avaient ni l'envie ni le courage de s'adonner aux travaux agricoles de ne plus rien semer, ou presque rien, de se débarrasser du bétail, de s'en aller vaquer de-ci, de-là, de réclamer des subventions et de ne pas acquitter les redevances ». En 1834, on en vit plus d'une fois « vendre le grain qu'ils avaient reçu, et abattre le bétail », ce que firent aussi ceux qui n'y étaient pas poussés par la nécessité ; les Juifs écopiaient de mauvaises récoltes plus souvent que les autres paysans, car, hormis des semis insuffisants, ils travaillaient la terre sans méthode, à contretemps, ce qui était dû à « l'habitude, transmise de génération en génération, de pratiquer des métiers faciles, à l'incurie et à la négligence dans la surveillance du bétail³⁸ ».

On aurait pu croire que trois décennies d'expériences malheureuses dans la mise en place d'une agriculture juive (comparée à l'expérience universelle) suffiraient au gouvernement pour renoncer à ces tentatives aussi vaines que dispendieuses. Mais non ! Les rapports réitératifs ne parvenaient-ils pas jusqu'à Nicolas I^{er} ? Ou étaient-ils enjolivés par les ministres ? Ou bien l'inusable énergie et l'irréfragable espoir du souverain le poussaient-ils à renouveler sans cesse ces tentatives ?

Toujours est-il que, dans le nouveau Règlement sur les Juifs daté de 1835 et approuvé par l'Empereur (fruit du travail du « Comité des directeurs »), l'agriculture juive n'est nullement mise au rancart, mais, au contraire, élargie : « organiser la vie des Juifs selon des règles qui leur permettraient de gagner convenablement leur vie en pratiquant l'agriculture et l'industrie, en dispensant progressivement de l'instruction à leur jeunesse, ce qui les empêcherait de s'adonner à l'oisiveté ou à des occupations illicites ». Si, auparavant, on exigeait de la communauté juive qu'elle versât préalablement 400 roubles par foyer, désormais « chaque Juif était autorisé à se faire agriculteur à tout moment, tous les arriérés d'impôts lui étaient aussitôt remis, ainsi qu'à sa communauté » ; on leur accordait le droit de recevoir des terres de l'État en usufruit sans limite de temps (mais dans le périmètre de la Zone de résidence), d'y acquérir des parcelles, de les vendre, de les louer. Ceux qui devenaient agriculteurs étaient exemptés de la capitation pendant vingt-cinq ans,

38. *Ibidem**, pp. 185-186, 190-191.

de l'impôt foncier pendant dix ans, de recrutement pendant cinquante ans. À rebours, aucun Juif « ne pouvait être contraint de se faire agriculteur ». « Les industries et métiers pratiqués dans le cadre de la vie villageoise leur étaient également autorisés³⁹. »

(Cent cinquante ans se sont écoulés. Oublieux du passé, un physicien juif éminent et des plus éclairés formule sa vision de la vie juive d'alors en ces termes : « Une zone de résidence couplée à l'interdiction (!) de pratiquer l'agriculture⁴⁰. » L'historien et penseur M. Guerschenson use quant à lui d'une formulation plus générale : « L'agriculture est interdite au Juif par l'esprit de son peuple car, en s'attachant à la terre, l'homme prend plus facilement racine en un lieu déterminé⁴¹. »)

L'influent ministre des Finances Kankrine proposa de mettre à la disposition de l'agriculture juive les terres désertes de Sibérie ; Nicolas donna son aval à ce projet à la fin de cette même année 1835. On proposait d'attribuer aux colons juifs « jusqu'à 15 hectares de bonne terre par individu mâle », avec outils et bêtes de somme facturés au Trésor, et de payer les frais de transport, y compris la nourriture. Il semble que des Juifs pauvres, chargés de familles nombreuses, furent tentés d'entreprendre ce voyage de Sibérie. Mais, cette fois, les *kehalim* étaient partagés dans leurs calculs : ces Juifs pauvres leur étaient en effet nécessaires pour satisfaire les besoins du recrutement (en lieu et place des familles riches) ; on leur cachait que les arriérés leur étaient tous remis et on exigeait qu'ils s'en acquittassent au préalable. Mais le gouvernement se ravisa à son tour, craignant les difficultés d'un transfert aussi lointain et que, sur place, les Juifs, manquant d'exemples de savoir-faire et d'amour du travail, ne reprissent leur « négoce stérile, reposant essentiellement sur des opérations malhonnêtes qui ont déjà fait tant de mal dans les provinces occidentales de l'empire », leurs « occupations d'aubergistes consistant à ruiner les habitants en satisfaisant à bon compte leur penchant pour la

39. Niktine*, pp. 193-197.

40. E. Gliner, Stikhiia s tchelovetcheskim litsom ? (L'élément à visage humain ?), in « Vremia i my » (Revue internationale de littérature et de problèmes sociaux), New York, 1993, n° 122, p. 133.

41. M. Guerschenson, Soudby evreïskogo naroda (Les destinées du peuple juif), in 22, revue littéraire et politique de l'intelligentsia juive émigrée d'URSS en Israël, Tel-Aviv, n° 19, 1981, p. 111.

boisson », etc. En 1837, on mit donc fin au transfert en Sibérie sans que les raisons en fussent rendues publiques⁴².

La même année, l'inspection estimait qu'en Nouvelle Russie « les parcelles réservées aux colons juifs contenaient un terreau noir de la meilleure qualité, qu'elles étaient "parfaitement appropriées à la culture des céréales, que les steppes étaient excellentes pour la production de foin et l'élevage" » (les autorités locales, elles, contestaient cette appréciation)⁴³.

Toujours en cette même année 1837 fut créé un ministère des Biens publics avec, à sa tête, le comte P. Kissilev, auquel on confia (mesure de transition destinée à préparer l'abolition du servage) le soin de « protéger les cultivateurs libres » (les paysans de la Couronne) – on en recensait 7 millions et demi –, et aussi, partant, les agriculteurs juifs – mais on n'en dénombrait que 3 000 à 5 000 familles, soit « une goutte d'eau dans la mer, rapportées au nombre des paysans de la Couronne ». Néanmoins, sitôt créé, ce ministère reçut de nombreuses requêtes et récriminations de toutes sortes émanant de Juifs. « Six mois après, il devint évident qu'il serait nécessaire d'accorder aux seuls Juifs tant d'attention que les tâches principales du ministère en pâtiraient⁴⁴ ». En 1840, cependant, Kissilev fut également nommé président d'un comité nouvellement créé (le sixième⁴⁵) « pour déterminer les mesures à prendre aux fins de réorganiser la vie des Juifs en Russie », tant et si bien qu'il s'attela aussi au problème juif.

En 1839, Kissilev fit adopter par le Conseil d'État une loi autorisant à se faire cultivateurs (à condition que ce fût avec toute leur famille) les Juifs figurant sur les listes d'attente du recrutement, ce qui – privilège de taille – les en dispensait. En 1844, « un règlement plus détaillé encore concernant les cultivateurs juifs » leur donnait – y compris dans la Zone de résidence – le droit d'employer pendant trois ans des chrétiens, censés leur apprendre à bien gérer une exploitation agricole. En 1840, « de nombreux Juifs vinrent en Nouvelle Russie soi-disant à leurs propres frais (ils produisaient sur place des « attestations » comme quoi ils en avaient eu les moyens), en fait, ils ne possédaient rien et faisaient savoir dès les premiers

42. Nikitine, pp. 197-199, 202-205, 209, 216.

43. *Ibidem*, pp. 229-230.

44. *Ibidem*, pp. 232-234.

45. EJ, t. 9, pp. 488-489.

jours que « leurs ressources étaient épuisées » ; « on dénombra jusqu'à 1 800 familles de ce genre, dont plusieurs centaines ne possédaient ni papiers ni quelque preuve que ce fût indiquant d'où elles venaient et comment elles s'étaient retrouvées en Nouvelle Russie » ; et « il ne cessait d'en rapplicher, qui suppliaient qu'on ne les laissât pas croupir dans leur misère ». Kissilev ordonna de les accueillir en prélevant sur les sommes dévolues aux « colons en général, sans distinction d'ethnie ». Autrement dit, il leur vint en aide bien au-delà des montants prévus. En 1847, on édicta des « ordonnances additionnelles » destinées à faciliter aux Juifs le passage à la condition d'agriculteurs⁴⁶.

Par le truchement de son ministère, Kissilev eut l'ambition d'instituer des colonies modèles puis, par là, « de procéder éventuellement à une installation de ce peuple sur une vaste échelle » : l'une après l'autre, il fit aménager à cet effet, dans la province de Iékatérinoslav, des colonies sur des sols fertiles, bien irrigués par des rivières et des ruisseaux, avec d'excellentes pâtures et des champs à foin, espérant beaucoup que les nouveaux colons profiteraient de la remarquable expérience déjà acquise par les colons allemands (mais, comme il fut difficile de trouver parmi ceux-ci des volontaires pour venir s'installer au milieu des colonies juives, on décida de les y employer en tant que salariés). Des crédits nouveaux étaient sans cesse octroyés à ces futures colonies modèles ; tous les arriérés leur étaient remis. Dans la seconde année de leur installation, on exigeait des familles juives qu'elles eussent à tout le moins un potager et un hectare ensemencé, puis qu'elles assurassent une lente progression de la surface ensemencée au fil des ans. Dans la mesure où elles n'avaient aucune expérience en matière de sélection du bétail, on en confiait le soin aux curateurs. Kissilev chercha à faciliter les conditions de déplacement des familles (accompagnées d'un petit nombre de journaliers) et à trouver les moyens de dispenser à un certain contingent de colons une formation agronomique spécialisée. Mais, dans certaines familles, on était encore bien loin de se soucier d'agronomie : par grands froids, on ne sortait même pas nourrir les bêtes – si bien qu'on dut les équiper de longs cabans à capuche⁴⁷ !

46. Nikitine, pp. 239, 260-263, 267, 355, 358.

47. *Ibidem*, pp. 269, 277, 282, 300, 309, 329-330, 346, 358, 367, 389-391, 436-443, 467.

Entre-temps, le flux de Juifs migrant vers l'agriculture ne tarissait pas, et ce, d'autant moins que les provinces occidentales souffraient alors de mauvaises récoltes. On expédiait souvent des familles qui ne comptaient pas en leur sein le nombre nécessaire d'hommes capables de travailler, « les *kehalim* envoyaient de force miséreux et invalides, retenaient les riches et les bien portants pour avoir la possibilité de mieux répondre aux collectes, de payer les redevances et d'entretenir par là leurs institutions ». « Pour prévenir l'afflux d'un grand nombre de miséreux exsangues », le ministère dut exiger des gouverneurs des provinces occidentales un contrôle rigoureux des départs – mais, sur place, on se hâta de faire partir des contingents sans même attendre qu'on eût fait savoir si les gîtes étaient prêts ; de surcroît, on retenait les crédits alloués aux partants, ce qui compromettait parfois une année entière de travaux agricoles. Dans la province de Lékatérinoslav, on n'eut même pas le temps de distribuer les terres aux volontaires : 250 familles repartirent de leur propre chef pour Odessa où elles s'installèrent⁴⁸.

Toutefois, les rapports de divers inspecteurs en provenance d'endroits différents se fondent en une seule voix : « En se pliant à cette extrémité, [les Juifs] pourraient faire de bons, voire d'excellents agriculteurs, mais ils mettent à profit la première occasion pour abandonner la charrue, sacrifier leurs exploitations et s'en revenir au maquignonage et à leurs occupations favorites. » « Pour le Juif, le travail numéro un, c'est l'industrie, fût-ce la plus humble, d'une totale insignifiance, mais à condition qu'elle procure la plus grande marge de profit... Leur état d'esprit fondamentalement industriel ne trouvait aucune satisfaction dans la paisible vie du cultivateur », « ne créait pas chez eux le moindre désir de s'adonner à l'agriculture ; ce qui les attirait là-bas, c'étaient en premier lieu l'abondance de terres, la rareté de la population juive, la proximité des frontières, le commerce et une industrie lucrative, sans oublier les franchises qui les exemptaient des redevances et de la conscription ». Ils ne seraient astreints, pensaient-ils, qu'à l'aménagement de leurs maisons ; quant aux terres, ils espéraient « les donner en location à un tarif appréciable, pour s'occuper eux-mêmes, comme par le passé, de commerce et d'industrie ». (C'est ce qu'ils déclaraient en toute naïveté aux inspecteurs.) Et « c'est

48. *Ibidem*, pp. 309, 314, 354-359, 364-369.

avec un dégoût total qu'ils s'attelaient au travail de la terre ». En outre, « les règles religieuses... n'avantageaient pas les cultivateurs juifs », elles les forçaient à de longues périodes d'inactivité comme, par exemple, lors des semis printaniers, la longue fête de la Pâque ; en septembre, celle des Tabernacles durait quatorze jours « au moment où sont nécessaires des travaux agricoles intensifs comme la préparation des sols et les semailles, bien que, si l'on "en croit l'opinion de Juifs cultivés qui méritent toute confiance, l'Écriture n'exige, lors des fêtes, qu'une stricte observance durant les premiers et derniers deux jours". Par ailleurs, les chefs spirituels, sur les lieux de peuplement juif (il y avait parfois jusqu'à deux maisons de prière, l'une pour les orthodoxes – ou *mitnagdes* –, l'autre pour les *hassidim*), entretenaient chez leurs fidèles l'idée qu'en qualité de peuple élu ils n'étaient pas destinés au dur labeur de l'agriculteur, qui est le lot amer des *goyim* ». « Ils se levaient tard, consacraient une heure entière à la prière et s'en allaient travailler quand le soleil était déjà haut dans le ciel » – à quoi s'ajoutait le sabbat, repos du vendredi soir jusqu'au dimanche matin⁴⁹.

À partir d'un point de vue juif, I. Orchanski arrive en fait à des conclusions analogues à celles des inspecteurs : « Affermer une exploitation et y employer des travailleurs salariés... rencontre plus de sympathie chez les Juifs que le passage à tous égards difficile du maquignonnage au labeur agricole... On note une tendance de plus en plus affirmée des Juifs se livrant à une activité rurale à l'exercer en premier lieu en affermant des terres et en les exploitant grâce au concours de travailleurs salariés. » En Nouvelle Russie, les échecs de l'agriculture juive résultent « de leur manque d'acoutumance au travail physique et des profits qu'ils retirent de métiers urbains dans le sud de la Russie ». Mais de souligner aussi le fait que, dans une colonie donnée, les Juifs « avaient construit de leurs propres mains une synagogue », et qu'en d'autres ils entretenaient « de leurs propres mains » des potagers⁵⁰.

Les nombreux comptes rendus des inspecteurs s'accordaient néanmoins pour dire qu'en ces années 40 et dans ces colonies « modèles », comme par le passé, « le niveau de vie des colons, leurs activités, leur entreprises étaient bien en retard par rapport à

49. Nikitine*, pp. 280-285, 307, 420-421, 434, 451, 548.

50. Orchanski, pp. 176, 182, 185, 191-192.

ceux des paysans de la Couronne ou des propriétaires terriens ». Dans la province de Kherson, en 1845, chez les colons juifs, « les exploitations sont dans un état vraiment peu satisfaisant, la plupart des ces colons sont très pauvres : il redoutent les travaux de la terre, peu d'entre eux la cultivent convenablement ; aussi, même par années de bonnes récoltes, ils n'obtiennent que de faibles rendements » ; « dans les parcelles, le sol est à peine remué », femmes et enfants ne travaillent guère la terre et « un lot de 30 hectares suffit à peine à la subsistance quotidienne ». « L'exemple des colons allemands n'est suivi que par un nombre infime de résidents juifs ; la plupart d'entre eux "montrent une aversion patente" pour l'agriculture et "se plient aux exigences des autorités uniquement pour recevoir ensuite un passeport qui leur permette de s'en aller..." ». Ils laissent beaucoup de terrains en jachère, ne travaillent la terre que par endroits, selon le bon vouloir de chacun... Ils traitent le bétail avec trop de négligence... harassent les chevaux jusqu'à les crever, les nourrissent peu, surtout les jours de sabbat » ; ils traitent les vaches délicates de race allemande à n'importe quelle heure de la journée, si bien qu'elles ne donnent plus de lait. « On avait fourni gratuitement aux Juifs des arbres fruitiers, "mais ils n'ont pas su planter de vergers". On avait bâti à l'avance pour eux des maisons – certaines étaient "élégantes, bien sèches et chaudes, solides" ; en d'autres endroits, elles avaient été mal construites et avaient coûté fort cher, mais, même là où elles avaient été édifiées de façon fiable, avec des matériaux de bonne qualité..., l'incurie des Juifs, leur incapacité à garder leurs gîtes en bon état... les avaient conduits à un état de dégradation tel qu'on ne pouvait plus les habiter sans opérer des réparations urgentes » ; ils étaient envahis par l'humidité qui entraînait leur délabrement et favorisait les maladies ; de nombreuses maisons se trouvaient à l'abandon, d'autres étaient occupées par plusieurs familles à la fois "sans qu'il y eût de liens de parenté entre elles, et, compte tenu du caractère impétueux de ce peuple et de sa propension aux querelles", pareille cohabitation donnait lieu à d'interminables plaintes⁵¹. »

Les responsabilités dans l'impréparation à cette grande migration incombent à l'évidence aux deux parties : mauvaise coordination et retards dans les actes de l'administration ; ça et là, l'aménagement

51. *Nikitine**, pp. 259, 280, 283, 286, 301, 304-305, 321, 402-403, 416-419, 610.

des habitations, mal surveillé, laissait à désirer, donnant lieu à maints abus et gaspillages. (Ce qui entraîna la mutation de plusieurs responsables et la mise en jugement de certains d'entre eux.) Mais, dans les villages juifs, les anciens renâclaient également à contrôler efficacement les insoucians dont l'exploitation et l'outillage se dégradaient ; d'où la nomination de surveillants choisis parmi des sous-officiers à la retraite que les Juifs saoulaient et amadouaient par des pots-de-vin. D'où aussi l'impossibilité de prélever sur les colons les redevances, soit pour cause d'indigence – « dans chaque communauté, il ne subsistait qu'une dizaine d'exploitants tout juste capables de s'en acquitter pour eux-mêmes » – soit à cause « du penchant naturel des Juifs à se soustraire à leur paiement » ; au fil des années, les arriérés ne faisaient d'ailleurs qu'augmenter et on les leur remettait à nouveau sans exiger le moindre remboursement. Pour chaque jour d'absence sans autorisation, le colon ne payait que 1 kopeck, ce qui ne lui pesait guère, et il le compensait aisément par ses gains en ville. (À titre de comparaison : dans les villages, les *melamed* recevaient de 3 000 à 10 000 roubles par an ; parallèlement aux *melamed*, on avait cherché à introduire dans les colonies, en sus du maniement de la langue juive, les premiers rudiments d'un enseignement général à base de russe et d'arithmétique, mais les « gens simples » n'avaient guère « confiance dans les institutions scolaires fondées par le gouvernement⁵² ».)

« Il devenait de plus en plus incontestable que les “colonies modèles” si ardemment souhaitées par Kissilev n'étaient guère qu'un rêve » ; mais, tout en freinant (1849) l'envoi de nouvelles familles, il ne perdit pas espoir et affirmait encore en 1852 dans une de ses résolutions : « Plus une affaire est ardue, plus il faut montrer de fermeté et ne pas se laisser décourager par les premiers insuccès. » Jusqu'alors, le curateur n'était pas le véritable chef de la colonie, « il lui arrivait d'essuyer moqueries et insolences de la part des colons qui comprenaient fort bien qu'il n'avait sur eux aucun pouvoir » ; il n'était en droit que de leur prodiguer des conseils. Plus d'une fois, dans l'exaspération suscitée par les échecs, on avait proposé des projets qui auraient consisté à dispenser aux colons des leçons obligatoires de telle sorte qu'ils les missent en pratique dans un délai de deux ou trois jours, avec

52. *Ibidem**, pp. 290, 301, 321-325, 349, 399, 408, 420-421, 475, 596.

vérification des résultats ; de les priver de la libre disposition de leur terre ; de supprimer radicalement les autorisations d'absence ; et même d'introduire des châtiments : jusqu'à trente coups de fouet la première fois, le double en cas de récidive, puis la prison, et, selon la gravité de l'infraction, l'enrôlement dans l'armée. (Nikitine affirme que ce projet d'instruction, dès qu'il fut connu, « exerça sur les cultivateurs juifs une terreur telle... qu'ils redoublèrent d'efforts..., s'empressèrent de se procurer du bétail, de se munir d'instruments agricoles... et firent preuve d'un zèle étonnant dans les travaux des champs et le soin apporté à leur maison ». Mais Kissilev donna son aval à un projet édulcoré (1853) : « Les leçons doivent correspondre parfaitement aux capacités et à l'expérience de ceux auxquels elles sont destinées » ; l'instructeur chargé de l'organisation des travaux agricoles ne peut s'en écarter que dans le sens d'un allègement des tâches ; pour la première infraction, aucun châtiment, pour la deuxième et la troisième, dix à vingt coups de fouet, pas plus. (L'enrôlement dans l'armée n'a jamais été appliqué, « nul... n'a jamais été fait soldat pour ses manquements au travail » ; puis, en 1860, cette loi fut définitivement abrogée⁵³.)

N'oublions pas qu'on était encore à l'époque du servage. Mais, un demi-siècle après les consciencieuses tentatives du gouvernement pour amener les Juifs à fournir un travail productif sur des terres vierges, commençaient à se profiler les contours des villages d'Arakhtchév*.

On s'étonne que le pouvoir impérial n'ait pas compris, à ce stade, la stérilité des mesures prises, le caractère désespéré de toute cette entreprise de retour à la terre.

Au reste, on n'en avait pas encore fini...



Après l'introduction du service militaire obligatoire, des bruits alarmants se répandirent parmi la population juive, annonçant une nouvelle et terrible législation préparée tout spécialement par le

53. *Ibidem**, p. 350-351, 382-385, 390, 425, 547, 679.

* Comte Alexis Arakhtchév (1769-1834), favori d'Alexandre I^{er}, créateur des « colonies militaires » qui devaient héberger les soldats avec leurs familles et se substituer aux garnisons.

« Comité juif ». Mais en 1835 finit par être promulgué un Règlement général concernant les Juifs (destiné à se substituer à celui de 1804), et, comme le note discrètement l'*Encyclopédie juive*, « il n'imposa pas aux Juifs de nouvelles limitations⁵⁴ ». Si l'on veut en savoir plus : ce nouveau Règlement « conservait aux Juifs le droit d'acquérir toutes sortes de biens immobiliers à l'exclusion des domaines habités, de mener toutes sortes de commerce sur un pied d'égalité avec les autres sujets russes, mais uniquement dans les limites de la Zone de résidence⁵⁵ ». Ce Règlement de 1835 confirmait la protection de tous les droits reconnus à la confession juive, introduisait pour les rabbins des distinctions, leur conférant les droits accordés aux marchands de la première guilde* ; instituait un âge raisonnable pour convoler (18 et 16 ans) ; adoptait des mesures pour que l'habit juif ne diffère point trop et ne coupe pas les Juifs de la population environnante ; orientait les Juifs vers des moyens de gagner leur vie par un travail productif (il n'interdisait que le commerce des spiritueux à crédit ou gagés sur des effets domestiques), autorisait toutes sortes d'activités industrielles (y compris le fermage de distilleries). Avoir des chrétiens à son service n'était interdit que pour des emplois réguliers, mais autorisé « pour des travaux de courte durée » (sans que les délais fussent précisés) et « pour les travaux dans les fabriques et usines », ainsi qu'« à titre d'aide dans les travaux des champs, jardins et potagers⁵⁶ », ce qui sonnait comme une dérision par rapport à l'idée même d'« agriculture juive ». Le Règlement de 1835 appelait la jeunesse juive à s'instruire ; il ne limitait nullement l'inscription des Juifs dans les écoles secondaires ni à l'université⁵⁷. Les Juifs qui avaient reçu le grade de docteur dans quelque discipline que ce soit, une fois reconnus (non sans formalités) leurs qualités éminentes, recevaient le droit d'entrer au service de l'État. (Les médecins juifs jouissaient

54. EJ, t. 12, p. 695.

55. M. Kovalevski, *Ravnopravie evreev i ego vragi* (L'égalité des droits des Juifs et ses ennemis), in *Schit : literatournyj sbornik* (Recueil littéraire), sous la dir. de L. Andréev, M. Gorki et F. Sologoub, 3^e éd. augmentée, Moscou, Société russe pour l'étude de la vie juive, 1916, p. 117.

56. EJ, t. 11, p. 494.

57. Kovalevski, in *Schit*, p. 117.

* La classe des marchands avait été divisée en 1742 en trois guildes selon le capital déclaré ; en 1863, cette classification fut réduite à deux guildes.

déjà de ce droit.) En ce qui concerne l'administration locale, le Règlement abrogeait les limitations antérieures : désormais, les Juifs pouvaient occuper des fonctions dans les doumas locales, les magistratures et les municipalités, « aux mêmes conditions que si l'on élisait à ces fonctions des membres d'autres confessions », (Il est vrai, certaines autorités locales, en particulier en Lituanie, élevèrent des objections à cette disposition : dans certaines circonstances, le maire doit mener ses administrés à l'église – comment un Juif pourrait-il le faire ? ou encore un Juif peut-il siéger parmi les juges alors que le serment est prêté sur la croix ? Face à ces fortes réticences, un décret de 1836 stipula que dans les provinces occidentales les Juifs ne pourraient occuper dans la magistrature et les municipalités qu'un tiers des postes⁵⁸.) Enfin, pour ce qui est de l'épineux problème économique inhérent à la contrebande aux frontières, si nuisible aux intérêts de l'État, le Règlement autorisa à y rester les Juifs qui y résidaient déjà, mais interdit toute installation nouvelle⁵⁹.

Pour un État qui maintenait encore des millions de ses sujets dans le servage, tout ce qui vient d'être mentionné pouvait ne pas apparaître comme un système de cruelles contraintes.

Lors de l'examen du Règlement devant le Conseil d'État, les discussions portèrent sur la possibilité de laisser aux Juifs libre accès aux provinces intérieures de la Grande Russie, et les opinions exprimées à ce sujet furent aussi nombreuses que diverses. Certains avancèrent que, « pour admettre les Juifs à s'installer dans les provinces centrales, il fallait qu'ils pussent justifier de qualités morales déterminées et d'un niveau d'instruction suffisant » ; d'autres répliquèrent que « les Juifs peuvent être d'une grande utilité grâce à leur activité commerciale et industrielle, et qu'on ne peut prévenir la concurrence par l'interdiction faite à qui que ce soit de résider et d'exercer le commerce » ; « il faut poser le problème... sans ambages : les Juifs peuvent-ils être tolérés dans ce pays ? Si l'on considère qu'ils ne peuvent pas l'être, alors il faut tous les en chasser » plutôt que de « laisser cette catégorie au sein de la nation dans une situation susceptible d'engendrer continuellement chez eux mécontentement et grogne ». Et « s'il faut tolérer

58. *Hessen**, t. 2, pp. 50-52, 105-106.

59. EJ, t. 12, p. 599.

leur présence dans ce pays, alors il importe de les affranchir de toutes limitations mises à leurs droits⁶⁰ ».

Par ailleurs, les « privilèges archaïques polonais (abandonnés par l'État russe dès le règne de Catherine) qui accordaient aux communautés urbaines la faculté d'introduire pour les Juifs des limitations concernant leur droit de résidence » refirent leur apparition avec une nouvelle acuité à Vilnius d'abord, puis à Kiev. À Vilnius, les Juifs se virent interdire de s'installer dans certains quartiers de la ville. À Kiev, les marchands locaux s'indignèrent que « les Juifs, au grand dam de tout un chacun, fassent commerce et affaires entre les murs des monastères de Petchersk*..., qu'ils accaparent à Petchersk tous les établissements commerciaux » et excluent « les chrétiens du commerce » ; ils poussèrent le gouverneur général à obtenir l'interdiction (1827) « aux Juifs de vivre en permanence à Kiev... Seules quelques catégories d'individus pourront s'y rendre pour un temps déterminé ». « Comme toujours en pareilles circonstances, le gouvernement fut contraint de repousser à plusieurs reprises les délais fixés pour leur expulsion ». Les discussions remontèrent jusqu'au « Comité directorial », divisèrent en deux camps égaux le Conseil d'État, mais, aux termes du Règlement de 1835, Nicolas confirma l'expulsion des Juifs de Kiev. Cependant, peu de temps après, « certaines catégories de Juifs furent à nouveau autorisées à résider temporairement à Kiev ». (Mais pourquoi les Juifs étaient-ils si chanceux dans la concurrence commerciale ? Souvent, ils vendaient à des prix inférieurs à ceux des chrétiens, se contentant d'« un bénéfice moindre » que celui qu'exigeaient les chrétiens ; mais, dans certains cas, leur marchandise était réputée provenir de la contrebande. Le gouverneur de Kiev, qui avait pris la défense des Juifs, remarquait que « si les chrétiens voulaient bien s'en donner la peine, ils pourraient évincer les Juifs sans ces mesures de contrainte⁶¹ ».) Ainsi, « en Biélorussie, les Juifs n'avaient le droit de résider que dans les villes ; en Petite Russie, ils pouvaient vivre partout, à l'exception de Kiev et de certains villages ; en Nouvelle Russie, dans tous les lieux habités à

60. *Hessen*, t. 2, pp. 47-48.

61. *Ibidem*, pp. 40-42.

* Ou « des Grottes » : ensemble de monastères dont l'origine remonte au milieu du XI^e siècle et qui existe encore de nos jours.

l'exception de Nikolaïev et Sébastopol⁶² », ports militaires d'où les Juifs avaient été bannis pour raisons touchant à la sécurité de l'État.

« Le Règlement de 1835 permit aux marchands et aux manufacturiers [juifs] de participer aux principales foires des provinces de l'intérieur afin d'y faire temporairement commerce, et leur accorda le droit de vendre certaines marchandises hors de la Zone de résidence⁶³. » De même les artisans n'étaient-ils pas tout à fait privés d'accès aux provinces centrales, ne fût-ce qu'à titre temporaire. D'après le Règlement de 1827, « les autorités des provinces extérieures à la Zone de résidence avaient le droit d'autoriser les Juifs à y séjourner durant six mois⁶⁴ ». Hessen précise : le Règlement de 1835 « et des lois ultérieures élargirent quelque peu pour les Juifs la possibilité de vivre temporairement hors de la Zone de résidence », d'autant plus que les autorités locales fermaient les yeux « quand les Juifs outrepassaient les interdits⁶⁵ ». Ce que confirme Leskov dans une note qu'il rédigea à la demande du comité gouvernemental : « Dans les années 40 », les Juifs « firent leur apparition dans les villages de Grande Russie appartenant aux grands propriétaires afin d'y proposer leurs services... Tout au long de l'année, ils rendaient des visites opportunes "aux seigneurs de leur connaissance" » dans les provinces voisines de Grande Russie, et partout commerçaient et abattaient de la besogne. « Non seulement on ne chassait pas le Juif, mais on le retenait. » « Habituellement, les gens accueillaient et donnaient refuge aux artisans juifs... ; partout les autorités locales les traitaient avec bienveillance, car, pour eux comme pour les autres habitants, les Juifs offraient d'importants avantages⁶⁶. » « Avec le concours des chrétiens qui y étaient intéressés, les Juifs enfreignaient les arrêtés limitatifs. Et les autorités étaient à leur tour incitées à déroger aux lois... On dut se résoudre, dans les provinces de Russie centrale, à fixer des amendes à infliger aux propriétaires qui laissaient les Juifs s'installer chez eux⁶⁷. »

C'est ainsi que, conduites notamment par des considérations conservatrices (plus spécifiquement religieuses) à ne pas vouloir de

62. PEJ, t. 7, p. 318.

63. EJ, t. 14, p. 944.

64. *Ibidem*, t. 11, p. 332.

65. Hessen, t. 2, pp. 46, 48.

66. Leskov, pp. 45-48.

67. Hessen, t. 2, p. 49.

fusion entre chrétiens et Juifs, les autorités de l'État russe, face à la poussée économique qui attirait les Juifs au-delà de la Zone de résidence, n'arrivaient ni à prendre une décision claire, ni à l'appliquer nettement dans les faits. Quant au caractère dynamique et entreprenant des Juifs, il souffrait d'une trop grande concentration territoriale et d'une concurrence interne trop vive ; il était naturel pour lui de déborder aussi largement que possible. Comme le remarquait I. Orchanski : « Plus les Juifs sont disséminés dans la population chrétienne..., plus élevé est leur niveau de vie⁶⁸. »

Mais on aurait du mal à contester que, même dans son périmètre officiel, la Zone de résidence des Juifs en Russie était fort vaste : en sus de ce qui avait été reçu en héritage du dense regroupement juif de Pologne, aux provinces de Vilnius, Grodno, Kaunas, Vitobsk, Minsk, Mohilev, Volhynie, Podolsk et Kiev (cela, toujours en sus de la Pologne même et de la Courlande), on avait ajouté les vastes et fertiles provinces de Poltava, Iékatérinoslav, Tchernigov, Tauride, Kherson et Bessarabie, toutes ensemble plus grandes que n'importe quel État, voire groupe d'États européen. (Peu de temps après, de 1804 au milieu des années 30, on y avait encore ajouté les riches provinces d'Astrakhan et du Caucase, mais les Juifs ne s'y installèrent guère ; encore en 1824, dans celle d'Astrakhan, « aucun Juif n'était inscrit comme imposable⁶⁹ ».) Cela faisait donc quinze provinces à l'intérieur de la zone, contre trente et une pour la « Russie profonde ». Et rares celles qui étaient plus peuplées que les provinces de Russie centrale. Quant à la part des Juifs dans la population, elle ne dépassait pas celle des musulmans dans les provinces de l'Oural ou de la Volga. Aussi la densité des Juifs dans la Zone de résidence ne résultait-elle pas de leur nombre, mais bien plutôt de l'uniformité de leurs occupations. Ce n'est que dans l'immense Russie qu'une telle zone pouvait paraître exiguë.

On nous objectera que l'étendue de cette zone était illusoire : on en excluait tous les espaces extérieurs aux villes et autres agglomérations. Mais ces espaces étaient des surfaces agricoles ou destinées à l'agriculture, et on a vu que celle-ci, accessible aux Juifs, ne les attirait pas ; tout leur problème était plutôt : comment se servir de

68. *Orchanski*, p. 30.

69. *EJ*, t. 3, p. 359.

ces espaces pour le commerce de l'eau-de-vie. Ce qui était une déviation.

Et si l'important massif juif ne s'était déplacé de l'étroite Pologne vers la vaste Russie, le concept même de Zone de résidence n'aurait jamais vu le jour. Dans l'étroite Pologne, les Juifs auraient vécu densément entassés, dans une plus grande indigence, croissant rapidement sans se livrer à aucun travail productif, 80 % de la population pratiquant le petit commerce et le métier d'intermédiaires.

En tout état de cause, nulle part on n'avait créé dans les villes russes de *ghettos* obligatoires pour les Juifs comme on en connaissait encore çà et là en Europe. (Si ce n'est le faubourg de Glébovo, à Moscou, pour ceux qui s'y rendaient en visiteurs.)

Si l'on veut bien se rappeler une fois de plus que cette zone coexista pendant trois quarts de siècle avec le servage auquel était soumise la majorité de la population rurale russe, alors, par comparaison, le poids de ces limitations à la liberté d'aller et venir pouvait ne plus apparaître plus sous des couleurs trop sombres. Dans l'Empire russe, de nombreux peuples vivaient par millions entiers dans une forte densité à l'intérieur de leurs régions respectives. Dans les frontières d'un État multinational, les peuples vivent souvent de façon compacte en entités plus ou moins séparées. Ainsi en était-il par exemple des Karaïmes et des Juifs « des montagnes », ces derniers ayant la liberté de choisir leur lieu de résidence mais ne l'utilisant guère. Aucune comparaison possible avec les limitations territoriales, les « réserves » imposées par des colonisateurs venus d'ailleurs (anglo-saxons ou espagnols) aux populations de souche des pays conquis.

C'est précisément l'absence, chez les Juifs, d'un territoire national, vu le dynamisme dont ils faisaient preuve dans leurs déplacements, leur haut sens pratique, leur zèle dans la sphère économique, qui promettait de se transformer à bref délai en un important facteur d'influence sur la vie du pays tout entier. On peut dire que c'est le besoin de la diaspora juive d'accéder à toutes les fonctions existantes, d'une part, et, de l'autre, la crainte d'un débordement de leur activité qui alimentèrent les mesures limitatives prises par le gouvernement russe.

Oui, les Juifs de Russie se sont dans leur ensemble détournés de l'agriculture. Dans l'artisanat, ils se faisaient de préférence

tailleurs, cordonniers, horlogers, joailliers. Cependant, malgré les contraintes imposées par la zone, leur activité productive ne se limitait pas à ces menus métiers.

L'*Encyclopédie juive* publiée avant la révolution écrit que, pour les Juifs, avant le développement de l'industrie lourde, « le plus important était le commerce de l'argent ; peu importe que le Juif intervienne en qualité d'usurier-prêteur sur gages ou de changeur, de fermier des revenus publics ou privés, de tenancier ou d'affermataire – primordialement, il s'occupait d'opérations financières ». Car, même à l'époque de l'économie primaire en Russie, « la demande d'argent se faisait déjà sentir dans des proportions sans cesse croissantes⁷⁰ ». De là le transfert de capitaux juifs dans l'industrie pour qu'ils y travaillent. Déjà, sous Alexandre I^{er}, on avait pris des dispositions énergiques pour favoriser la participation des Juifs à l'industrie, en particulier dans la draperie. « Celle-ci a joué par la suite un rôle important dans l'accumulation de capitaux entre les mains des Juifs », puis ceux-ci « n'ont pas manqué d'utiliser successivement ces capitaux dans les fabriques et usines, dans l'industrie extractive, les transports et la banque. C'est ainsi qu'a commencé la formation d'une moyenne et grande bourgeoisie juive⁷¹ ». Le Règlement de 1835 « prévoyait également des privilèges pour les fabricants juifs⁷² ».

Vers les années 40 du xix^e siècle, l'industrie sucrière connut un grand développement dans les provinces du Sud-Ouest. Les capitalistes juifs commencèrent par accorder des subsides aux raffineries appartenant aux propriétaires fonciers, puis ils se chargèrent de leur administration, puis ils en devinrent propriétaires, et enfin ils construisirent leurs propres usines. En Ukraine et en Nouvelle Russie s'affirmèrent ainsi de puissants « rois du sucre », entre autres Lazare et Lev Brodski. « La plupart de ces sucriers juifs avaient débuté dans la distillerie d'eau-de-vie... ou comme tenanciers de cabarets ». Pareille situation se retrouvait dans la minoterie⁷³.

Sur l'instant, aucun contemporain ne comprit ni ne se soucia de prévoir quelle puissance matérielle d'abord, spirituelle ensuite,

70. EJ, t. 13, p. 646.

71. J. M. *Dijour*, *Evrei v ekonomitcheskoj žizni Rossii* (Les Juifs dans la vie économique russe), in LMJR-1, pp. 164-165.

72. EJ, t. 15, p. 153.

73. *Dijour*, in PEJ-1, pp. 165-168.

s'amorçait là. Bien entendu, Nicolas I^{er} fut le premier à ne pas voir, à ne pas comprendre. Il avait pour cela une trop haute opinion de la toute-puissance du pouvoir impérial et de l'efficacité des méthodes administratives de type militaire.

Mais il désirait opiniâtrement des succès dans l'instruction des Juifs afin que ces derniers pussent dépasser leur extranéité par rapport au reste de la population, en quoi il voyait un danger majeur. Dès 1831, il indiqua au « Comité des directeurs » qu'« au nombre des mesures susceptibles d'améliorer la situation des Juifs, il fallait prêter une attention particulière à les relever par l'instruction..., par la création de fabriques, l'interdiction des mariages trop précoces, une meilleure organisation des *kehalim*..., un changement dans les coutumes vestimentaires⁷⁴ ». Et en 1840, lors de la création du « Comité chargé de définir les mesures visant à une transformation radicale de la vie des Juifs en Russie », l'un des premiers buts envisagés par ce comité fut de « favoriser le développement moral de la nouvelle génération par la création d'écoles juives dans un esprit contraire à l'enseignement talmudique en vigueur⁷⁵ ».

Tous les Juifs progressistes de ce temps désiraient eux aussi des écoles dispensant un enseignement général (divisés, ils l'étaient seulement sur le point de savoir s'il fallait exclure totalement le Talmud du programme ou bien l'étudier dans les classes supérieures, « sous un éclairage scientifique, et ainsi débarrassé de tous les ajouts indésirables⁷⁶ »). Une école d'enseignement général qui venait d'être créée à Riga eut à sa tête un jeune diplômé de l'université de Munich, Max Liliental, qui aspirait à s'investir dans la « diffusion de l'instruction parmi les Juifs russes ». En 1840, il fut cordialement reçu à Pétersbourg par les ministres de l'Intérieur et de l'Éducation, et rédigea à l'intention du « Comité pour la transformation de la vie des Juifs » le projet d'un consistoire et d'un séminaire de théologie dans le but de former rabbins et maîtres « selon des fondements éthiques purs », par opposition « aux talmudistes encroûtés » ; toutefois, « avant l'acquisition des principes essentiels de la foi, il ne serait pas permis d'étudier les matières

74. *Hessen**, t. 2, p. 77.

75. *EJ*, t. 9, pp. 689-690 ; *Hessen*, t. 2, p. 81.

76. *Hessen*, t. 2, p. 83.

profanes ». Aussi le projet ministériel fut-il modifié : on augmenta le nombre d'heures consacrées à l'enseignement des matières juives⁷⁷. Liliental chercha aussi à persuader le gouvernement de prendre des mesures préventives contre les *hassidim*, mais sans succès : le pouvoir « désirait une union de façade entre les différents milieux sociaux juifs qui se faisaient la guerre⁷⁸ ». Liliental, qui avait mis au point son école de Riga « avec un succès époustouflant », fut invité par le ministère à visiter les provinces de la Zone de résidence afin de concourir, par des réunions publiques et des rencontres avec les personnalités juives, à l'œuvre d'éducation. Son voyage – extérieurement du moins – fut un grand succès ; en règle générale, il ne rencontra guère d'hostilité ouverte et semblait être parvenu à convaincre les milieux influents du monde juif. « Les ennemis... de la réforme... se devaient d'exprimer extérieurement leur approbation. » Mais l'opposition cachée était bien entendu très importante. Et quand la réforme scolaire finit par être appliquée, Liliental renonça à sa mission. En 1844, il partit inopinément pour les États-Unis pour ne plus revenir. « Son départ de Russie – peut-être une manière de fuite – reste entouré de mystère⁷⁹. »

Ainsi, sous Nicolas I^{er}, non seulement les autorités ne s'opposaient pas à l'assimilation des Juifs, mais elles y appelaient ; mais les masses juives, restées sous l'influence du *kahal*, craignant des mesures contraignantes dans le domaine religieux, ne s'y prêtèrent guère.

Il n'empêche que la réforme scolaire commença bel et bien en cette année 1844, en dépit de l'extrême résistance des dirigeants des *kehalim*. (Et bien qu'« en créant ces écoles juives on n'eût pas du tout en vue de réduire le nombre des Juifs dans les établissements d'enseignement général ; au contraire, on faisait bien remarquer que ceux-ci devaient, comme auparavant, être ouverts aux Juifs⁸⁰ ».) Deux sortes d'écoles publiques juives furent créées (« sur le modèle des écoles élémentaires juives en Autriche⁸¹ ») : de deux ans, correspondant aux écoles paroissiales russes, et de

77. *Ibidem*, p. 84 ; EJ, t. 13, p. 47.

78. *Hessen*, t. 2, pp. 85-86.

79. *Ibidem*, pp. 84, 86-87.

80. EJ, t. 13, pp. 47-48.

81. *Ibidem*, t. 3, p. 334.

quatre ans, correspondant aux écoles de district. Seules les disciplines juives y étaient enseignées par des pédagogues juifs (et en hébreu) ; les autres l'étaient par des enseignants russes. (Comme l'apprécia Lev Deitch, un révolutionnaire frénétique : « Le monstre couronné a donné l'ordre de leur [aux enfants juifs] apprendre le russe⁸² ».) Pendant de longues années, ces écoles furent dirigées par des chrétiens, et ne le furent par les Juifs que bien plus tard.

« Fidèle au judaïsme traditionnel, ayant appris ou subodoré l'objectif secret d'Ouvarov [ministre de l'Éducation], la majorité de la population juive voyait dans ces mesures gouvernementales en matière d'instruction un moyen de persécution comme les autres⁸³. » (Ledit Ouvarov qui, de son côté, cherchait à rapprocher les Juifs de la population chrétienne par l'éradication « des préjugés inspirés par les préceptes du Talmud », voulait exclure totalement celui-ci de l'enseignement, le considérant comme un recueil antichrétien⁸⁴). Continuant pendant de nombreuses années encore à se défier des autorités russes, la population juive se détournait de ces écoles et nourrissait à leur égard une vraie phobie : « De même que la population cherchait à échapper à la conscription, elle se défiait de ces écoles, craignant de laisser ses enfants dans ces foyers de "libre-pensée". » Les familles juives aisées envoyaient souvent dans les écoles publiques non pas leur propre progéniture, mais celle des milieux pauvres⁸⁵. C'est ainsi que fut confié à une école publique P. B. Axelrod* ; il passa ensuite au collège, puis lui échut son ample notoriété politique en tant que compagnon de lutte de Plekhanov et de Deitch au sein de la Libération du travail⁸⁶.) Si, en 1855, rien que les *heder* dûment enregistrés comptaient 70 000 enfants juifs, les écoles publiques des deux types n'en accueillaient que 3 200⁸⁷.

Cette peur face à l'enseignement public a longtemps perduré

82. L. Deitch, *Roľ evreev v rousskom revolioutsionnom dvijenii*, (Le rôle des Juifs dans le mouvement révolutionnaire russe), t. 1, 2^e éd., Moscou-Leningrad, GIZ, 1925, p. 11.

83. EJ, t. 9, p. 111.

84. *Hessen*, t. 2, p. 85.

85. *Ibidem*, p. 120.

86. *Deitch*, p. 12-13.

87. I. M. Trotski, *Les Juifs dans l'école russe*, in LMJR-1, pp. 351-354.

* Paul Axelrod (1850-1928), fondateur à Genève du tout petit groupe « Libération du travail », embryon du futur Parti social-démocrate russe, fondé en 1898.

dans les milieux juifs. L. Deitch se remémore ainsi les années 60, et non pas dans un trou perdu, mais à Kiev : « Je me souviens bien de ce temps où mes compatriotes considéraient comme un péché d'apprendre le russe » et ne toléraient son usage « que dans les relations avec les *goyim*⁸⁸ ». A. G. Sliosberg se souvient que, jusque dans les années 70, le fait d'entrer au collège était considéré comme une trahison de l'essence de la judaïté, l'uniforme de collégien étant signe d'apostasie. « Entre Juifs et chrétiens il y avait un abîme que ne pouvaient franchir que quelques rares Juifs, et uniquement dans les grandes villes où l'opinion publique juive ne paralysait pas trop la volonté de chacun⁸⁹. » La jeunesse attachée aux traditions juives n'aspirait pas à étudier dans les universités russes, bien que le diplôme de fin d'études, selon la loi sur le recrutement de 1827, dispensât à vie du service militaire. Toutefois, Hessen souligne que chez les Juifs russes appartenant « aux milieux les plus aisés », « le désir spontané d'intégrer... les écoles publiques allait en grandissant⁹⁰ ».

Il ajoute : dans les écoles publiques juives, « non seulement les surveillants chrétiens, mais la majorité des instituteurs juifs, qui enseignaient les disciplines juives en langue allemande, étaient bien loin d'être du niveau requis ». Aussi, « parallèlement à la création de ces écoles publiques, on décida d'organiser une école supérieure destinée à la formation des maîtres..., de former des rabbins mieux instruits, susceptibles d'agir dans un sens progressiste sur les masses juives. Des "écoles rabbiniques" de ce type furent fondées à Vilnius et à Jitomir (1847) ». « Malgré leurs défauts, ces écoles furent d'une certaine utilité », si l'on en croit le témoignage du libéral J. Hessen, « la génération montante se familiarisant avec la langue russe et sa grammaire⁹¹ ». Le révolutionnaire M. Krol est du même avis, tout en s'obligeant à condamner sans réserve le gouvernement : « Les lois de Nicolas I^{er} instituant les écoles publiques primaires et les écoles rabbiniques avaient beau être réactionnaires et hostiles aux Juifs, malgré tout, ces écoles, bon gré, mal gré, permettaient à un petit nombre d'enfants juifs de s'initier à l'enseignement profane. » Quant aux intellectuels « éclairés » (les

88. *Deitch*, p. 10.

89. *EJ*, t. 11, p. 713.

90. *Hessen*, t. 11, p. 112.

91. *Ibidem*, p. 121.

maskilim) et à ceux qui méprisaient désormais les « superstitions des masses », ils « n'avaient pas où aller », toujours selon Krol, et restaient des étrangers parmi les leurs. « Cette évolution n'en a pas moins joué un rôle énorme dans l'éveil spirituel des Juifs russes durant la seconde moitié du XIX^e siècle », même si les *maskilim*, désireux d'éclairer les masses juives, rencontraient « l'opposition féroce des croyants juifs fanatiques qui voyaient dans la science profane une aliénation au démon⁹² ».

En 1850 fut créée une espèce de superstructure : un institut de « Juifs savants », ainsi qu'un corps d'inspecteurs consultants auprès des responsables d'académies.

Ceux qui sortaient des écoles rabbiniques nouvellement créées occupèrent dès 1857 les fonctions de « rabbins publics » ; élus de mauvaise grâce par leur communauté, leur désignation était soumise à l'aval des autorités de leur province. Mais leur responsabilité resta d'ordre purement administratif : les communautés juives les considéraient comme des ignares dans les sciences hébraïques, et les rabbins traditionnels étaient maintenus à des qualités de « rabbins spirituels » authentiques⁹³. (De nombreux diplômés des écoles rabbiniques, « ne trouvant de postes, ni de rabbins ni d'instituteurs », poursuivaient leurs études à l'université⁹⁴, puis se faisaient médecins ou avocats.)

Nicolas 1^{er} ne relâchait cependant pas sa pression en vue de réglementer la vie interne de la communauté juive. Le *kahal*, qui possédait déjà un immense pouvoir sur la communauté, se renforça encore à partir du moment où fut introduite la conscription : lui échut le droit de « livrer au recrutement, à tout moment, tout Juif qui n'acquittait pas ses redevances, qui n'avait pas de domicile fixe ou commettait des écarts de conduite intolérables à la société juive », et il usait de ce droit au profit des riches. « Tout cela a nourri l'indignation des masses vis-à-vis des dirigeants des *kehalim* et devint l'une des causes de l'irréversible déclin du *kahal*. » Aussi, en 1844, les *kehalim* « furent partout dissous, et leurs fonctions transmises aux municipalités et aux

92. M. Krol, *Natsionalism i assimiatsia v evreiskoi istorii* (Le nationalisme et l'assimilation dans l'histoire juive), in MJ, p. 188.

93. PEJ, t. 4, p. 34 ; B. C. Dinour, *Religiosno-natsionalnyj oblik rousskogo evreïstva* (Le profil religieux et national des Juifs russes) in LMJR-1, p. 314.

94. Hessen, t. 2, p. 179.

mairies⁹⁵ » ; autrement dit, les communautés juives urbaines se retrouvèrent soumises à la législation uniforme de l'État. Mais cette réforme non plus ne fut pas menée à son terme : la collecte des sempiternels et évanescents arriérés, la levée des recrues furent à nouveau confiées à la communauté juive dont les « préposés au recrutement » et les collecteurs d'impôts se virent substituer aux anciens des *kehalim*. Quand aux registres des actes, et, partant, au décompte de la population, ils restèrent aux mains des rabbins.

Le gouvernement de Nicolas prit également position sur l'inextricable problème des collectes d'impôts internes aux communautés juives, en premier lieu celui dit de la « cassette » (impôt indirect sur la consommation de la viande casher). Une disposition de 1844 précisait qu'il fallait utiliser une partie du montant de cette collecte pour couvrir les arriérés publics de la communauté, financer l'organisation des écoles juives, distribuer des subsides aux Juifs qui se vouaient à l'agriculture⁹⁶. Mais surgit là encore un imhroglgio imprévu : bien que les Juifs « fussent assujettis à la capitation au même titre que les bourgeois chrétiens », c'est-à-dire à un impôt direct, « la population juive, grâce au montant de la "cassette", se trouvait dans une situation pour ainsi dire privilégiée pour s'acquitter de la redevance » ; en effet, désormais, « les Juifs, y compris des milieux les plus aisés, ne couvraient par des versements personnels qu'une partie insignifiante des impôts dus au fisc, en transformant le solde en arriérés », et ceux-ci ne cessaient de s'accumuler : vers le milieu des années 50, ils dépassaient les 8 millions de roubles. S'ensuivit alors un nouveau décret impérial dicté par l'exaspération : « pour chaque 2 000 roubles » d'arriérés nouveaux, « livrer au recrutement un adulte⁹⁷ ».

En 1844 fut entreprise une nouvelle et énergique tentative – de nouveau avortée – pour expulser les Juifs des villages.

Hessen écrit de façon imagée que, « dans les lois russes destinées à normaliser la vie des Juifs, on entend comme un cri de désespoir : malgré toute son autorité, le gouvernement ne parvient pas à extirper l'existence des Juifs des tréfonds de la vie russe⁹⁸ ».

Non, les dirigeants de la Russie n'avaient toujours pas pris

95. PEJ*, t. 4, pp. 20-21.

96. Hessen, t. 2, pp. 89-90.

97. EJ, t. 12, p. 640.

98. Hessen, t. 2, p. 19.

conscience de toute la pesanteur, voire de l'« inassimilabilité » de l'immense legs juif reçu en cadeau aux termes des successifs partages de la Pologne : que faire de cet ensemble intrinsèquement résistant et en rapide expansion dans le corps national russe ? Ils ne trouvaient pas de décisions sûres et étaient d'autant plus incapables de prévoir l'avenir. Les très énergiques mesures de Nicolas I^{er} déferlaient l'une après l'autre, mais la situation ne faisait, semblait-il, que se compliquer.

Un semblable échec, qui allait en s'amplifiant, poursuivit Nicolas I^{er} dans sa lutte contre la contrebande des Juifs aux frontières. En 1843, il enjoignit catégoriquement d'expulser tous les Juifs d'une zone-tampon de cinquante kilomètres de profondeur jouxtant l'Autriche et la Prusse, en dépit du fait qu'« à certaines douanes frontalières les marchands qui commerçaient étaient pratiquement tous juifs⁹⁹ ». La mesure édictée fut aussitôt corrigée par de nombreuses exemptions : d'abord fut accordé un délai de deux ans pour la vente des biens, puis cette durée fut prorogée. Une aide matérielle fut proposée aux expulsés pour leur nouvelle installation ; de surcroît, ils étaient exemptés pour cinq ans de toute redevance. Plusieurs années durant, le transfert ne fut même pas amorcé, et bientôt « le gouvernement de Nicolas I^{er} cessa d'insister sur l'expulsion des Juifs de cette bande frontalière de cinquante kilomètres, ce qui permit à une partie d'entre eux de rester là où ils résidaient¹⁰⁰ ».

C'est à cette occasion que Nicolas reçut un nouvel avertissement dont il ne mesura pas la portée ni les conséquences pour l'ensemble de la Russie : cette mesure redoutable, mais très partiellement appliquée, qui visait à chasser les Juifs de la zone frontalière, motivée par une contrebande qui avait pris une extension dangereuse pour l'État, avait suscité en Europe une indignation telle qu'on peut se demander si ce n'est pas elle qui brouilla drastiquement l'opinion publique européenne avec la Russie. C'est dire qu'il faut peut-être dater de ce décret particulier de 1843 le tout début de l'ère où le monde juif occidental, dans la défense de ses coreligionnaires en Russie, se mit à exercer une influence déterminante qui, dès lors, ne devait plus retomber.

99. *Hessen*, t. 1, p. 203.

100. *PEJ*, t. 7, p. 321.

L'une des manifestations de cette nouvelle attention fut l'arrivée en Russie, en 1846, de sir Moses Montefiore, porteur d'une lettre de recommandation de la reine Victoria le chargeant d'obtenir l'« amélioration du sort de la population juive » de Russie. Il se rendit dans plusieurs villes à forte densité juive ; puis, d'Angleterre, envoya, pour présentation à l'Empereur, une longue missive recommandant d'affranchir les Juifs de toute législation limitative, de leur accorder l'« égalité des droits avec tous les autres sujets » (à l'exception, bien sûr, des paysans serfs), « dans l'immédiat : abolir toutes contraintes dans l'exercice du droit de s'installer et de circuler entre les limites de la Zone de résidence », autoriser marchands et artisans à se rendre dans les provinces centrales, « permettre d'employer des chrétiens au service des Juifs..., rétablir le *kahal*...¹⁰¹ ».

Mais, tout à l'opposé, Nicolas ne relâcha pas sa détermination à mettre de l'ordre dans la vie des Juifs de Russie. Il ressemblait à Pierre le Grand dans sa résolution à structurer par décret tout l'État et toute la société d'après son plan, et à réduire la complexité de la société à des catégories simples, aisées à cerner, comme jadis Pierre « ébarbait » tout ce qui dérangeait la nette configuration des classes imposables.

Il s'agissait cette fois de différencier la population juive des villes – les *bourgeois*. Ce projet vit le jour en 1840 ; dès lors qu'on se proposait de dépasser la singularité nationale et religieuse des Juifs (les opinions de Levinson, Feiguine, Gueseanovski furent alors examinées), on s'évertua à « étudier la racine de leur isolement opiniâtre » par rapport « à l'ensemble de la société civile », « l'absence chez eux de tout travail productif », leur « pratique nuisible de menus métiers s'accompagnant de toutes sortes de fraudes et de ruses ». L'« oisiveté » de nombreux Juifs, les milieux gouvernementaux l'imputaient à « des habitudes invétérées » ; ils considéraient que « la masse juive aurait bien pu se trouver des gagne-pain, mais se refusait par tradition à exercer certains types d'emplois¹⁰² ».

Le comte Kissilev proposa à l'Empereur la mesure suivante : sans toucher aux marchands juifs, parfaitement bien installés, se

101. *Hessen*, t. 2, pp. 107-108.

102. *Ibidem**, pp. 79-80.

préoccuper des Juifs dits bourgeois, plus précisément les répartir en deux catégories : compter dans la première ceux qui bénéficient d'une sédentarité à toute épreuve et de biens, inclure dans la seconde ceux qui en sont dépourvus et leur fixer un délai de cinq ans pour se faire soit artisans dans des ateliers, soit cultivateurs. (On considérait comme artisan celui qui s'inscrivait pour toujours dans un atelier ; comme bourgeois sédentaire, celui qui s'était inscrit dans un atelier pour un certain temps¹⁰³.) Quant à ceux qui ne rempliraient pas ces conditions au bout du délai de cinq ans et resteraient confinés dans leur état antérieur, ils seraient considérés comme « inutiles » et assujettis à un service militaire et à une période de travail d'un type particulier : on les enrôlerait dans l'armée (à partir de 20 ans) en nombre trois fois plus élevé que ne le voulait la norme, non pour les vingt-cinq ans habituels de service militaire, mais pour seulement dix, et, pendant ce temps, « on les utiliserait dans l'armée de terre ou la marine en leur inculquant avant tout différents métiers pour en faire ensuite, avec leur accord, des artisans ou des cultivateurs », autrement dit, on leur dispenserait de force un enseignement professionnel. Mais le gouvernement ne disposait pas de fonds pour ce faire et envisageait d'utiliser l'impôt de la « cassette », la société juive ne pouvant qu'être intéressée par cet effort visant à réhabiliter ses membres par le travail¹⁰⁴.

En 1840, Nicolas I^{er} donna son aval au projet. (L'expression « Juifs inutiles » fut remplacée par « n'exerçant pas de travail productif ».) Toutes les mesures visant à transformer la vie des Juifs se réduisit à un arrêté unique prévoyant les étapes suivantes : 1) « régularisation de la collecte de la "cassette" et suppression du *kahal* » ; 2) création d'écoles d'enseignement général pour les Juifs ; 3) institution des « rabbins de province » ; 4) « installation des Juifs sur des terres appartenant à l'État » pour qu'ils s'occupent d'agriculture ; 5) catégorisation ; 6) interdiction de porter l'habit à longs pans. Kissilev pensait pour sa part introduire la catégorisation sociale dans un avenir assez éloigné ; Nicolas la plaça avant l'agriculture, laquelle, depuis un quart de siècle, n'avait cessé de constituer un échec¹⁰⁵.

103. EJ, t. 13, p. 439.

104. *Hessen**, t. 2, pp. 81-82.

105. *Ibidem*, pp. 82-83.

Toutefois, la catégorisation prévoyait un délai de cinq ans pour le choix des occupations, et la mesure elle-même ne fut annoncée qu'en 1846, si bien qu'elle ne pouvait entrer dans les faits qu'à partir de janvier 1852. (En 1843, le gouverneur général de Nouvelle Russie, le comte M. Vorontsov, s'éleva contre ladite mesure : il écrivit que les occupations « de cette classe nombreuse de marchands et d'intermédiaires étaient "décriées", que l'on avait rangé au nombre des éléments "inutiles" [80 %] de la population juive », ce qui revenait à dire que 80 % des Juifs s'adonnaient principalement au commerce. Vorontsov espérait que, vu les vastes potentialités économiques de la Nouvelle Russie, « on pourrait éviter toute mesure de contrainte » ; il n'estimait pas nécessaire d'expulser les Juifs des villages, mais pensait qu'il suffisait d'intensifier leur instruction. Il avertissait que la catégorisation susciterait vraisemblablement l'indignation en Europe¹⁰⁶.)

Échaudé par la façon dont l'Europe avait réagi à la tentative d'expulser les Juifs de la zone frontalière, le gouvernement russe rédigea en 1846 un communiqué circonstancié sur la nouvelle mesure : en Pologne, les Juifs n'avaient ni la citoyenneté, ni le droit de posséder des biens immeubles, et devaient donc se limiter à pratiquer le petit commerce et la vente d'alcool ; incorporés à la Russie, ils ont vu les limites de leur résidence élargies, ils ont reçu les droits civiques, l'accès à la classe des marchands dans les villes, le droit de posséder de l'immobilier, celui d'entrer dans la catégorie des agriculteurs, le droit à l'instruction, y compris l'accès à l'université et aux académies¹⁰⁷.

Il faut le reconnaître, les Juifs ont bel et bien reçu tous ces droits dès les premières décennies de leur présence dans la fameuse « prison des peuples ». Il n'empêche : un siècle plus tard, dans un recueil rédigé par des auteurs juifs, on trouve l'appréciation suivante : « Lors de l'annexion à la Russie des provinces polonaises avec leur population juive, des *promesses* furent faites, relatives aux droits, et des *tentatives* pour les réaliser [l'italique est de moi, A. S. ; lesdites promesses furent tenues, et les tentatives ne furent pas sans succès]. Mais, à la même époque, on avait commencé les expulsions massives hors des villages [en effet, elles avaient été

106. *Ibidem*, pp. 100-103.

107. *Ibidem*, p. 103.

esquissées, mais sans être jamais effectives], procédé à une double imposition [qui ne fut pas prélevée de façon systématique, pour être ensuite abandonnée] et à l'institution de la Zone de résidence¹⁰⁸ » [nous avons vu que les frontières de cette zone avaient été initialement un héritage géographique]. Si l'on pense que cette façon d'exposer l'histoire est objective, alors on n'accédera jamais à la vérité.

Mais, malheureusement, soulignait ensuite le communiqué gouvernemental de 1846, les Juifs n'ont pas profité de bon nombre de ces mesures : « Se défiant constamment d'une intégration à la société civile dans laquelle ils vivent, ils ont gardé pour la plupart leur ancien mode de vie, profitant du travail des autres, ce qui, de tous côtés, entraîne légitimement les plaintes des habitants. » « Aussi, dans le hut [d'élever le niveau de vie des Juifs]..., il importe de les délivrer de leur dépendance vis-à-vis des anciens de la communauté, héritiers des ex-dirigeants du *kahal*, de diffuser dans la population juive l'instruction et des connaissances pratiques, de créer des écoles juives d'enseignement général, de fournir les moyens pour leur passage à l'agriculture, d'estomper les différences vestimentaires » qui indisposent à l'encontre de nombreux Juifs. Quant au gouvernement, « il s'estime en droit d'espérer que les Juifs abandonneront toutes leurs façons de vivre répréhensibles et se tourneront vers un travail réellement productif et utile ». Seuls ceux qui s'y refuseront feront l'objet de « mesures incitatives en tant qu'éléments parasites pesant sur la société et lui nuisant¹⁰⁹ ».

Dans sa réponse à ce texte, Montefiore condamna la catégorisation en insistant sur le fait que tout le malheur venait des limitations imposées à la libre circulation des Juifs et à leur commerce. Nicolas rétorqua que si le passage des Juifs à un travail productif était couronné de succès, le temps, « de lui-même, adoucira progressivement ces limitations¹¹⁰ ». Il comptait sur la possibilité d'une rééducation par le travail... Tenu en échec ici, là et ailleurs dans ses efforts pour transformer le mode de vie des Juifs, il eut l'ambition de briser le repli des Juifs sur eux-mêmes et de résoudre le problème de leur intégration à la population environnante par

108. *Dinour*, in LMJR-1, p. 319.

109. *Hessen**, t. 2, pp. 103-104.

110. *Ibidem*, pp. 107-110.

le travail, et le problème du travail par une conscription drastiquement renforcée.

La réduction pour les Juifs de la durée du service militaire (de 25 à 10 ans) et l'intention de les doter d'une formation professionnelle ne se voyaient guère ; ce qui était perçu concrètement, c'était la levée des recrues, désormais proportionnellement trois fois plus nombreuses que chez les chrétiens : « Dix recrues par an pour mille habitants mâles, et pour les chrétiens sept recrues pour mille une fois tous les deux ans¹¹¹ ».

Face à ce renforcement de la levée des recrues, davantage de gens cherchèrent à y échapper. Ceux qui étaient désignés pour la conscription se cachaient. En guise de représailles, à la fin de 1850, un arrêté stipula que toute recrue non livrée dans les délais devait être compensée par trois recrues supplémentaires en sus de la défaillante ! Désormais, les communautés juives étaient intéressées à *capturer* les fuyards ou à leur substituer des innocents. (En 1853 fut édicté un « arrêté permettant aux communautés juives et à de simples particuliers de présenter en qualité de recrue tout individu pris sans papiers ».) On vit apparaître au sein des communautés juives des « preneurs » ou des « rafleurs » rémunérés qui capturaient leurs « prises¹¹² » ; à la remise de ceux qui ne répondaient pas à l'appel, ou qui portaient des passeports périmés – même s'ils venaient d'une autre province –, ou des adolescents sans famille, ils recevaient un reçu de la communauté qui avait usé de leurs services.

Mais tout cela ne suffisait pas à compenser les recrues manquantes. Et, en 1852, on ajouta deux nouveaux arrêtés : le premier prévoyait, pour chaque recrue fournie en sus du quota imposé, de dégrever la communauté de 300 roubles d'arriérés¹¹³ ; le second « interdisait le recel des Juifs qui se soustrairaient au service militaire et exigeait que fussent sévèrement punis ceux qui avaient fui la conscription, d'imposer des amendes aux communautés qui les avaient cachés, et, à la place des recrues manquantes, d'enrôler leurs proches ou les dirigeants des communautés responsables de la livraison des recrues dans les délais réglementaires. Cherchant par

111. PEJ, t. 4, p. 75.

112. EJ, t. 9, p. 243.

113. Hessen, t. 2, p. 115.

tous les moyens à échapper au recrutement, de nombreux Juifs s'enfuyaient à l'étranger ou s'en allaient dans d'autres provinces¹¹⁴ ».

Dès lors, le recrutement donna lieu à une véritable bacchanale : les « rafleurs » se firent de plus en plus acharnés ; au contraire, les hommes en bonne santé et capables de travailler se carapatèrent, se planquèrent, et les arriérés des communautés ne firent qu'augmenter. La partie sédentaire et productive émit protestations et requêtes ; si le recrutement se met à frapper dans une mesure égale les « éléments utiles » et ceux qui n'exercent pas de travail productif, alors les vagabonds trouveront toujours moyen de se cacher et tout le poids du recrutement tombera sur les « utiles », ce qui répandra parmi eux le désordre et la ruine¹¹⁵.

Les débordements administratifs rendirent criante l'absurdité de la situation du fait des difficultés qui s'ensuivirent ; on s'interrogea par exemple sur les différents types d'activité : sont-ils « utiles » ou pas ? Ce qui mit en ébullition les ministères pétersbourgeois¹¹⁶. Le Conseil d'État demanda qu'on retardât la catégorisation sociale tant que ne seraient pas élaborés les règlements des ateliers. L'Empereur, lui, ne voulait pas attendre. En 1851 furent publiées les « Règles provisoires de catégorisation des Juifs » ; en 1852, « des règles particulières pour les ateliers juifs », visant à les conforter. La population juive manifestait une vive inquiétude, mais, selon le témoignage du gouverneur général de la région du Sud-Ouest, elle ne croyait plus que cette catégorisation allait entrer en vigueur¹¹⁷.

Et, de fait, « ... elle n'eut pas lieu ; la population juive ne fut pas répartie en catégories¹¹⁸ ». En 1855, Nicolas I^{er} mourut subitement, et la catégorisation fut abandonnée pour toujours.

Tout au long des années 1850-1855, le souverain avait dans l'ensemble fait preuve d'un orgueil et d'une assurance passant toute limite, accumulant de grossières bévues qui nous entraînèrent stupidement dans la guerre de Crimée face à une coalition d'États, avant de trépasser subitement alors que le conflit faisait rage.

La mort soudaine de l'Empereur sauva les Juifs d'une situation

114. PEJ, t. 7, p. 323.

115. *Hessen*, t. 2, pp. 114-118.

116. *Ibidem*, p. 112.

117. EJ, t. 13, p. 274.

118. *Hessen*, t. 2, p. 118.

difficile, tout comme ils allaient être sauvés, un siècle plus tard, par la mort de Staline.

Ainsi s'achevaient les six premières décennies de présence massive des Juifs en Russie. Il faut reconnaître que ni leur niveau ni leur manque de lucidité ne préparaient les autorités russes d'alors à affronter un problème aussi enraciné, aussi noueux, aussi complexe. Mais apposer sur ces dirigeants russes l'estampille « persécuteurs des Juifs » revient à déformer leurs intentions et à majorer leurs possibilités.

Chapitre 4

À L'ÉPOQUE DES RÉFORMES

Au moment où Alexandre II accéda au trône, le problème paysan était plus que mûr depuis un siècle et exigeait impérieusement une solution. Mais il apparut subitement qu'il n'était pas moins urgent d'en trouver une au problème juif, moins ancien que le vieux et cruel système du servage, et qu'on avait pu estimer de moindre importance pour le pays. (Pourtant, désormais, tout au long du XIX^e siècle, et à la douma d'État jusqu'en 1917, ces deux problèmes, juif et paysan, apparaîtront liés, vont rivaliser et entrelacer leurs destinées concurrentes.)

En outre, Alexandre II avait reçu le trône alors que le pays était empêtré dans la dure guerre de Crimée contre une Europe occidentale coalisée, et dans l'incertitude d'une décision difficile à prendre – tenir bon ou se rendre.

Dès son intronisation, « des voix se firent entendre pour la défense de la population juive » et, quelques semaines plus tard, l'Empereur prit la décision de « mettre sur un pied d'égalité les Juifs avec le reste de la population pour la conscription et de cesser de recruter des mineurs ». (Peu de temps après, le projet d'une « division en catégories » des Juifs bourgeois fut abandonné ; autrement dit, « toutes les classes de la population juive allaient désormais être égales devant la conscription¹ ».) Décision confirmée dans le Manifeste du couronnement de 1856 : « Une recrue juive, pour être admise, doit être de même âge que les autres et répondre aux critères définis pour les recrues d'autres conditions, et la

1. EJ, pp. 373-374.

conscription des Juifs d'âge mineur doit être abandonnée². » On supprima alors définitivement l'institution des cantonistes militaires, si bien que les Juifs, parmi eux, qui n'avaient pas atteint 20 ans, même s'ils avaient été déjà faits soldats, furent rendus à leurs parents. Les gradés subalternes qui avaient accompli toute la durée de leur service militaire recevaient avec leurs descendants le droit de résidence sur tout le territoire de l'Empire russe. (Ils s'établissaient là où ils avaient achevé leur service militaire et, résidents désormais permanents, y devinrent souvent fondateurs de communautés juives³. Dérision de l'Histoire ou en guise de châtement historique : les descendants sédentarisés de ces cantonistes ont gratifié la Russie et la dynastie des Romanov de Jacob Sverdlov⁴ !)

Le même Manifeste de 1856 remettait aux habitants juifs « tous les arriérés [fort importants] de la redevance » pour les années passées. (« Mais, dès les cinq années suivantes, les nouveaux arriérés s'élevèrent à 22 % de la redevance due⁵. »)

Plus globalement, Alexandre II exprima son intention de résoudre le problème juif, pour l'essentiel, dans un sens favorable. La façon de le poser changea du tout au tout. Sous Nicolas I^{er}, le gouvernement s'était en premier lieu donné pour tâche de transformer le mode de vie des Juifs en l'assouplissant progressivement par le travail productif et l'instruction, pour arriver ensuite à la levée des limitations administratives ; alors que, sous Alexandre II, au contraire, le gouvernement commença par lever rapidement contraintes et limitations sans trop chercher quelles étaient éventuellement les causes profondes de l'isolement des Juifs, dans l'espoir que tous les autres problèmes se résoudraient d'eux-mêmes ; il entama donc son action « avec l'intention d'intégrer ce peuple à la population de souche », comme il est dit dans l'ordonnance impériale de 1856⁶.

À cet effet, on créa un nouveau « Comité pour l'organisation de la

2. *Ibidem**, t. 3, p. 163.

3. *Ibidem*, t. 11, p. 698 ; J. Hessen, *Istoria evreiskogo naroda v Rossii** (Histoire du peuple juif en Russie) en 2 vol, t. 2, L., 1927, p. 160.

4. PEJ, p. 79.

5. Hessen, t. 2, p. 183.

6. M. Kovalevski, *Ravnopravie evreev i ego vrugi* (L'égalité des Juifs et ses adversaires), in Schitz (Le boucher), recueil littéraire sous la direction de L. Andréev, M. Gorki, T. Sologoub, 2^e éd. augm., M. 1916, Société russe pour l'étude de la vie juive, pp. 117-118.

vie des Juifs » (le septième voué aux affaires juives, mais nullement le dernier). Son président, derechef le comte Kissilev, déclara dans son rapport à l'Empereur que le but – « assimiler les Juifs au reste de la population » – « était entravé par diverses limitations adoptées à titre temporaire et qui, par rapport aux lois générales, recèlent de nombreuses contradictions et font naître la perplexité » ; à quoi l'Empereur répondit en ordonnant de « revoir toutes les réglementations existantes concernant les Juifs afin de les mettre en accord avec l'intention générale d'assimiler les Juifs à la population de souche dans la mesure où leur état moral le permettra » (il visait par là « le fanatisme et la nocivité économique qu'on leur prête⁷ »).

Non, ce n'est pas pour rien que vécurent en Russie et Herzen avec sa *Cloche**, et Biéliniski**, et Granovski, et Gogol (car lui aussi, sans poursuivre un but identique, avait agi dans le même sens qu'eux). Sous l'écorée du règne austère de Nicolas, le besoin de réformes décisives n'avait cessé de grandir, de même que les forces et les hommes pour les réaliser, et, chose étonnante, les hauts dignitaires éclairés de l'État furent plus sensibles à ces nouveaux projets que les membres (non fonctionnaires) de l'élite cultivée. L'impact sur le problème juif fut immédiat. Et les ministres de l'Intérieur (Lanskoï d'abord, puis Valouev) et les gouverneurs généraux des régions de l'Ouest et du Sud-Ouest ne cessèrent de soumettre leurs réflexions au souverain qui les accueillait avec un vif intérêt. « Le gouvernement, de sa propre initiative, avec le soutien de l'Empereur », apporta des améliorations partielles au statut juridique des Juifs⁸, à quoi s'ajoutèrent les autres réformes libératrices concernant autant les Juifs que le reste de la population.

En 1858, le gouverneur général de Nouvelle Russie, Stroganov, proposa d'accorder immédiatement, d'un seul tenant, tous les droits aux Juifs, mais le Comité, placé maintenant sous la présidence de Bloudov, hésita, ne se montra pas prêt à faire sienne une telle mesure ; en 1859, il fit remarquer que « si les Juifs

7. EJ, t. 1, pp. 812-813.

8. *Ibidem*, p. 108.

* Alexandre Herzen (1812-1870), écrivain et publiciste russe, choisit d'émigrer en 1847 en Angleterre où il publia la revue *Kotokol* (La Cloche) qui, bien qu'interdite, exerça une grande influence en Russie.

** Vissarion Biéliniski (1811-1848), critique littéraire et publiciste russe, d'abord romantique, puis proche du socialisme utopique.

d'Europe occidentale, dès la première invite de leur gouvernement, envoyèrent leurs enfants dans les écoles communes et se tournèrent d'eux-mêmes vers des occupations utiles, le gouvernement russe, lui, doit lutter avec les préjugés et le fanatisme des Juifs », et c'est pourquoi « accorder des droits égaux aux Juifs ne peut se faire que progressivement, au fur et à mesure de la diffusion d'une instruction véritable parmi eux, des changements dans leur mode de vie et de l'orientation de leur activité vers des occupations utiles⁹ ».

Le Comité vit alors se déployer divers arguments hostiles à l'égalisation des droits : le problème débattu est moins juif que russe ; il serait imprudent de procéder à une égalisation totale avant que ne s'élève le niveau d'éducation et de culture de la population russe dont la masse inculte ne saura résister à la poussée économique d'un monde juif soudé ; les Juifs ne cherchent pas du tout à s'intégrer aux citoyens de ce pays, mais à bénéficier de tous les droits civils tout en conservant leurs particularismes et un caractère monolithique que l'on n'observe pas chez les Russes.

Cependant, ces voix n'eurent aucune influence. Les limitations qui frappaient les Juifs tombèrent les unes après les autres. En 1859, on abrogea l'interdit de 1835 qui ne permettait pas aux Juifs d'affermir ou administrer les domaines de propriétaires terriens qui étaient par ailleurs habités. (Donc, de ce fait, l'interdiction de disposer de paysans – il est vrai qu'auparavant, « dans des cas isolés, cette interdiction... était secrètement transgressée ». Mais, après 1861, les terres restées aux mains des propriétaires ne purent plus être considérées comme « habitées ».) Cette modification avait pour but de « permettre aux propriétaires de faire plus facilement et ouvertement appel à l'aide des Juifs » en raison de la dégradation économique des domaines, mais aussi « pour élargir tant soit peu aux Juifs le champ par trop étroit de leur sphère d'activité ». Désormais, les Juifs pouvaient affermer ces terres et s'y établir, mais non pas en devenir propriétaires¹⁰. Précisément, dans la région du Sud-Ouest, « des capitaux importants, susceptibles d'être affectés à l'achat de terres, s'étaient concentrés entre les mains de certains Juifs..., mais les Juifs refusaient de confier leurs capitaux [aux propriétaires terriens] en les gageant sur les domaines, dès

9. *Ibidem*, pp. 814-815 ; J. Hessen*, t. 2, pp. 147-148.

10. Hessen, t. 2, p. 163.

lors qu'en cas de besoin ils ne pouvaient les acquérir ». Bientôt, cependant, dans les limites de la Zone de résidence, les Juifs reçurent également le droit d'acheter des terres aux propriétaires¹¹.

Avec le développement des chemins de fer et du trafic fluvial, l'une des activités juives, celle des auberges et des relais de poste, se trouva en déclin. De même les nouveaux tarifs douaniers, plus libéraux, diminuèrent drastiquement les « profits nés de l'industrie de la contrebande¹² ».

En 1861 fut abrogée l'interdiction faite aux Juifs d'affermir certains revenus des domaines. Mais en cette même année 1861 fut abandonné le système des fermages publics et celui de l'eau-de-vie. Ce fut un coup très rude pour la grosse entreprise juive ; « fermier et entrepreneur, chez les Juifs, sont des mots synonymes de richard » ; désormais, écrit Orchanski, « on ne pouvait plus qu'avoir la nostalgie du temps de la guerre de Crimée, quand les entrepreneurs, moyennant quelques accommodements avec leur conscience et, dans certaines sphères, une curieuse notion de l'intérêt public, empochaient des millions » ; « des milliers de Juifs vivaient et gagnaient bien leur vie sous les ailes bénies des fermages » – et voici que, désormais, l'intérêt général prévalait, si bien que ces entreprises devinrent moins lucratives. Le « commerce de l'alcool » se fit lui aussi « bien moins rentable... qu'à l'époque du système des fermages¹³ ».

Quand, dans la production d'eau-de-vie, le système de l'accise* se substitua progressivement à celui du fermage, les Juifs ne connurent aucune limitation particulière et purent pratiquer la vente d'alcool et le fermage de distilleries sur leurs lieux de résidence aux conditions générales¹⁴. Ils profitèrent abondamment du droit de fermage et d'acquisition tout au long des vingt années qui suivirent ; aux alentours des années 80, selon les provinces de la

11. *Ibidem*, p. 164.

12. *Ibidem*, pp. 161-162.

13. I. Orchanski, *Evrei v Rossii : otcherki i issledovania*, (les Juifs en Russie. Essais et études), recueil 1, Saint-Petersbourg, 1872, pp. 10-11.

14. V. N. Nikitine, *Evrei zemledeltsy : Istoricheskoe, zakonodatelnoe, administrativnoe i bytovoe polozenie kolonij so vremeni ikh vzniknovenia do nachikh dneï, 1807-1887* (Les Juifs agriculteurs : situation historique, législative, administrative, pratique des colonies depuis leurs origines jusqu'à nos jours), Saint-Petersbourg, 1887, p. 557.

* Impôt indirect frappant certains produits de consommation, notamment les boissons alcoolisées.

Zone de résidence, les Juifs possédaient de 32 % à 76 % des distilleries, et presque toutes revêtaient la « dimension d'une grosse entreprise¹⁵ ». Dans la région du Sud-Ouest, en 1872, les Juifs affermaient 89 % des distilleries¹⁶. Dès 1863, on avait autorisé aux Juifs de se livrer à la distillation en Sibérie occidentale et orientale (car « les plus remarquables spécialistes dans le domaine de la distillation se trouvent presque exclusivement parmi les Juifs »), et, à partir de 1865, les distillateurs juifs se virent accorder le droit d'habiter le lieu de leur choix¹⁷.

Pour ce qui concerne le commerce d'alcool dans les campagnes, rappelons que, vers le début des années 80, le tiers de la population juive de la « zone » vivait dans les campagnes, à deux ou trois familles par village¹⁸, vestiges de leur activité d'aubergistes. En 1870, un communiqué officiel du gouvernement souligna que « le commerce d'alcool dans la région de l'Ouest s'est exclusivement concentré entre les mains des Juifs, et que les abus qu'on rencontre dans ces établissements dépassent les limites du tolérable¹⁹ ».

L'on exigea alors des Juifs qu'ils ne se livrassent au commerce d'eau-de-vie *que sous leur propre toit*. Sliosberg explique le sens de cette exigence : dans les villages de la Petite Russie, c'est-à-dire hors des structures héritées de la Pologne, les propriétaires fonciers n'avaient pas le droit de se livrer au commerce de spiritueux ; partant, les Juifs ne pouvaient le leur racheter. Mais les Juifs ne pouvaient pas non plus leur acheter la moindre parcelle de terre ; aussi prenaient-ils à bail les maisons des paysans et s'y livraient-ils au commerce de la vodka. Quand ce type de commerce, à partir de maisons qui n'étaient pas les leurs, leur fut interdit, cette prohibition fut souvent contournée par un commerce sous « prête-nom » : une patente fictive pour le débit de boissons était délivrée à un chrétien tandis que le Juif ne figurait chez lui que comme locataire²⁰.

Pareillement, l'« article pénal » (comme l'appelle l'*Encyclopédie juive*), c'est-à-dire la sanction accompagnant l'interdiction faite aux

15. EJ, t. 5, pp. 610-611.

16. *Ibidem*, t. 13, p. 663.

17. *Ibidem**, t. 5, p. 622.

18. I. Larine, *Evrei i antisemitizm v SSSR* (Les Juifs et l'antisémitisme en URSS), M.-L., 1929, p. 49.

19. Orchanski, p. 193.

20. G. B. Sliosberg, *Dela minourvchikh dneï : zapiski rousskogo evreia* (Événements du temps passé : carnets d'un Juif russe), en 3 vol., Paris, 1933-1934, t. 1, p. 95.

Juifs d'utiliser des chrétiens à leur service personnel, fut abrogé en 1865 comme « incompatible avec l'esprit général des mesures de tolérance adoptées ». Du coup, « de nombreuses familles juives..., dès la fin des années 60, recoururent aux services de chrétiens²¹ ».

Voici malheureusement un trait caractéristique de l'histoire juive en Russie : si, hier, pour arracher un droit quelconque, on a concentré sur lui toute son attention et livré pour lui un combat exclusif, et qu'aujourd'hui ce droit est obtenu, on ne le considère plus désormais que comme une vétille. On a ainsi beaucoup glosé sur la « double redevance » due par les Juifs, comme si elle avait existé depuis des siècles, alors qu'elle ne fut imposée que l'espace de quelques années, sans avoir d'ailleurs été réellement collectée. Le Règlement de 1835 qui, en son temps, avait été accueilli avec grand soulagement par les Juifs est appelé chez Doubnov, aux confins du ^{xx}e siècle, la « charte de l'illégalité ». Dans les années 60, encore sujet fidèle, par manque de maturité, sans doute, le futur révolutionnaire Lev Deitch avait l'impression que l'administration « n'appliquait pas rigoureusement certaines limitations relatives... aux droits des Juifs », mais « fermait les yeux sur... leurs violations » ; « dans les années 60, les Juifs, somme toute, ne vivaient pas mal du tout..., je n'avais jamais remarqué que mes contemporains juifs se fussent sentis opprimés ou mis à l'écart » par leurs camarades chrétiens²². Mais, en révolutionnaire digne de ce nom, il se reprend et estime les « adoucissements » accordés aux Juifs sous Alexandre I^{er} « au fond d'insignifiants », sans omettre les poncifs du genre « les crimes d'Alexandre II » – un souverain que, cependant, à son avis, il ne convenait pas d'assassiner²³. Enfin, du milieu du ^{xx}e siècle, voici comment on voit déjà les choses : tout au long du ^{xix}e, on a créé des comités et des commissions pour revoir les limitations apportées aux droits des Juifs, « et on en est arrivé à la conclusion que les limitations existantes n'atteignaient pas leur but et devaient être... abrogées... Mais aucun projet élaboré par ces comités... n'est entré en application²⁴ ».

21. EJ*, t. 11, p. 495.

22. L. Deitch, *Rôl evreev v rousskom revolioutsiionnom dvijenii* (Le rôle des Juifs dans le mouvement révolutionnaire russe), t. 1, 2^e éd., M-L., 1925, pp. 14, 21-22.

23. *Ibidem*, p. 28.

24. A. A. Goldenweiser, *Pravovoe polozenie evreev v Rossii* (La situation juridique des Juifs en Russie), in *LMJR*-1, p. 119.

Dépassé, oublié, et de tout l'on fait fi !

Après les premiers avantages accordés par Alexandre I^{er}, la contrainte principale, celle ressentie le plus durement par les Juifs restait la Zone de résidence ; « dès qu'apparut l'espoir de possibles réformes à venir pour l'ensemble de la nation, dès que fut perceptible le premier souffle d'une rénovation attendue de la vie de l'État, dans les milieux de l'intelligentsia juive germa l'audacieuse intention de poser la question de la suppression de la Zone de résidence²⁵ ».

Mais les Juifs avaient encore en mémoire le projet de catégorisation, les services obligatoires imposés à ceux qui n'avaient pas de résidence fixe ni de travail productif ; aussi un groupe de marchands de Pétersbourg et d'autres villes, issus de la couche des Juifs qui, « de par leur situation sociale, étaient en mesure d'entretenir des relations plus intimes avec le pouvoir central²⁶ », adressèrent en 1856 à l'Empereur une requête « demandant que les avantages fussent accordés non à l'ensemble de la population juive, mais à des catégories précises », à la jeune génération « élevée dans l'esprit du gouvernement et sous sa surveillance », « aux gros marchands », « aux artisans consciencieux qui gagnent leur pain à la sueur de leur front », en sorte que « le gouvernement les distingue, par des droits plus larges, de ceux qui n'ont pas encore témoigné ni de leur loyauté, ni de leur utilité, ni de leur amour du travail... Notre requête consiste à demander au miséricordieux monarque de nous accorder sa bienveillance, qu'il consente, en séparant le blé de l'ivraie, et en signe d'encouragement au bien et aux activités louables, à accorder quelques avantages du reste modestes aux plus dignes, aux plus instruits d'entre nous²⁷ ». (Malgré la montée des espoirs, eux non plus ne pouvaient concevoir la rapidité avec laquelle la situation des Juifs allait évoluer, mais, dès 1862, certains auteurs de cette note en viendront à demander « que soit accordée l'égalité des droits à tous ceux qui ont achevé leurs études secondaires », car les collégiens « ne peuvent en aucun cas être considérés comme des personnes qui n'auraient pas reçu une éducation à l'européenne²⁸ ».)

25. *Hessen*, t. 2, p. 143.

26. *EJ*, t. 1, p. 813.

27. *Hessen**, t. 2, pp. 144-145 ; *EJ*, t. 1, p. 813.

28. *Hessen*, t. 2, p. 158.

Du reste, « le tsar n'était pas systématiquement hostile à l'idée d'amender les lois sur la Zone de résidence au profit de certaines catégories de la population juive ». En 1861, le droit de résider sur tout le territoire de la Russie fut accordé aux marchands juifs de la première guilde (à partir de 1861, à Kiev, à ceux de la deuxième guilde aussi ; à Nikolaev, Sébastopol, Yalta, à toutes les trois guildes²⁹), avec droit de fonder des fabriques, des entreprises, d'acquérir des biens immobiliers. Le droit de résider partout, médecins et docteurs ès sciences en jouissaient déjà (avec celui d'occuper des fonctions dans l'État ; on peut citer à cet effet le professeur de médecine G. A. Zakharine qui aura plus tard à porter le diagnostic fatal sur la maladie d'Alexandre III). À partir de 1861, ce droit fut accordé aux « diplômés des universités », c'est-à-dire à ceux qui en avaient achevé le cursus³⁰, ainsi qu'à tous « ceux qui exercent des professions libérales³¹ ». Les contraintes de la Zone de résidence ne s'appliquaient plus désormais à « ceux qui désiraient recevoir un enseignement supérieur..., plus exactement à ceux qui entraient à l'Académie de médecine, dans les universités et dans les instituts techniques³² ». Bientôt, à l'issue de démarches faites par différents ministres et gouverneurs, ainsi que par des marchands juifs influents (Evzel Guinzbourg), à compter de 1865, tout le territoire de la Russie, y compris Saint-Petersbourg, s'ouvrit aux artisans juifs pour autant qu'ils pratiquassent effectivement leur métier. (Le concept d'artisan s'élargit ensuite pour englober les techniciens de toutes sortes, compositeurs et autres ouvriers typographes³³.)

Mais il faut aussi tenir compte de ce que les marchands s'installaient avec leurs commis, leurs employés, leurs hommes de main et de service, et les artisans avec leurs apprentis et compagnons. Tous, pris ensemble, constituaient un flux important. Ainsi, un Juif qui avait reçu le droit de résider hors de la zone était libre de s'y rendre aussi avec toute sa famille.

Les nouvelles autorisations étaient devancées par de nouvelles requêtes. En 1861, sitôt après les diplômés des universités, le

29. *Ibidem*, pp. 144, 154-155.

30. EJ, t. I, p. 817.

31. PEJ, t. 4, p. 255.

32. Cf. M. Kovalevski, in Schitz, p. 118.

33. EJ, t. I, p. 818.

gouverneur général de la région du Sud-Ouest demanda qu'on autorisât le départ de la Zone de résidence à tous ceux qui avaient terminé leurs études dans les écoles juives publiques, autrement dit, un cycle secondaire incomplet, et il décrivait en termes pittoresques la situation des élèves sortants : « Les jeunes gens qui sortent de ces établissements se voient complètement isolés des communautés juives... ; ne trouvant pas dans leurs communautés un travail correspondant à l'enseignement qu'ils ont reçu, ils s'habituent à l'oisiveté et, bien souvent, discréditent aux yeux de la société l'enseignement dont ils sont devenus les indignes représentants³⁴. »

Cette même année, les ministres de l'Intérieur et de l'Instruction énoncèrent d'une même voix que « la raison première de la situation misérable des Juifs réside dans la proportion anormale entre eux, qui s'adonnent pour l'essentiel au négoce et à l'industrie, et le reste de la masse paysanne », en vertu de quoi « les paysans deviennent inéluctablement victimes des Juifs, car ils sont comme obligés de sacrifier une partie de leurs moyens pour les entretenir ». Mais leur concurrence interne place également les Juifs « dans la quasi-impossibilité de se trouver des moyens de subsistance par des voies légales ». Aussi faut-il « accorder aux marchands des deuxièmes et troisièmes guildes, ainsi qu'à ceux qui ont achevé leurs études secondaires, de vivre partout où ils le veulent³⁵ ».

Et le gouverneur général de Nouvelle Russie de demander à nouveau en 1862 la « suppression totale de la Zone de résidence », et que l'on commence « par accorder à *tout* le peuple juif le droit de résider partout³⁶ ».

Sans suivre pour autant cette allure, les autorisations particulières de résider ici et là se multipliaient. En 1865, les Juifs furent autorisés à occuper les fonctions de médecin militaire, et, aussitôt après (1866, 1867), les médecins juifs reçurent la possibilité de servir dans les ministères de l'Instruction publique et de l'Intérieur³⁷. En 1879, ce droit fut étendu aux pharmaciens, aux vétérinaires, de même qu'à « ceux qui se préparaient à ce type d'activités³⁸ », ainsi

34. *Hessen*, t. 2, p. 150.

35. *Ibidem**, p. 148.

36. *Ibidem*, p. 150.

37. *Ibidem*, p. 169.

38. *Ibidem*, p. 208.

qu'aux sages-femmes, aux aides-soignants « et à celles et ceux qui désireraient acquérir ce métier³⁹ ».

Enfin, en 1880, le ministre de l'Intérieur (Makov) décrétait le maintien hors de la Zone de résidence de tous les Juifs qui s'y étaient installés illégalement⁴⁰.

Il convient d'ajouter ici que dans les années 60 « les juristes juifs..., vu l'absence en ce temps-là de tout barreau, trouvaient sans difficulté des emplois dans le service public⁴¹ ».

Certaines atténuations furent également apportées au régime de la zone frontalière. Quand, en 1856, à la suite du traité de Paris*, la frontière russe recula pour se rapprocher de Kichinev et d'Akkerman, les Juifs ne furent plus tenus de quitter la nouvelle bande frontalière. En 1858, « les décrets de Nicolas I^{er} enjoignant aux Juifs de quitter les zones frontalières furent définitivement abrogés⁴² ». Dès 1868, on permit aux Juifs (l'interdiction antérieure n'était que formelle, jamais dirimante) de quitter les provinces occidentales de la Russie pour s'installer dans le royaume de Pologne, et vice versa⁴³.

Parallèlement aux adoucissements officiels des limitations mises à leurs droits, il y avait de nombreuses dérogations et entorses aux règles. Par exemple, dans la capitale, à Pétersbourg, « nonobstant les interdits..., les Juifs arrivaient néanmoins à s'installer pour des temps assez longs » ; avec « l'avènement d'Alexandre II..., le nombre de Juifs à Saint-Pétersbourg augmenta rapidement. Des capitalistes firent leur apparition, qui portèrent une attention soutenue à l'organisation d'une communauté locale », comme, par exemple, le baron Horace Guinzbourg..., L. Rosenthal, A. Varchavski, etc.⁴⁴ ». À la fin du règne d'Alexandre II, ce fut E. A. Perets (fils du fermier Abram Perets) qui occupa le poste

39. EJ, t. 15, p. 209 ; t. 1, p. 824.

40. *Perejtoe*, *Sbornik posviaschennyi obschestvennoi i koulturnoi istorii evreev v Rossii* (Choses vécues. Recueil consacré à l'histoire sociale et culturelle des Juifs en Russie), t. 2, Saint-Pétersbourg, 1910, p. 102.

41. *Sliosberg*, t. 1, p. 137.

42. PEJ, t. 7, p. 327.

43. EJ, t. 1, p. 819.

44. EJ, t. 13, pp. 943-944.

* Traité marquant la fin de la guerre de Crimée. La Russie, vaincue, céda le sud de la Biélorussie et la Moldavie.

de secrétaire d'État* russe. Dans les années 60 du XIX^e siècle, « Pétersbourg attira de nombreux représentants des milieux commerçants, industriels et intellectuels juifs⁴⁵ ». Selon les données du Comité à l'aménagement de la vie des Juifs, en 1880-1881 la ville comptait officiellement 6 290 Juifs⁴⁶ ; selon d'autres données, 8 993 ; selon le « recensement local » de 1881, 16 826, soit près de 2 % de l'ensemble de la population⁴⁷.

À Moscou, dès 1856, fut abolie l'obligation, pour les marchands juifs de passage, de résider exclusivement dans le faubourg de Glébovo ; cette contrainte « fut supprimée..., les Juifs ayant reçu le droit d'élire domicile dans n'importe quel arrondissement de la ville. Sous Alexandre II..., la population juive s'y accrut rapidement », pour compter près de 16 000 âmes en 1880⁴⁸.

Il en alla de même à Kiev. À compter de 1861, « on assiste à un accroissement rapide de la population juive de Kiev » (d'un demi-millier en 1862, elle passa à 81 000 en 1913). À partir de 1880, Kiev connut un véritable afflux de Juifs. « En dépit des fréquents contrôles policiers qui avaient cours à Kiev, les effectifs de la population juive dépassaient de beaucoup les estimations officielles... À la fin du XIX^e siècle, 44 % des marchands de Kiev étaient juifs⁴⁹. »

J. Hessen juge « d'une extrême importance » l'octroi aux artisans d'un droit de résidence sans limitation aucune (1865). Il est vrai, ces derniers hésitèrent à bouger. « Entassés, comprimés, privés de débouchés pour leurs produits, et donc de revenus, pourquoi n'ont-ils pas profité du droit de quitter la Zone de résidence ? » En 1881, dans les trente-trois provinces centrales, on ne comptait que 28 000 de ces artisans (sur 34 000 Juifs au total). Hessen donne à ce paradoxe l'explication suivante : les artisans aisés n'avaient guère besoin d'aller ailleurs, les misérables n'avaient pas les moyens de déménager, les bourses moyennes, « subsistant tant bien que mal, au jour le jour, sans trop crier misère », craignaient qu'après leur

45. I. Troitski, *Samodiatelnost i samopomosch evreev v Rossii* (Les activités et l'entraide des Juifs en Russie), in LEMJ-1, p. 471.

46. EJ, t. 13, p. 947 ; PEJ, t. 4, p. 770.

47. PEJ, t. 5, p. 473.

48. *Ibidem*, p. 473.

49. *Ibidem*, t. 4, p. 255.

* En Russie, le secrétaire d'État dirigeant la chancellerie qui gérât alors les affaires du Conseil d'État.

départ leur ex-communauté, pour des raisons fiscales, ne refuse de proroger leur passeport annuel ou n'exige même que les émigrés s'en retournent chez eux⁵⁰ ».

Mais il est permis de douter sérieusement de ces données statistiques. Nous venons de voir qu'à Saint-Pétersbourg il y avait au moins deux fois plus de Juifs que ne l'indiquaient les statistiques officielles. L'appareil administratif russe pouvait-il, dans sa lenteur, tenir compte, en tous lieux et à tous moments, de la mobilité mercurielle de la population juive ?

Or la population juive de Russie augmentait à un rythme aussi constant que rapide. En 1864, Pologne non comprise, elle s'élevait à 1,5 million⁵¹. Avec la Pologne, cela faisait 2 350 000 en 1850, et 3 980 000 en 1880. Du million hérité des premiers partages de la Pologne jusqu'aux 5 175 000 du recensement de 1897, la population juive avait ainsi quintuplé en un siècle. (Au début du XIX^e siècle, les Juifs de Russie constituaient 30 % du judaïsme mondial ; en 1880, jusqu'à 51 %⁵².) L'importance de ce phénomène historique n'a pas été suffisamment méditée en son temps ni par la société, ni par l'administration russes.

À elle seule, sans tenir compte des autres particularités concomitantes du problème juif, la rapidité de cette croissance démographique posait à la Russie un problème gouvernemental non négligeable. Et là, comme toujours et face à tout problème, il est indispensable d'essayer de comprendre les deux points de vue. Il fallait aux Juifs (vu le caractère dynamique de leur existence trimillénaire) que le plus grand nombre d'entre eux pussent pratiquer le commerce, travailler en tant qu'intermédiaires et producteurs (ensuite seulement avoir le champ libre dans la vie culturelle de la population environnante). Les Russes, aux yeux du gouvernement, se devaient pour leur part de maintenir la dynamique de la vie économique (puis de la culture) et d'en assurer le développement par leurs propres forces.

N'oublions pas que, parallèlement à toutes les améliorations particulières apportées à la vie des Juifs, les grandes réformes libératrices d'Alexandre II traversaient l'une après l'autre la Russie et

50. *Hessen*, t. 2, pp. 159-160, 210.

51. *Ibidem*, p. 159.

52. B. Dinour, *Religiosno-natsionalnyj oblik rousskogo evreïstva* (Physionomie religieuse et nationale des Juifs russes), in *LMJR*-1, pp. 311-312.

étendaient aussi leurs bienfaits aux Juifs. À titre d'exemple : en 1863, les citadins et, partant, la majeure partie de la masse juive furent affranchis de la capitation ; ne subsistaient plus que les redevances provinciales que les Juifs payaient en puisant dans la collecte de la « cassette⁵³ ».

Mais, la réforme majeure d'Alexandre II, historiquement la plus signifiante, véritable tournant dans l'histoire russe, l'émancipation des paysans, l'abolition du servage en 1861, se trouva être justement préjudiciable aux Juifs et, pour beaucoup d'entre eux, ruineuse. « Les bouleversements socio-économiques d'ensemble qui ont accompagné l'abolition du servage... ont considérablement aggravé, au cours de cette période de transition, la situation matérielle de la grande masse de la population juive⁵⁴. » La transformation *sociale* consista dans le fait que la classe des paysans, avec ses millions et ses millions de sujets privés de tout droit, y compris celui de se déplacer, cessait d'exister, ce qui réduisait d'autant, par comparaison, le degré de liberté obtenu par les Juifs. La transformation *économique*, dans le fait que « le paysan, sorti de sa dépendance, avait désormais moins besoin des services des Juifs », libéré qu'il était de l'interdiction très stricte de procéder à la vente de ses propres produits et à l'achat de marchandises autrement que par un intermédiaire désigné à cet effet (dans les provinces occidentales, c'était presque toujours un Juif). Et aussi dans le fait que, pour éviter la faillite, les propriétaires fonciers, privés désormais du travail gratuit des serfs, « furent obligés de s'occuper eux-mêmes de leur exploitation dans laquelle un rôle éminent était auparavant dévolu aux Juifs en tant qu'affermataires ou intermédiaires dans les affaires commerciales les plus diverses⁵⁵ ».

Notons que le crédit pour l'achat des terres, introduit en ces années-là, évinçait le Juif, « en tant que pourvoyeur de fonds, de la vie des propriétaires⁵⁶ ». Le développement des associations d'entraide et de crédit mutuel eut pour effet de « libérer le peuple de la tyrannie de l'usure⁵⁷ ».

53. EJ, t. 12, p. 640.

54. *Hessen*, t. 2, p. 161.

55. *Ibidem*.

56. *Ibidem*.

57. *Orchanski*, p. 12.

* Redevance interne perçue sur les *kehalim*.

Un contemporain avisé nous a transmis l'état d'esprit prévalant parmi les Juifs à cette époque. Bien qu'ils aient désormais accès aux emplois de fonctionnaires et aux professions libérales ; « bien que soient élargis leurs droits dans l'industrie » et qu'ils aient « davantage de moyens pour s'instruire » ; que l'on sente... presque partout « un rapprochement entre population juive et population chrétienne » ; « bien que les restrictions qui subsistent ne soient plus appliquées avec zèle », que « ceux qui sont chargés d'appliquer la loi leur montrent désormais beaucoup plus de respect », la situation actuelle des Juifs en Russie n'en est pas moins « des plus déplorables », et ils « regrettent à juste titre le bon vieux temps » ; « dans toute la Zone de résidence, on entend en effet les Juifs "regretter le temps passé" ». Car, au temps du servage, « le métier d'intermédiaire avait connu un essor extraordinaire » ; sans le commerçant et sans l'agent juif, « le propriétaire de domaine, dans sa fainéantise, était incapable de faire le moindre pas, tandis que le malheureux paysan ne pouvait non plus se passer de lui : ce n'est que par son truchement qu'il vendait sa moisson, et c'est à lui qu'il empruntait ». « La classe industrielle des Juifs « tirait auparavant d'énormes profits de l'incapacité, de la gabegie, du manque de savoir-faire des propriétaires fonciers » ; désormais, le propriétaire s'est attelé lui-même au travail. Et à son tour le paysan est devenu « moins timoré et conciliant », souvent il s'adresse directement aux marchands en gros, il boit moins, ce qui « rejaillit naturellement sur le commerce d'alcool qui nourrit un grand nombre de Juifs ». Et l'auteur de conclure en souhaitant que les Juifs, comme ce fut le cas en Europe, « s'intègrent aux classes productives pour ne pas être de reste dans l'économie nationale⁵⁸ ».

Les Juifs se sont alors lancés dans le fermage et l'achat de terres. Dans différents rapports, d'abord (1869) celui du gouverneur général de Nouvelle Russie qui demandait que l'on interdît aux Juifs d'acheter des terres dans sa région, comme ce l'avait déjà été dans les neuf provinces occidentales, puis dans celui du gouverneur général de la région du Sud-Ouest (1872), il est dit que « les Juifs afferment des terres non pour les cultiver, mais uniquement à des fins spéculatives ; ils confient les terres affermées aux paysans non

58. *Ibidem*, p. 1615.

pour de l'argent, mais en échange de travaux divers qui dépassent la valeur courante de la location du sol, "établissant ainsi une dépendance analogue au servage" ». Bien que, « par leurs capitaux comme par leur commerce, ils stimulent la population paysanne », le gouverneur général « ne juge pas opportun que soit ainsi concentrées entre quelques mains puissantes l'industrie et l'agriculture », car seule une libre concurrence entre agriculture et industrie permettrait aux paysans d'éviter « que leur travail et leurs terres soient lourdement assujettis aux capitaux juifs, ce qui entraînerait leur faillite matérielle et morale ». Mais, tout en voulant mettre dans sa région certaines limites à la location de terres par les Juifs, il proposait de leur « donner la possibilité de s'établir dans toutes les provinces de Grande Russie⁵⁹ ».

Cette note avait pour destinataire le « Comité à l'aménagement de la vie des Juifs » nouvellement créé (le huitième de la série des « Comités juifs »), très bienveillant à l'égard de la situation des Juifs, et en reçut une réponse négative, confirmée par la suite par le gouvernement : interdire les fermages juifs « constituerait une atteinte directe aux droits des propriétaires... Il est vrai que les prolétaires juifs se regroupent autour des gros fermiers et vivent du travail et des ressources de la population villageoise. Mais il en va de même dans les domaines gérés par leurs propriétaires qui, aujourd'hui encore, ne peuvent se passer de l'aide des Juifs⁶⁰ ».

Toutefois, dans le territoire de l'Armée du Don*, la fougueuse avancée économique des Juifs était contenue par l'interdiction (1880) qui leur était faite de posséder en propre ou en fermage des biens immobiliers. L'administration du territoire estimait que, « vu son caractère exceptionnel – la population cosaque étant tout entière astreinte au service armé –, cette mesure serait le plus sûr moyen de sauver de la ruine les entreprises des cosaques – des industries et des commerces qui venaient tout juste de s'implanter dans cette région » –, car « une exploitation hâtive des richesses locales et le rapide essor de l'industrie... s'accompagnent d'ordinaire d'une répartition très inégale du capital, d'un rapide

59. *Hessen*, t. 2, pp. 224-225.

60. *EI*, t. 3, pp. 83-84

* Région située dans le bassin du Don, jouissant d'une large autonomie sous l'autorité de l'armée formée par les cosaques.

enrichissement des uns et de la paupérisation des autres. Alors que les cosaques doivent jouir d'un bon revenu, car ils accomplissent leur service sur leurs propres chevaux et avec leur propre équipement⁶¹ ». De cette façon fut évitée une éventuelle révolte des cosaques.

Et qu'en était-il pour les Juifs du service militaire par recrutement après les assouplissements de 1856 ? Dans les années 60, la situation était la suivante : « Au moment où doit être annoncé le Manifeste de Sa Majesté sur la conscription des recrues, si les Juifs en sont avertis à l'avance, avant qu'il ne soit publié en bonne et due forme, tous les membres des familles juives aptes au service quittent leur domicile et se dispersent à tous vents. » Les exigences de leur religion, « l'absence de camaraderie, le sempiternel isolement du soldat juif... leur faisaient apparaître le service militaire comme la plus lourde, la plus ruineuse, la plus terrible des contraintes⁶² ». À partir de 1860, les Juifs purent servir dans la Garde ; dès 1861, être promus sous-officiers, acceptés en qualité de greffiers⁶³, mais les grades supérieurs ne leur étaient toujours pas accessibles.

Témoin de ces années 60, I. G. Orchanski constate : « Il est vrai, de nombreux faits accréditent le sentiment que les Juifs, ces dernières années, ne remplissent pas leurs obligations militaires "pour de bon". À cette fin, ils achètent et présentent au fisc de vieilles quittances de recrutement », – certains paysans les conservaient depuis 1812 sans se rendre compte de leur valeur, et l'ingéniosité des Juifs les a remises en circulation ; ils louent aussi des volontaires pour les remplacer, « font des versements au Trésor », « s'efforcent aussi d'émietter les familles en petites unités », un biais qui leur permet d'invoquer dans chacune le privilège des « fils uniques » (exemptés du service militaire). Néanmoins, fait-il remarquer, « toutes ces astuces pour échapper au recrutement... se constatent aussi bien chez les villageois russes pur-sang », et il cite à ce propos des chiffres de la province de Lékatérinoslav. Il va jusqu'à s'étonner que les paysans russes, même grassement

61. EJ*, t. 7, pp. 301-302

62. *Sliosberg*, t. 2, pp. 155-156.

63. EJ, t. 3, p. 164.

payés, ne restent pas dans l'armée, mais « n'aspirent qu'à revenir à l'occupation favorite du peuple : le travail de la terre⁶⁴ ».

En 1874, le statut unique instituant le service militaire pour tous remplaça la conscription, ce qui apporta aux Juifs un « allègement important ». « Le texte du statut ne comportait aucun article discriminatoire concernant les Juifs⁶⁵. » En revanche, s'ils effectuent leur service militaire dans les provinces centrales, les Juifs ne sont plus autorisés à s'y installer. Des règles furent élaborées « pour arriver à connaître avec précision le nombre des Juifs mâles », car, dans une large mesure, il restait flou, non établi. Les responsables provinciaux recevaient « des renseignements sur les abus commis par des Juifs cherchant à échapper au service militaire⁶⁶ ». En 1876 furent prises « des mesures destinées à garantir l'accomplissement effectif par les Juifs du service militaire⁶⁷ ». *L'Encyclopédie juive* y voit « un lourd faisceau de mesures répressives » : « des règles exigèrent que les Juifs soient enregistrés dans les bureaux de recrutement, que les Juifs inaptes au service soient remplacés par d'autres Juifs », que soit vérifié le bien-fondé des exemptions en fonction de la composition de la famille : au cas où ces règles seraient transgressées, « on autoriserait à enrôler... les fils uniques⁶⁸ ».

Le quotidien *La Voix*, journal pétersbourgeois influent en ces décennies, cite un chiffre gouvernemental qui laisse pantois : publié dans « le Rapport sur les résultats de l'appel des conscrits en 1880..., il indique qu'ont manqué à l'appel [pour l'ensemble de l'Empire russe] 3 309 conscrits ; dans ce résultat final, on comptait 3 054 Juifs, soit 92 %⁶⁹ ».

A. Chmakov, avocat réputé, peu bienveillant envers les Juifs, fait état des données suivantes en se référant au *Messager gouvernemental* : pour la période comprise entre 1876 et 1883, « sur les 282 466 Juifs appelés, 89 105, soit 31,6 %, ne s'étaient pas présentés » (contre 0,19 % pour l'ensemble des sujets de l'empire). L'administration l'avait nécessairement remarqué et « toute une série de mesures furent prises pour pallier un tel abus ». Elles

64. Orchanski, pp. 65-68.

65. PEJ, t. 7, p. 332.

66. EJ, t. 1, p. 824.

67. *Ibidem**, t. 3, p. 164.

68. *Ibidem*, t. 1, p. 824 ; PEJ, t. 7, p. 332.

69. Golos (*La Voix*), 1881, n° 46, 15 (27) févr., p. 1.

eurent de l'effet, mais dans l'immédiat seulement. En 1889, 46 190 Juifs devaient être appelés ; 4 255 d'entre eux, soit 9,2 %, manquèrent à l'appel. Mais, en 1891, « sur un nombre total de 51 248 inscrits sur les listes d'appel..., 7 658, soit 14,94 %, se dérochèrent à la conscription, alors que le pourcentage des chrétiens défaillants n'était que de 2,67 % ». En 1892 manquèrent à l'appel 16,38 % de Juifs et 3,18 % de chrétiens. En 1894, les Juifs défaillants étaient au nombre de 6 289, soit 13,6 % (pour un pourcentage global de défaillants de 2,6 %) ⁷⁰.

Cependant, les mêmes documents nous indiquent « qu'au total, l'appel concernait 873 143 chrétiens, 45 801 Juifs, 27 424 mahométans et 1 135 païens ». À comparer ces chiffres, on s'étonne : les mahométans représentaient en Russie (selon le recensement de 1870) 8,7 % de la population, alors que 2,9 % avaient été appelés. Les Juifs étaient donc placés en situation défavorable par rapport aux mahométans et à l'ensemble de la population : leur proportion d'appelés était de 4,8 % alors que celle de la population entière (en 1870) était de 3,2 %. (Les chrétiens constituaient 87 % de la population et leur part dans le contingent était de 92 %.) ⁷¹.

De tout ce qui précède, il ne faut pas inférer que dans la guerre russo-turque des années 1877-1878 les soldats juifs ne manifestèrent ni bravoure ni esprit d'initiative dans les combats. La revue *Le Juif russe* donna des exemples convaincants de l'une et de l'autre ⁷². Toutefois, au cours de cette guerre, on nota aussi beaucoup d'irritation envers les Juifs, essentiellement à cause de l'indélicatesse de certains fournisseurs de l'intendance, « lesquels étaient presque exclusivement des Juifs, à commencer par ceux de la compagnie Horowitz, Greguer et Kagan ⁷³ ». Ces fournisseurs procuraient (il faut croire, protégés par des fonctionnaires de haut rang) à des prix surfaits des équipements de mauvaise qualité, les fameuses « semelles en carton » à cause desquelles les soldats se gelaient les pieds au col de la Schipka*.

70. A. Chmakov, *Evreïskie retchi* (Discours juifs), 1897, pp. 101-103.

71. *Ensiklopedičeskii slovar* (Dictionnaire encyclopédique), en 82 volumes, Saint-Pétersbourg, éd. Brokhaus et Efron, 1890-1904, t. 54, 1899, p. 86.

72. *EJ*, t. 3, pp. 164-167.

73. *Ibidem*, pp. 164-167.

* Passage montagneux dans les Balkans, lieu de durs combats entre Russes et Turcs durant l'hiver 1877.

À l'époque d'Alexandre II s'achevait – par un échec – le projet, entretenu pendant un demi-siècle, d'attacher les Juifs à la culture de la terre.

Après l'abolition en 1856 du recrutement renforcé des Juifs, l'agriculture « avait perdu d'un coup tout attrait » pour les Juifs, ou, pour reprendre la formulation d'un fonctionnaire du gouvernement, « interprétant faussement le Manifeste, ils se considéraient désormais comme dispensés de cultiver la terre », libres aussi de s'absenter à volonté. « Les demandes des Juifs à être versés dans l'agriculture avaient alors pratiquement cessé⁷⁴. »

La situation des colonies existantes restait tout aussi précaire, sinon pire : « les champs... labourés et ensemencés comme pour rire, pour faire semblant ». En 1859, « certaines colonies n'ont même pas sélectionné leurs semences ». Pour le bétail, y compris dans les colonies modèles, il n'y a toujours ni étable, ni même auvent, ni enclos. Les colons juifs ne cessent de donner la plus grande partie de leurs terres en location à des paysans ou aux colons allemands. Beaucoup demandent l'autorisation d'embaucher des travailleurs chrétiens, autrement ils menacent de réduire encore davantage les surfaces ensemencées, et ce droit leur est accordé indépendamment de la surface réellement ensemencée⁷⁵.

Bien entendu, il y avait parmi les colons quelques agriculteurs aisés qui géraient leurs domaines avec succès. L'installation de colons allemands à proximité, pour qu'ils pussent transmettre leur expérience, se révéla parfaitement justifiée. Et la jeune génération, née sur place, se montra déjà plus réceptive à l'agriculture et au savoir-faire allemand, elle put « se convaincre que sa situation dans l'agriculture était plus rentable par rapport à ce qu'elle avait été dans les villes et les bourgades » où, se trouvant à l'étroit, elle était soumise à une concurrence harassante⁷⁶.

Néanmoins, l'écrasante majorité des Juifs faisait tout son possible pour abandonner l'agriculture. Les rapports des inspecteurs se font parfaitement monotones : « Ce qui frappe partout, c'est le dégoût qu'éprouvent les Juifs pour les travaux agricoles, leur regret de leurs occupations passées, artisanats divers et commerce » ; par exemple, « alors que les travaux des champs battent leur plein..., ils les abandonnent quand ils apprennent que, dans le voisinage, on peut acheter ou vendre un cheval, un bœuf ou quoi que ce soit d'autre » ; ils se passionnent pour les petites transactions commerciales qui, selon « leur conviction, exigent moins de travail et

74. Nikitine*, pp. 448, 483, 529.

75. *Ibidem**, pp. 473, 490, 501, 506-507, 530-531, 537-538, 547-548, 667.

76. *Ibidem*, pp. 474-475, 502, 547.

procurent davantage de moyens de subsistance » ; les Juifs « ont un gagne-pain nettement plus facile dans les villages avoisinants, allemands, russes ou grecs, où les colons juifs sont aubergistes ou font du menu commerce ». Plus grave encore pour l'état des terres est leur absentéisme : ils s'en vont loin et pour longtemps. Laissant un ou deux membres de leur famille chez eux dans la colonie, ils partent à la recherche d'autres gagne-pain ou de courtage. Dans les années 60 (soit un demi-siècle après la création des colonies), ils reçurent l'autorisation de s'absenter des colonies avec toute leur famille ou avec la plus grande partie de ses membres ; dans les colonies, beaucoup de ceux qui n'y avaient jamais mis les pieds étaient néanmoins recensés. Ou ils quittaient la colonie souvent sans qu'on leur fixât aucun délai pour s'inscrire dans une nouvelle catégorie sociale sur leur nouveau lieu de domicile, et, là, « ils étaient nombreux à rester plusieurs années sans être inscrits dans aucune catégorie sociale, à n'acquitter aucune redevance et à n'être soumis à aucune obligation ». Dans les colonies, les maisons qu'on leur avait construites restaient vides et se dégradèrent. À partir de 1861, on permit également aux Juifs de tenir des débits de boissons dans les colonies mêmes⁷⁷.

En fin de compte, les autorités pétersbourgeoises constatèrent que la notion d'agriculture juive se présentait sous un jour décidément sombre. Les arriérés (remis à l'occasion des différents événements de l'État ou de la cour, comme, par exemple, le mariage de l'Empereur) ne cessaient de croître, et chaque effacement ne faisait qu'inciter à ne plus payer les nouvelles redevances et à ne pas rembourser les prêts. (En 1857 s'achevaient les dix nouvelles années de franchises et de reports d'échéances que l'on avait consentis, on leur en rajouta encore cinq. Mais, en 1863 non plus, on n'arriva pas à recouvrer les dettes. À quoi bon alors avoir procédé à cette transplantation des Juifs ? À quoi bon avoir accordé tous ces avantages et ces prêts ? Toute cette épopée qui avait duré soixante ans avait d'une part procuré aux Juifs « un moyen d'éviter de se soumettre aux différents services nationaux », et, d'autre part, n'avait pas développé chez l'écrasante majorité d'entre eux de « dispositions au travail agricole » ; « les bénéfices ne correspondaient en rien aux dépenses ». Au contraire, « la simple autorisation de résider dans les provinces centrales sans y jouir d'aucun avantage y attirait un nombre incomparablement plus élevé de Juifs émigrés », tant ils aspiraient à y aller⁷⁸.

Si, en 1858, on comptait sur le papier 64 000 colons juifs, soit 8 000 à 10 000 familles, le ministère n'en dénombrait plus en 1880 que 14 000,

77. *Ibidem**, pp. 502-505, 519, 542, 558, 632, 656, 667.

78. *Ibidem**, pp. 473, 510, 514, 529-533, 550, 572.

soit moins de 2 000 familles⁷⁹. Et les commissions qui vérifiaient sur place si les terres étaient utilisées ou restaient en jachère ne découvrirent en 1872, dans toute la région du Sud-Ouest, que quelque 800 familles⁸⁰.

Les autorités russes pouvaient désormais constater de façon irréfutable que la transformation des Juifs en agriculteurs sédentaires se soldait par un échec complet. On ne pouvait plus croire que « l'espoir longtemps caressé de voir les colonies prospérer se fût réalisé ». Il eût été particulièrement dur, pour le ministre Kissilev, de renoncer à ce rêve, mais, en 1856, il avait déjà pris sa retraite. L'un après l'autre, les documents officiels disaient uniformément que le transfert des Juifs sur les terres agricoles « n'a pas été suivi de résultats positifs ». Par ailleurs, « un vaste espace de fertiles terres noires restait entre les mains des Juifs, sans aucune productivité ». Car, pour la population juive, on avait choisi et attribué les meilleures terres. Celles que l'on donnait moyennant redevance à qui en voulait rapportaient un revenu substantiel (les colonies juives en vivaient) ; la population du Sud augmentant, tous réclamaient des terres. Maintenant, même les parcelles moins fertiles, celles gardées en réserve, outre celles qui avaient déjà été attribuées aux Juifs, voyaient leur valeur augmenter⁸¹. La région de Nouvelle Russie avait déjà absorbé beaucoup d'autres colons dynamiques et « cessait d'avoir besoin d'une colonisation artificielle⁸² ».

La colonisation juive n'avait plus aucun sens pour l'État.

En 1866, Alexandre II décida donc de rapporter les ordonnances particulières relatives à la reclassification des Juifs en agriculteurs. Le problème était désormais de savoir par quels moyens les égaliser en droits avec les autres agriculteurs de l'empire. Les colons juifs ne se trouvèrent pas préparés à la vie indépendante des campagnes qui voyait le jour un peu partout. Il ne restait plus qu'à leur permettre d'abandonner leur condition d'agriculteurs, fût-ce partiellement, et à faire en sorte qu'une partie de leurs familles (1868) puisse passer à la condition d'artisans ou de marchands. On les autorisa à racheter leurs parcelles, ce qu'ils firent pour les revendre ensuite avec grand profit⁸³.

Cependant, dans les discussions portant sur différents projets au ministère des Biens de l'État, le problème d'une réforme des colonies juives tardait à être résolu ; il traîna tant et si bien que tout projet fut abandonné en 1880. Entre-temps, avec le nouveau statut du service militaire de 1874, les agriculteurs juifs perdirent les avantages relatifs au

79. *Ibidem*, pp. 447, 647.

80. EJ, t. 7, p. 756.

81. Nikitine*, pp. 478-479, 524, 529-533, 550-551.

82. EJ, t. 7, p. 756.

83. Nikitine, pp. 534, 540, 555, 571, 611-616, 659.

recrutement, et, par là même, tout intérêt pour l'agriculture. En 1881, « dans les colonies, "on ne voyait guère que des propriétés composées d'une seule maison d'habitation, sans aucun signe de sédentarité alentour, autrement dit ni haies ni abris pour le bétail, ni bâtiments de travail ni potagers, ne serait-ce qu'un seul arbre ou buisson ; les exceptions étaient rares"⁸⁴ ».

Un fonctionnaire ayant quarante ans d'expérience dans le domaine agricole (le conseiller d'État Ivanchintsev, envoyé en 1880 étudier la situation des colonies) écrivit : dans toute la Russie, « il n'est pas une seule communauté paysanne qui ait reçu une manne aussi généreuse en subsides », « lesquels ne pouvaient rester ignorés des paysans et ne pas susciter leur mécontentement ». Dans le voisinage de ces colonies juives, les paysans « "s'indignaient que, manquant eux-mêmes de terres, ils fussent contraints de louer au prix fort à des Juifs des terres que l'État attribuait à ces derniers à vil prix et en quantité nettement supérieure à leurs besoins réels". C'est précisément ce qui expliquait... "en grande partie l'animosité des paysans envers certains agriculteurs juifs, qui s'exprima dans la mise à sac de plusieurs hameaux" » (en 1881-1882)⁸⁵.

En ces années-là, des commissions siégèrent pour déterminer quelles proportions de terres excédentaires dans les colonies juives pouvaient être redistribuées aux paysans. Les lots inutilisés ou délaissés furent repris aux colons juifs par le gouvernement. « Dans les provinces de Volhynie, de Podolsk et de Kiev, sur 39 000 hectares, il n'en restait que 4 082 [à être exploitées par des Juifs]⁸⁶ ». Des villages agricoles juifs assez importants se sont néanmoins maintenus. Iakchitsa, par exemple, dans la province de Minsk si pauvre en terres, avec 46 familles pour 740 hectares⁸⁷, soit 16 hectares par famille, ce qui ne se voyait guère chez les paysans en Russie centrale. Ou Annenhof, dans la province de Mohilev, elle non plus guère généreuse en terres : en 1848, 20 familles juives avaient reçu chacune 20 hectares de terres de l'État, mais, en 1872, il n'en restait plus que 10, et la majeure partie des terres était laissée à l'abandon⁸⁸. Ou encore Vichenka, encore dans la province de Mohilev : 16 hectares par famille⁸⁹ ; Ordynovschina, dans celle de Grodno, 12 hectares. Et dans les provinces méridionales, l'espace était naturellement plus vaste encore ; dans les premières implantations, on comptait encore, à Bolchoï Nagartav, 17 hectares par famille, à Sidemenoukh 16, à Novo-Berislav 17. Au

84. *Ibidem*, pp. 635, 660-666.

85. *Ibidem**, pp. 658-661.

86. *EJ*, t. 7, p. 756.

87. *Ibidem*, t. 16, p. 756.

88. *Ibidem*, t. 2, p. 596.

89. *Ibidem*, t. 5, p. 650.

hameau de Roskochnaïa, dans la province de Iékaterinoslav, 15 hectares, mais, avec les terres « attenantes à la colonie », cela faisait 42 hectares⁹⁰. À Veselaïa (en 1897), 28 hectares par famille. À Sagaïdak, 9 hectares, mais on estimait que c'étaient là de bien petits lots⁹¹. Enfin, dans la province de Kiev, à Iéliouvka, 6 familles juives se partageaient 400 hectares, soit 67 hectares par famille ! Et « la terre se trouvait affermée aux Allemands⁹² ».

Ce qui n'a pas empêché un auteur soviétique des années 20 d'écrire d'un ton catégorique : « Le tsarisme avait presque totalement interdit aux Juifs de pratiquer l'agriculture⁹³. »

Dans son immense et consciencieux ouvrage, le chercheur V. N. Nikitine, en dressant le bilan de l'agriculture juive, arrive à la conclusion suivante : « Les reproches que l'on fait aux Juifs de n'avoir pas été assidus au travail agricole, de s'absenter sans autorisation pour s'adonner dans les villes au commerce et à l'artisanat, sont parfaitement fondés... Nous ne nions nullement la responsabilité des Juifs dans le fait qu'au cours de ces huit décennies un nombre relativement faible de Juifs aient acquis la qualité d'agriculteurs. » Mais, à la décharge des agriculteurs juifs, il avance les arguments suivants : « On ne leur faisait confiance en rien ; on a changé à plusieurs reprises le système de leur implantation dans les colonies », parfois « on chargea, pour les guider dans leur vie courante, des gens qui ne comprenaient goutte à l'agriculture ou qui les traitaient avec une parfaite indifférence... De citoyens indépendants qu'ils étaient, les Juifs se retrouvaient à la campagne sans être préparés à y vivre⁹⁴ ».

À peu près à la même époque, en 1884, dans une note destinée à la Commission gouvernementale de Pahlen*, encore toute nouvelle à l'époque, N. S. Leskov estimait que « l'impréparation des Juifs aux travaux des champs n'est pas le fait d'une seule génération », elle est si marquée qu'elle « équivaut à la perte de toute

90. *Ibidem*, t. 13, p. 606.

91. *Ibidem*, t. 5, p. 518 ; t. 13, p. 808.

92. *Ibidem*, t. 16, p. 251.

93. *Larine*, p. 36.

94. *Nikitine*, pp. 12-13.

* Comte Constantin Pahlen, secrétaire d'État, membre du Conseil d'État, fut, en 1883, nommé président de la Commission chargée de réexaminer la législation concernant les Juifs.

aptitude à l'agriculture » ; un Juif ne redeviendra pas un laboureur, à moins que ce ne soit très progressivement⁹⁵.

(Quant à Léon Tolstoï, dans des propos transmis par un tiers, il en jugeait ainsi : qui sont ces gens « qui maintiennent un peuple entier dans l'état d'une vie citadine et qui ne lui donnent pas la possibilité de se fixer à la campagne et de s'adonner à la seule occupation naturelle à l'homme, le travail de la terre ? Autant priver ce peuple de la possibilité de respirer... Qui donc pourrait pâtir... de ce que les Juifs s'installent dans les villages pour y mener une vie laborieuse et pure à laquelle, sans doute, ce vieux peuple intelligent et admirable aspire depuis si longtemps⁹⁶ ? » Sur quels nuages vivait-il donc ? Que savait-il de la colonisation agricole et de sa pratique quatre-vingts ans durant ?)

Mais que dire après l'expérience de la colonisation de la Palestine où les émigrés juifs se sont sentis dans leur patrie, et où ils ont parfaitement maîtrisé le travail de la terre dans des conditions tellement plus défavorables qu'en Nouvelle Russie ? Alors que toutes les tentatives pour les disposer ou les contraindre aux travaux des champs en Russie (puis en URSS) s'étaient soldées par des échecs (d'où vint l'humiliante légende que les Juifs ne seraient absolument pas faits pour l'agriculture).

Ainsi, au terme de quatre-vingts ans d'efforts du gouvernement russe, il apparut que toute cette colonisation avait été une affaire grandiose mais vaine : des efforts tenaces, une masse de moyens, des retards dans le développement de la Nouvelle Russie, et tout cela pour rien... L'expérience entreprise avait montré qu'on n'aurait pas dû l'engager.

*

En brossant à grands traits l'activité commerciale et industrielle des Juifs, I. G. Orchanski écrit fort justement, vers le début des années 70, que cette activité constituait « le soubassement du problème juif et déterminait les destinées du peuple juif dans tous

95. N. S. Leskov, *Evrei v Rossii : neskolko zametchanij po evrejskomu voprosu* (Les Juifs en Russie. Quelques remarques sur le problème juif), Petrograd, 1919 (reprint de l'éd. de 1884), pp. 61, 63.

96. L. N. Tolstoï o evreïakh (L. Tolstoï à propos des Juifs), Introd. de O. Pergament, Saint-Petersbourg, Vremia, 1908, p. 15.

les pays » ; voilà une ethnie vivante, commerçante, débrouillarde : « pendant que, chez le Russe, le rouble rend au double, chez le Juif il rapporte cinq fois plus » ; chez le marchand russe, c'est la stagnation, la somnolence, le monopole (par exemple, après l'expulsion des Juifs de Kiev, la vie y est devenue plus chère). La force de la participation des Juifs à la vie commerciale réside dans l'accélération du capital roulant le plus insignifiant. Réfutant l'idée que l'« esprit corporatiste » des Juifs leur permet de triompher dans toutes les formes de mise en concurrence, que « les marchands juifs se soutiennent toujours les uns les autres, ayant leurs propres banquiers, leurs fabricants, leurs transporteurs », Orchanski assigne à cet esprit corporatiste les deux seuls domaines social et religieux, et non pas le commerce où, dit-il, les Juifs se livrent une concurrence implacable (ce qui contredit en partie la *khazaké*, la répartition obligatoire des sphères d'activité, cette dernière n'ayant disparu que progressivement à mesure qu'évolue la situation légale des Juifs⁹⁷). Mieux, s'il mentionne l'opinion selon laquelle tout commerce juif n'enrichit pas nécessairement le pays, car il consiste exclusivement dans l'exploitation des classes productives et laborieuses, et « le profit des Juifs est une perte sèche pour le pays », c'est pour la réfuter : les Juifs cherchent et trouvent en permanence de nouveaux débouchés et, ce faisant, « ouvrent à la misérable population chrétienne de nouvelles sources de gains⁹⁸ ».

L'entreprise commerciale et industrielle juive a subi en 1861 deux contrecoups sensibles du fait de l'abolition du servage et de celle des fermages liés à la production et à la vente d'eau-de-vie, mais elle s'en est rapidement remise. « Le rôle financier des Juifs est devenu particulièrement important vers les années 60 : leur précédente activité avait accumulé entre leurs mains des capitaux, or l'émancipation des serfs et, liée à celle-ci, la ruine des "nichées de gentilshommes*" ont entraîné un grand besoin d'argent frais parmi la classe des propriétaires. C'est alors qu'apparaissent les banques agricoles dans l'organisation desquelles les capitalistes

97. EJ, t. 15, p. 492.

98. Orchanski, pp. 71-72, 95-98, 106-107, 158-160.

* Ou domaines seigneuriaux. Expression devenue courante depuis le roman de Tourgueniev, *Une nichée de gentilshommes* (1859).

juifs ont joué un rôle prépondérant⁹⁹. » L'ensemble de la vie économique du pays connaissait des transformations rapides dans toutes les directions à la fois et l'esprit curieux, l'inventivité constante des Juifs, leurs investissements épousaient à merveille ces changements, voire les devançaient. Comme on l'a déjà mentionné, ces capitaux alimentaient entre autres l'industrie sucrière du Sud-Ouest (si bien qu'en 1872 le quart des raffineries et le tiers des sociétés par actions du secteur appartenaient à des Juifs¹⁰⁰), de même que les minoteries et diverses autres industries aussi bien dans la Zone de résidence qu'à l'extérieur de celle-ci. Après la guerre de Crimée, « on se mit à aménager à toute allure un réseau de chemins de fer, diverses entreprises commerciales et industrielles virent le jour en grand nombre, de même que des sociétés d'actionnaires et des banques », et « de nombreux Juifs... trouvèrent dans les entreprises mentionnées un vaste champ d'application à leurs forces et à leurs talents... ce qui, pour certains, donna lieu à un enrichissement incroyablement rapide¹⁰¹ ».

« Les Juifs avaient depuis longtemps pratiqué le commerce des céréales, mais leur rôle y devint particulièrement important à partir de l'abolition du servage et de l'implantation des chemins de fer. » « Dès 1878, 60 % des exportations de céréales transitaient par des Juifs ; bientôt, ce serait presque 100 %. » Puis, « grâce aux industriels juifs, le second produit d'exportation (après les céréales) devint le bois ». Dès 1835, les contrats passés pour l'abattage des arbres et l'acquisition de domaines forestiers ne leur furent plus interdits. « L'industrie forestière et le commerce du bois ont été développés par les Juifs. Ce sont également les Juifs qui ont développé l'exportation du bois à l'étranger. » « Le commerce du bois est à la fois l'une des plus importantes branches du commerce juif et l'une des plus remarquables en ce qui concerne la concentration du capital. L'amorce d'un commerce forestier intensif par les Juifs remonte aux années 60-70, quand, suite à l'abolition du servage, les propriétaires ont jeté à profusion sur le marché domaines et forêts ». « C'est dans les années 70 que les Juifs se sont pour la première fois lancés en masse » dans l'activité industrielle : tissus,

99. EJ, t. 13, p. 646.

100. *Dijour*, in LMJR-1, p. 168 ; EJ, t. 13, p. 662.

101. *Deitch*, t. 1, pp. 14-15.

lin, produits alimentaires, pelleterie, menuiserie, ameublement ; « quant au tabac, sa production a toujours été concentrée entre les mains des Juifs¹⁰² ».

Laissons ici la parole aux auteurs juifs : « À l'époque d'Alexandre II, toute la riche bourgeoisie juive était... loyale... à la monarchie. C'est à cette époque que se sont constituées les grandes fortunes des Guinzbourg, Poliakov, Brodski, Zaïtsev, Balakhovski, Ashkenazi ». Comme déjà dit, « l'affermataire Evzel Guinzbourg a alors fondé à Saint-Petersbourg sa propre banque ». Samuel Poliakov a construit six lignes de chemins de fer ; les trois frères Poliakov ont tous reçu la noblesse héréditaire¹⁰³. « Grâce à la construction des chemins de fer, garantie et en partie subventionnée par l'État, se sont constituées les grosses fortunes des Poliakov, de I. Bliokh, de A. Varchavski et d'autres. » Et comment réussir à énumérer les fortunes plus modestes, par exemple celle d'un A. I. Zak, ancien collaborateur d'E. Guinzbourg dans les fermages : venu à Saint-Petersbourg, il y créa une banque d'escompte et de prêts, et, « possédant un large cercle de parents, les siens comme ceux de sa femme, il les faisait tous travailler dans ses entreprises dont il assurait la direction¹⁰⁴ ».

Au fur et à mesure que se mettaient en place les réformes d'Alexandre II, la vie sociale changeait du tout au tout, ouvrant aux Juifs entrepreneurs de nouvelles perspectives. « Les décrets gouvernementaux autorisant certains groupes de Juifs nantis d'une instruction supérieure d'entrer au service de l'État ne limitaient nullement leur avancement. Avec l'obtention du titre de conseiller d'État effectif*, les Juifs recevaient, conformément à l'usage général, la noblesse héréditaire¹⁰⁵. »

En 1864 vint le tour de la réforme rurale (assemblées de districts ou zemstvos). Elle « concernait toutes les couches de la population. Le règlement... ne comportait aucune restriction des droits des Juifs

102. EJ, t. 13, pp. 647, 656-658, 663-664 ; *Sliosberg*, t. 3, p. 93 ; PEJ, t. 7, p. 337.

103. M. A. Aldanov, *Rousskie evrei v 70-80 godakh : istoritcheskij etind* (Les Juifs russes dans les années 70-80, étude historique), in LMJR-1, pp. 45-46.

104. *Sliosberg*, t. 1, pp. 141-142.

105. PEJ, t. 7, pp. 328, 331.

* L'échelle hiérarchique établie par Pierre le Grand pour les fonctionnaires et les militaires prévoyait quatorze grades ou titres ; celui de conseiller d'État effectif était le quatrième et conférait la noblesse héréditaire.

à participer aux élections dans les assemblées de districts ni à occuper des fonctions dans les *zeinstvos*. Pendant vingt-six ans, tant que le Règlement resta en vigueur, on trouvait dans nombre d'endroits des Juifs en qualité de délégués, mais aussi en tant que membres du bureau des gouvernements locaux¹⁰⁶ ».

Aucune limitation non plus n'était imposée aux Juifs dans les statuts judiciaires promulgués en cette même année 1864. La réforme prévoyait la création d'une autorité judiciaire indépendante, et, en lieu et place des anciens avoués privés, instituait un barreau constitué en classe autonome dotée d'une organisation corporative spécifique (et, soit dit en passant, avec le droit imprescriptible de refuser son assistance à tout solliciteur « en fonction de l'appréciation morale de sa personnalité », ce qui pouvait être utilisé aussi pour des raisons politiques). Et, pour les Juifs, aucune restriction à faire partie de cette corporation. Hessen écrit : « Sans parler du barreau dans lequel ils prirent une place éminente, les Juifs commencèrent à faire de temps en temps leur apparition dans les chancelleries judiciaires en qualité d'officiers d'instruction, mais aussi dans les rangs du ministère public ; ici ou là, ils occupaient des postes dans les assemblées de juges de paix ou les cours d'assises » ; on les voyait aussi parmi les jurés¹⁰⁷, et, dans les premières décennies, sans aucun quota. (À noter encore : le serment des Juifs devant le tribunal civil se faisait sans observer les exigences de la religion juive.)

En ces mêmes années, on procéda à la réforme de l'autoadministration *municipale*. Initialement, on avait proposé que le nombre des Juifs membres de l'assemblée (*douma*) municipale et de son bureau exécutif ne dépassât pas la moitié de la totalité des membres, mais, cédant à l'opposition du ministre de l'Intérieur, le Règlement municipal de 1870 ramena cette proportion à un tiers ; en outre, les Juifs n'avaient pas le droit d'occuper le poste de maire¹⁰⁸ : on craignait « qu'autrement, la solidarité interne et l'isolement externe des Juifs ne leur garantissent un rôle dirigeant dans les organes municipaux et une prééminence dans le règlement des affaires sociales¹⁰⁹ ». Toutefois, les Juifs bénéficiaient désormais

106. EJ, t. 7, p. 762.

107. Hessen, t. 2, p. 168.

108. *Ibidem*, p. 168.

109. *Ibidem*, p. 206.

d'une totale égalité dans le processus électoral (auparavant, ils votaient en corps séparé), ce qui « renforça leur influence dans les affaires municipales ». (Au reste, dans la libre Odessa, ce vote commun avait eu cours dès les origines de la ville, comme ce sera aussi le cas à Kichinev. « De façon générale, dans le sud de la Russie, les Juifs n'étaient pas en butte au mépris social qu'on favorisait naguère en Pologne¹¹⁰. »)

Ce fut « sans doute... pour les Juifs la meilleure période de toute l'histoire russe ». « On leur avait ouvert l'accès au service public... Les améliorations juridiques et l'atmosphère générale de cette "ère de grandes réformes" exercèrent une action bienfaisante sur l'état d'esprit de la population juive¹¹¹. » Sous l'action des grandes réformes, il semblait que « le mode de vie traditionnel de la masse populaire juive se tournât davantage vers le monde environnant » ; les Juifs « commençaient à participer dans la mesure de leurs moyens à la lutte pour le droit et la liberté. Il n'est pas un domaine de la vie économique, sociale et spirituelle de la Russie où ne se soient alors manifestés les efforts créatifs des Juifs russes¹¹² ».

Enfin : les portes donnant droit à une instruction générale pour les Juifs s'étaient largement ouvertes dès le début du siècle. Mais ni nombreux, ni très disposés, les Juifs mirent du temps à les franchir. Homme de loi plus tard bien connu, J. L. Teitel se souvient de la ville de Mozyr dans les années 60 : « Le directeur du collège... s'adressait souvent... aux Juifs de Mozyr, leur remontrant les avantages de l'instruction et le désir des autorités de voir dans le collège un plus grand nombre de Juifs. Hélas, les Juifs n'allaient pas au-devant de ce désir¹¹³. » De fait, dans les premières années d'après la promulgation des réformes, ils n'y ont guère répondu, même lorsqu'on leur proposait de les entretenir aux frais de l'État et alors que le statut des collèges (1864), pour le cycle long comme pour le cycle court, stipulait solennellement que les établissements scolaires étaient ouverts à tous sans distinction de confession religieuse¹¹⁴. « Le ministère de l'Instruction publique... s'efforçait

110. EJ, t. 6, pp. 712, 715-716.

111. *Ibidem*, t. 13, p. 618.

112. LMRJ-1, introduction, pp. III-IV.

113. J. L. Teitel, *Iz moei jizni za 40 let* (Quarante ans de ma vie), Paris, 1925, p. 15.

114. I. M. Troitski, *Evrei v rousskoï shkole* (Les Juifs dans l'école russe), in LMRJ-1, p. 534.

de faciliter aux Juifs l'accès des établissements scolaires publics » et manifestait « une grande bienveillance... à la jeunesse juive d'âge scolaire¹¹⁵ ». L. Deitch met particulièrement en valeur le rôle de l'inspecteur d'académie de Novorossisk, le fameux chirurgien N. Pirogov* : « Dans une très large mesure, c'est lui qui contribua à atténuer l'hostilité de mes compatriotes envers les écoles et la science des "goyim"¹¹⁶. » Peu après le couronnement d'Alexandre II, le ministre de l'Instruction formula ainsi le programme gouvernemental : « Il est indispensable d'intensifier par tous les moyens l'enseignement des matières d'intérêt général, et, parallèlement, de s'immiscer le moins possible dans l'instruction religieuse des enfants, la confiant davantage aux soins des parents sans imposer aucune contrainte ni aucune directive de la part du gouvernement¹¹⁷. »

Pour les enfants des marchands juifs et les Juifs faits citoyens d'honneur** juifs, l'enseignement dans les établissements publics fut décrété (1859) obligatoire¹¹⁸.

Cependant, toutes ces invites et ces avantages n'eurent pas un effet foudroyant : le mieux que les autorités réussirent à obtenir fut qu'en 1863, dans les collèges de Russie, les Juifs atteignissent les 3,2 %¹¹⁹, soit leur pourcentage normal (par rapport à la population globale). Non seulement les milieux juifs restaient hostiles à l'enseignement russe, mais les buts poursuivis par les dirigeants de la société juive avaient changé : « Quand vint l'époque des grandes réformes, les "amis des Lumières" lièrent le problème de l'instruction des masses à celui de leur statut légal¹²⁰ », autrement dit, à la suppression de toutes les contraintes subsistantes. La possibilité de mesures libérales d'une telle ampleur apparut clairement après le choc consécutif à la dure guerre de Crimée.

115. *Hessen*, t. 2, p. 179.

116. *Deitch*, p. 14.

117. *EJ*, t. 13, p. 48.

118. *Ibidem*, p. 49.

119. *Hessen*, t. 2, p. 179.

120. *EJ*, t. 13, p. 48.

* Nicolas Pirogov (1810-1881), un des fondateurs de la chirurgie militaire, pionnier de l'utilisation de l'éther comme antiseptique et anesthésique, pédagogue et penseur libéral russe.

** Statut social particulier créé par Catherine (« citoyens de renom »), puis codifié en 1832, accordant aux bourgeois méritants différents privilèges.

En ce qui concerne l'instruction, un changement quasi magique intervint en 1874 après la publication du nouveau statut militaire « accordant des privilèges aux personnes instruites » : dès ce moment, « les Juifs affluèrent dans les établissements d'enseignement général¹²¹ ». « Après la réforme militaire de 1874, même les familles juives orthodoxes se mirent à envoyer leurs fils dans les établissements scolaires secondaires et supérieurs afin qu'ils bénéficient d'un service militaire réduit¹²². » Ces privilèges consistaient non seulement dans le report et l'allégement du service, mais, comme le rappelle Marc Aldanov, les Juifs pouvaient désormais présenter des examens pour obtenir des grades d'officier « ou être promus dans ces grades. Il n'était pas rare qu'ils reçoivent [également] la noblesse¹²³ ». Les années 70 virent une augmentation prodigieuse du nombre des Juifs scolarisés dans les établissements publics et la formation d'une couche nombreuse d'intellectuels juifs diplômés. Dans l'ensemble des universités du pays, en 1881, les Juifs représentaient près de 9 % des étudiants ; en 1887, ce chiffre grimpa à 13,5 %, soit un étudiant juif sur sept. Dans certaines universités, ce pourcentage était encore beaucoup plus élevé : à la faculté de médecine de Kharkov, on comptait 42 % de Juifs, à celle d'Odessa 31 %, et à la faculté de droit 41 %¹²⁴. Dans tous les collèges du pays, cycle court et cycle long confondus, le pourcentage des Juifs avait doublé entre 1870 et 1880, jusqu'à atteindre 12 % (par rapport à 1865, il avait même quadruplé) ; en 1886, dans l'académie d'Odessa, il atteignait 32 %, et dans certains établissements scolaires, 75 % et plus¹²⁵. (Et quand le ministre de l'Instruction [depuis 1866] Dimitri Tolstoï se proposa en 1871 de cadénasser l'école russe dans le système « classique » en mettant l'accent sur l'Antiquité, l'intelligentsia russe fut saisie d'indignation alors que, parmi les Juifs, cette réforme ne suscita aucun mécontentement, ainsi que le rapporte plus d'un mémorialiste.)

Cependant, ce mouvement vers l'instruction ne touchait encore « que la bourgeoisie et l'intelligentsia juives. Les masses, dans

121. *Hessen*, t. 2, p. 208.

122. *PEJ*, t. 7, p. 333.

123. *Aldanov*, *LMJR*-1, p. 45.

124. *I. M. Troitski*, *Evrei v rousskoï chcole* (Les Juifs dans l'école russe), *op. cit.*, pp. 355-356.

125. *EJ*, t. 13, p. 50.

leur immense majorité, restaient fidèles... aux *kheder* et aux *yeshivot*, l'école élémentaire russe... n'offrant aucun privilège particulier¹²⁶ ». « Le Juif russe de la masse est resté confiné dans son ancien isolement en vertu des conditions propres à son mode de vie extérieur et intérieur¹²⁷. » « Les masses populaires des villes et des bourgades de la Zone de résidence, vivant dans une atmosphère faite de traditions et d'une discipline religieuses très strictes, s'initiaient à la civilisation moderne avec une grande lenteur, et les jeunes pousses peinaient à percer¹²⁸. » « Entassée dans la Zone de résidence, la masse juive ne sentait pas, dans sa vie quotidienne, la nécessité de connaître la langue russe... La grande majorité restait, comme par le passé, confinée entre les murs de l'école élémentaire, le *kheder* originel¹²⁹ », et celui qui savait tout juste lire se devait de lire directement la Bible, et en hébreu¹³⁰.

Tournons-nous maintenant du côté de la politique du gouvernement : à présent que l'enseignement général était largement ouvert aux Juifs, les écoles publiques juives perdaient leur raison d'être. En 1862, on avait décidé d'y nommer également des Juifs aux fonctions de surveillants généraux. Désormais, dans ces écoles, « le personnel se recrutait parmi des pédagogues juifs éclairés : agissant dans l'esprit du temps, ces derniers consacrèrent leurs efforts à élever le niveau de l'apprentissage du russe et à réduire l'enseignement des disciplines juives¹³¹ ». En 1873, ces établissements furent soit supprimés, soit transformés en écoles élémentaires juives de type commun, avec une scolarité de trois et six ans, et les deux écoles rabbiniques de Vilnius et Jitomir furent transformées en instituts pédagogiques¹³². Le gouvernement se proposait désormais de vaincre l'isolement des Juifs par une éducation commune. Mais le « Comité à l'aménagement de la vie des Juifs » reçut des

126. I. M. Troitski, *Les Juifs dans l'école russe*, *op. cit.*, pp. 355-356.

127. EJ, t. 13, p. 618.

128. G. J. Aronson, *V borbe za grajdanskie i natsionalnye prava : obschestvennye tetchenia v rousskom evreïstve* (Dans la lutte pour les droits civils et nationaux : les tendances sociales dans le monde juif russe), in LMJR-1, p. 207.

129. Hessen, t. 2, pp. 178, 180.

130. J. G. Froumkine, *Iz istorii rousskogo evreïstva : vospominania, materialy, dokoumenty* (Contribution à l'histoire du monde juif russe : souvenirs, matériaux, documents), in LMJR-1, p. 51.

131. Hessen, t. 2, p. 180.

132. EJ, t. 2, p. 205.

rapports – certains émanant de fonctionnaires haut placés – favorables à un enseignement spécifique, ainsi que divers avis qui freinèrent la politique gouvernementale : « On ne peut traiter les Juifs comme les autres ethnies de l'empire... on ne peut admettre qu'ils vivent inconditionnellement sur tout le territoire de la Russie... on ne pourra l'accepter que dans la mesure où on aura au préalable essayé toutes les dispositions possibles pour en faire des citoyens productifs et utiles sur leurs lieux de résidence actuels, et lorsque ces dispositions auront prouvé leur efficacité¹³³. »

Or, sous le coup de toutes les réformes en cours, plus particulièrement sous le coup de la suppression (1856) de la lourde conscription militaire (mais aussi, par là, des prérogatives des anciens sur les communautés juives), puis de la suppression (1863) de la redevance spéciale qui y était attachée, « le pouvoir administratif des dirigeants communautaires se trouva passablement ébranlé par comparaison avec l'autorité quasi illimitée » qu'ils avaient héritée du *kahal* supprimé en 1844, ce *kahal* qui avait auparavant régné sans partage sur toute la vie juive¹³⁴.

C'est précisément à cette époque – la fin des années 50 et les années 60 – qu'un Juif converti, Jacques Brafman, intervint énergiquement auprès du gouvernement, puis auprès du grand public, en mettant en avant le projet d'une réforme décisive de la vie juive. Il avait adressé en ce sens une note à l'Empereur, fut convoqué pour consultation par le saint-synode à Pétersbourg. Il prit sur lui de mettre à nu et d'expliquer le système du *kahal* (trop tard, au demeurant, puisque celui-ci avait été aboli), il se procura à cette fin et traduisit en russe les actes des *kehalim* de Minsk remontant à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle, et les publia d'abord en extraits, ensuite (1869, 1874) sous la forme d'un corpus intitulé *Le Livre du kahal*, illustrant l'étendue de l'arbitraire absolu qui régnait sur la personne et les biens des membres de la communauté. Ce livre « fit autorité aux yeux de l'administration qui s'y référa comme à un manuel officiel, et reçut droit de cité (surtout par ouï-dire) dans de larges cercles de la société russe » : « la marche triomphale de Brafman », « un succès exceptionnel¹³⁵ ». (Plus tard,

133. *Hessen*, t. 2, p. 205.

134. *Ibidem*, p. 170.

135. *Ibidem**, pp. 200-201.

le livre sera traduit en français, en allemand et en polonais¹³⁶.) « *Le Livre du kahal* réussit à inspirer à de nombreuses personnes une haine fanatique envers le peuple juif en tant qu'«ennemi universel des chrétiens», et à répandre une représentation défigurée de la vie interne des Juifs¹³⁷. »

Cette « mission » de Brafman consistant à réunir les actes des *kehalim* et à les traduire en russe « mit en émoi la société juive » ; à la demande des Juifs et avec leur concours fut alors créée une commission gouvernementale de vérification. Des « écrivains juifs s'empressèrent de prouver que les documents des *kehalim* publiés par Brafman étaient les uns falsifiés, les autres faussement interprétés », et l'un des critiques « mit même en doute l'authenticité des pièces¹³⁸ ». Un siècle plus tard (1976), la *Nouvelle Encyclopédie juive* a néanmoins confirmé que « les matériaux utilisés par Brafman étaient bien authentiques, et ses traductions plutôt exactes¹³⁹. Plus récente encore, l'*Encyclopédie juive russe* estime en 1994 que « les documents publiés par Brafman sont une source précieuse pour l'étude de l'histoire des Juifs en Russie au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles¹⁴⁰ ». (Soit dit en passant, le poète Khodassévitch* était le petit-neveu de Brafman.)

Brafman affirmait que « les lois du gouvernement sont impuissantes à neutraliser le pouvoir de nuisance qui se love dans l'auto-administration juive... selon lui, cette organisation ne se limite pas aux *kehalim* locaux... mais est censée embrasser le peuple juif dans le monde entier... en conséquence de quoi, les peuples chrétiens ne pourront s'affranchir de l'exploitation juive tant que ne sera pas annihilé tout ce qui concourt à l'isolement des Juifs ». Brafman s'employa à conforter « l'idée que le Talmud n'est pas un code à caractère national et religieux, mais un code civil et politique qui va «à l'encontre du développement politique et moral des pays chrétiens»¹⁴¹ » et cherche à créer une « république talmudique ». Il

136. PEJ, t. 1, p. 532.

137. *Hessen*, t. 2, pp. 200-201.

138. EJ, t. 4, p. 918.

139. PEJ, t. 1, p. 532.

140. EJR, t. 1, p. 164.

141. *Hessen*, t. 2, pp. 200-201.

* Vladislav Khodassévitch (1886-1939), émigré en 1922, s'installe en 1925 à Paris. Son œuvre poétique, peu abondante, est d'une remarquable qualité.

répétait avec insistance que « les Juifs constituent un État dans l'État », qu'ils « considèrent que les décisions gouvernementales n'ont pas pour eux un caractère obligatoire¹⁴² », que l'un des principaux buts de la communauté juive est de « leurrer les chrétiens pour n'en faire que les propriétaires fictifs des biens qui leur appartiennent¹⁴³ ». Micux encore, il « accusait la Société pour la diffusion de l'instruction parmi les Juifs de Russie et l'Alliance israélite de participer au "complot juif universel"¹⁴⁴ ». Hessen, quant à lui, estime que « *Le Livre du kahal*... se contentait d'exiger que fût extirpée jusqu'aux racines l'autoadministration sociale des Juifs », indépendamment même « de leur absence de droits civiques¹⁴⁵ ».

« Tout en atténuant la phraséologie trop poussée du *Livre du kahal* », le Conseil d'État déclara que même si des mesures administratives arrivaient à faire disparaître les signes extérieurs distinguant les Juifs du reste de la population, cela ne garantirait pas encore la disparition de l'attitude de fermeture, voire de quasi-hostilité des communautés juives envers les chrétiens ; l'isolement des Juifs, nuisible à l'État, pourrait être combattu « d'une part par l'affaiblissement, dans la mesure du possible, des liens rattachant les Juifs à l'autorité abusive des anciens, de l'autre, facteur plus important, par la diffusion de l'instruction parmi les Juifs¹⁴⁶ ».

Mais ce processus – de « diffusion des Lumières » – avait déjà commencé dans la société juive elle-même. La *Haskala*, le mouvement précédent* des années 40, s'était plutôt inscrit sur le terrain de la culture allemande, la langue russe lui était restée étrangère (on connaissait Goethe et Schiller, mais on ignorait Pouchkine et Lermontov¹⁴⁷). « Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, à de rares exceptions près, même les Juifs cultivés ne connaissaient ni la langue ni la littérature russes, tout en maîtrisant parfaitement l'allemand¹⁴⁸. » Mais le mouvement de ces *maskilim*, plus préoccupés de leur

142. EJ, t. 4, pp. 918, 920.

143. PEJ, t. 1, p. 532.

144. EJR, t. 1, p. 164.

145. Hessen, t. 2, p. 202.

146. Hessen*, t. 2, pp. 202-203.

147. S. M. Guinzbourg, O rousskoï evreiskoï intelligentsii (De l'intelligentsia russo-juive), MJ, p. 34.

148. EJ, t. 3, p. 334.

* Ère des Lumières qui s'est développée initialement dans le judaïsme d'Europe du Nord, pour s'étendre ensuite à l'Europe orientale.

propre culture que de celle du peuple juif profond, s'était étiolé vers les années 60¹⁴⁹. « Le souffle russe a fait irruption dans le milieu juif au cours des années 60 du XIX^e siècle. Auparavant, les Juifs ne vivaient pas en Russie, ils se contentaient d'y habiter¹⁵⁰ », considérant leurs problèmes comme indépendants de la réalité russe. Jusqu'à la guerre de Crimée, l'intelligentsia juive en Russie ne reconnaissait que la culture allemande ; mais, à compter des réformes, elle se sentit une certaine inclination pour la culture russe ; maîtriser le russe « rehaussait le sentiment de sa propre estime¹⁵¹ ». Désormais, l'éducation juive se développa en étant fortement influencée par la culture russe. « Les meilleurs... parmi les intellectuels juifs russes n'oubliaient pas leur peuple », ne se confinaient pas uniquement « dans la sphère de leurs intérêts personnels », mais avaient aussi le souci d'« adoucir son sort » ; du reste, la littérature russe n'exhortait-elle pas elle aussi à « se mettre au service de nos frères déshérités¹⁵² » ?

Toutefois, pour le nouveau « mouvement des Lumières », cette attention portée aux masses populaires étaient freinée du fait que ces dernières restaient intimement liées à la religion, autrement dit, aux yeux des progressistes, « à un facteur nettement rétrograde¹⁵³ ». Conformément à l'air du temps, le mouvement européen pour la culture était parfaitement séculier. Ce processus de sécularisation de la conscience sociale dans les milieux juifs « avançait avec d'autant plus de difficulté que la religion avait joué des siècles durant un rôle exceptionnel dans la diaspora où elle avait servi de fondement à la conscience nationale juive », tant et si bien que « la formation d'une conscience nationale juive séculière » ne réussit en fait à se développer véritablement que vers la fin du siècle¹⁵⁴. « Non

149. I. Mark, *Literatoura na idish v Rossii* (la Littérature yiddish en Russie), in LMJR-1, p. 521 ; G. J. Aronson, *Roussko-evrejsiaia peldat*, *ibidem*, p. 548.

150. B. Orlov, *Ne te vy outchili alfavit* (Vous n'avez pas appris les bons alphabets) in *Vremia i my*, Revue internationale de littérature et des problèmes sociaux, Tel-Aviv, 1975, n° 1, p. 130.

151. M. Ocherovitch, *Rousskie evrei v Soedinennykh Chtatakh* (Les Juifs russes aux États-Unis), in LMJR-1, pp. 289-290.

152. Guinzbourg, in MJ, p. 35.

153. Aronson, *V borbe za...* (En lutte pour...), *op. cit.**, p. 210.

154. S. Schwarz, *Evrei v Sovetskom Soiouze s natchala Vtoroi mirovoi voyny, 1939-1965* (Les Juifs en URSS depuis le début de la Seconde Guerre mondiale, 1939-1965), New York, éd. du Comité juif américain du Travail, 1966, p. 290.

pas tradition d'immobilisme, mais phénomène tout à fait conscient : le Juif refusait de courir le risque d'être séparé de Dieu¹⁵⁵. »

L'intelligentsia russo-juive s'est donc trouvée confrontée dès ses premiers pas à la culture russe à l'époque même où l'intelligentsia russe connaissait un développement impétueux et où la Russie était submergée par le torrent de la culture occidentale (Bökl, Hegel, Heine, Hugo et jusqu'à Comte et Spencer). On attire notre attention¹⁵⁶ sur le fait que les protagonistes de la première génération d'intellectuels russo-juifs qui exercèrent ensuite une influence non négligeable sur le monde juif universel sont nés à peu près tous dans les mêmes années 1860-1866 : S. Doubnov, M. Krol, G. Sliosberg, O. Grusenber, Saül Guinzbourg. (Du reste, en ces mêmes années naissaient – leurs contemporains, donc – les éminents révolutionnaires juifs suivants : M. Gotz, G. Gershuni, F. Dan, Azef, L. Axelrod-« Orthodoxes », et, plus important que ce dernier, P. Axelrod, L. Deitch, entre maints autres révolutionnaires juifs dont certains avaient même vu le jour dans les années 50.)

En 1863, à Pétersbourg, grâce au soutien des richissimes Evzel Guinzbourg et A. M. Brodski, l'autorisation fut donnée de fonder la « Société pour la promotion de l'instruction parmi les Juifs » (OPE), pour commencer avec un effectif réduit ; durant sa première décennie, elle eut une activité non pas d'éducation, mais d'édition, mais cela suffit pour provoquer une « violente riposte » des orthodoxes juifs¹⁵⁷ (qui protestèrent même contre l'édition russe du Pentateuque, considérée comme une atteinte blasphématoire au caractère sacré de la Torah). À partir des années 70, l'OPE assura un soutien financier aux écoles juives. Son activité s'était russifiée, elle ne faisait des concessions qu'à l'hébreu, mais pas au « jargon¹⁵⁸ », comme tous appelaient alors d'un commun accord le yiddish ; selon l'opinion de l'écrivain Ossip Rabinovitch, « le "jargon vicié" que parlent les Juifs en Russie ne peut "favoriser l'instruction, car il ne permet pas d'exprimer non seulement les

155. I. M. Bikerman, *K samopoznaniou evreja : tchem my byli, tchem my stali, tchem my doljny byt* (Vers une prise de conscience des Juifs : ce que nous avons été, ce que nous sommes devenus, ce que nous devons être), Paris, 1939, p. 48.

156. K. Leitis, *Pamiati M. A. Krolia* (À la mémoire d'A. Krol), in *MJ-2*, 1944, pp. 408-411.

157. *EJ*, t. 13, p. 59.

158. I. M. Troitski, *op. cit.*, in *LMJR-1*, pp. 471-474.

notions abstraites, mais même des pensées tant soit peu conséquentes”¹⁵⁹ ». « Nous, Juifs de Russie, au lieu d'apprendre la magnifique langue russe, nous nous en tenons à notre langage vicié, peu mélodieux, incorrect et indigent¹⁶⁰, » (En leur temps, les *maskilim* allemands se gaussaient du jargon encore plus vertement.)

Ainsi, dans le monde juif russe « naquit une nouvelle force sociale qui ne tarda pas à entrer en conflit avec l'alliance... du capital et de la synagogue », selon l'expression du libéral J. Hessen. Encore timide à sa naissance, cette force fut la presse périodique juive de langue russe¹⁶¹.

Son premier-né a été *L'Aurore*, journal d'Odessa qui n'a paru, il est vrai, que pendant deux ans (1859-1861), édité par le susmentionné O. Rabinovitch. Ce journal devait servir à « diffuser “des connaissances utiles, une religiosité authentique, les règles de la vie en communauté et celles de l'éthique”, à donner aux Juifs l'envie d'apprendre le russe et à “se sentir proche de la culture de leur patrie”¹⁶² ». *L'Aurore* accordait toute son attention à la politique, étalant « son amour de la Patrie » et son intention « de concourir aux visées du gouvernement¹⁶³ ». « Vivre d'une vie commune avec tous les peuples, participer à leur formation et à leur succès, mais en même temps conserver, développer et perfectionner son identité et sa richesse nationales¹⁶⁴ ». L'un des principaux collaborateurs de *L'Aurore*, le publiciste L. Levanda, formula en ces termes le double objectif du journal : « être à la fois défensif et offensif, se défendre contre les attaques venues du dehors quand il s'agit de lutter pour nos droits civils et nos intérêts confessionnels, et passer à l'attaque contre nos ennemis intérieurs : l'obscurantisme, la routine, les désordres sociaux, nos tares et nos faiblesses ethniques¹⁶⁵ ».

Cette dernière orientation – « mettre à nu les points sensibles de la vie juive » – suscita dans les milieux juifs la crainte « qu'elle n'attirât de nouvelles mesures répressives ». Les journaux juifs

159. Hessen, t. 2, p. 172.

160. EJ*, t. 3, p. 335.

161. Hessen, t. 2, p. 170.

162. *Ibidem*, p. 171.

163. G. J. Aronson, in *La presse russo-juive*, in LMJR-1, p. 562.

164. Guinzbourg, MJ-1, p. 36.

165. Hessen*, t. 2, p. 173.

surgis à la même époque (en yiddish) « trouvaient l'orientation de *L'Aurore* par trop radicale ». Mais ces mêmes journaux modérés, du seul fait même de leur apparition, ébranlaient « la "structure patriarcale" de la vie communautaire, entretenue par l'aphasie du peuple¹⁶⁶ ». Bien sûr, au sein de la société juive, la lutte entre le rabbinat et les *hassidim* n'avait pas cessé ; elle s'était doublée, depuis les années 60, de la lutte des publicistes d'avant-garde contre les fondements routiniers de la vie quotidienne.

Comme le remarque Hessen, « dans les années 60, l'arsenal de mesures répressives visant les ennemis idéologiques n'effarouchait pas même la conscience des intellectuels les plus cultivés » ; ainsi le publiciste A. Kovner, le « Pissarev* juif », ne s'est pas retenu de dénoncer un des journaux juifs au gouverneur général de Nouvelle Russie¹⁶⁷. (Quant à Pissarev lui-même, dans les années 70, « il jouissait auprès des intellectuels juifs... d'une popularité immense¹⁶⁸ ».)

M. Aldanov** considère qu'on doit commencer à examiner la participation des Juifs à la culture et à la vie politique russes à partir des années 70¹⁶⁹ (au mouvement révolutionnaire, dix ans avant).

Des années 70 date en effet la collaboration de nouveaux publicistes juifs – L. Levanda, que nous avons déjà cité, le critique S. Venguerov, le poète N. Minski – à la grande presse russe (Minski, nous dit Aronson, se prépara durant la guerre russo-turque à aller combattre pour les frères slaves). Le ministre de l'Instruction, le comte Ignatiev, a exprimé à cette époque sa foi dans l'attachement des Juifs russes à la Russie. À la suite de la guerre russo-turque de 1877-1878, des bruits coururent dans les milieux juifs, annonçant d'importantes réformes qui leur seraient favorables. Entre-temps, le centre de l'intelligentsia juive s'était déplacé d'Odessa à Pétersbourg ; là, des écrivains et avocats nouveaux venus exerçaient une influence déterminante sur l'opinion publique.

166. *Ibidem**, p. 174.

167. *Ibidem**, p. 174.

168. EJ, t. 3.

169. Aldanov, *op. cit.*, p. 44.

* Dimitri Pissarev (1841-1868), critique littéraire, représentant du nihilisme en Russie.

** Marc Aldanov, pseudonyme de Landau (1886-1957), écrivain juif d'origine russe, auteur de nombreux romans historiques. Émigré en 1919, il vit à Paris jusqu'en 1940, puis aux États-Unis jusqu'à sa mort.

C'est dans cette atmosphère marquée par un regain d'espoir que fut reprise en 1879 à Pétersbourg la publication de *L'Aurore*. Dans son éditorial, M. I. Koulicher écrivit : « Être l'organe des besoins et des exigences des Juifs russes... pour faire sortir l'énorme masse des Juifs russes de sa léthargie intellectuelle... ce qui est également nécessaire pour le bien de la Russie... De ce point de vue, les intellectuels juifs russes ne veulent pas se différencier des autres citoyens russes¹⁷⁰. »

Suivant en cela la presse juive, la littérature juive se développa à son tour, d'abord en hébreu, puis en yiddish, enfin en russe, stimulée par les modèles de la littérature russe¹⁷¹. Sous Alexandre II, « nombreux furent les écrivains juifs qui voulaient convaincre leurs coreligionnaires d'apprendre le russe et de considérer la Russie comme leur patrie¹⁷² ».

Les Juifs éclairés, encore si peu nombreux dans les années 60-70, entourés de tous côtés par la culture russe, n'avaient d'autre possibilité que de se tourner vers l'assimilation, d'« emprunter le chemin qui, dans des conditions analogues, avait amené les intellectuels juifs d'Europe occidentale à s'assimiler au peuple dominant¹⁷³ » — à cette différence près, toutefois, que dans les pays européens le niveau de culture du peuple de souche avait toujours été nettement plus élevé, alors que, dans les conditions de la Russie, il fallait s'assimiler non pas au peuple russe, que la culture n'avait fait encore qu'effleurer, ni à la classe dirigeante russe (par opposition, par refus), mais uniquement à la fine couche des intellectuels, encore peu nombreuse mais en revanche déjà parfaitement sécularisée et qui, elle aussi, avait répudié son Dieu. Pareillement, ceux parmi les Juifs qui étaient des esprits éclairés rompirent avec la religion juive, « et, comme ils n'avaient d'autre lien avec leur peuple, ils s'en éloignèrent tout à fait, ne se considérant plus, spirituellement parlant, que comme des citoyens russes¹⁷⁴ ».

« Peu à peu s'établit une certaine communauté de vie entre les

170. Aronson, La presse russo-juive, *op. cit.*, pp. 558-561.

171. M. Krol, *Natsionalizm i assimiatsia v evreiskoi istorii* (Le nationalisme et l'assimilation dans l'histoire juive), in MJ-1, pp. 188-189.

172. J. Parks, *Evrei sredi narodov. Obsor pritchin antisemitizma* (Les Juifs au milieu des peuples, Panorama des causes de l'antisémitisme), Paris, YMCA Press, 1931.

173. Hessen, t. 2, p. 198.

174. *Ibidem*.

milieux intellectuels des sociétés juive et russe¹⁷⁵. » L'animation générale, le mouvement, la vie hors de la Zone de résidence d'une certaine catégorie de Juifs, mais aussi le développement des chemins de fer (et les voyages à l'étranger), tout cela « favorisait des contacts plus étroits entre l'isolat juif et le monde environnant¹⁷⁶ ». À Odessa, au début des années 60, « jusqu'à un tiers des Juifs... parlaient le russe¹⁷⁷ ». La population y augmentait à vive allure « grâce à l'immigration massive aussi bien des Juifs russes que des Juifs étrangers venus principalement d'Allemagne et de Galicie¹⁷⁸ ». L'épanouissement d'Odessa au milieu du siècle préfigurait celui de l'ensemble du monde juif russe à l'aube du suivant. Dès le début du XIX^e siècle, la libre Odessa s'était développée selon ses propres lois, différentes des lois russes, tantôt port franc, tantôt ouverte aux navires turcs, y compris même pendant la guerre avec la Turquie. « À cette époque, les Juifs [d'Odessa] avaient pour occupation dominante le commerce du grain. De nombreux Juifs étaient des commerçants modestes, des intermédiaires (principalement entre les propriétaires fonciers et les exportateurs), courtiers ou agents locaux des grandes compagnies étrangères de céréales – grecques surtout ; estimateurs à la Bourse des céréales, caissiers, peseurs, débardeurs, ils occupaient une position dominante dans le commerce du grain : en 1870 se trouvait entre leurs mains le plus gros des exportations de céréales. En 1910... 89,2 % de ces exportations¹⁷⁹. » « Par comparaison avec les autres villes de la Zone de résidence, il y avait à Odessa davantage de Juifs pratiquant des professions libérales... ; ils avaient noué d'excellentes relations avec les représentants de la société russe cultivée et jouissaient des faveurs de la haute administration de la ville... L'inspecteur d'académie d'Odessa de 1856 à 1858, N. Pirogov, leur était particulièrement favorable¹⁸⁰. » Un contemporain a brossé de façon pittoresque ce brassage odessite où, dans une concurrence exacerbée, s'affrontaient commerçants juifs et grecs, et où, « les années de bonne récolte, la moitié de la ville vivait de la vente des produits

175. *Ibidem*, p. 177.

176. EJ, t. 13, p. 638.

177. Aronson, *La presse russo-juive, op. cit.*, p. 551.

178. PEJ, t. 6, p. 117.

179. *Ibidem*, pp. 117-118.

180. *Ibidem*, p. 118.

céréaliers, depuis le gros brasseur de transactions sur le grain jusqu'au dernier des brocanteurs », – et là, dans ce melting-pot tourbillonnant, unifié par l'usage de la langue russe, « on aurait eu grand mal à tracer une ligne de démarcation entre un négociant en céréales, un banquier et un intellectuel ¹⁸¹ ».

Ainsi, « dans le monde juif éclairé, le processus d'assimilation à tout ce qui est russe... ne faisait que se renforcer ¹⁸² ». « L'éducation européenne, la connaissance de la langue russe devinrent des besoins vitaux », « tous se mirent à étudier la langue et la littérature russes ; chacun ne pensait qu'à se rapprocher, jusqu'à fusion totale, du milieu environnant », non seulement à maîtriser la langue russe, mais à lutter « pour une russification complète, pour se pénétrer de l'« esprit russe », en sorte que le Juif ne se distingue en rien, si ce n'est par la religion, des autres citoyens ». Un contemporain, M. G. Morgulis, s'est exprimé comme suit : « Tous ont commencé à se sentir citoyens de leur pays, à tous est alors échue une patrie ¹⁸³. » « Les représentants de l'intelligentsia juive considéraient qu'ils « étaient obligés, au nom des intérêts gouvernementaux, de renoncer à leurs particularités nationales..., de fusionner avec la nation dominante du pays où il leur était donné de vivre ». L'un des progressistes juifs de l'époque écrivit que « les Juifs, en tant que nation, n'existent pas », qu'ils « se considèrent comme des Russes de confession mosaïque »... « Les Juifs reconnaissent que leur salut réside dans leur fusion avec le peuple russe » ¹⁸⁴. »

Il convient sans doute de mentionner ici le nom de Benjamin Portougalov, médecin et publiciste. Dans sa jeunesse, il s'est laissé entraîner par la subversion, il a même été emprisonné à Petropavlovsk ; en 1871, il s'est établi à Samara. Il « a joué un rôle éminent dans le développement de la médecine des zemstvos et dans l'action sanitaire... il a été l'un des pionniers du traitement de l'alcoolisme et de la lutte contre ce fléau en Russie », organisant à cet effet des conférences publiques. « Dès sa jeunesse, il s'est imprégné des idées populistes sur le rôle néfaste des Juifs dans la situation économique des paysans russes. Ces idées servirent de

181. K. Itskovitch, Odessa-gorod khlebyj (Odessa, la ville céréalière), in *Novoe Rousskoe Slovo*, New York, 21 mars 1984, p. 6.

182. EJ, t. 3, pp. 334-335.

183. *Ibidem**, t. 13, p. 638.

184. Aronson, En lutte pour..., *op. cit.*, p. 207.

fondement aux dogmes du "mouvement judéo-chrétien" des années 1880 et suivantes » (une fraternité spirituelle et biblique). Portougalov estimait nécessaire d'affranchir la vie des Juifs du ritualisme, il pensait que « les Juifs ne peuvent exister et œuvrer au développement de la culture et de la civilisation qu'en se diluant dans les peuples d'Europe (il entendait par là le peuple russe)¹⁸⁵ ».

On peut remarquer parallèlement la baisse notable, sous le règne d'Alexandre II, du nombre des baptêmes, devenus inutiles après l'« époque des cantonistes » et l'extension des droits juifs¹⁸⁶. La secte des judaïsants reçut elle aussi alors le droit de confesser sa religion¹⁸⁷.

Cette attitude à l'égard de la Russie des Juifs aisés, en particulier à l'extérieur de la Zone de résidence, de même que celle des Juifs ayant reçu une éducation russe doivent retenir l'attention et méritent d'être soulignées. Elles l'ont d'ailleurs été. « Dans la perspective des grandes réformes, tous les Juifs russes conscients, sans exception, ont été, peut-on dire, des patriotes russes et des monarchistes, et vis-à-vis d'Alexandre II éprouvaient littéralement de l'adoration. Réputé pour sa cruauté envers les Polonais (lors de leur révolte de 1863), M. N. Mouraviev (alors gouverneur général de la région du Nord-Ouest) patronnait les Juifs en cherchant, ce qui était de saine politique, à rallier la majeure partie de la population de la région de l'Ouest, la juive en particulier, aux principes gouvernementaux russes¹⁸⁸. » Bien que, lors du soulèvement de 1863, les Juifs de Pologne eussent nettement soutenu les Polonais¹⁸⁹, ceux des provinces de Vilnius, Kaunas et Grodno, « mus par un instinct populaire sain, comprirent qu'il fallait soutenir la Russie, car ils pouvaient attendre d'elle plus d'équité et d'humanité que de la part des Polonais qui, tout en supportant depuis longtemps les Juifs, les avaient toujours traités comme une race inférieure¹⁹⁰ ». (J. Teitel l'explique ainsi : « Les Juifs polonais se sont toujours tenus à l'écart des Juifs russes », ils les regardaient

185. PEJ, t. 6, pp. 692-693.

186. EJ, t. 11, p. 894.

187. PEJ, t. 2, p. 510.

188. V. S. Mandel, *Konservativnye i razruchitelnye elementy v evreistvo* (Les éléments conservateurs et destructeurs chez les Juifs), in RiE, pp. 195 s.

189. Troitski, *op. cit.*, p. 356.

190. Mandel, *op. cit.*, p. 195.

en « vrais Polonais ». Les Polonais eux-mêmes lui confiaient dans l'intimité, parlant des Juifs russes de Pologne : « Les meilleurs parmi les Juifs sont nos ennemis. Les Juifs russes qui ont inondé Varsovie, Lodz et d'autres grands centres polonais sont les promoteurs de la culture russe qui nous est si antipathique¹⁹¹. »)

À cette époque, la russification des Juifs de Russie répondait au désir du gouvernement russe¹⁹². Les autorités russes considéraient que « des relations suivies avec la jeunesse russe était le plus sûr moyen de rééduquer les jeunes Juifs et d'en extirper l'«hostilité envers les chrétiens¹⁹³» ».

Au reste, nouvellement né, ce patriotisme russe des Juifs avait des limites précises. Le juriste et publiciste I. G. Orchanski laissait entendre que, pour accélérer le processus, « il était indispensable de placer les Juifs dans une situation telle qu'ils pussent se sentir et se considérer comme les libres citoyens d'un pays libre et civilisé¹⁹⁴ ». Lev Levanda, déjà cité, « savant juif » travaillant auprès du gouverneur de Vilnius, écrivit alors : « Je ne deviendrai [un patriote russe] que lorsque le problème juif aura trouvé une solution définitive et satisfaisante. » Un auteur juif contemporain qui a connu un long chemin de tourments au ^{xx}e siècle et qui émigra par la suite en Israël lui a répondu un siècle plus tard : « Levanda ne se rend pas compte qu'on ne pose pas de conditions à la Mère-Patrie. On l'aime sans restrictions, sans réserves ni préalables, on l'aime parce qu'elle est la Mère. Ce programme — un Amour sous conditions ! — a été professé avec une rare constance par l'intelligentsia russo-juive tout au long d'un siècle, bien que, sous tous les autres aspects, elle se soit montrée d'une «russité» irréprochable¹⁹⁵. »

Cependant, à l'époque que nous décrivons, « n'adhéraient à la «citoyenneté russe» que des groupes isolés et peu nombreux de la société juive, principalement dans les grands centres commerciaux et industriels... aussi avait-on une vision exagérée de la marche triomphale de la langue russe jusque dans les tréfonds de la vie juive ». En fait, « la grande masse restait à l'écart de ces nouvelles

191. *Teitel*, p. 239.

192. Cf. *EJ*, t. 3, p. 335, entre autres.

193. *Hessen*, t. 2, p. 208.

194. *EJ*, t. 3, p. 335.

195. *Orlov*, in *VM*, 1975, n° 1, p. 132.

tendances... elle était coupée non seulement de la société russe, mais aussi de l'intelligentsia juive¹⁹⁶ ». Jusque dans les années 60-70, la grande masse juive demeura non concernée par l'assimilation, et menacée de se trouver coupée de l'intelligentsia juive. (En Allemagne, si l'assimilation juive n'avait pas connu pareil phénomène, c'était faute d'une « masse populaire juive » : tous se trouvaient placés plus haut sur l'échelle sociale, et les circonstances historiques n'avaient pas fait qu'elle vécût dans un tel entassement¹⁹⁷.)

À la fin des années 60, au sein de l'intelligentsia juive, des voix s'inquiétèrent de cette transformation des intellectuels juifs en simples patriotes russes. Le premier à en parler fut Perets Smolenskine en 1868 : l'assimilation aux Russes présente pour les Juifs le « caractère d'un danger national » ; certes, il ne faut pas craindre les Lumières, mais il ne faut pas non plus rompre avec le passé historique ; tout en s'imprégnant de la culture générale, il importe de garder son visage spirituel propre¹⁹⁸ ; « les Juifs ne sont pas une secte religieuse, mais une nation¹⁹⁹ ». Si les intellectuels juifs se coupent de leur peuple, ce dernier ne se dégagera pas de l'oppression administrative ni de sa torpeur spirituelle. (Le poète I. Gordon a eu cette formule : « Sois un homme dans la rue, mais un Juif dans ta maison. »)

Les journaux pétersbourgeois *L'Aurore* (1879-1882) et *Le Juif russe* allaient désormais dans cette direction²⁰⁰. Ils entendaient renforcer l'attrait exercé sur la jeunesse juive par l'étude conjointe du passé et de la situation présente. Au tournant des années 70 et 80, un fossé se creusa entre tendances nationale et cosmopolite au sein du monde juif russe²⁰¹. « En fait, les dirigeants de *L'Aurore* ne croyaient déjà plus au caractère bénéfique de l'assimilation... Sans trop s'en rendre compte, *L'Aurore* favorisait... l'éveil de la conscience nationale... et penchait de plus en plus nettement vers le nationalisme... Les illusions de la russification... se dissipaient²⁰². »

196. Hessen, t. 2, p. 181.

197. Aronson, in *La lutte pour...*, op. cit., pp. 56, 208-209.

198. Hessen, t. 2, pp. 198-199.

199. EJ, t. 3, p. 336.

200. Hessen, t. 2, pp. 232-233.

201. S. M. Guinzbourg, *Nastroenia evreiskoi molodeji v 80-kh godakh prochlogo stoletia* (Les tendances dans la jeunesse juive des années 80 du siècle passé), in *LMJR*-I, p. 380.

202. Aronson, in *La presse russo-juive*, op. cit., pp. 561-562.

Cette tendance faisait écho aux événements historiques qui se déroulaient en Europe au cours de cette seconde moitié du XIX^e siècle : l'impétueux soulèvement polonais, la réunification par les armes de l'Italie, puis de l'Allemagne, ensuite des Slaves dans les Balkans. Partout montait et triomphait l'idée nationale. Selon toute vraisemblance, cette tendance se serait renforcée au sein de l'intelligentsia juive même si les événements de 1881-1882 ne s'étaient pas produits.

Entre-temps, toujours en ces années 70, l'attitude de la société russe à l'égard des Juifs changeait elle aussi : au plus haut des réformes d'Alexandre II, elle avait été des plus bienveillantes. Mais, par ailleurs, les écrits de Brafman, pris très au sérieux, avaient éveillé parmi elle les soupçons.

Autre coïncidence : en 1860, la création retentissante à Paris de l'Alliance israélite universelle « dans le but de défendre les intérêts des Juifs » dans le monde entier, avec un Comité central (à la tête duquel fut placé peu après Adolphe Crémieux²⁰³). « Peu renseignée... sur la situation des Juifs en Russie », l'Alliance israélite universelle « s'intéressa au monde juif russe et se mit à travailler avec une grande constance en faveur des Juifs de Russie ». Elle ne disposait pas de bureaux en Russie ni ne fonctionnait à l'intérieur de ses frontières. En sus de son œuvre de bienfaisance et d'éducation, elle s'adressa plus d'une fois directement au gouvernement de la Russie pour prendre la défense de Juifs russes, il est vrai souvent mal à propos. (Ainsi en 1866 pour qu'on n'exécutât pas Itzka Borodaï, accusé d'avoir provoqué un incendie prémédité dans un but politique – or il n'avait pas été condamné à mort ; quant aux autres Juifs impliqués dans cette affaire, ils avaient tous été acquittés bien avant la démarche effectuée en leur faveur ; ou encore, Crémieux protesta contre le transfert des Juifs au Caucase ou dans la région de l'Amour, alors que le gouvernement russe n'en avait nullement l'intention ; en 1869, il déplora que les Juifs fussent persécutés à Pétersbourg²⁰⁴ alors qu'il n'en était rien ; il se plaignit aussi au président des États-Unis, prétendant que le gouvernement russe allait jusqu'à persécuter la religion juive.) Selon un rapport de l'ambassadeur russe à Paris, l'Alliance

203. EJ, t. 1, p. 932 ; PEJ, t. 1, p. 103.

204. *Ibidem*, pp. 948-950.

nouvellement créée (elle avait pour emblème les Tables de la Loi de Moïse dominant le globe terrestre) jouissait déjà « d'une énorme influence sur la société juive de tous les pays ». Tout cela contribua à alerter et le gouvernement et la société russes.

J. Brafman s'est beaucoup dépensé pour contrer l'Alliance. Il affirma que celle-ci, « comme toutes les associations juives, revêtait un caractère de duplicité (ses documents officiels disent aux gouvernements une chose, ses documents secrets une autre) », qu'elle avait pour but « de protéger le judaïsme de l'influence, mortelle pour lui, de la civilisation chrétienne²⁰⁵ ». (Par ricochet, ces accusations atteignirent également l'OPE, la « Société pour la diffusion de l'instruction parmi les Juifs de Russie », créée en 1863 : celle-ci aurait eu pour tâche « de favoriser et de renforcer la solidarité juive universelle et l'esprit de caste²⁰⁶ ».)

Les craintes suscitées par l'Alliance avaient été alimentées par le premier appel, émotionnel à souhait, adressé par ses organisateurs « au monde juif de tous les pays », mais aussi par des faux. Le thème de l'unité des Juifs y était présenté de la façon suivante : « Juifs !... Si vous croyez que l'Alliance est pour vous un bien, que, tout en faisant partie de différents peuples, vous pouvez cependant avoir des sentiments, des désirs et des espoirs communs... si vous pensez que vos efforts disparates, les bonnes intentions et les aspirations de personnes isolées peuvent devenir une force puissante en s'unissant en un seul tout et en suivant une seule direction vers un même but..., apportez-nous votre soutien par votre sympathie et votre concours²⁰⁷. »

Plus tard fit son apparition un document connexe imprimé en France – soi-disant un appel d'Adolphe Crémieux en personne. Il semble toutefois qu'il se soit agi d'un faux. On ne peut exclure que ce soit un des projets d'appel, rejeté par les organisateurs de l'Alliance (mais il confortait les accusations de Brafman comme quoi l'Alliance avait des intentions cachées) : « Nous vivons en terres étrangères et nous ne pouvons être concernés par les intérêts changeants de ces pays tant que nos propres intérêts moraux et matériels seront en danger... La doctrine juive doit se répandre

205. *Ibidem*.

206. EJ*, p. 742.

207. EJ, t. 1, pp. 933-936.

dans le monde entier... » Dans la presse russe, cela donna lieu à un débat animé à l'issue duquel I. S. Aksakov* écrivit en guise de conclusion, dans son journal *La Russie*, que « le problème de l'authenticité de l'appel ne présente pas, dans le cas présent, de signification particulière, étant donné le caractère *authentique* des idées et des espérances qui y sont exprimées²⁰⁸ ».

L'*Encyclopédie juive* publiée avant la révolution écrivit que depuis les années 70, dans la presse russe, « de plus en plus rares étaient les voix qui s'élevaient pour défendre les Juifs... L'idée se renforçait parmi les Russes que les Juifs de tous pays seraient unis par une forte organisation politique qui avait sa direction centrale au sein de l'Alliance israélite universelle²⁰⁹ ». C'est ainsi que la création de l'Alliance produisit en Russie – et sans doute pas seulement en Russie – un effet contraire au but qu'elle se proposait...

Si les organisateurs de l'Alliance avaient pu prévoir le nombre de blâmes formulés à l'encontre de la solidarité juive mondiale, voire d'accusations de complots que cette Alliance allait susciter, peut-être se seraient-ils abstenus de la créer, d'autant plus qu'elle n'a guère modifié l'histoire du continent européen.

Après 1874, quand le nouveau statut militaire introduisit le service égal pour tous, « de nombreux articles de presse accusant les Juifs de se dérober à la conscription attisèrent, au sein de la société russe, l'inimitié à l'égard des Juifs. On reprocha à l'Alliance son intention de prendre en charge le sort des Juifs qui quittaient la Russie à cause de la nouvelle loi sur le service militaire²¹⁰ », car, ainsi « nantis d'un soutien étranger, les Juifs auront plus de facilités pour quitter le pays que les autres citoyens ». (Voilà un problème qui se posera avec acuité un siècle plus tard, dans les années 70 du ^{xx}e siècle...) Crémieux répondit que la tâche de l'Alliance était de lutter contre la « persécution religieuse », qu'elle avait décidé « à l'avenir de ne pas accorder d'aide aux Juifs qui chercheraient à se

208. EJ, t. 1, pp. 950-951 ; I.S. Aksakov, Œuvres en 7 vol., M., 1886-1887, t. 3, p. 843-844.

209. EJ, t. 2, p. 738.

210. *Ibidem*, pp. 738-739.

* Ivan Aksakov (1823-1886), poète et publiciste russe, chef de file des slavophiles, milita ardemment pour l'émancipation des pays slaves dans les Balkans.

dérober au service militaire » en Russie, et de publier en outre « un appel à nos coreligionnaires de Russie pour les inciter à remplir scrupuleusement toutes les obligations contenues dans la nouvelle loi²¹¹ ».

En dehors du départ à l'étranger, l'un des moyens de se soustraire au service militaire était l'automutilation. Denikine, général plutôt libéral (aussi bien avant la révolution que pendant), relate à partir de son expérience – pendant plusieurs années, il participa dans la province de Volhynie au contrôle médical des appelés juifs – des centaines de cas de ce genre ; il est vrai que c'était au début du ^{xx}e siècle, mais son témoignage sur ces nombreuses et terribles automutilations n'en est que plus frappant²¹².

Comme nous l'avons déjà signalé, à compter de cette même année 1874, à partir donc du nouveau statut militaire et des privilèges liés à l'éducation dont il était assorti, les Juifs affluèrent dans les établissements d'enseignement général du secondaire et du supérieur. Ce saut quantitatif, très perceptible, pouvait maintenant paraître excessif. Dans la région du Nord-Ouest, encore auparavant, « on avait déjà demandé de limiter l'inscription des Juifs dans les établissements d'enseignement général ». En 1875, le ministre de l'Instruction publique fit remarquer à son tour au gouvernement « qu'il était impossible de trouver de la place pour tous les Juifs désireux de s'inscrire dans ces établissements sans gêner la population chrétienne²¹³ ».

Ajoutons le témoignage réprobateur de G. Aronson selon lequel Mendeléev*, à l'université de Pétersbourg, « avait fait preuve d'antisémitisme²¹⁴ ». De tout cela l'*Encyclopédie juive* conclut « à un tournant dans les tendances d'une fraction de l'intelligentsia russe... qui a répudié les idéaux de la décennie précédente, en particulier concernant le problème juif²¹⁵ ».

211. *Ibidem*, t. 1, pp. 948-949.

212. A. I. Denikine, *Poul rousskogo ofilsera* (Le cheminement d'un officier russe), New York, éd. Tchekhov, 1953, p. 284.

213. EJ, t. 13, pp. 50-51.

214. Aronson, *La presse russo-juive*, *op. cit.*, p. 558.

215. EJ, t. 12, pp. 525-526.

* Dimitri Mendeléev (1834-1907), illustre chimiste russe, créateur de la classification périodique des éléments.

Voilà bien l'un des traits caractéristiques de cette époque : l'attitude méfiante (mais nullement hostile) au projet d'égalisation totale des droits des Juifs émanait de la presse, plutôt celle de droite, et non des cercles gouvernementaux. On pouvait ainsi lire dans les journaux : comment peut-on « accorder tous les droits civils... à cette ethnie résolument fanatique et lui donner accès à des fonctions administratives de haut rang ?... Seule l'instruction... et le progrès social pourraient rapprocher en toute sincérité les Juifs des chrétiens... Introduisez-les dans la famille commun des peuples civilisés et nous serons les premiers à leur dire une parole d'amour et de réconciliation ». « La civilisation ne pourra que gagner à ce rapprochement que lui promet le concours d'un peuple énergique et intelligent... Les Juifs... en arriveront à la conclusion qu'il est grand temps pour eux de rejeter le joug de l'intolérance à laquelle les ont conduits les interprétations trop strictes des talmudistes. » Ou bien : « Tant que l'éducation n'aura pas amené les Juifs à l'idée qu'il ne faut pas vivre seulement sur le dos des Russes, mais aussi à leur profit, il ne saurait être question d'une plus grande égalité de droits que celle qui existe aujourd'hui. » Ou encore : « S'il est possible d'accorder aux Juifs les droits civils, on ne saurait en aucun cas leur permettre l'accès à des fonctions "où la vie et les coutumes des chrétiens leur seraient soumises et où ils pourraient avoir quelque influence sur l'administration et la législation d'un pays chrétien"²¹⁶. »

On peut se rendre compte du ton de la presse russe de l'époque en parcourant l'un des principaux organes de Pétersbourg, déjà mentionné, *La Voix* : « Les Juifs russes en général n'ont pas du tout lieu de se plaindre que la presse russe ne manifeste guère de bienveillance à l'égard de leurs intérêts. La majorité de la presse russe appelle bel et bien à une égalisation des droits civils des Juifs » ; on comprend certes « que les Juifs aspirent eux-mêmes à l'extension de leurs droits, et à l'égalisation avec les autres citoyens russes », mais... « quelle force ténébreuse pousse la jeunesse juive vers une folle agitation politique ? Pourquoi n'est-il presque pas un procès où ne figurent des Juifs, et immanquablement à des rôles de premier plan ?... Et le fait que la quasi-totalité des Juifs se dérobent à l'accomplissement de leurs obligations militaires, tout comme

216. *Ibidem**, t. 2, pp. 736, 740.

l'implication habituelle de Juifs et de Juives dans tous les procès politiques ne peuvent en rien servir la cause de l'égalisation des droits » ; « si tu veux avoir des droits, tu dois au préalable montrer par tes actes que tu peux également remplir les devoirs qui leur sont indissolublement attachés », « en sorte que, par rapport aux intérêts généraux du gouvernement et de la société, la population juive n'offre pas aux regards un tableau aussi défavorable pour elle et aussi désespérément sombre²¹⁷ ».

Mais, fait remarquer l'*Encyclopédie juive*, « malgré cette propagande, les hautes sphères de l'administration avaient nettement conscience que la solution du problème juif devait nécessairement passer par la voie de l'émancipation : en mars 1880, la majorité des membres du Comité à l'aménagement de la vie des Juifs inclinait à penser qu'il était indispensable d'égaliser les Juifs dans leurs droits avec le reste de la population²¹⁸ ». Formés par les deux décennies de réformes d'Alexandre, les bureaucrates de son règne étaient grisés par leur marche triomphale : nous avons déjà relevé certaines de leurs propositions assez radicales – et bienveillantes à l'égard des Juifs – dans les rapports des gouverneurs généraux de la Zone de résidence.

N'omettons pas non plus les nouvelles démarches influentes de sir Moses Montefiore, revenu en Russie en 1872, ni les pressions de Benjamin Disraeli, ni celles de Bismarck sur Gortchakov* au Congrès de Berlin de 1872. Embarrassé, Gortchakov se justifia en disant que « la Russie n'était nullement opposée à la liberté religieuse et l'octroyait pleinement, mais qu'il ne fallait pas la confondre avec l'octroi de droits civils et politiques²¹⁹ ».

Or, en Russie, la conjoncture allait précisément dans cette direction. 1880 vit s'installer la « dictature du cœur » de Loris-Mélikov**, et grandes et fondées furent alors les espérances des Juifs russes de se voir accorder à brève échéance l'égalité des droits – on en était à la veille.

217. *Golos* (La Voix), 1881, n° 46, 15 (27) févr., p. 1.

218. EJ, I, 2, p. 740.

219. *Ibidem*, I, 4, pp. 246, 594.

* Alexandre Gortchakov (1798-1883), homme politique russe, ministre des Affaires étrangères (1856-1882), partisan d'un rapprochement avec la Prusse.

** Michel Loris-Mélikov (1825-1888), ministre de l'Intérieur de tendance libérale, avait préparé un projet de Constitution lorsque Alexandre II fut assassiné.

Mais c'est à ce moment-là que des membres de La Volonté du Peuple* assassinèrent Alexandre II, cassant de ce fait de nombreux processus libéraux – entre autres, l'égalisation totale des droits des Juifs.

Sliosberg remarque : le tsar fut tué la veille de Pourim**. Après toute une cascade d'attentats, les Juifs n'en furent point étonnés, mais ils se mirent à craindre pour l'avenir²²⁰.

220. *Sliosberg*, t. 1, p. 99.

* Organisation terroriste, née en 1879, responsable du meurtre d'Alexandre II.

** Fête d'institution rabbinique célébrant la victoire des Juifs sur leurs ennemis par l'intermédiaire d'Esther.

Chapitre 5

APRÈS L'ASSASSINAT D'ALEXANDRE II

L'assassinat du tsar « libérateur » provoqua dans la conscience populaire un véritable choc – ce qu'escomptaient bien sûr les terroristes de La Volonté du Peuple (*Narodnaïa Volia*), mais ce qui, au fil du temps, a été escamoté par les historiens, délibérément par les uns, inconsciemment par les autres. Que d'autres tsars ou héritiers de la couronne du siècle précédent – le fils de Pierre I^{er}, Alexis, Ivan VI Antonovitch, Pierre III, Paul I^{er} – eussent connu des morts violentes, le peuple ne le savait même pas. L'assassinat du 1^{er} mars 1881 engendra dans les esprits une commotion généralisée. Pour les couches populaires et surtout les masses paysannes, c'étaient les fondements mêmes de la vie qui étaient ébranlés. Et cela aussi, conformément aux espérances des terroristes, ne pouvait pas ne pas produire une explosion.

Et elle se produisit. Mais sous une forme imprévisible : sous la forme de pogroms antijuifs en Nouvelle Russie et en Ukraine.

Six semaines après l'attentat « se propagea à travers un immense territoire, avec la virulence d'une épidémie », la mise à sac des boutiques, des gargotes, des habitations de Juifs¹. « Réellement..., ce fut comme le déchaînement d'une force élémentaire... Les populations locales, qui, pour diverses raisons, voulaient en découdre avec les Juifs, entreprirent d'afficher proclamations et appels, de recruter des fauteurs de pogroms auxquels se joignirent bientôt volontairement, à la faveur de l'excitation générale, et appâtés par

1. EJ, t. 12, p. 611.

un gain facile, des gens par centaines. C'était un phénomène incontrôlé. Or... même enflammées par l'alcool, ces foules qui perpétrèrent pillages et violences portèrent toujours leurs coups dans une seule direction – contre les Juifs, toujours elles bridèrent leurs emportements devant la porte des chrétiens². »

Le premier pogrom eut lieu à Elisabethgrad, le 15 avril. « Les désordres se sont amplifiés quand, des villages avoisinants, ont afflué des paysans, dans le but de faire main basse sur les biens des Juifs. » Au début, la troupe, ne sachant que faire, resta passive. Enfin, « un important régiment de cavalerie réussit à juguler les troubles³. » « L'arrivée de forces nouvelles mit fin au pogrom⁴. » « Il n'y eut ni viols, ni meurtres au cours de ce pogrom⁵. » Selon d'autres sources, « un Juif a été tué. Le pogrom a été écrasé le 17 avril par la troupe qui a tiré sur les pillards⁶. » Cependant, « parti d'Elisabethgrad, le mouvement se propagea parmi les localités environnantes ; dans la majorité des cas, les désordres se limitèrent au pillage des tavernes ». Une semaine plus tard, un pogrom se produisit dans le district d'Ananiev, province d'Odessa, puis dans la ville même d'Ananiev « où le mouvement fut lancé par un habitant qui répandit le bruit que le tsar avait été assassiné par les Juifs et qu'ordre avait été donné de s'attaquer à eux, ce que les autorités cachaient⁷. » Le 23 avril, un foyer se déclara à Kiev, mais fut vite étouffé par la troupe. Cependant, le 26 avril, un nouvel incident éclata dans la ville, puis le lendemain, et le mouvement atteignit bientôt les faubourgs : ce fut le pogrom le plus violent de toute la série. Aucun, cependant, « n'entraîna de pertes humaines⁸. » (Dans un autre tome de la même *Encyclopédie*, nous lisons au contraire que « plusieurs Juifs furent tués⁹. ».)

Après la ville de Kiev eurent encore lieu dans une cinquantaine

2. *Hessen*, t. 2, pp. 215-216.

3. *Ibidem*. pp. 216-217.

4. *EJ*, t. 12, p. 612.

5. *L. Priceman*, Pogromy i samooborona (Les pogroms et l'autodéfense), in « 22 » Obschestvenno-polititcheskii i literaturnyi journal evreiskoi intelligentsii iz SSSR v Izraïle (« 22 », Revue politique, sociale et littéraire des intellectuels juifs émigrés d'URSS en Israël). Tel-Aviv, 1986-1987, n° 51, p. 174.

6. *PEJ*, p. 562.

7. *EJ*, t. 12, p. 612.

8. *PEJ*, t. 4, p. 256.

9. *Ibidem*, t. 6, p. 562.

de localités de cette province des pogroms au cours desquels « les biens des Juifs furent mis à sac, et, dans certains cas isolés, il y eut voies de fait sur des personnes ». Fin avril, un pogrom se produisit à Konotope, « perpétré principalement par les ouvriers et employés du chemin de fer, et qui fit une victime. À Konotope, il y eut des cas d'autodéfense de la part des Juifs ». Le pogrom de Kiev en provoqua d'autres – à Jmerinka et dans certaines localités de la province de Tchernigov ; puis, au début de mai, dans le bourg de Smela où les violences « furent arrêtées dès le lendemain par la troupe dépêchée sur place » (« On constata le pillage... d'une boutique de confection »). Dans tout le courant de mai et jusqu'au début de l'été, des foyers s'allumèrent dans les provinces de Lékatynoslav et de Poltava, dans certaines localités comme Aleksandrovsk, Romny, Néjinc, Péréiaslavl, Borissov. « Quelques désordres insignifiants eurent lieu ici ou là dans le district de Mélitopolsk. Il y eut des cas où les paysans dédommagèrent aussitôt les Juifs pour les pertes subies¹⁰. »

« À Kichinev, le mouvement, qui faillit prendre corps le 20 avril, fut étouffé dans l'œuf¹¹. » Ni cette année-là, ni les suivantes, il n'y eut dans toute la Biélorussie aucun pogrom¹², même si, à Minsk, une panique s'empara des Juifs quand parvint la nouvelle de l'existence de pogroms dans le sud-ouest du pays – phénomène absolument inconnu ici¹³.

Puis ce fut le tour d'Odessa. En fait, seule la ville d'Odessa avait connu auparavant – en 1821, 1859 et 1871 – des pogroms anti-juifs. « C'étaient des incidents ponctuels, provoqués le plus souvent par l'animosité envers des Juifs de la communauté grecque¹⁴ », c'est-à-dire par la rivalité commerciale entre Juifs et Grecs. En 1871, trois jours durant, les échoppes, les débits de boissons, les logements des Juifs furent saccagés, mais il n'y eut aucune victime.

10. EJ, t. 12, pp. 612-613.

11. *Ibidem*, p. 612.

12. PEJ, t. 1, p. 325.

13. S. Guinzbourg, *Nastroeniia evreiskoj molodioji v 80-x godakh prochlogo stoletia* (L'état d'esprit de la jeunesse juive dans les années 80 du siècle dernier), in MJ-2, 1944, p. 383.

14. EJ, t. 12, 611.

Ce pogrom a été décrit dans le détail par I. G. Orchanski qui témoigne : les biens des Juifs ont été non point volés, mais détruits – comme ces montres du bijoutier, jetées sur le pavé et piétinées. Le « déclencheur » du pogrom était certes l'hostilité envers les Juifs des marchands grecs, surtout après qu'à l'issue de la guerre de Crimée les Juifs d'Odessa eurent rafflé aux Grecs le commerce des épices et produits coloniaux. Mais il y avait aussi « une animosité générale envers les Juifs de la part de la population chrétienne d'Odessa. Ce sentiment était beaucoup plus conscient et plus profond dans la classe aisée et instruite que parmi le simple peuple ». Pourtant, Odessa abrite alors diverses nationalités vivant en bonne entente, alors d'où vient que les Juifs attirent sur eux une antipathie qui dégénère parfois en haine féroce ? Un professeur de lycée expliquait à ses élèves : « Les Juifs entretiennent avec le reste de la population des relations économiques irrégulières. » Orchanski rétorque : une telle explication fait fi du « poids d'une lourde responsabilité morale ». Lui-même en voit la raison, entre autres, dans l'action sur les esprits de la législation russe qui dote les Juifs d'un statut spécial en leur infligeant, à eux seuls, des limitations. Car, dans la tentative que font les Juifs pour s'affranchir de ces limitations, les gens ne voient qu'« insolence, insatiabilité et usurpation¹⁵ ».

Pour l'heure, donc, en 1881, l'administration d'Odessa, forte d'une expérience que n'avaient pas les autres, sut étouffer d'emblée les désordres qui avaient éclaté çà et là. « Le gros des émeutiers a été embarqué sur des chaloupes et éloigné des côtes¹⁶ » – un fort ingénieux procédé. (Contrairement à l'édition d'avant la révolution, l'*Encyclopédie juive* actuelle écrit que, là encore, le pogrom dura trois jours¹⁷.)

L'*Encyclopédie juive* d'avant la Révolution concède que « le gouvernement tenait pour nécessaire de mater résolument les tentatives de violences contre les Juifs¹⁸. Il en était réellement ainsi : le nouveau ministre de l'Intérieur, le comte N. P. Ignatiev, qui, en mai 1881, succéda à Loris-Mélikov, mena une très ferme politique de répression des pogroms, bien que maîtriser des désordres qui se propageaient avec la virulence d'une épidémie fût chose fort malaisée du fait du caractère absolument imprévisible du

15. I. G. Orchanski, *Evrei v Rossii : Otcherki i issledovaniia*, vyp. 1 (Les Juifs en Russie. Essais et études), recueil 1, Saint-Petersbourg., 1872, pp. 212-222.

16. EJ, t. 12, p. 613.

17. PEJ, t. 6, p. 562.

18. EJ, t. 1, p. 826.

phénomène, ainsi que des effectifs insuffisants de la police (sans comparaison avec les forces de l'ordre des pays européens et *a fortiori* avec ceux de la police soviétique) et de la faible concentration des garnisons implantées dans ces régions. « Pour la défense des Juifs contre les fauteurs de pogroms, on fit usage des armes à feu¹⁹. » On tira sur la foule, il y eut des blessés. Ainsi, à Borissov, « les soldats tirèrent et tuèrent quelques paysans²⁰ ». De même, « à Njine, les troupes mirent fin au pogrom en ouvrant le feu sur la foule des paysans pillards : quelques-uns furent tués et d'autres blessés²¹ ». À Kiev, 1 400 individus furent arrêtés²². Tous ces témoignages dressent le tableau d'une réaction fort énergique. Mais le gouvernement sut aussi reconnaître son absence d'efficacité. Un communiqué officiel proclama que, lors du pogrom de Kiev, « les mesures destinées à maîtriser la populace furent prises trop tard et trop mollement²³ ». En juin 1881, dans un rapport à l'Empereur sur la situation dans la province de Kiev, le directeur du département de la police, V. K. Plehve, citait, parmi les causes « de la multiplication des désordres et de la lenteur de la répression », le fait que le tribunal militaire « s'était montré excessivement indulgent envers les accusés, et fort léger vis-à-vis de l'affaire en soi ». Alexandre III griffonna en marge : « C'est impardonnable²⁴. »

Pourtant, au plus fort des événements, comme plus tard, des accusations alléguant que les pogroms auraient été provoqués par le gouvernement lui-même ne manquèrent pas de se faire entendre. Cette accusation, parfaitement arbitraire, était d'autant plus absurde qu'en avril 1881 le gouvernement avait à sa tête le même Loris-Mélikov, réformateur et libéral, et que les postes dans la haute administration étaient occupés par des hommes à lui. Après 1917, un groupe d'historiens — S. Doubnov, G. Krasnyi-Admoni et

19. Hessen, t. 2, p. 222.

20. EJ, t. 12, p. 613.

21. PEJ, t. 6, pp. 562-563.

22. S. M. Doubnov, *Noveichaia Istoriia, Ot frantsouskoi revoliutsii 1789 goda do mirovoi voiny 1914 goda : v 3-x T.* (Histoire moderne du peuple juif. De la Révolution française de 1789 à la guerre mondiale de 1914, en 3 vol.), t. 3 (1881-1914), Berlin, Grani, 1923, p. 107. *Vseobschaia istoriia evreiskogo naroda ot drevneichikh vremion do nastoiashchego* (Histoire universelle du peuple juif depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours).

23. EJ, t. 6, p. 612.

24. R. Kantor, *Aleksandr III o evreiskikh pogromakh 1881-1883 gg.* (Alexandre III à propos des pogroms antijuifs de 1881-1883), in *Evreiskaia letopis* (Chronique juive), recueil I, M. Ed. Radouga, 1923, p. 154.

S. Lozinski – cherchèrent scrupuleusement des preuves dans les archives de l'État ouvertes au public, et ils ne trouvèrent que la preuve du contraire, à commencer par ce fait que le tsar Alexandre III en personne exigea qu'on menât sur l'affaire une enquête approfondie. (Mais ne fallut-il pas qu'un quidam inventât et lançât dans l'opinion la fable calomnieuse selon laquelle Alexandre III aurait dit – à qui, nul ne le sait ; quand et en quelles circonstances, on l'ignore : « Moi, à parler franc, je suis content quand on s'en prend aux Juifs ! » Et ça a pris, ça a marché, la phrase a été reproduite dans les brochures libertaires de l'émigration, elle est entrée dans le folklore libéral et maintenant encore, cent ans après, on la voit ressortir dans certaines publications comme un fait avéré²⁵. Et l'*Encyclopédie juive* de renchérir : « Les autorités agissaient en contact étroit avec les émeutiers²⁶. » Au point que Tolstoï lui-même, du fond de sa demeure de Iasnaïa Poliana, voyait les choses « clairement » : les pouvoirs publics ont tout en main. « Qu'ils le veuillent, et ils suscitent un pogrom ; qu'ils ne le veuillent pas, et le pogrom ne survient pas²⁷. »)

La vérité, c'est que non seulement il n'y eut aucune incitation aux pogroms de la part du gouvernement, mais encore, comme le fait remarquer Hessen, « l'apparition dans un laps de temps très bref et sur un large territoire de nombreux commandos fauteurs de pogroms, ainsi que leur mode d'action, excluent l'idée qu'il y aurait eu un centre opérationnel unique²⁸ ».

Or, voici un autre témoignage, contemporain des événements, et qui nous vient d'où on l'attendait le moins : d'un libelle ouvrier du « Partage noir » (*Tchornyï Peredel*), autrement dit, d'un appel au peuple daté de juin 1881. Cette brochure révolutionnaire nous brosse de la situation le tableau suivant : « Non seulement tous les gouverneurs sans exception, mais de nombreux fonctionnaires, policiers, militaires, les popes, les juges, les journalistes, tous ont pris la défense des Juifs exploités... Le gouvernement protège les Juifs, leur personne et leurs biens » ; les gouverneurs menacent :

25. A. Lvov, in *Novaïa gazeta* (Nouveau Journal), New York, 5-11 sept. 1981, n° 70, p. 26.

26. PEJ, t. 6, p. 563.

27. *Mejdounarodnaïa evreiskaja gazeta* (Journal international juif), mars 1992, n° 6 (70), p. 7.

28. Hessen, t. 2, p. 215.

« les fauteurs de troubles seront traités avec toute la rigueur des lois..., la police les recherche parmi la foule et les arrête ; on les emmène au poste... Les soldats et les cosaques matent les bandits à coups de crosse et de cravache... les uns sont traînés devant les tribunaux d'où ils sont jetés en prison ou expédiés au bagne, les autres sont fouettés sur place au poste de police²⁹ ».

Un an plus tard, toujours au printemps, « les pogroms reprirent, mais moins nombreux et moins violents qu'avant³⁰ ». « Le plus dur fut celui subi par les Juifs de la ville de Balta. » Par la suite, des troubles eurent encore lieu dans le district de Balta et dans certains autres. « Cependant, de par leur nombre et leur ampleur, les troubles de 1882 furent largement en retrait par rapport à ceux de 1881. La mise à sac des biens des Juifs a été un phénomène moins fréquent³¹. » *L'Encyclopédie juive* d'avant la révolution fait néanmoins état d'un Juif tué au cours du pogrom de Balta³².

Un contemporain juif connu écrit : lors des pogroms des années 1880, « on pillait les malheureux Juifs, on les rouait de coups mais on ne les tuait pas³³ ». (D'autres sources font état de 6 ou 7 victimes.) À l'époque, dans les années 1880-1890, nul n'a mentionné d'assassinats collectifs ou de viols. Mais plus d'un demi-siècle a passé et nombre d'hommes de plume, dispensés de l'obligation de trop chercher la vérité sur des faits déjà anciens, et jouissant en revanche d'un vaste et crédule auditoire, se sont mis à évoquer des atrocités massives et préméditées. Dans l'ouvrage maintes fois réédité de Max Raisin, nous lisons par exemple qu'au cours des pogroms de 1881 on avait vu « des femmes violées, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants tués ou estropiés. Il s'avéra plus tard que les troubles avaient été fomentés par le pouvoir lui-même, qui avait excité les fauteurs de pogroms et empêché les Juifs de se défendre³⁴ ».

Quant à G. B. Sliosberg, pourtant raisonnablement instruit des

29. Zerno, Rabotchii listok (Brochure ouvrière), juin 1881, n° 3, in RHR, t. 2, pp. 360-361.

30. Hessen, t. 2, p. 217.

31. EJ, t. 12, p. 614.

32. EJ, t. 3, p. 723.

33. M. Krol, Kichiniovskii pogrom 1903 goda i Kichiniovskii pogromnyi protsess (Le pogrom de Kichiniov de 1903 et le processus des pogroms à Kichiniov), in MJ-2, p. 370.

34. M. Raisin, A History of the Jews in Modern Times, 2^e éd., New York, Hebrew Publishing Company, 1923, p. 163.

méthodes de l'appareil d'État russe, il déclarait en 1933 à l'étranger que les pogroms de 1881 avaient surgi non point d'en bas, mais d'en haut, du cabinet du ministre Ignatiev* (... qui n'était pas encore ministre à cette époque : le vieil homme aurait-il eu la mémoire qui flanche ?) et que, « sans aucun doute, l'on pourrait dès cette époque trouver au département de la Police les fils conducteurs menant aux pogroms³⁵ » – et voilà comment un juriste chevronné s'autorise une approximation grave et de mauvais aloi.

Mais voici encore : dans une revue juive actuelle fort sérieuse, nous apprenons d'un auteur moderne (en contradiction avec les faits, et sans l'apport d'aucun document nouveau) qu'à Odessa, en 1881, il y eut un pogrom qui dura trois jours ; qu'à Balta « soldats et policiers prirent une part directe » au pogrom, lequel « fit 40 morts et blessés graves parmi les Juifs, et 170 blessés légers³⁶ ». (Nous venons de lire dans la vieille *Encyclopédie juive* qu'à Balta il n'y qu'eut qu'un mort et quelques blessés. Mais, dans la nouvelle, un siècle après l'événement, nous lisons qu'à Balta « aux émeutiers se sont joints les soldats... Plusieurs Juifs ont été tués, des centaines ont été blessés, de nombreuses femmes ont été violées » ; à Kiev, « près de 20 femmes ont été violées³⁷ »). Les pogroms sont une forme d'agression trop barbare et trop atroce pour qu'on se permette en plus de manipuler les données et le nombre final des victimes.

Mais c'est ainsi : enfoui, enseveli – à quoi bon reprendre les fouilles ?

Les causes des premiers pogroms ont été patiemment scrutées, commentées par les contemporains. Dès 1872, après le pogrom d'Odessa, le gouverneur général de la région du Sud-Ouest, dans un rapport officiel, prévenait qu'un incident de même nature risquait de se reproduire dans sa région, du fait que « la haine et l'hostilité envers les Juifs ont ici des racines historiques et que, pour l'heure, seule la dépendance matérielle des paysans à leur

35. G. B. Sliosberg, *Deti minouvchikh dnei* : Zapiski russkogo evreia (Choses du temps passé. Notes d'un Juif russe), en 3 vol., Paris, 1933-1934, t. 1, p. 118 ; t. 3, p. 53.

36. Praisman, in « 22 », 1986, n° 51, p. 175.

37. PEJ, t. 6, pp. 562-563.

* Ignatiev Nicolaï Pavlovitch (1832-1908) : succède à Loris-Mélikov au poste de ministre de l'Intérieur et occupe celui-ci jusqu'en mai 1882.

égard, et les mesures prises par l'administration empêchent que n'explode l'indignation de la population russe contre la minorité juive ». Le gouverneur général réduisait l'affaire à un conflit d'ordre économique : « On a calculé et évalué les possessions des Juifs, dans le commerce et l'industrie, pour la région du Sud-Ouest ; on a également montré que les Juifs s'emploient activement à prendre à bail les terres des propriétaires fonciers pour les rétrocéder aux paysans à des conditions très dures. » Et ce lien de causalité « a été généralement reconnu pour les émeutes de l'année 1881³⁸ ».

Au printemps 1881, Loris-Mélikov* rapportait à son tour au tsar : « À la racine des désordres actuels, il y a la haine profonde de la population locale envers les Juifs qui l'ont asservie, mais il est certain que des gens malintentionnés ont profité de cette circonstance³⁹. »

Les journaux d'alors donnaient la même explication. « Examinant les causes des pogroms, seuls de rares organes de presse ont mentionné la haine raciale ou religieuse ; les autres estiment que le mouvement a une origine économique, les uns voyant dans ces débordements une protestation dirigée spécialement contre les Juifs du fait de leur domination économique sur la population russe », les autres constatant que la masse populaire, écrasée économiquement, « cherchait sur qui déverser sa colère » – et les Juifs ont fait l'affaire, eux qui étaient privés de certains droits⁴⁰. Un contemporain des événements, l'humaniste (déjà cité) V. Portougalov, voyait lui aussi « dans les pogroms antijuifs des années 1880 l'expression d'une protestation de la part des paysans et des indigents des villes contre l'injustice sociale⁴¹ ».

Quelques décennies plus tard, Hessen confirme que « la population juive des provinces du Sud » trouvait malgré tout à subvenir à ses besoins auprès des Juifs capitalistes, tandis que la population paysanne locale vivait des temps extrêmement difficiles » : elle

38. Hessen, t. 2, pp. 216, 220.

39. Kantor, in *Evreiskaia letopis* (Chronique juive), recueil 1, *op. cit.*, p. 152.

40. Hessen, t. 2, p. 218.

41. PEJ, t. 6, p. 692.

* Loris-Mélikov Mikhaïl Tarpélovitch (1825-1888) : ministre de l'Intérieur d'août à mai 1882.

n'avait pas assez de terre, « circonstance qu'avaient en partie favorisée les Juifs aisés en affermant les terres des propriétaires fonciers et en faisant par là même grimper le prix de la redevance, jusqu'à un montant inabordable pour les paysans⁴² ».

Ne négligeons pas non plus cet autre témoin, bien connu pour son impartialité et son sérieux, que nul n'a jamais soupçonné d'être « réactionnaire » ou « antisémite » : Gleb Ouspenski. Au début des années 1880, il écrivait : « Les Juifs ont été agressés parce que justement, ils profitaient de la misère d'autrui, du labeur d'autrui, au lieu de gagner leur pain à la sueur de leur front » ; « bastonné, fouetté, le peuple a tout enduré – et les Tatars, et les Allemands, mais quand le Juif a commencé à lui soutirer ses derniers sous, alors il ne l'a plus supporté⁴³ ! ».

Mais voici maintenant ce qu'il faut faire remarquer. Lorsque, assez vite, à la suite de ces pogroms, au début du mois de mai 1881, une délégation de notables juifs de la capitale, avec à sa tête le baron G. Guinzbourg, fut reçue par le tsar, celui-ci déclara clairement que « dans les désordres criminels du sud de la Russie, les Juifs ne sont qu'un prétexte : les vrais auteurs sont les anarchistes⁴⁴ ». Or, à la même date, le frère du tsar, le grand-duc Vladimir Alexandrovitch, déclarait au même Guinzbourg que, « comme le gouvernement l'a maintenant découvert, les désordres ont pour origine non point un soulèvement dirigé exclusivement contre les Juifs, mais la volonté de certains de créer des troubles coûte que coûte ». C'est aussi ce que rapportait le gouverneur général de la région du Sud-Ouest : « L'état d'excitation de la population est dû à des agitateurs⁴⁵. » Il se confirma que de cela également les autorités étaient averties. Des réactions aussi rapides de leur part montrent bien qu'elles ne laissaient pas traîner l'enquête. Mais la coutumière légèreté de l'administration russe d'alors, son ignorance du rôle de l'opinion firent que les conclusions des enquêteurs ne furent pas portées à la connaissance du public. Sliozberg* en fait le reproche au pouvoir central : pourquoi

42. *Hessen*, t. 2, pp. 219-220.

43. *G. Ouspenski, Vlast Zemli* (La Puissance de la terre), L. 1967, pp. 67, 68.

44. *EJ**, t. 1, p. 826.

45. *Ibidem**, t. 12, p. 614.

* Heinrich Sliozberg : représentant au Congrès de Vilnius.

n'a-t-il pas « tenté de se justifier face aux accusations qui lui étaient faites d'avoir laissé se développer les pogroms⁴⁶ » ? (Oui, bien sûr, le reproche est juste. Mais n'accusait-on pas le gouvernement, comme nous l'avons vu, d'attiser exprès les pogroms, de les orchestrer ? Absurde de commencer par démontrer que tu n'es pas le criminel...)

C'est que d'aucuns répugnaient à croire dans le rôle d'instigateurs des révolutionnaires. Ainsi, un mémorialiste juif de Minsk se souvient : pour les Juifs de Minsk, Alexandre II n'était certes pas le « libérateur », puisqu'il n'avait pas aboli la Zone de résidence, mais ils n'en pleurèrent pas moins sa mort*. Nonobstant, ils ne prononcèrent pas un mot désobligeant à l'encontre des révolutionnaires, allant jusqu'à parler de leur héroïsme et de la pureté de leurs intentions. Et, lors des pogroms du printemps et de l'été 1881, ils refusèrent de croire que les socialistes y avaient leur part : tout, pensaient-ils, venait du nouveau tsar et de son gouvernement. « Le gouvernement souhaite les pogroms, il se cherche un bouc émissaire. » Et lorsque, plus tard, des témoins dignes de foi, venus du Sud, confirmèrent que les instigateurs avaient bel et bien été les socialistes, ils persistèrent à croire que c'était la faute du gouvernement⁴⁷.

Cependant, au début du xx^e siècle, des auteurs scrupuleux reconnaissent : « Il y a dans la presse des indications sur la participation aux pogroms de certains membres de La Volonté du Peuple**, participation dont on ignore encore l'ampleur... À en juger par ce qu'écrit l'organe du parti, les membres de cette organisation considéraient les pogroms comme des formes appropriées du mouvement révolutionnaire ; on présumait que ces pogroms initiaient le peuple aux actions subversives⁴⁸ » ; que « le mouvement, si facile à diriger contre les Juifs, se tournerait ensuite contre les nobles et les fonctionnaires ». En conformité avec cette

46. Hessen, t. 2, p. 218.

47. A. Lesin, *Epizody iz moei jizni* (Épisodes de ma vie), in MJ-2, pp. 385-387.

48. EJ, t. 12, pp. 617-618.

* Le 1^{er} mars 1881, Alexandre II est victime d'un attentat terroriste.

** La Volonté du Peuple : organisation secrète révolutionnaire issue de la scission en 1879 de Terre et Liberté, championne de la terreur. Son triomphe est l'assassinat d'Alexandre II, qui sera bientôt suivi par son démantèlement par la police et son déclin. Combat repris par les S.-R. (sociaux-révolutionnaires).

idéc, des proclamations furent rédigées, incitant le peuple à s'en prendre aux Juifs⁴⁹. De nos jours, on parle de cela à la légère, comme d'une chose archiconnue : « Une propagande active fut menée par les populistes, tant les membres de La Volonté du Peuple que ceux du Partage noir*, prêts à soulever un mouvement populaire sur n'importe quel terrain, fût-ce celui de l'antisémitisme⁵⁰. »

De l'émigration où il se trouvait, l'infatigable Tkatchev**, champion de la tactique de la conspiration et précurseur en cela de Lénine, applaudissait aux pogroms naissants.

Les membres de La Volonté du Peuple (et ceux, affaiblis, du Partage noir) ne pouvaient plus guère temporiser, maintenant que l'assassinat du tsar avait manqué de provoquer l'insurrection générale spontanée sur laquelle ils comptaient. La commotion au sein de la masse populaire était si forte, après l'assassinat du tsar « libérateur », qu'il n'en fallait guère plus pour que les esprits déboussolés basculassent d'un côté ou de l'autre.

Dans l'état d'ignorance générale où se trouvait le pays, ce basculement pouvait sans doute s'opérer de différentes façons. (Ainsi entendit-on dire dans le peuple, au cours de ces semaines-là, que le tsar avait été assassiné par les nobles qui se vengeaient ainsi de l'affranchissement des serfs.) En Ukraine, les motivations anti-juives existaient indéniablement. Les premiers troubles, au printemps 1881, dépassèrent peut-être les intentions des extrémistes de La Volonté du Peuple, mais ils leur indiquèrent sur quelles braises souffler. Puisque le peuple s'en prend aux Juifs, ne soyons pas en reste ! Le mouvement est parti des masses populaires – comment ne pas en profiter ? Sus aux Juifs ! – et nous nous en prendrons ensuite aux propriétaires ! Les pogroms avortés d'Odessa et de lékaterinoslav ont très probablement été attisés par les populistes. Que la marche des émeutiers ait suivi les voies ferrées, que les cheminots y aient pris une large part, permet de supposer la présence

49. *Hessen*, t. 2, p. 218.

50. *Praisman*, in « 22 », 1986, n° 51, p. 173.

* *Le Partage noir* : groupe révolutionnaire issu de la scission de Terre et Liberté. Prône le partage total des terres, refuse le terrorisme de La Volonté du Peuple, noyau du futur parti marxiste SD (menchevik).

** Piotr Nikitich Tkatchev (1844-1885) : publiciste russe, idéologue du populisme révolutionnaire. Plusieurs fois emprisonné. Émigra en 1873. Rédacteur en chef du *Nabat* (*le Tocsin*) (Genève). Il meurt à Paris.

d'agitateurs itinérants, chargés de répandre le bruit que « l'on cache l'ordre du tsar » de s'attaquer aux Juifs pour venger l'assassinat de son père. (Le procureur du tribunal d'Odessa l'a bien remarqué : « En perpétrant des pogroms antijuifs, le peuple était intimement convaincu d'agir conformément à la loi, car il croyait dur comme fer à l'existence d'un édit du tsar autorisant et même recommandant la destruction des biens des Juifs⁵¹. » Ici, selon Hessen, se manifestait « la conviction bien ancrée dans le peuple que le Juif est hors la loi, que le pouvoir ne peut s'en prendre au peuple pour défendre les Juifs⁵² ». C'est cette façon de voir, ce leurre que les extrémistes se proposaient d'exploiter.

Quelques brochures révolutionnaires datant de ces années-là ont été conservées pour les historiens futurs. Ainsi le tract du 30 août 1881, émis par le comité exécutif de La Volonté du Peuple, typographié chez eux et rédigé directement en ukrainien : « Qui a accaparé les terres, les forêts, les auberges ? – Le Juif. Qui le moujik, parfois à travers ses larmes, supplie-t-il de le laisser jouir de sa terre ? – Le Juif... Où que l'on regarde, où que l'on se tourne, le Juif est partout. Le Juif vous insulte, il vous trompe, il boit votre sang... » Avec cet appel à la fin : « Levez-vous donc, braves gens laborieux⁵³ !... » On lit aussi, dans le numéro 6 de La Volonté du Peuple : « Toute l'attention du peuple, qui cherche à se défendre, est maintenant concentrée sur les marchands, les gargotiers, les usuriers, bref, sur les Juifs, cette "bourgeoisie" locale si âpre, si empressée à plumer le peuple travailleur. » Mais, plus tard (en 1883), dans un supplément à ce numéro, sous la mention « rectificatif » : les pogroms sont le début d'un ample mouvement populaire « non pas contre les Juifs en tant que tels, mais contre les exploiters du peuple⁵⁴ ». Et, dans *Zerno*, la feuille déjà citée du Partage noir : « Le pauvre peuple n'en peut plus de se voir plumer par les Juifs. Où qu'il se tourne, il rencontre toujours le Juif exploiteur. Le Juif tient les débits de boissons et les tavernes, il prend au propriétaire la terre à bail pour la sous-louer au paysan, il

51. EJ*, t. 1, p. 826.

52. Hessen, t. 2, p. 215.

53. Katorga i ssylka : Istoriko-revolioutsionnyi vestnik (Bagne et exil : le Messenger historique et révolutionnaire), livre 48, M. 1928, pp. 50-52.

54. D. Choub, Evrei v russkoi revolioutsii (Les Juifs dans la révolution russe), in MJ-2, pp. 129-130.

achète la récolte du blé sur pied, il pratique l'usure avec des intérêts exorbitants... "C'est notre sang !" disaient les paysans aux agents de la police venus leur reprendre le bien des Juifs. » Puis l'on trouve dans *Zerno* le même « rectificatif » : « Parmi les Juifs, tous ne sont pas riches, tant s'en faut... tous ne sont pas des exploiters... Rejetez donc l'animosité à l'égard des autres peuples et des autres religions – et unissez-vous avec eux "contre l'ennemi commun" : le tsar, la police, les propriétaires terriens et les capitalistes⁵⁵. »

Seulement voilà : ces « rectificatifs » sont arrivés trop tard. Des tracts de ce genre avaient été tirés et diffusés et à Elisabethgrad et dans les autres villes du Sud, et à Kiev par les soins de l'Union des ouvriers de la Russie du Sud – les pogroms étaient déjà du passé que les populistes les attisaient encore, en 1883, espérant les faire renaître et, à travers eux, déclencher la grande révolution pansrusse.

La vague de pogroms dans le Sud suscita forcément de larges échos dans la presse de la capitale. Dans un organe réputé « réactionnaire », les *Nouvelles de Moscou* (*Moskovskiié Vedomosti*), M. N. Katkov*, indéfectible défenseur des Juifs, fustigeait les pogroms provoqués par des « intrigants scélérats... qui embrouillent intentionnellement la conscience populaire en incitant à résoudre la question juive non par une étude approfondie, mais par des pugilats⁵⁶ ».

Se signalèrent à l'attention du public des articles d'écrivains. I. S. Axakov, adversaire résolu de la complète émancipation des Juifs, avait tenté, dès la fin des années 1850, de retenir le gouvernement « sur la voie de mesures trop radicales ». Quand fut promulguée la loi sur l'accès au service de l'État des Juifs diplômés, il avait émis des objections (1862), au motif que les Juifs sont « une poignée de gens qui nient complètement la doctrine chrétienne, l'idéal et le code de moralité chrétiens (et donc tous les fondements de la vie sociale du pays), et qui confessent une doctrine opposée et hostile ». Il n'admettait pas l'égalité des Juifs en matière de droits politiques, tout en reconnaissant parfaitement

55. RHR, t. 2, pp. 360-361.

56. EJ, t. 9, p. 381.

* Mikhaïl Nikitorovitch Katkov (1818-1887) : célèbre publiciste russe, rédacteur en chef des *Nouvelles de Moscou*. Membre du cercle Stankiévitich. Libéral modéré, puis adversaire des réformes.

leur égalité en droits civiques, souhaitant qu'au peuple juif « soit garantie la pleine liberté de mœurs, d'organisation domestique, de développement, d'instruction, de commerce... et même... de résidence sur tout le territoire de la Russie ». En 1867, il écrivait qu'économiquement parlant, « ce n'était pas de l'émancipation des Juifs qu'il convenait de parler, mais de l'émancipation des Russes par rapport aux Juifs ». Il faisait remarquer la surdité, l'indifférence de la presse libérale à la situation des paysans et à leurs besoins. Et, dans la vague des pogroms de 1881, Axakov voit maintenant l'expression de la colère du peuple contre « le joug que les Juifs font porter à la population russe locale », d'où, lors de ces pogroms, l'« absence de rapines », mais une simple mise à sac des biens, accompagnée « de la conviction naïve d'être dans son bon droit » ; et il répétait qu'il convenait de poser la question « non de l'égalité en droits des Juifs et des chrétiens, mais la question de l'absence de droits de la population chrétienne face aux Juifs⁵⁷ ».

L'article de Saltykov-Schédrine était au contraire rempli d'indignation : « L'histoire n'a jamais inscrit sur ses pages question plus douloureuse, plus aux antipodes de la simple humanité, plus torturante que la question juive... Rien de plus inhumain, de plus insensé que la légende, sortie des limbes d'un sinistre passé..., qui reporte le sceau de la honte, de l'aliénation et de la haine... Quoi qu'il entreprenne, le Juif reste toujours un homme stigmatisé⁵⁸. » Schédrine ne niait pas qu'« un bon contingent d'usuriers et d'exploiteurs de toutes sortes se recrutait parmi les Juifs », mais il s'indignait : comment peut-on, à cause d'un certain type d'individus, reporter le blâme sur la nation tout entière⁵⁹ ?

Considérant tout le débat d'alors, un auteur juif moderne écrit : « La presse libérale et progressiste (comme il est convenu de l'appeler) couvrait les émeutiers⁶⁰. » L'*Encyclopédie juive* d'avant la révolution parvient à la même conclusion : « Mais, dans les milieux progressistes eux-mêmes, la sympathie pour le malheur du

57. I. S. Aksakov, *Sotch.*, v 7-mit (Œuvres en 7 volumes), M. 1886-1887, t. 3, pp. 690, 693, 708, 716, 717, 719, 722.

58. M. E. Saltykov-Schedrin, *Iloulskoie veianiie* (Souffle de juillet), in *Otchetstvennyie zapiski* (Annales de la patrie), 1882, n° 8.

59. EJ, t. 16, p. 142.

60. S. Markish, *O evreiskoi nenavisti v Rossii* (À propos de la haine antijuive en Russie), in « 22 », 1984, n° 38, p. 216.

peuple juif s'est manifestée mollement... On a regardé cette catastrophe du point de vue des pillards, en qui on voyait le pauvre paysan démuni, et l'on oubliait souverainement la souffrance morale et la situation matérielle du peuple juif agressé⁶¹. » La revue radicale *Otetchestvennyié Zapiski* (« Les Annales de la Patrie ») jugeait elle-même les choses ainsi : le peuple s'est soulevé contre les Juifs parce qu'« ils se sont arrogé le rôle de pionniers du capitalisme, parce qu'ils vivent selon une nouvelle loi [*pravda*] et puisent largement à cette source nouvelle pour édifier, sur le malheur de leur voisinage, leur propre prospérité », c'est pourquoi « il est nécessaire que le peuple soit protégé contre le Juif, et le Juif contre le peuple », et, pour ce faire, « il faut améliorer la condition des paysans ».

L'écrivain D. Mordovtsev, sympathisant des Juifs, exprima son pessimisme dans un texte intitulé « Lettre d'un chrétien à propos de la question juive », publié dans la revue juive *Rassvet* : il invitait les Juifs « à émigrer en Palestine et en Amérique, car c'est la seule façon de résoudre la question juive en Russie⁶² ».

Les écrits des publicistes et mémorialistes juifs de l'époque s'indignent : en effet, les attaques parues dans la presse *contre* les Juifs – venant de la droite comme de la gauche – faisaient directement suite aux pogroms, et, sitôt après eux – et d'autant plus fermement à cause d'eux –, le gouvernement renforça les mesures restrictives *contre* les Juifs. Cette indignation, il faut la souligner et la comprendre.

Il convient cependant de considérer au préalable la position du gouvernement dans toute sa complexité. Dans les sphères de l'État et du pouvoir, la question était débattue, des solutions d'ensemble étaient recherchées. Dans un rapport à l'Empereur, le nouveau ministre de l'Intérieur, N. P. Ignatiev, évoquait l'ampleur du problème tel qu'il s'était posé pendant tout le règne précédent : « Tout en reconnaissant les conséquences négatives, pour la population chrétienne de ce pays, de l'activité économique des Juifs, de leur isolationnisme culturel, de leur fanatisme religieux, le gouvernement, au cours des vingt dernières années, a cherché par une série de mesures à favoriser l'assimilation des Juifs au reste de

61. EJ, t. 2, p. 741.

62. PEJ, t. 5, p. 463.

la population et il a presque réalisé l'égalité en droits des Juifs et de la population de souche. » Cependant, est-il dit dans ce rapport, l'actuel mouvement antijuif « prouve incontestablement qu'en dépit des efforts du gouvernement les relations entre la communauté juive et la population locale continuent d'être anormales », et ce, pour des raisons de nature économique : depuis qu'ont été assouplies les limitations des droits des Juifs, ceux-ci ont accaparé non seulement le commerce et d'autres corps de métiers, mais ils ont fait l'acquisition de grands domaines agricoles, et, « ce faisant, grâce à la solidarité qui les unit, ils ont – à de rares exceptions près – employé leurs efforts non point à développer les forces productives de l'État, mais à exploiter la population environnante, de préférence les classes les plus pauvres ». Maintenant que les émeutes ont été réprimées, que les Juifs sont à l'abri des violences, « il apparaît juste et urgent de prendre des mesures non moins énergiques en vue d'abolir les relations anormales qui existent entre la population de souche et les Juifs, et de protéger celle-là contre la funeste activité de ceux-ci⁶³ ».

Conformément à cette exigence furent instituées en novembre 1881 des zones de résidence dans quinze provinces, et, dans la province de Kharkov⁶⁴, des commissions constituées « de représentants de toutes les classes et de toutes les communautés (y compris la juive), dont la tâche était justement de faire la lumière sur la question juive et de proposer des solutions⁶⁵ ». Ces commissions étaient invitées à répondre, entre autres questions de nature plutôt factuelles, à celles-ci : « Quels sont les aspects de l'activité économique des Juifs qui aggravent la situation des habitants de souche de vos régions ? Qu'est-ce qui empêche d'appliquer la législation sur les Juifs concernant l'achat et l'affermage des terres, le commerce des boissons et le prêt sur gages⁶⁶ ? Que faudrait-il changer pour éviter que les Juifs échappent à la loi ? Quelles mesures législatives et administratives faudrait-il prendre pour neutraliser la funeste concurrence des Juifs dans les différentes sphères économiques⁶⁷ ? »

63. *Hessen**, t. 2, pp. 220-221.

64. *EJ*, t. 1, p. 827.

65. *Hessen*, t. 2, p. 221.

66. *EJ*, t. 1, pp. 827-828.

67. *Hessen*, t. 2, p. 221.

Une « Haute Commission » interministérielle, présidée par le libéral Pahlen, fut créée deux années plus tard. Elle était chargée de réviser la législation sur les Juifs. Elle observa que, dans le programme de travail soumis aux commissions provinciales, on admettait comme *a priori* la « nocivité » des Juifs, leurs mauvaises dispositions, leur caractère à part⁶⁸.

Cependant, les administrateurs eux-mêmes, formés à l'époque des grandes réformes d'Alexandre, étaient pour la plupart foncièrement libéraux ; en outre, dans ces commissions siégeaient des membres actifs de diverses associations. Ignatiev reçut donc un florilège de réponses passablement hétéroclites. Tantôt l'on se prononçait pour l'abolition de la Zone de résidence : « Certains membres [de ces commissions] – et ils étaient nombreux » – tenaient la suppression de toutes les limitations comme la seule solution possible de la question juive. Tantôt, à l'inverse, une commission, celle de Vilnius, soulignait que les Juifs « ont réussi à exercer une domination économique à la faveur de la notion fallacieuse, fort répandue, de l'égalité en droits, notion néfaste quand elle s'applique aux Juifs au détriment de la population de souche » ; la loi juive autorise à « profiter de la faiblesse et de la crédulité du non-Juif », « Que les Juifs renoncent à leur isolationnisme, à leur particularisme, qu'ils dévoilent les secrets de leur organisation sociale, qu'ils laissent pénétrer la lumière là où le profane ne voit qu'obscurité – et l'on pourra songer à ouvrir aux Juifs d'autres sphères d'activité sans craindre qu'ils ne songent, eux qui ne sont pas membres de la nation et ne portent pas leur part du fardeau national, à profiter des avantages de la nationalité⁶⁹. »

« Concernant le droit de résider dans les campagnes et les villages, les commissions ont reconnu la nécessité d'une limitation de ce droit » : ou bien interdire purement et simplement, ou bien subordonner ce droit à une autorisation émanant des associations villageoises. Concernant le droit de propriété immobilière hors des villes et des gros bourgs, les commissions proposaient, les uns d'en priver carrément les Juifs, les autres d'introduire des restrictions. La plus grande unanimité se fit au sein des commissions sur

68. EJ*, t. 1, pp. 827-828.

69. *Ibidem**, t. 2, pp. 742-743.

la question du commerce d'alcool dans les campagnes, qu'il convenait d'interdire.

Le ministère prit également l'avis des gouverneurs et, « à de rares exceptions près, l'opinion des autorités locales était peu favorable aux Juifs » : il fallait trouver moyen de protéger la nation chrétienne contre « un peuple aussi hautain que le peuple juif » ; « de la nation juive, on ne saurait s'attendre qu'elle consacre ses talents au bien de la patrie » ; « la morale talmudique ne dresse aucune barrière devant les Juifs dès lors qu'il s'agit pour eux de s'enrichir aux dépens d'une autre nation ». Mais il y avait aussi des divergences : ainsi, le gouverneur général de Kharkov ne jugeait pas possible de prendre des mesures restrictives à l'encontre de toute la population juive « sans faire la différence entre coupables et innocents » ; il proposait d'« élargir le droit de circulation des Juifs et de développer parmi eux l'instruction⁷⁰ ».

Ce même automne, sur proposition d'Ignatiev, fut créé un comité spécial dit « Comité pour les Juifs » (le neuvième de son espèce), composé de trois membres permanents, dont deux ayant le grade de professeur. Il avait pour tâche de dépouiller les matériaux rassemblés par les commissions et d'en faire un projet de loi⁷¹. Le précédent comité, dénommé « Commission pour l'établissement des Juifs », qui existait depuis 1872, fut bientôt supprimé pour « inadéquation à l'état actuel de la question juive ». Le nouveau comité partait de la conviction que l'assimilation des Juifs au reste de la population, que le gouvernement avait cherché à réaliser au cours des dernières années, était un objectif impossible à atteindre⁷². Dès lors, « la difficulté de résoudre l'épineuse question juive oblige à se tourner vers les usages du passé, vers cette époque où les diverses innovations n'avaient pas encore pénétré la législation – celle des autres pays aussi bien que la nôtre – et n'avait pas encore eu les tristes effets qui ne manquent pas de se produire lorsqu'on applique à un pays donné des principes contraires à l'esprit de son peuple ». De tout temps, les Juifs ont été considérés comme des éléments étrangers, et doivent en définitive être considérés comme tels⁷³.

70. *Ibidem**, t. 1, pp. 827-828.

71. *Ibidem*, t. 9, pp. 690-691.

72. *Ibidem**, t. 1 p. 829.

73. *Hessen**, t. 1, p. 222.

Hessen commente : « ... La pensée la plus réactionnaire ne pouvait aller plus loin. » Mais, tant qu'à se préoccuper des fondements de la nation, n'aurait-on pas dû, ces vingt dernières années, se préoccuper d'une véritable émancipation des paysans ?

Car c'est un fait : l'émancipation des paysans opérée par Alexandre n'a fait alors qu'engendrer une situation confuse, chaotique, qui a perverti la paysannerie.

Pourtant : « Dans les sphères du pouvoir, on trouvait encore des gens qui estimaient impossible de se démarquer tant soit peu de la politique du règne précédent⁷⁴. » Or, il s'agissait de gens occupant des postes importants, de gens puissants. Une partie des ministres s'opposèrent donc aux propositions d'Ignatiev. Devant cette opposition, celui-ci dut scinder les mesures avancées en deux groupes – les mesures *de fond* (soumises à la procédure normale, à l'approbation du gouvernement et du Conseil d'État) et les mesures *provisoires* (qui passeraient légalement par une procédure simplifiée et accélérée). « Afin que les habitants des campagnes soient convaincus que le gouvernement les protège contre leur exploitation par les Juifs », on décida d'interdire aux Juifs de résider hors des villes et des gros bourgs (dans des lieux où, justement, « le pouvoir est impuissant à les défendre contre les pogroms susceptibles de se produire dans les hameaux dispersés »), d'interdire l'achat et l'affermage de biens immobiliers, de se livrer au commerce d'alcool ; on laisserait aux associations rurales le soin de décider du sort des Juifs déjà établis à la campagne, d'user du droit de les expulser « si tel est le verdict des conseils de villages ». Mais les autres ministres, notamment celui des Finances, N. X. Boungué, et celui de la Justice, D. N. Nabokov, empêchèrent Ignatiev de promouvoir ces mesures : ils rejetèrent le projet de loi, arguant qu'on ne pouvait prendre des mesures aussi coercitives « sans les avoir discutées conformément à la procédure légale habituelle⁷⁵ ».

Allez donc, après cela, disserter sur l'arbitraire vengeur et sans limites de l'autoératie russe !

Les mesures de fond d'Ignatiev ne passèrent pas. Ses mesures provisoires passèrent, mais notablement tronquées. Furent rejetées :

74. EJ, t. 2, p. 744.

75. *Ibidem*, t. 1, pp. 829-830.

la possibilité d'expulser des villages les Juifs qui y résidaient déjà, l'interdiction pour eux de se livrer au commerce des boissons, d'acheter et d'affermier des terres. Et, seulement par crainte qu'au moment de la Pâque 1882 les pogroms ne resurgissent, on entérina (mais comme une mesure provisoire, en attendant que soit mise au point toute la législation sur les Juifs) « l'interdiction faite aux Juifs de s'établir à nouveau ou dorénavant hors des villes et des gros bourgs (donc dans les villages), d'y acquérir des terres et des biens immobiliers, de commercer les dimanches et les jours de fêtes chrétiennes⁷⁶ » ; « stopper provisoirement la signature des actes d'achat et des lettres de gages au nom d'un Juif, ainsi que la légalisation des contrats de location sur des biens immobiliers, les procurations pour la gestion et la répartition des biens susdits⁷⁷ ». Ainsi ne restait-il des mesures préconisées par Ignatiev que des débris. Ces débris furent entérinés le 3 mai 1882 sous l'appellation « Règlement provisoire », connu aussi comme le « Règlement de mai ». Des débris – et, le mois suivant, la démission d'Ignatiev, la cessation d'activité du Comité fondé par lui, la nomination d'un nouveau ministre de l'Intérieur, le comte D. A. Tolstoï, lequel s'empressa de rédiger une vigoureuse circulaire contre d'éventuels pogroms, faisant porter toute la responsabilité aux autorités locales et leur faisant obligation de prévenir à temps tous les désordres⁷⁸.

Ainsi, conformément au « Règlement provisoire » de 1882, les Juifs qui s'étaient établis dans les localités rurales avant le 3 mai ne risquaient pas l'expulsion, et leur activité économique n'était quasiment pas limitée. Au surplus, il était préconisé d'« appliquer ce Règlement uniquement dans les provinces de résidence permanente des Juifs », et non pas dans celles de la Russie profonde. Ni les médecins, ni les avocats, ni les ingénieurs, aucun de ceux « à qui leur degré d'instruction donne le droit de résider partout », n'étaient soumis à ces règles – non plus que « les colonies juives existantes adonnées à l'agriculture ». Figurait en outre une liste fort longue – et qui ne fera que s'allonger – de villages où, en dérogation au Règlement, les Juifs étaient autorisés à s'établir⁷⁹.

Du fond des provinces, après la publication de ce Règlement, les

76. *Hessen*, t. 2, pp. 226-227 ; *PEJ*, t. 7, p. 341.

77. *EJ*, t. 5, pp. 815-817.

78. *Ibidem*, t. 12, p. 616.

79. *EJ*, t. 5, pp. 815-817.

questions affluèrent, et du Sénat refluèrent réponses et éclaircissements. Il fut précisé par exemple que « les déplacements dans les campagnes, avec des haltes et même de brefs séjours de personnes n'ayant pas le droit d'y résider, ne sont pas interdits par la loi du 3 mai 1882 » ; que « seul est interdit l'affermage des terres et biens agricoles, qu'en revanche, la location d'autres biens immobiliers tels que distilleries, locaux commerciaux, ateliers et logements n'est pas prohibée ». Ou encore : « Le Sénat a autorisé la légalisation des contrats d'abattage du bois passés avec des Juifs, même si un long délai pour le travail est prévu et même si l'acheteur demande la jouissance du terrain déboisé. » Il est également stipulé que toute infraction au texte du 3 mai n'entraîne pas de poursuites pénales⁸⁰.

Il faut bien reconnaître que ces mises au point vont dans le sens d'un assouplissement, et qu'elles témoignent de la bienveillance du Sénat. « Dans les années 1880, le Sénat combattait toute interprétation des lois dans un sens arbitraire⁸¹. » Pourtant, ces règles en elles-mêmes, avec l'interdiction de « se réinstaller hors des villes et des bourgs, de redevenir propriétaires de biens immobiliers, gênaient grandement les Juifs dans leur activité de fabricants d'eau-de-vie » ; or, la part des Juifs dans la distillation d'alcool était fort importante avant la publication du Règlement du 3 mai⁸².

Ce type de mesure visant à restreindre la part des Juifs dans le commerce de l'alcool à la campagne avait déjà été envisagé en 1804 ; en 1882, elle ne fut que très partiellement mise en œuvre. Elle souleva pourtant une indignation générale face à l'« exceptionnelle dureté » du Règlement. Le gouvernement, pour sa part, se trouvait confronté à un choix difficile : soit étendre la production d'alcool dans les campagnes, avec pour conséquence l'aggravation de la misère paysanne ; soit, au contraire, freiner le libre développement de cette activité en décrétant que seuls les Juifs déjà établis dans les villages pourraient y rester et qu'aucuns nouveaux arrivants n'y seraient admis. Il fit le choix de la limitation, ce qui fut imputé à sa dureté.

Mais combien de Juifs, en 1882, vivaient dans les localités rurales ? En consultant les Archives nationales, nous avons trouvé

80. *Ibidem*, pp. 816-819.

81. PEJ, t. 7, p. 342.

82. EJ, t. 5, pp. 610-611.

des chiffres datant d'après la révolution : dans les campagnes résidait *un tiers* de toute la population juive de la « zone » ; dans les bourgs, un tiers également ; 29 % résidaient dans les villes moyennes, et 5 % dans les grosses agglomérations⁸³. Et, donc, le Règlement allait empêcher ce tiers « campagnard » de croître encore ?

Il n'empêche : le « Règlement de mai » représente, dans l'imagerie courante, une césure dans l'histoire de l'État russe – la frontière avec le tout répressif, l'irrévocable. Un auteur juif va jusqu'à écrire : ce fut la première incitation à l'émigration ! – l'émigration « intérieure » d'abord, en attendant l'émigration massive vers l'étranger⁸⁴ : la cause première de l'émigration juive sont les « Règles provisoires d'Ignatiev, qui ont jeté à la rue, hors des villages et des campagnes, près d'un million de Juifs pour les confiner dans les villes et les bourgs de la Zone de résidence⁸⁵ ».

Nous nous frottons les yeux : comment ont-elles pu *jeter à la rue*... et tout un million, qui plus est ? Elles n'ont fait apparemment que *n'en pas admettre* de nouveaux ? Mais non, mais non ! – c'est enclenché, c'est parti : en 1882, voyez-vous, non seulement on interdit aux Juifs de *vivre où que ce soit en milieu rural*, mais aussi dans toutes les villes, à l'exception de treize provinces ; on les *refoulait* dans les bourgades de la « zone », et c'est *de là* qu'a commencé la grande vague de départs des Juifs vers l'étranger⁸⁶...

On devrait, la tête refroidie, se souvenir de certains faits : l'idée d'émigrer de Russie en Amérique fut pour la première fois inspirée aux Juifs par le congrès de l'Alliance (de l'Union juive universelle) dès 1869. L'idée était que les premiers qui s'établiraient là-bas, avec l'aide de l'Alliance et des Juifs du pays d'accueil, « deviendraient une force attractive pour leurs coreligionnaires russes⁸⁷ ». On devrait se souvenir que « le début de l'émigration des Juifs de Russie remonte au milieu du XIX^e siècle ; qu'elle s'amplifie notablement après les pogroms de 1881. Mais ce n'est qu'à partir du

83. J. Larine, *Evrei i antisemitizm v SSSR* (Les Juifs et l'antisémitisme en URSS), M.L. GIZ, 1929.

84. I. M. Dijour, *Evrei v ekonomitcheskoi jizni Rossii* (Les Juifs dans la vie économique de la Russie), in LJR-1, p. 160.

85. I. M. Dijour, *Itogi i perspektivy evreiskoi emigratsii* (Bilans et perspectives de l'émigration juive), in MJ-2, p. 343.

86. Larine, pp. 52-53.

87. EJ, t. 1, p. 947.

milieu des années 90 qu'elle devient un phénomène important de la vie économique des Juifs, un phénomène de masse⁸⁸ ». Notons-le bien : de la vie *économique*, et non pas politique.

Et puis, en prenant de la hauteur, en embrassant du regard le monde entier : l'immigration des Juifs aux États-Unis fut, au XIX^e siècle, un immense processus historique. Il y eut trois vagues successives : la vague hispano-portugaise, puis la vague germanique en provenance d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, et, en dernier lieu, celle venue d'Europe de l'Est et de Russie⁸⁹. Pour des raisons qu'il n'est pas opportun de discuter ici, il y eut, au XIX^e siècle, un puissant mouvement migratoire des Juifs vers les États-Unis, lequel fut loin de ne partir que de Russie. L'on ne saurait surévaluer l'importance de cette dernière émigration dans l'histoire millénaire du peuple juif.

De Russie, « le flot de l'émigration juive partait de toutes les provinces incluses dans la Zone de résidence, mais le gros des effectifs fut fourni par la Pologne, la Lituanie et la Biélorussie⁹⁰ » – donc pas par l'Ukraine, pourtant frappée par les pogroms –, et la cause était toujours la même : la densité de population qui crée une forte concurrence économique au sein de la communauté juive. Mieux : V. Telnikov, statistiques russes à l'appui, nous fait remarquer qu'au cours des deux dernières décennies du siècle, donc après les pogroms de 1881-1882, la migration des Juifs quittant la région de l'Ouest, où il n'y avait pas eu de pogroms, pour s'établir dans la région du Sud-Ouest, qui avait connu les pogroms, fut numériquement égale, voire supérieure au départ des Juifs hors des frontières de la Russie⁹¹. Et si, en 1880, dans les provinces du centre du pays, vivaient, selon les données officielles, 34 000 Juifs, le recensement de 1897 en dénombrait déjà 315 000, soit neuf fois plus⁹² !

88. *Ibidem*, t. 16, p. 264.

89. M. Ošerovič, *Rousskie evrei v Soedinionnykh Chtatakh Ameriki* (Les Juifs russes aux États-Unis d'Amérique), in PEJ-I, p. 287.

90. J. D. Lescinski, *Evreiskoe naselenie Rossii i evreiskii troud* (La population juive de la Russie et le travail juif), in PEJ-I, p. 190.

91. *Sbornik materialov ob ekonomitcheskom potojenii evreiev v Rossii* (Recueil de matériaux sur la situation économique des Juifs en Russie), t. I, Saint-Petersbourg, *Evreiskoe Kolonizatsionnoe Obschestvo* (Société pour la colonisation juive), 1904, pp. XXXIII-XXXV, XIV-XVI.

92. *Hessen*, t. 2, p. 210 ; EJ, t. 11, pp. 524-539.

Les pogroms de 1881-1882 ont, certes, provoqué un choc – mais l'Ukraine elle-même a-t-elle été touchée tout entière ? À titre d'exemple, citons Sliosberg : « Les pogroms de 1881 n'ont pas mis en ébullition les Juifs de Poltava, et on les oublia vite. » Dans les années 80, à Poltava, « la jeunesse juive ignorait tout de la question juive, elle ne se sentait nullement différenciée par rapport à la jeunesse russe⁹³ ». Du fait de leur absolue soudaineté, les pogroms de 1881-1882 pouvaient donner à penser qu'ils allaient rester sans lendemain, et l'emportait toujours le souci constant des Juifs de s'installer là où ils étaient moins nombreux, pour une meilleure efficacité économique.

Mais une chose est indéniable, ne souffre pas de discussion : 1881 a dessiné une frontière au-delà de laquelle l'élite cultivée juive a cessé d'espérer en une fusion parfaite avec ce pays appelé « Russie » et avec sa population ; quelque peu hâtivement, G. Aronson conclut même que « les illusions concernant l'assimilation ont été brisées par le pogrom d'Odessa de 1881⁹⁴ ». Eh bien, non ! Encore une fois, non, ce n'est pas lui ! En revanche, oui, si l'on retrace les biographies des Juifs de Russie appartenant à l'élite cultivée, on remarque que nombre d'entre eux, à dater de ce moment – 1881-1882 –, ont radicalement changé d'avis sur la Russie et sur la possibilité d'une totale assimilation. Bien qu'à l'époque, déjà, l'on ne contestât plus le caractère spontané, incontrôlé des pogroms, et qu'on n'eût aucune preuve de la complicité des autorités (qu'au contraire on eût celles du rôle joué par les populistes révolutionnaires), il n'en reste pas moins que c'est au gouvernement russe qu'on ne pardonnait pas et qu'on ne pardonnera jamais les pogroms. Ces pogroms ont beau avoir été le fait, la plupart du temps, de la population ukrainienne, c'est au vocable « russe » qu'ils seront à jamais accolés.

« Les pogroms des années 80... ont dégrisé pas mal de [partisans] de l'assimilation » (mais pas tous : l'idée elle-même resta vivace). Mais voilà que certains publicistes juifs ont basculé dans un autre excès, affirmant qu'il était simplement impossible aux Juifs de vivre au milieu des autres peuples, qu'on

93. Sliosberg, t. 1, pp. 98, 105.

94. G. J. Aronson, *V borbe za grajdanskic i natsionalnye prava : Obschestvennye techenia v russkom evreistve* (Dans la lutte pour les droits civiques et nationaux : les mouvements patriotiques chez les Juifs russes), in PEJ-1, p. 208.

les considérerait toujours comme des étrangers. Et « le mouvement vers la Palestine... de croître rapidement⁹⁵ ».

C'est bien sous l'effet des pogroms de 1881 que Lev Pinsker, un médecin d'Odessa, publia en 1882 à Berlin, à titre anonyme, une brochure intitulée *Auto-émancipation. Appel d'un Juif russe à ses frères*, qui « fit grosse impression sur les Juifs de Russie et d'Europe de l'Ouest ». C'était un manifeste proclamant l'« irréductible incompatibilité du peuple juif avec les autres peuples⁹⁶ ». Nous y reviendrons au chapitre 7.

P. Axelrod soutient que la jeunesse juive *radicale* elle-même avait découvert à cette époque que jamais la société russe ne l'avait reconnue comme sienne, et que c'est à partir de ce moment-là qu'elle se serait éloignée du mouvement révolutionnaire. Eh bien, cette affirmation nous paraît tout à fait prématurée. Car les milieux révolutionnaires, eux, ont toujours considéré les Juifs comme étant des leurs (exception faite de la tentative lancée par La Volonté du Peuple, déjà évoquée).

Cependant, tandis que dans l'intelligentsia juive régressait l'idée d'assimilation, dans les allées du pouvoir régnait l'inertie de l'époque d'Alexandre II et allait subsister quelques années encore une attitude compréhensive à l'égard du problème juif. Le comte Ignatiev était resté un an à la tête du ministère ; il s'était heurté à la résistance acharnée, à propos de la question juive, des libéraux présents dans les plus hautes sphères du pouvoir. Après lui fut créée, au début 1883, une « Haute Commission pour la révision des lois sur les Juifs de l'empire », bientôt connue sous le nom de son président comme la « Commission Pahlen » (le dixième « Comité juif »). Elle comptait quinze à vingt membres issus de la haute administration, des conseillers de ministres, des directeurs de cabinet (certains portant de grands noms comme Bestoujev-Rioumine, Golitsyne, Spéranski), ainsi que sept « experts juifs » – grands financiers comme le baron Horatius Guinzbourg et Samuel Poliakov, célèbres hommes publics comme J. Halpern, le physiologue et publiciste N. Bakst (« il est fort probable que la bonne volonté et le désir de résoudre au mieux la question juive parmi la

95. G. Svet, Rousskie evrei v sionizme i v stroitelstve Palestiny i Izraïlia (Les Juifs de Russie dans le sionisme et la construction de la Palestine et d'Israël), in PEJ-1, p. 208.

96. EJ, t. 12, p. 526.

majorité des membres de la Commission furent dus dans une large mesure à l'influence » de Bakst), et le rabbin A. Drabkine⁹⁷. Ces experts juifs prirent une grande part à la réunion des matériaux préparatoires aux travaux de la commission.

La commission Pahlen dans sa majorité exprima la conviction que « le but final de la législation sur les Juifs ne doit être autre que sa suppression » ; « il n'existe qu'une issue et qu'une voie : celle de l'émancipation et de la fusion des Juifs avec le reste de la population, à l'ombre des mêmes lois⁹⁸ ». (Et effectivement rien, dans le droit russe, n'a connu autant de strates et de textes contradictoires que la législation sur les Juifs au fil des décennies : 626 articles déjà en 1885 ! Et il s'en rajoutait sans cesse, dont le Sénat devait en permanence étudier, discuter, interpréter la formulation...) La Commission posa que même si les Juifs ne remplissaient pas leurs obligations de citoyens à égalité avec les autres, on ne saurait néanmoins « les priver de ce sur quoi sont fondées leur existence et leur égalité en droits de sujets de l'empire ». Tout en admettant que « certains côtés de la vie interne des Juifs exigent d'être changés, que certains aspects de l'activité des Juifs constituent une exploitation de la population environnante », la Commission dans sa majorité condamnait le système des « mesures répressives d'exception ». Elle fixait comme objectif à la législation « que les droits des Juifs soient mis à égalité avec ceux des autres sujets », tout en recommandant quand même « une extrême prudence, et d'agir progressivement⁹⁹ ».

Dans la pratique, toutefois, la Commission ne fit qu'apporter quelques assouplissements aux lois existantes, notamment au Règlement provisoire de 1882, surtout en ce qui concerne l'affermage des terres par les Juifs. Elle avançait des arguments qui prétendaient protéger non pas les Juifs, mais les propriétaires terriens – comme quoi l'interdiction faite aux Juifs d'affermier les terres non seulement freinait le développement de l'agriculture, mais mettait à mal, dans la région de l'Ouest, certains secteurs de l'activité agricole, à perte pour les propriétaires, du fait qu'il ne se trouvait pas de volontaires pour prendre ces biens à bail. En dépit

97. *Ibidem*, t. 5, p. 862 ; t. 3, p. 700.

98. *Ibidem**, t. 1, pp. 832-833.

99. *Hessen**, t. 2, pp. 227-228.

de cela, le ministre de l'Intérieur, D. A. Tolstoï, apporta son soutien à la minorité de la Commission et on décida de reconduire l'interdiction d'affermage des terres pour toute nouvelle transaction¹⁰⁰.

La Commission Pahlen poursuivit ses travaux pendant cinq ans, jusqu'en 1888. S'y affrontèrent continuellement la majorité libérale et la minorité conservatrice. D'entrée de jeu, « le comte Tolstoï n'avait pas l'intention de réviser les lois dans un sens nécessairement répressif ». Les cinq années d'exercice de la Commission confirmèrent ce point. À l'époque, « l'Empereur ne désirait pas non plus influencer personnellement son gouvernement dans le sens d'un durcissement de la répression contre les Juifs ». Monté sur le trône dans des circonstances on ne peut plus dramatiques, Alexandre III n'a rien fait à la hâte – ni limoger les fonctionnaires libéraux, ni adopter une ligne politique plus dure : il a mûrement réfléchi. « Tout au long du règne d'Alexandre III, la question d'une révision générale de la législation sur les Juifs est restée en suspens¹⁰¹. » Autour des années 1886-1887, l'Empereur inclina néanmoins à un durcissement de certaines limitations spécifiques des droits des Juifs, et les travaux de la Commission restèrent sans grands résultats.

L'une des premières choses qui incitèrent l'Empereur, en ce qui concerne les Juifs, à exiger un contrôle plus strict que du temps de son père, fut peut-être la conscription des Juifs, qui se faisait mal : le recrutement était nettement inférieur, toutes proportions gardées, à celui des chrétiens. Or, conformément au Règlement de 1874 qui avait aboli la conscription forcée, le service militaire s'étendait à tous les citoyens sans distinction de classes, mais à condition que les exemptés fussent remplacés – les chrétiens par des chrétiens, les Juifs par des Juifs. Dans le cas de ces derniers, le Règlement était très mal appliqué. Entraient en jeu et l'émigration des appelés, et leur désertion à la faveur de la confusion et de la négligence avec lesquelles étaient tenus les registres d'état civil, du peu de fiabilité des données relatives à la situation familiale de l'appelé et à sa domiciliation. (Cette tendance aux approximations remontait au temps des *kehalim* et était sciemment perpétuée, puisqu'elle permettait d'alléger le poids de la capitalisation : « En 1883-1884,

100. EJ, t. 3, p. 85.

101. *Ibidem*, t. 1, pp. 832-834.

il n'était pas rare de voir arrêter de jeunes conscrits juifs, au mépris de la loi et sur simple soupçon qu'ils se cachaient¹⁰². » (En fait, le procédé avait jadis frappé ici et là des conscrits chrétiens.) On exigea parfois du jeune conscrit juif une photo d'identité, ce qui n'était pas encore l'usage à l'époque. Et en 1886 fut promulguée une loi « fort contraignante instituant diverses mesures propres à assurer un bon accomplissement par les Juifs de leurs obligations militaires », loi qui infligeait notamment « une amende de 300 roubles, payable par la famille, pour tout conscrit s'étant soustrait à l'appel¹⁰³ », « À dater de 1887, les Juifs qui, au cours de leur service, avaient joui d'un sursis pour mener à bien leurs études ne furent plus admis à l'examen en vue de l'obtention du grade d'officier¹⁰⁴. » (Sous Alexandre II, ils pouvaient être officiers.) Seule la médecine militaire avait la faculté d'admettre des officiers juifs.

Cependant, si l'on considère qu'en ces années-là, près de 20 millions d'« allogènes » de l'empire étaient exemptés du service militaire, une question se pose : n'aurait-il pas mieux valu exempter aussi les Juifs, ce privilège venant compenser les contraintes auxquelles ils étaient astreints ? Mais sans doute y avait-il là une survivance de l'idée de Nicolas 1^{er} : assimiler les Juifs à la société russe par le biais du service militaire, et occuper les « improductifs ».

Dans le même temps, les Juifs entraient en masse dans les établissements d'enseignement. De 1876 à 1883, leur nombre avait presque doublé dans les lycées et collèges. Le nombre des étudiants dans les universités sextupla en huit ans, de 1878 à 1886, pour atteindre les 14,5 % de l'effectif global¹⁰⁵. Déjà, sous le règne précédent, des autorités locales s'en étaient émues et avaient exprimé leurs doléances. Ainsi, en 1878, le gouverneur de Minsk rapportait que, « grâce à leurs ressources financières, les Juifs assurent mieux que les Russes l'instruction de leurs enfants. La situation matérielle des élèves juifs est meilleure que celle des chrétiens ; c'est pourquoi, dans le but d'éviter que la proportion des Juifs soit supérieure à celle du reste de la population, il faut

102. *Ibidem*, t. 3, p. 167.

103. *Ibidem*, t. 1, p. 836.

104. *Ibidem*, t. 3, p. 167.

105. *Hessen*, t. 2, p. 230.

introduire un *numerus clausus* pour l'admission des élèves juifs dans l'enseignement secondaire¹⁰⁶ ». Puis, à la suite de troubles dans certains lycées de la région du Sud, en 1880, l'inspecteur de l'Éducation pour le district d'Odessa fit la même observation. Enfin, en 1883 et 1885, ce furent les deux gouverneurs successifs de Nouvelle Russie (Odessa) qui dénoncèrent la « surpopulation juive des établissements scolaires », estimant qu'il fallait « limiter le nombre des Juifs dans les lycées et les collèges, soit à 15 % du nombre global des élèves, soit à un quota plus équitable correspondant à la proportion des Juifs au sein de la population¹⁰⁷ ». (Il y avait en 1881, dans certains lycées du district d'Odessa, jusqu'à 75 % de Juifs¹⁰⁸. En 1886, le gouverneur de Kharkov se plaignit, dans un rapport, de « l'affluence des élèves juifs dans les écoles générales¹⁰⁹ ».)

À aucun des cas cités le comité des ministres n'estima possible de répondre par des décisions restrictives de portée générale. Les rapports furent transmis à la Commission Pahlen où ils ne rencontrèrent pas d'écho.

Par ailleurs, depuis les années 1870, l'effervescence révolutionnaire était grandement entretenue par le milieu étudiantin. Après l'assassinat d'Alexandre II, la volonté d'étouffer le mouvement révolutionnaire atteignit forcément ces « nids de la révolution » que constituaient les étudiants – et qu'alimentaient également les classes terminales des lycées. Et là s'esquissa un lien qui ne pouvait manquer d'inquiéter les autorités : le nombre accru de Juifs dans les effectifs étudiantins et leur participation accrue au mouvement révolutionnaire. Le plus révolutionnaire des établissements d'enseignement supérieur était l'Académie de médecine et de chirurgie (plus tard : de médecine militaire), et dans les procès des années 1870 apparaissent déjà des noms juifs d'auditeurs de cette Académie.

La première mesure limitative spécifique fut prise en 1882 à l'encontre de cette Académie de médecine militaire : une ordonnance vint limiter à 5 % le nombre des Juifs admis à s'y inscrire.

En 1883, une ordonnance semblable affecta les inscriptions à

106. *Ibidem*, p. 229

107. EJ, t. 13, p. 51 ; t. 1, pp. 834-835.

108. *Hessen*, t. 2, p. 231.

109. EJ, t. 1, p. 835.

l'École des mines ; en 1886 ce fut le tour de l'École des Ponts et Chaussées¹¹⁰. En 1885, on limita à 10 % le nombre des Juifs inscrits à l'Institut technologique de Kharkov, et, en 1886, l'École vétérinaire leur fut totalement fermée du fait que « la ville de Kharkov a toujours été un centre de propagande politique, et que la présence en son sein de Juifs en plus ou moins grand nombre apparaît comme indésirable et même dangereuse¹¹¹ ».

C'est ainsi que l'on s'imaginait pouvoir endiguer la montée de la marée révolutionnaire.

110. EJ, t. I, p. 834.

111. *Ibidem**, t. 13, p. 51.

Chapitre 6

AU SEIN DU MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE RUSSE

Dans la Russie des années 60-70 du XIX^e siècle où les réformes marchaient à grands pas, il n'y avait pas de motifs économiques ni sociaux pour un mouvement révolutionnaire d'envergure. Pourtant, c'est bien sous Alexandre II, dès le début de son œuvre réformatrice, que ce mouvement a vu le jour, comme le fruit trop tôt mûri de l'idéologie : en 1861, il y eut des manifestations estudiantines à Saint-Petersbourg ; en 1862, de violents incendies d'origine criminelle à Pétersbourg également, et la proclamation sanguinaire de la Jeune Russie* (*Molodaïa Rossiia*) ; en 1866, le coup de feu de Karakozov**, les prodromes de l'ère terroriste, un demi-siècle à l'avance.

Et c'est aussi sous Alexandre II, alors que les restrictions aux droits des Juifs étaient si relâchées, qu'apparaissent des noms juifs parmi les révolutionnaires. Ni dans les cercles de Stankiévitche***, Herzen**** et Ogariov*****, ni dans celui de Pétrachevski il n'y

* *Molodaïa Rossiia* : proclamation révolutionnaire des « Jacobins » russes datant de mai 1862, rédigée par P. G. Zaïtchnevski.

** Dmitri Vladimirovitch Karakozov (1840-1866) tira un coup de feu sur Alexandre II le 4/16 avril 1866 : le premier d'une longue série d'attentats. Condamné à mort et exécuté.

*** Nikolaï Vladimirovitch Stankiévitche (1813-1840) : philosophe et poète, humaniste. Fonde en 1831 le « cercle Stankiévitche » où se retrouvent de grands intellectuels comme Biéliniski, Axakov, Granovski, Katkov, etc. Émigre en 1837.

**** Alexandre Ivanovitch Herzen (1812-1870) : écrivain, philosophe et révolutionnaire russe « occidentaliste ». Passe six années en exil. Émigre en 1847 et fonde le premier journal antitsariste publié à l'étranger, *Kolokol* (La Cloche). Auteur de Mémoires sur son temps, *Passé et Pensées*.

***** Nikolaï Platonovitch Ogariov (1813-1877) : poète, publiciste révolutionnaire russe. Ami et compagnon d'armes de Herzen. Émigre en 1856. Participe à la fondation de *Terre et Liberté*.

avait eu un seul Juif. (Nous ne parlons pas ici de la Pologne.) Mais aux manifestations estudiantines de 1861 participeront Mikhoëls, Outine* et Guen. Et nous retrouverons Outine dans le cercle de Netchaïev**.

La participation des Juifs au mouvement révolutionnaire russe doit retenir notre attention ; en effet, l'action révolutionnaire radicale devint alors une forme d'activité de plus en plus répandue parmi la jeunesse juive. Le mouvement révolutionnaire juif est une composante qualitativement importante du mouvement révolutionnaire russe en général. Quant au rapport en nombre des révolutionnaires juifs et russes au fil des différentes années, il nous surprend. Bien sûr, si, dans les pages qui suivent, nous parlons principalement de Juifs, cela n'implique nullement qu'il n'y ait pas eu parmi les Russes un grand nombre de révolutionnaires influents : c'est notre propos qui le veut.

En fait, jusqu'au début des années 70, seul un très petit nombre de Juifs avaient adhéré au mouvement révolutionnaire, et dans des rôles secondaires. (En partie sans doute parce qu'il y avait encore peu de Juifs parmi les étudiants.) On apprend, par exemple, que Léon Deutsch, à l'âge de 10 ans, fut indigné par le coup de feu de Karakozov, car il se sentait « patriote ». De même, peu de Juifs adhèrent au nihilisme russe des années 60 que, pourtant, de par leur rationalisme, ils assimilaient aisément. « Le nihilisme a joué un rôle encore plus bénéfique au sein de la jeunesse estudiantine juive que dans la jeunesse chrétienne¹. »

Toutefois, dès le début des années 70, le cercle des jeunes Juifs de l'école rabbinique de Vilnius a commencé à jouer un rôle important. (Parmi eux, V. Iohelsohn, que nous citons plus loin, et le futur terroriste bien connu A. Zondélévitch – tous deux brillants élèves, destinés à être d'excellents rabbins ; A. Liebermann, futur

1. L. Deutsch, *Rôle des Juifs dans le mouvement révolutionnaire russe*, t. 1, 2^e éd., M.L., GIZ, 1925, pp. 20-22.

* Nikolaï Isaakovitch Outine (1841-1883) : révolutionnaire, membre dirigeant de Terre et Liberté. Condamné à mort par contumace. Émigra en 1863, retourne en Russie en 1878.

** Sergueï Guennadievitche Netchaïev (1847-1882) : révolutionnaire et conspirateur russe, auteur du célèbre *Catéchisme du révolutionnaire*. Organise en 1869 le meurtre de l'étudiant Ivanov, soi-disant traître à la Cause (ce qui inspira Dostoïevski dans *Les Démons*). Passe à l'étranger. Livré par la Suisse à la Russie, condamné à vingt ans de réclusion. Meurt en prison.

éditeur de *La Pravda* de Vienne, ainsi qu'Anna Einstein, Maxime Romm, Finkelstein.) Ce cercle était influent du fait qu'il était en contact étroit avec les « contrebandiers* » et permettait à la littérature clandestine, ainsi qu'aux clandestins eux-mêmes, de traverser la frontière².

C'est en 1868, après le lycée, que Marc Natanson entra à l'Académie de médecine et de chirurgie (qui deviendra l'Académie de médecine militaire). Il sera un organisateur et une figure de premier plan dans le mouvement révolutionnaire. Bientôt, avec la jeune étudiante Olga Schleisner, sa future femme (que Tikhomirov appelle « la deuxième Sofia Pérovskaja », bien qu'à l'époque elle fût plutôt la première**), il posa les bases d'un système de cercles dits « pédagogiques », c'est-à-dire de propagande (« travail préparatoire, culturel et révolutionnaire auprès de la jeunesse intellectuelle³ ») dans plusieurs grandes villes. (Ces cercles ont été à tort surnommés « tchaïkovskiens », du nom d'un de leurs membres peu influent, N. V. Tchaïkovski.) Natanson se démarqua très vite et résolument du cercle de Netchaïev (et il n'hésita pas, par la suite, à exposer ses vues au juge d'instruction). En 1872, il se rendit à Zurich chez Pierre Lavrov, principal représentant du « courant de la propagande pacifique*** », qui rejetait pour sa part la rébellion ; Natanson voulait y fonder un organe révolutionnaire permanent. Il fut, la même année, envoyé en exil proche, à Chénokoursk, puis, grâce à l'intercession de son beau-père, le père d'Olga Schleisner, transféré à Voronej, puis en Finlande, et enfin relâché à Saint-Petersbourg. Il n'y trouva que découragement, délabrement, inertie. Il s'employa à visiter les groupes désunis, à les relier, à les souder, et c'est ainsi qu'il fonda la première Terre et Liberté

2. D. Schub, *Evrei v rousskoï revolioutsii* (Les Juifs dans la révolution russe), MI-2 ; *Hessen*, t. 2, p. 213.

3. O. V. Aptekman, *Dve doroguii léni* (Deux ombres chères) ; Byloïé : journal posviaschionnyi istorii osvoboditelnogo dvizénia (Passé : revue consacrée à l'histoire du mouvement de libération), M. 1921, n° 16, p. 9.

* Personnes qui réussissaient à faire passer les frontières illégalement à des écrits révolutionnaires interdits en Russie.

** Sofia Lvovna Pérovskaïa (1853-1881) : populiste révolutionnaire, membre de Terre et Liberté et membre dirigeant de La Volonté du Peuple. Organise les attentats contre Alexandre II. Condamnée et exécutée en avril 1881.

*** Piotr Lavrovitch Lavrov (1823-1900) : célèbre théoricien du populisme. Émigre en 1870. Publie la revue *Vperiod* (En avant).

(*Zemlia i Volia*) (peu connue, rejetée dans l'ombre par la deuxième* qui lui succédera). Il voyagea en Europe de l'Ouest, glanant des fonds pour son organisation et dépensant des centaines de milliers de roubles.

Parmi les principaux organisateurs du populisme russe, Natanson est le plus éminent révolutionnaire. C'est dans son sillage qu'apparut le très célèbre Léon Deutsch ; quant au populiste à toute épreuve que fut Alexandre Mikhaïlov, il se disait le disciple de « Marc le Sage ». Natanson connaissait personnellement beaucoup de révolutionnaires. Ni orateur ni écrivain, c'était un organisateur-né, doué d'une étonnante qualité : il ne regardait pas aux opinions, à l'idéologie, il n'entamait avec personne de discussions théoriques, il s'arrangeait de toutes les tendances (à l'exception des positions extrémistes de Tkatchev, prédécesseur de Lénine), plaçait chacun là où il pouvait être utile. En ces années où partisans de Bakounine et partisans de Lavrov étaient irréconciliables, Natanson proposait de mettre un terme aux « discussions sur la musique du futur » et de s'occuper plutôt des besoins réels de la cause. C'est lui qui, à l'été 1876, organisa l'évasion sensationnelle de Piotr Kropotkine** sur le « Barbare », ce demi-sang qui fera souvent encore parler de lui***. En décembre de la même année, il conçut et mit en place le premier meeting public devant la cathédrale Notre-Dame de Kazan, à la sortie de la messe, le jour de la Saint-Nicolas : tous les révolutionnaires s'y rassemblèrent et l'on y vit déployé pour la première fois le drapeau rouge de Terre et Liberté. Natanson fut arrêté en 1877, condamné à trois ans de détention, puis relégué en *lakoutie* et écarté de l'action révolutionnaire jusqu'en 1890⁴.

Il y avait un certain nombre de Juifs dans le cercle des « tchaïkovskiens », à Saint-Pétersbourg tout comme dans ses succursales de Moscou, Kiev, Odessa. (Dans celle de Kiev, notamment,

4. L. Deutsch, pp. 97, 108, 164, 169-174, 196.

* Terre et Liberté : 1) la première : 1861-1864, organisation secrète inspirée par les idées de Herzen, Ogarïov, Tchernychevski ; 2) la deuxième, fondée en 1876 et appelée ainsi à partir de 1878. Se scinde en 1879 en deux groupes, La Volonté du Peuple et Le Partage noir.

** Piotr Alexéévitch Kropotkine (1842-1921) : révolutionnaire russe, théoricien de l'anarchie. Géographe et géologue. Dans l'émigration de 1876 à 1917. Rédige les *Notes d'un révolutionnaire*.

*** L'épisode de l'évasion est notamment conté dans l'autobiographie de A. J. Komilova-Moriz et dans les propres souvenirs de Kropotkine.

P. B. Axelrod, que nous avons déjà évoqué, le futur éditeur et diplomate danois Grigori Gourévitch, les futurs professeurs Semion Lourié et Leiser Lœwenthal, son frère Nahman Lœwenthal, les deux sœurs Kaminer.) Quant au premier cercle nihiliste de Léon Deutsch à Kiev, il était « constitué exclusivement de jeunes étudiants juifs⁵ ». Après la manifestation devant la cathédrale Notre-Dame de Kazan, trois Juifs furent jugés, mais pas Natanson lui-même. Au procès des « cinquante* » qui, se déroula à l'été 1877 à Moscou, plusieurs Juifs furent inculpés, qui avaient fait de la propagande auprès des ouvriers d'usines. Au procès des « cent quatre-vingt-treize** », il y eut treize inculpés juifs. Parmi les premiers populistes, l'on peut citer encore Iossif Aptekman et Alexandre Khotinski, qui furent fort influents⁶.

L'idée de Natanson était que les révolutionnaires investissent le peuple (paysan) et soient pour lui comme des guides spirituels laïcs. Cette « marche au peuple », devenue si fameuse depuis lors, a pris naissance en 1873 dans le cercle des « dolgouchiniens » (Dolgouchine, Dmokhovski, Gamov, etc.) où l'on ne comptait aucun Juif. Plus tard, les Juifs aussi « allèrent au peuple ». (L'inverse se produisit aussi : à Odessa, P. Axelrod tenta d'attirer Jeliabov*** dans une organisation révolutionnaire secrète, mais celui-ci refusa : à l'époque, il était encore *Kulturträger*.) Au milieu des années 70, il n'y avait qu'une petite vingtaine de ces « populistes », tous ou presque partisans de Lavrov et non de Bakounine. (Seuls les plus extrêmes écoutaient les appels à l'insurrection de Bakounine. C'était le cas de Deutsch qui, avec l'aide de Stéfano-vitch, avait soulevé la « révolte de Tchiguirine**** » en ayant fait croire aux paysans que le tsar, encerclé par l'ennemi, avait fait dire

5. *Ibidem*, pp. 20, 130, 139.

6. *Ibidem*, pp. 33, 86-88, 185.

* Tenu en mars 1877, dit aussi procès des « moscovites », dont seize femmes.

** Tenu d'octobre 1877 à février 1878 : le plus important des procès politiques de la Russie d'avant 1917 (il y eut quatre mille arrestations parmi les populistes de la « marche au peuple »).

*** Andreï Ivanovitch Jeliabov (1851-1881) : l'un des fondateurs de La Volonté du Peuple. Dénommé le « Robespierre russe ». Organisateur des attentats contre Alexandre II. Exécuté en avril 1881.

**** En 1876-1877, un groupe de populistes révolutionnaires tentèrent de soulever une insurrection paysanne dans le district de Tchiguirine, en Ukraine.

au peuple : Renversez toutes ces autorités, emparez-vous de la terre et instaurez un régime de liberté !)

Il est intéressant de remarquer que presque aucun révolutionnaire juif ne s'est lancé dans la révolution pour cause de pauvreté, mais que la plupart étaient issus de familles aisées. (Dans les trois tomes de l'*Encyclopédie juive russe*, les exemples ne manquent pas.) Seul Paul Axelrod venait d'une famille très pauvre et, comme nous l'avons déjà dit, il avait été envoyé par le *kahal* dans un établissement d'État uniquement pour compléter le contingent fixé. (De là, fort naturellement, il entra au gymnase de Moghilev, puis au lycée de Néjine.) Provenaient de milieux marchands aisés Natanson, Deutsch, Aptekman (dont la famille comptait de nombreux talmudistes, docteurs de la loi – notamment tous ses oncles), Khotinski, Gourévitch, Semion Lourié (dont la famille, même dans ce milieu, était considérée comme « aristocratique » ; « le petit Simon était destiné lui aussi à être rabbin », mais, sous l'influence de la vague des Lumières, son père, Gerts Lourié, avait confié son fils au lycée pour qu'il devînt professeur) ; la première marxiste italienne, Anne Rosenstein (entourée dès l'enfance de gouvernantes parlant plusieurs langues), les figures tragiques de Moïse Rabinovitch et Betty Kaminskaïa, Félicie Chestel, Joseph Guetsov, membre du Partage noir, entre beaucoup d'autres. Et puis encore Christine (Khasia) Grinberg, « d'une famille marchande traditionnelle aisée », qui adhéra en 1880 à La Volonté du Peuple : son logement hébergeait les réunions clandestines, elle fut complice des attentats perpétrés contre Alexandre II, et devint même en 1882 propriétaire d'une fabrique clandestine de dynamite – puis fut condamnée à la déportation⁷. Ne venait pas non plus d'une famille pauvre Fanny Moreinis ; elle aussi « participa aux préparatifs d'attentats contre l'empereur Alexandre II », et passa deux ans au bagne de Kara⁸. Certains étaient issus de familles de rabbins, telle la future docteur en philosophie Lioubov Axelrod ou Ida Axelrod. Voire encore de familles de la petite-bourgeoisie, mais assez aisées pour mettre leur enfant au lycée, comme Aïzik Arontchik (après le collège, il entra à l'École des ingénieurs de Saint-Petersbourg, qu'il abandonna bientôt pour se lancer dans l'action révolutionnaire),

7. EJR, t. 1, M. 1994, p. 377.

8. EJR, t. 2, p. 309.

Alexandre Bibergal, Vladimir Bogoraz, Lazare Goldenberg, les frères Lœwenthal. Souvent est mentionnée, dans les biographies, l'Académie privilégiée, déjà citée, de médecine militaire, notamment dans celles de Natanson, Bibergal, Isaac Pavlovski (futur contre-révolutionnaire*), M. Rabinovitch, A. Khotinski, Solomon Tchoudnovski, Solomon Aronson (qui se retrouva par hasard mêlé à ces milieux), entre autres⁹.

Ce n'était donc pas le besoin matériel qui les poussait, mais la force de leurs convictions.

Il n'est pas sans intérêt de constater que dans ces familles juives l'adhésion des jeunes à la révolution n'a que rarement – ou pas du tout – provoqué de rupture entre « pères et fils », entre les parents et leurs enfants. « Les “pères” ne s'en prirent pas trop aux “fils”, comme cela se voyait alors dans les familles chrétiennes. » (Bien que Guessia Gelfman ait dû quitter les siens, une famille traditionnelle de l'Ancienne Alliance, en cachette.) Les « pères » étaient même le plus souvent fort loin de s'opposer à leurs enfants. Ainsi Guertz Lourié, ou encore Isaac Kaminer, un médecin de Kiev : toute la famille participa au mouvement révolutionnaire des années 70, et lui-même, en qualité de « sympathisant..., rendait de grands services » aux révolutionnaires ; trois d'entre eux-ci devinrent les époux de ses filles. (Dans les années 90, il adhéra au mouvement sioniste et devint l'ami d'Achad-Haam^{10**}.)

L'on ne saurait non plus imputer à ces premiers révolutionnaires juifs des motivations antirusses, comme le font certains actuellement en Russie. En aucune façon !

Tout a commencé par ce même « nihilisme » des années 60. « S'étant initiée en Russie à l'instruction et à la culture “goy” », s'étant imprégnée de la littérature russe, « la jeunesse juive a eu tôt fait de rejoindre le mouvement le plus progressiste d'alors », le nihilisme, et avec une facilité d'autant plus grande qu'elle rompait

9. Deutsch, pp. 77-79, 85, 89-112, 140, 218 ; V.I. Iohelsohn, *Dalikoioé prochloïé* (Un passé lointain) ; Byloïé, 1918, n° 13, pp. 54-55.

10. Deutsch, pp. 18, 149, 151, 154.

* Isaac Iakovlevitch Pavlovski, dit I. Iakovlev : journaliste, l'un des accusés du procès des cent quatre-vingt-treize. Émigre, protégé par Tourgueniev, devient le correspondant à Paris des *Temps nouveaux*.

** Achad-Haam (c'est-à-dire « L'un de son peuple »), dit Asher Finzberg : écrivain yiddish très impliqué dans le mouvement sioniste.

avec les prescriptions du passé. Même « le plus fanatique des élèves d'une *yeshiva*, plongé dans l'étude du Talmud », après « deux ou trois minutes d'entretien avec un nihiliste » rompait avec le « mode de pensée patriarcal ». « Il [le Juif, même pieux] n'a alors fait encore qu'effleurer la culture "goy", il n'a encore pratiqué qu'une brèche dans sa vision du monde traditionnel, mais déjà le voici capable d'aller loin, très loin, jusqu'aux extrêmes¹¹. » Ces jeunes gens étaient soudain empoignés par les grands idéaux universels, rêvant de voir tous les hommes devenir frères et jouissant tous de la même prospérité. La tâche était sublime : libérer l'humanité de la misère et de l'esclavage !

Et là jouait son rôle la littérature russe. Un Pavel Axelrod, au lycée, eut pour maîtres à penser Tourgueniev, Biéliniski, Dobrolioubov (et, plus tard, Lassalle* qui le fera se tourner vers la révolution). Aptekman était fêré de Tchernychevski, Dobrolioubov, Pissarev (et de Bukle également). Lazare Goldenberg, lui aussi, avait lu et relu Dobrolioubov, Tchernychevski, Pissarev, Nekrassov – et Roudine**, mort sur les barricades, était son héros. Solomon Tchoudnovski, grand admirateur de Pissarev, pleura à la mort de celui-ci. Le nihilisme de Semion Lourié était né de la littérature russe, il s'en était nourri. Ce fut le cas d'un très grand nombre – la liste en serait trop longue.

Mais, aujourd'hui, à un siècle de distance, rares sont ceux qui ont en mémoire l'atmosphère de ces années-là. On ne menait aucune action politique sérieuse « rue des Juifs », comme on disait alors, tandis que, « rue des Russes », le populisme se levait. C'était tout simple : il suffisait de « se couler, se fondre dans le mouvement de libération russe¹² » ! Or cette fusion se trouva on ne peut plus facilitée, accélérée par la littérature russe et les écrits des publicistes radicaux.

En se tournant vers le monde russe, ces jeunes gens se détournaient du monde juif. « Beaucoup d'entre eux concurent de

11. *Ibidem*, pp. 17-18.

12. K. Leites, Pamiati M. A. Krolia (La mémoire de M. A. Krol), MJ-2, p. 410.

* Ferdinand Lassalle (1825-1864) : philosophe, économiste, juriste et célèbre socialiste allemand.

** Roudine : héros du roman de Tourgueniev, *Roudine* (1856), que l'auteur fait mourir sur les barricades à Paris en 1848.

l'hostilité et du dédain envers le judaïsme de leurs pères, comme envers une anomalie parasitaire¹³. » Dans les années 70 « se constituèrent de petits groupes de jeunes gens juifs radicaux qui, au nom des idéaux du populisme, s'éloignèrent de plus en plus de leur peuple..., entreprirent de s'assimiler vigoureusement et de s'approprier l'esprit national russe¹⁴ ». Jusqu'au milieu des années 70, les Juifs socialistes n'estimaient pas nécessaire de faire un travail politique auprès de leurs semblables, car, pensaient-ils, les Juifs n'ont jamais possédé de terres et ne peuvent donc pas assimiler les idées socialistes. Les Juifs n'ont jamais eu de paysans à eux. « Aucun des révolutionnaires juifs des années 70 ne pouvait concevoir l'idée qu'il fallait agir pour sa propre nation seulement. » Il était clair que l'on n'agissait que dans la langue dominante et que pour les paysans russes. « Pour nous..., il n'existait pas de travailleurs juifs. Nous les regardions avec des yeux de russificateurs : le Juif doit s'assimiler complètement à la population de souche » ; on regardait même les artisans comme des exploiters potentiels, puisqu'ils avaient des apprentis, des employés. En fait, on n'accordait pas non plus d'importance aux ouvriers et aux artisans russes en tant que classe autonome : ils n'existaient qu'en tant que futurs socialistes qui faciliteraient le travail au sein du monde paysan¹⁵.

L'assimilation une fois acceptée, ces jeunes gens, de par leur situation, tendaient naturellement vers le radicalisme, ayant perdu sur ce sol nouveau les solides racines conservatrices de leur milieu d'antan.

« Nous nous préparions à aller au peuple et, bien entendu, au peuple russe. Nous renions la religion juïque, comme toute autre religion d'ailleurs ; nous comptions notre jargon pour une langue artificielle, et l'hébreu pour une langue morte... Nous étions de sincères assimilateurs et nous voyions dans l'instruction et la culture russes le salut pour les Juifs... Pourquoi donc cherchions-nous à agir au sein du peuple russe, et non du peuple juif ? Cela

13. B. Froumkine, *Iz istorii revoliutsionnogo dvizhenia sredi evreiev v 1870-x godakh* (Pages d'histoire du mouvement révolutionnaire parmi les Juifs dans les années 70) ; Sb. *Soblazn Sotsializma : Revoliutsiia v Rossii i evrei* (Rec. La tentation du socialisme : la révolution en Russie et les Juifs), composé par A. Serebrennikov, Paris, YMCA Press ; Rousskii Put (La Voie russe), 1995, p. 49.

14. *EJ*, t. 3, p. 336.

15. *Deutsch*, pp. 56, 67-68.

vient de ce que nous étions devenus étrangers à la culture spirituelle des Juifs de Russie et que nous rejetions leurs maîtres à penser qui appartenaient à une bourgeoisie traditionaliste... des rangs de laquelle nous étions nous-mêmes sortis... Nous pensions que, quand le peuple russe serait libéré du despotisme et du joug des classes possédantes, surviendrait la liberté économique et politique de tous les peuples de Russie, y compris le peuple juif. Et il faut reconnaître que la littérature russe... nous a aussi quelque peu inculqué l'idée que le peuple juif n'était pas un peuple, mais une classe parasitaire¹⁶. »

Entraient également en jeu le sentiment d'une dette envers le peuple grand-russien, ainsi que « la foi des rebelles populistes en l'imminence d'une insurrection populaire¹⁷ ». Dans les années 70, « la jeunesse intellectuelle juive... "est allée au peuple" dans l'espoir de lancer, de ses faibles mains, la révolution paysanne en Russie¹⁸ ». Comme l'écrit Aptekman, Natanson, « tel le héros des *Mtsyri* de Lermontov*,

*ne connaissait l'emprise que d'une seule pensée,
ne vivait qu'une seule, mais brûlante passion.*

Cette pensée, c'était le bonheur du peuple ; cette passion, la lutte pour sa libération¹⁹ ». Aptekman lui-même, tel qu'il est dépeint par Deutsch, était « émacié, de petite taille, le teint pâle », « avec des traits nationaux très accusés » ; devenu infirmier de village, il annonçait aux paysans le socialisme à travers l'Évangile²⁰.

C'est un peu sous l'influence de leurs prédécesseurs, les membres du cercle Dolgouchine, lesquels inscrivaient sur les branches du crucifix : « Au nom du Christ, Liberté, Égalité, Fraternité », et prêchaient presque tous l'Évangile, que les premiers populistes juifs se tournèrent vers le christianisme, dont ils usèrent

16. Iohelson, Byloïé, 1918, n° 13, pp. 56-57.

17. *Ibidem*, pp. 61, 66.

18. G. J. Aronson, V borbe za grajdanskié i natsionalnyé prava : obschestvennyé tetchenija v rousskom evreistve (Dans la lutte pour les droits civiques et nationaux : les courants sociaux chez les Juifs de Russie), LJR-1, p. 210.

19. Aptekman, Byloïé, 1921, n° 16, pp. 11-12.

20. Deutsch, pp. 183-185

* Mikhaïl Iourévitch Lermontov (1814-1841) : grand poète romantique russe. Le héros de son poème *Mtsyri* (Le Novice, en géorgien) est assoiffé de liberté.

comme d'un point d'appui et d'un instrument. Aptekman écrit sur lui-même : « Je me suis converti au christianisme par un mouvement venu du cœur et par amour pour le Christ²¹. » (Ne confondons pas avec les motivations de Tan Bogoraz qui, dans les années 80, s'était converti au christianisme « pour échapper aux vexations que lui valait son origine juive²² ». Ni « avec la feinte de Deutsch qui s'en alla prêcher les molokanes* en se présentant comme un "bon orthodoxe" ».) Mais, ajoute Aptekman, « pour se donner au peuple, point n'est besoin de se repentir » : à l'égard du peuple russe, « je n'avais pas trace de repentir. D'où aurait-il d'ailleurs pu me venir ? N'est-ce pas plutôt à moi, descendant d'une nation opprimée, de demander le règlement de la traite, au lieu de payer le remboursement de je ne sais quel emprunt fantastique ? Je n'ai pas observé non plus ce sentiment de repentance chez mes camarades de la noblesse qui marchaient avec moi sur le même chemin²³ ».

Remarquons à ce propos que l'idée d'un rapprochement entre le socialisme désiré et le christianisme historique n'était pas étrangère à nombre de révolutionnaires russes d'alors, et comme justification de leur action, et comme procédé tactique commode. V. V. Flerovski** écrivit : « J'avais toujours en tête la comparaison entre cette jeunesse qui se préparait pour l'action et les premiers chrétiens. » Et, aussitôt après, l'étape suivante : « En tournant constamment cette idée dans ma tête, j'en suis venu à la conviction que nous n'atteindrons notre but que par un seul moyen — *en créant une nouvelle religion*... Il faut apprendre au peuple à consacrer toutes ses forces à soi-même exclusivement... J'ai voulu créer *la religion de la fraternité* » — et les jeunes disciples de Flerovski tentaient de « mener l'expérience en se demandant comment une religion qui n'aurait ni Dieu ni saints serait reçue par le peuple ».

21. O. V. Aptekman, Flerovski-Bervi i kroujok Dolgouchina (Flerovski-Bervi et le cercle de Dolgouchine), Byloïé, 1922, n° 18, p. 63.

22. EJ, t. 4, p. 714.

23. Aptekman, Byloïé, 1922, n° 18, p. 63.

* Les molokanes ou « buveurs de lait » (ils consomment du lait pendant le carême) sont une secte russe qui remonte au XVIII^e siècle. Ils ont été persécutés, exilés en 1800 au nord de la mer d'Azov, et certains émigrèrent aux États-Unis.

** Vassili Vassilievitch Bervi-Flerovski (1829-1918) : publiciste russe, sociologue, économiste. Participe au populisme des années 60. En exil de 1862 à 1887. A écrit les *Notes d'un utopiste révolutionnaire*.

Son disciple Gamov, du cercle de Dolgouchine, écrivit plus crûment encore : « Il faut inventer une religion qui serait contre le tsar et le gouvernement... Il faut rédiger un catéchisme et des prières dans cet esprit-là²⁴. »

L'action révolutionnaire des Juifs en Russie s'explique aussi d'une autre façon. Nous la trouvons exposée, puis réfutée par A. Srebrennikov : « Il existe un point de vue selon lequel si, à la faveur des réformes des années 1860-1863, la "Zone de résidence" avait été abolie, toute notre histoire se serait déroulée autrement... Si Alexandre II avait aboli la "zone de résidence", il n'y aurait eu ni le Bund*, ni le trotskisme ! » Puis il fait état des idées internationalistes et socialistes qui affluèrent d'Occident, et écrit : « Si la suppression de la Zone de résidence avait été capitale pour eux, tout leur combat aurait tendu vers elle. Or, ils s'occupaient de tout autre chose : ils rêvaient de renverser le tsarisme²⁵ ! »

Et, l'un après l'autre, mus par la même passion, ils abandonnèrent leurs études (notamment l'Académie de médecine militaire) pour « aller au peuple ». Tout diplôme était marqué du sceau de l'infamie en tant que moyen d'exploitation du peuple. Ils renoncèrent à toute carrière, et certains rompirent avec leur famille. Pour eux, « chaque journée non mise à profit [constituait] une perte irréparable, criminelle pour la réalisation du bien-être et du bonheur des masses déshéritées²⁶ ».

Mais, pour « aller au peuple », il fallait « se faire simple », à la fois intérieurement, pour soi-même, et pratiquement, « pour inspirer confiance aux masses populaires, il fallait s'y infiltrer sous l'aspect d'un ouvrier ou d'un moujik²⁷ ». Mais, écrit Deutsch, comment aller au peuple, se faire entendre et qu'on vous croie, quand vous êtes aussitôt trahi par votre langage, votre apparence et vos manières ? Et il faut encore, pour séduire les auditeurs, lancer des blagues et des bons mots de la langue populaire ! Et il faut encore se montrer habile aux travaux des champs, si pénibles pour des

24. *Ibidem**.

25. *Obschaia gazeta* (La gazette générale), n° 35, 31 août-6 sept. 1995, p. 11.

26. *Deutsch*, pp. 106, 205-206.

27. *Iohelson*, Byloïé, 1918, n° 13, p. 74.

* Le Bund (en yiddish : l'Union) : l'« Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, Pologne et Russie », fondée à Vilnius en 1897, apparentée au parti SD en 1898-1903 ; puis de nouveau en 1906-1918 proche des mencheviks. Dissoute en 1921.

citadins. Pour cette raison, Khotinski travailla à la ferme chez son frère, et y fit métier de laboureur. Les frères Löwenthal apprirent la cordonnerie et la menuiserie. Betty Kamenskaïa entra comme ouvrière dans une filature à un poste très dur. Beaucoup se firent aides-soignants. » (Deutsch écrit qu'à tout prendre d'autres activités convenaient mieux à ces Juifs révolutionnaires : le travail au sein des cellules, la conspiration, les communications, la typographie, le passage de frontières²⁸.)

La « marche au peuple » commença par de brèves visites, des séjours de quelques mois – une marche « fluide ». Au début, on ne comptait que sur le travail d'agitation. On s'imaginait qu'il suffirait, pour convaincre les paysans, de leur dessiller les yeux sur le régime en place et sur l'exploitation des masses, et de promettre que la terre et les instruments de production deviendraient la propriété de tous.

En fait, toute cette « marche au peuple » des populistes se solda par un échec. Et pas seulement à cause de quelque coup de feu intempestif dirigé contre le tsar (Soloviev, 1879), qui les obligea tous à fuir la campagne et à se planquer à cent lieues, à l'abri des villes. Mais surtout parce que les paysans, parfaitement sourds à leur prédication, étaient même parfois prêts à les livrer aux autorités. Quant à entraîner les paysans dans une insurrection – on en était bien loin !... Les populistes, les russes (guère plus chanceux) comme les juifs, perdirent « la foi... en une volonté révolutionnaire spontanée et dans les instincts socialistes de la paysannerie », et « se transformèrent en pessimistes impénitents²⁹ ».

L'action clandestine, elle, marchait mieux. Trois habitants de Minsk, Iossif Guetsov, Saül Levkov et Saïl Grinfest, réussirent à installer dans leur ville une presse clandestine qui allait desservir le pays tout entier. Elle subsista jusqu'en 1881. C'est là que fut imprimé en lettres d'or le tract sur « l'exécution d'Alexandre II ». On y imprima le journal *Le Partage noir**, puis les proclamations de La Volonté du Peuple. Deutsch les situe au nombre des « propagandistes pacifiques »... Apparemment, le

28. Deutsch, pp. 34-37, 183.

29. Ibidem, pp. 194 et suiv. ; Iohelson, Byloïé, 1918, n° 13, p. 69.

* *Le Partage noir*, journal clandestin portant le même nom que l'organisation, qui connut cinq numéros en 1880-1881 (Minsk-Genève).

vocable « pacifique » embrassait tout ce qui n'était pas le lancer de bombes – la contrebande, le passage illégal des frontières, voire même l'appel à ne pas payer l'impôt (appel aux paysans de Lazare Goldenberg).

Plusieurs de ces révolutionnaires juifs furent lourdement condamnés (lourdement, même à l'aune de notre temps). Certains bénéficièrent d'un allègement de leur peine – comme Semion Lourié, grâce à son père qui obtint pour lui un régime moins sévère en prison. Il y avait aussi l'opinion publique qui inclinait à l'indulgence. Aptekman nous raconte par exemple qu'en 1881 – pourtant après l'assassinat d'Alexandre II – ils « vivaient relativement librement dans la prison de Krasnoïarsk » où « le directeur de la prison, une vraie bête fauve, s'est brusquement apprivoisé et nous a octroyé toutes sortes de permissions pour contacter les déportés et nos amis ». Puis « on nous accueillit dans les prisons de transit non comme des détenus, mais comme de nobles captifs » ; « le directeur de la prison est entré, accompagné de soldats portant des plateaux avec du thé, des biscuits, de la confiture pour chacun, et, en prime, un petit verre de vodka. N'était-ce pas idyllique ? Nous étions touchés³⁰ ».

Les biographies de ces premiers populistes font apparaître chez eux une certaine exaltation, un certain manque d'équilibre mental. Léon Deutsch témoigne : Léon Zlatopolski, un terroriste, « n'était pas une personne psychiquement équilibrée ». Aptekman lui-même, dans sa cellule, après son arrestation, « n'était pas loin de la démence, tant ses nerfs étaient ébranlés ». Betty Kamenskaïa, « ... dès le deuxième mois de détention... perdit la raison » ; on la transféra à l'hôpital, puis son père, un négociant, la reprit sous caution. Ayant lu dans l'acte d'accusation qu'elle ne serait pas déférée devant le tribunal, elle voulut dire au procureur qu'elle était en bonne santé et qu'elle pouvait comparaître, mais, peu après, elle avala du poison et mourut³¹. Moïse Rabinovitch, dans sa cellule, « avait des hallucinations... ses nerfs étaient à bout » ; il résolut de feindre le repentir, de nommer ceux que l'instruction connaissait assurément déjà, pour être libéré. Il rédigea une déclaration promettant de dire tout ce qu'il savait et même, à sa sortie de

30. Aptekman, Byloïé, 1922, n° 18, pp. 73, 75.

31. Deutsch, pp. 38, 41, 94, 189.

prison, de chercher et transmettre des informations. Le résultat fut qu'on lui fit tout avouer sans le libérer et qu'on l'expédia dans la province d'Irkoutsk où il devint fou et mourut « à l'âge d'à peine plus de 20 ans ». Les exemples de ce genre ne manquent pas. Leiser Tsukerman, émigré à New York, y mit fin à ses jours. Nahman Læwenthal, après avoir émigré à Berlin, « était plongé dans une grave dépression nerveuse » sur quoi vint s'ajouter un amour malheureux ; « il avala de l'acide sulfurique et se jeta dans le fleuve » – à l'âge d'environ 19 ans³². Ces jeunes gens s'étaient lancés à corps perdu en surestimant leurs forces et la résistance de leurs nerfs.

Et même Grigori Goldenberg, lui qui, de sang-froid, avait abattu le gouverneur de Kharkov et qui demandait à ses camarades, comme un suprême honneur, de tuer de sa propre main le tsar (mais ses camarades, redoutant la colère populaire, l'avaient écarté en tant que Juif ; apparemment, cet argument a souvent incité les populistes à désigner, pour perpétrer les attentats, le plus souvent des Russes) : après avoir été arrêté, porteur d'une charge de dynamite, il fut pris, dans sa cellule du bastion Troubetskoï, d'une angoisse mortelle, sa résistance se brisa, il passa des aveux qui atteignirent tout le mouvement, adressa des suppliques demandant que Aron Zoundélévitch vienne partager sa cellule (qui montrait plus d'indulgence que les autres envers son geste). Quand cela lui fut refusé, il se suicida³³.

D'autres ont pâti, qui n'étaient pas directement impliqués, tel Moïse Edelstein, nullement idéologue, qui faisait « passer », moyennant finance, de la littérature clandestine ; il souffrit beaucoup en prison, priait Yahvé pour lui et sa famille : il se repentit lors du jugement : « Je n'imaginais pas qu'il pût y avoir d'aussi mauvais livres. » Ou bien S. Aronson qui, après le procès des « cent quatre-vingt-treize », disparut complètement de la scène révolutionnaire³⁴.

Un autre point est digne d'être relevé ; c'est avec quelle facilité

32. *Ibidem*, pp. 78-79, 156-157.

33. Grigori Goldenberg v Petropavolvskoi kreposti (Grigori Goldenberg à la prison Saint-Pierre-et-Saint-Paul) ; Krasnyi arkhiv : istoričeskii žurnal Tsentrarkhiva RSFSR (Les Archives rouges : revue historique du Centre des archives de la RSSR), M., 1922-1941, t. 10 ; 1925, pp. 328-331.

34. *Deutsch**, pp. 85-86.

beaucoup d'entre eux quittèrent cette Russie que, quelque temps auparavant, ils entendaient sauver. En fait, dans les années 70, émigrer était considéré dans les milieux révolutionnaires comme de la désertion : même si la police te recherche, plonge dans la clandestinité, mais ne t'enfuis pas³⁵ ! – Tan Bogoraz est parti vivre vingt ans à New York. – Lazare Goldenberg-Getroitman aussi « partit en 1885 pour New York où il donna des cours sur l'histoire du mouvement révolutionnaire en Russie » ; il revint en Russie en 1906, après l'amnistie, pour repartir assez vite après en Grande-Bretagne où il resta jusqu'à sa mort³⁶. – À Londres, l'un des frères Vainer devint propriétaire d'un atelier de meubles et s'y établit. – M. Aronson et M. Romm sont devenus médecins cliniciens à New York. – Après quelques années passées en Suisse, I. Guetsov est parti vivre en Amérique, ayant radicalement rompu avec le mouvement socialiste. – Leizer Löewenthal, émigré en Suisse, termina des études de médecine à Genève, devint l'assistant d'un grand physiologiste avant d'obtenir une chaire d'histologie à Lausanne. – De même, Semion Lourié termina ses études dans une faculté de médecine en Italie, mais mourut peu après. – Lioubov Axelrod (« l'Orthodoxe* ») resta longtemps dans l'émigration, elle y reçut le grade de docteur en philosophie de l'université de Berlin (plus tard, elle inculquera le matérialisme dialectique aux élèves des écoles supérieures soviétiques). – A. Khotinski entra lui aussi à la faculté de médecine de Berne (mais mourut l'année d'après d'une phtisie galopante). – Grigori Gourévitch fit une belle carrière au Danemark ; il revint en Russie comme ambassadeur de ce pays à Kiev où il resta jusqu'en 1918³⁷.

Tout cela montre aussi combien d'hommes de talent il y avait parmi ces révolutionnaires. Des hommes comme ceux-là, doués d'une intelligence aussi vive, quand ils se retrouvèrent en Sibérie, loin de dépérir ou de perdre la raison, ouvrirent les yeux sur les peuplades qui les entouraient, étudièrent leurs langues, leurs mœurs, et écrivirent sur elles des études ethnographiques : Léon

35. *Ibidem*, p. 132.

36. EJR, t. I, p. 344.

37. *Deutsch*, pp. 61-62, 198-201, 203-216 ;

* Lioubov Issaakovna Axelrod : philosophe, écrivain, membre du parti menchevik. Son nom de plume est « l'Orthodoxe » (au sens non confessionnel du mot).

Stenberg sur les Ghiliaks*, Tan Bogoraz sur les Tchouktches**, Vladimir Iohelsohn sur les Youkaghirs***, Naoum Guekker sur le type physique des lakoutes^{38****}. Quelques études sur les Bouriates***** sont dues à Moïse Krohl.

Quelques-uns de ces révolutionnaires juifs rejoignirent de leur plein gré le mouvement socialiste en Occident. Ainsi V. Iohelsohn et A. Zoundélévitch, lors des élections au Reichstag en Allemagne, se lancèrent dans la campagne électorale dans le camp des sociaux-démocrates. Zoundélévitch fut même arrêté pour avoir usé de procédés frauduleux. Anne Rosenstein, en France, fut condamnée pour avoir organisé une manifestation de rue au mépris des règlements régissant la circulation sur la voie publique ; Tourgueniev intercédait pour elle et elle fut expulsée en Italie où elle fut à deux reprises condamnée pour agitation anarchiste (elle devait épouser plus tard F. Turati*****, le convertir au socialisme et devenir elle-même la première marxiste d'Italie). Abram Valt-Lessine, originaire de Minsk, fit paraître pendant dix-sept ans à New York des articles dans l'organe socialiste d'Amérique *Vorwärts* et exerça une grande influence sur la formation du mouvement ouvrier américain³⁹. (Cette route-là, beaucoup d'autres de nos socialistes allaient l'emprunter...)

Il advenait parfois que des révolutionnaires émigrés fussent déçus par la révolution. Ainsi Moïse Veller, ayant pris ses distances avec le mouvement, réussit, grâce à l'intervention de Tourgueniev auprès de Loris-Mélikov, à rentrer en Russie. Plus extravagant encore fut le parcours d'Isaac Pavlovski : vivant à Paris, en sa qualité d'« illustre révolutionnaire », il avait ses entrées chez

38. EJ, t. 6, p. 284.

39. ERJ, t. 2, p. 166 ; t. 1, p. 205.

* Les Ghiliaks sont une peuplade du nord de l'île de Sakhaline et de la vallée du bas Amour.

** Les Tchouktches, peuplade de la Sibérie orientale occupant un territoire allant de la mer de Behring à la Kolyma. Nomades et sédentaires. S'opposèrent à la conquête russe.

*** Les Youkaghirs sont une peuplade du nord-est de la Sibérie, très réduite en nombre.

**** Les lakoutes sont un peuple du nord-est de la Sibérie, occupant les deux rives de la Lena, s'étendant à l'est jusqu'à la rivière Kolyma, au nord jusqu'à l'océan Arctique, au sud jusqu'aux monts Iablovoi.

***** Les Bouriates, peuple de Sibérie autour du lac Baïkal, en partie refoulé vers la Mongolie.

***** Filippo Turati (1857-1932) : l'un des fondateurs du Parti socialiste italien. Émigre en 1926.

Tourgueniev, lequel lui fit connaître Émile Zola et Alphonse Daudet ; il écrivit une nouvelle sur les nihilistes russes que Tourgueniev fit publier dans le *Vestnik Evropy** (Le Messenger de l'Europe), puis il devint le correspondant à Paris de *Novoïe Vremia*** « les Temps nouveaux » sous le pseudonyme de I. Iakovlev – et même, comme l'écrivit Deutsch, il s'afficha comme « antisémite », envoya une supplique en haut lieu, fut gracié et revint en Russie⁴⁰.

Cela dit, la majorité des révolutionnaires juifs se fondit dans la masse, tout comme les Russes, et leur trace s'est perdue. « À l'exception de deux ou trois personnages de premier plan..., tous mes autres compatriotes ont été des acteurs de second, voire de troisième plan », écrit Deutsch⁴¹. Un recueil soviétique, paru dès le lendemain de la révolution sous le titre de *Recueil historique et révolutionnaire*⁴², cite beaucoup de noms d'humbles soldats inconnus de la révolution. Nous y relevons des dizaines, voire des centaines de noms juifs. Qui se souvient d'eux maintenant ? Or, tous ont agi, tous ont apporté leur obole, tous ont ébranlé plus ou moins fortement l'édifice de l'État.

Ajoutons : ce tout premier contingent de révolutionnaires juifs n'a pas rejoint en totalité les rangs de la révolution russe, tous n'ont pas renié leur judaïsme. A. Liebermann, grand connaisseur du Talmud, un peu plus âgé que ses condisciples populistes, proposait dès 1875 de mener une campagne spécifique en faveur du socialisme au sein de la population juive. Avec l'aide de G. Gourévitch, il édita à Vienne, en 1877, une revue socialiste en yiddish intitulée *Emes* (*Pravda* = la Vérité). Peu auparavant, dans les années 70, A. Zoundélévitch « avait entrepris une publication en langue hébraïque » intitulée elle aussi *Vérité*. (L. Shapиро émet l'hypothèse que cette publication fut « le lointain ancêtre de

40. Deutsch, pp. 84-85 ; Iohelsohn, Byloïé, 1918, n° 13, pp. 53-75 ; I. Gourévitch, *Pervyi evreiskii rabotchiï kroujki* (Les premiers cercles ouvriers juifs), Byloïé, 1907, n° 6/18, p. 68.

41. Deutsch, p. 231.

42. RHR, t. 1, 2.

* *Le Messenger de l'Europe* : 1) revue fondée par Karamzine et qui parut de 1802 à 1830 ; 2) revue mensuelle qui parut de 1866 à 1918 à Pétersbourg, d'orientation libérale.

** *Les Temps nouveaux* : quotidien pétersbourgeois ultraconservateur fondé par le publiciste Souvorine, qui parut de 1868 à 1917.

La Pravda de Trotski⁴³ ». Durable fut la tradition de cette appellation.) Certains, comme Valt-Lessine, ont insisté sur la convergence de l'internationalisme avec le nationalisme judaïque. « Dans ses conférences et prêches improvisés, le prophète Isaïe et Karl Marx figuraient comme des autorités d'égale importance⁴⁴. » À Genève fut fondée la Typographie libre juive⁴⁵, destinée à imprimer des tracts à l'adresse de la population ouvrière juive.

Des cercles spécifiquement juifs se constituèrent dans certaines villes. Un « Statut pour l'organisation d'une union sociale-révolutionnaire des Juifs de Russie », formulé au début de l'année 1876, montrait la nécessité de faire de la propagande en langue hébraïque, et même d'organiser entre les Juifs de la région occidentale « un réseau de sections sociales-révolutionnaires, fédérées entre elles et avec les autres sections de même type à l'étranger ». « Les socialistes du monde entier formaient une seule fraternité », et cette « organisation devait s'appeler la Section juive du Parti social-révolutionnaire russe⁴⁶ ».

Hessen commente : l'action de cette Union au sein des masses juives « n'a pas rencontré de sympathies suffisantes », et c'est pourquoi ces socialistes juifs, dans leur majorité, « ont prêté main-forte à la cause commune », c'est-à-dire à la cause russe⁴⁷. Et, en effet, des cercles furent créés à Vilnius, Grodno, Minsk, Dvinsk, Odessa, mais aussi, par exemple, à Elts, Saratov, Rostov-sur-le-Don.

Dans l'acte de fondation très détaillé de cette « Union sociale-révolutionnaire de tous les Juifs de Russie », on peut lire des idées surprenantes, des affirmations du genre : « *Rien d'ordinaire n'a le droit d'exister* s'il n'a pas de justification rationnelle⁴⁸ » (!)

À la fin des années 70, le mouvement révolutionnaire russe glissait déjà vers le terrorisme. L'appel à la révolte de Bakounine l'avait définitivement emporté sur le souci d'instruction des masses de Lavrov. À partir de 1879, l'idée que la présence populiste auprès

43. Leonard Schapiro, *The Role of the Jews in the Russian Revolutionary Movement*, *The Slavonic and East European Review*, vol. 40, Londres, Athlone Press, 1961-1962, p. 157.

44. MJ.-2*, p. 392.

45. EJ, t. 13, p. 644.

46. Hessen, t. 2, pp. 213-214.

47. *Ibidem*, p. 214.

48. RHR, t. 1, p. 45.

des paysans était sans effets – idée qui dominait dans La Volonté du Peuple – prit le dessus sur le refus de la terreur par Le Partage noir. La terreur, rien que la terreur !! – bien plus : une terreur systématique ! (Que le peuple n'eût pas voix au chapitre, que les rangs de l'intelligentsia fussent si clairsemés, cela ne les inquiétait pas.) Les actes terroristes – y compris contre le tsar en personne ! – se succédèrent donc.

D'après l'évaluation de Léon Deutsch, à cette terreur naissante ne prirent part que dix à douze Juifs, à commencer par Aron Gobst (exécuté), Solomon Wittenberg (prépara en 1878 un attentat contre Alexandre II ; exécuté en 1879), Aïzik Arontchik (eut sa part dans l'explosion du train impérial ; condamné au bagne à perpétuité) et Grégoire Goldenberg, déjà nommé. Tout comme Goldenberg, A. Zoundélévitch – brillant organisateur de la terreur, mais à qui on ne donna pas le temps de participer à l'assassinat du tsar – fut arrêté très tôt. Il y eut également un autre terroriste fort actif : Mlodetski. Quant à Rosa Grossman, Christina Grinberg et les frères Léon et Saveli Zlatopolski, ils jouèrent un rôle de second plan. (En fait, Saveli, au 1^{er} mars 1881*, était membre du Comité exécutif) ; quant à Guessia Gelfman, elle faisait partie du groupe de base des « acteurs du 1^{er} mars⁴⁹ ».

Puis ce furent les années 80 qui virent le dépérissement et la dissolution du populisme. Le pouvoir gouvernemental prenait le dessus ; l'appartenance à une organisation révolutionnaire coûtait huit à dix années de réclusion bien sonnées. Mais si le mouvement révolutionnaire était pris d'inertie, ses membres, eux, continuaient d'exister. L'on peut citer ici Sofia Guinzbourg : elle ne se lança dans l'action révolutionnaire qu'en 1877 ; elle tenta de restaurer La Volonté du Peuple, décimée par les arrestations ; elle prépara, juste après le groupe Oulianov**, un attentat contre Alexandre III⁵⁰. Untel était ouhlié en déportation, un autre en revenait, un troisième ne faisait qu'y partir – mais ils poursuivaient la lutte.

49. Deutsch, pp. 38-39, Protses dvadtsati narodovoltsev v 1882 g. (Le procès des membres de La Volonté du Peuple en 1882), Byloïé, 1906, n° 1, pp. 227-234.

50. ERJ, t. I, p. 314.

* 1^{er} mars 1881 : jour de l'assassinat d'Alexandre II.

** Le « groupe Oulianov », du nom d'Alexandre Ilitch Oulianov, frère aîné de Lénine. Fraction de La Volonté du Peuple. Alexandre Oulianov prépara un attentat contre Alexandre III en 1887. Condamné à mort et exécuté.

Ainsi en fut-il d'une déflagration célèbre décrite par les mémorialistes : la rébellion dans la prison de Iakoutsk en 1889. Un important contingent de prisonniers politiques s'étaient entendu dire qu'on allait les transférer à Verkhoïansk et, de là, plus loin encore, à Srednié-Kolymsk, ce qu'ils voulaient à tout prix éviter. Le groupe était constitué en majorité de détenus juifs. En outre, on leur annonça qu'on réduisait la quantité des bagages autorisée : au lieu de cinq pouds* de livres, vêtements, linge, cinq pouds également de pain et de farineux, deux pouds de viande, plus l'huile, le sucre et le thé (le tout, bien entendu, chargé sur des chevaux ou des rennes), une réduction de cinq pouds en tout. Les déportés décidèrent de faire de la résistance. Or, cela faisait déjà six mois qu'ils déambulaient librement dans la ville de Iakoutsk, et certains s'étaient procuré des armes auprès des habitants. « Tant qu'à périr, autant périr ainsi, et que le monde découvre toute l'abomination du gouvernement russe – périr en sorte que l'esprit de combat soit ranimé chez les vivants ! » Quand on vint les chercher pour les amener au poste de police, ils ouvrirent le feu les premiers sur les gradés, et les soldats répondirent par une salve. Furent condamnés à mort, en même temps que N. Zotov, ceux qui avaient tiré les premiers coups de feu sur le vice-gouverneur : L. Kogan-Bernstein et A. Gausman. Furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité : le mémorialiste lui-même, O. Minor, le célébrité M. Gotz**, et aussi « A. Gourévitch et M. Orlov, M. Bramson, M. Braguinski, M. Fundaminski, M. Ufland, S. Ratine, O. Estrovitch, Sofia Gourévitch, Véra Gotz, Pauline Perly, A. Bolotina, N. Kogan-Bernstein ». L'*Encyclopédie juive* nous informe que, pour cette mutinerie, vingt-six Juifs et six Russes furent jugés⁵¹.

Cette même année 1889, Marc Natanson revint d'exil et entreprit de forger, à la place des anciennes organisations populistes démantelées, une nouvelle organisation dénommée Le Droit du Peuple (*Narodnoïe Pravo*). Natanson avait déjà pu constater l'apparition du marxisme en Russie, importé d'Europe, et sa concurrence avec

51. O. S. Minor, Iakoutskaïa drama 22 marta 1889 goda (Le drame de Iakoutie du 22 mars 1889), Byloïé, 1906, n° 9, pp. 138-141, 144 ; EJ, t. 5, p. 599.

* Un poud équivaut à 16,38 kilos.

** Mikhaïl Rafailovitch Golz (1866-1906) : membre du parti S.-R. Émigre en 1900.

le populisme. Il employa tous ses efforts à sauver le mouvement révolutionnaire de la décadence et à garder des liens avec les libéraux (« les meilleurs libéraux sont aussi des semi-socialistes »). Pas plus qu'auparavant il ne regardait aux nuances dans les convictions : ce qui lui importait, c'était que tous s'unissent pour renverser l'autocratie, et quand la Russie serait démocratique, alors on aviserait. Mais l'organisation qu'il mit cette fois sur pied se révéla amorphe, apathique et éphémère. Et puis, respecter les règles de la conspiration n'était plus nécessaire. Comme l'a fort éloquemment souligné Isaac Gourvitch, « du fait de l'absence de conspiration, une masse de gens tombent dans les griffes de la police, mais les révolutionnaires sont maintenant si nombreux que ces pertes ne comptent pas – on abat les arbres, et volent les copeaux⁵² ! ».

La fracture qui s'était produite dans la conscience juive après 1881-1882 ne pouvait pas ne pas se refléter tant soit peu dans la conscience des révolutionnaires juifs en Russie. Ces jeunes gens avaient commencé par s'éloigner du judaïsme, puis beaucoup y étaient revenus ; ils avaient « quitté la "rue des Juifs", puis étaient revenus vers leur peuple » : « toute notre destinée historique est liée au ghetto juif, c'est à partir de lui que s'est forgée notre essence nationale⁵³ ». Jusqu'aux pogroms de 1881-1882, « absolument aucun d'entre nous autres, révolutionnaires, ne songeait un instant » qu'il faudrait nous expliquer publiquement sur la participation des Juifs au mouvement révolutionnaire. Mais survinrent les pogroms, qui provoquèrent « chez... la majorité de nos compatriotes une explosion d'indignation ». Et voici que « ce ne furent plus seulement les Juifs cultivés, mais certains révolutionnaires juifs n'ayant auparavant aucune affinité avec leur nation, qui... se sentirent brusquement obligés de consacrer leurs forces et leurs talents à leurs frères injustement persécutés⁵⁴ ». « Les pogroms ont réveillé des sentiments endormis, ils ont rendu les jeunes plus sensibles aux souffrances de leur peuple, et le peuple plus réceptif aux idées révolutionnaires. Que cela serve de base à une action

52. *Gourvitch*, Byloïé, 1907, n° 6/18, p. 68.

53. *I. Mark*, Pamiatî I. M. Tchérïkover (À la mémoire de I. M. Tcherikover), MJ-2, pp. 424-425.

54. *Deutsch*, pp. 3-4.

autonome de la masse juive » : « Nous allons obstinément poursuivre notre but : la destruction du régime politique actuel⁵⁵. »

Mais voici qu'apparaissent inopinément leur soutien aux pogroms antijuifs les tracts de La Volonté du Peuple ! Léon Deutsch exprime sa perplexité dans une lettre à Axelrod, qui s'interroge lui aussi : « La question juive est maintenant, dans la pratique, réellement insoluble pour un révolutionnaire. Qu'irait-il faire, par exemple, à Balta où l'on s'attaque aux Juifs ? Prendre leur défense revient à... "susciter la haine contre les révolutionnaires, qui non seulement ont tué le tsar, mais en plus soutiennent les Juifs"... Faire la propagande de la réconciliation est aujourd'hui extrêmement difficile pour le parti⁵⁶. »

Cette perplexité, P. L. Lavrov lui-même, le chef vénéré, l'exprime à son tour : « Je reconnais que la question juive est extrêmement complexe, et pour le parti, qui entend se rapprocher du peuple et le soulever contre le gouvernement, elle est difficile au plus haut degré... du fait de l'état passionnel dans lequel se trouve le peuple, et de la nécessité de l'avoir *de notre côté*⁵⁷. » Il ne fut pas le seul des révolutionnaires russes à raisonner ainsi.

Dans les années 80, un courant réapparaît chez les socialistes, préconisant d'orienter l'attention et la propagande vers les cercles spécifiquement juifs, et de préférences ouvriers. Mais, en fait de prolétariat, il n'y avait pas grand monde parmi les Juifs – quelques menuisiers, des relieurs, des cordonniers. Le plus facile était certainement d'agir parmi les imprimeurs les plus instruits. Isaac Gourvitch raconte : avec Moïse Khourguine, Léon Rogaller, Joseph Reznik, « à Minsk nous nous étions donné pour tâche de créer un noyau d'ouvriers instruits ». Mais, si l'on prend par exemple Biélostok ou Grodno, « nous n'y avons trouvé aucun cercle ouvrier » : le recrutement était trop faible.

La création de ces cercles ne se faisait pas ouvertement, il fallait conspirer : soit organiser la réunion hors de la ville, soit la tenir en ville dans un appartement privé, mais alors en commençant systématiquement par des leçons de grammaire russe ou de sciences naturelles... et ensuite seulement en recrutant des volontaires pour

55. I. Ilachevitch (I. Rubinovitch), *Chto delat evreiam v Rossii ?* (Que peuvent faire les Juifs en Russie ?), *Soblazn Sotsializma* (La tentation du socialisme), pp. 185-186.

56. Schub, MJ-2*, p. 134.

57. *Ibidem**, pp. 133-134.

leur prêcher le socialisme. Comme l'explique I. Martov : ce furent ces leçons préliminaires qui attirèrent des gens au sein des cercles révolutionnaires. « S'avéraient habiles et avisés », aptes à devenir leurs propres maîtres, « ceux qui, justement, avaient fréquenté nos réunions, y avaient reçu de l'instruction, et notamment la maîtrise du russe, car la langue est une arme précieuse dans la lutte concurrentielle du petit commerce et de l'industrie » ; après cela, « nos "petits chanceux", affranchis du rôle de travailleurs à gages et jurant leurs grands dieux qu'eux-mêmes n'emploieraient jamais le travail à gages, y avaient bel et bien recours, contraints qu'ils y étaient par les exigences du marché⁵⁸ ». Ou bien, une fois formé dans ces cercles, « l'ouvrier abandonnait son métier et s'en allait passer des examens "en externe"⁵⁹ ».

La bourgeoisie juive locale voyait d'un mauvais œil cette participation des jeunes aux cercles révolutionnaires, car elle avait compris – plus vite et mieux que la police – à quoi tout ceci mènerait⁶⁰.

Ici et là, cependant, les choses avançaient ; à l'aide des brochures et proclamations socialistes fournies par l'imprimerie de Londres, les jeunes révolutionnaires rédigeaient eux-mêmes, « sur toutes les questions programmatiques, des formulations sociales-démocrates ». C'est ainsi que, dix années durant, une lente propagande conduisit peu à peu à la création du Bund.

Mais, « plus encore que les persécutions policières, ce fut la naissante émigration vers l'Amérique qui freina notre travail. En fait, nous formions des ouvriers socialistes pour l'Amérique ». Les souvenirs pourtant concis d'Isaac Gourvitch sur les premiers cercles ouvriers juifs sont émaillés de remarques incidentes du genre : Schwartz, un étudiant qui faisait de l'agitation révolutionnaire, « émigra par la suite en Amérique ; il vit à New York ». – Ou bien, lors d'une réunion dans l'appartement de Joseph Reznik : « Il y avait deux ouvriers présents, un charpentier et un menuisier : tous deux sont maintenant en Amérique. » Et, deux pages plus loin, nous

58. I. Martov, *Zapiski sotsial-demokrata* (Carnets d'un social-démocrate), Berlin, éd. Grjebine, 1922, pp. 187-189.

59. N. A. Buchbinder, *Rabotchié o propagandistskikh kroujkakh* (Les ouvriers à propos des cercles de propagandistes), *Soblazn sotsializma* (La tentation du socialisme), p. 230.

60. Gourvitch, *Byloïé*, op. cit., pp. 65-68, 74.

apprenons que Reznik lui-même, après son retour d'exil, « partit vivre en Amérique ». Inversement, un jeune homme nommé Guirchfeld, venu d'Amérique pour faire du travail révolutionnaire, « est actuellement médecin à Minneapolis » et il a été candidat socialiste au poste de gouverneur. — « L'un des membres les plus actifs du premier cercle Abramovitch, un certain Jacob Zvirine..., après avoir purgé ses douze mois à la prison des Kresty..., émigra en Amérique et vit actuellement à New York. » — « Chmoulévitch ("Kivel")... en 1889... fut contraint de fuir la Russie ; il vécut jusqu'en 1896 en Suisse où il fut un membre actif des organisations sociales-démocrates », puis « il s'installa en Amérique... et vit à Chicago ». — Enfin le narrateur lui-même : « En 1890, j'ai moi-même quitté la Russie », bien que, quelques années auparavant, « nous envisagions les choses autrement. Mener une propagande socialiste parmi les ouvriers est l'*obligation* de tout honnête homme instruit : c'est notre façon de payer notre "dette historique" envers le peuple. Et puisque sur moi repose l'obligation de faire de la propagande, il s'ensuit très évidemment que j'ai le droit d'exiger que me soit donnée la possibilité de remplir cette obligation. » Arrivé à New York en 1890, Gourvitch y trouva « une association ouvrière russe d'auto-développement », constituée presque exclusivement d'artisans originaires de Minsk, et, pour fêter le nouvel an russe, ils organisèrent à New York « le bal des socialistes de Minsk⁶¹ ». À New York, « le mouvement socialiste local... dans sa majorité était juif⁶² ».

Comme nous le voyons, dès cette époque, l'Océan ne constituait pas un obstacle majeur à la cohésion et à la poursuite de l'action révolutionnaire menée par les Juifs. Ce lien vivant aura ses effets, ô combien éclatants, en Russie.

Pour autant, tous les jeunes gens juifs n'avaient pas abandonné la tradition révolutionnaire russe, loin de là ; beaucoup s'y tinrent même dans les années 80-90. Comme le montre D. Schub, les pogroms et les mesures restrictives d'Alexandre III ne firent que les exciter plus fort encore au combat.

61. *Ibidem*, pp. 66-68, 72-77.

62. J. Krepliak, *Poslesloviié k statiié Lessina* (Postface à l'article de Lessine), MJ-2, p. 392.

Alors la nécessité se fit jour d'expliquer du mieux possible au petit peuple russe pourquoi tant de Juifs participaient au mouvement révolutionnaire. S'adressant à des gens dépourvus d'instruction, les brochures populaires forgèrent peu à peu toute une phraséologie qui eut ses effets jusqu'en 1917 — année 1917 comprise. C'est une brochure de ce genre qui nous permet de reconstituer leur argumentation.

Dur est le sort du Russe, sujet du tsar ; le gouvernement le tient dans sa poigne de fer. Mais « plus amer encore est le lot du Juif indigent » : « le pouvoir se raille de lui, le pressure à mort. Son existence n'est qu'une vie de famine, une longue agonie », et « ses frères de misère et de labeur, les paysans et les ouvriers russes..., tant qu'ils sont dans l'ignorance, le traitent en étranger ». S'ensuivent, l'une après l'autre, des interrogations didactiques : « Les capitalistes juifs sont-ils des ennemis pour le peuple travailleur russe ? » Les ennemis, mais ce sont tous les capitalistes sans distinction, et il importe peu au peuple travailleur d'être pillé par tel ou tel : il ne faut pas concentrer sa colère sur ceux qui sont juifs. — « Le Juif ne possède pas de terre... il n'a aucuns moyens de prospérer. » Si les Juifs ne s'adonnent pas au travail de la terre, c'est que « le gouvernement russe ne les a pas autorisés à résider dans les campagnes » ; mais, dans leurs colonies, ce sont « d'excellents cultivateurs. Les champs sont superbement mis en valeur... par le travail de leurs bras. Ils ne font appel à aucune main-d'œuvre extérieure, et ne pratiquent aucun métier d'appoint... ils aiment le dur travail de la terre ». — « Les indigents juifs font-ils du tort aux intérêts économiques des travailleurs russes ? » Si les Juifs font du commerce, « c'est par nécessité, non par goût ; toutes les autres voies leur sont fermées, et il faut bien vivre » ; « ils cesseraient avec joie de commercer si on les laissait sortir de leur cage ». Et, s'il y a parmi eux des filous, il faut en accuser le gouvernement tsariste. — « Les ouvriers juifs ont entamé la lutte pour l'amélioration de leur condition à l'époque où, en Russie, le peuple travailleur était soumis. » Les ouvriers juifs « avant tous les autres ont perdu patience » ; « et, encore maintenant, des dizaines de milliers de Juifs sont membres des partis socialistes russes. Ils ont propagé de par le pays la haine du système capitaliste et du gouvernement tsariste » ; ils ont rendu « un fier service au peuple travailleur russe », et c'est pour cela que les capitalistes russes les haïssent. Le gouvernement, « par l'intermédiaire de la police, a aidé à la préparation des pogroms ; il a envoyé la police et l'armée prêter main-forte aux pillards » ; « par bonheur, fort peu d'ouvriers et de paysans étaient parmi eux ». — « Oui, la masse populaire juive hait ce gouvernement tsariste irresponsable », car « c'était la volonté du gouvernement que l'on fracassât contre les murs le crâne des enfants juifs... que l'on violât dans les rucs les femmes juives, les femmes âgées comme les fillettes. » Et,

cependant, « il ment effrontément, celui qui traite les Juifs d'ennemis du peuple russe... Et puis, comment pourraient-ils haïr la Russie ? Auraient-ils une autre patrie⁶³ ? ».

Il y a, dans la tradition révolutionnaire, des résurgences étonnantes. En 1876, A. Biebergal avait été condamné pour avoir pris part à la manifestation sur la place, devant Notre-Dame de Kazan. Et ne voilà-t-il pas que sa fille aînée, étudiante aux cours supérieurs de Saint-Pétersbourg, fut appréhendée sur cette même place de Kazan, le jour anniversaire de cette manifestation, vingt-cinq ans après, en 1901. (En 1908, membre d'un groupe S.-R.^{*}, elle fut condamnée au bagne pour l'attentat perpétré contre le grand-duc Vladimir Alexandrovitch^{**}.)

En fait, au fil des années, les révolutionnaires russes avaient de plus en plus besoin de l'apport des Juifs ; ils comprenaient de mieux en mieux quel avantage tirer d'eux – de leur double combat : et contre les vexations sur le plan de la nationalité, et contre celles d'ordre économique – comme d'un détonateur pour la révolution.

En 1883, à Genève, apparaît ce qui peut être considéré comme la tête de la social-démocratie naissante : le groupe « Libération du Travail ». Ses fondateurs furent, avec Plekhanov et Véra Zassoulitch, L. Deutsch et P. Axelrod⁶⁴. (Quand Ignatov mourut en 1885, il fut remplacé par Ingerman.)

En Russie prend corps un courant qui leur apporte son soutien. Constitués d'anciens membres du Partage noir démantelé (ils dépassaient considérablement en nombre ceux de La Volonté du Peuple), on appellera les « libérationnistes » (*osvobodentsy*). On compte parmi eux bon nombre de jeunes Juifs dont on peut citer les deux plus connus : Israël Guelfand (le futur et fameux Parvus) et Raphaël Soloveïtchik. En 1889, lorsque Soloveïtchik, qui avait sillonné la Russie pour mettre en place, dans plusieurs villes, une

63. Abramova, Vragi li troudovomou narodou cvrei ? (Les Juifs sont-ils des ennemis du peuple travailleur ?), Tiflis, Izdatelskaia Komissia Kraievogo Soveta Kavkazskoi armii (Commission éditoriale du Soviet régional de l'armée du Caucase), 1917, pp. 3-31.

64. Deutsch, p. 136.

* S.-R. : parti social-révolutionnaire. Naît en 1901, prône la terreur. Victime de scissions après la révolution de 1905. Reste puissant parmi l'intelligentsia.

** Grand-duc Vladimir Alexandrovitch (1847-1909) : frère d'Alexandre III, père du grand-duc Cyrille.

action révolutionnaire, fut arrêté, il fut jugé avec d'autres membres du groupe Libération du Travail, et l'on trouve parmi eux des noms juifs⁶⁵. À cette tendance sociale-révolutionnaire appartenait aussi David Goldendach, le futur et fort célèbre bolchevik « Riazanov » (qui avait fui Odessa en 1889 et s'était réfugié à l'étranger pour échapper au service militaire⁶⁶).

Néanmoins, ce qui subsistait de La Volonté du Peuple après son effondrement représentait un groupe tout de même assez nombreux. On y trouvait entre autres : Dembo, Roudévitch, Mandelstam, Boris Reinchtein, Ludwig Nagel, Bek, Sofia Chentsis, Filippo, Leventis, Cheftel, Barnekhovski, etc.⁶⁷

C'est donc qu'une certaine dose d'énergie s'était conservée pour alimenter les rivalités entre groupuscules – La Volonté du Peuple, Le Partage noir, Libération du Travail – et les débats théoriques. Les trois volumes du « Recueil historique et révolutionnaire » paru dans les années 20 (soviétiques), que nous utilisons ici, nous offrent, dans une interminable et fastidieuse logorrhée, un compte rendu de ces joutes oratoires, prétendument beaucoup plus importantes et sublimes que toutes les questions touchant la pensée et l'histoire universelles. Le détail de ces débats constitue un matériau assassin sur l'étoffe spirituelle des révolutionnaires russes des années 80-90, et il attend encore son historien.

Mais, à partir des années 30 de l'ère soviétique, il ne fut plus du tout de mise d'énumérer ainsi avec fierté et en détail tous ceux et celles qui avaient eu leur part dans la révolution ; une sorte de tabou s'installa dans les publications historiques et politiques, on cessa d'évoquer le rôle et le nom des Juifs dans le mouvement révolutionnaire russe – et, à ce jour encore, ce genre d'évocation suscite un malaise. Or, rien n'est plus immoral et dangereux que de taire quoi que ce soit quand on écrit l'Histoire : cela ne fait qu'engendrer par la suite une distorsion de sens opposé.

Si, comme on peut lire dans l'*Encyclopédie juive*, « rendre compte de l'importance réelle de l'élément juif dans le mouvement de libération russe, l'exprimer en chiffres exacts ne paraît pas

65. RHR, t. 2, pp. 36, 38-40.

66. *Ibidem*, t. 2, pp. 198-199.

67. *Ibidem*, p. 36.

possible⁶⁸ », on peut tout de même, à partir de diverses sources, brosser un tableau approximatif.

Hessen nous informe que « sur les 376 inculpés, accusés de crimes contre l'État au cours du premier semestre 1879, il n'y avait que 4 % de Juifs », et « sur les 1 054 personnes jugées devant le Sénat au cours de l'année 1880..., il y avait 6,5 % de Juifs⁶⁹ ». On trouve chez d'autres auteurs des estimations analogues.

Cependant, de décennie en décennie, le nombre de Juifs à participer au mouvement révolutionnaire augmente, leur rôle se fait plus influent, plus notoire. Au cours des premières années du pouvoir soviétique, quand cela était encore un sujet d'orgueil, un communiste très en vue, Lourié-Larine, disait : « Dans les prisons tsaristes et en exil, les Juifs constituaient habituellement près du quart de tous les prisonniers et exilés⁷⁰. » Et l'historien marxiste M. N. Pokrovski, se fondant sur les effectifs des différents congrès, conclut que « les Juifs représentent entre le quart et le tiers des organisations de tous les partis révolutionnaires⁷¹ ». (*L'Encyclopédie juive moderne* émet quelques réserves sur cette estimation).

En 1903, Witte, lors d'une rencontre avec Herzl, s'attacha à démontrer que, tout en ne représentant que 5 % de la population de la Russie, soit 6 millions sur 136 millions, les Juifs regroupaient en leur sein pas moins de 50 % de révolutionnaires⁷².

Le général N. N. Soukhotine, commandant en chef de la région de Sibérie, a établi une statistique au 1^{er} janvier 1905 des condamnés politiques placés sous surveillance pour toute la Sibérie et par nationalité. Cela donnait : 1 898 Russes (42 %), 1 678 Juifs (37 %), 624 Polonais (14 %), 167 Caucasiens, 85 Baltes et 94 appartenant à d'autres nationalités. (Certes, ne sont comptés là que les exilés, ne sont pas pris en compte les détenus des prisons et des bagnes, et les chiffres ne valent que pour l'année 1904 ; mais cela permet cependant d'avoir une certaine vue d'ensemble.) S'y trouve d'ailleurs une précision intéressante à propos de ceux « qui se

68. EJ, t. 13, p. 645.

69. Hessen, t. 2, p. 212.

70. I. Larine, *Evrei i antisemitizm v SSSR* (Les Juifs et l'antisémitisme en URSS), M.-L., 1929, p. 31.

71. PEJ, t. 7*, 1994, p. 258.

72. G. Svet, *Rousskié evrei v sionizme i v stroitelstve Palestiny i Izrailia* (Les Juifs russes dans le sionisme et l'édification d'Israël), p. 258.

sont planqués » : 17 % de Russes, 64 % de Juifs, 19 % d'autres nationalités⁷³.

Voici le témoignage de V. Choulguine : en 1889 parvinrent à Kiev les nouvelles relatives aux manifestations estudiantines de Saint-Petersbourg. « Les longs couloirs de l'université grouillaient d'une foule de jeunes en effervescence. Je fus frappé de voir prédominer les Juifs. Étaient-ils plus ou moins nombreux que les Russes, je ne saurais le dire, mais ils "prédominaient" incontestablement, car c'est eux qui étaient aux commandes de cette mêlée tumultueuse en blousons. » À quelque temps de là, on se mit à chasser des amphithéâtres les professeurs et les étudiants non grévistes. Puis cette « "pure et sainte jeunesse" prit des photographies fallacieuses sur lesquelles on voyait les cosaques tabasser les étudiants : ces clichés passaient pour avoir été pris "sur le vif" » alors qu'ils étaient réalisés à partir de dessins. « Tous les étudiants juifs ne sont pas de gauche..., certains étaient de notre côté, mais ceux-là ont beaucoup pâti par la suite, ils ont été harcelés par la société. » Choulguine ajoute : « Le rôle des Juifs dans l'effervescence révolutionnaire au sein des universités était notoire et sans rapport avec leur nombre à travers le pays⁷⁴. »

Milioukov qualifiait tout cela de « légendes sur l'esprit révolutionnaire des Juifs... Ils [les fonctionnaires du gouvernement] ont besoin de légendes, tout comme l'homme primitif a besoin de prose rimée⁷⁵ ». À l'inverse, G. P. Fedotov écrivait : « La nation juive, moralement libérée à partir des années 80..., à l'instar de l'intelligentsia russe sous Pierre le Grand, est au plus haut degré déracinée, internationaliste et active... Elle prend d'emblée le rôle dirigeant dans la révolution russe... Elle a imprimé au profil moral du révolutionnaire russe son caractère incisif et sombre⁷⁶. » À dater des années 80, les élites russe et juive fusionnent non seulement dans une action révolutionnaire commune, mais également dans tous les

73. Iz istorii borby s revolioutsiei v 1905 g. (Fragments de l'histoire de la lutte avec la révolution de 1905), Krasnyi arkhiv (Archives rouges), 1929, t. 32, p. 229.

74. V. V. Choulguine, « Chto nam v nikh ne pravitsa... » : Ob antisemitizme v Rossii, (« Ce qui ne nous plaît pas en eux » : de l'antisémitisme en Russie), Paris, 1929, pp. 53-54, 191.

75. Douma d'État, 4^e législature, sténogramme des séances, session 5, séance 18, 16 déc. 1916, p. 1174.

76. G. P. Fedotov, Litso Rossii ; sbornik stratei (Le visage de la Russie, recueil d'articles) (1918-1931), Paris, YMCA Press, 1967, pp. 113-114.

engouements d'ordre spirituel, et surtout dans la passion du non-enracinement.

Aux yeux d'une contemporaine, simple témoin des faits (Zinaïde Altanskaïa, qui correspondait de la ville d'Orel avec Fiodor Krioukov*), cette jeunesse juive du début du siècle apparaissait ainsi : « ... Chez eux, il y a l'art et l'amour du combat. Et quels projets ! – vastes, téméraires ! Ils ont quelque chose en propre, une auréole de souffrance, quelque chose de précieux. On les envie, on est vexé » (que la jeunesse russe ne soit pas pareille).

M. Agourski émet l'hypothèse suivante : « La participation au mouvement révolutionnaire était en quelque sorte une forme d'assimilation [plus] "convenable" que l'assimilation courante passant par le baptême » ; et elle apparaît d'autant plus estimable qu'elle signifiait aussi une sorte de révolte contre sa propre bourgeoisie juive⁷⁷ – et contre sa propre religion, comptée dorénavant pour rien par les révolutionnaires.

Cependant, cette assimilation « convenable » n'était ni complète ni même réelle : beaucoup de ces jeunes gens, dans leur hâte, s'arrachèrent à leur propre sol sans vraiment s'enraciner dans le sol russe, et restèrent à l'extérieur des deux nations et des deux cultures pour n'être plus que ce matériau dont est si friand l'*inter-nationalisme*.

Mais, comme l'égalité en droits des Juifs restait l'une des revendications majeures du mouvement révolutionnaire russe, ces jeunes gens, en se lançant dans la révolution, gardaient présente dans le cœur et à l'esprit l'idée qu'ils servaient toujours les intérêts de leur peuple. C'était la thèse que Parvus avait adoptée comme ligne de conduite pour sa vie entière, qu'il avait formulée, défendait et inculquait aux jeunes gens : la libération des Juifs de Russie ne peut se faire qu'en renversant le régime tsariste.

Cette thèse trouvait un soutien notable auprès d'une couche particulière de la société juive – des gens d'âge mûr, aisés, posés,

77. M. Agourski, *Sovmestimy li sionizm i sotsializm ?* (Le sionisme et le socialisme sont-ils compatibles ?), « 22 », *Obschestvenno-politicheskie i literaturnye zhurnaly evreiskoi intelligentsii iz SSSR v Izraïle* (« 22 » : revue sociale et politique des intellectuels juifs émigrés d'URSS en Israël), Tel-Aviv, 1984, n° 36, p. 130.

* Fiodor Dmitrievitch Krioukov (1870-1920) : écrivain du Don, populiste, mort du typhus pendant la guerre civile. On lui a attribué la vraie paternité du *Don paisible* du prix Nobel Cholokhov.

parfaitement étrangers à l'esprit d'aventure, mais qui, depuis la fin du XIX^e siècle, nourrissaient une irritation permanente contre le mode de gouvernement russe. C'est dans ce champ idéologique que leurs enfants grandissaient avant même d'avoir reçu la sève du judaïsme pour grandir à partir de lui. Un membre influent du Bund, M. Rafès, fait remarquer qu'à la charnière des XIX^e et XX^e siècles « la bourgeoisie juive ne cachait pas les espérances et attentes qu'elle plaçait dans les progrès du mouvement révolutionnaire... Lui, qu'elle rejetait autrefois, avait maintenant ses faveurs⁷⁸ ».

G. Gerchouni expliqua à ses juges : « Ce sont vos persécutions qui nous ont acculés à la révolution. » En réalité, l'explication est à chercher à la fois dans l'histoire juive et dans l'histoire russe – à leur intersection.

Écoutons G. A. Landau, publiciste juif de renom. Il écrivit après 1917 : « Nombreuses étaient ces familles juives, de la petite comme de la grande bourgeoisie, où les parents, bourgeois eux-mêmes, voyaient d'un œil bienveillant, fier parfois, tranquille toujours, leurs rejetons se laisser marquer par le sceau à la mode d'une des idéologies sociales-révolutionnaires en vogue. » Eux aussi, en fait, « penchaient vaguement en faveur de cette idéologie qui protestait contre les persécuteurs, mais sans se demander de quelle nature était cette protestation ni quelles étaient ces persécutions ». Et c'est ainsi que, « petit à petit, s'installa dans la société juive l'hégémonie du socialisme... – la négation de la société civile et de l'État, le mépris de la culture bourgeoise et de l'héritage des siècles passés, héritage dont les Juifs eurent d'autant moins de mal à s'arracher qu'ils avaient déjà, en s'eupéanisant, renoncé à leur propre héritage ». Les idées révolutionnaires « dans le milieu juif... étaient... doublement destructrices », et pour la Russie et pour eux-mêmes. Or, « elles pénétrèrent le milieu juif beaucoup plus en profondeur que le milieu russe⁷⁹ ».

Un joaillier de Kiev, Marchak (qui créa même certaines pièces

78. M. Rafès, *Natsionalisticheskie «ouklon» Bunda* (La «tendance» nationaliste du Bund), *Soblazn Sotsializma* (La tentation du socialisme), p. 276.

79. G. A. Landau, *Revolioutsiionnyé idéi v evreiskoi obschestvennosti* (Les idées révolutionnaires dans l'opinion publique juive), *Rossija i evrei : Sb. 1* (La Russie et les Juifs. Recueil 1), *Otchestvennoé obiedinenié rousskikh evreiev zagranitsej* (Union patriotique des Juifs russes à l'étranger), Paris, YMCA Press, 1978 (rééd. Berlin, Osnova, 1924) pp. 106-109.

pour orner les églises de la ville), témoigne que « tout en fréquentant la bourgeoisie, la grande, j'ai été contaminé [par l'esprit révolutionnaire]⁸⁰ ». Au reste, c'est bien ce que nous voyons chez le jeune Bogrov* : cette énergie, cette passion qui grandissent en lui pendant sa jeunesse passée au sein d'une famille fort riche. Son père, un libéral fortuné, laissait pleine liberté d'action à son jeune terroriste de fils. — Et les frères Gotz, terroristes eux aussi, avaient pour grands-pères deux Crésus moscovites, Gotz d'une part, de l'autre Vyssotski, un fabricant de thé multimillionnaire, et ceux-ci, loin de retenir leurs petits-fils, versaient au parti S.-R. des centaines de milliers de roubles.

« Beaucoup de Juifs sont venus grossir les rangs des socialistes », poursuit Landau⁸¹. Dans l'un de ses discours à la douma (1909), A. I. Goutchkov cite le témoignage d'une jeune S.-R. : entre autres causes de son désenchantement, « elle disait que le mouvement révolutionnaire était entièrement accaparé par les Juifs et que ceux-ci voyaient dans le triomphe de la révolution leur propre triomphe à eux⁸² ».

L'engouement pour la révolution s'est emparé de la société juive depuis le bas jusqu'en haut, nous dit I. O. Lévine : « Ce ne sont pas seulement les couches inférieures de la population juive de Russie qui se sont livrées à la passion révolutionnaire », mais ce mouvement « ne pouvait pas ne pas saisir une grande partie des intellectuels et semi-intellectuels du peuple juif » (semi-intellectuels qui, écrit-il, constitueront, dans les années 20, les cadres actifs du régime soviétique). « Ils étaient encore plus nombreux parmi les professions libérales, depuis les dentistes jusqu'aux enseignants des universités — ceux qui pouvaient s'installer hors de la Zone de résidence. Ayant perdu le patrimoine culturel du judaïsme

80. A. O. Marchak, Interview radiostantsii « Svoboda » (Interview à « Radio Liberté »), *Vospominaniia o revoliutsii 1917 goda* (Souvenirs sur la révolution de 1917), Int. n° 17, Munich, 1965, p. 9.

81. Landau, *op. cit.*, p. 109.

82. A. Goutchkov, *Rech v Gosoudarstvennoi Doume 16 dek. 1909 ; po zaprosou o vzryve na Astrakhanskoi oulitse* (Discours à la Douma d'État du 16 déc. 1909 ; interpellation à propos de l'explosion de la rue d'Astrakhan), A. I. Goutchkov v Tretei Gosoudarstvennoi Doume (1907-1912 gg.) : Ch. retchei (A. I. Goutchkov à la troisième douma d'État) (1907-1912), Recueil de discours, Saint-Petersbourg, 1912, pp. 143-144.

* Dmitri Grigoriévitch Bogrov : jeune agent des services secrets. Tira à Kiev sur le ministre A. Stolypine et le tua (1911). Condamné à mort et exécuté.

traditionnel, ces personnes n'en étaient pas moins restées étrangères et à la culture russe et à toute autre culture nationale. Ce vide spirituel, dissimulé sous une culture européenne superficiellement assimilée, rendait les Juifs, déjà enclins au matérialisme de par leurs métiers de commerçants ou d'artisans, très réceptifs aux théories politiques matérialistes... Le mode de pensée rationaliste propre aux Juifs... les prédispose à adhérer à des doctrines comme celle du marxisme révolutionnaire⁸³. »

Le co-auteur de ce recueil, V. S. Mandel, remarque : « Le marxisme russe à l'état pur, copié sur l'original allemand, n'a jamais été un mouvement national russe, et les Juifs qui, en Russie, étaient animés d'un esprit révolutionnaire, pour qui rien n'était plus facile que d'assimiler une doctrine exposée dans des livres en allemand, furent tout naturellement amenés à prendre une part importante à l'œuvre de transplantation de ce fruit étranger sur le sol russe⁸⁴. » F. A. Stepoun exprimait la chose ainsi : « la jeunesse juive discutait hardiment, citations de Marx à l'appui, la question de savoir sous quelle forme le moujik russe devrait posséder la terre. Le mouvement marxiste a commencé en Russie avec la jeunesse juive à l'intérieur même de la Zone de résidence ».

Développant cette idée, V. S. Mandel rappelle « “Les Protocoles des Sages de Sion”..., ce faux stupide et haineux ». Eh bien, « ces Juifs voient dans les délires des “Protocoles” la maligne intention des antisémites d'éradiquer le judaïsme », mais eux-mêmes « sont prêts, à des degrés divers, à organiser le monde sur des principes nouveaux, et croient que la révolution marque un pas en avant vers l'instauration du Royaume céleste sur terre, et attribuent au peuple juif, pour sa plus grande gloire, le rôle de guide des mouvements populaires pour la liberté, l'égalité et la justice – un guide qui, bien sûr, n'hésite pas à abattre le régime politique et social en place ». Et il en donne pour exemple une citation tirée du livre de Fritz Kahn, *Les Hébreux comme race et peuple de culture* : « Moïse, mille deux cent cinquante ans avant Jésus-Christ, a, le premier dans l'Histoire, proclamé les droits de l'homme... Le Christ a payé de sa vie la prédication de *manifestes communistes* dans un État

83. I. O. Lévine, *Evrei u revolioutsia* (Les Juifs et la révolution), *Rossia i evrei* (La Russie et les Juifs), *op. cit.*, pp. 130-132.

84. V. S. Mandel, *Konservativnyi i razrouchitelnyi idei v evreistve* (Les idées conservatrices et les idées destructrices dans la société juive), *ibidem*, p. 199.

capitaliste », puis « en 1848 s'est pour la deuxième fois levée au firmament l'étoile de Bethléem... et elle s'est levée à nouveau au-dessus des toits de Judée : Marx⁸⁵ ».

Ainsi, « de cette commune vénération pour la révolution sortent et se distinguent certains courants d'opinion dans la société juive – tous désespérément irréalistes, puérilement prétentieux, par là même aspirant irrésistiblement à une ère troublée, et non point en Russie seulement, mais englobant le siècle tout entier⁸⁶ ».

Avec quelle désinvolture et quelle pesanteur à la fois, avec quelles belles promesses le marxisme pénètre dans la conscience de la Russie cultivée ! Enfin la révolution a trouvé son fondement scientifique avec son cortège d'inafaillibles déductions et d'inéluctables prédictions !

Au nombre des jeunes marxistes, voici Julius Tserdobaum ; Martov, le futur grand leader des mencheviks, lui qui, avec son meilleur ami Lénine, va fonder tout d'abord l'« Union de combat pour la libération de la classe ouvrière » (de toute la Russie) – seulement il ne jouira pas de la même protection que Lénine, exilé dans la clémente contrée de Minousine : il devra purger ses trois années dans la dure région de Touroukhan. C'est lui aussi qui, toujours en collaboration avec Lénine, conçut l'*Iskra** et mit en place tout un réseau pour sa diffusion.

Mais, avant même de collaborer avec Lénine pour fonder le Parti social-démocrate panrusse, Martov, alors exilé à Vilnius, avait mis sur pied, vers 1895, les fondements idéologiques et organisationnels d'une « Union ouvrière juive commune pour la Lituanie, la Pologne et la Russie ». L'idée de Martov était que, désormais, il fallait préférer, au travail dans les cercles, la propagande au sein de la masse, et, pour cela, rendre celle-ci « plus spécifiquement juive », donc, notamment, la traduire en yiddish. Dans son exposé-programme, Martov décrivait ainsi les principes de la nouvelle Union : « Nous attendions tout du mouvement de la classe ouvrière russe et nous nous considérons comme un appendice du

85. Mandel, *ibidem*, pp. 172-173.

86. I. M. Biekerman, *Rossia i rouskoï evreistvo* (La Russie et les Juifs de Russie), *ibidem*, p. 34.

* *L'Iskra* (L'Étincelle) est le premier journal marxiste créé par Lénine à l'étranger. Parut de 1900 à 1903. Repris par les mencheviks et paraît jusqu'en 1905.

mouvement ouvrier panrusse..., nous avons oublié de maintenir le lien avec la masse juive qui ne sait pas le russe. » Mais, dans le même temps, « sans nous en douter, nous avons bissé le mouvement juif à une hauteur inégalée par les Russes ». Le moment est maintenant venu d'affranchir le mouvement juif « de l'oppression mentale à laquelle l'a soumis la bourgeoisie » juive, qui est « la bourgeoisie la plus minable, la plus basse du monde », « de créer une organisation ouvrière spécifiquement juive qui servira de guide et d'instructeur au prolétariat juif ». Dans « le caractère national du mouvement », Martov voyait une victoire sur la bourgeoisie, et, avec cela, « nous sommes parfaitement à l'abri... du nationalisme⁸⁷ ». Dès l'année suivante, Plekhanov, au Congrès de l'Internationale socialiste, qualifia le mouvement social-démocrate juif d'« avant-garde de l'armée ouvrière en Russie⁸⁸ ». C'est celui-ci qui devint le Bund (Vilnius, 1897), six mois avant la création du Parti social-démocrate de Russie. L'étape suivante est le I^{er} Congrès du Parti social-démocrate russe, qui a lieu à Minsk (où se trouvait le siège du Comité central du Bund) en 1898. *L'Encyclopédie juive* nous dit que « sur huit délégués, cinq étaient juifs : les envoyés d'un journal de Kiev, *La Gazette ouvrière*, B. Eidelman, N. Vigdortchik, et ceux du Bund : A. Kremer, A. Mutnik, S. Katz [étaient également présents Radtchenko, Pétrou-sévitch et Vannovski]. Au Comité central du parti (de trois membres) qui fut constitué lors de ce Congrès entrèrent A. Kremer et B. Eidelman⁸⁹ ». Ainsi naquit le Parti social-démocrate ouvrier de Russie, dans une étroite parenté avec le Bund. (Ajoutons : avant même la création de l'*Iskra*, c'est à Lénine qu'avait été proposée la direction du journal du Bund⁹⁰.)

Que le Bund ait été créé à Vilnius n'a rien d'étonnant : Vilnius, c'était « la Jérusalem lituanienne », une ville où résidait toute une

87. I. Martov, *Povorotnyi punkt v istorii evreiskogo rabotchego dvizheniia* (Un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier juif), *Soblazn Sotsializma* (La tentation du socialisme), pp. 249, 259-264, EJ, t. 5, p. 94.

88. G. V. Plekhanov o sotsialisticheskom dvizhenii sredi evreiev (G. V. Plekhanov sur le mouvement socialiste parmi les Juifs), *Soblazn Sotsializma* (La tentation du socialisme), p. 266.

89. PEJ, t. 7, p. 396.

90. V. I. Lénine, *Sotchinieniia* (Œuvres en 45 vol., 4^e éd.), Gospolitizdat, 1941-1967, t. 5, pp. 463-464, 518.

élite juive cultivée et par où transitait, en provenance de l'Ouest, toute la littérature illégale à destination de Pétersbourg et Moscou⁹¹.

Mais voici que le Bund, en dépit de son idéologie internationaliste, « devint un facteur d'union nationale de la vie juive », même si « ses dirigeants se gardaient du nationalisme comme de la peste » (tout comme les sociaux-démocrates russes qui réussirent, eux, à s'en garder jusqu'à la fin). Des subsides avaient beau affluer de l'étranger, consentis par les milieux juifs fortunés, le Bund prônait le principe selon lequel il n'y a pas un seul peuple juif, et rejetait l'idée d'une « nation juive universelle⁹² », prétendant au contraire qu'il existe dans le peuple juif deux classes antagonistes (le Bund craignait que les humeurs nationales ne « vinsent obscurcir la conscience de classe du prolétariat »).

Cependant, de prolétariat juif à proprement parler il n'y en avait guère : les Juifs entraient rarement comme ouvriers dans les fabriques car, comme l'explique F. Kohn, « ils tenaient pour déshonorant de ne pas être son propre maître », fût-ce très modestement – en tant qu'artisan ou même apprenti, quand on peut nourrir l'espoir d'ouvrir son propre atelier. « S'embaucher à l'usine, c'était perdre toute illusion quant à l'éventualité de devenir un jour son propre maître, et c'est pourquoi entrer à l'usine était une humiliation, un déshonneur⁹³. » (Un autre obstacle était la répugnance des patrons à embaucher des ouvriers dont le jour de repos était le samedi et non le dimanche.) En conséquence, le Bund déclara « prolétariat juif » et les artisans, et les petits commerçants, et les commis (tout individu travaillant à l'embauche n'était-il pas un prolétaire, selon Marx ?), et même les intermédiaires commerciaux. À tous ceux-là on pouvait inculquer l'esprit révolutionnaire, et on devait les jeter dans le combat contre l'autocratie. Le Bund déclara même que les Juifs « sont le meilleur prolétariat du monde⁹⁴ ». (Au

91. Schub, MJ-2, p. 137.

92. Aronson, V borbe za... (Dans le combat pour...), LMJR-1, p. 222.

93. Revolioutsionnoïe dvijeniïe sredi evreiev (Le mouvement révolutionnaire parmi les Juifs), Sb. 1, M. : Vsesoiuznoïe Obschestvo Politkatorjan i Ssylno-poselentsev (Recueil 1, M. : Association pour toute l'Union soviétique des prisonniers et exilés politiques), 1930, p. 25.

94. S. Dimanstein, Revolioutsionnoïe dvijeniïe sredi evreiev (Le mouvement révolutionnaire parmi les Juifs), Sb. 1905 : Istoriia revolioutsionnogo dvijenija v otdelnykh otcherkakh (Recueil 1905 : Histoire du mouvement révolutionnaire, quelques études séparées), dirigé par M. N. Pokrovski. t. 3, livre 1, M-L., 1927, pp. 127, 138, 156.

reste, le Bund ne renonça jamais à l'idée de « renforcer son action auprès des travailleurs chrétiens ».)

Non suspect de sympathies pour le socialisme, G. B. Sliosberg écrit à ce propos que l'énorme propagande déployée par le Bund et certaines de ses interventions « ont fait du tort, et notamment un tort immédiat au commerce des Juifs et à leur industrie en plein démarrage ». Le Bund montait contre les patrons instructeurs les tout jeunes apprentis, des gamins de 14-15 ans ; ses membres cassaient les carreaux « des maisons juives plus ou moins cossues ». Ainsi, « le jour de Yom-Kippour, des jeunes du Bund sont entrés en trombe dans la grande synagogue [de Vilnius], ont interrompu la prière et ont entamé une incroyable bamboche, avec la bière coulant à flots...⁹⁵ ».

Mais, en dépit de son fanatisme de classe, le Bund se fondait toujours plus dans un courant universel également propre au libéralisme bourgeois : « On pensait de plus en plus couramment, dans le monde cultivé, que l'idée nationale joue un rôle essentiel dans l'éveil de la conscience de soi, chez tout homme, ce qui obligeait les théoriciens des cercles prolétariens eux-mêmes à poser plus largement la question nationale » ; c'est ainsi qu'au Bund « les tendances assimilationnistes se virent peu à peu supplanter par les tendances nationales⁹⁶ ». — Cela, Jabotinski le confirme : « À mesure qu'il grandit, le Bund substitue une idéologie nationale au cosmopolitisme⁹⁷. » Abram Amsterdam, « l'un des premiers responsables importants du Bund », mort prématurément, « tentait de concilier la doctrine marxiste avec les idées du nationalisme⁹⁸ ». — En 1901, lors d'un congrès du Bund, l'un des futurs leaders de l'année Dix-Sept, Mark Lieber (M. I. Goldman), qui n'était alors qu'un jeune homme de 20 ans, déclara : « Nous étions jusqu'alors des cosmopolites convaincus. Nous devons devenir nationaux. Il ne faut pas avoir peur du mot. National ne veut pas dire nationaliste. » (Pussions-nous le comprendre, fût-ce avec quatre-vingt-dix ans de retard !) Et, bien que ce congrès eût entériné une résolution contre

95. G. B. Sliosberg, *Dela minouvchikh dnei : Zapiski rousskogo evreia* (Choses du temps passé : Notes d'un Juif russe), en 3 vol., Paris, 1933-1934, t. 3, pp. 136-137.

96. EJ, t. 3, p. 337.

97. V. Jabotinski, *Vvdeniie* (Préface) à Kh. N. Bialik, *Pesni i poëmy* (Chansons et poèmes), Saint-Petersbourg, éd. Zaltsman, 1914, p. 36.

98. EJ, t. 2, p. 354.

« l'exaltation du sentiment national qui conduit au chauvinisme », il s'est également prononcé pour l'autonomie nationale des Juifs « indépendamment du territoire habité par eux⁹⁹ ».

Ce slogan de l'autonomie nationale, le Bund le développa quelques années durant, et dans sa propagande et dans sa campagne de banquets politiques de 1904... bien que personne ne sût sans doute au juste ce que pouvait signifier l'autonomie sans le territoire. Ainsi, l'on accordait à toute personne juive le droit de n'utiliser que sa propre langue dans ses rapports avec l'administration locale et les organes de l'État... mais comment faire ? (Car ne faudrait-il pas alors accorder également ce droit aux ressortissants des autres nations ?)

Soulignons aussi qu'en dépit de ses tendances socialistes le Bund, « dans son programme social-démocrate », se prononça « contre la revendication du rétablissement de la Pologne... et contre des assemblées constituantes pour les marches de la Russie¹⁰⁰ ». Le nationalisme, oui – mais pour soi seulement ?

Ainsi donc, le Bund n'admettait en son sein que des Juifs. Et, une fois cette orientation prise, et bien qu'il fût radicalement anti-clérical, il n'accepta pas les Juifs qui avaient renié leur religion. Les organisations parallèles social-démocrates russes, le Bund les qualifie de « chrétiennes » – et d'ailleurs, comment se les représenter autrement ? Mais quelle cruelle offense pour Lénine¹⁰¹ que d'être ainsi catalogué parmi les « chrétiens » !

Le Bund incarne ainsi la tentative de défendre les intérêts juifs, notamment contre les intérêts russes. Là aussi, Sliosberg reconnaît : « L'action du Bund a eu pour conséquence d'élever chez les travailleurs juifs le sentiment de leur dignité et la conscience de leurs droits¹⁰². »

Par la suite, les relations du Bund avec le Parti social-démocrate russe n'ont pas été faciles. Comme d'ailleurs avec le Parti socialiste polonais qui, dès la naissance du Bund, eut à son égard une attitude « extrêmement méfiante » et déclara que « l'isolationnisme du Bund le place dans une position d'adversaire par rapport à nous¹⁰³ ». Vu ses tendances de plus en plus nationalistes, le Bund

99. Aronson, V borbe za... (Dans le combat pour...), LMRJ-1*, pp. 220-222.

100. EJ, t. 5, p. 99.

101. Lénine, 4^e éd., t. 6, p. 298.

102. Sliosberg, t. 2, p. 258.

103. EJ*, t. 5, p. 95.

ne pouvait avoir que des rapports conflictuels avec les autres branches de la social-démocratie russe.

Lénine décrit ainsi la discussion que lui-même et Martov eurent avec Plekhanov à Genève en septembre 1900 : « G. V.* fait preuve d'une intolérance phénoménale en déclarant qu'il [c'est-à-dire le Bund] n'est nullement une organisation social-démocrate, mais qu'il est tout bonnement une organisation exploiteuse, qui exploite les Russes ; il dit que notre but est de chasser ce Bund du Parti, que les Juifs sont tous sans exception des chauvins et des nationalistes, que le parti russe doit être russe et non se livrer "pieds et poings liés" à la tribu de Gad**... G. V. est resté sur ses positions sans vouloir en démordre, disant que nous manquons tout simplement de connaissances sur le monde juif et d'expérience dans les rapports avec lui¹⁰⁴. » (De quelle oreille Martov, lui, le premier initiateur du Bund, dut-il entendre cette diatribe ?!)

En 1898, le Bund, en dépit de sa plus grande ancienneté, accepta d'entrer dans le Parti social-démocrate russe, mais comme un *tout*, en gardant sa pleine autonomie quant aux affaires juives. Il acceptait donc d'être membre du parti russe, mais à condition que celui-ci n'interférât en rien dans ses affaires. Tel fut l'accord passé entre eux. Cependant, au début de l'année 1902, le Bund estima que l'autonomie, si facilement obtenue au I^{er} Congrès du Parti social-démocrate, ne lui suffisait plus et qu'il voulait désormais adhérer au parti sur un mode *fédéral*, en jouissant d'une pleine indépendance jusque dans les questions de programme. Il fit paraître à ce propos une brochure contre l'*Iskra*¹⁰⁵. L'argument central, nous expose Lénine, était que le prolétariat juif « est une partie du peuple juif, lequel occupe une place à part au sein des nations¹⁰⁶ ».

Là, Lénine voit rouge et se sent obligé de ferrailer lui-même avec le Bund. Il n'appelle plus seulement à « maintenir la pression [contre l'autocratie] en évitant une fragmentation du parti en plusieurs formations indépendantes¹⁰⁷ », mais il se lance dans une

104. Lénine, 4^e éd., t. 4, p. 311.

105. EJ, t. 5, pp. 96-97.

106. Lénine, 4^e éd., t. 7, p. 77.

107. *Ibidem*, t. 6, p. 300.

* G. V. : Guéorgui Valentinovitch Plekhanov (1856-1918), social-démocrate, marxiste, membre dirigeant de La Volonté du Peuple. Émigre en 1880. Leader du parti menchevik.

** Gad, l'un des douze fils de Jacob. L'une des douze tribus d'Israël.

argumentation passionnée visant à prouver (à la suite, il est vrai, de Kautski) que les Juifs ne sont nullement une nation : ils n'ont ni langue ni territoire communs (un jugement platement matérialiste : les Juifs sont l'une des nations les plus authentiques, les plus soudées qui soient sur Terre ; soudée, elle l'est en esprit. Avec son internationalisme superficiel et vulgaire, Lénine ne comprenait rien à la profondeur ni à l'enracinement historique de la question juive.) « L'idée d'un peuple juif à part est politiquement réactionnaire¹⁰⁸ », puisqu'elle justifie le particularisme juif. (Et d'autant plus « réactionnaires » étaient pour lui les sionistes !) Lénine ne voyait de solution pour les Juifs que dans leur totale assimilation – ce qui revient à dire en fait : cesser carrément d'être juif.

L'été 1903, au II^e Congrès du Parti social-démocrate de Russie réuni à Bruxelles, sur 43 délégués, on n'en comptait que 5 du Bund (et pourtant, « y prirent part beaucoup de Juifs »). Et Martov, « soutenu par douze Juifs » (parmi eux : Trotski, Deutsch, Martynov, Liadov, pour ne citer que ceux-là), prit la parole au nom du parti contre le principe « fédéral » réclamé par le Bund. Les membres du Bund quittèrent alors le Congrès (ce qui permit au paragraphe 1 des statuts proposés par Lénine de l'emporter), puis quittèrent également le parti¹⁰⁹. (Après la scission du Parti social-démocrate en bolcheviks et mencheviks, « les leaders des mencheviks furent A. Axelrod, A. Deutsch, L. Martov, M. Lieber, L. Trotski¹¹⁰ », ainsi que F. Dan, R. Abramovitch – Plekhanov restant à l'écart.)

« Rue des Juifs », comme on disait alors, le Bund était rapidement devenu une organisation puissante et agissante. « Jusqu'à la veille des événements de 1905, le Bund était l'organisation social-démocrate la plus puissante en Russie, avec un appareil bien rodé, une bonne discipline, des membres soudés, de la souplesse et une grande expérience de la conspiration. » « Nulle part ailleurs on ne trouve une discipline comme au Bund. » Le « bastion » du Bund était la région du Nord-Ouest¹¹¹.

Toutefois, une redoutable concurrence surgit avec le « Parti ouvrier juif indépendant » qui se créa en 1901 sous l'influence et

108. *Ibidem*, t. 7, pp. 83-84.

109. EJ, t. 5, p. 97 ; PEJ, t. 7, p. 397.

110. PEJ, t. 7, p. 397.

111. Dimanstein, « 1905 », t. 3, livre I, pp. 127, 138, 156.

les exhortations de Zoubatov* : celui-ci persuadait les ouvriers juifs et tous ceux qui voulaient l'entendre que ce n'était pas l'idéologie sociale-démocrate qu'il leur fallait, mais lutter contre la bourgeoisie en défendant leurs intérêts économiques à eux – le gouvernement étant intéressé à leur succès, ils pourraient agir légalement, le pouvoir ne serait qu'un arbitre bienveillant. Prit la tête de ce mouvement la fille d'un meunier, l'intrépide Maria Vilbouchévitch. « Les partisans de Zoubatov... jouissaient d'un grand succès à Minsk auprès des ouvriers (juifs) » ; ils s'opposaient passionnément aux membres du Bund et obtinrent beaucoup en organisant des grèves de type économique. Ils agissaient aussi, non sans succès, à Odessa (Khuna Chaiévitch). Mais tout comme, à l'échelle du pays, le gouvernement apeuré (et Plehve**) fit échouer le projet de Zoubatov, de même ici avec les « indépendants » : Chaiévitch fut arrêté en 1903, condamné à une peine assez courte – mais parvinrent alors les nouvelles du pogrom de Kichinev***, et les « indépendants » en eurent les bras sciés¹¹².

Pendant ce temps, « le Bund recevait de l'aide des groupes étrangers » : de Suisse d'abord, puis de Paris, Londres, des États-Unis où « les groupes d'action... avaient atteint d'assez importantes proportions ». S'étaient organisés « des clubs, des amicales, des associations d'aide à l'action du Bund en Russie. Cette aide était surtout d'ordre financier¹¹³ ».

À partir de 1901, le Bund renonça à la « terreur économique » (tomber à bras raccourcis sur les patrons, l'encadrement des usines), parce qu'elle « obscurcit la conscience sociale-démocrate des ouvriers », et il fit mine également de condamner la terreur politique¹¹⁴. Ce qui n'empêcha pas un certain Guirsh Lekkert, un cordonnier membre du Bund, de tirer sur le gouverneur de Vilnius

112. N. A. Buchbinder, *Nezavissimaia evreiskaia rabotchaia partiia* (Le Parti ouvrier juif indépendant), *Krasnaia letopis : Istoricheskii journal* (Chronique rouge : revue historique), 1922, n° 2-3, pp. 208-241.

113. EJ, t. 5, p. 101 ; PEJ, t. 1, pp. 559-560.

114. EJ, t. 5, p. 96.

* Sergueï Vassiliévitch Zoubatov (1864-1917) : chef de la Police de Moscou et du département spécial de la Police (1902-1905).

** Viatcheslav Konstantinoviitch Plehve (1846-1904) : ministre russe de l'Intérieur, abattu par le terroriste S. R. Sozonov.

*** Le pogrom de Kichinev : le plus sanglant des pogroms anti-juifs, survenu en avril 1903 à Kichinev, chef-lieu de la Bessarabie. Voir *infra*, chapitre 8.

– et il fut pendu pour cela. Le jeune Mendel Deutsch, encore mineur, tira lui aussi des coups de feu dont la signification marqua « l'apogée du mouvement des masses juives¹¹⁵ ». Et déjà le Bund se demandait s'il ne fallait pas en revenir à la terreur. En 1902, la Conférence de Berditchev entérina une résolution sur la « vengeance organisée ». Mais un débat s'ouvrit au sein du Bund et, l'année suivante, son congrès annula de façon formelle cette décision de la Conférence¹¹⁶. Au dire de Lénine, le Bund, en 1903, traversa « des tentations terroristes qui lui passèrent¹¹⁷ ».

La terreur, qui s'était manifestée déjà plus d'une fois en Russie, bénéficiait d'une complaisance générale, complaisance qui était dans l'air du temps et qui, avec la coutume de plus en plus répandue dans la jeunesse de détenir, « pour le cas où », une arme à feu (or, il était facile de s'en procurer par la contrebande) ne pouvait pas ne pas susciter, dans l'esprit des jeunes de la Zone de résidence, l'idée de former ses propres détachements de combat.

Mais le Bund avait des concurrents agissants et dangereux. Est-ce une coïncidence historique, ou est-ce justement parce que l'heure était venue, pour la conscience nationale juive, de renaître, toujours est-il qu'en 1897, année de la création du Bund, et même un mois avant, avait eu lieu le I^{er} Congrès universel du sionisme. Et c'est ainsi qu'au début des années 1900 de jeunes Juifs frayèrent une voie nouvelle, « une voie de service public... au carrefour entre *Iskra* et "Bné Moshé" ("les fils de Moïse") les uns tournant vers la droite, les autres se dirigeant vers la gauche¹¹⁸ ». « Dans les programmes de tous nos groupements apparus entre 1904 et 1906, le thème national tenait la place qui lui était due¹¹⁹. » Nous avons vu que le Bund, socialiste, n'y avait pas coupé, et il ne lui restait maintenant qu'à condamner d'autant plus fermement le sionisme pour exciter le sentiment national au détriment de la conscience de classe.

Il est vrai que « les effectifs des cercles sionistes parmi la

115. *Dimanstein*, « 1905 », t. 3, livre 1, pp.149-150.

116. *EJ**, t. 5, p. 97.

117. Lénine, 4^e éd., t. 6, p. 288.

118. *I. Ben-Tsvi*.

119. *S. M. Guinzbourg*, *O roussko-evreiskoi intelligentsii* (De l'intelligentsia russo-juive), *Sb. Evreiski mir* ; *Ejegodnik na 1939 g.* (Rec. Le Monde juif. Annuel pour l'année 1939), Paris, Association de l'intelligentsia russo-juive, p. 39.

jeunesse le cédaient au nombre des jeunes adhérant aux partis socialistes révolutionnaires¹²⁰ ». (Bien qu'il existât des contre-exemples : ainsi l'éditeur de *La Pravda* juive socialiste de Genève, G. Gourévitch, s'était reconverti pour se consacrer entièrement au problème de l'installation des Juifs en Palestine.) Le fossé creusé entre le sionisme et le Bund se trouvait peu à peu comblé par tel parti nouveau, puis tel autre, puis un troisième – Poalci-Tsion, Tséirei-Tsion, les « sionistes-socialistes », les *serpovtsy* (*seimovtsy*) –, chacun conjuguant à sa façon sionisme et socialisme.

On comprend qu'entre des partis si rapprochés les uns des autres se soit développée une lutte acharnée, et cela ne facilita pas la tâche du Bund. Non plus que l'émigration des Juifs de Russie en Israël, laquelle prit de l'ampleur en ces années-là : pourquoi donc émigrer ? quel sens cela a-t-il quand le prolétariat juif doit se battre pour le socialisme côte à côte avec la classe ouvrière de tous les pays..., ce qui résoudra automatiquement la question juive partout et en tous lieux ?

On a souvent reproché aux Juifs, au cours de l'Histoire, le fait que beaucoup d'entre eux furent des usuriers, des banquiers, des négociants. Oui, les Juifs ont formé un détachement de tête, créateur du monde du capital – et principalement dans ses formes financières. Cela, le grand économiste politique Werner Sombart l'a décrit d'une plume vigoureuse et convaincante. Au cours des premières années de la révolution, cette circonstance fut au contraire imputée à mérite aux Juifs, s'agissant d'une *formation* inévitable sur le chemin du socialisme. Et dans l'un de ses réquisitoires, en 1919, Krylenko trouva lieu de souligner que « le peuple juif, depuis le Moyen Âge, a sorti de ses rangs les tenants d'une influence nouvelle, celle du capital... ils ont précipité... la dissolution de formes économiques d'un autre âge¹²¹ ». Oui, assurément, le système capitaliste dans le champ économique et commercial, le système démocratique dans le champ politique sont pour beaucoup redevables à l'apport

120. *Sliosberg*, t. 3, p. 133.

121. *N. V. Krylenko*, *Za piat let. 1918-1922 : Obvinitelnyé rétchi po naibolee kroupnym protsessam, zaslouchannym v Moskovskom i Verkhovnom Revolioutsionnykh Tribounalakh* 'Sur cinq années, 1918-1922 : Réquisitoires prononcés au cours des plus grands procès devant la Cour suprême et le Tribunal révolutionnaire de Moscou', M., 1923, p. 353.

constructif des Juifs, et ces systèmes, en retour, sont les plus favorables à l'épanouissement de la vie et de la culture juives.

Mais – et c'est une insondable énigme historique –, ces systèmes n'ont pas été les seuls que les Juifs aient favorisés.

Ainsi que V. S. Mandel nous le rappelle, si l'on s'en réfère à la Bible, on découvre que « l'idée même de monarchie a été inventée par nul autre peuple que par les Hébreux, et ils l'ont transmise au monde chrétien. Le monarque n'est pas élu par le peuple, il est l'élu de Dieu... De là vient le rite, dont ont hérité les peuples chrétiens, du couronnement et de l'onction des rois ¹²² ». (On pourrait rectifier en rappelant que les pharaons, longtemps auparavant, étaient également oints, et eux aussi comme porteurs de la volonté divine.) De son côté, l'ancien révolutionnaire russe A. Valt-Lessine se souvient : « Les Juifs n'accordaient pas au mouvement révolutionnaire une grande importance. Ils mettaient tous leurs espoirs dans les suppliques adressées à Pétersbourg, ou même dans les bakchichs versés aux fonctionnaires des ministères – mais nullement dans la révolution ¹²³. » Ce genre de démarche auprès des sphères influentes reçut d'ailleurs, de la part de l'impatiente jeunesse juive, le sobriquet, connu depuis le Moyen Âge et devenu infamant aujourd'hui, de *chtadlan*. Quelqu'un comme G. B. Sliosberg, qui travailla de longues années au Sénat et au ministère de l'Intérieur, et qui, patiemment, dut résoudre des problèmes juifs d'ordre privé, jugeait que cette voie était la plus sûre, la plus riche d'avenir pour les Juifs, et il était ulcéré de constater l'impatience de ces jeunes.

Oui, assurément, il était parfaitement déraisonnable, de la part des Juifs, de se joindre au mouvement révolutionnaire, lui qui a ruiné le cours de la vie normale en Russie, et, par voie de conséquence, celle des Juifs de Russie. Pourtant : et dans la destruction de la monarchie, et dans la destruction de l'ordre bourgeois – comme, quelque temps auparavant, dans le renforcement de celui-ci –, les Juifs se sont trouvés à l'avant-garde. Telle est la mobilité innée du caractère juif, sa sensibilité extrême aux courants sociaux et à l'avancée du futur.

Ce ne sera pas la première fois que, dans l'histoire de l'humanité, les élans les plus naturels des hommes déboucheront soudain sur les monstruosité les plus contraires à leur nature.

122. Mandel, *Rossia i evrei* (La Russie et les Juifs), *op. cit.*, p. 177.

123. A. Lessine, *Epizody iz moei jizni* (Épisodes de ma vie), MJ-2, p. 388.

Chapitre 7

NAISSANCE DU SIONISME

Comment la conscience juive a-t-elle évolué en Russie au cours de la seconde moitié du xix^e siècle ? Vers 1910, Vladimir Jabotinski décrit cette évolution à sa manière quelque peu passionnelle : au début, la masse des Juifs a opposé aux Lumières « le préjugé fanatique d'une spécificité surévaluée ». Mais le temps fit son œuvre, et « autant les Juifs, auparavant, fuyaient la culture humaniste, autant maintenant ils y aspirent... et cette soif de connaissance est si répandue qu'elle fait peut-être de nous, Juifs de Russie, la première nation du monde ». Cependant, « en courant au but, nous l'avons dépassé. Notre but était de former un Juif qui, en restant juif, pourrait vivre une vie qui serait celle de l'homme universel », et « voici que maintenant nous avons totalement oublié que nous devions rester juifs », « nous avons cessé d'attacher du prix à notre essence juive, et elle a commencé à nous peser ». Il faut « extirper cette mentalité du mépris de soi et faire renaître la mentalité du respect de soi... Nous nous plaignons de ce qu'on nous méprise, mais nous ne sommes pas loin de nous mépriser nous-mêmes¹ ».

Cette description rend compte de la tendance générale à l'assimilation, mais pas de tous les aspects du tableau. Comme nous l'avons déjà vu (chapitre 4), le publiciste et homme de lettres pérets Smolenskine s'était prononcé vigoureusement, dès la fin des années 60 du xix^e siècle, contre la tendance à l'assimilation des

1. V. Jabotinski, *O natsionalnom vospitanii* (De l'éducation du sentiment national), Sb. Felietony (Recueil Feuilletons), Saint-Petersbourg, Typographie « Herold », 1913, pp. 5-7.

intellectuels juifs telle qu'il l'avait observée à Odessa ou telle qu'elle s'étalait en Allemagne. Et il avait aussitôt déclaré la guerre à la fois aux « bigots et aux faux dévots qui veulent chasser toute connaissance de la maison d'Israël ». Non ! il ne faut pas avoir honte de ses origines, il faut chérir sa langue et sa dignité nationales ; or, la culture nationale ne peut être conservée que grâce à la langue, à l'hébreu ancien. Cela est d'autant plus important que « le judaïsme privé de territoire » est un phénomène particulier, « une nation spirituelle² ». Les Juifs sont bien une nation, et non une congrégation religieuse. Smolenskine avança la doctrine du « nationalisme juif progressiste³ ».

Tout au long des années 70, la voix de Smolenskine resta pratiquement sans écho. À la fin de cette période, cependant, la libération des Slaves des Balkans vint contribuer au réveil national des Juifs de Russie eux-mêmes. Mais les pogroms de 1881-1882 firent s'effondrer les idéaux de la *Haskala* ; « la conviction que la civilisation allait mettre fin aux persécutions d'un autre âge contre les Juifs et que ceux-ci, grâce aux Lumières, allaient pouvoir se rapprocher des peuples européens, cette conviction se trouva considérablement ébranlée⁴. » (L'expérience des pogroms dans le sud de l'Ukraine se voit extrapolée de la sorte à tous les Juifs d'Europe ?) Chez les Juifs de Russie « apparut le type de l'« intellectuel repentant », de ceux qui aspirent à revenir au judaïsme traditionnel⁵ ».

C'est alors que Lev Pinsker, médecin et publiciste de renom, âgé déjà de soixante ans, lança aux Juifs de Russie et d'Allemagne un vigoureux appel à l'*Auto-émancipation**. Pinsker écrivit que la foi dans l'émancipation s'était effondrée, qu'il fallait désormais étouffer en soi toute once d'espoir dans la fraternité entre les peuples. Aujourd'hui, « les Juifs ne constituent pas une nation vivante ; ils sont partout des étrangers ; ils endurent oppression et mépris de la part des peuples qui les entourent ». Le peuple juif est

2. EJ*, t. 14, pp. 403-404.

3. I. L. Klauzner, *Literatoura na ivrit v Rossii* (La Littérature en hébreu moderne en Russie), LMJR, p. 506.

4. EJ, t. 12, p. 259.

5. *Ibidem*, t. 13, p. 639.

* Titre de son célèbre ouvrage.

« le spectre d'un mort errant au milieu des vivants ». « Il faut être aveugle pour ne pas voir que les Juifs sont le "peuple élu" de la haine universelle. » Les Juifs ne peuvent « s'assimiler à aucune nation et, par voie de conséquence, ils ne peuvent être tolérés par aucune nation ». « En voulant se fondre avec les autres peuples, ils ont, à la légère, largement sacrifié leur propre nationalité », mais « nulle part ils n'ont obtenu que les autres les reconnaissent comme des habitants de souche égaux à eux ». Les destinées du peuple juif ne sauraient dépendre de la bienveillance des autres peuples. La conclusion pratique gît donc dans la création d'« un peuple sur son propre territoire ». Ce qu'il faut, par conséquent, c'est trouver un territoire approprié, « peu importe où, dans quelle partie du monde⁶ », et que les Juifs viennent le peupler.

Au reste, la création en 1860 de l'Alliance [israélite universelle] n'était rien d'autre que le premier signe du refus par les Juifs d'une option unique – l'assimilation.

Or, il existait déjà, chez les Juifs de Russie, un mouvement de *palestinophilie* : l'aspiration à retourner en Palestine. (Conforme, au fond, au salut religieux traditionnel : « L'année prochaine à Jérusalem ».) Ce mouvement prit de l'ampleur après 1881-1882. « Tendre ses efforts pour coloniser la Palestine... afin qu'en l'espace d'un siècle, les Juifs puissent quitter définitivement la terre inhospitalière d'Europe »... Les mots d'ordre que les tenants des Lumières diffusaient auparavant, incitant à combattre « le traditionalisme, le hassidisme et les préjugés religieux, firent place à un appel à la réconciliation et à l'union de toutes les couches de la société juive pour la réalisation des idéaux » de la Palestine, « pour le retour au judaïsme de nos pères ». « Dans de nombreuses villes de Russie, des cercles se constituèrent, appelés cercles des "Amants de Sion" – Khovevei-Tsion^{7*}.

Et c'est ainsi qu'une idée vint s'accoller à une autre pour la rectifier. Partir s'installer ailleurs, oui, mais pas n'importe où : en Palestine.

6. *Ibidem*, t. 12, pp. 526-527 ; *Hessen**, t. 2, pp. 233-234 ; G. Svet, Rousskiié evréi v sionizme i v stroitelstve Palestiny i Izraïlia (Les Juifs de Russie dans le sionisme et l'édification de la Palestine et d'Israël), LMJR-1*, pp. 244-245.

7. EJ*, t. 12, pp. 259-260.

* Mouvement sioniste pionnier fondé avant Herzl.

Mais que s'était-il passé en Palestine même ? « La première croisade s'était soldée par la quasi-disparition des quelques rares Hébreux restés en Palestine. » Néanmoins, « une minuscule communauté religieuse juive avait réussi à survivre et à la chute de l'État croisé, et à la conquête du pays par les Mamelouks, et à l'invasion par les hordes mongoles ». Au cours des siècles suivants, la population juive se trouva un peu renflouée par un modeste flux migratoire de « croyants venus de différents pays ». À la fin du XVIII^e siècle, un certain nombre de hassidim émigrèrent de Russie. « Au milieu du XIX^e siècle, l'on comptait en Palestine douze mille Juifs », alors qu'à la fin du XI^e siècle il y en avait vingt-cinq mille. « Ces bourgades juives en terre d'Israël constituaient ce qu'on appelait le *Yishouv*. » Tous leurs habitants (hommes) ne faisaient qu'étudier le judaïsme, et rien d'autre. Ils vivaient de la *halouka* – subsides envoyés par les communautés juives d'Europe. Ces fonds étaient distribués par les rabbins, d'où l'autorité absolue de ceux-ci. Les chefs du *Yishouv* « rejetaient toute tentative de créer dans le pays ne serait-ce qu'un embryon de travail productif d'origine juive ». L'on étudiait exclusivement le Talmud, rien d'autre, et à un niveau assez élémentaire. « Le grand historien juif G. Gretz, qui a visité la Palestine en 1872 », trouva que « n'étudie pour de bon qu'une minorité, les autres préférant flâner dans les rues, rester oisifs, s'adonner aux ragots et à la médisance ». Il estima que « ce système favorise l'obscurantisme, la pauvreté et la dégénérescence de la population juive de Palestine » – et, pour cela, lui-même « dut subir le *herem*^{*8} ».

En 1882, à Kharkov, des étudiants palestiniophiles fondèrent le cercle des Biluim. Ils se proposaient de « créer en Palestine une colonie agricole modèle », de donner « le ton à la colonisation générale de la Palestine par les Juifs » ; ils entreprirent de fonder des cercles dans plusieurs villes de Russie. (Plus tard, ils créèrent tant bien que mal une première colonie en Palestine, mais se

8. M. Wartburg, Plata za sionism (Le salaire du sionisme), in « 22 » : Obschestvenno-politicheski i literaturnyi journal evreiskoi intelligentsii iz SSSR v Izraile (« 22 » : revue politico-sociale et littéraire de l'intelligentsia juive émigrée d'URSS en Israël), Tel-Aviv, 1987, n° 56, pp. 112-114 ; Svet, PEJ-I, pp. 235-243.

* *Herem* (mot hébreu) : statut de celui qui est retranché de la communauté par suite d'une impureté ou d'une consécration. L'individu en état de *herem* est un proscrit. Sorte d'excommunication.

heurtèrent à l'hostilité et à l'opposition du *yishouv* traditionnel : les rabbins exigeaient que, conformément à l'antique coutume, l'on suspendît une année sur sept la culture de la terre⁹.)

Pinsker soutint les partisans du retour en Palestine : il convoqua en 1887 à Katovice le premier congrès des palestinophiles, puis à Druskeniki, le second en 1887. Des propagandistes se mirent à parcourir la Zone de résidence, prenant la parole dans les synagogues et les réunions publiques. (Deutsch témoigne qu'après 1882 P. Axelrod lui-même versait dans la palestinophilie¹⁰...)

Bien évidemment, Smolenskine est du nombre des apôtres passionnés du retour en Palestine : tout bouillonnant, il se lie avec des acteurs politiques anglo-juifs, mais il se heurte à l'opposition de l'Alliance, laquelle voulait non point favoriser la colonisation de la Palestine, mais orienter la vague migratoire vers l'Amérique. Il qualifie alors la tactique de l'Alliance de « trahison de la cause du peuple ». Sa mort prématurée coupa court à ses efforts¹¹.

On constate cependant que ce mouvement vers la Palestine n'a rencontré auprès des Juifs de Russie qu'un écho assez faible ; il a même été contrecarré. « L'idée d'une renaissance politique du peuple juif n'entraîna derrière elle, à l'époque, qu'une faible poignée d'intellectuels, et elle se heurta assez tôt à des adversaires acharnés¹². » Les milieux conservateurs, le rabbinat et les *tsadikim** voyaient dans ce courant vers la Palestine un attentat à la volonté divine, « un attentat à la foi dans le Messie qui seul doit ramener les Juifs en Palestine. Quant aux progressistes assimilationnistes, ils voyaient dans ce courant un désir réactionnaire d'isoler les Juifs du reste de l'humanité éclairée¹³ ».

Les Juifs d'Europe, eux non plus, ne soutinrent pas le mouvement.

Or, sur place, le succès du retour se révéla par « trop mitigé » : « beaucoup de colons découvrirent leur incompétence dans le travail de la terre » ; « l'idéal de renaissance de l'antique patrie

9. EJ, t. 4, pp. 577-579 ; Wartburg, in « 22 », 1987, n° 56, p. 115.

10. L. Deutsch, *Rôle des Juifs dans le mouvement révolutionnaire russe*, t. 1, 2^e éd., M.L., 1925, pp. 5, 161.

11. EJ., t. 14, pp. 406-407.

12. Hessen, t. 2, p. 234.

13. EJ., t. 12, p. 261.

* *Tsadikim* (mot hébreu) : les Justes.

s'effritait en menues actions de pure bienfaisance » ; « les colonies ne survivaient que grâce aux subsides envoyés [de Paris] par le baron de Rothschild ». Et, au début des années 90, « la colonisation traversa... une crise grave, due à un système anarchique d'achat des terres » ainsi qu'à une décision de la Turquie (propriétaire de la Palestine) d'interdire aux Juifs de Russie de débarquer dans les ports palestiniens¹⁴.

C'est à cette époque que se fit connaître, sous le pseudonyme éloquent de Ahad Haam (« L'un de son peuple »), le publiciste, penseur et organisateur Asher Guinzberg. Il critiqua vivement la palestinophilie pratique telle qu'elle s'était constituée ; ce qu'il prônait, c'était, « avant de tendre ses efforts vers "une renaissance sur un territoire", de se soucier d'une "renaissance des cœurs", d'une amélioration intellectuelle et morale du peuple » : « installer au centre de la vie juive une aspiration vivante et d'ordre spirituel, un désir de cohésion de la nation, de réveil et de libre développement dans un esprit national, mais sur des bases propres à tous les hommes¹⁵ ». Cette façon de voir recevra plus tard le nom de « sionisme spirituel » (mais non « religieux », et cela a son importance).

Cette même année 1889, dans le but d'unir entre eux ceux à qui était chère l'idée d'une renaissance du sentiment national, Ahad Haam fonda une ligue – ou, comme on l'appelle, un *ordre* : Bné-Moshé* (« les fils de Moïse »), dont le statut « ressemblait fort à ceux des loges maçonniques : l'impétrant faisait la promesse solennelle d'exécuter rigoureusement toutes les exigences de l'ordre ; les nouveaux membres étaient initiés par un maître, le "grand frère" ; le néophyte s'engageait à servir sans réserve l'idéal de renaissance nationale, même s'il n'y avait que peu d'espoir que cet idéal se réalisât de sitôt¹⁶ ». Il était stipulé dans le manifeste de l'ordre que « la conscience nationale prend le pas sur la conscience religieuse ; les intérêts personnels sont soumis aux intérêts nationaux » ; et il était recommandé d'entretenir un sentiment d'amour sans réserve pour le judaïsme, placé au-dessus de tous les autres objectifs du

14. *Ibidem*, pp. 261-262.

15. *EJ**, t. 3, pp. 480-482.

16. *Ibidem*, t. 4, pp. 683-684.

* Association fondée par Ahad Haam à Odessa.

mouvement. Ainsi fut préparé « le terrain pour la réception du sionisme politique » de Herzl¹⁷... dont Ahad Haam ne voulait absolument pas.

Il fit plusieurs voyages en Palestine : en 1891, 1893 et 1900. De la colonisation il dénonça le caractère anarchique et trop peu enraciné dans la tradition¹⁸. Il « soumit à rude critique la conduite dictatoriale des émissaires du baron de Rothschild¹⁹ ».

C'est ainsi que le sionisme naquit en Europe avec une décennie de retard sur la Russie. Le premier chef de file du sionisme, Theodor Herzl, avait été, jusqu'à l'âge de trente-six ans (il n'en vécut que quarante-quatre), écrivain, dramaturge, journaliste. Il ne s'était jamais intéressé ni à l'histoire juive, ni *a fortiori* à la langue hébraïque, et, chose caractéristique, en bon libéral autrichien qu'il était, il considérait comme *réactionnaires* les aspirations des différentes « minorités ethniques » de l'Empire austro-hongrois à l'autodétermination et à l'existence nationale, et il trouvait normal de les étouffer²⁰. Comme l'écrit Stefan Zweig, Herzl caressait le rêve de voir les Juifs de Vienne entrer dans la cathédrale pour se faire baptiser, et de voir ainsi « résolue une fois pour toutes la question juive – par la fusion du judaïsme et du christianisme ». Mais voilà que des sentiments antijuifs se développaient en Autriche-Hongrie parallèlement à la montée du pangermanisme, tandis qu'à Paris, où résidait alors Herzl, éclatait l'affaire Dreyfus. Herzl eut l'occasion d'assister à la « dégradation publique du capitaine Dreyfus » ; convaincu de son innocence, il en fut bouleversé et changea de cap. « Si la séparation est inévitable, se dit-il, eh bien, qu'elle soit radicale !... Si nous souffrons d'être sans patrie, édifions-nous à nous-mêmes une patrie²¹ ! » Herzl eut alors comme une révélation : il fallait créer un État juif ! « Comme par un éclair, Herzl fut illuminé par cette idée nouvelle : l'antisémitisme n'est pas un phénomène fortuit relevant de conditions particulières, c'est un mal permanent, c'est l'éternel compagnon de l'éternel Errant », et « "l'unique solution possible de la question juive", c'est un État

17. *Svet*, op. cit., pp. 250-251.

18. EJ, t. 3, p. 481.

19. PEJ, t. 1, pp. 248-249.

20. EJ, t. 6, pp. 407-409.

21. *Stefan Zweig, Vichérachnii mir. Vospominaniia evropeitsa* (Le monde d'hier. Souvenirs d'un Européen), in « 22 », 1994, n° 92, pp. 215-216.

juif souverain²² ». (Pour concevoir un tel projet après bientôt deux mille ans de diaspora, quelle puissance d'imagination il fallait, quelle exceptionnelle audace !) Cependant, d'après S. Zweig, la brochure de Herzl intitulée *Un État juif* reçut de la part de la bourgeoisie viennoise un accueil « perplexe et irrité... Quelle mouche a donc piqué cet écrivain si intelligent, si cultivé et spirituel ? Quelles sottises se met-il à écrire ? Pourquoi irions-nous en Palestine ? Notre langue, c'est l'allemand et non pas l'hébreu, notre patrie — la belle Autriche » ; Herzl « ne fournit-il pas à nos pires ennemis des arguments contre nous : il veut nous isoler ? » Ainsi donc, « Vienne... l'abandonna et se moqua de lui. Mais la réponse lui parvint d'ailleurs ; elle éclata comme un coup de tonnerre, si subite, chargée d'un tel poids de passion et d'une telle extase qu'il fut presque effrayé d'avoir éveillé de par le monde, avec ses quelque douzaines de pages, un mouvement aussi puissant et par lequel il se trouvait débordé. Elle ne lui vint pas, il est vrai, des Juifs d'Occident... mais des formidables masses de l'Est. Herzl, avec sa brochure, avait fait flamber ce noyau du judaïsme qui couvait sous la cendre de l'étranger²³. »

Désormais, Herzl se donne corps et âme à sa nouvelle idée. Il « rompt avec ses proches, il ne fréquente que le peuple juif... Lui qui, tout récemment encore, méprisait la politique fonde maintenant un mouvement politique ; il y introduit un esprit et une discipline de parti, forme les cadres d'une puissante armée future et transforme les congrès [des sionistes] en véritable parlement du peuple juif ». Au 1^{er} Congrès de Bâle, en 1897, il produit une très forte impression « sur les Juifs qui se retrouvaient pour la première fois dans un rôle de parlementaires », et, « lors de son tout premier discours, il fut à l'unanimité et dans l'enthousiasme proclamé... leader et chef du mouvement sioniste ». Il fait preuve « d'un art consommé pour trouver les formules de conciliation », et, à l'inverse, « celui qui critique son objectif... ou ne fait que blâmer certaines mesures prises par lui..., celui-là est l'ennemi non seulement du sionisme, mais du peuple juif tout entier²⁴ ».

Le sémillant écrivain Max Nordau (Suedfeld) le soutint en

22. EJ, t. 6, p. 409.

23. Zweig, in « 22 », *op. cit.*, pp. 216-217.

24. EJ, t. 6, pp. 410-411.

exprimant l'idée que l'émancipation est fallacieuse, puisqu'elle a introduit la zizanie au sein du monde juif : le Juif émancipé croit qu'il s'est vraiment trouvé une patrie, alors que « tout ce qui est vivant et vital dans le judaïsme, qui représente l'idéal juif, le courage et la capacité d'avancer, tout cela n'est autre que le sionisme²⁵ ».

À ce 1^{er} Congrès, les délégués du sionisme russe « constituaient le tiers des participants... soit 66 sur 197 ». Or, aux yeux de certains, leur présence pouvait passer pour un geste d'opposition au gouvernement russe. Au sionisme avaient adhéré tous les Khovevei-Tsion russes, « contribuant ainsi à la mise sur pied du sionisme mondial²⁶ ». Ainsi « le sionisme puisait sa force dans les communautés de Juifs opprimés de l'Est, n'ayant trouvé qu'un soutien limité auprès des Juifs d'Europe de l'Ouest²⁷ ». Mais il en découlait aussi que les sionistes russes représentaient, pour Herzl, une opposition des plus sérieuses. Ahad Haam mena une lutte acharnée contre le sionisme politique de Herzl (aux côtés duquel s'étaient pourtant rangée la majorité des palestinophiles), critiquant vivement le pragmatisme de Herzl et de Nordau, et dénonçant ce qu'il appelait « leur indifférence aux valeurs spirituelles de la culture et de la tradition judaïques²⁸ ». Il trouvait chimérique l'espoir que nourrissait le sionisme politique de fonder un État juif autonome *dans un avenir proche* ; il considérait tout ce mouvement comme extrêmement nuisible à la cause de la renaissance spirituelle de la nation... « Ils ne se préoccupent point du salut du judaïsme en perdition, car ils ne se préoccupent en rien de l'héritage spirituel et culturel ; ils aspirent non point à la *renaissance* de l'antique nation, mais à la *création* d'un nouveau peuple à partir des particules dispersées de l'antique matière²⁹ ». (S'il emploie et même souligne le mot « judaïsme », il est presque évident que ce n'est pas au sens de la religion judaïque, mais au sens du système spirituel hérité des aïeux. *L'Encyclopédie juive* nous dit à propos d'Ahad Haam que, dans les années 70, « il était de plus en plus imprégné de ratio-

25. EJ, t. 11, pp. 788-792.

26. PEJ, t. 7, p. 940.

27. J. Parks, *Evrei sredi narodov : Obzor pritchin antisemitizma* (Les Juifs parmi les peuples : aperçu des causes de l'antisémitisme), Paris, YMCA Press, 1932, p. 45.

28. PEJ, t. 1, p. 249.

29. EJ, t. 3, p. 482.

nalisme et s'était écarté de la religion³⁰ ».) Si l'unique vocation pour la Palestine est de « devenir le centre spirituel qui pourrait faire s'unir, par des liens nationaux et spirituels, les nations dispersées³¹ », un centre qui « déverserait sa "lumière" sur les Juifs du monde entier », créerait « un nouveau lien spirituel entre les membres dispersés du peuple », elle serait moins un « État des Juifs » qu'« une communauté spirituelle d'élite³² ».

Les discussions agitèrent fort les sionistes. Ahad Haam critiquait vigoureusement Herzl que Nordau soutenait en accusant Ahad Haam de « sioniste caché ». Des congrès sionistes mondiaux se déroulèrent chaque année ; en 1902 eut lieu à Minsk celui des sionistes russes : les discussions y reprirent. C'est là qu'Ahad Haam lut son célèbre exposé : *Une renaissance spirituelle*³³.

Le sionisme ne rencontra pas plus d'aménité à l'extérieur. Herzl escomptait ceci : dès que le programme des sionistes prendrait une forme concrète et dès que débiterait le départ réel vers la Palestine, l'antisémitisme partout prendrait fin. Mais, bien avant que ce résultat ne soit atteint, on entendit s'élever, « plus fort que les autres, la voix de ceux qui... craignaient que la prise de position publique dans le sens nationaliste d'un Juif assimilé ne donnât aux antisémites l'occasion de dire que tout Juif assimilé cache sous son masque un Juif authentique... incapable de se fondre dans la population locale³⁴ ». Et, dès lors que serait créé un État indépendant, les Juifs allaient partout être soupçonnés et accusés de déloyauté civique, d'isolationnisme idéologique — ce dont les avaient toujours soupçonnés et accusés leurs ennemis.

En réponse, au II^e Congrès sioniste (1898), Nordau déclara : « Nous rejetons avec dédain l'appellation de "parti" ; les sionistes ne sont pas un parti, ils sont le peuple juif même... Ceux qui, à l'inverse, sont à l'aise dans la servitude et le mépris, ceux-là se tiennent soigneusement à l'écart, à moins qu'ils ne nous combattent féroce³⁵. »

Comme le fait remarquer un historien anglais : oui, « le sionisme

30. PEJ, t. 1, p. 248.

31. EJ, t. 12, p. 262.

32. Wartburg, in « 22 », 1987, n° 56, pp. 116-117.

33. EJ, t. 3, p. 482.

34. *Ibidem*, t. 6, p. 409.

35. *Ibidem**, t. 11, p. 792.

a rendu un grand service aux Juifs en leur redonnant le sentiment de leur dignité », et pourtant « il laisse irrésolue la question de leur attitude à l'égard des pays dans lesquels ils vivent³⁶ ».

En Autriche, un compatriote de Herzl, Otto Weininger, polémiqua avec lui : « Le sionisme et le judaïsme sont incompatibles du fait que le sionisme entend obliger les Juifs à prendre sur eux la responsabilité d'un État à eux, ce qui contredit l'essence même de tout Juif³⁷. » Et il prédisait l'échec du sionisme.

En Russie, en 1899, I. M. Biekerman se prononça vigoureusement contre le sionisme en tant qu'idée « fumeuse, inspirée par l'antisémitisme, réactionnaire d'inspiration et nocive par nature » ; il faut « rejeter les illusions des sionistes et, sans le moins du monde renoncer au particularisme spirituel des Juifs, lutter la main dans la main avec les forces culturelles et progressistes de la Russie au nom de la régénération de la patrie commune³⁸ ».

Au début du siècle, le poète N. Minski avait émis cette critique : le sionisme marque la perte de la notion d'homme universel, il rabaisse les dimensions cosmopolites, la vocation universelle du judaïsme au niveau d'un nationalisme ordinaire. « Les sionistes, en parlant inlassablement de nationalisme, se détournent en réalité du visage authentiquement national du judaïsme et ne cherchent en fait qu'à être comme tout le monde, pas moins bien que les autres³⁹. »

Il est intéressant de rapprocher ces phrases de la remarque faite aussi avant la révolution par le penseur orthodoxe S. Boulgakov : « La plus grosse difficulté pour le sionisme vient de ce qu'il n'est pas capable de retrouver la foi perdue des pères, et il est contraint de s'appuyer sur un principe soit national, soit culturel et ethnique, principe sur lequel aucune véritable grande nation ne saurait exclusivement se fonder⁴⁰. »

Mais les premiers sionistes russes – or, « c'est de Russie que sont sortis la plupart des fondateurs de l'État d'Israël et les pionniers

36. Parks, p. 186.

37. N. Goulina, Kto boitsa Otto Veiningera ? (Qui a peur d'Otto Weininger ?), in « 22 »*, 1983, n° 31, p. 206.

38. EJ, t. 4, p. 556.

39. N. Minski, Natsionalnyi lik i patriotizm (Le visage national et le patriotisme), Slovo, Saint-Petersbourg, 1909, 28 mars (10 avril), p. 2.

40. prot. S. Boulgakov, Khristianstvo i evreiskij vopros (Le christianisme et la question juive), Paris, YMCA Press, 1991, p. 11.

édificateurs de cet État⁴¹ », et c'est en russe que « furent écrites les meilleures pages du journalisme sioniste⁴² » – étaient emplis d'un irrépressible enthousiasme à l'idée de rendre à leur peuple la patrie perdue, l'antique terre de la Bible et de leurs aïeux, d'y créer un État d'une qualité hors pair et d'y faire grandir des hommes d'une qualité hors du commun.

Et cet élan, cet appel adressé à tous de se tourner vers le travail physique, le travail de la terre ! – cet appel ne fait-il pas écho aux exhortations d'un Tolstoï, à la doctrine du *dépouillement*⁴³ ?

Tous les ruisseaux mènent à la mer.

*

Mais, en définitive, comment un sioniste peut-il en effet se comporter vis-à-vis du pays dans lequel il réside pour l'heure ?

Pour les sionistes russes qui consacraient toutes leurs forces au rêve palestinien, il fallait s'exclure des affaires qui agitaient la Russie en tant que telle. Leurs statuts stipulaient : « Ne pas faire de politique, ni intérieure ni extérieure. » Ils ne pouvaient plus que mollement, sans conviction, prendre part à la lutte pour l'égalité des droits en Russie. Quant à participer au mouvement de libération nationale ? – mais ce serait tirer les marrons du feu pour les autres⁴⁴ !

Pareille tactique attira les reproches enflammés de Jabotinski : « Même les voyageurs de passage ont intérêt à ce que l'auberge soit propre et bien tenue⁴⁵. »

Et puis dans *quelle langue* les sionistes devaient-ils déployer leur propagande ? Ils ne connaissaient pas l'hébreu, et, de toute façon, qui les eût compris ? Donc : soit en russe, soit en yiddish. Et cela

41. F. Kolker, Novyj plan pomoschi sovetskomoj evrejskovo (Un nouveau plan d'aide aux Juifs de Russie), in « 22 », 1983, n° 31, p. 149.

42. N. Goutina, V poiskakh outratchennoj samoidentifikatsii (À la recherche de l'auto-identification perdue), in « 22 », 1983, n° 29, p. 216.

43. Amos Oz, Spischaia krasavitsa : griozy i proboujdeniia (La Belle au bois dormant : rêves et réveil), in « 22 », 1985, n° 42, p. 117.

44. G. J. Iaronson, V borbe za granjdanskiï i natsionalnyï prava : Obschestvennyïe tetcheniia v rousskom evrejskoe (Dans le combat pour les droits civiques et nationaux : les courants sociaux chez les Juifs de Russie), LMJR-1, pp. 218-219.

45. *Ibidem**, p. 219.

les rapprochait une fois de plus des radicaux russes⁴⁶ et des révolutionnaires juifs.

Évidemment, la jeunesse révolutionnaire juive rompit des lances avec les sionistes : non et non ! la solution de la question juive ne réside pas dans le départ hors de Russie, elle est dans le combat politique pour l'égalité des droits, *ici* ! Plutôt que de s'en aller s'établir loin par-delà les mers, il faut user de la possibilité de s'affirmer ici même, dans ce pays. Et leurs arguments ne pouvaient manquer d'en ébranler plus d'un par leur clarté.

Dans les milieux bolcheviks, on fustigea les sionistes, qualifiés de « réactionnaires » ; on les traita de « parti du pessimisme le plus noir, le plus désespéré⁴⁷ ».

Des courants intermédiaires devaient inévitablement émerger. Ainsi le parti sioniste de gauche Poalei-Tsion (« Ouvriers de Sion »). C'est en Russie qu'il fut fondé en 1899 ; il alliait « au sionisme politique l'idéologie socialiste ». C'était une tentative pour trouver une ligne médiane entre ceux que préoccupaient exclusivement les problèmes de classe et ceux qui n'avaient souci que des problèmes nationaux. « De profonds désaccords existaient au sein de Poalei-Tsion sur la question de la participation à l'action révolutionnaire en Russie⁴⁸. » (Et les révolutionnaires eux-mêmes étaient divisés, les uns penchant du côté des sociaux-démocrates, les autres vers les sociaux-révolutionnaires.)

« D'autres groupes Tscirei-Tsion, idéologiquement proches du sionisme socialiste non marxiste, commencèrent à se former à partir de 1905⁴⁹. » En 1904, une scission au sein de Poalei-Tsion donna naissance à un nouveau parti, celui des « sionistes socialistes », en rupture avec l'idéal de la Palestine : l'extension du yiddish comme langue parlée à toutes les masses juives, voilà qui est bien suffisant, et foin de l'idée d'autonomie nationale ! Le sionisme commence à prendre une teinte bourgeoise et réactionnaire. Ce qu'il faut, c'est créer à partir de lui un mouvement socialiste, réveiller dans les

46. *Ibidem*, pp. 219-220.

47. S. Dimanstein, *Revolioutsionnyi dvizhenia sredi evreiev* (Les mouvements révolutionnaires parmi les Juifs), Sb. 1905 : *Istoriia revoliutsionnogo dvizhenia v otdelnykh otcherkakh* (Recueil 1905 : Histoire du mouvement révolutionnaire dans des essais séparés), dirigé par M. N. Pokrovski, t. 3, livre 1, M.L., 1927, pp. 107, 116.

48. PEJ, t. 6, p. 551.

49. *Ibidem*, t. 7, p. 941.

masses juives les instincts politiques révolutionnaires. Le parti « prisait fort le “contenu social et économique” du sionisme, mais niait la nécessité de “faire renaître la terre de Judée, la culture, les traditions hébraïques” ». Certes, l’émigration juive est par trop chaotique, il faut l’orienter vers un territoire précis, mais « il n’existe pas de lien essentiel entre le sionisme et la Palestine ». L’État hébreu doit reposer sur des bases socialistes et non capitalistes, voilà ce qui prime. Or, pareille émigration est un processus historique de longue durée ; le gros des masses juives restera encore longtemps sur ses lieux de résidence actuels. « Le parti a approuvé la participation des Juifs au combat politique en Russie⁵⁰ » – c’est-à-dire au combat pour leurs droits dans ce pays. Quant au judaïsme, à la foi, ils les dédaignaient.

Tout ce méli-mélo se devait d’engendrer un groupe « juif socialiste » dénommé « Renaissance », lequel « estimait que le facteur national est progressiste par nature », et, en 1906, les membres de ce groupe qui avaient rompu avec les sionistes socialistes constituèrent le Parti ouvrier socialiste juif, le SERP. (On les appela les *serpovtsy* ou *seïmovtsy*, car ils réclamaient l’élection d’une Diète – *Seïm* – nationale juive destinée à être l’« organe suprême de l’autogestion nationale juive⁵¹ ».) Pour eux, russe et hébreu étaient, en qualité de langues d’usage, à égalité. Et en prônant l’« autonomisme » à l’intérieur de l’État russe, le SERP, socialiste, se distinguait du Bund, lui aussi socialiste⁵².

En dépit des désaccords qui divisaient les sionistes entre eux, se produisit en Russie un glissement général du sionisme vers le socialisme, ce qui attira l’attention du gouvernement russe. Jusqu’alors, celui-ci n’avait pas fait obstacle à la propagande sioniste, mais, en 1903, le ministre de l’Intérieur, Plehve, adressa aux gouverneurs des provinces et aux maires des grandes villes une circulaire énonçant que les sionistes avaient relégué au second plan l’idée de départ en Palestine et s’étaient concentrés sur l’organisation de la vie juive sur leurs lieux de résidence, qu’une telle orientation ne pouvait être tolérée et qu’en conséquence toute propagande

50. *Ibidem**, pp. 1021-1022.

51. Aronson, PEJ-1, pp. 226-229.

52. PEJ, t. 1, p. 705, t. 7, p. 1021.

publique en faveur du sionisme serait désormais interdite, ainsi que les réunions, conférences, etc.⁵³

Mis au courant, Herzl (qui avait déjà sollicité en 1899, sans l'obtenir, une audience de Nicolas II) se rendit aussitôt à Pétersbourg pour demander à être reçu par Plehve. (C'était pourtant juste après le pogrom de Kichinev, survenu au printemps, dont on avait fortement accusé Plehve – et c'était donc attirer sur soi les blâmes et invectives des sionistes russes...)

Plehve fit comprendre à Herzl (d'après les notes de ce dernier) ce qui suit : la question juive, pour la Russie, est grave, sinon vitale, et « nous nous efforçons de la résoudre correctement... L'État russe doit souhaiter que sa population soit homogène », et il exige de tous une attitude patriotique... « Nous souhaitons assimiler [les Juifs], mais l'assimilation... se fait lentement... Je ne suis pas l'adversaire des Juifs. Je les connais bien, j'ai passé ma jeunesse à Varsovie et, enfant, j'ai toujours joué avec des enfants juifs. Je voudrais beaucoup faire quelque chose pour eux. Je ne veux pas nier... que la situation des Juifs de Russie n'est pas heureuse. Si j'étais juif, je serais probablement, moi aussi, un adversaire du gouvernement. » « La formation d'un État juif [pouvant accueillir] plusieurs millions d'immigrants serait pour nous extrêmement souhaitable. Cela ne signifie pourtant pas que nous voulons perdre tous nos citoyens juifs. Les gens instruits et fortunés, nous les garderions volontiers. Les indigents sans instruction, nous les laisserions volontiers partir. » Nous n'avions rien contre le sionisme tant qu'il prêchait l'émigration, mais, maintenant, « nous notons de grands changements⁵⁴ » dans ses objectifs. Le gouvernement russe voit d'un œil bienveillant l'émigration des sionistes en Palestine, et si les sionistes reviennent à leur projet initial, il est prêt à les soutenir face à l'Empire ottoman. Mais il ne peut tolérer la propagande à laquelle se livre actuellement le sionisme, qui prône un séparatisme d'inspiration nationale à l'intérieur même de la Russie⁵⁵ : cela entraînerait la formation d'un groupe de citoyens à qui le patriotisme, qui est le fondement même de l'État, serait

53. S. Guinzbourg, Poездка Teodora Gertzla v Petersburg (Le voyage de Theodor Herzl à Pétersbourg), MJ, New York, Union des Juifs de Russie à New York, 1944, p. 199.

54. *Ibidem**, pp. 202-203.

55. PEJ, t. 6, p. 533.

étranger. (Si l'on en croit N. D. Lioubimov, qui était à l'époque directeur du cabinet du ministre, Plehve lui aurait confié que Herzl, au cours de l'entretien, avait reconnu que des banquiers occidentaux venaient en aide aux partis révolutionnaires de Russie. Sliosberg, lui, pense que cela est improbable⁵⁶.)

Plehve fit son rapport à l'Empereur, le rapport fut approuvé et Herzl reçut une lettre de confirmation dans le même sens.

Il estima que sa visite à Plehve avait été un succès.

Ni l'un ni l'autre ne soupçonnaient qu'il ne leur restait que onze mois à vivre...

La Turquie n'avait pas la moindre intention de faire des concessions aux sionistes, et le gouvernement britannique, en cette même année 1905, proposa que fût colonisé non plus la Palestine, mais l'Ouganda.

En août 1903, au VI^e Congrès des sionistes, à Bâle, Herzl se fit le porte-parole de cette variante « qui, bien sûr, n'est pas Sion », mais qui pourrait être acceptée à titre provisoire, en sorte que soit au plus vite créé un État juif⁵⁷.

Ce projet suscita des débats orageux. Il semble qu'il ait rencontré un certain soutien, au sein du *Yishouv*, des nouveaux immigrants, découragés par les dures conditions de vie en Palestine. Les sionistes russes, eux – qui prétendaient avoir plus que tous besoin de trouver vite un refuge –, s'opposèrent farouchement au projet. Avec à leur tête M. M. Oussyckine (fondateur du groupe des Biluim et, par la suite, hras droit d'Ahad Haam au sein de la ligue Bné-Moshé, ils rappelaient que le sionisme était inséparable de Sion et que rien ne saurait la remplacer⁵⁸ !

Le Congrès n'en constitua pas moins une commission chargée de se rendre en Ouganda pour étudier le terrain⁵⁹. Le VII^e Congrès, en 1905, entendit son rapport, et la variante ougandaise fut rejetée⁶⁰. Accablé par tous ces obstacles, Herzl avait succombé à une crise cardiaque avant d'avoir connu la décision finale⁶¹.

56. G. B. Sliosberg, *Dela minouvchikh dnei : Zapiski rousskogo evreia* (Choses du temps passé. Notes d'un Juif de Russie) en 3 vol., Paris, 1933-1934, t. 2, p. 301.

57. EJ*, t. 6, p. 412.

58. *Ibidem*, t. 15, p. 135.

59. *Ibidem*, t. 3, p. 679.

60. *Ibidem*, pp. 680-681.

61. EJ. t. 6, p. 407.

Mais ce nouveau dilemme avait provoqué une nouvelle rupture au sein du sionisme : firent scission ceux qu'on nomma les « territorialistes », avec à leur tête Israël Zangwill, auquel se joignirent les délégués anglais. Ils créèrent leur Conseil international ; celui-ci tint ses réunions, recevant des subsides de Jacob Schiffe et du baron de Rothschild. Ils avaient renoncé à exiger « la Palestine et rien d'autre ». Oui, il fallait réaliser une colonisation de masse par les Juifs, mais où que ce fût. Année après année, dans leur recherche, ils passèrent en revue une douzaine de pays. Ils faillirent arrêter leur choix sur l'Angola, mais « le Portugal est trop faible, il ne saura pas défendre les Juifs », et donc « les Juifs risquent d'y devenir les victimes des tribus voisines⁶² ».

Ils étaient même prêts à accepter un territoire à l'intérieur même de la Russie pourvu qu'ils pussent y créer une entité autonome, dotée d'une administration indépendante.

Cet argument : il faut un pays fort qui puisse défendre les immigrants sur les lieux de leur nouvelle résidence, venait conforter ceux qui insistaient sur la nécessité de créer *rapidement* un État indépendant apte à accueillir une émigration massive. C'est ce que suggérait – et suggérera plus tard – Max Nordau quand il disait ne pas redouter l'« impréparation économique du pays [c'est-à-dire de la Palestine] à l'accueil des nouveaux arrivants⁶³ ». Mais c'est que, pour cela, il fallait avoir raison de la Turquie, et trouver aussi une solution au problème arabe. Les adeptes de ce programme comprenaient que, pour le mettre en œuvre, il fallait recourir à l'assistance de puissants alliés. Or cette assistance, aucun pays, pour l'instant, ne la proposait.

Pour arriver à la création de l'État d'Israël, il faudra traverser encore deux guerres mondiales.

. 62. *Ibidem*, t. 14, pp. 827-829.

63. PEJ, t. 7, pp. 861-892.

Chapitre 8

À LA CHARNIÈRE DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES

Il appert qu'après six années de réflexions et d'hésitations le tsar Alexandre III choisit irrévocablement, à partir de 1887, de contenir les Juifs de Russie par des restrictions d'ordre civil et politique, et qu'il s'en tient à cette position jusqu'à sa mort.

Les raisons en furent probablement, d'un côté, la part évidente prise par les Juifs dans le mouvement révolutionnaire, de l'autre, le fait non moins évident que beaucoup de jeunes gens juifs se dérobaient au service militaire : « ne servaient dans l'armée que les trois quarts de ceux qui auraient dû être enrôlés¹ ». On remarquait « le nombre sans cesse croissant des Juifs n'ayant pas répondu à l'appel », ainsi que le montant croissant des amendes impayées afférentes à ces absences : 3 millions de roubles seulement sur 30 millions rentraient annuellement dans les caisses de l'État. (En fait, le gouvernement ne disposait toujours pas de statistiques exactes sur la population juive, son taux de natalité, son taux de mortalité avant 21 ans. Rappelons qu'en 1876 [cf. chapitre 4], à cause de cet absentéisme, on avait restreint la « faveur accordée à certains au titre de leur situation familiale » – ce qui signifiait que les fils uniques de familles juives étaient désormais soumis comme les autres à la conscription générale. De ce fait, la proportion de conscrits juifs était devenue supérieure à celle des non-Juifs.

1. J. Larine, *Evrei i antisemitizm v SSSR* (Les Juifs et l'antisémitisme en URSS), M.L., 1929, p. 140.

Situation qui ne fut corrigée qu'au début des années 1900, sous Nicolas II².)

En ce qui concernait l'instruction publique, le vœu du tsar, qu'il avait formulé dès 1885, était que le nombre de Juifs admis dans les établissements hors de la Zone de résidence fût dans le même rapport que le nombre des Juifs dans la population globale. Mais les autorités poursuivaient de front deux objectifs : non point seulement freiner le flux croissant des Juifs vers l'instruction, mais aussi lutter contre la révolution, faire de l'école, comme on disait alors, « non un vivier de révolutionnaires, mais un vivier pour la science³ ». Dans les chancelleries, on préparait une mesure plus radicale consistant à interdire l'accès à l'enseignement aux éléments susceptibles de servir la révolution – mesure contraire à l'esprit de Lomonossov* et profondément vicieuse, préjudiciable à l'État lui-même : c'était refuser aux enfants des couches défavorisées de la population en général (les « fils de cuisinière ») l'admission dans les lycées. La formulation, faussement raisonnable, faussement décente, était la suivante : « Laisser toute latitude aux chefs d'établissement de n'accepter que les enfants se trouvant à la charge de personnes pouvant leur garantir une bonne surveillance à la maison et leur fournir tout le nécessaire à la poursuite de leurs études » – dans les établissements supérieurs, il était par ailleurs prévu d'augmenter les droits d'accès aux cours⁴.

Cette mesure suscita dans les milieux libéraux une forte indignation, mais moins violente cependant et moins durable que celle que souleva en 1887 une nouvelle mesure : la réduction du nombre des Juifs admis dans les lycées et les universités. On avait prévu initialement de publier ces deux dispositions dans le cadre d'une même loi. Mais le Conseil des ministres s'y opposa, arguant que « la publication d'une décision d'ordre général assortie de restrictions pour les Juifs risquerait d'être mal interprétée ». En juin 1887 n'en fut donc promulguée qu'une partie, celle qui concernait les

2. G. V. Sliosberg, *Diela minouvchikh dnei : Zapiski rousskogo evreia* (Choses du temps passé. Notes d'un Juif de Russie), en 3 vol., Paris, 1933-1934, t. 2, pp. 206-209.

3. *Hessen*, t. 2, p. 231.

4. *EJ**, t. 13, p. 52.

* Mikhaïl Vassiliévitch Lomonossov (1711-1765) : grand savant et poète russe, représentant des Lumières en Russie. D'origine modeste, il est le prototype du génie issu du peuple. L'université de Moscou porte son nom.

non-Juifs : « Mesures visant à réguler le contingent des élèves dans le secondaire et le supérieur » – mesures dirigées en fait contre le petit peuple... Quant à la réduction du quota des Juifs, elle fut confiée au ministre de l'Instruction, Délianov, qui la mit en œuvre en juillet 1887 par une circulaire adressée aux curateurs des rectorats. Il fixa pour les établissements secondaires et supérieurs le *numerus clausus* des Juifs à 10 % pour la Zone de résidence, 5 % en dehors d'elle, et 3 % dans les deux capitales.

« À l'instar du ministère de l'Instruction publique », d'autres organismes entreprirent d'introduire des « quotas d'admission dans leurs établissements, et certains furent carrément fermés aux Juifs ». (Ainsi l'École supérieure d'électricité, l'École des voies de communication de Saint-Petersbourg, et surtout – le plus frappant – l'Académie de médecine militaire qui interdit temporairement, mais « pendant de longues années », son accès aux Juifs⁵.)

Cette loi du *numerus clausus*, qui n'avait pas vu le jour tout au long des quatre-vingt-treize ans de présence massive des Juifs en Russie et qui allait se maintenir encore pendant vingt-neuf ans (pratiquement jusqu'en 1916), frappa la société juive de Russie d'autant plus douloureusement que dans les années 1870-1880 s'était justement manifesté un « élan remarquable des Juifs pour entrer dans les lycées et collèges », phénomène que Sliosberg en particulier explique « non point par une prise de conscience par la masse de la nécessité de l'instruction..., mais par le fait que, pour un Juif sans capital, trouver à déployer ses forces dans le domaine économique était chose fort difficile, et par le fait que la conscription était devenue obligatoire pour tous, mais qu'il existait des dispenses pour les étudiants ». De sorte que, si seule la jeunesse juive aisée faisait auparavant des études, il se créait maintenant un « prolétariat juif étudiant » ; si, chez les Russes, maintenant comme naguère, c'étaient les couches sociales favorisées qui recevaient une instruction supérieure, chez les Juifs, en sus des gens aisés, des jeunes issus des couches défavorisées se lançaient dans les études⁶.

Nous voudrions ajouter ceci : en ces années-là s'était amorcé dans le monde entier et en tous les domaines de la culture un tournant vers une instruction non plus élitaire, mais généralisée – et

5. *Ibidem*, t. 13, pp. 52-53.

6. Sliosberg, t. 1, p. 92 ; t. 2, p. 89.

les Juifs, particulièrement intuitifs et réceptifs, avaient été les premiers à le pressentir, au moins instinctivement.

Mais comment trouver le moyen de satisfaire, sans provoquer de frictions, sans heurts, cette aspiration si forte et sans cesse croissante des Juifs à l'instruction ? Vu que la population de souche, dans sa masse, restait passablement endormie et arriérée, comment faire pour ne pas porter préjudice au développement et des uns et des autres ?

Bien sûr, l'objectif du gouvernement russe était la lutte contre la révolution, car, au sein de la jeunesse estudiantine, nombre de Juifs s'étaient fait remarquer par leur activisme et leur rejet total du régime en place. Cependant, quand on sait l'influence énorme qu'exerça Pobédonostsev* sous le règne d'Alexandre III, force est d'admettre que le but était aussi de défendre la nation russe contre le déséquilibre qui allait survenir dans le domaine de l'instruction. Voici ce dont témoigne le baron Morits von Hirsch, un gros banquier juif venu en visite en Russie et à qui Pobédonostsev exposa son point de vue : la politique du gouvernement est inspirée non par l'idée que les Juifs constituent une « menace », mais par le constat que, riches de leur culture multimillénaire, ils sont un élément plus puissant spirituellement et intellectuellement que le peuple russe, encore ignorant et mal dégrossi – c'est pourquoi des mesures devaient être prises pour équilibrer la « faible capacité de la population locale à résister ». (Et Pobédonostsev demanda à Hirsch, connu pour sa philanthropie, de favoriser l'instruction du peuple russe pour permettre de réaliser l'égalité en droits des Juifs de Russie. D'après Sliosberg, le baron Hirsch alloua 1 million de roubles à des écoles privées⁷.)

Comme tout phénomène historique, cette mesure peut être regardée sous divers angles, plus particulièrement sous les deux angles différents que voici.

Pour un jeune élève juif, l'équité la plus élémentaire semblait bafouée : il avait montré des capacités, de l'application, il devait être admis... Or, il ne l'était pas ! Évidemment, pour ces jeunes

7. *Ibidem*, t. 2, p. 33.

* Konstantin Pétrovitch Pobédonostsev (1827-1907) : homme d'État, membre du Conseil d'Empire depuis 1872, procureur général du saint-synode, précepteur de Nicolas II. Exerça une grande influence sur Alexandre III.

gens doués et dynamiques, se heurter à une telle barrière était plus que mortifiant ; la brutalité d'une telle mesure les indignait. Eux qui, jusqu'alors, avaient été confinés dans les métiers du commerce et de l'artisanat, on les empêchait maintenant d'accéder par des études ardemment désirées à une vie meilleure.

À l'inverse, la « population de souche » ne voyait pas dans ces quotas une entorse au principe d'égalité, au contraire, même. Les établissements en question étaient financés par le Trésor public, donc par la population tout entière – et si les Juifs y étaient plus nombreux, cela voulait dire que c'était aux frais de tous ; et puis on savait que, plus tard, les gens instruits jouiraient d'une position privilégiée dans la société. Et les autres groupes ethniques, leur fallait-il à eux aussi une représentation proportionnelle au sein de la « couche instruite » ? À la différence de tous les autres peuples de l'empire, les Juifs aspiraient maintenant presque *exclusivement* à l'instruction, et, dans certains endroits, cela pouvait signifier que le contingent juif dans les établissements scolaires dépassait les 50 %. Le *numerus clausus* avait été sans conteste institué pour protéger les intérêts des Russes et des minorités ethniques, certainement pas pour brimer les Juifs. (Dans les années 20 du xx^e siècle, on a cherché aux États-Unis un moyen analogue pour limiter le contingent juif dans les universités ; on y a également établi des quotas d'immigration – mais nous y reviendrons. Au demeurant, la question des quotas, posée de nos jours en termes de « pas moins de* », est devenue d'une brûlante actualité en Amérique.)

Dans les faits, l'application du *numerus clausus* a connu en Russie de nombreuses exceptions. Y ont échappé en premier lieu les lycées de filles : « Dans la plupart des lycées de jeunes filles, les quotas n'avaient pas cours, non plus que dans plusieurs établissements supérieurs publics spécialisés : les conservatoires de Saint-Petersbourg et Moscou, l'École de peinture, de sculpture et d'architecture de Moscou, l'École de commerce de Kiev, etc.⁸ » *A fortiori* les quotas n'étaient appliqués dans aucun établissement *privé* ; or, ceux-ci étaient nombreux et de grande qualité⁹. (Par exemple, au

8. PEJ. t. 6, p. 854.

9. I. M. Troitski, *Evrei v rousskoï shkole* (Les Juifs dans l'école russe), LMJR-1, p. 359.

* Allusion à l'*affirmative action* fixant des quotas minima d'admission des minorités ethniques aux États-Unis.

lycée Kirpitchnikova, lycée mixte et l'un des meilleurs de Moscou, le quart des élèves étaient juifs¹⁰. Ils étaient nombreux au célèbre lycée Polivanovskaïa de Moscou. Quant au lycée de filles Andréïéva de Rostov, où ma mère fut élève, il y avait dans sa classe plus de la moitié de jeunes filles juives.) Les écoles de commerce (qui dépendaient du ministère des Finances), auxquelles les enfants juifs étaient fort désireux de s'inscrire, leur étaient initialement ouvertes sans restriction aucune, et celles qui intervinrent après 1895 furent relativement légères (par exemple : dans les écoles de commerce de la Zone de résidence, financées sur fonds privés, le nombre des Juifs admis dépendait du montant des sommes allouées par les négociants juifs pour l'entretien de ces écoles ; dans beaucoup d'entre elles, le pourcentage des élèves juifs était de 50 % ou plus).

Si la norme officielle était rigoureusement observée au moment de l'admission dans les classes secondaires, elle était souvent largement dépassée dans les grandes classes. Sliosberg l'explique notamment par le fait que les enfants juifs qui entraient au lycée poursuivaient jusqu'en terminale, alors que les non-Juifs abandonnaient bien souvent en cours d'études. C'est pourquoi, dans les grandes classes, on comptait souvent plus de 10 % d'élèves juifs¹¹. Il confirme qu'ils étaient nombreux, par exemple, au lycée de Poltava. À Viazma, nous dit un autre mémorialiste, dans sa classe, sur 80 garçons, 8 étaient juifs¹². Dans les lycées de garçons de Marioupol, à l'époque où il y avait déjà une douma locale, à peu près 14 à 15 % des élèves étaient juifs, et dans les lycées de filles, la proportion était même supérieure¹³. À Odessa où les Juifs constituaient le tiers de la population¹⁴, ils étaient, en 1894, 14 % au prestigieux grand lycée Richelieu, plus de 10 % au gymnase n° 2, 37 % au gymnase n° 3 ; dans les lycées de filles, la proportion était de 40 % ; dans les écoles de commerce, 72 %, et à l'université, 19 %¹⁵.

Dans la mesure où les moyens financiers le permettaient, aucun

10. P. D. Illinski, *Vospominaniia* (Souvenirs), Biblioteka-fond « Rousskoïé Zarou-bejiié » (Bibliothèque-fonds d'archives), « L'émigration russe » (BFER), fonds 1, A-90, p. 2.

11. Sliosberg, t. 2, p. 90.

12. N. V. Volkov-Mouromtsev, *Iounost. Ot Viazmy do Feodosii* (Jeunesse. De Viazma à Féodosiia), 2^e éd., M., Rousski Pout, Graal, 1997, p. 101.

13. I. E. Temirov, *Vospominaniia* (Souvenirs), BFER, fonds 1, A-29, p. 24.

14. EJ, t. 12, p. 58.

15. A. Lvov, *Novaia gazeta*, New York, 5-11 sept. 1981, n° 70, p. 26.

obstacle ne venait arrêter cette soif d'instruction. « Dans nombre d'établissements secondaires des provinces de Russie centrale, il y avait à cette époque peu d'élèves juifs, et les parents en profitèrent pour y envoyer leurs enfants... Les parents les plus fortunés faisaient faire des études à leurs enfants à la maison : ceux-ci se préparaient aux examens de passage dans la classe supérieure et arrivaient ainsi jusqu'en terminale¹⁶. » Dans la période comprise entre 1887 et 1909, les enfants juifs purent en toute liberté passer les examens de fin d'études, et « ils recevaient leur diplôme à l'égal de ceux qui avaient suivi le cursus¹⁷ ». La majorité des élèves « externes » étaient d'ailleurs juifs. Une famille comme celle de Jacob Marchak (un joaillier sans grande fortune, le père du poète*), dont les cinq enfants avaient fait des études supérieures, n'était pas chose rare avant la révolution.

De plus, « partout s'ouvraient des établissements privés, soit mixtes pour les Juifs et les chrétiens, soit pour les Juifs seulement... Certains de ces établissements jouissaient des mêmes droits que les établissements publics ; les autres étaient habilités à délivrer des attestations donnant droit à s'inscrire dans les établissements supérieurs¹⁸ ». « Un réseau d'établissements juifs privés se mit en place, qui constitua les bases d'une éducation de type national¹⁹. » « Les Juifs s'orientaient également vers les établissements d'enseignement supérieur à l'étranger : une grande partie d'entre eux, à leur retour en Russie, réussissaient les examens devant les commissions d'État²⁰. » Sliosberg observa lui-même, dans les années 80, à l'université de Heidelberg, que « la majorité des auditeurs russes étaient juifs » et que certains, parmi eux, n'avaient pas leur baccalauréat²¹.

L'on peut à juste titre se demander si les restrictions, dictées par la peur devant les humeurs révolutionnaires des étudiants, n'ont pas contribué à alimenter ces mêmes humeurs. Si celles-ci n'ont pas

16. EJ, t. 13, pp. 54-55.

17. *Ibidem*, t. 16, p. 205.

18. *Ibidem*, t. 13, p. 55.

19. PEJ, t. 6, p. 854.

20. EJ, t. 13, p. 55.

21. Sliosberg, t. 1, p. 161.

* Samouïl Jakovlévitch Marchak (1887-1964) : homme de lettres russe de l'époque soviétique. Poète, traducteur, écrivain pour enfants.

été aggravées par l'indignation devant le *numerus clausus*, et par les contacts entretenus à l'étranger avec les émigrés politiques.

Que s'est-il passé dans les universités russes après la publication de la circulaire ? On n'assista pas à une chute brutale, mais le nombre des Juifs diminua presque chaque année, passant de 13,8 % en 1893 à 7 % en 1902. La proportion de Juifs faisant leurs études dans les universités de Saint-Petersbourg et de Moscou n'en resta pas moins au-dessus de la norme imposée de 3 %, et ce, tout au long de la durée de validité de ladite norme²².

Le ministre Délianov accéda plus d'une fois aux requêtes qui lui étaient présentées, et autorisa l'admission à l'université au-delà du *numerus clausus*²³. C'est ainsi que furent admis « des centaines d'étudiants ». (À la souplesse de Délianov succédera plus tard la rigidité du ministre Bogolépov – et il n'est pas exclu que cela ait contribué à faire de lui la cible des terroristes*²⁴.) Sliosberg donne cet aperçu : le pourcentage dans les cours supérieurs de médecine pour femmes l'emportait sur celui de l'Académie de médecine militaire et sur celui de l'université, et « toutes les jeunes filles juives de l'empire y affluaient ». À l'École de psycho-neuro-pathologie de Pétersbourg où l'on pouvait entrer sans le baccalauréat, plusieurs centaines de Juifs étaient inscrits, et ils furent donc des milliers au fil des années. Elle s'appelait École de neuro-pathologie, mais elle abritait également une faculté de *droit*. Le Conservatoire impérial de Pétersbourg était « rempli d'étudiants juifs des deux sexes ». En 1911, une École des mines privée s'ouvrit à Iékaterinoslav²⁵.

L'admission dans les écoles spécialisées, par exemple d'officiers de santé, se faisait avec une grande liberté. J. Teitel raconte qu'à l'école d'infirmiers de Saratov (de haut niveau, très bien équipée) on admettait les Juifs venus de la Zone de résidence sans la moindre limitation – et sans autorisation préalable délivrée par la police pour

22. S. V. Pozner, *Evrei v obschei chke* : K istorii zakonodatelstva i pravitel'stvennoi politiki v oblasti evreiskogo voprosa (Les Juifs dans l'école commune. Pour l'histoire de la législation et de la politique de l'État dans le domaine de la question juive), Saint-Petersbourg, Razoum, 1914, pp. 54-55.

23. Cf. Sliosberg, t. 2, p. 93.

24. A. Goldenweiser, *Pravovoié položenie evreiev v Rossii* (La situation juridique des Juifs en Russie), LMJR-1, p. 149.

25. Sliosberg, t. 1, pp. 127-128 ; t. 3, pp. 290-292, 301.

* Nikolaï Pavlovitch Bogolépov (1847-1901) : juriste, ministre de l'Éducation nationale. Blessé mortellement dans l'attentat perpétré par P. Karpovitch.

le déplacement. Ceux qui étaient admis recevaient de ce fait les pleins droits. Cet usage fut confirmé par le gouverneur de Saratov d'alors, Stolypine. De sorte que la proportion des étudiants juifs pouvait monter jusqu'à 70 %. Dans les autres collèges techniques de Saratov, les Juifs de la Zone de résidence étaient admis sans la moindre norme, et beaucoup d'entre eux poursuivirent leurs études dans le supérieur... De la Zone de résidence venait également « une masse d'élèves externes n'ayant pas trouvé leur place à l'université, et la communauté juive de la ville s'évertuait à leur trouver du travail²⁶ ».

À tout cela il convient d'ajouter que le nombre des établissements où l'enseignement était délivré en hébreu n'était pas limité. Dans le dernier quart du XIX^e siècle, on recensait, dans la Zone de résidence, 25 000 écoles primaires (*heder*) comptant 363 000 élèves (64 % de tous les enfants juifs)²⁷. Il est vrai qu'en 1883 les anciens « établissements d'État juifs » furent fermés comme n'ayant plus d'usage : plus personne n'y allait. (Mais notons : l'ouverture de ces établissements avait jadis été interprétée par les publicistes juifs comme un acte et une ruse de la « réaction », et aujourd'hui leur fermeture était elle aussi le « fait de la réaction » !)

En résumé : les quotas d'admission ne freinèrent nullement l'aspiration des Juifs à l'instruction. Ils ne contribuèrent pas non plus à relever le niveau d'instruction des peuples non-juifs de l'empire ; ils ne firent que susciter l'amertume et la rage au sein de la jeunesse juive. Or celle-ci, en dépit des interdits, allait constituer une intelligentsia d'avant-garde. Ce seront les immigrants originaires de Russie qui formeront le noyau de la première élite intellectuelle du futur État d'Israël. (Combien de fois lisons-nous dans l'*Encyclopédie juive russe* les notices « fils de petit artisan », « fils de petit commerçant », « fils de marchand », et, plus loin : « a terminé l'université » ?)

Le diplôme de fin d'études universitaires conférait initialement le droit de résider partout dans l'empire et celui de servir dans l'administration (plus tard, l'accès à l'enseignement dans les académies, les universités et les lycées publics fut de nouveau

26. J. L. Teitel, *Iz moiei jizni za 40 let* (Histoires de ma vie sur quarante ans), Paris, J. Povolotski et C^o, 1925, pp. 170-176.

27. I. M. Troitski, *Evrei v rousskoï shkole* (Les Juifs dans l'école russe), *op. cit.*, p. 358.

limité). Les diplômés de la faculté de médecine – médecins et pharmaciens – avaient l'autorisation de « résider partout, qu'ils exerçassent leur profession ou non, et, comme tous ceux qui avaient achevé un cursus supérieur, ils pouvaient même « s'adonner au commerce ou à d'autres métiers », « être membres du corps des marchands sans avoir au préalable passé cinq années au sein de la première guilde dans la Zone de résidence », comme cela était exigé des autres commerçants. « Les Juifs détenteurs du titre de docteur en médecine » pouvaient exercer leur métier dans n'importe quel district de l'empire, engager un secrétaire médical et deux aides parmi leurs coreligionnaires en les faisant venir de la Zone de résidence. Le droit de résider en n'importe quel lieu, ainsi que celui de commercer étaient attribués à tous ceux qui exerçaient des professions paramédicales sans avoir fait d'études supérieures – dentistes, infirmières, sages-femmes. À dater de 1903, une exigence s'ajouta : que ces personnes exerçassent obligatoirement dans leur spécialité²⁸.

*

Les restrictions touchèrent aussi le barreau, le corps indépendant des avocats institué en 1864. Cette profession ouvrait la voie à une belle carrière et sur le plan financier, et sur le plan personnel, et pour faire passer ses idées : les plaidoiries des avocats au tribunal n'étaient soumises à aucune censure, elles étaient publiées dans la presse, de sorte que les orateurs bénéficiaient d'une plus grande liberté d'expression que les journaux eux-mêmes. Ils l'exploitaient largement pour la critique sociale et pour l'« édification » de la société. La classe des avoués s'était transformée en l'espace d'un quart de siècle en une puissante force d'opposition : qu'on se souvienne de l'acquittement triomphal de Véra Zassoulitch en 1878*. (Le laxisme moral dont faisait preuve l'argumentation des avocats avait à l'époque fortement inquiété Dostoïevski : il s'en est

28. EJ, t. 10, pp. 780-781.

* Véra Ivanovna Zassoulitch (1849-1919) : populiste révolutionnaire liée à Nelchaïev. Tira sur le commandant de la place de Saint-Petersbourg (1873). Acquittée. Devenue marxiste, elle fut l'un des leaders du parti menchevik.

expliqué dans ses écrits*). Or, au sein de cette confrérie influente, les Juifs occupèrent très vite une place prépondérante, se révélant les plus donés de tous. Lorsque le Conseil de l'ordre des avoués assermentés de Saint-Petersbourg publia, en 1889 « dans son rapport, pour la première fois, les données concernant le nombre de Juifs dans ce corps de métier », le grand avocat pétersbourgeois A. J. Passover « renonça au titre de membre du Conseil et ne fut plus jamais candidat à l'élection²⁹ ».

En cette même année 1889, le ministre de la Justice, Manasséine, présenta un rapport au tsar Alexandre III ; il y était dit que « le barreau est envahi par les Juifs, qui supplantent les Russes ; ils appliquent des méthodes à eux et enfrennent le code de déontologie auquel doivent obéir les avoués assermentés ». (Le document n'apporte là-dessus aucun éclaircissement³⁰.) En novembre 1889, sur ordre du tsar, une disposition fut prise, soi-disant *provisoire* (et pouvant par conséquent échapper à la procédure légale), exigeant que « l'admission au nombre des avoués et des fondés de pouvoir de confession non chrétienne... ne soit dorénavant, et jusqu'à promulgation d'une loi spéciale sur le sujet, possible qu'après autorisation du ministre de la Justice³¹ ». Mais, comme apparemment ni les musulmans ni les bouddhistes ne briguaient en grand nombre le titre d'avocat, cette disposition se révéla de fait dirigée contre les Juifs.

À dater de cette année-là, et pour quinze années encore, pratiquement aucun Juif non baptisé ne reçut cette autorisation du ministre, pas même des personnalités aussi brillantes – et futurs grands avocats – que M. M. Winaver** ou O. O. Grouzenberg : ils restèrent confinés une décennie et demie dans le rôle de « clercs d'avoués ». (Winaver plaida même plus d'une fois au Sénat, et y fut très écouté.) Les « clercs » plaidaient en fait avec la même liberté et

29. *Ibidem*, t. 12, p. 315.

30. S. L. Koutcherov, *Evrei v rousskoï advokatoure* (Les Juifs dans le barreau russe), LMJR-1, p. 402.

31. EJ*, t. 1, pp. 469-470.

* Dans le *Journal d'un écrivain* pour le mois de février 1876.

** Maxime Moïseïevitch Winaver (1862-1926) : avocal né à Varsovie, l'un des fondateurs du Parti constitutionnel-démocrate, du parti Cadet (1905), député à la Douma (1906). Émigre en France en 1919.

le même succès que les avoués eux-mêmes : là, il n'y avait pas de restrictions³².

En 1894, le nouveau ministre de la Justice, N. V. Mouraviev, voulut donner à cette interdiction provisoire valeur de loi permanente. Son argumentation était la suivante : « Le vrai danger n'est pas dans la présence au sein du corps des avocats d'un certain nombre de personnes de confession juive ayant au demeurant rejeté dans une large mesure les notions contraires aux normes chrétiennes qui sont propres à leur nation, mais il est dans le fait que le nombre de ces personnes devient si grand qu'elles risquent d'acquérir une importance prépondérante et d'exercer une influence néfaste sur le niveau général de moralité et sur les activités de cette corporation³³. » Dans le projet de loi, il était préconisé que la proportion d'avoués non chrétiens soit limitée dans chaque juridiction à 10 %. Le gouvernement du tsar rejeta ce projet – mais, comme le dit M. Krohl, « cette idée... ne rencontra pas dans l'opinion publique russe la condamnation qu'elle méritait », et, au sein de la Société des juristes de Saint-Petersbourg, « seules quelques rares personnes protestèrent vigoureusement... ; les autres, la grande majorité, se montrèrent visiblement favorables au projet lors de sa discussion³⁴ ». Voilà qui jette un éclairage inattendu sur l'état d'esprit de l'intelligentsia de la capitale au milieu des années 90. (Dans la juridiction de Saint-Petersbourg, 13,5 % des avoués étaient juifs ; dans celle de Moscou, moins de 5 %³⁵.)

L'interdiction faite pratiquement aux clercs d'avoués de devenir à leur tour avoués fut ressentie d'autant plus douloureusement qu'elle faisait suite à des limitations dans les carrières scientifiques et le service de l'État³⁶. Elle ne sera levée qu'en 1904.

Dans les années 80, une limitation du nombre des jurés juifs fut introduite dans les provinces de la Zone de résidence, en sorte qu'ils n'eussent pas la majorité au sein des jurys.

C'est également à partir des années 80 qu'on cessa d'embaucher des Juifs dans l'administration judiciaire. Avec, cependant, des exceptions : ainsi J. Teitel, qui avait été nommé peu auparavant,

32. Goldenweizer, LJR-1, p. 131.

33. Koutcherov, LMJR-1*, p. 404.

34. EJ, t. 1, pp. 471-472.

35. Koutcherov, *ibidem*, p. 405.

36. *Ibidem*.

une fois terminées ses études universitaires, y resta vingt-cinq ans. Il acheva sa carrière anobli, avec le grade civil de général. (Il faut ajouter que, plus tard, Chéglovitov* le contraignit à partir à la retraite « de son plein gré ».) Dans l'exercice de ses fonctions, il dut souvent, lui, l'Israélite, faire prêter serment à des témoins orthodoxes, et jamais il ne rencontra d'objection de la part du clergé. J. M. Halpern, lui aussi fonctionnaire de l'administration judiciaire, avait accédé au poste élevé de vice-directeur de département du ministère de la Justice et au grade de conseiller secret³⁷. Halpern siégea à la commission Pahlen en qualité d'expert. (Avant cela, le premier procureur du Sénat avait été G. I. Trahtenberg, et son adjoint G. B. Sliosberg s'était initié à la défense des droits des Juifs.) Fut également premier procureur du Sénat S. J. Outine – mais lui était baptisé, et par conséquent n'entraît pas en ligne de compte.

Le critère religieux n'a jamais constitué un faux-semblant pour le gouvernement tsariste, mais a toujours été un motif véritable. C'est bien à cause de lui que furent férocelement persécutés pendant deux siècles et demi les vicux-croyants**, parfaitement russes ethniquement, ainsi que, plus tard, les doukhobors*** et les molokanes****, russes eux aussi.

Les Juifs baptisés furent nombreux au service de l'État russe ; nous n'en parlerons pas dans ce livre. Citons sous Nicolas I, le comte K. Nesselrod, qui eut une longue carrière à la tête du ministère des Affaires étrangères ; Ludwig Chtiglits, qui reçut la baronnie en Russie³⁸ ; Maximilien Heine, frère du poète et médecin militaire, qui finit sa carrière avec le grade de conseiller d'État ; le gouverneur général Bezak, le général de la suite de Sa Majesté Adelbert, le colonel de la garde à cheval Meves, les diplomates

37. EJ, t. 6, p. 118.

38. EJ, t. 16, p. 116.

* Ivan Grigoriévitch Chéglovitov (1861-1918) : ministre de la Justice en 1906-1915, président du Conseil d'Empire. Fusillé sans jugement par les bolcheviks en représailles à l'attentat manqué de Fanny Kaplan contre Lénine.

** Les vieux-croyants sont des adeptes de la « vieille foi », celle d'avant les réformes imposées par le patriarche Nikon au XVII^e siècle. Ont été persécutés.

*** Les doukhobors sont des « lutteurs de l'esprit », une secte religieuse remontant au XVII^e siècle, qui nie l'Église en tant qu'institution, l'État, et professe une sorte de spiritualisme rationaliste.

**** Voir *supra* (p. 245).

Hirs, dont l'un fut ministre sous Alexandre III. Plus tard, il y eut le secrétaire d'État Perets (petit-fils du fermier général Abram Perets³⁹), les généraux Kaufman-Tourkestanski et Khrouliov ; l'écuyer Salomon, directeur du lycée Alexandrovski ; les sénateurs Gredinger, Posen ; au département de la Police, Gourovitch, Vissarionov, entre bien d'autres.

La conversion au christianisme, notamment au luthéranisme, était-elle donc aux yeux de certains aussi facile ? Toutes les voies vous sont aussitôt ouvertes ? Sliosberg observe à un certain moment un « reniement presque massif » de la part des jeunes⁴⁰. Mais, bien sûr, considéré du côté des Juifs, voilà qui apparaissait comme une grave trahison, « une prime à l'abjuration de sa foi... Quand on pense au nombre de Juifs qui résistent à la tentation de se faire baptiser, on se prend d'un grand respect pour ce malheureux peuple⁴¹ ».

Jadis, c'était de la candeur : on partageait les gens en deux catégories, « les nôtres » et « les autres », selon le seul critère de la foi. Cet état d'esprit, l'État russe le reflétait encore dans ses dispositions. Mais, à l'aube du xx^e siècle, n'aurait-il pas pu réfléchir un peu et se demander si un tel procédé était moralement admissible et pratiquement efficace ? Pouvait-on continuer à proposer aux Juifs le bien-être matériel au prix du reniement de leur foi ?

Et puis quel avantage pouvait en tirer le christianisme ? Beaucoup de ces conversions étaient de pure convenance. (Certains se justifiaient en se leurrant eux-mêmes : « Je pourrai ainsi être beaucoup plus utile à mon peuple⁴² ».)

Pour ceux qui avaient obtenu l'égalité de droits au service de l'État, « il n'existait plus aucune restriction de quelque ordre que ce fût qui les empêchât d'accéder à la noblesse héréditaire » et de recevoir les plus hautes récompenses. « Les Juifs étaient couramment inscrits sans difficulté dans les registres généalogiques⁴³. » Et même, comme nous le voyons d'après le recensement de 1897, 196 membres de la noblesse héréditaire comptaient

39. *Ibidem*, t. 12, pp. 394-395.

40. Sliosberg, t. 2, p. 94.

41. V. Posse, *Evreiskoïé zassilié* (La violence juive), Slovo, Saint-Petersbourg, 1909, 14 (27) mars, p. 2.

42. Sliosberg, t. 1, p. 198.

43. EJ, t. 7, p. 34.

l'hébreu pour leur langue maternelle (parmi la noblesse à titre personnel et les fonctionnaires, ils étaient 3 371 dans le même cas⁴⁴). Il y eut même, chez les Brodski, famille de modestes artisans, des maréchaux de la noblesse de la province d'Iékaterinoslav.

Mais, à partir des années 70 du XIX^e siècle, les Juifs qui briguaient des postes dans l'administration de l'État commencèrent à rencontrer des obstacles (et cela empira à partir de 1896) ; il faut dire que peu nombreux étaient ceux qui aspiraient à ce genre d'activité routinière et mal rétribuée. En outre, à partir des années 90, les obstacles concernèrent également les fonctions électives.

En 1890 parut un nouveau Règlement des zemstvos aux termes duquel les Juifs étaient écartés de l'autogestion du zemstvo – autrement dit, hors des zones urbaines des provinces et des districts. Il était prévu de « ne pas permettre [aux Juifs] de participer aux réunions et assemblées électorales des zemstvos⁴⁵ » (ceux-ci n'existaient pas encore dans les provinces de l'Ouest). La motivation en était que « les Juifs, qui poursuivent habituellement leurs intérêts particuliers, ne répondent pas à l'exigence d'un lien réel, vivant et social avec la vie locale⁴⁶ ». Dans le même temps, travailler dans les zemstvos en qualité de vacataire, au titre de ce qu'on appelait le « tiers élément » (élément qui allait introduire dans le zemstvo, avec plusieurs années d'avance, la charge explosive du radicalisme), n'était pas interdit aux Juifs – et ils y furent très nombreux.

Les restrictions dans les zemstvos ne touchèrent pas les Juifs des provinces de Russie centrale du fait que, dans leur grande majorité, ils résidaient dans les villes et s'intéressaient plus à l'administration urbaine. Mais, en 1892, parut cette fois une nouvelle Disposition pour les villes : les Juifs perdaient le droit d'élire et d'être élus délégués aux doumas et aux bureaux municipaux, ainsi que celui d'y occuper toute fonction de responsabilité, d'y diriger des services économiques et administratifs. Voilà qui représentait une

44. Obschii svod po Imperii rezoultatov razrabotki dannyx pervoi vseobschei perepisi naseleniia, proizvedionnoi 28 ianvaria 1897 g. (Corpus général des résultats pour l'empire des données du premier recensement général de la population effectué le 28 janvier 1897), t. 2, Saint-Petersbourg, 1905, pp. 374-386.

45. EJ*, t. 7, p. 763.

46. *Ibidem**, t. 1, p. 836.

limitation plus que sensible. En tant que délégués, les Juifs n'étaient admis que dans les villes de la Zone de résidence, mais, là aussi, moyennant une restriction : pas plus d'un dixième des effectifs de la douma municipale, et encore, « sur affectation » de l'administration locale qui sélectionnait les candidats juifs – procédure pour le moins vexante. (Surtout pour les pères de famille bourgeois, ainsi que le fait très justement remarquer Sliosberg : quelle humiliation, pour eux, vis-à-vis de leurs enfants... comment, après cela, rester loyal à un tel gouvernement⁴⁷ ?) « Il n'y a pas eu de temps plus durs dans toute l'histoire des Juifs russes en Russie. Ils furent chassés de toutes les positions qu'ils avaient conquises⁴⁸. » Dans un autre passage, le même auteur parle sans aucune ambiguïté des pots-de-vin que recevaient les fonctionnaires du ministère de l'Intérieur pour agir en faveur des Juifs⁴⁹. (Voilà qui devait adoucir quelque peu la rigueur des temps.)

Oui, les Juifs de Russie furent incontestablement brimés, victimes de l'inégalité en matière de droits civiques. Mais voici ce que nous rappelle l'éminent cadet que fut V. A. Maklakov, qui se retrouva dans l'émigration après la révolution : « L'"inégalité en droits" des Juifs perdait tout naturellement de son acuité dans un État où l'énorme masse de la population (82 %), celle dont dépendait la prospérité du pays, la paysannerie – grise, muette, soumise –, était elle aussi *exclue* du droit commun, le même pour tous⁵⁰ » – et était restée dans la même situation après l'abolition du servage : pour elle aussi, le service militaire était inéluctable, l'instruction secondaire et supérieure inaccessible, et elle non plus n'obtint pas cette auto-administration, ce zemstvo rural dont elle avait tant besoin. Un autre émigré, D. O. Linski, un Juif, conclut même avec amertume que, par comparaison avec le nivellement opéré par les soviets, quand la population entière de la Russie fut privée de tout droit, « l'inégalité en droits de la population juive avant la révolution apparaît comme un idéal inaccessible⁵¹ ».

47. Sliosberg, t. 3, p. 220.

48. *Ibidem*, t. 1, p. 259.

49. *Ibidem*, t. 2, pp. 177-178.

50. V. A. Maklakov (1905-1906), Sb. M. M. Winaver i rousskaia obschestvennost natchala XX veka (Recueil M. M. Winaver et la société civile russe au début du xx^e siècle), Paris, 1937, p. 63.

51. D. O. Linski, O natsionalnom samosoznanii rousskogo evreia – Rossia i evrei (À propos de la conscience nationale de Juif de Russie), in RiE, p. 145.

On a pris le pli de dire : la *persécution* des Juifs en Russie. Mais le mot n'est pas juste. Ce n'était pas une persécution à proprement parler. Ce fut toute une série de *restrictions*, de *brimades*. Vexantes, certes, douloureuses, scandaleuses même.

*

Cependant, la Zone de résidence, au fil des ans, se faisait de plus en plus perméable.

D'après le recensement de 1897, 315 000 Juifs résidaient déjà hors de ses limites, soit, en seize ans, une multiplication par neuf (et cela représentait 9 % de l'ensemble de la population juive de Russie, exception faite du royaume de Pologne⁵². Comparons : on comptait alors 115 000 Juifs en France, 200 000 en Grande-Bretagne⁵³). Considérons aussi que le recensement donnait des chiffres sous-évalués, compte tenu du fait que, dans beaucoup de villes de Russie, nombre d'artisans, maints domestiques au service de Juifs « autorisés » n'avaient pas d'existence officielle, s'étant dérobés à l'enregistrement.

Ni le gratin de la finance ni l'élite instruite n'étaient soumis aux restrictions de la « zone », et l'un comme l'autre s'établirent librement dans les provinces du centre et dans les capitales. Il est notoire que 14 % de la population juive exerçaient des « professions libérales⁵⁴ » – pas forcément de type intellectuel. Une chose est cependant sûre : dans la Russie pré-révolutionnaire, les Juifs « occupaient une place prépondérante dans ces métiers intellectuels. La fameuse Zone de résidence elle-même n'empêchait nullement une importante fraction des Juifs de pénétrer en nombre de plus en plus élevé dans les provinces de la Russie centrale⁵⁵ ».

Les corps de métiers dits « artisanaux » où les Juifs étaient les plus nombreux furent les dentistes, les tailleurs, les infirmiers, les apothicaires et quelques autres encore, métiers partout d'une grande utilité, où ils étaient toujours les bienvenus. « En 1905, en Russie,

52. *Hessen*, t. 2, p. 210 ; *EJ*, t. 11, pp. 537-538.

53. *PEJ*, t. 2, pp. 313-314.

54. *Larine*, p. 71.

55. V. S. Mandel, *Konservativnyi i razruchitelnyi elementy v evreistve* (Les éléments conservateurs et les éléments destructeurs chez les Juifs), *RiE*, p. 202.

plus de 1 300 000 Juifs exerçaient une activité d'artisans⁵⁶ » – ce qui signifiait qu'ils pouvaient vivre en dehors de la « zone ». Et il ne faut pas oublier non plus que « nulle part dans les lois il n'était stipulé, par exemple, que l'artisan qui exerce un métier n'a pas le droit de se livrer dans le même temps au commerce » ; au demeurant, « la notion de "faire du commerce" n'est pas définie par la loi » : par exemple, le « dépôt-vente » avec commission, est-ce du commerce ? Ainsi donc, pour exercer toute forme de commerce (même le gros négoce), s'adonner à l'achat de biens immobiliers, à l'aménagement de fabriques, il fallait se faire passer pour « artisan » (ou « dentiste » !) Par exemple, l'« artisan » Neimark possédait une fabrique de soixante ouvriers ; des typos ouvraient ainsi leur propre imprimerie⁵⁷. Et il existait encore un autre moyen : plusieurs personnes se regroupent, et une seule paie la taxe de la première guilde, les autres se faisant passer pour ses « commis ». Ou encore : se faire « adopter » dans une province du centre par des soldats juifs à la retraite (le père « adoptif » recevait en retour une pension)⁵⁸. À Riga, des milliers de familles juives vivaient du commerce du bois, jusqu'à ce qu'elles fussent expulsées pour cause de fausses attestations⁵⁹. À l'orée du xx^e siècle, on trouvait des colonies juives dans toutes les villes russes de quelque importance.

J. Teitel atteste que « la construction de la ligne de chemin de fer Samara-Orenbourg a entraîné l'afflux d'un grand nombre de Juifs à Samara. Les maîtres d'œuvre de ce chemin de fer furent des Juifs – Varchavski, Gorvitch. Longtemps ils en furent également les propriétaires. Ils occupaient les postes de commande ainsi qu'un grand nombre d'emplois subalternes. Ils faisaient venir leurs familles de la Zone de résidence, et ainsi se constitua une colonie juive fort nombreuse... Ils se chargèrent aussi de l'exportation du blé de la riche province de Samara vers l'étranger. À remarquer qu'ils furent les premiers à exporter des œufs de Russie vers l'Europe occidentale. Toutes ces activités étaient exercées par de prétendus "artisans" ». Et Teitel d'énumérer trois gouverneurs successifs de la province de Samara ainsi qu'un chef de la police

56. *Goldenweiser*, RiE, p. 148.

57. *Slisberg*, t. 2, pp. 51, 187, 188, 193, 195.

58. *Ibidem*, pp. 22-24.

59. *Ibidem*, pp. 183-185.

(lequel, auparavant, en 1863, avait été « exclu de l'université de Saint-Petersbourg pour avoir participé à des désordres estudiantins ») qui « fermaient les yeux sur ces prétendus artisans ». Et c'est ainsi qu'aux alentours de 1889 vivaient à Samara « plus de 300 familles juives, sans autorisation de résidence⁶⁰ » – ce qui signifie qu'à Samara, en sus des chiffres officiels, résidaient en fait dans les 2 000 Juifs.

Des récits nous viennent d'un autre bout de la Russie : à Viazma, « les trois pharmaciens, les six dentistes, un certain nombre de médecins, les notaires, beaucoup de boutiquiers, presque tous les coiffeurs, les tailleurs, les cordonniers étaient juifs. Tous ceux qui s'affichaient tels n'étaient pas dentistes ou tailleurs, beaucoup faisaient du commerce et nul ne les en empêchait. Sur 35 000 habitants, Viazma comptait elle aussi près de deux mille Juifs⁶¹.

Dans la région de l'Armée du Don où de sévères restrictions avaient été instaurées en 1880 à l'endroit des Juifs et où interdiction leur était faite de résider dans les villages cosaques et les faubourgs des villes, ils étaient néanmoins 25 000 : tenanciers de petits hôtels et de buvettes, barbiers, horlogers, tailleurs. Et toute livraison d'un lot tant soit peu important de marchandises dépendait d'eux.

Le système de restrictions apportées aux droits des Juifs, avec toute la gamme de correctifs, réserves et amendements y afférente, s'était échafaudé strate après strate au fil des ans. Les dispositions visant les Juifs étaient disséminées dans les différents recueils de lois promulguées à des époques différentes, mal harmonisées entre elles, mal amalgamées aux lois communes de l'empire. Les gouverneurs s'en plaignaient⁶². Il faut essayer de pénétrer les arcanes des innombrables dérogations, cas particuliers, exceptions d'exceptions dont fourmillait la législation sur les Juifs, pour comprendre quel parcours du combattant cela représentait pour le Juif ordinaire, et quel casse-tête pour l'administration. Une telle complexité ne pouvait qu'engendrer le formalisme, avec son cortège de cruautés ; ainsi, quand un chef de famille domicilié dans une province de Russie centrale perdait son droit de résidence (après sa mort ou par suite d'un changement de métier), toute sa famille le perdait avec

60. Teitel, pp. 36-37, 47.

61. Volkov-Mouromtsev, pp. 98, 101.

62. S. Dimanstein, Révolutionsnnoïe dvijéniié sredi evreiev (Le mouvement révolutionnaire parmi les Juifs), *op. cit.*, p. 108.

lui. Les familles étaient ainsi expulsées après le décès du chef de famille (à l'exception des personnes seules âgées de plus de 70 ans).

Toutefois, la complexité ne jouait pas toujours en défaveur des Juifs ; elle jouait parfois à leur avantage. Des auteurs écrivent que « c'étaient les commissaires de police et leurs adjoints qui étaient chargés de trancher les sempiternels flottements dans l'application des mesures restrictives », ce qui entraînait le recours aux pots-de-vin et le contournement de la loi⁶³ – toujours dans un sens favorable aux Juifs. Il y avait aussi des voies légales parfaitement praticables. « Le caractère contradictoire des innombrables lois et dispositions sur les Juifs offre au Sénat un large spectre d'interprétations de la législation... Dans les années 90, la plus grande partie des dispositions ayant fait l'objet d'un recours de la part des Juifs ont été annulées » par le Sénat⁶⁴. Les plus hauts dignitaires fermaient souvent les yeux sur le non-respect des restrictions anti-juives – ce qu'atteste G. Sliosberg, par exemple : « En dernière instance, les affaires juives dépendaient du chef du département de la Police, poste occupé par Piotr Nikolaiévitch Dournovo... Celui-ci se montra toujours accessible aux arguments des plaignants et je dois dire, pour être honnête, que si l'application de tel ou tel règlement restrictif était contraire à la charité humaine, on était sûr qu'il [Dournovo] se pencherait sur l'affaire et la résoudrait favorablement⁶⁵. »

« Plutôt que les nouvelles lois, ce furent les dispositions tendant à une application plus dure des anciennes lois qui furent ressenties le plus douloureusement par les larges couches de la population juive⁶⁶. » Le processus, discret mais irréversible, par lequel les Juifs pénétraient progressivement dans les provinces de Russie centrale, était parfois stoppé net par l'administration, et certains épisodes dûment orchestrés sont restés dans l'Histoire.

Ainsi en fut-il à Moscou après le départ à la retraite du tout-puissant et quasi inamovible gouverneur général V. A. Dolgoroukov, lequel avait regardé avec une grande bienveillance la venue des Juifs dans la ville et leur activité économique. (La clé de cette

63. *Goldenweiser*, LMJR-1, p. 114.

64. *EJ*, t. 14, p. 157.

65. *Sliosberg*, t. 2, pp. 175-176.

66. *Hessen*, t. 2, p. 232.

attitude réside bien évidemment dans la personne du grand banquier Lazare Salomonovitch Poliakov « avec qui le prince Dolgoroukov entretenait des liens d'amitié et qui, affirmaient les mauvaises langues, lui avait ouvert dans sa banque foncière une ligne de crédit illimitée. Que le prince ait eu des besoins d'argent, cela ne faisait aucun doute », car il avait cédé toute sa fortune à son gendre alors que lui-même « aimait vivre sur un grand pied, et aussi faire des largesses ». En conséquence, L. Poliakov « était couvert année après année d'honneurs et de distinctions ». Grâce à cela, les Juifs de Moscou sentaient un sol ferme sous leurs pieds : « Tout Juif pouvait recevoir le droit de résidence dans la capitale » sans pour autant se mettre réellement « au service de l'un de ses coreligionnaires, marchand de la première guilde⁶⁷ ».)

G. Sliosberg nous informe qu'« on reprochait à Dolgoroukov de trop céder à l'influence de Poliakov ». Et il explique : Poliakov était propriétaire du Crédit foncier de Moscou, si bien que ni dans la province de Moscou, ni dans aucune province avoisinante ne pouvait fonctionner aucune autre banque hypothécaire (c'est-à-dire consentant des avances sur hypothèque de biens-fonds). Or, « il n'y avait aucun noble possédant des terres qui n'hypothéquât ses biens ». (Telle était la déchéance de la noblesse russe à la fin du XIX^e siècle : et, après cela, de quelle utilité pouvait-elle encore être pour la Russie ?...) Ces nobles se retrouvaient « dans une certaine dépendance à l'égard des banques » ; pour obtenir de larges prêts, tous recherchaient les faveurs de Lazare Poliakov⁶⁸.

Sous la magistrature de Dolgoroukov, aux abords des années 90, « on recensait de nombreux Juifs dans le corps des marchands de la première guilde. Cela s'expliquait par la répugnance des marchands moscovites de confession chrétienne à payer les droits d'entrée élevés dans cette première guilde ». Avant l'arrivée des Juifs, l'industrie moscovite ne travaillait que pour la partie orientale du pays, pour la Sibérie, et ses articles n'avaient pas cours à l'Ouest. Ce furent les négociants et les industriels juifs qui assurèrent le lien entre Moscou et les marchés de la partie ouest du pays. (Teitel le confirme : les Juifs de Moscou passaient pour les plus riches et les

67. Prince B. A. Chétinine, *Khoziaine Moskv*y (Le maître de Moscou), *Istoritcheskii vestnik* (Le Messager historique), 1917, t. 148, p. 459.

68. Sliosberg, t. 2, pp. 44-45.

plus influents de Russie.) Menacés par la concurrence, les marchands allemands s'indignèrent et accusèrent Dolgoroukov de favoritisme à l'égard des Juifs⁶⁹.

Mais la situation changea radicalement en 1891. Le nouveau gouverneur général de Moscou, le grand-duc Serge Alexandrovitch*, homme tout-puissant de par sa position et ne dépendant de personne grâce à sa fortune, prit la décision de faire expulser tous les artisans juifs de Moscou, et ce, sans enquête préalable pour savoir qui était véritablement artisan et qui feignait de l'être. Des quartiers entiers – Zariadié, Marina Roscha – se vidèrent de leurs habitants. Selon les estimations, pas moins de 20 000 Juifs furent expulsés. On leur accordait un délai maximal de six mois pour liquider leurs biens et organiser leur départ, et ceux qui déclaraient n'avoir pas les moyens d'assurer leur déplacement, on les expédiait dans des fourgons cellulaires. (Au plus fort des expulsions et pour contrôler la manière dont elles étaient exécutées, une commission gouvernementale américaine – le colonel Weber, le docteur Kamster – se rendit en Russie. L'étonnant est que Sliosberg les conduisit à Moscou, qu'ils y enquêtèrent sur ce qui se passait, sur la façon dont étaient appliquées les mesures destinées à endiguer l'« afflux de Juifs », qu'ils visitèrent même incognito la prison des Boutyrki, qu'on leur y offrit quelques paires de menottes, qu'on leur fournit les photos de personnes expédiées dans les fourgons... et que la police russe ne s'aperçut de rien ! (Les voilà bien, les « mœurs à la Krylov** » !) Ils visitèrent encore, de longues semaines durant, d'autres villes russes. Le rapport de cette commission fut publié en 1892 dans les documents du Congrès américain... à la plus grande honte de la Russie et au plus vif soulagement de l'immigration juive aux États-Unis⁷⁰. C'est à cause de ces brimades que les milieux financiers juifs, le baron de Rothschild en tête, refusèrent en 1892 de soutenir les emprunts russes à l'étranger⁷¹. Il y avait déjà

69. *Ibidem*, pp. 43-44.

70. *Ibidem*, pp. 31, 42-50, 60-63.

71. *Ibidem*, pp. 7, 174.

* Serge Alexandrovitch : grand-duc, frère d'Alexandre III, gouverneur général de Moscou. Assassiné en février 1905.

** Ivan Andreïevitch Krylov (1769-1844) : célèbre publiciste et fabuliste russe qui dénonce dans ses écrits les tares de la société et l'incurie des gouvernants.

eu en Europe, en 1891, des tentatives pour enrayer l'expulsion des Juifs de Moscou. Le banquier américano-juif Seligman, par exemple, s'était rendu au Vatican pour prier le Pape d'intercéder auprès d'Alexandre III et de l'exhorter à plus de modération⁷².

En 1891, « une partie des Juifs expulsés s'établirent sans autorisation dans les faubourgs de Moscou ». Mais, à l'automne 1892, dans le prolongement des mesures prises, ordre fut donné d'« expulser de Moscou les anciens soldats du contingent à la retraite et les membres de leurs familles non enregistrés dans les communautés⁷³ ». (Signalons qu'en 1893 les grosses entreprises russes commerciales et industrielles intervinrent pour faire adoucir ces mesures.) Puis, à partir de 1899, il n'y eut presque plus aucun nouvel enregistrement de Juifs dans la première guilde des marchands de Moscou⁷⁴.

En 1893 survint une nouvelle aggravation du sort des Juifs : le Sénat s'avisait pour la première fois de l'existence d'une circulaire du ministère de l'Intérieur, en vigueur depuis 1880 (la « Charte de liberté des Juifs »), qui permettait aux Juifs qui s'étaient d'ores et déjà établis hors de la Zone de résidence, mais illégalement, de rester sur les lieux. Cette circulaire fut abrogée (sauf en Courlande et en Livonie où elle fut maintenue). Or, ces familles qui s'étaient ainsi établies au cours des douze dernières années, étaient au nombre de 70 000 ! Heureusement, grâce à Doumovo, furent édictés « des articles salvateurs qui, en fin de compte, enrayerent l'immense catastrophe qui menaçait⁷⁵ ».

En 1893, « certaines catégories de Juifs » furent expulsées à leur tour de Yalta, car non loin de là se trouvait la résidence d'été de la famille impériale, et il leur fut interdit toute nouvelle implantation en ces lieux : « L'afflux toujours croissant et l'augmentation du nombre des Juifs dans la ville de Yalta, l'appétit de biens immobiliers dont ils font preuve, menacent cette villégiature de devenir une ville purement et simplement juive⁷⁶. » (Pouvait fort bien jouer là, après tant d'attentats terroristes en Russie, le souci de la sécurité

72. Doneseniïé rousskogo posla Izvolskogo iz Vatikana (Rapport de l'ambassadeur russe au Vatican, Izvolski), 7 (19) avril 1892, *Izvestia*, 1930, 23 mai, p. 2.

73. PEI, t. 5, p. 474.

74. EJ, t. 11, pp. 336-338.

75. *Slisberg*, t. 2, pp. 180-182.

76. EJ*, t. 7, p. 594.

de la famille impériale dans sa résidence de Livadia. Alexandre III avait toutes les raisons de penser – il n'était qu'à un an de sa mort – qu'il était cordialement haï des Juifs. Tout comme on ne saurait exclure comme mobile, dans le choix des cibles du terrorisme – Sipiaguine*, Plehve, le grand-duc Serge –, l'idée de venger la persécution des Juifs.) Cela n'empêcha pas que beaucoup de Juifs restèrent dans la région de Yalta – à en juger d'après ce qu'écrivirent en 1909 les habitants d'Alouchta qui se plaignaient que les Juifs, acquéreurs de vignobles et de vergers, « exploitassent "pour leur mise en valeur" le travail de la population locale », profitant de la situation précaire de celle-ci et accordant des prêts « à des taux exorbitants » qui ruinent les Tatars, habitants des lieux⁷⁷.

Mais il y eut encore autre chose : à la faveur de la lutte contre l'infatigable contrebande, on limita le droit de résidence des Juifs dans la zone frontalière occidentale. Il n'y eut en fait aucune nouvelle expulsion – à l'exception des individus pris en flagrant délit de contrebande. (Aux dires des mémorialistes, cette contrebande, qui consistait notamment à faire passer la frontière aux révolutionnaires ainsi qu'à leurs imprimés, se perpétua jusqu'à la Première Guerre mondiale.) En 1903-1904, un débat s'engage : le Sénat dispose que le Règlement provisoire de 1882 ne s'applique pas à la zone frontalière et qu'en conséquence les Juifs résidant dans cette zone peuvent « librement s'établir dans les localités rurales. Le Conseil de la province de Bessarabie émet alors une protestation, signalant au Sénat que "toute la population juive" » de la zone frontalière, y compris ceux des Juifs qui s'y sont établis illégalement, cherche maintenant à gagner les campagnes où il y a déjà "plus de Juifs qu'il n'en faut" », et que la zone frontalière « risque dorénavant pour les Juifs de devenir la "Zone promise" ». La protestation passe devant le Conseil d'État, lequel, prenant en considération le cas particulier des localités rurales, abroge carrément le régime spécial de la zone frontalière, le ramenant au régime général de la Zone de résidence⁷⁸.

77. *Novoié Vrémia*, 1909, 9 (22) déc., p. 6.

78. *EJ*, t. 12, pp. 601-602.

* Dmitri Sergueïevitch Sipiaguine (1853-1902) : ministre de l'Intérieur en 1900. Abattu par le S.-R. Balmachov.

Cet assouplissement ne trouva toutefois aucun écho notable ni dans la presse ni dans la société. Pas plus que la levée, en 1887, de l'interdiction faite aux Juifs d'engager des domestiques chrétiens. Pas plus que la loi de 1891 introduisant dans le Code pénal un nouvel article sur « la responsabilité en cas d'attaque ouverte d'une partie de la population par une autre », article que les circonstances de la vie en Russie n'avaient jamais auparavant rendu nécessaire, mais qui avait fait cruellement défaut lors des pogroms de 1881. Pour plus de prudence, on l'introduisait à présent.

*

Et puis, répétons-le encore : les limitations apportées aux droits des Juifs ne revêtirent jamais, en Russie, un caractère racial. Elles ne s'appliquèrent ni aux Karaïtes*, ni aux Juifs des montagnes, ni aux Juifs d'Asie centrale qui, disséminés et confondus avec la population locale, avaient toujours librement choisi leur type d'activité.

Les auteurs les plus divers nous expliquent à qui mieux mieux que les causes premières des restrictions subies par les Juifs en Russie sont d'ordre *économique*. L'Anglais J. Parks, grand pourfendeur de ces restrictions, émet pourtant cette réserve : « Avant la guerre [de 14-18], certains Juifs avaient concentré entre leurs mains des richesses considérables... Cela avait fait craindre qu'en abolissant ces limitations on laisserait les Juifs se rendre maîtres du pays⁷⁹. » Le professeur V. Léontovitch, en libéral parfaitement conséquent, note : « Jusqu'à récemment, on a semblé ignorer que les mesures restrictives frappant les Juifs provenaient bien plus de tendances anticapitalistes que d'une discrimination raciale. La notion de race n'intéressait personne en Russie dans ces années-là, si l'on excepte les spécialistes en ethnologie... C'est la peur de voir se renforcer les éléments capitalistes, susceptibles d'aggraver

79. J. Parks, *Evrei sredi narodov : Obzor pritchin antisemitizma* (Les Juifs parmi les peuples : aperçu sur les causes de l'antisémitisme), Paris, YMCA Press, 1932, p. 182.

* Les Karaïtes ou Karaïmes (mot qui signifie « attachés » à la lettre) : secte juive qui rejette la doctrine orthodoxe des rabbins, n'admet que l'Ancien Testament et certaines traditions orales. Les Karaïtes subsistent en petites colonies en Crimée, à Odessa, en Russie méridionale, ainsi qu'en Pologne et en Lituanie.

l'exploitation des paysans et de tous les travailleurs, qui fut décisive. Nombreuses sont les sources qui en apportent la preuve⁸⁰. »

N'oublions pas non plus que la paysannerie russe venait de subir le choc d'une mutation brutale : du passage de relations de type féodal à des relations de marché, passage auquel elle n'était absolument pas préparée et qui allait la faire basculer dans un maelström économique parfois plus impitoyable que le servage lui-même.

V. Choulguine écrit à ce propos ce qui suit : « La limitation des droits des Juifs en Russie était sous-tendue par une "pensée humaniste"... On admettait que le peuple russe, pris globalement (ou tout au moins certaines de ses couches sociales), était en quelque sorte immature, efféminé..., qu'il se laissait facilement exploiter..., qu'il fallait, pour cette raison, le protéger par des mesures étatiques contre des éléments étrangers plus forts que lui... La Russie du Nord se mit à regarder les Juifs avec les yeux de la Russie du Sud. Or, les Petits-Russiens ont toujours vu les Juifs, qu'ils ont bien connus du temps de leur coexistence avec la Pologne, sous les traits du "cabaretier-prêteur sur gages" qui suce le sang du malheureux Russe⁸¹. » Les restrictions ont été conçues par le gouvernement pour combattre une pression économique massive qui mettait en danger les fondements de l'État. Parks décèle lui aussi dans cette vision des choses une part de vérité ; il observe « l'effet désastreux que peut avoir la faculté d'exploiter son prochain », et « le rôle excessif, dans les zones rurales de l'Europe de l'Est, des cabaretiers et des usuriers », même s'il perçoit les raisons d'un tel état de choses « dans la nature du paysan plus que chez les Juifs eux-mêmes ». À son avis, le commerce de la vodka, en tant qu'« activité principale des Juifs » d'Europe de l'Est, suscitait la haine à leur endroit, et chez les paysans davantage encore que chez les autres. C'est lui qui alimenta plus d'un pogrom, laissant une profonde et large cicatrice dans la conscience des peuples ukrainien et biélorusse, ainsi que dans la mémoire du peuple juif⁸².

80. V. V. Léontovitch, *Istoriia libéralizma v Rossii : 1762-1914* (Histoire du libéralisme en Russie : 1762-1914), trad. de l'allemand, 2^e éd., M., Rousski Pout, 1995, pp. 251-252. Trad. française aux éd. Fayard, Paris, 1987.

81. V. V. Choulguine, *Chto nam v nikh ne pravitsa* : Ob antisemitizme v Rossii (« Ce qui ne nous plaît pas chez eux » : Sur l'antisémitisme en Russie), Paris, 1929, pp. 185-186.

82. Parks, pp. 153-155, 233.

On lit chez nombre d'auteurs que les cabaretiers juifs vivaient très durement, sans un sou vaillant, qu'ils étaient quasiment réduits à la mendicité. Mais le marché de l'alcool était-il aussi étrié que cela ? Beaucoup de monde s'engraissait de l'intempérance du peuple russe – et les propriétaires terriens de la Russie occidentale, et les distillateurs, et les tenanciers de débits de boissons... et le gouvernement ! On peut en évaluer le montant des recettes à partir du moment où elles ont été inscrites comme recettes nationales. Après qu'en 1896 fut instauré en Russie un monopole d'État sur les spiritueux avec suppression de tous les débits privés et la vente avec accise des boissons, le Trésor encaissa dès l'année suivante 285 millions de roubles – à rapporter aux 98 millions de l'impôt direct prélevé sur la population. Cela nous confirme que non seulement la fabrication d'eau-de-vie était « une source majeure de contributions indirectes », mais aussi que les recettes de l'industrie des spiritueux, qui ne versait jusqu'en 1896 que « 4 kopecks d'accise par degré d'alcool produit », étaient grandement supérieures aux recettes directes de l'empire⁸³.

Mais quelle était à cette époque la participation des Juifs à ce secteur ? En 1886, au cours des travaux de la Commission Pahlen, furent publiées des statistiques sur le sujet. D'après celles-ci, les Juifs détenaient 27 % (les décimales ne figurent pas : les chiffres ont été partout arrondis) de toutes les distilleries en Russie d'Europe, 53 % dans la Zone de résidence (notamment 83 % dans la province de Podolsk, 76 % dans celle de Grodno, 72 % dans celle de Kherson). Ils détenaient 41 % des brasseries en Russie d'Europe, 71 % dans la Zone de résidence (94 % dans la province de Minsk, 91 % dans celle de Vilnius, 85 % dans la province de Grodno). Quant à la part du commerce d'alcool détenue par les Juifs, la proportion des « points de fabrication et de vente est de 29 % en Russie d'Europe, 61 % dans la Zone de résidence (95 % dans la province de Grodno, 93 % dans celle de Moghilev, 91 % dans la province de Minsk)⁸⁴.

83. Sbornik materialov ob ekonomitcheskom polojénii évréiev v Rossii (Recueil de matériaux sur la situation économique des Juifs en Russie), t. 2, St., Evreiskoié Kolonizatsionnoé Obschestvo (Association colonisatrice juive), 1904, p. 64.

84. Evreiskaja piteinaia torgovlia v Rossii. Statistitcheski Vremennik Rossiiskoi Imperii (Le commerce juif des spiritueux en Russie. Annuaire statistique de l'Empire russe), série III, livre 9, Saint-Petersbourg, 1886, p. V-X.

On comprend que la réforme qui instaura le monopole d'État sur les spiritueux ait été « accueillie avec horreur... par les Juifs de la Zone de résidence⁸⁵ ».

C'est incontestable : l'instauration d'un monopole d'État sur les alcools a porté un coup très dur à l'activité économique des Juifs de Russie. Et jusqu'à la Première Guerre mondiale (il prit fin à ce moment-là), ce monopole resta la cible favorite de l'indignation générale – alors qu'il ne faisait qu'instituer un contrôle rigoureux de la quantité d'alcool produite dans le pays, et de sa qualité. Oubliant qu'il atteignait de la même façon les tenanciers chrétiens (cf. les statistiques ci-dessus), on le présente toujours comme une mesure antijuive : « L'instauration à la fin des années 90 de la vente d'alcool par l'État dans la Zone de résidence a privé plus de 100 000 Juifs de leur gagne-pain » ; « le pouvoir comptait... forcer les Juifs à quitter les zones rurales », et, depuis, « ce commerce a perdu pour les Juifs l'importance qu'il avait connue jadis⁸⁶ ».

Ce fut en effet le moment – à partir de la fin du XIX^e siècle – où l'on vit l'émigration juive hors de Russie s'amplifier notablement. Y a-t-il un lien entre cette émigration et l'instauration du monopole d'État sur la vente des spiritueux, cela est difficile à dire, mais le chiffre de 100 000, cité ci-dessus, nous le suggère. Le fait est que l'émigration juive (en Amérique) était restée faible jusqu'en 1886-1887 ; elle connut une brève envolée en 1891-1892, mais ce n'est qu'après 1897 qu'elle devint massive et continue⁸⁷.

Le « Règlement provisoire » de 1882 n'avait pas empêché une nouvelle infiltration du commerce des spiritueux par les Juifs dans les campagnes. Tout comme, dans les années 70, on avait trouvé la parade contre l'interdiction de vendre ailleurs que chez soi en inventant le commerce « à la sauvette », on avait imaginé, pour contourner la loi du 3 mai 1882 (qui interdisait également le commerce de la vodka sur contrat passé avec un Juif), l'affermage « à la sauvette » : pour y installer une auberge, on louait un terrain par contrat *oral* et non pas écrit, en sorte que les fermages soient perçus par le propriétaire, et les recettes de la vente des boissons

85. Sliosberg, t. 2, p. 230.

86. Evreiskaja pit'einaïa torgovlia v Rossii (Le commerce juif des spiritueux en Russie), *op. cit.*.

87. EJ, t. 2, pp. 235-238.

par le Juif⁸⁸. C'est par ce biais, et par d'autres encore, que l'implantation des Juifs dans les campagnes put se poursuivre après l'interdiction catégorique de 1882. Comme l'écrit Sliosberg, c'est à partir de 1889 que commença la « vague d'expulsion » des Juifs hors des villages de la Zone de résidence, ce qui entraîna « une impitoyable concurrence, génératrice d'un mal affreux : la délation » (en clair : des Juifs se mirent à dénoncer ceux d'entre eux qui vivaient dans l'illégalité). Mais voici des chiffres avancés par P. N. Milioukov : si, en 1881, on comptait 580 000 Juifs vivant dans les villages, ils étaient 711 000 en 1897, ce qui signifie que le taux des nouveaux arrivants et celui des naissances l'emportaient largement sur ceux des expulsions et des décès. En 1899, un nouveau Comité pour les affaires juives, le onzième du nom, avec à sa tête le baron Iexhüll von Hildenbrandt, fut créé en vue de réviser le Règlement provisoire. Ce Comité, écrit Milioukov, rejeta la proposition de faire expulser des campagnes les Juifs qui s'y étaient illégalement établis, et adoucit la loi de 1882⁸⁹.

Tout en « reconnaissant que la paysannerie, peu évoluée, dénuée de tout esprit d'entreprise et de tout moyen de se développer, doit être protégée contre tout contact d'affaires avec les Juifs », le Comité insistait sur le fait que « les propriétaires terriens n'ont nul besoin de la tutelle du gouvernement ; la limitation du droit des propriétaires de gérer leurs biens comme ils l'entendent déprécie lesdits biens et oblige les propriétaires à recourir, de concert avec les Juifs, à toutes sortes d'expédients pour contourner la loi » ; la levée des interdictions concernant les Juifs permettra aux propriétaires de tirer un plus grand profit de leurs biens⁹⁰. Mais les propriétaires n'avaient plus le prestige qui eût pu donner du poids à cet argument aux yeux de l'administration.

C'est en 1903-1904 que la révision du Règlement de 1882 fut sérieusement abordée. Des rapports étaient parvenus de province (notamment de Sviatopolk Mirski, qui était gouverneur général et allait bientôt devenir le ministre libéral de l'Intérieur), disant que le

88. Cf. Sliosberg, t. 2, p. 55.

89. P. Milioukov, *Evreiskii vopros v Rossii* (La question juive en Russie), *Schit : Literaturny sbornik* (Le bouclier : recueil littéraire) sous la rédaction de L. Andréev, M. Gorki et F. Sologoub, 3^e éd., M. : Rousskoïe Obschestvo dlia izouchénia evreiskoi jizni (Association russe pour l'étude de la vie juive), 1916, p. 170.

90. *EJ*, t. 5, pp. 821-822.

Règlement n'avait pas fait ses preuves, qu'il fallait impérativement laisser les Juifs quitter les villes et les bourgades où leur concentration était trop forte, et que, grâce à l'instauration du monopole d'État sur les boissons, la menace d'exploitation de la population rurale par les Juifs était écartée. Ces propositions furent approuvées par Sipiaguine, le ministre (qui sera abattu peu après par un terroriste), et, en 1908, entérinées par Plehve (bientôt assassiné à son tour). Fut dressée et publiée une liste de cent une bourgades, auxquelles viendraient bientôt s'en ajouter cinquante-sept autres, où les Juifs acquéraient le droit et de s'établir et d'acheter des biens immobiliers, ainsi que de les affermer. (Dans l'*Encyclopédie juive* d'avant la révolution, nous lisons les noms de ces localités dont certaines, déjà assez importantes, allaient connaître une extension rapide : louzovka, Lozovaïa, Iénakievo, Krivoï Rog, Sinelnikovo, Slavgorod, Kakhovka, Jmerinka, Chepetovka, Zdolbounovo, Novye Senjary, entre autres.) Hors de cette liste et des colonies agricoles juives, les Juifs n'obtenaient pas le droit d'acquérir des terres. Cependant, le Règlement fut bientôt abrogé pour certaines catégories : les diplômés d'études supérieures, les aides-pharmaciens, les artisans et les anciens militaires à la retraite. Ces personnes obtenaient le droit de résider dans les campagnes, de s'y livrer au commerce et à divers autres métiers⁹¹.

Si le commerce des spiritueux ainsi que les différents types d'affermage – y compris celui des terres – étaient les principales sources de revenus des Juifs, il y en avait d'autres, notamment la propriété des terres. Chez les Juifs, « l'aspiration à posséder la terre s'exprimait par l'acquisition de grandes surfaces susceptibles d'abriter plusieurs types d'activités plutôt que par celle de parcelles réduites, appelées à être mises en valeur par le propriétaire lui-même⁹² ». Quand la terre, qui fait vivre le paysan, atteignait un prix supérieur à celui d'un bien purement agricole, il n'était pas rare que ce fût un entrepreneur juif qui l'acquît.

Nous l'avons vu, l'affermage et l'achat directs de la terre par les Juifs n'étaient pas interdits jusqu'en 1881, et les acquéreurs ne furent pas privés de leurs droits du fait des nouvelles interdictions. C'est ainsi, par exemple, que le père de Trotski, David Bronstein,

91. *Ibidem*, t. 5, pp. 821-822.

92. *Ibidem*, t. 1, p. 422.

possédait dans la province de Kherson, non loin d'Elizabethgrad, et garda en sa possession jusqu'à la révolution une importante exploitation (une « économie », comme on disait dans le Sud). Il posséda aussi, plus tard, la mine « Nadejda », dans la banlieue de Krivoï Rog⁹³. Fort de ce qu'il avait observé dans l'exploitation de son père – et, à l'entendre, « dans toutes les exploitations, c'est pareil » –, Trotski raconte que les ouvriers saisonniers, venus à pied des provinces du Centre pour se faire embaucher, étaient fort mal nourris : jamais ni viande ni lard, de l'huile mais très chichement, des légumes et du gruau, c'est tout, et ce, pendant les durs travaux d'été, quand on peine de l'aube au crépuscule, et même, « un été, on vit se déclarer parmi les ouvriers une épidémie d'héméralopie*⁹⁴ ». J'objecterai pour ma part que dans une « économie » du même type, au Kouban, chez mon grand-père Scherbak (lui-même issu d'une famille d'ouvriers agricoles), on servait aux journaliers, pendant la moisson, de la viande trois fois par jour.

Mais un nouvel interdit tomba en 1903 : « Une disposition du Conseil des ministres priva tous les Juifs du droit d'acquérir des biens immobiliers à travers tout l'empire, hors des zones urbaines, c'est-à-dire dans les zones rurales⁹⁵. » Cela limitait dans une certaine mesure l'activité industrielle des Juifs, mais, comme le souligne l'*Encyclopédie juive*, nullement leur activité agricole ; de toute façon, « pour user du droit d'acquérir des terres, les Juifs auraient sans nul doute délégué moins des cultivateurs que des propriétaires et des affermataires. Il paraît douteux qu'une population aussi citadine que la population juive ait pu fournir un nombre important de cultivateurs⁹⁶ ».

Dans les premières années du xx^e siècle, le tableau était le suivant : sur « environ 2 millions d'hectares qui sont actuellement possédés ou affermés par des Juifs dans l'empire et le royaume de

93. *Fabritchno-zavodskie predpriatia Rossiskoï Imperii* (Les fabriques et les usines de l'Empire russe), 2^e éd., Conseil des Congrès des représentants de l'industrie et du commerce, 1914, n° 890.

94. *L. Trotski, Moia jizn : Opyt avtobiografii* (Ma vie : essai d'autobiographie), t. 1, Berlin, Granit, 1930, pp. 42-43.

95. EJ, t. 7, p. 734.

96. EJ, t. 1, p. 423.

* Héméralopie (en russe : *kourinaïa slepota* = cécité des poules) : affaiblissement ou perte de la vision en lumière peu intense, au crépuscule notamment.

Pologne..., seulement 113 000... abritent des colonies agricoles juives⁹⁷ ».

Bien que le Règlement provisoire de 1882 eût interdit aux Juifs tout contrat d'achat ou d'affermage hors des villes et des bourgs, des moyens détournés furent là aussi trouvés, notamment pour l'acquisition de terrains destinés à l'industrie sucrière.

Aussi les Juifs propriétaires de surfaces souvent fort étendues furent-ils opposés à la réforme agraire de Stolypine qui accordait la terre à titre personnel aux paysans. (Ils ne furent pas les seuls : on s'étonne de la hargne avec laquelle cette réforme fut accueillie par la *presse* de ces années-là, et non pas seulement par celle d'extrême droite, mais par la *presse* parfaitement libérale, sans parler bien entendu de la *presse* révolutionnaire.) L'*Encyclopédie juive* argumente : « Les réformes agraires qui prévoyaient de céder la terre exclusivement à ceux qui la cultivent de leurs bras auraient lésé les intérêts d'une partie de la population juive, celle qui travaille dans les grosses exploitations des propriétaires juifs⁹⁸. » Il a fallu attendre que la révolution soit passée pour qu'un auteur juif jette un regard en arrière et, déjà tout bouillant d'indignation prolétarienne, écrive : « Les propriétaires terriens juifs possédaient sous le régime tsariste *plus de 2 millions d'hectares de terres* (principalement autour des usines sucrières en Ukraine, ainsi que de grands domaines en Crimée et en Biélorussie) », et, de surcroît, « ils possédaient plus de 2 millions d'hectares de la meilleure terre, la *terre noire* ». Ainsi, le baron Guinzbourg possédait dans le district de Djankoï 87 000 hectares ; l'industriel Brodski possédait des dizaines de milliers d'hectares pour ses sucreries, et d'autres possédaient des domaines semblables, de sorte qu'au total les capitalistes juifs réunissaient 872 000 hectares de terres arables⁹⁹.

Après la propriété des terres venait le *commerce du blé* et des *produits céréaliers*. (Rappelons-nous : l'exportation du grain « était principalement effectuée par des Juifs¹⁰⁰ ». « Sur la totalité de la population juive d'URSS, pas moins de 18 %, avant la révolution [soit plus d'un million de personnes !], étaient occupées au

97. *Ibidem*.

98. *Ibidem*.

99. *Larive*, pp. 27, 68-69, 170.

100. PEJ, t. 7, p. 337.

commerce du blé, patrons et membres de leurs familles confondus. Cette circonstance engendrait une réelle animosité des paysans envers la population juive » (car les gros acheteurs faisaient tout pour que baissât le prix du blé afin de le revendre avec plus de profit¹⁰¹). Dans les provinces de l'Ouest et en Ukraine, les Juifs achetaient en gros d'autres denrées agricoles. (Au demeurant, comment ne pas signaler que dans des localités comme Klinty, Zlynka, Starodoub, Iélenovka, Novozybkov, les vieux-croyants, travailleurs et industriels, jamais ne laissèrent filer le commerce en d'autres mains ?) Biekerman estime que l'interdiction faite aux négociants juifs d'exercer leur activité sur *tout* le territoire de la Russie a favorisé l'apathie, l'immobilisme, la domination par les koulaks. Or « si le commerce russe du blé est devenu partie intégrante du commerce mondial, cela, la Russie le doit aux Juifs ». Comme nous l'avons lu précédemment, « dès 1878, 60 % des exportations de blé par le port d'Odessa relevaient des Juifs. Ils furent les premiers à développer le commerce du blé à Nikolaïev », Kherson, Rostov-sur-le-Don, ainsi que dans les provinces d'Orel, Kursk, Tchernigov. Ils étaient « bien représentés dans le commerce du blé à Saint-Pétersbourg ». Et dans la région du Nord-Ouest, il y avait, « sur 1 000 négociants en produits céréaliers, 930 Juifs¹⁰² ».

Cependant, la plupart de nos sources ne font pas la lumière sur la façon dont ces marchands juifs se comportaient avec leurs partenaires commerciaux. En fait, ils étaient souvent très durs et pratiquaient des procédés qu'aujourd'hui nous considérerions comme illicites ; ils pouvaient par exemple s'entendre entre eux et refuser d'acheter la récolte dans le but de faire chuter les prix. On comprend que, dans les années 90, des coopératives de cultivateurs (sous la houlette du comte Heiden et de Bekhtéev) se soient créées dans les provinces du Sud, pour la première fois en Russie et avec un temps d'avance sur l'Europe. Elles avaient pour mission de contrecarrer ces achats massifs, proprement monopolistiques, du blé paysan.

Rappelons une autre forme de commerce aux mains des Juifs :

101. *Larine*, p. 70.

102. *I.M. Djour*, *Evrei v ekonomitcheskôjizni Rossii* (Les Juifs dans la vie économique de la Russie), LMJR-1*, p. 172.

l'« exportation du bois venait en second après le blé¹⁰³ ». De 1813 à 1913, ces exportations furent multipliées par 140 ! Et le communiste Larine de fulminer : « Les propriétaires juifs possédaient... de grandes surfaces forestières et ils en affermaient une partie, même dans les provinces où, normalement, les Juifs n'avaient pas le droit de résider¹⁰⁴. » L'*Encyclopédie juive* le confirme : « Les Juifs acquéraient la terre, notamment dans les provinces du Centre, principalement pour exploiter les richesses forestières¹⁰⁵. » Toutefois, comme en certains lieux ils n'avaient pas le droit d'installer des scieries, le bois partait pour l'étranger à l'état brut, moyennant une perte sèche pour le pays. (Il existait d'autres interdictions : l'accès pour l'exportation du bois aux ports de Riga, Revel, Pétersbourg ; l'installation d'entrepôts le long des voies ferrées)¹⁰⁶.

Tel est le tableau. Tout y est. Et l'infatigable dynamisme du commerce juif, qui meut des États entiers. Et les interdits d'une bureaucratie timorée, sclérosée, qui ne fait qu'empêcher d'avancer. Et l'irritation toujours croissante que ces interdits suscitent chez les Juifs. Et le bradage de la forêt russe, exportée à l'étranger à l'état brut, en qualité de matière première. Et le petit paysan, le petit exploitant, qui, pris dans un impitoyable étau, n'a ni les relations ni les compétences pour inventer d'autres formes de commerce. Et n'oublions pas le ministère des Finances qui déverse ses subsides sur l'industrie et les chemins de fer et délaisse l'agriculture, alors que le faix des impôts, c'est la classe des cultivateurs, et non celle des marchands, qui le porte. On se demande : dans les conditions de la nouvelle dynamique économique qui venait renflouer le Trésor et que l'on devait en grande partie aux Juifs, se trouva-t-il quelqu'un pour se préoccuper du préjudice porté au petit peuple, du choc subi par lui, de la cassure survenue dans son mode de vie, dans son être même ?

Un demi-siècle durant, la Russie a été accusée – de l'intérieur comme de l'extérieur – d'avoir asservi les Juifs économiquement et de les avoir acculés à la misère. Il aura fallu que les années passent, que cette abominable Russie disparaisse de la surface de

103. *Ibidem**, p. 173.

104. Larine, p. 69.

105. EJ, t. 1, p. 423.

106. *Dijour*, PEJ-1, p. 173.

la terre, il faudra traverser la tourmente révolutionnaire pour qu'un auteur juif des années 30 jette un regard sur le passé, par-dessus le mur ensanglanté de la révolution, et reconnaisse : « Le gouvernement tsariste n'a pas mené une politique d'éviction totale des Juifs de la vie économique. Hormis les limitations bien connues... dans les campagnes..., au fond, le gouvernement tsariste tolérait dans l'ensemble l'activité économique des Juifs. » Les tensions de la lutte nationale, « les Juifs ne les ressentaient pas dans leur activité économique. La nation dominante ne tenait pas à se mettre du côté de tel ou tel groupe ethnique, elle ne cherchait qu'à jouer un rôle d'arbitre ou de médiatrice¹⁰⁷. »

Au demeurant, il arriva que le gouvernement s'immisçât dans l'économie pour des motifs nationaux. Il prenait alors des mesures qui, le plus souvent, étaient vouées à l'échec. Ainsi, « en 1890, on diffusa une circulaire au titre de laquelle les Juifs perdaient le droit d'être administrateurs des sociétés par actions qui se proposaient d'acheter ou d'affermier des terres¹⁰⁸ ». Mais c'était l'enfance de l'art de contourner cette loi : en restant anonymes. Ce genre d'interdit n'entrava nullement l'activité des entrepreneurs juifs.

« Le rôle des Juifs était particulièrement important dans le commerce extérieur où leur hégémonie était assurée et par leur situation géographique (près des frontières), et par leurs contacts avec l'étranger, et par leurs compétences d'intermédiaires commerciaux¹⁰⁹. »

En ce qui concerne l'industrie sucrière, plus d'un tiers des usines étaient juives à la fin du siècle¹¹⁰. Nous avons vu dans les chapitres précédents comment cette industrie s'était développée sous l'impulsion d'Israël Brodski et de ses fils Lazare et Léon (« au début du xx^e siècle, ils contrôlaient directement ou indirectement dix-sept sucraeries¹¹¹ »). Moïse Galpérine, « au début du xx^e siècle, possédait huit usines et trois raffineries... Lui appartenaient également 50 000 hectares de terres plantées de betteraves sucrières¹¹² ».

107. A. Menes, *Evreiski vopros v Vostochnoï Evrope* (La question juive en Europe de l'Est), MJ-1, p. 146.

108. PEJ, t. 7, p. 368.

109. EJ, t. 13, p. 646.

110. *Ibidem*, p. 662.

111. EJR, t. 1, p. 171.

112. *Ibidem*, p. 264.

« Des centaines de milliers de familles juives vivent de l'industrie sucrière, servant d'intermédiaires, de vendeurs, etc. » Quand la concurrence apparut, que le prix du sucre commença à baisser, on vit s'organiser à Kiev un syndicat de producteurs de sucre réclamant que fussent contrôlées la production et la vente, en sorte que les prix ne chutent pas¹¹³. Les frères Brodski furent les fondateurs du syndicat des raffineurs en 1903¹¹⁴.

Outre le commerce du grain, celui du bois et l'industrie sucrière où ils occupaient une position prépondérante, il faut citer d'autres domaines que les Juifs ont largement contribué à développer : la meunerie, la pelleterie, la filature, la confection, l'industrie du tabac, la brasserie¹¹⁵. En 1835 déjà, ils étaient présents dans les grandes foires de Nijni-Novgorod¹¹⁶. Ils lancèrent en Transbaïkalie un commerce du bétail qui prit son essor dans les années 90, et il en alla de même en Sibérie pour la production du charbon – la houille d'Andjero-Soudji – et l'extraction de l'or, où ils jouèrent un rôle majeur. Après 1892, les Guinzbourg « s'adonnèrent presque exclusivement à l'extraction de l'or ». L'entreprise la plus prospère était la Société d'extraction de l'or de la Léna que « contrôlait en fait (depuis 1896 et jusqu'à sa mort en 1909) le baron Horace Guinzbourg, fils d'Eyzel Guinzbourg, fondateur de la banque du même nom et président de sa succursale de Saint-Petersbourg. (Le fils d'Horace, David, porteur lui aussi du titre de baron, resta à la tête de la communauté juive de Saint-Petersbourg jusqu'à sa mort en 1910. Ses fils Alexandre et Alfred siégeaient au conseil d'administration de la Léna, la société d'extraction de l'or. Un autre fils, Vladimir, avait épousé la fille du propriétaire de l'usine de sucre de Kiev, L. I. Brodski.) Horace Guinzbourg était aussi « le fondateur... des sociétés d'extraction de l'or de Transbaïkalie, de la Mias, de la Bérézovka, de l'Altaï et de quelques autres¹¹⁷ ». En 1912, un énorme scandale autour des mines de la Léna éclata et fit grand bruit dans tout le pays : les conditions d'exploitation étaient abominables, les ouvriers avaient été trompés... Comme de juste, le

113. *Sliosberg*, t. 2, p. 231.

114. ERJ, t. 1, p. 171.

115. *Dijour*, LMJR-1, pp. 163-174.

116. EJ, t. 11, p. 697.

117. PEJ, t. 7, p. 369 ; ERJ, t. 1, pp. 315-316 ; EJ, t. 6, p. 527.

gouvernement tsariste fut accusé de tout et voué aux gémonies. Personne, dans la presse libérale déchaînée, ne mentionna les actionnaires principaux, notamment les fils Guinzbourg.

Au début du XX^e siècle, les Juifs représentaient 35 % de la classe marchande en Russie¹¹⁸. Choulguine nous livre ce qu'il a observé dans la région du Sud-Ouest : « Où sont-ils donc passés, les commerçants russes, où est le tiers état russe ?... Dans le temps, nous avions une bourgeoisie russe forte... Où sont-ils donc passés ? » « Ils ont été évincés par les Juifs, rabaissés dans l'échelle sociale, réduits à l'état de moujiks¹¹⁹. » Les Russes de la région du Sud-Ouest ont eux-mêmes choisi leur sort : c'est clair. Et, au début du siècle, l'homme politique éminent que fut V. I. Gourko* constatait : « La place du marchand russe est de plus en plus fréquemment prise par un Juif¹²⁰. »

Les Juifs acquirent également influence et autorité dans le secteur en pleine expansion du système coopératif. Plus de la moitié des sociétés de crédit mutuel, des sociétés d'épargne et de prêt se trouvaient dans la Zone de résidence (86 % de leurs membres, en 1911, étaient juifs)¹²¹.

Nous avons déjà parlé de la construction et de l'exploitation des chemins de fer russes par les frères Poliakov, Bliokh et Varchavski. À l'exception des toutes premières lignes (la ligne Tsarskoselskaïa et la ligne Nikolaevskaïa), presque toutes les voies ferrées qui furent construites ultérieurement le furent par des sociétés concessionnaires au sein desquelles les Juifs occupaient les postes de commande ; « mais, à dater des années 1890, c'est l'État qui fut le premier constructeur ». En revanche, c'est sous la direction de David Margoline que fut créée en 1883 la grosse société de navigation « sur le Dniepr et ses affluents » dont les principaux actionnaires étaient des Juifs. En 1911, la société

118. M. Vernatski, *Evrei i rousskoïe narodnoïe khoziaïstvo* (Les Juifs et l'économie russe), p. 30.

119. Choulguine, pp. 128-129.

120. V. Gourko, *Oustoi narodnogo khoziaïstva v Rossii : Agrarno-ekonomitcheskîe etioudy* (Les fondements de l'économie nationale en Russie : études agraires et économiques), Saintpetersbourg, 1902, p. 199.

121. *Dijour*, LMJR-1, p. 176.

* Vladimir Iossifovitch Gourko (1863-1917) : vice-ministre de l'Intérieur en 1906, membre élu du Conseil d'Empire depuis 1912. Émigre après la guerre civile.

possédait une flottille de 78 navires et réalisait 71 % du trafic sur le Dniepr¹²² ». D'autres sociétés opéraient sur la Dvina occidentale, le Niémen, rejoignaient le canal Mariïnski et la Volga.

Il y avait également une dizaine de sociétés pétrolières appartenant à des Juifs de Bakou. « Les plus grosses étaient la société Mazout appartenant aux frères S. et M. Poliakov et à Rothschild, et la société par actions de la Caspienne-mer Noire derrière laquelle on retrouvait aussi le nom de Rothschild. » Ces entreprises n'étaient pas autorisées à extraire le pétrole ; elles se spécialisaient dans le raffinage et l'exportation¹²³.

Mais c'est dans la finance que l'activité économique des Juifs fut la plus brillante. « Le crédit est un domaine où les Juifs se sentent depuis longtemps comme chez eux. Ils en ont créé de nouvelles formes et ont perfectionné les anciennes. Ils ont joué un rôle de premier plan en la personne de quelques gros capitalistes et dans l'organisation de banques commerciales de placement. Les Juifs font sortir de leurs rangs non seulement l'aristocratie bancaire, mais aussi la masse des employés¹²⁴. » La banque d'Evzel Guinzbourg, créée dès 1859 à Saint-Petersbourg, a grandi et forci grâce à ses liens avec les Mendelssohn à Berlin, les Warburg à Hambourg, les Rothschild à Paris et) Vienne. Mais quand éclata la crise financière de 1892, et « en raison du refus du gouvernement de soutenir sa banque par des prêts », comme cela s'était fait à deux reprises auparavant, E. Guinzbourg se retira des affaires¹²⁵. Dès les années 70, il existait tout un réseau de banques fondées par les trois frères Poliakov, Jacob, Samuel et Lazare. Il s'agit de : la Banque commerciale Azov-Don (elle sera dirigée ultérieurement par B. Kaminka), le Crédit foncier de Moscou, la Banque foncière du Don, la Banque Poliakov, la Banque internationale et « quelques autres maisons qui formeront plus tard la Banque unifiée ». – La Banque de Sibérie avait A. Soloveitchik à sa tête, la Banque commerciale de Varsovie était dirigée par I. Bliokh. Dans plusieurs autres gros établissements, les Juifs occupaient des postes importants (Zak, Outine, Khesine, A. Dobryï, Vavelberg, Landau,

122. PEJ, t. 7, p. 369.

123. *Dijour*, LMJR-1, pp. 178-179 ; EJ, t. 13, p. 660 ; PEJ, t. 7, p. 369.

124. EJ, t. 13, pp. 651-652.

125. EJ, t. 6, p. 527.

Epstein, Krongold). « Dans deux grosses banques seulement, la Banque commerciale de Moscou et celle de la Volga-Kama, il n'y avait de Juifs ni à la direction ni parmi le personnel¹²⁶. » Les frères Poliakov avaient tous trois le grade de conseiller secret et, comme nous l'avons dit, à tous trois fut accordée la noblesse héréditaire¹²⁷.

*

C'est ainsi qu'à l'aube du xx^e siècle, la Zone de résidence s'était déjà entièrement vidée de sa substance. Elle n'avait pas empêché les Juifs d'occuper des positions solides dans les secteurs vitaux de la vie du pays, depuis l'économie et les finances jusqu'à la sphère intellectuelle. La « zone » n'avait plus aucune utilité pratique ; sa finalité économique et politique était périmée. Elle n'avait fait qu'emplir les Juifs d'amertume et de rancœur antigouvernementales ; elle avait jeté de l'huile sur le feu du mécontentement social et avait frappé le gouvernement russe du sceau de l'infamie aux yeux de l'Occident.

Mais soyons clairs : cet Empire russe, avec les lenteurs et la sclérose de sa bureaucratie, la mentalité de ses chefs, où et en quoi n'avait-il pas pris du retard, et ce, tout au long du xix^e siècle et au cours des décennies qui précédèrent la révolution ? Il s'était montré incapable de régler une bonne douzaine de problèmes majeurs touchant à la vie du pays. Il n'avait su ni organiser l'autogestion civile locale, ni installer des zemstvos dans les districts ruraux, ni procéder à la réforme agraire, ni remédier à l'état d'humiliation pernicieux de l'Église, ni communiquer avec la société civile et faire comprendre son action. Il n'avait su gérer ni le boom de l'instruction de masse ni le développement de la culture ukrainienne. À cette liste ajoutons un autre point où le retard se révéla catastrophique : la révision des conditions réelles de la Zone de résidence, la prise de conscience de leur influence sur tout positionnement dans l'État. Les autorités russes ont eu cent ans et plus pour résoudre les problèmes de la population juive, et elles n'ont pas su le faire – ni dans le sens d'une assimilation ouverte,

126. *Dijour*, LMJR-1, pp. 174-175 ; PEJ, t. 6, pp. 670-671.

127. EJ, t. 12, p. 734 ; PEJ, t. 6, pp. 670-671.

ni en autorisant les Juifs à rester dans un isolement volontaire, celui qui était déjà le leur un siècle auparavant.

Et, pendant ce temps, justement au cours de ces décennies, à partir des années 70 et jusqu'au début du ^{xx}e siècle, le judaïsme russe connut un développement rapide, un incontestable épanouissement de son élite qui se sentait déjà à l'étroit non seulement dans les limites de la Zone de résidence, mais dans celles de l'empire.

Quand on analyse les aspects concrets de l'inégalité en droits des Juifs en Russie, de la Zone de résidence et du *numerus clausus*, il ne faut pas perdre de vue ce panorama général. Car si le judaïsme américain croissait en importance, les Juifs de Russie, au début du ^{xx}e siècle, constituaient encore près de la moitié de la population juive de la planète¹²⁸. Cela est à retenir comme un fait capital dans l'histoire du judaïsme. Et c'est encore M. Biekerman qui, regardant derrière lui par-dessus le fossé de la révolution, écrit en 1924 : « La Russie tsariste abritait plus de la moitié du peuple juif... Il est naturel, par conséquent, que l'histoire juive des générations qui sont les plus proches de nous soit principalement l'histoire des Juifs de Russie. » Et bien qu'au ^{xix}e siècle « les Juifs d'Occident eussent été plus riches, plus influents et plus cultivés que nous, il n'empêche que la vitalité du judaïsme se trouvait en Russie. Et cette vitalité grandissait et s'affirmait en même temps que s'épanouissait l'Empire russe... C'est seulement lorsque furent réunies à la Russie des provinces peuplées de Juifs... que cette renaissance commença. La population juive s'accrut rapidement en nombre, au point qu'elle put laisser partir une très nombreuse colonie outre-océan ; elle avait amassé et détenait entre ses mains d'importants capitaux ; une classe moyenne avait grandi et acquis de l'autorité ; le niveau de vie des couches inférieures avait lui aussi crû sans cesse. Par toute une gamme d'efforts, les Juifs de Russie avaient su surmonter l'abjection physique et morale qu'ils avaient amenée de Pologne ; la culture et l'instruction européennes gagnaient les milieux juifs... et nous sommes allés si loin dans cette voie, nous avons amassé une telle richesse spirituelle que nous avons pu nous offrir le luxe d'avoir une littérature en trois langues... ». Toute cette culture, toute cette richesse, c'est en Russie que les Juifs d'Europe de l'Est les ont reçues. Le judaïsme russe, « par ses effectifs et par la verdure

128. PEJ, t. 2, pp. 313-314.

des énergies qu'il recelait, s'est révélé comme l'épinc dorsale de tout le peuple juif¹²⁹ ».

Un auteur plus récent, notre contemporain, confirme en 1989 la justesse de ce tableau brossé par son aîné, témoin de l'époque. Il écrit : « La vie publique des Juifs de Russie avait atteint, à la charnière des deux siècles, un degré de maturité et une amplitude que beaucoup de petits peuples, en Europe, auraient pu envier¹³⁰. »

S'il est un reproche qu'on ne saurait faire à la « prison des peuples », c'est d'avoir dénationalisé les peuples, que ce soit le juif ou d'autres.

Certains auteurs juifs, il est vrai, déplorent que, dans les années 80 « les Juifs cultivés de la capitale ne se fussent quasiment pas impliqués dans la défense des intérêts juifs », que seuls eussent pris part à ce combat le baron Guinzbourg et quelques autres Juifs fortunés dotés de relations¹³¹. « Les Juifs de Pétersbourg (ils étaient 30 000 à 40 000 en 1900) vivaient sans liens les uns avec les autres, et l'intelligentsia juive, dans sa majorité, restait à l'écart, indifférente aux besoins et aux intérêts de la communauté dans son ensemble¹³². » Pourtant, c'était aussi l'époque où « l'esprit saint de la renaissance... planait sur la Zone de résidence et réveillait chez les jeunes générations les forces qui étaient restées en sommeil depuis de longs siècles au sein du peuple juif... C'était une véritable révolution spirituelle ». Chez les jeunes filles juives, « la soif d'instruction revêtait un caractère littéralement religieux ». Et déjà, même à Saint-Petersbourg, « un grand nombre d'étudiants et d'étudiantes juives fréquentaient les établissements supérieurs ». Au début du xx^e siècle, « une grande partie de l'intelligentsia juive... sentit... qu'elle avait le devoir de s'en revenir vers son peuple¹³³ ».

À la faveur de ce réveil spirituel survenu à la fin du XIX^e siècle,

129. I. M. Biekerman, *Rossija i rousskoie evreistvo* (La Russie et le judaïsme russe), EJR, pp. 84-85, 87.

130. E. Finkelstein, *Evrei v SSSR. Pout v XXI vek* (Les Juifs en URSS. L'entrée dans le xxi^e siècle), *Strana i mir : Obschetv. Polititcheski, ekonomitcheski i koulturno-filosfski journal* (Le pays et le monde. Revue socio-politique, économique, culturelle et philosophique), Munich, 1989, n° 1 (49), p. 70.

131. *Sliosberg*, t. 1, p. 145.

132. M. A. Krol, *Stranitsy moej jizni* (Pages de ma vie), t. 1, New York, Union des Juifs russes à New York, 1944, p. 267.

133. Krol., *op. cit.*, pp. 260-261, 267, 299.

des tendances fort diverses et parfois contradictoires se firent jour au sein du judaïsme russe. Certaines d'entre elles seront appelées à déterminer pour une large part les destinées de notre terre pendant tout le ^{xx}^e siècle.

À l'époque, les Juifs de Russie envisageaient au moins six orientations possibles, mais incompatibles entre elles. À savoir :

– la sauvegarde de leur identité religieuse par l'isolement, comme cela s'était pratiqué pendant des siècles (mais cette voie se faisait de plus en plus impopulaire) ;

– l'assimilation ;

– la lutte pour l'autonomie nationale et culturelle, la présence active du judaïsme en Russie en qualité d'élément distinct ;

– l'émigration ;

– l'adhésion au sionisme ;

– l'adhésion à la révolution.

De fait, les tenants de ces différentes tendances se rejoignaient souvent dans l'œuvre d'acculturation des masses juives en trois langues – l'hébreu, le yiddish et le russe – et dans des œuvres d'aide sociale – dans l'esprit de la théorie des « petits gestes » en vogue en Russie dans les années 80.

L'entraide s'incarna dans des associations juives dont certaines, après la révolution, purent poursuivre leur action dans l'émigration. Ainsi en fut-il de la Société pour la diffusion de l'instruction parmi les Juifs de Russie, qui avait été fondée dès 1863. Au milieu des années 90, cette société ouvrait déjà ses propres écoles avec, outre un enseignement en russe, des cours en hébreu. Elle convoquait des conférences panrusses ayant pour thème l'instruction populaire juive¹³⁴.

En 1891 commença ses travaux une Commission d'histoire et d'ethnographie juives qui deviendra en 1908 la Société d'histoire et d'ethnographie juives. Elle coordonnait l'étude de l'histoire juive à travers la Russie et la collecte des archives¹³⁵.

En 1880, le « roi des chemins de fer », Samuel Poliakov, fonda la Société du travail artisanal et agricole parmi les Juifs (STA). Celle-ci collecta pas mal de fonds et « appliqua le gros de ses efforts, au début de son action, au transfert des artisans juifs hors

134. EJ, t. 1, pp. 60-61.

135. *Ibidem*, t. 8, p. 466.

de la Zone de résidence vers les provinces du Centre¹³⁶ ». Nous avons vu qu'après l'autorisation initiale donnée (en 1865) à ce transfert les artisans ne se déplacèrent qu'en faible nombre. Qu'en fut-il après les pogroms de 1881-1882 ? On pouvait penser : là, ils vont certainement partir, ils ont l'aide de la STA, plus un subside du gouvernement pour le déplacement ; ils ne vont pas rester à se morfondre, confinés dans cette maudite zone où on crève de misère. Mais non : après plus de dix années d'efforts de la part de la STA, seulement 170 artisans se déplacèrent ! La STA décida alors d'aider les artisans à l'intérieur de la zone par l'achat d'outils, l'aménagement d'ateliers, puis la création d'écoles professionnelles¹³⁷.

L'émigration, elle, était prise en main par la Société pour la colonisation par les Juifs (SCJ), dont la création suivit le cours inverse : d'abord à l'étranger, puis en Russie. Elle fut fondée en 1891 à Londres par le baron Moritz von Hirsch, qui fit à cette fin un don de 2 millions de livres sterling. Son idée était la suivante : substituer à l'émigration chaotique des Juifs d'Europe de l'Est une colonisation bien ordonnée, orientée vers les pays demandeurs de cultivateurs, et donc faire revenir au moins une partie des Juifs à la culture de la terre, les libérer de cette « anomalie... qui suscite l'animosité des peuples européens¹³⁸ ». « Rechercher pour les Juifs qui quittent la Russie "une nouvelle patrie et tenter de les détourner de leur activité habituelle, le commerce, faire d'eux des cultivateurs et contribuer par là à l'œuvre de renaissance du peuple juif¹³⁹". » Cette nouvelle patrie, ce sera l'Argentine. (Un autre objectif consistait à détourner la vague d'immigration juive loin des rivages des États-Unis où, en raison de l'afflux des immigrants, de la baisse des salaires induite par leur concurrence, se dressait le spectre de l'anti-sémitisme.) Comme on se proposait de peupler celle-ci de Juifs de Russie, un bureau de la Société pour la colonisation s'ouvrit à Saint-Petersbourg en 1892. Elle « mit sur pied 450 bureaux d'information et 20 comités de quartier. On y recevait les candidats à l'émigration pour les aider à obtenir rapidement leurs papiers de sortie du territoire, on négociait avec les messageries maritimes, on procurait aux voyageurs des billets à prix réduit, on faisait paraître des brochures »

136. *Ibidem*, t. 11, p. 924.

137. *Ibidem*, pp. 924-925.

138. *Sliosberg*, t. 2, pp. 32, 96-102.

139. *EJ*, t. 7, p. 504.

sur les pays susceptibles d'accueillir de nouveaux colons¹⁴⁰. (Sliosberg dénonce en passant le fait qu'« aucune personne non détentrice d'un double titre de banquier et de millionnaire n'eût accès à leur direction¹⁴¹ ».)

Depuis la fin du xix^e siècle, l'émigration des Juifs de Russie n'avait cessé de croître, et ce, pour diverses raisons dont certaines ont déjà été mentionnées ici. L'une des plus sérieuses fut la conscription obligatoire : si tant de jeunes gens (c'est Denikine qui l'a écrit) choisissaient de se mutiler, ne valait-il pas mieux émigrer ? Surtout quand on sait que la conscription n'existait tout simplement pas aux États-Unis ! (Les auteurs juifs sont muets sur ce motif et l'*Encyclopédie juive* elle-même, dans l'article « L'émigration des Juifs de Russie », n'en dit pas un traître mot¹⁴². Il est vrai que ce motif n'explique pas à lui seul l'essor de l'émigration dans les années 90.) Une autre raison, de poids elle aussi : le Règlement provisoire de 1882. Troisième choc important : l'expulsion des artisans juifs hors de Moscou en 1891. Et cet autre encore, très violent : l'instauration du monopole d'État sur les spiritueux en Russie en 1896, qui priva de leurs revenus tous les tenanciers de débits de boissons et réduisit les recettes des distillateurs. (Sliosberg : étaient volontaires pour l'émigration ceux qui avaient été expulsés des villages ou des provinces de l'intérieur.) G. Aronson note que dans les années 80 15 000 Juifs en moyenne émigraient chaque année, et ils furent jusqu'à 30 000 dans les années 90¹⁴³.

L'attitude des autorités russes face à cette émigration croissante – véritable aubaine pour l'État – fut bienveillante. Le gouvernement russe accepta volontiers et l'implantation à Pétersbourg de la SCJ, et les mesures qu'elle prit pour favoriser l'émigration ; il ne s'immisça dans aucune de ses actions, autorisant la classe d'âge des appelés sous les drapeaux à émigrer avec leur famille ; il délivrait des visas de sortie gratuits et octroyait des tarifs spéciaux sur

140. PEJ, t. 2, p. 365.

141. Sliosberg, t. 2, pp. 29, 98-100.

142. EJ, t. 16, pp. 264-268.

143. G. I. Aronson, V borbe za natsionalnyé i granjdanskié prava : Obschestvennyé tetchénia v rousskom evreistve (Dans le combat pour les droits civiques et nationaux. Les courants sociaux chez les Juifs de Russie), LMIR-1, p. 212.

les trains – à une condition, cependant : qu’une fois partis les émigrants ne reviennent plus jamais en Russie¹⁴⁴.

Pour traverser l’océan, il fallait à l’époque passer par l’Angleterre, si bien que dans les villes portuaires anglaises s’amassait provisoirement une foule d’émigrants juifs – dont certains restaient et se fixaient en Grande-Bretagne tandis que d’autres y revenaient après une tentative d’installation aux États-Unis. Dès 1890, l’opinion publique anglaise s’insurgea contre la politique du gouvernement russe : « La question juive occupe en permanence les colonnes des journaux britanniques... En Amérique également, la question de la situation des Juifs en Russie reste jour après jour d’actualité¹⁴⁵. » Ayant évalué les proportions que risquait de prendre ce flux migratoire, la Grande-Bretagne ferma bientôt brutalement ses portes¹⁴⁶.

L’émigration en Argentine s’était elle aussi arrêtée dès 1894. L’*Encyclopédie juive* qualifie ce fait de « crise qui couve... dans la question argentine¹⁴⁷ ». Sliosberg parle quant à lui du « désenchantement des immigrants en Argentine » (les mécontents s’insurgeaient et envoyaient des pétitions collectives à l’administration du baron Hirsch). Les débats à la douma faisaient ressortir une situation semblable à l’expérience qui avait été faite en Nouvelle Russie : « L’immigration en Argentine fournit des exemples qui confirment que, dans de nombreux cas les gens ont reçu un terrain à des conditions très avantageuses, mais l’ont abandonné pour s’adonner à d’autres métiers plus conformes à leurs capacités¹⁴⁸. »

Après cela, « bien que sa vocation restât dans le principe de pousser les Juifs à se faire “colons” cultivateurs, la Société pour la colonisation renonça à cet objectif. Elle se donna pour tâche de venir en aide « à l’émigration excessivement désordonnée des Juifs hors de Russie », elle « s’occupa de fournir des informations aux émigrants, de défendre leurs intérêts, de faire le lien avec les pays d’accueil », et elle dut pour cela modifier ses statuts, ceux que lui avait légués feu le baron Hirsch. Des sommes importantes furent

144. EJ, t. 7, p. 507 ; Sliosberg, t. 2, pp. 34-41 ; PEJ, t. 7, p. 366.

145. Sliosberg, t. 2, pp. 27-30.

146. E.J., t. 2, pp. 534-535.

147. *Ibidem*, t. 7, p. 504.

148. Gosoudarstvennaia Douma – Vtoroi sozyv (Douma d’État, 2^e législature), sténogramme, session 2, Saint-Petersbourg, 1907, réimpression 24, 9 avril 1907, p. 1814.

allouées « pour relever le niveau de vie des Juifs sur leurs lieux de résidence » ; à dater de l'année 1898, « on mena une action parmi la population à l'intérieur même de la Russie », et dans les colonies agricoles juives déjà existantes on assura « l'introduction d'outils et de méthodes de culture plus modernes », « l'octroi d'un crédit avantageux pour la bonification des sols ». Cependant, là encore, « en dépit des sommes assez importantes injectées dans ce secteur, l'activité agricole resta relativement stagnante¹⁴⁹ ». Inversement, le flux migratoire hors de Russie ne cessa de s'amplifier, « en liaison directe avec la crise de l'artisanat et l'éviction progressive du petit commerce et de la factorerie » ; ce flux « atteignit son apogée... en 1906 », sans toutefois être « en mesure d'absorber le surplus annuel de la population » juive. Il est à noter que « la grande masse des émigrants avait pour destination les États-Unis » – par exemple, en 1910, ils étaient 73 %¹⁵⁰. « De 1881 à 1914, 78,6 % des émigrants partis de Russie ont débarqué aux États-Unis¹⁵¹. » Dès cette époque, on voit ainsi se profiler ce qui sera le mouvement général de notre siècle. (Notons qu'à l'entrée du territoire américain aucun papier certifiant le métier d'artisan n'était requis, et il s'ensuivit que pendant les six premières années du siècle 63 % des immigrants russes « s'employèrent dans l'industrie ». Ce qui signifie que ne quittaient exclusivement la Russie pour se rendre en Amérique que des artisans ? Cela fournirait une explication à la question : pourquoi les artisans ne se rendaient-ils pas dans les provinces du Centre, qui désormais leur étaient ouvertes ? Mais il faut aussi considérer que, pour nombre d'immigrants, et singulièrement ceux qui n'avaient ni ressources ni métier, aucune autre réponse n'était possible que celle consistant à se reconnaître faire partie de la « catégorie notoirement bien acceptée par les Américains¹⁵² ».)

On est frappé de voir combien peu nombreux parmi les émigrés sont les individus appartenant à la couche cultivée, celle qui était prétendument la plus persécutée en Russie. Ces personnes, justement, n'émigraient pas. De 1899 à 1907, elles ne furent qu'à

149. EJ, t. 7, pp. 505-509 ; *I. M. Troitski*, *Samodeiatelnost i samopomosch evreiev v Rossii* (L'activité autonome et l'entraide des Juifs en Russie), LMJR-1, pp. 491-495.

150. EJ, t. 16, p. 265.

151. PEJ, t. 7, p. 366.

152. EJ, t. 2, pp. 246-248.

peine 1 % à le faire¹⁵³. L'intelligentsia juive ne tendait nullement à l'émigration : c'était à ses yeux une façon de se soustraire aux problèmes et au sort de la Russie au moment où, justement, s'y ouvraient des possibilités d'action. Pas plus tard qu'en 1882, la résolution d'un Congrès des personnalités publiques juives « appela à "rejeter définitivement l'idée d'organiser une émigration, car cette idée contrevient à la dignité de l'État russe"¹⁵⁴ ». Au cours des dernières années du XIX^e siècle, « la nouvelle génération a voulu s'impliquer activement dans l'Histoire..., et sur toute la ligne, de l'extérieur comme de l'intérieur, elle est passée de la défensive à l'offensive... Les jeunes Juifs veulent désormais écrire eux-mêmes leur histoire, apposer le sceau de leur volonté sur leur destinée, et aussi, dans une juste mesure, sur le destin du pays dans lequel ils vivent¹⁵⁵ ».

L'aile religieuse du judaïsme russe dénonçait elle aussi l'émigration, considérée comme une coupure d'avec les racines vivifiantes du judaïsme est-européen.

Les efforts séculiers de la nouvelle génération portaient en premier lieu sur un vaste programme d'instruction proprement juive, de culture et de littérature en yiddish, seules capables de créer un lien avec la masse du peuple. (D'après le recensement de 1897, 3 % seulement des Juifs de Russie reconnaissaient le russe comme leur langue maternelle ; quant à l'hébreu, il semblait oublié et personne ne pensait qu'il pût renaître.) On se proposait de créer un réseau de bibliothèques spécialement conçues pour les Juifs, des journaux en yiddish (le quotidien *Der Freynd* parut dès 1903 ; on se l'arrachait dans les bourgs ; n'appartenant à aucun parti, il s'efforçait toutefois de donner une formation politique¹⁵⁶). C'est là, dans les années 90, que se dessine « la grandiose métamorphose de la masse juive amorphe en *nation*, la Renaissance juive¹⁵⁷ ».

L'un après l'autre, des auteurs écrivant en yiddish acquièrent une grande popularité : Mendele Mocher-Sefarim, Scholom-Aleichem,

153. *Ibidem*, pp. 247-248.

154. PEJ, t. 7, p. 365.

155. V. Jabotinski, *Vvedenie* (Préface à K.N. Bialik., *Pesni i poëmy* (Chansons et poèmes), Saint-Petersbourg., éd. Zaltsman, 1914, p. 36.

156. I. Mark, *Literatoura na idish v Rossii* (La littérature en yiddish en Russie), LMJR-1, pp. 537-539.

157. Aronson, *op. cit.*, LMJR-1, p. 216.

Itzhak-Leibush Peretz. Et le poète Bialik, pour suivre le mouvement, traduit ses propres poèmes en yiddish. En 1908, ce courant atteignit son apogée à la Conférence de Tchernovtsy, qui proclama le yiddish « langue nationale du peuple juif » et préconisa de traduire tous les textes imprimés en yiddish¹⁵⁸.

Parallèlement, de considérables efforts étaient faits pour la culture juive en langue russe. Ainsi les dix volumes de la *Bibliothèque juive*, de contenu historique et littéraire¹⁵⁹ ; les revues pétersbourgeoises nées dès 1881, *Rassvet* (« L'Aube »), puis *Rousski Evrei* (« Le Juif russe »). (Elles durent assez vite cesser de paraître : « ces publications ne rencontrèrent pas le soutien du public juif lui-même¹⁶⁰ »). La revue *Voskhod* (« Le Lever du jour ») ouvrait ses pages à tous les auteurs juifs, aux traductions de toutes les nouveautés, offrant une place de choix aux études sur l'histoire juive¹⁶¹. (Puissions-nous, nous autres Russes, témoigner le même intérêt envers notre propre histoire !). Pour l'heure, « le rôle dominant dans la vie publique du judaïsme russe » était tenu par le « Pétersbourg juif » : « vers le milieu des années 90, [c'est à Pétersbourg que] se formèrent presque tous les cadres supérieurs, l'aristocratie intellectuelle juive » ; tous les talents sont à Pétersbourg¹⁶². D'après un calcul approximatif, seulement 67 000 Juifs parlaient couramment le russe en 1897, mais c'était l'élite cultivée. Et déjà « toute la jeune génération » en Ukraine, dans les années 90, était élevée en russe, et ceux qui portaient faire leurs études au lycée perdaient carrément tout contact avec l'éducation juive¹⁶³.

Il n'existait pas à proprement parler de slogan du type : *Assimilation* ! il faut se fondre dans l'élément russe ! ni d'appel à renoncer à sa nationalité. L'assimilation était un phénomène banal, journalier, mais elle tissait un lien entre le judaïsme russe et l'avenir

158. Mark, PEJ-1, pp. 519-541.

159. G. I. Aronson, Roussko-evreiskāia pečhat (La presse russo-juive), LMJR-1, p. 563.

160. Sliosberg, t. 1, pp. 105, 260.

161. Aronson, La presse russo-juive, *op. cit.*, pp. 563-568.

162. S. M. Guinzbourg, O roussko-evreiskoi intelligentsii (De l'intelligentsia russo-juive), MJ-1, pp. 35-36.

163. I. Ben-Tvi, Iz istorii rabotchego sionizma v Rossii (Propos sur l'histoire du sionisme ouvrier en Russie), LMJR-1, p. 272.

de la Russie¹⁶⁴. Au reste, Sliosberg réfute le terme d'*assimilation* : « Rien n'était plus opposé à la vérité » que de dire que « les assimilés se considéraient comme... des Russes relevant de la Loi mosaïque ». Bien au contraire, « l'appétit de culture russe n'excluait pas que l'on confessât les traditions de la culture hébraïque¹⁶⁵ ». Cependant, après les désillusions des années 80, « certains intellectuels juifs, très imprégnés de l'idée d'assimilation, sentirent une cassure se produire dans leur conception de la vie publique¹⁶⁶ ». Bientôt, « il ne resta presque plus une seule organisation juive, un seul parti qui défendît l'assimilation. Toutefois..., tandis qu'elle avait rendu les armes en tant que théorie, elle restait une composante très réelle de la vie des Juifs de Russie, tout au moins chez ceux qui vivaient dans les grandes villes¹⁶⁷ ». Mais il fut décidé de « rompre le lien entre émancipation... et... assimilation » – en clair : obtenir l'une et non pas l'autre, gagner l'égalité mais sans la perte de la judéité¹⁶⁸. Dans les années 90, l'objectif premier de *Voskhod* était de lutter pour l'égalité en droits des Juifs de Russie¹⁶⁹.

Un « Bureau de défense » des Juifs de Russie s'était constitué à Pétersbourg au début du siècle, dont les membres étaient d'éminents avocats et hommes de plume. (Avant eux, le baron Hirsch avait été le seul à œuvrer comme ils le faisaient : c'est vers lui que confluaient toutes les doléances des Juifs.) Sliosberg nous parle en détail de ses fondateurs¹⁷⁰.

Au cours de ces années-là, « l'esprit judaïque se réveilla pour la lutte », on assista chez les Juifs à « une forte poussée de leur conscience de soi, publique et nationale » – mais une conscience désormais dénuée de toute forme religieuse : « Les bourgs désertés par les plus fortunés..., les villages abandonnés par les jeunes, partis rejoindre la ville..., l'urbanisation galopante » ont sapé la religion « dans de larges couches de la population juive dès les années 90 »,

164. Guinzbourg, De l'intelligentsia russo-juive, *op. cit.*, pp. 37-39.

165. Sliosberg, t. 2, pp. 301-302.

166. Hessen, t. 2, p. 232.

167. EJ, t. 3, p. 232.

168. I. Mark, Pamiati I. M. Tcherikover (À la mémoire de I. M. Tcherikov), MJ-2, New York, 1944, p. 425.

169. Aronson, La presse russo-juive, *op. cit.*, pp. 564-568.

170. Sliosberg, t. 3, pp. 110-135.

et ont fait chuter l'autorité des rabbins. Les lettrés des écoles talmudiques eux-mêmes se laissaient séduire par la sécularisation¹⁷¹. (Cela dit, les notices biographiques de l'*Encyclopédie juive* qui concernent la génération ayant grandi à la charnière des XIX^e et XX^e siècles comportent souvent la mention : « a reçu une éducation religieuse traditionnelle ».)

En revanche, comme nous l'avons indiqué, ce qui se développa avec une force imprévisible et sous une forme inattendue, ce fut la *palestinophilie*.

*

Les événements de Russie ne pouvaient pas ne pas être perçus et par les Juifs de Russie et par les Russes impliqués dans la vie publique sous l'éclairage de ce qui se passait au même moment en Europe : les contacts étaient alors libres et fréquents entre gens instruits et les frontières étaient perméables aux idées comme aux événements.

Les historiens européens relèvent un « antisémitisme du XIX^e siècle..., une animosité grandissante à l'égard des Juifs en Europe occidentale, là où, semblait-il pourtant, on allait à grands pas vers sa disparition¹⁷² ». Jusqu'en Suisse où les Juifs, au milieu du siècle, n'avaient pu obtenir la liberté de résidence dans les cantons, la liberté de commercer ni celle d'exercer des métiers artisanaux. En France, ce fut la bombe de l'affaire Dreyfus. En Hongrie, « la vieille aristocratie terrienne... accusait les Juifs... de l'avoir ruinée » ; en Autriche et dans l'actuelle Tchéquie, à la fin du XIX^e siècle, se propagea un « mouvement antisémite », et « la petite-bourgeoisie... combattait le prolétariat social-démocrate en brandissant des slogans antijuifs¹⁷³ ». En 1898, de sanglants pogroms eurent lieu en Galicie. L'essor dans tous les pays de la bourgeoisie « accrut l'influence des Juifs, regroupés en grand nombre dans les capitales et les centres industriels... Dans des villes comme Vienne et Budapest..., la presse, le théâtre, le barreau, le corps médical comptèrent dans leurs rangs un pourcentage de Juifs

171. Aronson, La presse russo-juive, *op. cit.*, pp. 213-215.

172. Parks, p. 161.

173. Istoria XIX veka v 8-mi t. (traduction russe de l'Histoire du XIX^e siècle en 8 volumes, de Lavisce et Rambaud, t. 7), M., 1939, pp. 186, 203.

très supérieur à leur proportion dans l'ensemble de la population. De ces années-là date la naissance des grosses fortunes de certains négociants et banquiers juifs¹⁷⁴ ».

Mais c'est en Allemagne que les tendances antijuives se manifestèrent avec le plus d'insistance. Nommons en premier Richard Wagner (dès 1869). Dans les années 70, les milieux conservateurs et cléricaux réclamaient que fussent restreints les droits des Juifs allemands, et interdite toute nouvelle immigration juive. À dater de la fin des années 70 furent pris dans cette mouvance les « milieux intellectuels eux-mêmes », dont le porte-parole fut l'historien prussien Heinrich von Treitschke : « Les agitateurs d'aujourd'hui ont bien perçu l'état d'esprit de la société qui considère les Juifs comme notre malheur national » ; « les Juifs ne réussissent jamais à se fondre avec les peuples de l'Europe occidentale », et manifestent de la haine envers le germanisme. Vient ensuite Karl Eugen Dühring, rendu célèbre par sa polémique avec Marx et Engels* : « La question juive est une simple question de race, et les Juifs sont une race qui non seulement nous est étrangère, mais qui est irrémédiablement et ontologiquement mauvaise. » Puis vient le philosophe Edouard Hartman. Dans la sphère politique, ce mouvement conduisit au premier congrès international antijuif de 1882 (à Dresde), qui adopta le « Manifeste adressé aux peuples et aux gouvernements chrétiens qui meurent du judaïsme », et réclama l'expulsion des Juifs hors d'Allemagne. — Mais, au début des années 90, les partis antijuifs avaient régressé et subirent toute une série de revers sur la scène politique¹⁷⁵.

La France aussi fut le théâtre sinon de l'émergence d'une théorie raciale aussi agressive, du moins d'une large propagande politique antijuive : celle diffusée par Édouard Drumont dans sa *Libre Parole* à partir de 1892. Puis survint « une véritable compétition entre socialisme et antisémitisme » ; « les socialistes n'hésitaient pas à agrémenter leurs harangues de sorties contre les Juifs et à s'abaisser jusqu'à la démagogie antisémite... Un brouillard socialo-antisémite

174. Parks, p. 166.

175. EJ*, t. 2, pp. 696-708.

* Karl Eugen Dühring (1833-1921) : philosophe allemand. Ses thèses, opposées aux théories économiques et sociales de Marx et d'Engels, furent vivement critiquées par ce dernier dans l'ouvrage intitulé précisément l'*Anti-Dühring*.

enveloppa la France entière¹⁷⁶ ». (Fort comparable à la propagande des populistes en Russie dans les années 1881-1882.) Et c'est alors qu'éclata en 1894 la tonitruante affaire Dreyfus. « Vers 1898, il [l'antisémitisme] atteignit son paroxysme dans toute l'Europe de l'Ouest – en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne et aux États-Unis¹⁷⁷. »

La presse russe des années 1870-1890 a elle aussi émis quelques déclarations antijuives, mais sans la forte coloration théorique qu'elles eurent en Allemagne, ni la violence sociale exacerbée à laquelle on assista en Autriche-Hongrie et en France. Citons pour mémoire les récits de Vsevolod Krestovski (*Ténèbres égyptiennes*, entre autres) et quelques articles de journaux mal dégrossis.

Il convient de mettre à part le journal *Novoïe Vremia* (« les Temps nouveaux ») qui dut son succès à ses positions engagées dans le « mouvement slave », lié à la guerre russo-turque pour la défense des Balkans. Mais, « lorsque du théâtre des opérations parvinrent des rapports sur les actes de rapine perpétrés par des intendants et fournisseurs, lesdits fournisseurs “d'origine juive” apparurent comme l'incarnation de tout le judaïsme russe, et *Novoïe Vremia* adopta une ligne franchement antisémite ». À partir des années 80, le journal fit plus que « passer dans le camp de la réaction », « il dépassa toutes les limites de la haine et de l'improbité dans la question juive. Le cri de mise en garde “Gare au Juif !” retentit pour la première fois dans les colonnes de *Novoïe Vremia*. Le journal insistait sur la nécessité de prendre des mesures fermes contre la “mainmise” des Juifs sur la science, les lettres et les arts russes... ». Il ne manquait pas une occasion de dénoncer le fait de « se soustraire au service militaire »¹⁷⁸.

Ces attaques contre les Juifs, à l'étranger comme en Russie, émurent Vladimir Soloviev, et, dès l'année 1884, il les fustigea vigoureusement : « Les Judéens se sont toujours comportés à notre égard à la manière des Judéens, et nous, chrétiens, n'avons pas encore appris à nous comporter avec le judaïsme d'une manière chrétienne » ; « à l'égard du judaïsme, le monde chrétien *dans sa masse* n'a manifesté jusqu'à présent qu'une jalousie irrationnelle ou

176. *Ibidem*, pp. 676-677.

177. R. Noudelman, *Prizrak brodit po Evrope* (Un spectre hante l'Europe), in « 22 », Tel-Aviv, 1992, n° 84, p. 128.

178. EJ, t. 11, pp. 758-759.

une indifférence débile ». Non, « ce n'est pas l'Europe chrétienne qui est tolérante envers les Juifs, c'est l'Europe incroyante¹⁷⁹ ».

L'importance croissante de la question juive pour la Russie, la société russe ne l'a comprise qu'avec un demi-siècle de retard sur son gouvernement. Ce n'est qu'après la guerre de Crimée que « l'opinion publique russe naissante commença à concevoir l'existence d'un problème juif en Russie¹⁸⁰ ». Mais il fallut que s'écoulent encore quelques décennies avant qu'elle n'appréhendât la *primauté* de cette question. « C'est la Providence qui a fait venir dans notre patrie la plus grande partie du peuple juif, et la plus solide », écrivit en 1891 Vladimir Soloviev¹⁸¹.

L'année d'avant, fort du soutien de quelques sympathisants, Soloviev avait rédigé une « Protestation » où il était dit que « l'unique cause de la prétendue question juive » était l'abandon de toute justice et de toute humanité, « un engouement insensé pour un égoïsme national aveugle », « Attiser la haine raciale et religieuse, chose si contraire à l'esprit du christianisme..., pervertit en profondeur la société et peut entraîner un retour à la barbarie... » « Il convient de dénoncer avec force le mouvement antisémite », « ne serait-ce que par simple instinct de survie nationale¹⁸² ».

D'après le récit que nous en fait S. M. Doubnov, Soloviev collecta des signatures, plus d'une centaine, y compris celles de Tolstoï et de Korolenko*. Mais les rédactions de tous les journaux avaient reçu l'ordre de ne pas publier cette protestation. Soloviev

179. V. S. Soloviev, *Evreistvo i khristianski vopros* (Le judaïsme et la question chrétienne), Œuvres compl. en 10 vol., 2^e éd., Saint-Petersbourg, 1911-1914, t. 4, pp. 135, 136, 138.

180. Aronson, La presse russo-juive, *op. cit.*, p. 549.

181. Lettre de V. Soloviev à F. Hetz, in V. S. Soloviev. *Evreiskii vopros – Khristianski vopros/Sobranie statei* (La question juive – La question chrétienne – Recueil d'articles), Varsovie, Pravda, 1906, p. 34.

182. *Neopublikovannyi protest protiv antisemitizma (sostavlenn. Vladimirom Solovievym)* (Protestation contre l'antisémitisme, non publiée [rédigée par Vladimir Soloviev]), LMJR-I, pp. 574-575. Le texte de cette protestation avait été initialement publié dans le livre de F. Hetz, *Ob otnoshenii V. Solovieva k evreiskomu voprosu* (L'attitude de V. Soloviev à l'égard de la question juive) (M., 1920), où il figure sous le titre : « Ob antisemiticheskom dvizhenii v petchati : Neizdannaiia statia V. Solovieva » (Sur le mouvement antisémite dans la presse : un article inédit de V. Soloviev), puis il fut réédité dans la brochure « libre » de Varsovie citée ci-dessus.

* Vladimir Galaktionovitch Korolenko (1853-1921) : célèbre écrivain russe, grand démocrate. Exilé politique, il passa dix ans en Sibérie orientale. Dénonce les violences policières et l'antisémitisme. Sera horrifié par la terreur et le despotisme des bolcheviks.

« adressa une lettre brûlante au tsar Alexandre III », mais on lui fit dire que, s'il persistait, il écoperait d'une mesure administrative. Il abandonna la partie¹⁸³.

Tout comme en Europe, la poussée multiforme des ambitions juives ne pouvait manquer d'éveiller chez les acteurs de la vie publique russe ici de l'inquiétude, là une opposition farouche, là encore, au contraire, de la sympathie. Et, chez certains, un calcul politique. À l'instar de *La Volonté du Peuple* en 1881, qui avait compris le profit à tirer de la question juive (à l'époque, c'était dans le sens de la persécution), les milieux radicaux et libéraux de l'époque, soit l'aile gauche de la société, conçurent et firent leur pour longtemps encore l'idée que l'on pouvait tirer profit de la question juive, en faire une carte politique gagnante dans la lutte contre l'autocratie : il fallait répéter sur tous les tons que le seul moyen d'obtenir l'égalité en droits pour les Juifs, c'était le renversement définitif du pouvoir des tsars. Depuis les libéraux jusqu'aux bolcheviks en passant par les S.-R., tous n'ont cessé d'impliquer les Juifs – certains sous l'effet d'une réelle sympathie –, de se servir d'eux comme d'un atout commode dans le combat antimonarchique. Cet atout, les révolutionnaires ne l'ont jamais lâché, ils l'ont exploité sans le moindre scrupule jusqu'en 1917.

Cependant, ces diverses tendances, ces débats dans les journaux n'affectèrent en rien l'attitude du *peuple* à l'égard des Juifs dans la *Grande Russie*. Beaucoup de témoignages le confirment.

Ainsi J. Teitel, un homme qui vécut longtemps dans la Russie profonde et fréquenta beaucoup les petites gens, affirme que « toute hostilité raciale ou nationale est étrangère au petit peuple¹⁸⁴ ». Ou bien, dans des souvenirs laissés par les princes Viazemski, cet épisode : il y avait à l'hôpital de Korobovka, district d'Ousmanski, un médecin russe un peu sans-gêne, le docteur Snurnov ; les paysans ne l'aimaient pas et celui qui le remplaça, le tout dévoué docteur Szafran, bénéficia immédiatement de l'affection et de la gratitude de tous les paysans des alentours. Autre confirmation, inspirée par l'expérience du bagne des années 1880-1890 : P. F. Iakoubovitch-Melchine écrit : « Ce serait une tâche ingrate que de rechercher, même dans la lie de notre peuple, les moindres traces

183. Cf. LMJR-1*, p. 565.

184. Teitel, p. 176.

d'antisémitisme¹⁸⁵. » Et c'est bien parce qu'ils sentaient cela que les Juifs d'une bourgade de Biélorussie adressèrent en ces termes, au début du xx^e siècle, un télégramme à M. F. Morozova, l'épouse d'un riche négociant, qui s'occupait de bienfaisance : « Fais-nous don de tant. La synagogue a brûlé. Tu sais bien que nous avons le même Dieu. » Et elle envoya la somme demandée.

Au fond, ni la presse libérale russe, ni la presse juive n'ont jamais accusé le peuple russe de quelque antisémitisme foncier : ce que l'une et l'autre répétaient sans relâche, c'est que l'antisémitisme, dans la masse populaire, avait été suscité de toutes pièces et attisé par le gouvernement. La formule même « Autocratie, Orthodoxie, Nationalité » était ressentie, dans les milieux juifs cultivés, comme une formule dirigée contre les Juifs.

Au milieu du xx^e siècle, nous pouvons lire chez un auteur juif : « Dans la Russie tsariste, l'antisémitisme n'avait pas de racines profondes parmi le peuple... Dans les larges masses populaires, il n'y avait pratiquement pas d'antisémitisme ; d'ailleurs, la question même des relations avec le judaïsme ne se posait pas... Ce n'est que dans certaines parties de ce qu'on appelait la Zone de résidence, et principalement en Ukraine depuis l'époque de la domination polonaise, que, du fait de certaines circonstances sur lesquelles il n'est point besoin de s'appesantir ici, une certaine tendance à l'antisémitisme se manifestait dans la paysannerie¹⁸⁶. » Cela est parfaitement exact. Et l'on pourrait ajouter : la Bessarabie. (On peut juger de l'ancienneté de ces sentiments et de ces circonstances en lisant Karamzine* : les cosaques qui entouraient le Faux Dmitri** – des cosaques du Don, de toute évidence – traitaient les Russes de *Jidy* (Juifs)¹⁸⁷, ce qui signifie que dans les provinces de l'Ouest ce vocable constituait une injure.)

185. EJ, t. 10, p. 827.

186. S. M. Schwartz, *Antisemitizm v Sovetskom Soiuze* (L'antisémitisme en Union soviétique), New York, éd. Tchekhov, 1952, p. 13.

187. N. M. Karamzine, *Istoria Gosoudarstva Rossiiskogo* (Histoire de l'État russe), en 12 vol., 5^e éd., Saint-Petersbourg, Einaudi, 1842-1844, t. 11, p. 143.

* Nikolai Mikhaïlovitch Karamzine (1766-1826) : écrivain russe. Sa grande *Histoire de l'État russe* a fait dire de lui par Pouchkine, qu'il était le « Christophe Colomb de l'Ancienne Russie ».

** Le Faux-Dmitri, dit l'Usurpateur : en 1601 apparaît en Pologne ce personnage qui se fait passer pour le fils d'Ivan IV. Il marche sur Moscou et occupe le trône de 1605 à 1606. Sera tué par les boyards conjurés.

Et dans le folklore russe, qu'en est-il ? Le dictionnaire Dahl englobe et la Grande Russie, et les provinces occidentales, et l'Ukraine. Les éditions d'avant la révolution contiennent un grand nombre de mots et d'expressions formés sur la racine *jid-* (judé-). (Détail significatif : dans l'édition soviétique de 1955, toute la typographie de la page où figuraient ces mots a été remaniée¹⁸⁸, et toute cette « niche » lexicale, entre *jidkii* et *jigalo*, a été entièrement supprimée.) Or, parmi ces expressions citées par Dahl, il y en a qui sont héritées du slavon d'Église où le mot *jid* n'était nullement péjoratif : c'était le nom d'un peuple. Il y en a aussi qui viennent de la pratique polonaise et post-polonaise au sein de la Zone de résidence. D'autres encore furent introduits dans la langue au temps des Troubles, au XVII^e siècle, à une époque où, en Grande Russie, il n'y avait quasiment aucun contact avec les Juifs. Ces héritages se reflètent également dans les dictons relevés par Dahl qui les énonce sous leur forme russe – mais on devine sous celle-ci la forme méridionale. (Et, ce qui est certain, c'est qu'ils ne sont pas sortis des entrailles du ministère de l'Intérieur !...)

Et puis, comparons ces dictons avec d'autres : combien le peuple n'a-t-il pas créé d'adages malveillants à l'encontre du clergé orthodoxe ! Pas un seul, quasiment, qui soit favorable !

Un témoin de Marioupol¹⁸⁹ (et il n'est pas le seul, c'est une chose avérée) raconte que chez eux, avant la révolution, on distinguait nettement les deux vocables *evrei* (hébreu) et *jid* (juif). Le *Evrei* était le citoyen respectueux de la loi, dont les mœurs, la conduite, le comportement vis-à-vis des autres ne différaient en rien du milieu environnant. Alors que le *Jid* était le *jivoder* (l'écorceur). Et il n'était pas rare d'entendre : « Je ne suis pas un *Jid*, je suis un honnête *Evrei*, je n'ai pas l'intention de vous duper. » (De tels propos mis dans la bouche de Juifs, nous en trouvons dans la littérature ; nous en avons lu aussi dans les brochures des populistes.)

Cette différenciation sémantique, il ne faut jamais la perdre de vue lorsqu'on interprète les dictons.

188. Dahl, *Toljovyi slovar jivogo velokorousskogo iazyka* (Dictionnaire de la langue grand-russienne vivante), t. 1, M. 1955, p. 541.

189. I. E. Temirov, *Vospominania* (Souvenirs), BFRZ, f. 1, A-29, p. 23.

Tout cela, ce sont les traces d'une vieille querelle nationale sur le territoire de l'Ouest et du Sud-Ouest.

Car ni dans la Russie centrale, ni dans celle du Nord et de l'Est, pas même lors de la secousse générale d'octobre 1905, il n'y eut de pogroms antijuifs (s'il y eut de l'indignation, ce fut contre les intellectuels révolutionnaires en général, contre leur façon de jubiler et de se railler du Manifeste du 17 octobre). Mais cela n'empêche pas qu'aux yeux du monde entier, la Russie d'avant la révolution – non pas l'empire, la *Russie* – porte à jamais le sceau de l'infamie, celui des pogroms et des Centuries noires... et c'est indélébile, incrusté dans les esprits pour encore combien de siècles à venir ?

Les pogroms antijuifs ont toujours et exclusivement éclaté dans le sud-ouest de la Russie – comme ç'avait été le cas en 1881.

Et le pogrom de Kichinev de 1903 fut de même nature.



N'oublions pas qu'à l'époque la population de Bessarabie était dans l'ensemble largement illettrée, qu'à Kichinev vivaient 50 000 Juifs, cinquante mille Moldaves, 8 000 Russes (en fait, surtout des Ukrainiens, mais on ne faisait pas la différence) et quelques milliers d'autres. Quelles furent les principales forces responsables des pogroms ? « Les auteurs de pogroms furent principalement des Moldaves¹⁹⁰. »

Le pogrom de Kichinev débuta le 6 avril, dernier jour de la Pâque juive et premier jour de la Pâque orthodoxe. (Ce n'est pas la première fois que nous observons ce lien tragique entre les pogroms antijuifs et la Pâque des chrétiens : en 1881, en 1882 et en 1899 à Nikolaev¹⁹¹ – et cela nous remplit d'une douleur et d'une inquiétude extrêmes.)

Recourons à l'unique document qui soit fondé sur une enquête rigoureuse menée à chaud, sitôt après les événements. Il s'agit de l'acte d'accusation dressé par le procureur du tribunal local, V. N. Gorémykine, lequel « n'a pas cité un seul Juif en qualité

190. PEJ, t. 4, p. 327.

191. L. Praisman, Pogromy i samooborona (Pogroms et autodéfense), in « 22 », 1986-1987, n° 51, p. 176.

d'accusé, ce pour quoi il fut âprement vilipendé par la presse réactionnaire¹⁹² ». (Comme nous le verrons, le tribunal siégea d'abord à huis clos pour « ne pas exacerber les passions », et l'acte d'accusation fut publié initialement à l'étranger dans l'organe de presse émigré de Stuttgart *Osvobodjenje* [« Libération »]¹⁹³.)

Le document s'ouvre sur le compte rendu de « heurts habituels entre Juifs et chrétiens tels qu'il s'en est produit toutes ces dernières années à Pâque », et sur « l'animosité de la population locale à l'égard des Juifs ». Il y est dit que « deux semaines déjà avant la Pâque..., des bruits ont circulé en ville, annonçant que, pour les fêtes à venir, il y aurait des agressions contre les Juifs ». Un journal, le *Bessarabets* (« le Bessarabien »), avait joué ici un rôle de boutefeux en publiant « jour après jour, tout au long des dernières semaines, des articles incendiaires, fortement anti-juifs, qui ne passèrent pas inaperçus auprès des petits commis, des gratte-papier, de tout un petit peuple peu instruit de Bessarabie. Parmi les derniers articles provocateurs du journal, il y eut celui relatant le meurtre d'un enfant chrétien dans le bourg de Doubossary, perpétré soi-disant par des Juifs dans un but rituel » (et un autre bruit courait comme quoi un Juif avait assassiné sa servante chrétienne alors que celle-ci, en réalité, s'était suicidée¹⁹⁴).

Et la police de Kichinev, que fit-elle ? « N'accordant aucun crédit particulier aux rumeurs », et en dépit du fait que, « ces dernières années, des rixes survenaient régulièrement entre Juifs et chrétiens, la police de Kichinev ne prit aucune mesure préventive sérieuse », elle ne fit que renforcer les patrouilles « pour les fêtes, dans les lieux où la foule allait être la plus dense », en leur adjoignant des hommes recrutés dans la garnison locale¹⁹⁵. Le chef de la police ne donna aucune instruction claire à ses gradés.

C'est bien là le plus impardonnable : des rixes à répétition tous les ans pour la Pâque, des rumeurs d'une pareille teneur – et la police se croise les bras. Un signe de plus de l'état de déliquescence

192. EJ, t. 9, p. 507.

193. Kichinevski pogrom : Obvinitelnyi akt (Le pogrom de Kichinev : l'acte d'accusation), *Osvobodjenje*, Stuttgart, 19 oct. 1903, n° 9 (33), supplément, pp. 1-4.

194. I. G. Froumkine, *Iz istorii rousskogo evreistva : vospominaniia, materialy, dokoumenty* (Sur l'histoire des Juifs de Russie : souvenirs, matériaux, documents), *LMJR*-1, p. 59.

195. Kichinevski pogrom : Obvinitelnyi akt (Le pogrom de Kichinev : l'acte d'accusation), *op. cit.*, p. 1.

de l'appareil gouvernemental. Car de deux choses, l'une : ou bien on lâche l'empire (combien de guerres, combien d'efforts déployés dans le but de réunir, pour d'obscures raisons, la Moldavie à la Russie), ou bien on veille au bon ordre qui doit régner sur tout son territoire.

Le 6 avril dans l'après-midi, les rues de la ville sont envahies par le « peuple en fête », avec « beaucoup d'adolescents » déambulant au milieu de la foule, ainsi que des gens éméchés. Les garçons se mettent à lancer des pierres contre des maisons juives proches, tirant de plus en plus fort, et quand le commissaire et ses inspecteurs tentent d'arrêter l'un d'eux, « ils reçoivent des cailloux à leur tour ». Des adultes alors s'en mêlent. « La police ne prit aucune mesure ferme pour enrayer les désordres » et ceux-ci débouchèrent sur la mise à sac de deux boutiques juives et de quelques remises. Dans la soirée, les désordres s'apaisèrent, « aucune voie de fait n'avait été perpétrée contre les Juifs ce jour-là » ; la police avait arrêté soixante personnes au cours de la journée.

Cependant, « au petit matin du 7 avril, la population chrétienne..., très agitée, commença à se rassembler en divers endroits de la ville et dans les faubourgs, par petits groupes qui provoquèrent avec les Juifs des affrontements à caractère de plus en plus violent ». De la même façon, dès la première heure, sur le Nouveau Marché, « plus de cent Juifs s'étaient rassemblés, armés de pieux et de piquets, de fusils même ici et là, qui tirèrent quelques coups de feu. Les chrétiens n'avaient pas d'armes à feu. Les Juifs disaient : "Hier, vous n'avez pas dispersé les Russes, aujourd'hui nous allons nous défendre nous-mêmes." Et certains tenaient à la main des bouteilles avec du vitriol qu'ils lançaient sur les chrétiens qu'ils rencontraient ». (Les officines pharmaceutiques étaient traditionnellement tenues par des Juifs.) « Des rumeurs se propagent alors à travers la ville, rapportant que les chrétiens ont été agressés par les Juifs ; elles s'enflent en passant de bouche en bouche et exaspèrent la population chrétienne » : on transforme « ont été battus » en « ont été abattus », on colporte que les Juifs ont saccagé la cathédrale et ont assassiné le prêtre. Et voici qu'« en divers points de la ville, de petits groupes de quinze à vingt personnes chacun, principalement des ouvriers, avec des adolescents en tête qui jettent des pierres dans les carreaux des fenêtres, commencent

à piller les boutiques, les locaux, les habitations des Juifs, brisant tout à l'intérieur. Ces groupes sont peu à peu grossis par les passants ». Vers les deux, trois heures du matin, « les désordres se propagent dans un rayon de plus en plus étendu » ; « les maisons où des icônes ou des croix ont été exposées aux fenêtres ne sont pas touchées ». « Dans les locaux saccagés, tout fut totalement détruit, les marchandises éjectées hors des boutiques pour être ou piétinées, ou dérobées par des individus qui escortaient les agresseurs. » On alla jusqu'à « saccager les maisons de prière des Juifs, par jeter à la rue les rouleaux sacrés [la Thora] ». Les débits de boissons, bien évidemment, furent mis à sac ; « le vin était déversé dans la rue ou bu sur place par les bandits ».

L'inertie de la police, due à l'absence d'un commandement digne de ce nom, fit que ces forfaits furent perpétrés impunément – ce qui ne manqua pas d'encourager et d'exciter les malfaiteurs. Les forces de police, laissées à elles-mêmes, loin d'unir leurs efforts, agissaient selon leur instinct... « et les policiers subalternes restèrent le plus souvent des spectateurs muets du pogrom ». On lança tout de même par téléphone un appel à la garnison locale pour faire venir des renforts, mais, « chaque fois que les soldats se portaient en un point donné, ils n'y trouvaient plus personne », et, « en l'absence de nouvelles instructions, ils restaient inactifs » ; « ils étaient disséminés dans la ville en groupes isolés, sans objectif clair et sans coordination des uns avec les autres » ; « ils ne faisaient que disperser la foule des excités ». (Cette garnison n'était pas des plus performantes, et, de surcroît, c'était juste après la Pâque : beaucoup d'officiers et de soldats se trouvaient en permission¹⁹⁶.) « L'inertie de la police... engendra de nouvelles rumeurs, comme quoi le gouvernement aurait permis de s'en prendre aux Juifs, puisqu'ils sont des ennemis de la patrie » – et le pogrom, déchaîné, aviné, s'envenima. « Les Juifs, craignant pour leurs biens et pour leur vie, perdirent tout sang-froid, la peur les rendit fous. Plusieurs d'entre eux, s'armant de revolvers, passèrent à la contre-attaque pour se défendre. Embusqués au coin des rues, derrière les clôtures, sur les balcons, ils se mirent à tirer sur les

196. Materialy dlia istorii antievreiskikh pogromov v Rossii (Matériaux pour l'histoire 12 vol., 5^e éd., Saint-Petersbourg, Einaert, 1842-1844, t. 11, p. 143 ; S. M. Doubnov et G. I. Krasnyi-Admoni, t. 1, Pg. 1919 (Matériaux...), p. 340.

pillards, mais maladroitement, sans viser leurs cibles, si bien que cela ne les aida en rien et ne fit que susciter chez les fauteurs de pogrom une terrible explosion de rage. « La foule des pillards fut prise de fureur et, là où avait retenti la fusillade, elle se porta aussitôt pour mettre tout en pièces et faire violence aux Juifs qui se trouvaient là. » « Un coup de feu fut particulièrement fatal aux Juifs : celui qui faucha un jeune garçon russe, le petit Ostapov. » À partir de une heure, deux heures de l'après-midi, les coups portés aux Juifs prirent un caractère de plus en plus violent », et, à partir de cinq heures, ils s'accompagnèrent d'« une série de meurtres ».

À trois heures et demie de l'après-midi, le gouverneur Von Raaben, totalement dépassé, passa un ordre au chef de la garnison, le général Bekman, autorisant l'« usage des armes ». Bekman fit aussitôt quadriller la ville, et les troupes, qui avaient été « lancées à l'aventure », marchèrent dès lors en bon ordre. « De ce moment, là la troupe put procéder à des arrestations massives », et des mesures énergiques furent prises. À la tombée de la nuit, le pogrom était maîtrisé.

L'acte établit le bilan des victimes : « On dénombra 42 morts, dont 38 Juifs » ; « tous les corps portaient des traces de coups par des objets contondants – gourdin, pelles, pierres –, et, pour certains, des coups de hache » ; « presque tous étaient blessés à la tête, quelques-uns à la poitrine également. Ils ne présentaient pas de traces de balles, aucune trace de tortures ou de viol non plus (cela fut confirmé par les expertises des médecins et les autopsies, ainsi que par le rapport du Département médico-légal de l'Administration centrale de Bessarabie) » ; « on dénombra 456 blessés, dont 62 parmi les chrétiens... ; 8 portaient des blessures par balles... Sur les 394 blessés juifs, 5 seulement étaient des blessés graves. Aucune trace de sévices..., si ce n'est chez un homme borgne dont l'œil sain avait été arraché... Les trois quarts des hommes agressés étaient des adultes ; il y eut trois plaintes pour viol, dont deux firent l'objet de poursuites ». 7 militaires furent blessés, dont un soldat qui « eut le visage brûlé au vitriol » ; 68 policiers écopèrent de blessures légères. « Il y eut 1 350 maisons saccagées, soit presque le tiers des maisons de Kichinev : un chiffre énorme, l'équivalent d'un bombardement... Pour ce qui est des arrestations, « on en compta 816 au matin du 9 avril », et, outre les enquêtes concernant les meurtres, 664 personnes comparurent en justice.

Chez certains auteurs, les chiffres des victimes parmi les Juifs diffèrent des statistiques officielles, mais l'écart n'est pas très grand. Le *Livre sur les Juifs de Russie* estime qu'il y eut 45 Juifs tués, 86 grièvement blessés, 1 500 maisons et boutiques pillées ou détruites¹⁹⁷. Bickerman avance le chiffre de 53 morts, mais peut-être pas tous juifs¹⁹⁸. L'*Encyclopédie juive* récente (1988) déclare : « 49 personnes furent tuées, 586 blessées, plus de 1 500 maisons et échoppes pillées¹⁹⁹. »

Telle est la description officielle. Mais nous sentons bien ce qui se dissimule derrière elle. On nous dit : « Une seule personne, un Juif infirme d'un œil », a eu l'autre arraché. Nous en apprenons un peu plus chez Korolenko dans son essai *Dom n° 13* (« La maison n° 13 »)²⁰⁰. Ce pauvre homme s'appelait Meer Weisman. « À ma question, écrit Korolenko – savait-il qui lui avait fait cela ? –, il répondit avec une parfaite sérénité qu'il ne le savait pas, mais qu'« un gamin », le fils de ses voisins, s'était vanté de l'avoir fait à l'aide d'un poids en plomb attaché à une cordelette. » Nous voyons donc que bourreaux et victimes se connaissaient plutôt bien...

Korolenko se reprend : « C'est vrai que ce que j'avance, je le tiens des Juifs eux-mêmes, mais il n'y a pas de raison de ne pas accorder foi à leurs dires... Pourquoi auraient-ils inventé ces détails ?... » Et, en effet, pour quelle raison la famille de Bentsion Galanter, frappé mortellement à la tête, aurait-elle inventé que les meurtriers lui avaient planté des clous dans tout le corps ? La famille du comptable Nisenon n'était-elle pas assez éprouvée, pourquoi aurait-elle ajouté qu'on l'avait « rincé » dans une flaque avant de le massacrer ? Ces détails-là ne sont pas de la fiction.

Mais à ceux qui se trouvaient loin des événements, aux agitateurs de l'opinion publique, ces horreurs *ne suffisaient pas*. Ce qu'ils retenaient, ce n'étaient pas la tragédie, le malheur, les morts, c'était : comment les exploiter pour frapper le pouvoir tsariste ? Et ils recoururent à des exagérations terrifiantes. Surmonter ses réactions d'horreur, tâcher de voir clair dans les versions échafaudées au cours des mois et des années suivants, ne serait-ce pas minimiser

197. Froumkine, LJR-1, p. 59.

198. Bickerman, ReJ, p. 57.

199. PEJ, t. 4, p. 327.

200. V. G. Korolenko, *Dom n° 13*, Sobr. soch. (Œuvres complètes), t. 9, M. 1995, pp. 406-422.

la tragédie ? et s'attirer bien des avanies ? Mais y voir clair est un devoir, car on a profité du pogrom de Kichinev pour noircir la Russie et la marquer à tout jamais du sceau de l'infamie. Aujourd'hui, tout travail historique honnête sur le sujet exige qu'on fasse la différence entre l'horrible vérité et les mensonges perfides.

La conclusion de l'acte d'accusation est la suivante : les désordres « n'ont atteint l'ampleur décrite qu'à cause de l'inertie de la police, privée d'un commandement adéquat... L'enquête préliminaire n'a pas trouvé d'indices prouvant que les désordres avaient été prémédités²⁰¹ ».

Ces indices, aucune autre enquête ultérieure ne les a trouvés non plus.

Mais qu'à cela ne tienne : le Bureau pour la défense des Juifs, que nous avons déjà évoqué (y participaient des personnages aussi éminents que M. Winaver, G. Sliosberg, L. Bramson, M. Koulicher, A. Braoudo, S. Pozner, Krohl²⁰²), dès que lui parvint la nouvelle du pogrom de Kichinev, exclut d'entrée de jeu toutes les causes possibles hormis celle d'un complot fomenté d'en haut : « Qui a donné l'ordre d'organiser le pogrom, qui a pris la direction des forces ténébreuses qui l'ont perpétré²⁰³ ? » « Dès que nous avons appris dans quel climat s'était déroulée la tuerie de Kichinev, nous n'avons pas douté que cette entreprise diabolique n'eût pu avoir lieu si elle n'avait été concoctée par le département de la Police et menée sur son ordre. » Bien que, naturellement, « les misérables aient tenu secret leur projet », écrit M. Krohl dans les années 40 du xx^e siècle²⁰⁴. « Mais, si convaincus que nous soyons que la tuerie de Kichinev a été préméditée en haut lieu, avec l'accord tacite et peut-être à l'initiative de Plehve, nous ne pouvons démasquer ces assassins haut placés et les exposer dans la lumière à la face du monde qu'à une condition : si nous avons les preuves les plus indiscutables contre eux. C'est pourquoi nous avons décidé de dépêcher à Kichinev le célèbre avocat Zaroudny²⁰⁵. » « C'était la personne la plus indiquée pour la mission que nous lui avons confiée », « il

201. Le pogrom de Kichinev : l'acte d'accusation, *op. cit.*, p. 3.

202. Krohl, Stranitsy... (Pages...), p. 299.

203. Sliosberg, t. 3, p. 49.

204. M. Krohl, Kichinevski pogrom 1903 goda i Kichinevski pogromnyi protses (Le pogrom de Kichinev de 1903 et le procès du pogrom de Kichinev), MJ-2, p. 372.

205. *Ibidem*, pp. 372-373.

a entrepris de révéler les ressorts cachés du massacre de Kichinev, celui après lequel la police, pour détourner l'attention, a arrêté quelques dizaines de voleurs et de pillards²⁰⁶ ». (Rappelons qu'au lendemain du pogrom, 816 personnes avaient été arrêtées.) Zaroudny collecta des informations et rapporta un « matériau d'une exceptionnelle importance ». À savoir que « le principal responsable, l'organisateur du pogrom, avait été le chef de la Sécurité locale, K. Lewendal », un officier de gendarmerie qui avait été nommé à Kichinev peu avant le pogrom. C'est « sur son ordre que la police et la troupe ont ouvertement prêté main-forte aux assassins et aux pillards²⁰⁷ ». Il aurait « totalement paralysé l'action du gouverneur²⁰⁸ ». (On sait pourtant qu'en Russie ni la police ni encore moins la troupe n'étaient sous les ordres de l'Okhrana.)

Ledit matériau « d'une exceptionnelle importance », qui dénonçait les coupables « avec une absolue certitude », ne fut toutefois jamais publié ni sur le moment, ni plus tard. Pourquoi ? Mais parce que, s'il l'avait été, comment Lewendal et ses complices auraient-ils pu échapper au châtement et au déshonneur ? Ce matériau, on ne le connaît que par oui-dire : un marchand dénommé Pronine et un notaire dénommé Pissarjevski se seraient plusieurs fois retrouvés dans un certain café et, sur instructions de Lewendal, auraient planifié le pogrom²⁰⁹. Et c'est après ces réunions que toute la police et toute la troupe optèrent pour le pogrom. Le procureur Gorémykine examina les accusations portées contre Lowendal et les déclara infondées²¹⁰. (Le journaliste Krouchevane, dont les articles incendiaires avaient réellement favorisé le pogrom, fut frappé deux mois plus tard à Pétersbourg de coups de couteau par Pinhas Dachevski qui voulait le tuer²¹¹).

Le pouvoir, pendant ce temps, poursuivait l'enquête. On dépêcha à Kichinev le directeur du département de la Police, A. A. Lopoukhine (avec ses sympathies libérales, il était insoupçonnable aux yeux de l'opinion). Le gouverneur Von Raaden fut limogé, ainsi que

206. Krohl, Stranitsy... [Pages...], *op. cit.*, pp. 301, 303.

207. *Ibidem*, pp. 301-304.

208. Krohl, *op. cit.*, MJ-2, p. 374.

209. *Ibidem*.

210. Rapport au procureur n° 1392 du 20 nov. 1903 ; Rapport au procureur n° 1437 du 1^{er} déc. 1903, in *Materialy...* [Matériaux...], *op. cit.*, pp. 319, 322-323.

211. EJR, t. 1, p. 417.

plusieurs autres hauts fonctionnaires de Bessarabie ; on nomma un nouveau gouverneur, le prince S. Ourousov (qui allait bientôt être un K.D. fort en vue, et signera l'appel à la rébellion dit « Appel de Vyborg »). Une circulaire du ministre de l'Intérieur, Plehve, fut publiée dans *Le Messager du gouvernement* du 29 avril : il y disait son indignation devant l'inaction des autorités de Kichinev ; il appelait tous les gouverneurs de province, les gouverneurs de ville et les chefs de police à stopper vigoureusement toutes violences en prenant toutes les mesures possibles²¹².

L'Église orthodoxe s'exprima elle aussi. Le saint-synode publia une circulaire adjurant le clergé de prendre des mesures pour extirper les sentiments d'hostilité envers les Juifs. Quelques hiérarques, notamment le père Jean de Cronstadt, très écouté et vénéré des fidèles, s'adressèrent au peuple chrétien en exprimant leur réprobation, leurs exhortations, leurs appels à l'apaisement. « Ils ont substitué à la fête chrétienne une orgie sanguinaire et satanique²¹³. » Et l'évêque Antoine (Krapovitski) de déclarer : « Le châtiment de Dieu s'abattra sur les misérables qui ont fait couler un sang apparenté au Dieu-Homme, à Sa Mère toute Pure, aux apôtres et aux prophètes... pour que vous sachiez combien l'Esprit Divin chérit le peuple juif, rejeté encore de nos jours, et quel est Son courroux contre ceux qui voudraient L'offenser²¹⁴. » On distribua à la population un texte sur ce sujet. (Les longues exhortations et explications de l'Église n'étaient toutefois pas sans refléter un état d'esprit archaïque, figé depuis des siècles et qui allait être dépassé par les redoutables évolutions en cours.)

Dans les premiers jours de mai, soit un mois après les événements, une campagne d'information mais aussi d'intoxication autour du pogrom éclata aussi bien dans la presse russe que dans l'européenne et l'américaine. À Pétersbourg, des articles forcenés parlèrent d'assassinats de mères et de nourrissons, de viols – tantôt de jeunes filles mineures, tantôt, bien sûr, de femmes sous les yeux de leur mari ou de leurs père et mère ; il y était question de

212. In Materialy... [Matériaux...], *op. cit.*, pp. 333-335 ; *Pravitelstvennyi vestnik* (Messager du gouvernement), Saint-Petersbourg, n° 97, 1903, 29 avril (12 mai).

213. J. de Cronstadt : Mes pensées à propos des violences perpétrées par les chrétiens contre les Juifs à Kichinev, in Materialy... [Matériaux...], *op. cit.*, pp. 354, 356.

214. Homélie de l'évêque Antoine du 30 avril 1903, in Materialy... [Matériaux...], *op. cit.*, pp. 354, 356.

« langues arrachées ; un homme fut éventré, une femme eut la tête percée de clous enfoncés par les narines²¹⁵ ». Moins d'une semaine s'était écoulée quand ces détails horribles parurent dans les journaux d'Occident. L'opinion publique occidentale y ajouta pleinement foi. Les Juifs influents en Angleterre s'appuyèrent sur ces affabulations et les inclurent mot pour mot dans leur protestation publique²¹⁶. Devons-nous le redire : « *Aucune trace de sévices ou de viols n'avait été observée sur les corps.* » À cause d'une nouvelle vague d'articles de journaux, on demanda aux médecins légistes de présenter des expertises complémentaires. Le médecin du Service sanitaire de la ville, dénommé Frenkel (qui avait examiné les corps dans le cimetière juif), et un autre, dénommé Tchorba (qui avait accueilli les morts et les blessés à l'hôpital du zemstvo de Kichinev entre cinq heures du soir, le deuxième jour après la Pâque, et midi, le troisième jour, puis à l'hôpital juif), et le docteur Vassiliev (qui avait procédé à l'autopsie de trente-cinq cadavres) – tous attestèrent l'absence sur les corps de traces de tortures ou des violences décrites dans les journaux²¹⁷. On apprit plus tard, lors du procès, que le docteur Dorochevski – celui qui, pensait-on, avait fourni ces effroyables informations – n'avait rien vu de ces atrocités et, de plus, déclinait toute responsabilité dans la publication des articles à scandale²¹⁸. Quant au procureur près la chambre criminelle d'Odessa, il avait, pour répondre à une question de Lopoukhine sur les viols, « mené en secret sa propre enquête » : les récits des familles des victimes elles-mêmes ne confirmèrent aucun cas de viol ; les cas concrets, dans l'expertise, sont positivement exclus²¹⁹. Mais qui a cure des examens et des conclusions des médecins ? Qui se soucie des recherches concrètes du procureur ? Tous ces documents peuvent bien rester à jaunir dans les dossiers des cabinets !

Tout ce que les témoins n'avaient pas confirmé, tout ce que Korolenko n'avait pas raconté, les autorités n'eurent pas la présence

215. Sankt-Petersbourgskii vedomosti (Nouvelles de Saint-Petersbourg), 24 avril (7 mai 1903), p. 5.

216. Baltimore Sun, 16 mai 1903, p. 2 ; The Jewish Chronicle, 15 mai 1903, p. 2 ; Protest by the Board of Deputies and the Anglo-Jewish Association, Times, 18 mai 1903, p. 10.

217. In Materialy... [Matériaux...], *op. cit.*, pp. 174-175.

218. *Ibidem*, p. 279.

219. *Ibidem*, pp. 172-173.

d'esprit de le réfuter. Et tous ces *détails* se propagèrent de par le monde et prirent dans l'opinion la forme d'un *fait*, ce qu'ils allaient demeurer pendant tout le xx^e siècle et qu'ils seront probablement encore pendant tout le xxi^e – refroidis, figés, arrimés à jamais au nom de la Russie.

Or la Russie, depuis de longues années déjà mais avec de plus en plus d'acuité, connaissait une folle, une mortelle distorsion entre la « société civile » et le gouvernement. Il s'agissait d'une lutte à mort : pour les milieux libéraux et radicaux, et plus encore pour les révolutionnaires, tout incident (vrai ou faux) jetant le discrédit sur le gouvernement était pain bénit, et pour eux tout était permis – n'importe quelle exagération, n'importe quelle déformation, n'importe quel maquillage des faits ; l'important était d'humilier le pouvoir le plus sévèrement possible. Pour les radicaux russes, un pogrom de cette gravité était une *chance* dans leur combat !

Le gouvernement résolut d'interdire toute publication dans les journaux concernant le pogrom, mais c'était une maladresse, car les rumeurs furent répercutées avec d'autant plus de force par la presse européenne et américaine ; toutes les élucubrations s'échafaudèrent avec plus d'impunité encore – exactement comme s'il n'y avait jamais eu aucun constat de police.

Et la voilà lancée, la grande offensive contre le gouvernement du tsar. Le Bureau pour la défense des Juifs diffusa des télégrammes dans toutes les capitales : organiser partout des meetings de protestation²²⁰ ! Un membre du Bureau écrivit : « Nous avons communiqué les détails sur les atrocités... en Allemagne, en France, en Angleterre, aux États-Unis... L'impression que causèrent nos informations fut fracassante ; à Paris, Berlin, Londres et New York, il y eut des meetings de protestation au cours desquels les orateurs brossèrent un tableau effrayant des crimes commis par le gouvernement tsariste²²¹. » Le voilà, se disait-on, l'ours russe tel qu'il est depuis la nuit des temps ! « Ces atrocités frappèrent le monde de stupeur. » Et maintenant, sans plus aucune retenue : la police et les soldats *ont par tous les moyens prêté main-forte aux assassins et aux pillards pour qu'ils perpètrent leurs actes inhumains*²²². » La

220. Krohl, *op. cit.*, MJ-2, pp. 376-377.

221. Krohl, Stranitsy... (Pages...), *op. cit.*, p. 302.

222. Krohl, *op. cit.*, MJ-2, pp. 371-372.

« maudite autocratie » s'est elle-même marquée d'une flétrissure indélébile ! Dans les meetings, on stigmatisait le nouveau forfait du tsarisme, « prémédité par lui ». Dans les synagogues de Londres, on accusa... le saint-synode d'avoir commis cette tuerie d'inspiration religieuse. Quelques hiérarques de l'Église catholique firent eux aussi état de leur réprobation. Mais ce fut de loin la presse européenne et américaine qui se montra la plus virulente (notamment le magnat de la presse William Hearst) : « Nous accusons le pouvoir tsariste d'être responsable du massacre de Kichinev. Nous déclarons que sa culpabilité dans cet holocauste est totale. C'est devant sa porte et devant aucune autre que sont exposées les victimes de ces violences. » « Que le Dieu de Justice descende ici-bas pour en finir avec la Russie comme Il en a fini avec Sodome et Gomorrhe... et qu'Il évacue de la face de la Terre ce foyer pestilentiel. » « La tuerie de Kichinev dépasse en insolente cruauté tout ce qui a jamais été enregistré dans aucune nation civilisée²²³ »... (y compris, il faut croire, l'extermination des Juifs dans l'Europe du Moyen Âge ?).

Hélas, se rejoignent dans la même appréciation des événements des Juifs plus ou moins circonspects, plus ou moins étourdis. Et, pas moins de trente ans après les faits, le respectable juriste qu'est G. Sliosberg ressert les mêmes détails dans des publications de l'émigration – (alors que lui-même n'est jamais allé à Kichinev ni sur le moment, ni après) : les clous plantés dans la tête de la victime (il va jusqu'à attribuer cette information au récit de Korolenko !), et les viols, et la présence de « plusieurs milliers de soldats » (la modeste garnison de Kichinev n'en avait jamais vu autant !) qui « semblaient être là pour protéger les auteurs du pogrom²²⁴ ».

Mais la Russie, dans le domaine de la communication, était inexpérimentée, elle était bien incapable de se justifier de façon cohérente ; elle ignorait encore tout des méthodes utilisées pour cela.

En attendant, la prétendue « froide préméditation » du pogrom n'était étayée par aucune preuve solide – aucune qui fût à la mesure de la campagne déchaînée. Et, bien que l'avocat Zaroudny eût déjà « clos son enquête et... fermement établi que l'organisateur

223. « Remember Kichineff » (éditorial), *The Jewish Chronicle*, 15 mai 1903, p. 21 ; 22 mai 1903, p. 10 ; *Baltimore Sun*, 16 mai 1903, p. 4.

224. *Sliosberg*, t. 3, pp. 48-49, 61-64.

principal et le commanditaire du pogrom n'était autre que le chef de l'Okhrana locale, le baron Lewendal²²⁵ » –, même dans cette variante, le personnage de Lewendal n'atteignait pas d'assez près le gouvernement, il fallait tirer encore un peu pour arriver jusqu'au pouvoir central.

Mais nous y voilà ! – six semaines après le pogrom, à point pour attiser encore l'indignation générale et pour déshonorer la figure clé du pouvoir, on « découvrit » (nul ne sait où, nul ne sait par qui, mais fort à propos) le texte d'une « lettre archisécète » du ministre de l'Intérieur Plehve au gouverneur de Kichinev, Von Raaben (non point une circulaire adressée à tous les gouverneurs de la Zone de résidence, non, mais une lettre adressée à lui seul, dix jours avant le pogrom), dans laquelle le ministre, en des termes plutôt évasifs, prodiguait un conseil : si des désordres graves se produisent dans la province de Bessarabie, ne pas les réprimer par les armes, mais n'utiliser que la persuasion. Et voilà qu'un individu, fort à propos là aussi, transmet le texte de cette lettre à un correspondant anglais à Pétersbourg, D. D. Braham – et celui-ci s'empresse de la publier à Londres dans le *Times* du 18 mai 1903²²⁶.

A priori : que pèse une seule publication dans un seul journal, que rien ne vient corroborer – ni sur l'instant, ni plus tard ? Mais elle pèse autant que vous voulez ! Énormément, même ! Et, dans le cas présent, la publication du *Times* fut comme étayée par la protestation de Juifs britanniques éminents, avec Montefiore à leur tête (issu d'une célébrisissime famille)²²⁷.

À la faveur du climat qui régnait de par le monde, cette lettre connut un colossal succès : les intentions sanguinaires contre les Juifs du tsarisme universellement abhorré, qui n'avaient pas encore été prouvées, se trouvaient brusquement « attestées avec documents à l'appui ». Articles et meetings connurent une nouvelle recrudescence à travers le monde entier. Le troisième jour après la publication, le *New York Times* fit remarquer que « trois jours déjà que la lettre a été divulguée – et aucun démenti n'est survenu », et la presse britannique a déjà décrété qu'elle était authentique. « Que peut-on dire du niveau de civilisation d'un pays dont un ministre

225. *Ibidem*.

226. *Times*, 18 mai 1903, p. 10.

227. « Protest by the Board of Deputies and the Anglo-Jewish Association », *Times*, 18 mai 1903, p. 10.

peut donner son blanc-seing à de telles exactions²²⁸ ? » Le gouvernement russe, lui, dans sa maladresse et son incompréhension de la gravité des choses, ne trouva rien de mieux à faire que lâcher négligemment un démenti laconique signé du chef du département de la Police, A. Lopoukhine, et cela seulement au neuvième jour après la publication scandaleuse du *Times*²²⁹, mais, au lieu d'enquêter sur la falsification, il se contenta d'expulser Braham du territoire.

L'on peut avancer avec certitude qu'il s'agissait bien d'un faux, et ce, pour plusieurs raisons. Non seulement parce que Braham n'a jamais exhibé la moindre preuve de l'authenticité de la lettre. Non seulement parce que Lopoukhine, ennemi déclaré de Plehve, a lui-même démenti ce texte. Non seulement parce que le prince Ouroussov, grand sympathisant des Juifs, qui avait succédé à Von Raaben et contrôlait les archives du gouvernement, n'y avait trouvé aucune « lettre de Plehve ». Non seulement parce que le pauvre Von Raaben, limogé, sa vie et sa carrière brisées, jamais, dans ses efforts désespérés pour rétablir sa réputation, ne s'est plaint d'avoir reçu des instructions « d'en haut » – ce qui aurait aussitôt restauré sa carrière et fait de lui l'idole de la société libérale. La raison principale réside enfin dans le fait que les archives de l'État, en Russie, n'avaient rien de commun avec les archives truquées de l'ère soviétique, quand on concoctait à la demande n'importe quel document ou qu'on brûlait tel autre en catimini. Non, dans les archives russes, tout était conservé, inviolablement et pour toujours. Sitôt après la révolution de février, une commission d'enquête extraordinaire du gouvernement provisoire, et, plus zélée encore, la « Commission spéciale pour l'étude de l'histoire des pogroms », avec des enquêteurs aussi sérieux que S. Doubnov, G. Krasny-Admoni, ne trouvèrent ni à Pétersbourg, ni à Kichinev, le document incriminé, non plus que son enregistrement à l'entrée ou à la sortie ; elles ne trouvèrent que la *traduction* en russe du texte anglais de Braham (ainsi que des papiers comportant « des indications relatives aux châtiments sévères et aux destitutions... sanctionnant toute action illégale des agents responsables de la question juive²³⁰ »).

228. New York Times, 19 mai 1903, p. 10 ; 21 mai 1903, p. 8.

229. Times, 27 mai 1903, p. 7.

230. P. P. Zavorsine, Rabota taïnoï politsii (Le travail de la Police secrète), Paris, 1924, pp. 68-69.

Après 1917, qu'avait-on encore à craindre ? Or, pas un seul témoin, pas un seul mémorialiste ne s'est trouvé pour raconter d'où était tombé cet immortel télégramme, ou pour se vanter d'avoir servi d'intermédiaire. Et Braham lui-même – ni à l'époque, ni plus tard – n'a pipé le moindre mot.

Mais cela n'empêcha pas le journal constitutionnel-démocrate *Retch* (« Parole ») d'écrire encore avec assurance, le 19 mars 1917 : « Le bain de sang de Kichinev, les pogroms contre-révolutionnaires de 1905 furent organisés, comme cela a été établi définitivement, par le département de la Police. » Et, en août 1917, à la Conférence d'État de Moscou, le président de la Commission d'enquête extraordinaire déclara publiquement qu'il « présenterait bientôt les documents du département de la Police concernant l'organisation des pogroms antijuifs » – mais ni bientôt ni bien tard, ni la Commission ni, ultérieurement, les bolcheviks n'exhibèrent le moindre document de ce genre. Ainsi s'est inscrit le mensonge, quasiment jusqu'à nos jours !... (Dans mon *Novembre 16*, l'un des personnages évoque le pogrom de Kichinev ; en 1986, l'éditeur allemand ajoute à ce propos une note explicative qui dit : « Pogrom antijuif, soigneusement préparé, qui dura deux jours. Le ministre de l'Intérieur Plehve avait conjuré le gouverneur de Bessarabie, en cas de pogrom, de ne pas faire intervenir les armes²³¹. ») Dans l'*Encyclopédie juive* récente (1996), nous lisons cette affirmation : « En avril 1903, le nouveau ministre de l'Intérieur, Plehve, organisa avec ses agents un pogrom à Kichinev²³². » (Paradoxalement, nous lisons dans le tome précédent : « Le texte du télégramme de Plehve publié dans le *Times* de Londres... est tenu par la plupart des spécialistes pour un faux²³³ »).

Et voilà : la fausse histoire du pogrom de Kichinev a fait beaucoup plus de bruit que la vraie, cruelle et authentique. Le point sera-t-il fait un jour ? Ou faudra-t-il attendre cent années encore ?

L'impéritie du gouvernement tsariste, la décrépitude de son pouvoir s'étaient manifestées à diverses occasions, en Transcaucasie par exemple, quand se déclancha la tuerie entre Arméniens et

231. *Novembre sechzehn*, München-Zürich, Piper, 1986, p. 1149. Trad française, éd. Fayard, Paris, 1985.

232. *PEJ*, t. 7, p. 347.

233. *Ibidem*, t. 6, p. 533.

Azéris, mais le gouvernement ne fut déclaré coupable que dans l'affaire de Kichinev.

« Les Juifs, écrivit D. Pasmanik, n'ont jamais imputé le pogrom au peuple, ils ont toujours accusé exclusivement le pouvoir, l'administration... Aucuns faits n'ont jamais pu ébranler cette opinion, une opinion parfaitement superficielle au demeurant²³⁴. » Et Biekerman de souligner qu'il était de notoriété publique que les pogroms étaient, pour le gouvernement, une forme de lutte contre la révolution. Des esprits plus circonspects raisonnaient ainsi : si, dans les récents pogroms, aucune préparation technique par le pouvoir n'est attestée, « l'état d'esprit qui règne à Saint-Petersbourg est tel que n'importe quel judéophobe virulent trouvera auprès des autorités, du ministre au dernier sergent de ville, une attitude bienveillante à son égard ». Pourtant, le procès de Kichinev, qui se déroula à l'automne 1903, montra exactement le contraire.

Pour l'opposition libérale et radicale, ce procès devait se transformer en bataille contre l'autocratie. On y expédia en qualité de « parties civiles » d'éminents avocats, juifs et chrétiens – M. Karabchevski, O. Grouzenberg, S. Kalmanovitch, A. Zaroudny, N. Sokolov. Le « brillantissime avocat de gauche » P. Pereverzev et quelques autres se portèrent en *défenseurs* des accusés « afin que ceux-ci ne craignent pas de dire au tribunal... qui les avait incités à entamer le carnage²³⁵ » – en clair : dire que c'était le pouvoir qui avait armé leur bras. Les « parties civiles » exigeaient qu'on procédât à un supplément d'enquête et qu'on fit asseoir au banc des accusés les « véritables coupables » ! Les autorités ne publièrent pas les comptes-rendus d'audience afin de ne pas exacerber les passions dans la ville de Kichinev, non plus que celles, déjà chauffées à blanc, de l'opinion mondiale. Les choses n'en furent que plus faciles : l'escouade d'activistes qui entourait les « parties civiles » établit ses propres comptes-rendus et les expédia à travers le monde, *via* la Roumanie, pour publication. Cela ne modifia pourtant en rien le cours du procès : on n'en finissait pas de scruter le faciès des tueurs, mais les coupables, c'étaient à n'en pas douter les autorités – coupables seulement, il est vrai, de

234. D. S. Pasmanik, *Rousskaïa revolioutsiia i evreïstvo (Bolchevisme i ioudaïsme)* (La révolution russe et le judaïsme [Bolchévisme et judaïsme]), Paris, 1923, p. 142.

235. Krohl, Stranitsy... (Pages...), *op. cit.*, p. 303.

n'être pas intervenues à temps. À ce moment, le groupe des avocats se fendit d'une déclaration collective dans laquelle il était dit : « Si le tribunal refuse de traduire en justice et de châtier les principaux coupables du pogrom » – c'est-à-dire non point un quelconque gouverneur Von Raaben (il n'intéressait plus personne), mais bel et bien le ministre Plchve en personne et le gouvernement central de la Russie – « ils [les défenseurs] n'auront plus rien à faire dans ce procès ». Car ils « se sont heurtés à une telle hostilité de la part du tribunal, qu'il ne leur a donné aucune possibilité... de défendre librement et en conscience les intérêts de leurs clients, ainsi que ceux de la justice²³⁶ ». Cette nouvelle tactique des avocats, qui constituait une démarche proprement politique, se révéla tout à fait féconde et prometteuse ; elle fit grande impression dans le monde entier. « L'action des avocats a été approuvée par tous les meilleurs esprits en Russie²³⁷. »

Le procès devant le Tribunal d'exception de la chambre criminelle d'Odessa se déroulait à présent dans l'ordre. Les pronostics des journaux occidentaux, comme quoi « le procès de Kichinev ne sera qu'une mascarade, une parodie de justice²³⁸ », ne se confirmèrent en rien. Les accusés, vu leur nombre, durent être répartis en plusieurs groupes selon la gravité de l'accusation. Comme il a été dit plus haut, il n'y avait pas de Juifs parmi les accusés²³⁹. Le chef de la gendarmerie de la province avait déjà annoncé au mois d'avril que, sur 816 personnes arrêtées, 250 avaient obtenu un non-lieu pour inconsistance des charges pesant à leur encontre, 446 avaient aussitôt fait l'objet de décisions judiciaires pour délits mineurs (on en trouve le témoignage dans le *Times*), et « les personnes que le tribunal a reconnues coupables ont été condamnées aux peines les plus lourdes » ; une centaine firent l'objet d'inculpations graves, dont 36 accusées de meurtre et de viol (en novembre, ils seront 37). En décembre, le même chef de la gendarmerie annonce les résultats du procès : privation de tous droits, de tous biens, et bague (sept ans ou cinq ans), privation des droits et bataillon disciplinaire (un an et un an et demi). En tout,

236. Krohl, *op. cit.*, MJ-2*, pp. 379-380.

237. Sliosberg, t. 3, p. 69.

238. *Times*, 10 novembre 1903, p. 4.

239. EJ, t. 9, p. 507.

25 condamnations et 12 acquittements²⁴⁰. Avaient été condamnés les vrais coupables de vrais crimes, ceux que nous avons décrits. Les condamnations, cependant, ne furent pas tendres – « le drame de Kichinev s'achève sur une contradiction usuelle en Russie : à Kichinev, les criminels semblent faire l'objet d'une rigoureuse répression judiciaire », s'étonna l'*Annuaire juif* américain²⁴¹.

Au printemps 1904, les débats en cassation à Pétersbourg furent rendus publics²⁴². Et, en 1905, le pogrogrom Kichinev se trouva une fois encore examiné au Sénat ; Winaver y prit la parole pour ne rien prouver de nouveau.

En réalité, l'affaire du pogrogrom de Kichinev avait infligé au gouvernement tsariste une dure leçon en lui révélant qu'un État qui tolère pareille infamie est un État scandaleusement impuissant. Mais la leçon eût été tout aussi claire sans falsifications venimeuses ni ajouts mensongers. Pourquoi la simple vérité sur le pogrogrom de Kichinev a-t-elle paru insuffisante ? Vraisemblablement parce que cette vérité eût reflété la vraie nature du gouvernement – un organisme sclérosé, coupable de brimades contre les Juifs, mais qui restait mal assuré, incohérent. Alors qu'à l'aide de mensonges on le représentait comme un persécuteur averti, infiniment sûr de lui et malfaisant. Un tel *ennemi* ne pouvait mériter que l'annihilation.

Le gouvernement russe, qui depuis longtemps déjà s'était laissé largement dépasser sur la scène internationale, ne comprit pas, ni sur le moment ni après coup, quelle cuisante défaite il venait d'essuyer là. Ce pogrogrom souillait d'une tache puante *toute* l'histoire russe, toutes les idées que le monde se faisait de la Russie *dans sa globalité* ; la sinistre lueur d'incendie projetée par lui annonça et précipita les bouleversements qui allaient prochainement ébranler le pays.

240. Materialy... (Matériaux...), *op. cit.*, p. 147 ; Times, 18 mai 1903, p. 8 ; Materialy..., *op. cit.*, p. 294.

241. The American Jewish Year Book, 5664 (1903-1904), Philadelphia, 1903, p. 22.

242. Froumkine, LMJR-1, pp. 60-61.

Chapitre 9

DANS LA RÉVOLUTION DE 1905

Le pogrom de Kichinev produisit un effet dévastateur et ineffaçable sur la communauté juive de Russie. Jabotinski : Kichinev trace « la frontière entre deux époques, deux psychologies ». Les Juifs de Russie n'ont pas seulement éprouvé une profonde douleur, mais, plus profondément encore, « quelque chose qui a presque fait oublier la douleur, – et c'était la honte¹ ». « Si le carnage de Kichinev a joué un grand rôle dans la prise de conscience de notre situation, c'est parce que nous nous sommes alors aperçus que les Juifs étaient des poltrons². »

Nous avons déjà évoqué la défaillance de la police et la gaucherie des autorités – il était donc tout naturel que les Juifs se soient posé la question : faut-il continuer à compter sur la protection des pouvoirs publics ? Pourquoi ne pas créer nos propres milices armées et nous défendre les armes à la main ? Ils y étaient incités par un groupe d'hommes publics et d'écrivains en vue – Doubnov, Ahad Haam, Rovnitsky, Ben-Ami, Bialik : « Frères..., cessez de pleurer et d'implorer miséricorde. N'attendez aucune aide de vos ennemis. Ne comptez que sur vos seuls bras³ ! »

Ces appels « produisaient sur la jeunesse juive l'effet d'une

1. V. *Jabotinski*, *Vvedenie* (Préface à Kh. N. Bialik, *Pesni i poemy* (Chansons et poèmes), Saint-Petersbourg, éd. Zalzman, 1914, pp. 42-43.

2. V. *Jabotinski*, *V traournye dni* (Jours de deuil), Felictony, Saint-Petersbourg, Tipografia « Gueroid », 1913, p. 25.

3. M. *Krohl*, *Kichinëvskii pogrom 1903 goda Kichinëvskii pogromnyi protsess* (Le pogrom de Kichinev de 1903), LMJR-2, New York, 1944, p. 377.

décharge électrique⁴ ». Et dans l'atmosphère surchauffée qui se mit à régner après le pogrom de Kichinev, des « groupes armés d'auto-défense » virent rapidement le jour en différents points de la Zone de résidence. Ils étaient généralement financés « par la communauté juive⁵ », et l'introduction illégale d'armes en provenance de l'étranger ne posait pas de problèmes aux Juifs. Il n'était pas rare que ces armes tombassent entre les mains de très jeunes gens.

Les rapports officiels ne signalent pas l'existence de groupes armés parmi la population chrétienne. Le gouvernement luttait comme il pouvait contre les bombes des terroristes. Lorsque des milices armées commencèrent à se développer, il y vit – c'est bien naturel – des manifestations totalement illégales, les prémisses de la guerre civile, et il les frappa d'interdiction avec les moyens et les informations dont il disposait. (Aujourd'hui aussi, dans le monde entier, on condamne et interdit les « formations paramilitaires illégales ».)

Un groupement armé très opérationnel fut formé à Gomel sous la direction du comité local du Bund. Dès le 1^{er} mars 1903, celui-ci avait organisé des « festivités » pour l'anniversaire de l'« exécution d'Alexandre II⁶ ». Dans cette ville où chrétiens et Juifs étaient en nombre à peu près égal⁷ et où les Juifs socialistes étaient plus que déterminés, la constitution de groupes armés d'autodéfense se fit de façon particulièrement énergique. On put le constater au cours des événements du 29 août et du 1^{er} septembre 1903 – le pogrom de Gomel.

Selon les conclusions de l'enquête officielle, la responsabilité du pogrom de Gomel est partagée : chrétiens et Juifs se sont mutuellement agressés.

Examinons de plus près les documents officiels de l'époque, en l'occurrence, l'acte d'accusation sur l'affaire de Gomel, reposant sur les rapports de police établis sur-le-champ. (Les rapports de

4. *Ibidem*.

5. S. Dimanstein, *Revolutsionnoïe dvijenie sredi ievreïev* (Le mouvement révolutionnaire chez les Juifs), Saint-Petersbourg, 1905 : *Istoria revolutsionnovo dvijenja v otdelnykh otcerkakh* (Histoire du mouvement révolutionnaire – en abrégé : « 1905 ») / pod redaktskij M. N. Pokrovskovo, t. 3, vyp. 1, M.-L., 1927, p. 150.

6. N. A. Buchbinder, *Ievreïskoïe rabotcheïe dvijenie v Gomele (1890-1905)* (Le mouvement ouvrier juif à Gomel [1890-1905]), *Krasnaïa letopis : Istoricheskiï journal*, Pg., 1922, n^{os} 2-3, pp. 65-69.

7. *Ibidem*, p. 38.

police, qui datent en Russie du début du ^{xx}^e siècle ont fait à maintes reprises la preuve de leur exactitude et de leur précision irréprochable – et cela, jusqu'au tohu-bohu des journées de février 1917, jusqu'au moment où les postes de police de Petrograd furent investis par les insurgés, incendiés – dès lors, ce courant d'informations minutieusement consignées fut coupé net, et l'est resté pour nous.)

Au procès de Gomel, l'acte d'accusation fait état de ce qui suit : « La population juive... a commencé à se procurer des armes et à organiser des cercles d'autodéfense pour le cas où surviendraient des troubles dirigés contre les Juifs... Certains habitants de Gomel ont eu l'occasion d'assister à des séances d'entraînement de la jeunesse juive qui se déroulaient en dehors de la ville et rassemblaient jusqu'à cent personnes s'exerçant à tirer au revolver⁸. »

« La généralisation de la détention d'armes, d'une part, la conscience de sa supériorité numérique et de sa cohésion, d'autre part, ont enhardi la population juive au point que, parmi sa jeunesse, on s'est mis à parler non seulement d'autodéfense, mais d'indispensable vengeance pour le pogrom de Kichinev. »

C'est ainsi que la haine exprimée en un endroit se répercute ensuite à un autre, éloigné – et contre des innocents.

« Depuis quelque temps, l'attitude des Juifs de Gomel est devenue non seulement méprisante, mais franchement provocante ; les agressions – tant verbales que physiques – contre des paysans et des ouvriers sont devenues monnaie courante, et les Juifs manifestent de toutes sortes de façons leur mépris même à l'égard des Russes appartenant à des couches sociales plus élevées, obligeant par exemple des militaires à changer de trottoir. » Le 29 août 1903, tout a commencé par un banal incident sur un marché : une altercation entre la marchande de harengs Malitskaïa et son client Chalykov ; elle lui a craché au visage, la dispute a tourné à la rixe, « aussitôt plusieurs Juifs se sont précipités sur Chalykov, l'ont jeté à terre et se sont mis à le frapper avec tout ce qui leur tombait sous la main. Une dizaine de paysans... ont voulu prendre la défense de Chalykov, mais les Juifs ont immédiatement émis des sifflements

8. Kievskaja soudebnaja palata : Delo o gomelskom pogrom (Palais de justice de Kiev : l'affaire du pogrom de Gomel), Pravo, Saint-Petersbourg, 1904, n° 44, pp. 3041-3042.

convenus, provoquant un afflux considérable d'autres Juifs... Sans doute ces sifflements d'appel à l'aide... ont-ils aussitôt mobilisé toute la population juive de la ville » ; « à pied, en voiture, armés comme ils pouvaient, les Juifs ont afflué de partout vers le marché. Très vite, la rue du Marché, le marché lui-même et toutes les rues adjacentes ont été noirs de monde ; les Juifs étaient armés de pierres, de bâtons, de marteaux, de casse-tête fabriqués spécialement ou même simplement de barres de fer. De partout des cris s'élevaient : "Allez, les Juifs ! Au marché ! C'est le pogrom des Russes !" Et toute cette masse se mit par petits groupes à poursuivre les paysans pour les frapper » – or ces derniers étaient nombreux, un jour de marché. « Laisant là leurs emplettes, les paysans – quand ils en avaient le temps – sautaient sur leurs chariots et se hâtaient de quitter la ville... Des témoins racontent que quand ils attrapaient des Russes, les Juifs les frappaient sans pitié, ils frappaient les vieillards, les femmes et même les enfants. Par exemple, une petite fille fut tirée hors d'un chariot et traînée par les cheveux sur la chaussée. » « Un paysan du nom de Silkov s'était placé à quelque distance pour profiter du spectacle en grignotant un quignon de pain. À ce moment, un Juif qui passait derrière lui en courant lui porta à la gorge un coup de couteau mortel, puis disparut parmi la foule. » D'autres épisodes sont énumérés. Un officier ne fut sauvé que grâce à l'intervention du rabbin Maïants et du propriétaire de la maison voisine, Roudzievski. Arrivée sur les lieux, la police fut accueillie, « du côté des Juifs, par une grêle de pierres et par des coups de revolver... qui portaient non seulement de la foule, mais aussi des balcons des immeubles voisins » ; « les violences exercées sur la population chrétienne se sont poursuivies presque jusqu'au soir, et ce n'est qu'avec l'arrivée d'un détachement de l'armée que les attroupements de Juifs furent dispersés » ; « les Juifs frappaient les Russes et principalement les paysans qui... étaient incapables de leur opposer la moindre résistance, aussi bien du fait de leur faible nombre, comparé à celui des Juifs, que de leur absence de moyens de défense... Ce jour-là, toutes les victimes furent des Russes... beaucoup de blessés, de gens roués de coups⁹ ».

L'acte d'accusation conclut à propos des événements du 29 août

9. *Ibidem*, pp. 3041-3043.

qu'ils « avaient indéniablement le caractère d'un "pogrom anti-russe"¹⁰ ».

Ces faits suscitèrent « une profonde indignation au sein de la population chrétienne », qui renforça d'autant « l'humeur euphorique » des Juifs, leur « enthousiasme »... : « On n'est plus à Kichinev ! » Le 1^{er} septembre, après la sirène de midi, les ouvriers des chemins de fer étaient anormalement bruyants au sortir des ateliers, on entendait des cris, des exclamations, et le chef de la police donna l'ordre de barrer le pont qui mène en ville. Alors les ouvriers se répandirent dans les rues avoisinantes et « des pierres volèrent en direction des fenêtres des maisons habitées par des Juifs », tandis qu'« en ville commençaient à se former d'importants rassemblements de Juifs » qui « jetaient à distance des bouts de bois et des pierres sur la foule des ouvriers » ; « deux pavés lancés par la foule juive » frappèrent dans le dos un commissaire de police qui tomba sans connaissance. La foule russe se mit à hurler : « Les youtres ont tué le commissaire ! » et entreprit de saccager les maisons et magasins juifs. L'intervention de la troupe, qui sépara les adversaires et se déploya face aux uns et aux autres, permit d'éviter l'effusion de sang. Du côté des Juifs, on lançait des pierres et on tirait des coups de revolver sur les soldats « en les abreuvant d'injures ». Le commandant demanda au rabbin Maïants et au docteur Zalkind d'intervenir auprès des Juifs, mais « leurs appels au calme n'eurent aucun effet et la foule continuait de s'agiter » ; on ne parvint à la faire reculer qu'en pointant les baïonnettes. Le principal succès de l'armée fut d'empêcher « les casseurs de parvenir jusqu'au centre ville, où se trouvent les magasins et les maisons des Juifs fortunés ». Alors le pogrom se déplaça vers la périphérie de la ville. Le chef de la police tenta encore d'exhorter la foule, mais on lui criait : « T'es avec les Juifs, tu nous as trahis ! » Les salves tirées par la troupe sur les Russes comme sur les Juifs enrayèrent le pogrom, mais, deux heures plus tard, il reprit dans la banlieue – à nouveau des tirs sur la foule, plusieurs morts et blessés, puis le pogrom cessa. Cependant, l'acte d'accusation fait état de la présence dans le centre ville de « groupes de Juifs qui se conduisaient de manière très provocante et s'opposaient à l'armée et à la police... Comme le 29 août, tous étaient armés... beaucoup

10. *Ibidem*, p. 3041.

brandissaient revolvers et poignards », « allant jusqu'à tirer des coups de feu ou à jeter des pierres sur les troupes chargées de protéger leurs biens » ; « ils s'en prenaient aux Russes qui se hasardaient seuls dans la rue, y compris aux soldats » ; un paysan et un mendiant furent tués. Au cours de cette journée, trois Juifs de condition moyenne succombèrent à des « blessures mortelles ». Vers le soir, les désordres cessèrent. 5 Juifs et 4 chrétiens avaient été tués. « Près de 250 locaux à usage commercial ou d'habitation appartenant à des Juifs avaient été touchés par le pogrom. » Du côté des Juifs, « l'écrasante majorité des participants actifs aux événements était constituée exclusivement de... jeunes gens », mais de nombreuses personnes d'« âge plus mûr », ainsi que des enfants, leur avaient tendu pierres, planches et rondins¹¹.

On ne trouve de description de ces événements chez aucun auteur juif.

« Le pogrom de Gornj n'avait pas pris ses organisateurs au dépourvu. On s'y préparait depuis longtemps, la mise sur pied de l'autodéfense avait été mise en place sitôt après les événements de Kichinev¹². » Quelques mois à peine après Kichinev, les Juifs pouvaient ne plus se mépriser pour l'attitude résignée dont les accusait, entre autres, le poète Bialik. Et, comme il arrive toujours avec les groupes armés de ce type, la frontière entre défense et attaque devint floue. La première s'alimentait du pogrom de Kichinev, la seconde de l'esprit révolutionnaire des organisateurs.

(L'activisme de la jeunesse juive s'était déjà manifesté auparavant. Ainsi, en 1899, fut révélée l'« affaire de Chklov » : dans cette ville où on comptait neuf Juifs pour un Russe, des soldats russes désarmés – ils étaient démobilisables – furent violemment passés à tabac par des Juifs. Après avoir examiné cet épisode, le Sénat considéra qu'il s'agissait d'une manifestation de haine ethnique et religieuse de Juifs envers des Russes, relevant du même article du Code pénal que celui qui avait été appliqué au procès des responsables du pogrom de Kichinev.)

Cet activisme ne doit pas être mis au compte du seul Bund. « À la tête de ce processus [de création, à un rythme soutenu, d'organisations d'autodéfense] se trouvent les sionistes et les partis

11. *Ibidem*, pp. 3043-3046.

12. *Buchbinder, op. cit.*, p. 69.

proches du sionisme – les sionistes-socialistes et les “Poalei Zion”. » C’est ainsi qu’à Gomel, en 1903, « la majorité des détachements fut organisée par le parti des “Poalei Zion”¹³ ». (Ce qui contredit Buchbinder, fervent admirateur du Bund – je ne sais trop qui il faut croire.)

Lorsque la nouvelle du pogrom de Gomel parvint à Pétersbourg, le Bureau de défense des Juifs dépêcha sur place deux avocats – il s’agissait encore de Zaroudny et N. D. Sokolov – pour procéder dans les plus brefs délais à une enquête privée. Zaroudny réunit derechef des « preuves irréfutables » que le pogrom avait été organisé par le département de la Sécurité¹⁴, mais, là non plus, elle ne furent pas rendues publiques. (Trente ans après, même Sliosberg, qui participa au procès de Gomel, lui emboîta le pas dans ses Mémoires en trois volumes, affirmant, sans en apporter la moindre preuve – ce qui paraît incompréhensible de la part d’un juriste –, se trompant sur les dates – et ces erreurs que l’on peut imputer à l’âge, il ne s’est trouvé personne pour les corriger –, que le pogrom de Gomel avait été délibérément organisé par la police. Il exclut également toute action offensive de la part des détachements d’autodéfense du Bund et des Poalei Zion. (Il en parle de façon incohérente et confuse ; ainsi, par exemple : « Les jeunes gens des groupes d’autodéfense mirent rapidement fin aux débordements et chassèrent les paysans », « les jeunes Juifs se rassemblaient promptement et, à plus d’une reprise, ils purent repousser les casseurs¹⁵ », – comme ça, sans faire usage d’aucune arme ?...)

L’enquête officielle avançait avec sérieux, pas à pas – et, pendant ce temps-là, la Russie s’enfonçait dans la guerre du Japon. Et ce n’est qu’en octobre 1904 qu’eut lieu le procès de Gomel – dans une atmosphère politique chauffée à blanc.

44 chrétiens et 36 Juifs comparaissaient devant le tribunal ; près d’un millier de personnes furent appelées à la barre des témoins¹⁶. Le Bureau de défense était représenté par plusieurs avocats :

13. L. *Praisman*, Pogromy i samooborona (Les pogroms et l’autodéfense), « 22 » : Obshchestvenno-politicheskiĭ literaturnyiĭ zhurnal ievreiskoiĭ intelligentsii iz SSSR v Izraele, Tel-Aviv, 1986-1987, n° 51, p. 178.

14. De la minouchikh dneĭ : Zapiski rousskovo ievreia (Choses du passé : souvenirs d’un Juif russe), V 3-kh t. Paris, 1933-1934. t. 3, pp. 78-79.

15. *Ibidem*, p. 77.

16. Delo o gomelskom pogrome (Palais de justice de Kiev : l’affaire du pogrom de Gomel), *op. cit.*, p. 3040.

Sliosberg, Kupernik, Mandelstam, Kalmanovitch, Ratner, Krohl. De leur point de vue, il était injuste qu'au banc des accusés figurât ne serait-ce qu'un seul Juif : pour toute la communauté juive de Russie, « c'était comme une mise en garde contre tout recours à l'autodéfense¹⁷ ». Du point de vue du gouvernement, il ne s'agissait pas en l'occurrence d'« autodéfense ». Mais les avocats des accusés juifs ne s'occupaient pas des détails, ainsi des biens juifs qui avaient réellement été saccagés – seulement d'une chose : mettre au jour les « motifs politiques » du pogrom, souligner, par exemple, que la jeunesse juive, au cœur de la mêlée, criait : « À bas l'autocratie ! » D'ailleurs, peu après, ils décidèrent d'abandonner leurs clients et de quitter collectivement la salle d'audience pour lancer un message encore plus fort : rééditer le précédent du procès de Kichinev¹⁸.

Ce procédé aussi adroit que révolutionnaire était tout à fait dans l'air du temps en décembre 1904 : ces avocats libéraux voulaient faire exploser le système judiciaire lui-même !

Après leur départ, « le procès alla vite à son terme » dans la mesure où, maintenant, on put procéder à l'examen des faits. Une partie des Juifs furent acquittés, les autres furent condamnés à des peines n'excédant pas cinq mois ; « les condamnations qui frappèrent les chrétiens furent égales à celles des Juifs¹⁹ ». Au bout du compte, il y eut à peu près autant de condamnations d'un côté que de l'autre²⁰.

*

En s'enfonçant dans la guerre du Japon, en adoptant une position rigide et peu perspicace dans le conflit sur la Corée, ni l'empereur Nicolas II ni les hauts dignitaires qui l'entouraient ne se rendaient le moins du monde compte à quel point, sur le plan international, la Russie était vulnérable à l'ouest et surtout du côté de la « traditionnellement amicale » Amérique. Ils ne prenaient pas non plus

17. EJ, t. 6, p. 666.

18. Sliosberg, t. 3, pp. 78-87.

19. EJ, t. 6, p. 667.

20. I. G. Froumkine, *Iz istorii rousskovo ievreïstva* – (Sb.) *Kniga o rousskom evreïstve : Ot 1860 godov do Revolutsii 1917 g.* (Aspects de l'histoire des Juifs russes), in LMJR-I, p. 61.

en considération la montée en puissance des financiers occidentaux qui influençaient déjà sensiblement la politique des grandes puissances, de plus en plus dépendantes du crédit. Au XIX^e siècle, les choses ne se passaient pas encore de cette façon et le gouvernement russe, toujours lent à réagir, ne sut pas percevoir ces changements.

Cependant, après le pogrom de Kichinev, l'opinion occidentale s'installe durablement dans une attitude de répulsion vis-à-vis de la Russie, considérée comme un vieil épouvantail, un pays asiatique et despotique où règne l'obscurantisme, où le peuple est exploité, où les révolutionnaires sont traités sans aucune pitié, soumis à des souffrances et à des privations inhumaines, et voilà que maintenant on y massacre les Juifs « par milliers », et, derrière tout cela, il y a la main du gouvernement ! (Comme nous l'avons vu, le gouvernement ne sut pas rectifier à temps, avec énergie et efficacité, cette version déformée des faits.) Du coup, en Occident, on se mit à considérer comme convenable, voire digne de considération d'espérer que la révolution éclate en Russie dans les plus brefs délais : ce serait une bonne chose pour le monde entier – et pour les Juifs de Russie en particulier.

Et, par-dessus tout cela, l'impéritie, l'incapacité, l'impréparation à conduire des opérations militaires lointaines contre un pays qui semblait alors petit et faible, et ce, dans le contexte d'une opinion publique agitée, ouvertement hostile, souhaitant ardemment la défaite de son propre pays.

La sympathie des États-Unis pour le Japon s'exprimait abondamment dans la presse américaine. Celle-ci « saluait chaque victoire japonaise et ne cachait pas son désir de voir la Russie subir un revers rapide et décisif²¹ ». Witte mentionne à deux reprises dans ses Mémoires que le président Theodore Roosevelt était du côté du Japon et lui apportait son soutien²². Et Roosevelt lui-même : « Dès que cette guerre a éclaté, j'ai porté à la connaissance de l'Allemagne et de la France, avec la plus grande courtoisie et la plus grande discrétion, qu'en cas d'entente antijaponaise » avec la Russie « je prendrais immédiatement le parti du Japon et

21. F. R. Dulles, *The Road to Teheran : The Story of Russia and America, 1781-1943*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1944, pp. 88-89.

22. S. I. Witte, *Vospominania. Tsarstvovanie Nikolaïa II* (Mémoires. Le règne de Nicolas II), en 2 vol., Berlin, Slovo, 1922, t. 1, pp. 376, 393.

ferais tout par la suite pour servir ses intérêts²³ ». On peut supposer que les intentions de Roosevelt n'étaient pas restées inconnues du Japon.

Et c'est là qu'est apparu sur le devant de la scène le très puissant banquier Jakob Schiff – l'un « des plus grands parmi les Juifs, lui qui pouvait réaliser ses idéaux grâce à sa position exceptionnelle dans la sphère économique²⁴ ». « Dès son tout jeune âge, Schiff s'est occupé d'affaires commerciales » ; il émigre d'Allemagne à New York et prend bientôt la tête de la banque Kuhn, Loeb and Co. En 1912, « il est en Amérique le roi du rail, propriétaire de vingt-deux mille miles de chemins de fer » ; « il se fait également une réputation de philanthrope énergique et généreux ; il se montre particulièrement sensible aux besoins de la communauté juive²⁵ ». Schiff prenait particulièrement à cœur le sort des Juifs russes – d'où son hostilité envers la Russie jusqu'en 1917. Selon l'*Encyclopaedia Judaica* (en anglais), « Schiff contribua de façon remarquable à l'attribution de crédits à son propre gouvernement comme à celui d'autres pays, se signalant tout particulièrement par un prêt de 200 millions de dollars au Japon pendant le conflit qui opposa celui-ci à la Russie en 1904-1905. Mis hors de lui par la politique antisémite du régime tsariste en Russie, il soutint avec empressement l'effort de guerre japonais. Il refusa constamment de participer à l'attribution de prêts à la Russie et usa de son influence pour dissuader d'autres établissements de le faire, tout en accordant une aide financière aux groupes d'autodéfense des Juifs russes²⁶ ». Mais, s'il est vrai que cet argent permettait au Bund et aux Poalei Zion de se fournir en armes, il n'est pas moins vraisemblable qu'en aient également profité d'autres organisations révolutionnaires de Russie (y compris les S.-R. qui, à l'époque, pratiquaient le terrorisme). Il existe un témoignage selon lequel, au cours d'un entretien avec un fonctionnaire du ministère des Finances de Russie, G. A. Vilenkine, qui était aussi un de ses parents éloignés, Schiff aurait « reconnu contribuer au financement du mouvement

23. T. Dennett, *Roosevelt and the Russo-Japanese War*, Doubleday, Page and Company, 1925 (reprinted : Gloucester, Mass., Peter Smith, 1959), p. 2.

24. *Sliosberg*, t. 3, p. 155.

25. EJ, t. 16, p. 41.

26. *Encyclopaedia Judaica*, vol. 14, Jérusalem, Keter Publishing House, Ltd., 1971, p. 961.

révolutionnaire en Russie » et que « les choses étaient allées trop loin²⁷ » pour y mettre un terme.

Cependant, en Russie, le baron G. O. Guinzbourg continuait à intervenir en faveur de l'égalité des droits pour les Juifs. À cette fin, il rendit en 1903 une visite à Witte à la tête d'une délégation juive. Celui-ci (qui s'était déjà occupé de la question juive quand il était secrétaire général du gouvernement) leur répondit alors : l'égalité des droits ne pourra être accordée aux Juifs que progressivement, mais, « pour qu'il puisse soulever la question, les Juifs doivent adopter "un tout autre comportement" », c'est-à-dire renoncer à s'immiscer dans la vie politique du pays. « Ce n'est pas votre affaire, laissez cela à ceux qui sont russes par le sang et l'état civil, ce n'est pas à vous de nous donner des leçons, occupez-vous plutôt de vous-mêmes. » Guinzbourg, Sliosberg et Koulicher acquiescèrent à cette opinion, les autres participants, non, en particulier Winaver, qui objecta : « Le moment est venu d'accorder l'égalité des droits à tous les sujets [de l'empire]... Les Juifs doivent soutenir de toutes leurs forces ceux des Russes qui se battent pour cela, et donc contre le pouvoir en place²⁸. »

À partir de la guerre du Japon, dès le début de l'année 1904, le gouvernement russe se mit en quête d'un soutien financier de la part de l'Occident, et, pour l'obtenir, se montra disposé à promettre une extension des droits des Juifs. À la demande de Plehve, de hautes personnalités entrèrent en relation à ce sujet avec le baron Guinzbourg, et Sliosberg fut envoyé en mission à l'étranger pour sonder l'opinion des plus grands financiers juifs. Par principe, J. Schiff « déclina tout marchandage sur le nombre et la nature des droits accordés aux Juifs ». Il ne pouvait « entrer dans des relations financières qu'avec un gouvernement qui reconnaît à tous ses citoyens l'égalité des droits civiques et politiques... "On ne peut entretenir de relations financières qu'avec des pays civilisés" ». À Paris, le baron de Rothschild refusa lui aussi : « Je ne suis pas disposé à monter quelque opération financière que ce soit, même si le gouvernement russe apportait des améliorations au sort des Juifs²⁹. »

Witte parvint à obtenir un prêt important sans l'aide des milieux

27. A. Davydov, *Vospominania, 1881-1955* (Mémoires, 1881-1955), Paris, 1982.

28. Witte, *Mémoires*, *op. cit.*, t. 2, pp. 286-287.

29. Sliosberg, t. 3, pp. 97, 100-101.

financiers juifs. Entre-temps, en 1903-1904, le gouvernement russe avait entrepris de lever certaines dispositions limitant les droits des Juifs (nous les avons déjà en partie évoquées). Le premier pas dans cette voie, et le plus important, avait été, encore du vivant de Plehve, et par dérogation au Règlement de 1882, la levée de l'interdiction faite aux Juifs de s'installer dans 101 localités fortement peuplées mais pas considérées comme des villes malgré une importante activité industrielle et commerciale, notamment dans le commerce du grain³⁰. Ensuite, la décision de promouvoir un groupe de Juifs au rang d'avoués plaidants, ce qui n'avait pas été fait depuis 1889³¹. Après l'assassinat de Plehve et l'ère de la « confiance » inaugurée par l'éphémère ministre de l'Intérieur Sviatopolk-Mirski, ce processus se poursuivit. Ainsi, pour les Juifs diplômés de l'enseignement supérieur, la levée des mesures limitatives prises en 1882, y compris le droit de s'installer dans des régions qui leur étaient jusque-là interdites, comme celles de l'Armée du Don, de Kouban, de Terek. On leva aussi l'interdiction de résidence dans la bande frontalière de 50 verstes ; on rétablit le droit (supprimé sous Alexandre II après 1874) de résider sur tout le territoire de l'empire pour « les gradés de l'armée d'origine juive... aux états de service exemplaires³² ». Et, à l'occasion de la naissance de l'héritier du trône, en 1904, fut décrétée l'amnistie sur les amendes ayant frappé les Juifs qui s'étaient dérobés à leurs obligations militaires.

Mais toutes ces concessions venaient trop tard. Dans le nœud de la guerre du Japon qui enserrait la Russie, elles n'étaient désormais acceptées ni, comme nous l'avons vu, par les financiers juifs occidentaux, ni par la majorité des hommes politiques juifs en Russie, ni, à plus forte raison, par la jeunesse juive. Et, en réponse aux déclarations faites par Sviatopolk-Mirski lors de son entrée en fonctions – promettant des allègements tant en ce qui concernait la Zone de résidence que le choix d'une activité –, fut divulguée une déclaration de « plus de six mille personnes » (les signatures avaient été collectées par le Groupe démocratique juif) : « Nous considérons comme vaine toute tentative de satisfaire et d'apaiser la population juive par des améliorations partielles de leur

30. EJ, t. 5, p. 863.

31. *Slisberg*, t. 2, p. 190.

32. EJ, t. 5, pp. 671, 864.

condition. Nous considérons comme nulle et non avenue toute politique de levée progressive des interdictions qui pèsent sur nous... Nous attendons l'égalité des droits... nous en faisons une affaire d'honneur et de justice³³. »

Il était devenu plus facile de peser sur un gouvernement empêtré dans la guerre.

Il va de soi que, dans un contexte où la société russe cultivée n'avait que mépris pour le pouvoir, on pouvait difficilement s'attendre que la jeunesse juive manifestât massivement son élan patriotique. Selon les données fournies par le général Kouropatkine, alors ministre de la Guerre, puis commandant en chef du front oriental, « en 1904 le nombre d'insoumis parmi les appelés juifs a doublé par rapport à l'année 1903 ; plus de 20 000 d'entre eux se sont dérobés à leurs obligations militaires sans raisons valables. Sur 1 000 appelés, il en manquait plus de 300, alors que chez les appelés russes ce chiffre tombait à seulement 2 pour 1 000. Quant aux réservistes juifs, ils désertaient en masse sur le chemin du théâtre des opérations militaires³⁴. »

Une statistique américaine suggère indirectement qu'à partir du début de la guerre du Japon on assiste à une vague d'émigration massive de Juifs en âge de servir sous les drapeaux. Au cours des deux années de guerre, les chiffres de l'immigration juive aux États-Unis augmentèrent très brutalement pour les personnes en âge de travailler (14-44 ans) et les hommes : les premières furent 29 000 de plus que ce qu'on pouvait attendre (comparativement aux autres catégories d'immigrés) ; les seconds, 28 000 de plus (comparativement aux femmes). Après la guerre, on retrouva les proportions habituelles³⁵. (Le journal *Le Kiévien* affirmait à l'époque que « de 20 000 à 30 000 soldats et réservistes juifs... se sont cachés ou enfuis à l'étranger³⁶. »

Dans l'article « Le service militaire en Russie » de l'*Encyclopédie juive*, on peut voir un tableau comparatif de l'insoumission

33. Froumkine, *op. cit.*, LMJR-1, pp. 64, 109-110.

34. A. N. Kouropatkine, *Zadatchi rousskoï armii* (Les problèmes de l'armée russe), Saint-Petersbourg, 1910, t. 3, pp. 344-345.

35. EJ, t. 2, pp. 239-240.

36. Kievlianine, 16 déc. 1905 — V. V. Choulguine, « Chto nam v nikh ne nraivitsa... » Ob Antisemitizme v Rossii (« Ce qui ne nous plaît pas en eux... » Sur l'antisémitisme en Russie), Paris, 1929, annexes, p. 308.

chez les Juifs et chez les chrétiens ; d'après les chiffres officiels, la proportion des premiers par rapport aux seconds est de 30 pour 1 en 1902, et de 34 pour 1 en 1903. L'*Encyclopédie juive* indique que ces chiffres peuvent également s'expliquer par l'émigration, les décès non pris en compte, ou des erreurs de calcul. Mais l'absence inexplicable, dans ce tableau, de données statistiques portant justement sur les années 1904 et 1905, ne laisse aucune possibilité de se faire une idée précise de l'ampleur de l'insoumission pendant la guerre³⁷.

Pour ce qui est des combattants juifs, l'*Encyclopédie juive* affirme qu'il y en eut entre 20 000 et 30 000 pendant la guerre, sans compter les 3 000 Juifs servant comme médecins ; et elle signale que même le journal *Novoïe Vremia*, pourtant hostile aux Juifs, leur reconnaît un comportement courageux au combat³⁸. Ces affirmations sont corroborées par le témoignage du général Denikine : « Dans l'armée russe, les soldats juifs, débrouillards et consciencieux, s'adaptaient bien, y compris en temps de paix. Mais, en temps de guerre, toutes les différences s'effaçaient d'elles-mêmes et le courage et l'intelligence individuels étaient également reconnus³⁹. » Un fait historique : l'héroïsme de Iossif Troumpeldor qui, ayant perdu une main, demanda à rester dans le rang⁴⁰. Il ne fut d'ailleurs pas le seul à se distinguer.

À la fin de cette guerre perdue par la Russie, le président Theodore Roosevelt accepta de jouer le rôle de médiateur dans les pourparlers avec le Japon (à Portsmouth, États-Unis). Witte, qui conduisait la délégation russe, évoque « cette délégation de gros bonnets juifs qui sont venus me voir par deux fois en Amérique pour me parler de la question juive ». Il s'agissait de Jakob Schiff, de l'éminent juriste Louis Marshall et d'Oscar Strauss, entre autres. La position de la Russie était devenue plutôt inconfortable, ce qui imposait au ministre russe un ton plus conciliant qu'en 1903. Les arguments de Witte « soulevèrent de violentes objections de la part de Schiff⁴¹ ». Quinze ans après, Kraus, un des membres de cette

37. EJ, t. 5, pp. 705-707.

38. *Ibidem*, t. 3, pp. 168-169.

39. A. I. Denikine, *Pout rousskovo ofitsera* (L'itinéraire d'un officier russe), New York, éd. Imeni Tchekhov, 1953, p. 285.

40. EJ, t. 3, p. 169.

41. Witte, *op. cit.*, t. 1, pp. 394-395.

délégation, devenu en 1920 président de la loge B'nai B'rith, les évoquait en ces termes : « Si le tsar ne donne pas à son peuple les libertés auxquelles il a droit, la révolution sera capable d'instaurer une république qui permettra l'accès à ces libertés⁴². »

Au cours de ces mêmes semaines, un danger nouveau commença à miner les relations russo-américaines. En raccompagnant Witte, T. Roosevelt lui demanda de faire savoir à l'Empereur que l'accord commercial qui liait depuis longtemps (1832) son pays à la Russie aurait à souffrir si celle-ci appliquait des restrictions confessionnelles aux hommes d'affaires américains se rendant sur son territoire⁴³. Cette protestation qui, d'un côté, relevait bien sûr d'une question de principe concernait, dans la pratique, un nombre déjà significatif de Juifs russes émigrés aux États-Unis et devenus citoyens américains. Ils revenaient en Russie – souvent pour se livrer à des menées révolutionnaires – désormais en qualité de commerçants qui ne devaient être soumis à aucune limitation professionnelle ou géographique. Cette mine-là ne pouvait qu'exploser quelques années plus tard.

Depuis plusieurs années paraissait à Stuttgart la revue *Osvobojudenie** et la grande masse des Russes cultivés dissimulait à peine ses sympathies pour l'organisation illégale Union pour la libération. À l'automne 1904 se déroula dans toutes les grandes villes de Russie une « campagne de banquets » où l'on prononçait des toasts enflammés et prémonitoires appelant au renversement du « régime ». Des participants venus de l'étranger s'y exprimèrent également en public (comme, par exemple, Tan Bogoraz).

« L'agitation politique avait pénétré toutes les couches de la communauté juive. » Celle-ci s'engouffrait dans ce bouillonnement, sans distinction de classes ou de partis. Ainsi « beaucoup d'hommes publics juifs, même de sensibilité patriotique, faisaient partie de l'Union pour la libération⁴⁴ ». Comme tous les libéraux russes, ils se montrèrent « défaitistes » pendant la guerre du Japon. Comme

42. B'nai B'rith News, Mai 1920, vol. XII, n° 9.

43. Witte, *op. cit.*, p. 401.

44. G. I. Aronson, V borbe za grajdanskie i natsionalnye prava : Obshchestvennye tetchenia v rousskom evreistve (La lutte pour les droits civiques et nationaux : Les mouvements d'opinion au sein de la communauté juive de Russie), LMJR-I, pp. 221-222.

* Organe de l'Union pour la libération, organisation de l'opposition libérale qui devint en 1905 le parti constitutionnel-démocrate (ou KD, ou cadet).

eux, ils applaudirent aux « exécutions » des ministres Bogolepov, Sipiaguine, Plehve. Et toute la Russie « progressiste » poussait même les Juifs dans cette direction, ne pouvait admettre qu'un Juif pût être plus à droite qu'un démocrate de gauche, mais estimait qu'il devait plus naturellement encore être socialiste. Un Juif conservateur ? Pouah ! Même dans un établissement académique comme la Commission historico-ethnographique juive, « en ces années tumultueuses on n'avait plus le temps de se livrer sereinement à la recherche scientifique..., il fallait "faire l'Histoire"⁴⁵ ». « Les courants radicaux et révolutionnaires au sein de la communauté juive russe sont toujours partis de l'idée que le problème de l'égalité des droits..., la question historique fondamentale des Juifs de Russie, ne serait résolue que lorsqu'on couperait une fois pour toutes la tête de la Méduse et tous les serpents qui en jaillissent⁴⁶. »

Au cours de ces années, à Pétersbourg, le Bureau de défense des Juifs développa fortement ses activités, avec pour but de « lutter contre la littérature antisémite et de diffuser les informations appropriées sur la situation juridique des Juifs afin d'influencer principalement l'opinion des milieux russes libéraux ». (Sliosberg précise que ces activités étaient largement subventionnées par l'EKO^{47*} international.) Mais ce n'était pas tant la société russe qu'il s'agissait d'influencer. Le Bureau n'ouvrit pas de filiales en Russie, pas même à Moscou, Kiev ni Odessa : d'un côté, la propagande sioniste absorbait toute l'énergie des Juifs les plus cultivés, de l'autre, « la propagande du Bund mobilisait la plus grande partie de la jeunesse juive instruite ». (Sliosberg insistant pour que l'on condamnât le Bund, Winaver lui objecta qu'il ne fallait pas se brouiller avec celui-ci : « il dispose d'énergie, de force de propagande⁴⁸ ». Cependant, le Bureau entretenait bientôt des relations solides, faites d'informations réciproques et d'entraide, avec le Comité juif américain (présidé par J. Schiff, puis par Louis

45. M. L. Vichnitser, *Iz peterbourgskikh vospominanii* (Souvenirs de Pétersbourg), LMJR-1, p. 41.

46. S. Ivanovitch, *Ievrei i sovetskaïa diktatura* (Les Juifs et la dictature soviétique), pp. 41-42.

47. Sliosberg, t. 3, pp. 132, 248-249.

48. *Ibidem*, pp. 138, 168.

* Comité juif d'entraide.

Marshall), le Comité Juif anglais (Claude Montefiore, Lucine Woolf), l'Alliance à Paris et le Comité d'aide aux Juifs allemands (*Hilfsverein der deutschen Juden* : James Simon, Paul Nathan⁴⁹).

Voici le témoignage de M. Krohl : « Le cœur de notre groupe, c'était le "Bureau de presse" [dont la mission était de diffuser] par l'intermédiaire de la presse russe et étrangère des informations sérieuses sur la situation des Juifs en Russie. » Ce fut A. I. Braudo qui se chargea de cette tâche. « Il l'accomplissait à la perfection. Dans les conditions de la Russie d'alors, ce genre de travail exigeait beaucoup de prudence », devait s'effectuer « dans le plus grand secret. Même les membres du Bureau de défense ne savaient ni par quel moyen, ni par quelles voies il était parvenu à organiser telle ou telle campagne de presse... Un grand nombre d'articles parus dans la presse russe ou étrangère de l'époque, avec souvent un grand retentissement, avaient été communiqués aux journaux ou aux revues soit personnellement par Braudo, soit par son intermédiaire⁵⁰ ».

« Fournir une information sérieuse » pour lancer « telle ou telle campagne de presse » – cela fait un peu froid dans le dos, surtout à la lumière de ce qu'on a vu se passer au ^{xx}e siècle. Dans le langage d'aujourd'hui, on appelle cela une « habile manipulation des médias ».

En mars 1905, le Bureau de défense réunit à Vilnius le Congrès constitutif de l'« Union pour l'obtention de l'égalité des droits pour le peuple juif en Russie⁵¹ », mais celle-ci procéda rapidement à son autodissolution et alla rejoindre la direction de l'Union pour l'intégralité des droits (l'expression « intégralité des droits », parce que plus vigoureuse que celle d'« égalité des droits », avait été proposée par Winaver. Aujourd'hui, on l'évoque sous une forme hybride comme l'« Union pour l'obtention de l'égalité intégrale des droits⁵² »).

On voulait que cette nouvelle Union regroupât tous les partis et groupements juifs⁵³. Mais le Bund dénonça ce congrès comme

49. *Ibidem*, pp. 142-147, 152-157.

50. M. Krohl, *Stranitsy moëï jisni* (Pages de ma vie), t. 1, New York, 1944, pp. 299-300.

51. EJ, t. 14, p. 515.

52. EJR, t. 3, M., 1997, p. 65.

53. EJ, t. 14, p. 515.

bourgeois. Cependant, de nombreux sionistes ne purent se maintenir dans leur splendide isolement. Les prodromes de la révolution russe entraînèrent scission sur scission dans leurs rangs. Et certaines de ces fractions ne résistèrent pas à la tentation de participer aux grandes choses qui se déroulaient sous leurs yeux ! Mais, ce faisant, elles exercèrent une influence sur l'orientation strictement civique de l'ordre du jour du congrès. L'idée faisait son chemin qu'il ne fallait pas se battre seulement pour les droits civiques, mais aussi, avec la même énergie, pour les droits nationaux⁵⁴.

Slisberg combattait l'influence des sionistes « qui voulaient retirer les Juifs du nombre des citoyens de la Russie » et dont les exigences « n'étaient souvent formulées que pour des raisons démagogiques ». Car la communauté juive de Russie « n'a d'aucune façon été limitée dans l'expression de sa vie nationale... Était-il opportun de soulever la question de l'autonomie nationale des Juifs alors qu'aucune des nationalités vivant en Russie ne la possédait, alors que le peuple russe lui-même, dans sa partie orthodoxe, était loin d'être libre dans l'expression de sa vie religieuse et nationale ? ». Mais, « en ce temps-là, la démagogie revêtait une signification bien particulière dans la ruelle juive⁵⁵ ».

Ainsi, en lieu et place de la notion, limpide aux yeux de tout le monde, d'« égalité des droits », qui, certes, n'était pas encore advenue, mais semblait ne plus être à la traîne de l'évolution politique, on lança le mot d'ordre d'*intégralité des droits* pour les Juifs. Ce que l'on entendait par là, c'est qu'en sus de l'égalité des droits fût aussi reconnue l'« autonomie nationale ». « Il faut dire que ceux qui formulaient ces exigences n'avaient pas une idée très claire de leur contenu. La création d'écoles juives n'était limitée par aucune loi. L'étude de la langue russe était exigée... dans la mesure où il ne s'agissait pas de *heders**. Mais d'autres pays plus civilisés imposaient également l'usage de la langue d'État dans les relations avec l'administration tout comme à l'école⁵⁶. » Ainsi, il n'existait aucune « autonomie nationale » pour les Juifs aux États-Unis. Mais les

54. Aronson, *La lutte...*, *op. cit.*, p. 222.

55. *Slisberg*, t. 3, pp. 170-171.

56. *Ibidem*, p. 170.

* Écoles élémentaires juives.

« obtentionnistes » (« Union pour l'obtention... ») réclamaient une « autodétermination nationale et culturelle » sur le territoire de la Russie, ainsi qu'une large autonomie pour les communautés juives (et, dans la foulée : séculariser celles-ci, les arracher à l'influence religieuse du judaïsme – ce qui convenait aussi bien aux sionistes qu'aux socialistes). Plus tard, on appela cela l'« autonomie nationale-personnelle ». (Assortie de l'exigence que les institutions culturelles et sociales juives fussent financées par l'État mais sans que celui-ci s'immisçât dans leur fonctionnement.) Et comment se représenter l'« autogestion » d'une nation disséminée territorialement ? Le II^e Congrès de l'Union, en novembre 1905, prit la décision de convoquer une Assemblée nationale juive de Russie⁵⁷.

Toutes ces idées, y compris l'« autonomie nationale-personnelle » des Juifs de Russie, se sont exprimées et ont perduré sous différentes formes jusqu'en 1917. Toutefois, l'Union pour l'intégralité des droits se révéla éphémère. À la fin de 1906, le Groupe populaire juif, antisioniste, fit sécession (Winaver, Sliosberg, Koulicher, Sternberg) au motif qu'il refusait l'idée d'une Assemblée nationale juive ; peu de temps après, ce fut le tour du Parti populaire juif (S. Doubnov – le nationalisme religieux et culturel, notamment le droit d'utiliser la langue juive dans la vie publique, partout sur le territoire ; bon, mais avec quels moyens, de quelle façon ?) ; puis, ce fut le Groupe démocratique juif (Bramson, Landau), proche du Parti du travail⁵⁸. On accusait aussi l'Union pour l'intégralité des droits de s'être ralliée aux KD et, par voie de conséquence, « de ne plus pouvoir représenter la population juive de Russie » ; les sionistes considéraient les « obtentionnistes » « pour ainsi dire comme des partisans de l'assimilation », et les socialistes, eux, comme des bourgeois⁵⁹. Bref, au début de l'année 1907, l'Union cessa d'exister⁶⁰.

Les sionistes étaient de plus en plus entraînés dans le tourbillon révolutionnaire et, en novembre 1906, lors de leur Congrès panrusse à Helsinfors, il fut déclaré « indispensable non seulement de se tourner vers les besoins quotidiens et les revendications des

57. EJ, t. 14, p. 516.

58. *Ibidem*, t. 7, pp. 437-440.

59. Sliosberg, t. 3, pp. 257-258.

60. EJ, t. 14, p. 517.

Juifs de Russie, mais aussi de s'investir à plein dans leur combat politique et social⁶¹ » ; Jabotinski insista pour que figurât dans le programme sioniste l'exigence de l'instauration en Russie de la souveraineté du peuple ; D. Pasmanik lui objecta qu'« une telle exigence ne peut être posée que par ceux qui sont prêts à monter sur les barricades⁶² ». À la fin de ses travaux, le Congrès apporta sa « sanction au ralliement des sionistes au Mouvement de libération⁶³ ». Or celui-ci était justement en train de s'essouffler après l'échec du manifeste de Vyborg*.

L'auteur de ce programme, Jabotinski, avançait les arguments suivants : le but que s'est fixé le sionisme ne pourra être atteint que dans plusieurs décennies, mais, en luttant pour obtenir l'intégralité de leurs droits, les Juifs comprendront encore mieux ce qu'est le sionisme⁶⁴. Il précisait cependant : « Nous laissons les premiers rangs aux représentants de la nation majoritaire. Nous ne pouvons prétendre jouer un rôle *dirigeant* : nous nous *rallions*⁶⁵. » Autrement dit : la Palestine est une chose ; en attendant, battons-nous en Russie. Trois ans auparavant, Plehve avait indiqué à Herzl qu'il redoutait précisément ce genre de dérive du sionisme.

Slisberg est loin de minimiser le rôle des sionistes : « Après le Congrès d'Helsinki, ils ont décidé de prendre le contrôle de l'ensemble des activités publiques des Juifs » en s'efforçant d'« imposer leur influence à l'échelon local ». (Dans la première Douma, sur les 12 députés juifs, 5 étaient sionistes.) Mais il note également que cette profusion de partis était « l'affaire de petits cercles d'intellectuels », non des masses populaires juives, et leur propagande « ne faisait que semer la confusion dans les esprits⁶⁶ ».

61. Aronson, *La lutte...*, *op. cit.*, p. 224.

62. D. S. Pasmanik, *Tchevo je my dobivaïemsia ?* (Mais que voulons nous au juste ?), *Rossia i Ievrei*, Sb I (La Russie et les Juifs, recueil 1 – plus loin : RJ) / *Otetchestvennoïe obedinenie rousskikh Ievreïev za granitsei*, Paris, YMCA Press, 1978, p. 211.

63. Aronson, *La lutte...*, *op. cit.*, p. 224.

64. G. Svet, *Rousskie Ievrei v sionizme i v stroitelstve Palestiny i Izrailia* (Les Juifs russes dans le sionisme et dans l'édification de la Palestine et d'Israël), LIR-1, pp. 263-264.

65. V. Jabotinski, *Ievreïskaïa kramola* (Le complot juif), Felietony, p. 43.

66. Slisberg, t. 3, pp. 253, 255, 262.

* Après la dissolution de la première Douma, environ deux cents députés se réunirent à Vyborg et exprimèrent leur opposition au gouvernement sous la forme d'un manifeste qui ne rencontra aucun écho dans l'opinion.

C'est vrai, tout cet éparpillement ne contribuait pas à la clarification du débat : on ne voyait plus très bien pour quoi se battaient les Juifs russes, pour quels droits – égaux ou intégraux ? – ni sur quel plan – civil ou national ?

Et, ne l'oublions pas : « Tous ces groupes composés uniquement d'intellectuels... ne comprenaient pas de Juifs orthodoxes, lesquels finirent par comprendre la nécessité de s'organiser pour combattre l'influence antireligieuse grandissante qui s'exerçait sur la jeunesse juive. » Et c'est ainsi que « prit naissance ce qui allait ultérieurement se développer dans l'"Agoudat Israël" ». Ce mouvement était préoccupé par le fait que « les éléments juifs révolutionnaires se recrutent parmi la jeunesse juive qui s'est éloignée de la religion », alors que « les Juifs dans leur majorité sont religieux et, tout en demandant la reconnaissance de leurs droits et la levée des interdictions qui pèsent sur eux, restent de loyaux sujets de l'Empereur et sont loin de toute idée de renversement du régime existant⁶⁷ ».

Quand on étudie l'histoire des Juifs russes au début du ^{xx}e siècle, on trouve peu de mentions des Juifs orthodoxes. Sliosberg déclara un jour, soulevant l'ire du Bund : « Avec les *mélameds** derrière moi, je m'appuie sur un plus grand nombre de Juifs que les dirigeants du Bund, car il y a plus de *mélameds* parmi les Juifs que d'ouvriers⁶⁸. » De fait, la sécularisation de la société juive n'affecta en rien l'existence des communautés traditionnelles de la Zone de résidence. Pour elles, toutes les questions ancestrales portant sur l'organisation de leur vie, l'instruction religieuse, le rabbinat, restaient d'actualité. Au cours de l'accalmie temporaire de 1909, la réforme de la communauté juive traditionnelle fut discutée avec beaucoup de sérieux au Congrès de Kovno. « Les travaux du Congrès se révélèrent très fructueux et peu de rassemblements juifs auraient pu l'égaliser par le sérieux et la sagesse des résolutions qui y furent adoptées⁶⁹. »

« Le judaïsme orthodoxe s'est toujours trouvé en situation de conflit – pas toujours ouvert, mais plutôt latent –, avec l'intelligentsia juive. Il était clair qu'en condamnant le mouvement de

67. *Ibidem*, pp. 225-256.

68. *Ibidem*, p. 258.

69. *Ibidem*, p. 263.

* Instituteurs enseignant dans les *heders*.

libération des Juifs il comptait s'attirer la bienveillance du gouvernement⁷⁰. » Mais il était trop tard : dès la veille de la révolution de 1905, on a vu que le régime autocratique avait perdu le contrôle du pays. Quant au judaïsme traditionnel, il avait à ce moment-là déjà perdu toute une *génération* – ce n'était d'ailleurs pas la première – qui s'en était allée vers le sionisme, le libéralisme laïque, rarement le conservatisme éclairé, mais aussi, et avec les conséquences les plus lourdes, vers le mouvement révolutionnaire.

*

La nouvelle génération de révolutionnaires était apparue au tournant du siècle. Ses dirigeants, Grigori Guerchouny et Mikhaïl Gotz, avaient décidé de renouer avec les méthodes terroristes de La Volonté du Peuple. « Guerchouny prit sur lui la lourde responsabilité de créer en Russie un nouveau parti révolutionnaire appelé à succéder dignement à La Volonté du Peuple », et, « grâce à ses talents d'organisateur comme à ceux d'autres révolutionnaires entièrement dévoués à la cause, ce parti put voir le jour dès la fin de l'année 1901. » « Dans le même temps... fut également constituée sa fraction armée. Son créateur et son inspirateur n'était autre que le même Guerchouny⁷¹. » Chez les S.-R.*, les Juifs « ont joué d'emblée un rôle de premier plan ». On y trouvait « An-ski-Rappoport, K. Jitlovski, Ossip Minor, I. Roubanovitch » et – toujours lui ! – Mark Natanson. La fraction armée comptait parmi ses membres « Abraham Gotz, Dora Brilliant, L. Zilberberg », sans parler du célèbre Azef. C'est parmi les combattants S.-R. que s'est également formé M. Trilisser – qui allait plus tard s'illustrer dans la Tcheka. « Parmi les militants de base du parti S.-R., il y avait aussi pas mal de Juifs », même si, ajoute D. Schub, « ils n'y ont jamais représenté qu'une infime minorité ». Selon lui, c'est même « le plus *russe* » des partis révolutionnaires⁷². Pour raisons de sécurité, le siège du parti fut transféré à l'étranger (ce dont s'était par exemple abstenu le Bund), à Genève, chez M. Gotz et O. Minor.

70. *Ibidem*, p. 265.

71. Krohl, Stanitsy... (Pages...), *op. cit.*, pp. 283-284.

72. D. Schub, *Evrei rousskoï revolutsii* (Les Juifs dans la révolution russe), MJ-2, p. 138.

* Sociaux-révolutionnaires.

Quant à Guerchouny, ce « tigre » indomptable, après être parvenu à tromper la vigilance de Zoubatov*, il se mit à sillonner la Russie, à l'instar de B. Savinkov, fomentant des actions terroristes et vérifiant leur bonne exécution. C'est ainsi qu'il était présent place Saint-Isaac lors de l'assassinat de Sipiaguine** ; il était à Oufa quand fut tué le gouverneur Bogdanovitch⁷³ ; et à Kharkov quand ce fut le tour du gouverneur Obolenski ; sur la perspective Nevski lors de l'attentat manqué contre Pobedonostsev***. L'exécution était toujours confiée à des « chrétiens » tels P. Karpovitch, S. Balmachov, E. Sozonov, etc. (Les bombes qui servirent à l'assassinat de Plehve, du grand-duc Serge Alexandrovitch et aux attentats planifiés contre le grand-duc Vladimir Alexandrovitch et les ministres de l'Intérieur Boulyguine et Dournovo furent confectionnées par Maximilian Schweitzer qui, en 1905, fut lui-même victime de l'engin qu'il était en train de fabriquer⁷⁴.) Arrêté par hasard, Guerchouny fut condamné à mort, gracié par l'Empereur sans l'avoir demandé ; en 1907, il trouva un moyen ingénieux de s'évader de la prison d'Akatouïsk, en se cachant dans un tonneau à choux, puis gagna par Vladivostok l'Amérique et l'Europe ; le gouvernement russe exigea son extradition d'Italie, mais l'opinion libérale européenne se dressa unanime pour la refuser et Clemenceau usa également de son influence : c'était lui aussi, comme on sait, un « tigre ». Peu de temps après, Guerchouny mourut d'un sarcome au poumon. Parmi les terroristes S.-R. de premier plan, il faut également mentionner Abraham Gotz qui participa activement aux attentats contre Dournovo, Akimov, Chouvalov, Trepov****, et joua un rôle dans l'assassinat de Mine, de Rieman. (Mais, pour son malheur, il vécut bien plus longtemps que son frère aîné, mort prématurément – et les bolcheviks lui en firent voir ultérieurement de toutes les couleurs.)

73. PEJ, t. 2, p. 111.

74. EJR, t. 3, pp. 378-379.

* Chef de la police secrète russe au début du ^{XX}^e siècle.

** Ministre de l'Intérieur assassiné en 1902.

*** Homme politique aux idées révolutionnaires, très influent auprès des empereurs Alexandre III et Nicolas II (1827-1907).

**** P. Dournovo (1845-1915), ministre de l'Intérieur en 1905-1906 ; P. Chouvalov (1830-1906), diplomate et homme politique russe ; D. Trepov (1855-1906), vice-ministre de l'Intérieur, l'un des responsables de la répression de la révolution de 1905-1907.

Pour jouer avec l'Histoire, on met désormais moins de gants que la génération révolutionnaire précédente. Moins connu que d'autres, Pinkhous (Piotr) Routenberg n'en est pas moins digne d'intérêt. En 1905, il entraîne des groupes de combattants à Pétersbourg et les fournit en armes. Inspirateur de Gapon*, il est à ses côtés le 9 janvier 1905 ; mais c'est aussi lui qui, en 1906, « sur ordre du parti S.-R., organise et supervise son assassinat » (plus tard, il signera un ouvrage sous le titre : *L'Assassinat de Gapon*⁷⁵). En 1919, il émigre en Palestine où il s'illustre dans l'électrification du pays. Là-bas, il montre qu'il est capable de construire ; mais, dans ses jeunes années, en Russie, il ne fait certes pas œuvre d'ingénieur, il détruit ! On perd par ailleurs la trace de l'« étudiant Zion », instigateur irresponsable de la mutinerie de Sveaborg, qui réchappa pourtant à la boucherie qui s'ensuivit.

Hormis les S.-R., chaque année apportait sa moisson de nouveaux combattants sociaux-démocrates, théoriciens et discoureurs. Certains connurent une éphémère notoriété dans des cercles étroits, telle Alexandra Sokolovskaïa que l'Histoire n'a retenue que parce qu'elle a été la première femme de Trotski et la mère de ses deux filles. D'autres sont injustement tombés dans l'oubli : Zinovi Litvine-Sedoï, le chef d'état-major des détachements du quartier de la Krasnaïa Presnia au cours de l'insurrection armée de Moscou ; Zinovi Dossier, membre de la « troïka » qui dirigea cette insurrection. Parmi ses meneurs, citons encore « Marat » – V. L. Chanzer, Lev Kafenhäusen, Loubotski-Zagorski (qui donna pour presque un siècle son pseudonyme** au monastère de La Trinité-Saint-Serge) et Martin Mandelstam-Liadov, membre de la Commission exécutive du POSDR*** pour l'organisation de l'insurrection armée⁷⁶. D'autres enfin – comme F. Dan ou O. Nakhamkis – devaient jouer un rôle important plus tard, en 1917.

Malgré l'aversion de Bakounine envers les Juifs, on retrouve beaucoup d'entre eux parmi les dirigeants et théoriciens de

75. EJR, t. 2, p. 517.

76. EJR, t. 1, pp. 436, 468 ; t. 2, pp. 13, 218.

* G. Gapon (1870-1906), prêtre et agent de la police secrète, l'un des responsables du massacre de manifestants à Saint-Petersbourg, le 9 janvier 1905.

** Zagorsk.

*** Parti ouvrier social-démocrate russe.

l'anarchisme. Mais « d'autres anarchistes russes, par exemple Kropotkine, n'éprouvaient pas d'hostilité à l'égard des Juifs et s'efforçaient de les gagner à leur cause⁷⁷ ». Parmi ces meneurs, on peut signaler Iakov Novomirski, Alexandre Gué, Léon Tchérny, V. Gordine⁷⁸. L'un d'eux, I. Grossman-Rochtchine, évoque avec le plus grand respect la figure d'Aron Eline, de Bialystok : « un terroriste fameux », mais pas seulement « un spécialiste des opérations sanglantes », « jamais il ne tombe... dans l'"activisme systématique"⁷⁹ ». « Les moins patients parmi la masse des Juifs... cherchent un moyen plus rapide de parvenir au socialisme. Et ce recours, cette "ambulance", ils les trouvent dans l'anarchisme⁸⁰. » Ce sont les Juifs de Kiev et de la Russie méridionale qui ont éprouvé le plus d'attraction pour l'anarchisme, et, dans les documents relatifs à l'affaire Bogrov*, il est souvent fait mention d'anarchistes de moindre envergure, oubliés par l'Histoire.

Nous avons déjà observé précédemment – mais cela vaut la peine de le rappeler – que ce n'est pas seulement à cause des inégalités dont ils étaient victimes que de nombreux Juifs se sont rués dans la révolution. « La participation des Juifs au mouvement révolutionnaire qui avait gagné toute la Russie ne s'explique qu'en faible partie par leur situation d'inégalité... Les Juifs ne faisaient que partager le sentiment général » d'hostilité envers l'autocratie⁸¹. Faut-il s'en étonner ? Les jeunes issus de l'intelligentsia, aussi bien russe que juive, n'entendaient parler dans leurs familles, à longueur d'année, que des « crimes perpétrés par le pouvoir », du « gouvernement composé d'assassins », et ils se précipitèrent dans l'action révolutionnaire avec toute l'énergie de leur fureur. Bogrov comme les autres.

77. PEJ, t. 1, p. 124.

78. A. Veilouguine, *Avanturisty Grajdanskoï voïny* (Les aventuriers de la Guerre civile), Paris, Imprimerie Zemgor, 1921, pp. 65-67, 85.

79. I. Grossman-Rochtchine, *Doumy o bylom* (Réflexions sur le passé) (Iz istorii belostotskovo, anarkhitcheskovo, « tchernosnamenskovo » dvijenja), Byloïe, M., 1924, nos 27-28, p. 179.

80. Ben-Khoïrin, *Anarkhizm i ievreïskaïa massa* (L'anarchisme et les masses juives) (Saint-Petersbourg) *Soblazn sotsializma : Revolutsia v Rossi i ievrei* / Sost. A. Serebrennikov, Paris, M., YMCA Press, Rousskiï Pout, 1995, p. 453.

81. PEJ, t. 7, p. 398.

* Voir *infra*, chapitre 10.

En 1905, l'historien juif S. Doubnov accusa tous les révolutionnaires juifs de « trahison nationale ». Dans son article intitulé « L'esclavage dans la révolution », il écrivit : « Toute cette nombreuse armée de jeunes Juifs, qui occupent les positions les plus en vue au sein du parti social-démocrate et y briguent des "postes de commandement", a formellement coupé tout lien avec la communauté juive... Vous ne bâtissez rien de nouveau, vous n'êtes que les valets de la révolution, ou ses commissionnaires⁸². »

Mais, à mesure que le temps passait, l'approbation des adultes à leur progéniture révolutionnaire ne faisait que croître. Ce phénomène s'amplifia chez les « pères » de la nouvelle génération et fut dans l'ensemble plus marqué chez les Juifs que chez les Russes. Meier Bomach, membre de la Douma, déclarera dix ans plus tard (1916) : « Nous ne regrettons pas que les Juifs aient participé au combat pour la libération... Ils luttaient pour votre liberté⁸³. » Et, six mois plus tard, dans l'embrasement de la nouvelle révolution, en mars 1917, le célèbre avocat O. O. Grouzenberg tiendra ces propos passionnés mais non dénués de fondement devant les dirigeants du gouvernement provisoire et le soviet des députés des ouvriers et soldats : « Nous avons généreusement offert à la révolution un "pourcentage" énorme de notre peuple – presque toute sa fleur, presque toute sa jeunesse... Et, lorsqu'en 1905 le peuple se souleva, d'innombrables combattants juifs vinrent grossir ses rangs, portés par un élan irrésistible⁸⁴. » D'autres diront la même chose : « Les circonstances historiques firent que les masses juives de Russie ne pouvaient pas ne pas participer de la façon la plus active à la révolution⁸⁵. » « Pour les Juifs, la solution de la question juive en Russie passait par le triomphe dans ce pays des idées progressistes⁸⁶. »

L'effervescence révolutionnaire qui s'était emparée de la Russie fut indubitablement attisée par celle qui régnait parmi les Juifs.

Mais, à elle seule, la jeunesse formée au travail intellectuel ou

82. Dimanstein, « 1905* », *op. cit.*, t. 3, v. 1, p. 174.

83. Mejdounarodnoïe finansovoïe položenie tsarskoï Rossii vo vremia mirovoï voïny (La situation financière de la Russie tsariste pendant la Guerre mondiale), Krasnyi Arkhiv, 1934, t. 64, p. 28.

84. Retch, 1917, 25 mars, p. 6.

85. Dimanstein, « 1905 », *op. cit.*, p. 175.

86. EJ, t. 7, p. 370.

manuel ne pouvait faire la révolution. L'une des toutes premières priorités était de gagner à la cause révolutionnaire et de mener au combat les ouvriers de l'industrie et, avant tout, ceux de Pétersbourg. Cependant, comme le nota le directeur du département de la Police d'alors, « au stade initial de son développement, le mouvement ouvrier... fut étranger aux aspirations politiques ». Et, même à la veille du 9 janvier, « au cours d'une réunion extraordinaire qu'ils avaient organisée le 27 décembre, les ouvriers chassèrent un Juif qui tentait de faire de la propagande politique et de distribuer des tracts, et trois femmes juives qui cherchaient à propager des idées politiques furent appréhendées⁸⁷ ».

Pour parvenir à entraîner les ouvriers de Pétersbourg, il fallut la propagande pseudo-religieuse de Gapon.

Le 9 janvier, avant même que les troupes n'ouvrent le feu, c'est le jeune Simon Rechtzammer (le fils du directeur de la Société des entrepôts et silos à grain) qui prit la tête de la seule barricade dressée ce jour-là (sur la quatrième rue de l'île Saint-Basile), avec destruction des lignes télégraphiques et téléphoniques et attaque du poste de police. Du reste, les ouvriers de ce quartier s'employèrent deux jours plus tard « à copieusement rosser les intellectuels⁸⁸ ».

On sait que les révolutionnaires russes émigrés en Europe accueillirent la nouvelle de la fusillade de Pétersbourg avec un mélange d'indignation et d'enthousiasme : ça n'est pas trop tôt !! Maintenant, ça va péter !! Quant à la propagation de cet enthousiasme – et de l'insurrection – dans la Zone de résidence, c'est l'infatigable Bund qui s'y attela, lui dont l'hymne (An-ski dit de lui que c'était « *La Marseillaise des ouvriers juifs* ») comportait les paroles suivantes :

*Assez aimé nos ennemis, nous voulons les haïr !!
... Il est prêt le bûcher ! On trouvera assez de bûches
Pour que ses saintes flammes embrasent la planète⁸⁹ !!*

87. Doklad direktora departamenta politicii Lopoukhina ministrou vnoutrennykh del o sobytiakh 9-vo ianvaria (Rapport du directeur du département de la Police, Lopoukhine, au ministre de l'Intérieur sur les événements du 9 janvier), Krasnaïa letopis, 1922, n° 1, p. 333.

88. V. Nevskii, Ianvarskie dni v Peterbourgue v 1905 godou (Les journées de janvier à Pétersbourg en 1905), *ibidem*, pp. 51, 53.

89. Soblazn Sotsializma, p. 329.

(Notons au passage que *L'Internationale* fut traduite en russe par Arkadi Kotz dès 1912⁹⁰. Plusieurs générations s'imprégnèrent religieusement de ses paroles : *Debout ! les damnés de la terre ! et Du passé faisons table rase...*)

Le Bund publia immédiatement une proclamation (« à environ deux cent mille exemplaires ») : « La révolution a commencé. Elle s'est embrasée dans la capitale, ses flammes couvriront tout le pays... Aux armes ! Prenez d'assaut les armureries et emparez-vous de toutes les armes... Que toutes les rues deviennent des champs de bataille⁹¹ ! »

Selon la *Chronique rouge* des débuts du régime soviétique, « les événements du 9 janvier à Pétersbourg eurent un grand écho au sein du mouvement ouvrier juif : ils furent suivis par des manifestations de masse du prolétariat juif dans l'ensemble de la Zone de résidence. À leur tête se trouvait le Bund ». Pour assurer le caractère massif de ces démonstrations, des détachements du Bund se rendirent dans les ateliers, les usines, les fabriques et même au domicile des ouvriers pour appeler à cesser le travail ; ils employèrent la force pour vider les chaudières de leur vapeur, arracher les courroies de transmission ; ils menacèrent les propriétaires des entreprises, çà et là des coups de feu furent tirés, à Vitebsk l'un d'eux reçut un jet d'acide sulfurique. Ce n'était pas « une manifestation de masse spontanée, mais une action soigneusement préparée et organisée ». N. Buchbinder regrette pourtant que « presque partout les grèves ne furent suivies que par les ouvriers juifs... Dans toute une série de villes, les ouvriers russes opposèrent une vive résistance aux tentatives d'arrêter les usines et les fabriques ». Il y eut des grèves d'une semaine à Vilnius, Minsk, Gomel, Riga, de deux semaines à Libava. La police dut naturellement intervenir et, dans plusieurs villes, le Bund constitua des « détachements armés pour lutter contre la terreur policière⁹² ». À Krinki (province de Grodno), les grévistes chassèrent à coups de fusil la police, interrompirent les communications télégraphiques et, pendant deux jours, tout le pouvoir se trouva entre les mains du comité de grève. « Le fait que des ouvriers, et, parmi eux, une

90. EJR, t. 2, p. 79.

91. Dimanstein, « 1905 », *op. cit.*, p. 144.

92. N. Buchbinder, 9 ianvaria i ievreïskoïe rabotchee dvijenie (Le 9 janvier et le mouvement ouvrier juif), Krasnaïa letopis, 1922, n° 1, pp. 81-87.

majorité de Juifs, aient pu ainsi détenir le pouvoir dès le début de 1905, était très significatif de ce qu'était cette révolution, et fit naître nombre d'espoirs. » Il est non moins vrai que l'importante participation du Bund à ces actions « pouvait faire croire que le mécontentement était surtout le fait des Juifs, tandis que les autres nationalités n'étaient pas si révolutionnaires que cela⁹³ ».

La force des révolutionnaires se manifestait à travers les actions, menées au grand jour, des détachements armés d'« autodéfense » qui s'étaient illustrés pendant le pogrom de Gomel et qui, depuis lors, s'étaient considérablement renforcés. « L'autodéfense se trouvait le plus souvent en relation étroite avec les détachements armés des organisations politiques... On peut dire que l'ensemble de la Zone de résidence était couvert par tout un réseau de groupes armés d'autodéfense qui jouèrent un rôle militaire important... Seule une armée de métier pouvait leur faire face⁹⁴. » — Au plus fort de la révolution, ils furent rejoints par des groupements sionistes de diverses tendances : [on note ainsi] « la participation particulièrement active des Poalei Zion », ainsi que « des détachements armés des SS [sionistes-socialistes] », mais aussi du SERP. De sorte que « dans les opérations armées qui survinrent pendant la révolution, ces socialistes appartenant à différents courants du sionisme se retrouvèrent à nos côtés⁹⁵ », se souvient S. Dimanstein, devenu plus tard un dirigeant bolchevik en vue.

Le Bund allait poursuivre ses opérations militaires tout au long de cette changeante et incertaine année 1905. Il convient de mentionner en particulier les événements d'avril à Jitomir. Selon l'*Encyclopédie juive*, il s'est agi d'un pogrom contre les Juifs, de surcroît « fomenté par la police⁹⁶ ». Quant à Dimanstein, qui se targue d'avoir « participé activement à la révolution de 1905 sur le territoire de la prétendue Zone de résidence », il écrit : « Ce ne fut pas un pogrom, mais un combat contre les troupes de la contre-révolution⁹⁷. » L'ancienne *Encyclopédie juive* indique que jusqu'à vingt Juifs furent tués⁹⁸ ; la nouvelle : « près de cinquante (selon

93. Dimanstein, « 1905 », *op. cit.*, pp. 145, 147.

94. *Ibidem*, pp. 150-151.

95. *Ibidem*, pp. 123-124.

96. PEJ, t. 2, p. 513.

97. Dimanstein, « 1905 », *op. cit.*, pp. 106, 152.

98. EJ, t. 7, p. 602.

d'autres sources, environ trente-cinq)⁹⁹ ». Toujours selon celle-ci, « les désordres commencèrent après que des provocateurs eurent déclaré que des Juifs avaient tiré des coups de feu sur le portrait du tsar à l'extérieur de la ville¹⁰⁰ ». Tandis que *Le Messenger du gouvernement* donne comme un fait avéré que, deux semaines avant le pogrom, « une foule... de près de trois cents personnes s'était rassemblée à l'extérieur de la ville... pour s'entraîner au tir au revolver... en visant le portrait de Sa Majesté l'Empereur ». Après cela, plusieurs rixes éclatèrent, à l'intérieur de la ville, entre Juifs et chrétiens – toujours selon *Le Messenger du gouvernement*, les agresseurs étaient le plus souvent des Juifs¹⁰¹. Toujours d'après la nouvelle *Encyclopédie juive*, le jour même de l'événement, « les détachements juifs d'autodéfense résistèrent héroïquement aux casseurs ». D'une bourgade voisine, un groupe de jeunes Juifs armés se portait à leur secours, quand, en cours de route, « ils furent arrêtés par des paysans ukrainiens » à Troïanovo. « Ils tentèrent de se réfugier chez des habitants juifs du bourg, mais ceux-ci ne les laissèrent pas entrer » et, fait caractéristique, « indiquèrent aux paysans où s'étaient cachés deux d'entre eux » ; « dix membres du détachement furent tués¹⁰² ».

À l'époque, on avait déjà mis au point une manœuvre particulièrement efficace : « Les obsèques des victimes tombées pour la révolution constituaient l'un des moyens de propagande les plus efficaces, capable d'enflammer les masses », ce qui avait pour conséquence que « les combattants avaient conscience du fait que leur mort serait utilisée avec profit pour la révolution, qu'elle éveillerait un désir de vengeance chez les milliers de gens qui allaient assister à leurs funérailles », et qu'en ces occasions « il était relativement plus facile d'organiser des manifestations. Les milieux libéraux considéraient comme de leur devoir de veiller à ce que la police n'intervienne pas au cours d'un enterrement ». C'est ainsi que « les obsèques devinrent une des composantes de la propagande révolutionnaire en 1905¹⁰³ ».

99. PEJ, t. 2, p. 513.

100. *Ibidem*, t. 6, p. 566.

101. Pravo, 5 mai 1905, pp. 1483-1484.

102. PEJ, t. 2, p. 513 ; Dimanstein, « 1905 », *op. cit.*, pp. 151-152.

103. Dimanstein, « 1905 », *op. cit.*, p. 153.

Au cours de l'été de cette année-là, « la terreur policière s'exerça massivement, mais on assista également à bon nombre d'actes de vengeance de la part des ouvriers qui jetaient des bombes sur des patrouilles de soldats ou de cosaques, assassinaient des policiers, gradés ou non ; ces cas étaient loin d'être isolés », car il en allait « du recul ou de l'extension de la révolution dans le secteur juif¹⁰⁴ ». Exemple : les cosaques ont tué un militant du Bund à Gomel ; huit mille personnes assistent à ses funérailles, on y prononce des discours révolutionnaires – et en avant la révolution, toujours en avant ! Et quand fut venu le moment de protester contre la convocation de la Douma consultative, dite de « Boulyguine* », la campagne « se déplaça de la Bourse dans le quartier juif, du côté des synagogues... où des orateurs du Parti intervenaient pendant les offices... sous la protection de détachements armés qui bouclaient les issues... Au cours de ces assemblées, il était fréquent que fussent adoptées sans discussion des résolutions préparées à l'avance », – les malheureux fidèles venus pour prier avaient-ils le choix ? Va donc discuter avec ces gaillards ! Pas question d'« arrêter le processus révolutionnaire à cette étape¹⁰⁵... ».

Dans le projet de convocation de cette Douma consultative, qui resta sans suite du fait des événements de 1905, partant du principe qu'ils ne le possédaient pas pour la désignation des organes d'auto-gestion municipale, il avait été prévu à l'origine de ne pas accorder aux Juifs le droit de vote. Mais l'élan révolutionnaire ne faisait que s'amplifier, les conseillers municipaux juifs nommés par les autorités provinciales démissionnaient démonstrativement ici et là, et la loi d'août 1905 sur les élections à la Douma prévoyait déjà d'accorder, en fait, le droit de vote aux Juifs. Mais la révolution poursuivait sa course et l'opinion rejeta cette Douma consultative qui ne fut donc pas réunie.

La tension ne retomba pas tout au long de cette malheureuse année 1905 ; le pouvoir était dépassé par les événements. À l'automne, des grèves, notamment dans les chemins de fer, se préparaient partout en Russie. Et, naturellement, la Zone de résidence ne

104. *Ibidem*, p. 164.

105. *Ibidem*, pp. 165-166.

* A. Boulyguine (1851-1919), ministre de l'Intérieur en 1905.

fut pas épargnée. Dans la région du Nord-Ouest, on assiste, début octobre, à « une montée rapide... de l'énergie révolutionnaire des masses », « une nouvelle campagne de meetings se déroule dans les synagogues » (toujours de la même façon, avec des hommes postés aux issues pour intimider les fidèles), « on se prépare fébrilement à la grève générale ». À Vilnius, au cours d'un meeting autorisé par le gouverneur, « on a tiré sur l'immense portrait de l'Empereur qui se trouvait là, et certains le défoncèrent à coups de chaises » ; une heure après, c'est sur le gouverneur en personne que l'on tira – la voilà bien, la frénésie de 1905 ! Mais à Gomel, par exemple, les sociaux-démocrates n'ont pu s'entendre avec le Bund et « ils ont agi dans le désordre » ; quant aux sociaux-révolutionnaires, « ils se sont joints » aux sionistes-socialistes ; et voilà que « l'on jette des bombes sur les cosaques qui ripostent en tirant et en cognant sur tous ceux qui leur tombent sous la main, sans distinction de nationalité¹⁰⁶ », – une bien jolie flambée révolutionnaire ! On se frotte les mains !

Rien d'étonnant à ce qu'« en maints endroits..., on ait pu observer des Juifs aisés et religieux qui combattaient activement la révolution. Ils collaboraient avec la police pour traquer les révolutionnaires juifs, briser les manifestations, les grèves, etc. ». Non qu'il leur fût agréable de se trouver du côté du pouvoir. Mais, ne s'étant pas détachés de Dieu, ils se refusaient à assister à la *destruction* de la vie. Encore moins acceptaient-ils la loi révolutionnaire : ils vénéraient *leur* Loi. Tandis qu'à Bialystok et en d'autres endroits les jeunes révolutionnaires assimilaient l'« Union des Juifs », aux « Cents-noirs » à cause de son orientation religieuse¹⁰⁷.

Selon Dimanstein, la situation après la grève générale d'octobre pouvait se résumer ainsi : « Le Bund, les SS et d'autres partis ouvriers juifs... appelaient à l'insurrection », mais « on percevait une certaine lassitude¹⁰⁸ ». Plus tard, tout comme les bolcheviks, le Bund boycotta au début de 1906¹⁰⁹ les élections à la première Douma, caressant encore l'espoir d'une explosion révolutionnaire.

106. *Ibidem*, pp. 167-168.

107. *Ibidem*, pp. 173-175.

108. *Ibidem*, pp. 177-178.

109. EJ, t. 5, pp. 99-100.

Cette attente ayant été déçue, il se résigna à rapprocher ses positions de celles des mencheviks ; en 1907, au V^e Congrès du POSDR, sur les 305 députés, 55 étaient membres du Bund. Et celui-ci devint même « partisan d'un yiddishisme extrême¹¹⁰ ».

C'est dans cette atmosphère survoltée, fort incertaine pour le pouvoir, que Witte persuada Nicolas II de promulguer le Manifeste du 17 octobre 1905. (Plus exactement, Witte voulait le publier sous forme d'un simple communiqué du gouvernement, mais c'est Nicolas II lui-même qui insista pour que la promulgation du Manifeste, faite au nom du tsar, revêtît un caractère solennel : il croyait toucher ainsi le cœur de ses sujets.) A. D. Obolenski, qui rédigea le projet initial, rapporte que parmi les trois points principaux du Manifeste il y en avait un spécialement consacré aux droits et libertés des Juifs – mais Witte (sans doute à la demande pressante de l'Empereur) en modifia la formulation en traitant de façon générale du respect de la personne et de la liberté de conscience, d'expression et de réunion¹¹¹. La question de l'égalité des droits des Juifs ne fit donc plus l'objet d'une mention particulière. « Ce n'est que dans le discours publié en même temps que le Manifeste... que Witte parla de la nécessité de "rendre égaux devant la loi tous les sujets russes indépendamment de leur confession et de leur nationalité"¹¹² ».

Mais : on ne doit faire de concessions qu'au bon moment et en position de force – et ce n'était plus le cas. L'opinion libérale et révolutionnaire se gaussa du Manifeste, n'y voyant qu'une capitulation, et le rejeta. L'Empereur tout comme Witte en furent profondément affectés, mais aussi certains représentants de l'intelligentsia juive : « Ce à quoi aspiraient depuis des décennies les meilleurs d'entre les Russes se réalisait enfin... En fait, l'Empereur renonçait de son plein gré au régime autocratique et s'engageait à remettre le pouvoir législatif entre les mains des représentants du peuple... On aurait pu croire que ce changement remplirait tout le monde de joie » – mais la nouvelle fut accueillie avec toujours la même intransigeance révolutionnaire : le combat continue¹¹³ ! Dans les

110. PEJ, t. 1, p. 560.

111. Manifest 17 oktiabria (Dokoumenty) (Le Manifeste du 17 octobre [documents]), Krasnyi arkhiv, 1925, t. 11-12, pp. 73, 89.

112. PEJ, t. 7, p. 349.

113. Sliosberg, t. 3, p. 175.

rues, on arrachait le drapeau national, les portraits de l'Empereur et les armoiries de l'État.

Le compte rendu de l'entretien que Witte accorda à la presse pétersbourgeoise, le 18 octobre, au lendemain de la promulgation du Manifeste, est à cet égard riche d'enseignements. Witte s'attendait visiblement à des manifestations de reconnaissance et comptait sur le soutien amical de la presse pour calmer les esprits, il le sollicita même ouvertement. Il n'obtint que les répliques cinglantes d'abord du directeur des *Nouvelles de la Bourse*, S. M. Propper, puis de Notovitch, de Khodski, d'Arabajine, d'Annenski ; tous réclamèrent d'une seule voix : proclamez immédiatement l'amnistie politique ! « Cette exigence est catégorique ! » « Le général Trepov doit être limogé de son poste de gouverneur général de Saint-Pétersbourg. Telle est la décision de la presse unanime. » *La décision de la presse unanime !* Et retirer de la capitale les cosaques et l'armée : « Nous ne publierons plus de journaux tant que la troupe sera là ! » L'armée est la cause du désordre... La sécurité de la ville doit être confiée à la « milice populaire » ! (C'est-à-dire aux détachements de révolutionnaires. Cela revenait à créer à Pétersbourg les conditions d'une boucherie, comme il en irait bientôt à Odessa. Ou bien, en se projetant plus loin dans l'avenir, créer à Pétersbourg les conditions favorables à la future révolution de février.) Et Witte d'implorer : « Laissez-moi respirer un peu ! », « Aidez-moi, accordez-moi quelques semaines ! » ; il passe même parmi eux, serrant la main de chacun¹¹⁴. (De son côté, il se souviendra plus tard : les exigences de Propper « signifiaient pour moi que la presse avait perdu la tête. ») Malgré cela, le gouvernement eut l'intelligence et le courage de refuser l'instauration de l'anarchie et il ne se passa rien de grave dans la capitale.

(Dans ses Mémoires, Witte raconte que Propper « était arrivé en Russie de l'étranger, Juif sans le sou et maîtrisant mal la langue russe... Il avait fait son trou dans la presse et était devenu le patron des *Nouvelles de la Bourse*, courant les antichambres des personnalités influentes... Quand j'étais ministre des Finances, [Propper] quémandait les communiqués officiels, des avantages divers, et finit par obtenir de moi le titre de conseiller commercial ». Or,

114. Manifest 17 oktiabria (Le Manifeste du 17 octobre), *op. cit.*, pp. 99-105.

lors de cette rencontre, il formula non sans une certaine insolence « des exigences, voire des déclarations » comme celle-ci : « Nous n'avons aucune confiance dans le gouvernement¹¹⁵. »)

Surnageant parmi la marée de la presse radicale, *Le Kiévien* publia au cours de ce même mois d'octobre le récit d'un officier de retour à Moscou juste à ce moment-là, après un an et demi de captivité au Japon, et dans un premier temps ému aux larmes par la générosité du Manifeste de l'Empereur qui ouvrait des perspectives favorables pour le pays. À la seule vue de cet officier en tenue de combat, l'accueil que lui réserva la foule moscovite s'exprima en ces termes : « Barbouze ! Fayot ! Larbin du tsar !... » Au cours d'un grand meeting sur la place du Théâtre, « l'orateur appelait à lutter, à détruire » ; un autre orateur entama son discours en criant : « À bas l'autocratie ! » « Son accent trahissait ses origines juives, mais le public russe l'écoutait, et personne ne trouva rien à lui répliquer. » On approuvait de la tête les insultes proférées contre le tsar et sa famille ; quant aux cosaques, aux policiers et aux militaires, à tous sans exception – pas de quartier ! Et tous les journaux moscovites d'appeler à la lutte armée¹¹⁶.

À Pétersbourg, comme on sait, fut constitué dès le 13 octobre un « soviet des députés ouvriers » avec à sa tête les incomparables Parvus et Trotski, et avec en prime l'homme de paille Khroustalév-Nossarév. Ce soviet misait sur l'anéantissement complet du gouvernement.

Les événements d'octobre eurent des conséquences encore plus importantes – et plus tragiques – à Kiev et à Odessa : deux grands pogroms contre les Juifs, qu'il convient maintenant d'examiner. Il firent l'objet des rapports détaillés de *commissions d'enquête sénatoriales* – il s'agissait des procédures d'instruction les plus rigoureuses dans la Russie impériale, le Sénat représentant l'institution judiciaire jouissant de la plus haute autorité et de la plus grande indépendance.

*

115. Witte, *Mémoires*, op. cit., t. 2, pp. 52-54.

116. Kievlianin, 1905, n° 305 : *Choulguine**, annexes, op. cit., pp. 271-274.

C'est le sénateur Tourau qui a rédigé le rapport sur le pogrom de Kiev¹¹⁷. Il y écrit que les causes de celui-ci « sont liées aux troubles qui ont gagné l'ensemble de la Russie ces dernières années », et il étaye cette affirmation par une description détaillée de ce qui l'a précédé et du déroulement des faits eux-mêmes.

Rappelons qu'après les événements du 9 janvier à Pétersbourg, après des mois d'agitation sociale, après la défaite infamante contre le Japon, le gouvernement impérial ne trouva rien de mieux à faire pour « calmer les esprits » que de proclamer, le 27 août, l'autonomie administrative complète des établissements d'enseignement supérieur et du territoire sur lequel ils se trouvaient. Cette mesure n'eut d'autre résultat que de faire monter encore la pression révolutionnaire.

C'est ainsi, écrit le sénateur Tourau, que « des individus n'ayant rien à voir avec l'activité scientifique de ces établissements eurent toute liberté d'y accéder », et ils le faisaient « à des fins de propagande politique ». À l'université et à l'Institut polytechnique de Kiev « eut lieu toute une série de réunions organisées par des étudiants, auxquelles participait un public extérieur » et qui furent appelées « meetings populaires » ; un public de jour en jour plus nombreux s'y rendait : fin septembre, jusqu'à « plusieurs milliers de personnes ». Au cours de ces meetings, des drapeaux rouges étaient déployés, « on prononçait des discours enflammés sur les carences du régime politique en place, sur la nécessité de combattre le gouvernement » ; « on collectait des fonds pour l'achat d'armement », « on distribuait des tracts et on vendait des brochures de propagande révolutionnaire ». À la mi-octobre, « l'université comme l'Institut polytechnique s'étaient progressivement transformés en arènes pour une propagande antigouvernementale ouverte et sans frein. Les militants révolutionnaires qui, naguère encore, étaient poursuivis par les autorités pour organiser des réunions clandestines dans des lieux privés, se sentaient désormais invulnérables », ils « échafaudaient et discutaient des plans visant à abattre le système politique existant ». Mais même cela ne parut pas suffisant et l'on se mit à élargir l'action révolutionnaire : en

117. Vseppodanečhiĭ otčët o proizvedënnom senatorom Tourau izsledovanii pritchin besporiadkov, byvchikh v gor. Kieve (Rapport du sénateur Tourau sur les causes des désordres survenus dans la ville de Kiev), Materialy k istorii rousskoĭ kontr-revolutsii, t. 1, Pogromy po ofitsialnym dokuumentam, Saint-Pétersbourg, 1908, pp. 203-296.

attirant à ces meetings les « élèves des établissements d'enseignement secondaire », autrement dit, des lycéens et des lycéennes, et en déplaçant le terrain de l'action révolutionnaire : tantôt, dans les locaux du Cercle des marchands, à un congrès de psychiatrie (un étudiant juif prend la parole pour dénoncer le pogrom de Kichinev, aussitôt des tracts sont répandus dans la salle et des cris fusent : « À bas la police ! À bas l'autocratie ! ») ; tantôt à une réunion de la Société artistique et littéraire (on casse des vitres, « on casse des chaises et des rampes d'escalier pour les lancer sur les gardiens de la paix »). Et il n'existait aucune autorité pour empêcher cela : les universités, autonomes, disposaient désormais de *leur propre loi*.

La description de ces événements, étayée par les déclarations de plus de cinq cents témoins, alterne tout au long de ce rapport avec des remarques sur les Juifs qui se détachent sur l'arrière-plan de cette foule révolutionnaire. « Au cours des années de la révolution russe de 1905-1907, l'activité révolutionnaire des Juifs a considérablement augmenté. » Sans doute la nouveauté de la chose faisait-elle qu'elle sautait aux yeux. « La jeunesse juive, peut-on lire dans le rapport, dominait par le nombre aussi bien au meeting du 9 septembre, à l'Institut polytechnique, que lors de l'occupation des locaux de la Société artistique et littéraire » ; de même, le 23 septembre, dans la salle des actes de l'université où « se sont rassemblés jusqu'à 5 000 étudiants et personnes extérieures à l'université, avec, parmi celles-ci, plus de 500 femmes ». Le 3 octobre, à l'Institut polytechnique, « près de 5 000 personnes se sont réunies..., avec une majorité juive de sexe féminin ». Le rôle prépondérant des Juifs est mentionné encore à maintes reprises : lors des meetings des 5-9 octobre ; lors du meeting à l'université du 12 octobre, auquel « participèrent des employés de l'administration ferroviaire, des étudiants, des individus de profession indéterminée » ainsi que « des masses de Juifs des deux sexes » ; le 13 octobre à l'université où « près de 10 000 personnes de milieux divers se sont rassemblées » et des discours ont été prononcés par des S.-R. et des militants du Bund. (*L'Encyclopédie juive* confirme le fait qu'au-delà même de Kiev, au cours des manifestations célébrant les libertés nouvelles, « la plupart des manifestants dans la Zone de résidence étaient des Juifs »). Cependant, elle traite de « mensongères » les informations selon lesquelles, à Iékaterinoslav, « ils collectaient dans la rue de l'argent pour le cercueil de

l'Empereur », et à Kiev ils « ont lacéré les portraits de l'Empereur dans les locaux de la Douma municipale¹¹⁸ ». Pourtant ce dernier fait est justement confirmé par le rapport Tourau.)

À Kiev, en octobre, le mouvement révolutionnaire prenait de plus en plus d'ampleur. Alexandre Schlichter (futur dirigeant bolchevik, spécialiste des réquisitions de farine et « commissaire à l'Agriculture » en Ukraine juste avant la grande famine organisée) fomenta une grève des chemins de fer du Sud-Ouest, paralysant les trains en direction de Poltava, Koursk, Voronej et Moscou. On usa de menaces pour contraindre les ouvriers de l'usine de constructions mécaniques de Kiev à se mettre en grève, le 12 octobre. À l'université, des « collectes exceptionnelles "pour l'armement" » eurent lieu : les participants jetaient des pièces d'or, des billets de banque, de l'argenterie, une dame offrit même ses boucles d'oreilles ». Des « détachements volants » furent constitués avec pour mission d'interrompre par la force le travail dans les lycées, les usines, les transports, le commerce, et de « préparer la résistance armée aux forces de l'ordre ». Tout le mouvement « devait descendre dans la rue ». Le 14 octobre, les journaux cessèrent de paraître, à l'exception du *Kiévien*, orienté à droite ; on ne laissa passer que « les télégrammes ayant trait au mouvement de libération. » Les « détachements volants » empêchaient les tramways de rouler, brisaient leurs vitres (certains passagers furent blessés). À la première apparition des agitateurs, tout était fermé, tout s'arrêtait ; le bureau de poste ferma ses portes après une alerte à la bombe ; des flots d'étudiants et de lycéens convergèrent vers l'université à l'appel de Schlichter, ainsi que de « jeunes Juifs de diverses professions ».

C'est alors que les autorités prirent les premières mesures. Interdiction de se réunir dans les rues et sur les places publiques, bouclage par l'armée de l'université et de l'Institut polytechnique afin de n'y laisser pénétrer que les étudiants, « arrestation... de quelques individus pour outrages à la police et à l'armée », de quelques S.-R. et sociaux-démocrates, de l'avocat Ratner qui « avait activement participé aux meetings populaires » (Schlichter, lui, avait pris la tangente). Les tramways se mirent à circuler de

118. PEJ, t. 6, p. 567.

nouveau, les magasins rouvrirent leurs portes et, à Kiev, les journées des 16 et 17 octobre se passèrent dans le calme.

C'est dans ce contexte (qui était celui de maints autres endroits en Russie) que l'Empereur, tablant sur la gratitude de la population, lança le 17 octobre le Manifeste instaurant les libertés et un système de gouvernement de type parlementaire. La nouvelle parvint à Kiev par télégramme dans la nuit du 18, et dès le matin le texte du Manifeste était vendu ou distribué dans les rues de la ville (quant au journal *Le Kiévien*, « la jeunesse étudiante juive se précipitait pour l'acheter et le déchirer aussitôt ostensiblement en morceaux »). Les autorités ordonnèrent ipso facto l'élargissement aussi bien de ceux qui avaient été arrêtés au cours des derniers jours que de ceux qui avaient précédemment été « inculpés d'atteinte à la sûreté de l'État », à l'exception toutefois de ceux qui avaient fait usage d'explosifs. La police comme l'armée avaient déserté les rues, d'« importants rassemblements » se formèrent, au début dans le calme. « À proximité de l'université s'aggloméra une foule nombreuse » composée d'étudiants, de lycéens et d'« un nombre important de jeunes Juifs des deux sexes ». Cédant à leurs exigences, le recteur « fit ouvrir le portail du bâtiment principal ». Aussitôt « la grand-salle fut envahie par une partie de la foule qui détruisit les portraits de l'Empereur, déchira les tentures rouges » pour en faire drapeaux et banderoles, et certains « invitèrent bruyamment le public à s'agenouiller devant Schlichter en sa qualité de victime de l'arbitraire ». Si « ceux qui se trouvaient près de lui se mirent effectivement à genoux », une autre partie du public « considéra que tout ce qui venait de se passer offensait leurs sentiments nationaux ». Puis la foule se dirigea vers la Douma municipale, à sa tête Schlichter caracolait sur un cheval, arborant un bandeau rouge, et à chaque halte haranguait la foule, clamant que « la lutte contre le gouvernement n'était pas finie ». Pendant ce temps-là, dans le parc Nicolas, « les Juifs avaient lancé une corde autour de la statue de l'Empereur [Nicolas I^{er}] et tentaient de la renverser de son piédestal » ; « à un autre endroit, des Juifs arborant des bandeaux rouges commencèrent à insulter quatre soldats qui passaient par là, à cracher sur eux » ; place Sainte-Sophie, la foule jeta des pierres sur une patrouille de soldats, en blessa six, et deux manifestants furent atteints par les tirs de riposte. Cependant, le maire par intérim reçut la visite d'un groupe de citoyens paisibles

qui « demanda à ce que l'on ouvrît la salle de réunion du conseil municipal » afin que les manifestants reconnaissants pussent « exprimer leurs sentiments à propos du Manifeste. Leur demande fut satisfaite » et un meeting pacifique se déroula effectivement « sous la présidence du conseiller municipal Scheftel ». Mais une nouvelle vague, grosse de plusieurs milliers de personnes portant des insignes et des rubans rouges, afflua ; « elle était composée d'étudiants, d'individus de classe sociale, d'âge, de sexe et de condition divers, mais les Juifs s'y faisaient particulièrement remarquer » ; une partie fit irruption dans la salle de réunion, les autres occupèrent la place devant la Douma. « En un instant, tous les drapeaux nationaux dont on avait décoré la Douma à l'occasion du Manifeste furent arrachés et remplacés par des étendards rouges et noirs. » À ce moment-là, un nouveau cortège s'approcha, portant à bout de bras l'avocat Ratner qui venait de sortir de prison ; celui-ci appela la foule à libérer tous les autres détenus ; sur le balcon de la Douma, Schlichter lui donna publiquement l'accolade. Pour sa part, ce dernier « exhorta la population à entamer une grève générale... et pronouça des paroles injurieuses à l'adresse de la personne du Souverain. Entre-temps, la foule avait déchiré en mille morceaux les portraits de l'Empereur accrochés dans la salle de réunion de la Douma, et brisé les emblèmes du pouvoir impérial qui avaient été placés sur le balcon en vue des festivités » ; « il ne fait pas de doute que ces actes furent perpétrés aussi bien par des Russes que par des Juifs » ; un « ouvrier russe » avait même commencé à briser la couronne, certains exigèrent qu'elle fût remise à sa place, « mais, quelques instants après, elle fut de nouveau jetée à terre, cette fois par un Juif qui cassa ensuite la moitié de la lettre "N" » ; « un autre jeune homme, juif d'aspect », s'en prit alors aux fleurons du diadème. Tout le mobilier de la Douma fut fracassé, les documents administratifs déchirés. Schlichter dirigeait les opérations ; dans les couloirs, « on collectait de l'argent à des fins inconnues ». L'excitation devant la Douma ne faisait cependant que grandir ; juchés sur le toit des tramways immobilisés, des orateurs prononçaient des discours enflammés ; mais c'étaient Ratner et Schlichter qui, du haut du balcon de la Douma, remportaient le plus de succès. « Un apprenti de nationalité juive se mit à crier du balcon : "À bas l'autocratie !" ; un autre Juif, correctement vêtu : "Sus à la carne !" » ; « un autre Juif, qui avait

découpé la tête du tsar dans le tableau le reproduisant, introduisit la sienne par l'orifice ainsi formé et se mit à hurler du balcon : "C'est moi le tsar !" » ; « le bâtiment de la Douma passa complètement aux mains des extrémistes socialistes révolutionnaires ainsi que de la jeunesse juive qui avait sympathisé avec eux, perdant tout contrôle d'elle-même ».

J'ose dire que quelque chose de bête et méchant s'est révélé dans cette liesse effrénée : l'incapacité de rester dans certaines limites. Qu'est-ce donc qui poussait ces Juifs, au milieu de la plèbe en délire, à bafouer si brutalement ce que le peuple vénérât encore ? Conscients de la situation précaire de leur peuple, de leurs proches, n'auraient-ils pas pu, les 18 et 19 octobre, dans des dizaines de villes, s'abstenir de se lancer dans ces manifestations avec une telle passion, au point d'en devenir l'âme et parfois les acteurs principaux ?

Poursuivons la lecture du rapport Tourau : « Le respect pour le sentiment national et les symboles que vénérât le peuple était oublié. Comme si une partie de la population... ne reculait devant aucun moyen d'exprimer son mépris... » ; « les outrages portés aux portraits de l'Empereur suscitèrent une immense émotion populaire. Des cris fusèrent de la foule massée devant la Douma : "Qui a détrôné le tsar ?", d'autres pleuraient ». « Sans être prophète, on pouvait prévoir que de telles offenses ne seraient pas pardonnées aux Juifs », « des voix s'élevèrent pour exprimer l'étonnement devant l'inaction des autorités ; ici et là, dans la foule..., on se mit à crier : "Il faut casser du youtre !" » À proximité de la Douma, la police et une compagnie d'infanterie restaient là sans rien faire. À ce moment-là, un escadron de dragons apparut brièvement, accueilli par des tirs en provenance des fenêtres et du balcon de la Douma ; on se mit à bombarder la compagnie d'infanterie à coups de pierres et de bouteilles, à la canarder de tous côtés : de la Douma, de la Bourse, de la foule des manifestants. Plusieurs soldats furent blessés, le capitaine donna l'ordre d'ouvrir le feu : il y eut sept morts et cent trente blessés ; la foule se dispersa. Mais, dans la soirée de ce même 18 octobre, « la nouvelle des dégradations commises sur les portraits de l'Empereur, la couronne, les emblèmes de la monarchie, le drapeau national, fit le tour de la ville et se répandit jusque dans les faubourgs. On pouvait voir un peu partout des petits groupes de passants, en majorité des ouvriers,

des artisans, des commerçants, qui commentaient les événements avec animation et en rejetaient l'entière responsabilité sur les Juifs qui se détachaient toujours très nettement des autres manifestants » ; « dans le quartier du Podol, la foule des ouvriers décida... de s'emparer de tous les "démocrates"... qui avaient fomenté les troubles et de les placer en état d'arrestation "en attendant les ordres de Sa Majesté l'Empereur" ». Le soir, « un premier groupe de manifestants se rassembla sur la place Alexandre, brandissant le portrait de l'Empereur et chantant l'hymne national. La foule grossit rapidement et, comme de nombreux Juifs revenaient du Krechtchatik avec des insignes rouges à la boutonnière, ils furent pris pour les responsables des désordres perpétrés à la Douma et devinrent la cible d'agressions ; certains furent roués de coups ». C'était déjà le début du pogrom contre les Juifs.

Maintenant, pour comprendre à la fois l'impardonnable inaction des autorités lors du sac de la Douma et de la destruction des emblèmes nationaux, mais aussi leur encore plus impardonnable inaction pendant le pogrom lui-même, il faut jeter un coup d'œil sur ce qui passait à l'intérieur des organes du pouvoir. Au premier abord, on pourrait croire qu'il s'agit du résultat d'un concours de circonstances. Mais leur accumulation a été telle à Kiev (ainsi qu'en d'autres lieux) qu'on ne peut pas ne pas y déceler cette impéritie de l'administration impériale des dernières années, dont les conséquences furent fatales.

Pour ce qui est du gouverneur de Kiev, il était tout simplement absent. Le vice-gouverneur Rafalski venait tout juste de prendre ses fonctions, il n'avait pas eu le temps de trouver ses repères, et manquait d'autant plus d'assurance dans l'exercice de responsabilités *temporaires*. Au-dessus de lui, le gouverneur général Kleigels, qui avait autorité sur toute une vaste région, avait, dès le début du mois d'octobre, entamé des démarches pour être libéré de ses fonctions – pour raisons de santé. (Ses motivations véritables restent inconnues ; il n'est pas exclu que sa décision ait été dictée par le bouillonnement révolutionnaire de septembre dont il ne voyait pas comment le maîtriser.) Quoi qu'il en soit, lui aussi se considérait à ce moment-là comme *temporaire*, tandis qu'au mois d'octobre les directives du ministère de l'Intérieur continuaient à pleuvoir sur lui – 10 octobre : prendre les mesures les plus énergiques « pour prévenir les désordres dans la rue et y mettre fin par tous les

moyens au cas où ils surviendraient » ; 12 : « réprimer les manifestations de rue, ne pas hésiter à employer la force armée » ; 13 : « ne tolérer aucun rassemblement ou attroupement dans les rues et, en cas de besoin, les disperser par la force ». Le 14 octobre, comme nous l'avons vu, l'agitation à Kiev a franchi une dangereuse limite. Kleigels réunit ses proches collaborateurs, parmi lesquels mentionnons le chef de la police de Kiev, le colonel Tsikhotski, et l'adjoint au chef de la sécurité (là encore, le chef était absent), Kouliabka, un homme aussi agité qu'inefficace, celui-là même qui, par bêtise, allait bientôt exposer Stolypine aux coups de son assassin*. Du rapport paniquant de celui-ci découlait l'éventualité non seulement de manifestations de gens armés dans les rues de Kiev, mais aussi d'une insurrection armée. Alors, renonçant à s'appuyer sur la police, Kleigels mit en œuvre les dispositions prévoyant le « recours aux forces armées pour seconder les autorités civiles » – et, dès ce 14 octobre, remit « ses pleins pouvoirs au commandement militaire », plus précisément au commandant – à titre *temporaire* une fois de plus (le commandant lui-même est absent, mais il faut dire que la situation, n'est-ce pas, est tout sauf préoccupante !) – de la région militaire de Kiev, le général Karass. La responsabilité de la sécurité dans la ville fut confiée au général Drake. (N'est-ce pas assez comique : lequel des patronymes qui viennent d'être énumérés permet de supposer que l'action se passe en Russie ?) Le général Karass « se trouva placé dans une situation particulièrement difficile » dans la mesure où il ne connaissait pas les « données de la situation ni le personnel de l'administration et de la police » ; « en lui remettant ses pouvoirs, le général Kleigels ne jugea pas nécessaire de faciliter le travail de son successeur : il se borna à respecter les formes et cessa aussitôt de s'occuper de quoi que se soit ».

Il est temps maintenant de parler du chef de la police, Tsikhotski. Dès 1902, une inspection administrative avait révélé qu'il couvrait la pratique de l'extorsion de fonds auprès des Juifs, en échange du droit de résidence. On découvrit également qu'il vivait « au-dessus de ses moyens », qu'il s'était acheté – ainsi qu'à son gendre – des propriétés pour une valeur de 100 000 roubles. On en était à envisager de le traduire en justice lorsque Kleigels fut nommé

* Voir *infra*, chapitre 10.

gouverneur général ; très vite (et, bien sûr, non sans avoir reçu un important pot-de-vin), celui-ci intervint pour que Tsikhotski fût maintenu à son poste et obtint même une promotion ainsi que le titre de général. Pour la promotion, ça ne marcha pas, mais il n'y eut pas non plus de sanctions, bien que le général Trepov eût œuvré en ce sens depuis Pétersbourg. (Plus tard, on devait apprendre qu'il se faisait également payer les promotions au sein de la police.) Sans doute Tsikhotski apprit-il dès le début du mois d'octobre que Kleigels avait demandé à quitter ses fonctions – son moral tomba au plus bas, il se voyait déjà condamné. Et, dans la nuit du 18 octobre, en même temps que le Manifeste impérial, parvint de Pétersbourg la confirmation officielle de la mise à la retraite de Kleigels. Tsikhotski n'avait désormais plus rien à perdre. (Un détail encore : alors que la période était si troublée, Kleigels quitta ses fonctions *avant même* l'arrivée de son successeur, lequel n'était autre que la perle de l'administration impériale, le général Soukhomlinov, futur ministre de la Défense qui sabordera les préparatifs de la guerre contre l'Allemagne ; quant aux fonctions de gouverneur général, elles étaient assumées à titre *temporaire* par le susmentionné général Karass.) Et c'est ainsi qu'« il ne fut pas mis un terme rapide à la confusion qui s'était installée au sein de la police après la passation des pouvoirs à l'armée, mais qu'elle ne fit que croître pour se manifester avec la plus grande acuité durant les désordres ».

Le fait que Kleigels eût « renoncé à ses "pleins-pouvoirs"... et que ceux-ci eussent été remis pour une période indéterminée aux autorités militaires de la ville de Kiev est principalement à l'origine des relations mutuelles incertaines qui s'instaurèrent ultérieurement entre autorités civiles et autorités militaires » ; « l'étendue et les limites des pouvoirs [de l'armée] n'étaient connues de personne » et ce flou « devait entraîner une désorganisation générale des services ». Celle-ci se manifesta dès le début du pogrom contre les Juifs. « De nombreux fonctionnaires de police étaient convaincus que le pouvoir était entièrement passé entre les mains du commandement militaire et que seule l'armée avait compétence pour agir et réprimer les désordres » ; c'est pourquoi ils « ne se sentaient pas concernés par les désordres qui avaient lieu en leur présence. Quant à l'armée, se référant à un article des dispositions sur le recours aux forces armées pour seconder les autorités civiles, elle attendait

des indications de la part de la police, considérant avec raison qu'il ne lui incombait pas de remplir les missions de celle-ci » : ces dispositions « stipulaient précisément » que les autorités civiles « présentes sur le lieu des désordres devaient orienter l'action conjointe de la police et de l'armée en vue de leur répression ». C'est également aux autorités civiles qu'il revenait de déterminer à quel moment recourir à la force. Par ailleurs, « Kleigels n'avait pas jugé utile d'informer le commandement militaire sur la situation régnant dans la ville, pas plus qu'il ne lui avait fait part de ce qu'il savait sur le mouvement révolutionnaire à Kiev. Et voilà ce qui fait que des unités de l'armée se mirent à parcourir la ville sans but ».

Ainsi donc, le pogrom contre les Juifs a commencé le 18 octobre au soir. « À son stade initial, le pogrom a incontestablement revêtu le caractère de représailles contre l'offense portée au sentiment national. Les voies de fait à l'encontre des Juifs croisés dans la rue, les destructions de magasins et des marchandises qui s'y trouvaient étaient accompagnées de propos comme : "La voilà, ta liberté ! La voilà, ta Constitution et ta révolution ! Et ça, c'est pour les portraits du tsar et la couronne !" » Le lendemain matin, 19 octobre, une foule nombreuse se rendit de la Douma à la cathédrale Sainte-Sophie, portant les cadres vides des portraits du tsar et les emblèmes brisés du pouvoir impérial. Elle fit halte à l'université pour faire remettre en état les portraits endommagés ; une messe fut célébrée et « le métropolite Flavien exhorta le peuple à ne pas se livrer à des excès et à rentrer chez soi ». « Mais, alors que les personnes qui constituaient le cœur de la manifestation patriotique... y maintenaient un ordre exemplaire, des individus qui s'y étaient joints en cours de route se laissèrent aller à toutes sortes de violences à l'encontre des passants juifs, ainsi que des lycéens ou étudiants en uniforme. » Ils furent ensuite rejoints par « des ouvriers, des sans-abri du marché aux puces, des clochards » ; « des groupes de casseurs saccagèrent les maisons et les magasins des Juifs, jetèrent dans la rue leurs biens et leurs marchandises qui étaient pour partie détruits sur place, pour partie pillés » ; « les domestiques, les gardiens d'immeuble, les petits boutiquiers ne voyaient apparemment rien de mal à profiter du bien d'autrui » ; « d'autres, au contraire, restèrent étrangers à tous buts intéressés jusqu'au dernier jour des désordres », « ils arrachaient des mains de leurs compagnons les objets que ceux-ci avaient volés et, sans

prêter cas à leur valeur, les détruisaient sur place ». Les casseurs ne touchaient pas aux boutiques des karaïtes ni aux « maisons où on leur présentait des portraits de l'Empereur ». « Mais, dans l'ensemble, quelques heures à peine après qu'il eut débuté, le pogrom prit la forme d'un impitoyable saccage. » Le 18, il se prolongea tard dans la nuit, puis s'arrêta de lui-même, pour reprendre le 19 au matin et ne cesser que le 20 au soir. (Il n'y eut pas d'incendies, sauf un dans le quartier du Podol.) Le 19, « des magasins de luxe appartenant à des Juifs furent mis à sac jusque dans le centre ville, sur le Krechtchatik. Les lourds rideaux métalliques et les serrures furent forcés après une demi-heure d'un travail acharné » ; « des tissus de prix, des pièces de velours étaient jetés dans la rue et déployés dans la boue, sous la pluie, comme des chiffons sans valeur. Devant le magasin du joaillier Markisch, sur le Krechtchatik, le trottoir était jonché d'objets précieux » – et de même pour les boutiques de mode, les merceries ; la chaussée était semée de livres de comptes, de factures. À Lipki (le quartier chic) « furent saccagés les hôtels particuliers de Juifs – du baron Guinzbourg, de Halperine, d'Alexandre et de Léon Brodski, de Landau, d'autres encore. Toute la luxueuse décoration de ces demeures fut détruite, les meubles brisés et jetés dans la rue » ; de même « fut dévasté un établissement d'enseignement secondaire modèle pour les Juifs, l'école Brodski », « il ne resta rien des escaliers de marbre et des rampes de fer forgé ». En tout, ce furent « près de quinze cents appartements et locaux commerciaux appartenant à des Juifs qui furent pillés ». Partant du fait que « près des deux tiers du commerce de la ville étaient entre les mains de Juifs », Tourau évalue les pertes – en y incluant les hôtels particuliers des plus riches – à « plusieurs millions de roubles ». On avait projeté de mettre à sac non seulement les maisons juives, mais également celles de personnalités libérales connues. Le 19, l'évêque Platon « conduisit une procession à travers les rues du Podol où le pogrom avait été particulièrement violent, exhortant le peuple à mettre fin aux exactions. Implorant la foule d'épargner la vie et les biens des Juifs, l'évêque s'agenouilla à plusieurs reprises devant elle... Un casseur sortit de la foule et lui cria d'un air menaçant : "Toi aussi, t'es pour les Juifs ?" ».

Nous avons déjà vu le laisser-aller qui régnait parmi les autorités. « Le général Drake ne prit pas les mesures appropriées en vue

d'assurer correctement l'organisation de la sécurité. » Les troupes « n'auraient pas dû être éparpillées en petits détachements », « il y avait trop de patrouilles » et « les hommes restaient souvent sans rien faire ». Et voilà : « Ce qui frappa tout le monde, pendant le pogrom, ce fut l'inaction manifeste, proche de la complaisance, dont firent montre aussi bien l'armée que les responsables de la police... Celle-ci était pour ainsi dire absente et les troupes se déplaçaient avec lenteur, se contentant de répliquer aux coups de feu tirés de certaines maisons cependant que, de part et d'autre de la rue, les boutiques et appartements des Juifs étaient impunément saccagés. » Un procureur demanda à une patrouille de cosaques d'intervenir pour protéger des magasins qui étaient pillés non loin de là ; « les cosaques répondirent qu'ils n'iraient pas, que ce n'était pas leur secteur ».

Plus grave encore : toute une série de témoins eurent « l'impression que la police et l'armée avaient été dépêchées non pour disperser les casseurs, mais pour les protéger ». Ici, les soldats déclarèrent qu'on leur « avait donné l'ordre de veiller à ce qu'il n'y ait pas de d'affrontements et que les Russes ne soient pas agressés ». Ailleurs, ils dirent que s'ils « avaient prêté serment à Dieu et au tsar », ce n'était pas pour protéger « ceux qui avaient lacéré et conspué les portraits du tsar ». Quant aux officiers, « ils s'estimaient impuissants à empêcher les désordres et ne se sentaient en droit d'employer la force qu'au cas où les violences seraient dirigées contre leurs hommes ». Exemple : d'une maison « sortit en courant un Juif couvert de sang, poursuivi par la foule. Une compagnie d'infanterie se trouvait justement là, mais elle n'accorda aucune attention à ce qui se passait et se mit tranquillement à remonter la rue ». Ailleurs, « les pillards étaient en train de massacrer deux Juifs à coups de pieds de table ; un détachement de cavalerie posté à dix pas contemplait placidement la scène ». Il ne faut pas s'étonner que l'homme de la rue ait pu comprendre les choses ainsi : « Le tsar nous a gracieusement accordé le droit de casser du youtre pendant six jours » ; et les soldats : « Vous voyez bien, tout cela est-il concevable sans l'aval des autorités ? » De leur côté, les fonctionnaires de police, « quand on exigeait d'eux qu'ils missent fin aux désordres, objectaient qu'ils ne pouvaient rien faire dans la mesure où les pleins pouvoirs avaient été transférés au commandement militaire ». Mais on a pu voir aussi toute une foule

de casseurs mise en fuite « par un commissaire de police qui brandissait son revolver, assisté d'un seul gardien de la paix », et « l'officier de police Ostromenski, avec trois gardiens de la paix et quelques soldats, réussit à empêcher les actes de pillage dans son quartier sans même recourir à la force ».

Les casseurs ne disposaient pas d'armes à feu, tandis que les jeunes Juifs, eux, en avaient. Cependant, à la différence de ce qui s'était passé à Gomel, ici, les Juifs n'avaient pas bien organisé leur autodéfense, même si « des coups de feu furent tirés depuis de nombreuses maisons » par des membres de groupes d'autodéfense qui comptaient dans leurs rangs « aussi bien des Juifs que des Russes qui avaient pris leur parti » ; « il est indéniable que, dans certains cas, ces tirs étaient dirigés contre les troupes et constituaient des actes de représailles pour les coups de feu tirés sur la foule au cours des manifestations » des jours précédents ; « parfois, des Juifs tirèrent sur les défilés patriotiques organisés en réponse aux manifestations révolutionnaires qui avaient eu lieu auparavant ». Or ces tirs « eurent des conséquences déplorables. Sans produire aucun effet sur les casseurs, ils donnèrent aux troupes prétexte à appliquer à la lettre leurs instructions » ; « dès que des coups de feu partaient d'une maison, les troupes qui se trouvaient là, sans même chercher à savoir s'ils étaient dirigés contre elles ou contre les casseurs, envoyaient une salve dans ses fenêtres, après quoi la foule » s'y précipitait et la saccageait. « On vit des cas où l'on tirait sur une maison uniquement parce que quelqu'un avait prétendu que des coups de feu en étaient partis » ; « il arriva aussi que des casseurs escaladassent l'escalier d'une maison et tirassent des coups de feu en direction de la rue pour provoquer la riposte des troupes » et pouvoir se livrer ensuite au pillage.

Et les choses allèrent en empirant. « Certains, parmi les policiers et les soldats, ne dédaignaient pas les marchandises jetées dans la rue par les casseurs, les ramassaient et les dissimulaient dans leurs poches ou sous leur capote. » Et, bien que ces cas « aient été exceptionnels et ponctuels », on vit tout de même un agent de police en train de démonter lui-même la porte d'un magasin, et un caporal l'imiter. (Les fausses rumeurs concernant des pillages perpétrés par l'armée commencèrent à circuler dès lors que le général Evert eut ordonné dans son secteur de confisquer aux casseurs les biens et marchandises volés et de les transporter dans les entrepôts de

l'armée pour les restituer ultérieurement à leurs propriétaires sur présentation d'un récépissé. C'est ainsi que furent sauvés des biens dont la valeur s'élevait à plusieurs dizaines de milliers de roubles.)

Rien d'étonnant à ce que ce gredin de Tsikhotski, voyant sa carrière brisée, non seulement n'ait pris aucune mesure concernant l'action de la police (ayant appris le début du pogrom au soir du 18, il ne communiqua par télégramme la nouvelle aux commissariats de quartier que tard dans la soirée du 19), non seulement n'ait transmis aucune information aux généraux de la sécurité militaire, mais lui-même, parcourant la ville, ait « considéré ce qui se passait avec calme et indifférence », se contentant de dire aux pillards : « Circulez, messieurs » (et ceux-là de s'encourager mutuellement : « Faut pas avoir peur, il plaisante ! ») ; et quand, du haut du balcon de la Douma, on se mit à crier : « Cognez les youtres, pilez, cassez ! » et que la foule porta ensuite en triomphe le chef de la police, celui-ci « adressa des saluts en réponse aux hourras des manifestants ». Ce n'est que le 20, après que le général Karass lui eut adressé un avertissement sévère (quant au directeur de la chancellerie du gouverneur général, il déclara que Tsikhovski n'échapperait pas au bagne), qu'il ordonna à la police de prendre toute mesure pour mettre fin au pogrom. Le sénateur Tourau devait effectivement le faire traduire en justice.

Un autre responsable de la sécurité mécontent de sa carrière, le général Bessonov, « se trouvait au milieu de la foule des casseurs et parlait paisiblement avec eux : "On a le droit de démolir, mais il ne convient pas de voler." La foule criait : "Hourra !" » À un autre moment, il se comporta « en témoin indifférent du pillage. Et quand un des casseurs hurla : "Cognez les youtres !" [Bessonov] réagit par un rire approbateur ». Il aurait déclaré à un médecin que « s'il l'avait voulu, il aurait mis fin au pogrom en une demi-heure, mais la participation des Juifs au mouvement révolutionnaire ayant été trop forte, ils devaient en payer le prix ». Après le pogrom, sommé de s'expliquer par les autorités militaires, il nia avoir tenu des propos favorables au pogrom et déclara au contraire avoir ainsi exhorté les gens à revenir au calme : « Ayez pitié de nous, n'obligez pas les troupes à utiliser leurs armes... à verser le sang russe, notre propre sang ! »

Des délégations se rendaient les unes après les autres chez le

général Karass, demandant pour les uns de faire sortir les troupes de la ville, pour d'autres d'employer la force, et pour d'autres encore de prendre des mesures afin de protéger leurs biens. Cependant, pendant toute la journée du 19, la police ne fit rien et les militaires exécutèrent mal les ordres. Le 20 octobre, Karass commanda d'« encercler et appréhender les casseurs ». On procéda à de nombreuses arrestations ; une fois, l'armée ouvrit le feu sur les casseurs, en tuant cinq et en blessant plusieurs autres. Au soir du 20, le pogrom était définitivement terminé, mais, tard dans la soirée, « la rumeur selon laquelle les Juifs assassinaient des Russes sema le désarroi parmi la population » ; on redoutait des représailles.

Au cours du pogrom, selon les estimations de la police (mais un certain nombre de victimes avaient été emmenées par la foule), on a dénombré en tout 47 morts, dont 12 Juifs, et 205 blessés, dont un tiers de Juifs.

Tourau conclut son rapport en expliquant que « la cause profonde du pogrom de Kiev réside dans l'inimitié traditionnelle entre la population petite-russienne et la population juive, motivée par des divergences d'opinion. Quant à sa cause immédiate, elle réside dans l'outrage porté au sentiment national par les manifestations révolutionnaires auxquelles la jeunesse juive avait pris une part active ». Les couches populaires « n'imputèrent qu'aux seuls Juifs » la responsabilité des « blasphèmes proférés à l'encontre de ce qu'il y avait de plus sacré pour elles. Elles ne pouvaient comprendre, après la grâce accordée par l'Empereur, l'existence même du mouvement révolutionnaire, et l'expliquaient par le désir des Juifs d'obtenir "leurs propres libertés" ». « Les revers de la guerre à propos desquels la jeunesse juive avait toujours exprimé ouvertement sa plus vive satisfaction, son refus de remplir ses obligations militaires, sa participation au mouvement révolutionnaire, à des actes de violence et à des assassinats d'agents de l'État, son attitude insultante à l'égard des forces armées..., tout cela a incontestablement provoqué de l'exaspération envers les Juifs au sein des couches populaires », et « c'est pourquoi on a observé à Kiev plusieurs cas où de nombreux Russes donnèrent ouvertement asile à d'infortunés Juifs qui fuyaient les violences, mais le refusèrent catégoriquement à la jeunesse juive ».

Quant au journal *Le Kiévien*, il écrivit¹¹⁹ : « Pauvres Juifs ! Où est la faute de ces milliers de familles ?.. Pour leur malheur, ces pauvres Juifs n'ont pu contrôler leurs jeunes écervelés... Mais de jeunes écervelés, il y en a aussi parmi nous, les Russes, et nous n'avons pas pu les contrôler non plus ! »

La jeunesse révolutionnaire battait la campagne, mais ce sont les paisibles Juifs adultes qui durent payer les pots cassés.

C'est ainsi que, des deux côtés, nous avons creusé un abîme sans fond.

*

Pour ce qui est du pogrom d'Odessa, nous disposons d'un rapport analogue et tout aussi détaillé, celui du sénateur Kouzminski¹²⁰.

À Odessa, où un vif sentiment révolutionnaire existait depuis toujours, les secousses s'étaient fait sentir dès le mois de janvier ; la déflagration eut lieu le 13 juin (indépendamment, donc, de l'arrivée dans la rade d'Odessa, le 14, du cuirassé *Potemkine*). Toute la journée du 14 juin se passa dans l'effervescence, surtout chez les jeunes, mais cette fois également chez les ouvriers dont « des foules nombreuses commencèrent à imposer par la force l'arrêt du travail dans les usines et les fabriques ». Une foule « d'environ trois cents personnes tenta de faire irruption dans un comptoir [de thé]..., plusieurs coups de feu furent tirés sur le chef du poste de police local qui empêchait la foule d'entrer, mais celle-ci fut dispersée » par une salve tirée par un détachement de policiers. « Cependant, l'attroupement se reforma bientôt » et se dirigea vers le poste de police ; des coups de feu furent alors échangés, certains tirés de la maison de Doks : « des fenêtres et du balcon, plusieurs coups furent tirés sur les fonctionnaires de police ». Un autre groupe « dressa une barricade avec des matériaux

119. Kievlianin, 1905, nos 290, 297, 311, 317, 358, in *Choulguine*, annexes, *op. cit.*, pp. 286-302.

120. Vseppodanečhiï otčët senatora Kouzminskovo o pritchinakh bezporiadkov, proiskhodivchikh v r. Odesse v oktiabre 1905 g., i o poriadke deïstviï mestnykh vlastei (Rapport du sénateur Kouzminski sur les causes des désordres survenus dans la ville d'Odessa en octobre 1905 et sur les actions menées par les autorités locales). Kievskii i odesskii pogromy v otčëtakh senatorov Tourau i Kouzminskovo. SPb., Letopissets, (1907), pp. 111-220.

de construction qui se trouvaient dans la rue, puis se mit à tirer sur un détachement de police ». Dans une autre rue, une foule du même genre « renversa plusieurs wagons du tramway à cheval ». « Un groupe assez important de Juifs fit irruption dans une fabrique de ferblanterie, jeta du tabac dans les yeux [d'un agent de police]..., se dispersa à l'apparition d'un détachement de police tout en ouvrant le feu avec des revolvers ; parmi eux, quatre Juifs [suivent leurs noms] furent interpellés sur place » ; à un carrefour, « un attroupement de Juifs se forma, [deux d'entre eux] tirèrent des coups de revolver sur un garde monté » ; « d'une façon générale, tout au long de la journée du 14 juin, presque toutes les rues de la ville furent le théâtre d'affrontements entre Juifs et forces de l'ordre, au cours desquels ceux-là firent usage d'armes à feu et de projectiles », blessant plusieurs agents de police. « Une dizaine de Juifs furent également blessés », que la foule emmena pour les cacher. Comme il tentait de s'échapper, un certain Tsipline jeta une bombe, provoquant sa propre mort ainsi que celle de l'agent de police Pavlovski.

C'est sur ces entrefaites que le *Potemkine* fit son entrée dans la rade d'Odessa ! Une foule de près de cinq mille personnes se rassembla, « beaucoup d'hommes et de femmes prononcèrent des harangues appelant le peuple à l'insurrection contre le gouvernement » ; parmi les étudiants qui s'introduisirent à bord du cuirassé, on remarqua notamment Konstantin Feldman (qui exhorta à soutenir le mouvement en ville en canonnant celle-ci, mais « la majorité de l'équipage s'y opposa »).

Et les autorités dans tout cela ? Le gouverneur d'Odessa – autrement dit, le responsable de la police –, Neudhart, était déjà complètement affolé le jour de l'arrivée du *Potemkine* ; il estimait (comme à Kiev) que « les autorités civiles étaient dans l'incapacité de rétablir l'ordre, et c'est pourquoi il avait remis toutes les décisions ultérieures visant à la cessation des désordres au commandement militaire », c'est-à-dire au commandant de la garnison d'Odessa, le général Kakhanov. (Existait-il encore une autorité supérieure à celle-là à Odessa ? Bien sûr que oui, et c'était le gouverneur général Karangozov, lequel, le lecteur l'aura deviné, occupait ses fonctions à titre temporaire et se sentait fort peu rassuré.) Le général Kakhanov ne trouva rien de mieux que de faire boucler le port par l'armée et d'y enfermer les milliers d'« éléments

peu sûrs » qui s'y étaient rassemblés afin de les couper du reste — pas encore contaminé — de la ville.

Le 15 juin, le soulèvement d'Odessa et la mutinerie du *Potemkine* se fondirent en un seul et même mouvement : les habitants de la ville, « parmi lesquels beaucoup d'étudiants, d'étudiantes et d'ouvriers », montèrent à bord du cuirassé, exhortant « l'équipage à des actions communes ». La foule bouclée dans le port se rua pour « piller les marchandises qui y étaient entreposées », en commençant par les caisses de vin ; puis elle prit d'assaut les entrepôts auxquels elle mit feu (plus de 8 millions de roubles de pertes). L'incendie menaçait le port de quarantaine où mouillaient des navires étrangers et où des marchandises d'importation étaient stockées. Kakhanov ne se décidait toujours pas à mettre fin au désordre par la force, craignant que le *Potemkine* ne riposte en bombardant la ville. La situation resta tout aussi explosive le 15. Le lendemain, le *Potemkine* tira cinq salves sur la ville, dont trois à blanc, et appela le commandant des forces armées à monter à bord afin d'exiger de lui le retrait des « troupes de la ville et la libération de tous les prisonniers politiques ». Le même jour, 16 juin, lors des funérailles du seul marin tué, « à peine le cortège fut-il entré en ville qu'il fut rejoint par toutes sortes d'individus qui formèrent bientôt une foule de plusieurs milliers de personnes, composée majoritairement de jeunes Juifs », et sur la tombe un orateur, « après avoir crié : "À bas l'autocratie !", appela ses camarades à agir avec plus de détermination, sans craindre la police ».

Mais, ce même jour, et pour longtemps, l'état de siège fut proclamé dans la ville. Le *Potemkine* dut prendre le large pour échapper à l'escadre venue le capturer. Et bien que les quatre jours qu'il avait mouillé en rade d'Odessa « et les nombreux contacts qui s'étaient noués entre la population et lui eussent remonté sensiblement le moral des révolutionnaires » et « fait naître l'espoir d'un possible soutien ultérieur des forces armées », malgré cela l'été allait se terminer dans le calme, peut-être même qu'aucun bouleversement ne se serait produit à Odessa si, le 27 août, n'avait été promulguée l'incomparable loi sur l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur ! Aussitôt « un "soviet de coalition" fut constitué par les étudiants », lequel, « par sa détermination et son audace, parvint à soumettre complètement à son influence

non seulement la communauté étudiante, mais aussi le corps enseignant » (les professeurs craignaient « des affrontements désagréables avec les étudiants, comme le boycott des cours, l'expulsion de tel ou tel professeur de l'amphi, etc. »). De vastes rassemblements eurent lieu à l'université, « des collectes de fonds pour armer les ouvriers et le prolétariat, pour l'insurrection militaire, pour l'achat d'armement en vue de constituer des milices et des groupes d'autodéfense », « on discuta... de la conduite à tenir à l'heure de l'insurrection », à ces réunions prenait une part active le « collège des professeurs », « parfois avec le recteur Zantchevski à sa tête », lequel promettait de « mettre à la disposition des étudiants tous les moyens dont il disposait pour faciliter leur participation au mouvement de libération ».

Le 17 septembre, le premier meeting à l'université se déroula « en présence d'un public extérieur si nombreux qu'il fallut le scinder en deux groupes » ; le S.-R. Teper « et deux étudiants juifs prononcèrent des discours appelant le public à mener la lutte pour libérer le pays de l'oppression politique et d'une autocratie délétère ». Le 30 septembre, l'état de siège fut levé à Odessa et accoururent désormais en masse à ces meetings « les élèves de tous les établissements d'enseignement, dont certains n'avaient pas plus de quatorze ans » ; les Juifs « étaient les orateurs principaux, appelant à l'insurrection ouverte et à la lutte armée ».

Les 12 et 13 octobre, avant tous les autres établissements d'enseignement *secondaire*, « les élèves de deux écoles de commerce, celle de l'empereur Nicolas I^{er} et celle de Feig, cessèrent de fréquenter les cours, étant les plus sensibles à la propagande révolutionnaire » ; le 14, il fut décidé d'arrêter le travail dans tous les autres établissements secondaires, et les élèves des écoles de commerce et les étudiants se rendirent dans tous les lycées de la ville pour forcer les élèves à faire la grève des cours. Le bruit courut que devant le lycée Berezina, trois étudiants et trois lycéennes avaient été blessés à coups de sabre par des policiers. Certes, « l'enquête devait établir avec certitude qu'aucun des jeunes n'avait été touché et que les élèves n'avaient d'ailleurs pas encore eu le temps de sortir de l'établissement ». Mais ce genre d'incident, quelle aubaine pour faire monter la pression révolutionnaire ! Le même jour, les cours cessèrent à l'université, quarante-huit heures après la rentrée ; les étudiants en grève firent irruption dans la

Douma municipale en criant : « Mort à Neudhart ! » et en réclamant qu'on arrêât de verser leur salaire aux policiers.

Après l'épisode du *Potemkine*, Neudhart avait repris le pouvoir entre ses mains, mais, jusqu'au milieu d'octobre, il n'édicta aucune mesure contre les meetings révolutionnaires – d'ailleurs, pouvait-il faire grand-chose alors que l'autonomie des universités avait été instaurée ? Le 15, il reçut ordre du ministère de l'Intérieur d'interdire l'entrée de l'université aux personnes extérieures, et dès le lendemain il fit encercler celle-ci par l'armée tout en ordonnant que fussent retirées des armureries les cartouches de revolver jusque-là en vente libre. « La fermeture de l'université aux personnes extérieures provoqua une grande agitation parmi les étudiants et la jeunesse juive », une foule immense se mit en marche, fermant les magasins sur son passage (l'armurerie américaine, elle, fut pillée), renversant les tramways et les omnibus, sciant les arbres pour en faire des barricades, coupant les fils télégraphiques et téléphoniques dans le même but, démontant les grilles des parcs. Neudhart demanda à Kakhanov de faire occuper la ville par les troupes. Alors, « des barricades derrière lesquelles s'étaient regroupés les manifestants – en majorité des Juifs avec, parmi eux, des femmes et des adolescents –, on commença à tirer sur la troupe ; des coups de feu partirent aussi des toits des maisons, des balcons, des fenêtres » ; l'armée ouvrit à son tour le feu, les manifestants furent dispersés et les barricades démontées. « Il est impossible d'évaluer avec précision le nombre de morts et de blessés qu'il y eut ce jour-là, car l'équipe sanitaire – composée pour l'essentiel d'étudiants juifs en blouses blanches à croix rouge – dépêchée sur place se hâta d'enlever les blessés et les morts pour les conduire à l'infirmerie de l'université » – donc en zone autonome et inaccessible –, « à l'hôpital juif ou vers les postes de secours qui se trouvaient à proximité des barricades, ainsi que dans presque toutes les pharmacies ». (Celles-ci avaient cessé de délivrer des médicaments avant même les événements.) Selon le gouverneur de la ville, il y eut 9 morts, près de 80 blessés, dont quelques policiers. « Parmi les participants aux désordres furent appréhendés ce jour-là 214 personnes, dont 197 Juifs, un grand nombre de femmes et 13 enfants âgés de 12 à 14 ans. »

Et tout cela, vingt-quatre heures encore avant que ne se fasse sentir l'effet incendiaire du Manifeste.

On pourrait penser qu'en mettant si fréquemment en évidence le rôle des Juifs dans les agissements révolutionnaires le rapport du sénateur faisait preuve de partialité. Mais il faut tenir compte du fait qu'à Odessa les Juifs représentaient le tiers de la population, et, comme nous l'avons vu plus haut, une proportion très significative de la population étudiante ; il faut également tenir compte du fait que les Juifs avaient pris une part active au mouvement révolutionnaire russe, en particulier dans la Zone de résidence. Par ailleurs, le rapport du sénateur Kouzminski donne en maints endroits des preuves de son objectivité.

Le 16 octobre encore, « à leur arrivée au poste de police, les personnes interpellées furent victimes de voies de fait de la part des policiers et des soldats » ; toutefois, « ni le gouverneur de la ville, ni les responsables de la police ne réagirent à cela en temps utile... et aucune enquête ne fut diligentée » ; ce n'est qu'ultérieurement que plus d'une vingtaine de ceux qui s'étaient trouvés dans ce poste déclarèrent que « les personnes arrêtées y avaient été systématiquement passées à tabac ; on les poussait d'abord en bas d'un escalier conduisant au sous-sol..., beaucoup d'entre elles tombaient à terre et c'est alors que policiers et soldats, disposés en rang, leur portaient des coups avec le plat de leurs sabres, des matraques en caoutchouc, ou simplement leurs pieds et leurs poings » ; les femmes n'étaient pas épargnées. (Il est vrai que, le soir même, des conseillers municipaux et des juges de paix se rendirent sur place et recueillirent les plaintes des victimes. Quant au sénateur, il identifia plusieurs coupables au cours son enquête, au mois de novembre, et les fit traduire en justice.)

« Le 17 octobre, toute la ville était occupée par l'armée, des patrouilles sillonnaient les rues et l'ordre public ne fut pas troublé de toute la journée. » Cependant, la Douma municipale s'était réunie pour examiner les mesures d'urgence à adopter, notamment, comment s'y prendre pour remplacer la police d'État par une milice urbaine. Ce même jour, le comité local du Bund décida d'organiser des funérailles solennelles aux victimes tombées la veille sur les barricades, mais Neudhart, comprenant qu'une telle manifestation provoquerait comme toujours une nouvelle explosion révolutionnaire, « donna l'ordre d'enlever en secret, de l'hôpital juif » où ils se trouvaient, les cinq cadavres et « de les enterrer avant la date

prévue », ce qui fut fait dans la nuit du 18. (Le lendemain, les organisateurs exigèrent que les cadavres fussent déterrés et ramenés à l'hôpital. Les événements se précipitant, les corps y furent embaumés et restèrent longtemps en l'état.) Et c'est à ce moment-là que la nouvelle du Manifeste impérial se répandit, poussant Odessa vers de nouvelles tempêtes.

Citons d'abord le témoignage de membres d'un détachement juif d'autodéfense : « Pendant le pogrom, il y eut un certain centre de coordination qui fonctionna tout à fait correctement... Les universités ont joué un rôle énorme dans la préparation des événements d'octobre... Le soviet de coalition de l'université [d'Odessa] comprenait » un bolchevik, un menchevik, un S.-R., un représentant du Bund, des sionistes-socialistes, des communautés arménienne, géorgienne et polonaise. « Des détachements étudiants furent constitués avant même le pogrom » ; au cours d'« immenses meetings à l'université », on collectait de l'argent pour acheter des armes, « bien sûr pas seulement pour se défendre, mais en vue d'une éventuelle insurrection ». « Le soviet de coalition collecta de son côté des fonds pour armer les étudiants » ; « quand le pogrom éclata, il y avait deux cents revolvers à l'université » et « un professeur... s'en procura encore cent cinquante autres ». Un « dictateur » fut nommé à la tête de chaque détachement « sans que fût prise en compte sa couleur politique », et « il arriva qu'un détachement majoritairement composé de membres du Bund fût commandé par un sioniste-socialiste, ou inversement » ; « le mercredi [19 octobre], on distribua une grande quantité d'armes dans une synagogue pro-sioniste » ; « les détachements étaient composés d'étudiants juifs et russes, d'ouvriers juifs, de jeunes Juifs de toutes tendances, et d'un très petit nombre d'ouvriers russes¹²¹ ».

Quelques années plus tard, Jabotinski écrira qu'au cours des pogroms de l'année 1905 « la nouvelle âme juive avait déjà atteint sa maturité¹²² ». Et dans l'ambiance encore teintée de rose de la révolution de février, un grand journal russe donnera de ces événements la description suivante : « Lorsque, pendant les pogroms de

121. *Odesskij pogrom i samooborona* (Le pogrom d'Odessa et l'autodéfense), Paris, Zapadnyj Tsentralnyj Komitet Samooborony Poalei Zion, 1906, pp. 50-52.

122. V. *Jabotinski*, *Vvedenie* (Préface), in K. N. Bialik, *Pesni i poemy*, *op. cit.*, p. 44.

Neudhart, en 1905, les jeunes miliciens de l'autodéfense parcouraient Odessa l'arme au poing, ils suscitaient l'émotion et l'admiration, on en avait le cœur serré, on était attendri et plein de compassion...¹²³ »

Et voici ce qu'écrivit un de nos contemporains : « Le courage dont ont fait preuve les combattants de Gomel enflamme des dizaines de milliers de cœurs. À Kiev, quinze cents personnes s'engagent dans les détachements d'autodéfense, à Odessa plusieurs milliers¹²⁴. » Mais, à Odessa, le nombre des combattants comme leur état d'esprit – et, en réponse, la brutalité des forces de police – donnèrent aux événements une tournure bien différente de celle qu'ils avaient connue à Kiev.

Revenons au rapport Kouzminski. Après la proclamation du Manifeste, dès le matin du 18, le général Kaoulbars, commandant le district militaire d'Odessa, afin « de donner à la population la possibilité de jouir sans restrictions de la liberté sous toutes ses formes accordée par le Manifeste », ordonna aux troupes de ne point se montrer dans les rues, « en sorte de ne pas troubler l'humeur joyeuse de la population ». Toutefois, « ladite humeur joyeuse ne dura pas ». De tous côtés « commencèrent à affluer vers le centre ville des groupes composés essentiellement de Juifs et d'étudiants », brandissant des drapeaux rouges et criant : « À bas l'autocratie ! », tandis que des orateurs appelaient à faire la révolution. Sur la façade de la Douma, on cassa deux des mots formant l'inscription en lettres métalliques « Dicu sauve le Tsar » ; la salle du Conseil fut envahie, « un grand portrait de Sa Majesté l'Empereur fut mis en lambeaux », le drapeau national qui flottait sur la Douma fut remplacé par un drapeau rouge. On fit voler les couvre-chefs de trois ecclésiastiques qui se rendaient en fiacre à un enterrement ; plus tard, le cortège mortuaire qu'ils conduisaient fut arrêté à diverses reprises, « les chants religieux interrompus par des "hourras" ». « On montrait un épouvantail sans tête arborant l'inscription "Voilà l'Autocratie", et on exhibait un chat crevé en collectant de l'argent "pour démolir le tsar" ou pour "la mort de Nicolas". » « Les jeunes, tout particulièrement les Juifs, visiblement conscients de leur supériorité, faisaient la leçon aux

123. D. Aïzman, *Iskouchenie* (La tentation), Rousskaïa volia, 29 avril 1917, pp. 2-3.

124. *Praisman*, in « 22 », *op. cit.*, p. 179.

Russes, leur expliquant que leur liberté ne leur avait pas été librement accordée, qu'elle avait été arrachée au gouvernement par les Juifs... Ils déclaraient ouvertement aux Russes : "Désormais, c'est nous qui allons vous gouverner" », mais aussi : « Nous vous avons donné Dicu, nous vous donnerons un tsar. » « Une foule nombreuse de Juifs brandissant des drapeaux rouges poursuivit » longtemps deux gardiens de la paix, l'un d'entre eux parvint à s'enfuir par les toits, quant à l'autre, un dénommé Goubiy, la foule « armée de revolvers, de haches, de pieux et de barres de fer le dénicha dans un grenier et le mit tellement à mal qu'il mourut pendant son transport à l'hôpital ; le concierge de l'immeuble retrouva deux de ses doigts coupés à la hache ». Plus tard, trois fonctionnaires de police furent battus et blessés, et les revolvers de cinq gardiens de la paix confisqués. Puis on procéda à la libération des détenus dans un, deux, trois postes de police (où, deux jours auparavant, le 16, il y avait eu des passages à tabac, mais les détenus avaient déjà été remis en liberté sur ordre de Neudhart ; dans l'un de ces postes, la libération des prisonniers fut négociée en échange du corps de Goubiy) ; parfois il n'y avait d'ailleurs personne derrière les barreaux. Quant au recteur de l'université, il participait activement à tout cela, transmettant au procureur les exigences d'« une foule de cinq mille personnes », tandis que « les étudiants allaient jusqu'à menacer de pendaison les fonctionnaires de police ». — Neudhart sollicita les conseils du maire de la ville, Kryjanovski, et d'un professeur de l'université, Chtchepkine, mais ceux-ci ne firent qu'exiger de lui qu'il « désarme la police sur-le-champ et la rende invisible », sinon, ajouta Chtchepkine, « on ne pourra faire l'économie de victimes de la vengeance populaire et... la police sera légitimement désarmée par la force ». (Interrogé plus tard par le sénateur, il nia avoir tenu des propos aussi violents, mais on peut douter de sa sincérité compte tenu du fait que, le jour même, il avait distribué cent cinquante revolvers aux étudiants et qu'au cours de l'enquête il refusa de dire où il se les était procurés.) À la suite de cet entretien, Neudhart donna l'ordre (sans même en avertir le chef de la police) de retirer de faction tous les gardiens de la paix, « de sorte qu'à partir de ce moment-là l'ensemble de la ville fut privée de toute présence policière visible » — ce qu'on aurait pu encore comprendre si la mesure avait été destinée à protéger la vie des agents, mais, dans le même temps, les rues

avaient été désertées par l'armée, ce qui, pour le coup, relevait de la plus pure débilité. (Mais on se rappelle qu'à Pétersbourg c'est précisément cela qu'exigeaient de Witte les patrons de presse, et il avait eu bien du mal à leur résister.)

« Après le départ de la police, deux types de groupes armés firent leur apparition : la milice étudiante et les détachements juifs d'auto-défense. La première avait été mise sur pied par le "soviet de coalition" qui... avait procuré les armes. » Désormais, « la milice municipale, constituée d'étudiants armés et d'autres individus, se plaça en faction » en lieu et place des policiers. Cela se fit avec l'assentiment du général-baron Kaoulbars et du gouverneur de la ville, Ncudhart, tandis que le chef de la police, Golovine, offrait sa démission en signe de protestation et fut remplacé par son adjoint, von Hobsberg. Un comité provisoire fut constitué auprès de la Douma municipale ; dans l'une de ses premières déclarations, il exprima sa reconnaissance aux étudiants de l'université « pour leur façon d'assurer la sécurité de la ville avec énergie, intelligence et dévouement ». Le comité lui-même s'attribua des fonctions assez vagues. (Au cours de ce mois de novembre, la presse s'intéressa à l'un des membres de ce comité, également membre de la Douma d'Empire, O. I. Pergament ; à la deuxième Douma, quelqu'un devait rappeler qu'il s'était proclamé président « de la république du Danube et de la mer Noire », ou « président de la république de la Russie du Sud¹²⁵ », – dans l'ivresse de ces journées, cela n'avait rien d'invraisemblable.)

Et que pouvait-il se passer après que les rues eurent été désertées, en ces jours de fièvre, tant par l'armée que par la police, et que le pouvoir eut passé entre les mains d'une milice étudiante sans expérience et des groupes d'autodéfense ? « La milice arrêta des personnes qui lui semblaient suspectes et les fit convoier à l'université pour qu'on y examinât leur cas » ; ici un étudiant « marchait à la tête d'un groupe de Juifs d'une soixantaine de personnes qui tiraient des coups de revolver au hasard » ; « la milice étudiante et les groupes juifs d'autodéfense... perpétrèrent eux-mêmes des actes de violence dirigés contre l'armée et les éléments pacifiques de la population russe, usant d'armes à feu et tuant des innocents ».

125. Gossoudarstvennaja Douma – Vtoroi sozyv (La Douma d'État – deuxième convocation), Stenografitcheskii otchët, p. 2033.

L'affrontement « était inévitable, compte tenu de la cristallisation de deux camps antagonistes au sein de la population ». Au soir du 18, « une foule de manifestants brandissant des drapeaux rouges et composée majoritairement de Juifs tenta d'imposer l'arrêt du travail à l'usine de Guen... Les ouvriers refusèrent de donner suite à cette exigence ; après quoi, cette même foule, croisant des ouvriers russes dans la... rue, exigea qu'ils se découvrirent devant les drapeaux rouges. Comme ceux-ci refusaient » – le voilà bien, le prolétariat ! –, de la foule « partirent des coups de feu ; les ouvriers, quoique sans armes, parvinrent à la disperser » et la poursuivirent jusqu'à ce qu'« elle fût rejointe par une autre foule de Juifs armés, jusqu'à mille personnes, laquelle se mit à tirer sur les ouvriers... ; quatre d'entre eux furent tués ». C'est ainsi que « se déclenchèrent en divers points de la ville des rixes et des affrontements armés entre Russes et Juifs ; des ouvriers russes et des individus sans occupation définie, appelés également *hooligans*, commencèrent à pourchasser les Juifs et à les rouer de coups, pour passer ensuite au saccage et à la destruction de maisons, d'appartements et de boutiques appartenant à des Juifs ». C'est alors qu'un commissaire de police fit venir « une compagnie d'infanterie qui mit fin aux affrontements ».

Le lendemain, 19 octobre, « vers 10, 11 heures du matin, on vit se former dans les rues... des attroupements d'ouvriers russes et de personnes de professions diverses portant des icônes, des portraits de Sa Majesté l'Empereur, ainsi que le drapeau national, et chantant des hymnes religieux. Ces manifestations patriotiques composées exclusivement de Russes se formèrent simultanément en plusieurs points de la ville, mais leur départ fut donné dans le port d'où partit une première manifestation d'ouvriers, particulièrement nombreuse ». Il existe « des raisons d'affirmer que la colère provoquée par l'attitude offensante des Juifs au cours de toute la journée précédente, leur arrogance et leur mépris du sentiment national partagé par la population russe devaient, d'une façon ou d'une autre, entraîner une réaction de protestation ». Neudhart n'ignorait pas qu'une manifestation se préparait et il l'autorisa, et elle passa sous les fenêtres du commandant du district militaire et du gouverneur de la ville, pour se diriger ensuite vers la cathédrale. « Au fur et à mesure qu'elle avançait, la foule était grossie par des passants, parmi lesquels un grand nombre de *hooligans*, de

va-nu-pieds, de femmes et d'adolescents. » (Mais il convient ici de mettre en parallèle le récit d'un membre des Poalei Zion : « Le pogrom d'Odessa ne fut pas l'œuvre de hooligans... Au cours de ces journées, la police ne laissa pas entrer dans la ville les va-nu-pieds du port » ; « ce sont les petits artisans et les petits commerçants qui donnèrent libre cours à leur exaspération, les ouvriers et les apprentis de divers ateliers, usines ou fabriques », « des ouvriers russes dépourvus de conscience politique » ; « je m'étais rendu à Odessa uniquement pour voir un pogrom organisé par provocation, mais, hélas, je ne l'ai pas trouvé ! ». Et il l'explique par la haine entre nationalités ¹²⁶.)

« Non loin de la place de la cathédrale..., plusieurs coups de feu furent tirés en direction de la foule des manifestants, l'un d'entre eux tua un petit garçon qui portait une icône » ; « la compagnie d'infanterie arrivée sur place fut également accueillie par des tirs de revolver ». On tirait aussi des fenêtres de la rédaction du journal *Ioujnoïe Obozrenie*, et « sur tout le trajet de la procession des coups de feu portaient des fenêtres, des balcons, des toits » ; « par ailleurs, des engins explosifs furent lancés en plusieurs endroits sur les manifestants », « six personnes furent tuées » par l'un d'eux ; en plein centre d'Odessa, « au coin des rues Deribassov et Richelieu, trois bombes furent jetées sur un escadron de cosaques ». « Il y eut beaucoup de morts et de blessés dans les rangs des manifestants », « non sans raison les Russes en rendaient responsables les Juifs et c'est pourquoi des cris fusèrent vite de la foule des manifestants : "Cassez du youtre !" , "Mort aux youpins !" », et « en divers points de la ville la foule se précipita sur les magasins juifs pour les saccager » ; « ces actes isolés se transformèrent rapidement en pogrom généralisé : toutes les boutiques, les maisons et les appartements des Juifs situés sur le parcours de la manifestation furent entièrement dévastés, la totalité de leurs biens détruits, et ce qui avait échappé aux casseurs fut dérobé par les cohortes de hooligans et de mendiants qui avaient emboîté le pas aux manifestants » ; « il n'était pas rare que les scènes de pillage se déroulassent sous les yeux des manifestants portant des icônes et chantant des hymnes religieux ». Au soir du 19, « la haine que se vouaient les camps antagonistes atteignit son paroxysme : chacun frappait et torturait

126. Odesskii pogrom... (Le pogrom d'Odessa), Poalei Zion, pp. 64-65.

sans merci, parfois avec une exceptionnelle cruauté, et sans distinction de sexe ou d'âge, ceux qui lui tombaient entre les mains ». Selon le témoignage d'un médecin de la clinique universitaire, « les hooligans jetaient des enfants du premier ou du deuxième étage sur la chaussée ; l'un d'eux saisit un enfant par les pieds et lui fracassa le crâne contre le mur. De leur côté, les Juifs n'épargnaient pas les Russes, tuant ceux qu'ils pouvaient à la première occasion ; pendant le jour, ils ne se montraient pas à découvert dans les rues mais tiraient sur les passants de derrière les portes, par les fenêtres, etc., mais, le soir venu, ils se réunissaient en groupes nombreux » et allaient jusqu'à « assiéger les postes de police ». « Les Juifs se montraient particulièrement cruels avec les fonctionnaires de police quand ils parvenaient à les attraper. » (Voici maintenant le point de vue des Poalei Zion : « La presse répandit une légende selon laquelle l'autodéfense avait fait prisonniers une foule énorme de hooligans et les avait enfermés dans les locaux de l'université. On a cité des chiffres de l'ordre de 800 à 900 individus ; il convient en réalité de diviser ce nombre par dix. Ce n'est qu'au début du pogrom que les casseurs furent conduits à l'université, après quoi les choses prirent une tout autre tournure¹²⁷. » On trouve également des descriptions du pogrom d'Odessa dans les numéros de novembre 1905 du journal *Le Kiévien*¹²⁸.)

Et la police, dans tout cela ? Conformément aux dispositions stupides de Neudhart, « le 19 octobre... comme les jours suivants, la police fut totalement absente des rues d'Odessa » : quelques patrouilles, et seulement de temps en temps. « Le flou qui régnait dans les relations entre autorités civiles et autorités militaires, qui allait à l'encontre des... dispositions légales », eut pour conséquence que « les fonctionnaires de police n'avaient pas une idée très claire des obligations qui étaient les leurs » ; davantage encore, « tous les fonctionnaires de police, considérant que la responsabilité des troubles politiques incombait aux Juifs » et que « ceux-ci étaient des révolutionnaires, éprouaient la plus grande sympathie pour le pogrom qui se déroulait sous leurs yeux et jugeaient même superflu de s'en dissimuler ». Pis : « Dans de nombreux cas, les

127. *Ibidem* p. 53.

128. *Le Kievlianin*, 14 nov. 1905, in *Choulguine*, annexes, *op. cit.*, pp. 303-308.

fonctionnaires de police eux-mêmes incitaient les hooligans au saccage et au pillage des maisons, appartements et boutiques des Juifs » ; et le comble : « en tenue civile, sans leurs insignes », eux-mêmes « participaient à ces saccages », « dirigeaient la foule », et il y eut même des « cas où des agents de police tirèrent par terre ou en l'air pour faire croire aux forces militaires que ces coups de feu provenaient des fenêtres de maisons appartenant à des Juifs ».

Et c'est la police qui faisait cela !

Le sénateur Kouzminski fit traduire en justice quarante-deux policiers, dont vingt-trois gradés.

Et l'armée — « éparpillée sur l'immense territoire de la ville » et supposée « agir de façon autonome » ? « Les militaires non plus n'accordèrent aucune attention aux auteurs de pogrom dans la mesure où, d'un côté, ils n'avaient pas connaissance des obligations exactes qui leur incombaient, et, ne recevant aucune indication de la part des fonctionnaires de police », ils « ne savaient pas contre qui ni selon quel ordre ils devaient user de la force armée ; d'un autre côté, constatant que les casseurs bénéficiaient de la protection des fonctionnaires de police, les militaires pouvaient supposer que le pogrom avait été organisé avec l'aval de la police ». Par conséquent, « l'armée ne prit aucune mesure à l'encontre des casseurs ». Pis encore : « Il existe des preuves que des soldats et des cosaques prirent également part au pillage des boutiques et des maisons. » « Certains témoins ont affirmé que des soldats et des cosaques ont massacré, sans raison aucune, des personnes parfaitement innocentes. »

Là encore, ce sont des innocents qui ont payé pour les autres.

« Les 20 et 21 octobre, loin de s'apaiser, le pogrom prit une ampleur effrayante » ; « le pillage et la destruction de biens juifs, les actes de violence et les meurtres étaient ouvertement perpétrés, et en toute impunité, de jour comme de nuit ». (Point de vue des Poalei Zion : le 20 au soir, « l'université fut bouclée par l'armée » tandis qu'« à l'intérieur, on s'était barricadé dans l'éventualité d'un assaut des troupes. Les détachements d'autodéfense n'allaient plus en ville ». Dans celle-ci, en revanche, « l'autodéfense s'était organisée spontanément », « de puissants détachements de citoyens », « équipés d'un armement de fortune : haches, coutelas, limons », « se défendaient avec une détermination et une hargne égales à

celles dont ils étaient victimes, et parvinrent à protéger presque complètement leur périmètre¹²⁹ ».

Le 20, un groupe de conseillers municipaux avec à leur tête le nouveau maire (le précédent, Kryjanovski, constatant son impuissance face à ce qui se passait à l'université, où l'on amassait même des armes, avait démissionné dès le 18) se rendit auprès du général Kaoulbars, « l'adjuvant de prendre tout le pouvoir entre ses mains dans la mesure où le commandement militaire... est seul capable de sauver la ville ». Celui-ci leur expliqua « qu'avant la déclaration de l'état de siège, le commandement militaire n'avait pas le droit de s'immiscer dans les décisions de l'administration civile et n'avait pas d'autre obligation » que de lui venir en aide lorsqu'elle en faisait la demande. « Sans compter que les tirs que doivent essuyer les troupes ainsi que les bombes qui sont jetées sur elles rendent extrêmement difficile le rétablissement de l'ordre. » Il finit pourtant par accepter d'intervenir. — Le 21 octobre, il donna l'ordre « de prendre les mesures les plus énergiques à l'encontre des bâtiments d'où sont tirés des coups de feu et lancées des bombes » ; le 22 : « ordre d'ahattrer sur place tous ceux qui se sont rendus coupables d'atteintes aux bâtiments, aux commerces ou aux personnes ». Dès le 21, le calme commença à revenir en différents quartiers de la ville ; à partir du 22, « la police assura la surveillance des rues » avec le renfort de l'armée ; « les tramways se remirent à circuler et dans la soirée, on pouvait considérer que l'ordre était rétabli en ville ».

Le nombre des victimes fut difficile à préciser et varie selon les sources. Le rapport Kouzminski indique que « d'après les informations fournies par la police, le nombre des tués s'élève à plus de 500 personnes, parmi lesquelles plus de 400 Juifs ; quant au nombre de blessés recensés par la police, il est de 289..., dont 237 Juifs. Selon les données recueillies auprès des gardiens de cimetières, 86 enterrements furent célébrés au cimetière chrétien, 298 au cimetière juif ». Dans les hôpitaux furent admis « 608 blessés, dont 392 Juifs ». (Cependant, nombreux durent être ceux qui s'abstinrent de se rendre dans les hôpitaux, craignant de faire ultérieurement l'objet de poursuites judiciaires.) — L'*Encyclopédie juive* parle de

129. Odesskii pogrom..., Poalei Zion, pp. 53-54.

400 morts parmi les Juifs¹³⁰. – Selon les Poalei Zion : d'après la liste publiée par le rabbinat d'Odessa, « 302 Juifs ont été tués, dont 55 membres des détachements d'autodéfense, ainsi que 15 chrétiens membres de ces mêmes détachements » ; « parmi les autres morts, 45 n'ont pu être identifiés ; on a identifié 179 hommes et 23 femmes ». « Beaucoup de morts parmi les casseurs ; personne ne les a comptés ni ne s'est soucié d'en connaître le nombre ; en tout état de cause, on dit qu'il n'y en eut pas moins d'une centaine¹³¹. » – Quant à l'ouvrage soviétique déjà cité, il n'hésite pas à avancer les chiffres suivants : « plus de 500 morts et 900 blessés parmi les Juifs¹³² ».

On doit aussi évoquer, à titre d'illustration, les réactions à chaud de la presse étrangère. On put ainsi lire dans le *Berliner Tageblatt*, avant même le 21 octobre : « Des milliers et des milliers de Juifs sont massacrés dans le sud de la Russie ; plus de mille jeunes filles et enfants juifs ont été violés et étranglés¹³³. »

Par contre, c'est sans nulle exagération que Kouzminski résume les événements : « Par son ampleur et sa violence, ce pogrom a dépassé tous ceux qui l'ont précédé. » – Il considère que le principal responsable en est le gouverneur de la ville, Neudhart. Celui-ci a fait « une concession indigne » en cédant aux exigences du professeur Chtchepkine, en retirant la police de la ville et en remettant celle-ci entre les mains d'une milice étudiante qui n'existait pas encore. Le 18, « il n'a pris aucune mesure... pour disperser la foule révolutionnaire qui s'était rassemblée dans les rues », il a toléré que le pouvoir passe à « des ramassis de Juifs et de révolutionnaires » (ne comprenait-il donc pas que des représailles sous la forme d'un pogrom allaient s'ensuivre ?). Son incurie aurait pu s'expliquer s'il avait remis le pouvoir entre les mains de l'armée, mais il n'en fut rien « pendant toute la durée des troubles ». Cela ne l'empêcha cependant pas de diffuser pendant les événements des déclarations plutôt équivoques et, plus tard, pendant l'instruction, de mentir pour tenter de se justifier. Ayant établi « les preuves d'actes de nature criminelle commis dans

130. PEJ, t. 6, p. 122.

131. Odesskiï pogrom... (Le pogrom d'Odessa), Poalei Zion, pp. 63-64.

132. Dimenstein, in « 1905 », t. 3, v. 1, p. 172.

133. Choulguine, Annexes, p. 292.

l'exercice de ses fonctions », le sénateur Kouzminski fit traduire Neudhart en justice.

Vis-à-vis du commandement militaire, le sénateur n'avait pas le pouvoir de le faire. Mais il indique qu'il était criminel, de la part de Kaulbars, de céder, le 18 octobre, aux exigences de la Douma municipale et de retirer l'armée des rues de la ville. Le 21, Kaulbars emploie également des arguments équivoques en s'adressant aux responsables de la police réunis chez le gouverneur de la ville : « Appelons les choses par leur nom. Il faut reconnaître que dans notre for intérieur, nous approuvons tous ce pogrom. Mais, dans l'exercice de nos fonctions, nous ne devons pas laisser transpirer la haine que nous éprouvons peut-être à l'égard des Juifs. Il est de notre devoir de maintenir l'ordre et d'empêcher les pogroms et les meurtres. »

Le sénateur conclut son rapport en indiquant que « les troubles et désordres du mois d'octobre ont été provoqués par des causes de caractère indéniablement révolutionnaire, et ont trouvé leur aboutissement dans un pogrom antijuif uniquement en raison du fait que c'est justement les représentants de cette nationalité qui avaient pris une part prépondérante au mouvement révolutionnaire ». Mais ne pourrait-on pas ajouter que c'est également en raison du laxisme manifesté de longue date par les autorités à l'égard des excès dont les révolutionnaires se rendaient coupables ?

Mais, comme « s'était forgée la conviction que les événements d'octobre avaient pour seule et unique cause la façon d'agir... de Neudhart », « ses provocations », sitôt après la fin des désordres « plusieurs commissions se constituèrent à Odessa, y compris à l'université, à la Douma municipale et au Conseil de l'ordre des avocats » ; elles s'employèrent activement à réunir des documents prouvant que « le pogrom était le résultat d'une provocation ». Mais, après avoir examiné ceux-ci, le sénateur « n'y découvrit... aucun élément de preuve » et l'enquête « ne mit au jour aucun fait démontrant la participation ne serait-ce que d'un seul fonctionnaire de police à l'organisation de la manifestation patriotique ».

Le rapport du sénateur met également en lumière d'autres aspects de cette année 1905 et de l'époque en général.

Le 21 octobre, « comme la rumeur se répandait en ville que des bombes étaient fabriquées et des armes entreposées en grande quantité dans l'enceinte de l'université », le commandant du district

militaire proposa de faire procéder à une inspection des bâtiments par une commission composée d'officiers et de professeurs. Le recteur lui répondit qu'« une telle intrusion constituerait une violation de l'autonomie de l'université ». Depuis le jour de la proclamation de celle-ci, au mois d'août, l'université était gérée par une commission composée de « douze professeurs d'orientation extrémiste ». (Chtchepkine, par exemple, déclara lors d'un meeting, le 7 octobre : « Quand l'heure sonnera et que vous frapperez à notre porte, nous vous rejoindrons sur votre *Potemkine* ! »), – mais cette commission elle-même était en fait sous contrôle du « soviet de coalition » étudiant qui dictait ses ordres au recteur. Après le rejet de la demande de Kaulbars, l'« inspection » fut effectuée par une commission composée de professeurs et de trois conseillers municipaux, et, bien entendu, « rien de suspect » ne fut découvert. – « Des faits de même nature purent également être observés à la Douma municipale. Là, ce sont les employés municipaux qui manifestèrent des prétentions à exercer influence et autorité » ; leur comité présenta à la Douma, composée d'élus, des revendications « de caractère essentiellement politique » ; dès le 17, jour du Manifeste, ils concoctèrent une résolution : « Enfin l'Autocratie est tombée dans le précipice ! », – comme l'écrivit le sénateur, « il n'est pas exclu qu'à l'origine des troubles il y ait eu des vellétés de prise de l'ensemble du pouvoir ».

(Après cela, ce fut la vague révolutionnaire de décembre, le ton comminatoire du soviet des députés ouvriers – « nous exigeons » la grève générale –, l'interruption de l'éclairage électrique à Odessa, la paralysie du commerce, des transports, l'activité du port en sommeil, des bombes volant à nouveau, « la destruction par liasses entières du nouveau journal d'orientation patriotique, *Rousskaïa retch**, « la collecte [sous la menace] d'argent pour financer la révolution », les cohortes de lycéens désœuvrés et la population apeurée « sous le joug du mouvement révolutionnaire ».)

*

* « La Parole russe. »

Cet esprit de 1905 (l'esprit de l'ensemble du « mouvement de libération »), qui s'était manifesté de façon si violente à Odessa, fit également irruption, en ces « journées constitutionnelles* », dans de nombreuses autres villes de Russie ; aussi bien dans la Zone de résidence qu'en dehors d'elle, les pogroms « éclatèrent partout... le jour même où parvenait sur place la nouvelle de la proclamation » du Manifeste.

À l'intérieur de la Zone de résidence, des pogroms eurent lieu à Krementchoug, Tchernigov, Vinnitsa, Kichinev, Balta, Iékaterinoslav, Elizabethgrad, Ouman et pas mal d'autres villes et bourgades ; les biens des Juifs étaient le plus souvent détruits mais non pillés. « Là où la police et l'armée prenaient des mesures énergiques, les pogroms restèrent très limités et durèrent peu de temps. Ainsi à Kamenets-Podolsk, grâce à l'action efficace et rapide de la police et de l'armée, toutes les tentatives de provoquer un pogrom furent étouffées dans l'œuf » ; « à Chersonèse et Nikolaïev, le pogrom fut enrayé dès le début¹³⁴ ». (Et, « dans une ville du Sud-Ouest, le pogrom n'eut pas lieu pour la bonne raison que des Juifs d'âge adulte administrèrent une correction aux jeunes gens qui avaient organisé une manifestation antigouvernementale après la proclamation du Manifeste impérial du 17 octobre¹³⁵ ».)

Là où, dans la Zone de résidence, on n'assista pas à un seul pogrom, c'est dans la région du Nord-Ouest où les Juifs étaient les plus nombreux, et ce fait aurait pu paraître incompréhensible si les pogroms avaient été organisés par les autorités et « s'étaient déroulés en général selon le même scénario¹³⁶ ».

« Vingt-quatre pogroms eurent lieu hors de la Zone de résidence, mais ils étaient dirigés contre l'ensemble des éléments progressistes de la société¹³⁷ » et non pas exclusivement contre les Juifs, – cette circonstance qui met en évidence ce qui poussait les gens à organiser des pogroms : l'effet de choc provoqué par le Manifeste et un élan spontané pour défendre le trône contre ceux qui voulaient mettre à bas le Tsar. Des pogroms de ce type

134. Rapport du sénateur Kouzminski, pp. 176-178.

135. Rapport du sénateur Tourau, p. 262.

136. PEJ, t. 6, p. 566.

137. *Ibidem*.

* Du fait de la proclamation du Manifeste modifiant le régime russe.

éclatèrent à Rostov-sur-le-Don, Toula, Koursk, Kalouga, Voronège, Riazan, Iaroslav, Viazma, Simféropol ; « les Tatars participèrent activement aux pogroms à Kazan et Féodossia¹³⁸ ». – À Tver, c'est le bâtiment du Conseil du zemstvo qui fut mis à sac ; à Tomsk, la foule incendia le théâtre où avait lieu une réunion de la gauche : deux cents personnes périrent dans le sinistre ! À Saratov, des troubles eurent lieu, mais sans faire de victimes (le gouverneur local n'était autre que Stolypine¹³⁹).

Sur la nature de tous ces pogroms et le nombre de leurs victimes, les avis divergent fortement selon les auteurs. Les estimations qui sont faites aujourd'hui sont parfois très fantaisistes. Ainsi, dans une publication de 1987 : « au cours des pogroms, on dénombre un millier de tués et des dizaines de milliers de blessés et de mutilés » – et, comme en écho à ce qu'écrivait la presse de l'époque : « des milliers de femmes furent violées, très souvent sous les yeux de leurs mères et de leurs enfants¹⁴⁰ ».

Inversement, G. Sliosberg, contemporain des événements et disposant de toutes les informations, écrivit : « Par bonheur, ces centaines de pogroms n'ont pas entraîné de violences importantes sur la personne des Juifs, et dans l'écrasante majorité des cas les pogroms n'ont pas été accompagnés de meurtres¹⁴¹. » Pour ce qui est des femmes et des personnes âgées, la réfutation vient du combattant bolchevique Dimanstein qui déclare non sans fierté : « Les Juifs qui ont été tués ou blessés faisaient pour la plupart partie des meilleurs éléments de l'autodéfense, ils étaient jeunes et combattifs et préféraient mourir plutôt que de se rendre¹⁴². »

Quant aux origines des pogroms, la communauté juive puis l'opinion publique russe ont été dès 1881 sous l'emprise tenace d'une hypnose : indubitablement et indéniablement, les pogroms étaient manigancés par le gouvernement ! Téléguidés de Pétersbourg par le Département de la Police ! Après les événements de 1905, toute la presse a présenté les choses ainsi. Et Sliosberg lui-même, en proie à cette hypnose, d'abonder dans ce sens : « Pendant

138. EJ, t. 12, pp. 620-622.

139. I.L. Teitel, *12 moiëi jizni za 40 let* (Souvenirs de 40 ans de ma vie), Paris, 1925, pp. 184-186.

140. Praisman, in « 22 », 1986/87, n° 51, p. 183.

141. Sliosberg, t. 3, p. 180.

142. Dimanstein, t. 3, p. 172.

trois jours, la vague des pogroms a déferlé sur la Zone de résidence [nous venons de voir que ladite zone ne fut pas touchée en totalité et qu'inversement, d'autres régions de la Russie le furent, — A. S.], et selon un scénario parfaitement identique, comme prévu d'avance¹⁴³. »

Et cette étrange absence, chez tant et tant d'auteurs, ne serait-ce que d'une tentative d'expliquer les choses autrement ! (Bien des années plus tard, I. Froumkine reconnaît tout de même : les pogroms de 1905 « étaient non seulement anti-juifs, mais également contre-révolutionnaires¹⁴⁴ ».) Et personne ne se pose même la question : et si les causes premières étaient les mêmes et devaient être recherchées dans les événements politiques, l'état d'esprit de la population ? Ne sont-ce pas les mêmes préoccupations qui s'exprimèrent de la sorte ? Rappelons que la foule avait ici et là manifesté contre les grévistes avant la proclamation du Manifeste. Rappelons aussi qu'une grève générale des chemins de fer eut lieu en octobre et que les communications avaient été interrompues partout dans le pays — et, malgré cela, tant de pogroms d'éclater en même temps ? Notons également que les autorités ordonnèrent des enquêtes dans toute une série de villes et que des sanctions furent prises contre des policiers reconnus coupables de manquements dans l'exercice de leurs fonctions. Rappelons enfin qu'au cours de la même période, les paysans organisèrent un peu partout des pogroms contre les propriétaires terriens et qu'ils se déroulaient tous de même façon. Sans doute n'allons-nous pas affirmer pour autant que ces pogroms-là étaient aussi ourdis par le Département de la police et qu'ils ne reflétaient pas un malaise identique chez tous les paysans.

Il semble qu'une preuve — une seule — de l'existence d'une manigance existe malgré tout, mais elle non plus ne pointe pas en direction du pouvoir. Le ministre de l'Intérieur P.N. Dournovo découvrit en 1906 qu'un fonctionnaire chargé de missions spéciales, M. S. Komissarov, avait utilisé les locaux du Département de la police pour imprimer en secret des tracts appelant à combattre les Juifs et les révolutionnaires¹⁴⁵. Soulignons cependant

143. *Slisberg*, t. 3, p. 177.

144. *Froumkine*, LMJR-I, p. 71.

145. *Retch*, 1906, 5 mai.

qu'il ne s'agit pas là d'une initiative du Département, mais d'une conspiration tramée par un aventurier, ancien gradé de la gendarmerie, qui fut par la suite chargé de « missions spéciales » par les bolcheviks, travailla à la Tcheka, au Guépéou, et fut envoyé dans les Balkans pour infiltrer ce qui restait de l'armée Wrangel*.

Les versions falsifiées des événements ne s'en sont pas moins incrustées solidement dans les consciences, surtout dans les lointaines contrées d'Occident où la Russie a toujours été perçue à travers un épais brouillard, tandis que la propagande antirusse, elle, s'y faisait entendre distinctement. Lénine avait tout intérêt à inventer la fable selon laquelle le tsarisme « s'employait à diriger contre les Juifs la haine que les ouvriers et les paysans accablés par la misère vouaient aux nobles et aux capitalistes » ; et son homme de main, Lourié-Larine, s'évertuait à expliquer cela par la lutte des classes : seuls les Juifs riches auraient été visés – alors que les faits prouvent tout le contraire : c'est justement eux qui bénéficiaient de la protection de la police¹⁴⁶. Mais, aujourd'hui encore, c'est partout la même version des faits – prenons ainsi par exemple l'*Encyclopaedia Judaica* : « Dès l'origine, ces pogroms ont été inspirés par les cercles gouvernementaux. Les autorités locales ont reçu instruction de donner toute liberté d'action aux casseurs et de les protéger contre les détachements juifs d'autodéfense¹⁴⁷. » Prenons encore l'*Encyclopédie juive* éditée en Israël en langue russe : « En organisant les pogroms, les autorités russes cherchaient à... » ; « le pouvoir voulait éliminer physiquement le plus grand nombre possible de Juifs¹⁴⁸ » (les italiques sont partout de moi – A. S.). Tous ces événements n'auraient donc pas été l'effet du laxisme criminel des autorités locales, mais le fruit d'une machination soigneusement ourdie par le pouvoir central ?

Cependant, Léon Tolstoï lui-même, qui était à l'époque particulièrement remonté contre le gouvernement et ne manquait pas une occasion de dire du mal de lui, déclara à ce moment-là : « Je ne crois pas que la police pousse le peuple [aux pogroms]. On a dit

146. I. Larine, *Ievrei i antisemitizm v SSSR* (Les Juifs et l'antisémitisme en URSS), M.-L., 1929, pp. 36, 292.

147. *Encyclopaedia Judaica*, vol 13, p. 698.

148. PEJ, t. 6, p. 568.

* L'une des principales composantes de l'armée Blanche.

cela pour Kichinev comme pour Bakou... C'est la manifestation brutale de la volonté populaire... Le peuple voit la violence de la jeunesse révolutionnaire, et lui résiste¹⁴⁹. »

À la tribune de la Douma, Choulguine proposa une explication proche de celle de Tolstoï : « La justice sommaire est très répandue en Russie comme en d'autres pays... Ce qui se passe en Amérique est à cet égard riche d'enseignements... : la justice sommaire y porte le nom de lynchage... Mais ce qui est advenu récemment en Russie est encore plus terrible – c'est la forme de justice sommaire qu'on appelle pogrom ! Quand le pouvoir s'est mis en grève, quand les atteintes les plus inadmissibles au sentiment national et aux valeurs les plus sacrées pour le peuple sont restées totalement impunies, alors celui-ci, sous l'empire d'une colère irraisonnée, a commencé à se faire justice lui-même. Cela va sans dire, en de telles circonstances, le peuple est incapable de faire la différence entre coupables et innocents et – e'est en tout cas ce qui s'est passé chez nous – il a rejeté toute la faute sur les Juifs. Parmi ceux-ci, peu de coupables ont eu à souffrir, car ils ont été assez malins pour filer à l'étranger ; ce sont les innocents qui ont massivement payé pour eux¹⁵⁰. » (Le dirigeant cadet F. Roditchev a eu quant à lui cette formule : « L'antisémitisme, c'est le patriotisme des gens déboussolés » – disons : là où il y a des Juifs.)

Le Tsar s'était montré trop faible pour défendre son pouvoir par la loi, et le gouvernement faisait la preuve de sa pusillanimité ; alors les petits-bourgeois, les petits commerçants et même les ouvriers, ceux des chemins de fer, des usines, ceux-là mêmes qui avaient organisé la grève générale, se sont révoltés, se sont dressés dans un élan spontané pour défendre leurs valeurs les plus sacrées, blessés par les contorsions de ceux qui les dénigraient. Incontrôlable, abandonnée, désespérée, cette masse donna libre cours à sa rage dans la violence barbare des pogroms.

Et chez un auteur juif contemporain qui manque par ailleurs de sagacité quand il s'obstine à affirmer que, « sans nul doute, le pouvoir tsariste a joué un grand rôle dans l'organisation des pogroms antijuifs », on trouve au détour d'un paragraphe : « Nous

149. *D.P. Makovitski*, 1905-1906 v Jasnoï Poliane (1905-1906 à Jasnaïa Poliana), *Golos minouvchevo*, M., 1923, n° 3, p. 26.

150. Deuxième Douma, sténographie des débats, 12 mars 1907, p. 376.

sommes absolument persuadé que le Département de la Police n'était pas suffisamment organisé pour mettre en œuvre, la même semaine, des pogroms simultanés en six cent soixante endroits différents. » La responsabilité de ces pogroms « n'incombe pas uniquement et pas tellement à l'administration, mais bien davantage à la population russe et ukrainienne de la Zone de résidence¹⁵¹ ».

Sur ce dernier point, je suis d'accord moi aussi. Mais avec une réserve, et elle est de taille : la jeunesse juive de cette époque porte elle aussi une lourde part de responsabilité dans ce qui s'est passé.

Ici s'est manifesté tragiquement un trait du caractère russo-ukrainien (sans chercher à distinguer qui, des Russes ou des Ukrainiens, participa aux pogroms) : sous l'emprise de la colère, nous cédonc aveuglément au besoin de « nous défouler un bon coup » sans faire la différence entre bons et mauvais ; après quoi, nous ne sommes pas capables de prendre le temps – patiemment, méthodiquement, pendant des années, s'il le faut – de réparer les dégâts. La faiblesse spirituelle de nos deux peuples se révèle dans ce déchaînement soudain de brutalité vindicative après une longue somnolence.

L'on retrouve la même impuissance dans le camp des patriotes, hésitant entre l'indifférence et la semi-approbation, incapables de faire entendre leur voix clairement et fermement, d'orienter l'opinion, de s'appuyer sur des organisations culturelles. (Notons au passage que lors de la fameuse réunion chez Witte, il y avait aussi des représentants de la presse de droite, mais ils ne pipèrent mot, ils acquiescèrent même parfois aux impertinences de Propper.)

Un autre péché séculaire de l'Empire russe fit tragiquement sentir ses effets durant cette période : écrasée depuis longtemps par l'État, privée de toute influence sur la société, l'Église orthodoxe n'exerçait plus aucun ascendant sur les masses populaires (une autorité dont elle avait disposé dans l'ancienne Russie et pendant le temps des Troubles, et qui fera tant défaut, bientôt, pendant la guerre civile !). Les plus hauts hiérarques eurent beau exhorter le bon peuple chrétien, des mois et des années durant, ils ne purent même pas empêcher la foule d'arborer des crucifix et des icônes en tête des pogroms.

On a également dit que les pogroms d'octobre 1905 avaient été

151. *Praisman*, in « 22 », 1986-87, n° 51, pp. 183, 186-187.

organisés par l'Union du Peuple Russe. Ce n'est pas exact : celle-ci n'a fait son apparition qu'en novembre 1905, en réaction instinctive à l'humiliation ressentie par le peuple. Son programme de l'époque avait effectivement des orientations globalement anti-juives : « L'action destructrice, antigouvernementale des masses juives, solidaires dans leur haine pour tout ce qui est russe et indifférentes aux moyens à utiliser¹⁵². »

En décembre, ses militants appelèrent le régiment Semiénovski à écraser l'insurrection armée de Moscou. Et pourtant, cette Union du Peuple Russe que rumeurs et peurs finirent par rendre légendaire, ne constituait en réalité qu'un petit parti minable et dépourvu de moyens dont la seule raison d'être était d'apporter son soutien au monarque autocrate, lequel, dès le printemps 1906, était d'ailleurs devenu un monarque constitutionnel. Quant au gouvernement, il se sentait gêné d'avoir pour soutien un tel parti. De sorte que celui-ci, fort de ses deux ou trois mille « soviets » locaux composés d'illettrés et d'incapables, se retrouva dans l'opposition au gouvernement de la monarchie constitutionnelle, et tout particulièrement à Stolypine. — De la tribune de la Douma, Pourichkévitch* interrogea en ces termes les députés : « Depuis l'apparition des organisations monarchistes, avez-vous vu beaucoup de pogroms dans la Zone de résidence ?... Pas un seul, parce que les organisations monarchistes ont lutté et luttent contre la prédominance juive par des mesures économiques, des mesures culturelles, et non à coups de poing¹⁵³. » — Ces mesures étaient-elles si culturelles, on peut se le demander, mais on ne connaît, de fait, aucun pogrom provoqué par l'Union du Peuple Russe, et ceux qui ont précédé étaient bien le résultat d'une explosion populaire spontanée.

Quelques années plus tard, l'Union du Peuple Russe — qui, dès le départ, n'était qu'une mascarade — disparut dans l'indifférence générale. (On peut juger du flou qui entourait ce parti par l'étonnante caractéristique qui en est donnée dans l'*Encyclopédie juive* : l'antisémitisme de l'Union du Peuple Russe « est très caractéristique de la noblesse et du grand capital¹⁵⁴ » !)

152. *Novoïe vremia*, 1905, 20 nov. (3 déc.), pp. 2-3.

153. Compte rendu sténographique de la troisième Douma, 1911, p. 3118.

154. *EJ*, t. 14, p. 519.

* V. Pourichkévitch (1870-1920), un des leaders de l'extrême droite russe.

Il existe une autre marque d'infamie, d'autant plus indélébile que ses contours sont vagues : « les Cent noirs ».

D'où vient cette appellation ? difficile à dire : selon certains, c'est ainsi que les Polonais auraient désigné par dépit les moines russes qui résistèrent victorieusement à l'assaut de la Trinité-Saint-Serge en 1608-1609. Par des voies historiques obscures, elle atteignit le ^{xx}e siècle et fut alors utilisée comme une étiquette très commode pour stigmatiser le mouvement patriotique populaire qui s'était spontanément formé. C'est justement son caractère à la fois imprécis et injurieux qui fit son succès. (Ainsi, par exemple, les quatre KD qui s'enhardirent au point d'entamer des pourparlers avec Stolypine furent dénoncés comme des « KD-Cent-noirs ». En 1909, le recueil des *Jalons* fut accusé de « propager sous une forme masquée l'idéologie des Cent-noirs ».) Et l'« expression » entra dans l'usage courant pour un siècle, bien que les populations slaves, plongées dans le désarroi et le découragement, ne se soient jamais comptées par centaines, mais par millions.

En 1908-1912, l'*Encyclopédie juive* éditée en Russie, à son honneur, ne se mêla pas de donner une définition des « Cent-noirs » : l'élite intellectuelle juive de Russie comptait dans ses rangs suffisamment d'esprits pondérés, pénétrants et sensés. Mais, au cours de la même période, avant la Première Guerre mondiale, l'*Encyclopédie Brockhaus-Efron*, elle, en proposa une définition dans l'un de ses suppléments : « Les "Cent-noirs" est l'appellation courante depuis quelques années des rebuts de la société portés sur les pogroms contre les Juifs et les intellectuels. » Plus loin, l'article élargit le propos : « Ce phénomène n'est pas spécifiquement russe ; il est apparu sur la scène de l'histoire... en différents pays et à différentes époques¹⁵⁵. » Et c'est vrai que, dans la presse d'après la révolution de Février, j'ai rencontré l'expression « les Cent-noirs suédois » !...

Un auteur juif contemporain avisé indique à juste titre que « le phénomène que l'on a désigné par l'expression "Cent-noirs"... n'a pas été suffisamment étudié¹⁵⁶ ».

Mais ce genre de scrupule est totalement étranger à la fameuse

155. Entsiklopedičeskij slovar, Spb., Brockhaus i Efron, Dopoln, t. 2 (4/d), 1907, p. 869.

156. Boris Orlov, *Rossia bez evrejev* (La Russie sans les Juifs), « 22 », 1988, n° 60, p. 151.

Encyclopaedia Britannica dont l'autorité s'étend à la planète entière : « Les Cent-noirs ou Union du Peuple Russe ou organisation de groupes réactionnaires et antisémites en Russie, constituée pendant la révolution de 1905. Officieusement encouragés par le pouvoir, les Cent-noirs recrutèrent pour l'essentiel leurs troupes parmi les propriétaires terriens, les paysans riches, les bureaucrates, la police et le clergé ; ils soutenaient l'Église orthodoxe, l'Autocratie et le nationalisme russe. Particulièrement actifs entre 1906 et 1911...¹⁵⁷ »

On reste pantois devant tant de science ! Et c'est cela que l'on donne à lire à toute l'humanité cultivée : « recrutèrent pour l'essentiel leurs troupes parmi les propriétaires terriens, les paysans riches, les bureaucrates, la police et le clergé » ! C'est donc ces gens-là qui fracassaient à coups de bâton les vitrines des magasins juifs ! Et ils étaient « particulièrement actifs » après 1905... quand le calme fut revenu !

C'est vrai, il y eut en 1905-1907 des actions contre les propriétaires terriens, il y en eut même plus que de pogroms contre les Juifs. C'était toujours cette même foule ignorante et brutale qui saccageait et pillait maisons et biens, massacrait les gens (y compris des enfants) et même le bétail ; mais ces massacres-là n'ont jamais entraîné de condamnation de la part de l'intelligentsia progressiste, tandis que le député à la Douma Herzenstein, dans un discours où il prenait avec passion et raison la défense des petites exploitations paysannes, alertant les parlementaires sur le danger d'une extension des incendies de propriétés rurales, s'exclamait : « Les illuminations du mois de mai de l'année dernière ne vous suffisent donc pas, quand, dans la région de Saratov, cent cinquante propriétés furent détruites pratiquement en un seul jour¹⁵⁸ ? » On ne lui pardonna jamais ces « illuminations »-là. Il s'agissait bien sûr d'une bourde de sa part, dont il ne faudrait pas déduire qu'il se réjouissait d'une telle situation. Aurait-il néanmoins employé ce mot à propos des pogroms contre les Juifs de l'automne précédent ?

Il fallut attendre la Grande, la vraie révolution pour entendre dire que les violences contre les nobles terriens « ne furent pas moins barbares et inacceptables que les pogroms contre les Juifs... Il existe

157. *Encyclopaedia Britannica*, 15th ed., 1981, vol. II, p. 62, cl n. 2.

158. *Compte rendu des débats de la première Douma*, 19 mai 1906, p. 524.

cependant, dans les milieux de gauche, une tendance à les considérer... comme une destruction, positive en soi, de l'ancien système politique et social¹⁵⁹ ».

Oui, encore une similitude effrayante entre ces deux formes de pogroms : la foule sanguinaire avait le sentiment d'être dans son *bon droit*.



Les derniers pogroms contre les Juifs eurent lieu en 1906 à Sedlets, en Pologne – ce qui sort du cadre de notre propos – et à Bialystok, pendant l'été. (Peu après, la police étouffa dans l'œuf un pogrom qui se préparait à Odessa après la dissolution de la première Douma.)

À Bialystok s'était constitué le plus puissant des groupements anarchistes de Russie. Ici, « d'importantes bandes d'anarchistes avaient fait leur apparition ; ils perpétrèrent des actes terroristes contre des propriétaires, des fonctionnaires de police, des cosaques, des militaires¹⁶⁰ ». Les souvenirs laissés par certains d'entre eux permettent de se représenter très nettement l'atmosphère de la ville en 1905-1906 : attaques répétées des anarchistes qui s'étaient installés rue de Sourage, où la police n'osait plus aller. « Il était très fréquent que des policiers en faction fussent assassinés en plein jour ; c'est pourquoi on en vit de moins en moins... » Voici l'anarchiste Nissel Farber : « il a jeté une bombe sur le poste de police », blessant deux gardiens de la paix, un secrétaire, tuant « deux bourgeois qui se trouvaient là par hasard », et, manque de chance, périssant lui-même dans l'explosion. Voici Guélinker (alias Aron Eline) : il lance lui aussi une bombe qui blesse grièvement l'adjoint du chef de la police, un commissaire, deux inspecteurs et trois agents. Voici encore un anarchiste dont la bombe « blesse un officier et trois soldats », le blesse lui-même, d'ailleurs, « et, par malheur, tue une militante du Bund ». Ici c'est un commissaire et un gardien de la paix qui sont tués, là ce sont deux gendarmes, là encore le même « Guélinker tue un gardien d'immeuble ». (Hormis les attentats, on pratiquait aussi l'« expropriation des produits de

159. I. O. Levine, *Evrei v revoliutsii* (Les Juifs dans la révolution), RiE, p. 135.

160. Dimanstein, t. 3, p. 163.

consommation » — fallait bien se nourrir.) « Les autorités vivaient dans la crainte d'un "soulèvement" des anarchistes de la rue de Souraje », les policiers avaient pris l'habitude de « s'attendre à un tel soulèvement pour aujourd'hui, demain ou après-demain ». « La majorité... des anarchistes... penchaient vers une action armée résolue afin d'entretenir en permanence, autant que faire se pouvait, une atmosphère de guerre des classes. »

Dans ce but, la terreur fut également étendue aux « bourgeois » juifs. Le même Farber s'en prit au patron d'un atelier, un certain Kagan, « à la sortie de la synagogue... il le blessa grièvement d'un coup de couteau dans le cou » ; un autre petit patron, Lifchitz, subit le même sort ; de même « le riche Weinreich fut attaqué à la synagogue », mais « le revolver était de piètre qualité et s'enraya à trois reprises ». On exigeait une série « d'actions d'envergure "gratuites" contre les bourgeois » : « il faut que le bourgeois se sente en danger de mort à chaque instant de son existence ». On eut même l'idée « de disposer tout au long [de la rue principale de Bialystok] des machines infernales pour faire sauter tous les grands bourgeois » en une seule fois. Mais « comment faire passer le "message" *anarchiste* ? ». Deux courants virent le jour à Bialystok : les partisans de la terreur « gratuite » et les « communards » qui considéraient que le terrorisme était une méthode « terne » et médiocre, mais tendaient vers l'insurrection armée « au nom d'un communisme sans État » : « investir la ville, armer les masses, résister à plusieurs assauts de l'armée puis la chasser hors de la cité », et, « parallèlement, investir les usines, les manufactures et les magasins ». C'est en ces termes que, « lors de meetings rassemblant de quinze à vingt mille personnes, nos orateurs appelaient au soulèvement armé ». Hélas, « les masses laborieuses de Bialystok s'étant éloignées de l'avant-garde révolutionnaire qu'elles avaient elles-mêmes allaitée », il était impératif de « venir à bout... de la passivité des masses ». Les anarchistes de Bialystok préparèrent donc bel et bien une insurrection en 1906. Son déroulement et ses conséquences sont connus sous le nom de « pogrom de Bialystok¹⁶¹ ».

Tout a commencé avec l'assassinat du chef de la police qui eut

161. Iz istorii anarkhitcheskovo dvizhenia v Bialystoka (Aspects de l'histoire du mouvement anarchiste à Bialystok), Soblazn sotsializma, pp. 417-432.

lieu précisément dans cette « rue de Sourajc où se trouvait concentrée l'organisation anarchiste juive » ; ensuite, quelqu'un a tiré ou lancé une bombe sur une procession religieuse. Après quoi, une commission d'enquête fut dépêchée par la Douma, mais, hélas, trois fois hélas, elle ne parvint pas à déterminer « s'il s'agissait de coups de feu ou d'une sorte de sifflement : les témoins n'ont pas été en mesure de le dire¹⁶² ». Cela étant, le communiste Dimanstein écrit très clairement, vingt ans plus tard, qu'« un pétard fut lancé sur une procession orthodoxe en guise de provocation¹⁶³ ».

On ne peut pas non plus exclure la participation du Bund qui, pendant les « meilleurs » mois de la révolution de 1905, avait brûlé du désir de passer à l'action armée, mais en vain, et dépérissait maintenant au point qu'il lui fallait envisager de faire à nouveau allégeance aux sociaux-démocrates. Mais ce sont bien sûr les anarchistes de Bialystok eux-mêmes qui se manifestèrent avec le plus d'éclat. Leur chef, Judas Grossman-Rochtchine, a raconté après 1917 ce qu'était ce nid d'anarchistes : par-dessus tout, ils craignaient de « céder à l'attentisme et au bon sens ». Ayant échoué dans l'organisation de deux ou trois grèves du fait de l'absence de soutien de la population, ils décidèrent, justement en juin 1906, « qu'il fallait prendre la ville en main » et exproprier les outils de production. « On considérait qu'il n'y avait aucune raison de se retirer de Bialystok sans avoir livré un dernier combat de classe, que cela serait revenu à capituler devant un problème complexe de type supérieur » ; si « nous ne passons pas au stade suprême de la lutte, les masses perdront confiance [en nous] ». Cependant, on manquait d'hommes et d'armes pour prendre la ville, et Grossman courut à Varsovie demander de l'aide à la fraction armée du PPS (les socialistes polonais). Et c'est là-bas qu'il entendit un marchand de journaux crier : « "Pogrom sanglant à Bialystok !... des milliers de victimes !"... Tout devint clair : la réaction nous avait devancés¹⁶⁴ ! »

Et c'est là, dans le passage « au stade suprême de la lutte », que se trouve sans doute l'explication du « pogrom ». Cet élan révolutionnaire des anarchistes de Bialystok s'exprima ultérieurement,

162. EJ, t. 5, pp. 171-172.

163. *Dimanstein*, t. 3, p. 180.

164. *Grossman-Rochtchine*, Byłoie, 1924, nos 27-28, pp. 180-182.

lors du procès, dans la plaidoirie de l'avocat Gillerson qui « appela à renverser le gouvernement et le système politique et social existant en Russie », et qui, pour cela même, fit à son tour l'objet de poursuites judiciaires. Quant à la commission de la Douma, elle considéra que « les conditions d'un pogrom avaient également été créées par divers éléments de la société qui s'imaginaient que combattre les Juifs revenait à combattre le mouvement de libération¹⁶⁵ ».

Mais, après ce « pétard lancé par provocation » que la commission de la Douma n'avait pas été capable de déceler, quel avait été le déroulement des événements ? D'après les conclusions de ladite commission, on procéda à « l'exécution systématique de Juifs innocents, y compris de femmes et d'enfants, sous prétexte de répression des révolutionnaires ». Il y eut « plus de soixante-dix morts et environ quatre-vingts blessés » parmi les Juifs. Inversement, « l'acte d'accusation tendit à expliquer le pogrom par l'activité révolutionnaire des Juifs, qui avait provoqué la colère du reste de la population ». La commission de la Douma rejeta cette version des faits : « Il n'existait à Bialystok aucun antagonisme de type racial, religieux ou économique entre Juifs et chrétiens¹⁶⁶. »

Et voici maintenant ce qu'on écrit aujourd'hui : « Cette fois, le pogrom fut purement militaire. Les soldats se transformèrent en casseurs » et firent la chasse aux révolutionnaires. Dans le même temps, on dit de ces soldats qu'ils craignaient les détachements des anarchistes juifs de la rue de Souraje, car « la guerre du Japon... avait appris [aux soldats russes] à se méfier des coups de feu » – telles furent les paroles prononcées à la Douma municipale par un conseiller juif¹⁶⁷. Contre les détachements juifs d'autodéfense on fait donner l'infanterie et la cavalerie, mais, en face, il y a des bombes et des armes à feu.

En cette période de forte agitation sociale, la commission de la Douma conclut à « un mitraillage de la population », mais, vingt ans plus tard, nous pouvons lire dans un ouvrage soviétique (de toute façon, l'« ancien régime » ne reviendra pas, ne pourra pas se justifier, alors on peut y aller !) : « On massacra des familles

165. EJ, t. 5, pp. 171-174.

166. *Ibidem*, pp. 170, 172.

167. *Praisman*, pp. 185-186.

entières à l'aide de elous, on creva des yeux, on coupa des langues, on fracassa le crâne des enfants, etc.¹⁶⁸ » Et un livre de luxe édité à l'étranger, un livre à sensation, dénonciateur, un in-folio richement illustré, imprimé sur papier couché, intitulé *Le Dernier Autocrate* (décrétant donc par avance que Nicolas II serait bien le « dernier »), proposait la version suivante : le pogrom « avait été l'objet d'une telle mise en scène qu'il parut possible de décrire le programme du premier jour dans les journaux berlinois ; ainsi, deux heures avant le début du pogrom de Bialystok, les Berlinoises purent être informées de l'événement¹⁶⁹ ». (Mais s'il parut quelque chose dans la presse berlinoise, n'était-ce pas simplement un écho des manigances de Grossman-Rochtchine ?)

Du reste, il eût été plutôt absurde, de la part du gouvernement russe, de susciter des pogroms contre les Juifs alors même que les ministres russes faisaient antichambre chez les financiers occidentaux dans l'espoir d'en obtenir des prêts. Rappelons-nous que Witte avait bien de la peine à en obtenir des Rothschild, mal disposés envers la Russie à cause de la situation des Juifs et des pogroms, « de même que d'autres établissements juifs importants¹⁷⁰ », exception faite du banquier berlinois Mendelssohn. Dès le mois de décembre 1905, l'ambassadeur de Russie à Londres, Benkendorf, avertissait son ministre : « Les Rothschild répètent partout... que le crédit de la Russie est actuellement au plus bas, mais qu'il se rétablira immédiatement si la question juive est réglée¹⁷¹. »

Et Witte de diffuser, au début de 1906, un communiqué du gouvernement disant que « trouver une solution radicale au problème juif est pour le peuple russe une affaire de conscience, et cela sera fait par la Douma, mais, avant même que celle-ci ne se réunisse, seront abrogées les dispositions les plus contraignantes dans la mesure où elles ne se justifient plus dans la situation

168. *Dimanstein*, t. 3, p. 180.

169. *Der Letzte russische Altinherrscher*, Berlin, Eberhard Frowein Verlag (1913), p. 340.

170. A. Popov, *Začëm 1906 g. v donesseniakh rousskovo posla v Parije* (L'emprunt de 1906 à travers les dépêches de l'ambassadeur de Russie à Paris), *Krasnyï arkhiv*, 1925, t. 11/12, p. 432.

171. *K peregovoram Kokovtseva o zaïme v 1905-1906 gg.* (Les pourparlers de Kokovtsev en vue de l'emprunt), *Krasnyï arkhiv*, 1925, t. 10, p. 7.

actuelle¹⁷² ». Il supplia les représentants les plus éminents de la communauté juive de Pétersbourg de se rendre en délégation auprès du tsar, il leur promit l'accueil le plus bienveillant. Cette proposition fut discutée au congrès de l'Union pour l'Intégralité des droits – et, après le discours enflammé de I.B. Bak (éditeur du journal *Retch*), il fut décidé de la rejeter et de se contenter d'envoyer une délégation de moindre importance auprès de Witte, non pour apporter des réponses, mais pour porter des accusations : lui dire « clairement et sans ambiguïté » que la vague des pogroms a été organisée « à l'initiative et avec le soutien du gouvernement¹⁷³ ».

Après deux années de séisme révolutionnaire, les dirigeants de la communauté juive de Russie qui avaient pris le dessus n'envisageaient pas une seconde d'accepter un règlement progressif de la question de l'égalité des droits. Ils avaient le sentiment d'être portés par la vague de la victoire et n'avaient nul besoin de se rendre auprès du tsar en position de quémandeurs et de loyaux sujets. Ils étaient fiers de l'audace qu'avait montrée la jeunesse révolutionnaire juive. (Il faut se replacer dans le contexte de l'époque, où l'on croyait inébranlable la vieille armée impériale, pour percevoir la signification de l'épisode au cours duquel, devant le régiment des grenadiers de Rostov au garde-à-vous, son commandant, le colonel Simanski, avait été arrêté par un Juif engagé volontaire !) Après tout, peut-être ces révolutionnaires ne s'étaient-ils pas rendus coupables de « trahison nationale », ainsi que les en accusait Doubnov, peut-être étaient-ce eux qui se trouvaient dans le vrai ? – Après 1905, il ne restait plus que les Juifs fortunés et prudents pour en douter.

Quel fut donc le bilan de l'année 1905 pour l'ensemble de la communauté juive de Russie ? D'un côté, « la révolution de 1905 a eu des résultats globalement positifs..., elle a apporté aux Juifs l'égalité politique alors qu'ils ne jouissaient même pas de l'égalité civile... Jamais comme après le "Mouvement de libération" la question juive n'a bénéficié d'un climat plus favorable dans

172. Perepiska N.A. Romanova i P.A. Stolypina (Correspondance entre N.A. Romanov et P.A. Stolypine), Krasnyĭ Arkhiv, 1924, t. 5, p. 106.

173. Sliosberg, t. 3, pp. 185-188.

l'opinion publique¹⁷⁴ ». Mais, d'un autre côté, la forte participation des Juifs à la révolution contribua à ce qu'ils fussent désormais tous identifiés à celle-ci. À la tribune de la Douma, en 1907, V. Choulguine proposa de voter une résolution pour constater que « ... la moitié occidentale de la Russie, de la Bessarabie à Varsovie, grouille de haine envers les Juifs qu'elle considère comme les grands responsables de tous les malheurs...¹⁷⁵ ».

Ce qui se trouve indirectement confirmé par l'augmentation de l'émigration juive hors de Russie. Si, en 1904-1905 encore, on constatait une croissance de l'émigration chez les hommes d'âge mûr, c'est toute la pyramide des âges qui est concernée à partir de 1906. Le phénomène n'est donc pas dû aux pogroms de 1881-1882, mais bel et bien à ceux de 1905-1906. Désormais, rien qu'à destination des États-Unis, les effectifs de l'émigration s'élèvent à 125 000 personnes en 1905-1906 et à 115 000 en 1906-07¹⁷⁶.

Mais, dans le même temps, écrit B.I. Goldman, « au cours des brèves années où l'agitation a régné, les établissements d'enseignement supérieur n'ont pas appliqué avec rigueur le *numerus clausus* frappant les Juifs, ce qui a entraîné l'apparition d'un nombre relativement important de cadres professionnels juifs, et, comme ceux-ci se sont montrés plus habiles que les Russes à se placer sur le marché, sans toujours se distinguer par une grande rigueur morale dans leur activité, on s'est mis à parler d'une "mainmise des Juifs" sur les professions intellectuelles¹⁷⁷ ». Et, « dans le "Projet pour les universités" préparé en 1906 par le ministère de l'Instruction publique, il n'était plus fait aucune mention du *numerus clausus* ». En 1905, on comptait 2 247 (9,2 %) étudiants juifs en Russie ; en 1906, 3 702 (11,6 %) ; en 1907, 4 266 (12 %) ¹⁷⁸.

Dans le programme de réformes annoncé le 25 août 1906 par le gouvernement, celui-ci s'engageait à réexaminer, parmi les limitations auxquelles les Juifs étaient soumis, celles qui pouvaient être

174. G.A. Landau, *Revolutsionnye idei v ievreïskoï obchtchestvennosti* (Les idées révolutionnaires dans l'opinion juive), RiE, p. 116.

175. Compte rendu sténographique des débats à la deuxième Douma, 6 mars 1907, p. 151.

176. EJ, t. 2, pp. 235-236 ; PEJ, t. 6, p. 568.

177. B.I. Goldman (B. Gorcv), *Ievrei v proizvedeniakh rousskikh pissatelei* (Les Juifs dans la littérature russe), Pd, *Svobodnoïe slovo*, 1917, p. 28.

178. PEJ, t. 7, p. 348.

immédiatement levées « dans la mesure où elles ne font que provoquer le mécontentement et sont manifestement caduques ».

Mais, dans le même temps, le gouvernement russe était on ne peut plus affecté à la fois par la révolution (qui se prolongea encore deux ans par une vague de terrorisme difficilement contenue par Stolypine) et par la participation très visible des Juifs à cette révolution.

À ces sujets de mécontentement s'ajoutait la défaite humiliante face au Japon, et les cercles dirigeants de Pétersbourg cédèrent à la tentation d'une explication simpliste : la Russie est foncièrement saine, et toute la révolution, du début à la fin, n'est qu'une sombre machination ourdie par les Juifs, un épisode du complot judéo-maçonnique. Tout expliquer par une seule et unique cause : les Juifs ! La Russie serait depuis longtemps au zénith de la gloire et de la puissance universelle s'il n'y avait pas les Juifs !

Et, en s'accrochant à cette explication courte mais commode, les hautes sphères ne faisaient que rendre l'heure de leur chute encore plus proche.

La croyance superstitieuse en la force historique des complots (quand bien même ils existeraient, de type individuel ou collectif) laisse complètement de côté la cause principale des échecs subis aussi bien par les individus que par les États : les faiblesses humaines.

Ce sont nos faiblesses russes qui ont déterminé le cours de notre triste histoire — l'absurdité du schisme religieux provoqué par Nikon*, les violences insensées de Pierre le Grand et l'incroyable série de contrechocs qui s'ensuivit, l'habitude séculaire de gaspiller nos forces pour des causes qui ne sont pas les nôtres, la suffisance invétérée de la noblesse et la pétrification bureaucratique tout au long du XIX^e siècle. Ce n'est pas par l'effet d'un complot ourdi de l'extérieur que nous avons abandonné nos paysans à leur misère. Ce n'est pas un complot qui a conduit la grandiose et cruelle Pétersbourg à étouffer la douce culture ukrainienne. Ce n'est pas du fait d'un complot que quatre ministères n'étaient pas capables de se mettre d'accord sur l'attribution de tel ou tel dossier à l'un ou l'autre d'entre eux, et qu'ils passaient des années en chicanes

* Patriarche de l'Église russe qui, au XVII^e siècle, voulut imposer par la force une réforme des textes liturgiques et du rituel, ce qui engendra le schisme des « vieux-croyants ».

épuisantes mobilisant tous les niveaux de la hiérarchie. Ce n'est pas le résultat d'un complot si nos empereurs, les uns après les autres, se sont révélés incapables de comprendre l'évolution du monde et de définir les vraies priorités. Si nous avions conservé la pureté et la force qui nous furent insufflées jadis par Saint-Serge de Radonège, nous ne redouterions aucun complot au monde.

Non, on ne peut dire en aucun cas que ce sont les Juifs qui ont « organisé » les révolutions de 1905 ou de 1917, tout comme on ne peut pas dire que c'est telle ou telle nation prise dans son ensemble qui les a fomentées. De la même manière, ce ne sont pas les Russes ni les Ukrainiens, pris dans leur ensemble en tant que nations, qui ont organisé les pogroms.

Il nous serait à tous facile de jeter un regard rétrospectif sur cette révolution et de condamner nos « renégats ». Les uns étaient « des Juifs non juifs¹⁷⁹ », les autres « des internationalistes et non des Russes ». Mais toute nation doit répondre de ses membres en ce qu'elle a contribué à les former.

Du côté de la jeunesse révolutionnaire juive (mais aussi, de ceux qui l'avaient formée) ainsi que de ceux des Juifs qui « constituèrent une force révolutionnaire importante¹⁸⁰ », il semble qu'on ait oublié le sage conseil qu'adressait Jérémie aux Juifs déportés à Babylone : « Recherchez la paix pour la ville où je vous ai déportés ; priez Yahvé en sa faveur, car de sa paix dépend la vôtre. » (Jérémie, 29-7.)

Alors que les Juifs de Russie qui rallièrent la révolution ne songeaient, eux, qu'à faire tomber cette même ville sans penser aux conséquences.

*

Dans la longue et chaotique histoire humaine, le rôle joué par le peuple juif – peu nombreux mais énergique – est indéniable, considérable même. Cela vaut aussi pour l'histoire de la Russie. Mais, pour nous tous, ce rôle demeure une énigme historique.

Pour les Juifs aussi.

Cette étrange mission leur a tout apporté sauf le bonheur.

¹⁷⁹. Voir, par exemple, *Paul Johnson, A History of the Jews*, Harper Collins, 1987, p. 448.

¹⁸⁰. PEJ, t. 7, p. 349.

Chapitre 10

LE TEMPS DE LA DOUMA

Le Manifeste du 17 octobre marqua le début d'une période qualitativement nouvelle de l'histoire russe, consolidée ensuite par une année de gouvernement Stolypine : la période de la Douma ou de l'Autocratie limitée, au cours de laquelle les principes de gouvernement antérieurs – pouvoir absolu du tsar, opacité des ministères, immuabilité de la hiérarchie – furent rapidement et sensiblement restreints. Cette période fut très difficile pour l'ensemble des *hautes sphères*, et seuls les hommes doués d'un caractère solide et d'un tempérament actif purent s'inscrire dignement dans l'époque nouvelle. Mais l'opinion publique eut elle aussi du mal à s'habituer aux nouvelles pratiques électorales, à la publicité des débats à la Douma (et plus encore à la responsabilité de celle-ci) ; et, sur son aile gauche, les enragés léninistes tout comme les enragés du Bund boycottèrent purement et simplement les élections à la première Douma : nous n'avons rien à faire de vos parlements, nous arriverons à nos fins par les bombes, le sang, les convulsions ! Et donc « l'attitude du Bund à l'égard des députés juifs de la Douma fut violemment hostile¹ ».

Mais les Juifs de Russie, conduits par l'Union pour l'intégralité des droits, ne s'y trompèrent pas et, manifestant leur sympathie pour la nouvelle institution, « participèrent très activement aux élections, votant le plus souvent pour les représentants du parti [Cadet] qui avait placé l'égalité des droits pour les Juifs en exergue de son programme ». Certains révolutionnaires qui avaient recouvré

1. EJ, t. 5, p. 100.

leurs esprits partageaient les mêmes dispositions. Ainsi Isaac Gourvitch, qui avait émigré en 1889 – militant actif de la gauche marxiste, il fut le cofondateur du parti social-démocrate américain –, revint en 1905 en Russie où il fut élu au collège des grands électeurs à la Douma². – Pas de limitations pour les Juifs aux élections, et douze d'entre eux siégèrent à la première Douma ; il est vrai qu'ils venaient pour la plupart de la Zone de résidence, tandis que les leaders juifs de la capitale, ne disposant pas du cens électoral, ne purent être élus : seuls siégèrent à la Douma M. Winaver, L. Bramson³ et le Juif converti M. Herzenstein (auquel le prince P. Dolgoroukov avait cédé sa place).

Comme le nombre des Juifs siégeant à la Douma était significatif, les députés sionistes proposèrent de former « un groupe juif indépendant » se pliant à « la discipline d'un vrai parti politique », mais les députés non sionistes rejetèrent cette idée, se contentant « de se réunir de temps à autre pour discuter des questions concernant directement les intérêts juifs⁴ », acceptant toutefois de se plier déjà à « une véritable discipline au sens où ils se conformaient rigoureusement aux décisions d'un collège composé des membres de la Douma et de ceux du Comité pour l'intégralité des droits⁵ » (le « Bureau politique »).

Dans le même temps se formait une alliance solide entre les Juifs et le parti Cadet. « Il n'était pas rare que les sections locales de l'Union [pour l'intégralité des droits] et du parti constitutionnel-démocrate fussent composées des mêmes personnes⁶. » (On taquinait Winaver en le surnommant le « Cadet mosaïque ».) « Dans la Zone de résidence, l'écrasante majorité des membres du parti [Cadet] était composée de Juifs ; dans les provinces de l'intérieur, ils y représentaient en nombre la deuxième nationalité... Comme l'écrivit Witte, "presque tous les Juifs diplômés de l'enseignement supérieur rejoignirent le parti de la Liberté du peuple [c'est-à-dire les Cadets]... qui leur promettait l'obtention immédiate de l'égalité des droits". Ce parti doit beaucoup de son influence aux Juifs qui

2. EJR, t. 1, p. 392.

3. EJ, t. 7, p. 370.

4. EJ, t. 7, p. 371.

5. G. B. Sliosberg, t. 3, p. 200.

6. PEJ, p. 349.

lui apportaient leur soutien tant intellectuel que matériel⁷. » – Les Juifs « ont introduit de la cohérence et de la rigueur... dans le "Mouvement de libération" russe de 1905⁸ ».

Cependant, A. Tyrkova, figure importante du parti Cadet, note dans ses souvenirs que « les principaux fondateurs et dirigeants du parti Cadet n'étaient pas des Juifs. Il ne se trouva pas, parmi ceux-ci, de personnalité ayant suffisamment d'envergure pour entraîner derrière soi les libéraux russes comme, au milieu du XIX^e siècle, le Juif Disraeli l'avait fait pour les conservateurs anglais... Les gens qui comptaient le plus au sein du parti Cadet étaient des Russes. Cela ne veut pas dire que je nie l'influence de ces Juifs qui se sont fondus dans notre masse. Ils ne pouvaient pas ne pas agir sur nous, ne serait-ce que par leur inépuisable énergie. Leur présence même, leur activité ne nous permettaient pas de les oublier, d'oublier leur situation, d'oublier qu'il fallait leur venir en aide. » Et, plus loin : « En réfléchissant sur tous ces réseaux d'influence des Juifs [au sein du parti Cadet], on ne peut passer sous silence le cas de Milioukov. Dès le départ, il devint leur chouchou, entouré d'un cercle d'admirateurs, plus précisément d'admiratrices... qui le berçaient en sourdine de leurs mélodies, le cajolaient, le couvraient sans retenue d'éloges si excessifs qu'ils en étaient comiques⁹. »

V. A. Obolenski, lui aussi membre du parti, décrit un club Cadet du temps de la Première Douma, au coin des rues Serguievskaja et Potëmkinskaja. Là se mêlaient l'élite de la société juive sécularisée et l'élite de l'intelligentsia russe politisée : « Il y avait toujours beaucoup de monde et le public, composé en majorité de riches Juifs pétersbourgeois, était fort élégant : les dames arboraient des robes en soie, des broches et des bagues à brillants, les messieurs avaient des airs de bourgeois bien nourris et contents d'eux-mêmes. Malgré nos convictions démocratiques, nous étions quelque peu choqués par l'atmosphère qui régnait dans ce "club Cadet". On peut imaginer l'embarras éprouvé par les paysans qui venaient assister aux réunions de notre groupe parlementaire... Un "parti de

7. *Ibidem*, pp. 398-399.

8. V. V. Choulguine, « Chto nam v nikh ne nraivitsa... », *Ob Antisemitizme v Rossii* (« Ce qui ne nous plaît pas en eux... » Sur l'antisémitisme en Russie), Paris, 1929, p. 207.

9. A. Tyrkova-Williams, *Na pouliakh k svobode* (Les Chemins de la liberté), New York, éd. Tchekov, 1952, pp. 303-304.

messieurs", voilà ce qu'ils se disaient en cessant de fréquenter nos réunions¹⁰. »

Au plan local, la coopération entre l'Union pour l'intégralité des droits et le parti Cadet ne se manifestait pas seulement par la présence « du plus grand nombre possible de candidats juifs », mais aussi par le fait que « les sections locales de l'Union [pour l'intégralité des droits] avaient pour instruction de soutenir [les non-Juifs] qui promettaient de contribuer à l'émancipation des Juifs¹¹ ». Comme l'expliquait en 1907 le journal cadet *Retch* en réponse à des questions maintes fois posées par d'autres journaux : « *Retch* a, en son temps, formulé très précisément les conditions de l'accord passé avec le groupe juif... Celui-ci a le droit de récuser des grands électeurs et de s'opposer à des candidatures à la Douma¹². »

Au cours des débats parlementaires, la Douma, suivant en cela la logique du Manifeste impérial, posa la question de l'égalité des droits pour les Juifs dans le cadre général de l'octroi des mêmes droits à l'ensemble des citoyens. « La Douma d'État a promis de préparer une "loi sur l'égalisation complète en droits de tous les citoyens et l'abrogation de toutes limitations ou tous privilèges liés à l'appartenance à une classe sociale, une nationalité, une religion ou un sexe¹³". » Après avoir adopté les principales orientations de cette loi, la Douma se perdit en débats pendant encore un mois, multipliant « les déclarations tonitruantes suivies d'aucun effet¹⁴ », pour être finalement dissoute. Et la loi sur l'égalité civile, notamment pour les Juifs, resta en suspens.

Comme la plupart des Cadets, les députés juifs de la Première Douma signèrent l'appel de Vyborg, ce qui entraîna pour eux l'impossibilité de se présenter désormais à des élections ; la carrière de Winaver eut particulièrement à en pâtir. (À la Première Douma, il avait tenu des propos violents, alors qu'il allait déconseiller plus tard aux Juifs de se mettre trop en avant pour éviter que ne se reproduise ce qui était advenu lors de la révolution de 1905.)

10. V. A. *Obolenski*, *Moïa jizn. Moi sovremenniki* (Ma vie. Mes contemporains), Paris, YMCA Press, 1988, p. 335.

11. PEJ, t. 7, p. 349.

12. *Retch* (La Parole), 1907, 7 (19) janvier, p. 2.

13. EJ, t. 7, p. 371.

14. V. A. *Maklakov*, 1905-1906 gody (Les années 1905-1906) — M. M. Winaver i rousskaïa obščestvennost' nachala XX veka (M. M. Winaver et l'opinion publique russe du début du XX^e siècle), Paris, 1937, p. 94.

« La participation des Juifs aux élections à la deuxième Douma fut encore plus marquée qu'au cours de la première campagne électorale... Les populations juives de la Zone de résidence manifestèrent l'intérêt le plus vif pour ce scrutin. Le débat politique gagna toutes les couches de la société. » Cependant, comme l'indique l'*Encyclopédie juive* publiée avant la révolution, on observa également une importante propagande antijuive menée par des cercles monarchistes de droite, particulièrement actifs dans les provinces de l'Ouest ; « on persuada les paysans que tous les partis progressistes se battaient pour l'égalité des droits des Juifs au détriment des intérêts de la population de souche¹⁵ » ; que, « derrière la mascarade de la représentation populaire, le pays était gouverné par un syndicat judéo-maçonnique de spoliateurs du peuple et de traîtres à la patrie » ; que le paysan devrait s'inquiéter du « nombre inouï de maîtres nouveaux, inconnus des anciens du village, et qu'il devait désormais nourrir de son labeur » ; que la Constitution « promettait de remplacer le joug tatar par celui, infamant, du *kahal* international ». Et l'on dressait une liste des droits existants appelés à être abrogés : non seulement il ne fallait pas élire de Juifs à la Douma, mais il fallait les reléguer tous dans la Zone de résidence ; leur interdire de vendre du blé, du grain et du bois, de travailler dans les banques ou les établissements commerciaux ; confisquer leurs propriétés ; leur interdire de changer de nom ; d'exercer les fonctions d'éditeur ou de rédacteur d'organes de presse ; réduire la Zone de résidence elle-même en en excluant les régions fertiles, ne pas concéder de terres aux Juifs en deçà de la province de Yakoutsk ; d'une façon générale, les considérer comme des étrangers, remplacer pour eux le service militaire par un impôt, etc. « Le résultat de cette propagande antisémite, répandue aussi bien par voie orale que par écrit, fut l'effondrement des candidats progressistes à la deuxième Douma dans toute la Zone de résidence¹⁶. » Il n'y eut que quatre députés juifs à la deuxième Douma (dont trois Cadets)¹⁷.

Mais, avant même ces élections, le gouvernement s'était penché sur la question de l'égalité des droits pour les Juifs. Six mois après

15. EJ, t. 7, p. 372.

16. EJ, t. 2, pp. 749-751.

17. EJ, t. 7, p. 373.

avoir pris ses fonctions de Premier ministre, en décembre 1906, Stolypine avait fait adopter par le gouvernement une résolution (qu'on a appelée « Journal du Conseil des ministres ») sur la poursuite de la levée des restrictions imposées aux Juifs, et ce, dans des domaines essentiels, s'orientant ainsi vers l'égalité intégrale. « On envisageait de supprimer : l'interdiction faite aux Juifs de résider dans les régions rurales à l'intérieur de la Zone de résidence ; l'interdiction de résider dans les régions rurales sur le territoire de tout l'Empire pour les personnes bénéficiant du droit de résidence universel » ; « l'interdiction d'inclure les Juifs dans le directoire des sociétés par actions détentrices de biens fonciers¹⁸. »

Mais l'empereur répondit par une lettre datée du 10 décembre : « Malgré les arguments les plus convaincants en faveur de l'adoption de ces mesures..., une voix intérieure me dicte avec de plus en plus d'insistance de ne pas prendre sur moi cette décision¹⁹. »

Comme s'il ne comprenait pas – ou plutôt voulait l'oublier – que la résolution proposée dans le *Journal* était la conséquence directe et inéluctable du Manifeste qu'il avait lui-même signé un an auparavant...

Or, même dans le monde bureaucratique le plus fermé, il se trouve toujours des fonctionnaires avec des yeux et des mains. Et si la rumeur d'une décision prise en Conseil des ministres s'était déjà répandue dans l'opinion ? Et voilà : on saura que les ministres veulent émanciper les Juifs tandis que le souverain, lui, y fait obstacle...

Le même jour, 10 décembre, Stolypine se hâte donc d'écrire à l'Empereur une lettre pleine d'inquiétude, reprenant tous ses arguments un à un, et surtout : « Le renvoi du *Journal* n'est pour l'instant connu de personne », il est par conséquent encore loisible de dissimuler les tergiversations du monarque. « Votre Majesté, nous n'avons pas le droit de vous mettre dans cette position et de nous abriter derrière vous. » Stolypine aurait voulu que les avantages accordés aux Juifs apparussent comme une faveur accordée par le tsar. Mais, puisque tel n'était pas le cas, il lui proposait

18. PEJ, t. 7, p. 351.

19. Peregiska N. A. Romanova i P. A. Solypina (Correspondance entre N. A. Romanov et P. A. Stolypine), Krasnyĭ Arkhiv, 1924, t. 5, p. 105 ; voir également PEJ, t. 7, p. 351.

maintenant d'adopter une autre résolution : l'Empereur ne formule pas d'objections sur le fond, mais ne veut pas que la loi soit promulguée par-dessus la tête de la Douma ; il faut que ce soit la Douma qui s'en charge.

Le secrétaire d'État S. E. Kryjanovski raconte que l'empereur adopta alors une résolution qui allait justement dans ce sens : que les représentants du peuple prennent sur eux la responsabilité aussi bien de soulever cette question que de la résoudre. Mais, on ne sait pourquoi, cette résolution reçut peu de publicité, et, « du côté de la Douma, il ne se passa strictement rien²⁰ ».

Largement à gauche, pénétrée d'idées progressistes et si véhémentement envers le gouvernement, la deuxième Douma avait le champ libre ! Eh bien, pourtant, « dans la deuxième Douma, il fut encore bien moins question de la privation de droits dont pâtissaient les Juifs que dans la première²¹ ». La loi sur l'égalité des droits pour les Juifs ne fut pas même discutée, alors, que dire de son adoption... !

Pourquoi donc la deuxième Douma n'a-t-elle pas profité des occasions qui lui étaient offertes ? Pourquoi ne les a-t-elle pas saisies ? Elle avait trois mois entiers pour le faire. Et pourquoi les débats, les empoignades n'ont-ils porté que sur des questions secondaires, accessoires ? L'égalité des Juifs – partielle encore, mais déjà bien avancée –, on l'a abandonnée. Pourquoi, oui, pourquoi ? Quant à la « Commission extraordinaire extra-parlementaire », elle n'a pas même abordé l'examen du projet d'abrogation des restrictions imposées aux Juifs, elle a contourné le problème en se polarisant sur l'égalité *intégrale*, « aussi vite que possible²² ».

Difficile d'expliquer cela autrement que par un calcul politique : le but étant de combattre l'Autocratie, on avait intérêt, encore et toujours, à faire monter la pression sur la question juive, à ne surtout pas lui apporter de solution : on gardait ainsi des munitions en réserve. Ces peux de la liberté raisonnaient en ces termes : éviter que la levée des restrictions imposées aux Juifs ne diminue leur ardeur au combat. Pour ces chevaliers sans peur et sans reproche, le plus important, c'était bel et bien le combat contre le pouvoir.

20. S. E. Kryjanovski, *Vospominania* (Mémoires), Berlin, Petropolis, pp. 94-95.

21. PEJ, t. 7, p. 351.

22. EJ, t. 7, p. 373.

Tout cela, on commençait à le voir et le comprendre. Berdiaïev, par exemple, adressa à tout le spectre du radicalisme russe les reproches suivants : « Vous êtes très sensibles à la question juive, vous luttez pour leurs droits. Mais sentez-vous le "Juif", sentez-vous l'âme du peuple juif ?... Non, votre combat en faveur des Juifs ne veut pas connaître les Juifs²³. »

Puis, dans la troisième Douma, les Cadets n'eurent plus la majorité ; ils « ne prirent plus d'initiatives sur la question juive, craignant d'être mis en échec... Cela suscita un grand mécontentement parmi les masses juives, et la presse juive ne se priva pas d'attaquer le parti de la Liberté du Peuple²⁴. » Bien que « les Juifs eussent participé à la campagne électorale avec la plus grande ardeur et que le nombre des grands électeurs juifs eût dépassé celui des chrétiens dans toutes les villes de la Zone de résidence », ils furent battus par la partie adverse, et au sein de la troisième Douma ne siégèrent que deux députés juifs : Nisslovitch et Friedman²⁵. (Ce dernier réussit à se maintenir jusque dans la quatrième Douma.) – À partir de 1915, le Conseil d'État compta parmi ses membres un Juif, G. E. Weinstein, d'Odessa. (Juste avant la révolution, il y eut aussi Salomon Samoïlovitch Krym, un Karaïme²⁶.)

Quant aux octobristes* dont le parti était devenu majoritaire à la troisième Douma, d'un côté ils cédèrent, non sans hésitations, à la pression de l'opinion qui réclamait l'égalité des droits pour les Juifs, ce qui leur valut les reproches des députés nationalistes russes : « Nous pensions que les octobristes restaient attachés à la défense des intérêts nationaux » – or voilà que, sans crier gare, ils avaient relégué au second plan aussi bien la question « de l'octroi de l'égalité des droits aux Russes de Finlande » (ce qui signifiait que cette égalité n'existait pas dans cette « colonie de la Russie »...) que celle de l'annexion par la Russie de la région de Kholm, en

23. Nicolas Berdiaïev, *Filosofia neravenstva* (La Philosophie de l'inégalité), Paris, YMCA Press, 1970, p. 72.

24. *Sliosberg*, t. 3, p. 247.

25. *EJ*, t. 7, pp. 373-374.

26. A. A. Goldenweiser, *Pravovoe polozenie ievreïev v Rossii* (La situation juridique des Juifs en Russie), [Sh.] *Kniga o rousskom evreïstve : Ot 1860 godov do Revolutsii 1917 g.* (Aspects de l'histoire des Juifs russes), in *LMJR*-1, p. 132 ; *EJR*, t. 1, p. 212, t. 2, p. 99.

* Parti dissident des Cadets, fondé par Goutchkov, qui réclamait la stricte application du Manifeste du 30 octobre.

Pologne, avec tous les Russes qui la peuplaient – mais « ils ont préparé un projet de loi portant suppression de la Zone de résidence²⁷ ». Et, d'un autre côté, on leur prêtait des déclarations « de caractère manifestement antisémite » : ainsi la troisième Douma, à l'initiative de Gouchkov, émit en 1906 « le souhait... que les médecins juifs ne soient pas admis à travailler dans le service de santé de l'armée²⁸ » ; de même, « on proposa de remplacer le service militaire des Juifs par un impôt²⁹ ». (Au cours des années qui précédèrent la guerre, le projet de dispenser les Juifs du service militaire fut encore largement et sérieusement débattu ; I.V. Hessen publia là-dessus un livre intitulé *La Guerre et les Juifs*.)

Bref, c'est ainsi que ni la deuxième, ni la troisième, ni la quatrième Doumas ne prirent sur elles de faire passer la loi sur l'égalité intégrale des droits pour les Juifs. Et à chaque fois qu'il fallut entériner la loi sur l'égalité des droits pour les *paysans* (promulguée par Stolypine dès le 5 octobre 1906), celle-ci fut bloquée par les mêmes Doumas, sous la pression de la gauche, au motif qu'on ne pouvait accorder l'égalité des droits aux paysans avant de l'accorder aux Juifs (et aux Polonais) !

Et c'est ainsi que la pression exercée sur ce gouvernement tsariste exécré ne se relâcha pas, mais redoubla, quintupla. Et non seulement cette pression exercée sur le gouvernement ne se relâcha pas, non seulement ces lois ne furent pas votées par la Douma, mais cela allait durer jusqu'à la révolution de Février.

Tandis que Stolypine, après sa tentative malheureuse de décembre 1906, prenait sans faire de bruit des mesures administratives levant partiellement les restrictions imposées aux Juifs.

Un éditorialiste de *Novoïe Vremia*, M. Menchikov, condamna cette méthode : « Sous Stolypine, la Zone de résidence est devenue une fiction³⁰. » Les Juifs « sont en train de vaincre le pouvoir russe en lui retirant progressivement toute sa capacité d'intervention... Le gouvernement se conduit comme s'il était juif³¹ ».

Tel est le destin de la voie médiane.

Cette levée de boucliers des partis de gauche contre une politique

27. Troisième Douma, compte rendu sténographique des débats, 1911, p. 2958.

28. EJ, t. 7, p. 375.

29. PEJ, t. 7, p. 353.

30. *Novoïe vremia*, 1911, 8 (21) sept., p. 4.

31. *Ibidem*, 10 (23) sept., p. 4.

de mesures progressives, ce refus tactique d'une évolution en douceur vers l'égalité des droits, furent puissamment épaulés par la presse russe. Depuis la fin de l'année 1905, celle-ci n'était plus assujettie à la censure préalable. Mais ce n'était plus seulement une presse devenue libre, c'était une presse qui se considérait comme un acteur à part entière sur la scène politique, une presse, comme on l'a vu, qui pouvait formuler des exigences, comme de *retirer la police des rues de la ville* ! Witte disait d'elle qu'elle avait perdu la raison.

Dans le cas de la Douma, la façon dont la Russie, jusque dans ses provinces les plus reculées, était informée de ce qui s'y passait et de ce qui s'y disait, dépendait entièrement des journalistes. Les comptes rendus sténographiques des débats paraissaient avec retard et à des tirages très faibles, il n'existait donc pas d'autre source d'information que la presse quotidienne, et c'est à partir de ce qu'ils y lisaient que les gens se formaient une opinion. Or les journaux déformaient systématiquement les débats à la Douma, ouvrant largement leurs colonnes aux députés de gauche et les couvrant de compliments, tandis qu'aux députés de droite ils ne laissaient que la portion congrue.

A. Tyrkova raconte que dans la deuxième Douma, « les journalistes accrédités constituèrent leur propre bureau de presse » dont « dépendait la répartition des places » entre les correspondants. Les membres de ce bureau « refusèrent de donner sa carte d'accréditation » au correspondant du Journal le *Kolokol* (journal préféré des curés de campagne). Tyrkova intervint, faisant observer qu'« il ne fallait pas priver ces lecteurs de la possibilité d'être informés sur les débats à la Douma par un journal auquel ils faisaient plus confiance qu'à ceux de l'opposition » ; mais « mes collègues, parmi lesquels les Juifs étaient les plus nombreux..., s'emportèrent, se mirent à vociférer, expliquant que personne ne lisait le *Kolokol*, que ce journal ne servait à rien³² ».

Pour les cercles nationalistes russes, la responsabilité de cette conduite de la presse incombait simplement et uniquement aux Juifs : ils en voulaient pour preuve que presque tous les journalistes accrédités à la Douma étaient juifs. Et ils publiaient des listes « dénonciatrices » énumérant les noms de ces correspondants. Plus

32. Tyrkova-Williams, pp. 340-342.

révéléateur est cet épisode comique de la vie parlementaire : répondant un jour aux attaques dont il était l'objet, Pourichkévitch pointa du doigt, au beau milieu de son discours, la loge de la presse, située près de la tribune et délimitée par une barrière circulaire, et dit : « Mais voyez-donc cette *Zone de résidence des Juifs* ! » – Tout le monde de se tourner involontairement vers les représentants de la presse, et ce fut un éclat de rire général que même la gauche ne put réprimer. Cette « Zone de résidence de la Douma » devint désormais une formule consacrée.

Parmi les éditeurs juifs en vue, nous avons déjà parlé de S. M. Propper, propriétaire des *Nouvelles de la Bourse* et indéfectible sympathisant de la « démocratie révolutionnaire ». Sliosberg évoque avec plus de chaleur celui qui fonda et finança dans une large mesure le journal cadet *Retch*, I. B. Bak : « Un homme très obligeant, très cultivé, d'orientation radicalement libérale. » C'est son intervention passionnée au congrès des Comités juifs d'entraide, au début de 1906, qui empêcha une démarche de conciliation auprès du tsar. « Il n'existait pas d'organisation juive se consacrant à l'action culturelle ou à la bienfaisance dont I. Bak ne fit pas partie » ; il se distingua particulièrement par son travail au sein du Comité juif pour la libération³³. Quant au journal *Retch* et à son rédacteur en chef I. V. Hessen, ils étaient loin de se limiter aux seules questions juives et leur orientation était plus généralement libérale (Hessen en apporta ultérieurement la preuve dans l'émigration avec le *Roul* et les Archives de la révolution russe). Les très sérieuses *Rousskie Vedomosti* publiaient des auteurs juifs de différentes tendances, aussi bien V. Jabotinski que le futur inventeur du communisme de guerre, Lourié-Larine. S. Melgounov a noté que la publication dans cet organe d'articles favorables aux Juifs s'expliquait « non seulement par le souci de prendre la défense des opprimés, mais aussi par la composition de la rédaction du journal³⁴ ». « Il y avait des Juifs même parmi les collaborateurs du *Novoïe Vremia* de Souvorine ; l'*Encyclopédie juive* cite les noms de cinq d'entre eux³⁵.

Le journal *Rousskie Vedomosti* fut longtemps dominé

33. Sliosberg, t. 3, pp. 186-187.

34. S. P. Melgounov, *Vospominania i dnevniki*. Vyp. 1 (Souvenirs et journal, 1), Paris, 1964, p. 88.

35. PEJ, t. 7, p. 517.

par la personnalité de G. B. Iollos, appelé là par Guerzenstein qui y travaillait depuis les années 80. Tous deux furent députés à la Première Douma. Leur vie eut cruellement à pâtir de l'atmosphère de violences engendrée par les assassinats politiques – ceux-ci constituant l'essence même de la révolution – « répétition générale » de 1905-06. Selon l'*Encyclopédie juive* israélienne, la responsabilité de leur assassinat incomberait à l'Union du Peuple russe*. Pour l'*Encyclopédie juive* russe, si celle-ci porterait la responsabilité de l'assassinat de Guerzenstein (1906), Iollos, lui, aurait été tué (1907) par des « terroristes Cent-noirs³⁶ ».

Les éditeurs et journalistes juifs ne limitaient pas leurs activités à la capitale ni aux publications hautement intellectuelles, mais intervenaient aussi dans la presse populaire comme, par exemple, la *Kopeika*, lecture favorite des concierges – tirée à un quart de million d'exemplaires, elle « joua un grand rôle dans la lutte contre les campagnes de dénigrement antisémites. » (Elle avait été créée et était dirigée par M.B. Gorodetski³⁷.) La très influente *Kievskaja Mysl* (à la gauche des Cadets) avait pour rédacteur en chef Iona Kugel (ils étaient quatre frères, tous journalistes), et parmi ses collaborateurs on trouvait D. Zaslavski, un fieffé coquin, et, ce qui nous paraît bien émouvant, Léon Trotski ! Le plus grand journal de Saratov était édité par Averbakh-père (beau-frère de Sverdlov). À Odessa parut pendant quelque temps le *Novorossiiskii telegraf*, aux fortes convictions de droite, mais des mesures d'étouffement économique furent prises à son encontre – avec succès.

La presse russe compta aussi des étoiles « migrantes ». Ainsi L. I. Goldstein, journaliste inspiré qui écrivit dans les journaux les plus divers pendant trente-cinq ans, y compris dans le *Syn Otetchestva*, et c'est lui aussi qui fonda et dirigea la *Rossia*, journal on ne peut plus patriotique. Lequel fut fermé à cause d'une chronique particulièrement virulente dirigée contre la famille impériale : « Ces messieurs Obmanovy ».) La presse devait célébrer le jubilé de Goldstein au printemps 1917³⁸. – Ou bien encore le discret

36. *Ibidem*, p. 351 ; EJR, t. 1, pp. 290, 510.

37. EJR, t. 1, p. 361.

38. *Novoïe vremia*, 1917, 21 avril (4 mai) ; ainsi que d'autres journaux.

* Organisation de masse nationaliste fondée en octobre 1905 par le Dr Doubrovine et Vladimir Pourichkévitich.

Garveï-Altus qui connut un moment de gloire pour sa chronique « Le Saut de la panthère amoureuse », dans laquelle il déversait un torrent de calomnies sur le ministre de l'Intérieur, N.A. Maklakov. (Mais tout cela n'était rien à côté de l'insolence inouïe des « feuilles humoristiques » des années 1905-1907 qui couvraient de boue, en des termes inimaginables, toutes les sphères du pouvoir et de l'État. Il faut mentionner ici le caméléon Zinovi Grjebine : en 1905, il édita une feuille satirique délirante, le *Joupel* ; en 1914-1915, il dirigea le bien-pensant *Otetchestvo*, et en 1920 il monta une maison d'édition russe à Berlin en collaboration avec les éditions d'État soviétiques³⁹.)

Mais si la presse reflétait toutes sortes de courants de pensée, du libéralisme au socialisme, et, pour ce qui est de la thématique juive, du sionisme à l'autonomisme, il était une position jugée incompatible avec la respectabilité journalistique : c'était celle qui consistait à adopter une attitude compréhensive à l'égard du pouvoir. Dans les années 70, Dostoïevski déjà avait noté à plusieurs reprises que « la presse russe est déchaînée ». On avait même pu le constater à l'occasion de la réunion du 8 mars 1881 chez Alexandre III, tout juste intronisé empereur, et souvent encore par la suite : les journalistes se comportaient en représentants autoproclamés de la société.

On prête à Napoléon le propos suivant : « Trois journaux d'opposition sont plus dangereux que cent mille soldats ennemis. » Cette phrase s'applique largement à la guerre russo-japonaise. La presse russe se montra ouvertement défaitiste pendant toute la durée du conflit et à chacune de ses batailles. Plus grave encore : elle ne dissimulait pas ses sympathies pour le terrorisme et la révolution.

Cette presse, totalement déchaînée en 1905, fut considérée pendant la période de la Douma, si l'on en croit Witte, comme essentiellement « juive » ou « semi-juive⁴⁰ » ; ou, pour être plus précis, comme une presse dominée par des Juifs de gauche ou radicaux qui y occupaient les postes clés. En novembre 1905, D. I. Pikhno, rédacteur en chef depuis vingt-cinq ans du journal russe *Le Kiévien* et fin connaisseur de la presse de son temps, écrivait ceci : « Les Juifs... ont énormément misé sur la carte de la

39. EJR, t. 1, p. 373.

40. S. I. Witte, *Vospominania. Tsarstvovanie Nikolaïa II* (Mémoires. Le règne de Nicolas II) en 2 vol., Berlin, Slovo, 1922, t. 2, p. 54.

révolution... Ceux, parmi les Russes, qui réfléchissent sérieusement ont compris que dans ces moments-là, la presse représente une force et que cette force n'est pas entre leurs mains, mais entre celles de leurs adversaires ; que ceux-ci se sont exprimés en leur nom à travers toute la Russie et ont forcé les gens à les lire parce qu'il n'y avait rien d'autre à lire ; et comme on ne peut lancer une publication en un jour..., [l'opinion] a été noyé sous cette masse de mensonges, incapable de s'y retrouver⁴¹. »

L. Tikhomirov ne voyait pas la dimension nationale de ce phénomène, mais il émit en 1910 les remarques suivantes sur la presse russe : « Ils jouent sur les nerfs... Ils ne supportent pas la contradiction... Ils ne veulent pas de la courtoisie, du fair-play... Ils n'ont pas d'idéal, ils ne savent pas ce que c'est. » Quant au public formé par cette presse, il « veut de l'agressivité, de la brutalité, il ne respecte pas le savoir et se laisse bernier par l'ignorance⁴². »

À l'autre extrémité de l'échiquier politique, voici le jugement que le bolchevik M. Lemke portait sur la presse russe : « À notre époque, les idées ne valent pas cher et l'information à sensation, l'ignorance sûre d'elle-même et autoritaire remplissent les colonnes des journaux. »

Plus spécifiquement, dans la sphère de la culture, André Biély – qui était tout sauf un homme de droite ou un « chauvin » – écrit en 1909 ces lignes pleines d'amertume : « Notre culture nationale est dominée par des gens qui lui sont étrangers... Voyez les noms de ceux qui écrivent dans les journaux et les revues de Russie, les critiques littéraires, les critiques musicaux : ce ne sont pratiquement que des Juifs ; il y a parmi eux des gens qui ont du talent et de la sensibilité, et certains, peu nombreux, comprennent notre culture nationale peut-être mieux que les Russes eux-mêmes ; mais ils sont l'exception. La masse des critiques juifs est totalement étrangère à l'art russe, elle s'exprime dans un jargon qui ressemble à de l'esperanto et fait régner la terreur parmi ceux qui tentent d'approfondir et d'enrichir la langue russe⁴³. »

À la même époque, V. Jabotinski, sioniste perspicace, se

41. *Le Kiévien*, 1905, 17 nov, in *Choulguine*, Annexes, pp. 285-286.

42. Iz dnevnika L. Tikhomirova (Extraits du journal de L. Tikhomirov), Krasny Arkhiv, 1936, t. 74, pp. 177-179.

43. Boris Bougaïev (*André Biély*), *Chtempelevennaïa kultura* (La Culture obliérée), Viesy, 1909, n° 9, pp. 75-77.

plaignait des « journaux progressistes financés par des fonds juifs et bourrés de collaborateurs juifs », et lançait cet avertissement : « Lorsque les Juifs se sont rués en masse dans la politique russe, nous leur avons prédit que rien de bon n'en sortirait ni pour la politique russe, ni pour les Juifs⁴⁴. »

La presse russe joua un rôle décisif dans l'assaut que les Cadets et l'intelligentsia menèrent contre le gouvernement avant la révolution ; le député à la Douma A. I. Chingariov exprime bien l'état d'esprit qui y régnait : « Ce gouvernement n'a qu'à couler ! À un pouvoir *comme celui-ci* nous ne pouvons jeter même le plus petit bout de corde ! » À ce propos, on peut rappeler que la Première Douma avait observé une minute de silence à la mémoire des victimes du pogrom de Bialystok (refusant d'admettre, comme nous l'avons vu, qu'il s'était agi d'un affrontement armé entre des anarchistes et l'armée) ; la deuxième Douma avait de même rendu hommage à Iollos, assassiné par un terroriste ; mais quand Pourichkévitich proposa d'observer une minute de silence à la mémoire des policiers et des soldats morts en accomplissant leur devoir, on lui retira la parole et il fut expulsé de la séance : les parlementaires étaient alors tellement surchauffés qu'il leur semblait impensable de plaindre ceux qui assuraient la sécurité dans le pays, cette sécurité élémentaire dont eux-mêmes avaient tous besoin.

A. Koulicher a dressé un bilan fort juste de cette époque, mais trop tard, en 1923, dans l'émigration : « Il y avait effectivement, avant la révolution, parmi les Juifs de Russie, des individus et des groupes d'individus dont l'activité pouvait être caractérisée... précisément par l'absence de sens des responsabilités face à la confusion qui régnait dans l'esprit des Juifs..., [par] la propagation d'un "esprit révolutionnaire" aussi vague que superficiel... Toute leur action politique consistait à être plus à gauche que les autres. Cantonnés dans le rôle de critiques irresponsables, n'allant jamais jusqu'au bout des choses, ils considéraient que leur mission consistait à dire toujours : "Ce n'est pas assez !"... Ces gens étaient des "démocrates"... mais il y avait aussi une catégorie particulière de démocrates – ils se désignaient d'ailleurs eux-mêmes comme le

44. Vl. Jabotinski, *Dezertiry i khoziaeva* (Déserteurs et maîtres), Felietony, Spb, 1913, pp. 75-76.

“Groupe démocratique juif” – qui accolaient cet adjectif à n’importe quel substantif, inventant un imbuvable talmud de la démocratie... à seule fin de démontrer que les autres n’étaient pas encore suffisamment démocrates... Ils entretenaient autour d’eux une atmosphère d’irresponsabilité, de maximalisme sans contenu, de revendication insatiable. Tout cela eut des conséquences funestes lorsque vint la révolution⁴⁵.» L’influence destructrice de cette presse représente incontestablement l’un des points faibles, de grande vulnérabilité, de la vie publique russe aux alentours des années 1914-1917.

Mais que devenait dans tout cela la « presse reptilienne », celle qui se couchait devant le pouvoir, la presse des nationalistes russes ? Le *Rousskoïe Znamia* de Doubrovine – on a dit qu’il vous tombait des mains tant il était grossier et mauvais. (Notons au passage qu’on en avait interdit la diffusion dans l’armée à la demande de certains généraux.) La *Zemchtchina* ne devait guère valoir mieux – je n’en sais rien, je n’ai lu aucun de ces journaux. Quant aux *Moskovskie Vedomosti*, à bout de souffle, elles n’eurent plus de lecteurs après 1905.

Mais où étaient passées les intelligences fortes et les plumes acérées parmi les conservateurs, ceux qui se préoccupaient du sort des Russes ? Pourquoi n’y avait-il pas de journaux de bon niveau pour faire contrepoids au tourbillon dévastateur ?

Il faut dire que, face à l’agilité de pensée et d’écriture de la presse libérale et radicale, si redevable pour son dynamisme à ses collaborateurs juifs, les nationalistes russes ne pouvaient aligner que des esprits lents et plutôt mous, qui, à l’époque, n’étaient absolument pas préparés à livrer ce genre de combat (mais que dire de ce qu’il en est aujourd’hui !). On ne trouvait que quelques plumitifs exaspérés par la presse de gauche, mais totalement dépourvus de talent. Ajoutons encore que les publications de droite connaissaient de graves difficultés financières. Tandis que les journaux financés par l’« argent juif » – comme disait Jabotinski – offraient, eux, de très bons salaires, d’où la profusion de bonnes plumes ; et, surtout, tous ces journaux sans exception étaient intéressants. Enfin, la presse de gauche et la Douma exigeaient la fermeture des

45. A. Koulicher, *Ob otvetstvennosti i bezotvetstvennosti* (La responsabilité et l’irresponsabilité), *Ievsreïskaïa tribouna*, Paris, 1923, n° 7 (160), 6 avril, p. 4.

« journaux subventionnés », c'est-à-dire soutenus en secret et plutôt mollement par le gouvernement.

Le secrétaire d'État S. E. Kryjanovski reconnut que le gouvernement apportait son soutien financier à plus de trente journaux en diverses régions de Russie, mais sans le moindre succès, à la fois parce que la droite manquait de gens instruits, préparés à l'activité journalistique, et parce que le pouvoir lui-même ne savait pas non plus s'y prendre. Plus doué que les autres fut I. I. Gourland – un Juif du ministère de l'Intérieur, cas unique – qui, sous le pseudonyme de « Vassiliev », rédigeait des brochures envoyées sous pli cacheté aux personnalités en vue de la vie publique.

Ainsi le gouvernement ne disposait que d'un organe qui ne faisait qu'énumérer les nouvelles sur un ton sec et bureaucratique, le *Pravitelstvennyi Vestnik*. Mais créer quelque chose de fort, de brillant, de convaincant, pour partir ouvertement à la conquête de l'opinion publique ne serait-ce qu'en Russie – ne parlons pas même de l'Europe ! –, cela, le gouvernement impérial soit n'en comprenait pas la nécessité, soit en était incapable, l'entreprise étant au-dessus de ses moyens ou de son intelligence.

Le *Novoïe Vremia* de Souvorine garda longtemps une orientation pro-gouvernementale ; c'était un journal très vivant, brillant et énergique (mais, il faut dire, également changeant – tantôt favorable à l'alliance avec l'Allemagne, tantôt violemment hostile à celle-ci), et, hélas, ne sachant pas toujours faire la différence entre la renaissance nationale et les attaques visant les Juifs. (Son fondateur, le vieux Souvorine, partageant ses biens entre ses trois fils avant de mourir, leur posa comme condition de ne céder aucune de leurs parts à des Juifs.) Witte rangeait *Novoïe Vremia* parmi les journaux qui, en 1905, « avaient intérêt à être de gauche..., puis virèrent à droite pour devenir à présent ultra-réactionnaires. Ce journal très intéressant et influent offre un exemple frappant de cette orientation. » Quoique très commercial, « il compte tout de même parmi les meilleurs⁴⁶. » Il dispensait beaucoup d'informations et bénéficiait d'une large diffusion – c'était peut-être le plus dynamique des journaux russes et, à coup sûr, le plus intelligent des organes de la droite.

Et les dirigeants de droite ? Et les députés de droite à la Douma ?

46. Witte, t. 2, p. 55.

Le plus souvent, ils agissaient sans tenir compte du véritable rapport entre leurs forces et leurs faiblesses, se montrant tout à la fois brutaux et inefficaces, ne voyant d'autre moyen de « défendre l'intégrité de l'État russe » qu'en appelant à multiplier les interdictions frappant les Juifs. En 1911, le député Balachov élabora un programme qui allait à contre-courant de l'époque et de l'air du temps : *renforcer* la Zone de résidence, écarter les Juifs de l'édition, de la justice et de l'école russe. Le député Zamyslovski protestait parce qu'au sein des universités, les Juifs, les S.-R., les sociaux-démocrates bénéficiaient d'une « sympathie secrète » – comme si on pouvait venir à bout par décret d'une « sympathie secrète » ! – En 1913, le congrès de l'Union de la noblesse réclama (tout comme cela avait déjà été fait en 1908 sous la troisième Douma) que l'on prît davantage de Juifs dans l'armée, mais qu'on les écartât symétriquement de la fonction publique, de l'administration territoriale et municipale, de la justice.

Au printemps 1911, Pourichkévitch, s'acharnant avec les autres contre un Stolypine déjà affaibli, proposa à la Douma ces mesures extrêmes : « Interdire formellement aux Juifs d'occuper toute fonction officielle dans quelque administration que ce soit... surtout à la périphérie de l'Empire... Les Juifs convaincus d'avoir tenté d'occuper ces fonctions devront en répondre devant la justice⁴⁷. »

Ainsi la droite reprochait à Stolypine de faire des concessions aux Juifs.

Quand il avait pris ses fonctions au printemps 1906, Stolypine, lui, avait dû considérer le Manifeste du 17 octobre comme un fait accompli, même s'il fallait lui apporter certains correctifs. Que l'empereur y eût apposé sa signature à la hâte, sans réfléchir suffisamment – cela n'avait désormais plus aucune importance, il fallait l'appliquer, il fallait reconstruire l'État au milieu des difficultés, conformément au Manifeste et en dépit des hésitations du tsar lui-même. Et cela impliquait l'égalité des droits pour les Juifs.

Bien entendu, les restrictions imposées aux Juifs se maintinrent, et pas seulement en Russie. En Pologne, pays que l'on considérait – au même titre que la Finlande – comme opprimé, ces limitations étaient encore plus brutales. Voici ce qu'en écrit Jabotinski : « Le joug qui pèse sur les Juifs en Finlande est sans commune mesure

47. Comptes rendus sténographiques des débats à la troisième Douma, 1911, p. 2911.

même avec ce que l'on connaît en Russie ou en Roumanie... Le premier Finnois venu, s'il surprend un Juif hors d'une ville, a le droit d'arrêter le criminel et de le conduire au poste de police. La plupart des métiers sont interdits aux Juifs. Les mariages juifs sont soumis à des formalités contraignantes et humiliantes... Il est très difficile d'obtenir l'autorisation de construire une synagogue... Les Juifs sont privés de tout droit politique. » Ailleurs, en Galicie autrichienne, « les Polonais ne se cachent pas de ne voir dans les Juifs qu'un matériau servant à renforcer leur pouvoir politique dans cette région... On a relevé des cas où des lycéens étaient exclus de leur établissement "pour sionisme" », on entrave de mille et une façons le fonctionnement des écoles juives, on manifeste sa haine envers leur jargon (le yiddish) et le parti socialiste juif lui-même est boycotté par les sociaux-démocrates polonais⁴⁸. » En Autriche même, pourtant pays d'Europe centrale, la haine envers les Juifs était encore vive et de nombreuses restrictions demeuraient en vigueur, comme, par exemple, les cures à Karlsbad : tantôt elles étaient purement et simplement fermées aux Juifs, tantôt ceux-ci pouvaient s'y rendre seulement en été, et les « Juifs d'hiver » ne pouvaient y accéder que sous un contrôle strict⁴⁹.

Mais le système de limitations qui avait cours en Russie même justifiait pleinement les doléances globalement exprimées dans l'*Encyclopédie juive* : « La situation des Juifs apparaît comme hautement incertaine dans la mesure où elle dépend de la façon dont la loi est interprétée par ceux qui sont chargés de l'appliquer, y compris au niveau le plus bas de la hiérarchie, voire tout simplement de leur bon vouloir... Ce flou... a pour cause... l'extrême difficulté de parvenir à une interprétation et à une application uniformes des lois limitant les droits des Juifs... Leurs nombreuses dispositions ont été complétées et modifiées par de multiples décrets signés par l'empereur sur proposition de différents ministères... et qui, de surcroît, n'ont pas toujours été reportés dans le Code général des lois » ; « même lorsqu'il dispose d'une autorisation expresse produite par l'autorité compétente, le Juif n'a pas la certitude de l'intangibilité de ses droits » ; « un refus émanant d'un fonctionnaire subalterne, une lettre anonyme envoyée par un

48. Vl. Jabotinski, *Homo homini lupus*, Felietony, pp. 111-113.

49. EJ, t. 9, p. 314.

concurrent ou une démarche effectuée au grand jour par un rival plus puissant cherchant à obtenir l'expropriation d'un Juif, suffisent pour condamner celui-ci à l'errance⁵⁰ ».

Stolypine comprenait fort bien et l'absurdité d'un tel état de chose, et l'irrésistible mouvement poussant alors à un statut d'égalité pour les Juifs, statut qui existait déjà dans une large mesure en Russie.

Le nombre des Juifs établis hors de la Zone de résidence augmentait régulièrement d'année en année. Après 1903, les Juifs avaient eu accès à 101 lieux de résidence supplémentaires, et le nombre de ceux-ci fut encore notablement augmenté sous Stolypine qui mit là en œuvre une mesure que le tsar n'avait pas prise en 1906 et que la Douma avait rejetée en 1907. L'ancienne *Encyclopédie juive* indique que le nombre de ces lieux de résidence supplémentaires s'élevait à 291 en 1910-1912⁵¹ ; quant à la nouvelle *Encyclopédie*, elle avance le nombre de 299 pour l'année 1911⁵².

L'ancienne *Encyclopédie* nous rappelle qu'à partir de l'été 1905, dans la foulée des événements révolutionnaires, « les instances dirigeantes [des établissements d'enseignement] ne tinrent pas compte pendant trois ans du *numerus clausus*⁵³ ». À partir d'août 1909, celui-ci fut réduit par rapport à ce qu'il était auparavant dans les établissements d'enseignement supérieur et secondaire (désormais : 5 % dans les capitales, 10 % hors de la Zone de résidence, 15 % à l'intérieur de celle-ci⁵⁴), mais sous condition d'être respecté. Cependant, comme la proportion d'étudiants juifs était de 11 % à l'Université de Saint-Petersbourg et de 24 % à celle d'Odessa⁵⁵, cette mesure fut ressentie comme une nouvelle restriction. C'est en 1911 que fut prise une véritable mesure restrictive : le *numerus clausus* fut étendu aux externes⁵⁶ (pour les garçons seulement ; dans les établissements de jeunes filles, le pourcentage réel était de 13,5 % en 1911). Dans le même temps, les établissements d'enseignement artistique, commercial, technique et professionnel accep-

50. EJ, t. 13, pp. 622-625.

51. EJ, t. 5, p. 822.

52. PEJ, t. 5, p. 315.

53. EJ., t. 13, p. 55.

54. PEJ, t. 7, p. 352.

55. S. V. Pozner, *Levrei v obshtcheï chkolc...* (Les Juifs dans l'école publique...), SPb., Razoum, 1914, p. 54.

56. PEJ, t. 6, p. 854 : t. 7, p. 352.

taient les Juifs sans restrictions. « Après l'enseignement secondaire et supérieur, les Juifs se ruèrent dans l'enseignement professionnel » qu'ils avaient négligé jusqu'alors. Si, en 1883, « dans toutes les écoles professionnelles municipales et régionales », les Juifs ne représentaient que 2 % des effectifs, ils étaient 12 % des garçons et 17 % des filles en 1898⁵⁷. — Par ailleurs, « la jeunesse juive a rempli les établissements d'enseignement supérieur privés » ; ainsi, en 1912, l'Institut de commerce de Kiev comptait 1875 étudiants juifs, et l'Institut psycho-neurologique, « des milliers ». À partir de 1914, tout établissement d'enseignement privé pouvait dispenser les cours dans la langue de son choix⁵⁸.

Il est vrai que l'instruction obligatoire pour tous s'inscrivait dans la logique du temps.

La tâche principale que s'était fixée Stolypine consistait à mener à bien la réforme agraire, et à créer ainsi une classe solide de paysans-propriétaires. Son compagnon d'armes, le ministre de l'Agriculture A. V. Krivochéine, lui aussi partisan de la suppression de la Zone de résidence, insistait dans le même temps pour que fût limité « le droit des sociétés anonymes par actions » à procéder à l'achat de terres, dans la mesure où il risque d'entraîner la formation d'un « important capital foncier juif » ; en effet, « la pénétration dans le monde rural de capitaux spéculatifs juifs risquait de compromettre le succès de la réforme agraire » (il exprimait dans le même temps la crainte que cela n'entraînaît l'apparition d'un antisémitisme inconnu jusque-là dans les campagnes de Grande Russie⁵⁹). Ni Stolypine ni Krivochéine ne pouvaient admettre que les paysans restassent dans la misère du fait de ne point posséder des terres. En 1906, les colonies agricoles juives furent elles aussi privées du droit d'acquérir des terres appartenant à l'État, celles-ci étant désormais réservées aux paysans⁶⁰.

L'économiste M. Bernadski a cité les chiffres suivants pour la période d'avant-guerre : 2,4 % des Juifs travaillaient dans

57. EJ, t. 13, pp. 55-58.

58. I. M. Troitski, *levrei v rousskoï shkole* (Les Juifs et l'école russe), in LMJR-1, pp. 358, 360.

59. K. A. Krivochéine, A. V. Krivochéine (1857-1921) : *Evo znatchenie v istorii Rossii nachal XX veka* (A. V. Krivochéine (1857-1921) : son rôle dans l'histoire de la Russie au début du xx^e siècle), Paris, 1973, pp. 290, 292.

60. EJ, t. 7, p. 757.

l'agriculture, 4,7 % exerçaient une profession libérale, 11,5 % étaient gens de maison, 31 % travaillaient dans le commerce (les Juifs représentaient alors 35 % des commerçants de Russie), 36 % dans l'industrie ; 18 % des Juifs étaient installés dans la Zone de résidence⁶¹. En rapportant ce dernier chiffre aux 2,4 % cités plus haut, on constate que le nombre de Juifs résidant dans des zones rurales et occupés dans l'agriculture n'avait guère augmenté, alors que, selon Bernadski, « il était de l'intérêt des Russes que les forces et les ressources juives s'investissent dans tous les domaines de la production », toute limitation à eux imposée « représentant un gaspillage colossal des forces productives du pays ». Il indiquait ainsi qu'en 1912, par exemple, la Société des fabricants et manufacturiers d'un quartier industriel de Moscou avait fait une démarche auprès du président du Conseil des ministres pour que les Juifs ne fussent pas empêchés de jouer leur rôle de maillon intermédiaire avec les centres de production industrielle russes⁶².

B.A. Kamenka, président du directoire et fondé de pouvoir de la Banque de l'Azov et du Don, se tourna vers le financement de l'industrie minière et métallurgique et patronna onze entreprises importantes dans la région du Donets et de l'Oural⁶³. – La participation des Juifs à des sociétés par actions ne faisait l'objet d'aucune restriction dans l'industrie, mais « les limitations imposées aux sociétés par actions qui souhaitaient acquérir des biens fonciers déclencha un tollé dans l'ensemble des milieux financiers et industriels ». Et les dispositions prises par Krivochéine d'être abrogées⁶⁴.

V. Choulguine se livra à la comparaison suivante : « La "puissance russe" paraissait bien ingénue face à l'offensive parfaitement ciblée des Juifs. La puissance russe faisait penser à la crue d'un long fleuve paisible : une étendue sans fin plongée dans une douce somnolence ; de l'eau il y en a, ah mon Dieu qu'il y en a, mais ce n'est que de l'eau dormante. Or ce même fleuve, quelques verstes plus loin, enserré par de fortes digues, se transforme en impétueux

61. M. Bernadski, *Ievrei i rousskoïe narodnoïe khoziaïstvo* (Les Juifs et l'économie russe), in *Chtchit : literaturny sbornik/ pod red. L. Andreeva, M. Gorkovo et F. Solougouba*. 3-e izd., dop., M. : Rousskoïe Obchtchestvo dlia izoutchenia ievreïskoï jisni, 1916, pp. 28, 30 ; PEJ, t. 7, p. 386.

62. Bernadski, *Chtchit*, pp. 30, 31.

63. EJR, t. 1, p. 536.

64. Krivochéine, pp. 292-293.

torrent dont les eaux bouillonnantes se précipitent dans les turbines en folie⁶⁵. »

C'est le même son de cloche qui se fait entendre du côté de la pensée économique libérale : « La Russie, si pauvre... en main-d'œuvre hautement qualifiée..., semble vouloir accroître encore son ignorance et son retard intellectuel par rapport à l'Occident. » Refuser aux Juifs l'accès aux leviers de la production « revient à un refus délibéré d'utiliser... leurs forces productives⁶⁶ ».

Stolypine voyait bien que c'était là du gaspillage. Mais les différents secteurs de l'économie russe se développaient de façon par trop inégale. Et il considérait les restrictions imposées aux Juifs comme une sorte de taxe douanière qui ne pouvait être que provisoire, en attendant que les Russes consolidassent leurs forces dans la vie publique comme dans la sphère de l'économie, ces mesures protectrices sécrétant par ailleurs un climat de serre malsain pour eux. Enfin (mais après combien d'années ?), le gouvernement commença à mettre en œuvre les mesures pour le développement du monde paysan dont devait découler une véritable, une authentique *égalité des droits* entre les classes sociales et les nationalités ; un développement qui aurait fait disparaître chez les Russes la peur des Juifs et qui aurait mis un terme définitif à toutes les restrictions dont ceux-ci étaient encore victimes.

Stolypine envisageait d'utiliser les capitaux juifs pour stimuler l'économie de la Russie en accueillant leurs nombreuses sociétés par actions, leurs entreprises, leurs concessions, leurs exploitations des ressources naturelles. Dans le même temps, il comprenait que les banques privées, dynamiques et puissantes, préféraient souvent s'entendre entre elles plutôt que de se faire concurrence, mais il comptait contrebalancer ce phénomène par « une nationalisation du crédit », c'est-à-dire par le renforcement du rôle de la Banque d'État et par la création d'un fonds d'aide aux paysans entrepreneurs qui ne pouvaient se procurer du crédit ailleurs.

Mais Stolypine faisait un autre calcul politique : il pensait que l'obtention de l'égalité des droits éloignerait une partie des Juifs du mouvement révolutionnaire. (Entre autres arguments, il avançait aussi celui-ci : à l'échelon local, on avait largement recours à la

65. Choulguine, p. 74.

66. Bernadski, pp. 27, 28.

pratique des pots-de-vin pour tourner la loi, ce qui avait pour effet de répandre la corruption au sein de l'appareil d'État.)

Parmi les Juifs, ceux qui ne cédaient pas au fanatisme comprenaient bien que, malgré le maintien des restrictions, malgré les attaques de plus en plus virulentes (mais qui traduisaient leur impuissance) des milieux de droite, ces années-là offraient des conditions de plus en plus favorables aux Juifs et conduisaient nécessairement à l'égalité des droits.

À peine quelques années plus tard, jetées dans l'émigration par la « grande révolution », deux personnalités juives de renom méditerranéen sur la Russie pré-révolutionnaire :

Autodidacte sorti de la misère au prix des plus grands efforts, il avait passé son baccalauréat en candidat libre à l'âge de trente ans et obtenu son diplôme universitaire à trente-cinq ; il avait participé activement au Mouvement de Libération et avait toujours considéré le sionisme comme un rêve illusoire – il s'appelait Iossif Menassiévitch Bikerman. Du haut de ses cinquante-cinq ans, il écrivit ceci : « Malgré les règlements de mai [1882] et d'autres dispositions du même type, malgré la Zone de résidence et le *numerus clausus*, malgré Kichinev et Bialystok, j'étais un homme libre et je me sentais tel, un homme qui avait devant lui un large éventail de possibilités d'œuvrer en toutes sortes de domaines, qui pouvait s'enrichir sur le plan matériel comme sur le plan spirituel, qui pouvait se battre pour améliorer sa situation et économiser des forces pour continuer le combat. Les restrictions... allaient toujours en diminuant sous la pression de l'époque et sous la nôtre, et pendant la guerre une large brèche fut ouverte dans le dernier bastion de notre inégalité. Il fallait attendre encore cinq à quinze ans avant d'obtenir l'égalité complète devant la loi ; nous pouvions attendre⁶⁷. »

Appartenant à la même génération que Bikerman, il partageait des convictions bien différentes et sa vie fut elle aussi très différente : sioniste convaincu, médecin (il enseigna un temps à la faculté de médecine de Genève), essayiste et homme politique, Daniil Samoïlovitch Pasmanik, émigré à son tour, écrivit au même

67. I. M. Bikerman, *Rossia i rousskoïe ievreïstvo* (La Russie et sa communauté juive), in *Rossia i ievrei* (« Les éléments conservateurs et destructeurs parmi les Juifs »), in *RiE*, p. 33.

moment que Bikerman les lignes suivantes : « Sous le régime tsariste, les Juifs vivaient infiniment mieux et, quoi qu'on en dise, leurs conditions de vie avant la guerre – sur le plan matériel comme sur les autres – étaient excellentes. Nous étions alors privés de droits politiques, mais nous pouvions développer une intense activité dans la sphère de nos valeurs nationales et culturelles, tandis que la misère chronique qui avait été notre lot disparaissait progressivement⁶⁸. » – « Le marasme économique chronique des masses juives diminuait de jour en jour, laissant place à l'aisance matérielle, malgré les déportations insensées de plusieurs dizaines de milliers de Juifs hors de la zone du front. Les statistiques des sociétés de crédit mutuel... constituent la meilleure preuve des progrès économiques dont ont bénéficié les Juifs de Russie au cours de la décennie qui a précédé le coup d'État. Et il en allait de même dans le domaine de la culture. Malgré le régime policier – c'était la liberté absolue par comparaison avec l'actuel régime de la Tchéka bolchevique –, les institutions culturelles juives de toutes sortes prospéraient. Tout débordait d'activité : les organisations étaient en plein essor, la création était elle aussi très vivante et de vastes perspectives étaient désormais ouvertes⁶⁹. »

En un peu plus d'un siècle, sous la couronne de Russie, la communauté juive était passée de 820 000 (en comptant le royaume de Pologne) à plus de 5 millions de représentants, alors même que plus d'un million et demi avaient choisi d'émigrer⁷⁰, – soit une progression d'un facteur huit entre 1800 et 1914. Au cours des 90 dernières années, le nombre de Juifs avait été multiplié par 3,5 (passant de 1,5 million à 5 250 000), alors qu'au cours de la même période, la population globale de l'Empire (en y incluant les nouveaux territoires) n'avait été multipliée que par 2,5.

Cependant, les Juifs subissaient toujours des restrictions, ce qui alimentait la propagande anti-russe aux États-Unis. Stolypine pensait pouvoir en venir à bout par l'*explication*, en invitant des membres du Congrès et des journalistes américains à venir voir sur place, en Russie même. Mais, à l'automne 1911, la situation

68. D. S. Pasmanik, *Rousskaïa revolutsia i ievreïstvo (Bolchevizm i ioudaïzm) (La révolution russe et les Juifs [le bolchevisme et le judaïsme])*, Paris, 1923, pp. 195-196.

69. D. S. Pasmanik, *Tehevo je my dobivaïemsia ? (Mais qu'est-ce que nous voulons ?)*, RiE, p. 218.

70. PEJ, t. 7, pp. 384-385.

s'envenima au point d'entraîner la dénonciation d'un accord commercial avec les États-Unis remontant à quatre-vingts ans. Stolypine ne savait pas encore ce que pouvait être l'effet d'un discours enflammé du futur artisan de la paix, Wilson, ni ce que pouvait signifier l'unanimité du Congrès américain. Il ne vécut pas assez pour le savoir.

Stolypine, qui a imprimé son orientation, donné sa lumière et son nom à la décennie qui précéda la Première Guerre mondiale, – alors qu'il était l'objet de furieuses attaques aussi bien de la part des Cadets que de l'extrême droite, alors que les députés de tous bords le traînaient dans la boue à cause de la loi sur la réforme du zemstvo dans les provinces de l'Ouest –, fut assassiné en septembre 1911.

Le premier chef du gouvernement russe à avoir honnêtement posé et tenté de résoudre, malgré les résistances de l'Empereur, la question de l'égalité pour les Juifs, tomba – ironie de l'Histoire ! – sous les coups d'un Juif.

Tel est le destin de la ligne médiane...

Par sept fois on avait déjà essayé de tuer Stolypine et c'étaient des groupes révolutionnaires plus ou moins nombreux qui avaient fomenté les attentats – en vain. Là, c'est un individu isolé qui réussit génialement son coup.

Très jeune encore, Bogrov n'avait pas suffisamment de maturité intellectuelle pour comprendre l'importance politique du rôle de Stolypine. Mais il avait été témoin dès son enfance des conséquences quotidiennes et humiliantes de l'inégalité des Juifs, et sa famille, son milieu, sa propre expérience l'entretenaient dans la haine du pouvoir impérial. Dans les milieux juifs de Kiev qui paraissaient idéologiquement si mobiles, nul ne savait gré à Stolypine de ses tentatives pour lever les restrictions imposées aux Juifs, et si même ce sentiment avait effleuré certains parmi les plus aisés, il était contrebalancé par le souvenir de la façon énergique avec laquelle il avait réprimé la révolution de 1905-1906, ainsi que par le mécontentement que provoquaient ses efforts pour « nationaliser le crédit » en vue de concurrencer ouvertement le capital privé. Les cercles juifs de Kiev (mais aussi de Pétersbourg où le futur meurtrier avait également séjourné) se trouvaient sous l'emprise magnétique d'un *champ* de radicalisme absolu qui conduisit le

jeune Bogrov non seulement à se sentir en droit, mais à considérer comme de son devoir de tuer Stolypine.

Ce *champ* était si puissant qu'il permit la combinaison suivante : Bogrov-père s'est élevé dans la société, c'est un capitaliste qui prospère dans le système existant ; Bogrov-fils s'emploie à détruire ce système et son père, après l'attentat, déclare publiquement qu'il est fier de lui.

En fait, Bogrov n'était pas si isolé que cela : on l'applaudit discrètement dans les cercles qui manifestaient naguère leur indéfectible fidélité au régime.

Ce coup de feu qui mit fin à l'espoir que la Russie recouvre jamais sa santé aurait pu tout aussi bien être tiré sur le tsar en personne. Mais Bogrov avait décidé que c'était impossible, car (comme il le déclara lui-même) « ç'aurait risqué d'entraîner des persécutions contre les Juifs », d'« avoir des conséquences dommageables sur leur situation juridique ». Tandis qu'abattre simplement le Premier ministre n'aurait pas ce genre d'effets, pensait-il à juste titre. Mais il se trompait lourdement quand il s'imaginait que son acte servirait à améliorer le sort des Juifs de Russie.

Et Menchikov lui-même, qui avait d'abord reproché à Stolypine les concessions qu'il avait faites aux Juifs, de se lamenter maintenant sur sa disparition : notre grand homme, notre meilleur dirigeant politique depuis un siècle et demi — assassiné ! et l'assassin est un Juif ! un Juif qui ne s'est pas gêné pour tirer sur le Premier ministre de la Russie ! ? « Le coup de revolver de Kiev... doit être considéré comme un signal d'alarme... la situation est très grave... il ne faut pas crier vengeance, mais se décider enfin à résister⁷¹ ! »

Et que se passa-t-il alors dans « Kiev la réactionnaire » où les Juifs étaient si nombreux ? Dès les premières heures suivant l'attentat, ils furent massivement saisis de panique et commencèrent à quitter la ville. D'ailleurs, « les Juifs furent frappés de terreur non seulement à Kiev, mais dans les coins les plus reculés de la Zone de résidence et du reste de la Russie⁷² ». Le Club des nationalistes russes manifesta son intention de faire circuler une pétition pour chasser tous les Juifs de Kiev (ce qui resta au stade des intentions). Il n'y eut pas le début d'un commencement de pogrom. Le

71. *Novoïe vremia*, 1911, 10 (23) sept., p. 4.

72. *Sliosberg*, t. 3, p. 249.

président de l'organisation de jeunesse « L'Aigle à deux têtes », Galkine, appela à détruire les bureaux de la section locale de la Sécurité et à casser du Juif : il fut immédiatement neutralisé. Le nouveau Premier ministre, Kokovtsov, rappela d'urgence tous les régiments de cosaques (ils étaient en manœuvres loin de la ville) et adressa à tous les gouverneurs un télégramme au ton très ferme : prévenir les pogroms par tous les moyens, y compris la force. Les troupes furent concentrées en plus grand nombre que pendant la révolution. (Slisberg : si des pogroms avaient éclaté en 1911, « Kiev aurait été le théâtre d'un carnage comparable aux horreurs du temps de Bogdan Khmel'nitsky⁷³ ».)

Non, nulle part en Russie il n'y eut le moindre pogrom. (Malgré cela, on a beaucoup écrit, et avec insistance, que le pouvoir tsariste n'avait jamais rêvé que d'une chose : organiser alors un pogrom anti-juif.)

Certes, la prévention des désordres publics fait partie des devoirs premiers de l'État, et lorsque cette mission est remplie, il n'a pas à en attendre de reconnaissance. Mais que, dans des circonstances aussi extrêmes – l'assassinat du chef du gouvernement –, l'on ait pu éviter des pogroms dont la menace semait la panique parmi les Juifs, cela méritait tout de même une petite mention, ne serait-ce qu'en passant. Eh bien non : on n'a rien entendu de *tel* et personne n'a parlé de *cela*.

Difficile à croire, mais la communauté juive de Kiev n'a pas exprimé publiquement de condamnation ni de regret à propos de cet assassinat. Au contraire. Après l'exécution de Bogrov, de nombreux étudiants juifs portèrent ostensiblement le deuil.

Or, tout cela, les Russes le relevaient. Ainsi, en décembre 1912, Rozanov écrivit : « Après [l'assassinat] de Stolypine, quelque chose s'est brisé dans ma relation [aux Juifs] : un Russe aurait-il jamais osé tuer Rothschild ou tel autre de "*leurs* grands hommes"⁷⁴ ? »

Si l'on considère les choses sous un angle historique, deux arguments de poids empêchent cependant de mettre l'acte commis par Bogrov au compte des « puissances de l'internationalisme ». Le premier et le plus important : ce ne fut pas le cas. Non seulement

73. *Ibidem*.

74. Peregiska V. V. Rozanova i M. O. Gerschenzona (La correspondance de V. V. Rozanov et de M. O. Gerschenzon), Novy mir, 1991, n° 3, p. 232.

le livre écrit par son frère⁷⁵, mais différentes sources neutres donnent à penser que Bogrov croyait vraiment pouvoir œuvrer ainsi à l'amélioration du sort des Juifs. Et le deuxième : revenir sur certains épisodes inconfortables de l'histoire, les examiner attentivement pour les déplorer, c'est assumer ses responsabilités ; mais les renier et s'en laver les mains, c'est vraiment petit.

Or c'est pourtant ce qui s'est passé presque tout de suite. En octobre 1911, la Douma fut interpellée par les octobristes sur les circonstances troubles de l'assassinat de Stolypine. Cela suscita une protestation immédiate du député Nissélovitch : pourquoi, en formulant leur interpellation, les octobristes *n'avaient-ils pas dissimulé* le fait que le meurtrier de Stolypine était juif ? C'était là, déclara-t-il, de l'antisémitisme !

J'aurai à essayer moi-même cet incomparable argument. Soixante-dix ans plus tard, j'ai été l'objet d'une lourde accusation de la part de la communauté juive des États-Unis : pourquoi à mon tour *n'ai-je pas dissimulé*, pourquoi ai-je dit que l'assassin de Stolypine était un Juif* ? Peu importe que je me sois efforcé d'en faire une description aussi complète que possible. Peu importe ce que le fait d'être juif a représenté dans les motivations de son acte. Non, la *non-dissimulation* trahissait mon antisémitisme !!

À l'époque, Goutchkov répondit avec dignité : « Je pense qu'il y a bien plus d'antisémitisme dans l'acte même de Bogrov. Je suggérerais à monsieur le député Nissélovitch d'adresser ses paroles enflammées non pas à nous, mais à ses coreligionnaires. Qu'il use de toute la force de son éloquence pour les convaincre de se tenir éloignés de deux professions infamantes : celle d'espion au service de la police secrète et celle de terroriste. Il rendrait ainsi un bien plus grand service aux membres de sa communauté⁷⁶ ! »

Mais que peut-on demander à la mémoire juive quand l'histoire russe elle-même a laissé effacer de sa mémoire cet assassinat comme un événement sans grande portée, comme une salissure

75. *Vladimir Bogrov*, Dmitri Bogrov i oubiistvo Stolypina... (Dmitri Bogrov et l'assassinat de Stolypine...), Berlin, 1931.

76. A. Goutchkov, *Rech v Gosoudarstvennoï Doume* 15 oct. 1911 (Discours à la Douma du 15 oct. 1911) – A. I. Goutchkov v Tretieï Gosoudarstvennoï Doume (1907-1912), *Sbornik retcheï* (Recueil des discours prononcés par A. Goutchkov à la troisième Douma), Sph, 1912, p. 163.

* Dans *La Roue rouge*, premier nœud, *Avant quatorze*, éd. Fayard/Seuil.

aussi marginale que négligeable. Ce n'est que dans les années 80 que j'ai commencé à le tirer de l'oubli – pendant soixante-dix ans, l'évoquer était considéré comme inconvenant.

Les années passant, davantage d'événements et de significations viennent frapper notre œil.

Plus d'une fois j'ai médité sur les caprices de l'Histoire : sur *l'imprévisibilité des conséquences* qu'elle dresse sur notre route – je parle des conséquences de nos actes. L'Allemagne de Guillaume II a ouvert la voie à Lénine pour qu'il détruise la Russie, et, vingt-huit ans plus tard, c'est elle qui s'est retrouvée divisée pour un demi-siècle. – La Pologne a contribué au renforcement des bolcheviks au cours de l'année 1919, si difficile pour eux, et elle a récolté 1939, 1944, 1956, 1980. – Avec quel empressement la Finlande a aidé les révolutionnaires russes, elle qui ne supportait pas, ne souffrait pas les libertés particulières dont elle disposait – mais au sein de la Russie –, et, en retour, elle a subi quarante ans d'humiliation politique (la « finlandisation »). – En 1914, l'Angleterre a voulu mettre à bas la puissance de l'Allemagne, sa concurrente sur la scène mondiale, et c'est elle qui a perdu sa position de grande puissance, et c'est toute l'Europe qui a été détruite. – À Petrograd, les cosaques sont restés neutres aussi bien en Février qu'en Octobre ; un an plus tard, ils subirent leur génocide (et beaucoup parmi les victimes furent ces *mêmes* cosaques-là). – Dans les premiers jours de juillet 1917, les S.-R. de gauche se rapprochèrent des bolcheviks, puis formèrent avec eux un semblant de « coalition », de plateforme élargie ; un an plus tard, ils furent écrasés comme aucune autocratie n'aurait eu les moyens de le faire.

Ces conséquences lointaines, nul d'entre nous n'est capable de les prévoir, jamais. La seule façon de se prémunir contre de telles erreurs est de toujours se laisser guider par la boussole de la morale divine. Ou, comme on dit dans le peuple : « Ne creuse pas de fosse pour antrui, tu y tomberas toi-même. »

Pareillement, si l'assassinat de Stolypine eut de cruelles conséquences pour la Russie, les Juifs non plus n'en tirèrent aucun bénéfice.

Chacun peut certes voir les choses à sa façon, mais, pour ma part, je perçois ici les pas géants de l'Histoire, et suis frappé par le caractère imprévisible de ses résultats.

Bogrov a tué Stolypine, pensant ainsi protéger les Juifs de

l'oppression. Stolypine aurait de toute façon été écarté du pouvoir par l'Empereur, mais il aurait à coup sûr été rappelé de nouveau en 1914-16 du fait de la vertigineuse carence en hommes capables de gouverner ; or, sous son gouvernement, nous n'aurions pas connu une fin si lamentable ni dans la guerre ni dans la révolution. (À supposer qu'avec lui au pouvoir nous nous serions engagés dans cette guerre.)

Premier pas de l'Histoire : Stolypine est tué, la Russie use ses nerfs dans la guerre et se couche sous la botte des bolcheviks.

Deuxième pas : tout féroces qu'ils soient, les bolcheviks se révèlent encore plus nuls que le gouvernement impérial, abandonnant aux Allemands la moitié de la Russie, un quart de siècle plus tard, y compris Kiev.

Troisième pas : les nazis investissent Kiev sans difficulté et y anéantissent la communauté juive.

Encore une fois la ville de Kiev, encore une fois un mois de septembre, mais trente ans après le coup de revolver de Bogrov.

Et toujours à Kiev, toujours en 1911, six mois avant l'assassinat de Stolypine, avait pris son départ ce qui allait devenir l'affaire Beyliss*. On a de bonnes raisons de penser que sous Stolypine, la justice n'aurait pas été ainsi avilie. Un seul indice : on sait qu'une fois, examinant les archives du Département de la Sécurité, Stolypine tomba sur une note intitulée « Le Secret des Juifs » (qui anticipait sur les « Protocoles** ») dans laquelle il était question du « complot juif international ». Voici le jugement qu'il formula : « Il y a peut-être de la logique, mais aussi du parti pris... Le gouvernement ne saurait en aucun cas employer ce genre de méthode⁷⁷. » En conséquence de quoi, « l'idéologie officielle du gouvernement tsariste ne s'appuya jamais sur les "Protocoles"⁷⁸ ».

On a écrit des milliers et des milliers de pages sur le procès Beyliss. Celui qui voudrait aujourd'hui étudier de près tous les méandres de l'enquête, de la campagne d'opinion, du procès

77. *Slisberg**, t. 2, pp. 283-284.

78. *R. Nudelman*, *Doklad na seminare : Sovetskii antisemitizm – pritchiny i prognozy* (Exposé au séminaire : L'antisémitisme soviétique – causes et pronostics), in « 22 », revue de l'intelligentsia juive d'URSS en Israël, Tel-Aviv, 1978, n° 3, p. 145.

* Cf. *infra*, pages suivantes.

** Le fameux faux des « Protocoles des Sages de Sion ».

lui-même, devrait y consacrer au bas mot plusieurs années. Cela sortirait des limites de cet ouvrage. Vingt ans après l'événement, sous le régime soviétique, ont été publiés les rapports quotidiens de la police sur le déroulement du procès⁷⁹ ; on peut les recommander à l'attention des amateurs. Il va de soi que le compte rendu sténographique de l'intégralité des débats a également été publié. Sans parler des articles parus dans la presse.

Andreï Iouchtchinski, un garçon de douze ans, élève d'une institution religieuse de Kiev, est victime d'un meurtre aussi sauvage qu'inhabituel : on relève sur son corps quarante-sept piqûres dénotant une connaissance certaine de l'anatomie – elles ont été portées à la tempe, aux veines et artères du cou, au foie, aux reins, aux poumons, au cœur, dans l'intention manifeste de le vider de son sang tant qu'il est encore en vie, et de surcroît – d'après les traces laissées par l'écoulement du sang – en position debout (ligoté et bâillonné, naturellement). Ce ne peut être que l'œuvre d'un criminel très habile et qui n'a certainement pas agi seul. Le corps n'est découvert qu'au bout d'une semaine dans une grotte sur le territoire de l'usine de Zaïtsev. Mais le meurtre n'a pas été commis en cet endroit.

Les premières accusations ne font pas référence à des motifs rituels, mais celle-ci apparaît bientôt : on fait le rapprochement avec le début de la Pâque juive et la mise en chantier d'une nouvelle synagogue sur les terrains de Zaïtsev (un Juif). Quatre mois après le meurtre, cette version de l'accusation conduit à l'arrestation de Menahem Mendel Beyliss, 37 ans, employé à l'usine de Zaïtsev. Il est arrêté sans que de véritables charges pèsent contre lui. Comment tout cela est-il au juste arrivé ?

L'enquête sur le meurtre fut menée par la police criminelle de Kiev, digne consœur, à l'évidence, de la section kiévienne de la Sécurité qui s'était empêtrée dans l'affaire Bogrov* et avait ainsi causé la perte de Stolypine. Le travail fut confié à deux nullités en tous points semblables à Kouliabko, le « curateur » de Bogrov, Michtchouk et Krassovski, assistés par de dangereux incapables (ils nettochèrent la neige devant la grotte pour faciliter le passage du

79. Protsess Beïlissa v otsenke Departamenta politzii (Le procès de Beyliss vu par le Département de la Police), Krasny Arkhiv, 1931, t. 44, pp. 85-125.

* Cf. *supra*, chapitre 9.

corpulent commissaire de police, détruisant ainsi d'éventuels indices de la présence des meurtriers). Mais, pis encore, la rivalité s'installa entre les enquêteurs – c'était à qui s'attribuerait le mérite de la découverte du coupable, à qui proposerait la meilleure version des faits – et ils n'hésitèrent pas à se mettre les uns aux autres des bâtons dans les roues, à semer la confusion dans l'enquête, à faire pression sur les témoins, à arrêter les indicateurs du concurrent ; Krassovski alla même jusqu'à maquiller le suspect avant de le présenter à un témoin ! Cette parodie d'enquête fut conduite comme s'il s'agissait d'un banal fait divers, sans que l'importance de l'événement effleurât même les esprits. Lorsque le procès s'ouvrit enfin, deux ans et demi plus tard, Michtchouk s'était carapaté en Finlande pour échapper à l'accusation de falsification de preuves matérielles, un collaborateur important de Krassovski avait également disparu, et quant à ce dernier, destitué de ses fonctions, il avait changé de camp et travaillait désormais pour les avocats de Beyliss.

Pendant près de deux ans, on passa d'une version fausse à une autre ; longtemps l'accusation porta sur la famille de la victime jusqu'à ce que celle-ci fût mise complètement hors de cause. Il devenait de plus en plus clair que le parquet s'orientait vers une accusation formelle visant Beyliss et vers son procès.

Celui-ci fut donc accusé du meurtre – alors même que les charges pesant contre lui étaient douteuses – parce qu'il était juif. Mais comment était-il possible, au ^{xx}^e siècle, de gonfler un procès au point d'en faire bientôt une menace pour tout un peuple ? Au-delà de la personne même de Beyliss, le procès se transforma en effet en accusation portée contre le peuple juif dans son ensemble – et, dès lors, l'atmosphère autour de l'enquête puis du procès devint vite surchauffée, l'affaire revêtit une dimension internationale, gagna toute l'Europe, puis l'Amérique. (Jusque-là, les procès pour meurtres rituels s'étaient plutôt déroulés en milieu catholique : Grodno (1816), Velij (1825), Vilnius, l'affaire Blondes (1900) ; l'affaire Koutaïs (1878) s'était déroulée en Géorgie ; celle de Doubossar (1903) en Moldavie ; tandis qu'en Russie à proprement parler, il n'y avait eu que l'affaire de Saratov en 1856. Cependant, Sliosberg ne manque pas de souligner que l'affaire de Saratov avait également eu une origine catholique, tandis que dans celle de Beyliss, on observe que la bande de voleurs qui avait été

un moment soupçonnée était composée de Polonais, que l'expert en affaires de crimes rituels désigné au procès était catholique, et que le procureur Tchaplinski était également Polonais⁸⁰.)

Les conclusions de l'instruction étaient si sujettes à caution qu'elles ne furent retenues par la Chambre d'accusation de Kiev que par trois voix contre deux. Alors que la droite monarchiste avait déclenché une vaste campagne de presse, Pourichkévitch s'exprima en ces termes à la Douma en avril 1911 : « Nous n'accusons pas les Juifs dans leur ensemble, nous crions après la vérité » sur ce crime étrange et mystérieux. « Existe-t-il une secte juive qui prône les meurtres rituels... ? S'il existe de tels fanatiques, qu'ils soient stigmatisés » ; quant à nous, « nous luttons en Russie contre de nombreuses sectes », les nôtres⁸¹ ; mais, dans le même temps, il déclarait que, selon lui, l'affaire serait étouffée à la Douma par peur de la presse. De fait, lors de l'ouverture du procès, le nationaliste de droite Choulguine se déclara, dans les colonnes du patriotique *Kiévien*, opposé à sa tenue et au « misérable bagage » des autorités judiciaires (ce pour quoi il fut accusé par l'extrême droite d'être vendu aux Juifs). – Mais, compte tenu du caractère exceptionnellement monstrueux du crime, personne n'osa non plus revenir sur l'accusation afin de reprendre l'enquête à zéro.

De l'autre côté, les milieux libéraux-radicaux lancèrent eux aussi une campagne d'opinion relayée par la presse, et pas seulement la presse russe, mais celle du monde entier. La tension avait atteint un point de non retour. Entretien par la partialité de l'accusation, elle ne fit que monter et on s'en prit bientôt aux témoins eux-mêmes. Selon V. Rozanov, tout sens de la mesure avait été perdu, surtout dans la presse juive : « La main de fer du Juif... s'abat sur de vénérables professeurs, sur des membres de la Douma, sur des écrivains...⁸² »

Cependant, les ultimes tentatives pour remettre l'enquête sur ses rails avaient échoué. L'écurie qui se trouvait près de l'usine de Zaitsev, négligée dans un premier temps par Krassovski, puis

80. *Sliosberg*, t. 3, pp. 23-24, 37.

81. Compte rendu sténographique des débats à troisième Douma, 1911, pp. 3119-3120.

82. V. V. *Rozanov*, *Oboniatelnoïe i osiazatelnoïe otnochenie ievreïev k krovī* (Le rapport olfactif et tactile des Juifs au sang), Stockholm, 1934, p. 110.

supposée avoir été le lieu du crime, brûla deux jours avant la date fixée pour son examen par des enquêteurs peu pressés. Un journaliste plein de fougue, Brazoul-Brouchkovski, mena sa propre enquête, aidé par le même Krassovski, désormais libéré de ses fonctions officielles. (Il faut rappeler que Bontch-Brouïévitch* a publié une brochure accusant Brazoul de vénalité⁸³.) Ils avancèrent une version des faits selon laquelle le meurtre était censé avoir été commis par Vera Tcherebiak dont les enfants fréquentaient Andreï Iouchtchinski, elle-même flirtant avec la pègre. Au cours de leurs longs mois d'enquête, les deux fils Tcherebiak moururent dans des circonstances obscures ; Vera accusa Krassovski de les avoir empoisonnés, lequel l'accusa à son tour d'avoir tué ses propres enfants. En définitive, leur version était que Iouchtchinski avait été tué par Tcherebiak en personne dans l'intention de simuler un meurtre rituel. Elle affirmait de son côté que l'avocat Margoline lui avait proposé 40 000 roubles pour endosser le crime, ce que l'intéressé nia au procès alors même qu'il faisait l'objet de sanctions administratives pour indécatesse.

Essayer de démêler l'écheveau des détails sans nombre de cet imbroglio judiciaire ne ferait qu'en rendre la compréhension encore plus difficile. (Notons qu'y furent également impliqués des « métis » de la révolution et de la police secrète. À ce propos, il convient de mentionner le rôle équivoque et l'étrange comportement, lors du procès, du lieutenant-colonel de gendarmerie Pavel Ivanov – celui-là même qui, au mépris de toute loi, aida Bogrov, déjà condamné à mort, à rédiger une nouvelle version des raisons qui l'auraient poussé à tuer Stolypine, version dans laquelle tout le poids de la responsabilité retombait sur les organes de la Sécurité auxquels Ivanov n'appartenait pas.) Le procès allait s'ouvrir dans une atmosphère de tempête. Il dura un mois : septembre-octobre 1913. Il fut incroyablement lourd : 213 témoins convoqués à la barre (185 se présentèrent), encore ralenti par les artifices de procédure soulevés par les parties en présence ; le procureur Vipper n'était pas de taille à résister à un groupe de brillants avocats

83. N. V. Krylenko, *Za piat let, 1918-1922 : Obvinitelnye retchi...* (Cinq années. 1918-1922 ; Réquisitoires...), M., 1923, p. 359.

* Vladimir Bontch-Brouïévitch (1873-1955), sociologue, éditeur, publiciste très lié à Lénine, collaborateur de la *Pravda*, spécialiste des questions religieuses.

— Gruzenberg, Karabtchevski, Maklakov, Zaroudny — qui ne manquèrent pas d'exiger que les bourdes qu'il proférerait fussent consignées dans les procès-verbaux, comme, par exemple : le déroulement de ce procès est entravé par « l'or juif » ; « ils [les Juifs en général] semblent se moquer de nous, voyez, nous avons commis un crime, mais personne n'osera nous demander des comptes⁸⁴ ». (On ne s'étonnera pas que, pendant le procès, Vipper ait reçu des lettres de menaces — sur certaines, on avait dessiné un nœud coulant —, et pas seulement lui, mais les parties civiles, l'expert de l'accusation, probablement aussi les avocats de la défense ; le doyen des jurés craignait également pour sa vie.) Une grande agitation régnait autour du procès, on se revendait les laissez-passer pour l'accès aux audiences, tout ce que Kiev comptait de gens instruits était en ébullition. L'homme de la rue, lui, restait indifférent.

On procéda à une expertise médicale détaillée : plusieurs professeurs étalèrent leurs divergences sur le point de savoir si Iouchtchinski était ou non resté en vie jusqu'à la dernière blessure, et sur le degré d'acuité des souffrances qu'il avait endurées. Mais c'est l'expertise théologico-scientifique qui fut au centre du procès : elle portait sur le principe même de la possibilité de meurtres rituels perpétrés par des Juifs, et c'est là-dessus que le monde entier fixa son attention⁸⁵. La défense fit appel à des autorités reconnues dans le domaine de l'hébraïsme, comme le rabbin Maze, spécialiste du Talmud. L'expert désigné par l'Église orthodoxe, le professeur I. Troitski, de l'Académie théologique de Pétersbourg, conclut son intervention en rejetant l'accusation d'un acte de sang imputable aux Juifs ; il souligna que l'Église orthodoxe n'avait jamais porté de telles accusations, que celles-ci étaient propres au monde catholique. (I. Bikerman rappellera ultérieurement que, dans la Russie impériale, les fonctionnaires de police eux-mêmes coupaient court « presque tous les ans » aux rumeurs courant sur le sang chrétien versé lors de la Pâque juive, « sinon nous aurions eu une "affaire de meurtre rituel" non pas une fois toutes les quelques dizaines d'années, mais chaque année⁸⁶ ». Le principal expert cité par

84. *Ibidem*, pp. 356, 364.

85. Retch, 1913, 26 oct. (8 nov.), p. 3.

86. *Bikerman*, RiJ, p. 29.

l'accusation était le prêtre catholique Pranaïtis. Pour donner de l'ampleur au débat public, les procureurs demandèrent que fussent examinées les précédentes affaires de meurtre rituel, mais la défense parvint à faire rejeter cette requête. Ces discussions sur le point de savoir si le meurtre était rituel ou pas rituel ne faisaient qu'accroître encore l'émotion que le procès avait fait naître à travers le monde entier.

Mais il fallait bien qu'un jugement fût rendu – sur cet accusé-là, et pas un autre – et cette mission revenait à un terne jury composé de paysans péniblement complétés par deux-trois fonctionnaires et deux petits-bourgeois ; tous étaient exténués par un mois de procès, ils s'endormaient pendant la lecture des pièces du dossier, demandaient que le procès fût écourté, quatre d'entre eux sollicitèrent l'autorisation de rentrer chez eux avant son terme et certains eurent besoin d'une assistance médicale.

N'empêche que ces jurés jugèrent sur pièces : les accusations contre Beyliss n'étaient pas fondées, pas prouvées. Et Beyliss fut acquitté.

Et l'on en resta là. Aucune nouvelle recherche des coupables ne fut entreprise, et ce meurtre étrange et tragique resta inexpliqué.

Au lieu de cela – et c'était bien dans la tradition de la mollesse russe – on imagina (non sans ostentation) d'ériger une chapelle sur le lieu même où avait été découvert le cadavre du jeune louchtchinski, mais ce projet suscita de nombreuses protestations, car jugé réactionnaire. Et Raspoutine dissuada le Tsar de lui donner suite⁸⁷.

Ce procès, lourd et mal conduit, avec une opinion publique chauffée à blanc pendant toute une année, en Russie comme dans le reste du monde, fut justement considéré comme une bataille de Tsou-Shima* judiciaire. On put lire dans la presse européenne que le gouvernement russe s'était attaqué au peuple juif, mais que ce n'était pas celui-ci qui avait perdu la guerre, c'était bien l'État russe lui-même.

Quant aux Juifs, avec toute leur passion, ils ne devaient jamais

87. *Slisberg*, t. 3, p. 47.

* Allusion au terrible revers naval subi par la Russie dans sa guerre contre le Japon (27-28 mai 1905).

pardonner cet affront à la monarchie russe. Le fait que le droit eût fini par triompher ne devait rien changer à leurs sentiments.

Il serait cependant instructif de comparer le procès Beyliss avec un autre qui se déroula au même moment (1913-1915) à Atlanta, USA ; un procès qui fit alors grand bruit : celui du Juif Léo Frank, accusé lui-aussi du meurtre d'un enfant (une petite fille violée et assassinée), et là aussi avec des charges très incertaines. Il fut condamné à la pendaison et, pendant la procédure de cassation, une foule armée l'arracha de sa prison et le pendit⁸⁸. Sur le plan *individuel*, la comparaison joue en faveur de la Russie. Mais l'affaire Léo Frank n'eut que peu d'échos dans l'opinion et ne devint pas un objet d'opprobre.

*

Il y a un épilogue à l'affaire Beyliss.

« Menacé de vengeance par des groupes d'extrême droite, Beyliss quitta la Russie et gagna la Palestine avec sa famille. En 1920, il s'installa aux États-Unis. » Il mourut de sa belle mort, à soixante ans, dans les environs de New York⁸⁹.

Le ministre de la Justice Chtcheglovitov (selon certaine source, il aurait « donné des instructions pour que l'affaire soit élucidée comme meurtre rituel⁹⁰ ») fut fusillé par les bolcheviks.

En 1919 eut lieu le procès de Vera Tcherebiak. Il ne se déroula pas selon les procédures abhorrées du tsarisme – pas question de jury populaire ! – et ne dura qu'une quarantaine de minutes dans les locaux de la Tchéka de Kiev. Un membre de celle-ci, arrêté la même année par les Blancs, notera dans sa déposition que « Vera Tcherebiak fut interrogée exclusivement par des tchékistes juifs, à commencer par Sorine » [le chef de la Tchéka Blumstein]. Le commandant Faïerman « lui fit subir des traitements humiliants, lui arracha ses vêtements et la frappa avec le canon de son revolver... Elle disait : "Vous pouvez faire ce que vous voulez de moi, mais ce que j'ai dit, je ne reviendrai pas dessus... Ce que j'ai dit au

88. V. Lazaris, *Smert Leo Franka* (La mort de Léo Frank), in « 22 », 1984, n° 36, pp. 155-159.

89. PEJ, t. 1, pp. 317, 318.

90. *Ibidem*, p. 317.

procès Beyliss, personne ne m'a poussé à le dire, personne ne m'a soudoyée..." » On la fusilla sur place⁹¹.

En 1919, Vipper, devenu entre temps fonctionnaire soviétique, fut découvert à Kalouga et jugé par le Tribunal révolutionnaire de Moscou. Le procureur bolchevique Krylenko prononça les paroles suivantes : « Attendu qu'il présente un danger réel pour la République... qu'il y ait un Vipper de moins parmi nous ! » (Cette plaisanterie macabre laissait entendre qu'il restait encore en vie un R. Vipper, professeur d'histoire médiévale.) Toutefois, le Tribunal se contenta d'expédier Vipper « dans un camp de concentration... jusqu'à ce que le régime communiste soit définitivement consolidé⁹² ». Après quoi, on perd sa trace.

*

Beyliss avait été acquitté par des paysans, de ces paysans ukrainiens accusés d'avoir participé aux pogroms contre les Juifs au tournant du siècle et qui devaient bientôt connaître la collectivisation et la famine organisée de 1932-33 – une famine que les journalistes du monde entier ont ignorée et que l'on n'a pas inscrite au passif de ce régime.

Voilà encore de ces pas de l'Histoire...

91. Tchekist o Tcheka (Un tchékiste parle de la Tcheka), Na tchoujoï storone : Istoriko literatournye sborniki / pod red. S. P. Melgounova, t. 9, Berlin : Vataga ; Prague : Plamia, 1925, pp. 118, 135.

92. Krylenko, pp. 367-368.

Chapitre 11

JUIFS ET RUSSES AVANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE : LA PRISE DE CONSCIENCE

En Russie – pour dix ans encore elle échappait à sa perte – les meilleurs esprits parmi les Russes et les Juifs avaient eu le temps de jeter un regard en arrière et d'évaluer sous divers points de vue l'essence de notre vie commune, de réfléchir sérieusement sur la question de la culture et du destin national.

Le peuple juif se frayait un chemin à travers un présent toujours changeant en traînant derrière soi la queue d'une comète de trois mille ans de diaspora, sans jamais perdre conscience d'être « une nation sans langue ni territoire, mais avec ses propres lois » (Salomon Lourié), préservant sa différence et sa spécificité par la force de sa tension religieuse et nationale – au nom d'une Providence supérieure, méta-historique. Les Juifs des XIX^e-XX^e siècles ont-ils cherché à s'identifier aux populations qui les entouraient, à se fondre en elles ? Certes, ce sont les Juifs de Russie qui, plus longtemps que leurs autres coreligionnaires, s'étaient maintenus dans le noyau de l'isolation, concentrés sur leur vie et leur conscience religieuses. Mais, à partir de la fin du XIX^e siècle, c'est justement cette communauté juive de Russie qui a commencé à se renforcer, à s'accroître, à s'épanouir, et voilà que « toute l'histoire de la communauté juive à l'époque moderne s'est trouvée placée sous le signe de la judéité russe », laquelle manifesta également « un sens acéré du mouvement de l'Histoire¹ ».

De leur côté, les penseurs russes restaient perplexes devant le

1. B. T. Dinour, *Religiozno-natsionalny oblik rousskovo ievreïstva* (Les aspects religieux et nationaux des Juifs de Russie), in *LMJR-1*, pp. 319, 322.

particularisme des Juifs. Et, pour eux, au XIX^e siècle, la question était de savoir comment le *surmonter*. Vladimir Soloviev, qui manifestait une profonde sympathie pour les Juifs, proposait d'y parvenir par l'amour des Russes envers les Juifs.

Avant lui, Dostoïevski avait noté la fureur disproportionnée provoquée par ses remarques, certes blessantes mais fort rares, sur le peuple juif : « Cette fureur est un témoignage éclatant sur la façon dont les Juifs eux-mêmes considèrent les Russes... et que, dans les motifs de nos différends avec les Juifs, ce n'est peut-être pas le seul peuple russe qui porte toute la responsabilité, mais que ces motifs, de toute évidence, se sont accumulés de part et d'autre, et on ne saurait dire de quel côté il y en a le plus². »

De cette même fin du XIX^e siècle, I. Teitel nous rapporte l'observation suivante : « Les Juifs sont dans leur majorité des matérialistes. Forte est en eux l'aspiration à acquérir des biens matériels. Mais quel mépris pour ces biens matériels dès lors qu'il est question du "moi" intérieur, de la dignité nationale ! Pourquoi, en effet, la masse de la jeunesse juive – qui s'est complètement détournée de la pratique religieuse, qui souvent ne parle même pas sa langue maternelle –, pourquoi cette masse, ne serait-ce que pour la forme, ne s'est pas convertie à l'orthodoxie, ce qui lui aurait ouvert en grand les portes de toutes les universités et lui aurait donné accès à tous les biens de la terre ? » Même la soif de connaissances n'a pas suffi, alors que « la science, la connaissance supérieure étaient tenues par eux en plus haute estime que la fortune ». Ce qui les retenait, c'était le souci de ne pas abandonner leurs coreligionnaires dans le besoin. (Il ajoute aussi que se rendre en Europe pour y faire des études n'était pas non plus une bonne solution : « Les étudiants juifs se sentaient fort mal à l'aise en Occident... Le Juif allemand les considérait comme des indésirables, des gens peu sûrs, bruyants, désordonnés » ; et cette attitude n'était pas seulement le fait des Juifs allemands, « les Juifs français et suisses n'étaient pas en reste³ ».

Quant à D. Pasmanik, lui aussi mentionna cette catégorie de Juifs

2. F. M. Dostolevski, Dnevnik pisatelja : za 1877, 1880 i 1881 gody (Journal d'un écrivain, mars 1877, chap. 2), M., L., 1929. 1877, Mart, gl 2, p. 78.

3. I. L. Teitel, Iz moïej žizni za 40 let (Souvenirs de 40 ans de ma vie), Paris, I. Povolotski i ko., 1925, pp. 227-228.

convertis sous la contrainte, qui n'en éprouvaient que plus de ressentiment envers le pouvoir et ne pouvaient que s'opposer à lui. (À partir de 1905, la conversion fut facilitée : il n'était plus nécessaire de passer à l'orthodoxie, il suffisait de devenir chrétien, et le protestantisme était pour beaucoup de Juifs plus acceptable. En 1905 fut également abrogée l'interdiction de revenir au judaïsme⁴.)

Un autre auteur concluait avec amertume, en 1924, qu'au cours des dernières décennies précédant la révolution, ce ne fut pas seulement « le gouvernement russe... qui rangea définitivement le peuple juif parmi les ennemis de la patrie », mais, « pis encore, ce furent beaucoup de responsables politiques juifs qui se rangèrent eux-mêmes parmi ces ennemis, radicalisant leur position et cessant de faire la différence entre le "gouvernement" et la patrie, c'est-à-dire la Russie... L'indifférence des masses populaires juives et de leurs leaders pour le destin de la Grande Russie fut une erreur politique fatale⁵ ».

Bien entendu, comme tout processus social, celui-ci – et, de surcroît, dans un cadre aussi divers et mobile que le milieu juif – ne se déroulait pas de façon linéaire, il se dédoublait ; dans le cœur de nombreux Juifs instruits, il provoquait des déchirements. D'un côté, « l'appartenance au peuple juif confère une position spécifique dans l'ensemble du milieu russe⁶ ». Mais d'observer aussitôt « une remarquable ambivalence : l'attachement sentimental traditionnel de nombreux Juifs au monde russe environnant, leur enracinement dans ce monde, et, dans le même temps, un rejet intellectuel, un refus sur toute la ligne. L'affection pour un monde abhorré⁷ ».

Cette approche si douloureusement ambivalente ne pouvait pas ne pas conduire à des résultats tout aussi douloureusement ambivalents. Et lorsque I. V. Hessen, dans une intervention à la deuxième Douma, en mars 1907, après avoir nié que la révolution se trouvât encore dans sa phase de montée de la violence, refusant ainsi aux partis de droite le droit de se poser en défenseurs de la culture

4. EJ, t. 11, p. 894.

5. V. S. Mandel, *Konservativnye i pazrouchitelnye elementy v ievreïstve* (Les éléments conservateurs et destructeurs parmi les Juifs), in RiJ, pp. 201, 203.

6. D. O. Linski, *O natsionalnom samosoznanii rousskovo ievreïa* (La conscience nationale du Juif russe), RiJ, p. 142.

7. G. A. Landau, *Revolioutsionnye idei v ievreïskoi obščestvennosti* (Les idées révolutionnaires dans la société juive), RiJ, p. 115.

contre l'anarchie, s'exclama : « Nous qui sommes enseignants, médecins, avocats, statisticiens, gens de lettres, nous serions les ennemis de la culture ? Qui vous croira, messieurs ? » – on lui cria des bancs de la droite : « Vous êtes les ennemis de la culture russe, pas de la culture juive⁸ ! » Des ennemis, bien sûr que non, pourquoi aller aussi loin, mais – comme l'indiquait la partie russe – êtes-vous vraiment, sans réserve, nos amis ? Le rapprochement était rendu difficile justement par ceci : comment ces brillants avocats, professeurs et médecins pouvaient-ils ne pas avoir au plus profond d'eux-mêmes des sympathies avant tout juives ? Pouvaient-ils se sentir, entièrement et sans réserve, russes par l'esprit ? De là découlait un problème encore plus compliqué : pouvaient-ils pour de bon prendre à cœur les intérêts de l'État russe dans toute leur ampleur et leur profondeur ?

Pendant cette même singulière période, on constate d'un côté que les classes moyennes juives choisissent très clairement de donner une éducation laïque à leurs enfants, et ce, en langue russe, et on assiste de l'autre au développement de publications en yiddish – et entre en usage le terme de « yiddishisme » : que les Juifs restent juifs, qu'ils ne s'assimilent pas.

Il existait encore une voie vers l'assimilation, marginale sans doute, mais non négligeable : celle des mariages mixtes. Et aussi un courant d'assimilation superficiel consistant à adapter à la manière russe des pseudonymes artificiels. (Et qui faisait cela le plus souvent ? ! Les grands sucriers de Kiev « Dobry* », « Babouchkine** », jugés pendant la guerre pour entente avec l'ennemi. L'éditeur « Iasny*** » que même le journal d'orientation constitutionnelle-démocrate *Retch* traitait de « spéculateur avide », de « requin sans scrupules⁹ ». Ou encore le futur bolchevik D. Goldenbach, qui considérait « toute la Russie comme un pays sans intérêt » mais ne s'en déguisa pas moins en « Riazanov » pour enquiquiner les lecteurs avec ses ratiocinations de théoricien marxiste, jusqu'à son arrestation en 1937.)

8. Compte rendu sténographique des débats de la deuxième Douma, 13 mars 1907, p. 522.

9. P. G. – Marodiory knigi 3 (Les maraudeurs du livre), in *Retch*, 1917, 6 mai, s.

* Littéralement : « bon », « généreux ».

** Formé sur « babouchka » – « grand-mère », « mamie ».

*** Littéralement : « clair », « lumineux ».

Et c'est précisément pendant ces décennies, et tout particulièrement en Russie, que se développa le sionisme. Les sionistes ironisaient sur ceux qui voulaient s'assimiler, qui s'imaginaient que le destin des Juifs de Russie était indissolublement lié au destin de la Russie elle-même.

Et là, nous devons avant tout nous tourner vers VI. Jabotinski, brillant et original essayiste qui fut amené, dans les années qui précéderent la révolution, à exprimer non seulement son rejet de la Russie, mais également son désespoir. Jabotinski considérait que la Russie n'était, pour les Juifs, rien de plus qu'une halte sur leur parcours historique et qu'il fallait reprendre la route – vers la Palestine.

La passion enflammait ses propos : ce n'est pas avec le peuple russe que nous sommes en contact, nous apprenons à le connaître à travers sa culture, « essentiellement à travers ses écrivains..., à travers les manifestations les plus élevées, les plus pures de l'esprit russe », – et cette appréciation, nous la transposons à l'ensemble du monde russe. « Beaucoup, parmi nous, issus de l'intelligentsia juive, aiment la culture russe d'un amour fou et avilissant... de l'amour avilissant du gardien de pourceaux pour une reine. » Quant au monde juif, nous le découvrons à travers la bassesse et la laideur du quotidien¹⁰.

Il est sans pitié pour ceux qui cherchent à s'assimiler. « Beaucoup d'habitudes serviles qui se sont développées dans notre psychologie au fur et à mesure que notre intelligentsia se russifiait », « ont ruiné l'espoir ou le désir de conserver intacte la judéité, et mènent à sa disparition. » L'intellectuel juif moyen s'oublie lui-même : il vaut mieux ne plus prononcer le mot « juif », « l'époque n'est plus à cela » ; on a peur d'écrire : « nous, les Juifs », mais on écrit : « nous, les Russes » et même : « nous autres, les Russkoffs ». « Le Juif peut occuper une place de premier plan dans la société russe, mais il restera toujours un Russe de deuxième catégorie », et ce, d'autant plus qu'il conserve une « inclination de l'âme » spécifique. » – On assiste à une épidémie de baptêmes par intérêt, parfois pour des enjeux bien plus mesquins que l'obtention d'un diplôme. « Les trente deniers de l'égalité des droits... » En abjurant notre foi, dépouillez-vous également de notre nationalité¹¹.

10. VI. *Jabotinski*, [Sb] Felietony. SPb. : Tipografia Gerold, 1913, p. 9-11.

11. VI. *Jabotinski*, [Sb] Felietony, pp. 16, 62-63, 176-180, 253-254.

La situation des Juifs en Russie – et pas à n'importe quel moment, mais précisément après les années 1905-1906 – lui apparaît comme désespérément sombre : « La réalité objective, c'est-à-dire le fait de vivre à l'étranger, s'est retournée elle-même aujourd'hui contre notre peuple, et nous sommes faibles et impuissants. » – « Déjà, par le passé, nous savions que nous étions entourés d'ennemis » ; « cette prison » (la Russie), « une meute de chiens » ; « le corps gisant, couvert de plaies du peuple juif de Russie, traqué, entouré d'ennemis et sans défense » ; « six millions d'êtres humains grouillant dans une fosse profonde..., une torture lente, un pogrom qui n'en finit pas » ; et même, selon lui, « les journaux financés par des fonds juifs » ne défendent pas les Juifs « en ces temps de persécution inouïe ». Fin 1911, il écrit : « Voilà plusieurs années que les Juifs de Russie s'entassent sur le banc des accusés » alors que nous ne sommes pas des révolutionnaires, que « nous n'avons pas vendu la Russie aux Japonais » et que nous ne sommes ni des Azef*, ni des Bogrov** ; du reste, à propos de Bogrov : « Cet infortuné jeune homme – il était ce qu'il était –, à l'heure d'une mort si admirable [!], fut conspué par une dizaine de brutes sorties de la fosse d'aisance des Cent-noirs kiéviens, venues s'assurer que l'exécution avait bien eu lieu¹². »

Et, revenant encore et toujours sur la communauté juive elle-même : « Nous sommes aujourd'hui culturellement démunis, comme au fond d'un taudis, d'une obscure impasse. » – « Ce dont nous souffrons avant tout, c'est du mépris de nous-mêmes ; ce dont nous avons besoin avant tout, c'est de nous respecter nous-mêmes... L'étude de la judéité doit devenir pour nous la discipline centrale... La culture juive est désormais pour nous la seule planche de salut¹³. »

Tout cela, on peut, oui, on peut le comprendre, le partager. (Et nous autres, Russes, on peut le faire, surtout aujourd'hui, en cette fin du xx^e siècle.)

Il ne condamne pas ceux qui, par le passé, ont milité pour l'assimilation : au cours de l'Histoire, « il existe des moments où

12. *Ibidem*, pp. 26, 30, 75, 172-173, 195, 199-200, 205.

13. *Ibidem*, pp. 15, 17, 69.

* Azef Evno (1869-1918), terroriste, agent double (des S.-R. et de l'Okhrana), démasqué par A. Bourtev.

** L'assassin de Stolypine ; cf. *supra*, chapitre 10.

l'assimilation est incontestablement souhaitable, où elle représente une nécessaire étape du progrès. » Ce fut le cas après les années 60 du XIX^e siècle, lorsque l'intelligentsia juive se trouvait encore à l'état embryonnaire, qu'elle commençait à s'adapter au milieu environnant, à une culture ayant atteint le stade de la maturité. À cette époque-là, s'assimiler ne voulait pas dire « renier le peuple juif, mais, au contraire, faire le premier pas sur la voie d'une activité nationale autonome, franchir une première marche vers le renouvellement et la renaissance de la nation ». Il fallait « assimiler ce qui nous était étranger pour être capables de développer avec une énergie nouvelle ce qui nous était propre ». Mais, un demi-siècle plus tard, beaucoup de transformations radicales se sont opérées aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du monde juif. Le désir de s'approprier le savoir universel s'est généralisé comme jamais auparavant. Et c'est là, maintenant, qu'il faut inculquer aux jeunes générations les principes *juifs*. C'est maintenant que plane la menace d'une irrémédiable dilution dans le milieu étranger : « Il ne se passe pas de jour que nos fils ne nous quittent » et « ne nous deviennent étrangers » ; « éclairés par les Lumières, nos enfants servent tous les peuples de la Terre, sauf le nôtre ; personne n'est plus là pour travailler à la cause juive ». « Le monde qui nous entoure est par trop magnifique, trop spacieux et trop riche » – nous ne pouvons pas admettre qu'il détourne la jeunesse juive de « la laideur de l'existence quotidienne des Juifs... L'approfondissement des valeurs nationales de la judéité doit devenir l'axe principal... de l'éducation juive. » – « Seule la caution solidaire permet à une nation de tenir » (nous-mêmes en aurions bien besoin ! – A.S.), tandis que le reniement freine le combat pour le droit des Juifs : on s'imagine qu'il y a une issue, et « on part... ces derniers temps... par masses compactes, avec légèreté et cynisme¹⁴ ».

Puis, se laissant emporter : « L'esprit royal [d'Israël] dans toute sa puissance, son histoire tragique dans toute sa grandiose magnificence... » « Qui sommes-nous pour nous justifier devant eux ? Qui sont-ils pour nous demander des comptes¹⁵ ? »

Cette dernière formule, on peut aussi la respecter pleinement.

14. *Ibidem*, pp. 18-24, 175-177.

15. *Ibidem*, pp. 14, 200.

Mais sous condition de réciprocité. D'autant plus qu'il ne revient à aucune nation ou religion d'en juger une autre.

Les appels au retour aux *racines* juives ne sont pas restés sans écho au cours de ces années-là. À Pétersbourg, avant la révolution, « on pouvait noter dans les cercles de l'intelligentsia russo-juive un très grand intérêt pour l'histoire juive¹⁶ ». En 1908, la Commission historico-ethnographique juive s'élargit et se transforma en Société historico-ethnographique juive¹⁷, avec à sa tête M. Winaver. Elle travailla activement et efficacement à rassembler les archives sur l'histoire et l'ethnographie des Juifs de Russie et de Pologne – rien de comparable ne fut mis sur pied par la science historique juive en Occident. La revue *Le Passé juif*, dirigée par S. Doubnov, vit alors le jour¹⁸. Dans le même temps commença la publication de l'*Encyclopédie juive* en seize volumes (que nous utilisons abondamment dans cette étude), et de l'*Histoire du peuple juif* en quinze volumes. Il est vrai que, dans le dernier volume de l'*Encyclopédie juive*, sa rédaction se plaint de ce que « l'élite de l'intelligentsia juive a manifesté son indifférence à l'égard des questions culturelles soulevées par cette *Encyclopédie* », se consacrant exclusivement à la lutte pour l'égalité – toute formelle – des droits pour les Juifs¹⁹.

Pendant ce temps-là, au contraire, en d'autres cerveaux et d'autres cœurs juifs se renforçait la conviction que l'avenir des Juifs de Russie était indissolublement lié à celui de la Russie. Bien que « disséminée sur un territoire immense et parmi un monde étranger..., la communauté juive russe était et avait conscience d'être un ensemble unique. Car unique était le milieu qui nous entourait..., unique sa culture... Cette culture unique, nous l'avons absorbée sur toute l'étendue du pays²⁰ ».

« Les Juifs de Russie ont toujours su lier leurs intérêts propres à ceux de tout le peuple russe. Et cela ne procédait nullement d'une quelconque noblesse de caractère ou d'un sentiment de reconnaissance, mais d'une perception des réalités historiques. » Polémique ouverte avec Jabotinski : « La Russie n'est pas, pour les millions

16. Pamiati, M. L. Vichnitsera, LMJR-1, p. 8.

17. EJ, t. 8, p. 466.

18. EJ, t. 7, p. 449-450.

19. EJ, t. 16, p. 276.

20. I. M. Bikerman, *Rossia i rousskoïe ievreïstvo* (La Russie et la communauté juive de Russie), RiJ, p. 86.

de Juifs qui la peuplent, une étape parmi d'autres sur le chemin historique du Juif errant... L'apport des Juifs russes à la communauté juive mondiale a été et sera le plus significatif. Il n'y a pas de salut pour nous sans la Russie, comme il n'y a pas de salut pour la Russie sans nous²¹. »

Cette interdépendance est affirmée encore plus catégoriquement par le député des 2^e et 3^e Doumas, O. I. Pergament : « Aucune amélioration de la situation intérieure de la Russie "n'est possible sans l'affranchissement simultané des Juifs du joug de l'inégalité"²². »

Et là, on ne peut pas passer sous silence l'exceptionnelle personnalité du juriste G. B. Sliosberg : parmi les Juifs, il fut l'un de ceux qui, des décennies durant, eurent les relations les plus étroites avec l'État russe, tantôt en qualité d'adjoint du secrétaire principal du Sénat, tantôt en qualité de consultant du ministère de l'Intérieur, mais à qui beaucoup de Juifs reprochaient son habitude de *demandeur* aux autorités des droits pour les Juifs, alors que l'heure était venue de les *exiger*. Il écrit dans ses mémoires : « Dès l'enfance, j'ai pris l'habitude de me considérer avant tout comme juif. Mais, dès le début de ma vie consciente, je me suis senti également fils de la Russie... Être un bon juif ne signifie pas que l'on n'est pas un bon citoyen russe²³. » – « Dans notre travail, nous n'avions pas à surmonter les obstacles auxquels se heurtaient à chaque pas les Juifs de Pologne du fait des autorités polonaises... Dans le système politique et administratif russe, nous autres Juifs ne représentions pas un élément étranger dans la mesure où, en Russie, cohabitaient de nombreuses nationalités. Les intérêts culturels de la Russie ne s'opposaient en rien aux intérêts culturels de la communauté juive. Ces deux cultures se complétaient en quelque sorte²⁴. » Il ajoute même cette remarque quelque peu humoristique : la législation sur les Juifs était si embrouillée et contradictoire que, dans les années 90, « il fallut créer une jurisprudence spécifique pour les Juifs en utilisant des méthodes purement talmudiques²⁵ ».

21. St. Ivanovitch., levrei i sovetskaja diktatura (Les Juifs et la dictature soviétique), in MJ, pp. 55-56.

22. EJ, t. 12, pp. 372-373.

23. Sliosberg, t. 1, pp. 3-4.

24. Sliosberg, t. 2, p. 302.

25. Sliosberg, t. 1, p. 302.

Et encore, dans un registre plus élevé : « L'allègement du joug national que l'on ressentit au cours des dernières années, peu de temps avant que la Russie n'entre dans une période tragique de son histoire, fit naître dans le cœur de tous les Juifs russes l'espoir que la conscience juive russe emprunterait progressivement une voie créatrice, celle d'une réconciliation des aspects juifs et russes dans la synthèse d'une unité supérieure²⁶. »

Et peut-on oublier que, parmi les sept auteurs des incomparables *Jalons**, trois étaient juifs : M. O. Gershenzon, A. S. Izgoev-Lande et S. L. Frank ?

Mais il y avait réciprocité : au cours des décennies qui ont précédé la révolution, les Juifs bénéficièrent du soutien massif et unanime des milieux progressistes. Ce soutien doit peut-être son ampleur à un contexte fait de brimades et de pogroms, mais il n'a tout de même été dans nul autre pays (et peut-être jamais au cours de tous les siècles écoulés) aussi complet. Notre intelligentsia était si généreuse, si éprise de liberté qu'elle mit l'antisémitisme au ban de la société et de l'humanité ; plus encore : celui qui n'apportait pas son soutien franc et massif au combat pour l'égalité des droits des Juifs, qui n'en faisait pas une priorité, était considéré comme un « méprisable antisémite ». Avec sa conscience morale toujours en éveil et sa sensibilité extrême, l'intelligentsia russe s'est efforcée de comprendre et d'assimiler la conception qu'avaient les Juifs des priorités touchant l'ensemble de la vie politique : est progressiste tout ce qui s'élève contre la persécution des Juifs, est réactionnaire tout le reste. Non seulement la société russe défendit fermement les Juifs contre le gouvernement, mais elle s'interdit et elle interdit à quiconque de manifester la moindre trace d'une ombre de critique envers la conduite de chaque Juif en particulier : et si cela faisait naître l'antisémitisme en moi ? (La génération formée à cette époque a conservé ces principes pour des décennies.)

V. A. Maklakov évoque dans ses mémoires un épisode significatif survenu lors du congrès des zemstvos en 1905, alors que venait de déferler la vague de pogroms contre les Juifs et les intellectuels et que commençaient à monter en puissance les pogroms

26. *Linski*, RiJ, p. 144.

* *Vekhi* : retentissant recueil d'articles (1909) dans lequel un groupe d'intellectuels désabusés du marxisme invitait l'intelligentsia à se réconcilier avec le pouvoir.

dirigés contre les propriétaires terriens. « E. V. de Roberti proposa de ne pas étendre l'amnistie [exigée par le congrès] aux crimes liés aux violences exercées contre les enfants et les femmes. » On le soupçonna aussitôt de vouloir introduire un amendement « de classe », c'est-à-dire de se préoccuper des familles des nobles victimes de pogroms. « E. de Roberti se hâta... de rassurer tout le monde : "Je n'avais absolument pas en vue les biens des nobles... Cinq ou vingt propriétés incendiées, cela n'a aucune espèce d'importance. J'ai en vue la masse des biens immobiliers et des maisons appartenant à des Juifs, qui ont été brûlés et pillés par les Cent-noirs²⁷." »

Pendant la terreur de 1905-1907, on considéra comme des martyrs Gerzenstein (qui avait précisément ironisé à propos des incendies de propriétés des nobles) et Iollos, mais personne encore parmi les milliers d'autres victimes innocentes. Dans *Le Dernier Autocrate*, une publication satirique que les libéraux de Russie firent paraître à l'étranger, ils en arrivèrent à placer la légende suivante sous le portrait du général que le terroriste Hirsch Lekkert avait tenté en vain d'assassiner : « À cause de lui » [c'est moi qui souligne – A. S.], le tsar « a fait exécuter... le Juif Lekkert²⁸ ».

Ce n'étaient pas seulement les partis d'opposition, c'était toute la masse des fonctionnaires moyens qui tremblaient à l'idée de passer pour « non progressistes ». Il fallait jouir d'une bonne fortune personnelle ou posséder une remarquable liberté d'esprit pour résister avec courage à la pression de l'opinion générale. Quant au monde du barreau, de l'art, de la science, l'ostracisme frappait d'emblée quiconque s'éloignait de ce champ magnétique.

Seul Léon Tolstoï, qui jouissait d'une position unique dans la société, a pu se permettre de dire que, *pour lui*, la question juive se trouvait figurer à la 81^e place.

L'*Encyclopédie juive* se plaignit du fait que les pogroms d'octobre 1905 « aient suscité chez l'intelligentsia progressiste une protestation non pas spécifique [c'est-à-dire centrée exclusivement

27. V. A. Maklakov, *Vlast i obchtchestvennost na zakate staroï Rossii* (Vospominania sovremennika) [Le pouvoir et l'opinion au crépuscule de l'ancienne Russie (Souvenirs d'un contemporain)], Paris : Prilожénie k « Illiustrirovannoï Rossii » II n 1936, p. 466.

28. *Der letzte russische Alleinherrscher* (Le Dernier Autocrate : étude sur la vie et le règne de l'Empereur de Russie Nicolas II), Berlin, Eberhard Frowein Verlag [1913], p. 58.

sur les Juifs], mais générale, orientée vers toutes les manifestations de la "contre-révolution" sous toutes ses formes²⁹ ».

Du reste, la société russe aurait cessé d'être elle-même si elle n'avait ramené tout à une seule question brûlante : le tsarisme, encore le tsarisme, toujours le tsarisme !

Mais, de là, cette conséquence : « Après les journées d'octobre [les pogroms de 1905], l'aide concrète aux victimes juives ne fut apportée que par les Juifs de Russie et d'autres pays³⁰. » Et Berdiaev de renchérir : « Êtes-vous capables de sentir l'âme du peuple juif ?... Non, vous menez un combat... en faveur d'une humanité abstraite³¹. »

Cela est confirmé par Sliosberg : « Dans les cercles politiquement évolués », la question juive « ne revêtait pas un caractère politique au sens large du terme. La société était attentive aux manifestations de la réaction sous toutes ses formes³². »

Pour corriger cette erreur d'appréciation de la société russe, un recueil d'articles intitulé *Chitchit* [le Bouclier] fut publié en 1915 : il prenait globalement et exclusivement la défense des Juifs, mais sans la participation de ceux-ci en qualité d'auteurs, lesquels étaient soit russes, soit ukrainiens, et fut réunie là une belle brochette de célébrités de l'époque – près de quarante noms³³. L'ensemble du recueil était axé sur un seul thème : « Les Juifs en Russie » ; il est univoque dans ses conclusions et ses formulations dénotent par endroits un certain esprit de sacrifice.

Quelques échantillons – *L. Andreev* : « La perspective d'une solution prochaine du problème juif provoque un sentiment de "joie proche de la ferveur", le sentiment d'être libéré d'une douleur qui m'a accompagné toute ma vie », qui était comme « une bosse sur le dos » ; « je respirais un air empoisonné... » – *M. Gorki* : « Les grands penseurs européens considèrent que la structure psychique du Juif est culturellement plus élevée, plus belle que celle du Russe. » (Puis il se réjouit du développement en Russie de la secte des sabbatistes et de celle du « Nouvel Israël ».)

29. EJ, t. 12, p. 621.

30. EJ, t. 12, p. 621.

31. *Nicolaï Berdiaev*, *Filosofia neravenstva* (Philosophie de l'inégalité), 2^e éd., Paris, YMCA Press, 1970, p. 72.

32. *Sliosberg*, t. 1, p. 260.

33. *Chitchit* (le Bouclier), 1916.

– *P. Maliantovitch* : « L'arbitraire auquel sont soumis les Juifs est un opprobre qui, telle une tache, recouvre le nom du peuple russe... Les meilleurs parmi les Russes le ressentent comme une honte qui vous poursuit toute votre vie... Nous sommes des barbares parmi les peuples civilisés de l'humanité... nous sommes privés du droit si précieux d'être fiers de notre peuple... Le combat pour l'égalité des droits des Juifs représente pour l'homme russe... une cause nationale de première importance... L'arbitraire que subissent les Juifs condamne les Russes à l'échec dans leurs tentatives d'atteindre leur propre bonheur. » Si l'on ne se préoccupe pas de la libération des Juifs, « nous n'arriverons jamais à régler nos propres problèmes ». – *K. Arseniev* : « Si l'on retire tout ce qui entrave les Juifs, on assistera à "un accroissement des forces intellectuelles de la Russie". » – *A. Kalmykova* : « D'un côté, notre "étroite relation spirituelle avec le monde juif dans le domaine des valeurs spirituelles les plus hautes" ; de l'autre, "les Juifs peuvent être en butte au mépris, à la haine". » – *L. Andréev* : « C'est nous, les Russes, qui sommes les *Juifs de l'Europe* ; notre *frontière*, c'est justement la *Zone de résidence*. » – *D. Merejkovski* : « Qu'attendent de nous les Juifs ? Notre indignation morale ? Mais cette indignation est si forte et si simple... qu'il ne nous reste qu'à hurler avec les Juifs. C'est ce que nous faisons. » – Par l'effet de je ne sais quel malentendu, Berdiaev ne fait pas partie des auteurs du *Bouclier*. Mais il disait de lui-même qu'il avait rompu avec son milieu dès sa prime jeunesse et qu'il préférerait fréquenter les Juifs.

Tous les auteurs du *Bouclier* définissent l'antisémitisme comme un sentiment ignoble, comme « une maladie de la conscience, obstinée et contagieuse » (D. Ovsianikov-Koulikovski, académicien). Mais, dans le même temps, plusieurs auteurs notent que « les méthodes et les procédés... des antisémites [russe] sont de provenance étrangère » (P. Milioukov). « Le dernier cri de l'idéologie antisémite est un produit de l'industrie allemande de l'esprit... La théorie "aryenne"... a été reprise par notre presse nationaliste... Menchikov* [copie] les idées de Gobineau » (F. Kokochkine). La

* Menchikov Michel (1859-1918), commence une carrière de marin (jusqu'en 1892), puis se fait journaliste aux *Temps nouveaux*, soutient Stolypine. Après Octobre, se réfugie à Valdaï. Arrêté en août 1918 par les bolcheviks, il est fusillé sans jugement.

doctrine de la supériorité des Aryens par rapport aux Sémites est « de fabrication allemande » (V. Ivanov).

Mais, pour nous, avec notre bosse sur le dos, qu'est-ce que cela change ? Invité par le « Cercle progressiste » à la fin de l'année 1916, Gorki « consacra les deux heures de sa conférence à rouler dans la boue le peuple russe et à porter aux nues les Juifs », ainsi que le nota le député progressiste Mansyrev, l'un des fondateurs du « Cercle »³⁴.

Un auteur juif contemporain analyse ce phénomène de façon objective et lucide : « On assista à une transformation profonde des esprits chez les Russes cultivés qui, malheureusement, prirent le problème juif bien plus à cœur qu'on aurait pu s'y attendre... La compassion pour les Juifs se transforma en un impératif presque aussi catégorique que la formule "Dieu, le Tsar, la Patrie" » ; quant aux Juifs, « ils profitèrent de cette profession de foi selon leur degré de cynisme³⁵ ». À la même époque, Rozanov parlait de « la volonté avide des Juifs de s'emparer de tout³⁶ ».

Dans les années 20, V. Choulguine résuma les choses ainsi : « À cette époque [un quart de siècle avant la révolution], les Juifs avaient pris le contrôle de la vie politique du pays... Le cerveau de la nation (si l'on excepte le gouvernement et les cercles qui lui étaient proches) se trouva être entre les mains des Juifs et s'habitua à penser selon leurs directives. » « Malgré toutes les "restrictions" apportées à leurs droits, les Juifs avaient pris possession de l'âme du peuple russe³⁷. »

Mais sont-ce les Juifs qui s'étaient emparés de l'âme russe, ou bien les Russes qui ne savaient trop quoi en faire ?

Toujours dans *le Bouclier*, Méréjkovski s'efforça d'expliquer que le philo-sémitisme était apparu en réaction à l'antisémitisme, qu'on assistait à la valorisation tout aussi aveugle d'une nationalité étrangère, que l'absolutisation du « non » entraînait celle du

34. *Kn. S. P. Mansyrev, Moi vospominania (Mes souvenirs) // [Sb.] Fevral'skaïa revoliutsia / sost. S. A. Alexeïev. M. ; L., 1926, p. 259.*

35. A. Voronel, in « 22 » : Obščestvenno-političeski i literaturnyĭ žurnal ievrejskoï intelligentsii iz SSSR v Izraïlie, Tel-Aviv, 1986, N° 50, pp. 156-157.

36. *Perepiska V. V. Rozanova i M. O. Gerčenzona (Correspondance de V. Rozanov et M. Gerčenzon), Novyĭ Mir, 1991, N° 3, p. 239.*

37. V. V. Choulguine, « Chto nam v nikh ne nraivsja... » : Ob antisemitizme v Rossii (« Ce qui ne nous plaît pas en eux... » : Sur l'antisémitisme en Russie), Paris, 1929, pp. 58, 75.

« oui »³⁸. Et le professeur Baudouin de Courtenay de reconnaître que « beaucoup, même parmi les “amis politiques” des Juifs, éprouvent à leur endroit de la répulsion et le reconnaissent en privé. Là, bien sûr, il n’y a rien à faire. La sympathie et l’antipathie... ne se commandent pas ». Il faut néanmoins se fier « non aux affects, mais à la raison »³⁹.

La confusion qui régnait dans les esprits à cette époque fut mise en évidence avec plus de sens et de portée par P. B. Struve qui consacra toute sa vie à briser les obstacles dressés sur la voie qui devait le mener du marxisme à l’État de droit, et, chemin faisant, également des obstacles d’autres sortes. L’occasion en fut une polémique – tombée dans un profond oubli, mais d’une grande importance historique – qui éclata dans le journal libéral *Slovo* en mars 1909 et gagna aussitôt l’ensemble de la presse russe.

Tout avait commencé avec l’« affaire Tchirikov », un épisode dont on a gonflé à l’extrême l’importance : une explosion de rage dans un petit cercle littéraire où l’on accusa Tchirikov – auteur d’une pièce de théâtre intitulée *Les Juifs*, et bien disposé à leur égard – d’être antisémite. (Et cela parce qu’au cours d’un dîner d’écrivains il s’était laissé aller à dire que la plupart des critiques littéraires pétersbourgeois étaient juifs, mais étaient-ils capables de comprendre la réalité de la vie russe ?) Cette affaire ébranla beaucoup de choses dans la société russe. (Le journaliste Lioubosh écrivit à son propos : « C’est la chandelle à deux kopecks qui mit le feu à Moscou. »)

Considérant qu’il ne s’était pas suffisamment exprimé sur l’affaire Tchirikov dans un premier article, Jabotinski publia le 9 mars 1909, dans le journal *Slovo*, un texte intitulé « L’asémisme ». Il y disait ses craintes et son indignation devant le fait que la majorité de la presse progressiste voulait faire silence sur cette affaire. Que même un grand journal libéral (il faisait allusion aux *Nouvelles russes*) n’avait pas publié un mot, depuis vingt-cinq ans, sur « les atroces persécutions subies par le peuple juif... Depuis, la loi du silence est considérée comme du dernier chic par les philosémites progressistes. » Alors que c’était justement là que résidait le mal : dans le fait de passer sous silence la question juive. (On ne

38. Chitchit (le Bouclier), p. 164.

39. *Ibidem*, p. 145.

peut qu'abonder dans ce sens !) Lorsque Tchirikov et Arabajine « nous assurent qu'il n'y avait rien d'antisémite dans leurs propos, ils ont tous deux parfaitement raison ». À cause de cette tradition du silence, « on peut être taxé d'antisémitisme pour avoir seulement prononcé le mot "juif" ou fait la plus innocente remarque sur telle ou telle particularité des Juifs... Le problème, c'est que les Juifs sont devenus un véritable tabou qui interdit la critique la plus anodine, et que ce sont eux qui sont les grands perdants dans l'affaire ». (Là encore, on ne peut qu'être d'accord !) « On a le sentiment que le mot "juif" lui-même est devenu un terme indécent. » « Il y a là comme l'écho d'un état d'esprit général qui se fraie un chemin parmi les couches moyennes de l'intelligentsia russe progressiste... On ne peut pas encore en fournir de preuves tangibles, on ne peut que subodorer l'existence de cet état d'esprit » —, mais c'est précisément cela qui le tourmente : pas de preuves, juste une intuition — et les Juifs ne verront pas venir l'orage, ils seront pris au dépourvu. Pour l'instant, « on ne voit qu'un petit nuage qui se forme dans le ciel et l'on entend faiblement un roulement lointain, mais déjà menaçant ». Ce n'est pas de l'antisémitisme, ce n'est encore que de l'« asémitisme », mais cela non plus n'est pas admissible, la neutralité ne saurait être justifiée : après le pogrom de Kichinev et pendant que la presse réactionnaire colporte « l'étau enflammé de la haine », le silence des journaux progressistes à propos de « l'une des questions les plus tragiques de la vie russe » est inacceptable⁴⁰.

Dans l'éditorial du même numéro de *Slovo* étaient formulées les réserves suivantes à propos de l'article de Jabotinski : « Les accusations portées par l'auteur contre la presse progressiste correspondent, selon nous, assez peu à la réalité des choses. Nous comprenons les sentiments qui ont inspiré à l'auteur ses propos amers, mais imputer à l'intelligentsia russe l'intention pour ainsi dire délibérée de mettre sous le boisseau la question juive, est inéquitable. La réalité russe compte tellement de problèmes non résolus qu'on ne peut consacrer beaucoup de place à chacun d'eux... Pourtant, si l'on apporte une solution à beaucoup de ces

40. VI. Jabotinski, Asemitizm (L'asémitisme), in *Slovo*, SPb., 1909, 9 (22) mars, p. 2 ; voir également : [Sb.] Felietony, pp. 77-83.

problèmes, cela aura des effets très importants, y compris pour les Juifs qui sont des citoyens de notre commune patrie⁴¹. »

Et si l'éditorialiste de *Slovo* avait alors demandé à Jabotinski pourquoi il ne prenait pas la défense de l'un ou l'autre de ces naïfs qui proféraient « la plus innocente remarque sur telle ou telle particularité des Juifs » ? L'opinion juive s'intéressait-elle seulement à eux, prenait-elle leur parti ? Ou bien se contentait-elle d'observer comment l'intelligentsia russe se débarrassait de ces « antisémites » ? Non, les Juifs n'étaient pas moins responsables que les autres de ce « tabou ».

Un autre article paru dans le même journal contribua à lancer la discussion : « L'accord, pas la fusion », de V. Goloubev. En effet, l'affaire Tchirikov « est loin d'être un cas isolé », « à l'heure actuelle... la question nationale... préoccupe aussi notre intelligentsia ». Dans un passé récent, surtout l'année de la révolution*, notre intelligentsia a « beaucoup péché » par cosmopolitisme. Mais « les luttes qui ont été livrées au sein de notre communauté et entre les nationalités qui peuplent l'État russe n'ont pas disparu sans laisser de traces ». Tout comme les autres nationalités, en ces années-là, « les Russes ont dû se pencher sur leur propre question nationale... ; quand les nationalités privées de souveraineté ont commencé à s'autodéterminer, les Russes ont senti la nécessité de le faire eux aussi ». Même l'histoire de la Russie, « nous autres intellectuels russes, nous la connaissons peut-être moins bien que l'histoire européenne ». « Les idéaux universels... ont toujours eu à nos yeux plus d'importance que l'édification de notre propre pays. » Mais, même selon Vladimir Soloviev, pourtant très éloigné du nationalisme, « avant d'être porteur des idéaux universels, il est indispensable de se hisser soi-même à un certain niveau national. Et le sentiment de s'élever soi-même commence, semble-t-il, à se frayer un chemin jusque dans notre intelligentsia ». Jusqu'à présent, « nous avons fait silence sur nos propres particularités ». Le fait de les rappeler à notre souvenir ne constitue en rien une manifestation d'antisémitisme et d'oppression des autres nationalités : entre les nationalités, il doit y avoir « harmonie et non fusion⁴² ».

41. *Slovo*, 1909, 9 (22) mars, p. 1.

42. V. Goloubev, *Soglachenie, a ne slianie*, *Slovo*, 1909, 9 (22) mars, p. 1.

* De 1905.

La rédaction du journal prenait peut-être toutes ces précautions parce qu'elle s'apprêtait à publier, le jour suivant, 10 mars, un article de P. B. Struve, « L'intelligentsia et le visage national », parvenu par hasard en même temps que celui de Jabotinski et traitant également de l'affaire Tchirikov.

Voici ce qu'écrivait Struve : « Cet incident », qui sera « bientôt oublié », « a montré que quelque chose a bougé dans les esprits, s'est éveillé et désormais ne s'apaisera plus. Et il faudra compter avec cela ». « L'intelligentsia russe cache son visage national, c'est une attitude que rien n'impose, qui est stérile. » – « La nationalité est quelque chose de beaucoup plus évident [que la race, la couleur de la peau] et, en même temps, quelque chose de subtil. Ce sont les attirances et les répulsions de l'esprit et, pour en prendre conscience, il n'est pas nécessaire d'avoir recours à l'anthropométrie ou à la généalogie. Elles vivent et palpitent au fond de l'âme. » On peut et on doit se battre pour que ces attirances / répulsions ne prennent force de loi, « mais l'équité "politique" n'exige pas de nous l'indifférence "nationale". Ces attirances et ces répulsions nous appartiennent en propre, elles sont notre bien », « le sentiment organique de notre appartenance nationale... Et je ne vois pas la moindre raison... de renoncer à ce bien au nom de qui que ce soit ou de quoi que ce soit ».

Oui, insiste Struve, il est indispensable de tracer une frontière entre le domaine juridique, politique, et celui où vivent en nous ces sentiments. « Spécialement vis-à-vis de la question juive, c'est à la fois très facile et très difficile. » – « La question juive est formellement une question de droit », et, pour cette raison, il est facile et naturel d'aider à la résoudre : accorder aux Juifs l'égalité des droits – oui, bien sûr ! Mais, dans le même temps, c'est « très difficile parce que la force du rejet vis-à-vis des Juifs en différentes couches de la société russe est considérable, et il faut une grande force morale et un esprit très rationnel pour, malgré cette répulsion, résoudre définitivement cette question de droit ». Cependant, « alors même qu'il existe une grande force de rejet vis-à-vis des Juifs parmi de larges couches de la population russe, de tous les "étrangers" les Juifs sont ceux qui nous sont le plus proches, ceux qui sont le plus étroitement liés à nous. C'est un paradoxe historico-culturel, mais c'est ainsi. L'intelligentsia russe a toujours considéré les Juifs comme des Russes, et ce n'est ni fortuit, ni l'effet d'un

“malentendu”. L’initiative délibérée de rejeter la culture russe et d’affirmer la singularité “nationale” juive n’appartient pas à l’intelligentsia russe, mais à ce mouvement que l’on connaît sous le nom de sionisme... Je n’éprouve aucune sympathie pour le sionisme, mais je comprends que le problème de la nationalité “juive” existe bel et bien », et même se pose de plus en plus. (Il est significatif qu’il place « nationale » et « juive » entre guillemets : il n’arrive pas encore à croire que les Juifs se pensent autres.) « Il n’existe pas en Russie d’autres “étrangers” qui jouent un rôle aussi important dans la culture russe... Et voilà encore une autre difficulté : ils jouent ce rôle tout en restant Juifs. » On ne peut, par exemple, nier le rôle des Allemands dans la culture et la science russes ; mais, en s’immergeant dans la culture russe, les Allemands s’y fondent complètement. « Avec les Juifs, c’est une autre affaire ! »

Et il conclut : « Nous ne devons pas ruser [avec notre sentiment national] ni cacher notre visage... J’ai droit, comme tout Russe, à ces sentiments... Mieux cela sera compris... moins il y aura de malentendus à l’avenir⁴³. »

Oui... Ah, si nous nous étions réveillés, tous autant que nous sommes, quelques dizaines d’années plus tôt ! (Les Juifs, eux, s’étaient réveillés bien avant les Russes.)

Mais, dès le lendemain, ce fut un tourbillon : comme si tous les journaux n’avaient attendu que cela ! De la libérale *Nacha Gazeta* (« Est-ce bien le moment de parler de ça ? » Question classique !) et du journal de droite *Novoie Vremia* à l’organe du parti constitutionnel démocrate *Retch* où Miloukov ne put s’empêcher de se récrier : Jabotinski « est arrivé à briser le mur du silence, et toutes ces choses effrayantes et menaçantes que la presse progressiste et l’intelligentsia avaient cherché à dissimuler aux Juifs apparaissent désormais dans leur véritable dimension ». Mais, plus loin, raisonneur et froid comme à son habitude, Milioukov passe au verdict. Il commence par un avertissement important : *Où cela mène-t-il ? À qui cela profite-t-il ?* Le « visage national » que, de surcroît, « il ne faut pas cacher », c’est un pas vers le pire des fanatismes ! (Donc il faut le cacher, ce « visage national ».) Ainsi « la pente glissante du nationalisme esthétique précipitera l’intelligentsia vers sa dégénérescence, vers un véritable chauvinisme tribal » engendré

43. P. Struve, *Intelligentsia i natsionalnoïe litso*, Slovo, 1909, 10 (23) mars, p. 2.

« dans l'atmosphère putride de la réaction qui règne sur la société d'aujourd'hui⁴⁴ ».

Mais P. B. Struve, avec une agilité presque juvénile en dépit de ses quarante ans, riposte dès le 12 mars dans les colonnes du *Slovo* au « discours professoral » de Milioukov. Et, avant tout, à ce tour de passe-passe : « Où cela mène-t-il ? » (« Qui va en profiter ? », « Qui tirera les marrons du feu ? » – c'est ainsi que l'on va faire taire les gens – quoi qu'ils disent – pendant cent ans et plus. Il s'agit là d'un procédé falsificateur qui dénote une incapacité totale à comprendre qu'une parole peut être honnête et avoir du poids en elle-même.) – « Notre point de vue n'est pas réfuté sur le fond », mais confronté sur le mode polémique à « une projection » : « Où cela mène-t-il⁴⁵ ? » (Quelques jours plus tard, il écrira encore dans le *Slovo* : « C'est un vieux procédé pour discréditer à la fois une idée que l'on ne partage pas et celui qui la formule, en insinuant perfidement que les gens du *Novoie Vremia* ou du *Rousskoie Znamia* vont trouver cela tout à fait à leur goût. Un tel procédé est, selon nous, parfaitement indigne d'une presse progressiste⁴⁶. ») Puis, pour ce qui est du fond : « Les questions nationales sont, de nos jours, associées à des sentiments puissants, parfois violents. Dans la mesure où ils expriment en chacun la conscience de son identité nationale, ces sentiments sont pleinement légitimes et... les étouffer est... une grande vilénie. » C'est cela : si on les refoule, ils vont resurgir sous une forme dénaturée. Quant à cet « "asémitisme" qui serait la pire des choses, il constitue en fait un terrain bien plus favorable à une solution en droit de la question juive que le combat sans fin entre "antisémitisme" et "philosémitisme". Il n'existe pas de nationalité non russe qui ait besoin... que tous les Russes l'aiment sans réserve. Encore moins qu'ils feignent de l'aimer. En vérité, l'"asémitisme", conjugué à une conception claire et lucide de certains principes moraux et politiques et... de certaines astreintes politiques, est bien plus nécessaire et utile à nos compatriotes juifs qu'un "philosémitisme" sentimental et molasse »,

44. P. Milioukov, *Natsionalizm protiv natsionalizma* (Le nationalisme contre le nationalisme), Retch, 1909, 11 (24) mars, p. 2.

45. P. Struve, *Polemitcheskije zigzagi i nesvoïevremennaja pravda* (Zigzags polémiques et vérité intempestive), Slovo, 1909, 12 (25) mars, p. 1.

46. Slovo, 1909, 17 (30) mars, p. 1.

surtout si celui-ci est simulé. — Et « il est bon que les Juifs voient au grand jour le “visage national” » du constitutionnalisme et de la société démocratique russes. Et « il ne leur est en rien utile de s'entretenir dans l'illusion que ce visage n'appartient qu'au fanatisme antisémite ». Ce n'est pas là « la tête de la Méduse, mais le visage honnête et humain de la *nation russe*, sans lequel ne tiendra pas debout l'*État russe*⁴⁷ ». — Et encore ces lignes de la rédaction du *Slovo* : « L'harmonie... implique la reconnaissance et le respect de toutes les spécificités de chaque [nationalité]⁴⁸. »

Des débats enflammés se poursuivirent dans les journaux. « En quelques jours se constitua toute une littérature sur le sujet. » On assista « dans la presse progressiste... à quelque chose d'impensable il y a encore si peu de temps : on débat de la question du nationalisme grand-russien⁴⁹ ! » Mais la discussion ne s'élevait à ce niveau que dans le *Slovo* ; les autres journaux se concentrèrent sur la question des « attirances et des répulsions⁵⁰ ». L'intelligentsia tourna sa colère vers son héros de la veille.

Jabotinski aussi donna de la voix, et même à deux reprises... « L'ours est sorti de sa tanière », lâcha-t-il à l'adresse de P. Struve, homme pourtant si calme et pondéré. Jabotinski, lui, se sentait offensé ; il qualifiait son article, ainsi que celui de Milioukov, de « fameuse cuvée » : « leur langoureuse déclamation est imprégnée d'hypocrisie, d'insincérité, de pleurerie et d'opportunisme, c'est pourquoi elle est si indécrottablement nulle » ; et d'ironiser en citant Milioukov : ainsi « la sainte et pure intelligentsia russe d'autrefois » « éprouvait des sentiments de “répulsion” à l'encontre des Juifs ?... Bizarre, non ? » Il fustigeait « le climat “saint et pur” de ce merveilleux pays », et « l'espèce zoologique de l'*ursus judaeophagus intellectualis* ». (Le conciliant Winaver en prenait aussi pour son grade : « le laquais juif du palais russe »). Jabotinski fulminait à l'idée que les Juifs dussent patienter « jusqu'à ce que soit résolu le problème politique central » (c'est-à-dire la déposition du Tsar) : « Nous vous remercions d'avoir une opinion aussi

47. P. Struve, *Slovo*, 1909, 12 (25) mars, p. 1.

48. V. Goloubev, *K polemike o natsionalizme* (À propos de la polémique sur le nationalisme), *ibidem*, p. 2.

49. M. Slavinski, *Rousskie, velikorossy i rossiane* (Les Russes, les Grands-Russiens et les citoyens de la Russie), *ibidem*, 14 (27) mars, p. 2.

50. *Slovo**, 1909, 17 (30) mars, p. 1.

flatteuse sur notre disposition à nous comporter comme un chien avec son maître », « sur la célérité du fidèle Israël ». Il concluait même en affirmant que « jamais encore l'exploitation d'un peuple par un autre ne s'est dévoilée avec un cynisme aussi ingénu⁵¹ ».

Il faut reconnaître que cette virulence excessive ne contribua guère à la victoire de sa cause. D'ailleurs, l'avenir le plus proche allait montrer que ce fut précisément la déposition du Tsar qui allait ouvrir aux Juifs davantage encore de possibilités qu'ils ne cherchaient à en obtenir, et couper l'herbe sous le pied au sionisme en Russie ; tant et si bien que Jabotinski s'est trompé aussi sur le fond.

Bien plus tard et avec le recul du temps, un autre témoin de cette époque, alors membre du Bund, se rappelait que, « dans les années 1907-1914, certains intellectuels libéraux furent touchés par l'épidémie sinon d'antisémitisme ouvert, du moins d'"asémitisme" qui frappa alors la Russie ; d'autre part, revenus des tendances extrémistes qui s'étaient manifestées au cours de la première révolution russe, ils étaient tentés d'en rendre responsables les Juifs dont la participation à la révolution avait été flagrante ». Dans les années qui précédèrent la guerre, « on assista à la montée du nationalisme russe... dans certains cercles où, à première vue, le problème juif était perçu, encore peu de temps auparavant comme un problème russe⁵² ».

En 1912, Jabotinski lui-même, cette fois sur un ton plus pondéré, rapporta cette observation judicieuse d'un journaliste juif en vue : dès lors que les Juifs s'intéressent à quelque activité culturelle, aussitôt celle-ci devient comme étrangère au public russe, qui n'est plus attiré par elle. Une sorte d'invisible *rejet*. C'est vrai, on ne pourra faire l'économie d'une démarcation nationale, il faudra organiser la vie en Russie « sans ajouts extérieurs qui, en aussi grande quantité, ne peuvent sans doute pas être tolérés [par les Russes]⁵³ ».

À considérer tout ce qui vient d'être présenté ci-dessus, la plus

51. Vl. Jabotinski, *Medved iz berlogui* – Sb. Felietony, pp. 87-90.

52. G. I. Aronson, *V borbe za grajdanskie i natsionalnye prava : Obščestvennyie tetchenia v rousskom ievreïstve* (Le Combat pour les droits civiques et nationaux : les courants d'opinion dans la communauté des Juifs de Russie), LMJR-1, pp. 229, 572.

53. Vl. Jabotinski – [Sb.] Felietony, pp. 245-247.

juste conclusion est de dire qu'au sein de l'intelligentsia russe se développaient simultanément (comme l'Histoire en offre maints exemples) deux processus qui, pour ce qui concerne le problème juif, se distinguaient par une question de tempérament, non par un degré de sympathie. Mais celui que représentait Struve était trop faible, peu assuré, et fut étouffé. Tandis que celui qui avait claironné son philosémitisme dans le recueil *le Bouclier* bénéficia d'une large publicité et l'emporta auprès de l'opinion. Il ne reste qu'à regretter que Jabotinski n'ait pas reconnu à sa juste valeur le point de vue de Struve.

Quant au débat de 1909 dans les colonnes du *Slovo*, il ne se limita pas à la question juive, mais se transforma en discussion sur la conscience nationale russe, ce qui, après les quatre-vingts ans de silence qui ont suivi, reste aujourd'hui encore vivace et instructif, — P. Struve écrivait : « De même qu'il ne faut pas russifier ceux qui ne le veulent pas, de même il ne faut pas nous dissoudre dans le multinationalisme russe⁵⁴. » — V. Goloubev protestait contre la « monopolisation du patriotisme et du nationalisme par les groupes réactionnaires » : « Nous avons perdu de vue que les victoires remportées par les Japonais ont eu un effet désastreux sur la conscience populaire, le sentiment national. Notre défaite n'a pas seulement humilié nos bureaucrates », comme l'opinion publique l'espérait, « mais, indirectement, la nation aussi ». (Oh non, pas « indirectement » : tout à fait directement !) « La nationalité russe... s'est évanouie⁵⁵. » Ça n'est pas non plus une plaisanterie que l'avisement du mot « russe » lui-même, que l'on a transformé en « authentiquement russe ». L'intelligentsia progressiste a laissé filer ces deux notions, les abandonnant aux gens de droite. « Le patriotisme... nous n'arrivions à le concevoir qu'entre guillemets. » Or « il faut faire concurrence au patriotisme réactionnaire avec un patriotisme populaire... Nous nous sommes figés dans notre refus du patriotisme des Cent-noirs, et si nous lui avons opposé quelque chose, ce n'est pas une autre conception du patriotisme, mais des idéaux universels⁵⁶ ». Et pourtant, tout notre cosmopolitisme ne

54. P. Struve, *Slovo*, 1909, 10 (23) mars, p. 2.

55. V. Goloubev, *ibidem*, 12 (25) mars, p. 2.

56. V. Goloubev, O monopolii na patriotizm (Sur le monopole du patriotisme), *ibidem*, 14 (27) mars, p. 2.

nous a pas permis, jusqu'à ce jour, de fraterniser avec la société polonaise⁵⁷...

A. Pogodine a pu dire qu'après le violent réquisitoire prononcé par V. Soloviev contre le livre de Danilevski, *La Russie et l'Europe*, après les articles de Gradovski, telles furent « les premières manifestations de cette conscience qui, à l'instar de l'instinct de conservation, s'éveille chez les peuples quand le danger les menace ». (Coïncidence – au moment précis où avait lieu cette polémique, la Russie eut à subir son humiliation nationale : elle fut contrainte de reconnaître avec une piteuse résignation l'annexion par l'Autriche de la Bosnie-Herzégovine, ce qui équivalait à un « Tsou-Shina diplomatique ».) « La fatalité nous conduit à soulever cette question, naguère complètement étrangère à l'intelligentsia russe, mais que la vie elle-même nous impose avec une brutalité qui interdit toute dérobade⁵⁸. »

En conclusion, la rédaction du *Slovo* écrivait : « Un incident fortuit a déclenché toute une tempête journalistique. » Cela signifie que « la société russe a besoin d'une prise de conscience nationale ». Par le passé, « elle s'est détournée non pas seulement d'une politique antinationale mensongère..., mais aussi du nationalisme authentique sans lequel une politique ne peut vraiment se construire ». Un peuple capable de création « ne peut pas ne pas avoir son propre visage⁵⁹ ». « Minine* était à coup sûr nationaliste. » Un nationalisme constructif, possédant le sens de l'État, est propre aux nations vivantes, et c'est de cela que nous avons besoin maintenant⁶⁰. « De même qu'il y a trois cents ans, l'histoire nous somme de répondre », de dire, « aux heures sombres de l'épreuve..., si nous avons le droit, comme tout peuple digne de ce nom, d'exister par nous-mêmes⁶¹. »

Et pourtant – même si, en apparence, l'année 1909 fut plutôt paisible –, on sentait bien que l'Orage était dans l'air !

57. V. Goloubev, Ot samouvajenia k ouvajeniou (Du respect de soi au respect tout court), *ibidem*, 25 mars (7 apr.), p. 1.

58. A. Pogodine, K voprosu o natsionalizme (Sur la question nationale), *ibidem*, 15 (28) mars, p. 1.

59. *Slovo*, 1909, 17 (30) mars, p. 1.

60. A. Pogodine, *ibidem*, 15 (28) mars, p. 1.

61. *Slovo*, 1909, 17 (30) mars, p. 1.

* Héros de la résistance russe à l'invasion polonaise au début du xvii^e siècle.

Pour autant, certaines choses n'étaient pas perdues de vue (M. Slavinski) : « Les tentatives pour russifier ou, plus exactement, imposer le modèle grand-russien à toute la Russie... ont eu un effet désastreux sur les particularités nationales vivantes, non seulement de tous les peuples non souverains de l'Empire, mais aussi et avant tout du peuple grand-russien... Les forces culturelles du peuple grand-russien se sont révélées insuffisantes pour cela. » « Pour la nationalité grand-russienne, seul est bon le développement de l'intérieur, une circulation normale du sang⁶² ». (Hélas ! aujourd'hui encore, la leçon n'a pas été assimilée). « Nécessaire est la lutte contre le nationalisme physiologique, [quand] un peuple plus fort essaie d'imposer à d'autres qui le sont moins une façon de vivre qui leur est étrangère⁶³. » Mais un empire comme celui-ci n'aurait pas pu être constitué par la seule force physique, il y fallait aussi une « force morale ». Et si nous possédons cette force, alors l'égalité en droits des autres peuples (des Juifs aussi bien que des Polonais) ne nous menace en rien⁶⁴.

En plein XIX^e siècle déjà, et *a fortiori* au début du XX^e, l'intelligentsia russe avait le sentiment de se trouver à un haut niveau de conscience planétaire, d'universalité, de cosmopolitisme ou d'internationalité (à l'époque, on ne faisait guère de différence entre toutes ces notions). Dans bien des domaines, elle avait presque entièrement renié ce qui était russe, national. (Du haut de la tribune de la Douma, on s'exerçait au calembour : « patriote-Iscariote. »)

Pour ce qui est de l'intelligentsia juive, elle ne renia nullement son identité nationale. Et même les plus extrémistes des socialistes juifs s'efforçaient tant bien que mal de concilier leur idéologie avec le sentiment national. Alors que, dans le même temps, aucune voix ne s'éleva parmi les Juifs – de Doubnov à Jabotinski en passant par Winaver – pour dire que l'intelligentsia russe, qui soutenait de toute son âme ses frères persécutés, pouvait ne pas renoncer à son *propre* sentiment national. L'équité l'aurait pourtant exigé. Mais personne ne percevait alors cette disparité : sous la notion d'égalité des droits, les Juifs comprenaient *quelque chose de plus*.

62. M. Slavinski, Slovo, 1909, 14 (27) mars, p. 2.

63. A. Pogodine, *ibidem*, 15 (28) mars, p. 1.

64. Slovo, 1909, 17 (30) mars, p. 1.

C'est ainsi que, solitaire, l'intelligentsia russe prit la route de l'avenir.

Les Juifs n'ont pas obtenu l'égalité des droits sous les tsars, mais – et sans doute en partie pour cette raison même – ils ont obtenu la main et la fidélité de l'intelligentsia russe. La puissance de leur développement, leur énergie, leur talent *pénétrèrent* la conscience de la société russe. L'idée que nous nous faisons de nos perspectives, de nos intérêts, l'élan que nous donnions à la recherche des solutions à nos problèmes, tout cela, nous l'avons incorporé à l'idée qu'ils s'en faisaient pour eux-mêmes. Nous avons adopté leur vision de notre histoire et de la façon d'en sortir.

Comprendre cela est bien plus important que de calculer le pourcentage de Juifs qui s'employèrent à déstabiliser la Russie (tous nous nous y sommes employés), qui ont fait la révolution ou participé au pouvoir bolchevique.

Chapitre 12

DANS LA GUERRE (1914-1916)

La Première Guerre mondiale fut incontestablement la plus grande des folies du ^{xx}e siècle. Sans motifs ni finalités véritables, trois grandes puissances européennes – l'Allemagne, la Russie, l'Autriche-Hongrie – s'affrontèrent dans un combat mortel pour aboutir à ce que les deux premières ne s'en remettent plus pour toute la durée du siècle et que la troisième se désintègre. Quant aux deux alliées de la Russie, vainqueurs en apparence, elles ont tenu encore pendant un quart de siècle pour perdre ensuite à jamais leur force de domination. Désormais, l'Europe entière a cessé de remplir son orgueilleuse mission de guide de l'humanité, devenant un objet de jalousie et incapable de garder dans ses mains affaiblies ses possessions coloniales.

Aucun des trois empereurs, et encore moins Nicolas II et son entourage n'avaient réalisé dans *quelle* guerre ils s'enfonçaient, ils n'en imaginaient ni l'échelle ni la violence. Hormis Stolypine et, après lui, Dournovo, le pouvoir n'avait pas compris l'avertissement adressé à la Russie entre 1904 et 1906.

Considérons cette même guerre avec les yeux des Juifs. Dans ces trois empires limitrophes vivaient les trois quarts des Juifs de la planète (et 90 % des Juifs d'Europe¹) qui étaient de surcroît concentrés sur le théâtre des opérations militaires à venir, de la province de Kovno (puis la Livonie) jusqu'à la Galicie autrichienne (puis la Roumanie). Et la guerre les plaça devant

1. PEJ, t. 2, 1982, pp. 313-314.

une interrogation aussi pressante que douloureuse : tous vivant sur les marches de ces trois empires, pouvaient-ils, dans ces conditions, conserver leur patriotisme impérial ? Car si, pour les armées qui avançaient, derrière le front se trouvait l'ennemi, pour les Juifs établis dans ces régions, derrière le front vivaient des voisins et des coreligionnaires. Ils ne pouvaient pas vouloir cette guerre : leur disposition d'esprit pouvait-elle basculer brutalement vers le patriotisme ? Quant aux Juifs ordinaires, ceux de la Zone de résidence, ils avaient encore moins de raisons de soutenir l'armée russe. Nous avons vu qu'un siècle auparavant, les Juifs de l'ouest de la Russie avaient apporté leur aide aux Russes contre Napoléon. Mais, en 1914, c'était tout différent : *au nom de quoi* aider l'armée russe ? Au nom de la Zone de résidence ? Au contraire, la guerre ne laissait-elle pas miroiter l'espoir d'une libération ? Avec l'arrivée des Autrichiens et des Allemands, on n'allait tout de même pas instaurer une nouvelle Zone de résidence, on n'allait pas maintenir le *numerus clausus* dans les établissements d'enseignement !

C'est justement dans la partie occidentale de la Zone de résidence que le Bund conservait de l'influence, et Lénine nous apprend que ses membres « sont dans leur majorité germanophiles et se réjouissent de la défaite de la Russie² ». Nous apprenons également que pendant la guerre, le mouvement juif autonomiste Vorwärts adopta une position ouvertement pro-allemande. De nos jours, un auteur juif note finement que, « s'il l'on réfléchit au sens, de la formule « Dieu, le Tsar, la Patrie... », il est impossible de se représenter un Juif, sujet loyal de l'Empire, qui ait pu prendre cette formule au sérieux », autrement dit au premier degré³.

Mais, dans les capitales, les choses se passaient autrement. En dépit de leurs prises de position de 1904-1905, les cercles juifs influents, tout comme les libéraux russes, offrirent leur soutien au régime autocratique lorsque le conflit éclata ; ils proposèrent un pacte. « L'élan patriotique qui souleva la Russie ne laissa pas les Juifs de côté⁴. » « C'était le temps où, voyant le patriotisme russe

2. V. I. Lénine, Œuvres complètes en 55 volumes [en russe], 1958-1965, t. 49, p. 64.

3. A. Voronel, « 22 », Tel-Aviv, 1986, n° 50, p. 155.

4. PEJ, t. 7, p. 356.

des Juifs, Pourichkévitch* embrassait les rabbins⁵. » Quant à la presse (pas *Novoïe Vremia*, mais la presse libérale, « mi-juive » selon Witte, celle-là même qui exprimait et orientait les soubresauts de l'opinion et qui, en 1905, avait littéralement exigé la capitulation du pouvoir), elle fut, dès les premiers jours de la guerre, transportée par l'enthousiasme patriotique. « Par-dessus la tête de la petite Serbie, l'épée est levée contre la grande Russie, garante du droit inaliénable de millions de gens au travail et à la vie ! » Lors d'une réunion extraordinaire de la Douma, « les représentants des différentes nationalités et des différents partis étaient tous, en ce jour historique, habités par une même pensée, une seule et même émotion faisait trembler toutes les voix... Que personne ne touche à la Sainte Russie !... Nous sommes prêts à tous les sacrifices pour défendre l'honneur et la dignité de la Russie une et indivisible... "Dieu, le Tsar, le peuple" – et la victoire est assurée... Nous autres, Juifs, nous prenons la défense de notre patrie parce que nous lui sommes profondément attachés ».

Même si, derrière cela, se manifestait un calcul tout à fait fondé, l'attente d'un geste de reconnaissance en retour – l'obtention de l'égalité des droits, ne serait-ce qu'une fois la guerre terminée –, le gouvernement devait bien, en acceptant cet allié inattendu, se décider à prendre – ou promettre de prendre – sa part d'obligations.

Et, de fait, l'obtention de l'égalité des droits devait-elle nécessairement passer par la révolution ? Par ailleurs, l'écrasement de l'insurrection par Stolypine « avait entraîné une baisse d'intérêt pour la politique dans les milieux russes aussi bien que juifs⁶ », – ce qui, pour le moins, signifiait que l'on s'éloignait de la révolution. Comme le déclara Choulguine** : « Combattre simultanément les Juifs et les Allemands était au-dessus des forces du pouvoir en Russie. Il fallait bien conclure un pacte avec

5. D. S. Pasmanik, *Rousskaïa revoliouisia i ievreïstvo (Bolchevizm i ioudaïzm)* (La révolution russe et les Juifs (le bolchevisme et le judaïsme)), Paris, 1923, p. 143.

6. PEJ, t. 7, p. 356.

* Vladimir Pourichkévitch (1870-1920), monarchiste, adversaire de Raspoutine à l'assassinat duquel il participa. Arrêté en 1917, puis amnistié, il participe au mouvement Blanc et meurt du typhus à Novorossiïsk.

** Basile Choulguine (1878-1976), leader de l'aile droite de la Douma avec laquelle il rompt au moment de l'affaire Beylis. Participe au Bloc progressiste. Recueillera avec Goutchkov l'abdication de Nicolas II. Émigré en Yougoslavie jusqu'en 1944, il y sera capturé et fera douze ans de camps. Meurt presque centenaire.

quelqu'un⁷. » Cette alliance nouvelle avec les Juifs devait être formalisée : il fallait produire ne fût-ce qu'un document contenant des promesses, comme on l'avait fait pour les Polonais. Mais seul Stolypine aurait eu l'intelligence et le courage de le faire. Sans lui, il ne se trouva personne pour comprendre la situation et prendre les décisions appropriées. (Et, à partir du printemps 1915, des erreurs encore plus graves furent commises.)

Les milieux libéraux, y compris l'élite de la communauté juive, avaient également en vue une autre considération qu'ils tenaient pour une certitude. Dès l'année 1907 (là encore, sans nécessité pressante), Nicolas II s'était laissé entraîner dans une alliance militaire avec l'Angleterre (passant ainsi autour de son cou la corde de la confrontation ultérieure avec l'Allemagne). Et, maintenant, l'ensemble des milieux progressistes de Russie faisaient l'analyse suivante : l'alliance avec les puissances démocratiques et la victoire commune avec elles rendraient inévitable une démocratisation globale de la Russie à la fin de la guerre et, par voie de conséquence, l'instauration définitive de l'égalité des droits pour les Juifs. Il y avait donc un sens, pour les Juifs de Russie, et pas seulement pour ceux qui vivaient à Pétersbourg et à Moscou, à aspirer dans cette guerre à la victoire de la Russie.

Mais ces considérations furent contrebalancées par l'*expulsion* précipitée, massive, des Juifs hors de la zone du front, ordonnée par l'état-major général lors de la grande retraite de 1915. Que celui-ci ait eu le pouvoir de le faire résultait de décisions inconsidérées prises au début de la guerre. En juillet 1914, dans le feu de l'action, dans l'agitation qui régnait face à l'imminence du conflit, l'empereur avait signé sans réfléchir, comme un document d'importance secondaire, le Règlement provisoire du service en campagne qui accordait à l'état-major un pouvoir illimité sur toutes les régions voisines du front, avec une très large extension territoriale, et ce, sans aucune concertation avec le Conseil des ministres. Sur le moment, nul n'avait accordé d'importance à ce document, parce que l'on était convaincu que le Commandement suprême serait toujours assuré par l'Empereur et qu'il ne pourrait surgir de conflits avec le Cabinet. Mais, dès ce mois de juillet 1914, on persuada

7. V. V. Choulguine, « Chto nam v nikh ne nraivitsa... » Ob Antisemitizme v Rossii (« Ce qui ne nous plaît pas en eux... » Sur l'antisémitisme en Russie), Paris, 1929, p. 67.

l'Empereur de ne pas assumer le Commandement suprême des armées. En homme avisé, celui-ci proposa le poste à son favori, le beau parleur Soukhomlinov, alors ministre de la Défense, lequel déclina naturellement cet honneur. Ce fut le grand-prince Nicolas Nicolaïevitch qui fut nommé, et celui-ci ne jugea pas possible de commencer par bouleverser la composition de l'état-major général à la tête duquel se trouvait le général Ianouchkévitch. Mais, dans le même temps, le Règlement provisoire ne fut pas non plus modifié, de sorte que l'administration du tiers de la Russie se trouva entre les mains de Ianouchkévitch, un homme insignifiant qui n'était pas même militaire de carrière.

Dès le tout début de la guerre, des ordres furent donnés localement en vue de l'expulsion des Juifs hors de la zone des armées⁸. En août 1914, on pouvait lire dans les journaux : « Les droits des Juifs... Instruction par voie télégraphique à tous les gouverneurs de provinces et de villes de faire cesser les actes d'expulsion massive ou individuelle de Juifs. » Mais, dès le début de 1915, ainsi qu'en témoigne le docteur D. Pasmanik, qui fut médecin au front pendant toute la durée de la guerre, « soudain, sur toute la zone du front et dans tous les cercles proches du pouvoir se répandit la rumeur que les Juifs faisaient de l'espionnage⁹ ».

Pendant l'été 1915, Ianouchkévitch – justement lui – tenta de masquer le recul des armées russes, qui paraissait alors effroyable, en ordonnant la déportation *massive* des Juifs hors de la zone du front, déportation arbitraire, sans le moindre examen des cas individuels. C'était si facile : rejeter la responsabilité de toutes les défaites sur les Juifs !

Ces accusations ne virent peut-être pas le jour sans l'aide de l'état-major allemand qui diffusa une proclamation appelant les Juifs de Russie à se soulever contre leur gouvernement. Mais l'opinion, étayée par de nombreuses sources, prévaut que, dans cette affaire, c'est l'influence polonaise qui était à l'œuvre. Comme l'écrit Sliosberg, juste avant la guerre, il y avait eu une brutale explosion d'antisémitisme, « une campagne contre la domination juive dans l'industrie et le commerce... Quand la guerre éclata, elle était à son zénith... et les Polonais s'efforcèrent par tous les

8. PEJ, t. 7, p. 356.

9. Pasmanik, *op. cit.*, p. 144.

moyens de ternir l'image des populations juives aux yeux du Commandement suprême en répandant toutes sortes de billevesées et de légendes sur l'espionnage juif¹⁰ ». — Sitôt après les promesses faites par Nicolas Nicolaïevitch dans l'Appel aux Polonais d'août 14, ceux-ci fondèrent à Varsovie le « Comité central des bourgeois » qui ne comprenait pas un seul Juif, alors qu'en Pologne les Juifs représentaient 14 % de la population. En septembre, il y eut un pogrom contre les Juifs à Souvalki¹¹. — Puis, pendant la retraite de 1915, « l'agitation qui régnait au sein de l'armée facilita la diffusion des calomnies échafaudées par les Polonais¹² ». Pasmanik affirme qu'il est « en mesure de prouver que les premières rumeurs sur la trahison des Juifs furent propagées par les Polonais » dont une partie « apportait une aide active aux Allemands. Cherchant à détourner les soupçons, ils s'empressèrent de répandre le bruit que les Juifs se livraient à l'espionnage¹³ ». En relation avec cette expulsion des Juifs, plusieurs sources soulignent le fait que Ianouchkévitich lui-même était un « Polonais converti à l'orthodoxie¹⁴ ».

Il a pu certes subir cette influence, mais nous considérons ces explications comme insuffisantes et ne justifiant en rien l'attitude de l'état-major russe.

Bien sûr, les Juifs de la zone du front ne pouvaient rompre leurs liens avec les villages d'à côté, interrompre la « poste juive » et se transformer en ennemis de leurs coreligionnaires. De plus, aux yeux des Juifs de la Zone de résidence, les Allemands apparaissaient comme une nation européenne de haute culture, bien autre chose que les Russes et les Polonais (l'ombre noire d'Auschwitz n'avait pas encore recouvert la terre ni croisé la conscience juive...). En ce temps-là, le correspondant du *Times*, Steven Graham, rapportait que dès qu'apparaissait à l'horizon la fumée d'un navire allemand, la population juive de Libava « oubliait la langue russe » et se mettait à parler allemand. S'il fallait partir, les Juifs préféraient aller du

10. G. B. Sliosberg, *op. cit.*, t. 3, pp. 316-317.

11. I. G. Froumkine, *Iz istorii rousskovo ievreïstva*, [Sb.] *Kniga o rousskom evreïstve : Ot 1860 godov do Revoliutsii 1917 g.* (Aspects de l'histoire des Juifs russes), in *LMJR*, pp. 85-86.

12. Sliosberg, *op. cit.*, t. 3, p. 324.

13. Pasmanik, *op. cit.*, p. 144.

14. Par exemple : *PEJ*, t. 7, p. 357.

côté allemand. — L'hostilité que leur manifestait l'armée russe, puis leur déportation ne pouvaient que provoquer leur amertume et pousser certains d'entre eux à collaborer ouvertement avec les Allemands.

Aux accusations portées contre les Juifs installés dans ces régions s'ajoutaient celles dont étaient la cible les Juifs soldats, accusés de lâcheté et de désertion. Le père Georges Chavelski, aumônier de l'Armée russe, était attaché à l'état-major, mais se rendait souvent sur le front et était bien informé de tout ce qui s'y passait ; voici ce qu'il écrivit dans ses mémoires : « Dès les premiers jours de la guerre, on se mit à répéter avec insistance que les Juifs soldats étaient des couards et des déserteurs, et les Juifs locaux des espions et des traîtres. On citait de nombreux exemples de Juifs passés à l'ennemi ou qui s'étaient enfuis ; ou de civils juifs qui avaient donné des renseignements à l'ennemi ou, lors de ses offensives, lui avaient livré des soldats et des officiers russes qui s'étaient attardés sur place, etc., etc. Plus le temps passait et plus notre situation se dégradait, plus la haine et l'exaspération contre les Juifs augmentaient. Des rumeurs se répandaient du front vers l'arrière..., elles créaient un climat qui devenait dangereux pour l'ensemble des Juifs de Russie¹⁵. » — Le sous-lieutenant M. Lemke, un socialiste qui se trouvait alors à l'état-major, recopiait, dans le journal qu'il tenait en cachette, les rapports en provenance du Front sud-ouest, en décembre 1915 ; il nota en particulier ceci : « On assiste à une augmentation inquiétante du nombre des transfuges juifs et polonais, non seulement sur les positions avancées mais également à l'arrière du front¹⁶. » — En novembre 1915, on put même entendre au cours d'une réunion du bureau du Bloc Progressiste les propos suivants, notés par Milioukov : « Quel peuple a donné la preuve de son absence de patriotisme ? — Les Juifs¹⁷. »

En Allemagne et en Autriche-Hongrie, les Juifs pouvaient occuper des postes élevés dans l'administration sans devoir abjurer

15. Père Georgui Chavelski, *Vospominania poslednego protopresvitera rousskoï armii i flota* (Souvenirs du dernier aumônier de l'Armée et de la Flotte russes) v. 2-kh t., t. 1, New York, éd. Tchekhov, 1954, p. 271.

16. Mikhaïl Lemke, *250 dneï v tsarskoï Stavke* (25 sept. 1915 – ioulia 1916) (250 jours à l'état-major général (25 sept. 1915–juil. 1916), Pg. : GIZ, 1920, p. 353.

17. *Progressivny blok v 1915-1916 gg* (Le Bloc Progressiste en 1915-1916), Krasny arkhiv : Istoritcheskii Journal Tsentrarkhiva RSPSR. M. : GIZ, 1922-1941, t. 52, 1932, p. 179.

leur religion, et c'était aussi vrai dans l'armée. Tandis qu'en Russie, un Juif ne pouvait devenir officier s'il ne se convertissait pas à l'orthodoxie, et les Juifs pourvus d'un haut degré d'instruction faisaient le plus souvent leur service militaire en qualité de simples soldats. On peut comprendre qu'ils ne se précipitaient pas pour servir dans une telle armée. (Malgré cela, il se trouva des Juifs à être décorés de la croix de Saint-Georges. Le capitaine G. S. Doumbadzé se souvenait d'un Juif, étudiant en droit, qui reçut quatre fois cette décoration, mais refusa d'entrer à l'École des officiers pour ne pas avoir à se convertir, ce qui aurait fait mourir son père de chagrin. Plus tard, il fut fusillé par les bolcheviks¹⁸.)

Pour autant, il serait peu crédible et peu plausible d'en conclure que toutes ces accusations n'étaient que pures affabulations. Chavelski écrit : « La question est trop vaste et complexe..., toutefois je ne peux pas ne pas dire qu'à cette époque, les motifs d'accuser les Juifs ne manquaient pas... En temps de paix, on tolérait qu'ils soient affectés à des tâches civiles ; pendant la guerre... les Juifs remplirent les unités de combat... Lors des offensives, ils se trouvaient souvent à l'arrière ; quand l'armée reculait, ils étaient à l'avant. Plus d'une fois ils semèrent la panique dans leurs unités... On ne saurait nier que les cas d'espionnage, de passage à l'ennemi n'étaient pas rares... On ne pouvait pas non plus ne pas trouver suspect que les Juifs fussent aussi parfaitement informés de ce qui se passait sur le front. Le "téléphone juif" marchait parfois mieux et plus vite que tous les téléphones de campagne... Il n'était pas rare que les nouvelles du front fussent connues dans le petit hameau de Baranovitchi, situé à proximité de l'état-major général, avant même qu'elles ne parviennent au Commandant suprême et à son chef d'état-major¹⁹. » (Lemke souligne les origines juives de Chavelski lui-même²⁰.)

Un rabbin de Moscou se rendit à l'état-major pour essayer de persuader Chavelski que « les Juifs sont comme les autres : il y en a de courageux, il y en a de lâches ; il y a ceux qui sont loyaux envers leur patrie, il y a aussi les salauds, les traîtres », et il citait des exemples pris dans d'autres guerres. « Bien que cela fût très

18. G. S. Doumbadzé (Vospominania), Biblioteka-fond « Rousskoïe Zaroubejié », f/1, A-9, p. 5.

19. Père Chavelski, *op. cit.*, t. 1, p. 272.

20. Lemke, *op. cit.*, p. 37.

pénible pour moi, je dus lui raconter tout ce que je savais sur la conduite des Juifs pendant cette guerre-ci », « mais nous ne pûmes pas nous mettre d'accord²¹ ».

Voici encore le témoignage d'un contemporain. Abraham Zisman, ingénieur, affecté alors à la Commission d'évacuation, se souvenait, un demi-siècle plus tard : « À ma grande honte, je dois dire que [les Juifs qui se trouvaient près du front] se conduisirent de façon bien peu reluisante, apportant à l'armée allemande toute l'aide qu'ils pouvaient²². »

On porta également des accusations d'ordre strictement économique à l'encontre des Juifs qui fournissaient l'armée russe. Lemke recopia ainsi l'ordre à l'état-major signé par l'Empereur le jour même de sa prise de fonction en tant que Commandant suprême (cet ordre avait donc été préparé par Ianouchkévitch) : les fournisseurs juifs abusent des commandes de pansements, de chevaux, de pain que leur passe l'armée ; ils reçoivent des autorités militaires des documents certifiant « qu'on leur a confié le soin de procéder à des achats pour les besoins de l'armée... mais sans indication de quantité ni de lieu ». Puis « les Juifs font faire des copies certifiées de ces documents et les distribuent à leurs complices », et acquièrent ainsi la possibilité de procéder à des achats sur tout le territoire de l'Empire. « Grâce à la solidarité qui règne entre eux et à leurs importants moyens financiers, ils contrôlent de vastes régions pour y acheter principalement des chevaux et du pain », ce qui fait artificiellement monter les prix et rend plus difficile le travail des fonctionnaires chargés de l'approvisionnement²³.

Mais tous ces faits ne sauraient justifier la conduite de Ianouchkévitch et de l'état-major général. Sans faire l'effort de séparer le bon grain de l'ivraie, le haut commandement russe lança une opération, aussi massive qu'inepte, d'expulsion des Juifs.

Particulièrement frappante fut l'attitude envers les Juifs de Galicie qui vivaient en territoire austro-hongrois. « Dès le début de la Première Guerre mondiale, des dizaines de milliers de Juifs fuirent la Galicie pour la Hongrie, la Bohême, Vienne. Ceux qui sont restés ont beaucoup souffert pendant la période de l'occupation

21. Père Chavelski, *op. cit.*, t. 1, pp. 272-273.

22. Novaïa Zaria, San Francisco, 1960, 7 mai, p. 3.

23. Lemke*, *op. cit.*, p. 325.

russe de cette région²⁴. » « Les brimades, les coups et même les pogroms, fréquemment organisés par les unités de cosaques, devinrent le lot quotidien des Juifs de Galicie²⁵. » Voici ce qu'en écrit le père Chavelski : « En Galicie, la haine envers les Juifs était encore attisée par les vexations infligées sous la domination autrichienne aux populations russes [en fait, ukrainiennes et ruthènes] par les Juifs puissants²⁶ » (autrement dit, ces mêmes populations participaient à présent à l'arbitraire des cosaques).

« Dans la province de Kovno, on déporta tous les Juifs sans exception : les malades, les soldats blessés, les familles des soldats qui étaient au front²⁷. » « On exigea des otages sous prétexte de prévenir les actes d'espionnage », et les faits de ce genre « devinrent monnaie courante²⁸ ».

Cette déportation des Juifs apparaît sous un éclairage d'autant plus cru qu'en 1915 – contrairement à ce qui se passera en 1941 –, il n'y eut pas d'évacuation massive des populations urbaines. L'armée se retirait, les populations civiles restaient sur place, on ne chassait personne – mais les Juifs et eux seuls étaient chassés, tous sans exception et dans les plus brefs délais : sans parler de la blessure morale que cela représentait pour chacun, cela entraînait aussi la ruine, la perte de sa maison, de ses biens. N'était-ce pas, sous une autre forme, toujours le même pogrom de grande ampleur, mais cette fois provoqué par les autorités et non par la populace ? Comment ne pas comprendre le malheur juif ?

À cela, il faut ajouter que Ianouchkévitich, tout comme les haut-gradés qui se trouvaient sous ses ordres, agissaient en dehors de toute réflexion logique, dans le désordre, la précipitation, l'incohérence, ce qui ne pouvait qu'ajouter à la confusion. Il n'existe ni chronique ni compte rendu de toutes ces décisions militaires. Seulement des échos dispersés dans la presse de l'époque, et puis aussi dans « Les Archives de la révolution russe » de I. V. Hessen, une série de documents²⁹ ramassés au hasard, sans suite ; et puis,

24. PEJ, t. 2, p. 24.

25. PEJ, t. 7, p. 356.

26. Père Chavelski, *op. cit.*, p. 271.

27. PEJ, t. 7, p. 357.

28. Sliosberg, *op. cit.*, t. 3, p. 325.

29. Dokoumenty o presledovanii ievreiev (Documents sur la persécution des Juifs), Arkhiv Rousskoï Revoloutsii (Archives de la Révolution russe), izdavaïemy I.V. Gessenom, Berlin : Slovo, 1922-1937, t. 19, 1928, pp. 245-284.

comme chez Lemke, des copies de documents faites par des particuliers. Ces données éparses permettent malgré tout de se faire une opinion sur ce qui s'est passé.

Certaines des dispositions prévoient d'expulser les Juifs hors de la zone des opérations militaires « en direction de l'ennemi » (ce qui voudrait dire : en direction des Autrichiens, à travers la ligne de front ?), de renvoyer en Galicie les Juifs qui en sont originaires ; d'autres directives envisagent de les déporter à l'arrière du front, parfois à courte distance, parfois sur la rive gauche du Dniepr, parfois encore « au-delà de la Volga ». Tantôt c'est « nettoyer des Juifs une zone de cinq verstes en deçà du front », tantôt on parle d'une zone de cinquante verstes. Les délais d'évacuation sont tantôt de cinq jours, avec autorisation d'emporter ses biens, tantôt de vingt-quatre heures, probablement sans cette autorisation ; quant aux réfractaires, ils seront emmenés sous escorte. Ou bien encore : pas d'évacuation, mais, dans l'hypothèse d'une retraite, prendre des otages parmi les notables juifs, surtout les rabbins, pour le cas où des Juifs dénonceraient soit des Russes, soit des Polonais bien disposés à l'égard de la Russie ; en cas d'exécution de ceux-ci par les Allemands, procéder à l'exécution des otages (mais comment savoir, vérifier qu'il y avait eu des exécutions en territoire occupé par les Allemands ? C'était vraiment un système incroyable !) Autre instruction : on ne prend pas d'otages, on se contente de les désigner parmi la population juive peuplant nos territoires – ce sont eux qui porteront la responsabilité en cas d'actes d'espionnage en faveur de l'ennemi commis par d'autres Juifs. Ou encore : éviter à tout prix que les Juifs connaissent l'emplacement des tranchées creusées à l'arrière du front (pour qu'ils ne le communiquent pas aux Autrichiens par l'intermédiaire de leurs coreligionnaires, – on savait que les Juifs roumains pouvaient aisément traverser la frontière) ; ou bien, au contraire : obliger justement les Juifs civils à creuser les tranchées. Ou bien (ordre donné par le commandant de la région militaire de Kazan, le général Sandetski, connu pour son comportement despotique) : rassembler tous les soldats de confession juive dans des bataillons de marche et les expédier au front. Ou, à l'inverse : mécontentement provoqué par la présence de Juifs dans les unités de combat ; leur inaptitude militaire.

On a le sentiment qu'en menant leur campagne contre les Juifs, Ianouchkévitich et l'état-major étaient en train de perdre la tête :

que voulaient-ils au juste ? Au cours de ces semaines de combats particulièrement difficiles, quand les troupes russes reculaient, à bout de forces et à court de munitions, on adressa aux chefs d'unités une circulaire comprenant une « liste de questions » et leur donnant pour instruction de réunir le maximum d'informations sur « les qualités morales, militaires, physiques des soldats juifs », ainsi que sur leurs relations avec les populations juives locales. Et l'on réfléchit à la possibilité d'exclure complètement les Juifs de l'armée après la guerre.

Nous ne connaissons pas non plus le nombre exact de personnes déplacées. Dans *Le Livre sur le Monde juif russe*, nous lisons qu'en avril 1915, on expulsa de la province de Courlande 40 000 Juifs, et qu'en mai 120 000 d'entre eux furent chassés de celle de Kovno³⁰. À un autre endroit, le même ouvrage donne un chiffre global, pour toute la période, qui se monte à 250 000³¹ en incluant les réfugiés d'origine juive, ce qui voudrait dire que les déportés n'auraient guère représenté plus de la moitié de ce chiffre. — Après la révolution, le journal *Novoïe Vremia* publia une information selon laquelle l'évacuation de tous les habitants de Galicie dispersa sur le territoire de la Russie 25 000 personnes, parmi lesquelles près d'un millier de Juifs³². (Ce sont là des chiffres qui, pour le coup, sont trop faibles pour être vraisemblables.)

Les 10-11 mai 1915, l'ordre fut édicté de mettre fin aux déportations, et celles-ci cessèrent. Jabotinski tira la conclusion de l'expulsion des Juifs de la zone du front en 1915 en parlant d'une « catastrophe probablement sans précédent depuis le règne de Ferdinand et Isabelle » d'Espagne au xve siècle³³. Mais n'y a-t-il pas aussi comme un geste de l'Histoire dans le fait que cette déportation massive — elle-même, et les réactions indignées qu'elle suscita — allait contribuer concrètement à la suppression tant désirée de la Zone de résidence ?

Léonid Andreev avait vu juste : « Cette fameuse "barbarie" dont

30. A. A. Goldenweiser, *Pravovoïe polojenie ievreïev v Rossii* (La situation juridique des Juifs en Russie), LMJR-1, p. 135.

31. G. I. Aronson, *V borbe za grajdanskie i natsionalnye prava : Obščestvennyie tetchenia v rousskom evreïstve* (La lutte pour les droits civiques et nationaux : les mouvements d'opinion au sein de la communauté juive de Russie), LMJR-1, p. 232.

32. *Novoïe Vremia*, 1917, 13 avril, p. 3.

33. *Sliosberg, op. cit.*, t. 1, introduction de V. Jabotinski, p. xi.

on nous accuse... repose entièrement et exclusivement sur notre question juive et ses débordements sanguinaires³⁴. »

Ces déportations de Juifs connurent une résonance à l'échelle planétaire. Depuis Pétersbourg, pendant la guerre, les Juifs défenseurs des droits de l'homme transmirent vers l'Europe des informations sur la situation de leurs coreligionnaires ; « parmi eux, Alexandre Issaïevitch Braudo se distingua par son infatigable activité³⁵ ». A. G. Chliapnikov raconte que Gorki lui avait fait parvenir des documents sur les persécutions que subissaient les Juifs en Russie ; il les emporta aux États-Unis. Toutes ces informations se répandaient largement et rapidement en Europe et en Amérique, y soulevant une puissante vague d'indignation.

Et si les meilleurs parmi les représentants de la communauté et de l'intelligentsia juives craignaient que « la victoire de l'Allemagne... ne fasse que renforcer l'antisémitisme... et, pour cette seule raison, il ne pouvait être question de sympathies envers les Allemands ni d'espoirs en leur victoire³⁶ », un agent de renseignement militaire russe au Danemark rapporte en décembre 1915 que le succès de la propagande antirusse « est également facilité par les Juifs qui déclarent ouvertement qu'ils ne souhaitent pas la victoire de la Russie et sa conséquence : l'autonomie promise à la Pologne, car ils savent que cette dernière prendrait des mesures énergiques en vue de l'expulsion des Juifs hors de ses frontières³⁷ » ; autrement dit, c'est l'antisémitisme polonais qu'il fallait craindre, et non l'antisémitisme allemand : le sort qui attendait les Juifs dans une Pologne devenue indépendante serait peut-être encore pire que celui qu'ils subissaient en Russie.

Les gouvernements britannique et français éprouvaient quelque embarras à condamner ouvertement l'attitude de leur alliée. Mais, à cette époque, les États-Unis s'engageaient de plus en plus dans l'arène internationale. Et dans l'Amérique encore neutre de 1915, « les sympathies se divisèrent... ; une partie des Juifs qui se trouvaient être originaires d'Allemagne éprouvaient de la sympathie à l'égard de celle-ci, même s'ils ne la manifestaient pas de façon

34. L. Andreev, *Pervaïa stoupen* (la Première marche), *Chtchit* (le Bouclier), 1916, p. 5.

35. *Sliosberg, op. cit.*, t. 3, pp. 343-344.

36. *Ibidem*, p. 344.

37. *Lemke, op. cit.*, p. 310.

active³⁸ ». Leurs dispositions étaient entretenues par les Juifs en provenance de Russie et de Galicie qui, comme en témoigne le socialiste Ziv, souhaitaient (il ne pouvait plus en être autrement) la défaite de la Russie, et davantage encore par les « révolutionnaires professionnels » russo-juifs qui s'étaient établis aux États-Unis³⁹. À cela s'ajoutaient les tendances antirusses au sein de l'opinion américaine : tout récemment encore, en 1911, avait eu lieu la dramatique rupture d'un accord économique américano-russe vieux de quatre-vingts ans. Les Américains considéraient la Russie officielle comme un pays « corrompu, réactionnaire et ignare⁴⁰ ».

Ce qui se traduisit très vite par des effets tangibles. Dès août 1915, nous lisons dans les comptes rendus que Milioukov faisait des réunions du Bloc Progressiste : « Les Américains posent comme condition [d'une aide à la Russie] la possibilité pour les Juifs américains d'avoir libre accès au territoire russe⁴¹ », – toujours la même source de conflit qu'en 1911 avec T. Roosevelt. – Et lorsqu'une délégation parlementaire russe se rendit, début 1916, à Londres et à Paris pour solliciter une aide financière, elle se heurta à un refus catégorique. L'épisode est raconté en détail par Chingariov*, dans le rapport qu'il présenta le 20 juin 1916 devant la Commission militaire et maritime de la Douma après le retour de la délégation. En Angleterre, lord Rothschild répondit à cette demande : « Vous portez atteinte à notre crédit aux États-Unis. » En France, le baron de Rothschild déclara : « En Amérique, les Juifs sont très nombreux et actifs, ils exercent une grande influence, de sorte que l'opinion américaine vous est très hostile. » (Puis « Rothschild s'exprima de manière encore plus brutale » et Chingariov demanda que ses paroles ne figurent pas au procès-verbal.) Cette pression financière des Américains, conclut le

38. *Sliosberg, op. cit.*, t. 3, p. 345.

39. G. A. Ziv, Trotski : Kharakteristika. Po litchym vospominaniam (Trotski : une caractéristique. Souvenirs personnels), New York, Narodopravstvo, 1921, 30 juin, pp. 60-63.

40. *German Bernstein*, Retch, 1917, 30 juin, pp. 1-2.

41. Progressivny blok v 1915-1917 gg., Krasny arkhiv, 1932, t. 50-51, p. 136.

* André Chingariov (1869-1918), un des leaders du parti Cadet, il sera membre du premier Gouvernement provisoire en 1917. Arrêté par les bolcheviks et massacré dans sa prison.

rapporteur, est le prolongement d'une politique qui les a conduits à rompre notre accord commercial en 1911 (mais, bien entendu, à cela se sont ajoutées les déportations massives de Juifs survenues entre-temps). Jakob Schiff, qui avait eu des mots si durs envers la Russie en 1905, déclarait à présent à un parlementaire français envoyé en Amérique : « Nous accorderons un crédit à l'Angleterre et à la France quand nous aurons l'assurance que la Russie fera quelque chose pour les Juifs ; l'argent que vous nous empruntez va à la Russie, et nous ne voulons pas de ça⁴². » – Milioukov évoqua à la tribune de la Douma les protestations « des millions et des millions de Juifs américains... qui rencontrent un très large écho dans l'opinion américaine. J'ai entre les mains de nombreux journaux américains qui en apportent la preuve... Des meetings qui se terminent par des scènes d'hystérie, des crises de larmes à l'évocation de la situation des Juifs en Russie. J'ai la copie de la disposition prise par le président Wilson, instaurant une "journée des Juifs" sur tout le territoire américain afin de collecter de l'aide pour les victimes ». Et « lorsqu'on demande de l'argent aux banquiers américains, ils répondent : Pardon, comment cela ? Nous sommes d'accord pour prêter de l'argent à l'Angleterre et à la France, mais à la condition que la Russie n'en voie pas la couleur... Le célèbre banquier Jakob Schiff, qui régent le monde financier à New York, refuse catégoriquement toute idée de prêt à la Russie⁴³... »

L'*Encyclopaedia Judaica*, rédigée en anglais, confirme que Schiff, « utilisant son influence pour empêcher que d'autres établissements financiers consentent des prêts à la Russie..., poursuivit cette politique pendant toute la Première Guerre mondiale⁴⁴ » et fit pression sur les autres banques pour qu'elles agissent de même.

Pour tous ces remous provoqués par les déportations, aussi bien en Russie qu'à l'étranger, c'est le Conseil des ministres qui dut payer les pots cassés alors même que l'état-major ne le consultait pas et n'accordait aucune attention à ses protestations. J'ai déjà cité quelques bribes des débats passionnés qui agitaient le Cabinet à

42. Mejdunarodnoïe položenie tsarskoï Rossii vo vremia mirovoï voïny (La situation internationale de la Russie tsariste pendant la guerre mondiale), Krasny arkhiiv, 1934, t. 64, pp. 5-14.

43. Doklad P.N. Milioukova v Voïenno-morskoï komissii Gosoud. Doumy 19 iounia 1916g., Krasny arkhiiv, 1933, t. 58, pp. 13-14.

44. *Encyclopaedia Judaica*, Jerusalem, 1971, vol. 14, p. 961.

ce propos⁴⁵. En voici quelques autres. Krivochéine* était partisan d'accorder provisoirement aux Juifs le droit de s'installer dans toutes les villes de Russie : « Cette faveur accordée aux Juifs sera utile non seulement du point de vue politique, mais aussi du point de vue économique... Jusqu'à présent, notre politique en ce domaine faisait penser à cet avaro endormi sur son or, qui n'en tire aucun bénéfice et ne permet pas aux autres de le faire. » Mais Roukhlov lui rétorquait : cette proposition « constitue une modification fondamentale et irréversible d'une législation qui s'est mise en place au cours de l'Histoire avec pour but de protéger le patri-moine russe de la mainmise des Juifs, et le peuple russe de l'influence délétère du voisinage des Juifs... Vous précisez que cette faveur ne sera accordée que pour la durée de la guerre..., mais il ne faut pas se voiler la face » : après la guerre, « il ne se trouvera pas un seul gouvernement » pour « renvoyer les Juifs dans la Zone de résidence... Les Russes sont en train de mourir dans les tranchées et, pendant ce temps-là, les Juifs vont s'installer au cœur de la Russie, tirer bénéfice des malheurs endurés par le peuple, de la ruine générale. Quelle sera la réaction et de l'armée, et du peuple russe ? » – Et une fois encore, au cours de la réunion suivante : « La population russe endure des privations et des souffrances inimaginables, aussi bien sur le front qu'à l'intérieur du pays, tandis que les banquiers juifs achètent à leurs coreligionnaires le droit de se servir du malheur de la Russie pour exploiter demain ce peuple exsangue⁴⁶. »

Mais les ministres reconnaissaient qu'ils n'y avait pas d'autre issue. Cette mesure devait « être appliquée avec une exceptionnelle célérité » – « afin de satisfaire les besoins financiers engendrés par la guerre⁴⁷ ». Et tous, à l'exception de Roukhlov, apposèrent leur signature au bas de la circulaire autorisant les Juifs à

45. A. Soljénitsyne, *Krasnoïe Koleso* (La Roue rouge), t. 3, M. : Voïenizdat, 1993, pp. 259-263, (traduction française : *Mars dix-sept*, t. 1, Paris, éd. Fayard).

46. *Tiajelye dni. Sekretnye zasedania soveta ministrov*, 16 ioulia – sentiabria 1915 (Les Jours difficiles. Les réunions secrètes du Conseil des ministres, 16 juillet-septembre 1915), Sost. A. N. Iakhontov, Archives de la révolution russe, 1926, t. 18, pp. 47-48, 57.

47. *Ibidem*, p. 12.

* Proche collaborateur de Stolypine, ministre de l'Agriculture (1906-1915), meurt en émigration (1857-1921).

s'installer librement (avec possibilité d'acquérir des biens immobiliers) sur tout le territoire de l'Empire à l'exception des capitales, des zones agricoles, des provinces peuplées par les Cosaques et de la région de Yalta⁴⁸. À l'automne 1915 fut également abrogé le système du passeport annuel, jusque-là obligatoire pour les Juifs qui eurent droit désormais à un passeport permanent. (Ces mesures furent suivies par une levée partielle du *numerus clausus* dans les établissements d'enseignement et par l'autorisation d'occuper des fonctions d'avocat plaidant dans les limites des quotas de représentation⁴⁹.) L'opposition que ces décisions rencontrèrent dans l'opinion fut brisée sous la pression de la guerre.

C'est ainsi qu'après une existence d'un siècle et quart, la Zone de résidence des Juifs disparut à tout jamais. Et le comble, ainsi que le note Sliosberg, c'est que « cette mesure, si importante par son contenu..., revenant à supprimer la Zone de résidence, cette mesure pour laquelle s'étaient en vain battus pendant des décennies les Juifs russes et les cercles libéraux de Russie, passa inaperçue⁵⁰ ! » Inaperçue à cause de l'ampleur prise par la guerre. Des flots de réfugiés et d'émigrants submergeaient alors la Russie.

Le Comité pour les réfugiés, mis en place par le gouvernement, alloua aussi aux Juifs déplacés des crédits d'aide à l'installation⁵¹. Jusqu'à la révolution de Février, « la Conférence sur les réfugiés a poursuivi ses travaux et affecté des sommes considérables aux différents comités nationaux », y compris le comité juif⁵². Il va sans dire que s'y ajoutaient les fonds versés par de nombreuses organisations juives qui s'étaient attelées à cette tâche avec énergie et efficacité. On trouvait parmi elles l'Organisation des Artisans Juifs (OAJ), créée en 1880, bien rodée et étendant déjà son action au-delà de la Zone de résidence. L'OAJ, avait développé une coopération avec le World Relief Committee et le « Joint » (« Comité pour la répartition des fonds d'aide aux Juifs ayant souffert de la guerre »). Tous apportaient une aide massive aux populations juives de Russie ; « le "Joint" a secouru des centaines

48. PEJ, t. 7, pp. 358-359.

49. *Ibidem*, p. 359.

50. Sliosberg, t. 3, p. 341.

51. I. L. Teitel, *Iz moïej jizni za 40 let* (Souvenirs de 40 ans de ma vie), Paris : I. Povolotski i ko., 1925, p. 210.

52. Sliosberg, t. 3, p. 342.

de milliers de Juifs en Russie et en Autriche-Hongrie⁵³ ». En Pologne, l'OAJ aidait les Juifs candidats à l'émigration ou installés comme agriculteurs – car, « pendant la guerre, les Juifs qui habitaient de petites bourgades avaient été entraînés, non sans coercition de la part de l'occupant allemand, dans le travail de la terre⁵⁴ ». Il y avait aussi la Société prophylactique juive (SPJ), fondée en 1912 ; elle se donnait pour mission non seulement l'aide médicale directe aux Juifs, mais la création de sanatoriums, de dispensaires, le développement de l'hygiène sanitaire en général, la prévention des maladies, « la lutte contre la dégradation physique des populations juives » (nulle part en Russie il n'existait encore d'organisation de ce genre). À présent, en 1915, ses détachements organisaient pour les émigrants juifs, tout au long de leur itinéraire et sur leur lieu de destination, des centres de ravitaillement, des équipes médicales volantes, des hôpitaux de campagne, des refuges, des consultations pédiatriques⁵⁵. – Également en 1915, on voit apparaître l'Association juive d'aide aux victimes de la guerre (AJAVG) ; bénéficiant de l'aide du Comité pour les réfugiés et du si généreusement doté par l'État « Zemgor » (association de l'« Union des zemstvos » et de l'« Union des villes »), ainsi que de crédits en provenant d'Amérique, l'AJAVG mit en place un vaste réseau de chargés de mission venant en aide aux Juifs pendant leur déplacement et sur leur nouveau lieu de résidence, avec cuisines roulantes, cantines, points de distribution de vêtements, bureaux d'aide à l'emploi (agences de placement, centres de formation professionnelle), établissements d'accueil pour les enfants, écoles. Quelle admirable organisation ! – songeons en effet que furent ainsi pris en charge environ 250 000 réfugiés et personnes déplacées ; selon les chiffres officiels, le nombre de ceux-ci s'élevait déjà à 215 000 en août 1916⁵⁶. – Et il y avait aussi le « Bureau Politique » près les députés juifs de la quatrième Douma, issu d'un accord passé entre le Groupe Populaire juif, le Parti Populaire juif, le Groupe Démocratique juif

53. PEJ, t. 2, p. 345.

54. D. Lvovitch, L. Bramson i soïouz ORT (L. Bramson et l'OAJ), MJ-2, New York, 1944, p. 29.

55. I. M. Troitski, Samodeiatelnost i camopomochtch evreïev v Rossii (L'esprit d'initiative et l'entraide parmi les Juifs de Russie), LMJR-1, pp. 479-480, 485-489.

56. Aronson, LMJR-1, p. 232 ; I. Troitski, *ibidem*, p. 497.

et les sionistes ; pendant la guerre, il déploya « une activité considérable⁵⁷ ».

Malgré toutes les difficultés, « la guerre donna une forte impulsion à l'esprit d'initiative des Juifs, fouetta leur volonté de se prendre en charge⁵⁸ ». Au cours de ces années, « les forces considérables cachées jusque-là dans les profondeurs de la conscience juive arrivèrent à maturité et révélèrent au grand jour... d'immenses réserves d'initiative dans les domaines les plus variés de l'action politique et sociale⁵⁹ ». – En sus des moyens alloués par les comités d'entraide, l'AJAVG bénéficiait des millions que lui versait le gouvernement. À aucun moment la Conférence spéciale sur les réfugiés « ne rejeta notre suggestion » sur le montant des aides : 25 millions en un an et demi, soit infiniment plus que ce que les collectes parmi les Juifs avaient pu réunir (le gouvernement payait là les erreurs de l'état-major) ; quant aux sommes qui parvenaient d'Occident, le comité pouvait les conserver⁶⁰ pour les utiliser ultérieurement.

C'est ainsi qu'avec tous ces mouvements de la population juive – réfugiés, personnes déplacées, mais aussi bon nombre de volontaires – la guerre modifia de façon significative la répartition des Juifs en Russie ; d'importantes colonies se constituèrent dans des villes très éloignées du front, essentiellement Nijni Novgorod, Voronège, Penza, Samara, Saratov, mais dans les capitales tout autant. Bien que la suppression de la Zone de résidence n'eût pas concerné Pétersbourg et Moscou, ces deux villes se trouvèrent désormais pratiquement ouvertes. Souvent, on y allait pour rejoindre des parents ou des protecteurs installés là depuis longtemps. Au détour de souvenirs laissés par des contemporains, on découvre par exemple un dentiste de Pétersbourg du nom de Flakke : appartement de dix pièces, valet de pied, servante, cuisinier – les Juifs aisés n'étaient pas rares et, en pleine guerre, alors qu'il y avait pénurie de logements à Petrograd, ils ouvraient des possibilités d'accueil pour les Juifs venus d'ailleurs. Nombreux furent ceux qui changèrent de lieu de résidence au cours de ces années-là : des familles, des groupes de familles qui n'ont pas laissé

57. Aronson, *op. cit.*, p. 232.

58. I. Troitski, *op. cit.*, p. 484.

59. Aronson, *op. cit.*, p. 230.

60. Sliosberg, *op. cit.*, t. 3, pp. 329-331.

de traces dans l'histoire, sauf parfois dans des chroniques familiales à caractère privé, comme ces parents de David Azbel : « Tante Ida... a laissé le calme et la somnolence de Tchernigov, au début de la Première guerre mondiale, pour venir s'installer à Moscou⁶¹. » Les nouveaux arrivants étaient souvent de condition très modeste, mais certains accédaient à des postes influents, tel le petit clerc Poznanski qui, au sein de la commission de censure militaire de Petrograd, eut la haute main « sur toutes les affaires secrètes⁶² ».

Pendant ce temps-là, l'état-major déversait mécaniquement ses torrents de directives, tantôt respectées, tantôt négligées : exclure les Juifs sous les drapeaux de toutes activités étrangères au service armé : secrétaire, boulanger, infirmier, téléphoniste, télégraphiste. Ainsi, « en vue de prévenir la propagande antigouvernementale que sont supposés mener les Juifs médecins et infirmiers, il faut les affecter non dans les hôpitaux ou les infirmeries de campagne, mais "dans des lieux peu propices aux activités de propagande comme, par exemple, les positions avancées, le transport des blessés sur le champ de bataille⁶³" ». Dans une autre directive : chasser les Juifs de l'Union des zemstvos, de l'Union des villes et de la Croix Rouge où ils se concentrent en grand nombre pour échapper au service armé (comme faisaient aussi, notons-le au passage, des dizaines de milliers de Russes), se servent de leur position avantageuse à des fins de propagande (comme faisait tout libéral, radical ou socialiste qui se respectait) et, surtout, colportent des bruits sur « l'incompétence du haut commandement » (ce qui correspondait dans une large mesure à la réalité⁶⁴). D'autres circulaires alertaient contre le danger qu'il y avait à garder les Juifs à des postes qui les mettaient en contact avec des informations sensibles : dans les services de l'Union des zemstvos du front de l'ouest, en avril 1916, « toutes les branches importantes de l'administration (y compris celles qui relèvent du secret défense) sont aux mains de Juifs », et l'on cite le nom de ceux qui sont chargés de l'enregistrement et du classement des documents confidentiels, ainsi que celui du directeur du département de l'information qui, « de par ses fonctions, dispose du libre

61. D. Azbel, *Do, vo vremia i posle* (Avant, pendant et après), *Vremia i my*. New York, Jérusalem, Paris, 1989, n° 104, pp. 192-193.

62. Lemke, *op. cit.*, p. 468.

63. PEJ, t. 7, p. 357.

64. Archives de la révolution russe, 1928, t. XIX, pp. 274, 275.

accès à différents services de l'armée à l'arrière du front ou dans les régions⁶⁵ ».

Toutefois, rien ne prouve que les vociférations de l'état-major sur la nécessité de chasser les Juifs de l'administration du Zemgor aient eu des résultats tangibles. Toujours bien informé, Lemke constate que « les directives des autorités militaires sur l'exclusion des Juifs » du Zemgor « n'y reçurent pas un bon accueil ». Une circulaire fut publiée, stipulant que « toutes les personnes de confession juive licenciées sur ordre des autorités, le sont pour deux mois avec maintien de leur salaire et des indemnités de déplacement, et avec possibilité d'être recrutées prioritairement dans les établissements du Zemgor situés à l'arrière du front⁶⁶ ». (Le Zemgor était le chouchou de la presse russe influente. C'est ainsi qu'elle se refusa unanimement à révéler ses sources de financement : en vingt-cinq mois de guerre, au 1^{er} septembre 1916, 464 millions de roubles octroyés par le gouvernement – l'équipement et les fournitures étaient livrés directement des entrepôts de l'État –, contre seulement 9 millions réunis par les zemstvos, les villes, les collectes⁶⁷. Si la presse refusa de publier ces chiffres, c'est parce qu'aurait été vidée de son sens l'opposition entre l'action philanthropique et caritative du Zemgor et celle d'un gouvernement stupide, insignifiant et nul.)

Les circonstances économiques et les conditions géographiques faisaient que, parmi les fournisseurs de l'armée, il y avait beaucoup de Juifs. Une lettre de doléances exprimant la colère des « cercles orthodoxes-russes de Kiev..., poussés par leur devoir de patriotes », pointe du doigt Salomon Frankfurt qui occupait un poste particulièrement élevé, celui de « délégué du ministère de l'Agriculture à l'approvisionnement de l'armée en lard » (il faut dire que des plaintes sur la désorganisation entraînée par ses réquisitions se firent entendre jusqu'à la Douma). Toujours à Kiev, un obscur « agronome d'un zemstvo de la région », Zelman Kopel, fut immortalisé par l'Histoire parce qu'ayant ordonné une réquisition excessive juste avant la Noël 1916, il priva de sucre pendant

65. Lemke, *op. cit.*, p. 792.

66. *Ibidem*, p. 792.

67. S.S. Oldenbourg, *Tsarstvovanie Imperatora Nikolaïa II* (Le règne de l'empereur Nicolas II), t. 2, Munich, 1949, p. 192.

les fêtes tout un district rural (dans cette affaire, une plainte fut également déposée contre l'administration locale des zemstvos⁶⁸).

En novembre 1916, le député N. Markov, stigmatisant à la Douma « les maraudeurs de l'arrière et les détrousseurs » des biens de l'État et de la Défense nationale, désignait, selon son habitude, tout particulièrement les Juifs : à Kiev, encore une fois, c'était Cheftel, membre du Conseil municipal, qui avait bloqué dans les entrepôts et laissé pourrir plus de 2 500 tonnes de farine, de poisson et autres produits que la ville gardait en réserve, tandis qu'au même moment, « les amis de ces messieurs vendaient leur propre poisson à des prix faramineux » ; c'était V. I. Demtchenko, élu de Kiev à la Douma, qui cachait « des masses de Juifs, de Juifs riches » (et il les énumère) « pour les faire échapper au service militaire » ; c'était aussi, à Saratov, « l'ingénieur Lévy » qui fournissait « par l'intermédiaire du commissionnaire Frenkel » des marchandises au Comité militaro-industriel à des prix gonflés⁶⁹. Mais il faut noter que les comités militaro-industriels mis en place par Goutchkov* se comportaient exactement de la même manière avec le Trésor public. Alors...

Dans un rapport du Département de la Sécurité de Petrograd daté d'octobre 1916, on peut lire : « À Petrograd, le commerce est exclusivement aux mains des Juifs qui connaissent parfaitement les goûts, les aspirations et les opinions de l'homme de la rue » ; mais ce rapport fait également état de l'opinion répandue à droite selon laquelle, dans le peuple, « la liberté dont jouissent les Juifs depuis le début de la guerre » suscite de plus en plus de mécontentement ; « c'est vrai, il existe encore officiellement quelques firmes russes, mais elles sont en fait contrôlées par des Juifs : il est impossible d'acheter ou de commander quoi que se soit sans l'entremise d'un Juif⁷⁰ ». (Les publications bolcheviques, comme par exemple le

68. Iz zapisnoi knijki arkhivista, Soob. M. Paozerskovo (Carnets d'un archiviste, comm. par M. Paozerski), Krasny Arkhiv, 1926, t. 18, pp. 211-212.

69. Gosoudarstvennaïa Douma – Tchetyvërty sozýv (Quatrième Douma d'Empire), compte rendu sténographique des débats, 22 nov. 1916, pp. 366-368.

70. Polititcheskoïe položenie Rossii nakanoune Fevral'skoï revolioutsii (La situation politique en Russie à la veille de la révolution de Février), Krasny arkhiv, 1926, t. 17, pp. 17, 23.

* Alexandre Goutchkov (1882-1936), fondateur et leader du parti Octobriste, président de la troisième Douma (mars 1910-mars 1911), président du Comité panrusse des industries de guerre, deviendra ministre de la Guerre et de la Marine dans le premier Gouvernement provisoire. Émigra en 1918. Il meurt à Paris.

livre de Kaïourov⁷¹ qui se trouvait à l'époque à Petrograd, n'ont pas manqué de travestir la réalité en alléguant qu'en mai 1915, pendant la mise à sac des firmes et magasins allemands à Moscou, la foule s'en prit aussi aux établissements juifs, – ce qui est faux, et ce fut même le contraire qui se passa : pendant l'émeute anti-allemande, les Juifs, à cause de la ressemblance des noms de famille, se protégèrent en accrochant à la devanture de leur boutique la pancarte : « Ce magasin est juif » – et ils ne furent pas touchés. À l'arrière, le commerce juif n'eut pas à souffrir durant toutes les années de guerre.)

Cependant, au sommet de la monarchie – dans l'entourage morbide de Raspoutine –, un petit groupe d'individus plutôt louches jouait un rôle important. Ils ne soulevaient pas seulement l'indignation des milicux de droite – ainsi, en mai 1916, l'ambassadeur de France à Petrograd, Maurice Paléologue, notait dans son journal : « Un ramassis de financiers juifs et de spéculateurs malpropres, Rubinstein, Manus, etc., ont conclu un accord avec lui [Raspoutine] et le dédommagent grassement pour services rendus. Sur leurs instructions, il adresse des notes aux ministres, dans des banques ou à différentes personnalités influentes⁷². »

En effet, si par le passé c'était le baron Guinzbourg qui intervenait ouvertement en faveur des Juifs, cette action fut désormais conduite en sous-main par les arrivistes qui s'étaient agglutinés autour de Raspoutine. Il y avait là le banquier D. L. Rubinstein (il était directeur d'une banque d'affaires de Petrograd, mais se frayait avec assurance un chemin vers l'entourage du trône : il gérât la fortune du grand-duc André Vladimirovitch, fit la connaissance de Raspoutine par l'intermédiaire de A. Vyroubova*, puis fut décoré de l'ordre de Saint-Vladimir, on lui donna le titre de conseiller d'État, et donc du « Votre Excellence »). Mais aussi l'industriel I. P. Manus (directeur de l'usine de

71. V. Kaïourov, *Petrogradskie rabotchie v gody imperialistitcheskoï voïny* (Les ouvriers de Petrograd pendant les années de la guerre impérialiste), M., 1930.

72. Maurice Paléologue, *Tsarskaïa Rossia nakanoune revolioutsii* (La Russie impériale à la veille de la révolution), M., Pd., GIZ, 1923, p. 136.

* Anna Vyroubova (1884-1964), demoiselle d'honneur de l'Impératrice dont elle fut longtemps la meilleure amie, admiratrice fanatique de Raspoutine, intermédiaire permanente entre le couple impérial et le *starets*. Arrêtée en 1917, libérée, réarrêtée, elle réussit à s'enfuir en Finlande où elle vivra plus de 45 ans dans un oubli complet.

wagons de Petrograd, membre du directoire des usines Poutilov, du conseil d'administration de deux banques et de la Société russe des transports, lui aussi conseiller d'État).

Rubinstein attacha à Raspoutine un « secrétaire » permanent, Aron Simanovitch, un riche joaillier, marchand de diamants, illettré mais fort habile et entreprenant (mais quel besoin Raspoutine avait-il d'un « secrétaire », lui qui ne possédait rien ?...)

Ce Simanovitch (« le meyeur dantre lè juif », aurait griffonné le « starets » sur son portrait) publia dans l'émigration un petit livre hâbleur sur le rôle qu'il avait joué à cette époque. On y trouve toutes sortes de potins sans intérêt, d'affabulations (il parle des « centaines de milliers de Juifs exécutés et massacrés sur ordre du grand-duc Nicolas Nicolaïevitch⁷³ ») ; mais, à travers cette écume et ces envolées de vantardise, on peut entrevoir des faits réels, bien concrets.

Par exemple, l'« affaire des dentistes » – pour la plupart des Juifs – qui avait éclaté dès 1913 : « On avait monté une véritable usine de diplômes de dentiste » qui inondèrent Moscou⁷⁴, – leur détention donnait droit au séjour permanent et dispensait du service militaire. Il y en eut près de 300 (selon Simanovitch : 200). Les faux dentistes furent condamnés à un an de prison, mais, sur intervention de Raspoutine, on les gracia.

« Pendant la guerre..., les Juifs cherchaient auprès de Raspoutine une protection contre la police ou les autorités militaires », et Simanovitch confie fièrement que « beaucoup de jeunes gens juifs imploraient son aide pour échapper à l'armée », ce qui, en temps de guerre, leur donnait la possibilité d'entrer à l'Université ; « il n'existait souvent aucune voie légale » – mais Simanovitch prétend qu'il arrivait toujours à trouver une solution. Raspoutine « était devenu l'ami et le bienfaiteur des Juifs, et soutenait sans réserve mes efforts pour améliorer leur condition⁷⁵ ».

En évoquant le cercle de ces nouveaux favoris, on ne peut pas

73. A. *Simanovitch*, Raspoutine i ievrei. Vospominania litchnovo sekretaria Grigoria Raspoutina (Raspoutine et les Juifs. Souvenirs du secrétaire personnel de Grigori Raspoutine), [Sb.] Sviatoï tchêrt. Taïna Grigoria Raspoutina : Vospom., Dokoumenty, Materialy sledstv. Komissii. M. : Knijnaïa Palata, 1991, pp. 106-107.

74. *Sliosberg*, *op. cit.*, t. 3, p. 347.

75. *Simanovitch*, pp. 89, 100, 102, 108.

ne pas mentionner l'aventurier hors-pair que fut Manassevitch-Manouïlov. Il avait été tour à tour fonctionnaire du ministère de l'Intérieur et agent de la police secrète russe à Paris, ce qui ne l'empêchait pas de vendre à l'étranger des documents secrets du Département de la police ; il avait mené des négociations secrètes avec Gapon ; quand Stürmer* fut nommé Premier ministre, on lui confia des « "missions secrètes", exceptionnelles⁷⁶ ».

Rubinstein fit irruption dans la vie publique en rachetant le journal *Novoïe Vremia* (cf. chapitre 8), jusque là hostile aux Juifs. (Ironie de l'histoire : en 1876, Souvorine avait acheté ce journal avec l'argent du banquier de Varsovie Kroneberg, et, au début, bien orienté à l'égard des Juifs, il leur ouvrait ses colonnes. Mais, à partir de la guerre entre la Russie et la Turquie, *Novoïe Vremia* changea brutalement de cap, « passa dans le camp de la réaction », et, « pour ce qui était de la question juive, ne mit plus de freins à la haine et à la mauvaise foi⁷⁷ ».) En 1915, le Premier ministre Gorémikyne** et le ministre de l'Intérieur Khvostov junior*** eurent beau faire obstacle au rachat du journal par Rubinstein⁷⁸, celui-ci parvint un peu plus tard à ses fins, – mais on était déjà trop près de la révolution, tout cela ne servit pas à grand-chose. (Un autre journal de droite, le *Grajdanine* fut lui aussi partiellement racheté par Manus).

S. Melgounov a surnommé le « quintette » ce petit groupe qui traitait ses affaires dans l'« antichambre⁷⁹ » du tsar – par l'intermédiaire de Raspoutine. Compte tenu du pouvoir dont ce dernier

76. S.P. Melgounov, *Legenda o separatnom mire. Kanoun revolioutsii* (La légende de la paix séparée. La veille de la révolution), Paris, 1957, pp. 263, 395, 397.

77. EJ, I, 11, pp. 758, 759.

78. Pismo ministra vnoutrennikh del A. N. Khvostova Predsedateliou soveta ministrov I. L. Goremykinou ot 16 dek. 1915 (Lettre du ministre de l'Intérieur A. N. Khvostov au président du Conseil des ministres I. L. Gorémikyne, datée du 16 décembre 1915), *Delo naroda*, 1917, 21 mars, p. 2.

79. Melgounov, *op. cit.*, p. 289.

* Prolégé de Raspoutine, devient président du Conseil des ministres (2 février-23 novembre 1916), cumulant ses fonctions avec celles de ministre de l'Intérieur (16 mars-17 juillet) puis des Affaires étrangères (20 juillet-23 novembre). Après Février, il est arrêté et incarcéré à la forteresse Pierre-et-Paul où il meurt le 2 septembre 1917.

** Ivan Gorémikyne (1839-1917), une première fois Premier ministre en avril-juillet 1906, puis de janvier 1914 à janvier 1916.

*** Alexis Khvostov junior (1872-1918), leader des droites à la quatrième Douma, ministre de l'Intérieur en 1915-1916. Fusillé par les bolcheviks.

disposait, ce n'était plus une mince affaire : des personnages douteux se trouvaient à proximité immédiate du trône et pouvaient exercer une dangereuse influence sur les affaires de la Russie entière. L'ambassadeur de Grande-Bretagne, Buchanan, estimait que Rubinstein était lié aux services de renseignement allemands⁸⁰. On ne peut exclure cette possibilité.

La rapide pénétration de l'espionnage allemand en Russie et ses liens avec les spéculateurs de l'arrière contraignirent le général Alexeïev* à solliciter de l'empereur, au cours de l'été 1916, l'autorisation d'effectuer des investigations au-delà de la zone de compétence de l'état-major, — et c'est ainsi que fut constituée la « Commission d'enquête du général Batiouchine ». Sa première cible fut le banquier Rubinstein, soupçonné d'« opérations spéculatives avec des capitaux allemands », de manipulations financières au profit de l'ennemi, de dépréciation du rouble, de surpaiement des agents étrangers pour les commandes passées par l'Intendance générale, et d'opérations spéculatives sur le blé dans la région de la Volga. Sur décision du ministre de la Justice, Rubinstein fut arrêté le 10 juillet 1916 et accusé de haute trahison⁸¹.

C'est de l'impératrice en personne que Rubinstein reçut le soutien le plus ferme. Deux mois après son arrestation, elle demanda à l'Empereur « de l'envoyer discrètement en Sibérie, de ne pas le garder ici, pour ne pas énerver les Juifs » — « parle de Rubinstein » avec Protopopov**. Deux semaines plus tard, Raspoutine envoie à son tour un télégramme à l'empereur disant que Protopopov « implore que personne ne vienne le déranger », y compris le contre-espionnage... ; « il m'a parlé du détenu avec douceur, en vrai chrétien ». — Encore trois semaines plus tard, l'impératrice : « À propos de Rubinstein, il se meurt. Envoie immédiatement un

80. *Ibidem*, p. 402.

81. V. N. Semennikov, *Politika Romanovykh nakanoune revolioutsii. Ot Antanty — k Guermanii* (La politique des Romanov à la veille de la révolution. De l'Entente vers l'Allemagne), M., L., GIZ, 1926, pp. 117, 118, 125.

* Michel Alexeïev (1857-1918), alors chef d'état-major du Commandant suprême. Conseillera au tsar d'abdiquer. Commandant suprême jusqu'au 3 juin 1917. Après Octobre, organisateur de la première armée Blanche, dans le Don.

** Dernier ministre tsariste de l'Intérieur. Accusé d'intelligence avec l'Allemagne (perpétrée en Suède durant l'été 1916 à l'occasion d'un voyage en Angleterre d'une délégation de la Douma). Emprisonné par le Gouvernement provisoire. Fusillé par les bolcheviks.

télégramme [au Front nord-ouest]... pour qu'on le transfère de Pskov sous l'autorité du ministre de l'Intérieur » – c'est-à-dire de ce bon et doux chrétien de Protopopov ! Et, le jour suivant : « J'espère que tu as envoyé le télégramme pour Rubinstein, il est mourant. » Et le lendemain encore : « As-tu pris les dispositions pour que Rubinstein soit remis au ministre de l'Intérieur ? S'il reste à Pskov, il va mourir, – s'il te plaît, mon doux ami⁸² ! »

Le 6 décembre, Rubinstein fut libéré – soit dix jours avant l'assassinat de Raspoutine qui eut ainsi juste le temps de lui rendre un ultime service. Aussitôt après, le ministre Makarov*, que l'impératrice détestait, fut destitué. (Un peu plus tard, il sera fusillé par les bolcheviks.) – Il est vrai qu'avec la libération de Rubinstein, l'instruction de son cas ne fut pas close ; il fut de nouveau arrêté, mais, pendant la salvatrice révolution de Février, avec d'autres détenus qui se morfondaient dans les geôles tsaristes, il fut libéré par la foule de la prison de Petrograd et quitta l'ingratitude Russie, comme eurent aussi le temps de le faire Manassevitch, Manus et Simanovitch. (Ce Rubinstein, nous aurons encore l'occasion de le retrouver.)

Pour nous qui vivons dans les années 90 du xx^e siècle**, cette orgie de pillage des biens de l'État apparaît comme un modèle expérimental à toute petite échelle... Mais ce que l'on retrouve dans un cas comme dans l'autre, c'est un gouvernement à la fois prétentieux et nul qui laisse la Russie abandonnée à son destin.

*

Instruit par l'affaire Rubinstein, l'état-major fit procéder à la vérification des comptes de plusieurs banques. Au même moment, une instruction fut ouverte contre les sucriers de Kiev – Hepner, Tsekhanovski, Babouchkine et Dobry. Ceux-ci avaient obtenu

82. Pisma imperatritsy Aleksandry Fëdorovny k Imperatorou Nikolaïou II / Per. s angl. V. D. Nabokova (Lettres de l'impératrice Alexandra Fedorovna à l'empereur Nicolas II / trad. de l'anglais par V. D. Nabokov), Berlin : Slovo, 1922, pp. 202, 204, 211, 223, 225, 227.

* Ministre de la Justice du 20 juillet 1916 au 2 janvier 1917. Fusillé par la Tchéka en septembre 1918.

** Époque où fut parachevée la rédaction du présent volume, et allusion à l'état de la Russie eltsinienne.

l'autorisation d'exporter du sucre vers la Perse ; ils en avaient fait des envois massifs, mais bien peu de marchandise avait été signalée par les douanes et était parvenue sur le marché persan ; le reste du sucre avait « disparu », mais, selon certaines informations, il avait transité par la Turquie – alliée de l'Allemagne – et avait été vendu sur place. Dans le même temps, le prix du sucre s'était brusquement envolé dans les régions du Sud-Ouest, là où était concentrée l'industrie sucrière de la Russie. L'affaire des sucriers s'engagea dans un climat de rigueur et d'intransigeance, mais la commission Batiouchine ne mena pas son enquête à terme, transmit le dossier à un juge d'instruction de Kiev, lequel commença par élargir les prévenus, puis on leur trouva des appuis auprès du trône.

Pour ce qui est de la commission Batiouchine elle-même, sa composition laissait fort à désirer. Son manque d'efficacité dans l'instruction de l'affaire Rubinstein fut mis en évidence par le sénateur Zavadski⁸³. Dans ses mémoires, le général Loukomski, membre de l'état-major, raconte que l'un des principaux juristes de la commission, le colonel Rezanov, homme incontestablement compétent, se trouva être aussi grand amateur de cartes, de bons restaurants, de dîners bien arrosés ; un autre, Orlov, se révélera être un renégat qui travaillera dans la police secrète après 1917, puis passera chez les Blancs et, dans l'émigration, se signalera par sa conduite provocatrice. Il y avait sans doute au sein de cette commission d'autres personnages louches qui ne refusaient pas les pots-de-vin et avaient monnayé la libération des détenus. Par toute une série d'actes inconsidérés, la commission attira sur elle l'attention de la Justice militaire à Petrograd et de hauts fonctionnaires du ministère de la Justice.

Cependant, il n'y avait pas que l'état-major pour s'occuper du problème des spéculateurs, et ce, en relation avec les activités « des Juifs en général ». Le 9 janvier 1916, le directeur par intérim du Département de la police, Kafafov, signa une directive classée secret défense, laquelle fut adressée à tous les gouverneurs de provinces et de villes ainsi qu'à tous les commandements de la gendarmerie. Mais le « service de renseignement » de l'opinion eut tôt fait de percer le secret, et, un mois plus tard, le 10 février, toutes

83. S. V. Zavadski, *Na velikom izlome* (La grande fracture), Archives de la révolution russe, 1923, t. 8, pp. 19-22.

affaires cessantes, Tchkhéidzé* donna lecture de ce document du haut de la tribune de la Douma. Et ce qu'on pouvait y lire, ce n'était pas seulement que « les Juifs font de la propagande révolutionnaire », mais qu'« en sus de leur activité criminelle de propagande... ils se sont fixé deux objectifs importants : faire monter artificiellement le prix des denrées de première nécessité et retirer de la circulation la monnaie courante » – ils cherchent ainsi « à faire en sorte que la population perde confiance en la monnaie russe », à répandre la rumeur que « le gouvernement russe est en faillite, qu'il n'y a plus assez de métal pour fabriquer des pièces ». Le but de tout cela, selon la circulaire, était « d'obtenir la suppression de la Zone de résidence, parce que les Juifs pensent que la période actuelle est la plus favorable pour parvenir à leurs fins en entretenant le trouble dans le pays. » Le Département n'accompagnait ces considérations d'aucune mesure concrète : c'était simplement « pour information⁸⁴ ».

Voici quelle fut la réaction de Milioukov : « On utilise avec les Juifs la méthode de Rostoptchine** – on les présente devant une foule surexcitée en disant : ce sont eux les coupables, ils sont à vous, faites-en ce que vous voulez⁸⁵. »

Au cours des mêmes journées, la police encercla la Bourse de Moscou, procéda à des vérifications d'identité parmi les opérateurs et découvrit soixante-dix Juifs en situation illégale ; une rafle du même type eut lieu à Odessa. Et cela aussi pénétra dans l'hémicycle de la Douma, y provoquant un véritable cataclysme – ce que le Conseil des ministres redoutait tant il y avait encore un an était en train d'arriver : « Dans la période actuelle, on ne peut tolérer l'instauration au sein de la Douma d'un débat sur la question juive, débat qui pourrait prendre une forme dangereuse et servir de prétexte à une aggravation des conflits entre nationalités⁸⁶. » Mais le débat s'instaura bel et bien et dura plusieurs mois.

84. Archives de la révolution russe, 1928, t. 19, pp. 267-268.

85. Compte rendu sténographique des débats de la quatrième Douma, 10 février 1916, p. 1312.

86. Archives de la révolution russe, 1926, t. 18, p. 49.

* Leader menchévique, député aux troisième et quatrième Doumas ; en février 1917, président du Soviet de Petrograd. Émigrera en 1921, se suicidera en 1926.

** Gouverneur de Moscou au début du XIX^e siècle. On a longtemps cru qu'il avait fait incendier la ville quand les Français y arrivèrent en 1812. Père de la comtesse de Ségur.

La réaction la plus vive et la plus passionnée à la circulaire du Département fut celle de Chingariov* – il n'avait pas son pareil pour communiquer à ses auditeurs toute l'indignation qui soulevait son cœur : « Il n'est pas une ignominie, pas une turpitude dont l'État ne se soit rendu coupable envers le Juif, lui qui est un État chrétien... répandre sur tout un peuple des calomnies sans le moindre fondement... La société russe ne pourra guérir de ses maux que lorsque vous retirerez cette épine, ce mal qui gangrène la vie du pays – la persécution des nationalités... Oui, on a mal pour notre gouvernement, on a honte de notre État ! » L'armée russe s'est retrouvée sans munitions en Galicie – « et ce sont les Juifs qui en seraient responsables ? » « Quant à la flambée des prix, ses raisons sont nombreuses et complexes... Pourquoi, dans ce cas, la circulaire ne mentionne-t-elle que les Juifs, pourquoi ne parle-t-elle pas des Russes et d'autres encore ? » En effet, les prix s'étaient envolés partout en Russie. Et de même pour la disparition des pièces de monnaie. « Et c'est dans une circulaire du Département de la police qu'on peut lire tout cela⁸⁷ ! »

Rien à objecter.

Facile de rédiger une circulaire au fond d'un bureau, mais fort désagréable d'en répondre devant un Parlement en furie. C'est pourtant ce à quoi dut se résoudre son auteur, Kafafov. Il se défendit : la circulaire ne comportait aucune directive, elle n'était pas adressée à la population, mais aux autorités locales, pour information et non pour suite à donner ; elle n'a soulevé les passions qu'après avoir été vendue par des fonctionnaires « timorés » et rendue publique du haut de cette tribune. Comme c'est étrange, poursuivit Kafafov : on ne parle pas ici d'autres circulaires confidentielles qui ont sans doute, elles aussi, fait l'objet de fuites ; ainsi, dès mai 1915, il en avait lui-même paraphé une de cet ordre : « On observe une montée de haine envers les Juifs dans certaines catégories de la population de l'Empire », et le Département « demande

87. Compte rendu sténographique des débats de la quatrième Douma, 8 mars 1916, pp. 3037-3040.

* André Chingariov (1869-1918), médecin de zemstvo, leader du parti Cadet, sera ministre de l'Agriculture dans le premier Gouvernement Provisoire, et des Finances dans le second. Massacré sur son lit d'hôpital le 18 janvier 1918.

que soient prises les mesures les plus énergiques en vue d'empêcher toute démonstration allant dans ce sens », tout acte de violence de la population dirigé contre les Juifs, « de prendre les mesures les plus énergiques pour étouffer dans l'œuf la propagande qui commence à se développer en certains endroits, pour empêcher qu'elle n'aboutisse à des flambées de pogroms ». Ou bien encore, un mois auparavant, début février, cette directive envoyée à Poltava : renforcer la surveillance afin d'« être en mesure d'empêcher à temps toute tentative de pogrom contre les Juifs⁸⁸ ».

Et de se plaindre : comment se fait-il que les circulaires comme celles-ci n'intéressent pas l'opinion, qu'on les laisse, elles, passer dans le plus grand silence ?

Dans son intervention enflammée, Chingariov avait tout de suite mis en garde la Douma contre le danger « d'engager des débats sur l'océan sans limite de la question juive ». Mais c'est pourtant ce qui se passa du fait de la publicité réservée à cette circulaire. Du reste, Chingariov lui-même poussa maladroitement dans cette direction en abandonnant le terrain de la défense des Juifs pour déclarer que les véritables traîtres, c'étaient les Russes : Soukhomlinov*, Miassoïedov et le général Grigoriev qui avait honteusement capitulé à Kovno⁸⁹.

Ces propos provoquèrent une réaction. Markov** lui objecta qu'il n'avait pas le droit de parler de Soukhomlinov, celui-ci n'étant pour l'instant qu'inculpé. (Le Bloc Progressiste se tailla de jolis succès avec l'affaire Soukhomlinov, mais, dès la fin du Gouvernement Provisoire, lui-même dut reconnaître qu'on avait perdu son temps, qu'il n'y avait eu là aucune trahison.) Miassoïedov avait déjà été condamné et exécuté (mais certains faits peuvent laisser penser que c'était aussi une affaire montée de toutes pièces) ; Markov se borna à ajouter qu'« il avait été pendu en compagnie de six espions juifs »

88. *Ibidem*, pp. 3137-3141.

89. *Ibidem*, pp. 3036-3037.

* Ministre de la Guerre inefficace de 1909 à 1915, arrêté le 3 mai 1916, libéré en novembre par l'entremise de Raspoutine.

** Nicolas Markov (1876-1945), dit à la Douma « Markov-II » pour le distinguer d'homonymes. Leader de l'extrême droite. En novembre 1918, passera en Finlande, puis à Berlin et Paris où il dirigera une revue monarchiste, *L'Aigle à deux têtes*. Se transporte en 1936 en Allemagne où il dirige une publication antisémite en langue russe. Mort à Wiesbaden.

(ce que j'ignorais : Miassoïedov avait été jugé seul) et que, voilà : un à six, tel était le rapport⁹⁰.

Parmi certaines propositions figurant dans le programme que le Bloc Progressiste avait réussi à ficeler en août 1915, « l'autonomie de la Pologne » semblait quelque peu fantasmagorique dans la mesure où celle-ci était tout entière aux mains des Allemands ; « l'égalité des droits pour les paysans » n'avait pas à être exigée du gouvernement, car Stolypine l'avait fait passer dans les faits et c'était précisément la Douma qui ne l'avait pas entérinée, posant justement comme condition l'égalité simultanée des Juifs ; tant et si bien que « la mise en place progressive d'un processus de réduction des limitations de droits imposées aux Juifs » – alors même que le caractère évasif de cette formulation sautait aux yeux – n'en devenait pas moins la principale proposition du programme du Bloc. Celui-ci comprenait des députés juifs⁹¹ et la presse en yiddish clama : « La communauté juive souhaite bon vent au Bloc Progressiste ! »

Et voici que maintenant, après bientôt deux années d'une guerre exténuante, de lourdes pertes sur le front et une agitation fiévreuse à l'arrière, l'extrême droite lançait ses admonestations : « Vous avez compris qu'il faut vous expliquer devant le peuple sur votre silence à propos de la supériorité militaire des Allemands, sur votre silence à propos de la lutte contre la flambée des prix et votre zèle excessif à vouloir accorder l'égalité des droits aux Juifs ! » Voilà donc ce que vous exigez « du gouvernement, à l'heure qu'il est, en pleine guerre, – et s'il ne satisfait pas à ces exigences, vous l'envoyez promener et ne reconnaissez qu'un seul gouvernement, celui qui donnera l'égalité aux Juifs ! » Mais « on ne va tout de même pas donner l'égalité maintenant, justement maintenant que tout le monde est chauffé à blanc contre les Juifs ; en agissant ainsi, vous ne faites que monter l'opinion contre ces malheureux⁹² ».

Le député Friedman réfute l'affirmation selon laquelle le peuple est au comble de l'exaspération : « Dans le contexte tragique de l'oppression des Juifs, on voit poindre cependant une lueur d'espoir et je ne veux pas la passer sous silence : c'est l'attitude des populations russes des provinces de l'intérieur à l'égard des réfugiés juifs

90. *Ibidem*, p. 5064.

91. PEJ, t. 7, p. 359.

92. Compte rendu sténographique des débats de la quatrième Douma, février 1916, p. 1456 et 28-29 février 1916, p. 2471.

qui arrivent là-bas. » Ces réfugiés juifs « reçoivent aide et hospitalité ». C'est « le gage de notre avenir, de notre fusion avec le peuple russe ». Mais il souligne avec insistance que la responsabilité de tous les malheurs des Juifs incombe au gouvernement, et il porte ses accusations au plus haut niveau : « Il n'y avait jamais de pogrom quand le gouvernement ne le voulait pas. » Par l'intermédiaire des membres de la Douma, « je m'adresse aux 170 millions d'habitants de la Russie... : on veut se servir de vos mains pour lever le couteau sur le peuple juif de Russie⁹³ ! ».

À cela on lui répondit : les députés de la Douma savent-ils seulement ce que l'on pense dans le pays ? « Le pays n'écrit pas dans les journaux juifs, le pays souffre, travaille... s'enlise dans les tranchées, c'est là qu'il est, le pays, et non dans les journaux juifs où travaillent des quidams obéissant à des directives mystérieuses. » On alla même jusqu'à dire : « Que la presse soit contrôlée par le gouvernement est un mal, mais il existe un mal encore plus grand : que la presse soit contrôlée par les ennemis de l'État russe⁹⁴ ! »

Comme l'avait pressenti Chingariov, la majorité libérale de la Douma n'avait plus intérêt, désormais, à prolonger le débat sur la question juive. Mais le processus était enclenché et rien ne pouvait plus l'arrêter. Et ce fut une suite sans fin d'interventions qui venaient faire irruption au milieu des autres affaires à traiter, quatre mois durant, jusqu'à la fin de la session d'automne.

La droite accusait le Bloc Progressiste : non, la Douma n'allait pas s'attaquer au problème de la montée des prix ! « Vous n'allez pas vous battre avec les banques, les syndicats, contre les grèves dans l'industrie, car cela reviendrait à vous battre contre les Juifs. » Pendant ce temps, la municipalité réformiste de Petrograd « a donné à ferme l'approvisionnement de la ville à deux Israélites, Levenson et Lesman : au premier le ravitaillement en viande, au second les magasins d'alimentation – alors qu'il a vendu illégalement de la farine à la Finlande ». D'autres exemples de fournisseurs gonflant artificiellement les prix sont donnés⁹⁵. (Nul parmi les députés ne prit sur lui d'assurer la défense de ces spéculateurs.)

93. *Ibidem*, pp. 1413-1414, 1421, 1422.

94. *Ibidem*, pp. 1453-1454 ; 2477.

95. *Ibidem*. p. 4518.

Après cela, impossible que ne vienne pas sur le tapis la question, si d'actualité pendant ces années de guerre, du *numerus clausus* ! Comme nous l'avons vu, il avait été rétabli après la révolution de 1905, mais progressivement atténué par la pratique commune de l'externat dans les lycées et l'autorisation donnée aux Juifs qui avaient achevé leurs études de médecine à l'étranger de passer le diplôme d'État en Russie ; d'autres mesures furent prises en ce sens – mais pas l'abrogation pure et simple – en 1915, au moment où fut supprimée la Zone de résidence. P. N. Ignatiev, ministre de l'Instruction publique en 1915-1916, réduisit également le *numerus clausus* dans les établissements d'enseignement supérieur.

Et voilà qu'au printemps 1916, les murs de la Douma résonnent longuement du débat sur cette question. On examine les statistiques du ministère de l'Instruction publique et le professeur Levachev, député d'Odessa, fait savoir que les dispositions du Conseil des ministres (autorisant l'admission dérogatoire dans les établissements d'enseignement des enfants des Juifs appelés sous les drapeaux) ont été arbitrairement étendues par le ministère de l'Instruction publique aux enfants des employés du Zemgor, des organismes chargés de l'évacuation, des hôpitaux, mais aussi des personnes se déclarant [de façon mensongère] à la charge d'un parent sous les drapeaux. Et c'est ainsi que sur les 586 étudiants admis en 1915 en première année de médecine à l'université d'Odessa, « 391 sont Juifs », soit les deux tiers, et qu'il « ne reste qu'un tiers pour les autres nationalités ». À l'université de Rostov-sur-le-Don : 81 % d'étudiants juifs à la faculté de Droit, 56 % à la faculté de Médecine, 54 % à la faculté des Sciences⁹⁶.

Gourevitch réplique à Levachev : voilà bien la preuve que le *numerus clausus* ne sert à rien ! « Quelle est l'utilité du *numerus clausus*, alors que même cette année, quand les Juifs ont bénéficié d'un régime supérieur à la norme, il y a eu assez de place pour accueillir tous les chrétiens qui voulaient entrer à l'Université ? » Qu'est-ce que vous voulez – des salles de cours vides ? La petite Allemagne compte un grand nombre de professeurs juifs, et pourtant elle n'en meurt pas⁹⁷ !

Objection de Markov : « Les universités sont vides [parce que]

96. *Ibidem*, pp. 3360-3363.

97. *Ibidem*, p. 3392.

les étudiants russes sont à la guerre, et on y envoie [dans les universités] des masses de Juifs. » « Échappant au service militaire », les Juifs « ont submergé l'université de Petrograd et, grâce à cela, vont grossir les rangs de l'intelligentsia russe... Ce phénomène... est néfaste pour le peuple russe, destructeur, même », car tout peuple « est soumis au pouvoir de son intelligentsia ». « Les Russes doivent protéger leurs élites, leur intelligentsia, leurs fonctionnaires, leur gouvernement ; celui-ci doit être russe⁹⁸. »

Six mois plus tard, à l'automne 1916, Friedman reviendra encore à la charge en posant à la Douma la question suivante : « Il vaudrait donc mieux que nos universités restent vides..., il vaudrait mieux que la Russie se retrouve sans élite intellectuelle plutôt que d'y admettre les Juifs en trop grand nombre⁹⁹ ? »

D'un côté, Gourevitch avait évidemment raison : pourquoi les salles de cours auraient-elles dû rester vides ? Que chacun fasse ce qu'il a à faire. Mais, en posant la question en ces termes, ne confortait-il pas les soupçons et l'amertume de la droite : donc, nous n'œuvrons pas *ensemble* ? Aux uns de faire la guerre, aux autres de faire des études ?

(Mon père, par exemple – il a interrompu ses études à l'université de Moscou et s'est engagé dans l'armée comme volontaire. Il semblait à l'époque qu'il n'y avait pas d'alternative : ne pas aller au front eût été déshonorant. Qui, parmi ces jeunes volontaires russes, et même parmi les professeurs restés dans les universités, comprenait que l'avenir du pays ne se jouait pas seulement sur les champs de bataille ? Vers où s'en allait l'époque – cela, personne ne le comprenait ni en Russie, ni en Europe.)

Au printemps 1916, le débat sur la question juive fut suspendu au motif qu'il provoquait une agitation indésirable dans l'opinion. Mais le problème des nationalités fut remis à l'ordre du jour par un amendement à la loi sur les zemstvos de canton. La création de cette nouvelle structure administrative fut discutée au cours de l'hiver 1916-17, pendant les derniers mois d'existence de la Douma. Et voilà qu'un beau jour, alors que les principaux orateurs étaient allés se restaurer ou avaient regagné leurs pénates, et qu'il ne restait plus guère en séance qu'une moitié de députés bien sages,

98. *Ibidem*, pp. 1456, 3421, 5065.

99. *Ibidem*, p. 90.

un paysan de Viatka, du nom de Tarassov, parvient à se faufiler à la tribune. Timidement, il prend la parole, s'efforçant de faire comprendre aux députés le problème posé par l'amendement : celui-ci prévoit en effet qu'« on admet tout le monde, et les Juifs, c'est-à-dire, et les Allemands, tous ceux qui viendront dans notre canton. Et eux, quels seront leurs droits ? Ces gens qui vont être enregistrés [dans notre canton]... mais ils vont prendre les places, et les paysans, personne s'en occupe... Si c'est un Juif qui dirige l'administration cantonale et sa femme qui fait secrétaire, alors les paysans, eux, quels vont être leurs droits ?... Qu'est-ce qui va se passer, où seront les paysans ?... Et quand nos vaillants guerriers vont revenir, à quoi ils auront droit ? À rester à l'arrière ; mais, pendant la guerre, c'est en première ligne qu'ils ont été, les paysans... Ne faites pas d'amendements qui entrent en contradiction avec la réalité pratique de la vie paysanne, ne donnez pas le droit aux Juifs et aux Allemands de participer aux élections des zemstvos de canton, car ce sont des peuples qui ne vont rien apporter d'utile ; au contraire, ils vont beaucoup nuire et il y aura des désordres à travers le pays. Nous autres paysans, nous n'allons pas nous soumettre à ces nationalités¹⁰⁰. »

Mais, pendant ce temps-là, la campagne en faveur de l'égalité des droits pour les Juifs battait son plein. Elle bénéficiait désormais du soutien d'organisations qui, jusque-là, ne s'étaient pas senties concernées par la question, comme, par exemple, le Groupe ouvrier central de Gvozdev*, qui représentait les intérêts du prolétariat russe. Au printemps 1916, le Groupe ouvrier affirma être informé de ce que « la réaction [sous-entendu : le gouvernement et l'administration du ministère de l'Intérieur] prépare ouvertement un pogrom contre les Juifs dans toute la Russie ». Et Kozma Gvozdev de répéter ces âneries au congrès des comités militaro-industriels. – En mars 1916, dans une lettre adressée à Rodzianko**, le Groupe ouvrier proteste contre la suspension du débat sur la question juive

100. *Ibidem*, pp. 1069-1071.

* Dit aussi Kouzma Gvozdiou (né en 1883), ouvrier, leader menchévique, défenseur, président du Groupe ouvrier central ; après Février, membre du comité central exécutif du Soviet de Petrograd, ministre du Travail du quatrième Gouvernement Provisoire. En camp ou en prison à partir de 1930.

** Président de la Douma de 1911 à 1917.

à la Douma ; et le même Groupe d'accuser la Douma elle-même de complaisance envers les antisémites : « L'attitude de la majorité lors de la séance du 10 mars revient *de facto* à apporter son soutien direct et à venir en renfort à la politique de pogroms antijuifs conduite par le pouvoir... Par son soutien à l'antisémitisme militant des cercles dirigeants, la majorité à la Douma porte un coup sérieux à l'œuvre de défense nationale¹⁰¹. » (Ils ne s'étaient pas concertés, ils n'avaient pas compris qu'à la Douma, c'était justement la gauche qui avait besoin de mettre fin au débat.) – Les ouvriers bénéficiaient également du soutien de « groupes juifs » qui, selon un rapport du Département de la Sécurité d'octobre 1916, « ont submergé la capitale et, sans appartenir à aucun parti, mènent une politique violemment hostile au pouvoir¹⁰² ».

Et le pouvoir dans tout cela ? Sans disposer de preuves directes, on peut penser qu'au sein des équipes ministérielles qui se succédèrent en 1916, la décision de proclamer l'égalité des droits pour les Juifs fut sérieusement examinée. Cela avait été évoqué à plus d'une reprise par Protopopov qui avait déjà réussi, semble-t-il, à faire pencher Nicolas II dans cette direction. (Protopopov avait aussi intérêt à aller vite pour couper court à la campagne que la gauche avait déclenchée à son encontre.) – Et le général Globatchev, qui fut le dernier à diriger le Département de la Sécurité avant la révolution, écrit dans ses mémoires, en rapportant les propos de Dobrovolski qui fut aussi le dernier ministre de la Justice de la monarchie : « Le projet de loi sur l'égalité des droits pour les Juifs était déjà prêt [dans les mois qui précédèrent la révolution] et, selon toute vraisemblance, la loi aurait été promulguée pour les fêtes de Pâques 1917¹⁰³. »

Mais, en 1917, les fêtes pascales allaient se dérouler sous un tout autre régime. Les ardentes aspirations de nos radicaux et de nos libéraux se seraient alors réalisées.

101. K istorii gvozdevchtchiny (Contribution à l'histoire du mouvement de Gvozdev), Krasny arkhiv, 1934, t. 67, p. 52.

102. Politicheskoe polozenie Rossii nakanune Fevral'skoï revoliutsii (La situation politique en Russie à la veille de la révolution de Février), Krasny arkhiv, 1926, t. 17, p. 14.

103. K.I. Globatchev, Pravda o rousskoï revoliutsii : Vospominania bychevo Načalnika Petrogradskovo Okhrannovo Otdelenia. Dekabr 1922 (La vérité sur la révolution russe : mémoires de l'ancien chef du département de la Sécurité de Petrograd : décembre 1922), Khranenie Kofoumbiiskovo oouniversiteta, machinopis, p. 41.

« Tout pour la victoire ! » — oui, mais « pas avec ce pouvoir-là ! » L'opinion publique, aussi bien chez les Russes que chez les Juifs, comme la presse, tous étaient entièrement tournés vers la Victoire, étaient les premiers à la réclamer, — seulement, *pas avec ce gouvernement ! pas avec ce tsar !* Tous étaient toujours persuadés de la justesse du raisonnement simple et génial qu'ils avaient tenu au début de la guerre : avant que celle-ci ne se termine (parce qu'après, ce sera plus difficile) et en remportant victoire sur victoire sur les Allemands, jeter à bas le tsar et changer le régime politique.

Et c'est à ce moment-là que viendrait l'égalité des droits pour les Juifs.



Nous avons examiné sous de multiples aspects les circonstances dans lesquelles se sont déroulées cent vingt années de vie commune des Russes et des Juifs au sein d'un même État. Parmi les difficultés, certaines ont trouvé une solution au fil du temps, d'autres sont apparues et se sont amplifiées au cours des années qui ont précédé le printemps 1917. Mais le caractère évolutif des processus en marche prenait visiblement le dessus et promettait un avenir constructif.

Et c'est à ce moment-là qu'une déflagration mit en pièces le système politique et social de la Russie — et donc les fruits de l'évolution, mais aussi la résistance militaire à l'ennemi, payée par tant de sang, et enfin les perspectives d'un avenir d'épanouissement : ce fut la révolution de Février.

TABLE

<i>Entrée en matière</i>	7
<i>Du périmètre de cette étude</i>	11
<i>Mentions abrégées des principales sources citées en notes par l'auteur</i>	13
1. En englobant le XVIII ^e siècle	15
2. Sous Alexandre I ^{er}	67
3. Sous Nicolas I ^{er}	107
4. À l'époque des réformes	149
5. Après l'assassinat d'Alexandre II	203
6. Au sein du mouvement révolutionnaire russe	235
7. Naissance du sionisme	281
8. À la charnière des XIX ^e et XX ^e siècles	299
9. Dans la révolution de 1905	373
10. Le temps de la Douma	459
11. Juifs et Russes avant la Première Guerre mondiale : la prise de conscience	499
12. Dans la guerre (1914-1916)	525

Composition et mise en pages réalisées
par ÉTIANNE COMPOSITION
à Neuilly-sur-Seine

*Impression réalisée sur CAMERON par
BRODARD ET TAUPIN
La Flèche*

*pour le compte des Éditions Fayard
en février 2002*

Imprimé en France
Dépôt légal : mars 2002
N° d'édition : 20555 - N° d'impression : 11786
ISBN : 2-213-61158-0
35-57-1358 -7/01

Dans mon travail d'un demi-siècle sur l'histoire de la révolution russe, je me suis heurté plus d'une fois au problème des relations entre Russes et Juifs. Son dard s'enfonçait à tout bout de champ dans les événements, la psychologie des hommes, et suscitait des passions chauffées à blanc.

Je ne perdais pas espoir qu'un auteur me devancerait et saurait éclairer, avec l'amplitude et l'équilibre nécessaires, cet épieu incandescent. Mais nous avons plus souvent affaire à des reproches unilatéraux : soit les Russes sont coupables face aux Juifs, pire, le peuple russe est perverti depuis toujours, cela nous le trouvons à profusion ; soit, à l'autre pôle, les Russes qui ont traité de ce problème relationnel l'ont fait pour la plupart avec hargne, excès, sans vouloir même imputer le moindre mérite à la partie adverse [...].

J'aurais aimé ne pas éprouver mes forces sur un sujet aussi épineux. Mais je considère que cette histoire – à tout le moins l'effort pour y pénétrer – ne doit pas rester « interdite ».

L'histoire du « problème juif » en Russie (en Russie seulement ?) est avant tout d'une exceptionnelle richesse. En parler signifie entendre soi-même des voix nouvelles et les donner à entendre au lecteur. (Dans ce livre, les voix juives vont retentir bien plus souvent que les voix russes.)

Mais les tourbillons du climat social font que l'on se trouve communément sur le fil du rasoir. On sent peser sur soi, des deux côtés, toutes sortes de griefs et d'accusations, plausibles aussi bien qu'invraisemblables, qui vont en s'amplifiant.

Le propos qui me guide au fil de cet ouvrage sur la vie commune des peuples russe et juif consiste à chercher tous les points d'une compréhension mutuelle, toutes les voies possibles qui, débarrassées de l'amertume du passé, puissent nous conduire vers l'avenir.

A.S.

Voici le premier des trois tomes de *Deux siècles ensemble* qui couvre la période allant de la fin du XVIII^e siècle à la veille de la révolution de 1917.



9 782213 611587

35-1358-7 III-2002
27€ / 177,10 FRF
prix TTC France

Odessa à la fin XIX^e siècle
dac. Photothèque Hachette
Photogravure MCP

Alexandre Soljénitsyne

DEUX SIÈCLES ENSEMBLE

1917-1972

II

*Juifs et Russes
pendant la période soviétique*



Fayard

DU MÊME AUTEUR

- UNE JOURNÉE D'IVAN DÉNISSOVITCH, Julliard, 1963.
LA MAISON DE MATRIONA,
suivi de L'INCONNU DE KRÉTCHÉTOVKA
et de POUR LE BIEN DE LA CAUSE, Julliard, 1966.
LE PAVILLON DES CANCÉREUX, Julliard, 1968.
LE PREMIER CERCLE, Laffont, 1968.
LES DROITS DE L'ÉCRIVAIN, Seuil, 1969.
ZACHARIE L'ESCARCELLE ET AUTRES RÉCITS, Julliard, 1970.
LA FILLE D'AMOUR ET L'INNOCENT, théâtre, Laffont, 1971.
AOÛT QUATORZE (première version), Seuil, 1972.
LETTRE AUX DIRIGEANTS DE L'UNION SOVIÉTIQUE, Seuil, 1974.
L'ARCHIPEL DU GOULAG, I et II, Seuil, 1974 ; III, Seuil, 1976.
LE CHÊNE ET LE VEAU, Seuil, 1975.
LÉNINE À ZÜRICH, Seuil, 1975.
FLAMME AU VENT, Seuil, 1977.
LE DÉCLIN DU COURAGE, Seuil, 1978.
MESSAGE D'EXIL, Seuil, 1979.
L'ERREUR DE L'OCCIDENT, Grasset, 1980.
LES TANKS CONNAISSENT LA VÉRITÉ, Fayard, 1982.
LES PLURALISTES, Fayard, 1983.
LES INVISIBLES, Fayard, 1992.
LE « PROBLÈME RUSSE » À LA FIN DU XX^e SIÈCLE, Fayard, 1994.
EGO suivi de SUR LE FIL, Fayard, 1995.
NOS JEUNES, récits en deux parties, Fayard, 1997.
LA RUSSIE SOUS LES DÉCOMBRES, Fayard, 1998.
LE GRAIN TOMBÉ ENTRE LES MEULES, Fayard, 1998.
DEUX RÉCITS DE GUERRE, Fayard, 2000.
DEUX SIÈCLES ENSEMBLE (1795-1995)
Tome 1 - Juifs et Russes avant la Révolution, 2002.

*Dans la série des Œuvres en version définitive
publiées aux Éditions Fayard :*

- Tome 1. LE PREMIER CERCLE, 1982.
Tome 2. LE PAVILLON DES CANCÉREUX ET AUTRES RÉCITS, 1983.
Tome 3. ŒUVRES DRAMATIQUES, 1986.
Tome 4. L'ARCHIPEL DU GOULAG, I, 1991.
LA ROUE ROUGE, *Premier nœud*, AOÛT QUATORZE, 1984.
LA ROUE ROUGE, *Deuxième nœud*, NOVEMBRE SEIZE, 1985.
LA ROUE ROUGE, *Troisième nœud*, MARS DIX-SEPT,
Tome 1, Chapitres 1-170, 1992.
Tome 2, Chapitres 171-353, 1993.
Tome 3, Chapitres 354-531, 1998.
Tome 4, Chapitres 532-656, 2001.

Alexandre Soljénitsyne

DEUX SIÈCLES
ENSEMBLE
(1917-1972)

tome II

Juifs et Russes
pendant la période soviétique

traduit du russe par
Anne Kichilov, Georges Philippenko
et Nikita Struve

Fayard

*L'introduction et les chapitres 13, 16, 17, 25, 26, 27
ont été traduits par Nikita Struve,
les chapitres 15, 19, 20, 21, 24 par Anne Kichilov,
les chapitres 14, 18, 22, 23 par Georges Philippenko.*

© Alexandre Soljénitsyne, 2002, pour la langue russe.
© Librairie Arthème Fayard, 2003, pour le monde entier
à l'exception de la langue russe.

MENTIONS ABRÉGÉES DES PRINCIPALES SOURCES CITÉES EN NOTES PAR L'AUTEUR

ARR : Archives de la Révolution russe, édité par J. Guessen, Berlin, éd. Slovo, 1922-1937.

EJ : Encyclopédie juive en 16 volumes, Saint-Petersbourg, Société pour la promotion des éditions juives scientifiques et éd. Brokhaus et Efron, 1906-1913.

EJR : Rossiskaia Evreiskaia Entsiklopedia [Encyclopédie juive russe], M. 1994, 2^e édition en cours de publication, corrigée et augmentée.

Izvestia : Nouvelles du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd.

LMJR-1 : Kriga o rousskom evreïstve : ot 1860 godov do Revolioutsii 1917 g. [Livre sur le Monde juif de Russie : des années 1860 à la révolution de 1917], New York, éd. de l'Union des Juifs russes, 1960.

LMJR-2 : Kriza o rousskom evreïstve. 1917-1967 [Le Livre sur le Monde juif de Russie, 1917-1967], New York, éd. de l'Union des Juifs russes, 1968.

MJ : Evreïskii mir [Le Monde juif], Paris, Union des intellectuels russo-juifs.

PEJ : Petite encyclopédie juive, Jérusalem, 1976, éd. de la Société pour l'étude des communautés juives.

RHR : Istoriko-revolutsionnyi sbornik [Recueil historique révolutionnaire], sous la direction de V. I. Nevski, en 3 vol., M. L., GIZ, 1924-1926.

RiE : Rossia i evrei [La Russie et les Juifs], Paris, YMCA Press, 1978 (éd. originale, Berlin, 1924).

VM : Vremia i my [Le Temps et Nous], revue internationale de littérature et des problèmes de société, Tel-Aviv.

« 22 » : revue sociale, politique et littéraire de l'intelligentsia juive issue d'URSS en Israël, Tel-Aviv.

Les notes bibliographiques appelées par un chiffre sont de l'auteur.
Parmi celles-ci, celles marquées d'un astérisque renvoient à une référence
de seconde main.

Les notes explicatives appelées par un astérisque sont des traducteurs.

TENTATIVE DE CLARIFICATION

Tout examen du rôle important des Juifs dans la vie d'un pays ou d'un peuple où ils sont disséminés, ainsi que s'y emploie notre livre, bute inévitablement sur la question : « qui est juif ? », « qui doit-on considérer comme juif ? ». Tant que les Juifs vivaient au milieu d'autres peuples en enclaves isolées, la question ne se posait pas. Mais, au fur et à mesure qu'ils s'assimilaient, ou simplement participaient à la vie ambiante, la question se fit jour et fut intensément débattue, en premier lieu par les Juifs eux-mêmes. Naturellement, dans la Russie post-révolutionnaire, jusqu'à ce que les Juifs reçoivent la possibilité d'émigrer, les réponses changèrent constamment, aussi n'est-il pas inutile d'essayer de les passer en revue. Et là, pour étonnant que cela paraisse, dès les premiers pas, nous sommes confrontés à des opinions si contradictoires et si controversées qu'on est frappé par leur diversité.

L'*Encyclopédie juive* parue avant la Révolution ne donne, dans l'article « Juif », aucune définition ; elle se contente de noter que « le terme *juif*, pour désigner un Israélite par opposition à un Égyptien, se trouve déjà dans les parties les plus anciennes du Pentateuque », et cite les diverses hypothèses concurrentes sur l'étymologie du mot¹. L'*Encyclopédie juive* contemporaine se limite à la définition suivante : « Une personne appartenant au peuple juif². »

Mais, bien évidemment, peu nombreux sont ceux qui se

1. EJ, t. 7, pp. 434-436.

2. PEJ, p. 405.

contentent d'une telle définition. « Qui considérer comme juif ? Qui est juif ? », ou encore « Qu'est-ce que la judaïté ? », voilà une question qui, pour les Juifs eux-mêmes, est loin d'être simple. Des écrivains juifs et russo-israéliens nous disent à propos du concept « juif » : « Ni en Israël ni à l'étranger il n'existe, parmi les Juifs eux-mêmes, d'accord quant au contenu de ce concept. Quand quelqu'un d'inexpérimenté approche ce concept de près, il devient pour lui insaisissable³. » « Soixante-quatorze ans après la révolution russe et quarante-trois ans après la renaissance de l'État d'Israël, essayer de définir le Juif tient du casse-tête⁴. »

Cependant, ce ne fut jamais un problème pour les Juifs religieux. Définition des rabbins orthodoxes : « Le Juif est celui qui est né d'une mère juive ou a été converti au judaïsme conformément à la Galachie⁵. » (La *Galachie* est la réglementation religieuse de la vie des Juifs, « l'ensemble des lois qui se trouvent dans la Tora, le Talmud et la littérature rabbinique postérieure⁶ ».)

« Qu'est-ce qui nous donnait et nous donne encore la force de vivre, et quelle est la signification de cette vie ? L'un et l'autre relèvent du domaine de la religion⁷. » Arthur Koestler aussi écrivait : « Le signe distinctif du Juif [...] n'est pas son appartenance à une culture ou à une langue, mais la religion⁸. » Aujourd'hui encore on peut lire dans une revue israélienne : « La plénitude nationale juive n'est possible que dans le mode de vie religieux⁹. »

Mais, dès l'Antiquité, certains s'étaient déjà écartés de cette façon de voir. S. Ia. Lourié donne l'exemple des esséniens, une secte juive qui voyait le salut non dans l'épanouissement national, mais dans celui de l'individu. Les esséniens étaient les « serviteurs du monde », et les autorités locales, par respect pour leurs convictions, ne les astreignaient pas au service militaire. « Néanmoins,

3. *Alexandre Voronel*, *Legkoe porkhanie vokrug tiajelykh problem* [Survol rapide de problèmes difficiles] – « 22 », *Revue sociale, politique et littéraire de l'intelligentsia juive issue d'URSS en Israël*, Tel-Aviv, 1992, n° 82, p. 125.

4. *Edward Norden*, *Perestchityvaia evreev* [En comptabilisant les Juifs] – « 22 », 1991, n° 79, p. 118.

5. *Ibidem*.

6. *PEJ*, t. 2 p. 7.

7. *I. M. Bieckerman*, *Le Juif tel qu'il se ressent : ce que nous avons été, ce que nous sommes devenus, ce que nous devons être*, Paris, 1939, p. 12.

8. *A. Koestler*, *Judas à la croisée des chemins* – V.M., 1978, n° 33, p. 99.

9. *Alexandre Koutcherski*, *Evrejskaïa paradigma* [Le paradigme juif] – « 22 », 1993, n° 88, p. 142.

quand le danger menaça le centre même du monde juif, en dépit de leur attitude sceptique à l'égard de la sainteté du Temple et des sacrifices, en dépit de leur antimilitarisme pur et dur, ils se portèrent volontaires pour rejoindre les rangs des combattants juifs ; le ferment national et patriotique était en eux si fort qu'il prévalut sur les convictions qui constituaient leur raison de vivre¹⁰. »

Dès le xix^e siècle on trouve l'opinion que « les Juifs sont antérieurs au judaïsme » ; que nous devons constamment élargir notre compréhension de la judaïté, « nous débarrasser des limitations du judaïsme galachique pour accéder à un monde plus vaste¹¹ ».

Pour ce qui est du xx^e siècle sécularisé, le point de vue religieux n'a pas manqué d'être ébranlé et de s'étioler. Dans les réflexions postérieures à la révolution de G. Sliosberg, le motif religieux se trouve relégué au second plan : « En quoi consiste le critère de la nationalité juive ? C'est bien dans la judaïté que, pendant des millénaires, résidait l'essence nationale ; elle est dans la chaîne continue du particularisme de la culture juive, dans une seule et même essence de tous les Juifs dans tous les pays¹². »

Au milieu du même xx^e siècle, Hannah Arendt lançait cet avertissement : « Le judaïsme s'est dégradé en judaïté, une vision du monde en un ensemble de traits psychologiques¹³. » L'écrivain israélien Amos Oz va dans le même sens : « Ce qui a joué, c'est un penchant tragique à substituer au judaïsme un certain état psychologique communément appelé *yiddishkeit*... ce n'est qu'un rejeton du judaïsme, un rameau, une de ses pousses¹⁴. »

Dans la seconde moitié du xx^e siècle, l'un des intellectuels juifs les plus autorisés déclarait : « Je respecte les convictions religieuses... mais... je souligne que la judaïté n'est pas nécessairement liée à la religion, qu'en parlant de la judaïté nous avons en vue quelque chose de très différent. Des valeurs communes ?

10. S. Ia. Lourié, *Antisemitism v drevnem mire* [L'antisémitisme dans le monde antique], Tel-Aviv, 1976 [reprise de l'article paru in *Byloe*, Petrograd 1922], p. 171.

11. *Guillel Galkine*, *Chto takoe « evreïskost » ?* [Qu'est-ce que la « judaïté » ?] – « 22 », 1989, n° 66, pp. 94-95.

12. G. B. Sliosberg, *Dela minouvchikh dnei : zapiski rousskogo evreia* [Faits du temps passé : carnets d'un Juif russe], en 3 vol. Paris, 1933-34. t. 1, p. 7.

13. *Hannah Arendt*, *Antisemitism* [L'Antisémitisme] – Syntaxis, Paris, 1989, n° 26, p. 147. [Trad. fr. : Sur l'antisémitisme, coll. Points, Seuil, 1998].

14. *Amos Oz*, *O vremeni i o sebe* [Du temps et de moi-même] – *Kontinent*, revue littéraire, politique et sociale, M., 1991, n° 66, p. 240.

Assurément. Une histoire commune ? Assurément. Des traits communs de la personnalité ? Assurément¹⁵. »

En 1958, la Cour suprême d'Israël, chargée d'examiner une affaire précise, a pris, en se référant à la littérature rabbinique, la décision suivante : « Pour la Galachie, un Juif qui s'est converti à une autre foi n'en reste pas moins un Juif... Un Juif ne cesse pas d'être un Juif quand bien même il enfreint la Loi juive¹⁶. » Pour un Juif, « se convertir... à une autre foi est par définition impossible¹⁷ ».

Solomon Schwarz, important menchevik plus d'une fois mentionné dans ce livre, a dit de lui-même (1966) qu'il était « un Juif séculier, non religieux », mais : « Je sens profondément mon appartenance à la judaïté, et personne n'est en mesure de me la ravir. Plus important encore : les Juifs séculiers, non religieux, se comptent par centaines de milliers, voire par millions... Ils sont nombreux même parmi ceux qu'on appelle les Américains de confession juive, pour la plupart desquels l'appartenance à la religion juive se réduit à un simple ritualisme¹⁸. »

Aussi les jugements laïcs de nos jours gagnent-ils en assurance : « On ne peut..., de façon aussi catégorique et sans nuance, lier le rôle et les intentions du monde juif actuel, qui n'a ni conception universelle de la foi... ni culture séculière unique, ni idéologie commune, avec la légende de la conquête de la Terre Promise par les ancêtres, ni avec leur morale vieille de trois mille ans¹⁹. »

Et c'est vrai, on en est fort loin ! Aujourd'hui, « les Juifs orthodoxes ne constituent qu'une faible partie du monde juif²⁰ ».

Il arrive aujourd'hui que l'on dise, comme si cela allait de soi : « La solution du problème juif, *c'est-à-dire* de la conservation des Juifs en tant que communauté ethnique²¹ » (italiques miens – A.S.).

Or le concept de *communauté ethnique* a tendance à prendre la

15. Dan Lévine, Na kraïou soblazna [Au bord de la tentation], interview par R. Nudelman – « 22 », 1978, n° 1, p. 56.

16. Galkine – « 22 », 1989, n° 66, pp. 88-89.

17. PEJ, t. 6, p. 230.

18. S. Schwarz, Evrei v Sovetskomoï Soïouze s natchala Vtoroi mirovoi voïny [Les Juifs en URSS à partir de la Seconde Guerre mondiale, 1939-1965], New York, 1966, p. 8.

19. D. Shurman, O natsionalnykh fobiakh [Les phobies nationales] – « 22 », 1995, n° 68, p. 148.

20. I. Libler, Izrail – diaspora. Krizis indentifikatsii [Israël et la diaspora : une crise d'identité] – « 22 », 1995, n° 95, pp. 153-154.

21. Aron Katzenelenboïgen, Antisemitizm i evreiskoe gosouudarstvo [L'antisémitisme et l'État juif] – « 22 », 1989, n° 64, p. 173.

signification plus grossière de *communauté de sang*. Dans *Le Livre des Juifs de Russie*, on écrit tout de go : « Nicolas Medtner* (dans les veines duquel coulait du sang juif)²²... » La *Petite Encyclopédie juive*, en sélectionnant ses entrées, inclut sans barguigner les Juifs convertis au christianisme ; ou, en mentionnant Ilya Metchnikov**, fils d'un officier de la Garde et propriétaire terrien, précise « qu'il n'a appris que fort tard les origines juives de sa mère²³ », argument suffisant pour l'intégrer à l'*Encyclopédie*. On y inclut également ceux qui, durant toute leur vie, n'avaient guère de conscience juive, autrement dit on définit là le Juif d'après le sang et non d'après l'esprit.

Iouri Karabtchievski s'indigna à juste titre de « trouver dans les listes, établies à l'étranger, de différents Juifs illustres ou honorés, le nom de Boris Pasternak. Quel Juif fait-il ?... Lui-même ne s'est jamais considéré comme juif et plus d'une fois refusa d'être associé à la communauté juive qui visiblement l'irritait²⁴ ». Il en était bien ainsi. Et ses poèmes évangéliques, par leur authenticité, ne laissent planer aucun doute sur les orientations de son esprit.

À partir de 1994, en Russie aussi on commença la publication d'une *Encyclopédie juive russe*. Elle débuta par les volumes biographiques, c'est-à-dire par une sélection de personnes. Or, dès l'introduction, on vous expliquait : « Nous considérons comme juives les personnes dont les parents ou l'un des deux parents étaient d'origine juive, et ce, indépendamment de leur propre confession religieuse²⁵. »

Et voici que, dans la « makkabiade*** » sportive d'Israël, « ne peuvent participer que des Juifs²⁶ » : il faut croire que, là aussi, le critère c'est le sang ? Mais alors, pourquoi stigmatiser avec tant de passion et de menaces tous ceux qui « dénombrent [les Juifs] selon

22. *Gershon Svet*, *Evrei v rousskoi mouzyke* [Les Juifs dans la musique russe] – LMJR-1, p. 465.

23. PEJ, v. 5, p. 323-324.

24. *Iouri Karabtchievski*, *Borba s evreem* [La lutte avec le Juif] – *Strana i mir* : revue politique, économique, culturelle et philosophique, Munich, 1989, n° 5, pp. 11-112.

25. EJR, vol. 1, p. 5.

26. PEJ, t. 5, p. 49.

* Compositeur et pianiste russe (1879-Londres, 1951).

** Biologiste (1845-1916) : à partir de 1888 à la tête du laboratoire bactériologique de l'École normale, à Paris, sous la direction de Pasteur. Prix Nobel de médecine en 1908.

*** Olympiade juive.

le sang » ? Il serait bon d'avoir une vision plus lucide de son propre nationalisme.

Ainsi Louis Brandeis, l'un des leaders du sionisme en Amérique et membre de la Cour suprême des États-Unis depuis 1916, affirmait : quelles qu'en soient les raisons, « si ce sont des personnes de sang juif qui souffrent, notre compassion et notre aide se portent naturellement vers elles sans que nous leur demandions quelles sont les nuances de leur foi ou de leur incroyance²⁷ ». Amos Oz insiste : « Être juif, c'est sentir que quand on persécute et qu'on martyrise un Juif où que ce soit, c'est toi qui es martyrisé et persécuté²⁸. » (Et c'est précisément ce sentiment qui a permis aux Juifs de surmonter leurs nombreux malheurs ! Ah, si cela pouvait être aussi notre cas...) Ce lien interne entre les Juifs, l'entraide mutuelle et la solidarité qui s'y rencontrent si fréquemment, ont étonné plus d'un auteur en différents pays et à différentes époques. Entre autres, bien sûr, des auteurs russes. S. Boulgakov écrivit : « Les Juifs connaissent une solidarité organique qui, à ce degré, n'est propre à aucun autre peuple » ; « l'esprit national et la solidarité des Juifs ne se laissent corrompre ni entamer par aucune force rivale ou antagoniste émanant d'autres peuples²⁹ ».

Cependant, les Juifs ne seraient pas des Juifs si leurs idées et arguments se réduisaient à une telle simplicité. Non, les considérations, ici, ont de nombreuses ramifications.

Revenons à Amos Oz : « Que signifie être juif en ce dernier tiers du xx^e siècle dans notre civilisation sécularisée ? » Si ce n'est pas « la synagogue... qu'est-ce donc ? Et si ce n'est pas que la synagogue, qu'est-ce donc alors³⁰ ? » – « Dans mon vocabulaire, le Juif est celui qui se sent juif ou qui est voué à l'être. Le Juif est celui qui consent à être juif. S'il y consent de façon déclarée, il est juif par choix. S'il ne se l'avoue qu'à lui-même, il est juif par contrainte ou sous la pression des circonstances. S'il ne se reconnaît aucun lien avec le monde juif, ce n'est pas un Juif, même si les règles

27. Great jewish speeches throughout history / coll., ed. Steve Israel, Seth Forman. Northvale (New Jersey) ; London Jason Aronson Inc., 1994, p. 70.

28. Amos Oz, *Poniatie otetchestva* [La notion de patrie] – « 22 », 1978, n° 1, p. 30.

29. P. Serge Boulgakov, *Racism i khristianstvo* [Le racisme et le christianisme] – *Khristianstvo i evreiskii vopros*, Paris, YMCA Press, 1991. pp. 66, 93-94.

30. Amos Oz, *O vremeni i o sebe* [Sur l'époque et sur moi-même] – *Kontinent*, 1991, n° 1, pp. 29-30.

religieuses le définissent comme tel... Être juif signifie participer au présent juif... aux actes et aux œuvres des Juifs en tant que Juifs ; et partager la responsabilité pour les injustices commises par les Juifs en tant que Juifs (la responsabilité – mais non la faute !)³¹. »

Cette façon de voir me paraît la plus juste : c'est l'esprit et la conscience qui déterminent l'appartenance à un peuple. Telle est également ma conviction.

I. M. Biekerman se refuse plus globalement à donner une définition de la judaïté : « Aucun peuple et d'autant moins un peuple civilisé ne saurait être réduit à une seule formule³². »

N. Berdiaev est du même avis : « En vérité, aucune nation ne peut faire l'objet de définitions rationnelles... La vie d'une nation ne peut se définir de façon exhaustive ni par la race, ni par la langue, ni par la religion, ni par le territoire, ni par la souveraineté de l'État, bien que toutes ces caractéristiques fassent plus ou moins partie de l'essence de la vie nationale. Ceux qui définissent la nation comme l'unité de destin historique ont sans doute davantage raison... Mais l'unité de destin historique est précisément un mystère irrationnel... Le peuple juif ressent profondément cette unité mystérieuse du destin historique³³. » C'est ce qui avait frappé également M. Guerschenson : « La continuité de l'histoire juive est étonnante. On dirait qu'une volonté personnelle réalise ici un projet de longue haleine dont la finalité nous échappe³⁴. »

Mais cela reste quelque peu diffus. On est bien forcé de chercher une définition pratique, et elle se cherche : « Dans la diaspora où les Juifs sont disséminés, mobiles, changeants..., il n'est qu'un moyen » : considérer comme juifs ceux « qui se considèrent eux-mêmes comme juifs³⁵ ». – Il nous semble plus juste de considérer comme juifs ceux-là seuls « qui non seulement étaient juifs par leurs origines, mais considérés comme tels dans leur propre milieu³⁶ ».

31. *Idem* – « 22 », 1978, n° 1, pp. 29-30.

32. I. M. Biekerman, *K samopoznaniu evreia*, p. 101.

33. Nicolas Berdiaev, *Filosofia neravenstva* [La philosophie de l'inégalité], Paris, YMCA Press, 1970, p. 74.

34. M. Guerschenson, *Soudby evreiskogo naroda* [Les destinées du peuple juif] – « 22 », 1981, n° 19, p. 106.

35. Ed. Norden, *Pereschityvaia evreeb* [En comptabilisant les Juifs] – « 22 », 1991, n° 79, p. 119.

36. Jean-Paul Sartre, *Réflexions sur la question juive* – trad. russe in *Neva*, 1991, n° 7, p. 151.

– « Le Juif est celui que les autres considèrent comme juif, cette simple vérité doit servir de point de départ³⁷. » – Non, décidément, cette vérité n'est pas si simple ! Les peuples « autochtones » avaient « une perception globale des Juifs bien souvent empreinte d'un sentiment d'extranéité. Quiconque est conscient de cette perception en conclut non sans amertume : « Le Juif n'est pas une nationalité, mais un rôle social. Le rôle d'un Étranger. De quelqu'un qui n'est pas comme les autres³⁸. »

Mais vivre au milieu d'autres peuples signifie aussi vivre en d'autres États. – « C'est en cela que consiste le problème juif », soulignait Biekerman en caractères gras : « Comment pouvons-nous cesser d'être des étrangers dans les États où nous habitons et allons continuer d'habiter dans l'avenir ? Non que la population environnante cesse de nous considérer comme des étrangers, mais pour que nous ne nous sentions plus tels nous-mêmes... Le "problème juif" interpelle non les autres, mais nous-mêmes³⁹. » – Grégoire Landau : « Oui, nous dépendons des peuples qui nous entourent », mais, « dans une certaine mesure, nous créons nous-mêmes notre destin, et, par nos actes et par notre situation, nous prédéterminons l'attitude du milieu environnant à notre endroit... Tâche incontournable pour nous autres : mieux nous connaître, connaître nos forces et nos faiblesses, nos erreurs et nos fautes, nos malheurs et nos tares. Tel est... notre devoir vis-à-vis de notre peuple et de son avenir⁴⁰ ».

Leur contemporain Jabotinski, publiciste éminent et vénéré, était d'un avis diamétralement opposé : « Pour les gens de mon camp, le fond de l'affaire n'est absolument pas dans l'attitude qu'adoptent à l'égard des Juifs les autres peuples. Si on nous aimait, nous révérerait, nous invitait aux embrassades, nous insisterions avec tout autant de fermeté sur le "départage". » Le même : « Nous sommes ce que nous sommes, suffisamment bien pour

37. Jerry Müller, *Dialektika tragedii : antisemitism i kommunism v tsentralnoi i vostotchnoi Evropy* [Dialectique de la tragédie : l'antisémitisme et le communisme en Europe centrale et orientale] – « 22 », 1990, n° 73, p. 96.

38. Alexandre Melikhov, *Ispoved evreia* [Confession d'un Juif], Saint-Petersbourg, 1994, p. 14.

39. I. M. Biekerman, *op. cit.*, p. 64.

40. G. A. Landau, *Revoliutsionnye idei v evreiskoi obschestvennosti* [Les idées révolutionnaires dans la société juive] – RiE, p. 103.

nous-mêmes, mais nous ne serons pas et ne voulons pas être différents⁴¹. »

D'après le témoignage d'un mémorialiste, Ben Gourion aurait fait un jour savoir au reste du monde que « l'important est ce que font les Juifs, non ce que les *goyim* en disent⁴² ».

De ce sentiment, Berdiaev donnait l'explication suivante : « La perte par une nation de son État, de son indépendance et de sa souveraineté est un immense malheur, une dure maladie qui traumatise l'âme de cette nation. Le fait que le peuple juif... s'est trouvé totalement privé d'un État et a vécu en errant de par le monde a brisé et mutilé l'âme du peuple juif. Ce dernier a nourri des sentiments malveillants à l'égard des autres peuples qui vivaient dans leurs États propres, et sa tendance à l'internationalisme n'est que le revers de son nationalisme pathologique⁴³. »

Écoutons Vladimir Soloviev : « Le nationalisme, porté à une intensité extrême, entraîne la perte du peuple qui y succombe en en faisant un ennemi de l'humanité, qui, elle, se révèle toujours plus puissante qu'un peuple séparé. » Il a dit cela en guise d'avertissement aux nationalistes russes, mais, quoiqu'au plus profond de son âme bien disposé à l'égard des Juifs, il fait à cette occasion cet aveu : « Affirmer le caractère exceptionnel de sa mission, absolutiser sa spécificité nationale, c'est le point de vue des Juifs depuis les temps les plus anciens⁴⁴. »

Et voici les réflexions d'un rabbin jérusalémite d'aujourd'hui. Pour lui, les Juifs se trouvent constamment sous l'action de deux forces déterminantes ; la première « est notre étonnante capacité de changement, d'adaptation, de nous fondre parmi ceux au milieu desquels nous vivons... Notre aptitude... à nous imprégner de la culture environnante... [Mais] cette adaptation est transformation intérieure. L'apprentissage de la langue du peuple autochtone nous apporte une connaissance profonde de son état d'esprit, de ses

41. VI. Jabotinski, Na lojnom pouti [Sur une fausse route] – in feuillets, Saint-Petersbourg, 1913, p. 249 ; Vmesto apologii [En guise d'apologie] –, *ibidem*, p. 205.

42. A. Eterman, Istina s blizkogo rasstoiania [La vérité vue de près] – « 22 », 1988, n° 61, p. 98 ; cf. également A. Voronel – « 22 », 1978, n° 2, p. 193 ; V. Meniker – « 22 », 1978, n° 3, p. 181.

43. Berdiaev, *op. cit.*, pp. 82-83.

44. V. S. Soloviev, Natsionalnyi vopros i vselenskii 1883-1888 [Le problème national et le problème universel], Œuvres complètes en 10 vol., reproduction anastatique, t. 5, Bruxelles, 1966, pp. 13-16.

attentes, de ses modes de vie et de pensée. Nous ne nous bornons pas à le singer, nous devenons partie intégrante de ce peuple » – et d'ajouter non sans exagération : « Nous nous trouvons en mesure de comprendre ce peuple mieux qu'il ne le fait lui-même. » D'où « naît chez les autres habitants le sentiment que les Juifs non seulement prennent leur argent, mais subtilisent leur âme et deviennent ainsi leurs poètes, leurs dramaturges, leurs artistes nationaux, et, avec le temps, les porte-parole et le cerveau même de leur peuple⁴⁵ ».

Oui, en combinant remarquablement en eux-mêmes la fidélité à leur peuple et l'universalisme, les Juifs adoptent avec talent la culture des peuples qui les entourent. Mais, en dépit de cette faculté d'adaptation éminente, quand les intellectuels juifs d'aujourd'hui s'identifient aussi bien avec la culture universelle qu'avec leur patrie spirituelle, il ne faut pas perdre de vue qu'une telle capacité d'adaptation générale rencontre souvent les plus grandes difficultés à plonger au plus profond des traditions et jusqu'aux racines historiques de la vie populaire. Le talent hors de pair des Juifs est indubitable. Mais voici une réflexion importante (elle appartient à Norman Podgorets*, mais est transmise par M. Wartburg) : « Dans les cultures qui leur sont étrangères, "les Juifs se juchent toujours sur les épaules" des peuples de souche, libérant par là leur intellect des soucis économiques, militaires, politiques et autres qui sont le lot commun de toute nation ordinaire et qui détournent une part importante de son génie collectif⁴⁶. »

Steinsalz poursuit sa réflexion sur les deux « forces déterminantes ». La première fait des Juifs « des individus qui possèdent une exceptionnelle capacité de survie dans les circonstances les plus diverses ». Cependant, l'autre force ne cesse pas pour autant d'être active : « Un appel impérieux retentit constamment dans notre âme », qui s'oppose à l'adaptation ; « nous possédons un noyau » inaltérable, et voilà pourquoi les Juifs ne se dissolvent

45. Rabbi A. Steinsalz, *Kto my : tragicheskie aktery ili samobytnaia natsia ?* [Qui sommes-nous ? Des acteurs tragiques ou une nation sui generis ?] – VM, 1986, n° 1, pp. 139, 140.

46. M. Wartburg – « 22 », 1986, n° 47, p. 220.

* Rédacteur en chef durant de longues années de la revue américaine juive *Commentary*.

jamais tout à fait dans les peuples environnants. Les Juifs sont un peuple « qu'on peut déchirer en morceaux, mais ces morceaux resteront vivants et repousseront ». Les Juifs sont « plus souples, plus malléables que quiconque ici-bas. Et, en même temps, nous sommes plus fermes que l'acier ». « Ces traits caractéristiques sont si profondément ancrés en nous que nous ne pouvons les rejeter d'emblée par un simple effort de notre volonté⁴⁷. »

« C'est que la naissance elle-même du peuple juif a eu lieu au désert du Sinaï en pleine errance. En son for, il se savait sans feu ni lieu... Cette absence d'attaches lui est innée » ; « toute l'histoire de la dispersion juive révèle une étrange antinomie : plus le peuple juif se morcelle physiquement, plus il se soude intérieurement⁴⁸ ».

En fin de compte, les Juifs ont survécu non dans leur pays, mais dans la diaspora. C'est bien dans la dispersion qu'ils « ont créé une vie sociale, religieuse, culturelle spécifique, que nous appelons la civilisation juive⁴⁹ ». — « De nombreuses sociétés ont péri et périssent quand elles perdent leur seul statut d'État », or « le monde juif en tant que système social a fourni un exemple éclatant d'une remarquable survie et d'une capacité à renaître après des catastrophes dévastatrices... Le monde juif a créé une base radicalement nouvelle pour la vie communautaire : ... une unité spirituelle⁵⁰. »

Oui, il en est indubitablement ainsi.

Et voici une appréciation intuitive de l'esprit communautaire juif. G. Sliosberg relate les impressions du fondateur de l'école philosophique de Marburg, le professeur German Kogan, sur les rencontres qu'il eut en 1914 avec les Juifs de Pétersbourg : « Une telle réunion, empreinte d'un esprit juif authentique, n'aurait pu se tenir nulle part ailleurs au monde où se trouvent des Juifs, si ce n'est en Russie, et plus précisément à Saint-Pétersbourg. » Il est vrai que, plus tard, dans la « Jérusalem lithuanienne », il lui fut également difficile de s'arracher à « l'atmosphère si purement juive qu'il avait trouvée à Vilnius⁵¹ ».

Cette impression convainc par sa justesse, on peut la comprendre et la partager. Mais qu'en est-il exactement ? Un demi-siècle plus

47. Rabbi A. Steinsalz, *op. cit.*, pp. 141, 142.

48. M. Guerschenson, *op. cit.*, pp. 106, 107, 108.

49. Sh. Ettinger — « 22 », 1987, n° 55, p. 208.

50. Naum Vaiman, *Krisis Iseli* [Crise de la finalité] — « 22 », 1979, n° 7, p. 150.

51. Sliosberg, t. 3, pp. 309-310.

tard, Amos Oz écrit : « Il suffit d'un rapide coup d'œil pour se convaincre que tous ces gens sont des Juifs. Ne me demandez pas ce qu'est un Juif. On s'aperçoit d'emblée qu'on se trouve au milieu de Juifs... C'est un envoûtement. Un défi, un grand miracle⁵². »

Ce « défi », ce « miracle », M. Guerschenson les avait également ressentis, lui qui avait écrit dès les années de la révolution russe : « Le peuple juif aura beau se disséminer complètement de par le monde... l'esprit juif ne peut que s'en trouver renforcé. » Et « qui est juif ? celui en qui agit la volonté nationale de la judaïté. Comment le reconnaître ? On ne peut le reconnaître... Le royaume juif n'est pas de ce monde⁵³. »

Dostoïevski avait lui aussi une vision mystique du problème : « Les temps et échéances ne sont pas encore tous venus, malgré les quarante siècles écoulés, et le mot de la fin prononcé par l'humanité sur ce grand peuple reste à venir⁵⁴. »

On ne saurait dire que tout ce que nous venons de passer en revue ait vraiment éclairé notre lanterne, mais, quelles que soient les définitions qui nous ont été données, nous nous en tiendrons là.

Une remarque s'impose aussitôt : c'est sur le caractère national des Juifs, auxquels est consacré ce livre, qu'il est le plus malaisé de porter des jugements d'ordre général. Apparemment, il n'est pas sur terre de nation plus différenciée, plus diverse dans ses caractères et ses types. Oui, il est rare qu'un peuple offre un spectre aussi riche de types et de caractères, d'opinions, depuis les esprits les plus éclairés de l'humanité jusqu'aux affairistes les plus sinistres. De ce fait, quelque règle que nous attribuerons aux Juifs, quelque formulation sommaire que nous nous efforcerons de leur appliquer, on nous opposera sur-le-champ des exceptions aussi criantes que convaincantes.

*

L'idée de l'élection divine du peuple juif est si universellement connue depuis l'Ancien Testament qu'elle n'a nul besoin d'être exposée une nouvelle fois. De nombreux savants juifs orthodoxes,

52. Amos Oz, article cité – *Kontinent*, 1991, n° 66, pp. 242-243.

53. M. Guerschenson, *op. cit.*, pp. 114-116.

54. F. Dostoïevski, *Dnevnik pisatelja* [Le Journal d'un écrivain], mars 1877, chap. 3.

de même que de simples croyants sont aujourd'hui encore guidés par cette idée.

Sans un tel fondement religieux, serait-il possible d'interpréter l'incomparable fermeté des Juifs dans la dispersion ?

Il est vrai que, là aussi, les opinions divergent. À en croire Perets Smolenskine, qui avait été à la source du mouvement palestinophile en Russie, « ce n'est pas grâce à la religion que le peuple juif a survécu – elle-même n'est que le produit de cette tendance à l'auto-conservation⁵⁵ ». Un savant israélien contemporain se demande comment comprendre cette élection : « Qui a créé qui ; la Tora a-t-elle créé les Juifs, ou les Juifs, la Tora ? » ; « la Tora a certes préservé les Juifs. Mais un autre peuple ne l'aurait pas gardée, avec ses 613 préceptes et son rituel si complexe⁵⁶ ».

Et voici ce qu'écrivait A. V. Kartachev, théologien orthodoxe et historien de l'Église : « Les Juifs sont l'une des plus grandes nations au monde. Pour affirmer cela, aux yeux du théologien et de l'historien, suffit le fait que les Juifs ont donné au monde la Bible et les trois religions monothéistes. Une nation qui joue dans l'économie, la politique, la culture mondiales un rôle immense, sans commune mesure avec son statut de minorité statistique, une nation qui a dépassé toutes les autres par l'affirmation de son existence nationale, en dépit d'une dispersion millénaire... Non pas objet d'une compassion pour philanthropes, mais sujet à égalité dans la rivalité universelle des grandes nations⁵⁷. »

Berdiaev : « Le problème juif... c'est l'axe autour duquel se meut l'histoire religieuse. Mystérieuse destinée historique des Juifs... Aucun peuple au monde n'aurait pu survivre à une si longue dispersion, mais il aurait sûrement perdu sa personnalité et se serait dissous au milieu d'autres peuples. Mais, selon les mystérieux desseins de Dieu, ce peuple doit subsister jusqu'à la fin des temps. L'interprétation matérialiste de l'histoire est celle qui est la moins capable d'expliquer le destin historique du peuple juif⁵⁸. »

55. EJ, t. 14, p. 405.

56. E. Mendjeritski, *l Tora i geny* [Et la Torah et les gènes] – « 22 », 1992, n° 80, pp. 152, 164.

57. Introduction restée manuscrite au livre de V. L. Bourtsev, *Les Protocoles des sages de Sion – un faux avéré*, Paris, 1938.

58. N. Berdiaev, *Khristianstvo i antisemitism* [Le christianisme et l'antisémitisme], Paris, 1938, pp. 4-5.

« L'indissolubilité des Juifs... est pour Boulgakov le signe que l'élection de Dieu repose sur le monde juif, même sur ceux qui n'ont pas accepté le Christ⁵⁹. » Boulgakov, quant à lui, écrivait qu'« aux destinées spirituelles d'Israël sont nécessairement et mystérieusement liées les destinées du monde chrétien⁶⁰ ».

Que Dieu ait choisi pour son incarnation humaine, ou à tout le moins pour sa prédication initiale cette nation-là précisément, et que, de ce fait, elle soit une nation élue –, cela, un chrétien ne saurait le nier. « Crucifie-le, crucifie-le ! » exprimait l'acharnement habituel et inévitable de toute foule ténébreuse et fanatique à l'encontre de son prophète de lumière, mais nous ne pouvons oublier le fait que, pour une raison mystérieuse, le Christ est venu chez les Juifs, alors que, tout près, se trouvaient les Grecs à l'intelligence lumineuse et, un peu plus loin, les Romains tout-puissants.

Ce mystère de l'élection religieuse, comment donc ne pas le reconnaître ?

Mais, dans une de ses envolées, l'apôtre Paul s'exclame : « Je voudrais moi-même être anathème et séparé du Christ, pour mes frères, mes parents selon la chair, qui sont israélites » – cependant, « tous ceux qui descendent d'Israël ne sont pas Israël » ; « ce ne sont pas les enfants de la chair qui sont enfants de Dieu, mais les enfants de la Promesse » (*Rom.*, 9 : 3, 4, 6, 8).

La conscience de leur destin particulier, de leur élection, a permis aux Juifs de survivre à une dispersion étonnamment longue ; mais ce sentiment de leur élection les a mis en conflit avec les peuples environnants. L'attente multiséculaire du Messie, et, avec lui, d'un triomphe universel a bien sûr nourri chez les Juifs un sentiment de fierté, mais aussi celui d'une extranéité par rapport aux autres peuples. « Sous ce rapport, le rôle déterminant revenait au sentiment d'une primauté spirituelle que ressentaient les Juifs, quels que fussent les pays où ils résidaient et les coutumes qu'il adoptaient⁶¹. »

Il eût été tellement plus humble de considérer que tous les

59. Nikita Struve, Introduction de l'éditeur à l'ouvrage de S. Boulgakov, *Khristianstvo i evreiskii vopros* [Le christianisme et le problème juif] (recueil d'articles), Paris, YMCA Press, 1991, p. 6.

60. S. Boulgakov, *Sion*, *ibidem*, pp. 7-8.

61. Pinhas Samorodnitski, *Strannyi narodets* [Un étrange petit peuple] – « 22 », 1980, n° 15, p. 137.

peuples sont enfants de Dieu, et qu'apparemment tout peuple est nécessaire à quelque chose !

Un théologien et historien israélien d'envergure, spécialiste de la mystique juive, Gersom Sholem, a écrit en guise d'avertissement : les Juifs « ne peuvent se permettre de se séculariser » ; « si les Juifs tentaient de se trouver une explication à eux-mêmes à partir de l'Histoire seule, ils seraient amenés à une autoliquidation, à une faillite totale, car, dans cette éventualité, ils perdraient toute impulsion à exister en tant que nation⁶² ».

Mais, comme il arrive dans les processus géologiques quand une strate se trouve balayée pour être remplacée par une autre, tout en gardant une grande similitude de forme par rapport à la précédente (pseudomorphose), de même, aux époques de sécularisation, chez les Juifs eux-mêmes l'idée de l'élection divine devait inévitablement céder la place à l'idée, combien plus simple, de l'unicité de leur destin historique et humain.

Là non plus, il n'y a rien à redire.

Le caractère unique du peuple juif est indubitable, tous s'en rendent compte. Mais il y a que les Juifs eux-mêmes le comprennent et le ressentent diversement.

On va jusqu'à invoquer « une défense psychologique par rapport à la terreur qu'inspire ce caractère unique⁶³ ». « Aucun autre peuple n'est passé par une telle école de souffrance..., aucun autre peuple n'a connu dans le malheur une telle tension de l'âme, une telle terreur à l'idée d'une fin inéluctable⁶⁴. » « Les Juifs ne constituent une exception qu'en un seul sens : ils ont été élus par le monde pour être objet de discrimination⁶⁵. » « Une fraction [des Juifs]... voudraient bien se débarrasser de leur caractère exceptionnel⁶⁶. »

Mais, dans la conscience juive globale, ce sentiment de leur exclusivité est perçu non comme un malheur, mais comme une fierté. « Être juif est, comme toujours, plus un honneur qu'une

62. S. Tsyroulnikov, *Filosofia evreiskoi anomalii* [Philosophie de l'anomalie juive] – VM, 1984, n° 77, p. 144.

63. A. Voronel, *Ounikalnost Israilia* [Le caractère unique d'Israël] – « 22 », 1981, n° 20, p. 123.

64. P. Samorodnitski, article cité, p. 145.

65. R. Vissé, « Svet dlia narodov ? » [Lumière des nations ?] – « 22 », 1991, n° 77, p. 111.

66. A. Voronel, *Nakanouna XXI veka* [À la veille du xxi^e siècle] – « 22 », n° 74, p. 141.

malédiction⁶⁷. » « Les gens ne veulent pas renoncer à ce sentiment... d'être à part, ne voudraient l'"échanger" pour rien au monde... ; renoncer à sa particularité signifierait perdre quelque chose d'important et de sérieux⁶⁸. » « Notre anomalie en tant qu'État, peuple, mouvement..., faut-il renoncer à la grandeur et aux souffrances liées à cette anomalie, ou, au contraire, connaissant son prix, chercher par tous les moyens à la renforcer ? » ; « nous avons affaire à une essence d'un genre très particulier que non seulement aucune hache ne saurait abattre, mais que ne peut non plus expliquer aucune théorie philosophique ou historique⁶⁹. » « Que nous le voulions ou non, nos succès et nos défaites, ainsi que nos fautes et nos mérites, revêtent un caractère et une signification universels... ; la lutte pour l'avenir des Juifs est également une lutte pour tel ou tel aspect du monde en général⁷⁰. » « Un particularisme qui n'a pas son pareil dans l'histoire du monde tient au fait que les Juifs ont réussi à concilier les principes national et universaliste, que ce peuple est "national au plus haut point et en même temps cosmopolite" ; l'unité antinomique de ces deux principes (affirmation de soi et assimilation) constitue la loi suprême de la vie juive⁷¹. » « Notre conscience de soi a été globalement cosmopolite et élitiste⁷². »

À considérer l'avenir qui s'annonce pour l'humanité, l'union en soi du national et de l'universel serait sans doute la qualité la plus nécessaire (et la plus féconde) pour les siècles nouveaux. On ne peut que la souhaiter à nous autres Russes, comme à tous les peuples.

Mais le sentiment d'un destin unique peut aussi induire la conscience à adopter un comportement irréfléchi.

L'aspiration de tout peuple à un idéal suprême, sa volonté de

67. *Dan Segré*, *Sionism do i posle natsionalnogo vozrozhdenia* [(Le sionisme avant et après la renaissance nationale) – « 22 », 1978, n° 3, p. 142.

68. *Dan Lévine*, article cité.

69. *Israel Eldad*, *Evreiskaia anomalii v trekh izmereniakh* [Les trois dimensions de l'anomalie juive] – VM, 1984, n° 76, pp. 140, 147.

70. *A. Voronel*, *Nakanouno XXI beke* [À la veille du XXI^e siècle] – « 22 », 1990, n° 74, pp. 146-147.

71. *S. Tsyroulnikov*, *Filosofia evreiskoi anomalii* – VM, 1984, n° 77, pp. 149, 152, 154-155.

72. *V.A. Koutcherski*, *Evreiskaia paradigma* [Le Paradigme juif] – « 22 », 1993, n° 88, p. 136.

discerner un but supérieur à sa propre existence physique ne sauraient être blâmées : pareil désir élève ce peuple sur le plan de l'esprit. Pas nécessairement un messianisme émanant directement de Dieu, plutôt la recherche et le sentiment d'une mission particulière. Toutefois, qu'y déceler au juste ?

Ce pourrait être ce que pensent certains Israéliens (Nathan Chitcharanski) : l'élection « n'est acceptable que si l'on s'en tient à une responsabilité morale accrue⁷³ ». Ou, soixante ans avant lui : « L'irresponsabilité... ne peut servir de fondement à notre vie de Juifs, à la vie de ce petit peuple dispersé à travers le monde... Que ce soit facile ou non, nous devons redoubler d'efforts pour nous comprendre nous-mêmes et comprendre les autres⁷⁴. »

En 1939, au seuil de la Seconde Guerre mondiale, la rédaction du recueil juif (en yiddish) *À la croisée des chemins* posa à quelques intellectuels juifs d'Europe la question suivante : « Convient-il aux Juifs de prendre une part active à la vie publique commune, ne devraient-ils pas se limiter à la seule politique juive⁷⁵ ? »

À cette question, l'illustre écrivain Stefan Zweig, Juif autrichien assimilé et cosmopolite, répondit en substance : comme tous les autres, nous ne pouvons pas ne pas participer à la vie publique. La question doit donc être corrigée : « Devons-nous tendre à occuper un rôle dirigeant dans la vie politique et sociale ? » Désormais, nous ne pouvons plus en aucune façon rejeter « notre position internationale, supranationale, envers les problèmes qui concernent l'humanité entière ». Toutefois, « je considère comme non moins dangereux... que les Juifs s'affirment comme leaders dans les mouvements politiques et sociaux... » Si les Juifs possèdent l'égalité de droits avec les autres, leur responsabilité n'est pas égale, elle est « cent mille fois » supérieure. « Servir, je veux bien, mais que cela soit au second, au cinquième, au dixième rang, en tout cas que cela ne soit pas au premier ni à une place éminente ! [Le Juif] se doit de sacrifier son amour-propre au profit du peuple juif tout entier. » (Nous trouvons là une leçon instructive sur le lien moral qui lie chaque Juif aux destinées de son peuple.) « Notre plus

73. A. Chitcharanski [Interview] – « 22 », 1986, n° 49, p. 112.

74. I. M. Biekerman, article cité, p. 13.

75. VM, 1976, n° 11, p. 92.

grand devoir réside dans l'autolimitation, non seulement dans la vie politique, mais également dans tous les autres domaines... Le seul bien, la seule signification que l'on peut tirer de la tragique épreuve échue au peuple juif résident dans son éducation intérieure... Les souffrances inouïes qui ont échu au peuple juif trouveront un sens si et seulement si elles auront incité le Juif à accomplir des actes non pour la frime, mais pour leur portée réelle⁷⁶. »

Paroles d'or, paroles remarquables, d'une grande élévation, valables pour les Juifs comme pour les non-Juifs – pour tous les hommes. Se limiter est une panacée ! Mais qui donne du fil à retordre : l'autolimitation est précisément ce qui est le plus difficile à tout un chacun.

Max Brod, sioniste convaincu et, semblerait-il, contradictoire systématique de Zweig, a pourtant répondu pour sa part presque à l'identique : « Il est très dangereux, pour un Juif, de s'immiscer dans la vie politique des autres peuples... Une telle participation fera inmanquablement que nous serons écrasés et laminés. » Le Juif « doit se limiter, se retenir... Se retenir, mais non pas se tenir de côté ! Se retenir signifie ne pas chercher la domination ou les récompenses en politique, mais agir en ayant conscience de sa responsabilité, à découvert, de façon déclarée et non pas caché dans les coulisses⁷⁷ ».

Ce dernier ajout est lui aussi excellent. (Mais, derechef, disons-le honnêtement : difficile pour tous, et non pas seulement pour les Juifs, de suivre ce conseil !)

Et dans l'État d'Israël d'aujourd'hui, les Juifs qui réfléchissent déclarent sans ambages : « Notre intrusion dans les affaires d'autres peuples tournait au détriment et de ces peuples et du peuple juif⁷⁸. » « Plusieurs fois au cours de l'Histoire contemporaine..., nous avons découvert l'injustice dans les fondements des sociétés existantes, mais notre irresponsabilité, en tant que minorité, a contribué à créer des injustices nouvelles bien pires » ; nous nous étions faits « pourvoyeurs de conseils de père en fils⁷⁹ ».

76. *Stefan Zweig*, *Ne vnechniaia michonra, no vnoufrennee vospitanie* [Non pas un extérieur clinquant, mais une éducation intérieure] – VM. 1976, n° 11, pp. 193-195.

77. *Max Brod*, *Liubov na rastoianie* [Un amour à distance] – *Ibidem*, pp. 200-202.

78. *R. Nudelman* [entretien avec L. Plouchitch] – « 22 », 1978, n° 3, p. 192.

79. *A. Voronel*, *Iakov ostalsia odin* [Jacob est resté seul] – « 22 », 1985, n° 40, p. 126.

Jetant aujourd'hui un regard sévère sur les décennies soviétiques, un auteur juif de la diaspora écrit : « Assurément, cette histoire [des Juifs] a été, comme celle des autres peuples, celle non seulement de gens pieux, mais aussi de gens qui n'avaient aucune conscience, non seulement celle d'êtres qui sans défense étaient conduits à la mort, mais aussi celle de gens armés qui ont porté la mort. Il y a, dans cette histoire, des pages que l'on ne peut ouvrir sans frémir. Et ce sont précisément ces pages qui ont été sciemment et systématiquement occultées dans la conscience des Juifs⁸⁰. »

Ernest Renan conclut que le lot du peuple israélite a été dès l'origine de devenir le ferment du monde. Cette pensée est souvent reprise par nos contemporains soit pour être appuyée, soit pour être contredite : « Nous sommes devenus l'élément fermentatif des non-Juifs au milieu desquels nous avons vécu⁸¹. » – « On peut dire que l'élection du peuple juif a précisément consisté à vivre continûment dans la dispersion... Nous sommes le levain... notre tâche est de faire lever la pâte d'autrui⁸². »

Nombre d'exemples historiques, mais aussi le sentiment spontané permettent de dire : voilà qui est très bien vu. D'un terme plus moderne, nous dirions : un catalyseur. Dans une réaction chimique, le catalyseur ne doit pas se trouver en grande quantité, mais il agit sur toute la masse de la matière.

Ajoutons à cela non seulement une indubitable agilité de l'intelligence, « la confiance accordée par les Juifs à la raison, leur sentiment que par des efforts constructifs on peut résoudre tous les problèmes⁸³ », mais aussi une sensibilité affinée aux différents flux du temps. À mon avis, dans toute l'histoire de l'humanité, il ne s'est pas trouvé, à cet égard, peuple plus sensible que les Juifs. À peine une organisation étatique ou sociale laisse-t-elle échapper les premières molécules de sa décomposition que les Juifs aussitôt s'en détournent ; même s'ils lui sont attachés, ils la répudient. Et sitôt qu'apparaît la première pousse d'un tronc destiné à être puissant, les Juifs le remarquent, le louent, prophétisent et organisent sa

80. Sonya Margolina, *Das Ende der Lügen : Russland und die Juden im 20 Jahrhundert*, Berlin, Siedler Verlag, 1992, p. 151.

81. *I. Eldad* – VM, 1984, n° 76, p. 147.

82. *Nina Voronel* [Table ronde] – « 22 », 1982, n° 24, p. 118.

83. *A. Voronel*, *Trepel ioudeiskikh zabot* [Le frémissement des soucis juifs], 2 éd., Moscou-Jérusalem, 1981, p. 63.

défense. « Ce trait du tempérament qui permet aux Juifs de se trouver toujours du côté des idées les plus avancées... est vraiment pour nous, Juifs, particulièrement caractéristique⁸⁴. »

*

Cette revue de différentes opinions nous offre dans une certaine mesure un sentiment de portée générale qui va nous permettre d'aborder les pages suivantes.

84. *Ibidem*. Agasferitcheskoe soznanie i sionizm [La conscience agasférique et le sionisme] – « 22 », 1992, n° 80, p. 204.

Chapitre 13

DANS LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER

Les cent vingt-cinq ans d'histoire de la communauté des Juifs de Russie hors toute égalité de droits s'achèvent avec la révolution de Février.

Il n'est pas inutile de porter notre regard sur l'atmosphère de ces journées de Février : dans quel état se trouvait la société quand sonna l'heure de l'émancipation ?

Dans la première semaine des événements révolutionnaires de Saint-Petersbourg, il n'y eut pas de journaux. Puis ils parurent, tels des coups de clairon, sans s'interroger le moins du monde, sans chercher les voies qui permettraient de gouverner, mais en se hâtant de dénigrer à qui mieux mieux tout le passé. Avec une hardiesse jamais vue, le journal des KD*, *Retch* (La Parole), appelait « désormais à rebâtir toute la vie russe depuis ses fondements¹ ». Une vie millénaire ! pourquoi y aller tout de go depuis ses fondements ? « Sans pitié pour les mauvaises herbes, sans se laisser intimider à l'idée qu'il puisse y avoir parmi elles des plantes utiles, il faut sarcler proprement, et tant pis pour les inévitables victimes². » (Sommes-nous en mars 1917 ou bien en mars 1937 ?) Le nouveau ministre des Affaires étrangères, Milioukov, faisait des ronds de jambe : « Jusqu'à présent, notre gouvernement nous couvrait de

1. *Retch*, 1917, 7 mars, p. 2.

2. *Birjeve vedomosti*, 1917, 8 mars (ici et plus loin, il s'agit du tirage du matin), p. 5.

* Parti des Constitutionnalistes démocrates (centre gauche), dits aussi Cadets.

honte face à nos alliés. La Russie était un poids mort dans l'action commune des Alliés³. »

Il est rare d'entendre en ces journées des propos sensés sur ce qu'il faudrait désormais faire en Russie. Les rues de Petrograd sont en plein chaos, des centaines de policiers sont sous les verrous, la ville retentit d'une fusillade désordonnée, incontrôlée, mais tout est submergé par une vague de jubilation, même si n'importe quel problème concret suscite des divergences dans les pensées et les opinions, et une totale discordance dans les écrits. Toute la presse et la société ne s'entendent, semble-t-il, que sur un point : la nécessité d'instaurer sur-le-champ l'égalité des droits pour les Juifs. Fédor Sologoub* écrivit avec éloquence dans les *Nouvelles boursières* : « Le premier pas le plus important de la liberté civile, sans lequel notre terre ne peut être sainte, notre peuple ne peut être juste, la geste de tout un peuple ne peut être sacrée, est la suppression de toute discrimination religieuse ou raciale. »

L'égalité des droits pour les Juifs avança à grands pas. Le 1^{er} mars, vingt-quatre heures avant l'abdication du tsar, à quelques heures du fameux « Décret n° 1 » qui allait entraîner la débandade de l'armée, les commissaires de la Douma B. Maklakov et M. Adjemov, envoyés au ministère de la Justice, firent promulguer la décision d'inscrire tous les auxiliaires juifs des avocats au barreau.

« Dès le 3 mars..., le président de la Douma, M. Rodzianko, et le ministre président du Gouvernement provisoire, le prince G. Lvov, signèrent une déclaration où il était dit que l'un des objectifs les plus importants du nouveau pouvoir était d'«abolir toute discrimination sociale, confessionnelle et nationale»⁴. » Puis, le 4 mars, le ministre de la Guerre, Gontchkov, proposa que les Juifs reçoivent le droit d'accéder au corps des officiers, et le ministre de l'Instruction, Manouïlov, que soit supprimé le *numerus clausus* dans les universités. Les deux propositions furent adoptées sans encombre. Le 6 mars, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Konovalov, entreprit d'abroger « les discriminations nationales dans la législation sur l'actionnariat », autrement dit l'interdiction d'achat de

3. *Ibidem*, 10 mars, p. 6.

4. PEJ, p. 377.

* Poète et romancier de l'époque symboliste (1863-1927).

terres par des compagnies à la tête desquelles se trouvaient des Juifs.

Ces mesures ne tardèrent pas à entrer dans les faits. Le 8 mars, à Moscou, 110 avoués juifs étaient inscrits au barreau ; le 9 mars, il y en eut 124 à Petrograd⁵ ; le 8 mars, 60 à Odessa⁶. Le 9 mars encore, le Conseil municipal de Kiev, par une disposition exceptionnelle, sans attendre les prochaines élections, coopta en son sein 5 membres juifs avec droit de vote⁷.

Et voilà que, « le 20 mars, le Gouvernement provisoire adopte la résolution préparée par le ministre de la Justice, A. Kerenski, avec la collaboration des membres du bureau délégués auprès des députés juifs de la 4^e Douma... Par cet acte législatif se trouvait abrogée « pour les citoyens russes toute discrimination dans les droits pour appartenance à une confession, une doctrine religieuse ou un groupe national ». C'était, en fait, le premier acte législatif important du Gouvernement provisoire. « À la demande du bureau [délégués auprès des députés juifs], les Juifs ne furent pas mentionnés dans la résolution⁸. »

Toutefois, « pour supprimer toutes les limitations concernant les Juifs dans l'ensemble de notre législation, pour extirper... complètement l'inégalité des droits visant les Juifs », ainsi que le rappelle G. B. Sliosberg, « il fallait établir une liste complète de toutes ces limitations... L'élaboration de la liste des mesures restrictives frappant les Juifs exigeait de l'expérience et une grande prudence » (à cette tâche s'attelèrent Sliosberg lui-même et L. Bramson)⁹. L'*Encyclopédie juive* précise : dans l'Acte « figure le relevé de tous les articles de lois russes qui ont perdu leur validité après le vote de la résolution ; presque tous ces articles (cent cinquante) contenaient des dispositions restrictives antijuives. Devaient être abolies toutes les interdictions qui tenaient à la « zone de résidence* » ; « de ce fait, la liquidation de ladite zone, qui avait eu lieu concrètement en

5. Retch, 1917, p. 4 ; 10 mars, p. 5, etc.

6. Nouvelles boursières, 1917, 9 mars, p. 2.

7. *Ibidem*, 10 mars, p. 2.

8. PEJ, t. 7, p. 377.

9. G. B. Sliosberg, *Dela davno minouvchikh dnei : zapiski rousskogo evreia* [Affaires du temps passé : les carnets d'un Juif russe], en trois vol., Paris, 1933-34, t. 3, p. 360.

* Cf. tome 1 du présent ouvrage. Vaste zone dans les provinces occidentales où les Juifs étaient en principe confinés.

1915, reçut une légitimation juridique¹⁰ ». Les limitations étaient supprimées par pans entiers : déplacement, résidence, établissements scolaires, participation au gouvernement local, droits d'acquérir des biens dans toute la Russie, participation à des entreprises publiques, aux sociétés par actions, droit d'employer des domestiques, des commis et des ouvriers d'autres confessions, d'occuper des fonctions dans le service civil aussi bien que militaire, d'avoir des responsabilités dans le tutorat et les patronages. Compte tenu de ce qui s'était passé lors de la rupture de l'accord avec les États-Unis, on étendit la levée des restrictions « aux citoyens étrangers des pays qui n'étaient pas en guerre avec la Russie », c'est-à-dire essentiellement aux Juifs américains qui se rendaient dans le pays.

La publication de l'Acte suscita un grand nombre de déclarations enflammées. N. Friedman, député à la Douma d'État : « Ces trente-cinq dernières années, les Juifs de Russie ont subi des persécutions et des humiliations que n'avaient jamais ouïes ni connues notre peuple si souffrant... Tout... avait été sacrifié sur l'autel de l'anti-sémitisme d'État¹¹. » L'avocat O. O. Grousenberg : « Si l'État russe avait été avant la Révolution une prison monstrueuse par ses dimensions..., la cellule la plus puante, la plus cruelle, le pire cachot nous avait été réservé à nous, peuple juif de six millions d'âmes... Et le terme usurier de "taux d'intérêt", l'enfant juif l'apprenait pour la première fois... de l'école officielle... Comme des forçats sur la route, tous les Juifs étaient enchaînés ensemble par les communs maillons de l'isolement et du mépris... Des gouttes de sang de nos pères et mères, des gouttes de sang de nos frères et sœurs se sont déposées dans nos âmes, allumant et attisant en elles la flamme inextinguible de la Révolution¹². »

L'épouse de Maxime Vinaver, Rosa Georguiévna, raconte dans ses Souvenirs : « Cet événement coïncida avec la Pâque juive. On aurait dit un second exode d'Égypte. Quel long chemin de souffrances et de luttes avait été parcouru, et comme rapidement tout s'était accompli ! Un grand meeting juif fut réuni, au cours duquel Milioukov déclara : "Enfin, elle est effacée, la tache honteuse qui défigurait la Russie ! Désormais, celle-ci pourra

10. PEJ, t. 7, p. 377.

11. Retch, 1917, 25 mars, p. 6.

12. *Ibidem*.

rejoindre hardiment les rangs des nations civilisées !” » Vinaver, lui, « proposa à l’assemblée d’édifier à Petrograd, à la mémoire de cet événement, une grande maison populaire juive qu’on appellerait la Maison de la Liberté¹³ ».

Trois membres juifs de la Douma d’État, M. Bomach, J. Gourévitch et N. Friedman, rendirent public leur adresse « Au peuple juif » : désormais, « nos défaites sur le front constitueraient un irréparable malheur pour la Russie libre mais encore fragile... Les libres combattants juifs... puiseront de nouvelles forces pour une lutte opiniâtre et vont poursuivre leurs exploits guerriers avec une énergie décuplée ». En vertu d’un plan qui allait de soi : « Le peuple juif va s’atteler sur-le-champ à l’organisation de ses propres forces. Les formes de notre vie communautaire, depuis longtemps désuètes, doivent être rénovées... sur des fondements libres et démocratiques¹⁴. »

Écrivain et journaliste, David Aïzman lança à l’occasion de l’Acte d’émancipation l’appel suivant : « Notre pays natal ! Notre patrie ! Ils sont eux aussi dans le malheur. Avec tout notre cœur..., prenons la défense de notre terre... Depuis les temps anciens où nous nous levâmes pour la défense du Temple, il n’y pas eu d’occasion plus sacrée ! »

Mais Sliosberg se souvient : « Le bonheur d’avoir vécu jusqu’à l’annonce de l’émancipation des Juifs en Russie, délivrés de cette situation de non-droit contre laquelle j’avais lutté dans toute la mesure de mes forces pendant trente années, ne m’a pas empli d’une joie qui eût été naturelle » – car la débandade a commencé presque aussitôt¹⁵.

Soixante-dix ans plus tard, un auteur juif s’interroge : « L’Acte, formellement légal, a-t-il changé la situation réelle dans le pays alors que toutes les normes juridiques perdaient à toute allure leur validité¹⁶ ? »

Nous lui rétorquerons : on ne peut ainsi, d’aussi loin, minimiser les acquis. À cette époque, l’Acte avait nettement changé et amélioré sur une large échelle la situation des Juifs. Mais que

13. R. G. Vinaver, *Vospominaniia* (New York, 1944), manuscrit déposé à l’Institut Hoover, Stanford, Californie, p. 92.

14. Rousskaia volia, 1917, 29 mars, p. 5.

15. Sliosberg, t. 3, p. 360.

16. B. Orlov, *Rossia bez evreev* [La Russie sans les Juifs] – « 22 », 1988, n° 60, p. 157.

l'ensemble du pays, avec tous les peuples qui le composent, aille se ruer dans l'abîme, c'est le souffle général de l'Histoire qui en est cause.

Le changement le plus rapide et le plus net s'opéra dans les tribunaux. Si, auparavant, la commission Batiouchine, chargée des affaires de concussion, avait instruit une action judiciaire à l'encontre de D. Rubinstein, escroc avéré, maintenant c'était tout le contraire : l'affaire Rubinstein était abandonnée, et le voilà, au palais d'Hiver, l'hôte de la Commission extraordinaire (la Tchéka) à laquelle il demande avec succès d'entamer une action contre ladite commission Batiouchine ! De fait, en mars, on arrête le général Batiouchine, le colonel Rézanov et divers autres juges d'instruction ; en avril, ils sont inculpés : il appert qu'ils avaient procédé à d'importantes extorsions de pots-de-vin auprès de banquiers et de sucriers. On ôte les scellés apposés par Batiouchine sur les coffres-forts des banques Volga-Kama, Sibérienne, de Junker, et toutes les actions déposées leur sont rendues. (Les affaires Simanovitch et Manus s'arrangent moins bien. Simanovitch a été arrêté en tant que secrétaire de Raspoutine, il propose à ses convoyeurs 15 000 roubles à condition qu'ils lui permettent d'établir une communication téléphonique, « mais ceux-ci refusent bien sûr d'accéder à sa requête¹⁷ ». Quant à Manus, soupçonné d'avoir conclu des marchés avec Kolychko, un agent allemand, il est amené à tirer à travers la porte sur les agents du contre-espionnage. — D'abord arrêté, il réussira à s'éclipser à l'étranger.)

L'atmosphère qui régnait au sein de la Commission extraordinaire du Gouvernement provisoire apparaît nettement à la lecture des comptes rendus des interrogatoires datant des derniers jours de mars. On demande à Protopopov dans quelles conditions il a été nommé ministre de l'Intérieur ; en réponse, il rappelle la lettre circulaire par laquelle « il a considérablement étendu le droit de résidence pour les Juifs » à Moscou. Quels étaient plus généralement ses principaux objectifs ? « Premièrement, le ravitaillement ; aussitôt après, le mouvement progressiste, la question juive... » Le directeur du département de la Police, A. T. Vassiliev, ne manqua pas de préciser qu'il avait contribué à la défense des sucriers (juifs) : ainsi « Grousenberg m'a téléphoné un matin à mon

17. Reich, 1917, 17 mars, p. 5.

domicile et m'a remercié pour mon intervention en sa faveur¹⁸ ». Ceux que l'on interrogeait cherchaient de la sorte à atténuer leurs condamnations.

Ces semaines de mars furent marquées par les mesures énergiques prises contre les antisémites déclarés ou réputés tels. Le premier à être arrêté, le 27 février, fut le ministre de la Justice, Tchéglovitov, accusé d'avoir personnellement donné des instructions pour que l'affaire Beyliss* fût menée de façon partielle. Les jours suivants, on procéda à l'arrestation du procureur Vipper et du sénateur Tchaplinski, chargés de l'accusation dans ce procès. (Cependant, on n'avança contre eux aucune charge précise, et en mai 1917 Vipper fut simplement démis de ses fonctions de procureur général près la chambre criminelle de cassation du Sénat ; la répression l'attendait plus tard, sous les bolcheviks). Le juge d'instruction Machkévitich fut sommé de donner sa démission pour avoir admis à l'époque, en sus de l'expertise qui niait l'existence de meurtres rituels, une autre qui les admettait. Tous les documents concernant l'affaire Beyliss furent requis par le ministre de la Justice, Kerenski, au tribunal régional de Kiev¹⁹ en vue d'une révision retentissante du procès, laquelle ne put néanmoins avoir lieu en raison des événements tumultueux de 1917. On arrêta également le docteur Doubrovine, président de l'Union du peuple russe**, et ses archives furent confisquées. De même furent arrêtés les éditeurs de journaux d'extrême droite Glinka-Iantchevski et Polouboïarinov ; et les librairies de l'Union monarchique furent tout bonnement incendiées. Pendant deux semaines, on chercha à mettre la main sur N. Markov*** et Zamyslovski**** – Zamyslovski pour avoir activement participé au procès de Beyliss, Markov sans doute pour ses discours de député à la

18. Padenie Tsarskogo rejima [La chute du régime tsariste], comptes rendus sténographiques des interrogatoires et des témoignages délivrés en 1917 à la Commission d'instruction extraordinaire du Gouvernement provisoire, Leningrad, 1924, t. 1, pp. 119-121, 429.

19. La Liberté russe, 1917, 21 avril, p. 4.

* Voir tome 1, p. 489 *sq.*

** Organisation d'extrême droite.

*** 1876-1943, député aux 3^e et 4^e Doumas, leader de l'extrême-droite, un des chefs de l'Union du Peuple russe. Émigra après la révolution. (Dit « Markov II » à la Douma où les homonymes étaient numérotés par ancienneté d'âge).

**** 1872-? – député d'extrême droite aux 3^e et 4^e Doumas.

Douma – mais ils réussirent à se cacher. Au cours de ces journées-là, on ficha la paix à Pourichkévitch* à cause de ses discours révolutionnaires à la Douma en novembre et de sa participation au meurtre de Raspoutine. Une lâche rumeur ayant en revanche prétendu que Stolypine** avait pris part à l'assassinat de Iollos, à Krementchoug on débaptisa précisément la rue Stolypine pour lui donner le nom de Iollos.

Partout en Russie on arrêtait des gens désormais par centaines parce qu'ils avaient occupé des postes de responsabilité ou pour leur *état d'esprit*.

Il faut souligner que la proclamation de l'égalité des droits pour les Juifs ne suscita aucun pogrom. Il faut le souligner non seulement par comparaison avec l'année 1905, mais aussi parce que, pendant tous les mois de mars et d'avril, différents journaux ne cessèrent d'annoncer, parmi les nouvelles importantes, que se préparaient des pogroms antijuifs, qu'ils auraient même commencé çà ou là, voire qu'ils avaient déjà eu lieu.

Le 5 mars, des bruits coururent selon lesquels, dans la province de Kiev ou dans celle de Poltava, un pogrom menaçait, et qu'à Petrograd on aurait placardé un tract manuscrit antijuif. En réponse, le Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats (IK SRSD) créa une commission spéciale « pour établir des liaisons locales dans diverses autres villes : ... Raphès, Aleksandrovitch, Soukhanov ». Leur objectif : « envoyer des commissaires en différentes villes, en particulier dans les districts où les Cent-noirs***, serviteurs de l'Ancien Régime, tentent de semer la discorde ethnique²⁰ ». Les *Nouvelles du SRSD* publièrent un article intitulé « Incitations aux pogroms » : « Ce serait une erreur énorme, voire un crime que de fermer les yeux sur les nouvelles tentatives de la dynastie déchue, c'est elle qui manigance tout... Dans les régions de Kiev et de Poltava, on mène au milieu d'une population

20. Izvestia, 1917, 6 mars, p. 4.

* 1870-1920, un des fondateurs de l'Union du Peuple russe, puis de l'Union de Saint-Michel Archange, leader de l'extrême droite dans les 3^e et 4^e Doumas. Coassassin de Raspoutine.

** Homme politique de premier plan, gouverneur de la province de Saratov, puis Premier ministre. Assassiné par un révolutionnaire juif en 1911. Voir *La Roue rouge*, premier nœud, Août quatorze.

*** Groupement d'extrême droite.

arriérée, peu développée, une agitation dirigée contre les Juifs... On impute aux Juifs les défaites de notre armée, le mouvement révolutionnaire en Russie, la chute de l'absolutisme... Le vieux stratagème... est d'autant plus dangereux qu'on l'utilise précisément aujourd'hui... Il est indispensable de prendre sur-le-champ des mesures radicales contre ceux qui incitent aux pogroms²¹. » À la suite de quoi le commandant de la circonscription militaire de Kiev, général Khodorovitch, donna ordre à l'ensemble des unités militaires de prendre toutes mesures pour prévenir d'éventuels désordres antisémites.

Ensuite, longtemps encore, jusqu'en avril, dans différents journaux parurent à deux ou trois jours d'intervalle de nouvelles rumeurs sur la préparation de pogroms antijuifs²², ou du moins sur le transport par voie de fer d'importantes quantités de « proclamations appelant aux pogroms ». Plus insistantes encore étaient les rumeurs concernant un éventuel pogrom à Kichinev pour la fin mars, juste entre les Pâques juive et orthodoxe, par analogie avec 1903*.

Il y eut aussi de nombreuses autres nouvelles alarmantes (on allait jusqu'à dire qu'à Mohilev, près du Quartier général du tsar, ce sont les policiers eux-mêmes qui fomentaient un pogrom), mais aucune ne reçut confirmation.

Il suffit de se familiariser tant soit peu avec les événements de ces mois, de s'imprégner de l'« atmosphère de Février » – déroute totale de la droite, jubilation à gauche, les gens simples abasourdis et désorientés – pour affirmer avec assurance qu'à cette époque les pogroms antijuifs étaient tout ce qu'il y avait de plus invraisemblable. Mais comment un simple habitant juif de Kiev ou d'Odessa aurait-il pu oublier les journées terribles qu'il avait vécues douze ans auparavant ? On peut comprendre que sa douloureuse vigilance se soit défiée par avance de tout ce qui remuait dans cette direction-là.

Mais les journaux bien informés – c'est autre chose ! Les craintes, le branle-bas de combat exprimés par ces journaux, par

21. *Ibidem*, p. 2.

22. Par exemple : Les Nouvelles boursières, 1917, 8 et 12 avril ; La Liberté russe, 1917, 9 avril ; Izvestia, 1917, 15 et 28 avril, entre autres.

* Cf. tome 1, p. 355 sq.

les dirigeants éclairés du camp libéral et par les semi-intellectuels du camp socialiste, on ne peut les comprendre que comme une provocation politique. Une provocation qui, fort heureusement, n'a pas marché.

Le seul épisode concret eut lieu au marché de Bessarabie, à Kiev, le 28 avril : une fillette déroba un morceau de ruban dans une boutique juive ; le commis la rattrapa et la rossa. La foule se précipita pour régler son compte au commis et à la propriétaire, mais la milice s'interposa.

Dans le district de Rogatchev, en réponse à la cherté de la vie, toutes les boutiques furent saccagées, or nombre d'entre elles étaient tenues par des Juifs.

S'il y eut des régions où les gens acceptèrent mal la liberté accordée aux Juifs, ce furent notre Finlande, avec sa réputation légendaire de pays révolutionnaire, et notre puissante alliée, la Roumanie.

En Finlande (comme nous l'avons déjà vu, chap. 10, chez Jabotinski*), par le passé, les Juifs étaient interdits de séjour, et depuis 1858 cette interdiction n'avait été levée que pour « les descendants des soldats juifs qui avaient servi ici », c'est-à-dire en Finlande, lors de la campagne de Crimée. « Le régime des passeports de 1862... a confirmé l'interdiction faite aux Juifs d'entrer en Finlande », « n'était autorisé qu'un séjour temporaire à la discrétion du gouverneur » ; les Juifs ne pouvaient devenir citoyens finlandais ; pour contracter mariage, ils devaient se rendre en Russie ; leur droit de témoigner devant les tribunaux finlandais était limité. Plusieurs tentatives visant à atténuer ces mesures ou à instaurer l'égalité des droits n'avaient pas abouti²³. Et maintenant que l'égalité des droits avait été promulguée pour les Juifs en Russie, la Finlande, qui n'avait pas encore proclamé son indépendance totale, ne proposait toujours pas à son parlement de projet de loi instituant cette même égalité. Pire : elle expulsait les Juifs qui avaient pénétré sans autorisation sur son territoire, et non pas sous 24 heures, mais dans l'heure, à bord du premier train en partance. (Tel fut l'épisode du 16 mars qui suscita un énorme tollé dans la presse russe.) Mais

23. EJ. t. 15, pp. 281-284.

* Cf. tome 1, p. 477.

on avait pris l'habitude de louer la Finlande pour son aide aux révolutionnaires, et les cercles révolutionnaires et libéraux hésitèrent à réagir. Seul le Bund, dans un télégramme envoyé aux socialistes finlandais, reprocha qu'on n'eût pas encore aboli des réglementations « héritées en Finlande du Moyen Âge » : le Bund, « parti des prolétaires de Russie, exprime sa ferme conviction que vous effacerez cette tache honteuse de la Finlande libre²⁴ ». Mais cette conviction du Bund se révéla fallacieuse.

La presse de l'après-Février réagit avec émotion aux persécutions des Juifs en Roumanie, allant jusqu'à écrire qu'à Iassi on avait interdit dans les réunions publiques d'utiliser le yiddish. Le Congrès des étudiants sionistes de toute la Russie, le « Guéhover », décida « de protester énergiquement contre l'inégalité civique des Juifs en Finlande et dans la Roumanie alliée, fait outrageant pour les Juifs du monde entier et humiliant pour la démocratie universelle²⁵ ». En raison de ses cuisantes défaites militaires, la Roumanie ne se trouvait pas en position de force. Le Premier ministre, Bratianu, se disculpa à Petrograd, en avril, arguant que « la majorité des Juifs de Roumanie s'étaient transplantés » de Russie, ce qui avait incité le gouvernement roumain à restreindre leurs droits civiques, mais il promit d'instaurer l'égalité des droits²⁶. En mai, pourtant, nous lisons dans les journaux qu'« en fait, rien ne se fait dans cette direction²⁷ ». (En mai, Rakovski, un communiste local, déclare : « La situation des Juifs en Roumanie est... intolérable » ; on leur impute la défaite du pays, la collaboration avec les Allemands dans la partie occupée de la Roumanie. « Si les autorités roumaines ne tenaient pas compte de [l'opinion des Alliés], on pourrait craindre pour la vie des Juifs²⁸, »)

À l'échelle mondiale, parmi les Alliés, la révolution de Février fut accueillie avec une profonde satisfaction, chez beaucoup même avec enthousiasme, mais cette réaction était de surcroît sous-tendue par un calcul à courte vue : la Russie serait désormais invincible. En Grande-Bretagne et aux États-Unis, on relève des meetings de masse réunis pour soutenir la révolution et les droits des

24. *Izvestia*, 1917, 10 mai, p. 2.

25. *La Liberté russe*, 1917, 15 avril, p. 4.

26. *Les Nouvelles boursières*, 1917, 23 avril, p. 3.

27. *Ibidem*, 19 mai, p. 1.

28. *Den [le Jour]*, 1917, 10 mai.

Juifs russes. (Je mentionne quelques-unes de ces réactions, dans *Mars dix-sept**, aux chapitres 510 et 621.) Des États-Unis, on s'empresse de proposer l'envoi en Russie d'une copie de la statue de la Liberté. (Mais les affaires russes ayant suivi un cours tortueux, il n'en fut plus question). Le 9 mars, en Angleterre, le ministre des Affaires étrangères fut interrogé aux Communes sur la situation des Juifs en Russie : a-t-il l'intention de consulter le gouvernement russe à propos des garanties qui seraient accordées aux Juifs russes pour l'avenir et des compensations qu'ils pourraient recevoir pour le passé ? La réponse exprimait l'entière confiance que le gouvernement anglais nourrissait à l'égard de son homologue russe²⁹. Le président de l'Alliance israélite universelle envoya de Paris ses félicitations au Premier ministre, le prince Lvov, lequel lui répondit : « Désormais, la libre Russie saura respecter les croyances et coutumes de tous ses peuples, à jamais unis dans la religion de l'amour de la patrie ». Les *Nouvelles boursières*, *Reich*, de nombreux journaux encore firent état de la sympathie exprimée par Jacob Schiff, « dirigeant bien connu des milieux nord-américains hostiles à la Russie » : « J'ai toujours été l'ennemi de l'autocratie russe, qui persécutait sans merci mes coreligionnaires. Permettez-moi maintenant de saluer... le peuple russe par cette remarquable action qu'il a si merveilleusement accomplie³⁰. » Et d'inviter « la nouvelle Russie à souscrire de vastes opérations de crédit en Amérique³¹ ». Et, de fait, « il entreprit alors de soutenir le gouvernement Kerenski par une substantielle ligne de crédit³² ». Plus tard, dans la presse russe des émigrés de droite, parurent des études tentant de prouver que Schiff avait en fait activement financé la révolution elle-même. On ne saurait exclure que Schiff ait partagé les espoirs à courte vue des milieux occidentaux qui pensaient que la révolution libérale russe installerait la Russie dans la guerre. Au demeurant, les démarches de Schiff, publiques et bien connues, invariablement hostiles à l'autocratie russe, avaient plus de poids qu'une éventuelle aide occulte à la révolution.

29. Les *Nouvelles boursières*, 1917, 11 mars, p. 2.

30. *Ibidem*, 10 mars, p. 6.

31. *Reich*, 1917, 10 mars, p. 3.

32. *Encyclopedia Judaica*, Jérusalem, Keter Publishing House, 1971, vol. 14, p. 961.

* Édition française : *La Roue rouge*, troisième nœud, *Mars dix-sept*, tome 3 pour le chap. 510^o et tome 4 pour le chap. 621^o.

La révolution de Février elle-même avait en connaissance de cause et à plusieurs reprises appelé à l'aide des Juifs en tant que nation entièrement asservie. Les témoignages sont quasi unanimes pour dire que partout en Russie les Juifs accueillirent la révolution avec enthousiasme.

Quelques témoignages vont néanmoins dans un sens contraire, comme celui du socialiste Grégoire Aronson qui fonda et dirigea le Soviet des députés ouvriers de Vitebsk (auquel adhérera plus tard le futur historien E. Tarlé). Le jour où la nouvelle de la révolution parvint à Vitebsk se tenait à la Douma municipale une réunion du Comité de sécurité nouvellement créé ; de là, Aronson fut invité à se rendre à la réunion des représentants de la communauté juive (il va de soi qu'il ne s'agissait pas de représentants ordinaires, mais de ceux qui faisaient autorité). « Apparemment, ils voulaient s'entendre avec moi, en tant que représentant des temps à venir, pour savoir ce qu'il convenait de faire, comment agir... Mais je me suis senti étranger à ces gens, à leurs centres d'intérêt, à l'atmosphère tendue, dirais-je, qui régnait dans cette réunion... J'avais l'impression que cette communauté dans sa majorité appartenait à l'ancien monde, à un monde qui s'enfonçait dans le passé³³. » « Nous n'avons pas réussi à dissiper le froid réciproque, venu d'on ne sait où, qui s'était installé entre nous. Les visages de ces gens avec lesquels j'avais des liens de travail et des relations personnelles n'exprimaient aucun transport, aucune foi. Par moments, il me semblait même que ces militants désintéressés se sentaient en quelque sorte appartenir à l'Ancien Régime³⁴. »

Voilà un témoignage dépourvu d'ambiguïté. Perplexité, prudence, indécision dominaient dans les milieux juifs conservateurs, et pas seulement à Vitebsk. Les Juifs raisonnables de l'ancien temps, nantis d'une expérience multiséculaire faite de lourdes épreuves, étaient apparemment abasourdis par la chute brutale de la monarchie, et nourrissaient de sombres pressentiments.

Mais, dans l'esprit de tout le ^{xx}e siècle, la masse dynamique de

33. G. J. Aronson, interview à Radio-Liberté – *Vospominania o rousskoi revolioutsii 1917 goda* [Souvenirs sur la révolution russe de 1917], Int. n° 66, Munich, 1966, pp. 13-14.

34. G. J. Aronson, *Revolioutsionnaia iounost : Vospominania, 1903-1917* [Ma jeunesse révolutionnaire : souvenirs], Interuniversity project on the history of the menshevik movement, paper n° 6, New York, august 1961, p. 133.

tout peuple, y compris donc du peuple juif, déjà sécularisée, n'était plus liée par les traditions et aspirait irrésistiblement à édifier « un nouveau monde de bonheur ».

L'*Encyclopédie juive* note « une nette recrudescence de l'activité politique des Juifs, que l'on remarque même sur l'arrière-plan de la tumultueuse ardeur sociale qui s'est emparée de la Russie après février 1917³⁵ ».

Moi-même qui, pendant de nombreuses années, ai travaillé sur la presse de Février et les souvenirs des contemporains, j'ai inévitablement remarqué « cette nette recrudescence », ce souffle puissant. Dans ces documents qui émanent des témoins et acteurs des événements les plus divers, les noms juifs sont très nombreux, le thème juif se fait plus insistant et éloquent. D'après les souvenirs de Rodzianko*, du gouverneur Balk**, du général Globatchev et de nombreux autres auteurs, dès les premiers jours de la révolution, derrière les murs du palais de Tauride, on était frappé par le nombre des Juifs parmi les membres de la Commandanture et des commissions d'interrogatoire, parmi les vendeurs de brochures. Favorable aux Juifs, V. D. Nabokov*** écrivit néanmoins : le 2 mars, à l'entrée du jardin de Tauride, devant le bâtiment de la Douma, « il y avait une cohue invraisemblable, on entendait des cris ; près des portes d'entrée, des jeunes gens de type juif procédaient à l'interrogatoire des passants³⁶ ». Balk écrit que la foule qui s'attaqua à l'hôtel Astoria dans la nuit du 28 au 29 février était composée « de soldats..., de matelots et de Juifs armés³⁷ ». Je concède qu'il y a peut-être là l'irritation *a posteriori* propre aux émigrés : soi-disant, « ce sont les Juifs qui ont tout manigancé ». Mais un observateur impartial, le pasteur méthodiste Simons, un Américain qui avait

35. PEJ, t. 7, p. 378.

36. V. Nabokov, *Vremennoe pravitelstvo* [Le Gouvernement provisoire] – ARR, t. 1, 1922, p. 15.

37. A. Balk, *Poslednie dni Isarskogo Petrograda* (23-28 février 1917). *Dnevnik poslednego Petrogradskogo gradonatchalnika* [Les derniers jours de la Petrograd tsariste. Souvenirs du dernier gouverneur de Petrograd] – Manuscrit conservé à l'Institut Hoover, p. 16.

* 1859-1923, leader octobriste, président de la Douma de 1911 à 1917, émigre en 1920.

** Dernier gouverneur de Petrograd.

*** 1869-1922, juriste, cofondateur du parti Cadet, secrétaire général du Gouvernement provisoire. Assassiné dans l'émigration par un membre de l'extrême droite.

vécu dix ans à Pétersbourg et connaissait bien la ville, répondit en 1919 à la commission d'enquête du Sénat de son pays : « Peu de temps après la révolution de mars 1917, partout [à Petrograd] on voyait des groupes de Juifs debout sur des bancs ou sur des caisses à savon, etc., qui haranguaient les foules... Il y avait pour les Juifs des limitations au droit de résidence à Petrograd ; mais, après la révolution, ils s'abattirent sur la ville par volées entières, et la plupart des agitateurs se trouvèrent être des Juifs. [C'étaient] des Juifs qui avaient renié leur foi³⁸. » Un étudiant du nom de Ianokh est arrivé à Cronstadt quelques jours avant la répression sanglante qui s'abattit sur soixante officiers (les listes en avaient été établies à l'avance) et devint l'initiateur et le président du « Comité du mouvement révolutionnaire ». (Ordre de ce Comité : arrêter tous les officiers jusqu'au dernier, et les faire passer en jugement.) « Une information mensongère, colportée par des inconnus, avait suscité des règlements de compte à Cronstadt, puis à Sveaborg ; la situation étant totalement confuse, tout mensonge pouvait apparaître comme un fait avéré³⁹. » Le relais sanglant de Cronstadt fut ensuite repris par un certain « docteur Rochal », un neurologue qui n'avait pas terminé ses études. Après le coup d'État d'Octobre, S. G. Rochal devint le commandant de Gatchina, en novembre il fut nommé commissaire de tout le front roumain, mais y fut tué peu après son arrivée⁴⁰. Une milice révolutionnaire fut constituée dans le quartier de l'île Saint-Basile et eut pour porte-parole Solomon et Kaploun (futur homme de main sanguinaire de Zinoviev). Le barreau de Saint-Petersbourg créa « une commission spéciale chargée de vérifier si les personnes arrêtées pendant la révolution (des milliers à Petrograd) l'avaient été à bon escient, autrement dit de décider de leur sort comme du sort de tous les ex-gendarmes et policiers, sans les faire passer en jugement ; cette commission avait pour président l'avocat Goldstein. Quant à l'inimitable récit du sous-officier Timothée Kirpitchnikov, qui avait déclenché l'insurrection

38. Oktiabrskaia revolioutsia pered soudom senatorov : ofitsialnyi otchet « overmenskoi komissii » Senata, [La révolution d'Octobre face au jugement des sénateurs américains : compte rendu officiel de la commission « Overman » du Sénat] M., L., 1927, p. 5.

39. D. O. Zaslavski, VI. A. Kantorovitch, Khronika fevral'skoi revolioutsii [Chronique de la révolution de Février] – Byloe, 1924, t. 1, pp. 63, 65.

40. EJR, 1994, t. 2, M., 1995, p. 502.

dans la rue, il a été consigné dès le mois de mars, et ainsi conservé pour nous, par Jacob Markovitch Fischman, homme qui fit montre en l'occurrence d'une grande passion pour l'histoire. (Dans *La Roue rouge*, je me suis appuyé avec reconnaissance sur ce texte.)

Et l'*Encyclopédie juive* de conclure : « Pour la première fois dans l'histoire de la Russie, les Juifs ont occupé de hauts postes dans l'administration centrale et locale⁴¹. »

Au sommet, au sein du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats qui gouverna le pays en sous-main au cours de ces mois, se distinguaient deux de ses dirigeants, Nakhamkis-Svétlov et Guimmer-Soukhanov : dans la nuit du 1^{er} au 2 mars, ils dictèrent au Gouvernement provisoire, aveuglé par sa suffisance, un programme qui annihilait par avance son autorité pour toute la durée de son existence.

Dans sa pertinente analyse, G. A. Landau explique l'adhésion des Juifs à la révolution par une loi qui embrasse en fait toute l'époque : « Le malheur de la Russie – tout comme celui des Juifs russes – vient de ce que les résultats de la première révolution n'avaient pas encore été digérés, ne s'étaient pas décantés dans l'édification d'un nouveau régime ; de ce qu'une nouvelle génération n'avait pas eu le temps de se former alors qu'était survenue la Grande Guerre qui outrepassait nos forces. Et quand arriva l'heure de la débandade, celle-ci surprit une génération qui constituait, en un certain sens, une vapeur toute prête, chauffée par la révolution précédente, spirituellement inerte, sans lien organique avec le présent, rivée au contraire par sa passivité spirituelle à la période vécue dix ans auparavant. Et l'esprit révolutionnaire organique du début du xx^e siècle devint mécaniquement l'"esprit révolutionnaire permanent du temps de guerre"⁴² ».

Les nombreuses années de mon méticuleux travail sur cette époque m'ont permis de pénétrer le sens intime de la révolution de Février, et, par là, le rôle joué par les Juifs. J'ai retenu pour moi, et je puis le répéter aujourd'hui : non, la révolution de Février n'a pas été faite par les Juifs pour les Russes, elle a été indubitablement

41. PEJ, t. 7, p. 381.

42. G. A. Landau. *Revolioutsionnye idei v evreiskoi obtchestvennosti* [Les idées révolutionnaires dans la société juive] – RiE, Paris, Ymca Press, 1978 (reprise de l'édition de Berlin, 1924), p. 116.

accomplie par les Russes eux-mêmes, et je crois l'avoir suffisamment montré dans *La Roue rouge*. Nous avons été nous-mêmes les auteurs de ce naufrage : notre tsar, l'oint du Seigneur, les milieux de la Cour, les généraux de haut grade dénués de talent, les administrateurs empotés ; et, avec eux, leurs ennemis : l'élite intellectuelle, les octobristes, les responsables du Zemstvo, les KD, les démocrates-révolutionnaires, les socialistes et les révolutionnaires ; et, encore avec eux, de conserve, les éléments dévoyés des réservistes honteusement parqués dans les casernes de Petrograd. C'est cela qui nous a conduits à la ruine. Au sein de l'intelligentsia, il y avait bien sûr beaucoup de Juifs, mais cela ne permet aucunement de dire que la révolution fut juive.

Les révolutions peuvent être différemment classées selon leurs principales forces agissantes ; selon ce critère, la révolution de Février doit être reconnue comme le fait de toute la nation russe, ou plus strictement comme étant russe. Si on la juge – comme cela est de mise chez les sociologues matérialistes – selon le critère de qui en a le plus, le plus vite et le plus durablement profité, alors on peut certes l'appeler autrement (juive ? mais aussi allemande : Guillaume II, dans un premier temps, en a assurément tiré profit !). Pourtant, même si tout le reste de la population russe, presque dès le début, n'en a reçu que préjudice et ruine, cela ne fait pas encore que la révolution « n'ait pas été russe ». De la révolution de Février la communauté juive de Russie a reçu intégralement tout ce pour quoi elle avait lutté, et le coup d'État d'Octobre ne lui était vraiment pas nécessaire, si ce n'est à la bande d'apaches composant la jeunesse juive sécularisée qui, avec ses frères russes internationalistes, avait empilé une bonne dose de haine envers le régime politique russe et chercha à « approfondir » la révolution.

Ayant compris cela, comment devais-je tenir la route à travers *Mars dix-sept*, puis à travers *Avril* ? J'ai décrit la révolution littéralement heure par heure et n'ai cessé de rencontrer, dans les sources, de multiples épisodes et des entretiens sur le thème juif. Aurais-je eu raison de laisser tout cela faire irruption dans les pages de *Mars* ? Ce n'aurait pas été la première fois dans l'Histoire qu'un livre et ses lecteurs eussent succombé à cette tentation facile et corsée : tout rejeter sur les Juifs, leurs actions, leurs idées, se permettre de voir en eux la cause principale des événements, et, par là, détourner la recherche des principales causes réelles.

Pour éviter que les Russes ne tombent dans ce trompe-l'œil, méthodiquement, à travers tout le récit, j'ai mis une sourdine, dans *La Roue rouge*, au thème juif proprement dit, du moins par comparaison avec la façon dont ce thème avait à l'époque résonné alors dans la presse et flotté dans l'air.

La révolution de Février a été faite par les mains russes à cause du manque de discernement russe. Mais, parallèlement, dans son idéologie, un rôle significatif, déterminant, a été joué par une intransigeance absolue à l'égard du pouvoir historique russe, que les Russes, à la différence des Juifs, n'étaient pas en droit d'éprouver. (J'en ai déjà parlé au chapitre 11*.) Cette intransigeance s'était nettement accentuée après le procès Beyliss, puis plus tard, après l'expulsion massive des Juifs, en 1915. Et l'intransigeance eut ainsi raison de la modération.

Toutefois, le Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats, constitué dans les premières heures de la révolution, propose un autre angle de vue. Ce Comité exécutif était un gouvernement de l'ombre des plus durs, c'est lui qui priva le Gouvernement provisoire de tout pouvoir réel tout en se gardant, de façon criminelle, d'assumer directement et ouvertement le pouvoir. Par son « Décret n° 1 », ce Comité exécutif arracha le pouvoir au corps des officiers et s'appuya sur la garnison démoralisée de Petrograd. C'est très précisément ce Comité exécutif, et non pas les avocats, ni les exploitants forestiers, ni les banquiers, qui mena le pays par la voie la plus courte à la ruine. Durant l'été 1917, un des membres de ce Comité exécutif, Joseph Goldenberg, expliqua au diplomate français Claude Anet : « Le *prikaz* [décret] ne fut pas une erreur, c'était une nécessité... Dès le jour où nous avons fait la Révolution, nous avons compris que si nous ne ruinions pas l'armée ancienne, elle écraserait la Révolution. Nous avions à choisir entre l'armée et la Révolution. Nous n'avons pas hésité : nous avons pris parti pour cette dernière et nous avons employé, j'oserai dire par un coup de génie, les moyens nécessaires⁴³. »

Est-il licite de poser la question : qui étaient donc ces personnages si fatalement efficaces qui composaient le CE ? Oui, dès lors

43. Claude Anet, *La Révolution russe*, juin-novembre 1917, Paris, Payot, 1918, p. 61.

* Cf. tome I, p. 459 sq.

que les actes de tels dirigeants modifient brutalement le cours de l'Histoire. Il faut le dire, la composition du Comité exécutif préoccupait beaucoup et le public et les journaux, en 1917, quand nombre de membres de ce CE se cachaient sous des pseudonymes et, pendant deux mois, se gardèrent de paraître en public : la Russie était gouvernée par on ne savait trop qui. Il apparut plus tard qu'il y avait dans le CE une dizaine de soldats abêtis, pour la montre, et qu'on tenait à l'écart. Des autres trois dizaines de membres vraiment actifs, plus de la moitié étaient des socialistes juifs. Il y avait des Russes, des Caucasiens, des Lettons et des Polonais, mais les Russes constituaient moins d'un quart.

V. B. Stankévitch, un socialiste modéré, nota que « le trait frappant, dans la composition du Comité, était le nombre d'éléments allogènes... sans aucune commune mesure avec leurs effectifs à Petrograd ou dans le pays », et il se demanda : « Était-ce l'écume malsaine de la vie sociale russe... ? Ou une conséquence des péchés de l'Ancien Régime qui contraignait les éléments allogènes à rallier les partis de gauche ? Ou bien était-ce simplement le résultat d'une libre concurrence... ? » Dans ce cas, « la question reste ouverte : qui en fut responsable, les allogènes qui s'y trouvaient, ou les Russes qui ne s'y trouvaient pas bien qu'ils eussent pu s'y trouver⁴⁴ ? » Pour un socialiste, il s'agit peut-être là en effet d'une FAUTE. Mais, pour être franc, il eût mieux valu que personne ne se plongeât dans ce torrent boueux — ni nous, ni vous, ni eux !

44. B. V. Stankévitch, *Vospominania* : 1914-1919 [Souvenirs], Berlin, 1920, p. 86.

Chapitre 14

EN L'AN 1917

Au début du mois d'avril 1917, le Gouvernement provisoire constata, à son plus grand étonnement, qu'un mois seulement après la révolution, la situation financière de la Russie – déjà guère brillante auparavant – était catastrophique ; il décida alors de lancer, à grand renfort de publicité et dans l'espoir de réveiller l'enthousiasme patriotique, un « Emprunt pour la Liberté ».

Des rumeurs à ce sujet avaient déjà commencé à circuler dès le mois de mars et le ministre des Finances, Terechtchenko, avait fait cette déclaration à la presse : *d'ores et déjà*, « des engagements à hauteur de dizaines de millions ont été pris pour couvrir » cet emprunt – qui n'était encore qu'à l'état de projet – par des banquiers « juifs pour la plupart, ce que l'on ne peut manquer de mettre en relation avec l'abrogation des mesures limitant les droits confessionnels et nationaux¹ ». Et, de fait, à peine l'emprunt avait-il été ouvert que la presse fut inondée de communiqués faisant état d'importantes souscriptions émanant de Juifs, avec des titres en première page en forme d'appels, du genre : « Citoyens juifs ! Souscrivez à l'Emprunt pour la Liberté ! », « Tout Juif doit posséder des obligations de l'Emprunt pour la Liberté². » 22 millions de roubles furent ainsi collectés en une seule fois à la synagogue de Moscou. Au cours des deux premiers jours, les Juifs de Tiflis souscrivirent pour un montant d'un million et demi de roubles, ceux

1. Delo naroda [La Cause du peuple], 1917, 25 mars, p. 3.

2. Rousskaïa Volia [La Volonté russe], 14 avril, p. 1 ; 20 avril, p. 1 ; Retch, 1917, 16 avril, p. 1 ; 20 avril, p. 1.

de Minsk réunirent un demi-million en une semaine, la communauté juive de Saratov, huit cent mille. À Kiev, les héritiers de Brodski souscrivirent pour un million, tout comme Clara Guinsbourg. À l'Ouest, les Juifs ne firent pas non plus la sourde oreille : Jacob Schiff prêta un million, le Rothschild de Londres – un million lui aussi ; à Paris, « à l'incitation du baron Guinzbourg..., les Juifs russes décidèrent de prendre une part active à cette opération..., plusieurs millions ont déjà été collectés³ ». Un Comité juif pour le succès de l'« Emprunt pour la Liberté » fut créé, qui s'employa avec énergie à battre le rappel des bonnes volontés⁴.

Pourtant, un mois plus tard, force fut de constater que la souscription était loin d'avoir comblé les attentes du Gouvernement provisoire. Et, dès le début de mai, puis début juin et encore à la fin juillet, on publia dans la presse des listes de ceux qui avaient souscrit chacun pour plus de 25 000 roubles (en ajoutant : « Honte ! » aux riches qui s'étaient dérobés)⁵. En parcourant ces listes, on est moins frappé par le grand nombre de noms de famille juifs (suivis du reste par ceux d'Allemands russifiés dont la situation était plutôt inconfortable pendant la guerre) que par l'absence de la haute bourgeoisie russe, mis à part quelques grands négociants moscovites.

Pendant ce temps, on assistait sur la scène politique « à une rapide montée en puissance des partis de gauche et du centre, et beaucoup de Juifs s'engageaient dans la vie politique du pays⁶ ». Dès les premiers jours suivant les événements de Février, la presse centrale publia de nombreux communiqués annonçant la tenue de meetings privés, de réunions, d'assemblées organisés par les partis juifs : les plus nombreux émanaient du Bund, puis venaient le Poalci-Tsion, ensuite les sionistes, les sionistes-socialistes, les sionistes-territorialistes, enfin le POSJ (Parti ouvrier socialiste juif). Le 7 mars, déjà, la presse annonça la réunion imminente d'un Congrès des Juifs de toute la Russie. Cette idée, lancée par Doubnov « bien avant la révolution », recueillait désormais « une large approbation ». Mais, à cause des « profonds désaccords entre

3. Rousskaïa volia, 1917, 23 avril, p. 4.

4. Birjevyé vedomosti [Les Nouvelles boursières], 1917, 24 mai, p. 2.

5. Par exemple : Rousskaïa volia, 1917, 10 mai, p. 5 ; Birjevyé vedomosti, 1917, 9 mai, p. 5 ; 1^{er} juin, p. 6 ; Retch, 1917, 29 juillet, p. 6.

6. PEJ, t. 7, p. 399.

les sionistes et le Bund », le congrès ne put se tenir en 1917 (pas plus qu'en 1918 : « à cause de la guerre civile et de l'opposition du pouvoir bolchevique⁷ »). « À Petrograd fut reconstitué le Groupe populaire juif avec à sa tête M. Vinaver⁸ » – pas des socialistes, mais des libéraux. Au début, ils caressèrent néanmoins l'espoir de s'allier aux socialistes juifs : Vinaver déclara que « le Bund a constitué l'avant-garde du mouvement révolutionnaire et nous saluons ce Parti⁹ ». Mais les socialistes ne voulurent rien savoir.

Le vif regain d'activité des partis juifs à Petrograd prouve indirectement qu'au moment de la révolution la capitale comptait une population juive suffisamment nombreuse et dynamique. En revanche, il n'y avait pour ainsi dire pas de « prolétariat juif », ce qui ne rend que plus étonnant le succès remporté par le Bund. Celui-ci devançait tout le monde par ses initiatives : réunion de son organisation locale au Club des avocats (à Moscou, c'est rien moins qu'au Théâtre Bolchoï qu'elle eut lieu), une autre, le 1^{er} avril, à l'école Ténichev, puis un meeting suivi d'un concert au théâtre Mikhaïlovski, enfin, « du 14 au 19 avril, c'est à Petrograd que se réunit la conférence pan-russe du Bund qui exigea derechef l'autonomie nationale et culturelle pour les Juifs de Russie¹⁰ ». (Et « lorsque les orateurs eurent fini de parler, tous les participants à la conférence entonnèrent l'hymne du Bund, *Di Shvoue*, l'*Internationale* et la *Marseillaise*¹¹ ».) Il est vrai que, comme auparavant, le Bund devait tenir la balance égale entre ses prises de position nationales et son engagement révolutionnaire. En 1903, il avait défendu (surtout contre Lénine) son indépendance nationale par rapport au Parti social-démocrate ouvrier de Russie, ce qui ne l'avait pas empêché de foncer, en 1905, dans l'unique et indivisible révolution de toute la Russie, et de même, en 1917, les membres du Bund occupèrent des postes de responsabilité au sein du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats, puis chez les sociaux-démocrates de Kiev. « À la fin de l'année 1917, il y avait

7. *Ibidem*, pp. 380-381.

8. *Ibidem*, p. 379.

9. G. Aronson. *Ievreïskaïa obščestvennost' v Rossii v 1917-1918 gg.* [Les Juifs en Russie en 1917-1918] – LJR-2, p. 6.

10. PEJ, t. 7, p. 378.

11. *Izvestia*, 1917, 9 avril, p. 4.

près de 400 sections du Bund en activité dans le pays, qui regroupaient près de 40 000 personnes¹² ».

On reste également perplexe devant l'attitude des Poalei-Tsion. Toujours au mois d'avril, ils se réunissent en conférence nationale à Moscou. Parmi les résolutions adoptées, on trouve d'un côté : réunir un Congrès des Juifs de toute la Russie, examiner la question de l'émigration en Palestine. Mais, d'un autre côté, dans les semaines qui suivent, les Poalei-Tsion adoptent une position de classe intransigeante dans le programme de leur conférence d'Odessa : « Grâce aux efforts de la démocratie révolutionnaire juive, malgré l'opposition de la bourgeoisie à droite et du Bund à gauche..., le sort du peuple juif a été arraché aux mains sales des Juifs "opulents et installés"... Empêchez les partis bourgeois de charrier les ordures de l'ordre ancien... Ne donnez pas vos voix aux hypocrites qui ne se sont pas battus mais se sont contentés de quémander des droits pour le peuple dans les antichambres de ministres antisémites..., [et] qui n'ont pas cru en l'action révolutionnaire des masses. » En avril 1917, le Parti des Poalei-Tsion éclata : les « radicaux-socialistes » rejoignirent les sionistes ; quant aux « sociaux-démocrates », majoritaires¹³, ils devaient par la suite intégrer la 3^e Internationale¹⁴.

Le Parti ouvrier socialiste juif organisa également une grande conférence pan-russe au cours de laquelle il fusionna avec les sionistes-socialistes pour former un seul « Parti ouvrier socialiste juif unifié (POSJF ou *Fareinikte*) ; il renonça à ses aspirations territoriales en faveur d'une « nation juive "extraterritoriale" dotée d'une diète et de l'autonomie "nationale et personnelle" ». « Le POSJF demanda au Gouvernement provisoire de proclamer officiellement l'égalité des langues et de créer un Conseil des Affaires nationales » dont la mission devait consister en fait à « financer les écoles et les organisations juives ». Dans le même temps, il « collaborait étroitement » avec les SR^{15*}.

12. PEJ, t. 7, pp. 378-379.

13. PEJ, t. 7, p. 378.

14. *Izvestia*, 1917, 15 septembre, p. 2.

15. PEJ, t. 6, p. 85 ; t. 7, p. 379.

* Socialistes-révolutionnaires, héritiers des populistes. Ce parti, né en 1901, adepte de la terreur, est victime de scissions après la défaite de la révolution de 1905, mais reste puissamment implanté dans les campagnes.

Cependant, « c'est le mouvement sioniste qui était devenu la force politique la plus influente dans les milieux juifs¹⁶ ». Dès les premiers jours de mars, une résolution de l'union sioniste de Petrograd dit ceci : « Nous appelons la communauté juive de Russie à soutenir de toutes ses forces le Gouvernement provisoire, ainsi qu'à agir, à s'unir et à s'organiser dans l'intérêt de l'épanouissement du peuple juif de Russie et de la renaissance nationale et politique de la nation juive en Palestine. » Et quelle coïncidence, comme si le cours de l'Histoire les avait inspirés : c'est précisément en mars 1917 que les troupes britanniques arrivent aux portes de Jérusalem ! Et dès le 19 mars, on peut lire dans une proclamation des sionistes d'Odessa : « Nous sommes entrés dans l'époque où les États se remodèlent sur des bases nationales. [En Russie, c'était justement le contraire qui se déroulait... – A.S.] Malheur à nous si nous laissons passer cette occasion historique ! » En avril, la position des sionistes est encore confortée par Jacob Schiff qui déclare publiquement son adhésion au sionisme, « expliquant sa décision par le fait qu'il craint l'assimilation des Juifs, conséquence possible de l'obtention de l'égalité des droits en Russie. Il considère que seule la Palestine est le centre à partir duquel la culture juive pourra propager ses idéaux¹⁷ ». Début mai, un grand meeting sioniste est organisé à la Bourse de Petrograd, l'hymne sioniste y retentit à plusieurs reprises. À la fin de ce même mois de mai, c'est le Conservatoire qui accueille les participants à la 7^e Conférence sioniste panrusse. Ceux-ci formulent leur programme d'action en ces termes : « renaissance culturelle du peuple juif » ; « révolution sociale dans les structures économiques au sens où boutiquiers et artisans doivent se reconvertir en paysans et ouvriers » ; amplifier le mouvement d'émigration vers la Palestine et « mobiliser le capital juif pour financer l'installation de colons ». On discute également le projet de Jabotinski de former une légion juive au sein de l'Armée britannique, et le plan de I. Trumpeldor de « créer une armée juive en Russie qui ferait route par le Caucase pour libérer la Terre d'Israël de la domination turque ». Ces deux dernières propositions sont rejetées :

16. PEJ, t. 7, p. 378.

17. Birjevyje vedomosti, 1917, 12 avril, p. 4.

l'Organisation sioniste internationale adopte une position de neutralité dans la Guerre mondiale¹⁸.

C'est au cours de cette même conférence qu'il fut décidé de ne voter aux élections à venir (municipales, puis à l'Assemblée constituante) que pour les partis « qui ne sont pas à droite des socialistes-populaires », et même de ne point soutenir des K.D. du genre de D. S. Pasmanik, lequel devait s'en plaindre plus tard : « C'était complètement insensé : comme si toute la communauté juive, y compris les grands et petits bourgeois, était devenue socialiste¹⁹ ! » Sa perplexité était plus que justifiée...

Rien d'étonnant à ce qu'au début d'avril se réunît à Petrograd le congrès de l'organisation étudiante juive Gekhover ; vingt-cinq villes et toutes les universités de Russie y envoyèrent leurs délégués. Voici la conclusion de leurs travaux : ce n'est pas pour obtenir l'égalité des droits en Russie que les Juifs ont souffert, mais pour que renaisse le peuple juif dans sa patrie palestinienne. Et ils décident de créer sur-le-champ en Russie des légions pour la conquête de la Palestine.

Au cours de l'été et de l'automne 1917, le mouvement sioniste continue de monter en puissance en Russie : en septembre, il compte 300 000 adhérents²⁰.

Ce que l'on sait moins, c'est qu'en 1917 « les organisations juives orthodoxes bénéficiaient d'une grande popularité, ne cédant du terrain qu'aux sionistes et devançant les partis socialistes » (comme, par exemple, « aux élections des instances dirigeantes des communautés juives réorganisées²¹ »).

Des meetings (« Dans la haine comme dans l'amour, les Juifs ne font plus qu'un avec le peuple démocratique de Russie ! »). Des conférences (« La question juive et la révolution russe »). À Petrograd (comme en d'autres villes), réunion de « l'assemblée des Juifs élèves des établissements d'enseignement secondaire » (en sus de toutes les autres assemblées réunissant les élèves des lycées). Toujours à Petrograd est créé l'Organe central des étudiants juifs (toutefois, ni le Bund ni les autres organisations juives de gauche

18. PEJ, t. 6, pp. 463, 464.

19. D. S. Pasmanik, *Tchevo je my dobivaemsia ?* [Que voulons-nous obtenir ?] - RiJ, p. 211.

20. PEJ, t. 7, p. 378.

21. PEJ, t. 7, p. 379.

ne le reconnaissent). En province, de nombreux comités d'« aide aux victimes de la guerre » (réfugiés et déportés juifs) ont disparu : « Les éléments démocratiques considèrent qu'il est désormais plus utile de se consacrer à des activités politiques et sociales plus larges. » Un Comité central pour l'aide aux Juifs sera néanmoins créé en avril. Le début de mai voit la fondation de l'Union juive populaire qui se donne pour mission d'unir toutes les forces juives et de préparer la constitution d'une Union des Juifs de toute la Russie, ainsi que les élections à l'Assemblée constituante. Une autre initiative à la fin de ce mois : le Comité d'organisation de l'Union juive démocratique réunit une conférence de tous les groupes démocratiques juifs de Russie. L'organisation d'un Congrès juif pan-russe fait l'objet de débats très animés (là encore, le Bund se prononce contre : cela ne cadre pas avec son programme ; quant aux sionistes, ils veulent mettre à l'ordre du jour du congrès la question de la Palestine, et là, c'est eux que l'on écarte). En juillet, une Conférence panrusse pour la préparation du Congrès juif se réunit à Petrograd²² ; les circonstances politiques et l'exaltation générale permettent à Vinaver d'y déclarer que le concept d'une seule et unique nation juive disséminée en divers pays est désormais venu à maturité et que le sort des Juifs de Roumanie ou de Pologne ne peut laisser les Juifs russes indifférents. Le congrès est annoncé pour décembre.

Quel débordement d'énergie, quelle vigueur mise au service de sa nationalité ! Malgré le tourbillon dans lequel nous a entraînés cette année 1917, on est frappé par la diversité, la détermination mais aussi le caractère méthodique de l'action menée par les Juifs sur le terrain social et politique.

On retrouve tout cela dans le domaine de la culture et de l'action sanitaire qui connurent « un véritable épanouissement entre février et novembre 1917 ». Des publications sont transférées à Petrograd, comme *Les Juifs de Russie* et *La Semaine juive*, d'autres sont créées, comme le *Petrograd-Togblat* en yiddish ; d'autres publications du même type apparaissent dans les grandes villes du pays. L'association Tarbut et la Ligue pour la Culture ouvrent « des dizaines de jardins d'enfants, d'écoles primaires et secondaires, d'écoles d'instituteurs » où l'enseignement est bien sûr délivré en

22. *Ibidem*, pp. 380-381.

hébreu et en yiddish. Un lycée de garçons juif est créé à Kiev. En avril se déroule à Moscou le 1^{er} Congrès juif panrusse consacré aux problèmes de la culture et de l'enseignement ; on y lance un appel à ce que les écoles juives soient entretenues sur fonds publics. – Un autre congrès se réunit, celui de la Société des Amis de la langue et de la culture juives. À Moscou, le théâtre Gabima ouvre ses portes : c'est « la première fois au monde qu'un théâtre professionnel donne ses représentations en hébreu²³ ». En avril, on présente une exposition de peintres juifs. Au cours de ce même mois a lieu la conférence de l'Association prophylactique juive.

Quel contraste avec la confusion qui, cette année-là, règne en Russie dans tous les domaines : l'État, l'économie, la culture !

Autre événement de grande importance pour les Juifs au cours de cette période : la possibilité d'accéder au grade d'officier dans l'armée russe. Ce fut un mouvement de grande ampleur : en avril, l'état-major de la région militaire de Petrograd donna instruction aux chefs d'unités de diriger immédiatement tous les étudiants de confession juive sur un bataillon de formation militaire à Nijni-Novgorod en vue d'une affectation ultérieure dans des écoles d'officiers²⁴, – ce qui revenait à assurer une promotion massive de jeunes gens juifs au grade d'officier. « À l'école militaire de Kiev, 131 Juifs furent promus officiers après une formation accélérée dès le début de juin 1917 ; 160 élèves-officiers juifs furent promus au cours de l'été 1917 à Odessa²⁵. » En juin, sur l'ensemble de la Russie, on compte 2 600 Juifs ayant accédé au premier grade d'officier.

Selon certains témoignages, les jeunes recrues de confession juive étaient parfois mal accueillies par les autres élèves-officiers – ainsi à l'école militaire Alexandrovski (où furent affectés plus de trois cents Juifs). Et à l'école Mikhaïlovski, un groupe d'élèves-officiers rédigea ce projet de résolution : « Nous n'avons rien contre les Juifs en général, mais nous considérons qu'il est impensable de les admettre au sein du commandement de l'armée russe. » Les officiers n'approuvèrent pas cette résolution ; pour sa part, un groupe d'élèves-officiers socialistes, au nombre de 141, la

23. PEJ, t. 7, p. 379.

24. Retch, 1917, 27 avril, p. 3.

25. PEJ, t. 7, p. 378.

condamna, « considérant que ces déclarations antijuives jettent l'opprobre sur l'armée révolutionnaire²⁶ » – et la résolution fut rejetée. Lorsque les jeunes sous-lieutenants juifs arrivaient dans les unités, les hommes de troupe les considéraient souvent avec incrédulité, voire avec malveillance : ils représentaient quelque chose d'inhabituel, d'anormal. (Mais, dès lors que tel ou tel parmi eux se posait en révolutionnaire, il était vite adopté.)

D'un autre côté, on ne peut qu'être étonné par le comportement des élèves-officiers juifs de l'école militaire d'Odessa, laquelle en avait accueilli 240 à la fin de mars. En effet, trois semaines plus tard, soit le 18 avril (selon le calendrier julien), lors de la parade du 1^{er} Mai, ils se firent remarquer en défilant avec des chants traditionnels juifs. Comprenaient-ils que ce n'était pas ainsi qu'ils allaient mener les soldats russes au combat ? Et sinon – qui donc avaient-ils l'intention de commander ? À la rigueur, des bataillons constitués exclusivement de Juifs. Cependant, comme le note le général Denikine en 1917, alors même que la formation de régiments nationaux (polonais, ukrainiens, caucasiens – des régiments lettons existaient déjà auparavant) connaissait un grand succès, « seule la nationalité juive ne réclamait pas l'autodétermination au sens militaire (pour servir dans l'armée). Et chaque fois qu'en réponse à des plaintes [portant sur le mauvais accueil réservé aux officiers juifs] on proposait de constituer des régiments composés exclusivement de Juifs, cela soulevait une tempête de protestations parmi la communauté juive et dans les milieux de gauche qui considéraient cette initiative comme une abominable provocation²⁷ ». (Selon les journaux de l'époque, on envisagea de faire de même en Allemagne, mais là-bas aussi le projet fut abandonné.) On a cependant des raisons de penser que les tout nouveaux officiers juifs ressentaient le besoin d'un regroupement national, mais sous une autre forme. Le 18 juin, des officiers juifs réunis à Odessa décidèrent de créer un groupe de liaison inter-fronts « pour faire la lumière sur la situation des combattants juifs dans les unités²⁸ ». (Mais certains journalistes, alors même que l'armée était désormais « révolutionnaire », laissaient par inertie se perpétuer leur haine

26. Rousskaïa volia, 1917, 25 avril, p. 5.

27. A. I. Denikine, Otcherki rousskoï smouty, Paris, 1922, t. 1, pp. 129-130.

28. PEJ, t. 7, p. 379.

envers les officiers quels qu'ils fussent, envers les galons en tant que tels, et c'est ainsi que A. Alperovitch, le 5 mai encore, dans *Les Nouvelles boursières*, prêcha la croisade anti officiers²⁹.)

Selon plusieurs sources, les Juifs, quand il s'agissait de servir en qualité de simples soldats, rechignèrent à répondre à l'appel lors de la campagne de recrutement de 1917 ; il est probable que des substitutions de personnes furent constatées à l'occasion des examens médicaux, – en effet, certaines commissions de recrutement exigèrent des Juifs qu'ils présentassent une pièce d'identité pourvue d'une photo au moment de passer devant la commission médicale (ce qui n'était pas la coutume – les mœurs étaient plus simples). De violentes protestations s'élevèrent aussitôt : cette mesure n'allait-elle pas à l'encontre des dispositions abrogeant les limitations des droits des nationalités, – et le ministère de l'Intérieur donna instruction de ne plus exiger de photo d'identité.

Début avril, le Gouvernement provisoire ordonna par télégramme de lever immédiatement, sans examen préalable des dossiers individuels, toutes les peines de déportation prononcées à l'encontre des Juifs soupçonnés d'espionnage. Certains d'entre eux étaient originaires de territoires occupés par l'ennemi, d'autres non, mais beaucoup demandèrent l'autorisation de s'installer dans des villes de Russie d'Europe. On note ainsi un important afflux de Juifs à Petrograd où leur nombre s'élevait en 1917 à « près de cinquante mille³⁰ ». De même « la population juive augmenta considérablement à Moscou en 1917 (soixante mille)³¹ ».

Moins nombreux mais très puissant fut le renfort que la communauté juive de Russie obtint de l'étranger. Ne parlons même pas des deux fameux trains qui traversèrent l'Allemagne – celui de Lénine (30 personnes) et celui de Natanson-Martov (160) – ; les Juifs s'y trouvaient en majorité écrasante et presque tous leurs partis étaient représentés (la liste des passagers des « wagons extra-territoriaux » fut publiée pour la première fois par V. Bourtev³²). Rares furent ceux, parmi ces deux cents, qui n'étaient pas promis à jouer un rôle significatif dans la vie politique russe.

Bien plus nombreux furent les Juifs qui débarquaient maintenant

29. Birjeve vedomosti, 1917, 5 mai, p. 2.

30. PEJ, t. 4, p. 775.

31. PEJ, t. 5, p. 475.

32. Obchteïe delo [La Cause commune], 1917, 14 octobre ; 16 octobre.

par centaines en provenance des États-Unis – émigrés de la première heure, révolutionnaires ou déserteurs ayant fui le service militaire – ; on les appelait désormais « combattants révolutionnaires » ou « victimes du tsarisme », et, sur ordre de Kérénski, l'ambassade de Russie aux USA leur délivrait sans difficulté un passeport russe dès lors qu'ils se présentaient en compagnie de deux témoins – parfois sollicités dans la rue. (Les militants regroupés autour de Trotski se retrouvèrent dans une situation particulière : comme il y avait de sérieuses raisons de les soupçonner d'intelligence avec l'Allemagne, ils furent retenus un temps au Canada. Quant à Trotski lui-même, il disposait non d'un minable petit document russe, mais d'un solide passeport américain qui lui avait été délivré, on ne sait trop pourquoi, pendant son bref séjour aux États-Unis – ainsi que d'une importante somme d'argent dont la provenance ne fut jamais établie³³.) Au cours du « meeting russe de New York » qui se déroula le 26 juin dans une atmosphère exaltée (sous la présidence de P. Routenberg, celui-là même qui avait d'abord manipulé puis assassiné Gapon), le rédacteur en chef du journal juif *Forwards*, Abraham Kagan, s'adressa en ces termes à l'ambassadeur de Russie, Bakhmetiev, « au nom des deux millions de Juifs qui vivent dans les États-Unis d'Amérique du Nord » : « Nous avons toujours aimé notre patrie ; nous nous sommes toujours sentis liés par des liens de fraternité avec l'ensemble de la population de Russie... Nos cœurs sont pleins de dévouement envers le drapeau rouge et le drapeau national tricolore de la Russie libre. » Il ajouta encore que le sacrifice des militants de « La Volonté du Peuple » « a été la conséquence directe de l'aggravation des persécutions à l'encontre des Juifs » et que « des gens comme Zoundelovitch, Deutsch, Gerchouny, Lieber et Abramovitch sont à compter parmi les plus braves³⁴ ».

Et ils se mirent à affluer, les *revenants*, et pas seulement de New York, sans doute, puisqu'au mois d'août le Gouvernement provisoire décida d'accorder des billets de faveur, sur la ligne de chemin de fer de Vladivostok, aux « émigrés politiques » en provenance d'Amérique. À Londres, au mois de juin (mais combien étaient

33. E. Sutton, *Wall Street et la révolution bolchevique* (trad. russe, Moscou, 1998, pp. 14-36).

34. Reich, 1917, 27 juin, p. 3 ; 28 juin, pp. 2-3.

déjà retournés en Russie ?), au cours d'un meeting à White Chapel, « il fut établi que dans la seule capitale britannique 10 000 Juifs avaient manifesté leur désir de revenir en Russie », et la résolution suivante fut adoptée : nous nous réjouissons que « les Juifs reviennent afin de participer au combat pour une nouvelle Russie sociale et démocratique³⁵ ».

Parmi tous ces gens brûlant du désir de rentrer au pays et de faire la révolution, certains connurent un destin exceptionnel et marquèrent le cours de l'Histoire russe. Chacun se souvient de V. Volodarski, de M. Ouritski, de Y. Larine – ce dernier allait bientôt inventer l'« économie du communisme de guerre ». On sait moins qu'il y avait là aussi le frère de Sverdlov, Benjamin (il est vrai qu'il ne monta pas plus haut qu'adjoint au Commissaire du Peuple aux transports et membre du Présidium du VSNKh³⁶, mais, tout compte fait, ce n'est pas rien non plus). Compagnon d'émigration de Lénine, revenu dans le même train que lui, Moïse Kharitonov se rendit tristement célèbre, dès le mois d'avril 1917, par le soutien qu'il apporta aux anarchistes lors de leur fameux coup de main ; il fut par la suite secrétaire régional du Parti communiste à Perm, Saratov, Sverdlovsk, et secrétaire du Bureau de l'Oural du Comité central. Il revint à Simon Dimanstein, ancien membre du groupe bolchevique de Paris, de diriger le Commissariat juif près le Commissariat du Peuple aux nationalités, puis la Section juive du Comité central exécutif de Russie, bref, de prendre sous sa tutelle l'ensemble des questions juives. (Ajoutons à cela qu'à l'âge de dix-huit ans, il avait, au cours de la même année, « passé l'examen du rabbinat » et rejoint les rangs du Parti social démocrate ouvrier de Russie³⁷.) – On trouve également le groupe des compagnons new-yorkais de Trotski, appelés à exercer de hautes fonctions : le joaillier G. Melnitchanski, le comptable Friman, le typographe A. Minkine-Menson (ils allaient bientôt prendre la tête, respectivement, des syndicats soviétiques, de la *Pravda*, de l'expédition des assignats et des titres bancaires), le peintre en bâtiment Gomberg-Zorine (futur président du Tribunal révolutionnaire de Petrograd).

35. Retch, 1917 ; 2 août, p. 3.

36. Soviet suprême de Russie pour l'Économie.

37. EJR, t. 1, p. 240 ; t. 2, p. 124 ; t. 3, pp. 29, 179, 280.

Parmi ces émigrés revenus au pays au moment de la révolution de Février, certains sont tombés dans l'oubli et c'est bien dommage, car ils ont parfois influé puissamment sur le cours des événements. Ainsi Ivan Zalkind, docteur en biologie, participa activement à la révolution d'Octobre et assura la gestion effective du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères pendant la période où Trotski fut à sa tête. Semion Kogan-Semkov, « commissaire politique aux usines d'armement et aux aciéries d'Ijevsk » en novembre 1918, dirigea la répression des ouvriers d'Ijevsk qui s'étaient massivement soulevés en octobre de la même année³⁸ (on dénombra plusieurs milliers de victimes – rien que sur la place de la Cathédrale, 400 ouvriers furent fusillés³⁹). Tobinsson-Krasnochtchëkov fut appelé à exercer les plus hautes responsabilités dans toute la région de l'Extrême-Orient soviétique (secrétaire du Comité central, chef du gouvernement). Girshfeld-Stachevski, alias Verkhovski, commanda un détachement de prisonniers de guerre et de transfuges allemands, jetant ainsi les fondements des régiments bolcheviques internationaux ; on le retrouve plus tard à la tête de l'agence de renseignement du Front de l'ouest (1920), et plus tard encore, lorsque la « paix » fut revenue, « il fut chargé par la Tchéka d'organiser un réseau de renseignement dans les pays d'Europe occidentale » et reçut le titre honorifique de « tchékiste émérite⁴⁰ ».

Parmi ceux qui se rangèrent aux côtés des bolcheviks, certains ne l'étaient pas du tout – ou pas encore –, mais le Parti de Lénine-Trotski les accueillit le cœur en bandoulière ! – Membre du Comité de Guerre révolutionnaire en octobre 1917, Iakov Fischman faillit se fourvoyer, en juillet 1918, dans la révolte des socialistes-révolutionnaires de gauche ; malgré cela, il entra au Comité révolutionnaire du Parti bolchevique et fut employé pendant des années à la Direction du renseignement de l'Armée rouge. Malgré son appartenance à l'anarcho-syndicalisme, Efim Iartchouk fut envoyé au Soviet de Cronstadt par celui de Petrograd ; il en revint en octobre à la tête d'un détachement de marins pour prendre le palais d'Hiver.

38. EJR, t. 1, p. 473 ; t. 3, p. 41.

39. Narodnoïe soprotivlenie kommunizmu v Rossii : Ural i Prikamie. Noïabr 1917 – janvar 1919 [La résistance populaire au communisme en Russie : l'Oural et la région de la Kama, novembre 1917-janvier 1919], sous la direction de M. Bernstam, Paris, YMCA Press, 1982, p. 356.

40. EJR, t. 2, p. 85 ; t. 3, p. 106.

Vsevolod Voline-Eichenbaum (le frère du théoricien de la littérature Boris Eichenbaum), revenu en 1917, fit preuve d'une inébranlable fidélité à ses convictions anarchistes ; il devint l'idéologue du mouvement de Makhno, présida le Soviet de guerre révolutionnaire créé par celui-ci, — mais chacun sait que Makhno fit davantage le jeu des bolcheviks qu'il ne leur causa de préjudices —, et fut, avec une dizaine d'autres anarchistes, gentiment expulsé hors de Russie⁴¹.

Tous ces gens avaient de bonnes raisons de revenir et pendant ces quelques mois, le rôle joué par nombre de Juifs ne fit que grandir. « Désormais, il n'y a plus de question juive en Russie⁴² ». (Cependant, D. Aïzman citait dans l'un de ses articles les propos désabusés de Soura Alperovitch, la femme d'un commerçant qui avait quitté Minsk pour s'établir à Petrograd : « Nous ne sommes plus des esclaves, la belle affaire !... Et ce que nous a infligé le ci-devant Nicolas à Kichinev », qu'est-ce qu'on en fait⁴³ ?) Quant à David Aïzman lui-même, il tient le raisonnement suivant : « Les Juifs doivent consolider à tout prix les conquêtes de la Révolution... aucune hésitation à ce sujet ! Quels que soient les sacrifices exigés par cette cause, il faut les accepter... Tout est là : [autrement], c'est la fin... Même les Juifs les plus incultes sont capables de comprendre ça. » Ce qu'il adviendrait des Juifs au cas « où la contre-révolution l'emporterait (...) ne fait pas l'ombre d'un doute ». Selon lui : des exécutions massives. C'est pourquoi « cette ignoble engeance doit être tuée dans l'œuf. Et sa semence doit également être détruite... Les Juifs sauront défendre leur liberté⁴⁴ ».

Tuée dans l'œuf... même la semence doit être détruite... C'est déjà là tout le programme des bolcheviks, mais formulé en termes bibliques. Mais, au fait, de quelle *engeance* s'agit-il là ? de quelle semence ? Les monarchistes ? — ils ne bougeaient plus et il y aurait eu trop des doigts d'une seule main pour dénombrer ceux d'entre eux qui restaient actifs. Il ne pouvait donc s'agir que de ceux qui s'opposaient au déchaînement de tous ces Soviets, de tous ces comités, de la populace en folie ; de ceux qui voulaient mettre fin au chaos — les gens de bon sens, mais aussi les ex-fonctionnaires et, avant tout, les officiers et, parmi eux, bientôt, le général-soldat

41. EJR, t. 3, pp. 224, 505 ; t. 1, p. 239.

42. Retch, 1917, 28 juin, p. 2.

43. Rousskaïa volia, 1917, 13 avril, p. 3.

44. *Ibidem*, 9 avril, p. 3.

Kornilov. Parmi ces contre-révolutionnaires, il y avait aussi des Juifs, mais cet *élément-là* s'accordait sur beaucoup de points avec l'élément national russe.

Laissons de côté le thème national et le thème juif pour nous tourner vers la presse. En 1917, celle-ci connut un regain d'influence, des publications plus nombreuses et un afflux d'employés. Avant la révolution, seul un petit nombre parmi ces derniers avaient bénéficié du sursis militaire, et cette mesure ne concernait que les journaux (et les imprimeries) existant déjà avant guerre. (Ils étaient considérés comme « des entreprises participant à l'effort de guerre »... alors même qu'ils s'acharnaient contre le gouvernement et la censure militaire.) Dès le mois d'avril, à la demande pressante des éditeurs de presse, ces avantages furent élargis : il y eut davantage de dispenses de service militaire et cette mesure s'étendit à tous les journaux politiques nouvellement créés (dans des conditions parfois plus que douteuses : il suffisait de tirer à trente mille exemplaires ne serait-ce que pendant deux semaines) ; des mesures de faveur furent accordées aux jeunes ainsi qu'aux « émigrés politiques » et aux « anciens déportés », – toutes les conditions étaient réunies pour que bon nombre d'ex-émigrés trouvassent du travail dans des publications de gauche. C'est ainsi, par exemple, que la rédaction du journal *Rousskaïa Volia* se trouva étoffée de nouveaux collaborateurs : Iarochovski, Tsekhanovski, Savski, Sevski, Soukhodolski. Pendant ce temps, des journaux de droite étaient interdits de publication – la *Malenkaïa Gazeta* et la *Narodnaïa Gazeta* – parce qu'ils avaient accusé les bolcheviks de collusion avec l'Allemagne. Et lorsque, au mois de mai, plusieurs journaux publièrent des télégrammes faussement attribués à l'impératrice (c'étaient des faux, bien sûr, mais il ne s'agissait que d'une « gentille farce imaginée par une employée du télégraphe », laquelle, cela va de soi, ne fut jamais inquiétée) et qu'il fallut tout de même démentir, *Les Nouvelles boursières* consentirent à reconnaître que « ni dans les archives spéciales de la Direction centrale de la Poste et du Télégraphe où sont conservés les télégrammes envoyés par les hautes personnalités, ni dans les archives de la Censure militaire, ni dans celles du Télégraphe central on n'a trouvé trace de cette correspondance⁴⁵ ». Autrement dit : ces

45. Birjevcy vedomosti, 1917, 7 mai, p. 3.

télégrammes ont peut-être bel et bien existé, mais leur *trace* a été habilement effacée. Merveilleuse liberté de la presse !

*

Vinaver était un homme raisonnable et, dès le début du mois de mars, il avait mis en garde les participants à une réunion du Club juif de Petrograd : « Il ne suffit pas d'aimer la liberté, il faut aussi rester maître de soi... Ne vous hâtez pas de mettre en œuvre l'obtention de vos droits⁴⁶. » D'après nos sources, Vinaver (mais aussi Dan, Liber et Bramson) « avaient été sollicités pour occuper des fonctions ministérielles, mais tous avaient décliné cette proposition, arguant que les Juifs ne devaient pas siéger au Gouvernement russe. Mais ce qu'en sa qualité de juriste Vinaver ne pouvait bien sûr refuser, c'était de devenir membre du Sénat – cette nomination fit sensation –, et c'est ainsi qu'il fut l'un des quatre Juifs (avec G. Blumenfeld, O. Gruzenberg et I. Gourévitch) à faire partie de cette institution⁴⁷. *Stricto sensu*, il n'y eut donc pas un seul Juif ministre, mais quatre Juifs eurent en charge des secrétariats d'État influents – V. Gourévitch auprès du ministre de l'Intérieur Avskentiev, S. Lourié au ministère du Commerce et de l'Industrie, S. Schwarz et A. Guinzburg-Naoumov au ministère du Travail ; on peut également y ajouter P. Routenberg. Citons encore le secrétaire général du Gouvernement provisoire, A. Halpern (qui succéda à V. Nabokov au mois de juillet⁴⁸), le directeur du premier département du ministère des Affaires étrangères, A. N. Mandelstam. En mai, I.D. Iouzéfovitch devient général, chargé de l'approvisionnement à l'État-major général des Armées ; en juillet, le sous-lieutenant Scher est nommé adjoint au chef de la Région militaire de Moscou ; à partir du mois de mai, A. Mikhelson prend la tête de la Direction des approvisionnements en provenance de l'étranger à l'État-major général. Naoum Glasberg est commissaire du Gouvernement provisoire à la direction du Génie militaire ; Tchernov fait entrer plusieurs Juifs au Comité territorial supérieur qui a la haute main sur la distribution des terres aux paysans. Bien sûr, dans la

46. G. Aronson, LJR-2, p. 7.

47. PEJ, t. 7, p. 381.

48. *Ibidem*.

plupart des cas, il ne s'agit pas de postes clés et ils ne pèsent pas lourd par comparaison avec le Comité exécutif dont l'influence sur tout le cours des événements est déterminante durant cette période ; l'appartenance nationale des membres de celui-ci va d'ailleurs provoquer bientôt un vif émoi dans l'opinion publique.

Lorsque, au mois d'août, fut convoquée une Conférence d'État chargée de se pencher sur la situation alarmante du pays, outre les participants désignés par les Soviets, les partis, les corporations, furent également admis les représentants des nationalités ; il y en eut huit pour la nationalité juive – parmi eux, G. Sliozberg, M. Liber, N. Friedman, G. Landau, O. Gruzenberg.

« Approfondir la révolution » – tel était le slogan à la mode en 1917. C'est à cela que s'employaient tous les partis socialistes. Voici ce qu'écrivait I. O. Lévine : « Il est hors de doute que le nombre des Juifs au sein du Parti bolchevique, mais aussi dans tous les autres partis qui ont tant œuvré à "approfondir la révolution" – les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, etc. –, ne correspondait en rien, ni du point de vue quantitatif, ni du point de vue des responsabilités exercées, à leur pourcentage réel dans la population de Russie. C'est un fait indiscutable qu'il convient d'expliquer, mais qu'il serait absurde et vain de nier » ; et si l'on est en droit de « mettre en avant la situation juridique des Juifs avant la révolution de Février, cela ne suffit pas à épuiser la question⁴⁹ ». On connaît bien la composition des Comités centraux des différents partis socialistes. Il faut d'ailleurs noter que, pendant cette année 1917, les Juifs étaient proportionnellement bien plus nombreux dans les instances dirigeantes des mencheviks, des S.-R. de droite, des S.-R. de gauche et des anarchistes, que chez les bolcheviks. « Au Congrès des socialistes-révolutionnaires réuni fin mai-début juin 1917, on dénombrait 39 Juifs sur les 318 délégués ; sur les 20 membres du Comité central élu lors de ce congrès, il y avait 7 Juifs. Parmi les leaders de l'aile droite du Parti, on trouve A. Gotz ; parmi ceux de l'aile gauche, M. Natanson⁵⁰. » Mais quelle triste fin connut ce dernier, fondateur du populisme russe, celui qu'on avait surnommé « Marc-le-Sage » : réfugié à l'étranger pendant la Première Guerre mondiale, il accepta le soutien financier

49. I. O. Levin, *Les Juifs et la révolution*, RiE, p. 124.

50. PEJ, t. 7, p. 399.

des Allemands, traversa l'Allemagne en mai 1917 ; de retour en Russie, il se rangea immédiatement aux côtés de Lénine, couvrant de son autorité la décision de dissoudre l'Assemblée constituante – c'est même lui qui, avant tout le monde, en formula l'idée, mais on peut être sûr que Lénine y avait déjà songé...)

Pendant l'été 1917 eurent lieu les élections municipales. Elles furent remportées par les différents partis socialistes, et « les Juifs prirent une part active aux affaires locales, y compris dans des villes situées hors de la Zone de résidence ». Ainsi « O. Minor, membre du Parti S.-R..., prit la tête de la Douma municipale de Moscou ; cette fonction fut occupée à Minsk par A. Weinstein (Rakhmiel), membre du Comité central du Bund ; à Iékaterinoslav par le menchevik I. Polonski ; à Saratov par D. Tchertkov, un membre du Bund ». G. Schreider devint « maire de Petrograd ; A. Ginzburg-Naoumov, adjoint au maire de Kiev⁵¹ ».

Cependant, ces hommes politiques furent pour la plupart balayés par le putsch d'Octobre et n'agirent pas sur le cours des événements ultérieurs ; ce rôle revint à d'autres qui avaient occupé des postes nettement moins élevés, mais qui étaient plus nombreux et répartis sur tout le territoire, en particulier au sein des Soviets ; ce fut le cas de L. Khintchouk qui se trouvait à la tête du Soviet des ouvriers de Moscou, ou de Nassimovitch et M. Trillisser, membres du Soviet d'Irkoutsk (ce dernier entra au Comité central des Soviets de Sibérie après 1917, puis y devint haut responsable de la Tchéka)⁵².

En province, « les différents partis socialistes juifs étaient largement représentés dans les Soviets des ouvriers et des paysans⁵³ ». Tout comme au Congrès démocratique de septembre qui agaça Lénine à tel point qu'il ordonna l'encerclement du Théâtre Alexandre et fit arrêter tous les participants. (Le camarade Nachatyr, responsable politique du théâtre, faillit subir les foudres de Lénine, mais Trotski s'interposa.) Et, même après Octobre 17, le Soviet des députés des soldats de Moscou comptait dans ses rangs, ainsi qu'en fit état Boukharine, « des dentistes, des

51. Aronson, *op.cit.*, p. 10 ; PEJ, t. 7, p. 381.

52. EJR, t. 3, pp. 162, 293.

53. Aronson, *op. cit.*, p. 7.

pharmaciens, etc., – autrement dit des gens qui étaient aussi proches des soldats que de l'empereur de Chine⁵⁴ !

Mais qui gouverna vraiment la Russie du printemps à l'automne 1917 ? Non pas le Gouvernement provisoire – qui n'avait ni pouvoir ni volonté –, mais le Comité exécutif du Soviet de Petrograd, puissant et impénétrable, remplacé après juin par le Comité central exécutif. Ce sont ceux-là qui tinrent les rênes du pouvoir, unis en apparence, mais déchirés de l'intérieur par des conflits idéologiques et partisans. Ainsi, comme on l'a vu, le Comité de Petrograd commença par approuver d'une seule voix le « Décret n° 1 », puis il se mit à hésiter sérieusement sur l'attitude à adopter vis-à-vis de la guerre : fallait-il démanteler l'armée ou au contraire la renforcer ? (Ensuite, faisant preuve d'une détermination plutôt inattendue, il apporta son soutien à l'« Emprunt pour la Liberté », ce qui provoqua l'exaspération des bolcheviks, mais s'accordait avec l'opinion publique, favorable à cette initiative, et avec celle de certains Juifs libéraux.)

Le Bureau du premier Comité central exécutif des Soviets des députés ouvriers et soldats de toute la Russie (c'était la première fois que la Russie était gouvernée par des Soviets) comptait 9 membres. On y trouvait notamment le « S.-R. » A. Gotz, le menchevik F. Dan, le bundiste M. Liber, le « S.-R. » M. Mandelstam. (En mars, Gendelman et Svétlov exigèrent au cours d'une réunion des Soviets le durcissement des conditions de détention de la famille impériale et l'arrestation de tous les grands-ducs – c'est dire qu'ils se sentaient solidement installés au pouvoir.) Au sein de ce même Bureau siégeait également un bolchevik de premier plan, L. Kamenev. Mais aussi le Géorgien Tchkhéidzé, l'Arménien Saakian, Krouchinski, qui était vraisemblablement polonais, et Nicolski – russe : tels étaient ceux qui dirigeaient la Russie dans une période si critique de son histoire.

À côté du CCE des Soviets des députés ouvriers et soldats, on procéda, fin mai, à l'élection du Comité exécutif du Soviet des députés des paysans. Parmi ses trente membres, il y avait en tout trois paysans – c'est ainsi que ce pouvoir, avant même les bolcheviks, concevait la représentativité ! Par ailleurs, selon D. S. Pasmanik, cette instance comptait 7 Juifs : « C'était très regrettable,

54. Izvestia, 1917, 8 novembre, p. 5.

justement du point de vue des intérêts juifs (...), les gens en avaient assez de les voir partout⁵⁵ ». Et ce Soviet paysan présente ses candidats à l'Assemblée constituante toute proche : une véritable liste de mariage, à commencer par Kérénski, avec le bouillant Ilya Roubanovitch, tout juste rentré de son exil parisien, le terroriste Abraham Gotz, l'obscur Gourévitch⁵⁶... (Le même article de journal mentionne l'arrestation pour désertion du sous-lieutenant M. Golman, président du Soviet *paysan* de la région de Moghilev⁵⁷ !)

Il va de soi que ce n'est pas l'appartenance nationale des membres de ces Comités exécutifs qui explique leurs décisions – loin de là ! (Nombre d'entre eux s'étaient éloignés de leur communauté et n'y mettaient plus les pieds depuis belle lurette.) Chacun était persuadé que son talent et son instinct révolutionnaire lui permettraient de régler au mieux les problèmes des ouvriers et des paysans, qu'il serait bien plus efficace que ces braves gens un peu lourdauds, ne serait-ce que par son niveau d'instruction et son intelligence.

Tandis que la majorité des Russes – de l'homme du peuple au général – était littéralement abasourdie par l'apparition aussi soudaine que spectaculaire de ces nouveaux visages parmi les orateurs des meetings, les organisateurs de manifestations, les dirigeants politiques.

En voici un exemple, cité par le socialiste V. Stankevitch, le seul membre du Comité exécutif à être officier : « Ce fait [le grand nombre de Juifs au sein du CE] eut des conséquences considérables sur l'opinion publique, sur l'orientation des sympathies... Un détail, à ce propos : au cours de sa première visite au Comité, Kornilov se retrouva par hasard entouré uniquement de Juifs avec, en face de lui, deux personnages peu influents et même inconnus dont je ne garde souvenir que parce qu'ils arboraient un type juif marqué jusqu'à la caricature. On peut se demander si cet épisode n'influa pas sur l'attitude de Kornilov envers la révolution⁵⁸. »

55. D. S. Pasmanik, *Rousskaïa revoliutsia i ieveristvo* [La révolution russe et les Juifs : le bolchevisme et le judaïsme], Paris, 1923, pp. 153-154.

56. Retch, 1917, 28 juillet, p. 3.

57. *Ibidem*, 28 juillet, p. 3. ; G. Lelevitch, *Oktiabr v stavke* [l'État-major général en octobre], Gomel, 1922, pp. 13, 66-67.

58. V. B. Stankevitch, *Mémoires, 1914-1919*, Berlin, 1920, pp. 86-87.

Mais l'attitude du nouveau pouvoir à l'égard de tout ce qui est russe, quelle est-elle ? La fin du mois d'août, ce sont les « jours de Kornilov ». La Russie est en train de sombrer, c'est clair : elle perd la guerre, l'armée est en pleine décomposition sur le front comme à l'arrière. Le général Kornilov, dont Kérenski vient d'exploiter habilement la naïveté, lance un appel de détresse, un véritable cri de douleur : « Ô peuple de Russie ! Notre grande Patrie est en train de périr. Proche est l'heure de sa fin... Vous tous en qui bat un cœur russe, en qui habite la foi, allez dans les églises et priez Dieu pour qu'Il accomplisse le plus grand des miracles, qu'Il sauve la terre qui nous a fait naître⁵⁹ ! » Ces propos font ricaner Guimmer-Soukhanov, idéologue de la révolution de Février et membre influent du Comité exécutif : « C'est maladroit et vide, c'est de la mauvaise politique et de la mauvaise littérature... une misérable contrefaçon de la "bonne vieille Russie d'autrefois"⁶⁰ ! »

Oui, c'est vrai : Kornilov est maladroit, emphatique, et sa position politique n'est pas claire – il faut dire que la politique n'est pas son fort. Mais son cœur est brisé par la souffrance. Et Soukhanov, lui, est-il capable de souffrir ? Il n'a cure de préserver une culture vivante, un pays – il est au service d'une idéologie, de l'Internationale, et ne voit dans les propos de Kornilov que vacuité de l'esprit. Oui, il sait manier le sarcasme. Mais on peut lui reprocher de parler de « contrefaçon » et, plus généralement, de tourner en dérision la « Russie d'autrefois », c'est-à-dire son histoire, sa spiritualité, son art. Et c'est avec ce mépris pour tout ce que des siècles d'histoire russe ont accumulé que Soukhanov et ses amis – cette écume internationale – fixent les orientations de la révolution de Février.

Dans cette affaire, ce n'est pas l'origine nationale de Soukhanov et des autres qui est en cause, mais leur attitude a-nationale, anti-russe et anti-conservatrice. Ainsi, on aurait pu penser que le Gouvernement provisoire – qui devait résoudre des problèmes concernant l'État russe dans son ensemble et qui était composé de Russes – allait manifester ne fût-ce qu'une fois son attachement à la Russie – non, rien du tout ! Il n'a fait preuve de persévérance

59. A. I. Denikine, *Otcherki rousskoï smuty*, t. 1 : *Kruchenie vlasti i armii* [Récits sur le temps des troubles en Russie, t. 1 : L'effondrement du pouvoir et de l'armée], p. 216.

60. Nik. Soukhanov, *Zapiski o revoliutsii* [Notes sur la révolution], Berlin, 1923, vol. 5, p. 287.

« patriotique » que dans un seul domaine : conduire une Russie en train de se décomposer (d'ores et déjà, la « République de Cronstadt », et pas seulement elle, s'était « séparée de la Russie ») vers la victoire militaire ! La victoire à tout prix ! La fidélité à ses alliés. (Du reste, ceux-ci ne se privaient pas de pousser à la roue, aussi bien au niveau des gouvernements qu'à celui des opinions publiques et des puissances financières. En mai, par exemple, les journaux citent un article du *Morning Post* : « L'Amérique a fait comprendre à la Russie » qu'en cas de paix séparée, les États-Unis « dénonceraient tous leurs accords financiers avec la Russie⁶¹. » Et le prince Lvov de renchérir : « Le pays doit s'exprimer avec toute sa force et envoyer son armée au combat⁶². ») Quant aux conséquences que la poursuite de la guerre entraînera pour la Russie, nul n'en a cure. Et chaque réunion – ou presque – du Gouvernement provisoire, chaque question débattue par lui portent la marque de cette dérive, de cette atrophie de l'instinct de conservation nationale.

Et cela jusqu'au ridicule. Alors qu'il dépense des millions à droite et à gauche, prêtant toujours la plus grande attention aux « besoins culturels des minorités nationales », le Gouvernement provisoire, réuni le 6 avril (pendant la semaine sainte), refuse d'accorder sa subvention à l'« Orchestre grand-russe de V. V. Andreïev », une formation ancienne qui tirait ses ressources « des crédits de l'ex-Chancellerie personnelle de Sa Majesté » (crédits, soit dit en passant, que ce même Gouvernement provisoire avait confisqués). La somme demandée – 30 000 roubles par an – ne représentait pourtant que le salaire de trois secrétaires d'État. « Refusé ! » (et au diable l'« Orchestre grand-russe » ! Non mais, vous avez vu ce nom : « grand-russe » !) Pensant qu'il s'agissait d'un malentendu, Andreïev réitéra sa demande. Mais, surmontant sa mollesse, le Gouvernement provisoire fit preuve d'une fermeté inhabituelle et refusa derechef⁶³.

Au cours de cette année, on ne décèle pas le moindre soupçon de sentiment national russe chez le ministre et historien Milioukov. Pas plus que chez l'« homme fort de la révolution », Kérénski.

61. Rousskaïa volia, 1917, 7 mai, p. 4.

62. *Ibidem*, p. 6.

63. Comptes rendus des réunions du Gouvernement provisoire, Petrograd, 1917, t. 1 : mars-mai. Réunion du 6 avril (c-r. 44, p. 5) et du 27 avril (c-r.64, p. 4).

À aucun moment. En revanche, une suspicion viscérale et permanente à l'égard des milieux conservateurs et, au premier chef, de ceux qui défendaient la cause nationale russe. Et le 24 octobre, dans son dernier discours au Pré-parlement, alors que les troupes de Trotski prennent d'assaut Petrograd, maison après maison, et que le palais Maric est déjà en flammes, Kérenski s'emploie à démontrer que les journaux qu'il vient d'interdire – le *Rabotchy Pout* (la « Pravda ») des bolcheviks et la *Novaïa Rous* de droite – ont la même orientation...

*

Bien entendu, le « maudit incognito » du Comité exécutif ne passa pas inaperçu. Le mystère des pseudonymes tarabusta les milieux cultivés de Petrograd et suscita des questions dans la presse. En mai, après deux mois de silence, il fallut se résoudre à révéler publiquement l'identité véritable de tous les membres du CE (à l'exception, pour un temps, de Svétlov-Nakhamkis et de l'infatigable animateur du Soviet, Boris Ossipovitch Bogdanov – alias Bogdanov-Malinovski, qui allait rester dans l'Histoire sous ce nom). Cette dissimulation provoquait de l'agacement, y compris dans les milieux populaires. Ainsi, lorsqu'au Plenum du Soviet, en mai, furent avancés les candidatures de Zinoviev et Kamenev, des cris fusèrent de la salle : « Donnez-nous leurs vrais noms ! »

Pour les gens de ce temps-là, seuls les voleurs dissimulaient leur identité ou changeaient de nom. Alors, pourquoi Boris Katz avait-il honte de s'appeler ainsi et se présentait-il sous le patronyme de « Kamkov » ? Pourquoi Lourié se dissimulait-il sous le pseudonyme de « Larine », et Mandelstam sous celui de « Liadov » ? – Il est vrai que beaucoup traînaient leur pseudonyme depuis l'époque de la clandestinité, quand il fallait se cacher ; mais pourquoi le social-démocrate Schotman prit-il en 1917 le nom de Danilov – et ce n'est pas le seul exemple –, oui, pourquoi ?

Une chose est certaine : si un révolutionnaire se dissimule sous un pseudonyme, c'est qu'il veut tromper quelqu'un, et peut-être pas seulement la police ou le gouvernement... Alors, comment savoir, s'interroge l'homme de la rue, qui sont vraiment nos nouveaux dirigeants ?

Grisés par l'atmosphère de liberté des premiers mois de la révolution de Février, beaucoup, parmi les orateurs juifs, ne surent pas comprendre que leurs fréquentes apparitions sur les tribunes et dans les meetings commençaient à susciter l'étonnement et le soupçon. Au moment où se déclencha la révolution de Février, il n'existait pas en Russie d'« antisémitisme populaire », si ce n'est dans la Zone de résidence. (Ebragem Kagan ne déclarait-il pas en 1917 : « Nous aimions la Russie malgré toutes les persécutions que nous dûmes subir sous l'Ancien Régime, parce que nous savions que la responsabilité n'en incombait pas au peuple russe », mais au seul tsarisme⁶⁴.) Or, au cours des premiers mois qui suivirent la révolution de Février, ce sont justement les milieux populaires qui manifestèrent de l'agacement envers les Juifs, et ce sentiment, au fil des mois, ne fit que s'étendre et prendre de l'ampleur. Même les journaux favorables à la révolution s'en font l'écho, notamment à propos de la colère qui grondait dans les files d'attente devant les magasins. « Un seul instant, et c'est comme si toute une éternité séparait la Russie d'autrefois de celle d'aujourd'hui : rien n'est plus pareil. Mais ce qui a le plus changé, ce sont les "queues". Et comme c'est étrange : alors que tout a "viré à gauche", les queues ont basculé à droite. Si vous avez envie de propagande réactionnaire..., allez passer un moment dans une file d'attente », vous pourrez y entendre des propos du genre : « Les Juifs, y en a pas dans les queues, ils ont pas besoin, ils planquent du pain chez eux ! » Et la légende sur « les Juifs qui cachent le pain » fait le tour de la file ; « les files d'attente sont les foyers contre-révolutionnaires les plus dangereux⁶⁵ ». Voici encore le témoignage de l'écrivain Ivan Najivine : Moscou, automne 17 : le terrain le plus favorable à la propagande antisémite, ce sont les gens affamés qui font queue devant les magasins : « Bande de salauds !... Ils sont partout... Ils font les fiers avec leurs bagnoles... Tu verras jamais un Juif dans une queue... Attendez un peu, les gars, on vous aura⁶⁶ !... »

Les révolutions révèlent au grand jour ce qu'il peut y avoir de bassesse, d'envie et de haine dans un peuple. C'est ce qui se passa également en Russie où la foi chrétienne déclinait depuis

64. Retch, 1917, 28 juin, p. 2.

65. *Ibidem*, 3 mai, p. 6.

66. *Iv. Najivine*, Zapiski o revoliutsii [Notes sur la révolution], Vienne, 1921, p. 28.

longtemps. Une vague d'exaspération populaire déferla sur ces Juifs arrivés, occupant des fonctions où on ne les avait jamais vus, ne cachant pas leur enthousiasme révolutionnaire — mais absents des files d'attente affamées.

Les journaux de 1917 en citent de nombreux exemples : à Petrograd, sur la place aux Foins et le marché Apraxine, on découvre des stocks de denrées chez des marchands juifs, aussitôt « des cris fusent dans la foule : "Saccagez les magasins des youtres !", "C'est la faute aux youtres !..." Ce mot "youtre" est sur toutes les lèvres⁶⁷ ». On découvre des réserves de farine et de lard chez un marchand de Poltava (probablement un Juif) ; le magasin est mis à sac, on appelle à casser du Juif. Des membres du Soviet des ouvriers se rendent sur les lieux pour tenter de calmer la foule ; parmi eux, un certain Drobnis qui est passé à tabac⁶⁸. À Iékaterinoslav, en septembre, des soldats détruisent des magasins aux cris de « Mort aux bourgeois ! Mort aux Juifs ! » Sur un marché de Kiev, un jeune garçon frappe à la tête une femme qui essaie de resquiller dans une file d'attente. Des cris s'élèvent tout de suite : « Les Juifs frappent des Russes ! », et c'est la bagarre. (Et cela se passe à Kiev où fleurissent déjà des slogans comme « Vive l'Ukraine libre sans Juifs ni Polonais ! »). Même à Petrograd, la moindre altercation dans la rue s'accompagne, sans raison apparente, d'appels à la violence contre les Juifs. Dans un tramway, deux femmes « appelaient à la dissolution du Soviet des ouvriers et soldats où ne siégeaient, selon elles, que des "Allemands et des Juifs". Elles sont arrêtées et poursuivies en justice⁶⁹ ».

Voici ce qu'on peut lire dans le journal *Rousskaïa Volia* : « L'antisémitisme est train de renaître et de se répandre sous nos yeux... sous sa forme la plus primitive... Il suffit d'écouter ce qui se dit dans le tramway [à Petrograd], dans les "queues" devant les magasins et les échoppes, dans les meetings volants qui se forment à tous les coins de rue... On accuse les Juifs d'avoir monopolisé la vie politique, les partis, les Soviets, et c'est tout juste si on ne les rend pas responsables de la désorganisation de l'armée... On dit qu'ils volent et dissimulent les denrées alimentaires⁷⁰. »

67. *Rousskaïa volia*, 1917, 17 juin, p. 4.

68. *Retch*, 1917, 9 septembre, p. 3.

69. *Ibidem*, 8 août, p. 5.

70. *Rousskaïa volia*, 1917, 17 juin, p. 4.

Sur le front, les socialistes juifs qui faisaient de la propagande politique avaient connu le plus vif succès au printemps 17, quand on pouvait appeler à la « paix démocratique » et à l'arrêt des combats. Nul ne leur avait alors reproché d'être juifs. Mais lorsque, au mois de juin, le Comité exécutif changea de ligne et décida de soutenir l'offensive – de l'inspirer, même –, l'antisémitisme refit surface et les agitateurs politiques juifs eurent fréquemment à subir un déchaînement de violences des soldats.

Quant au Comité exécutif lui-même, on disait à Petrograd qu'il était « entre les mains des youpins ». Dès le début de juin, cette opinion avait pris racine chez les soldats de la garnison de Petrograd et les ouvriers des usines – d'où l'accueil qu'ils réservèrent à l'émissaire du Comité exécutif, Voïtinski, venu pour les dissuader de participer à la manifestation que les bolcheviks projetaient pour le 10.

Un homme aussi peu soupçonné d'antisémitisme que V. D. Nabokov notait avec humour que la réunion des chefs de groupes du Pré-parlement (octobre 1917) « pouvait sans hésitation être qualifiée de *sanhédrin* » : « Les Juifs y étaient en majorité écrasante. Les seuls Russes étaient Avksentiev, moi-même, Pechekhonov, Tchaïkovski... » C'est Mark Vichniak, présent à cette réunion, qui le lui fit remarquer⁷¹.

L'activité des Juifs dans les sphères du pouvoir frappait de plus en plus les esprits, au point que le pourtant très modéré *Rousskoïe Slovo*, dans son supplément illustré daté du 29 octobre, publia – chose impensable auparavant ! – une caricature ouvertement antisémite au moment même où des combats de rue se déroulaient dans Moscou...

Le Comité exécutif combattit l'antisémitisme avec la plus grande énergie. (J'admetts qu'en refusant de faire entrer Plekhanov au sein de ce Comité, on sanctionna son article dirigé contre le Bund, « La Tribu des vermines », que Lénine a rendu fameux⁷². Peut-on au reste concevoir une autre explication ?) – Le 21 juin, le 1^{er} Congrès des Soviets rendit public un appel à la lutte contre l'antisémitisme (« ce fut pratiquement la seule décision qui fut prise à l'unanimité,

71. V. Nabokov, *Le Gouvernement provisoire*, ARR, 1922, t. 1, p. 80.

72. V. I. Lénine, *Œuvres en 45 volumes* (en russe), Moscou, 1941-1967, t. 4, p. 311.

sans objections ni débats⁷³ »). Et lorsque, à la fin du mois de juin (les 28 et 29), se réunit le bureau du Comité exécutif nouvellement élu, on y donna lecture d'un exposé sur « la montée de la propagande antisémite... surtout dans les régions du Nord et du Sud-Ouest » ; après quoi le Bureau prit séance tenant la décision d'y dépêcher 15 membres du Comité central⁷⁴ investis de pouvoirs spéciaux et placés sous la tutelle de la « Section chargée de combattre la contre-révolution ».

De leur côté, les bolcheviks, tout en continuant de clamer « À bas les ministres-capitalistes ! », se gardaient bien de freiner ce mouvement, bien au contraire (tout comme les anarchistes pourtant dirigés par Bleichman) : si le Comité exécutif fait preuve d'une excessive modération à l'égard du gouvernement, c'est uniquement parce tout le pouvoir est tombé entre les mains des capitalistes et des Juifs. (C'était déjà la méthode employée par La Volonté du Peuple* en 1881...)

Et lorsque eut lieu l'insurrection bolchevique, les 3 et 4 juillet, celle-ci n'eut plus pour cible un Gouvernement provisoire à bout de souffle, mais le seul concurrent véritable, le Comité exécutif –, et les bolcheviks attisèrent en sous-main la haine des soldats contre les Juifs : n'était-ce pas là qu'ils étaient embusqués ? !

Après l'échec de l'insurrection, le Comité exécutif nomma une commission d'enquête qui comptait bon nombre de Juifs, membres du Bureau du CE. Mais leur « conscience socialiste » les empêcha de conduire jusqu'au bout leurs investigations et de mettre au jour les intentions criminelles des bolcheviks ; la commission fut rapidement dissoute sans être arrivée à la moindre conclusion.

Et quand sonna l'heure de l'assaut décisif des bolcheviks, le CE organisa un Conseil des garnisons, le 19 octobre, au cours duquel « l'un des représentants du 176^e régiment d'infanterie, un Juif », lança l'avertissement suivant : « Là-bas, dans la rue, on crie que tout est de la faute des Juifs⁷⁵ ». Gendelman raconte que le

73. Izvestia, 1917, 20 octobre, p. 5.

74. *Ibidem*, 30 juin, p. 10.

75. Retch, 1917, 20 octobre, p. 3.

* Organisation secrète révolutionnaire dont le triomphe fut marqué par l'assassinat du tsar Alexandre II. Démantelée par la police, son « flambeau » fut repris par les S.-R. (socialistes-révolutionnaires).

25 octobre, alors qu'il tentait de dissuader la garnison de la forteresse Pierre-et-Paul de participer à l'insurrection, il fut interrompu par des vociférations : « Tu t'appelles Gendelman, donc tu es juif, et de droite⁷⁶ ! » Le 27 octobre, Gotz, à la tête d'une délégation qui voulait se rendre auprès de Kérénski à Gatchina, fut arrêté à la gare de la Baltique par des marins prêts à le tuer au motif que « les Soviets sont tombés aux mains des youpins⁷⁷ ». Et au cours des destructions qui eurent lieu à Petrograd juste après la glorieuse victoire des bolcheviks, on put également entendre : « Mort aux youtres ! »

Malgré cela, il n'y eut pas un seul pogrom *antijuif* pendant toute l'année 1917. Ceux de Kaloucha et de Ternopol eurent pour cause un déchaînement de violences de soldats avinés et incontrôlables – pendant la retraite des troupes russes – qui détruisirent tout ce qui leur tomba sous la main, tous les magasins, tous les commerces les uns après les autres ; mais, dans ces villes, la plupart des commerces appartenaient à des Juifs, et on parla donc de « pogroms antijuifs ». En revanche, le pogrom qui éclata au cours de la même période à Stanislavov, où les Juifs étaient nettement moins nombreux, ne fut pas désigné par ce terme.

Dès le milieu de l'année 1917 (à la différence de ce que l'on avait pu observer en mars et avril), la populace en fureur et les soldats ivres commencèrent à représenter un véritable danger, mais bien plus dangereuse pour les Juifs était la menace que constituait l'effondrement du pays. Que leur opinion publique et leur presse n'eussent pas pris conscience de ce péril ne laisse pas d'étonner – comme s'ils ne comprenaient rien à la terrible leçon de l'année 17, ne cherchaient pas à en tirer les enseignements, mais se contentaient de relever des cas isolés de « faits ressortissant au pogrom » sans voir d'où venait vraiment la menace. Le pouvoir exécutif adopta la même attitude. Devant la percée des Allemands près de Ternopol, on réunit en catastrophe le Comité central exécutif du PRSD. Il fallut reconnaître que la révolution (d'abord), le pays (ensuite) étaient en grave péril ; le Gouvernement provisoire fut déclaré « Gouvernement du Salut de la Révolution », et un appel lancé au peuple : « Des forces obscures se préparent de nouveau à

76. Izvestia, 1917, 26 octobre, p. 2.

77. Delo naroda, 1917, 29 octobre, p. 1.

déchirer notre infortunée Patrie. Elles excitent la haine de la populace envers les Juifs⁷⁸. »

Le 18 juillet, au cours d'une réunion privée de membres de la Douma (il s'agissait d'un très petit cercle dépourvu de toute influence), un certain Maslennikov, député fraîchement élu, s'en prit au Comité exécutif et cita ses membres sous leur vrai nom ; le soir même, ce fut un véritable branle-bas : ne s'agissait-il pas en effet d'un acte contre-révolutionnaire tombant sous le coup du décret qui venait d'être pris par le ministre de l'Intérieur, Tséretelli ? (En fait, ledit décret visait les bolcheviks, après l'insurrection, mais ne leur fut pas appliqué.) Dès le lendemain, Maslennikov dut se justifier dans les colonnes du journal *Rech* : c'est vrai, il avait appelé Svétlov, Kamenev et Trotski par leurs vrais noms, mais en aucune façon il ne visait le peuple juif dans son ensemble, et « en tout état de cause il n'avait jamais eu l'intention de rendre le peuple juif responsable de leurs agissements⁷⁹ ».

Au milieu du mois de septembre, l'édifice érigé par la révolution de Février s'écroule définitivement ; à la veille du putsch bolchevique, désormais inéluctable, I. Kantorovitch lance ce cri d'alarme : « Les forces obscures, les mauvais génies qui habitent la Russie vont surgir de tous les trous où ils s'étaient terrés et s'unir joyeusement pour célébrer leurs messes noires... » – Oui, c'est pour bientôt. Et que va-t-on célébrer au juste au cours de ces messes ? – « Le patriotisme zoologique, la nation russe "authentique" et ses pogroms⁸⁰ ». En octobre, Trumpeldor organise à Petrograd des groupes juifs d'autodéfense ; l'occasion d'y faire appel ne se présentera pourtant pas.

Les Russes avaient perdu la raison, c'est vrai, mais les Juifs tout autant.

Quelques années après la révolution, G. Landau écrivit ces lignes empreintes de tristesse : « La participation des Juifs aux troubles qui éclatèrent en Russie frappe par son caractère suicidaire ; je ne parle pas du bolchevisme en particulier, mais de l'ensemble du processus révolutionnaire. Il ne s'agit pas seulement du nombre

78. *Rech*, 1917, 11 juillet, p. 3.

79. *Ibidem*, 21 juillet, p. 4.

80. *Ibidem*, 16 septembre, p. 3.

considérable de ceux qui ont pris une part active aux événements au sein des partis socialistes et révolutionnaires ; il s'agit du puissant courant de sympathie qui accueillit la révolution... Certes, le pessimisme était très largement répandu, notamment la crainte des pogroms, mais cela n'empêchait pas l'adhésion à ce chambardement porteur de calamités et de pogroms. Ils étaient comme des papillons irrésistiblement attirés par la flamme qui allait les brûler... Certes, les Juifs avaient de sérieux motifs d'aller dans cette direction, mais ces motifs étaient également suicidaires... Il est vrai qu'en cela les Juifs ne se distinguaient en rien de l'intelligentsia russe ni de la société russe dans son ensemble... Mais nous, vieux peuple de citoyens, de commerçants, d'artisans, d'intellectuels, nous avions le devoir d'être différents du peuple de la terre et du pouvoir, des paysans, des seigneurs et des fonctionnaires⁸¹. »

Mais on ne doit pas oublier ceux qui surent marquer leur différence. Il ne faut jamais oublier que la communauté juive a toujours été très diverse et qu'elle a couvert tout l'éventail des opinions et des engagements. C'est ainsi qu'en 1917 subsistaient des milieux où prévalaient des vues raisonnables – en province, bien sûr, mais dans la capitale également –, et, au fur et à mesure qu'on s'approchait d'Octobre, ils ne firent que s'élargir.

Significative à cet égard est la position de ces Juifs sur la question de l'unité de la Russie au moment même où celle-ci était découpée en morceaux non seulement par des nations étrangères, mais par les Sibériens eux-mêmes. « Tout au long de la révolution, ce furent les Juifs, au même titre que les Grands-Russiens, qui se montrèrent les plus ardents défenseurs de l'Empire russe⁸² ». Maintenant que les Juifs avaient obtenu l'égalité des droits, qu'est-ce donc qui pouvait les unir aux populations de la périphérie de l'Empire ? Démembrer le pays aurait conduit à morceler la communauté juive elle-même. Lors du 9^e Congrès des K.D., Vinaver et Nolde se déclarèrent ouvertement contre la démarcation territoriale des nationalités et pour l'unité de la Russie⁸³. De même, en septembre, au cours d'une réunion de la section nationale de la Conférence démocratique, des socialistes juifs se prononcèrent

81. G. A. Landau, *Revolutionnye idei v yevreïskoi obščestvennosti* [Les idées révolutionnaires au sein de la communauté juive] – RiE, pp. 105-106.

82. D. S. Pasmanik, *op. cit.*, p. 245.

83. Retch, 1917, 26 juillet, p. 3.

contre une organisation fédérative de la Russie, et pour le centralisme. Voici ce qu'on peut lire dans un périodique israélien d'aujourd'hui : les détachements juifs de Trumpelrod « se sont même rangés aux côtés du Gouvernement provisoire pour mater la rébellion de Kornilov⁸⁴ ». Possible ; mais, pour avoir beaucoup étudié l'année 1917, je dois dire que je n'ai jamais eu connaissance de ce fait. En revanche, au tout début de mai 17, qui fut l'orateur le plus écouté – appelant à défendre la Russie – de la fameuse « Délégation de la mer Noire » aux positions contre-révolutionnaires ? Un marin juif – Batkine. Hé oui !

D. S. Pasmanik a publié les lettres que le richissime armateur Shoulim Bespalov adressa dès septembre 1915 au ministre du Commerce et de l'Industrie, V. Chakhovskoï : « Les profits excessifs des industriels et des commerçants conduisent notre patrie à sa perte » ; il propose de limiter leur taux à 15 % et, dans la foulée, fait don à l'État d'un demi-million de roubles. Mais son initiative ne rencontre pas d'écho : les *milieux progressistes* assoiffés de liberté – les Konovalov et autres Riabouchinski – ne dédaignent pas, en pleine guerre, de faire du 100 % de profit. Mais voilà que Konovalov devient à son tour ministre du Commerce et de l'Industrie, et Shoulim Bespalov reprend la plume, le 5 juillet 1917 : « Les profits excessifs réalisés actuellement par les industriels conduisent notre patrie à sa perte, il est désormais indispensable de prélever 50 % sur la valeur de tous les biens et de toutes les fortunes », et il se dit prêt à donner l'exemple. Là encore, Konovalov fait la sourde oreille⁸⁵.

Au cours de la Conférence d'État qui s'est tenue à Moscou au mois d'août, O. O. Grusenberga (appelé dans un avenir proche à devenir membre de l'Assemblée constituante) déclara : « En ces jours, le peuple juif... n'éprouve pour seul sentiment que le dévouement envers la patrie, pour seul souci que la défense de son unité et des conquêtes de la démocratie », et il est prêt à mettre à la disposition de la défense nationale « toutes ses ressources matérielles et intellectuelles, tout ce qu'il a de plus cher, toute sa fine fleur, toute sa jeunesse⁸⁶ ».

84. I. Eldad, Tak kto je nasledniki Jabotinskovo ? [Mais qui sont donc les héritiers de Jabotinski ?], interview – « 22 », 1980, n° 16, p. 120.

85. D. S. Pasmanik, *op. cit.*, pp. 179-181.

86. Retch, 1917, 16 août, p. 3.

Ces propos reflétaient l'idée selon laquelle le régime de Février était le plus favorable à la communauté juive, que, grâce à lui, celle-ci connaîtrait la prospérité économique et l'épanouissement politique et culturel. Et cette idée était juste.

Et plus on approchait du putsch d'Octobre, plus la communauté juive prenait conscience de la menace bolchevique, et plus elle marquait son opposition au bolchevisme. Cet état d'esprit avait déjà gagné les différents partis socialistes et, lorsque éclata la révolution d'Octobre, beaucoup de socialistes juifs exprimèrent ouvertement leur hostilité à son encontre, mais sans aucun effet : paralysés par leur conscience politique de socialistes, ils se contentèrent de vagues pourparlers et d'articles dans des journaux que les bolcheviks ne tardèrent pas à interdire.

Il faut le dire très nettement : le putsch d'Octobre ne fut pas conduit par les Juifs (exception faite du glorieux Trotski et du jeune et dynamique Grigori Tchoudnovski qui prit une part active à l'arrestation des membres du Gouvernement provisoire et à la répression des défenseurs du palais d'Hiver). Ils n'ont pas tort, ceux qui nous objectent qu'il était impossible qu'un pays de 170 millions d'habitants pût être enfoncé dans le bolchevisme par une petite minorité de Juifs. C'est vrai : en 1917, c'est nous-mêmes qui avons scellé notre destin, c'est notre stupidité – depuis le début, en février, jusqu'à octobre-décembre.

La révolution d'Octobre a été une catastrophe pour la Russie. Mais la situation *antérieure* ne laissait déjà rien présager de bon. Nous avions déjà perdu le sens de l'État et cela se vérifia abondamment tout au long de l'année 1917. Ce qui attendait la Russie, c'était – au mieux – une pseudo-démocratie confuse, malingre et inefficace, privée du soutien d'une société *civile* politiquement et économiquement développée.

Après les combats d'Octobre à Moscou, des représentants du Bund et des Poalei-Tsion participèrent aux pourparlers d'armistice, formant un groupe à part, distinct des junkers et des bolcheviks. Il faut d'ailleurs rappeler qu'il y avait beaucoup de Juifs parmi les junkers – élèves ingénieurs militaires – qui défendirent le palais d'Hiver, ainsi qu'en témoignent les mémoires de l'un d'entre eux, Sinégoub ; j'ai eu moi-même l'occasion d'en connaître un en prison. Dès le mois de novembre, le bloc juif affronta les

bolcheviks lors du renouvellement de la Douma d'Odessa et emporta les élections, quoique de peu.

Aux élections à l'Assemblée constituante, « plus de 80 % de la population juive de Russie vota » pour les partis sionistes⁸⁷. Lénine écrit : 550 000 voix pour les nationalistes juifs⁸⁸. « La plupart des partis juifs formèrent une liste unique sur laquelle furent élus sept députés – six sionistes » et Grusenbergh. « Le succès remporté par les sionistes » s'explique également par la publication (peu avant les élections) de la déclaration du ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne (sur la création d'un « foyer national » juif en Palestine) « qui fut accueillie avec enthousiasme par la majorité des Juifs de Russie (à Moscou, à Petrograd, à Odessa, à Kiev ainsi qu'en bien d'autres villes, on assista à des manifestations publiques de joie, à des meetings et à des actions de grâce⁸⁹ ».

Le bolchevisme n'était guère populaire parmi les Juifs avant le putsch d'Octobre. Mais, juste avant qu'il ne survienne, Natanson, Kamkov et Steinberg conclurent, au nom des S.R. de gauche, une alliance avec les bolcheviks Trotski et Kamenev⁹⁰. Et certains Juifs se retrouvèrent dans le bolchevisme, s'y illustrèrent même dès les premières victoires que celui-ci remporta. Ainsi Semion Nakhimson, commissaire du fameux régiment letton de la 12^e Armée qui joua un rôle décisif au moment du putsch. « Au sein de l'armée, les Juifs s'illustrèrent dans la préparation et la mise en œuvre du soulèvement d'Octobre 1917, à Petrograd comme en d'autres villes de Russie, et ils participèrent également à la répression de la résistance armée contre le nouveau pouvoir⁹¹ ».

On sait que, dans la nuit du 27 octobre, au cours d'une réunion qualifiée d'« historique », le Congrès des Soviets promulgua son « décret sur la paix » et son « décret sur la terre ». Ce que l'on sait moins, c'est qu'après le premier décret – mais avant le second –, une résolution fut adoptée, stipulant que « les Soviets locaux

87. V. Bogouslavski, V zachtchitu Kunaïeva [Plaidoyer pour Kounaïev] – « 22 », 1980, n° 16, p. 169.

88. Lénine, t. 30, p. 231.

89. PEJ, t. 7, p. 381.

90. Kh. M. Astrakhan, Bolcheviki i ikh polititcheskie protivniki v 1917 godu [Les bolcheviks et leurs adversaires politiques en 1917], Leningrad, 1973, p. 407.

91. Aron Abramovitch, V rechaïuchtcheï voïne : Utchastie i rol'ievreïev SSSR v voïne protiv tsarizma [Une guerre décisive : la participation et le rôle des Juifs d'URSS dans la guerre contre le tsarisme], Tel-Aviv, 1982, t. 1, pp. 45-46.

doivent mettre un point d'honneur à empêcher les forces obscures de perpétrer des pogroms contre les Juifs ou d'autres catégories de la population⁹² ». (L'idée que des pogroms pussent être organisés par les lumineuses forces rouges n'était pas même envisagée.)

Cette fois encore – au cours d'un Congrès des députés ouvriers et paysans –, la question juive était passée avant la question paysanne.

92. *L. Trotski*, Histoire de la révolution russe (en russe), Berlin, 1933, t. 2, p. 361. (Trad. française : coll. Points, Seuil, 1995.)

Chapitre 15

AUX CÔTÉS DES BOLCHEVIKS

Ce thème-là – les Juifs aux côtés des bolcheviks – n'est pas neuf, tant s'en faut. Que de pages déjà écrites sur le sujet ! Celui qui veut démontrer que la révolution était « tout sauf russe », « étrangère par nature », celui-là invoque des patronymes et pseudonymes juifs, prétendant ainsi exonérer les Russes de toute part de responsabilité dans la révolution de dix-sept. Quant aux auteurs juifs, ceux qui ont nié la part prise par les Juifs dans la révolution comme ceux qui l'ont toujours reconnue, tous s'accordent pour dire que ces Juifs-là n'étaient pas des Juifs *par l'esprit*, que c'étaient des *renégats*.

Nous sommes d'accord là-dessus, nous aussi. Il faut juger les gens pour leur *esprit*. Oui, c'étaient des renégats.

Mais les leaders russes du Parti bolchevique n'étaient pas, eux non plus, des Russes par l'esprit ; ils étaient très exactement anti-russes, et assurément anti-orthodoxes. Chez eux, la grande culture russe, réduite à une doctrine et à des calculs politiques, était dénaturée.

Il conviendrait de poser la question autrement, à savoir : combien faut-il rassembler de renégats épars pour former un courant politique homogène ? Quelle proportion de nationaux ? Pour ce qui concerne les renégats russes, la réponse est connue : aux côtés des bolcheviks, il y en eut un nombre énorme, un nombre impardonnable. Mais les renégats juifs, quelle fut, par les effectifs et par l'énergie déployée, leur part dans la mise en place du pouvoir bolchevique ?

Une autre question porte sur l'attitude de la nation à l'égard de

ses propres renégats. Or, celle-ci a été contrastée, allant de l'abomination à l'admiration, de la méfiance à l'adhésion. Elle s'est manifestée dans les réactions mêmes de la masse populaire, qu'elle soit russe, juive ou lithuanienne, dans la vie elle-même beaucoup plus que dans les exposés des historiens.

Et enfin : les nations peuvent-elles renier leur renégats ? Y a-t-il un sens à ce reniement ? Une nation doit-elle se souvenir ou ne pas se souvenir d'eux ? Peut-elle oublier le monstre qu'ils ont engendré ? À cette question, la réponse ne fait pas de doute : il faut se souvenir. Chaque peuple doit se souvenir de ses propres renégats, s'en souvenir comme étant *les siens* – à cela, point d'échappatoire.

Et puis, au fond, y a-t-il un exemple de renégat plus frappant que Lénine lui-même ? Or, Lénine était russe, rien ne sert de le nier. Oui, il abominait, il détestait tout ce qui touche la Russie ancienne, toute l'histoire russe et *a fortiori* l'Orthodoxie. De la littérature russe il n'avait retenu que Tchemychevski et Saltykov-Chtchédrine ; Tourgueniev, avec son esprit libéral, l'amusait, et Tolstoï l'accusateur, aussi. Il n'a jamais manifesté le moindre sentiment d'affection pour quoi que ce soit, pas même pour le fleuve sur les bords duquel s'était déroulée son enfance, la Volga (et n'intenta-t-il pas un procès à ses paysans pour des dégâts commis sur ses terres ?). Bien plus : c'est lui qui livra sans pitié toute la région à l'effroyable famine de 1921. Oui, tout cela est vrai. Mais c'est bien *nous*, nous les Russes, qui avons créé ce climat dans lequel Lénine a grandi et qui l'a empli de haine. C'est en *nous* que la foi orthodoxe a perdu sa vigueur, cette foi dans laquelle il aurait pu grandir au lieu de lui déclarer une guerre sans merci. Comment ne pas voir en lui un renégat ? Et pourtant, il est russe, et nous autres Russes, nous répondons de lui. On invoque parfois ses origines ethniques. Lénine était un métis issu de races différentes : son grand-père paternel, Nikolai Vassiliévitch, était de sang kalmouk et tchouvache, sa grand-mère, Anna Alekséievna Smirnova, était une Kalmouke, son autre grand-père, Israël (Alexandre de son nom de baptême) Davidovitch Blank, était juif, son autre grand-mère, Anna Iohannovna (Ivanovna) Grosehopf, était la fille d'un Allemand et d'une Suédoise, Anna Beata Estedt. Mais cela ne change rien à l'affaire. Car rien de cela ne permet de l'exclure du peuple russe : il faut reconnaître en lui d'une part un phénomène *russe*, car toutes ces ethnies qui lui ont donné le jour ont été impliquées dans l'histoire

de l'Empire russe, et, d'autre part, un phénomène *russe*, le fruit du pays que nous avons construit, nous autres Russes, et de son climat social – même s'il nous apparaît, du fait de son esprit toujours indifférent à la Russie, voire souvent carrément *anti-russe*, comme un phénomène parfaitement étranger à nous. Nous ne pouvons, malgré tout, aucunement le renier.

Que dire maintenant des renégats juifs ? Nous l'avons vu, au cours de l'année 1917, aucune attirance particulière pour les bolcheviks ne s'est manifestée chez les Juifs. Mais leur activisme a cependant joué son rôle dans les bouleversements révolutionnaires. Au dernier Congrès du RSDRP (Parti ouvrier social-démocrate russe) (Londres, 1907) qui fut, il est vrai, commun avec les mencheviks, sur 302-305 délégués, 160 étaient juifs, soit plus de la moitié – c'était prometteur. Puis, à l'issue de la Conférence d'avril 1917, juste après l'annonce des explosives *Thèses d'avril* de Lénine, parmi les 9 membres du nouveau Comité central figuraient G. Zinoviev, L. Kamenev, Ia. Sverdlov. Lors du VI^e Congrès d'été du RKP(b) (le Parti communiste russe des bolcheviks, nouvelle appellation du RSDRP), onze membres furent élus au Comité central, au nombre desquels Zinoviev, Sverdlov, Trotski, Ouritski¹. Puis, lors de la « séance historique » rue Karpovka, dans l'appartement de Himmer et Flaksermann, le 10 octobre 1917, quand fut prise la décision de lancer le coup d'État bolchevique, parmi les douze participants figurèrent Trotski, Zinoviev, Kamenev, Sverdlov, Ouritski, Sokolnikov. C'est là que fut élu le premier « Politburo » qui allait connaître un si brillant avenir, et, parmi ses sept membres, toujours les mêmes : Trotski, Zinoviev, Kamenev, Sokolnikov. Ce qui fait déjà beaucoup. D. S. Pasmanik l'écrit clairement : « Il n'y a pas de doute, les renégats juifs ont dépassé en nombre le pourcentage normal... ; ils ont occupé une trop grande place parmi les commissaires bolcheviques². »

Bien sûr, tout cela se passait dans les sphères dirigeantes du bolchevisme et ne laissait nullement présager un mouvement de masse juif. En outre, les Juifs membres du Politburo n'agissaient pas en un groupe constitué. Ainsi Kamenev et Zinoviev étaient

1. PEJ, t. 7, p. 399.

2. D. S. Pasmanik, Rousskaïa revolioutsia i evreïstvo (*Bolchevism i ioudaïsme*) [La Révolution russe et les Juifs (*Bolchevisme et judaïsme*)], Paris, 1923, p. 155.

contre un coup d'État précipité. L'unique maître d'œuvre, le génie du coup de force d'Octobre fut en vérité Trotski : il n'a pas exagéré son rôle dans ses *Leçons d'Octobre*. Ce froussard de Lénine qui, lui, s'était planqué, n'apporta aucune contribution substantielle au putsch.

Au fond, du fait de son internationalisme et à la suite de sa dispute avec le Bund en 1903, Lénine s'en tenait à l'opinion que de « nationalité juive » il n'y a point et ne saurait y avoir ; que c'est là une menée réactionnaire qui désunit les forces révolutionnaires. (D'accord avec lui, Staline tenait les Juifs pour une « nation de papier », et estimait leur assimilation inéluctable.) En conséquence, Lénine voyait dans l'antisémitisme une manœuvre du capitalisme, une arme facile entre les mains de la contre-révolution, quelque chose qui n'était pas naturel. Il comprenait fort bien, cependant, quelle force mobilisatrice la question juive représentait dans la lutte idéologique en général. Et exploiter, pour le bien de la révolution, le sentiment d'amertume tout particulier répandu chez les Juifs, Lénine y était toujours prêt.

Or, dès les premiers jours de la révolution, ce recours se révéla ô combien nécessaire ! Lénine s'y raccrocha fortement. Lui qui n'avait pas tout prévu sur le plan étatique, n'avait pas non plus perçu à quel point la couche cultivée de la nation juive, et plus encore sa couche semi-cultivée, celle qui, du fait de la guerre, s'était trouvée dispersée à travers la Russie tout entière, allait lui sauver la mise au cours des mois et des années décisives. Pour commencer, elle allait prendre la place des fonctionnaires russes massivement décidés à boycotter le pouvoir bolchevique. Cette population était composée des frontaliers qui avaient été chassés de leurs villages et qui n'y étaient pas revenus après la fin de la guerre. (Par exemple, les Juifs expulsés de Lithuanie pendant la guerre n'y étaient pas tous rentrés après la révolution : n'étaient revenus que les petites gens des campagnes, tandis que le « contingent urbain » des Juifs de Lithuanie et « les jeunes étaient restés vivre dans les grandes villes de Russie³ ».)

Et ce fut justement « après la suppression de la Zone de résidence,

3. S. Gringauz, *Evreiskaja natsionalnaia avtonomiia v Litve i drugikh stranakh Pribaltiki* [L'autonomie nationale juive en Lithuanie et dans les autres pays Baltes] – LMJR-2, p. 46.

en 1917, que s'ensuivit le grand exode des Juifs hors de ses frontières, vers l'intérieur du pays⁴ ». Cet exode n'est plus celui de réfugiés ou d'expulsés, mais bel et bien de nouveaux colons. Des informations de source soviétique pour l'année 1920 témoignent : « Dans la seule ville de Samara, au cours de ces dernières années, se sont implantés plusieurs dizaines de milliers de réfugiés et expulsés juifs » ; à Irkoutsk, « la population juive a augmenté, atteignant quinze mille personnes... ; d'importantes colonies juives se sont constituées et en Russie centrale et sur les bords de la Volga et dans l'Oural ». Pourtant, « la majeure partie continue à vivre des subsides de l'Aide sociale et autres organisations philanthropiques ». Et voilà les *Izvestia* qui lancent un appel pour que « les organisations du Parti, les sections juives et les départements du Commissariat aux Nationalités organisent une vaste campagne pour le non-retour vers les "tombes des ancêtres" et pour la participation au travail de production en Russie soviétique⁵ ».

Mais mettez-vous à la place des bolcheviks : ils n'étaient qu'une petite poignée qui s'était emparée du pouvoir, un pouvoir ô combien fragile : en qui, grands dieux, pouvait-on avoir confiance ? qui pouvait-on appeler à la rescousse ? Semion (Shimon) Dimanstein, un bolchevik de la première heure et qui, depuis janvier 1918, était à la tête d'un Comité européen spécialement créé au sein du Commissariat aux Nationalités, nous livre la pensée de Lénine à ce sujet : « Le fait qu'une grande partie de la moyenne intelligentsia juive se soit fixée dans les villes russes a rendu un fier service à la révolution. Ils ont fait échouer la vaste entreprise de sabotage que nous avons affrontée après la révolution d'Octobre et qui représentait un grand danger pour nous. Ils furent nombreux – pas tous, bien sûr, loin de là – à saboter ce sabotage, et ce sont eux qui, à cette heure fatidique, sauvèrent la révolution. » Lénine estimait « inopportun de souligner cet épisode dans la presse... », mais il fit remarquer que « si nous réussîmes à nous emparer de l'appareil d'État et à le restructurer, ce fut exclusivement grâce à ce vivier de nouveaux fonctionnaires – lucides, instruits et raisonnablement compétents⁶ ».

4. PEJ, t. 2, p. 312

5. *Izvestia*, 12 oct. 1920, p. 1.

6. V. Lénine, *O evreiskom voprose v Rossii* [Sur la question juive en Russie], préface de S. Dimanstein, M., Proletarii, 1924, pp. 17-18.

Les bolcheviks ont ainsi fait appel aux Juifs dès les premières heures de leur prise de pouvoir, offrant aux uns des postes de direction, aux autres des tâches d'exécution au sein de l'appareil d'État soviétique. Et un grand nombre, un très grand nombre répondirent à l'appel et s'engagèrent aussitôt. Le nouveau pouvoir avait cruellement besoin d'exécutants qui fussent d'une fidélité à toute épreuve – et il s'en trouva un grand nombre parmi les jeunes Juifs laïcisés qui se mêlèrent ainsi à leurs confrères, slaves et autres. Ceux-là n'étaient pas forcément des « renégats » : il y avait parmi eux des sans-parti, des personnes extérieures à la révolution, restées jusque-là indifférentes à la politique. Chez certains, cette démarche n'avait rien d'idéologique ; elle pouvait n'être dictée que par l'intérêt personnel. Ce fut un phénomène de masse. Et de ce moment là les Juifs ne cherchèrent plus à s'installer dans les campagnes jadis interdites, ils s'efforcèrent de gagner les capitales : « Des milliers de Juifs rejoignirent en foule les bolcheviks, voyant en eux les défenseurs les plus acharnés de la révolution et les internationalistes les plus fiables... Les Juifs abondèrent dans les basses couches de l'appareil du Parti⁷. »

« Le Juif, qui ne pouvait évidemment pas être issu de la noblesse, du clergé ou de la fonction publique, se retrouvait dans les rangs des personnalités d'avenir du nouveau clan⁸. » Et voici que, pour favoriser l'engagement des Juifs dans le bolchevisme, « dès la fin de l'année 1917, tandis que les bolcheviks ébauchaient encore leurs institutions, un département juif au sein du Commissariat aux Nationalités se mit à fonctionner⁹ ». Ce département fut, dès 1918, transformé en un Commissariat européen à part. Et en mars 1919, lors du VIII^e Congrès du RKP (b), allait être proclamée l'Union européenne communiste de la Russie soviétique comme partie intégrante mais autonome du RKP (b). (L'intention était d'intégrer cette Union dans le Komintern et de saper ainsi définitivement le Bund). Une section européenne spéciale au sein de l'Agence télégraphique russe fut également créée (ROSTA).

7. *Leonard Schapiro*, *The role of the Jews in the Russian Revolutionary Movement*, in *The Slavonic and East European Review*, vol. 40, London, Athlone Press, 1961-62, p. 164.

8. *M. Kheifets*, *Nashi obschiïe ouroki* [Nos communes leçons] – « 22 », n° 14, p. 162.

9. *Tribune juive*, hebdomadaire, numéro consacré aux intérêts des Juifs russes, Paris, 1923, 7 septembre, p. 1.

D. Schub justifie ces initiatives en disant que « d'importants contingents de la jeunesse juive ont rejoint le Parti communiste » à la suite des pogroms survenus dans les territoires occupés par les Blancs¹⁰ (c'est-à-dire à partir de 1919). Mais cette explication ne tient pas la route. Car l'entrée massive des Juifs dans l'appareil soviétique s'est produite vers la fin de l'année 1917 et au cours de l'année 1918. Il ne fait pas de doute que les événements de 1919 (cf. *infra*, chapitre 16) ont renforcé le lien des élites juives avec les bolcheviks, mais ils ne l'ont nullement suscité.

Un autre auteur, un communiste, explique « le rôle particulièrement important du révolutionnaire juif dans notre mouvement ouvrier » par le fait que l'on observe chez les ouvriers juifs, « fortement développés, les traits de caractère qu'exige tout rôle de meneur », traits qui sont encore à l'état d'ébauche chez les ouvriers russes : une exceptionnelle énergie, le sens de la solidarité, l'esprit de système¹¹.

Peu d'auteurs nient le rôle d'organiseurs qui fut celui des Juifs dans le bolchevisme. D. S. Pasmanik le souligne : « L'apparition du bolchevisme est liée aux particularités de l'histoire russe... mais son excellente organisation, le bolchevisme la doit en partie à l'action des commissaires juifs¹². » Ce rôle actif des Juifs dans le bolchevisme n'a pas échappé aux observateurs, notamment en Amérique : « La révolution russe est passée rapidement de la phase destructrice à la phase constructive, et cela est visiblement imputable au génie édificateur inhérent à l'insatisfaction juive¹³. » En pleine euphorie d'Octobre, combien ne furent-ils pas, les Juifs qui revendiquèrent eux-mêmes, la tête haute, leur action au sein du bolchevisme !

Rappelons-nous : tout comme, avant la révolution, les révolutionnaires et les radicaux libéraux s'étaient empressés d'exploiter à des fins politiques – et nullement par charité – les restrictions imposées aux Juifs, de même, dans les mois et les années qui suivirent

10. D. Schub, *Evrei v rousskoï revolioutsi* [Les Juifs dans la révolution russe] – LMJR-2, p. 142.

11. Iou. Larine, *Evrei i antisemitizm v SSSR* [Les Juifs et l'antisémitisme en URSS]. M., L., Giz, 1929, pp. 260-262.

12. D. S. Pasmanik, *Tchévo my dobyvaemsia ?* [Qu'est-ce que nous recherchons ?] – RiE, p. 212.

13. *American Hebrew*, 10 sept. 1920, p. 507.

Octobre, les bolcheviks, avec la plus grande complaisance, se servirent des Juifs au sein de l'appareil d'État et du Parti – là aussi, non par sympathie, mais parce qu'ils trouvaient leur intérêt dans la compétence, l'intelligence et le particularisme des Juifs face à la population russe. Sur place ils utilisèrent les Lettons, les Hongrois, les Chinois : ceux-là n'allaient pas faire de sentiment...

La population juive dans sa masse montra vis-à-vis des bolcheviks une attitude méfiante, voire hostile. Mais lorsque, du fait de la révolution, elle eut acquis une liberté complète qui favorise un véritable essor de l'activité juive dans les domaines politique, social, culturel – activité fort bien organisée de surcroît –, elle ne fit rien pour empêcher les Juifs bolcheviques d'occuper les positions clés, et ceux-ci firent un usage démesurément cruel de ce nouveau pouvoir tombé entre leurs mains.

À dater des années 40 du xx^e siècle, après que le pouvoir communiste eut rompu avec le judaïsme mondial, Juifs et communistes furent pris de gêne et de crainte, et ils préférèrent taire et dissimuler la forte participation des Juifs à la révolution communiste, cependant que les vellétés de se souvenir et de nommer le phénomène étaient qualifiées par les Juifs eux-mêmes d'intentions carrément antisémites.

Dans les années 1970-1980, sous la pression de nouvelles révélations, la vision des années révolutionnaires s'ajusta. Des voix en nombre assez considérable se firent entendre publiquement. Ainsi le poète Naoum Korjavine écrivit : « Si l'on fait de la participation des Juifs à la révolution un sujet tabou, l'on ne pourra plus du tout parler de la révolution. Il fut un temps où l'on tirait même orgueil de cette participation... Les Juifs ont pris part à la révolution, et dans des proportions anormalement élevées¹⁴. » M. Agourski écrivit de son côté : « La participation des Juifs à la révolution et à la guerre civile ne s'est pas limitée à un engagement extrêmement actif dans l'appareil d'État ; elle a été infiniment plus large¹⁵. » De même le socialiste israélien S. Tsyroulnikov affirme : « Au début de la révolution, les Juifs... ont servi d'assise au nouveau régime¹⁶. »

14. Literatournyi kourier [Le Courrier littéraire], trimestriel, USA, 1985, n° 11, p. 67.

15. M. Agourski, Ideologiya natsional-bolchevisma [L'idéologie du national-bolchevisme], Paris, YMCA Press, 1980, p. 264.

16. S. Tsyroulnikov: SSSR, evrei i Israil [L'URSS, les Juifs et Israël] – TN, n° 96, p. 155.

Mais il est également de nombreux auteurs juifs qui, jusqu'à ce jour, soit nient l'apport des Juifs au bolchevisme, ou même en rejettent rageusement l'idée, soit – c'est le plus fréquent – ne l'envisagent qu'à leur corps défendant.

La chose est pourtant avérée : ces *renégats* juifs ont quelques années durant été des *leaders* au sein du Parti bolchevique, à la tête de l'Armée rouge (Trotski), du VTsIK (Sverdlov), des deux capitales (Zinoviev et Kamenev), du Komintern (Zinoviev), du Profintern (Dridzo-Lozovski) et du Komsomol (Oscar Ryvkine, puis, après lui, Lazare Chatskine, lequel dirigea aussi l'Internationale communiste de la Jeunesse).

« C'est vrai qu'au sein du premier Sovnarkom ne siégeait qu'un seul Juif, mais celui-ci était Trotski, le numéro deux, derrière Lénine, dont l'autorité dépassait celle de tous les autres¹⁷. » Et de novembre 1917 à l'été 1918, l'organe réel du gouvernement était non pas le Sovnarkom, mais ce que l'on appelait le « Petit Sovnarkom » : Lénine, Trotski, Staline, Karéline, Prochian. Après Octobre, le Présidium du VTsIK revêtit une importance égale à celle du Sovnarkom, et parmi ses six membres figuraient Sverdlov, Kamenev, Volodarski, Svétlov-Nakhamkis.

M. Agourski le fait remarquer fort justement : pour un pays où l'on n'avait pas coutume de voir des Juifs au pouvoir, quel contraste ! « Un Juif à la présidence du pays... un Juif au ministère de la Guerre... Il y avait là quelque chose à laquelle la population de souche en Russie pouvait difficilement s'accoutumer¹⁸. » Oui, quel contraste ! Surtout quand on sait de *quel* président, de *quel* ministre il s'agissait !

*

La première action d'envergure des bolcheviks fut, en signant la paix séparée de Brest-Litovsk, de céder à l'Allemagne une énorme portion du territoire russe, afin d'asseoir leur pouvoir sur la partie restante. Le chef de la délégation signataire était Ioffé ; le chef de la politique étrangère, Trotski. Son secrétaire et fondé de pouvoir, I. Zalkine, avait occupé le cabinet du camarade Nératov au

17. L. Schapiro, *op. cit.*, pp. 164-165.

18. M. Agourski, p. 264.

ministère et opéré une purge au sein de l'ancien appareil pour créer un nouvel organisme, le Commissariat aux Affaires étrangères.

Au cours des auditions effectuées en 1919 au Sénat américain et ci-dessus citées, le docteur A. Simons, qui de 1907 à 1918 avait été le doyen de l'Église épiscopaliennne méthodiste de Petrograd, formula une remarque intéressante : « Alors qu'ils ne mâchaient pas leurs mots pour critiquer les Alliés, Lénine, Trotski et leurs affidés n'ont jamais exprimé – du moins n'en ai-je jamais entendu – le moindre blâme à l'endroit de l'Allemagne. » Et dans le même temps, en m'entretenant « avec des représentants officiels du gouvernement soviétique, j'ai découvert qu'ils nourrissaient le désir de conserver dans la mesure du possible des relations amicales avec l'Amérique. Ce désir était interprété par les chancelleries alliées comme une tentative visant à détacher l'Amérique de ses partenaires. En outre, au cas où le régime soviétique s'effondrerait, ils escomptaient que notre pays [les États-Unis] servirait de refuge aux démons bolcheviques qui pourraient ainsi sauver leur peau¹⁹ ».

Le calcul est plausible. N'est-il pas même... certain ? On peut supposer que Trotski en personne, fort de sa récente expérience en Amérique, confortait ses comparses dans cette espérance.

Mais là où le calcul des leaders bolcheviques était plus ambitieux et tout à fait fondé, c'est quand il portait sur le recours aux grands financiers américains.

Trotski lui-même était un internationaliste incontestable, et on peut le croire lorsqu'il déclare avec emphase qu'il rejette pour lui-même toute appartenance à la judéité. Mais si l'on en juge par les choix qu'il fit dans ses nominations, on voit que les Juifs renégats lui étaient plus proches que les Russes renégats. (Ses deux assistants les plus proches étaient Glazman et Sernuks : le chef de sa garde personnelle, Dreitser²⁰.) Ainsi, quand il fallut trouver un suppléant autoritaire et impitoyable pour occuper ce poste au Commissariat à la Guerre – jugez du peu ! –, Trotski nomma sans broncher Ephraïm Sklianski, un médecin qui n'avait rien ni d'un militaire ni d'un

19. Oktiabrskaïa revolioutsiaa pered soudom amerikanskikh senatorov [La révolution d'Octobre devant le tribunal des sénateurs américains], compte rendu officiel de la Commission Overmen du Sénat, M. : L., GIZ, 1927, p. 7.

20. *Robert Conquest*, *Bolchoï terror* [La Grande Terreur], trad. de l'anglais « The Great Terror », Londres, 1968 ; trad. française, Paris, 1968.

commissaire. Et ce Sklianski, en tant que vice-président du Conseil révolutionnaire de guerre, va apposer sa signature au-dessus de celle du Commandant suprême, le général S.S. Kamenev !

Trotski n'a pas songé une seule seconde à l'impression que feraient sur les militaires du rang la nomination d'un médecin ou l'extraordinaire promotion d'un Sklianski : il n'en avait que faire. Et pourtant c'est lui qui déclara un jour : « La Russie n'a pas atteint la maturité nécessaire pour tolérer un Juif à sa tête » ; cette phrase fameuse montre que la question le préoccupait tout de même lorsqu'elle était formulée à son sujet...

Il y eut aussi cette scène bien connue : la séance inaugurale de l'Assemblée constituante est ouverte le 5 janvier 1918 par le doyen des députés, S. P. Chevtsov, mais Sverdlov, avec la dernière impudence, lui arrache la clochette, le chasse de la tribune et reprend la séance. Cette Assemblée constituante si longtemps attendue, si ardemment désirée, ce soleil sacré qui allait déverser le bonheur sur la Russie – il suffit de quelques heures à Sverdlov et au matelot Jélézniakov pour lui tordre le cou !

La Commission panrusse pour les élections à l'Assemblée constituante avait été précédemment dissoute, et son organisation avait été confiée à une personne privée, le jeune Brodski. Quant à l'Assemblée – si ardemment désirée – sa gestion revenait à Ouritski, lequel était aidé de Drabkine, chargé de constituer pour sa part une nouvelle chancellerie. C'est ainsi, par ce genre d'opérations, que le nouveau type – juif – de gouvernement fut esquissé. Autres actions préliminaires : des membres éminents de l'Assemblée constituante, des personnalités connues de la Russie entière, comme, par exemple, la comtesse Panine, une immense bienfaitrice, furent arrêtés par un obscur personnage, un certain Gordon. (D'après le journal *Den* [Le Jour], Gordon était l'auteur de quelques méchants articles patriotiques parus dans *Petrogradski Kourier* [Le Courrier de Petrograd], puis il s'était lancé dans le commerce du chou et des engrais chimiques – avant de devenir enfin bolchevik²¹.)

Autre chose encore à ne pas oublier : les nouveaux maîtres du pays ne négligeaient pas leur intérêt personnel. En clair : ils pillaient les honnêtes gens. « L'argent dérobé est en règle générale

21. *Den*, 1917, 5 décembre, p. 2

converti en diamants... À Moscou, Sklianski passe pour être "le premier acheteur de diamants" » ; il s'était fait prendre en Lithuanie, lors de la vérification des bagages de la femme de Zinoviev, Zlata Bernstein-Lilina – « des bijoux ont été trouvés, d'une valeur de plusieurs dizaines de millions de roubles²² ». (Et dire que nous avons cru à la *légende* selon laquelle les premiers chefs révolutionnaires étaient des idéalistes désintéressés !) À la Tchéka, nous dit un témoin digne de foi, lui-même passé entre ses griffes en 1920, les chefs des prisons étaient habituellement des Polonais ou des Lettons, tandis que « la section chargée de la lutte contre les trafiquants, donc la moins dangereuse et la plus lucrative, était aux mains de Juifs²³ ».

Outre les postes du devant de la scène, il existait dans la structure du pouvoir léninien, comme dans toute conspiration, des figures muettes et invisibles destinées à ne jamais inscrire leurs noms dans une quelconque chronique : depuis Ganetski, cet aventurier qu'affectionnait Lénine, jusqu'à toutes les troubles figures gravitant dans l'orbite de Parvus. (Cette Evguénia Sumenson, notamment, qui fit surface pour un court laps de temps durant l'été 1917, qui fut même arrêtée pour une manigance financière avec l'Allemagne et qui resta en liaison avec les têtes de file bolcheviques, bien qu'elle ne figurât pas sur les listes des dirigeants de l'appareil.) Après les « journées de juillet », la *Rousskaia Volia* publia des documents bruts sur l'activité clandestine de Parvus et de son plus proche collaborateur, Zourabov, lequel « occupe aujourd'hui, dans les cercles sociaux-démocrates de Petrograd, une position en vue » ; « se trouvaient également à Petrograd messieurs Binstock, Lévine, Pérazitch et quelques autres²⁴ ».

Ou encore : Samuel Zaks, le beau-frère de Zinoviev (le mari de sa sœur), patron de la filiale de l'officine de Parvus à Petrograd et fils d'un riche fabricant de la ville, lequel avait fait cadeau aux bolcheviks, en 1917, de toute une imprimerie.

Ou bien, appartenant à l'équipe de Parvus lui-même, Samuel

22. S. S. Maslov, *Rossiiia posle tchetyriokh let revolioutsii* [La Russie après quatre années de révolution], Paris, Rousskaïa petchat, 1922, Livre 2, p. 190.

23. S. E. Troubetskoï, *Minouvcheï* [Le Passé], Paris, YMCA Press, 1989, pp. 195-196, coll. La Bibliothèque des Mémoires russes (BMR) ; série : Notre passé récent, fasc. 10.

24. *Rousskaïa Volia* [La Volonté russe], 1917, 8 juillet, livraison du soir, p. 4.

Pikker (Alexandre Martynov²⁵, avec lequel avait jadis polémique Lénine sur des questions théoriques – mais voilà que l'heure était venue de servir le Parti et Martynov était entré en clandestinité).

Citons quelques autres figures marquantes. L'illustissime (pour les massacres en Crimée) Rosalia Zalkind-Zemliatchka, véritable furie de la terreur : elle était en 1917-1920, bien avant Kaganovitch, secrétaire du Comité des bolcheviks de Moscou aux côtés de V. Zagorski, I. Zelenski, I. Piatnitski²⁶. Quand on sait que les Juifs constituaient plus du tiers de la population d'Odessa, on ne s'étonne nullement d'apprendre que « dans les institutions révolutionnaires d'Odessa, il y avait un grand nombre de Juifs ». Le président du Conseil révolutionnaire de guerre, puis du Sovnarkom d'Odessa, était V. Ioudovski ; le président du Comité de province du Parti, Ia. Gamarnik²⁷. Ce dernier montera bientôt à Kiev pour y être le président des Comités de province – Comité révolutionnaire, Comité exécutif du Parti, ensuite président des Comités de région, enfin secrétaire du Comité central de Biélorussie, membre du Conseil révolutionnaire de guerre de la région militaire de Biélorussie²⁸. Et que dire de l'étoile montante, Lazare Kaganovitch, le président du Comité de province du Parti de Nijni-Novgorod en 1918 ? En août-septembre, les procès-verbaux relatant les opérations de terreur massive dans la province débutent tous par cette mention : « En présence de Kaganovitch », « Kaganovitch étant présent²⁹ » – et avec quelle vigilance !... Il existe une photo, qui a été publiée par inadvertance et qui porte cette légende : « Photographie du présidium d'une des réunions du Comité de Leningrad, c'est-à-dire du Soviet de Petrograd après la révolution d'Octobre. La majorité absolue à la table du présidium est constituée par des Juifs³⁰. »

25. Bolcheviki : Dokoumenty po istorii bolchevizma s 1903 po 1916 god byveh. Moskovskogo Okhrannogo Otdeleniia [Les bolcheviks : Matériaux pour l'histoire du bolchevisme de 1903 à 1916 de l'ancienne Okhrana de Moscou], présentés par M. A. Tsiavlovski, complétés par A. M. Serebriannikov, New York, Telex, 1990, p. 318.

26. PEJ, t. 5, p. 476.

27. PEJ, t. 6, p. 124.

28. EJR (2^e édition revue et complétée), t. 1, p. 267.

29. Nijegorodski Partarkhiv [Archives du Parti de Nijni-Novgorod], f. 1, op. 1, dossier 66, feuillets 3, 12, etc.

30. *Larine*, p. 258.

Passer en revue tous les noms de ceux qui ont occupé des postes importants, voire souvent des postes-clés, n'est à la portée de personne. Nous citerons à titre d'illustrations quelques noms en essayant de les assortir de quelques détails. — Voici Arkadi Rosengoltz au nombre des acteurs du coup d'État d'Octobre à Moscou ; il fut ensuite membre des Conseils révolutionnaires de guerre de plusieurs corps d'armée, puis de la République ; il fut « le plus proche assistant » de Trotski ; il occupa ensuite toute une série de postes importants : le Commissariat aux Finances, l'inspection des Ouvriers et Paysans (un organe d'inquisition), enfin le Commissariat au Commerce extérieur pendant sept ans. — Semion Nakhimson qui, à la veille d'Octobre, était commissaire des tristement célèbres tirailleurs lettons, fut le féroce commissaire de la région militaire de Iaroslav (il fut tué au cours d'une insurrection dans la ville). — Samuel Zwilling qui, après sa victoire sur l'ataman d'Orenbourg, Doutov, prit la tête du Comité exécutif de la région d'Orenbourg (il fut tué peu après). — Zorakh Grindberg, commissaire à l'Instruction et aux Beaux-Arts de la Commune du Nord, qui prit position contre l'enseignement de l'hébreu, « bras droit » de Lounatcharski. — Voici Evguénia Kogan, l'épouse de Kouibychev : elle était déjà en 1917 secrétaire du Comité du Parti de la région de Samara ; en 1918-19, elle devint membre du Tribunal révolutionnaire militaire de la Volga ; en 1920, elle se retrouve au Comité de ville de Tachkent, puis en 1921 à Moscou où elle devient secrétaire du Comité de ville puis secrétaire du Comité national dans les années 30. — Et voici le secrétaire de Kouibychev, Semion Joukovski : il va de sections politiques en sections politiques des armées ; on le retrouve tantôt au département de la propagande du Comité central du Turkestan, tantôt responsable politique de la Flotte de la Baltique (pour les bolcheviks tout est à portée de main...), tantôt, enfin, au Comité central. — Ou bien ce sont les frères Bieliénki : Abram, à la tête de la garde personnelle de Lénine pendant les cinq dernières années de sa vie ; Grigori, qui passa du Comité d'arrondissement de la Krasnaïa Presnia au poste de responsable de l'agit-prop au Komintern ; Efim : on le trouve au Conseil supérieur de l'Économie nationale, à l'Inspection ouvrière et paysanne (RKI), au Commissariat aux Finances. — Dimanstein, après être passé par le Commissariat européen et la Section européenne, est au Comité central de Lithuanie-Biélorussie, au Commissariat à l'Instruction du Turkestan, puis chef de la Propagande politique d'Ukraine. — Ou bien Samuel Filler, un apprenti apothicaire de la province de Kherson, qui se hissa jusqu'au présidium de la Tcheka de Moscou, puis de la RKI. — Ou encore Anatoli (Isaac) Koltun (« a déserté et émigré aussitôt après », puis est rentré en 1917) : on le trouve et à un poste dirigeant à la Commission centrale de contrôle du

VKP (b) et comme responsable du Parti au Kazakhstan, puis à Iaroslavl, à Ivanovo, puis de nouveau à la Commission de contrôle, ensuite au Tribunal de Moscou – et le voilà soudain à la Recherche scientifique³¹ !

Le rôle des Juifs est particulièrement visible dans les organes de la RSFSR chargés de ce qui constitue le problème crucial de ces années-là, années du communisme de guerre : le *ravitaillement*. Ne regardons que les postes clés. – Moïsei Froumkine : de 1918 à 1922, membre du collège du Commissariat au Ravitaillement de la RSFSR, et à partir de 1921 – en pleine famine – Commissaire suppléant ; il est aussi président du Conseil d'administration du Fonds alimentaire (Glavprodukt) et il a pour assistant I. Rafailov. – Iakov Brandenbourgski-Goldzinski, revenu de Paris en 1917 et devenu aussitôt membre du Comité au Ravitaillement de Petrograd et à partir de 1918 membre du Commissariat ; pendant la guerre civile, chargé de pouvoirs extraordinaires au VTsIK pour les opérations de réquisitions dans plusieurs provinces. – Isaac Zelenski : en 1918-20 à la section du ravitaillement du Soviet de Moscou, puis membre du collège du Commissariat au Ravitaillement de la RSFSR ; on le retrouve plus tard au secrétariat du Comité central et secrétaire pour l'Asie centrale. – Semion Voskov (arrivé d'Amérique en 1917, acteur du coup d'État d'Octobre à Petrograd) : en 1918, commissaire au Ravitaillement pour l'immense région du Nord. – Miron Vladimirov-Cheinfinkel : depuis octobre 1917 à la tête du service de Ravitaillement pour la ville de Petrograd, puis membre du collège du Commissariat au Ravitaillement de la RSFSR ; en 1921 : commissaire au Ravitaillement pour l'Ukraine, puis à l'Agriculture. – Grigori Zousmanovitch, commissaire en 1918 au Ravitaillement de l'armée en Ukraine. – Moïsei Kalmanovitch : fin 1917, commissaire au Ravitaillement du Front de l'Ouest ; en 1919-1920, commissaire au Ravitaillement de la RSS de Biélorussie, puis de la RSS de Lithuanie-Biélorussie, et président d'une commission spéciale au Ravitaillement du Front de l'Ouest (au faîte de sa carrière : président du Conseil d'administration de la Banque centrale d'URSS)³².

Des documents récemment publiés nous instruisent sur la façon dont éclata la grande révolte paysanne de 1921 en Sibérie occidentale, l'insurrection d'Ichim. Après les féroces réquisitions de 1920, alors que la région avait, au 1^{er} janvier 1921, rempli à 102 % le plan de réquisition exigé, le commissaire au Ravitaillement de la province de Tioumen, Indenbaum, institua une semaine supplémentaire pour « parachever » celui-ci, du

31. (rec) Bolcheviki [Les bolcheviks], 1903-1916, p. 340 ; EJR, t. 1, pp. 100-101, 376, 427, 465-466 ; t. 2, pp. 51, p. 61, 321, 482 ; t. 3, p. 306.

32. EJR, t. 1, pp. 160, 250, 234, 483, 502, 533 ; t. 3, p. 260.

1^{er} au 7 janvier, soit la semaine précédant Noël*. Le commissaire aux réquisitions d'Ichim reçut, tout comme les autres, la directive officielle : « Les réquisitions doivent être exécutées sans tenir compte des conséquences, en confisquant, si besoin est, *tout le grain dans les villages* (souligné par moi – A. S.) et en ne laissant au producteur qu'une ration de famine ». Dans un télégramme signé de sa main, Indenbaum exigeait « la plus impitoyable répression et la confiscation systématique du blé qui pourrait encore se trouver là ». Pour former les brigades de réquisition, on enrôlait, non sans l'assentiment d'Ingenbaum, des malfrats, des sous-prolétaires qui n'avaient aucun scrupule à matraquer les paysans. Le Letton Matveï Lauris, membre du Commissariat de province au Ravitaillement, usa de son pouvoir pour son enrichissement et son plaisir personnels : ayant pris ses quartiers dans un village, il se fit amener trente et une femmes pour lui-même et son escouade. Au Xe Congrès du RKP (b), la délégation de Tioumen rapporta que « les paysans qui refusaient de donner leur blé étaient placés debout dans des fosses, arrosés d'eau, et ils mouraient gelés³³ ».

On a appris l'existence de certains individus seulement quelques années plus tard grâce à des notices nécrologiques parues dans les *Izvestia*. Ainsi : « Le camarade Isaac Samoilovitch Kizelstein est mort de tuberculose » ; il avait été mandataire du collège de la Tcheka, puis membre du Conseil révolutionnaire de guerre de la 5^e et de la 14^e armées, « toujours dévoué au Parti et à la classe ouvrière³⁴ ». Et combien en compte-t-on, de ces « obscurs travailleurs » de toutes nationalités, parmi les étrangleurs de la Russie !

Les Juifs bolcheviques portaient souvent, outre leur surnom de révolutionnaire clandestin, des pseudonymes ou des patronymes modifiés. Exemple : dans une notice nécrologique de 1928, décès d'un bolchevik de la première heure, Lev Mikhaïlovitch Mikhaïlov, qui était connu au Parti comme Politikus, autrement dit par un surnom ; son vrai nom, Elinson, il l'a emporté dans la tombe³⁵. Qu'est-ce qui poussa un Aron Roufélévitch à prendre le patronyme ukrainien de Taratut ? Iossif Aronovitch Tarchis avait-il honte de son nom ou bien voulait-il se donner plus de poids en prenant le nom de Piatnitski ? Et que dire des Gontcharov,

33. *Zemlia sibirskaja, dalnievostotchnaja* [Terre sibérienne, extrême-orientale], Omsk, 1993, n°s 5-6 (mai-juin), pp. 35-37.

34. *Izvestia*, 1931, 7 avril, p. 2.

35. *Izvestia*, 1928, 6 mars, p. 5 ; *EJR*, t. 2, pp. 295-296.

* Selon le calendrier julien resté en vigueur dans l'Église orthodoxe, Noël se fête le 7 janvier.

Vassilenko et autres... ? Les considérait-on dans leurs propres familles comme des traîtres ou simplement comme des poltrons ?

Des observations prises sur le vif nous sont restées. I. F. Najjvine consigne les impressions qu'il a reçues tout au début du pouvoir soviétique : au Kremlin, à l'administration du Sovnarkom « règnent le désordre et le chaos. On ne voit que des Lettons et encore des Lettons, des Juifs et encore des Juifs. Je n'ai jamais été antisémite, mais là, il y en avait tant que cela vous sautait aux yeux, et tous plus jeunes les uns que les autres³⁶ ».

Korolenko lui-même, tout libéral et architolérant qu'il fût, lui qui éprouvait une vive sympathie pour les Juifs victimes des pogroms, note dans ses Carnets, au printemps 1919 : « Parmi les bolcheviks, il y a un grand nombre de Juifs et de Juives. Leur manque de tact, leur assurance sont frappants et irritants », « le bolchevisme s'est déjà épuisé en Ukraine, la "Commune" ne rencontre que haine sur son chemin. On voit surgir sans cesse au milieu des bolcheviks – et surtout à la Tchéka – des physionomies juives, et cela exacerbe les sentiments traditionnels, encore très virulents, de judéophobie³⁷ ».

Dès les premières années du pouvoir soviétique, les Juifs sont en surnombre non seulement dans les hautes sphères du Parti, mais aussi, de façon plus remarquable encore et plus sensible pour la population, dans les administrations locales, les provinces et les cantons, aux sphères inférieures, là où s'était implantée la masse anonyme des *Streitbrecher* accourue au secours du nouveau pouvoir encore fragile et qui l'avait consolidé, sauvé. L'auteur du *Livre des Juifs de Russie* écrit : « L'on ne peut pas ne pas évoquer l'action des nombreux bolcheviks juifs qui ont travaillé dans les localités en qualité d'agents subalternes de la dictature et qui ont causé d'innombrables maux à la population du pays » – et il ajoute : « y compris à la population juive³⁸ ».

L'omniprésence des Juifs aux côtés des bolcheviks eut, au cours de ces journées et de ces mois terribles, les plus atroces

36. *Iv. Najjvine*, *Zapiski o revolioutsii* [Notes sur la révolution], Vienne, 1921, p. 93.

37. *P. I. Negretov*, *V. G. Korolenko* ; *Letopis jizni i tvorchestva* [V. G. Korolenko : Chronique de la vie et de l'œuvre, 1917-1921] sous la red. de A. V. Khrabrovitski, Moskva : Kniga, 1990, pp. 97, 106.

38. *G. Aronson*, *Evrejskaïa obschestvennost v Rossii v 1917-1918 gg.* [L'Opinion publique juive en Russie en 1917-1918], PEJ-2, 1968, p. 16.

conséquences. Parmi elles, l'assassinat de la famille impériale, dont, de nos jours, tout le monde parle et où la part des Juifs est aujourd'hui exagérée par les Russes, qui trouvent dans cette pensée déchirante une jouissance mauvaise. Comme il se doit, les Juifs les plus dynamiques (et ils sont nombreux) se trouvaient au plus fort des événements et souvent aux postes de commande. Ainsi pour l'assassinat de la famille du tsar : les gardiens (les assassins) étaient des Lettons, des Russes et des Magyars, mais deux personnages jouèrent un rôle décisif : Philippe Golochtchokine et Iakov Iourovski (lequel avait reçu le baptême).

La décision finale appartenait à Lénine. S'il osa trancher en faveur de l'assassinat (alors que son pouvoir était encore fragile), c'est parce qu'il avait bien prévu et la totale indifférence des Alliés (le roi d'Angleterre, cousin du tsar, n'avait-il pas déjà, au printemps 1918, refusé l'asile à Nicolas II ?) et la funeste faiblesse des couches conservatrices du peuple russe.

Golochtchokine, qui avait été exilé dans la province de Tobolsk en 1912 pour quatre ans et qui, en 1917, se trouvait dans l'Oural, s'entendait à merveille avec Sverdlov : leurs conversations téléphoniques, entre Iékatérinbourg et Moscou, révèlent qu'en 1918 ils se tutoyaient. Dès 1912 (à l'instar, là aussi, de Sverdlov), Goloschiokine était membre du Comité central du Parti bolchevique ; après le coup d'État d'Octobre, il devint secrétaire du Comité de province de Perm et de Iékatérinbourg, puis du Comité de région de l'Oural, autrement dit il était devenu le maître absolu de la région³⁹.

Le projet d'assassinat de la famille impériale mûrissait dans les cerveaux de Lénine et de ses acolytes – tandis que, de leur côté, les deux patrons de l'Oural, Golochtchokine et Bieloborodov (président du Soviet de l'Oural) mijotaient leurs propres machinations. On sait maintenant qu'au début de juillet 1918 Goloschiokine s'était rendu à Moscou dans le but de convaincre Lénine que laisser « s'enfuir » le tsar et sa famille était une mauvaise solution, qu'il fallait carrément ouvertement les exécuter, puis annoncer la chose publiquement. Convaincre Lénine qu'il fallait supprimer le tsar et sa famille n'était pas nécessaire, lui-même n'en doutait pas un seul instant. Ce qu'il craignait, c'était la réaction du

39. (Rec.) Bolcheviki, 1903-1916, p. 13, pp. 283-284.

peuple russe et de l'Occident. Il y avait néanmoins déjà des indices que la chose passerait sans faire de vagues. (La décision dépendrait aussi, évidemment, de Trotski, de Kamenev, de Zinoviev, de Boukharine – mais ils étaient pour l'heure absents de Moscou, et puis leur mentalité, à l'exception de celle, peut-être, de Kamenev, permettait de supposer qu'aucun d'eux n'aurait rien à y redire. Trotski, on le sait, approuvait sans états d'âme. Dans son journal de 1935, il raconte qu'à son arrivée à Moscou il eut une conversation avec Sverdlov. « Je demandai incidemment : "Au fait, où est le tsar ?" – "C'est chose faite, répondit-il. Fusillé." – "Et la famille ?" – "La famille aussi, avec lui." – "Tous ?" demandai-je avec une pointe d'étonnement. – "Tous ! répondit Sverdlov... et alors ?" Il attendait une réaction de ma part. Je ne répondis rien. "Et qui l'a décidé ?" demandai-je. – "Nous tous, ici" – Je ne posai plus de questions, je mis une croix sur le sujet. Au fond, cette décision était plus que raisonnable, elle était nécessaire – non pas simplement dans le but de faire peur, d'épouvanter l'ennemi, de lui faire perdre tout espoir, mais dans le but d'électriser nos propres rangs, de faire comprendre qu'il n'y avait pas de retour en arrière, que nous n'avions devant nous qu'une victoire sans partage ou une mort certaine⁴⁰. »

M. Heifets a recherché qui a pu assister à cet ultime conseil présidé par Lénine ; sans aucun doute : Sverdlov, Dzerjinski ; probablement : Pétrovski et Vladimirski (de la Tcheka), Stouthka (du Commissariat à la Justice) ; peut-être : V. Schmidt. Tel fut le tribunal qui condamna le tsar. Quant à Golochtehokine, il était rentré le 12 juillet à Lékatérinbourg dans l'attente du dernier signal envoyé de Moscou. Ce fut Sverdlov qui transmit l'ultime instruction de Lénine. Et Iakov Iourovski, un horloger, fils d'un criminel qui avait été déporté en Sibérie – où était né le rejeton –, avait été mis en juillet 1918 à la tête de la maison Ipatiev. Ce Iourovski manigançait l'opération et réfléchissait aux moyens concrets de la mener à bien (avec l'aide de Magyars et de Russes, dont Pavel Medvédev, Piotr Ermakov), ainsi qu'à la meilleure façon de faire disparaître les corps⁴¹. (Signalons ici le concours apporté

40. *Lev Trotski, Dnevnik i pisma* [Journaux et lettres], Ermitage, 1986, p. 101.

41. *Mikhail Helfets, Tsareubistvo v 1918 godou* [L'assassinat du tsar en 1918], Moscou-Jérusalem, 1991, pp. 246-247, 258, 268-271.

par P. L. Voïkov, commissaire à l'Approvisionnement de la région, qui fournit des barils d'essence et d'acide sulfurique pour détruire les cadavres.)

Comment se succédèrent les salves meurtrières dans le sous-sol de la maison Ipatiev, lesquels de ces coups de feu furent mortels, qui étaient les tireurs, personne, plus tard, ne put le préciser, pas même les exécutants. Par la suite, « Iourovski se vantait avec aplomb d'avoir été le meilleur : "C'est la balle de mon colt qui a tué raide Nicolas" ». Mais cet honneur-là échut aussi à Ermakov et à son « camarade Mauser⁴² ».

Goloschiokine ne recherchait pas la gloire, et c'est ce nigaud de Biéloborodov qui la lui ravit. Dans les années 20, tout le monde savait que c'était lui, l'assassin numéro un du tsar. En 1936, lors d'une tournée à Rostov-sur-le-Don, au cours d'une Conférence du Parti, il s'en vantait encore du haut de la tribune – tout juste un an avant d'être lui-même fusillé. En 1941, ce fut le tour de Goloschiokine d'être exécuté. Quant à Iourovski, après l'assassinat du tsar, il rejoignit Moscou, y « travailla » une année aux côtés de Dzerjinski (donc, à faire couler le sang) et mourut de mort naturelle⁴³.

En fait, la question de l'origine ethnique des acteurs a constamment jeté son ombre sur la révolution dans son ensemble et sur chacune de ses péripéties. Toutes les participations et complicités, depuis l'assassinat de Stolypine, ont forcément heurté les sentiments des Russes. Oni, mais que dire alors de l'assassinat du frère du tsar, le grand-duc Mikhaïl Alexandrovitch ? Qui furent ses assassins ? Andreï Markov, Gavriil Miasnikov, Nikolai Joujkov, Ivan Kolpaschikov – manifestement, tous des Russes.

Ici, chacun doit – ô combien ! – se poser la question : ai-je éclairé mon peuple d'un petit rayon de bien, ou l'ai-je obscurci de toute la noirceur du mal ?

Voilà donc ce qu'il en est des bourreaux de la révolution. Et qu'en est-il des victimes ? Otages et prisonniers par fournées entières – fusillés, noyés sur des barges bondées : les officiers – des Russes ; les nobles – en majorité des Russes ; les prêtres – des

42. *Ibidem*, p. 355.

43. *Ibidem*, pp. 246, 378-380.

Russes ; les membres des zemstvos – des Russes ; et les paysans fuyant l'enrôlement dans l'Armée rouge, repris dans les forêts – tous des Russes. Et cette intelligentsia russe d'une haute valeur morale, antiantisémite – pour elle aussi, ce fut la male mort et les sous-sols sanglants. Si l'on pouvait aujourd'hui retrouver les noms et dresser les listes, à compter de septembre 1918, de tous les fusillés et noyés au cours des premières années du pouvoir soviétique, si l'on pouvait établir des statistiques, on serait surpris de constater que la révolution n'a nullement manifesté en l'occurrence son caractère internationaliste, mais bel et bien son caractère antislave (en conformité, d'ailleurs, avec les rêves de Marx et Engels.)

Et c'est cela qui a imprimé cette marque profonde et cruelle sur la face de la révolution, c'est cela qui la définit le mieux : *qui* a-t-elle exterminé, emportant ses morts à jamais, sans retour, loin et de cette sordide révolution et de cet infortuné pays, du corps de ce pauvre peuple égaré ?



Pendant tous ces mois-là, Lénine était fort préoccupé du climat de tension qui s'était instauré autour de la question juive. Dès avril 1918, le Conseil des commissaires du peuple de la ville de Moscou et de la région de Moscou avait publié dans les *Izvestia*⁴⁴ (donc pour une plus large audience que la seule région de Moscou) une circulaire adressée aux Soviets « sur la question de la propagande antisémite des fauteurs de pogroms », qui évoquait des « faits s'étant produits dans la région de Moscou et qui rappelaient les pogroms antijuifs » (aucune ville n'était nommée) ; on y soulignait la nécessité d'organiser « des séances spéciales au sein des Soviets sur la question juive et la lutte contre l'antisémitisme », ainsi que « des meetings et des conférences », bref, toute une campagne de propagande. Mais qui, au fait, était le coupable numéro un, à qui fallait-il briser les os ? Mais aux prêtres orthodoxes, bien sûr ! Le premier point prescrivait : « Porter la plus extrême attention à la propagande antisémite menée par le clergé ; prendre les mesures les plus radicales pour enrayer la contre-révolution et la propagande

44. *Izvestia*, 1918, 28 avril, p. 4.

des prêtres » (nous ne nous demandons pas pour l'instant de quelles mesures il s'agissait... mais, en réalité, qui les connaît mieux que nous ?) Puis le point numéro 2 recommandait de « reconnaître comme nécessaire de ne pas créer une organisation de combat juive à part » (on avait alors songé à constituer une garde juive). Le point numéro 4 confiait au Commissariat aux Affaires juives ainsi qu'au Commissariat à la Guerre la mission de prendre « des mesures préventives pour lutter contre les pogroms antijuifs ».

Au plus fort de cette même année 1918, Lénine enregistra sur gramophone un « discours spécial sur l'antisémitisme et les Juifs ». Il y dénonce « la maudite autocratie tsariste qui a toujours lancé contre les Juifs les ouvriers et les paysans incultes. La police tsariste, aidée des propriétaires terriens et des capitalistes, a perpétré des pogroms antijuifs. L'hostilité envers les Juifs n'est vivace que là où la cabale capitaliste a définitivement obscurci l'esprit des ouvriers et des paysans... Il y a parmi les Juifs des ouvriers, des hommes de labeur, ils sont la majorité. Ils sont nos frères, opprimés comme nous par le capitalisme, ils sont nos camarades qui luttent avec nous pour le socialisme... Honni soit le maudit tsarisme !... Honte à ceux qui sèment l'hostilité envers les Juifs ! » – « Des enregistrements de ce discours furent acheminés jusque sur le front, transportés à travers villes et villages à bord de trains spéciaux de propagande qui sillonnaient le pays. Des gramophones diffusaient ce discours dans les clubs, les meetings, les assemblées. Soldats, ouvriers et paysans écoutaient la harangue de leur chef et commençaient à comprendre de quoi il retournait⁴⁵. » Mais ce discours, à l'époque, ne fut pas publié (... par omission intentionnelle ?) ; il ne le fut qu'en 1926 (dans le livre d'Agourski père).

Le 27 juillet 1918 (juste après l'exécution de la famille impériale), le Sovnarkom promulgua une loi spéciale sur l'antisémitisme : « Le Soviet des commissaires du peuple déclare que tout mouvement antisémite est un danger pour la cause de la Révolution des ouvriers et des paysans. » En conclusion (de la main de Lénine lui-même, nous dit Lounatcharski) : « Le Sovnarkom enjoint toutes les députations soviétiques à prendre des mesures radicales pour

45. *Iou. Larine*, *Evreï i antisemitizm v SSSR** [Les Juifs et l'antisémitisme en URSS], pp. 7-8 (avec une référence à : S. Agourski, *Evreiskii rabotchii v kommunisticheskom dvizhenii* [L'ouvrier juif dans le mouvement communiste], Minsk : GIZ, 1926, p. 155).

éradiquer l'antisémitisme. Les fauteurs de pogroms, ceux qui les propagent seront déclarés hors la loi. » Signé : Vl. Oulianov (Lénine)⁴⁶.

Si le sens des mots « hors la loi » a pu échapper sur le moment à certains, dans les mois de la Terreur rouge il apparaîtra clairement, dix ans plus tard, dans une phrase d'un militant communiste – Larine – qui fut lui-même, un temps, commissaire du peuple et même promoteur du « communisme de guerre » : « mettre "hors la loi" les antisémites actifs, c'était les fusiller⁴⁷ ».

Et puis il y a la fameuse réponse de Lénine à Dimanstein en 1919. Dimanstein « voulait obtenir de Lénine qu'on retînt la diffusion du tract de Gorki contenant de telles louanges à l'adresse des Juifs que cela pouvait créer "l'impression que la révolution ne reposait que sur les Juifs et surtout sur les individus issus de la couche moyenne" ». Lénine répliqua – nous l'avons déjà dit – que, sitôt après Octobre, c'étaient les Juifs qui avaient sauvé la révolution en faisant échouer la résistance des fonctionnaires, et par conséquent « l'opinion de Gorki était parfaitement juste⁴⁸ ». *L'Encyclopédie juive* n'en doute pas elle non plus : « Lénine refusa de mettre sous le boisseau la proclamation extrêmement prosémite de M. Gorki, et celle-ci fut diffusée à grand tirage pendant la guerre civile, en dépit du fait qu'elle risquait de devenir un atout entre les mains des antisémites ennemis de la révolution⁴⁹. »

Et elle le devint, bien sûr, pour les *Blancs* qui voyaient deux images se confondre, celle du judaïsme et celle du bolchevisme.

La surprenante indifférence (à courte vue !) des leaders bolcheviques au sentiment populaire et à l'irritation croissante de la population est flagrante quand on voit quelle part les Juifs prirent à la répression dirigée contre le clergé orthodoxe : c'est à l'été 1918 que fut déclenché l'assaut contre les églises orthodoxes de Russie centrale et surtout de la région de Moscou (qui incluait plusieurs provinces), assaut qui ne cessa que grâce à la vague de rébellions des paroisses.

En janvier 1918, les ouvriers qui construisaient la forteresse de

46. *Izvestia*, 1918, 27 juillet, p. 4.

47. *Iou. Larine*, p. 259.

48. V. I. Lénine, *O evreiskom voprose v Rossii* [Sur la question juive en Russie], préface de S. Dimanstein, M., Proletarii, 1924, 3 juillet.

49. PEJ, t. 4, p. 766.

Cronstadt s'insurgèrent et protestèrent : le comité exécutif du Parti, composé « exclusivement d'allogènes », avait désigné pour les tours de garde, en guise de miliciens, des... prêtres orthodoxes, alors que « pas un rabbin juif, pas un mollah musulman, pas un curé catholique, pas un pasteur protestant n'était mis à contribution⁵⁰. » (Notons au passage que jusque sur cette petite île fortifiée de la « prison des peuples » il existait des lieux de culte pour toutes les confessions...)

Un texte intitulé par dérision « Sus aux Juifs ! » parut même jusque dans la *Pravda*, un appel des ouvriers d'Arkangelsk « aux ouvriers et paysans russes conscients de leur sort », dans lequel on lisait : « sont profanées, souillées, pillées » – « exclusivement les églises orthodoxes, jamais les synagogues... La mort par la faim et la maladie emporte des centaines de milliers de vies innocentes parmi les Russes », tandis que « les Juifs ne meurent ni de faim ni de maladie⁵¹ » (il y eut également, au cours de l'été 1918, « une affaire criminelle d'antisémitisme à l'église de Basile le Bienheureux, à Moscou... »).

Quelle folie de la part des militants juifs de s'être mêlés à cette féroce répression exercée par les bolcheviks contre l'orthodoxie, plus féroce encore que contre les autres confessions, à cette persécution des prêtres, à ce déchaînement dans la presse de sarcasmes visant le Christ ! Les plumes russes elles aussi firent assaut de zèle : Demian Bednyi (Efim Pridvorov), par exemple, et il ne fut pas le seul. Oui, les Juifs auraient dû se tenir à l'écart.

Le 9 août 1919, le patriarche Tikhon écrivit au président du VTsIK Kalinine (avec copie au président du Sovnarkom, Oulianov-Lénine) pour demander la mise à pied du magistrat instructeur Chpitsberg, chargé des « affaires » de l'Église : « un homme qui outrage publiquement la croyance religieuse des gens, qui raille ouvertement les gestes rituels, qui, dans la préface au livre *La Peste religieuse* (1919), donne à Jésus-Christ des noms abominables et qui heurte donc profondément mon sentiment religieux⁵² ». Le texte

50. Tserkovnye Vedomosti [Nouvelles de l'Église], 1918, n° 1 (cité d'après M. Agourski. p. 10)

51. *Pravda*, 1919, 3 juillet.

52. Sledstvennoe delo Patriarkha Tikhona [L'instruction du patriarche Tikhon], rec. de documents d'après les matériaux des Archives centrales, M., 2000, doc. n° 58, pp. 600-604.

fut transmis au Petit Sovnarkom d'où vint, le 3 septembre, la réponse : « classer la plainte du citoyen Belavine (le patriarche Tikhon) sans suite⁵³ ». Mais Kalinine se ravisa, adressa une missive secrète au commissaire à la Justice, Krasikov, pour lui dire qu'à son avis il faudrait, « pour des considérations pratiques et politiques... remplacer Chpitsberg par quelqu'un d'autre », étant donné que « l'auditoire au tribunal est vraisemblablement dans sa majorité orthodoxe » et qu'il faut donc « priver les milieux religieux... de leur principal motif de revanche ethnique⁵⁴ ».

Et que dire de la profanation des reliques ? Comment la masse populaire pouvait-elle comprendre un outrage aussi patent, aussi provocant ? « “Les Russes, les orthodoxes auraient-ils pu faire des choses pareilles ?” se disait-on à travers la Russie. “Tout ça, c'est les Juifs qui l'ont manigancé. Ça leur fait ni chaud ni froid, à eux qui ont crucifié le Christ”⁵⁵. » – Et qui est le responsable de cet état d'esprit, si ce n'est le pouvoir bolchevique, en offrant au peuple des spectacles d'une telle sauvagerie ?

S. Boulgakov, qui suivait avec attention ce qu'il advenait de l'orthodoxie sous les bolcheviks, écrivit en 1941 : en URSS, la persécution des chrétiens « a dépassé en violence et en amplitude toutes les précédentes persécutions connues à travers l'Histoire. Certes, il ne faut pas tout imputer aux Juifs, mais il ne faut pas non plus minimiser leur influence⁵⁶ ». – « Se sont manifestées au sein du bolchevisme, par-dessus tout, la force de volonté et l'énergie du judaïsme. » – « La part prise par les Juifs au bolchevisme est, hélas, démesurément grande. Et elle est avant toute chose *le péché du judaïsme contre le Bene-Israel*... Et ce n'est pas “l'Israël sacré”, mais la forte volonté du judaïsme qui, au pouvoir, s'est manifestée dans le bolchevisme et l'écrasement du peuple russe. » – « Bien qu'elle découlât du programme idéologique et pratique du bolchevisme, sans distinction de nationalités, la persécution des chrétiens trouvait ses acteurs les plus zélés parmi les “commissaires” juifs à l'athéisme militant », et avoir mis un Goubelman-Iaroslavski à la

53. GARF, F. 130, op. 4, ed. khr. 94, L. 1. Procès-verbal de la réunion du Petit Conseil du 2 sept. 1920, n° 546.

54. GARF, F. 1235, op. 56, d. 26, l. 43.

55. S. S. Maslov, p. 43.

56. Arch. Serguï Boulgakov *Khristianstvo i evreiskii vopros* [Le Christianisme et la question juive]. Rec., Paris, YMCA Press, 1991, p. 76.

tête de l'Union des Sans-dieu, c'était commettre « à la face de tout le peuple russe orthodoxe un acte... d'effronterie religieuse⁵⁷ ».

Autre effronterie bien ostensible : cette façon de rebaptiser villes et lieux. Coutume, en fait, moins juive que typiquement soviétique. Mais peut-on affirmer que, pour les habitants de Gatchina, le nouveau nom de leur cité – Trotsk – n'avait pas une résonnance étrangère ? De même pour Pavlosk, devenu Sloutsk... Ouritski donne son nom à la place du Palais, Vorovski à la place Saint-Isaac, Volodarski à la Perspective des Fondateurs, Nakhimson à la Perspective Saint Vladimir, Rochal au quai de l'Amirauté, et le peintre de seconde zone Isaac Brodski donne son nom à la si belle rue Saint-Michel...

Ils ne se sentaient plus, la tête leur tournait. À travers l'immensité russe, ça défile : Elisabethgrad devient Zinovievsk... et on y va hardiment ! La ville où le tsar a été assassiné prend le nom de l'assassin : Sverdlovsk.

Il est évident qu'était présente dans la conscience nationale russe, dès 1920, l'idée d'une revanche nationale de la part de Juifs bolcheviques, puisqu'elle figurait même dans les papiers du gouvernement soviétique (elle servit d'argument à Kalinine).

Bien sûr, la réfutation de Pasmanik visait juste : « Pour les personnes méchantes et bornées, tout s'explique on ne peut plus simplement – le *kahal** juif a décidé de s'emparer de la Russie ; ou bien : c'est le judaïsme revanchard qui règle ses comptes à la Russie pour les humiliations subies par le passé⁵⁸. » Bien sûr, on ne saurait expliquer ainsi la victoire et le maintien au pouvoir des bolcheviks. – Mais : si le progrom de 1905 brûle dans la mémoire de ta famille et si, en 1915, on a chassé des territoires de l'Ouest, à coups de cravache, tes frères par le sang, tu peux fort bien, trois ou quatre ans plus tard, vouloir te venger à ton tour par un coup de cravache ou une balle de revolver. Nous n'allons pas chercher à savoir si les Juifs communistes voulaient consciemment se venger de la Russie en anéantissant, en brisant le patrimoine russe, mais nier totalement cet esprit de vengeance serait nier toute relation

57. *Ibidem*, pp. 98, 121, 124.

58. D. S. Pasmanik, *Rousskaïa revolioutsia i evreïstvo* [La Révolution russe et les Juifs], p. 156.

* Ancien organe de direction de la Communauté juive.

entre l'inégalité en droits sous le tsar et la participation des Juifs au bolchevisme, relation qui est constamment évoquée.

Et voici comment I. M. Bickerman, confronté « à ce fait de la participation démesurée des Juifs à l'œuvre de destruction barbare », à ceux qui reconnaissent aux Juifs le droit de se venger des persécutions passées répond en réfutant ce droit : « La responsabilité pour le zèle destructeur de nos coreligionnaires est rejetée sur l'État, lequel, par ses vexations et ses persécutions, aurait poussé les Juifs dans la révolution » : eh bien non, dit-il, car « c'est à la façon dont un individu réagit au mal subi qu'on le distingue de tel autre, et il en va de même pour une collectivité d'hommes⁵⁹ ».

Plus tard, en 1939, embrassant du regard les destinées du judaïsme sous le noir nuage de l'ère nouvelle qui s'annonçait, le même Bickerman écrivit : « La grande différence entre les Juifs et le monde qui les entourait était qu'ils ne pouvaient être que l'enclume, et jamais le marteau⁶⁰. »

Je ne prétends pas creuser ici, dans cet ouvrage limité, les grandes destinées historiques, mais j'émets sur ce point une réserve catégorique : peut-être bien en fut-il ainsi depuis que le monde est monde, mais, à partir de l'année 1918, en Russie, et pendant encore une quinzaine d'années, les Juifs qui ont adhéré à la révolution ont servi également de marteau – du moins une grande partie d'entre eux.

Intervient ici, dans notre recension, la voix de Boris Pasternak. Dans son *Docteur Jivago*, écrit, c'est vrai, après la Deuxième Guerre mondiale, donc après le Cataclysme qui s'est abattu, écrasant et sinistre, sur les Juifs d'Europe et qui a bouleversé toute notre vision du monde – mais, dans le roman lui-même, il est question des années de la révolution –, il parle de « cette façon pudique, sacrificielle, de se tenir à l'écart, qui n'engendre que le malheur », de « leur [i.e. des Juifs] fragilité et de leur incapacité à rendre les coups ».

Pourtant, n'avions-nous pas l'un et l'autre devant les yeux le même pays – à des âges différents, certes, mais nous y avons vécu

59. I. M. Bickerman, *Rossija i rousskoie evreistvo* [La Russie et les Juifs russes], RiE, p. 25.

60. *Id.*, *K samosoznaniou evreja : tchem my byli, tchem my doljny, byl* [Pour la conscience de soi du Juif : qui avons-nous été, qui devons-nous devenir], Paris, 1930, p. 42.

les mêmes années 20 et 30 ? Le contemporain de ces années-là en reste muet d'étonnement : Pasternak n'aurait donc pas vu (je le crois) ce qui se passait ? — Ses parents, son père peintre, sa mère pianiste appartenaient à un milieu juif hautement cultivé, vivant en parfaite harmonie avec l'intelligentsia russe ; lui-même a grandi dans une tradition fort riche déjà, tradition qui conduisit les frères Rubinstein, l'émouvant Levitan, le subtil Guerchenson, les philosophes Frank et Chestov à se donner à la Russie et à la culture russe... Il est probable que ce choix sans ambiguïté, ce parfait équilibre entre vie et service, qui furent les leurs, apparaissaient à Pasternak comme *la norme*, tandis que les écarts monstrueux, effrayants par rapport à cette norme, n'atteignaient point la rétine de son œil.

En revanche, ces écarts ont pénétré le champ de vision de milliers d'autres. Ainsi, témoin de ces années, Bickerman écrit : « La participation trop visible des Juifs aux saturnales bolcheviques attire sur nous le regard des Russes et ceux du monde entier⁶¹. »

Non, les Juifs n'ont pas été la grande force motrice du coup d'État d'Octobre. Celui-ci, au demeurant, ne leur apportait rien, puisque la révolution de Février leur avait déjà accordé une pleine et totale liberté. Mais, après que le coup de force eut lieu, c'est alors que la jeune génération laïcisée changea prestement de monture et se lança avec une assurance non moindre dans le galop infernal du bolchevisme.

Bien évidemment, ce ne sont pas les mélamèdes* qui ont produit cela. Mais la partie raisonnable du peuple juif s'est laissé submerger par les têtes brûlées. Et c'est ainsi qu'est devenue *renégate* une génération presque entière. Et la course était lancée.

G. Landau a recherché les *motifs* qui amenèrent la jeune génération à rejoindre le camp des nouveaux vainqueurs. Il écrit : « Ici entraient en ligne de compte et la rancune à l'égard du vieux monde, et l'exclusion de la vie politique et de la vie russe en général, ainsi qu'un certain rationalisme propre au peuple juif », et « une force de volonté qui, chez les êtres médiocres, peut prendre la forme de l'insolence et de l'arrivisme⁶² ».

61. I. M. Bickerman, RiE, pp. 14-15.

62. G. A. Landau. Revolioucionnye idei v evreiskoi obschestvennosti [Les Idées révolutionnaires dans l'opinion publique juive], RiE, p. 117.

* Ceux qui enseignent la loi juive à titre privé.

D'aucuns cherchent des excuses en guise d'explications : « Les conditions de vie matérielles après le coup d'État d'Octobre créèrent un climat tel que les Juifs furent contraints de rejoindre les bolcheviks⁶³. » Cette explication est largement répandue : « 42 % de la population juive de Russie exerçaient une activité commerciale » ; ils l'ont perdue ; ils se sont retrouvés dans une situation sans issue – où aller ? « Pour ne pas mourir de faim, ils ont été contraints de prendre du service auprès du gouvernement, sans trop regarder au genre de travail qu'on leur demandait. » Il fallut bien entrer dans l'appareil soviétique où « le nombre de fonctionnaires juifs, dès le début de la révolution d'Octobre, fut fort élevé⁶⁴ ».

Ils n'avaient pas d'issue ? Mais les dizaines de milliers de fonctionnaires russes qui ont refusé de servir le bolchevisme avaient-ils où aller ? – Mourir de faim ? Mais comment vivaient les autres ? D'autant plus qu'ils recevaient, eux, de l'aide alimentaire d'organismes comme le Joint, l'ORT*, financés par des Juifs fortunés d'Occident. S'enrôler dans la Tchéka n'a jamais constitué la seule issue. Il en était à tout le moins une autre : ne pas le faire, résister.

Le résultat, conclut Pasmanik, est que « le bolchevisme devint, pour les Juifs affamés des villes, un métier à l'égal des métiers précédents – tailleur, courtier ou apothicaire⁶⁵ ».

Mais, s'il en est ainsi, peut-on encore dire, soixante-dix ans après, en toute bonne conscience : pour ceux « qui ne voulaient pas émigrer aux États-Unis et devenir américains, qui ne voulaient pas émigrer en Palestine pour rester juifs, pour ceux-là, la seule issue était le communisme⁶⁶ » ? Encore une fois – la seule issue ! ?

C'est justement cela qui s'appelle renier sa responsabilité historique !

D'autres arguments ont plus de substance et de poids : « Un peuple qui a subi de telles persécutions » – et ce, tout au long de

63. D. S. Pasmanik, Rousskaia revolioutsia i evreistvo [La Révolution russe et les Juifs], p. 156.

64. D. S. Pasmanik, p. 157.

65. D. Choub, Evrei v rousskoï revolioutsii [Les Juifs dans la révolution russe], LMJR-2, p. 143.

66. Chlomo Avineri, Vozvraschenie v istoriou [Retour à l'histoire] – « 22 », 1990, n° 73, p. 112.

* Obchtchestvo Pemeslennogo Trouda soudé evreiev : Association pour le travail artisanal parmi les Juifs.

son histoire – « ne pouvait pas, dans sa grande majorité, ne pas devenir porteur de la doctrine révolutionnaire et internationaliste du socialisme », car celle-ci « donnait à ses adeptes juifs l'espoir de ne plus jamais être des parias » sur cette terre même, et non plus « dans la chimérique Palestine des grands ancêtres ». Plus loin : « Pendant la guerre civile déjà et tout de suite après, ils se sont montrés plus forts dans la concurrence avec les nouveaux parvenus issus de la population de souche, et ils ont comblé un grand nombre des vides que la révolution avait créés dans la société... Ce faisant, ils ont pour la plupart rompu avec leur tradition nationale et spirituelle », après quoi « tous ceux qui voulaient s'assimiler, surtout la première génération et à l'époque de leur apparition massive, s'enracinèrent dans les couches relativement superficielles d'une culture nouvelle pour eux⁶⁷ ».

On se demande cependant comment il est possible que « les traditions séculaires de cette antique culture se soient révélées impuissantes à contrecarrer l'engouement pour les slogans barbares des révolutionnaires bolcheviques⁶⁸ ». Lorsque « a fondu sur la Russie le socialisme, compagnon de la révolution, non seulement ces Juifs-là ont été portés, nombreux et dynamiques, sur la crête de la vague ravagcuse, mais le reste du peuple juif s'est trouvé privé de toute idée de résistance et invité à regarder ce qui se passait avec une sympathie perplexe, en se demandant, impuissant, ce qui allait en résulter⁶⁹ ». Comment se fait-il que, « dans tous les milieux de la société juive, on ait accueilli la révolution avec enthousiasme, un enthousiasme inexplicable quand on sait de quels désenchantements est faite l'histoire de ce peuple » ? Comment « le peuple juif, rationaliste et lucide, a-t-il pu se laisser aller à l'ivresse de la phraséologie révolutionnaire⁷⁰ » ?

D. S. Pasmanik évoque en 1924 « ces Juifs qui proclamaient haut et fort le lien génétique entre le bolchevisme et le judaïsme, qui se vantaient ouvertement des sentiments de sympathie que la masse

67. D. Churmann, O natsionalnykh fobiiakh [Sur les phobies nationales], – « 22 », 1989, n° 68, n° 68, pp. 149-150.

68. I. O. Lévine, Evrei v revolioutsii [Les Juifs dans la Révolution], RiE, p. 127.

69. Landau, RiE, p. 109.

70. D. O. Linski, O natsionalnom samosoznanii rousskogo evreia [La Conscience nationale du Juif russe], RiE, pp. 145, 146.

du peuple juif nourrissait envers le pouvoir des commissaires⁷¹ ». En même temps, Pasmanik lui-même relevait « les points qui peuvent au premier abord fonder un rapprochement entre bolchevisme et judaïsme... Ce sont : le souci du *bonheur sur terre* et celui de la *justice sociale*... Le judaïsme a été le premier à mettre en avant ces deux grands principes⁷² ».

Nous lisons dans un numéro du journal londonien *Jewish Chronicle* de 1919 (quand la révolution n'était pas encore refroidie) un débat intéressant sur la question. Le correspondant permanent de ce journal, un certain Mentor, écrit qu'il ne sied pas aux Juifs de prétendre qu'ils n'ont aucun lien avec les bolcheviks. Ainsi, en Amérique, le rabbin et docteur Juda Magnès a soutenu les bolcheviks, ce qui signifie qu'il ne considérait pas le bolchevisme comme incompatible avec le judaïsme⁷³. Il écrit encore la semaine suivante : le bolchevisme est en soi un très grand mal, mais, paradoxalement, il représente aussi l'espoir de l'humanité. La révolution française ne fut-elle pas sanglante, elle aussi, et pourtant elle a été justifiée par l'Histoire. Le Juif est idéaliste par nature et il n'est pas étonnant, il est même logique qu'il ait cru aux promesses du bolchevisme. « Il y a grandement matière à réflexion dans le fait même du bolchevisme, dans l'adhésion de nombreux Juifs au bolchevisme, dans le fait que les idéaux du bolchevisme, sur bien des points, rejoignent ceux du judaïsme – dont un grand nombre ont été repris par le fondateur du christianisme. Les Juifs qui réfléchissent doivent examiner tout cela soigneusement. Il faut être insensé pour ne voir dans le bolchevisme que ses aspects rebutants⁷⁴... »

Tout de même, le judaïsme n'est-il pas avant tout reconnaissance du Dieu unique ? Or, cela en soi suffit à le rendre incompatible avec le bolchevisme, négateur de Dieu !

Toujours à la recherche des motifs qui permirent une si large participation des Juifs à l'aventure bolchevique, I. Biekerman écrit : « On pourrait, devant les faits, désespérer de l'avenir de notre peuple – si nous ne savions que, de toutes les contagions, la pire

71. D. S. Pasmanik, RiE, p. 225.

72. D. S. Pasmanik, Rousskaïa revolioutsiia i evreïstvo [La Révolution russe et le judaïsme], p. 129.

73. *Jewish Chronicle*, 28 mars 1919, p. 10.

74. *Ibidem*, 4 avril 1919, p. 7.

est celle des mots. Pourquoi la conscience juive s'est-elle révélée si réceptive à cette infection, la question serait trop longue à développer ici. » Les causes résident « non seulement dans les circonstances d'hier », mais également « dans les idées héritées des temps anciens, qui prédisposent les Juifs à se laisser contaminer par l'idéologie, fût-elle nulle et subversive⁷⁵ ».

S. Boulgakov écrit lui aussi : « Le visage que montre le judaïsme dans le bolchevisme russe n'est en aucune façon le vrai visage d'Israël... Il témoigne, au sein même d'Israël, d'un état de terrible crise spirituelle, pouvant conduire à la bestialité⁷⁶. »

Quant à l'argument selon lequel les Juifs de Russie se sont jetés dans les bras des bolcheviks à cause des vexations subies par le passé, il faut le confronter aux deux autres coups de force communistes survenus au même moment que celui de Lénine, en Bavière et en Hongrie. Nous lisons dans I. Lévine : « Le nombre de Juifs qui servent le régime bolchevique est, dans ces deux pays, très élevé. En Bavière, nous trouvons parmi les commissaires les Juifs E. Leviné, M. Lévine, Axelrod, l'idéologue anarchiste Landauer, Ernst Toller. » « La proportion de Juifs qui ont pris la tête du mouvement bolchevique en Hongrie est de 95 %... Or, la situation des Juifs sur le plan des droits civiques était excellente en Hongrie où il n'existait aucune limitation depuis longtemps déjà ; dans le domaine culturel et économique, les Juifs occupaient une position telle que les antisémites pouvaient même parler d'une emprise des Juifs⁷⁷. » On pourrait ajouter ici la remarque d'un éminent publiciste juif d'Amérique ; il écrit que les Juifs d'Allemagne « ont prospéré et accédé à une position élevée dans la société⁷⁸ ». N'oublions pas à ce propos que le ferment de rébellion qui fut à l'origine des coups de force – dont nous reparlerons au chapitre 16 – avait été introduit par les bolcheviks par l'intermédiaire des « prisonniers rapatriés » farcis de propagande.

Ce qui a réuni tous ces rebelles – et, plus tard, plus loin, par-delà les mers –, c'est une bouffée d'internationalisme révolutionnaire

75. Biekerman, RiE, p. 34.

76. Arch. Sergui Boulgakov, Khristianstvo i evreiskii vopros [Le Christianisme et la question juive], pp. 124-125.

77. Lévine, RiE, pp. 125, 126.

78. Norman Podgorets, Evrei v sovremennom mire [Les Juifs dans le monde moderne] (Int.) BM, n° 86, p. 113.

débridé, un élan vers la révolution, la révolution mondiale et « permanente ». Les rapides succès des Juifs dans l'administration bolchevique n'ont pu être ignorés en Europe et aux États-Unis. Pis même : ils y furent admirés ! Au moment du passage de Février à Octobre, l'opinion publique juive d'Amérique ne mit pas de sourdine à ses sympathies pour la révolution russe.

*

Entre-temps, les bolcheviks menaient diligemment leurs opérations financières à l'étranger, principalement via Stockholm. Depuis le retour de Lénine en Russie, des subsides secrets leur parvenaient, de provenance allemande, à travers la Nya Banken d'Olof Aschberg. Cela n'excluait pas le soutien financier de certains banquiers russes, ceux qui, fuyant la révolution, avaient trouvé refuge à l'étranger mais s'y étaient mués en soutiens bénévoles des bolcheviks. Un chercheur américain, Anthony Sutton, a retrouvé (avec un demi-siècle de retard) des documents d'archives ; il nous apprend que, si l'on en croit un rapport envoyé en 1918 au Département d'État par l'ambassadeur des États-Unis à Stockholm, « parmi ces "banquiers bolcheviques" on trouve le tristement célèbre Dmitri Rubinstein que la révolution de Février avait fait sortir de prison, qui avait gagné Stockholm et s'y était fait l'agent financier des bolcheviks » ; « on trouve également Abram Jivotovski, un parent de Trotski et de Lev Kamenev ». Au nombre des syndicataires il y avait « Denissov, de l'ex-Banque de Sibérie, Kamenka, de la Banque Azov-Don, et Davidov, de la Banque pour le Commerce extérieur. Autres "banquiers bolcheviques" : Grigori Lessine, Shifter, Iakov Berline et leur agent Isidore Kohn⁷⁹ ».

Ceux-là avaient quitté la Russie. D'autres, en sens inverse, quittaient l'Amérique pour rentrer. C'étaient les *revenants*, tous des « révolutionnaires » (les uns depuis longtemps, les autres de fraîche date) qui rêvaient de construire enfin et de consolider le Monde Nouveau du Bonheur universel. Nous en avons parlé au chapitre 14. Ils affluaient, traversant les océans, partant du port de New York pour aller à l'Est ou du port de San Francisco en direction de

79. A. Sutton, *Quel sort à bolchevitskaïa revolioutsiia*, [Wall Street and the Bolchevik Revolution], trad. de l'anglais, M., 1998, pp. 141-142.

l'Ouest, les uns anciens sujets de l'Empire russe, les autres purement et simplement citoyens américains, des enthousiastes ignorant même la langue russe.

En 1919, A. V. Tyrkova-Williams écrivit dans un ouvrage publié alors en Angleterre : « Il y a peu de Russes parmi les meneurs bolcheviques, peu d'hommes imprégnés de culture russe et concernés par les intérêts du peuple russe... Outre des citoyens étrangers, le bolchevisme a recruté des émigrés ayant passé de longues années hors des frontières. Certains n'étaient jamais allés en Russie auparavant. Ils comptaient parmi eux beaucoup de Juifs. Ceux-ci parlaient mal le russe. La nation dont ils s'étaient rendus maîtres leur était étrangère et, de plus, ils se comportaient comme des envahisseurs en pays conquis. » Et si, dans la Russie tsariste, « les Juifs étaient exclus de tous les postes officiels, si les écoles et le service de l'État leur étaient fermés, en revanche, dans la République soviétique, tous les comités et les commissariats étaient emplis de Juifs. Souvent, ils troquaient leur nom juif contre un nom russe... mais cette mascarade ne trompait personne⁸⁰ ».

Cette même année 1919, au cours des Auditions au Sénat de la Commission Overmen, un professeur d'université de l'Illinois, P. B. Dennis, arrivé en Russie en 1917, déclara qu'à son avis – « un avis qui rejoint celui d'autres Américains, d'Anglais, de Français... –, ces gens-là déployèrent en Russie une cruauté, une férocité extrêmes dans leur répression contre la bourgeoisie » (le mot est ici employé sans nuance péjorative, dans son sens premier : les habitants des bourgs). Ou encore : « Parmi ceux qui menèrent "une propagande assassine" dans les tranchées et à l'arrière, il y en avait qui, un ou deux ans auparavant [c'est-à-dire en 1917-1918], vivaient encore à New York⁸¹. »

En février 1920, Winston Churchill s'exprimait dans les pages du *Sunday Herald*. Dans un article intitulé « Sionisme contre bolchevisme : combat pour l'âme du peuple juif », il écrivit : « Nous voyons aujourd'hui cette compagnie de personnalités insignes, surgies de la clandestinité, des sous-sols des grandes cités d'Europe et d'Amérique, qui a agrippé par les cheveux et saisi à la

80. *Ariadna Tyrkova-Williams, From Liberty to Brest-Litovsk*, London, Macmillan and Co., 1919, pp. 297-299.

81. *Overmen*, pp. 22-23, 26-27.

gorge le peuple russe, et s'est imposée en maîtresse incontestée de l'immense Empire russe⁸². »

On trouve beaucoup de noms connus parmi ces gens revenus d'au-delà de l'Océan. Voici M. M. Gruzenberg : il avait séjourné précédemment en Angleterre (où il avait fait la connaissance de Sun-Yat-sen), puis il avait vécu longtemps aux États-Unis, à Chicago où il avait « organisé une école pour les émigrés », et on le retrouve en 1919 consul général de la RSFSR au Mexique (pays sur lequel les révolutionnaires fondaient de grands espoirs : Trotski y débarquera...), puis, la même année, il siège dans les organes centraux du Komintern. Il prend du service en Scandinavie, en Suède ; il se fait arrêter en Écosse. Il refait surface en Chine en 1923 sous le nom de Borodine* avec toute une escouade d'espions : il est le « conseiller politique principal du Comité exécutif du Kuomintang », rôle qui lui permet de favoriser la carrière de Mao-Tsé-toung et de Chou-Enlaï. Cependant, ayant soupçonné Borodine-Gruzenberg de se livrer à un travail subversif, Tchang-Kaï-shek le chasse de Chine en 1927. Revenu en URSS, il traverse indemne l'année 1937 ; pendant la guerre avec l'Allemagne, on le retrouve rédacteur en chef du Bureau d'information soviétique aux côtés de Dridzo-Lozoski. Il sera fusillé en 1951⁸³. (À propos des Juifs bolcheviques fusillés dans les années 30, voir *infra*, chapitre 19.)

Parmi eux également, Samuel Agourski, qui devint l'un des chefs de la Biélorussie ; arrêté en 1938, il purgea une peine de déportation. (Il est le père du regretté M. Agourski, prématurément disparu, qui n'a pas suivi le même chemin que son géniteur, loin de là** !)⁸⁴ — Citons aussi Salomon Slepak, membre influent du Komintern, qui retourne en Russie par Vladivostok où il prend part à des assassinats ; il se rend ensuite en Chine pour tenter d'attirer Sun-Yat-sen dans une alliance avec le communisme ; son fils Vladimir devra s'arracher, non sans fracas, au piège dans lequel était tombé son père dans sa quête de l'avenir radieux du

82. Jerry Muller, *Dialektika traguedli : antisemitizm i kommounizm v Tsentralnoï i Vostochnoï Evrope, Evrejskaïa Tribouna** (La Tribune juive), 1920, n° 10, p. 3.

83. EJR, t. 1, p. 154.

84. *Ibidem*, p. 22.

* Il s'agit du personnage de *La Condition humaine* d'André Malraux.

** Collaborateur du recueil *Des voix sous les décombres*, publié par Alexandre Soljénitsyne en 1974.

communisme⁸⁵. Des histoires comme celle-là, et de plus paradoxales encore, on en compte des centaines.

Ont appliqué également les démolisseurs de la culture juive « bourgeoise ». Parmi eux, les collaborateurs de S. Dimanstein au sein du Commissariat européen : le SR Dobkovski, Agourski (déjà cité), et aussi « Kantor, Shapiro, Kaplan, anciens anarchistes émigrés revenus de Londres et de New York ». L'objectif du Commissariat était de créer un « Centre du mouvement communiste juif ». En août 1918, le nouveau journal communiste en yiddish *Emes* (la Vérité) annonça : « La révolution prolétarienne a commencé rue des Juifs » ; aussitôt démarra une campagne contre les *heders*, les « Talmud-Torah »... En juin 1919, contresignée par S. Agourski et Staline, fut proclamée la dissolution du Bureau central des communautés juives⁸⁶, lesquelles représentaient la fraction conservatrice du judaïsme, celle qui ne s'était pas rangée aux côtés des bolcheviks.



Il n'en reste pas moins vrai que les Juifs socialistes n'étaient pas attirés principalement par les bolcheviks. Seulement voilà : où étaient les autres partis, qu'étaient-ils devenus ? Ce qui permit au Parti bolchevik d'occuper une position exclusive, ce fut la désintégration des vieux partis politiques juifs. Le Bund, les sionistes-socialistes et les sionistes du Poalei s'étaient divisés et leurs leaders avaient rejoint le camp des vainqueurs en reniant les idéaux du socialisme démocratique – ainsi de gens comme M. Rafès, M. Froumkina-Ester, A. Weinstein, M. Litvanov⁸⁷.

Est-ce possible ? Même le Bund, cette organisation archi-belliqueuse à qui même les positions de Lénine ne convenaient pas, qui se montrait si intransigeante sur le principe de l'autonomie culturelle et nationale des Juifs ? Eh bien oui, même le Bund ! « Après l'instauration du pouvoir soviétique, la direction du Bund en Russie s'est scindée en deux groupes (1920) : la droite qui, dans sa

85. *Chaim Potok*, *The Gates of November*, *Chronicles of the Slepak Family*, New York, Alfred A. Knopf, 1996, pp. 37, 44-45.

86. G. Aronson, *Evreiski vopros v epokhon Stalina* [La Question juive à l'époque de Staline], LMJR, pp. 133-134.

87. *Ibidem*, pp. 135-136.

majorité, émigra, et la gauche qui procéda à la liquidation du Bund (1921) et adhéra pour une bonne part au Parti des bolcheviks⁸⁸. » Parmi les anciens membres du Bund, citons l'inalamovible David Zaslavski, celui qui mettra des décennies durant sa plume au service de Staline (il sera chargé de stigmatiser Mandelstam et Pasternak). Également : les frères Leplevski, Israël et Grigori (l'un, d'entrée de jeu, se fera agent de la Tchéka et y restera jusqu'à la fin de ses jours, l'autre occupera dès 1920 un poste élevé au NKVD, puis sera vice-commissaire du peuple, président du Petit Sovnarkom de la RSFSR, puis vice-procureur général de l'URSS (1934-39) ; il sera victime de la répression en 1939. Salomon Kotliar, aussitôt promu Premier secrétaire du comité de province d'Orenbourg, de Vologda, de Tver, du Comité régional d'Orel. Ou encore Abram Heifets : il retourne en Russie après Février 1917, entre au présidium du Comité principal du Bund en Ukraine, est membre du Comité central du Bund ; en Octobre 1917, il est déjà pour les bolcheviks et, en 1919, il figure dans le peloton de tête du Komintern⁸⁹.

Aux gauchistes du Bund vint se joindre la gauche des sionistes-socialistes et du SERP* ; ceux-là entrèrent dès 1919 au Parti communiste. L'aile gauche du Poalei-Tsion fit de même en 1921⁹⁰. En 1926, d'après un recensement interne, on comptait au Parti jusqu'à deux mille cinq cents anciens membres du Bund. Il va sans dire que beaucoup, par la suite, tombèrent sous le couperet : « Sous Staline, la majorité d'entre eux furent victimes de féroces persécutions⁹¹. »

Biekerman s'écrit : « Le Bund, qui s'était donné le rôle de représentant "des masses ouvrières juives", a rejoint les bolcheviks dans sa partie la plus importante et la plus active⁹². »

Dans ses mémoires, David Azbel tente d'expliquer les raisons de cette adhésion en réfléchissant sur l'exemple de son oncle, Aron

88. PEJ, t. 1, p. 560.

89. EJR, t. 1, p. 478 ; t. 2, pp. 78, 163 ; t. 3, p. 286.

90. S. Dimanstein, *Revolioutsionnaïe dvijenie sredi evreev* [Le mouvement révolutionnaire parmi les Juifs] in *Les Révolutionnaires à travers plusieurs essais*, sous la dir. de M. N. Pokrovski, t. 3, liv. 1, M-L, GIZ, p. 215.

91. PEJ, t. 1, p. 560.

92. I. M. Biekerman, *RiE*, p. 44.

* *Sotsial-evreiskaïa rabotchaiâ partia* : Parti ouvrier social juif.

Isaakievitch Weinstein, membre influent du Bund que nous avons évoqué plus haut : « Il avait compris avant tous les autres que son Parti, ainsi que les autres partis socialistes, étaient condamnés... Il avait compris autre chose encore : survivre et continuer à défendre les intérêts des Juifs ne serait possible qu'en rejoignant les bolcheviks⁹³. »

Pour combien d'entre eux les motifs 1) survivre, 2) continuer à défendre les intérêts des Juifs, furent-ils décisifs ? Provisoirement, l'un et l'autre objectifs étaient atteints.

On notera aussi qu'après Octobre les autres partis socialistes, les S.-R. et les mencheviks qui, nous le savons, comptaient nombre de Juifs dans leurs rangs et à leur tête, eux non plus n'ont pas fait front contre le bolchevisme. À peine sensibles au fait que les bolcheviks avaient renvoyé cette Assemblée constituante qu'ils avaient appelée de leurs vœux, ils se sont effacés, ils ont hésité, ils se sont à leur tour divisés, proclamant tantôt leur neutralité dans la guerre civile, tantôt leur intention de temporiser. Quant aux S.-R., ils ont carrément ouvert aux bolcheviks une portion du front de l'Est et se sont employés à démoraliser les arrières des Blancs.

Mais l'on trouve aussi des Juifs parmi les chefs de la résistance aux bolcheviks en 1918 : sur les vingt-six signatures de la « Lettre ouverte des prisonniers sur l'affaire du Congrès ouvrier » rédigée à la prison de la Taganka, pas moins d'un quart sont juives⁹⁴. Or les bolcheviks étaient inpitoyables à l'égard des mencheviks de cette espèce. L'été 1918, R. Abramovitch, important leader menchevik, n'a évité l'exécution capitale que grâce à une lettre adressée à Lénine, d'une prison autrichienne, par Friedrich Adler, celui qui avait abattu en 1916 le Premier ministre autrichien et qui avait été gracié. D'autres aussi se montrèrent stoïques : Grigori Binshtok, Semion Weinstein ; arrêtés à plusieurs reprises, ils finirent par être expulsés hors du pays⁹⁵.

En février 1921, à Petrograd, les mencheviks ont certes soutenu les ouvriers trompés et affamés, ils les ont poussés à protester et à

93. D. Azbel, *Do, vo vremia i posle* [Avant, pendant et après], VM, 1989, n° 104, p. 231.

94. *Nezavisimoie rabotcheie dvijeniie v 1918 godou : Dokumenty i materialy* [Le mouvement ouvrier indépendant], établi par M. Bernstam, Paris, YMCA Press, 1981, pp. 291-293, in *Recherches sur l'Histoire russe contemporaine*.

95. EJR, t.1, pp. 135-136, 199-200.

faire grève – mais sans véritable conviction. Et ils ont manqué d'audace pour prendre la tête de l'insurrection de Cronstadt. Or, cela ne les a nullement mis à l'abri de la répression.

Nous connaissons aussi pas mal de mencheviks passés aux bolcheviks, qui troquèrent une étiquette de parti pour une autre. Ce sont : Boris Maguidov (il devint chef de la section politique dans la 10^e armée, puis de tout le Donbass, secrétaire des comités de province de Poltava, Samara, instructeur au Comité central) ; Abram Deborine, véritable transfuge (il a rapidement grimpé les échelons d'une carrière de « professeur rouge », nous farcissant la tête avec le Matérialisme dialectique et le Matérialisme historique...) ; Alexandre Goïkhbarg (membre du Comité révolutionnaire de Sibérie, accusateur public au procès des ministres de Koltchak, membre du collège du Commissariat à la Justice, puis président du Petit Sovnarkom). D'aucuns ont tenu bon un certain temps, jusqu'à leur arrestation, comme I. Liakhovetski-Maïski⁹⁶ ; les autres, en fort grand nombre, ont été réduits très tôt au silence, dès le procès de l'imaginaire « Bureau unifié des mencheviks » de 1931 (où l'on retrouve Guimmer-Soukhanov qui avait été le concepteur de la tactique du Comité exécutif en mars 1917). Une immense rafle fut organisée à travers toute l'Union pour les appréhender.

Il y eut des transfuges chez les S.-R. : Iakov Lifchitz, par exemple (vice-président de la Tchéka de Tchernigov en 1919, puis de Kharkov, puis président de la Tchéka de Kiev et, au faite d'une carrière rapide, vice-président du Guépéou d'Ukraine). Il y en eut chez les communistes anarchistes, le plus célèbre étant Lazare Kogan (Section spéciale des armées, assistant du chef des armées de la VéTchéka en 1930 – haut responsable du Goulag et, en 1931, chef du chantier de la mer Blanche du NKVD). On rencontre des biographies extrêmement sinueuses : Ilya Kit-Viitenko, lieutenant dans l'armée d'Autriche, fait prisonnier par les Russes et, à partir du moment où les bolcheviks sont au pouvoir, prend ses grades à la Tchéka-Guépéou, puis dans l'armée et, dans les années 30, est l'un des réformateurs de l'Armée rouge. Et *au trou* pendant vingt ans⁹⁷ !

Et qu'en fut-il des sionistes ? Rappelons-nous : en 1906, ils avaient posé et proclamé qu'ils ne pouvaient rester à l'écart du

96. EJR, t. 1, pp. 331, 419 ; t. 2, pp. 221-222, 230.

97. EJR, t. 2, pp. 36, 51-52, 176.

combat des Russes contre le joug de l'Autocratie, et ils s'étaient engagés activement dans ledit combat. Ce qui ne les empêcha point, en mai 1918 (alors que le joug pesait toujours autant), de déclarer que, dans les questions de politique intérieure russe, ils seraient dorénavant neutres, « très évidemment dans l'espoir d'éviter le risque » que les bolcheviks « ne les accusent d'être contre-révolutionnaires⁹⁸ ». Et dans un premier temps – ça a marché. Tout au long de l'année 1918 et durant les six premiers mois de 1919, les bolcheviks les ont laissés tranquilles : ils ont encore pu, à l'été 1918, tenir à Moscou le Congrès panrusse des communautés juives, et des centaines de ces communautés ont eu leur « Semaine palestinienne » ; leurs journaux paraissaient librement et un club de jeunes, le « Heralouts⁹⁹ », fut créé. – Mais, au printemps 1919, les autorités locales entreprirent ici et là d'interdire la presse sioniste, et à l'automne 1919 on mit aux arrêts quelques personnalités marquantes, accusées de faire « de l'espionnage au profit de l'Angleterre ». Au printemps 1920, les sionistes organisèrent à Moscou une Conférence panrusse. Résultat : tous les participants (90 personnes) furent internés à la prison des Boutyrki ; certains furent condamnés, mais la peine ne fut pas appliquée, suite à l'intervention d'une délégation de syndicats juifs arrivée d'Amérique. « Le présidium de la VÉTchéka a déclaré que l'organisation sioniste était contre-révolutionnaire, et son activité est désormais interdite en Russie soviétique... De ce moment a commencé pour les sionistes l'ère de la clandestinité¹⁰⁰. »

M. Heifets, qui est un homme réfléchi, nous rappelle fort à propos ceci : le coup de force d'Octobre n'a-t-il pas coïncidé exactement, pour ce qui est des dates, avec la déclaration Balfour qui jetait les bases d'un État juif indépendant ? Eh bien, qu'advint-il ? : « Une partie de la nouvelle génération juive emprunta la voie de Herzl et de Jabotinski, tandis que l'autre [précisons : la plus grande] a cédé à la tentation et est venue grossir les rangs de la bande à Lénine-Trotsky-Staline. » (Exactement ce que craignait Churchill.) « La voie de Herzl apparaissait alors lointaine, irréaliste, tandis que

98. I. B. Shekhtman, Sovetskaia Rossiia, sionizm i Izrail [Russie soviétique, sionisme et Israël], LMJR-2, p. 31.

99. *Ibidem*, p. 315.

100. S. Hepshtein, Rousskie sionisty v borbe za Palestinou [Les Sionistes russes dans le combat pour la Palestine], LMJR-2, pp. 390-392.

celle de Trotski et Bagristski permettait aux Juifs de gagner une stature immédiate et de devenir immédiatement, en Russie, une nation égale en droits et même privilégiée¹⁰¹. »

Transfuge également, bien sûr, et non des moindres, Lev Mekhlis, du Poalei-Tsion. Sa carrière est bien connue : au secrétariat de Staline, au comité de rédaction de la *Pravda*, à la tête du secteur politique de l'Armée rouge, au Commissariat à la Défense et commissaire au Contrôle d'État. C'est lui qui fit échouer notre débarquement en Crimée de 1942. Au faîte de sa carrière : à l'Orgburo du Comité central. Ses cendres sont scellées dans le mur du Kremlin¹⁰².

Bien sûr, il y eut une part importante des Juifs de Russie à ne pas adhérer au bolchevisme : ni les rabbins, ni les chargés de cours, ni les grands médecins, ni toute une masse de braves gens ne tombèrent dans les bras des bolcheviks. Tyrkova écrit dans le même passage de son livre, quelques lignes plus loin : « Cette prédominance des Juifs au milieu des leaders soviétiques mettait au désespoir ceux des Juifs russes qui, en dépit des cruelles iniquités subies sous le régime tsariste, regardaient la Russie comme la mère-patrie et menaient l'existence commune à toute l'intelligentsia russe, refusant, en communion avec elle, toute collaboration avec les bolcheviks¹⁰³. » – Mais ils n'avaient à l'époque aucune possibilité de se faire entendre publiquement, et les présentes pages sont naturellement emplies non de leurs noms, mais de ceux des vainqueurs, de ceux qui ont bridé le cours des événements.

Deux illustres actes terroristes perpétrés par des bras juifs contre les bolcheviks en 1918 occupent une place à part : l'assassinat d'Ouzritski par Léonid Kannegiesser, et l'attentat contre Lénine de Fanny Kaplan. Là aussi, quoique avec un signe inverse, s'exprima la vocation du peuple juif à être toujours parmi les premiers. Peut-être les coups tirés sur Lénine relevèrent-ils plutôt d'intentions essères*. Mais, pour ce qui est de Kannegiesser (issu de la noblesse héréditaire par son grand-père, il était entré à l'École des élèves-officiers en 1917 ; soit dit en passant, il fut en relations d'amitié avec Serge

101. *Heifets*, « 22 », 1980, n° 14, p. 162.

102. *EJR*, t. 2, pp. 276-277.

103. *Ariadna Tyrkova-Williams*, *op. cit.*, p. 299.

* Socialistes-révolutionnaires (S.-R.).

Essénine), j'admets fort bien l'explication de Mark Aldanov : à la face du peuple russe et de l'Histoire, il était mû par le désir d'opposer aux noms d'Ouritski et de Zinoviev un autre nom juif. C'est le sentiment qu'il exprime dans un billet transmis à sa sœur, à la veille de l'attentat, dans lequel il dit vouloir se venger de la paix de Brest-Litovsk, qu'il a honte de voir les Juifs contribuer à installer au pouvoir les bolcheviks, et qu'il venge aussi l'exécution à la Tchéka de Petrograd de son camarade de l'École d'artillerie.

Il faut toutefois préciser que des études récentes ont révélé que ces deux attentats avaient été perpétrés dans des circonstances suspectes¹⁰⁴. Il y a de fortes présomptions que Fanny Kaplan n'a nullement tiré sur Lénine, mais qu'elle a été appréhendée « pour clore l'enquête » : une coupable commode, de hasard. Il y aurait aussi une hypothèse selon laquelle les autorités bolcheviques auraient elles-mêmes créé les conditions nécessaires pour que Kannegiesser puisse tirer son coup de feu. De cela je doute fort : pour quelle provocation les bolcheviks auraient-ils sacrifié leur enfant chéri, président de la Tchéka ? Une chose, toutefois, est troublante : comment se fait-il que plus tard, en pleine Terreur rouge, alors qu'on passait par les armes, à travers tout le pays, des milliers d'otages innocents, totalement étrangers à l'affaire, toute la famille Kannegiesser fut libérée de prison et autorisée à émigrer ?... On ne reconnaît pas là la griffe bolchevique ! Ou bien serait-ce l'intervention d'un bras très long auprès des instances soviétiques les plus haut placées ? – Une publication toute récente nous apprend que les parents et amis de L. Kannegiesser avaient même élaboré un plan d'attaque armée contre la Tchéka de Petrograd pour libérer leur prisonnier, et que tous, à peine arrêtés, furent libérés et restèrent vivre à Petrograd sans être inquiétés. Une telle clémence de la part des autorités bolcheviques s'explique peut-être par leur souci de ne pas se fâcher avec les milieux juifs influents de Petrograd. La famille Kannegiesser avait gardé sa foi judaïque et la mère de Léonid, Rosalia Edouardovna, déclara lors d'un interrogatoire que son fils avait tiré sur Ouritski parce que celui-ci « s'était détourné du judaïsme¹⁰⁵ ».

104. B. Orlov, *Mif o Fanni Kaplan* [Le mythe de Fanny Kaplan], ME, 1975, n° 2 ; G. Nilov, Ouritski, Veldarski et autres, *Strana i Mir*, Munich, 1989, n° 6.

105. *Nikolai Koniaev*, *On oubival, slovno pisal stikhotvorenie* [Il tuait comme il aurait écrit des vers], Don, pp. 241, 250-252.

Mais voici un nom juif qui n'a pas jusqu'à présent obtenu la célébrité méritée : Alexandre Abramovitch Vilenkine, héros de la lutte clandestine contre les bolcheviks. Engagé volontaire dans les hussards à dix-sept ans, en 1914, il a été décoré à quatre reprises de la Croix de Saint-Georges, promu officier, puis, à la veille de la révolution, il devient capitaine de cavalerie ; en 1918, il adhère à l'organisation clandestine Union pour la défense de la Patrie et de la Liberté ; il est appréhendé par la Tchéka au moment où, l'organisation ayant été découverte, il s'attardait à détruire des documents compromettants. Concentré, intelligent, énergique, intransigeant à l'égard des bolcheviks, il sut insuffler aux autres l'esprit de résistance. Fusillé par les bolcheviks – cela va sans dire. (Les informations sur lui nous viennent de son compagnon d'armes dans la clandestinité en 1918, et aussi de son compagnon de cellule en 1919, Vassili Fiodorovitch Klementiev, capitaine dans l'armée russe¹⁰⁶.)

Ces combattants contre le bolchevisme, quelles que fussent leurs motivations, nous vénérons leur mémoire en tant que Juifs. Nous déplorons qu'ils aient été si peu nombreux, comme furent trop peu nombreuses les forces unies blanches pendant la guerre civile.

*

Un phénomène très prosaïque et tout à fait nouveau vint renforcer la victoire des bolcheviks. Ceux-ci occupaient des postes importants d'où découlaient de nombreux avantages, notamment la jouissance, dans les deux capitales, d'appartements « vides » libérés par leurs propriétaires, « ci-devant » maintenant en fuite. Dans ces appartements pouvait venir vivre toute une parentèle affluant de l'ancienne Zone de résidence. Ce fut là un véritable « exode » ! G. A. Landau écrit : « Les Juifs ont gravi les marches du pouvoir et ont occupé quelques "sommets"... De là, il est normal qu'ils aient fait venir (comme cela se produit partout, dans tout milieu) leurs parents, amis, compagnons de jeunesse... Un processus parfaitement naturel : l'octroi de fonctions à des gens que l'on connaît, en qui l'on a confiance, que l'on protège. ou qui tout simplement

106. V. F. Klementiev, V bolchevitskoï Moskvě : 1918-1920 [Dans la Moscou des bolcheviks], M., Rousski Poul (Mémoires russes, série : Notre passé proche, liv. 3).

quémandent vos faveurs. Ce processus a multiplié le nombre de Juifs dans l'appareil d'État soviétique¹⁰⁷. » Nous ne dirons pas combien l'épouse de Zinoviev, Lilina, fit ainsi venir de parents et de proches, ni combien Zinoviev distribua de postes aux « siens ». Eux sont le point de mire, mais l'afflux, pour ne pas avoir été remarqué sur l'instant, fut énorme et concerne des dizaines de milliers de personnes. Les gens transmigrèrent en masse d'Odessa à Moscou. (Sait-on que Trotski lui-même gratifia son père, qu'il aimait modérément, d'un sovkhoze dans la banlieue de Moscou ?)

On peut suivre ces migrations au fil des biographies. Ainsi celle de David (ne pas confondre avec Mark) Azbel. En 1919, encore gamin, il quitte Tchernigov où il est né pour venir à Moscou où habitent déjà ses deux tantes. Il vit d'abord chez l'une, Ida, « riche marchande de la Première Guilde », dont le mari était rentré d'Amérique, puis chez l'autre, Liolia, logée dans la Première Maison des Soviets (le National) avec tout le gratin soviétique. Leur voisin Ulrich, qui s'illustrera plus tard, disait en plaisantant : « Pourquoi n'ouvre-t-on pas une synagogue au National où ne vivent que des Juifs ? » Toute une élite soviétique quitte alors Saint-Pétersbourg pour s'installer dans la Deuxième Maison des Soviets (le Métropole), dans la Troisième (le Séminaire, rue Bojedomski), dans la Quatrième (rue Mokhovaïa/Vozdvijenka) et dans la Cinquième (rue Chérémétievski). Ces locataires reçoivent d'un centre de distribution spécial d'abondants colis : « caviar, fromages, beurre, esturgeon fumé ne faisaient jamais défaut sur leur table » (nous sommes en 1920). « Tout était spécial, conçu spécialement pour la nouvelle élite : jardins d'enfants, écoles, clubs, bibliothèques. » (En 1921-22, année de la famine meurtrière sur la Volga et de l'aide de l'ARA*, dans leur « école modèle, la cantine s'alimentait à la fondation ARA et servait des petits déjeuners américains : riz au lait, chocolat chaud, pain blanc et œufs sur le plat ».) Et « personne ne se souvenait que, la veille encore, on vociférait dans les salles de classe qu'il fallait pendre haut et court les bourgeois à la lanterne ». « Les gosses des maisons voisines haïssaient

107. Landau, RiE, p. 110.

* American Relief Administration (1919-1923) : la commission Hoover porta secours aux victimes de la famine de 1922 en Russie.

ceux des "Maisons soviétiques" et, à la première occasion, leur tombaient dessus. »

Survint la NEP. Les locataires du National emménagèrent alors dans des appartements cossus ou des pavillons ayant auparavant appartenu à des aristocrates ou à des bourgeois. En 1921 : « passer l'été à Moscou, où l'on étouffe ? », non, on vous invite dans une ancienne demeure de maître, aujourd'hui confisquée, dans les environs de Moscou. Là, « tout est en l'état, comme du temps des anciens propriétaires »... à cette différence près qu'on érige de hautes clôtures autour de ces maisons, qu'on poste des gardes à l'entrée... Les épouses des commissaires se mettent à fréquenter les meilleures villes d'eaux d'Occident. On voit se développer, à la faveur de la pénurie ambiante, de la misère et du recel des denrées, un commerce de seconde main et tout un trafic de marchandises. « Ayant acheté pour une bouchée de pain tout un lot de denrées à des marchands qui émigraient, tante Ida et oncle Micha les revendirent sous le manteau » et devinrent ainsi « probablement les gens les plus riches de tout Moscou ». – Toutefois, en 1926, ils écopèrent de cinq ans de prison « pour contre-révolution économique », auxquels s'ajoutèrent, à la fin de la NEP, dix années de camp¹⁰⁸.

Citons encore : « Lorsque les bolcheviks sont devenus "le gouvernement", toutes sortes d'individus issus du sous-prolétariat juif les rejoignirent, désirant recevoir leur part du gâteau¹⁰⁹. » – Et comme étaient interdits le commerce libre et l'entreprise privée, beaucoup de familles juives virent leur quotidien grandement modifié : « Les personnes d'âge mûr déchurent pour la plupart, tandis que les plus jeunes, débarrassés de tout "lest" spirituel et social, en faisant carrière purent entretenir leurs aînés... D'où le nombre excessif de Juifs dans l'appareil d'État soviétique. » Remarquons : l'auteur ne justifie pas ce processus en le qualifiant d'« unique issue », il constate avec affliction l'aspect qui compte : « Ce processus destructeur ne rencontra pas la résistance qu'il eût fallu dans le milieu juif », au contraire, il y trouva « des exécutants volontaires et un climat de sympathie¹¹⁰ ».

108. D. Azbel, ME, 1989, n° 104, pp. 192-196, 199, 203, 209, 223, 225-226.

109. V. S. Mandel, RiE., p. 200.

110. Landau, RiE., pp. 111-112.

C'est ainsi que nombre de Juifs firent leur entrée dans la classe dirigeante soviétique.

Or, ce processus, tout occulte qu'il fût, pouvait-il passer inaperçu des couches sociales russes défavorisées ?

Et comment pouvait réagir l'homme de la rue ? Soit par des quolibets : « Rosa du Sovnarkhoz », « le mari de Khaïka de la Tchéka ». Ou par des histoires drôles, de celles qui ont inondé la Russie dès 1918 : « Le thé Vyssotski, le sucre Brodski, la Russie Trotski. » Et, en Ukraine, cela donnait : « Hop ! ouvriers de la moisson / Tous les Juifs sont des patrons ! »

Et l'on se mit à chuchoter un nouveau slogan : « Les Soviëts sans les Juifs ! »

Les co-auteurs du recueil *La Russie et les Juifs* s'alarmèrent en 1924 : il est clair que « tous les Juifs ne sont pas bolcheviques et tous les bolcheviks ne sont pas juifs, mais point n'est besoin aujourd'hui de prouver la part énorme, la participation zélée des Juifs au martyre imposé à une Russie exsangue par les bolcheviks. Ce qu'il faut au contraire essayer d'élucider posément, c'est comment cette œuvre de destruction s'est réfractée dans la conscience du peuple russe. Les Russes n'avaient jusqu'alors jamais vu de Juifs aux commandes¹¹¹ ».

Ils en voyaient aujourd'hui à chaque pas. Investis d'un pouvoir féroce et illimité.

« Pour répondre à la question de la responsabilité que porte le judaïsme dans l'apparition des Juifs bolcheviques, nous devons d'abord considérer la psychologie des non-Juifs, celle de tous ces Russes qui pâtirent directement des atrocités commises... Les acteurs juifs de la vie publique qui désirent prévenir toute nouvelle sanglante tragédie, sauver les Juifs de Russie de nouveaux pogroms, doivent tenir compte de ce fait¹¹². » Il faut « comprendre la psychologie des Russes qui se retrouvèrent soudain soumis à l'autorité d'une engeance mauvaise, arrogante, fruste, sûre d'elle-même et impudente¹¹³ ».

Ce n'est pas aux fins de régler des comptes qu'il faut se souvenir de l'Histoire. Ni pour ressasser des accusations mutuelles. Mais

111. I. M. Biekerman, RiE, p. 22.

112. D. S. Pasmanik, RiE, p. 212.

113. D. S. Pasmanik, Rousskaïa revolioutsia i evreïstvo [La Révolution russe et le judaïsme], p. 200.

pour comprendre comment, par exemple, il a pu se faire que des couches importantes d'une société juive parfaitement correcte aient toléré une énorme participation de Juifs à la montée en puissance (1918) d'un État qui n'était pas seulement insensible au peuple russe, étranger à l'histoire russe, mais qui, de surcroît, infligeait à la population tous les débordements de la *terreur*.

La présence de Juifs aux côtés des bolcheviks pose question *non pas* parce qu'elle induirait une origine étrangère de ce pouvoir. Quand nous évoquons l'abondance de noms juifs dans la Russie révolutionnaire, nous brossons un tableau qui n'a rien d'inédit : combien, en effet, de noms germaniques et baltes ont figuré, pendant un siècle et demi à deux siècles, dans l'administration tsariste ? La vraie question est : dans quelle direction ce pouvoir œuvrait-il ?

D. S. Pasmanik nous livre cependant cette réflexion : « Que tous les Russes capables de réfléchir s'interrogent : le bolchevisme, même avec Lénine à sa tête, aurait-il triomphé s'il y avait eu en Russie une paysannerie rassasiée, instruite et possédant des terres ? Tous les "Sages de Sion" réunis auraient-ils pu, même avec un Trotski à leur tête, faire advenir le grand chaos en Russie¹¹⁴ ? » Il a raison : ils ne l'auraient jamais pu.

Mais les premiers à se poser la question devraient être les Juifs plus que les Russes. Cet épisode de l'Histoire devrait les interpeller aujourd'hui encore. C'est dans un esprit d'analyse clairvoyante de l'Histoire qu'il conviendrait d'élucider la question que pose la participation massive des Juifs à l'administration bolchevique et aux atrocités commises par celle-ci. Il n'est pas recevable d'éluder la question en disant : c'était la racaille, des renégats du judaïsme, nous n'avons pas à répondre pour eux.

D. S. Chturmann a raison de me rappeler mes propres propos sur les leaders communistes de n'importe quelle nation : « ils se sont tous détournés de leur peuple pour verser dans l'inhumain¹¹⁵ ». Je le crois. Mais Pasmanik avait raison d'écrire dans les années 20 : « Nous ne pouvons nous borner à dire que le peuple juif ne répond pas des actes commis par l'un ou l'autre de ses membres. Nous

114. *Ibidem*, p. 157.

115. *Dora Chturmann*, *Gorodou i mirou* [Urbi et orbi], Paris-New York, Troisième vague, 1988, p. 357.

répondons pour Trotski tant que nous ne nous sommes pas désolidarisés de lui¹¹⁶. » Or, se désolidariser ne signifie pas se détourner, au contraire, cela signifie rejeter les *actes*, jusqu'au bout, et en tirer la leçon.

Je me suis longuement penché sur la biographie de Trotski et je me range à l'idée qu'il n'avait pas de grands attachements spécifiquement juifs, c'était au contraire un internationaliste fanatique. Est-ce à dire qu'un compatriote comme lui est plus facile à incriminer que les autres ? Mais, dès que son étoile monte, à l'automne 1917, Trotski devient, pour beaucoup trop de gens, un sujet de fierté, et, pour la gauche radicale des Juifs d'Amérique, une véritable idole.

Que dis-je, d'Amérique ? Mais de partout ailleurs aussi ! Il y avait dans le camp où j'étais interné, dans les années 50, un jeune homme, Vladimir Guershouni, socialiste fervent, internationaliste, qui avait gardé la pleine conscience de sa judéité ; je l'ai revu dans les années 60, après notre libération, et il m'a confié ses notes. J'y ai lu que Trotski était le Prométhée d'Octobre pour la seule et unique raison qu'il était juif : « Il a été un Prométhée non point parce qu'il était né tel, mais parce qu'il était un enfant du peuple-Prométhée, ce peuple qui, s'il n'était attaché au rocher de la méchanceté obtuse par les chaînes d'une hostilité patente et latente, aurait fait beaucoup plus encore qu'il n'a fait pour le bien de l'humanité. »

« Tous les historiens qui réprouvent la participation des Juifs à la révolution ont tendance à ne pas reconnaître en ces Juifs-là leur caractère national. Ceux, au contraire, et notamment les historiens israéliens, qui voient dans l'hégémonie juive une victoire de l'esprit judaïque, ceux-là exaltent leur appartenance à la judéité¹¹⁷. »

C'est dès les années 20, dès la fin de la guerre civile, que se firent entendre des arguments tendant à disculper les Juifs. I. O. Lévine les passe en revue dans le recueil *La Russie et les Juifs* (les Juifs bolcheviques n'ont pas été si nombreux que cela..., il n'y a pas de raison que tout un peuple réponde des actes de quelques-uns..., les Juifs étaient persécutés dans la Russie tsariste..., pendant

116. D. S. Pasmanik, *Rousskaia revolioutsia i evreïstvo* [La Révolution russe et le judaïsme], p. 11.

117. Sonja Margolina, *Das Ende der Lügen : Russland und die Juden im 20 Jahrhundert*, Berlin, Siedler Verlag, 1992, pp. 99-100.

la guerre civile les Juifs durent fuir les pogroms en cherchant refuge auprès des bolcheviks, etc.), et il les récuse en faisant valoir qu'il ne s'agit pas là d'une responsabilité criminelle, laquelle est toujours individuelle, mais d'une responsabilité *morale*¹¹⁸.

Pasmanik jugeait impossible d'être lavé d'une responsabilité morale, mais il se consolait en disant : « Pourquoi la masse du peuple juif devrait-elle répondre des turpitudes de certains commissaires ? C'est profondément injuste. Cependant, admettre qu'il y a pour les Juifs une responsabilité collective, c'est reconnaître l'existence d'une nation juive à part. Dès l'instant où les Juifs cesseront d'être une nation, du jour où ils seront des Russes, des Allemands, des Anglais de confession judaïque, c'est alors qu'ils s'affranchiront du carcan de la responsabilité collective¹¹⁹. »

Or, le *xx^e* siècle nous a justement appris à reconnaître la nation hébraïque en tant que telle, avec son ancrage en Israël. Et la responsabilité collective d'un peuple (du peuple russe aussi, bien sûr) est indissociable de sa capacité à se construire une vie moralement digne.

Oui, ils foisonnent, les arguments qui expliquent pourquoi les Juifs se sont rangés aux côtés des bolcheviks (et nous en examinerons d'autres, très solides, quand nous parlerons de la guerre civile). Néanmoins, si les Juifs de Russie ne gardent mémoire de cette période que pour se justifier, cela voudra dire que le niveau de leur conscience nationale a baissé, que cette conscience se sera perdue.

Les Allemands pourraient eux aussi récuser leur responsabilité pour la période hitlérienne en disant : ce n'étaient pas de vrais Allemands, c'était la lie de la société, ils ne nous ont pas demandé notre avis... Mais tout peuple répond de son passé jusque dans ses périodes ignominieuses. Comment répondre ? En s'efforçant de le conscientiser, de le comprendre : comment une telle chose a-t-elle pu se produire ? où réside *notre* faute ? y a-t-il un danger que cela se renouvelle ?

C'est dans cet esprit que le peuple juif doit répondre et de ses révolutionnaires assassins et des colonnes d'individus bien disposés qui se mirent à leur service. Il ne s'agit pas ici de répondre devant

118. I. O. Lévine, *RiE*, p. 123.

119. D. S. Pasmanik, p. 198.

les autres peuples, mais devant soi-même, devant sa conscience et devant Dieu. Tout comme nous autres, Russes, devons répondre et des pogroms, et de nos paysans incendiaires, insensibles à toute pitié, et de nos soldats rouges tombés dans la démence, et de nos matelots transformés en bêtes fauves. (J'ai parlé d'eux avec assez de relief, me semble-t-il, dans *La Roue rouge*, et j'ajouterai ici un exemple : le garde rouge A. R. Bassov, chargé d'escorter Chingariov* – cet homme épris de justice, intercesseur populaire –, commence par rasler de l'argent à la sœur du prisonnier – comme pourboire et pour financer son transfert de la forteresse Pierre et Paul à l'hôpital Mariinski –, puis, quelques heures après, dans la même nuit, il conduit à l'hôpital des matelots qui abattent froidement Chingariov et Kokochkine^{120**}. Chez cet individu – que de traits bien de chez nous !!)

Répondre, oui, comme on répond pour un membre de sa famille.

Car si l'on nous décharge de toute responsabilité pour les actes de nos compatriotes, c'est la notion même de *nation* qui perd alors toute véritable signification.

120. A. I. Chingariova, postface à Dnevnik A. I. Chingariova, *Kak eto bylo : Petropavloskaia krepost* [Journal de la forteresse Pierre et Paul, 27 nov. 1917-5 janv. 1918], 2^e éd., M., 1918, pp. 66-68.

* 1869-1918 ; publiciste, médecin, l'un des leaders des Cadets (K.D.), député à la Douma en 1917, abattu par les terroristes.

** 1871-1918, juriste, leader du parti Cadet, député à la Douma en 1917, abattu lui aussi par les terroristes.

Chapitre 16

DANS LA GUERRE CIVILE

Trotsky s'était flatté un jour que, « jusque » dans son wagon révolutionnaire, « il trouvait le temps », en pleine guerre civile, de se familiariser avec les nouveautés de la littérature française.

Il ne se rendait pas bien compte de ce qu'il disait. Ce n'est pas le temps qu'il trouvait, mais de la place dans son cœur : il lui restait dans son cœur un tel espace entre les appels « aux marins révolutionnaires » ou aux détachements de l'Armée rouge recrutés de force, et l'ordre qu'il avait donné de fusiller un soldat sur dix dans les détachements susceptibles de flancher, sans qu'il prît la peine d'assister à l'exécution de cet ordre.

À travers les vastes plaines de la Russie, il menait une guerre sanglante sans être le moins du monde ému ni par les souffrances inouïes des habitants de ce pays, ni par leurs malheurs, mais, porté par les ailes de l'ivresse internationaliste, il était bien au-dessus, bien au-dessus de tout cela.

La révolution de Février avait été une révolution russe : à l'emporte-pièce, erronée, fatale, elle n'avait pas eu l'intention de détruire tout ce qui précédait, de réduire à néant la Russie entière et son histoire. Sitôt après Octobre, la révolution s'est muée en révolution *internationale*, essentiellement destructrice, — elle se nourrissait en phagocytant, en annihilant tout ce qui, de l'Ancien Régime, se trouvait à portée : jeter à bas tout ce qui avait été construit ; réquisitionner tout ce qu'on avait fait pousser ; fusiller tout ce qui résistait. Les Rouges n'avaient qu'une idée : expérimenter le grand projet de société prévu pour être repris, étendu, réalisé à l'échelle mondiale.

Le coup d'État d'Octobre, si aisé à ses impétueux débuts, s'est alors mué en une terrible guerre civile qui, trois années durant, a apporté à tous les habitants de Russie des malheurs aussi sanglants qu'innombrables.

L'idéologie et la politique inhumaines des Rouges sont venues se superposer à la structure multinationale de l'ancien Empire et à l'abandon irréflecti de la Grande Guerre. Dans la première révolution française, sur un territoire uninationnel, exception faite de la brève incursion des armées ennemies, aucun étranger ne s'était trouvé impliqué. Cette révolution, avec toutes ses horreurs, fut d'un bout à l'autre nationale. Notre révolution à nous a reçu de surcroît le sceau terrible de la fureur multinationale : la participation massive des Lettons rouges (citoyens russes), des anciens prisonniers de guerre allemands et autrichiens, regroupés comme les Hongrois par régiments entiers, auxquels s'ajouta un nombre non négligeable de Chinois. Bien sûr, la grande masse des combattants rouges était constituée par les Russes, les uns mobilisés de force sous peine d'être fusillés, les autres poussés par la croyance démente qu'ils portaient à la conquête d'un avenir radieux. Et, dans cette bigarrure, les Juifs – citoyens russes – ne furent pas non plus tout à fait absents.

Les Juifs russes politiquement actifs, ceux qui avaient soutenu le pouvoir civil des bolcheviks à la fin de 1917, se ruèrent à présent dans les structures militaires bolcheviques. Au cours des premières années suivant Octobre, dans l'enivrement de l'internationalisme, le pouvoir dans cet immense pays tomba de lui-même entre les mains de ceux qui avaient adhéré au bolchevisme – les abasourdissant par son caractère illimité : et ces derniers (au nom d'un idéal élevé, bien sûr, mais chez tels autres au nom d'idéaux moins respectables : « chez les uns un fanatisme exarcebé, chez les autres une aptitude au conformisme¹ » se sont mis à user de ce pouvoir sans vergogne ni crainte d'être contrôlés. Que la guerre civile allait susciter dès 1919 dans tout le Sud des pogroms inouïs par leur cruauté et le nombre des victimes, nul n'aurait pu alors l'imaginer.

Ce que signifia cette guerre multinationale, nous pouvons en

1. G. A. Landau, *Revolioutsionnye idei v evrejskoj obščestvennosti* [Les idées révolutionnaires dans les milieux politiques juifs] in RiE, p. 117.

juger par le pogrom rouge qui suivit l'écrasement de la révolte de Cronstadt, en mars 1921. Écoutons ce qu'en dit un fameux sociologue, membre du parti des socialistes-révolutionnaires : « Pendant trois jours, la racaille lettonne, bachkire, hongroise, tatare, russe, juive et autres, libre de tout frein, devenue folle dans sa soif de sang et d'alcool, s'est mise à tuer et à violer². »

Ou des témoins anonymes. Le jour de l'Épiphanie 1918, à Toula, une procession orthodoxe sort des portes du kremlin ; « un détachement internationaliste » la mitraille à bout portant.

Mais la garde rouge, avec ses implacables détachements multinationaux, ne suffisait plus. Le pouvoir bolchevique avait besoin d'une armée régulière. En 1918, « Léon Trotski, avec l'aide de Sklianski et de Jacob Sverdlov, créa l'Armée rouge ». Dans ses rangs, les combattants juifs étaient nombreux. « Plusieurs unités de l'Armée rouge étaient composées entièrement de Juifs, comme, par exemple, la brigade commandée par Joseph Fourman³. » Dans le commandement de l'Armée rouge, la part des Juifs crût en nombre et en importance jusqu'à de nombreuses années après la guerre civile. Cette participation des Juifs a fait l'objet d'études de maints auteurs juifs, et est mentionnée dans plusieurs encyclopédies juives.

Dans les années 80, le chercheur israélien Aron Abramovitch, en utilisant de nombreuses publications soviétiques – *Cinquante Ans des forces armées de l'URSS*, *L'Encyclopédie historique soviétique*, les recueils sur *Le Haut-Commandement des fronts de l'Armée rouge*, d'autres encore –, a établi des listes détaillées des Juifs qui avaient occupé des postes de commandement dans l'Armée rouge depuis la guerre civile jusqu'à la Seconde Guerre mondiale comprise, en précisant les dates auxquelles tel poste fut occupé par tel ou tel officier.

Feuilletons les pages consacrées par A. Abramovitch à la guerre civile⁴. Ce sont de vastes listes, à commencer par les membres du Conseil militaire révolutionnaire de la République (à part Trotski et E. Sklianski, en faisaient partie A. Rosenholz, J. Drabkine-Goussev). Sur ordre de Trotski

2. *Pitirim Sorokin*, *Leaves from a Russian diary*, New York, 1925, p. 267.

3. PEJ, Jérusalem, 1976, t. 1, p. 686.

4. *Aron Abramovitch*, *V rechaiouschei voine : outchastie i rol evreev v voine protiv natsizma* [Dans la guerre décisive : participation et rôle des Juifs d'URSS dans la guerre contre le nazisme], Tel-Aviv, 1982, 2^e éd., t. 1, pp. 45-61.

« furent formés des corps d'armée avec état-major, de nouvelles armées, et dans tous les conseils militaires révolutionnaires de ces corps d'armée comme de ces armées se trouvaient des Juifs » (il énumère les plus connus : D. Vaiman, E. Piatnitski, L. Glezarov, L. Petcherski, I. Slavine, M. Lisovski, G. Bitker, Bela Kun, Brilliant-Sokolnikov, I. Khodorovski). Tout au début de la guerre civile, « l'état-major extraordinaire de la région militaire de Petrograd avait été confié à Ouritski, et le Comité de défense révolutionnaire de Petrograd comprenait Sverdlov (président), Volodarski, Drabkine-Goussev, J. Fischman (ce dernier, un S.-R. de gauche), G. Tchoudnovski. En mai 1918, au nombre des 11 commissaires des régions militaires se trouvaient deux Juifs : E. Iaroslavski-Gubelman à Moscou, S. Nakhimson à Iaroslavl. Il y eut aussi des Juifs, tout au long de la guerre, à la tête des armées : M. Lachevitch à la tête de la 3^e, puis de la 7^e armée du front est, V. Lazarevitch (3^e armée, front ouest), G. Sokolnikov (8^e, front sud), N. Sorkine (9^e), I. Iakir (14^e). Parmi les chefs d'état-major, « dans les conseils révolutionnaires des armées », un à deux sur trois étaient juifs (dans l'énumération figurent les 20 armées). Au nombre des « chefs de division » se trouvaient les Juifs suivants... (suit une longue énumération) ; pour ce qui est des « commissaires militaires au sein des divisions », en charge des directives idéologiques, la liste est encore trois fois plus longue ; pour ce qui est des chefs d'état-major de division, la liste est conséquente. « Chefs de brigade, commissaires de brigade... », « chefs de régiment et de compagnie... » : la liste est brève. Puis « Chefs des sections politiques... » ; « présidents des tribunaux révolutionnaires... » ; « la proportion de Juifs aux postes d'adjoints politiques était particulièrement élevée à tous les échelons de l'Armée rouge... » « Les Juifs ont joué un rôle important dans l'approvisionnement des corps d'armée, des armées et des divisions. Citons certains d'entre eux... » « Les Juifs ont occupé de hautes fonctions dans la médecine militaire, à la tête de l'administration sanitaire des groupes d'armée et des armées, en tant que médecins-chefs des unités et des corps de troupes... » Quant aux « Juifs... qui sont devenus commandants d'unité et de corps de troupes, de section, ils se sont distingués par leur courage, leur héroïsme et leur maîtrise stratégique » ; « cependant, le caractère général de ce chapitre ne permet pas de fournir une description détaillée des faits d'armes accomplis par les Juifs du rang, commandants ou adjoints politiques de l'Armée rouge ». (Dans la liste des commandants d'armée, l'historien a omis le nom de Tikhon Khvesine, qui commanda successivement la 4^e armée du front est, la 8^e armée du front sud, le groupe d'armées du Don, enfin la 1^{re} armée du front du Turkestan⁵.)

5. EJR, 2^e éd. revue et augmentée, Moscou, 1997, t. 3, p. 285.

L'*Encyclopédie juive russe* ajoute des détails ou éclairages relatifs à la carrière de certains commandants. (À propos, deux mots sur elle : commencée en 1994 sous l'ère nouvelle où les interdits sont tombés, elle a fait un choix honnête : écrire sans rien celer, y compris ce qui aujourd'hui ne nourrit pas la fierté).

Dès 1921, Drabkine-Goussev est devenu le chef du département politique et de toute l'Armée rouge, il s'est ensuite trouvé à la tête du département historique du Parti, a été un membre éminent du Komintern, son corps a été placé dans le mur du Kremlin. Michel Gaskovitch-Lachevitch, après de nombreuses années passées dans les Soviets révolutionnaires, a commandé la région militaire de Sibérie, a été le premier vice-président du Comité révolutionnaire militaire d'URSS (mais il n'a eu droit à une sépulture qu'au Champ-de-Mars). Israël Razgon a été successivement commissaire militaire à l'état-major de la région de Petrograd (il participa à la répression de la révolte de Cronstadt), commandant de l'Armée rouge de Boukhara (répression de la révolte d'Asie centrale), puis à l'état-major de la flotte de la mer Noire. Boris Goldberg, successivement commissaire militaire de la région de Tomsk, de Perm, de la circonscription militaire du bassin de la Volga, commandant de l'armée de réserve de la République, pour finir comme « l'un des fondateurs de l'aviation civile soviétique ». Modeste Rubinstein, vice-président du comité militaro-révolutionnaire de l'Armée spéciale, chef de section politique de corps d'armée. Boris Ippo, chef de la section politique de la flotte de la mer Noire (plus tard, muté à la section politique de la flotte de la Baltique, dans le corps d'armée du Turkestan, chef de l'administration politique de la région d'Asie centrale, puis de l'armée du Caucase). Michel Landa, chef du département politique de l'Armée, puis suppléant du chef de l'administration politique du RKKA* (ensuite chef de la section politique de la région militaire de Biélorussie, puis de celle de la Sibérie). Léon Berline, commissaire de la flottille militaire de la Volga (puis dans l'administration politique de l'armée de Crimée, enfin dans la flotte de la Baltique)⁶.

Combien de personnalités marquantes se trouvaient aux échelons inférieurs des états-majors ? Récemment encore modeste apprenti dans l'atelier d'horlogerie de Sverdlov-père, Boris Skoundine réussit à devenir, pendant la guerre civile, commissaire militaire de division, commissaire d'état-major d'armée, inspecteur politique de front, enfin suppléant du chef de la section politique de la 1^{re} armée de cavalerie. Ou Avenir

6. ERJ, t. 1, pp. 122, 340, 404, 515 ; t. 2, pp. 120, 126, 434, 511.

* Abréviation de « Rabotchaïa Krestianskaïa krasnaïa armia » [Armée rouge des ouvriers et des paysans], nom porté par l'Armée de l'URSS jusqu'en 1945.

Khanoukaev : chef d'un détachement de partisans, traduit en 1919 devant un tribunal révolutionnaire pour banditisme lors de la prise d'Achkhabad, acquitté, et en cette même année 1919 délégué politique de la commission turque du Comité exécutif central à l'échelle de l'Union pour la région de Kachgarie, de Boukhara et de Khiva. Moïse Vinnitski (dit « Michka le Jap' ») : en 1905, tantôt dans un détachement d'autodéfense juive, tantôt à la tête d'une bande de pillards, libéré du bagne par la révolution de Février, prit la tête d'une unité juive de combat à Odessa, mais aussi de tout le « milieu » criminel de cette ville ; en 1919, dans l'Armée rouge, commandant d'un bataillon spécial et commandant d'un régiment de fusiliers « formé d'anarchistes et de droit-commun » ; il est vrai, a été fusillé (par les siens). Figure également le commissaire militaire Isaïe Tsalkovitch : en 1921, lors de la répression de la révolte de Cronstadt, commandait une compagnie de marche des élèves-officiers⁷.

Nous voyons aussi des femmes remarquables à des postes de commandement : Nadejda Ostrovskaja, présidente du comité de parti pour la province de Vladimir, devint chef de la section politique de la 10^e armée. Ou Rebecca Platinina, du comité révolutionnaire, puis du comité de parti d'Arkhanguelsk – j'en parlerai un peu plus loin. Mentionnerai-je Cécile Zélikson-Bobrovskaja (dans sa jeunesse, couturière à Varsovie ; au moment de la guerre civile, chef du département militaire du comité moscovite du parti communiste russe⁸ ?) Ou encore Eugénie Maïn-Bosh, une furie ? Et sa sœur Hélène Maisch-Rozmirovitch ?

Nous autres Soviétiques sommes habitués à entendre parler du « Corps des Cosaques vermeils » : non pas des Cosaques qui auraient adhéré en leur âme et conscience à l'idéologie rouge, mais un groupe de bandits (il leur arrivait, par ruse, de revêtir l'uniforme des Blancs) formé des nations les plus diverses, des Roumains jusqu'aux Chinois, avec un régiment de cavalerie entièrement letton) ; leur commandant était un Russe, Vital Primakov, la section politique avait à sa tête J. J. Mints (dans la seconde division, Isaac Grinberg), leur chef d'état-major était S. Tourovski, la section opérationnelle était dirigée par A. Schilman, le rédacteur du journal de la division était S. Davidson, et à la tête du département administratif de l'état-major se trouvait J. Roubinov⁹.

Mais, puisque nous sommes dans les énumérations, passons en revue les sommités de l'Armée rouge – des noms impérissables :

7. ERJ, t. 3, pp. 61, 278, 305, 503.

8. ERJ, t. 1, p. 144 ; t. 2, pp. 354, 388-389.

9. Tchervonnoe kazatchestvo : vospominania veteranov [Les Cosaques vermeils : souvenirs de vétérans], Moscou, Voenizdat, 1969.

Vladimir Antonov-Ovseenko, Basile Blücher, Semen Boudienny, Klim Vorochilov, Boris Doumenko, Paul Doubenko, Oleko Dounditch, Dimitri Jloba, Basile Kikvidsé, Epiphane Kovtioukh, Grégoire Kotovski, Philippe Mironov, Mikhaïl Mouraviev, Vitali Primakov déjà nommé, Ivan Sorokine, Semion Timochenko, Mikhaïl Toukhatchevski, Jérôme Ouborevitch, Mikhaïl Frounzé, Vassili Tchapaïev, Efim Schadenko, Nicolas Schors. Tiens, à croire qu'ils auraient pu, là, se passer des Juifs ?

Des centaines, voire des milliers de généraux et d'officiers russes, issus de l'Armée impériale et qui, une fois dans l'Armée rouge, ont rendu service aux bolcheviks, non pas sans doute dans les sections politiques (on ne les y conviait guère), mais néanmoins à des postes importants (avec, il est vrai, un commissaire dans leur dos), beaucoup par crainte que la répression ne s'abatte sur leur famille (surtout dans l'éventualité d'échecs militaires) : tous ont apporté aux Rouges une aide inestimable, voire décisive dans leur victoire. Du reste, « une bonne moitié des officiers d'état-major sont restés avec les bolcheviks¹⁰ ».

N'omettons pas non plus de mentionner la réceptivité initiale, fatale pour eux, des paysans russes (pas tous, bien sûr) à la propagande bolchevique. Choulguine a noté sans ambages : « Si "Mort aux bourgeois !" a si bien marché en Russie, c'est que l'odeur du sang, hélas, grise de trop nombreux Russes ; et les voilà endiablés comme des bêtes féroces¹¹. »

Mais ne nous laissons pas entraîner non plus sans retenue vers l'autre extrémité, du genre : « Les fusiliers les plus zélés dans les tchékas... n'étaient pas du tout des Juifs soi-disant ritualistes, mais des généraux et des officiers, naguère fidèles serviteurs du trône¹². » Qui aurait supporté ceux-ci dans la Tchéka ? Quand on les y invitait, c'était pour les fusiller ! Mais pourquoi un tel emportement ? Les Juifs qui servaient dans la Tchéka n'étaient assurément pas « des soi-disant ritualistes », mais de jeunes idéalistes à la tête farcie de fatras révolutionnaire. Et sûrement, pour la

10. V. V. Choulguine, « Chto nam v nikh ne нравitsa » : Ob antisemitisme v Rossii [« Ce qui en eux nous déplaît » : de l'antisémitisme en Russie], Paris, 1929, p. 145.

11. *Ibidem*, p. 157.

12. B. Mirski, Tchernia solnia [La Centurie noire], Tribune juive, hebdomadaire consacré à la défense des intérêts des Juifs russes, Paris, 1924, 1^{er} février, p. 3.

plupart, y servaient-ils non comme *fusiliers*, mais comme juges d'instruction.

Créée à la fin de 1917, en un clin d'œil la Tchéka se gorgea de force et, dès le début de 1918, inspira à toute la population une frayeur mortelle. C'est bien cette Commission extraordinaire, la *Tcherzvytchaïka*, qui institua la *Terreur rouge* bien avant que cette dernière ne soit officiellement proclamée, le 5 septembre 1918 ; elle l'a instituée dès sa création, en décembre 1917, et l'a poursuivie bien après la fin de la guerre civile. Dès janvier 1918 fonctionnait « la peine de mort sur place, sans jugement ni instruction ». Puis vint la rafle de centaines et bientôt de milliers d'*otages* parfaitement innocents que l'on fusillait de nuit ou que l'on noyait dans les fleuves par barges entières. L'historien S. Melgounov, qui connut lui-même les geôles et les menaces de la Tchéka, a décrit de façon inoubliable l'épopée de la *Terreur rouge* dans son fameux livre : « Il n'y avait pas une ville, pas un district où ne faisaient leur apparition des sections de la toute-puissante Commission extraordinaire panrusse qui devint désormais le nerf principal de la direction de l'État et absorba tout ce qui restait encore de droit » ; « il n'y avait pas un seul endroit [dans toute la RSFSR] où l'on ne procédait pas à des exécutions par fusillade » ; « un seul ordre oral d'un seul homme [Dzerjinski] suffisait à vouer à une mort immédiate des milliers et des milliers de personnes ». Et, s'il y avait débat, il était ouvertement prescrit (M. Latsis dans le bulletin *La Terreur rouge* du 1^{er} novembre et dans la *Pravda* du 25 décembre 1918) de ne pas « chercher, au cours de l'instruction, des faits et des preuves selon lesquels l'accusé aurait agi en *actes* ou en *paroles* contre le pouvoir soviétique. La première question que vous devez lui poser est de savoir à quelle classe il appartient, de quelle origine il est, quelle éducation il a reçue, quelle est sa formation ou sa profession ; ce sont ces questions qui doivent décider du sort de l'accusé ». Melgounov souligne : « En cela Latsis ne faisait preuve d'aucune originalité, il se contentait de reprendre les paroles de Robespierre à la Convention... sur la terreur de masse : "Pour exécuter les ennemis de la patrie, il suffit d'établir leur identité. Il ne s'agit pas de les punir, mais de les anéantir". » Les dispositions du Centre sont répercutées par les « hebdomadaires de la Vétchéka » dans l'ensemble de la Russie. Melgounov les cite abondamment : « À Kiev paraît *Le Glaive rouge*... ; dans l'article de son

rédaeteur en chef Léon Kraïni, nous pouvons lire : "Pour nous, il ne saurait être question de s'embarrasser des vieux principes de la morale et de l'humanisme, inventés par la bourgeoisie"... Un certain Schwarz lui fait écho : "La Terreur rouge qui a été proclamée doit être menée à la prolétarienne... Si, pour instituer la dictature du prolétariat dans le monde entier, il faut anéantir tous les serviteurs du tsarisme et du capital, nous n'hésiterons pas à le faire¹³". » Il s'agit d'une terreur de plusieurs années, conçue à l'avance dans un but bien déterminé. Melgounov avance des chiffres présumés de victimes (à l'époque, les chiffres exacts n'étaient pratiquement pas disponibles), ceux d'« une vague d'assassinats sans précédent ». Mais « vraisemblablement ces horreurs..., pour ce qui est du nombre des victimes, pâlisent-elles par comparaison avec ce qui s'est passé dans le Sud après la fin de la guerre civile. Le pouvoir de Dénikine s'effondrait. Le nouveau pouvoir s'installait, s'accompagnant d'une sanglante période de terreur revancharde, uniquement faite de vengeance. Il n'était plus question de guerre civile, mais de l'anéantissement de celui qui avait été l'ennemi ». Par vagues successives, rafles, perquisitions, nouvelles rafles et arrestations. « On prend les prisonniers par cellules entières pour les fusiller tous... À coups de mitrailleuses, les victimes étant trop nombreuses pour qu'on les fusille une à une ; on met à mort des enfants de 15-16 ans et des vieillards de 60 ans et plus. » Voici une annonce de la Vétchéka parue en octobre 1920 au Kouban : « Les villages des Cosaques et les bourgs qui donnent refuge aux Blancs et aux Verts seront détruits, toute la population adulte fusillée, tous les biens confisqués. » Après le départ du général Wrangel, « la Crimée fut surnommée le "cimetière pan-russe" » (on estime à 120-150 000 le nombre de fusillés). « À Sébastopol, on ne se contentait pas de passer par les armes, on pendait, et non par dizaines, mais par centaines » ; « la perspective Nakhimov regorgeait de pendus... qui avaient été arrêtés en pleine rue et exécutés sans jugement ». La terreur en Crimée se poursuit tout au long de 1921¹⁴.

Mais on aura beau scruter l'histoire de la Tcheka, celle des

13. S. P. Melgounov, "Krasnyi terror" v Rossii, 1918-1923 [La Terreur rouge en Russie], 2^e éd. augm., Berlin, 1924, pp. 43, 48, 57, 70-71, 72-73.

14. *Ibidem*, pp. 50, 99, 100, 105, 109, 113.

sections spéciales, des Tchouk*, trop d'agissements et de noms resteront à jamais inconnus, recouverts par la poussière des témoignages. Mais ceux qui se sont conservés sont plus que suffisamment éloquentes ; ainsi, dans les archives de Trotski à Columbia University, la copie secrète d'un extrait du procès-verbal de la séance du Politburo du Comité central du Parti communiste de Russie en date du 18 avril 1919 :

« Étaient présents les camarades Lénine, Krestinski, Staline, Trotski.

Entendent : 3 – la déclaration de Trotski selon lequel un très important pourcentage de gens travaillant dans les Tchéka auprès des fronts, dans les comités exécutifs auprès des fronts, et à l'arrière, ainsi que dans les administrations soviétiques centrales, sont composés de Lettons et de Juifs ; aussi une forte agitation chauvine se fait-elle jour parmi les soldats de l'Armée rouge et y rencontre-t-elle un certain écho ; de l'avis de Trotski, il est indispensable de procéder à une nouvelle répartition des effectifs du Parti pour qu'il y ait une répartition plus équitable des nationalités entre le front et l'arrière.

Décident : proposer aux camarades Trotski et Smilga d'établir en conséquence un rapport devant servir de directive du CC aux commissions qui répartissent les effectifs entre les organisations centrales, locales et celles du front¹⁵. »

Mais on a peine à croire que cette réunion ait donné un quelconque résultat. Un chercheur contemporain – le premier à examiner « le problème du rôle et de la place des Juifs (ainsi que des représentants d'autres nationalités) dans l'appareil soviétique – conclut, au vu des documents d'archives devenus disponibles, que « dans la phase initiale de l'activité des organes de répression, à l'époque de la Terreur rouge, les minorités nationales composaient près de 50 % de l'appareil central de la Vétchéka, et près de 70 % des postes de responsables au sein de l'appareil¹⁶ ». L'auteur cite des données statistiques au 25 septembre 1918 : parmi les minorités nationales, en sus d'un grand nombre de Lettons et d'un

15. Columbia University, New York, Trotsky's Archives, bMs Russ 13 T-160.

16. L. Iou. Kritchovski, *Evrei v apparate VNTchéKa-Oguépéou v 20-e gody* [Les Juifs dans l'appareil de la Vétchéka-Oguépéou dans les années 20], recueil « Les Juifs et la révolution russe », éd. par O. Doudnitski, Moscou-Jérusalem, 1999, pp. 321, 344.

* Abréviation pour « Tchosti osobogo nuznachénia » [Sections à destination spéciale], unités répressives.

nombre non négligeable de Polonais, les Juifs font également bonne figure, en particulier « parmi les collaborateurs actifs et responsables de la Vétchéka », des commissaires et des juges d'instruction. Par exemple, parmi « les juges d'instruction chargés de la lutte avec la contre-révolution – de loin la section la plus importante dans les structures de la Vétchéka –, la moitié était composée de Juifs¹⁷ ».

Voici, d'après les données de l'*Encyclopédie juive russe*, quelques tchékistes des toutes premières promotions, avec leurs états de services¹⁸ :

Benjamin Guerson, qui n'a pas fait beaucoup parler de lui, membre de la Tchéka depuis 1918, à partir de 1920 secrétaire particulier de Dzerjinski. Israël Leplevski, déjà mentionné, membre du Bund, adhère aux bolcheviks en 1917, en 1918 dans la Tchéka, chef de la section provinciale du GPU de Podolsk, puis de la section spéciale d'Odessa (il s'est hissé ensuite jusqu'à être chef du GPU de l'URSS, avant de devenir ministre de l'Intérieur de la Biélorussie et de l'Ukraine !). Zinovi Katznelson : sitôt après Octobre dans la Tchéka ; chef des sections spéciales de différentes armées, puis de l'ensemble du front sud, ensuite parmi les plus hauts dignitaires de la Vétchéka, puis successivement président des Tchékas des régions d'Arkhangelsk, de Transcaucasie, du GPU du Caucase du Nord, de Kharkov, enfin vice-ministre de l'Intérieur en Ukraine, premier adjoint du chef du Goulag. Solomon Moguilevski : dès 1917 président du tribunal d'Ivanovo-Voznesensk, en 1918 il dirige la Tchéka de Saratov ; puis de nouveau président d'un tribunal, cette fois militaire ; puis dans la section d'enquête de la Tchéka de Moscou, chef du département étranger de la Tchéka de Moscou, chef du département étranger de la Vétchéka, président de la Tchéka de Transcaucasie.

Avait-il tant soit peu pensé à l'importance de ce qu'il faisait, Ignace Vizner, en instruisant l'affaire Nicolas Goumiléy* ? En avait-il eu le temps ? Collaborateur de la section spéciale de la Vétchéka auprès du présidium de cette dernière, il avait créé la Tchéka de Briansk avant d'être juge chargé de l'instruction dans les affaires de la révolte de Cronstadt et responsable du présidium de la Vétchéka et du GPU pour les affaires particulièrement sensibles. Ou bien Lev Lévinc-Belski, membre il y a peu

17. *Ibidem*, pp. 327-329.

18. EJR, t. 1, pp. 106, 124, 223, 288 ; t. 2, pp. 22, 176, 302, 350, 393 ; t. 3, pp. 374, 473.

* Célèbre poète russe, fondateur de l'école acméiste (né en 1866, fusillé sans jugement le 25 août 1921).

du Bund : en 1918-19, il est président de la Tchéka régionale de Simbirsk, puis chef de la section spéciale de la 8^e armée, puis président de la Tchéka régionale d'Astrakhan, à partir de 1921 représentant plénipotentiaire de la Vétchéka en Extrême-Orient, en 1923 représentant plénipotentiaire de l'OGPU en Asie centrale, à partir des années 30 dans l'administration moseovite de l'OGPU (et, pour finir, vice-ministre de l'Intérieur de l'URSS.)

Ou encore Naoum (Léonide) Etingon : dans la Tchéka dès 1919, président de la Tchéka régionale de Smolensk (plus tard dans le GPU de Bachkirie, plus tard encore l'un des organisateurs de l'assassinat de Trotski). Isaak (Simon) Schwarz, en 1918-19 premier président de la Tchéka de toute l'Ukraine ; il est remplacé dans ces fonctions par Jacob Livchits qui a été successivement, en 1919, chef de la section secrète opérationnelle de la Tchéka régionale de Kiev, puis son vice-président, vice-président de la Tchéka régionale de Tchernigov, puis de celle de Kharkov ; chef de l'État-major opérationnel de la Tchéka de toute l'Ukraine ; en 1921-22, président de la Tchéka régionale de Kiev.

Le fameux Mathieu Berman : il fait ses débuts dans la Tchéka d'un district de l'Oural du nord ; en 1919, il est adjoint au chef de la Tchéka régionale de Lékatérinenbourg, en 1920 il préside celle de Tomsk, en 1923 celle de la Bouriatie-Mongolie, en 1924 le voilà chef de l'OGPU de toute l'Asie centrale, en 1928 chef de l'OGPU de Vladivostok, en 1932 chef de l'ensemble du Goulag, en 1936 vice-ministre du NKVD. Son frère Boris entre dans la police secrète en 1920, en 1936 il est le premier adjoint du chef du contre-espionnage du NKVD.

A notamment contribué à ce que soit confondue l'image du Juif et celle du tchékiste, un certain Boris Posern, « chef de file des soldats » en 1917, commissaire de la commune de Petrograd – qui, avec Zinoviev et Dzerjinski, consigna le 2 septembre 1918 l'appel à la Terreur rouge. (L'*Encyclopédie* a omis de mentionner Alexandre Iosselevitch, secrétaire de la Tchéka de Petrograd, lequel, en septembre 1918, a paraphé à la suite de Gleb Bokii les listes de fusillés dans le cadre de la Terreur rouge.)

On connaît mieux Jacob Agranov, tchékiste qui a brillamment réussi dans la répression, inventeur de toutes pièces du « complot de Tagantsev » (de ce fait, il fut l'assassin de Goumilev), ordonnateur des « cruels interrogatoires de ceux qui avaient participé à la révolte de Cronstadt ». De même est largement connu Jacob Blionmkine pour sa participation à l'assassinat de l'ambassadeur d'Allemagne en 1918 ; arrêté, il est amnistié, puis fait partie du secrétariat de Trotski ; on le retrouve ensuite en Mongolie, en Transcaucasie, au Moyen-Orient ; fusillé en 1929.

Chaque organisateur du travail de la Tchéka entraînait à sa suite un nombre considérable de collaborateurs auxquels eurent affaire lors des interrogatoires dans les caves, puis lors des exécutions, des centaines, des milliers d'innocents.

Au nombre desquels nous trouvons également des Juifs... Vu que le coup de massue communiste s'abattait sur la bourgeoisie, il s'agissait principalement de commerçants : « Un commerçant (prénommé Iouchkévitich), dans le district de Maloarkhanguelsk, pour n'avoir pas payé ses impôts a été placé par un détachement communiste sur la plaque chauffée à blanc d'un poêle. » Dans la même région, des paysans qui n'avaient pas satisfait aux réquisitions forcées furent soumis à des immersions prolongées dans des puits où on les descendait au bout d'une corde, voire encore, pour non-paiement de l'impôt révolutionnaire, on transformait les gens en statues de glace (c'était à qui se montrerait le plus inventif dans la répression¹⁹). Korolenko* rapporte le cas des meuniers Aronov et Mirkine, fusillés sans jugement pour n'avoir pas tenu compte de l'inepte prix fixé par les communistes pour le grain²⁰. Encore un exemple : l'ancien gouverneur de Kiev, Soukovnine, était intervenu en 1913 en faveur de Beyliss ; à l'arrivée des Rouges, il est arrêté ; des milliers de Juifs de Kiev signent une pétition en sa faveur, mais la Tchéka le fusille.

Comment alors expliquer que la population russe dans son ensemble ait jugé que la Terreur était « une terreur juive » ? Combien de Juifs qui n'y étaient pour rien se sont ainsi trouvés accusés ? Pourquoi, dans les rangs des Rouges comme dans ceux des Blancs, s'est accréditée l'impression que tchékistes et Juifs, c'était pratiquement tout un ? Et qui porte la responsabilité de cette vision ? Les responsables sont nombreux, entre autres l'Armée blanche (voir *infra*). Mais les plus responsables sont assurément ceux qui, par leur travail zélé au plus haut niveau de la Tchéka, favorisèrent cette identification.

On entend aujourd'hui d'aigres reproches : les Juifs ne furent

19. S. S. Maslov, *Rossia posle tchetyrekh let revolioutsii* [La Russie après quatre ans de révolution], Paris, 1922, t. 2, p. 193.

20. P. I. Négrétov, V. G. Korolenko : *Letopis jizni i tvortchestva (1917-1921)* [Korolenko : chronique de sa vie et son œuvre], Moscou, 1990, pp. 151-154, 232-236.

* Écrivain russe (1853-1921).

pas les seuls à adhérer au pouvoir, pourquoi attendre de ces Juifs tchékistes une attitude plus humaine que chez d'autres ? Juste remarque. Mais ces objections n'altèrent pas l'amère vérité : ces Juifs tchékistes, à cette époque aux postes et aux grades les plus élevés, représentent les Juifs russes (aussi terrible que cela puisse paraître) et reçoivent en partage un pouvoir quasi illimité, qu'ils n'auraient jamais pu imaginer auparavant. Et ces représentants (qui n'avaient pas été élus par leur peuple) n'ont pas su trouver en eux-mêmes un frein, une source de lucidité, de contrôle – n'ont pas su se reprendre, s'arrêter, se mettre à l'écart. Selon le proverbe : Ah, ne t'empresse pas d'empoigner, souffle d'abord sur tes doigts ! Mais la population juive, quand bien même elle n'eut pas à élire ces tchékistes, cette importante et active communauté juive des villes (il y avait en son sein sûrement quelques sages vieillards ?!) ne sut pas non plus les arrêter : n'oubliez pas, nous ne sommes qu'une petite minorité dans ce pays (mais, à l'époque, on n'écoutait plus beaucoup les vieux !).

G. Landau écrit : « La déstructuration sociale qui a mis sens dessus-dessous les différentes couches organiques de la population juive a réduit à néant toutes les forces internes de résistance, voire de stabilité, les jetant sous le char du bolchevisme triomphant. » Il trouve qu'en sus des idées de socialisme, de nationalisme séparatiste, de révolution permanente, « nous avons été rattrapés par ce qu'on s'attendait à trouver le moins en milieu juif – par la cruauté, le sadisme, la violence qui semblaient être étrangers à un peuple éloigné de toute vie guerrière ; ceux qui, hier, ne savaient pas encore manier le fusil, se sont alors trouvés au nombre des coupe-jarrets et des bourreaux²¹ ».

Un mot de plus sur Rebecca Plastinina-Maïzel, membre du comité révolutionnaire de la province d'Arkhanguelsk, mentionnée plus haut : « Fameuse par sa cruauté dans le nord de la Russie »..., c'est délibérément qu'elle « trouvait les nuques » et les fronts... ; « de sa propre main elle a fusillé plus de cent personnes ». Ou encore ce « Bak qui, pour sa jeunesse et sa cruauté, était surnommé le "garçon boucher" », d'abord à Tomsk, puis président de la

21. G. A. Landau, *Revoliutsionnye idei v evrejskoj obshchestvennosti* [Les idées révolutionnaires dans la société juive], RiE, pp. 117-118.

Tchéka régionale d'Irkoutsk²². (Quant à Plastinina, elle fit carrière jusqu'à devenir membre dans les années 40 de la Cour suprême de la RSFSR²³ !) Certains se souviennent du détachement punitif de Mandelbaum, dans la région d'Arkhanguelsk ; d'autres, de celui de « Michka le Jap' », en Ukraine.

Et qu'attendre des paysans de Tambov si, dans le sinistre repaire du comité régional de Tambov, en pleine répression du grand soulèvement paysan dans cette province de la Russie centrale, les inspireurs de la réquisition forcée, les secrétaires du comité régional s'appelaient P. Raïvid et Pinson, et le responsable à la propagande, Eidman ? (S'y trouvait également A. Schlikhter – nous nous souvenons de lui à Kiev en 1905 –, à présent président du comité exécutif régional.) Le commissaire régional qui, par ses réquisitions exorbitantes de blé, avait provoqué le soulèvement, portait le nom de J. Goldine, et le fameux chef du détachement des réquisitions qui fouettait les paysans récalcitrants, celui de N. Margoline (il procédait aussi aux exécutions). Kakourine, chef de l'état-major de Toukhatchevski, affirme que le représentant plénipotentiaire de la Vétchéka dans la province de Tambov durant ces mois était un certain Lévine.

Bien sûr, il n'y avait pas que des Juifs ! Mais, à partir de février, quand Moscou s'est chargée elle-même de mater la révolte de 1921, « la commission interministérielle de lutte contre le banditisme » avait à sa tête Efraïm Sklianski : le paysan de Tambov l'apprenait en lisant les proclamations et en tirait les conclusions.

Que dire alors de l'hécatombe du Don qui engloutit des centaines et des milliers de Cosaques du Don dans la fleur de l'âge ? avec une telle histoire, tant de règlements de comptes entre le Juif (révolutionnaire) et le Cosaque, qu'attendre de la mémoire cosaque ?

En août 1919, l'Armée des volontaires, en entrant dans Kiev, découvrit plusieurs « tchékas », des cadavres récents de fusillés ; les listes nominatives, établies d'après les annonces mortuaires dans le journal *Kiévljanine* dont la parution avait repris, sont citées par Choulguine²⁴ – et presque tous les noms sont slaves : l'on fusillait

22. S. S. Maslov, p. 196.

23. EJR, t. 2, pp. 388-389.

24. V. V. Choulguine, *Prilozhenia* [Annexes], pp. 313-318.

en premier lieu l'« élite russe ». Sur la Tchéka de Kiev et ses chefs, nous possédons les documents de la « commission spéciale d'instruction du sud de la Russie » (témoignages du juge d'instruction de la Tchéka arrêté à Kiev)²⁵ : « Le nombre des collaborateurs de la Tchéka oscillait entre 150 et 300... ; la proportion des Juifs par rapport à l'ensemble des collaborateurs était de un sur quatre, mais les postes clés se trouvaient tous presque exclusivement entre leurs mains ». Sur les 20 membres de la commission, soit ceux qui décidaient du sort des gens, 14 étaient juifs. « Toutes les personnes arrêtées étaient détenues à la Tchéka ou à la prison Loukianov... Pour les exécutions, on avait aménagé un hangar près de la maison dans la rue de l'Institut, au n° 40, à l'angle de la rue Levachev, où avait été transférée de la rue Catherine la Tchéka régionale. Dans ce petit hangar, le bourreau (parfois c'était un « amateur » de la Tchéka) faisait entrer sa victime complètement nue et lui ordonnait de se mettre à plat ventre, puis, d'un coup de feu dans la nuque, l'exécutait. Les exécutions se faisaient à coups de revolver (le plus souvent des colts). Mais, comme le tir était habituellement très rapproché, la boîte crânienne de la victime volait en éclats... La victime suivante était pareillement amenée et s'allongeait à côté... Quand le nombre des victimes dépassait... les capacités du hangar, les nouvelles victimes étaient placées par-dessus les corps de ceux qu'on avait tués précédemment, ou bien étaient exécutées à l'entrée du hangar... Toutes les victimes allaient à l'exécution sans opposer de résistance. »

C'est de cela que « frémissait la rumeur populaire ». Et voici une scène à Pétersbourg relatée par Rémizov* (avec son passé de démocrate-révolutionnaire, on ne peut aucunement le suspecter d'antisémitisme) : « Récemment, près de l'Académie, on procédait à des exercices ; un soldat de l'Armée rouge s'exclame : "Camarades, n'allons pas au front, car c'est pour les youpins que nous allons nous battre !" Un quidam qui porte une serviette lui demande : "Tu es de quel régiment ?" L'autre persiste : "Camarades, n'allons pas au front, c'est pour les youpins que nous y

25. Tchékist o Tchéka [Un tchékiste témoigne de la Tchéka] in *Na tchoujoi storone*, recueils d'histoire et de littérature, édité par S. Melgounov, Prague, 1925, t. 9, pp. 111-141.

* Alexis Rémizov (1877-1957), écrivain russe ; émigra en 1921.

allons !” Et l’homme à la serviette de donner l’ordre : “Feu sur lui !” Deux soldats de l’Armée rouge s’avancent, l’autre déguerpit, il n’a pas le temps d’atteindre le tournant qu’ils le rejoignent et font feu – sa cervelle éclate, et vlan ! une mare de sang²⁶. »

La révolte de Cronstadt recélait déjà un caractère antijuif (ce qui la vouait davantage encore à l’échec) : on détruisit les portraits de Trotski et de Zinoviev, non ceux de Lénine. Et Zinoviev n’eut pas le courage de venir s’expliquer devant les révoltés : il craignait d’être lynché. On envoya à sa place Kalinine.

En février 1921, il y eut à Moscou des grèves ouvrières avec pour mot d’ordre : « À bas les communistes et les Juifs ! »

Nous avons déjà souligné que la majorité des socialistes russes – parmi eux, les Juifs étaient très nombreux – avaient pris parti, durant la guerre civile, pour Lénine et non pour Koltchak ; beaucoup d’entre eux combattirent personnellement pour les bolcheviks. (Un exemple : Solomon Schwarz, membre du Bund : sous le Gouvernement provisoire, directeur de département dans l’un des ministères ; durant la guerre civile, volontaire dans l’Armée rouge, sans qu’il précise à quel grade ; ensuite il émigre et publie à l’étranger un premier, puis un second livre sur la situation des Juifs en URSS – nous aurons encore l’occasion de citer ses jugements.)

L’impression se répandait que non seulement les Juifs bolcheviques, mais l’ensemble des Juifs avaient choisi leur camp dans la guerre civile : celui des Rouges. Dire que rien ne les avait poussés à faire ce choix, nous ne le pouvons pas. Dire qu’il n’y avait pas d’autre solution, nous ne le pouvons pas non plus.

À Kiev toujours, Choulguine décrit un immense exode qui eut lieu le 1^{er} octobre 1919, jour de l’Intercession – la ville allait être occupée par les bolcheviks –, un exode qui ne concernait que les Russes, avec leurs besaces, traversant à pied les ponts du Dniepr ; il estime qu’ils étaient environ soixante mille. « Mais de Juifs il n’y en eut pas dans cet exode ; on n’en voyait pas parmi ces milliers de Russes (hommes, femmes, enfants), leurs baluchons à la main, qui se faufilaient par le magnifique pont des Chaînes sous un triste ciel pluvieux. » Or, à cette époque, continue Choulguine, il

26. Alexis Rémizov, *Vzvikhrennaia rus* [La Russie sens dessus-dessous], Londres, 1979, pp. 376-377.

y avait à Kiev plus de 100 000 Juifs, et, parmi eux, nombre de gens riches, voire très riches, mais nul d'entre eux ne partit, tous sont restés à attendre les bolcheviks. « Ils n'ont pas voulu partager notre destin, creusant par là entre eux et nous une nouvelle césure, sans doute la plus profonde²⁷. »

Il en alla de même en d'autres villes. Écoutons le témoignage du S.-R. Maslov : « C'est un fait que, dans les villes de la Russie du Sud, en particulier dans celles de l'Ukraine de la rive droite, qui passèrent plus d'une fois de mains en mains, l'avènement du pouvoir soviétique suscitait une sympathie ostentatoire et la joie la plus grande dans les quartiers juifs, et souvent nulle part ailleurs²⁸. »

Un historien américain contemporain (Bruce Lincoln, auteur d'une importante étude sur notre guerre civile) a affirmé « que la Tchéka ukrainienne était composée à près de 80 % de Juifs », ce qui « s'explique par le fait qu'avant la venue des Rouges, les pogroms les plus cruels et les plus sanglants depuis Bogdan Khmel-nitski* n'y avaient pas cessé²⁹ ». Nous allons en parler, des pogroms, mais il est évident qu'on inverse là la chronologie : ces 80 % faisaient partie de la Tchéka dès 1918, ou tout au début de 1919 – or les pogroms des forces de Pétlioura se déchaînèrent postérieurement, tout au long de 1919 (les pogroms suscités par les Blancs ne commencent qu'à partir de l'automne de cette même année).

Cependant, on ne peut trouver de réponse à la sempiternelle question : qui est responsable d'avoir amené à pareil désastre ? Expliquer les agissements de la Tchéka de Kiev uniquement par le fait que les trois quarts de ses collaborateurs étaient juifs est, bien sûr, insuffisant. Mais il y a également là, pour la mémoire juive, un problème et un sujet de réflexion.

Or il s'est trouvé en ces années-là des Juifs pour s'adresser à leurs frères par le sang et tenter de parvenir à une compréhension supérieure de la tragédie qui s'était abattue sur la Russie et, pareillement,

27. V. V. Choulguine, pp. 95-96.

28. S. S. Maslov, p. 44.

29. Izlozhenie besedy c B. Linkolnom [Compte rendu d'un entretien avec B. Lincoln] in V. Lioubarski, Chto delat, a ne kto vinoval [Que faire, et non pas qui est responsable ?], V.M., 1990, n° 109, p. 134.

* Un des grands chefs cosaques qui, pour se débarrasser de l'hégémonie polonaise, décide en 1654 de réunir l'Ukraine à la Grande-Russie.

sur les Juifs de Russie. Dans l'appel « Aux Juifs de tous les pays ! », ce groupe d'auteurs écrivit en 1923 : « Le zèle outrancier dans la participation des Juifs bolcheviques à l'asservissement et à la destruction de la Russie... nous est imputé... Le pouvoir soviétique est assimilé à un pouvoir juif, et la haine terrible envers les bolcheviks se retourne en une haine non moins terrible envers les Juifs... Nous avons la ferme conviction que, pour les Juifs comme pour tous les peuples qui vivent en Russie, les bolcheviks représentent le pire mal qui puisse exister, que lutter de toutes nos forces contre la domination en Russie d'un tel ramassis de gens venus de tous bords est notre devoir sacré envers l'humanité, la culture, notre Patrie et le peuple juif³⁰. » Mais, dans la société juive, « cet appel fut accueilli avec la plus grande indignation³¹ ». (Nous en parlerons au chapitre suivant.)



La guerre civile a dans une certaine mesure débordé les frontières de la Russie. Quelques mots à ce sujet (bien que les événements survenus en Europe n'entrent pas dans cet ouvrage).

Les bolcheviks sont entrés en Pologne en 1920. Là, ils se sont souvenus et se sont habilement servis « de l'ardeur et de l'enthousiasme national » auxquels était consacré l'éditorial de Nakhamkis-Svétlov dans les *Izvestia*³². Et en Pologne, semble-t-il, la population juive accueillit chaleureusement l'Armée rouge. Selon des sources soviétiques, des bataillons entiers d'ouvriers juifs prirent part aux combats contre les Polonais aux abords de Minsk³³. Et l'*Encyclopédie juive* nous dit : « Les Polonais ont plus d'une fois accusé les Juifs d'avoir soutenu leurs ennemis, d'avoir adopté des attitudes "antipolonaises", probolcheviques, voire pro-ukrainiennes. » Au cours de la guerre polono-soviétique, de nombreux Juifs, accusés d'espionnage au profit de l'Armée rouge, « ont été abattus [par

30. ReJ, pp. 6, 7.

31. G. Landau, p. 100.

32. Iou. Svétlov, Narodnaia oborona – natsionalnaia oborona [Défense populaire = défense nationale], in *Izvestia*, 1920, 18 mai, p. 1.

33. Iou. Larine, Evrei i antisemitizm v SSSR [Juifs et antisémitisme en URSS], M., L., 1929, p. 31.

l'armée polonaise]³⁴ ». Il est vrai, souvenons-nous des accusations d'espionnage portées contre les Juifs par le commandement russe durant la guerre, en 1915, – là aussi, des exagérations ont sans doute eu leur place.

Pour la Pologne, les Soviétiques ont formé à la hâte un « gouvernement polonais révolutionnaire » et placé à sa tête F. Dzerjinski. S'y trouvaient aussi Iou. Markhlevski et F. Kon. Ils étaient bien sûr entourés par des spécialistes en « affaires de sang » et par d'impétueux propagandistes. (Entre autres, par l'ex-pharmacien de Mohilev, A. I. Rotenberg. Après le coup d'État avorté en Pologne, il s'en fut, avec Bela Kun et Zalkind-Zemliatchka, « épurer » à mort la Crimée. Et il s'attela en 1921 à une nouvelle tâche glorieuse : « épurer » la Géorgie, derechef avec Dzerjinski au-dessus de lui. Des années 20 aux années 30, Rotenberg a été chef du NKVD de Moscou.)

Oui, la Révolution rouge s'est étendue non seulement à la Pologne, mais aussi à la Hongrie et à l'Allemagne. Un chercheur américain écrit : « Aussi bien à l'est qu'au centre de l'Europe, l'intensité et la permanence des préjugés antisémites se sont trouvées renforcées par la part prise par les Juifs au mouvement révolutionnaire. » « Au début de 1919, les Soviétiques, dirigés essentiellement par des Juifs, provoquèrent des révoltes à Berlin et à Munich », et « dans le parti communiste allemand de ce temps-là..., la part des activistes juifs... était tout à fait disproportionnée », alors que « la communauté juive dans son ensemble n'accordait à ce parti qu'un soutien insignifiant ». « Des onze membres du CC, quatre étaient des Juifs nantis d'une instruction supérieure », entre autres Rosa Luxemburg, laquelle écrivit en décembre 1918 : « Au nom des buts suprêmes de l'humanité, notre devise à l'encontre de nos ennemis doit être : le doigt – en plein dans l'œil ; le genou – sur la poitrine ! » Le soulèvement à Munich eut pour chef un Juif « à l'allure bohème », le critique théâtral Kurt Eisner. Il fut tué, mais dans la très catholique et conservatrice Bavière, le pouvoir fut pris par « un nouveau gouvernement d'intellectuels juifs de gauche qui proclamèrent la "République soviétique de Bavière" » (G. Landauer, E. Toller, T. Muzam, O. Neirat). Une semaine plus tard, cette république fut renversée « par un groupe encore plus radical » qui

34. PEJ, t. 6, p. 646 ; t. 1, p. 326.

proclama la « Seconde République soviétique de Bavière », avec à sa tête Eugène Leviné³⁵. L'*Encyclopédie* donne sur ce dernier les précisions suivantes : né à Saint-Petersbourg dans une famille de marchands juifs, socialiste-révolutionnaire, il participe à la révolution de 1905, puis acquiert la nationalité allemande, adhère au mouvement Spartakus de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht pour prendre la tête du gouvernement communiste de Bavière dont font également partie T. Muzam, E. Toller et M. Lévine qui, lui, est originaire de Russie³⁶. En mai 1919, la révolte est écrasée. « Que les dirigeants des révoltes communistes écrasées aient été des Juifs, voilà une des causes principales du regain de l'antisémitisme politique dans l'Allemagne postrévolutionnaire³⁷. »

« Mais si, en Russie et en Allemagne, le rôle des Juifs dans la révolution a été "très net", en Hongrie il a été décisif... Sur les 49 commissaires populaires, 31 étaient juifs », en premier lieu Bela Kun lui-même, « ministre des Affaires étrangères (*de facto* chef du gouvernement) », qui, comme nous le savons, un an et demi plus tard va noyer la Crimée dans le sang. On y trouve Mattias Rakosi, Tibor Samueli, Djerd Lukas. « Il est vrai que le Premier ministre, Shandor Garbai, n'était pas juif, mais Rakosi eut plus tard ce trait d'esprit : si Garbai a été élu chef du gouvernement, c'est pour qu'il en reste un qui puisse signer des arrêts de mort le samedi. » « Les statues des rois et des héros nationaux hongrois ont été déboulonnées, l'hymne national interdit, porter les couleurs nationales est devenu un délit. » « Le tragique de la situation se trouvait renforcé du fait que les Juifs de Hongrie vivaient de façon bien plus riche que leurs frères d'Europe orientale et avaient connu une réussite sociale nettement plus marquée³⁸. »

Le lien direct entre la République soviétique de Hongrie et notre guerre civile apparaît dans le fait que des unités de l'Armée rouge s'apprêtaient à voler à son secours, mais ne surent pas boucler leurs préparatifs avant sa chute (en août 1919).

35. John Müller, *Dialektika tragedii : antisemitizm i kommunizm v tsentralnoi i vostotchnoi Evrope* [Dialectique de la tragédie : l'antisémitisme et le communisme dans la Russie centrale et orientale] in « 22 », 1990, n° 73, pp. 96, 99-100.

36. PEJ, t. 4, pp. 733-734.

37. J. Müller, p. 99.

38. *Ibidem*, pp. 100-101.



L'effondrement du si haïssable Empire russe a coûté cher à tous – Juifs y compris. Comme l'a écrit G. Landau : « La révolution est en général et toujours quelque chose d'effrayant, de risqué, de dangereux. En particulier, elle est terrible et dangereuse pour une minorité qui, sous de nombreux rapports, est étrangère à la masse prépondérante de la population... Une telle minorité doit s'appuyer de toutes ses forces, pour assurer sa survie, sur la loi, sur l'intangible continuité de l'ordre, sur l'inertie juridique. La désagrégation sociale et le "tout est permis" de la révolution s'abattent inmanquablement, avec une force particulière, précisément sur une telle minorité³⁹. »

Mais cela n'allait survenir que plus tard, passé les premières décennies prometteuses. Dans l'immédiat, durant la guerre civile, avec son absence absolue de loi, la population juive fut soumise à des pillages et à des pogroms comme elle n'en avait jamais connus, et de loin, sous les tsars. Et ces pogroms ne furent pas le fait des Blancs. La densité de la minorité y était telle que dans les destinées des Juifs devait nécessairement intervenir, en sus des Rouges et des Blancs, une troisième force : le séparatisme ukrainien.

En avril 1917, quand fut créé le parlement ukrainien, les Juifs ne croyaient pas encore à la victoire du séparatisme, laquelle se manifesta dans les élections d'été aux doumas municipales : les Juifs n'avaient alors « aucune raison de voter pour les séparatistes ukrainiens⁴⁰ ». Mais, à partir de juin, quand parut s'édifier un pouvoir ukrainien véritable sous lequel tous seraient apparemment appelés à vivre, des représentants juifs firent leur entrée à la Malaïa Rada*, un vice-sécrétariat aux Affaires de la minorité nationale juive vit le jour (un « ministère juif »), chargé d'élaborer un projet que la société juive ambitionnait depuis longtemps, octroyant « une autonomie nationale spécifique » (chaque nation, y compris la juive, constitue une entité nationale, laquelle peut promulguer des lois selon les besoins et intérêts de ladite nation et recevoir des subsides du Trésor ; quant au représentant de cette entité, il peut faire partie du

39. G. A. Landau, p. 115.

40. J. B. Schekhtman, *Evreiskaia obschestvennost na Oukraïne (1917-1919)* [La société juive en Ukraine] in *LMJR-2**, p. 22.

* Littéralement : « petite assemblée nationale ».

Mais on avançait vers la sécession et les députés juifs, à l'exception du Bund, n'osèrent pas voter contre le « 4^e Universel » (11 janvier 1918 : sécession définitive de l'Ukraine). Sitôt après commença l'offensive bolchevique en Ukraine. Dans leur premier C[omit  ] C[entral] du P[arti] C[ommuniste] b[olchevique] d'U[kra  ne], concocté à Moscou puis transféré à Kharkov, sous la direction de Georges Piatakov, figuraient entre autres Simon Schwarz et Séraphin Gopner. Une fois établi à Kiev, à la fin de janvier 1918, y furent nommés commissaires : de la ville de Kiev, Grégoire Tchoudnovski ; aux finances, Kreizberg ; à la presse, D. Raichman ; aux armées, Schapiro. « Les noms juifs ne manquaient pas non plus au plus haut sommet des autorités bolcheviques... dans des centres comme Odessa et Iékatérinoslav. C'était suffisant pour alimenter les conversations sur les « bolcheviks juifs » et les « Juifs bolcheviques » au sein des unités de l'armée fidèles au Parlement. « Les plaisanteries sur les "traîtres juifs" devinrent monnaie courante » ; « en pleins combats de rue [pour la prise de Kiev], la fraction sioniste interpella l'Assemblée sur les excès antijuifs », avec pour résultat « une joute entre les députés ukrainiens et les représentants des minorités nationales⁴³ ».

43. J. Shekhtman, pp. 35-37.

* Désigne des lois organiques adoptées par le Parlement ukrainien.

C'est ainsi qu'entre les Juifs et les séparatistes ukrainiens commença par se creuser un fossé d'inimitié.

« Le gouvernement ukrainien et les dirigeants des partis ukrainiens se replièrent sur Jitomir ; les représentants juifs ne les y suivirent pas », et restèrent sous les bolcheviks. À Kiev, de surcroît, les bolcheviks « trouvèrent le soutien d'un groupe important de travailleurs juifs rentrés d'Angleterre après la révolution [de Février] », désormais « entièrement du côté du régime soviétique... Ils ont occupé les postes de commissaires et... de personnalités responsables » ; ils ont également « créé un détachement juif de la garde rouge⁴⁴ ».

Peu après, au début de février 1918, après la conclusion de la paix avec l'Allemagne à Brest-Litovsk, le gouvernement de l'Ukraine indépendante s'en revint à Kiev, protégé par les baïonnettes austro-allemandes, ce qui permit aux « gaïdamaks* » et aux « Cosaques libres » d'intercepter les « commissaires juifs frais émoulus » qu'ils réussissaient à débusquer, et de les fusiller. Ce n'étaient pas encore des pogroms antijuifs, du reste le gouvernement de Pétlioura dut céder la place pour sept mois à celui de l'hetman Skoropadski. « Le commandement des unités de l'armée allemande qui avaient occupé Kiev au printemps 1918 montrait une attitude compréhensive à l'égard des besoins de la population juive » (or cette dernière était importante : en 1919, les Juifs à Kiev représentaient 21 % de la population de cette ville⁴⁵.) Au sein du gouvernement de l'hetman, Serge Goutnik, un Juif du parti cadet, devint ministre du Commerce et de l'Industrie⁴⁶. Sous ce gouvernement, les sionistes n'étaient pas entravés dans leurs activités, une Assemblée nationale provisoire juive et un Secrétariat national juif furent élus.

Mais, une fois l'hetman chassé en décembre 1918, vint s'installer de Vinnitsa à Kiev le Directoire de Pétlioura-Vinnitchenko. De par

44. *Ibidem*.

45. PEJ, t. 4, p. 256.

46. EJR, t. 1, p. 407.

* Au XVIII^e siècle, nom donné aux révoltés ukrainiens qui luttèrent contre les autorités polonaises. Avec l'annexion de la Petite Russie occidentale à l'Empire russe, le mouvement disparaît. Mais le terme réapparut après la Révolution pour désigner des émeutiers opposés au pouvoir bolchevique.

leurs affinités socialistes, le Bund et Poalei-Tsion lui prêtèrent leur concours dans l'espoir d'obtenir l'égalité des droits avec les Ukrainiens. Le Secrétariat juif se voulut également conciliant. Cependant, l'organe officiel de Pétlioura, *La Renaissance*, écrivait : « L'instauration d'un gouvernement ukrainien a été pour les Juifs un événement inattendu. Les Juifs ne l'avaient pas prévu, en dépit de leur exceptionnelle habileté à flairer tout ce qui est nouveau. Ils... insistent sur leur connaissance de la langue russe, ignorent le fait de l'État ukrainien... Les Juifs se sont de nouveau joints au camp de nos ennemis⁴⁷. »

On imputa aux Juifs toutes les victoires des bolcheviks en Ukraine. Les Cosaques zaporogues pillèrent les appartements des gens fortunés qui avaient fui Kiev. Ces pillages essaimèrent avec d'autant plus d'insolence dans les localités secondaires, perpétrés par des unités militaires ou par des chefs cosaques qui n'en faisaient qu'à leur tête. Et le régiment qui portait le nom de Pétlioura inaugura par un pogrom, à Sarnach, l'année des pogroms généralisés.

Un député juif à l'Assemblée nationale restreinte a vainement tenté d'arrêter cette vague montante d'incitations aux pogroms : « Nous devons prévenir les Ukrainiens qu'ils n'arriveront pas à fonder leur gouvernement sur l'antisémitisme. Que ces messieurs du Directoire sachent qu'ils ont affaire à un peuple universel qui a survécu à ses nombreux ennemis. » Il menaça même de déclencher la lutte contre un pareil gouvernement⁴⁸. Et les partis juifs de se mettre rapidement à virer à gauche, autrement dit de se tourner avec de plus en plus de sympathie vers les bolcheviks.

Comme le déclara Arnold Margoline, à cette époque ministre des Affaires étrangères du Directoire, « la situation en Ukraine rappelle les pires années de Khmel'nitski et de Gonta^{49*} ».

D. S. Pasmanik note non sans amertume que sionistes et nationalistes juifs « ont longtemps soutenu le gouvernement désordonné

47. I. M. Trotski, *Evreiskie pogromy na Oukraïne i v Beloroussii 1918-1920* [Les pogroms anti-juifs en Ukraine et en Biélorussie], in *LMJR*-2*, p. 59.

48. *Ibidem*, p. 62.

49. *Ibidem*.

* L'un des principaux dirigeants du soulèvement des Gaïdamaks, en 1768, contre le pouvoir polonais. Trahi par les Russes, il fut livré aux Polonais qui le mirent à mort.

de Pétioura-Vinnitchenko, même lorsqu'en Ukraine eurent lieu de féroces pogroms antijuifs⁵⁰ ». I. M. Bickerman se demande : comment les socialistes juifs, « qui se sont assis à la même table que Pétioura et autres héros de la révolution ukrainienne pour reconstruire le monde avec eux, ont-ils pu oublier les héroïques pogroms de leurs frères en idéologie ?... Tout ce sang juif que firent couler les descendants et disciples de Bogdan Khlmel'nitski, de Gonta et de Jelezniak*, ne s'empressent-ils pas de l'oublier à cause de leurs sympathies socialistes⁵¹ ? » « De décembre 1918 à août 1919, les partisans de Pétioura ont organisé des dizaines de pogroms qui ont fait, selon les données de la commission de la Croix-Rouge internationale, près de 50 000 victimes. Le pogrom le plus important a eu lieu le 15 février 1919 à Proskourov... après la tentative avortée d'un coup d'État bolchevique⁵². » « Les pogroms antijuifs, qui avaient débuté presque en même temps que l'instauration du pouvoir ukrainien, se déroulaient sans discontinuer ; ils sont devenus particulièrement cruels à l'époque de ce qu'on a appelé le Directoire, et n'ont pas cessé tant que se maintint par la force des armes un pouvoir ukrainien⁵³. »

Prêtons attention à ce qu'écrivit S. Maslov : « On avait également tué des Juifs lors des pogroms au temps des tsars, mais jamais on n'en avait tué autant, et tué avec un tel sang-froid, une quasi-indifférence, comme cela se passe aujourd'hui ; au cours des pogroms que perpètrent les détachements rebelles de paysans, dans les bourgades dont ils s'emparent, ces derniers massacrent la population juive jusqu'au dernier. Ils n'épargnent ni enfants, ni femmes, ni vieillards⁵⁴. » À cette époque, les villes abritaient des marchandises impossibles à écouler et les paysans des villages voisins s'y rendaient en chariots pour, dans la foulée du pogrom, prendre leur

50. D. S. Pasmanik, Tchego je my dobivaemsia ? [Que cherchons-nous à obtenir ?], in RiE, p. 211.

51. I. M. Bickerman, *Rossia i rousskoe evreistvo* [La Russie et le monde juif russe], in RiE, pp. 66-67.

52. PEJ, t. 6, p. 570.

53. I. M. Bickerman, p. 65.

54. S. S. Maslov, pp. 25, 26.

* Maxime Jelezniak, chef cosaque qui s'est distingué par sa cruauté dans l'extermination des Polonais et des Juifs. Fut arrêté par les Russes et relégué en Sibérie. Mort vers 1770.

part du pillage⁵⁵... » « Dans toute l'Ukraine, quand les insurgés s'attaquent aux trains, dans les wagons retentit maintes fois l'ordre : "Communistes et Juifs, descendez !" Ceux qui obéissent à cet ordre sont fusillés sur-le-champ au bas du wagon » ; sinon, « on vérifie les papiers ou bien on force à prononcer le mot *koukourouza**, et si on décèle un défaut de prononciation, le présumé Juif est emmené et tué⁵⁶ ».

Un chercheur américain considère que « l'extermination massive des Juifs en Biélorussie et en Ukraine au cours de la guerre civile a été, en fait, moins le résultat d'une politique déterminée qu'une réaction populaire et paysanne⁵⁷. »

Particulièrement irresponsables et, partant, d'une extrême sauvagerie, se sont montrées en Ukraine les bandes incontrôlées : celles de Grigoriev, Sokolov, Zeleny, Struk, Angel, Tioutiounik, Iatseik, Volynets, Kozyr-Zyrka. Dans cette kyrielle, Makhno occupe cependant une place à part.

Makhno – mélange parfait du révolutionnaire et du droit-commun – s'est épanoui comme un diable dans le déchaînement sauvage de la guerre civile. Relever ses sorties pathologiques et criminelles n'entre pas dans notre propos. Makhno, personnellement, était étranger à tout antisémitisme, et les anarcho-monarchistes sous ses ordres signèrent des résolutions prônant « une lutte implacable contre toutes les formes de l'antisémitisme ». À une certaine époque, il plaça à la tête de son état-major Aron Baron, du Contre-espionnage, Léon Zadov-Zinkovski, du département de la Propagande, Eichenbaum-Voline, déjà cité ; il eut pour proche conseiller Archinov, et un certain Kogan était président du Soviet de Gouliaipole. Il existe aussi un bataillon juif distinct qui comptait quelque 300 soldats commandés par Taranovski, mais celui-ci fit faux bond à Makhno ; par la suite, Taranovski fut pardonné et à nouveau distingué jusqu'à devenir chef d'état-major. On a écrit que « les Juifs pauvres s'enrôlaient massivement dans l'armée de

55. *Iou, Larine*, *Evrei i antisemitizm v CCCP* [Les Juifs et l'antisémitisme en URSS], pp. 40, 41.

56. *S. S. Maslov*, p. 40.

57. *J. Müller*, p. 97.

* Ce mot, qui signifie « mais », par ses sonorités répétitives permettait de déceler les particularités de la prononciation juive.

Makhno », et que ce dernier aurait même capturé traîtreusement le chef cosaque Grigoriev et l'aurait fait fusiller pour antisémitisme. En mai 1919, Makhno mit à mort des paysans du village d'Ouspénovki qui s'étaient livrés à un pogrom dans la colonie agricole juive de Gorkoë. Mais, bien que « Makhno eût d'incontestables mérites aux yeux des Juifs (et plus tard, à Paris, jusqu'à sa mort, il a constamment évolué dans un milieu juif »), son armée, ingouvernable, s'est livrée pour sa part à plusieurs pogroms, entre autres en décembre 1918 non loin de Lékatérinoslav⁵⁸, et durant l'été 1919 à Alexandrovsk. Toutefois, l'*Encyclopédie* reconnaît : « Makhno et les autres chefs de son mouvement ont énergiquement combattu les pogroms et fusillé leurs auteurs⁵⁹. »

Nous avons sous les yeux un livre-album, *Les Pogroms anti-juifs : 1918-1921*. Il a été confectionné en 1923 à la demande du Comité social juif d'aide aux victimes des pogroms, mais n'a paru qu'en 1926⁶⁰. (L'année de sa parution permet de comprendre pourquoi ce livre ne parle pas du tout des pogroms fomentés par les Rouges ; il est entièrement consacré au « rôle joué par l'armée de Pétlioura et les armées blanches et polonaises dans la bacchanale des pogroms de cette période.)

Les détachements militaires prenaient part aux pogroms dans les villes importantes et les nœuds ferroviaires situés sur leur itinéraire, mais les bandes des « petits caïds (...) agissaient jusque dans les villages les plus reculés » ; ainsi, pour les Juifs, il n'y avait plus de lieux parfaitement sûrs.

Parmi les pogroms perpétrés par les armées de Pétlioura et qui se distinguèrent par une cruauté délibérée et une extermination méthodique, parfois sans pillage, retenons en 1919 ceux de Proskourov (en février), non loin de là ceux de Felchtinsk et de Jitomir (février), ceux d'Ovroutch (mars), de Trostinecs (mai), d'Ouman (mai), de Novomirgorod (mai). Des pogroms fomentés par les bandes : ceux de Smelsk (mars 1919), Élizabéthgrad (mai), Radomysl' (mai), Vapniar (mai), Slovetchen et, Doubov (juin) ; par les armées de Dénikine : ceux de Fastov (septembre 1919), de Kiev (octobre). En Biélorussie, des pogroms ont été fomentés par les

58. V. Litvinov, Makhno i evrei [Makhno et les Juifs] in « 22 », 1983, n° 28, pp. 191-206.

59. PEJ, t. 6, p. 574.

60. Evreiskie pogromy, 1918-1921, sous la direction de Z.S. Ostrovski, M, 1926.

Polonais – à Borissov et dans le district de Bobrouisk – et par des détachements de Boulak-Balakhovitch soutenus par les Polonais (en 1919 et 1920, puis jusqu'à l'été 1921 à Mozyr, Tourrov, Pétrakov, Kopotkévitch, Kovtchits, Gorodiatitch).

Les Juifs d'Ukraine furent terrorisés par ces vagues destructrices. De là où les pogroms avaient eu lieu et de là où en planait encore la menace, dans les phases d'accalmie, la population juive fuyait en masse, bourgades et hameaux se vidèrent complètement au profit des grandes villes les plus proches ; certains fuirent vers la frontière roumaine (dans le vain espoir d'y être secourus), d'autres, « paniqués, sans direction ni but précis », comme ceux de Tetiev ou de Radomysl'. « Les bourgades et hameaux les plus florissants avaient l'air de cimetières abandonnés : les maisons étaient brûlées ou détruites, les rues désertes, comme mortes... Toute une série de lieux peuplés par les Juifs, comme par exemple Volodarka, Bogouslav, Bortchagov, Znamenka, Fastov, Tefiopol, Koutouzovka, d'autres encore, avaient été entièrement incendiés et n'offraient plus à la vue qu'un monceau de décombres⁶¹. »

*

Tournons-nous à présent vers le camp des Blancs. On aurait pu penser que dans la guerre civile, ce serait non sous l'oppression rouge, mais bien chez les Blancs qu'auraient pu subsister dans une certaine mesure des potentialités démocratiques : chez Dénikine, chez Wrangel, il n'y avait pas que des monarchistes ni que des nationalistes de différentes nationalités, mais aussi de nombreux reliquats de groupes libéraux de toutes tendances, voire des socialistes de diverses nuances – tous ceux qui se montraient intransigeants envers le bolchevisme. Il en allait de même sur le front oriental avant que Koltchak ne prenne le pouvoir. Mais, s'il en était ainsi, pourquoi les Juifs qui partageaient les mêmes orientations et les mêmes sympathies n'y auraient pas trouvé leur place ?

C'est qu'en raison de la tournure fatale et irrémédiable prise – par la faute de l'un et l'autre camp – par les événements ultérieurs, l'accès des Juifs à l'Armée blanche se trouva barré.

L'*Encyclopédie juive* nous apprend que, tout au début, « de

61. *Evreiskie pogromy, 1918-1921*, pp. 73-74.

nombreux Juifs de Rostov soutenaient le mouvement des Blancs ; le 13 décembre 1917, A. Alpérine, négociant important, versa à l'ataman du Don A. Kalédine 800 000 roubles réunis par les Juifs de Rostov pour l'organisation des armées cosaques qui combattaient le pouvoir soviétique⁶². Mais voici un autre son de cloche, toujours de Rostov : quand le général Alexéiev cherchait à réunir son tout premier détachement (c'était également en décembre 1917), il eut besoin d'argent et en demanda, sans vouloir procéder à des réquisitions, à la bourgeoisie de Rostov et de Nakhitchévan, en majorité composée de Juifs et d'Arméniens. Les richards de Rostov ayant refusé, on ne put réunir qu'une somme dérisoire, aussi Alexéiev fut-il contraint de mener la « Campagne des glaces », en plein hiver, avec un détachement qui n'était pas du tout équipé. Et, plus tard : « À tous les appels de l'Armée des Volontaires, la population a répondu en donnant des clopinettes, mais quand survenaient en ces mêmes endroits les bolcheviks, à la première injonction elle apportait des millions de roubles sonnants et trébuchants et des magasins entiers de marchandises⁶³. » (Et quand, à la fin de 1918, l'ex-Premier ministre G. Lvov, maintenant réduit à quémander de l'aide, se rendit à Washington et à New York et y rencontra une délégation de Juifs américains, il n'en reçut aucune promesse d'assistance⁶⁴.)

Il est vrai, Pasmanik cite une lettre selon laquelle, à la fin de 1918, « plus de trois millions et demi de roubles... ont été réunis uniquement dans un cercle fermé de Juifs », moyennant « promesses et assurances du commandement blanc de faire montre d'une attitude bienveillante à l'égard des Juifs ». Nonobstant, on édicta un arrêté interdisant aux Juifs d'acheter des terres dans la région de la mer Noire (en raison de « la spéculation effrénée de plusieurs individus appartenant à la nation juive ») – mais cette mesure fut bientôt abrogée⁶⁵.

Toujours à Rostov, par cette aube blanche, alors que le timide mouvement des Blancs, à peine visible dans la pénombre, semblait

62. PEJ, t. 7, p. 403.

63. D. S. Pasmanik, *Rousskaia revolioutsia i evreistvo : Bolchevizm i ioudaizm* [La Révolution russe et le monde juif : Bolchevisme et judaïsme], Paris, 1923, p. 169.

64. T. I. Polner, *Jiznennyi pout kniazia G. Lvova* [L'itinéraire biographique du prince G. Lvov], Paris, 1932, p. 274.

65. PEJ, t. 7, p. 403.

presque sans espoir, je connais moi-même le cas de notre ami. A. Arkhangorodski, un Juif âgé, ingénieur très actif dans l'industrie, qui se considérait sincèrement comme un patriote russe : par cette nuit de février où la jeunesse partait pour la « Campagne des glaces », il voulut forcer son fils étudiant, qui s'y refusait, à emboîter le pas aux volontaires (sa fille ne s'en opposa pas moins au départ de son frère). – L'*Encyclopédie juive* précise : « Les Juifs de Rostov s'enrôlaient dans les détachements des partisans cosaques, dans le bataillon étudiant de l'Armée des volontaires de L. Kornilov⁶⁶ ».

En 1975, à Paris, le dernier commandant du régiment de Kornilov, M. N. Levitov, me déclara que d'assez nombreux enseignes juifs, promus au temps de Kérénski, restèrent fidèles à Kornilov lors des journées historiques d'août 1917*. Et, dans l'armée des Blancs, il mettait en avant le nom de Katzman, de la première division de Koutepov**, qui avait été décoré de l'ordre de Saint-Georges***.

Mais l'on sait que de nombreux Blancs n'encourageaient guère les Juifs neutres ni même ceux qui sympathisaient avec eux : en raison de la participation de trop nombreux *autres* Juifs aux côtés des Rouges, les Blancs se défiaient de plus en plus des Juifs, voire pestaient contre eux. Une récente étude à caractère scientifique nous apprend que, « dans sa première année d'existence, le mouvement des Blancs était pratiquement exempt de tout antisémitisme (du moins de ses manifestations de masse) et que des Juifs figuraient dans les rangs de l'Armée des volontaires ! Mais, en 1919 (...), les choses changèrent radicalement. En premier lieu, après la victoire de l'Entente sur l'Allemagne, le sentiment partagé par la plupart des Blancs, que les Allemands favorisaient le bolchevisme, laissa la place au mythe selon lequel c'étaient les Juifs qui constituaient le principal soutien du bolchevisme. En second lieu, ayant occupé l'Ukraine, les Blancs avaient subi l'influence du furieux

66. *Ibidem*.

* Pour prévenir un coup d'État bolchevique, le général Kornilov, commandant en chef de l'armée russe, fit mouvement sur Petrograd, mais fut arrêté par Kérénski et emprisonné.

** Promu général en 1918, il émigra à l'Ouest après la défaite des Blancs, mais fut enlevé en 1930 en plein Paris par le Guépéou.

*** Distinction militaire.

antisémitisme local, ce qui entraîna leur participation à des débordements antijuifs⁶⁷. »

L'armée blanche fut « hypnotisée par Trotski et Nakhamkis, ce qui l'amena à identifier le bolchevisme dans son ensemble avec les Juifs, avec pour conséquence les pogroms⁶⁸ ». Les Blancs s'étaient forgé l'idée que la Russie qu'ils portaient libérer était aux mains de commissaires juifs. Et, compte tenu du fait que cette armée à peine formée, à peine unifiée, dispersée sur de vastes étendues, était mal contrôlée, mal dirigée, du fait que partout, dans cette guerre, l'insubordination triomphait, on pouvait passer facilement de l'idée à des flambées spontanées, et, hélas, à des pogroms fomentés par les Blancs. « A. Dénikine..., ainsi que plusieurs autres dirigeants de l'Armée du Sud (V. Maï-Maevski), adhéraient aux positions des cadets et des S.-R. et cherchaient à mettre fin aux excès de leurs hommes. Mais ces tentatives n'étaient guère suivies d'effet⁶⁹. »

Il était naturel que de nombreux Juifs fussent mus par l'instinct de conservation. En dépit des premiers espoirs dans un comportement humain de l'Armée des volontaires, après les pogroms des partisans de Dénikine, pratiquement l'ensemble des Juifs abandonna toute velléité de se rallier aux Blancs.

Voici un exemple parlant que rapporte Pasmanik. Aleksandrovsk est repris aux bolcheviks. Les Volontaires sont entrés, suscitant la joie générale et sincère de toute la population... Dès la première nuit, la moitié de la ville est pillée. Elle s'emplit aussitôt de cris et de gémissements des Juifs martyrisés... On viole des femmes, on tabasse et on massacre des hommes, les appartements juifs sont pratiquement vidés de leur contenu. Le pogrom dure trois nuits et trois jours. Le commandant de la ville, le sous-lieutenant Sliva, en réponse aux doléances de l'Administration, répond : « Chez nous, il en va toujours ainsi : la ville est prise, et pour trois jours elle nous appartient⁷⁰. » Ces pillages et ces exactions perpétrés par des

67. G. Kostyrtchenko, *Tainaïa politika Stalina : vlast i antisemitizm* [La Politique secrète de Staline : le pouvoir et l'antisémitisme], Moscou, 2001, pp. 56-57.

68. D. S. Pasmanik, *Tchevo my dobivaemsia ?* [Que cherchons-nous à obtenir ?], RiE, p. 216.

69. G. Kostyrtchenko, p. 56.

70. D. S. Pasmanik, *Rousskaïa revolioutsia i evreïstvo* [La Révolution russe et le monde juif], p. 185.

soldats de l'Armée des volontaires ne sauraient s'expliquer par le rôle des commissaires juifs.

L'un des plus élevés en grade parmi les généraux blancs, A. von Lampé, affirme avec insistance que les bruits courant sur les pogroms antijuifs perpétrés par les Blancs « sont sciemment exagérés » ; que, dans une armée privée d'intendance et d'un ravitaillement irrégulier à partir de l'arrière, il s'agissait d'inévitables « pillages-réquisitions qui ne frappaient pas de préférence les Juifs, mais tous les habitants de la ville conquise, parmi lesquels les Juifs étaient souvent » plus nombreux et plus riches, aussi « souffraient-ils plus que les autres ». « Je déclare sans ambages, écrit von Lampé, que dans les districts où agissaient les Blancs, il n'y eut pas de pogroms antijuifs, c'est-à-dire d'agissements organisés visant à tuer ou piller des Juifs... Il y eut des pillages et même des assassinats... qui ont été ensuite amplifiés par une presse bien particulière, et qualifiés de pogroms antijuifs... Pour ces faits, la seconde brigade du Kouban a été dissoute, de même que le régiment de Cavalerie ossète. Les victimes, dans ces régions gagnées par les troubles, ont été aussi bien juives que chrétiennes⁷¹. » Il y eut aussi des exécutions (sur dénonciation des habitants) de commissaires et de tchékistes qui n'avaient pas eu le temps de s'enfuir, avec parmi eux de nombreux Juifs.

Les événements de Fastov, en septembre 1919, sont présentés sous un autre éclairage par l'*Encyclopédie juive* : là, « les Cosaques se sont livrés à des exactions... en tuant, violant, pillant, et en se gaussant des sentiments religieux des Juifs (en faisant irruption dans la synagogue le jour de Yom Kippour, les Cosaques tabassèrent les fidèles, violèrent les femmes, lacérèrent les rouleaux de la Torah). Près d'un millier de personnes périrent⁷² ».

« Un pogrom plutôt doux » – telle a été la réputation du pillage systématique des Juifs, quartier après quartier, lors du bref retour des Blancs à Kiev à la fin d'octobre 1919. Écoutons Choulguine : « Les autorités avaient fermement interdit "la mise à sac". Mais... premièrement, "les Juifs" ont vraiment fait du mal ; deuxièmement, les "héros n'avaient rien à manger... les Volontaires dans les

71. *Genl von Lampé, Pritchiny neoudatchi vooroujem i vyslouplenia belykh* [Les causes de l'échec de l'intervention armée des Blancs], Po. .v, 1981, n° 3, pp. 38-39.

72. PEJ, t. 6, p. 572.

grandes villes criaient famine", il y eut plusieurs nuits de pillage, mais sans tueries ni violences. Cela s'est passé au crépuscule de la Dénikiniade [ou épopée de Dénikine]..., au début de l'agonie de l'Armée des volontaires⁷³. »

« Sur le chemin de son offensive, mais surtout de sa retraite », lors de son ultime et cruel recul de novembre-décembre 1919, l'Armée blanche a perpétré « une longue suite de pogroms anti-juifs » (reconnus par Dénikine), non seulement pour piller, semble-t-il, mais aussi pour se venger. Cependant, note Biekerman, « meurtres, pillages et viols n'accompagnaient pas nécessairement l'Armée blanche, comme l'affirment, en noircissant à leurs propres fins une situation déjà suffisamment terrible, nos ressortissants socialistes [juifs]⁷⁴ ».

Choulguine abonde dans le même sens : « Pour ce qui est de l'état d'esprit véritable des Blancs, la répression sauvage à l'encontre d'une population désarmée – avec meurtre de femmes et d'enfants, pillage des biens –, était tout simplement inconcevable. » Aussi « les Blancs authentiques sont-ils responsables, dans le cas présent, d'avoir laissé faire. Ils ne furent pas suffisamment fermes pour maîtriser la racaille qui s'était infiltrée dans le camp des Blancs⁷⁵ ».

Pasmanik, de même : bien sûr, « tous admettent que le général Dénikine ne voulait pas les pogroms, mais, quand j'ai été à Novorossiisk et à Lékatérinodar en avril et mai 1919, c'est-à-dire avant le début de l'offensive vers le Nord, j'ai senti une atmosphère lourde d'un antisémitisme qui suintait de partout⁷⁶ ». C'est sur ce terrain fait de vengeance ou de laisser-aller qu'éclatèrent les pogroms « blancs » de 1919.

Avec cela, « d'après l'opinion commune de ceux qui eurent le malheur d'endurer les pogroms des uns et des autres [des partisans de Pétlioura et des Blancs], les partisans de Pétlioura plus que les autres en voulaient à la vie même des Juifs : de préférence ils tuaient⁷⁷ ».

« Ce n'est pas l'Armée blanche qui a déclenché les pogroms dans la Russie nouvelle. Ils ont débuté dans la Pologne "rénovée",

73. V. Choulguine, pp. 97-98.

74. I. M. Biekerman, p. 64.

75. V. Choulguine, p. 86.

76. D. S. Pasmanik, pp. 186-187.

77. I. M. Biekerman, pp. 65-66.

sitôt après qu'elle eut recouvré la liberté et fut redevenue un État indépendant. En Russie même, ce sont les armées ukrainiennes du démocrate Pétlioura et du socialiste Vinnitchenko qui les ont amorcés... Les Ukrainiens ont transformé les pogroms en phénomène courant⁷⁸. »

Ce n'est pas l'Armée des volontaires qui a commencé les pogroms, mais elle les a poursuivis, persuadée à tort que tous les Juifs avaient pris parti pour les bolcheviks.

« Le nom de Trotski suscitait chez les gardes blancs comme chez les partisans de Pétlioura une haine particulière : chaque pogrom ou presque était accompagné du slogan "Vous payez pour Trotski !" Même les Cadets qui condamnaient naguère toute forme d'antisémitisme et d'autant plus les pogroms..., lors de leur conférence de Kharkov, en novembre 1919..., exigèrent que les Juifs "déclarassent une guerre sans merci aux éléments du monde juif participant activement au mouvement des bolcheviks". Là-dessus, "ils affirmaient... que les autorités des Blancs faisaient tout pour contre-carrer les pogroms". Ils entendaient par là qu'à partir d'octobre 1919, "le commandement de cette armée avait pris envers les auteurs de pogroms différentes mesures de châtimement, jusqu'à la peine capitale", et "que les pogroms avaient pour un temps cessé". Toutefois, "de décembre 1919 jusqu'en mars 1920, avec la retraite de l'Armée des volontaires, les pogroms revêtirent en Ukraine un caractère particulièrement féroce" ; les Juifs étaient accusés "de profiter de la retraite des Volontaires pour leur tirer dans le dos. (Il est bon de souligner en parallèle que "dans les territoires de Sibérie où évoluaient les troupes d'A. Koltchak..., il n'y eut pas de pogroms... Koltchak n'admettait pas les pogroms")⁷⁹. »

D. Linski, qui servit dans l'Armée blanche, écrit avec une grande force d'âme : « Les Juifs avaient une possibilité unique de se battre pour la terre russe, de sorte qu'une fois pour toutes les calomnieux cessent de prétendre que la Russie n'est pour les Juifs qu'un espace géographique, et n'est pas pour eux leur patrie. » En fait, « il n'y avait et ne pouvait y avoir d'autre choix : la victoire... des forces opposées au bolchevisme devait mener, à travers les souffrances, à la renaissance de tout le pays, et, entre autres, à celle du

78. D. S. Pasmanik, pp. 173-174.

79. PEJ, t. 6, p. 572-574.

peuple juif... Les Juifs devaient s'impliquer entièrement dans la cause russe, lui faire don de leurs vies et de leurs moyens. Sous les taches noires de sa tunique blanche, il fallait percevoir l'âme pure du mouvement blanc... Dans les rangs de cette armée où l'on comptait beaucoup de jeunes Juifs, au sein de cette armée qui se serait appuyée sur un vaste soutien financier des Juifs, l'antisémitisme aurait perdu son souffle et le mouvement des pogroms aurait rencontré des forces internes qui s'y seraient opposées. Oui, les Juifs auraient dû soutenir l'armée russe lancée dans une action héroïque et immortelle pour la terre russe... Les Juifs ont certes été écartés de la participation à cette action héroïque en faveur de la cause russe, mais les Juifs avaient le devoir d'écarter ceux qui les écartaient ! » Tout cela, il l'écrit « en se fondant sur la pénible expérience de sa participation au mouvement des Blancs. Quels qu'eussent été les aspects difficiles et sombres de ce mouvement, nous inclinons avec piété et admiration nos têtes découvertes devant le fait unique et digne de respect que représentait la lutte contre cette honte de l'histoire russe qu'on a appelé par commodité... révolution russe ». Il s'agissait d'« un grand mouvement pour la défense des valeurs impérissables de l'humanité⁸⁰ ».

Cependant, l'Armée blanche n'aidait guère les Juifs qui la rejoignaient. Que d'humiliations durent subir des hommes comme le médecin Pasmanik en adhérant à l'Armée blanche (provoquant l'indignation de nombreux Juifs aux yeux desquels il était censé avoir rallié « les rangs des fauteurs de pogroms ») ! Systématiquement, l'Armée des volontaires refusait d'accueillir dans ses rangs les enseignes et les élèves-officiers juifs, y compris ceux qui, en octobre 1917, avaient vaillamment combattu les bolcheviks. « Ce fut un sévère coup moral porté aux Juifs. »

« Je n'oublierai jamais la scène, écrit-il, quand onze enseignes juifs vinrent me voir à Simféropol pour se plaindre qu'on les avait exclus du service armé et relégués à l'arrière en qualité de cuistots⁸¹. »

Choulguine écrit de son côté : « S'il y avait eu dans les rangs du mouvement des Blancs autant de Juifs que dans la "Révolution

80. D. Linski, *O natsionalnom soznanii rousskogo evreia* [Du sentiment national du Juif russe], in RiE, pp. 149-151.

81. D. S. Pasmanik, p. 183.

démocratique" ou, en son temps, dans la "démocratie constitutionnelle" !... Un groupe infime de Juifs a rallié les Blancs... quelques Juifs isolés dont on ne saurait assez estimer l'esprit de sacrifice, alors que l'antisémitisme était déjà nettement prononcé. Or, dans le camp des Rouges, les Juifs pullulaient et..., de surcroît, ils occupaient, plus grave encore, "de hants postes de commandement". En revanche, "ne connaissons-nous pas l'amère tragédie de ces Juifs isolés qui s'enrôlaient dans l'Armée des volontaires ? La vie de ces Juifs volontaires était tout autant menacée par une balle venue de l'ennemi que du côté "des héros de l'arrière" qui, à leur manière, tranchaient la question juive⁸². »

Mais, lesdits « héros de l'arrière » n'expliquent pas tout. Issus des familles de l'intelligentsia, les tout jeunes officiers blancs, désormais et en dépit de la tradition de l'intelligentsia dans laquelle ils avaient été éduqués, n'étaient pas, eux non plus, étrangers aux sentiments antijuifs.

Ce qui condamnait de plus en plus l'Armée blanche à l'isolement et à sa perte.

Linski nous apprend que, sous l'autorité de l'Armée des volontaires, les Juifs n'étaient pas admis à occuper des fonctions administratives, ni acceptés au département de propagande de l'Armée. Mais il dément que les publications de ce Département aient contenu de la propagande antisémite, et que les nervis ne fussent jamais punis. Non, « le commandement ne voulait pas qu'il y eût de pogroms, mais... il ne pouvait s'opposer aux sentiments antijuifs de la masse des combattants... Psychologiquement, il ne pouvait guère faire preuve de fermeté... L'Armée n'était plus ce qu'elle avait été, on ne pouvait lui appliquer les règles coutumières de l'ancienne armée russe par temps de paix ou de guerre », le moral des combattants étant miné par la guerre civile⁸³. « On ne voulait certes pas les pogroms, mais le gouvernement de Dénikine ne se résolvait pas à s'élever d'une voix forte contre la propagande antisémite », bien que les pogroms eussent déjà fait un tort immense à son armée. L'Armée des volontaires « dans son ensemble a adopté une position hostile au monde juif russe⁸⁴ », conclut Pasmanik.

82. V. Choulguine, p. 55, 81, 82.

83. D. Linski, pp. 157, 160-161.

84. D. S. Pasmanik, pp. 181, 1187.

Lévine conteste : « On attribue à tout le mouvement les vues d'une seule de ses composantes – les fauteurs délibérés de pogroms », alors que « le mouvement des Blancs était complexe, il réunissait des tendances... souvent diamétralement opposées⁸⁵. » Et « compter sur les bolcheviks, se cacher derrière leur dos par crainte de ces mêmes pogroms..., est une folie manifeste... Le Juif dit : ou bien les bolcheviks, ou bien les pogroms, alors qu'il devrait dire : plus longtemps les bolcheviks resteront au pouvoir, plus près nous serons de notre perte⁸⁶ ». N'empêche que l'invective « judéo-communistes » affleurait aux lèvres des propagandistes blancs.

À tout cela Wrangel mit fin en Crimée ; il n'y eut rien de tel là-bas. (Et même à l'archiprêtre Vostokov Wrangel interdit personnellement de prononcer ses sermons antisémites.)

Wrangel, en Crimée, reçoit en juillet 1920 une nouvelle lettre du millionnaire juif Schoulm Bepalov, dont nous avons déjà parlé. Ce dernier lui écrit : « Il faut sauver la patrie. Elle sera sauvée par les paysans et les industriels. Il faut faire don des trois quarts de notre fortune jusqu'au rétablissement de la valeur du rouble et d'une vie normale⁸⁷. »

Mais il était déjà trop tard...

Et une partie de la population juive de Crimée fut évacuée avec l'armée de Wrangel⁸⁸.

Oui, le mouvement des Blancs avait un pressant, un indispensable besoin d'être soutenu par l'opinion publique de l'Occident, laquelle était pour une large part conditionnée par le destin des Juifs russes. Il en avait grand besoin, mais, comme nous l'avons vu, il se laissa aller fatalement et sans retour à une attitude d'inimitié envers les Juifs et, par la suite, il ne sut pas prévenir les pogroms. Winston Churchill, alors ministre de la Guerre, « était le plus chaud partisan de l'intervention occidentale en Russie, et d'une aide militaire à l'Armée blanche ». En raison des pogroms, Churchill s'adressa directement à Dénikine : « Ma tâche, qui consiste à recevoir le soutien du Parlement pour aider le mouvement national russe, sera rendue terriblement difficile » si les pogroms ne cessent pas. « Churchill craignait également les réactions des cercles juifs

85. *Isaac Lévine*, *Evrei i revolioutsia* [Les Juifs et la révolution], in RiE, p. 136.

86. *I. M. Biekerman*, pp. 81-82.

87. *D. S. Pasmanik*, p. 181.

88. PEJ, t. 4, p. 598.

influent au sein de l'élite britannique⁸⁹ ». En Amérique, l'opinion des milieux juifs était similaire.

Et, cependant, les pogroms ne cessèrent pas, ce qui explique dans une large mesure la faiblesse de l'aide que l'Occident réticent accorda aux armées blanches. — D'autant que les calculs de Wall Street conduisaient naturellement à soutenir les bolcheviks, sans doute les futurs maîtres des richesses russes. Du reste, la tendance aux États-Unis et en Europe allait toute dans le sens d'une sympathie envers les bâtisseurs du « Monde nouveau », leur projet grandiose et leur chantier social immense.

Néanmoins, tout au long de la guerre civile, l'attitude des récents alliés de la Russie étonne par son sens du profit et son indifférence aveugle au mouvement des Blancs, héritier de la Russie impériale. On pressa le camp des Blancs d'envoyer une délégation à Versailles, de conserver avec les bolcheviks, pour ensuite se réconcilier stupidement avec ces derniers à Prinkipo. L'Entente, qui n'avait reconnu aucun des gouvernements blancs, s'empressa de reconnaître tous les gouvernements nationaux qui se formaient à la périphérie de la Russie. Les Anglais s'empressèrent d'occuper les puits de pétrole de Bakou ; les Japonais, l'Extrême-Orient et le Kamtchatka. Les Américains ne firent que gêner les Blancs en Sibérie et contribuèrent à l'occupation du littoral par les bolcheviks. Pour toute aide aux armées blanches, les Alliés se faisaient payer cher, en or par Koltchak, dans le sud de la Russie en bateaux de la mer Noire, ou par des concessions. (Parfois, toute honte bue : les Anglais, en quittant Arkhangelsk, sur le front nord, emmenèrent une partie des équipements militaires du temps des tsars, en livrèrent une autre aux Rouges, et le reste, ils l'expédièrent par le fond pour que les Blancs ne puissent en profiter.) Au printemps 1920, l'Entente exigea impérativement de Dénikine-Wrangel qu'ils cessent leur combat contre les bolcheviks. (À l'été 1920, la France apporta une aide chiche en ravitaillement à Wrangel pour qu'il libère la Pologne. Mais, six mois plus tard, elle se faisait payer la nourriture accordée aux combattants russes réfugiés à Gallipoli).

Ce qu'avaient apporté les maigres forces d'occupation de l'Entente, un diplomate aussi séricieux que le prince G. Troubetskoï a pu l'observer sur le tas en 1919, à Odessa où venait de déharquer

89. *Michael J. Colten, Churchill and the Jews*, London, 1985, pp. 56, 57.

l'armée française : « La politique des Français dans le sud de la Russie et leur attitude à l'égard des problèmes de l'État russe frappaient par leur confusion et par une mauvaise compréhension de ce qui se passait alentour⁹⁰. »

*

La série noire des pogroms en Ukraine s'étendit sur toute l'année 1919 jusqu'au début de 1920. Par leur étendue, leurs dimensions, leur cruauté, ces pogroms dépassent sans commune mesure tout ce que nous avons vu dans cet ouvrage sur les années 1881-1882, 1903 et 1905. Un haut fonctionnaire soviétique, Iou. Larine, a écrit dans les années 20 qu'« en Ukraine, durant la guerre civile, la série des pogroms massifs contre la population juive a dépassé de loin tout ce qu'on avait déjà vu, et par le nombre des victimes et par celui des participants ». Vinnitchenko aurait déclaré : « Les pogroms ne cesseront que lorsque les Juifs cesseront d'être communistes⁹¹. »

Personne n'a fait le décompte exact de toutes ces victimes. À l'évidence, étant donné les circonstances, que ce soit pendant les événements ou aussitôt après, on ne pouvait établir de statistiques fiables. L'ouvrage *Les Pogroms antijuifs* affirme : « Le nombre de tués en Ukraine et en Biélorussie, de 1917 à 1927 inclus, oscille entre 180 000 et 200 000... Le nombre des orphelins qui, à lui seul, dépasse les 300 000, montre l'ampleur colossale de cette catastrophe⁹². » La première Encyclopédie soviétique avance les mêmes chiffres⁹³. L'*Encyclopédie juive* récente : « Selon diverses estimations, de 70 000 à 180 000-200 000 ont péri⁹⁴. » Colligeant les données fournies par des sources juives, un historien actuel estime le nombre de pogroms de masse à 900, parmi lesquels 40 % furent commis par les forces de Pétlioura et du Directoire, 25 %

90. Pr. Gr. Troubetskoï, Otcherk vzaimootnochenii vooroujennyx sil Iouga Rossii i predstavitelei frantsouzskogo komandovaniia [Essai sur les rapports entre les forces armées du sud de la Russie et les représentants du commandement français], Iékatérinodar, 1919, in G. Troubetskoï, Gody smouty i nadejd [Années de troubles et d'espairs], Montréal, 1981, p. 202.

91. Iou. Larine, Evrei i antisemitizm v CCCR [Les Juifs et l'antisémitisme en URSS], p. 38.

92. Evreiskie pogromy, 1918-1921, p. 74.

93. Moscou, 1932, t. 24, p. 148.

94. PEJ, t. 6, p. 569.

par des détachements commandés par des caïds ukrainiens, 17 % par les armées de Dénikine et 8,5 % par la première armée de Cavalerie de Boudienny et d'autres forces rouges⁹⁵. »

Que de destinées disloquées derrière ces chiffres !

Dès la guerre civile, les partis nationaux et socialistes juifs commencent à fusionner avec les Rouges. *Fareinikte* se mue en *Komfareinikte*, « adopte le programme communiste et, de conserve avec la fraction communiste du Bund, forme le *Kombund* (panrusse) en juin 1920 ; en Ukraine, ceux qui viennent du *Fareinikte* forment avec le *Kombund* le *Komfarbund* – l'Alliance communiste juive –, laquelle se fond à son tour dans le Parti communiste russe des bolcheviks⁹⁶ ». À Kiev, en 1919, la presse officielle soviétique publie ses articles en trois langues : russe, ukrainienne, yiddish.

« Les bolcheviks ont tiré un énorme profit de ces pogroms [en Ukraine], ils les ont fort ingénieusement exploités pour agir sur l'opinion publique non seulement en Russie, mais aussi à l'étranger..., dans de nombreux milieux qui n'étaient pas tous juifs, en Europe aussi bien qu'en Amérique⁹⁷. »

Pourtant, les Rouges avaient eux aussi trempé dans les pogroms antijuifs, et nettement bien avant les autres ! « Au printemps 1918, des pogroms ayant pour slogan "À bas les Juifs et les bourgeois !" étaient fomentés par les détachements de l'Armée rouge qui refluaient d'Ukraine » ; « particulièrement cruels furent les pogroms perpétrés par la 1^{re} armée de Cavalerie à la fin août 1920, alors qu'elle se retirait de Pologne⁹⁸ ». Cependant, les pogroms fomentés par l'Armée rouge restèrent quasi occultés dans l'histoire. À quelques voix près, comme celle de Bickernan :

« Durant le premier hiver de la domination bolchevique, les forces rouges arborant le drapeau rouge organisèrent une série de sanglants pogroms ; entre autres, ceux de Gloukhov et de Novgorod-Séversk se distinguèrent par le nombre des victimes, les cruautés délibérées, les avanies subies par ceux que l'on martyrisait, laissant loin derrière eux les crimes commis à Kalouch.

95. G. Kostyrchenko, p. 56.

96. J. Shekhtman, *Sovetskaïa Rossia, sionizm i Izrail* [La Russie soviétique, le sionisme et Israël], in *LMJR*, p. 321 ; *PEJ*, t. 6, p. 85 ; t. 1, p. 560.

97. I. Lévine, p. 134.

98. *PEJ*, t. 6, pp. 570, 574.

Reculant sous la pression des Allemands, les troupes rouges mirent à sac les hameaux juifs qu'ils rencontraient sur leur passage⁹⁹. »

S. Maslov n'est pas moins net : « Quand du front polonais elle fut dirigée vers le front de Crimée, la Cavalerie de Boudienny laissa sur son passage des milliers de Juifs tués, de femmes violées, des dizaines de villages juifs pillés de fond en comble... À Jitomir, chaque nouveau pouvoir, en s'installant, commençait par des pogroms. Ces pogroms, qu'ils fussent perpétrés par des Polonais, des Soviétiques ou des partisans de Pétlioura, se distinguaient par le nombre important des tués¹⁰⁰. » Les régiments de Bogoun et de Taraschan sévirent particulièrement ; il est vrai, ils avaient rallié Boudienny après avoir servi sous le Directoire. À la suite de ces pogroms, ils auraient été dissous et les auteurs fusillés.

Le socialiste Schwarz, déjà cité, conclut avec le recul (en 1952) : « Au temps de la révolution, en particulier durant la guerre civile, l'antisémitisme s'est considérablement amplifié en gagnant, surtout dans le sud, de très larges couches de la population urbaine et campagnarde¹⁰¹. »

Hélas, la résistance des Russes au bolchevisme (sans laquelle nous n'aurions plus le droit de nous appeler un « peuple ») a trébuché, déviant de sa route à maints égards, notamment sur la question juive. Quant au pouvoir bolchevique, il cherchait à séduire les Juifs, et ces derniers y adhéraient volontiers. Tout au long de la guerre civile, le fossé n'a ainsi cessé de s'élargir. Si, dans l'ensemble, la révolution a exonéré les Juifs de tout soupçon d'attitude contre-révolutionnaire, presque toute la contre-révolution a suspecté le monde juif de s'être montré favorable à la révolution. Aussi « la guerre civile a-t-elle été pour les Juifs une rude épreuve et les a-t-elle confortés dans leurs positions révolutionnaires fallacieuses : ils n'ont pas su discerner la mission véritablement salvatrice des armées blanches¹⁰². »

Ne perdons pas de vue non plus le climat général de la guerre civile : « C'était le temps des Troubles au sens propre du terme – une anarchie totale. Tout un chacun tuait, pillait ; qui le voulait et le pouvait s'attaquait à qui il voulait... La populace déchaînée

99. I. M. Bickerman, p. 63.

100. S. Maslov, p. 26.

101. S. Schwarz, p. 14.

102. D. Linski, pp. 147, 148, 149.

lynchait des centaines, des milliers d'officiers de l'armée russe. Les familles de propriétaires terriens étaient exterminées..., les propriétés livrées aux flammes, les objets de valeur pillés ou détruits. Les jugements sommaires faisaient rage dans les rues des villes. Les propriétaires de fabriques et d'usines étaient chassés de leurs entreprises. Des dizaines de milliers d'êtres humains furent passés par les armes, pour la plus grande gloire de la révolution prolétarienne, sur toute l'étendue de la Russie..., d'autres milliers croupissaient en otages dans la puanteur fétide des prisons. Ce n'était ni un délit ni un acte quelconque qui faisait tomber la hache sur la nuque, mais l'appartenance à une classe, à une couche sociale déterminée. Dans ces conditions, quand des groupes entiers d'êtres humains étaient voués à la mort, il eût été étonnant qu'on ne s'en prît pas aussi au groupe des "Juifs". La malédiction de ce temps venait de ce qu'on pouvait déclarer nuisible une classe, une catégorie sociale, une nationalité. Condamner toute une classe sociale à l'extermination, c'est une révolution ; tuer ou piller des Juifs, c'est un pogrom. Le pogrom des Juifs perpétré dans le sud de la Russie fut une composante du pogrom subi par la Russie tout entière¹⁰³. »

Tel fut le lot malheureux de tous les peuples de Russie, y compris des Juifs russes après que ces derniers eurent la chance d'obtenir l'égalité des droits à la suite d'une révolution née dans l'azur d'un mois de mars. Autant la sympathie de larges couches de Juifs russes à l'égard du camp bolchevique que l'attitude de l'Armée blanche envers les Juifs hypothéquèrent puis effacèrent le bien qu'aurait pu apporter une éventuelle victoire des Blancs : une évolution raisonnable de l'État russe.

103. I. M. Biekerman, pp. 58-60.

Chapitre 17

DANS L'ÉMIGRATION ENTRE LES DEUX GUERRES

À la suite du coup d'Octobre et de la guerre civile, des centaines et des centaines de milliers de citoyens russes émigrèrent, les uns reculant devant l'ennemi, d'autres fuyant le pays. On trouvait parmi eux tous les rescapés de l'Armée blanche et une partie des Cosaques. La noblesse de souche, qui ne s'était guère manifestée dans les années décisives de la Révolution, se réfugia également à l'étranger : sa richesse, elle l'avait possédée dans ses terres, ses domaines – et les anciens exploitants agricoles qui arrivaient en Europe se firent (du moins ceux qui n'avaient pu emporter d'objets précieux) chauffeurs de taxi ou serveurs de restaurant. On trouvait aussi des industriels, des financiers dont beaucoup avaient de l'argent à l'étranger. Et de simples citadins, souvent dépourvus d'instruction, mais qui, en leur âme et conscience, ne pouvaient rester sous les bolcheviks.

Dans la composition de l'émigration, on relevait un nombre important de Juifs. « Sur les 2 millions et plus d'émigrés venus des républiques soviétiques en 1918-22, on comptait plus de 200 000 Juifs. La plupart d'entre eux avaient franchi les frontières polonaise et roumaine pour émigrer plus tard aux États-Unis, au Canada, dans les pays d'Amérique latine et en Europe occidentale. Nombre d'entre eux gagnèrent la Palestine¹. » La Pologne nouvellement formée constituait désormais un cas à part, elle abritait une importante population juive autochtone et tous ceux qui avaient été

1. PEJ, t. 8, p. 294.

déplacés durant la guerre regagnaient à présent leur pays. « Les Polonais estiment qu'après la révolution bolchevique, 200 000 à 300 000 Juifs sont venus de Russie en Pologne². (Cette estimation serait à imputer moins à l'émigration qu'au nouveau tracé frontalier entre la Russie et la Pologne). Cependant, « la plus grande partie des Juifs qui avaient quitté la Russie après la Révolution s'installèrent en Europe occidentale. Ainsi, en Allemagne, à l'issue de la Première Guerre mondiale, on comptait près de 100 000 Juifs russes³ ».

« Dès le début, Paris est devenu le centre politique de la Russie hors-frontières, sa capitale de fait, mais, à la fin de l'année 1920 et jusqu'au début de 1924, sa seconde capitale, plus exactement sa capitale littéraire a été Berlin (dans les années 20, la Prague russe vivait elle aussi d'une vie culturelle intense, étant devenue (...) la ville universitaire la plus importante des Russes émigrés⁴.) » À Berlin « on avait généralement plus de facilités pour s'installer en raison de l'inflation ». Dans les rues de Berlin, on pouvait croiser « des représentants de la grande industrie et du commerce, banquiers et entrepreneurs⁵ », et beaucoup d'entre eux y possédaient des capitaux. Par comparaison avec les autres émigrés de Russie, les émigrés juifs éprouvaient moins de difficultés à s'acclimater dans la diaspora, ils se sentaient plus à l'aise. L'émigration juive s'est montrée plus dynamique que les Russes, les Juifs émigrés échappant en règle générale aux emplois humiliants. Mikhaïl Lévitov, ce commandant du régiment Kornilov passé par tous les travaux pénibles, m'a confié : « Chez qui pouvions-nous recevoir un salaire décent ? Chez les Juifs. Les millionnaires russes étaient pingres à l'égard de leurs compatriotes. »

À Berlin et Paris, « l'intelligentsia juive était déjà largement représentée : avocats, éditeurs, savants, écrivains et journalistes⁶ », nombre d'entre eux assimilés de longue date ; les émigrés russes

2. *James Parks*, *Evrei sredi narodov : obsor pritchin antisemitizma* [Les Juifs parmi les peuples : aperçu sur les causes de l'antisémitisme], Paris, Ymca-Press, 1932, p. 44.

3. *D. Kharou*, *Evreiskaia emigratsia iz Rossiiskoi imperii i Sovetskogo soiuza : statisticheskii aspekt* [L'émigration juive venue de l'Empire russe et de l'Union soviétique : aspect statistique], Jérusalem, 1998, t. 1 (6), p. 352.

4. *Gleb Struve*, *Rousskaia literatoura v izgnanii* [La littérature russe dans l'émigration], 2^e éd., Paris, Ymca-Press, 1984, p. 24.

5. *A. Sedykh*, *Rousskie evrei v emigrantskoi literatoure* [Les Juifs russes dans la littérature de l'émigration], *LMJR*-2, pp. 426-427.

6. *Ibidem*, p. 426.

originaires de Saint-Pétersbourg appartenaient pour la plupart à la tendance libérale, – ce qui suscitait une amitié réciproque (inexistante avec les émigrés de tendance monarchiste). Dans la vie culturelle de l'émigration entre les deux guerres mondiales, l'influence et la participation des Juifs russes sont plus que nettement perceptibles. (Comment ne pas mentionner à ce propos la publication en Israël – à partir des années 90 et toujours en cours – de recueils remarquablement intéressants, consacrés aux « Juifs dans la culture de la Russie hors-frontières⁷ » ?) Certaines familles juives qui avaient conservé leur aisance animaient des salons destinés aux milieux artistiques russes, montrant par là leur goût pour la culture russe dans laquelle ils avaient été immergés. La généreuse maison de Michel et Marie Tsétline, à Paris, connue de tous, J. Hessen à Berlin, Ilya Fondaminski-Bounakov, infatigable « dans son souci permanent et désintéressé en faveur de la culture russe au sein l'émigration⁸ », Sophie Pregel, Sonia Delaunay, Alexandre et Salomé Halperine – tous étaient constamment préoccupés d'aider les écrivains et artistes dans le besoin : considérable était leur soutien non seulement aux écrivains de renom – Bounine, Rémizov, Balmont, Teffi –, mais aussi aux jeunes poètes et peintres peu connus. (Cette aide ne concernait pas les milieux « blancs » et monarchistes de l'émigration russe : là, la méfiance était réciproque). De façon générale, les Juifs russes se sont montrés dans l'émigration incomparablement plus actifs que tous les autres pour ce qui est de la vie culturelle et sociale. C'était si frappant que Michel Ossorguine a pu publier dans le journal des sionistes russes *Rassvet* [« L'Aube »], repris par Jabotinski, un article sur ce thème, intitulé « La solitude russe ».

Voici ce qu'il écrivait : « En Russie, ni dans le mouvement social ni dans le mouvement révolutionnaire (j'entends en profondeur, non en surface) la solitude russe ne se faisait sentir, le ton et la coloration étaient donnés par les Russes – les Slaves ». Ce n'est plus le cas dans l'émigration : « Là, alors que le niveau culturel est plus élevé, la pensée et l'effort créateur plus approfondis, l'élément humain de plus de poids, le Russe éprouve un sentiment de solitude

7. Jérusalem, 1992-1998 et à suivre, sous la direction de M. Parkhòmovski.

8. *Roman Goul, Ia ounes Rossiou* [J'ai emporté la Russie avec moi], New York, 1984, t. 2 ; *Rossia vo Frantsii* [La Russie en France], p. 99.

nationale ; là, alors que ceux qui lui sont proches par le sang sont aussi plus nombreux, pour lui domine l'isolement culturel. Cette tragédie, je l'ai nommée dans le titre de mon article : *La solitude russe...* Je ne suis nullement antisémite, mais je suis primordialement un Russe, un Slave... Les Russes me sont beaucoup plus proches spirituellement, par la pureté de leur langue et de leur prononciation, par leurs qualités et leurs défauts nationaux spécifiques. Les avoir pour compagnons d'idées et d'action m'est plus précieux, tout simplement plus confortable et plus agréable. Dans la Russie multinationale, non russe, je sais respecter et le Juif et le Tatar et le Polonais, et je reconnais pour eux tous le même droit qu'à moi-même sur la Russie, notre mère commune : mais moi-même, je suis issu du groupe russe, ce groupe dont l'influence spirituelle a donné son armature de clef à la culture russe ». Mais voilà que, maintenant, « le Russe à l'étranger s'est étioilé, s'est démis, cédant dans la société les postes de choix à l'énergie d'une autre nationalité... Le Juif s'acclimate plus facilement... c'est son bonheur ! Je n'éprouve pas d'envie, je suis prêt à m'en réjouir pour lui. Je suis tout aussi disposé à lui céder l'honneur et la place dans les différentes initiatives et organisations sociales de l'émigration... Mais il y a un domaine dans lequel la "prédominance juive" me fait vraiment mal au cœur : celui de l'action caritative. Je ne sais qui possède le plus d'argent et le plus de diamants : les Juifs riches ou les Russes riches. Mais je sais parfaitement que toutes les grandes organisations caritatives, à Paris comme à Berlin, ne sont en mesure d'aider les émigrés russes dans le besoin que parce qu'elles collectent les sommes nécessaires auprès des Juifs compatissants... « L'organisation des soirées, des concerts, des récitals poétiques a suffisamment montré que s'adresser aux Russes fortunés n'est que vaine et humiliante perte de temps... Ne serait-ce que pour atténuer la tonalité qu'on jugera "antisémite" du présent article, j'ajouterai que, selon moi, un Juif sensible dans son sentiment national croit souvent voir une nuance antisémite là où, en réalité, ne s'exprime que la sensibilité nationale du Slave⁹. »

L'article d'Ossorguine était accompagné dans le même numéro

9. M. Ossorguine, *Rassvet*, Paris, 1925, 15 février, n° 7, repris dans « Evrei v koul-toure Rousskogo Zaroubija » [Les Juifs dans la culture de l'émigration russe], t. 1, pp. 15-17.

d'un commentaire du rédacteur (la pensée et le style permettent de l'attribuer au rédacteur en chef, Jabotinski) : M. Ossorguine « craint à tort que les lecteurs du *Rassvet* voient [dans son article] des tendances antisémites. Il est vrai, il fut un temps où une génération s'effarouchait instinctivement en entendant le mot "juif" dans la bouche d'un non-Juif. Un des coryphées de cette génération, établi à l'étranger, a pu dire : "Le meilleur service que puisse nous rendre la presse d'avant-garde, c'est de ne pas parler de nous". Il a été obéi, et pendant une longue période, dans les milieux progressistes comme il faut, en Russie comme en Europe, il était d'usage de considérer le mot "juif" comme une syllabe à ne pas proférer. Grâce à Dieu, cette période est révolue. Nous pouvons assurer Ossorguine de notre compréhension et de notre sympathie... Il est vrai que, sur un point, nous sommes en désaccord. Il accorde trop d'importance au rôle des Juifs dans l'action caritative au sein de l'émigration. Pour commencer, ce rôle prédominant n'a rien que de naturel. L'entraide est l'une des attitudes fondamentales dans la diaspora. Nous nous sommes initiés aux tactiques et usages propres à la diaspora pendant de longues années ; les Russes, jamais... Mais la question recèle un aspect plus profond... Nous avons reçu de la culture russe tant de richesses, y compris pour favoriser notre créativité nationale propre... [que] nous, Juifs russes, sommes débiteurs vis-à-vis de la culture russe – et cette dette, aucun argent ne pourra la rembourser. Ceux d'entre nous qui font ce qu'ils peuvent pour l'aider à traverser ces temps difficiles font bien et, espérons-le, agiront de même dans l'avenir¹⁰ ».

Mais revenons aux premières années postrévolutionnaires. « Dans l'émigration russe, les passions politiques bouillonnaient encore, on sentait le besoin de bien comprendre ce qui s'était passé ; d'où l'émergence de journaux, de revues, de maisons d'édition¹¹ ». Et dans les rangs des publicistes, des directeurs de revues et de journaux, des éditeurs, les Juifs étaient nombreux. (Une énumération détaillée de leur apport aux publications et à l'édition est consignée dans *Le Livre des Juifs de Russie*, et, depuis, dans les volumes de la série *Les Juifs dans la culture de l'émigration russe*).

10. *Ibidem*, pp. 18-19.

11. A. Sédykh, p. 427.

En tout premier lieu, il faut signaler *Les Archives de la Révolution russe*, de J. Hessen, contribution historique d'importance (22 volumes). Hessen lui-même, avec le concours d'A. Kaminka et de V. D. Nabokov (puis, après sa mort tragique, avec celui de G. Landau), publiait à Berlin le grand quotidien *Roul* (« Le Gouvernail ») ; ce dernier « passait pour être l'héritier dans l'émigration du quotidien *Retch* (« La Parole »), mais, à la différence de Milioukov, Joseph Hessen avait adopté une position patriotique conséquente. Ses collaborateurs étaient G. Landau et Isaac Lévine que nous citons souvent, mais aussi le critique littéraire J. Aichenwald. Par rapport au *Roul*, le spectre politique des journaux berlinois était orienté vers la gauche socialiste. A. Kérénski publiait *Dni* (« Les Jours ») auxquels collaboraient entre autres A. Koulikher-Iounius, auteur « d'une série de travaux scientifiques en sociologie, un sioniste proche de Jabotinski ; S. Soloveitchouk ; O. Mintslov, connu pour son passé de socialiste-révolutionnaire (il collaborait aussi à la revue *Volia Rossii* [« La Liberté de la Russie »] de Prague), et l'ancien secrétaire de l'Assemblée constituante M. Vichniak. – À Berlin, en 1921, Iou. Martov et R. Abramovitch ont créé le *Sotsialistitcheskii vestnik* (« Le Messager socialiste »), transféré par la suite à Paris, puis à New York ; il avait pour collaborateurs F. Dan, D. Daline, P. Garvi, G. Aronson, entre autres.

Après trois années passées à Jérusalem, V. Jabotinski arrive à Berlin en même temps que la première vague de l'émigration ; d'abord à Berlin, puis à Paris, il reprend la publication du *Rassvet* ; il y publie aussi ses romans. Par ailleurs, nombre de journalistes russo-juifs habitèrent Berlin entre 1920 et 1923, et collaborèrent à la presse russe locale et à celle de l'étranger. Parmi eux, I. Trotski, de l'ancien quotidien *Rousskoe slovo* (« La Parole russe »), N. Volkovysski, P. Zvesditch (victime des nazis durant la Seconde Guerre mondiale), le menchevik S. Portougueis (nom de plume : St. Ivanovitch), de l'ancien quotidien pétersbourgeois *Den* (« Le Jour »). Citons aussi les pièces d'Ossip Dymov-Perelman, les romans et les nouvelles de V. Iretski¹².

Berlin est également devenu la capitale des maisons d'édition russes : « En 1922, toutes ces maisons ont publié plus de livres et

12. *Ibidem*, pp. 429, 430.

de publications russes que les éditeurs de langue allemande dans l'Allemagne entière. La plupart des éditeurs et des libraires étaient juifs¹³. » Parmi les plus importants : « I. Ladyjnikov », qui appartenait dès la Première Guerre mondiale à B. Rubinstein (littérature classique, contemporaine, de vulgarisation scientifique) ; « Slovo », créé dès 1919 et dirigé par J. Hessen et A. Kaninka (œuvres des écrivains classiques russes, écrivains et philosophes de l'émigration, souvenirs et ouvrages historiques de grande valeur) ; « Z. Grjébine » (qui avait des liens avec les Soviétiques et dont les nombreux ouvrages se vendaient alors en URSS) ; les fascicules de haute qualité artistique *Jar-Plitsa* (« L'Oiseau de feu ») (A. E. Kogan), ainsi que *Grani* (« Les Bornes »), dirigées par A. Tsatskis ; le « Hélicon » d'A. Vichniak, *Skify* (« Les Scythes ») d'I. Schteiberg. C'est également à Berlin que fut publiée *L'Histoire universelle du peuple juif* de S. Doubnov en dix volumes, en allemand, puis en russe dans les années 30 à Riga.

Riga et d'autres villes des libres pays Baltes (avec une population juive importante) furent des centres très vivants de l'émigration juive. De surcroît, « la seule langue commune aux Lettons, Estoniens et Lithuaniens s'est trouvée être le russe », ce pourquoi le quotidien russe de Riga, *Segodnia* (« Aujourd'hui »), édité par J. Brams et B. Poliak, y « a exercé beaucoup d'influence ». Ses collaborateurs étaient en majorité des journalistes russo-juifs : son rédacteur en chef, M. Ganfinan, puis, après sa mort, M. Milrud ; *Segodnia vetcherom* (« L'Aujourd'hui soir ») avait pour rédacteur B. Khariton (les deux derniers cités furent arrêtés par le NKVD en 1940 et ont péri dans les camps soviétiques). À *Segodnia* collaboraient l'économiste V. Ziv, M. Aizenstadt (sous les noms de plume de Jeleznov, puis d'Argus), à Berlin, Guershon Svct ; le correspondant parisien était André Sédykh (J. Tsvibak), le correspondant berlinois, Volkovysski, et celui de Genève, L. Nemanov¹⁴.

À la fin des années 20, en raison de l'instabilité économique et de la rapide montée du nazisme, Berlin perdit son rôle de centre culturel de l'émigration. *Roul* dut cesser sa parution en 1931. L'émigration alors se dispersa, mais le flux le plus important se

13. I. Lévitane, *Rousskie izdatelstva v 20-kh godakh v Berlīne* [Les maisons d'édition russes à Berlin dans les années 20], in *LMJR*-2, p. 448.

14. A. Sédykh, pp. 431, 432.

dirigea vers la France, en particulier vers Paris, déjà l'un de ses principaux centres.

À Paris, le quotidien central au plus fort tirage était *Poslednie novosti* (« Les Dernières Nouvelles »), fondées au début de 1920 par l'avocat pétersbourgeois M. Goldstein. M. Zalchoupine se chargea de financer le journal ; six mois plus tard, celui-ci « échut à P. Milioukov... Tant que l'existence du journal demeura précaire, un solide soutien financier lui fut accordé par M. Vinaver ». « Le bras droit de Milioukov » était A. Poliakov. « Les éditoriaux et articles politiques étaient rédigés par Koulikher-Iounius (arrêté en France en 1942, il périt dans un camp d'extermination allemand). La rubrique étrangère était assurée par M. Berkline-Bénédictov, lequel était en relation étroite avec Jabotinski. Parmi les collaborateurs figuraient S. Poliakov-Litovtsev, un journaliste pointu (qui « n'avait maîtrisé le russe parlé et écrit qu'à l'âge de 15 ans »), B. Mirline-Guetsévitch (nom de plume : Boris Mirski), un éminent journaliste du parti K.-D., Pierre Ryss, entre autres. Dans *Les Dernières Nouvelles* paraissaient les feuilletons d'Isaac Dionéochklovski, les articles de vulgarisation scientifique de J. Délevski (J. Ioudélevski). Parmi les humoristes les plus fameux figuraient Vl. Azov (V. Achkenazi), Sacha Tcherny (A. Gliksberg), « le roi des humoristes » Don-Aminado (Schpolianski). « Les *Dernières Nouvelles* étaient, de tous les journaux de l'émigration, le plus lu¹⁵. Choulguine l'a appelé « la citadelle du monde politique juif et des Russes judaïsants¹⁶ ». Sédykh considère que ce jugement est « manifestement exagéré ». La tension politique qui s'est manifestée autour du quotidien venait de ce que, sitôt après la guerre civile, il chercha à démasquer, voire, dans certains articles, à vilipender l'Armée des volontaires. Sédykh le note bien : à Paris, la ligne de partage était aussi bien politique que nationale », « l'équipe de rédacteurs du quotidien de Milioukov comptait de très nombreux journalistes russo-juifs », alors que « dans les colonnes du quotidien de droite *Vozrojdenie* ("La Renaissance"), à l'exclusion de I. M. Biekerman les noms juifs étaient généralement absents¹⁷ ». (Au reste, « La Renaissance », créée après tous les autres journaux,

15. *Ibidem*, pp. 431, 432-434.

16. V. Choulguine, « Tchto nam v nikh ne nraivitsa... » : Ob antisemitisme v Rossii [Ce qui en eux nous déplait : de l'antisémitisme en Russie], Paris, 1929, p. 210.

17. A. Sédykh, pp. 432, 434.

dévia en 1927, quand le richissime Goukassov en écarta le rédacteur en chef, Pierre Struve).

À Paris, de 1920 à 1940, paraissait la revue politique et littéraire la plus influente, *Sovremennye zapiski* (« Annales contemporaines »), fondée et dirigée par des socialistes-révolutionnaires : N. Avksentiev, I. Fondaminski-Bounakov, V. Roudnev, M. Vichniak et A. Goukovski ; « sur les cinq rédacteurs, note Sédykh, trois étaient juifs. Dans les 70 numéros des *Annales contemporaines*, nous trouvons des textes littéraires, des articles sur les sujets les plus divers et des souvenirs d'auteurs juifs ». *Illiustrirovannaja Rossia* (« La Russie illustrée »), qui a « donné à ses lecteurs, en guise de suppléments, 52 volumes d'auteurs russes classiques ou de l'émigration », avait été fondée par M. Mironov, un journaliste de Saint-Petersbourg, puis, à partir de 1922, fut dirigée par B. Gordon (naguère propriétaire de la Banque La Région d'Azov¹⁸). (Dans le milieu littéraire de l'émigration figuraient des noms russo-juifs importants : Marc Aldanov, Semen Iouchkévitich et Jabotinski, J. Aichenwald, M. Tsétline (Amari) déjà cités, mais la vie littéraire n'entre pas dans le propos de cet ouvrage : c'est en soi un vaste thème à part.)

Il y a lieu d'attirer ici l'attention sur la personnalité et le destin d'Ilya Fondaminski (né en 1880). Originaire d'une famille aisée de négociants, marié jeune à la petite-fille d'un marchand de thé millionnaire (V. Vysotski), Fondaminski, en adhérant au parti tout récemment créé des socialistes-révolutionnaires, « fait don d'une grande part de son propre argent et de la dot de sa femme à la cause de la révolution¹⁹ » en vue d'un achat d'armes. En 1905, il donne l'impulsion initiale à la grève générale en Russie et participe à l'état-major S.-R. qui dirige la rébellion. En 1906, il émigre à Paris où il devient l'intime de D. Mérejkovski et de Zénaïde Hippisus, et montre de l'intérêt pour le christianisme. Il rentre à Petrograd en avril 1917. En été 1917, il est commissaire de la flotte de la mer Noire, puis député à l'Assemblée constituante ; après la dissolution de celle-ci, il entre en clandestinité. En 1919, le voici de nouveau émigré en France – où il va résider durant les années qui font l'objet de ce chapitre. Il met dans la rédaction des *Annales*

18. A. Sédykh, pp. 435-436.

19. PEJ, t. 9, p. 253.

contemporaines beaucoup de son âme, et y publie une série d'essais intitulée *Les Voies de la Russie*. Il joue un rôle important dans la vie culturelle de l'émigration, soutient par tous les moyens les écrivains et poètes russes. Il réussit même à créer à Paris un Théâtre russe. « Pour ce qui est de l'énergie, de l'éclectisme, de la ténacité et de la générosité... il n'avait pas son pareil parmi les émigrés²⁰. » Il s'éloigne des positions socialistes-révolutionnaires pour devenir démocrate-chrétien. Avec G. Fédotov et F. Stépoun dont les idées lui sont proches, il publie la revue démocrate-chrétienne *La Nouvelle Cité*. « Il tend de plus en plus, dans ces années-là, vers l'Orthodoxie²¹. » « En juin 1940, il fuit Paris devant les troupes allemandes, mais y revient pour être arrêté en juillet 1942 et envoyé au camp de Compiègne », près de Paris, « où il reçoit le baptême... Courant 1942, il est déporté à Auschwitz où il va périr²² ».

Pour ce qui est des problèmes proprement juifs, l'organe le plus important, entre 1920 et 1924, a été l'hebdomadaire *Evreiskaia tribouna* (« Tribune juive »), publié à Paris en langues française et russe avec la participation active de M. Vinaver et S. Pozner. Y collaboraient aussi d'autres journalistes mentionnés plus haut.

De l'autre côté de l'Océan se faisait entendre le quotidien *Novoe roussskoe slovo* (« La Nouvelle Parole russe »), fondé aux États-Unis en 1910, publié à partir de 1920 par V. Schimkine avec, à partir de 1922, pour rédacteur en chef M. Weinbaum. Ce dernier note dans ses souvenirs : « Le journal faisait l'objet de fréquentes critiques, non sans raison ; on s'en moquait, et non sans fondement. Mais il a pris racine et conquis son public²³ ». (Aujourd'hui, il porte la mention « le plus ancien journal russe au monde », et si l'on s'en tient aux dates, il est en effet de deux ans l'aîné de la *Pravda*. Tous les autres journaux nés en différents endroits, à différents moments, pour différentes raisons ont périclité.)

Des publications de tendance droitnière et nationale ont vu le jour à Sofia, à Prague : *Novoe vremia* (« Temps nouveau ») de Souvorine a même refait surface à Belgrade sous le titre *Vetchernee vremia* (« Soir-Temps »), mais tous ont fini par retomber et rapidement

20. *Roman Goul*, t. 2, p. 100.

21. *Gleb Struve*, p. 230.

22. *PEJ*, t. 9, p. 255.

23. *A. Sédykh*, p. 443.

sombrer sans laisser de traces. (L'éditeur de *Rossia* [« La Russie »] à Sofia fut même assassiné). Quant à *La Renaissance*, publiée à Paris sous la direction de J. Scmenov (mais non pas au temps où son rédacteur était Pierre Struve), elle « ne dédaignait pas de publier des invectives antisémites²⁴ ».

*

Ceux qui étaient partis peu après l'arrivée au pouvoir des bolcheviks ne pouvaient imaginer la bacchanale diabolique qui se déchaînait en Russie. Il semblait impossible d'ajouter foi aux bruits qui en parvenaient. Mais les publicistes démocrates russes (A. Tyrkova-Williams, membre du parti K.D. ; la socialiste E. Kouskova, exilée en 1922 ; le S.-R. Maslov, qui avait fui la Russie), l'un après l'autre s'attachèrent à faire savoir par voie de presse – à la stupeur des émigrés – qu'en Russie soviétique l'antisémitisme populaire faisait de rapides progrès : « La judéophobie est l'un des traits dominants du visage de la Russie actuelle. C'en est peut-être même le trait le plus accusé. La judéophobie est partout : au nord, au sud, à l'est, à l'ouest. Rien n'en prévient : ni le niveau de développement culturel, ni l'appartenance au parti, ni la nationalité, ni l'âge... Même l'appartenance au monde juif ne constitue pas une garantie²⁵. »

Les affirmations de ce genre ont d'abord été reçues par les émigrés juifs, partis plus tôt, avec défiance : pourquoi en aurait-il été ainsi ? *Tribune juive*, en ces premières années, rétorquait : « Les Juifs russes dans leur ensemble ont sans doute plus souffert du bolchevisme que tous les autres groupes nationaux en Russie » ; pour ce qui concerne « le fait banal d'assimiler les Juifs aux commissaires », c'est un bruit que répandent « les Cent-noirs ». Auparavant, on voulait croire que le peuple n'était pas responsable de l'antisémitisme, sa source principale étant le tsarisme ; maintenant, on laissait entendre que le peuple russe en était par définition le porteur. Partant, l'écrasement des tendances réactionnaires était à mettre au nombre des mérites bolcheviques. (Certains

24. *Ibidem*, p. 432.

25. S. Maslov, *Rossia posle tchetyrekh let revolioutsii* [La Russie après quatre années de révolution], Paris, 1922, livre 2, p. 37.

allèrent jusqu'à leur pardonner le traité capitulaire de Brest-Litovsk. (En 1924, *Tribune juive* exhibe un argument éculé : « La révolution russe de 1917, qui en est arrivée tragiquement à la paix de Brest-Litovsk, a empêché une trahison encore plus grave et fatidique qui allait venir de Tsarskoé Sélo^{26*}. »)

Mais ces informations se confirmaient tandis que se faisaient nettement jour les tendances antijuives d'une notable fraction de l'émigration. L'Alliance pour le salut de la Russie (qui tenait en haute estime le grand-prince Nicolas Nicolaiévitch) proclamait, dans ses tracts destinés à l'URSS : « À l'Armée rouge : Voilà sept ans que les Juifs règnent sur la Grande Russie... » « Aux ouvriers russes : On vous a assuré que vous seriez les maîtres de votre pays, que serait instaurée la "dictature du prolétariat". Où donc est-elle ? Qui se trouve au pouvoir aujourd'hui dans toutes les villes de la République ?... » Ces tracts, bien sûr, ne parvenaient pas jusqu'en URSS, mais faisaient peur à l'émigration juive et l'offensaient.

S. Litovtsev a écrit : « Au début des années 20, l'antisémitisme des émigrés revêtait un caractère quasi pathologique, c'était une manière de *delirium tremens*²⁷. » De façon plus générale : dans les premières années qui suivent la victoire des bolcheviks, nombreux furent ceux qui, en Europe, en tirèrent des conclusions hostiles ou malveillantes envers les Juifs ; « l'assimilation du bolchevisme au judaïsme est devenu, dans la pensée européenne de cette époque, une mode suivie par tous. Et il serait ridicule d'affirmer que seuls les antisémites professent cette hérésie sociale et politique²⁸ ». En 1922, le docteur Pasmanik était peut-être trop pressé de tirer des conclusions, il n'en écrivit pas moins alors : « Dans l'ensemble du monde civilisé, dans toutes les nations et parmi les membres de toutes les classes sociales et de tous les partis politiques, on est fermement convaincu que les Juifs jouent un rôle décisif dans l'émergence et dans toutes les manifestations du bolchevisme. Notre

26. B. Mirski, Tcherniaia sotnia [Les Cent-noirs], in Evreiskaia tribouna, Paris, 1924, 1^{er} février, p. 3.

27. S. Litovtsev, Dispout ob antisemitizme [Débat sur l'antisémitisme] in Poslednie novosti [Les Dernières Nouvelles] 1928, 29 mai, p. 2.

28. D. S. Pasmanik, Rousskaia revolioutsia i evreistvo (Bolchevism i ioudaism) [La révolution russe et les Juifs. Bolchevisme et judaïsme], Paris, 1923, p. 9.

* Allusion aux timides tentatives faites en 1917 par le tsar Nicolas II pour conclure une paix séparée avec l'Allemagne.

expérience personnelle nous a démontré que cette opinion n'est pas seulement l'apanage d'antisémites patentés, mais que... les représentants démocratiques de la société... se réfèrent à ce sujet à des faits, c'est-à-dire au rôle des Juifs dans le mouvement bolchevique, non seulement en Russie, mais aussi en Hongrie, en Allemagne, partout où ce mouvement est apparu. À ceci près que les antisémites déclarés ne tiennent pas vraiment compte de la vérité ; pour eux, tous les bolcheviks sont juifs, et tous les Juifs – des bolcheviks²⁹. »

Un an plus tard, Biekerman écrivit dans le même sens : « Les vagues de la judéophobie déferlent aujourd'hui sur les pays et les peuples, et la proximité d'un reflux ne se fait pas encore sentir » ; « non pas seulement en Bavière ou en Hongrie..., ni seulement dans les pays qui se sont constitués à partir des décombres de l'ex-Grande Russie..., mais aussi dans les pays épargnés par les troubles et séparés de la Russie par des continents et des océans... Des savants japonais sont venus en Allemagne étudier la littérature antisémite : jusque dans des îles éloignées d'où les Juifs sont pratiquement absents, on montre de l'intérêt pour nous... Telle est précisément la judéophobie : la peur des Juifs en tant que force destructrice. Et la preuve matérielle qui effraie et durcit les positions réside dans le triste destin de la Russie³⁰. »

Dans une déclaration commune « Aux Juifs de tous les pays » (1923), un groupe d'auteurs écrivit non sans angoisse : « Jamais encore tant de nuées menaçantes ne se sont accumulées au-dessus du peuple juif³¹. »

Dire que ces auteurs par trop vulnérables sont tombés dans l'exagération ? qu'ils ont majoré des menaces qui n'existaient pas ? Mais, pour nous qui en avons eu connaissance après coup, la mention ici d'une « littérature antisémite en Allemagne » sonne déjà comme un grave avertissement.

« L'opinion que le bolchevisme a été créé par les Juifs » était déjà si largement répandue en Europe (c'était « l'opinion commune dans la petite et la moyenne bourgeoisie aussi bien en France qu'en Angleterre », note Pismanik), qu'elle fut même soutenue par le gendre de Plekhanov, Georges Batault : ce dernier affirma dans son

29. *Ibidem*.

30. I. M. Biekerman, *Rossia i rousskoe evreistvo* [La Russie et les Juifs russes], RiE, pp. 11-12.

31. RiE, p. 6.

livre³² que les Juifs sont tous, par nature, des révolutionnaires : « dans la mesure où le judaïsme professe l'idéal de justice sociale sur terre..., il est amené à défendre la révolution ». Pasmanik cite Batault : « Au cours des siècles..., les Juifs se sont toujours opposés à l'ordre établi... Cela ne signifie pas que les Juifs ont fait toutes les révolutions ou qu'ils en ont été les seuls ou les principaux acteurs ; ils aident aux révolutions et y participent » ; « on est en droit d'affirmer, comme le font de nombreux patriotes russes, y compris les plus avancés d'entre eux, qu'aujourd'hui la Russie agonise sous la dictature et la terreur juives » ; « une analyse impartiale de la situation mondiale permet de constater que le regain général de l'antisémitisme est moins dirigé contre les Juifs en tant qu'individus que contre les manifestations de l'esprit juif³³ ». Un Anglais, Hilaire Belloc³⁴, parle lui aussi « du caractère juif de la révolution bolchevique », voire, tout de go, « de la révolution juive en Russie ». Et « qui a vécu ces derniers temps en Angleterre », ajoute Pasmanik, « sait que l'opinion de Belloc ne constitue pas une exception ». Les ouvrages de l'un comme de l'autre « jouissent d'une grande popularité auprès du public » ; « les publicistes étrangers montrent que toutes les idées destructrices du siècle écoulé ont été répandues par les Juifs, grâce précisément au judaïsme³⁵ ».

« Nous sommes amenés à nous défendre », écrit encore Pasmanik, « parce que nous ne pouvons nier des fautes qui crèvent les yeux... Nous ne pouvons nous contenter de dire que le peuple juif ne répond pas pour tel et tel agissement de ses membres... Notre but... n'est pas seulement de contrer l'antisémitisme, mais de nous empoigner avec le bolchevisme... pas seulement de parer les coups, mais d'en porter à ceux qui ont proclamé le règne de Cham... La lutte avec Cham doit être menée par Japhet et Sim, par les Hellènes comme par les Juifs ». Où faut-il en effet chercher les racines du bolchevisme ? « Le bolchevisme est avant tout un phénomène anti-culturel... C'est un problème à la fois russe et universel, non le résultat des méfaits des prétendus "Sages de Sion"³⁶. »

« La nécessité de se défendre » fut également ressentie avec

32. Georges Batault, *Le Problème juif*, 5^e édition, Paris, 1921.

33. D. S. Pasmanik, pp. 15-16, 95.

34. Hilaire Belloc, *The Jews.*, London, 1922.

35. D. S. Pasmanik, pp. 16-17.

36. *Ibidem*, pp. 11-13.

acuité par les Juifs, l'Europe et l'Amérique ayant été inondées dès avant la guerre par les énormes tirages de ces *Protocoles des sages de Sion* qui, de façon inattendue, se diffusèrent en un clin d'œil : cinq éditions en Angleterre, plusieurs en Allemagne et en France, un demi-million d'exemplaires aux États-Unis, imprimés par Henry Ford. « Le succès inouï des *Protocoles*, traduits en plusieurs langues, montrait combien nombreux étaient les gens persuadés que la révolution bolchevique était une révolution juive³⁷. » L'historien anglais Norman Cohn constate : « Dans les années qui ont suivi immédiatement la Première Guerre mondiale, quand les *Protocoles* ont émergé du brouillard et retenti dans le monde entier, de nombreuses personnes parfaitement sensées les ont pris tout à fait au sérieux³⁸. » Leur authenticité fut reconnue par le *Times* et le *Morning Post*, mais, dès août 1921, le *Times* publiait une série d'articles de son correspondant à Istanbul, Philip Greyvs, qui firent sensation en révélant que dans les *Protocoles*, de larges emprunts avaient été faits au pamphlet politique de Maurice Joly qui avait pris pour cible Napoléon III (*Dialogue en enfer entre Machiavel et Montesquieu, ou la politique machiavéliste au XIX^e siècle*, 1864). À l'époque, tous les exemplaires de ce pamphlet avaient été saisis et confisqués par la police française.

Ces *Protocoles* passèrent en Occident en provenance de Russie alors que celle-ci était en proie à la guerre civile.

Ce faux fabriqué au début du siècle (en 1900 ou 1901) avait été publié pour la première fois en 1903 à Pétersbourg. Le commanditaire en aurait été P. Ratchkovski qui se trouva de 1884 à 1902 à la tête du Service de renseignement extérieur du département de Police ; son principal artisan, Mathticu Golovinski (il est vrai, de nouvelles hypothèses ont continué de voir le jour jusqu'à aujourd'hui). Bien que les *Protocoles* aient été réédités en 1905, 1906 et 1911, ils ne reçurent pratiquement aucune diffusion dans la Russie d'avant la Révolution et « ne trouvèrent aucun crédit dans la société russe... Ses propagateurs n'obtinrent pas non plus le soutien de la

37. M. Agourski, *Ideologia natsional-bolchevisma* [L'idéologie du national-bolchevisme], Paris, Ymca-Press, 1980, p. 195.

38. Norman Cohn, *Blagoslovenie na genotsid. Mif o vseмирnom zagovore evreev i "Protokoly sionskikh moudretsov"*, traduit de l'anglais, Moscou, 1990, p. 24. Trad. fr. : « Histoire d'un mythe : la conspiration juive et les Protocoles des Sages de Sion », Paris, 1982.

cour³⁹ ». Après plusieurs tentatives infructueuses, les *Protocoles* furent finalement présentés à Nicolas II en 1906 et produisirent sur lui une forte impression. Quelques-unes de ses notes dans les marges : « Quelle anticipation ! », « Quelle exactitude dans l'exécution ! », « Notre année 1905 a été dirigée par eux, c'est sûr ! », « On ne peut douter de leur authenticité ». Mais quand les hommes politiques de droite proposèrent d'utiliser abondamment les *Protocoles* pour la défense de la monarchie, le Premier ministre Stolypine ordonna une vérification secrète de leur origine. L'enquête conclut à une indubitable falsification. Le souverain fut ébranlé par le rapport Stolypine et ordonna avec fermeté : « Les *Protocoles* doivent être confisqués. On ne peut défendre une cause propre par des moyens sales⁴⁰. » À la suite de quoi, « l'attitude négative des autorités russes envers les *Protocoles des sages de Sion* n'a fait que se renforcer : aucune allusion aux *Protocoles*... ne fut tolérée, même lors de la préparation du procès de M. Beyliss⁴¹ ».

Mais « l'année 1918 a été une année charnière dans l'histoire des *Protocoles*⁴² ». Après la prise de pouvoir des bolcheviks, après l'assassinat de la famille impériale, et dans le déferlement de la guerre civile, l'intérêt pour les *Protocoles* s'est brusquement réveillé jusqu'à devenir un phénomène de masse. Les départements de l'Osvag* les ont publiés et republiés à Novotcherkassk, Kharkov, Rostov-sur-le-Don, Omsk, Khabarovsk, Vladivostok. Ils ont reçu une large diffusion et dans la population et dans l'Armée des volontaires (plus tard dans certains milieux de l'émigration, en particulier à Sofia et à Belgrade).

« Après la victoire des bolcheviks, la diffusion des *Protocoles* en Russie a été interdite sous peine de poursuite, mais, en Europe, apportés par les émigrés blancs, ils ont joué un rôle maléfique dans la formation de l'idéologie des mouvements de droite, en particulier du national-socialisme en Allemagne⁴³. »

39. PEJ, t. 6, p. 846.

40. Ces informations ont été recueillies par V. Bourtsev en 1934 de la bouche du général K. Globatchev.

41. PEJ, t. 6, p. 847.

42. *Ibidem*.

43. PEJ, t. 8, p. 848.

* Abréviation pour *Osvedomitelnoe agenstvo*, service de renseignement.

Dénoncer dans les *Protocoles* une falsification, de façon plus générale s'opposer à ce qu'on identifie bolchevisme et judaïsme : tel fut l'un des thèmes dominants des articles publiés au sein de l'émigration libérale dans les années 20 et 30. Parmi les auteurs russes, citons les plus significatifs : Milioukov, Roditchev, Bourtsev, Kartachev. Historien de l'Église et théologien orthodoxe, A. Kartachev avait parlé du caractère inacceptable de l'antisémitisme pour tout chrétien dans le recueil *Schit* (« Le Bouclier »)⁴⁴ paru dès avant la révolution et déjà cité par nous à plusieurs reprises. En 1923, dans l'émigration, il a rédigé la préface à l'ouvrage de Iou. Délevski consacré aux *Protocoles*⁴⁵. Plus tard, Bourtsev lui a demandé également de préfacer son livre. Kartachev écrivit dans cette préface : « Un homme sensé, de bonne volonté et d'une discipline scientifique normale ne peut discuter sérieusement du problème de l'authenticité de ce faux d'origine policière, fabriqué au demeurant non sans talent, et contagieux pour les ignares. » Toutefois, « en lavant les yeux des ignorants de la poussière des *Protocoles*, il serait inadmissible, ce faisant, de les obscurcir à nouveau en faisant croire qu'on évacue par là le problème juif⁴⁶ ».

En effet, le « problème juif » ne pouvait être résolu par des articles ou des livres. Car quelle était la nouvelle situation concrète des Juifs, au cours des années 20, en Pologne et dans les pays Baltes ? Bien que, dans ceux-ci, les Juifs aient réussi pendant plusieurs années à sauvegarder des positions influentes dans le commerce et l'industrie⁴⁷, ils n'en étaient pas moins soumis à la pression de la société. « Une bonne moitié des Juifs russes s'est

44. A. V. Kartachev, *Izbrannye i pomilovanye* [Élus et graciés], in *Schit** [Le Bouclier], recueil littéraire sous la rédaction de L. Andréev, M. Gorki et Th. Solougouh, 3^e éd., 1916, pp. 110-115.

45. Iou. Délevski, *Protokoly sionskikh moudretsov : Istoria odnogo podloga* [Les Protocoles des sages de Sion : histoire d'une falsification], Berlin, 1923.

46. Kartachev a bien écrit la préface, mais, pour des raisons qui nous échappent, elle n'a pas été publiée par Bourtsev dans son ouvrage paru en 1938 ; toutefois, elle s'est conservée dans les papiers de V. Bourtsev (GARF, f. 5802, dos. 1, doc. 31). Nous avons puisé ces renseignements dans l'article d'Oleg Boudnitski, « Evreiskii vopros v emigrantskoi poublistsitsiké [Le problème juif dans la publicistique de l'émigration] in *Evrei i rousskaia revolioutsia : materialy i issledovania* [Les Juifs et la révolution russe : documents et études], Moscou-Jérusalem, 1999.

47. I. Gar, *Evrei v Pribaltiiskikh stranakh pod nemetskoï okoupatsii* [Les Juifs dans les États baltes sous l'occupation allemande], LMJR-2, p. 95.

retrouvée dans les nouveaux États séparés de la Russie... Ces nouveaux États cultivent avec d'autant plus de zèle le nationalisme qu'il sont moins assurés de leur stabilité⁴⁸. Là, « les Juifs se sentent entourés par un monde hostile et d'une activité inlassable. Tantôt l'on exige que dans les écoles supérieures il n'y ait proportionnellement pas plus de Juifs que dans l'armée..., tantôt c'est dans la vie quotidienne que l'atmosphère s'alourdit à tel point que le Juif étouffe... Chez ces peuples devenus indépendants, c'est la société elle-même qui fait la guerre aux Juifs : étudiants, militaires, partis politiques – et la rue ». Et Biekerman de conclure : « Le Juif qui s'était décarcassé pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes s'est fabriqué des contraintes : une plus grande dépendance vis-à-vis de la vie d'autrui⁴⁹. » « La situation des Juifs en Lettonie, en Estonie et en Lithuanie est proprement tragique. Les opprimés d'hier ont eu vite fait de jouer le rôle d'oppresseurs, et des oppresseurs plébéiens à l'extrême, qui n'ont nullement honte de leur grossier manque de culture⁵⁰. »

Il s'est ainsi trouvé « que la ruine de la Russie a signifié également la ruine des Juifs russes » ; paradoxalement, l'histoire a montré que l'Empire russe unifié, y compris même avec ses contraintes, était davantage favorable aux Juifs. Et voilà que dans ces pays limitrophes qui ont fait sécession, « les Juifs sont les gardiens fidèles de la langue russe, de la culture russe, attendant impatiemment la restauration de la Grande Russie. Les écoles où l'on délivre encore un enseignement en langue russe se remplissent d'enfants juifs », et on ne tient guère à apprendre la langue du nouvel État. « Dans ces États-cagibis, le Juif russe qui avait connu la vie dans les vastes espaces du grand Empire se sent à l'étroit, comprimé, diminué dans sa citoyenneté, nonobstant tous les droits et toutes les autonomies... En vérité, les destinées de notre peuple sont étroitement liées aux destinées de la Grande Russie⁵¹. »

Mais la position internationale des Juifs impliqués dans les négociations du traité de Versailles, à Paris en particulier, était par ailleurs solide, notamment pour ce qui était du sionisme. « En

48. Aux Juifs de tous les pays, in RiE.

49. I. M. Biekerman, pp. 87-89.

50. D. S. Pasmanik, Tchego my dobivaemsia ? [Que voulons-nous obtenir ?], in RiE, p. 219.

51. I. M. Biekerman, pp. 84, 89.

juillet 1922, la Société des Nations a reconnu l'Organisation sioniste mondiale sous le nom d'Agence juive », censée représenter en premier lieu les intérêts des sionistes, mais aussi bien des non-sionistes, et qui, de surcroît, confortait la situation des Juifs dans les pays d'Europe⁵².

Biekerman reprochait aux sionistes de considérer « que, pour la Russie, le démembrement ... serait la solution idéale. Aussi l'organisation des sionistes russes se dit-elle non pas russe, mais russo-ukrainienne. C'est pourquoi les sionistes et les groupements juifs qui leur étaient proches fraternisèrent avec tant de zèle avec les indépendantistes ukrainiens⁵³ ».

*

La Russie soviétique s'est enfoncée après la guerre civile dans un mutisme profond. De là et pour des décennies – toutes les voix indépendantes ayant été étouffées – on n'entendit plus que la claironnante voix officielle. L'émigration bouillonnait avec d'autant plus de passion. Tout son éventail, depuis les anarchistes jusqu'aux monarchistes, était éclairé par des lueurs de souffrance et d'intenses discussions : qui donc est responsable, et dans quelle mesure, de tout ce qui est advenu ?

De telles discussions ont éclaté jusqu'entre les Juifs de l'émigration.

En 1923, Biekerman écrit : « Le Juif répond à tout par un geste et des propos rituels : on le sait bien, nous sommes toujours coupables de tout, où qu'il y ait un malheur on cherche et trouve le Juif. Les neuf dixièmes de ce qui s'écrit dans la presse juive sur les Juifs et la Russie n'est que la répétition de ces formules stéréotypées. Être toujours et en tout coupable est bien sûr chose impossible, mais le Juif en tire la conclusion – très flatteuse pour nous et, à première vue, fort commode dans la vie quotidienne – que nous avons toujours et en tout raison⁵⁴. »

Réfléchissons un peu : « La société juive avait alors [avant la révolution] passionnément défendu le dogme du caractère salubre

52. PEJ, t. 7, p. 890.

53. *Ibidem*, p. 12.

54. *Il'lem*.

de la révolution pour les Juifs ; elle y tient encore fiévreusement aujourd'hui. » Même les organisations juives qui collectent de l'aide pour leurs coreligionnaires souffrant en URSS, quand elles recueillent ces fonds dans les pays occidentaux, dénigrent tout ce et tous ceux qui représentaient en Russie, avant les bolcheviks et avant la révolution, une force à la fois conservatrice et novatrice » ; aujourd'hui, « la Russie bolchevique se transforme aisément pour eux en "Terre promise" » où règnent l'égalité et le socialisme. De nombreux Juifs issus de Russie se sont fixés aux États-Unis et, « parmi eux, les idées probolcheviques n'ont aucun mal à proliférer⁵⁵ ». Les Juifs croient communément : mieux vaut le bolchevisme que la restauration du tsarisme. Beaucoup pensent que « la chute du bolchevisme en Russie menacerait les Juifs d'une nouvelle vague de pogroms et d'une extermination massive..., ce qui sert de fondement à la préférence accordée au bolchevisme considéré comme un moindre mal⁵⁶ ».

Là-dessus arrive la NEP – les bolcheviks changent donc en mieux. Ils ne sont nullement fichus ! Plus les étaux économiques se desserrent, plus les bolcheviks deviennent acceptables. « La NEP, puis il va y avoir des concessions, et on s'arrangera⁵⁷. »

Dire de l'émigration juive qu'elle était probolchevique, cela on ne le peut pas. Mais le régime bolchevique n'était pas pour elle l'ennemi principal, et nombreux étaient ceux qui avaient conservé à son égard une attitude bienveillante.

Toutefois, le cas de l'écrivain Gorianski, un Juif émigré dépeint dans le feuilleton humoristique d'un journal soviétique avec force moqueries, retient l'attention⁵⁸. En 1928, Babel, à cette époque déjà passablement glorifié (et non moins loué pour ses accointances avec la Tchéka), « séjournait provisoirement à Paris » en quête d'inspiration littéraire : il fait un tour au café La Rotonde et, apercevant un vieil ami (qu'il avait sans doute connu à Odessa), lui tend généreusement la main : « Salut, Gorianski ! » Gorianski se lève et se détourne avec mépris de la main tendue.

55. *Ibidem*, pp. 47, 48, 72.

56. J. Délevski, *Menchee li zlo bolcheviki ?* [Les bolcheviks sont-ils un moindre mal ?] in *Evreiskaia tribouna*, 1922, 19 sept., p. 2.

57. D. S. Pasmanik, p. 221.

58. G. Rykline, *Sloutchai s Babelem* [Un épisode avec Babel], *Izvestia*, 1928, 16 mars, p. 5.

Avec la montée de l'hitlérisme en Allemagne, la préférence donnée au bolchevisme ne fait naturellement que se renforcer dans l'opinion publique juive mondiale, et pour longtemps.

M. Vichniak reproche l'attitude à l'égard du bolchevisme telle qu'elle a été exprimée sans fard par Nahum Goldman au 1^{er} Congrès juif mondial à Genève en août 1936 : « Si toutes sortes d'organisations et de gouvernements épris de liberté acceptent les bolcheviks » et même s'aplatissent devant eux, « pourquoi les partisans enthousiastes de l'unité nationale et culturelle juive ne leur emboîteraient-ils pas le pas ?... Seule l'implication directe de Moscou dans les excès antijuifs en Palestine a remonté de quelques degrés l'émotion indignée des dirigeants du Congrès envers le pouvoir soviétique. Mais ce n'était... que pour se scandaliser de l'interdiction de la langue juive ancienne..., de l'interdiction faite aux Juifs d'émigrer en Palestine, enfin des souffrances que continuaient d'endurer les sionistes dans les prisons et les camps. Là, N. Goldman a trouvé les mots qu'il fallait et les accents qui s'imposaient⁵⁹ ». En 1939, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, on disait : Impossible de nier que, dans les milieux juifs de l'émigration, domine le sentiment qu'il faut « faire confiance au caractère irréfragable de la littérature soviétique », pourvu qu'il n'y ait pas de pogroms⁶⁰.

Quelle attitude avoir alors envers les Juifs bolcheviques ? Pour I. M. Biekerman : « Rien ne vaut poulain s'il ne rompt son lien – c'est ainsi qu'on peut définir l'attitude de l'opinion publique juive à l'égard des bolcheviks issus de notre milieu et vis-à-vis de leur déviance diabolique. Ou, pour parler un langage plus moderne : les Juifs ont bien le droit d'avoir leurs bolcheviks » ; « cette revendication, je l'ai entendue mille fois » ; lors des réunions à Berlin de Juifs émigrés, « à la tribune montaient l'un après l'autre un honorable K.-D., un simple démocrate, un sioniste, tous pour affirmer ce droit des Juifs à avoir leurs bolcheviks », en somme « une déclaration de leur droit à pareille monstruosité⁶¹ ».

« Or les conséquences d'un tel discours sont les suivantes : l'opinion publique des Juifs du monde entier s'est détournée de

59. *Poslednie Novosti*, 1936, 13 août, p. 2.

60. *St. Ivanovitch*, *Evrei i sovetskaia literatoura* [Les Juifs et la littérature soviétique], MJ, Paris, 1939, p. 53.

61. *I. M. Biekerman*, p. 23-24.

la Russie pour se tourner vers les bolcheviks » ; « quand une personnalité publique juive et âgée, pécunie de mérites, que nous connaissons bien – une sorte de merle blanc –, proposa, dans une des capitales européennes, à un haut dignitaire religieux juif d'organiser une réunion de protestation contre les exécutions de prêtres orthodoxes en Russie [en URSS], ce dernier, après avoir réfléchi, lui répondit que cela reviendrait à combattre les bolcheviks, ce qu'il estimait impossible de faire, car la chute du bolchevisme amènerait la reprise des pogroms⁶² ».

Mais si l'on peut s'accommoder des bolcheviks, que dire alors du mouvement des Blancs ? Quand, en novembre 1922, à Berlin, I. M. Biekerman prit la parole au cours d'une réunion consacrée au 5^e anniversaire de la création de l'Armée blanche, les milieux juifs dans leur ensemble, indignés, interprétèrent son intervention comme une offense au judaïsme.

Entre-temps, le docteur Pasmanik (jusqu'en février 1917 dans l'armée face aux Allemands, ensuite dans l'Armée blanche jusqu'au mois de mai 1919, date à laquelle il quitta la Russie) acheva et publia en 1923 à Paris son livre *La Révolution russe et les Juifs (bolchevisme et judaïsme)*, que nous avons déjà cité. Il y conteste avec ardeur l'interprétation, répandue un peu partout, consistant à expliquer le bolchevisme par la foi juive : « Identifier judaïsme et bolchevisme représente un immense danger pour le monde entier. » En 1923, avec I. M. Biekerman, G. Landau, I. Lévine, D. Linski (ce dernier ancien membre de l'Armée blanche) et V. Mandel, il organise l'Union patriotique des Juifs russes à l'étranger. Durant la même année, ce groupe rend publique la proclamation « Aux Juifs de tous les pays ! » et publie peu après à Berlin le recueil *La Russie et les Juifs*.

L'objectif qu'ils s'assignent et leur état d'esprit sont décrits par eux dans les termes suivants. Pasmanik : « L'inexprimable douleur du Juif et la lancinante tristesse du citoyen russe » ont dicté ce travail. « Il n'a pas été facile d'élaborer une attitude équilibrée vis-à-vis des problèmes russes et juifs en relation avec les sinistres événements des dernières années. Nous... avons essayé de concilier les intérêts de la Russie renaissante et du monde juif russe qui

62. *Ibidem*, pp. 54-55.

souffre⁶³. » Linski : « Ils sont infiniment malheureux », ceux qui, « tout en reconnaissant leur appartenance au peuple juif, se considèrent avec non moins d'intensité comme russes ». Elle est tellement plus facile, la situation de ceux chez lesquels « l'un des flux de la conscience s'est tari, de telle façon qu'ils se sentent soit exclusivement juifs, soit exclusivement russes : sur le champ tragique de l'expérience russe, leur position s'en trouve simplifiée... Les viles années de la révolution ont étouffé... les pousses apparues avant la guerre et qui permettaient d'espérer un rapprochement des mondes juif et russe » ; aujourd'hui, « ces deux mondes se repoussent vigoureusement⁶⁴ ». Lévine : « Il nous appartient de discerner de façon consciencieuse et objective les causes et les limites de la participation des Juifs à la révolution... Ce... qui pourrait avoir une certaine influence sur les rapports à venir entre Russes et Juifs⁶⁵. » Les auteurs du recueil recommandaient à juste titre aux Russes de ne pas confondre le sens de la révolution de Février avec la part prise à celle-ci par les Juifs. Biekerman avait même tendance à minimiser cette participation (du reste, la plupart des contemporains n'avaient pas une idée bien précise des rôles respectifs du Comité exécutif du Parti social-démocrate russe et du Gouvernement provisoire). Toutefois, estimait-il, après Octobre « le droit d'avoir ses bolcheviks ne pouvait qu'entraîner l'obligation d'avoir sa droite et son extrême droite, diamétralement opposées auxdits bolcheviks⁶⁶ ». Pasmanik : « Le communisme bolchevique sous tous ses aspects et toutes ses formes... est un ennemi acharné et constant du judaïsme, car il est par-dessus tout l'ennemi de la personne en général et de l'homme cultivé en particulier⁶⁷. » « Liés par des liens étroits et particuliers à notre patrie, à son régime, à son économie, à sa culture – nous ne pouvons filer des jours heureux quand, autour de nous, tout s'écroule⁶⁸. »

On voit par là que ce groupe d'auteurs comprenait avec une acuité exceptionnelle toute la signification du désastre subi par la

63. D. S. Pasmanik, pp. 7, 14.

64. D. Linski, O natsionalnom samosoznanii rousskogo evreia [De la conscience nationale d'un Juif russe], in RiE, pp. 141, 144-145.

65. I. Lévine, Evrei i revolioutsia [Les Juifs et la révolution] in RiE, p. 124.

66. I. M. Biekerman, p. 24.

67. D. S. Pasmanik, p. 215.

68. Aux Juifs de tous les pays, in RiE, p. 5.

Russie. Dans la description de cette période, si nous en appelons si souvent à ces auteurs, c'est que nous espérons que leurs réflexions désabusées, mais jamais empreintes de « haine de soi », seront enfin comprises et étudiées en profondeur.

Dans leur Appel de 1923, nous lisons : « L'alliance patriotique des Juifs russes a pour fondement la ferme conviction que, pour les Juifs comme pour toutes les nations qui peuplent la Russie, le bolchevisme est le pire de tous les maux possibles... Il est temps pour les Juifs de ne plus se demander avec crainte s'ils ne pèchent pas contre la révolution... Il s'agit de ne point pécher contre le pays natal [la Russie] et notre cher peuple [juif]⁶⁹. »

Mais, d'après les auteurs du recueil, ce n'était pas du tout l'attitude des Juifs au début des années 20. « Dans presque toutes les couches et tous les milieux de la population russe..., on en est venu à l'autocritique et au retour sur le passé... Légitimes ou non, ces accusations et ces repentirs montrent le travail de la pensée, l'éveil de la conscience, la souffrance de l'âme... Il n'est pas exagéré de dire que c'est dans l'intelligentsia juive qu'un tel travail est le moins perceptible... ce qui traduit bien son état pathologique... Un observateur extérieur pourrait croire que, du point de vue d'un intellectuel juif moyen..., tout est en ordre⁷⁰. » Pour ce dernier, « ne sont coupables que ceux de l'extérieur – le gouvernement, les généraux, les paysans. Nous, nous n'y sommes pour rien... En aucune mesure nous n'avons été les artisans de notre destinée et de celle des gens qui nous entouraient ; nous sommes ce passant fortuit qui reçoit une poutre sur la tête » ; « nous avons contribué à la destruction [de l'ordre établi] ; une fois celui-ci détruit, nous ne nous sommes guère aperçus que nous y ayons concouru⁷¹ ».

Ce sont les Juifs bolcheviques qui font souffrir le plus les auteurs de ce recueil. « Ce péché porte en soi son propre châtement, car il ne peut y avoir de plus grand malheur pour un peuple que de voir ses fils dévoyés⁷². » « Ce n'est pas si grave que se soient trouvées telles ou telles personnes pour favoriser les troubles, ni que ces personnes aient été issues du milieu juif ; ce qui est gravissime, c'est

69. *Ibidem*, pp. 7-8.

70. G. Landau, *Revoliutsionnye idei v evrejskoï obščestvennosti* [Les idées révolutionnaires dans la société juive], in *Ric*, p. 100.

71. *Ibidem*, p. 104.

72. Aux Juifs de tous les pays, in *RiE*, p. 6.

qu'elles n'aient pas trouvé dans leur propre milieu suffisamment de résistance et d'opposition⁷³. » « Notre devoir est d'assumer toute la lutte contre précisément les bolcheviks juifs, contre les différentes sections juives, et notamment contre les commissaires juifs⁷⁴. »

Notons que ces auteurs n'ont pas été les seuls à expliquer pourquoi les Juifs russes (et désormais les émigrés) doivent lutter contre le bolchevisme. Voici ce qu'on écrivait dans *Tribune juive* : « Au cas où le bolchevisme serait balayé en Russie par une tempête d'indignation populaire, les Juifs pourraient aux yeux des masses être considérés comme responsables d'avoir prolongé l'existence du bolchevisme... Seule une participation active des Juifs à la lutte pour la liquidation du bolchevisme garantirait le bonheur du monde juif dans l'œuvre commune visant au salut de la Russie⁷⁵. »

Bickerman avertissait de son côté : si nous soutenons les bolcheviks « au nom du principe "Seul me chaut ma propre chemise", alors n'oublions pas que nous devons reconnaître au Russe le droit de prendre soin de sa propre chemise, et le slogan "Mort aux youpins, sauvons la Russie !", reçoit sa consécration⁷⁶ ».

Mais qu'en est-il de l'Armée blanche ? « L'attitude indigne des Juifs à l'égard des hommes qui se sont chargés du terrible fardeau de combattre pour la Russie au nom de millions de gens soumis et de lâches, témoigne d'une profonde décadence morale, d'une conscience pervertie... » Alors que « nous tous, Juifs comme non-Juifs, nous nous laissons passer la bride au cou et présentons notre dos au bâton sans renâcler, des Russes courageux et fiers, passant au travers de toutes les barrières, se sont rassemblés à partir de ce qui restait d'un front en lambeaux, ont serré les rangs et ont levé l'étendard du combat... Le seul fait d'avoir osé lutter dans ces conditions place ces gens et leur cause à une hauteur que l'Histoire ne retient que pour les actions impérissables. Or ces gens sont devenus la cible des injures » de très nombreux Juifs, « le premier babillard les insulte » ; « au lieu d'un sens du tragique, nous voyons s'exprimer une frivolité générale, un langage débridé, sans aucune retenue, une désinvolture triomphante ». Mais « la Russie pour laquelle les Blancs ont lutté ne nous est pas étrangère ;

73. G. Landau, p. 118.

74. D. S. Pasmanik, p. 225.

75. J. Délevski, p. 3.

76. I. M. Bickerman, p. 78.

elle est également "notre chemise"⁷⁷ » ; « les Juifs dans leur ensemble auraient dû se battre pour la cause des Blancs dont dépendait le salut du peuple juif, car... ce n'est que dans la restauration dans les plus brefs délais de l'État russe et dans sa sauvegarde que les Juifs trouveront leurs propres chances d'échapper au désastre qui n'a jamais été si proche qu'au cours de ces dernières années⁷⁸ ».

(Et le Désastre en effet approchait, mais pas de ce côté-là.)

Aujourd'hui, après les décennies soviétiques, qui contesterait ces arguments ? Peu nombreux étaient les auteurs – juifs ou russes – à voir les choses d'aussi loin. Mais la société juive émigrée dans son ensemble a repoussé cette façon de penser. Elle a trébuché sur cette nouvelle épreuve historique. On nous répliquera : ça n'a pas valu au monde juif de dommages trop sensibles, et *a fortiori* rien d'équivalent à la Catastrophe apportée par l'hitlérisme. Certes, mais sans entraîner de pertes physiques tant soit peu comparables, si l'on en juge en embrassant tout le cours de l'Histoire, cela a causé un très notable préjudice spirituel ; en particulier, le bolchevisme a réussi à chasser la religion juive du pays où elle avait jadis préservé ses intimes racines. En outre, le fait que les Juifs aient misé sur le bolchevisme n'a pas été sans influencer le cours général des événements en Europe.

Les auteurs du recueil de 1923 imploraient en vain : « Dans l'histoire multiséculaire de la dispersion juive..., il n'y a pas encore eu de catastrophe qui ait si profondément menacé notre existence nationale comme l'effondrement de l'État russe, car jamais encore les forces vives du peuple juif n'avaient été unifiées comme dans l'ancienne et vivante Russie. Même le démembrement du khalifat arabe ne saurait être comparé au péril qui nous atteint aujourd'hui⁷⁹. » « *Pour l'unité du monde juif russe*, le démembrement de la Russie en différents États nationaux indépendants constitue *un malheur national*⁸⁰. » « Si, dans les vastes espaces des terres russes, dans l'immensité de l'âme russe, il ne se trouve pas de place pour

77. *Ibidem*, pp. 52, 53-54.

78. *D. Linski*, p. 149.

79. *I. M. Biekerman*, p. 92.

80. *V. Mandel*, *Konservativnye i razruchitelnye elementy v evreistve* [Les éléments conservateurs et destructeurs dans le monde juif], in *RiE*, p. 202.

les Juifs, il ne s'en trouvera nulle part ailleurs sur cette terre... Malheur à nous si nous ne le comprenons pas⁸¹ ! »

Naturellement, à l'extrême fin du xx^e siècle*, nous pouvons aisément réfuter ces prédictions, ne serait-ce que pour des raisons matérielles : les Juifs d'origine russe ont pu bénéficier sur cette Terre de suffisamment d'espace, un État juif s'est constitué et s'est affermi, alors que la Russie, elle, gît dans le chaos, impuissante et humiliée, tant et si bien que les avertissements des auteurs du recueil voulant que l'on tienne compte de la Russie, paraissent fort exagérés – une prophétie manquée. Il nous échoit cependant d'y réfléchir dans cet ordre spirituel qui, de façon si inattendue, a lié nos deux peuples dans l'Histoire.

« Si la Russie n'est plus pour nous une patrie, alors nous sommes des étrangers et sans doute n'avons-nous plus le droit de nous immiscer dans la vie du pays⁸². » « La Russie va vivre, et sa renaissance doit être notre cause nationale, la cause... de tous les Juifs russes⁸³. » Enfin, en une demi-page imprimée, de désespoir, en italiques : « *Les destinées du monde juif russe sont indissolublement liées aux destinées de la Russie : il faut sauver la Russie si nous voulons sauver notre monde juif... Les Juifs doivent combattre ceux qui pervertissent la Russie, au coude à coude avec tous les antibolcheviks : un combat fraternel contre un ennemi commun va purifier l'atmosphère et affaiblir notablement la vague antisémite qui a déferlé ; ce n'est qu'en sauvant la Russie que nous pourrons prévenir une catastrophe juive⁸⁴.* »

Une Catastrophe ! Voilà qui a été dit dix ans avant que Hitler n'accède au pouvoir, dix-huit ans avant sa fracassante avancée sur le territoire de l'URSS, et bien avant son programme d'extermination des Juifs. Or Hitler n'aurait-il pas été empêché de prêcher avec autant de succès en Allemagne la haine « des Juifs et des communistes », de mettre entre eux un signe d'égalité si les Juifs avaient été, à la vue de tous, des combattants acharnés contre le pouvoir soviétique ? Les auteurs de ce recueil, leur quête spirituelle,

81. D. Linski, pp. 153, 154.

82. D. S. Pasmanik, pp. 227-228.

83. I. M. Biekerman, p. 93.

84. D. S. Pasmanik, article cité, pp. 217-218.

* Période de rédaction du présent ouvrage.

leur prophétisme leur avaient permis de sentir intuitivement la Catastrophe qui fondait à grands pas sur les Juifs, mais ils se sont trompés géographiquement et n'ont pas su prévoir d'autres évolutions fatales. Quant au sens de leur grave avertissement, il ne fut pas entendu.

*

Dans l'histoire des rapports entre Juifs et Russes, je ne connais rien de comparable à ce recueil : *La Russie et les Juifs*. Pour les Juifs de l'émigration, il a fait l'effet d'une bombe. Imaginons un peu combien il fut douloureux d'entendre ces paroles de la bouche de Juifs, de l'intérieur du monde juif.

Quant à nous autres, Russes, nous ne devons pas prendre ce recueil à la légère. Bien au contraire, il doit nous servir d'exemple : comment, tout en aimant son peuple, savoir parler de ses propres erreurs, et, là où il le faut, en parler sans indulgence. Et sans se mettre à part, sans se dissocier de son peuple. Le chemin le plus sûr pour accéder à la vérité dans les problèmes de société est de reconnaître ses *propres* fautes, de quelque côté que l'on soit.

Comme j'ai accordé à ces auteurs beaucoup de temps et de réflexion (en y impliquant aussi le lecteur), je voudrais conserver dans le présent ouvrage de brèves données sur leur vie :

Iossif Menassiévitch Biekerman (1867-1942). Originaire d'une famille modeste. A fait ses études dans un *kheder*, puis à la *yeshiva* ; dès l'âge de 15 ans, gagne durement son vie ; dans ces conditions difficiles, continue à s'instruire en autodidacte. En 1903, termine la faculté des lettres de l'université de Novorossiisk (après en avoir été exclu pendant deux ans lors des troubles étudiants). Adversaire de l'idée de sionisme, qu'il considère comme fallacieuse et réactionnaire. Il appelle les Juifs à s'unir, sans renoncer à leur personnalité spirituelle, aux forces progressistes russes pour le bien de la patrie commune. Fait ses débuts avec un grand article sur le sionisme dans la revue *Rousskoïé bogatstvo* (La Richesse russe) (1902, n° 7) qui suscite des échos jusqu'à l'étranger. En 1905, prend une part active au Mouvement de Libération. Collaborateur des

revues *Syn otetchestva* (« Le Fils de la Patrie »), *La Richesse russe*, *Nach den* (« Notre Jour »), *Bodroïe slovo* (« La Parole active »). Dans l'émigration, publie des articles dans le quotidien parisien *Vozroïdenie* (« La Renaissance ») à l'époque où celui-ci est dirigé par P. Struve.

Daniel Samoïlovitch Pasmanik (1869-1930). Fils d'un *melamed* (instituteur de *kheder*). En 1892, termine ses études de médecine à l'université de Zurich, puis, pendant sept ans, travaille comme médecin en Bulgarie. En 1899-1905, chargé de cours à la faculté de médecine de l'université de Genève. En 1900, adhère au mouvement sioniste dont il devient l'un des théoriciens et des porte-parole les plus marquants. En 1905, retourne en Russie où il passe les examens nécessaires pour exercer la médecine. Milite pour les droits civiques des Juifs en Russie. Prend position contre le Bund, développe les principes théoriques du mouvement Paoleï-Tsion. En 1906-17, membre du Comité central de l'organisation sioniste en Russie. Membre de la rédaction de la revue *Evreiskaia jizn* (« La Vie juive »), puis de *Rassvet* (« L'Aube »). Publie de nombreux articles dans *Evreiskii mir* (« Le Monde juif ») et dans *L'Encyclopédie juive*. Publie ses contributions médicales dans des publications spécialisées en allemand et en français. La guerre surprend Pasmanik à Genève, d'où il regagne non sans mal la Russie, s'engage dans l'armée et sert dans les hôpitaux de campagne jusqu'en février 1917. Après la révolution de Février, adhère au parti K.D. Soutient le général Kornilov et le mouvement des Blancs. En 1918-19, participe au gouvernement régional de Crimée, est élu président de l'Alliance des communautés juives de Crimée. En 1919, émigre en France. En 1920-1922, en collaboration avec V. Bourtev, publie à Paris le journal émigré-blanc *Obshee delo* (« La Cause commune »). Parmi des centaines d'articles et des dizaines de livres, retenons : *Israël en errance. La Psychologie des Juifs dans la dispersion* (1910) ; *Les Destinées du peuple juif. Les Problèmes de la société juive* (1917) ; *La Révolution russe et le monde juif (Bolchevisme et Judaïsme)* (1923) ; *Les Années révolutionnaires en Crimée* (1926) ; *Qu'est-ce que le judaïsme ?* (édition française, 1930).

Isaac Ossipovitch Lévine (1876-1944). Historien, journaliste. Avant la révolution, chroniqueur de politique étrangère dans les *Rousskie Vedomosti* (« Les Nouvelles russes ») et dans la revue de P. Struve, *Rousskaia mysl* (« La Pensée russe »). Dans l'émigration, s'installe d'abord à Berlin. Membre de l'Institut scientifique russe, collaborateur du quotidien *Roul* (« Le Gouvernail »), de *Rousskie zapiski* (« Annales russes ») et de l'almanach historico-littéraire *Na tchoujoi storone* (« En pays étranger ») ; est invité à faire des conférences (entre autres sur l'antisémitisme allemand). En 1931-1932, s'installe à Paris. Veuf, vit dans une grande misère. Au nombre de ses travaux, signalons *L'Émigration au temps de la révolution française*, et un ouvrage sur la Mongolie (en français chez Payot). Au temps de l'occupation, se soumet à l'enregistrement en tant qu'appartenant à « la race juive ». Arrêté début 1943. Après un bref séjour dans un camp près de Paris, est déporté en Allemagne dans un camp nazi où il meurt en 1944.

Grégoire (Gabriel) Adolfovitch Landau (1877-1941). Fils d'un éminent éditeur et journaliste, A.E. Landau. En 1902, achève ses études à la faculté de droit de l'université de Saint-Petersbourg. Commence à publier dès 1923 dans les journaux *Voskhod* (« L'Aurore »), *Nach den* (« Notre jour »), *Evreiskoe obozrenie* (« Panorama juif ») et dans les revues *La Parole active*, le *Monde juif*, *Le Messager de l'Europe*, *Le Contemporain*, *Les Annales du Nord* ; participe à la revue annuelle *Logos*. Un des fondateurs du Groupe démocratique juif (1904) et de l'Union pour l'octroi de l'intégralité de leurs droits aux Juifs de Russie (1905). Membre éminent du parti K.-D., fait partie du Comité central de ce parti. En août 1917, membre du Comité exécutif de la communauté juive de Petrograd. En 1919, émigre en Allemagne ; de 1922 à 1931, directeur adjoint du quotidien *Roul*, publie aussi des articles dans la revue *La Pensée russe*, l'hebdomadaire *Rossia i slavianstvo* (« La Russie et le monde slave »), les recueils *Tchisla* (« Les Nombres »), etc. Fait de fréquentes conférences aux soirées organisées par les émigrés (en 1927, dans son exposé « L'illusion eurasienne », critique le mouvement eurasien comme négateur des valeurs de l'Histoire russe et comme débouchant sur l'idéologie bolchevique). Quitte l'Allemagne nazie pour la Lettonie où il collabore au quotidien de Riga, *Segodnia* (« Aujourd'hui »). En

juin 1941, arrêté par le NKVD ; il meurt en novembre de la même année dans l'Ousollag (près de Solikamsk)⁸⁵.

Parmi ses travaux les plus importants, signalons : *Choutovskaia kouloura* (« Une culture bouffonne »), in *Nach Den*, 1908 ; l'article « Le crépuscule de l'Europe », in *Severnnye Zapiski* (« Annales du nord »), 1914, n° 12, qui anticipe plusieurs des thèmes qui ont fait la gloire universelle d'Oswald Spengler⁸⁶, puis un livre qui porte le même titre (Berlin, 1923) ; *Les Relations polonojuives* (Petrograd, 1915), « Dépasser le mal », (in *Troudy rousskikh outchenykh za granitseï*, t. 2, Berlin, 1923) ; « Le Byzantin et le Juif », in *La Pensée russe*, 1923, n° 1-2 ; « Thèses contre Dostoïevski », in *Les Nombres*, livre 6, Paris 1932 ; « Épigraphe » (Berlin, 1927). Beaucoup de ce qu'il a écrit n'a pas retenu l'attention de ses contemporains. À cause de son esprit conservateur, n'a pas obtenu les faveurs de l'intelligentsia progressiste. Penseur d'une grande profondeur.

Sur D. Linski (qui, pendant la guerre civile, avait combattu dans l'Armée blanche) et sur V. Mandel (participant actif aux réunions politiques de 1907-1918 en Russie, émigré à Berlin, mort en 1931), nous n'avons pu trouver aucun renseignement significatif.

*

On trouve dans le recueil des admonestations et reproches envers la conduite des Juifs émigrés dans les années 20, plus nets et violents que tout ce que nous avons rapporté. Ils appelaient leurs compatriotes « à reconnaître leur erreur, à ne plus juger la Grande Russie dans laquelle ils ont vécu et à laquelle ils se sont faits tout au long d'un siècle » ; il faudrait « se souvenir qu'ils [les Russes] exigent une attitude d'équité à leur égard, à quel point ils sont ulcérés quand on les condamne gratuitement en bloc pour les actes

85. Les renseignements sur l'arrestation et la mort de G. Landau figurent dans l'article de V. Hessen. Joseph Hessen : juriste, homme politique et journaliste in *Evrei v kouloure rousskogo zaroubesja* [Les Juifs dans la culture de l'émigration russe], Jérusalem, 1993, t. 2, p. 543.

86. Théodore Stépoun. Byvchee i nesbyvcheesia [Ce qui a été et ce qui n'a pas été], 2^e éd., Londres, 1990, t. 1, p. 301.

de quelques individus isolés⁸⁷ », il ne faut pas craindre « de faire porter aux Juifs une part de responsabilité dans ce qui est arrivé⁸⁸ ». « Avant tout, il faut bien définir la part de responsabilité et réfuter par là les calomnies des antisémites..., ce qui ne signifie pas du tout qu'il faille s'accommoder de l'antisémitisme, comme l'ont claironné certains démagogues juifs. L'aveu est important pour nous, il s'agit pour nous d'un devoir moral⁸⁹. » « Les Juifs devraient suivre une voie droite correspondant à la haute sagesse de leurs croyances religieuses et qui déboucherait sur une réconciliation fraternelle avec le peuple russe... Bâtir l'édifice séculaire de la maison russe et de la demeure juive⁹⁰. »

« Nous semons la tempête et les ouragans, et nous voulons être caressés par de doux zéphirs... Des vociférations, je sais, vont retentir : vous approuvez les pogroms ! Je sais ce que valent ces gens qui se prennent pour le sel de la terre, les maîtres des destinées, à tout le moins pour les phares d'Israël... Eux qui ne cessent de répéter "les Cent-noirs", les "ultra-réac"... , sont eux-mêmes des gens sombres et obscurs, d'authentiques *viri obscuri*, qui n'ont jamais compris... ce qu'était la grandeur des forces créatrices dans l'Histoire... » « Ce qui est impérativement exigé de nous, c'est de moins arborer notre souffrance, de ne pas pousser tant de cris sur nos préjudices. Il est temps pour nous de comprendre que les pleurs et les lamentations... trop souvent [ne trahissent] qu'un relâchement de l'âme, que le manque de culture de notre esprit... Tu n'es pas seul au monde, et ta tristesse ne peut à elle seule emplir l'univers... N'exhiber que son propre malheur, que sa propre douleur, témoigne... d'un manque de respect pour le malheur et les souffrances d'autrui⁹¹. »

Cela sonne comme si c'était dit d'aujourd'hui. Et adressé à nous tous !

Ces paroles-là ne doivent être annulées ni par les millions de ceux qui ont perdu la vie dans les camps du Goulag, ni par les millions de ceux qui ont péri dans les camps nazis.

À l'époque, les exposés des auteurs du recueil présentés dans le

87. V. Mandel, p. 204.

88. D. S. Pasmanik, p. 210.

89. *Ibidem*, pp. 212, 213.

90. D. Linski, p. 152.

91. I. M. Biekerman, pp. 74-75.

cadre de l'Union patriotique « furent accueillis avec une grande indignation » par les milieux juifs. « Même ceux qui reconnaissent, publiquement ou à part soi, la justesse des arguments et des analyses, exprimaient leur scandale ou leur stupeur face à la volonté déliée de les affronter en débat ouvert. Il n'est pas opportun, disaient-ils, de parler des Juifs, de les critiquer, de dresser constat de leurs péchés révolutionnaires ni de leur responsabilité, alors que les Juifs ont déjà eu et auront sans doute encore à affronter tant de malheurs⁹². » Les auteurs du recueil furent traités « d'ennemis du peuple [juif], de suppôts de la réaction, d'alliés des fauteurs de pogroms⁹³ ». « *Tribune juive* leur répondait alors de Paris : "La question de la 'responsabilité des Juifs dans la révolution russe' n'a été jusqu'à présent posée que par les antisémites". Or voici que s'annonce maintenant une campagne de repentance et d'accusations » ; « soi-disant, il faudrait non seulement accuser les autres, mais reconnaître aussi ses propres fautes » ; et rien de neuf, « si ce n'est une litanie de noms dont on a par-dessus la tête ». « Trop tard, monsieur Landau, pour aimer l'ancien ordre étatique. Les Juifs repentants sont devenus de vrais réactionnaires ; leurs prises de position publiques..., incompatibles avec la dignité du peuple juif, sont complètement irresponsables⁹⁴. » Particulièrement odieuse est ici la tentative « de dissocier l'antisémitisme populaire de l'antisémitisme "officiel" », de démontrer que « l'ensemble de la société, du pays, de la population hait les Juifs et les considère comme les vrais auteurs de tous leurs malheurs nationaux » ; tout comme ceux qui laissèrent se dérouler les pogroms, on reprend là « la vieille théorie de la colère populaire⁹⁵ ». Ou bien on se laisse aller à l'invective : « un groupe de journalistes et d'activistes qui avaient, semble-t-il, quitté l'arène publique juive..., s'est rappelé à notre souvenir... et n'a rien trouvé de mieux, pour ce faire, que de partir en campagne contre leurs propres frères, les Juifs russes » ; « ce groupe de Juifs fidèles à l'Ancien Régime... est aveuglé par la passion de vouloir à tout prix inverser le cours de l'Histoire », il écrit « des choses indécentes », « dispense des conseils vides de

92. G. Landau, pp. 100-101.

93. D. S. Pasmanik, p. 226.

94. A. Koulikher, Ob otvetstvennosti i bezotvetstvennosti [De la responsabilité et de l'irresponsabilité], in *Tribune juive*, 1923, 6 avril, pp. 3-4.

95. B. Mirski, 16 pounktov [16 points], *ibidem*, 1924, 7 avril, p. 2.

sens, et se donne le rôle ridicule de guérisseurs des plaies du peuple ». Qu'ils en tirent cette leçon : « Il est parfois plus décent de garder le silence⁹⁶. » Un auteur d'aujourd'hui, particulièrement raffiné, ne trouve rien de mieux à dire sur ce recueil que : il s'agit d'une « pénible hystérie ». La tentative de ses auteurs, estime-t-il, « de même que leur destinée constituent une véritable tragédie », et cette tragédie, il l'explique par « le complexe de la haine de soi⁹⁷ ». Biekerman aurait-il écrit avec haine, en particulier peu avant la fin de « sa destinée tragique » : « Le peuple juif... n'est pas une secte, n'est pas un ordre monastique, mais tout un peuple dispersé de par le monde ; mais unifié en lui-même il a levé l'étendard du travail pacifique et s'est rassemblé autour de cet étendard, symbole d'un ordre agréable à Dieu⁹⁸. » ?

On ne peut dire non plus que les Juifs européens ou émigrés ailleurs n'aient pas du tout prêté l'oreille à ce genre d'interprétations ou d'avertissements. Quelques années auparavant, en 1992, une autre discussion vit le jour. Dans la revue *Rassvet* (« L'Aube »), qui venait de reprendre sa publication, le nationaliste G. Schekhtman confiait qu'il ne comprenait pas comment l'intelligentsia des autres nations pouvait ne pas être nationaliste. L'intelligentsia appartient nécessairement à sa nation et ressent ses souffrances. Le Juif ne peut pas être « un démocrate russe », il est naturellement « un démocrate juif ». Impossible d'admettre une double appartenance, nationale et démocratique. Et si l'intelligentsia russe « ne ressent pas son appartenance nationale » (Herzen), c'est uniquement parce qu'elle n'a pas encore eu « l'occasion ou le besoin d'avoir une perception douloureuse et aiguë de son existence nationale, de s'en préoccuper. Mais voilà que ce moment-là est arrivé ». Désormais, l'intelligentsia russe « doit rejeter ses prétentions à représenter l'"ensemble de la Russie", de celle-ci il lui faut prendre conscience de son caractère démocratique *grand-russe*⁹⁹ ».

Pas facile de répondre. Mais le gant fut relevé par P. Milioukov,

96. S. Pozner, V tchem je delo ? [De quoi s'agit-il ?], *ibidem*, pp. 1-2.

97. S. Markish, O evreiskoi nenavisti k Rossii [De la haine des juifs envers la Russie] in « 22 », Tel-Aviv, 1984, n° 38, p. 218.

98. I. M. Biekerman, p. 25.

99. P. Milioukov, Natsionalnost i natsia [Nationalité et nation], Tribune juive, 1922, 1^{er} septembre, pp. 1-2.

il est vrai sans beaucoup d'assurance. Nous nous souvenons (chapitre II) qu'en 1909 il avait été effrayé par la mise au jour de cette question nationale aussi épincuse que dérangeante : « À qui cela profite ? », « notre visage national » nous placera dans le camp des chauvins. Mais ce n'est pas le fond de la pensée de l'historien russe qui l'a conduit à réviser quelque peu sa position, plutôt cette nouvelle situation gênante : quand nombre d'intellectuels russes en émigration prennent soudain conscience qu'ils ont bradé la Russie. Ce n'est pas dans ses *Dernières Nouvelles*, mais dans *Tribune juive*, au tirage nettement inférieur, que Milioukov, dans une réponse plutôt ambiguë à Schekhtman, tout en insistant comme par le passé sur le fait que le Juif russe peut et doit être « un démocrate russe », renverse prudemment les éléments de la polarisation : « Quand cette exigence... se réalise et qu'apparaît le "nouveau visage national" de la démocratie russe [grand-russe] », Schekhtman n'est-il pas le premier à redouter « que n'advienne un pouvoir démocratique russe qui aurait pris conscience de son essence étatique "grand-russe" ? Mais si tel est le cas, à quoi nous serviraient ces fantasmagories ? Et faut-il que nos relations en souffrent¹⁰⁰ ? »

L'émigration vivait dans une tension qui n'était pas que verbale.

En 1927, à Paris, se tint un procès retentissant : un horloger, Samuel Schwarzbard, dont toute la famille avait péri lors de pogroms en Ukraine, avait abattu Pétlioura de cinq balles¹⁰¹. (Le portrait de Schwarzbard avait été complaisamment publié dans les *Izvestia*¹⁰²). Les avocats élevaient le débat jusqu'à légitimer l'assassinat considéré comme un juste châtiment subi par Pétlioura, le fauteur de pogroms : « Le prévenu voulait et devait poser, aux yeux de la conscience mondiale, le problème de l'antisémitisme¹⁰³. » Lors du procès, de nombreux témoins de la défense affirmèrent que Pétlioura était personnellement responsable des pogroms qui avaient eu lieu en Ukraine durant la guerre civile. Du côté de l'accusation, on prétendit que l'assassinat avait en fait été commandité par la Tchéka. « Schwarzbard se lève et crie avec émotion : [ce témoin] ne veut pas reconnaître que j'ai agi en tant

100. *Ibidem*.

101. *Poslednie novosti*, 1927, 14 octobre, p. 2 ; 19 octobre, pp. 1-2.

102. *Izvestia*, 1927, 21 octobre, p. 3.

103. *Ibidem*, 22 octobre, p. 1.

que Juif, c'est pourquoi il prétend que je suis un bolchevik¹⁰⁴ ! » Schwarzbard fut acquitté par le tribunal français et libéré. Au cours du procès, on avait mentionné le nom de Dénikine, et l'avocat de Schwarzbard déclara : « Si vous voulez entamer un procès contre Dénikine, je suis prêt à vous seconder : et je mettrai autant de passion à défendre celui qui se vengera de Dénikine que j'en mets aujourd'hui à défendre celui qui s'est vengé de Pétlioura¹⁰⁵. » Pour un tel vengeur, la voie était libre : Dénikine habitait Paris même, sans garde du corps. Toutefois, aucun procès ne fut intenté à Dénikine. (Un meurtre semblable eut lieu à Moscou : là, en 1929, Lazare Kolenberg assassina Slatchev – ancien général blanc passé aux Soviétiques – pour avoir toléré les pogroms à Nikolaïev ; et au cours de l'instruction, il fut déclaré irresponsable, puis libéré¹⁰⁶.) Quant au procureur, lors du procès Schwarzbard, il avait rappelé et mis en parallèle une autre affaire retentissante (celle de Boris Koverda) : « Pétlioura habitait en Pologne, mais vous [dit-il en s'adressant à Schwarzbard], vous ne l'avez pas tué là-bas, parce que vous saviez qu'en Pologne on vous aurait traduit devant un tribunal militaire d'exception¹⁰⁷. » En cette même année 1927, pour avoir assassiné le scélérat bolchevique Voïkov à Varsovie, le jeune Koverda, qui lui aussi avait « voulu interpeller la conscience mondiale », écopa de dix ans de prison et les purgea intégralement.

Toujours à Varsovie, à la même époque, comme me le raconta le capitaine V. Klementiev, un émigré blanc qui avait appartenu au groupe de Savinkov, chez les Juifs on traitait les anciens officiers russes de « canailles gardes-blancs », à tel point qu'« on n'osait pas entrer dans un magasin juif ». Tel apparaissait parfois dans la vie quotidienne le divorce entre les deux communautés, et pas seulement à Varsovie.

L'émigration russe dans l'Europe entière était écrasée par l'indigence, la misère, les difficultés pratiques de l'existence, et elle cessa bientôt de s'enflammer pour le genre de discussions sur « qui est le plus coupable ». Dans la seconde moitié des années 20, les tendances antisémites au sein de l'émigration retombèrent ou s'éteignirent. Chez Choulguine, on trouve en ces années-là des réflexions

104. *Ibidem*, 23 octobre, p. 1.

105. *Poslednie novosti*, 1927, 25 octobre, p. 2.

106. *EJR*, t. 2, p. 59.

107. *Poslednie novosti*, 1927, 23 octobre, p. 1.

de ce genre : « Notre calvaire pour obtenir des visas ne rappelle-t-il pas à s'y méprendre les tracasseries que connurent les Juifs du fait de la "Zone de résidence" ? Les passeports Nansen, semblables aux papiers délivrés aux bagnards élargis avec interdiction de se déplacer, ne rappellent-ils pas la mention "de confession juive" que nous apposons sur les passeports juifs, ce qui fermait bien des portes aux intéressés ? N'étant pas capables, étant donné notre situation, d'accéder au service de l'État ou à certaines professions, ne nous occupons-nous pas, nous aussi, de toutes sortes de "menus trafics" (courtage et autres du même ordre) ? Ne nous habituons-nous pas progressivement à "contourner" les lois qui nous dérangent, exactement comme le faisaient les Juifs, ce que nous leur reprochions¹⁰⁸ ? »

Mais précisément, en ces mêmes années, les tendances antijuives se fortifiaient en URSS et se faisaient jour jusque dans la presse soviétique – ce qui suscita l'inquiétude de l'émigration juive. En mai 1928 fut organisé à Paris, à l'intention des émigrés, « un débat sur l'antisémitisme ». Un compte rendu en a été publié dans le quotidien¹⁰⁹ de Milioukov. (Le groupe de Biekerman et Pasmanik, qui ne s'exprimait plus beaucoup, n'y participa pas.)

Prétexte de cet échange de vues : « En Russie, aujourd'hui, déferle une de ces fortes vagues de judéophobie qui se lèvent périodiquement. » Le S.-R. N. Avksentiev présidait la séance ; dans le public, « il y avait plus de Russes que de Juifs ». Marc Slonim expliqua que « les Juifs de Russie, longtemps opprimés, une fois la liberté acquise se sont précipités pour occuper des postes qui jusqu'alors leur avaient été inaccessibles », ce qui irrite les Russes. « En général, le passé pèse de façon fatale sur le présent. » Et « les fâcheuses habitudes » (du temps des tsars) ont « entraîné de fâcheuses conséquences ». St. Ivanovitch ajouta : en URSS, on traque les Juifs parce qu'on ne peut plus traquer « les bourgeois » du fait de la NEP. Ce qui inquiète, c'est que les milieux de l'intelligentsia russe en URSS, neutres sur le problème juif, se permettent maintenant de penser : oui, c'est bien, « on commence par l'antisémitisme, puis on finira par donner la liberté aux Russes... Stupide et dangereuse illusion ! »

108. V. Choulguine, p. 156.

109. Les Dernières Nouvelles, 1928, 29 mai.

Ces interventions indignèrent l'orateur suivant, V. Grossman : pourquoi ce ton d'avocat ? « Comme si les Juifs se trouvaient sur le banc des accusés ! » Il faut poser le problème plus en profondeur : « Il n'y a aucun fondement à distinguer l'antisémitisme soviétique de l'antisémitisme de l'ancienne Russie », autrement dit c'est toujours la noire réaction, si chère aux Russes, et nullement affaiblie, qui continue d'agir ; « ce n'est pas un problème juif, mais un problème russe. Un problème propre à la culture russe ».

(Mais si c'est un problème avant tout russe, et russe de part en part, et fondamentalement russe, on ne peut alors en rien l'amender ? et la compréhension mutuelle ne serait donc plus nécessaire ?)

L'auteur du compte rendu de ce débat, S. Litovtsev, lança un appel : « Il était nécessaire de convier à cette discussion des personnes honnêtes qui auraient eu le courage d'avouer leur antisémitisme et d'expliquer en toute sincérité les raisons de leur antisémitisme.... Qui auraient dit en toute simplicité et sans malice : voilà ce qui nous déplaît chez les Juifs... Et, en même temps qu'eux, auraient dû intervenir des Juifs non moins sincères qui auraient répondu : voilà ce qui en vous nous déplaît... On peut être absolument sûr qu'un échange de ce type, probe et ouvert, avec un sincère désir d'arriver à une compréhension mutuelle, aurait été réellement utile et aux Juifs et aux Russes – à la Russie...¹¹⁰ »

Réaction de V. Choulguine : « Aujourd'hui, à ce qu'il semble, dans l'émigration russe, il faut plutôt avoir du courage pour se déclarer philosémite ». Il répondit sous la forme d'un livre en prenant pour titre – entre guillemets – la question de Litovtsev : « Qu'est-ce qui en eux nous déplaît¹¹¹ ? »

Le livre de Choulguine fut déclaré antisémite, et « l'échange de vues » proposé n'eut pas lieu. Et la Catastrophe qui arrivait d'Allemagne de plus en plus ostensiblement ôta bientôt toute possibilité de débat.

À Paris vit le jour une Union de l'intelligentsia russo-juive – tentative pour maintenir le lien entre les deux cultures. Là, il apparut « que la vie en exil avait creusé un fossé » entre « les

110. S. Litovtsev, *Disput ob antisemitisme* [Un débat sur l'antisémitisme], in *Les Dernières Nouvelles*, 1928, 29 mai, p. 2.

111. V. Choulguine, p. 11.

pères » et « les fils », ces derniers ne comprenant plus à quoi rimait « une intelligentsia russo-juive¹¹² ». Et les pères de constater avec tristesse : « Les Juifs russes, qui étaient naguère à la tête du monde juif universel sur le plan de la création spirituelle comme sur celui de l'édification nationale, ont quitté en tant que tels l'arène publique¹¹³. » Avant guerre, l'Union avait réussi à publier le recueil *Le Monde juif-1*. Avec la guerre, les plus chanceux sont passés de l'autre côté de l'Océan et, infatigables, ont créé à New York l'« Union des Juifs russes » et ont publié le second volume du *Monde juif*. Dans les années 60, l'Union a édité deux *Livres sur le monde juif russe* : celui d'avant et celui d'après la révolution. Ils aspiraient à jeter ainsi un regard rétrospectif sur une vie révolue dans une Russie qui n'existait plus.

Ces livres, je les cite avec reconnaissance et respect dans l'ouvrage que j'écris aujourd'hui.

112. S. Guinzburg, O rousskoi-evreiskoi intelligentsii [De l'intelligentsia russo-juive], in MJ, p. 33.

113. Predislovie [Introduction], MJ, p. 7.

Chapitre 18

LES ANNÉES VINGT

L'atmosphère qui régna en Union soviétique au cours des années 20 eut quelque chose d'unique, quelque chose qui força pendant de longues années l'admiration enthousiaste de l'opinion progressiste du monde entier, subjuguée par la grandeur de cette expérience sociale. Aujourd'hui encore, ce sentiment n'a pas disparu partout. Quant à ceux qui ont eu à vivre pour de bon dans cette atmosphère viciée, ils ont désormais presque tous quitté cette Terre.

Ce quelque chose d'unique, on le trouve aussi bien dans l'exaspération de conflits de classe que dans les promesses d'un monde nouveau et radieux, la transformation des relations humaines, le bouleversement de l'économie, des habitudes, de la famille ; les mutations sociales furent en effet colossales, tout comme les mouvements migratoires et démographiques.

Le « Grand Exode » des populations juives vers les capitales – dont nous avons déjà évoqué les raisons – avait commencé dès les premières années du régime communiste. Certains auteurs juifs sont catégoriques : « Des milliers de Juifs ont quitté leurs villages ou leurs bourgades du sud de la Russie pour se précipiter à Moscou, Petrograd, Kiev, espérant y trouver la "vraie vie"¹ ». Dès l'année 1917, « les Juifs se sont rués en masse vers Leningrad et Moscou² ». L'*Encyclopédie juive* cite les chiffres suivants : « Des centaines de milliers de Juifs se sont installés à Moscou, Leningrad

1. M. Popovski, O nas – so vseï iskrennostiu [À propos de nous – en toute sincérité], Novyï amerikanets, New York, 1981, 20-26 sept. (n° 84), p. 7.

2. A. Lvov, Gde ty, Adam [Où es-tu Adam], Novaja Gazeta, New York, 1981, n° 82, p. 4.

et en d'autres grandes villes³ » ; « en 1920, près de 28 000 Juifs étaient établis à Moscou ; en 1923, environ 86 000 ; le recensement de 1926 en dénombre 131 000 ; celui de 1933, 226 500⁴ ». On plaisantait à Odessa : « La mode est à Moscou. » – D'après Lourié-Larine, le fanatique organisateur du « communisme de guerre », « pas moins d'un million » de Juifs ont quitté la province au cours des premières années du nouveau régime ; en 1923, « près de la moitié de la population juive d'Ukraine » résidait dans les *grandes villes* ; on assistait par ailleurs à un « important flux migratoire vers la RSFSR » (c'est-à-dire vers les régions naguère interdites aux Juifs), en provenance d'Ukraine et de Biélorussie, ainsi que vers la Transcaucasie et l'Asie centrale ; en tout, 500 000 personnes, dont les quatre cinquièmes vinrent s'établir en RSFSR et, parmi eux, un sur cinq choisit de venir à Moscou⁵.

M. Agourski estime que les chiffres avancés par Larine sont « nettement au-dessous de la réalité ». Et il ajoute : ces évolutions démographiques ont porté atteinte aux « intérêts fondamentaux de la population russe⁶ ».

Pendant le communisme de guerre, « avec l'interdiction du commerce privé et les restrictions imposées aux petits artisans », appliquées avec une rigueur particulière aux « ci-devant » et selon le critère de l'« origine sociale », apparut une nouvelle catégorie de population, les « déchus » (i.e. ceux qui étaient déchus de leurs droits civiques). Ainsi nombre de Juifs furent-ils « privés de leurs droits et réduits au statut de "déchus" ». Pour autant, « la migration des Juifs de Biélorussie vers les grands centres de l'URSS, principalement Moscou et Leningrad », ne se ralentit pas⁷. Ils y étaient accueillis par des parents ou d'anciens habitants du même village qui n'avaient pas été frappés par ces mesures.

D'après le recensement de 1926, on dénombrait en URSS 2 211 000 Juifs établis dans les villes (83 % de la population juive), et 467 000 à la campagne. Par ailleurs, « 300 000... ne s'étaient pas

3. PEJ, t. 1, p. 235.

4. *Ibidem*, t. 5, pp. 477-478.

5. I. Larine, *Evrei i antisemitizm v SSSR* [Les Juifs et l'antisémitisme en URSS], M.-L., 1929, pp. 58-60.

6. M. Agourski, *Ideologia natsional-bolchevisma* [L'idéologie national-bolchevique], Paris, Ymca-Press, 1980, p. 265.

7. PEJ, t. 1, p. 326.

déclarés comme Juifs » et habitaient « presque exclusivement dans les villes », de sorte qu'« en URSS, cinq Juifs sur six vivent en milieu urbain » ; dans les villes d'Ukraine, ils représentent près de 23 % de la population ; dans celles de Biélorussie, jusqu'à 40 %⁸.

Pour ce qui est des capitales et des villes, c'est dans l'appareil d'État que l'afflux des Juifs fut le plus sensible. Au XV^e Congrès du Parti communiste, en 1927, Ordjonikidzé fit un rapport sur « les composantes nationales de notre appareil ». Selon lui, ce dernier comprenait 11,8 % de Juifs à Moscou, 22,6 % en Ukraine (à Kharkov, la capitale, 30,3 %), 30,6 % en Biélorussie (38,3 % à Minsk)⁹. Si l'on se fie à ces chiffres, le pourcentage des Juifs dans la population urbaine équivaut en fait à leur proportion au sein de l'appareil du Parti. — Se fondant sur les observations statistiques et économiques de Léon Singer, Salomon Schwarz affirme également qu'en 1925-1926, les organes du pouvoir soviétique « comptaient un pourcentage de Juifs pratiquement identique à leur pourcentage dans la population urbaine¹⁰ ». Mais, toujours d'après les chiffres fournis par Ordjonikidzé, les Juifs représentaient dans l'appareil d'État, *en moyenne et sur tout le territoire du pays*, un pourcentage 6,5 fois supérieur à leur pourcentage dans l'ensemble de la population (d'après le recensement de 1926 : 1,82 %).

Ne négligeons pas l'effet psychologique de cette poussée brutale à partir d'une situation où les Juifs ne disposaient pas de droits civiques : « Avant, les Juifs ne pouvaient accéder au pouvoir, aujourd'hui ils ont plus de pouvoir que quiconque », constate I. M. Biekerman¹¹. Cet effet psychologique se fit sentir, quoique à des degrés divers, dans toutes les couches de la population. S. Schwarz écrit : « À partir du milieu des années 20, une nouvelle vague d'antisémitisme s'abattit sur l'Union soviétique », et celui-ci ne fut « en rien un écho de l'antisémitisme d'antan (l'"héritage du passé") ». De même, « il serait très exagéré de l'imputer aux origines rurales » des ouvriers arriérés, dans la mesure où « il n'existe pratiquement pas d'indications sur des manifestations

8. *Larine*, pp. 63-64, 74.

9. *Izvestia*, 1927, 11 déc., p. 1.

10. S. M. Schwarz, *Antisemitism v Sovetskom Soïouze* [L'antisémitisme en Union soviétique], New York, 1952, pp. 44-46, 48-49.

11. I. M. Biekerman, *Rossia i rousskoïe ievreïstvo* [La Russie et la communauté juive de Russie], RiE, p. 28.

d'antisémitisme dans les campagnes ». Non, « il s'agissait d'un phénomène beaucoup plus grave ». Cette vague d'antisémitisme était née parmi les couches moyennes de la population des villes et avait pénétré « les couches supérieures de la classe ouvrière », dans « ce milieu ouvrier qui était resté pratiquement imperméable à l'antisémitisme avant la révolution », « dans le milieu des étudiants, parmi les membres du Parti communiste et du Komsomol », et, avant cela, « dans l'appareil de l'État à l'échelon local, surtout dans les petites villes de province » et voilà que se mit à déferler « un antisémitisme actif et agressif¹² ». À l'extrême fin du xx^e siècle, l'*Encyclopédie juive* fait écho à ces propos : « Bien que la propagande officielle soviétique ait affirmé que l'antisémitisme de la seconde moitié des années 20 fut l'« héritage du passé »..., les faits démontrent que celui-ci a résulté dans les grandes villes d'un conflit entre différentes forces sociales. » Ces dispositions étaient confortées par « l'opinion largement répandue que le pouvoir avait été confisqué par les Juifs et que ceux-ci formaient le noyau dur du bolchevisme¹³ ». — Dès le début des années 20 (1923), Biekerman exprimait toute son inquiétude à ce propos : « Aujourd'hui, le Juif est partout, à tous les échelons du pouvoir. L'homme russe le voit à la tête de Moscou, la première capitale de toutes les Russies, à la tête de la capitale des bords de la Neva*, à la tête de l'Armée rouge, cette incomparable machine d'autodestruction. Il voit que l'avenue Saint-Vladimir porte désormais le nom du glorieux Nakhimson... L'homme russe voit dans le Juif et le juge et le bourreau ; à chaque pas, il rencontre des Juifs qui ne sont pas communistes, qui sont aussi indigents que lui, mais qui, malgré cela, prennent tout en main et œuvrent en faveur du pouvoir soviétique... Il ne faut pas s'étonner que l'homme russe, comparant l'ancien au nouveau, s'ancre dans l'idée que le pouvoir actuel est juif... Que ce pouvoir est fait pour les Juifs, qu'il sert leurs intérêts, — et c'est le pouvoir lui-même qui le conforte dans cette certitude¹⁴ ».

Si la participation des Juifs à l'exercice du pouvoir était bien visible, l'irruption soudaine d'un nouvel ordre dans le domaine de

12. Schwarz, pp. 7, 17, 25, 29, 39.

13. PEJ, t. 8, pp. 161-162.

14. I. M. Biekerman, pp. 22-23.

* Petrograd.

l'éducation et de la culture ne l'était sans doute pas moins. L'instauration d'une nouvelle forme d'inégalité n'avait pas pour objectif de créer un clivage entre les nationalités, mais entre les capitales et le reste du pays. Le lecteur russe sait de quels avantages ont joui pendant toute la période soviétique les habitants des capitales. Parmi les plus importants : le niveau d'instruction et l'éventail des débouchés. Ceux qui, dès les premières années du régime soviétique, se fixèrent dans l'une des capitales, assurèrent à leurs enfants et petits-enfants un avantage décisif sur les provinciaux dans l'accès à l'enseignement supérieur et la recherche, ce qui conditionnait à son tour l'accès direct et assuré à l'élite intellectuelle. – Dans le même temps, dès l'année 1918, on se mit à passer l'intelligentsia russe au « fer à repasser ». Durant les années 20, des étudiants en cours de formation étaient *exclus* des établissements d'enseignement supérieur à cause de leur origine sociale, parce qu'ils étaient issus de la noblesse, du milieu ecclésiastique ou de celui des fonctionnaires, de la bourgeoisie et même de la petite-bourgeoisie ; pendant des années on a refusé l'accès à l'Université à ceux qui étaient simplement issus de parents instruits. – Ces mesures discriminatoires ne furent pas étendues aux Juifs parce que ceux-ci appartenaient à une « nation persécutée sous le régime tsariste » : la jeunesse juive, même d'*origine bourgeoise*, était accueillie à bras ouverts dans les universités ; on pardonnait au Juif de ne pas être *prolétaire*.

Voici ce qu'on peut lire dans l'*Encyclopédie juive* : « En l'absence de toute discrimination nationale..., 15,4 % des étudiants inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur de l'URSS en 1926-1927 étaient juifs, ce qui représentait une proportion très supérieure à celle de la population juive dans l'ensemble du pays¹⁵. » Après quoi, les étudiants juifs, « grâce à leur haut niveau de motivation », devançaient sans difficulté leurs camarades d'origine prolétarienne, mal préparés aux études, et accédaient tout droit à la carrière universitaire. C'est ce qui explique avant tout la place prééminente tenue pendant de longues décennies par les Juifs dans la vie intellectuelle soviétique. G. Aronson note que « cette facilité d'accès à l'enseignement supérieur ou spécialisé eut pour conséquence non seulement de former de nombreux Juifs

15. PEJ, t. 8, p. 186.

aux professions de médecin, d'enseignant et surtout d'ingénieur et de technicien supérieur, mais de leur ouvrir la voie de l'enseignement et de la recherche universitaire¹⁶ » dans les divers instituts de recherche scientifique qui se mirent à pulluler par la suite. Au début des années 20, ce ne fut pas un savant qui dirigea la recherche scientifique, mais un responsable bolchevique, Martin Mandelstam-Liadov¹⁷.

Des transformations encore plus spectaculaires affectèrent la vie économique du pays. Au début de l'année 1927, Boukharine déclara au cours d'une conférence du Parti que « pendant le communisme de guerre, nous avons nettoyé aussi bien la grande bourgeoisie que la moyenne et la petite ». Dès que la liberté du commerce a été instaurée, « la petite et moyenne bourgeoisie juive a occupé les positions de la petite et moyenne bourgeoisie russe... On observe à peu près la même chose avec notre intelligentsia russe qui s'est rebiffée et a fait du sabotage : ici ou là, c'est l'intelligentsia juive qui a pris sa place ». De plus, « la bourgeoisie et l'intelligentsia juives ont quitté les régions de l'Ouest et les villes du Sud pour se concentrer dans le centre du pays ». Et voilà qu'« il n'est pas rare qu'au sein même de notre Parti se manifestent des tendances antisémites, comme qui dirait une légère déviation... Camarades, nous devons combattre impitoyablement l'antisémitisme¹⁸ ».

Boukharine décrivait là le tableau que chacun avait sous les yeux. La bourgeoisie juive n'avait pas été éliminée aussi systématiquement que la bourgeoisie russe. Le commerçant juif était bien plus rarement considéré comme un « ci-devant », il trouvait protections et soutiens. Il avait dans l'appareil soviétique des parents ou des relations qui intervenaient en sa faveur ou le prévenaient à l'avance en cas de confiscation des biens ou d'arrestation. S'il perdait quelque chose, c'était des capitaux – pas la vie. Cette aide revêtait alors un caractère semi-officiel, à travers le Commissariat juif près le Soviet des commissaires du peuple : puisque, jusqu'à présent, la nation juive avait été persécutée, elle devait donc tout naturellement bénéficier désormais d'une aide. Et Larine, passant

16. G. Aronson. *Evreiskii vopros v epokhou Stalina* [La question juive à l'époque de Staline], LMR-2, p. 137.

17. EJR, t. 2, p. 218.

18. N. Boukharine, la Pravda, 1927, 2 fév., p. 4.

outre l'élimination de la « bourgeoisie » russe, se contenta de dire que le pouvoir s'était donné dorénavant pour tâche de « corriger les erreurs qui avaient cours sous le tsarisme, avant la révolution¹⁹ ». — Et de même, quand la NEP fut liquidée, les coups portés aux *nepmen* juifs ne purent pas ne pas être atténués par leurs relations au sein de l'administration soviétique.

Ces propos de Boukharine venaient en réponse au discours très remarqué que le professeur Y. V. Klioutchnikov, autrefois membre du parti K.-D., prononça en décembre 1926 au cours d'un « meeting sur la question juive » au Conservatoire de Moscou : « On observe chez nous des formes de hooliganisme qui sont... monstrueuses. Elles trouvent leur source dans l'offense qui est faite au sentiment national [des Russes]. Dès la révolution de Février [1917], l'égalité des droits avait été accordée à tous les citoyens de Russie, y compris aux Juifs. La révolution d'Octobre est allée encore plus loin. La nation russe a fait preuve de son sens du sacrifice. On observe un certain déséquilibre entre le nombre global [des Juifs] en URSS et les places occupées actuellement par les Juifs dans nos villes... Nous sommes chez nous, dans notre cité, et voilà qu'on vient nous envahir. Quand les Russes voient comment d'autres Russes — femmes, vieillards, enfants — font la queue pendant dix heures dans le froid ou sous la pluie devant les magasins d'État, et qu'ils comparent cela avec les boutiques relativement bien approvisionnées [des Juifs], ils en conçoivent du mécontentement. Tout cela est d'un effet désastreux... Il faut en tenir compte. Il y a là une terrible disproportion au niveau de l'administration aussi bien que de la vie de tous les jours et en d'autres domaines... Encore, s'il n'y avait pas de crise du logement à Moscou — mais des gens s'entassaient dans des lieux où il est impossible de vivre et, dans le même temps, on en voit d'autres qui affluent de province et occupent des logements. Ces nouveaux venus sont des Juifs... On assiste à une montée du mécontentement et de l'attention portée à l'appartenance nationale, et l'inquiétude grandit parmi les autres nationalités. Il ne faut pas ignorer cela. Ce qu'un Russe dira à un autre Russe, il ne le dira pas à un Juif. On en vient à répéter parmi les masses laborieuses qu'il y a trop de

19. *Larine*, p. 86.

Juifs à Moscou. Prenez cela en compte, mais ne dites pas que c'est de l'antisémitisme²⁰. »

Cependant, Larine considéra les propos de Klioutchnikov comme l'expression même de l'antisémitisme – plus encore : « Ce discours peut servir d'exemple de la grande mansuétude des organes soviétiques dans leur lutte contre l'antisémitisme. Klioutchnikov a été vertement tancé par les orateurs qui l'ont suivi au cours de ce meeting, mais aucune mesure administrative n'a été prise à son encontre²¹. » (C'est bien ce que regrette ce communiste militant.) – Et Agourski de commenter : Oui, « pendant toutes les années 20 et 30, un discours comme celui-là aurait inéluctablement entraîné des mesures répressives », alors que Klioutchnikov ne fut pas inquiété ; on pouvait donc soupçonner derrière tout cela la présence d'invisibles soutiens²². (Mais faut-il chercher là des raisons cachées ? Punir une personnalité politique de premier plan, tout juste rentrée de l'étranger, aurait soulevé un scandale qui aurait pu compromettre le mouvement de retour des émigrés, fort utile au pouvoir soviétique.)

C'est ce qu'on a appelé, dans les années 20, la « conquête » par les Juifs des capitales et des grandes villes de Russie, là où les conditions de vie et l'approvisionnement étaient meilleurs. Des mouvements de population analogues se produisirent à l'intérieur même des villes, vers les quartiers les plus agréables. G. Fedotov évoque en ces termes la Moscou d'alors : la révolution « détruisit son âme, la mit sens dessus dessous, vidant ses hôtels particuliers pour les remplir d'une population étrangère²³ ». Et voici une blague juive de l'époque : « Même les plus vieux quittent leur trou de province pour venir s'installer à Moscou : "C'est quand même mieux de mourir dans une ville juive"²⁴ ». – Voici encore ce qu'on peut lire dans une lettre privée de l'académicien V. I. Vernadski, écrite en 1927 : « Certains quartiers de Moscou font penser à Berditchev ; la force des Juifs y est effrayante et l'antisémitisme

20. *Larine**, pp. 124-125.

21. *Ibidem*, p. 127.

22. Agourski, p. 223.

23. G. P. Fedotov, *Litso Rossii* [Le visage de la Russie], Paris, Ymca-Press, 1967, p. 57.

24. G. Simon, *Evrei Isarstvouiout v Rossii : Iz vospominanii amerikantsa* [Les Juifs règnent en Russie : souvenirs d'un Américain], Paris, 1929, p. 50.

(y compris parmi les communistes) y croît de façon exponentielle²⁵. »

Larine : « Nous ne dissimulons pas l'augmentation de la population juive à Moscou et dans d'autres grandes villes », elle « sera également inévitable à l'avenir » ; il prédit alors la venue de 600 000 Juifs supplémentaires en provenance d'Ukraine et de Biélorussie. « Il ne faut pas considérer ce phénomène comme quelque chose de honteux, que le Parti devrait dissimuler... Il faut faire comprendre au monde ouvrier que quiconque se déclare en public contre la venue de Juifs à Moscou... est, consciemment ou non, contre-révolutionnaire²⁶. »

Et chacun sait ce que mérite un contre-révolutionnaire : neuf grammes de plomb²⁷.

*

Mais que faire de cette « tendance antisémite » présente « jusqu'au sein de notre Parti » ? Cette question suscitait l'inquiétude des dirigeants.

Selon les données officielles de la *Pravda*, les Juifs représentaient 5,2 % des effectifs du Parti en 1922²⁸. M. Agourski : « Cependant, leur poids réel était bien plus important. La même année, au XI^e Congrès du Parti, les Juifs représentaient 14,6 % des délégués avec voix délibérative, et 18,3 % avec voix consultative, et 26 % des membres du Comité central élus lors de ce Congrès²⁹. » (On tombe aussi parfois sur des témoignages occasionnels, tel celui de ce Moscovite qui, après avoir pris connaissance dans le journal des travaux du XVI^e Congrès, en juillet 1930, note : « Parmi les 25 membres du Présidium du Parti communiste dont la *Pravda* publie les portraits, il y a 11 Juifs, 8 Russes, 3 Caucasiens et 3 Lettons³⁰. ») — Dans les

25. Lettre de V. I. Vernadski à I. I. Petrounkiévitch du 14 juin 1927, *Novy Mir*, 1989, n° 12, p. 219.

26. Larine, pp. 61-63, 86.

27. Larine, p. 259.

28. *Natsionalny sostav kommunisticheskoi partii v Sovetskoi Rossii* [La composition nationale du Parti communiste en Union soviétique], La Tribune juive, Paris, 1923, 1^{er} juin (n° 164).

29. Agourski, p. 264.

30. I. I. Schütz, *Dnevnik « Velikovo pereloma »* (mars 1928 – août 1931) [Journal de la « grande fracture » (mars 1928-août 1931)], Paris, Ymca-Press, 1991, p. 202.

organisations du Parti des grandes villes de l'ex-Zone de résidence au début des années 20 : à Minsk : 35,8 % ; à Gomel : 21,1 % ; à Vitebsk : 16,6 %³¹. Larine note que « les Juifs jouent un rôle plus important parmi les cadres révolutionnaires que dans l'ensemble des masses révolutionnaires » ; « leurs qualités permettent aux ouvriers juifs de devenir plus facilement secrétaires de cellules³² ».

La même publication officielle dans les colonnes de la *Pravda* indique qu'avec leurs 5,2 %, les Juifs occupaient la troisième place dans le Parti après les Russes (72 %) et les Ukrainiens (5,9 %) ; à la quatrième place venaient les Lettons (2,5 %), puis c'étaient les Géorgiens, les Tatars, les Polonais, les Biélorusses. Ils occupaient aussi un rang très élevé pour ce qui est du nombre de membres du Parti par rapport à la population : chez les Russes : 3,8 communistes pour mille habitants ; chez les Juifs, 8,1³³.

Agourski note justement que la majorité des communistes étaient bien sûr des Russes (des Slaves), mais « ce fait était masqué par le rôle prépondérant des Juifs par rapport aux Russes » dans l'exercice du pouvoir³⁴. Celui-ci n'était que trop visible.

Zinoviev, par exemple, « a rassemblé autour de lui un grand nombre de Juifs dans les instances dirigeantes de Petrograd ». (Agourski suppose que c'est précisément ce que Larine avait en vue quand il commentait, dans son livre, la photographie du Présidium du Soviet de Petrograd en 1918 : « À la table du Présidium, les Juifs sont en majorité absolue³⁵ ».) En 1921, « la prépondérance des Juifs dans l'organisation du Parti de Petrograd... était, semble-t-il, devenue tellement odieuse aux yeux de l'opinion que le Politburo, prenant en compte les leçons de Cronstadt et le climat antisémite qui régnait à Petrograd, décida d'envoyer là-bas quelques communistes russes à des fins, il est vrai, de stricte propagande ». C'est ainsi qu'Ouglanov prit la place de Zorine-Gomberg en qualité de secrétaire du Comité régional du Parti, Komarov, celle de Trilisser, et Semionov fut nommé à la Tchéka. Mais « Zinoviev déclara la guerre aux nouveaux venus et demanda au Politburo de reconsidérer sa

31. *Ievrei v kommounistitcheskoï partii* [Les Juifs dans le Parti communiste], la Tribune juive 1923, 1^{er} juin (n° 164).

32. Larine, pp. 257, 268.

33. La Tribune juive, 1923, 21 sept.

34. Agourski, p. 303.

35. Larine, p. 258.

décision » – et Ouglanov fut rappelé, tandis que « se forma spontanément un groupe d'opposition exclusivement russe au sein de l'organisation du Parti de Petrograd », « lequel fut contraint de se battre contre le reste de l'organisation, dominée par les Juifs³⁶ ».

Mais il n'y avait pas qu'à Petrograd. – Au XII^e Congrès du Parti (1923), trois des six membres du Politburo étaient juifs. En 1922, sur les sept membres du présidium de la conférence panrusse du Komsomol, cette « annexe du Parti », trois étaient juifs³⁷. Une telle disproportion numérique au sommet du Parti devait paraître insupportable à certains dirigeants ; il semble qu'une offensive antijuive ait été préparée pour le XIII^e Congrès (mai 1924) : « Il existe des témoignages selon lesquels un groupe de membres du Comité central avait eu l'intention de chasser les Juifs du Politburo pour les remplacer par Noguine, Troïanovski et d'autres, mais que la mort de Noguine fit avorter ce complot. » Quant à cette mort, survenue « pratiquement à la veille de l'ouverture du XIII^e Congrès », elle fut le résultat d'une « opération ratée (et qui n'était pas nécessaire) d'un ulcère à l'estomac », effectuée par le même chirurgien qui, un an et demi plus tard, élimina Frounzé à l'occasion d'une opération tout aussi peu nécessaire...³⁸

Pour ce qui est du pouvoir réel dans le pays, la Tchéka venait à la deuxième place. Le spécialiste des archives de l'époque auquel nous nous sommes déjà référé dans le chapitre 16, cite, sur la base de statistiques portant sur le personnel des organes centraux et régionaux de la Tchéka, des chiffres très intéressants pour les années 1920, 1922, 1923, 1924 et 1927³⁹. L'auteur tire les conclusions suivantes de l'étude de leur évolution : « Jusqu'au milieu des années 20, la proportion des représentants des minorités nationales s'est progressivement réduite. Pour l'ensemble de l'Oguépéou, elle est tombée à 30-35 %, et dans les instances

36. Agourski, pp. 238-239.

37. Izvestia, 1922, 17 mai, p. 4.

38. Bolcheviki : Dokoumenty po istorii bolchevizma s 1903 po 1916 god byvch. Moskovskovo Okhrannovo Otdelenia [Les bolcheviks : documents sur l'histoire du bolchevisme de 1903 à 1916, d'après les archives de la police secrète de Moscou], New York, « Telex », 1990, p. 316.

39. L. I. Kritchevski, Ievrei v apparate VTchK-OGPOU v 20-gody [Les Juifs dans l'appareil de la Tchéka et du Guépéou dans les années 20], Ievrei i rousskaïa revoliutsia : Materialy i issledovania [Les Juifs et la révolution russe : Documents et études], Moscou-Jérusalem, Gecharim, 1999, pp. 330-336.

dirigeantes à 40-45 % » (alors que, pendant la période de la « Terreur rouge », les chiffres étaient respectivement de 50 % et 70 %). Cependant, « on peut constater la diminution du pourcentage des Lettons et l'augmentation de celui des Juifs... Les années 20 ont vu un important afflux de cadres juifs dans les organes de l'Oguépéou ». L'auteur en donne l'explication suivante : « Les Juifs aspiraient à réaliser des aptitudes qui n'avaient pu s'exprimer avant la révolution. Comme le niveau de professionnalisme des organes de sécurité ne faisait que s'élever, les Juifs répondaient souvent mieux que d'autres à ce que l'on attendait désormais des cadres de l'Oguépéou ». Ainsi, par exemple, « sur les quatre adjoints de Dzerjinski, lorsque celui-ci se trouva à la tête de l'Oguépéou, trois étaient juifs » : G. G. Iagoda, V. L. Gerson et M. M. Loutski⁴⁰.

Au cours des années 1920-1930, les hauts responsables de la Tchéka survolèrent le pays comme des vautours qui viennent se poser sur le faîte d'un escarpement pour en repartir aussitôt : d'Asie centrale en Biélorussie, de Sibérie au Caucase, de Kharkov à Orenbourg, d'Orël à Vinnitsa – un tourbillon migratoire incessant. Et les quelques rares survivants de cette époque, témoins ou observateurs, n'ont pu conserver que des souvenirs approximatifs de ces bourreaux toujours en mouvement. La Tchéka ne livrait les noms de ceux qui servaient dans ses rangs qu'avec la plus grande parcimonie – sa force était dans le secret qui entourait son travail. Mais voici que sonne l'heure de célébrer le dixième anniversaire de la glorieuse Tchéka ! Et nous lisons dans la presse de l'époque le texte d'un arrêté signé de l'omniprésent Unsclichte (vice-président de la Tchéka en 1921, membre du Conseil de guerre révolutionnaire de l'URSS en 1923, commissaire-adjoint à la Marine de guerre en 1925⁴¹) énumèrent les noms de ceux qui ont été décorés pour « leurs mérites exceptionnels » : Iagoda (« pour son dévouement à combattre la contre-révolution »), M. Trilisser (« pour son dévouement et son infatigable énergie à combattre les ennemis de la révolution »), et encore 32 autres tchékistes... Mais pourquoi donc leurs noms n'ont-ils pas été révélés jusqu'à ce jour ? ! Et pourtant, chacun d'eux pouvait nous réduire tous en cendres d'un

40. *Ibidem*, pp. 340, 344-345.

41. EJR, t. 3, p. 178.

seul petit geste de la main ! – Ils sont bien différents les uns des autres et, parmi eux, il y a des noms que nous connaissons déjà : Iakov Arganov (pendant ces années-là, il « montait de toutes pièces les accusations dans les procès politiques les plus importants » ; par la suite, il allait œuvrer dans le cadre de l'affaire Zinoviev-Kamenev, et d'autres encore⁴²), Zinovi Katsnelson, Marveï Berman (qui passa d'Asie centrale en Sibérie orientale), Lev Belski (qui fit le chemin inverse). On découvre des noms nouveaux : Lev Zaline, Lev Meyer, Léonide Voul (le « curateur » du camp des Solovki), Semion Guendine, Karl Pauker. Certains, déjà connus de nous, étaient désormais présentés au peuple. Dans ce numéro spécial des *Izvestia*⁴³, nous pouvons également découvrir une grande photo : Menjinski, un sourire narquois aux lèvres, flanqué de son fidèle et taciturne Iagoda, mais aussi Trilisser – il ne pouvait pas ne pas être là. – Peu de temps après, on s'est aperçu que certains n'avaient pas été distingués selon leurs mérites, et le Comité central décerna l'ordre du Drapeau rouge à deux dizaines de tchékistes supplémentaires, parmi lesquels des Russes, des Lettons et des Juifs – dans la même proportion : un tiers.

D'autres, nombreux, n'apparaissaient jamais en public. Semion Schwarz dirigea la Tchéka d'Ukraine pendant la guerre civile. Son collègue Evseï Schirwindt allait prendre la tête, dix ans durant, de la Direction générale des lieux de détention de l'URSS. – On comprend que les agents de renseignement de la Tchéka soient restés dans l'ombre, tel Grimmeril Heifets qui fut en mission à l'étranger de la fin de la guerre civile à la fin de la Seconde Guerre mondiale, ou Sergeï Spiegelglas : agent de la Tchéka dès 1917, il en gravit les échelons jusqu'à devenir chef du département extérieur du NKVD, et fut par deux fois décoré de la Médaille du Tchékiste émérite. D'autres, en revanche, comme Albert Stromine-Stroïev, ne prirent guère du galon à siéger au sein de la commission d'épuration de l'Académie des sciences de Leningrad et à « procéder à l'interrogatoire des savants lors de l'"affaire de l'Académie" en 1929-1931⁴⁴ ».

David Azbel évoque dans ses *Souvenirs* les Nekhamkine, une

42. EJR, t. 1, p. 21.

43. *Izvestia*, 1927, 18 déc., pp. 1, 3, 4.

44. EJR, t. 3, pp. 115-116, 286, 374, 394, 414.

famille hasside de Gomel (lui-même s'est retrouvé dans un camp de concentration sur dénonciation du cadet, Liova) : « La révolution a porté les Nekhamkine sur la crête de la vague. Ils ne rêvaient que de vengeance : faire payer tout le monde – les aristocrates, les riches, les Russes –, se venger et rien d'autre ! C'était leur façon de s'affirmer. Ce n'est pas un hasard si le destin lia les membres de cette glorieuse famille à la Tchéka, au Guépéou, au NKVD. Pour réaliser leurs desseins, les bolcheviks avaient besoin d'"enragés" et ils les trouvèrent chez les Nekhamkine. L'un d'entre eux, Roguinski, parvint même jusqu'aux "hauteurs radieuses" : il fut procureur de l'URSS » ; dans les années 30, il se retrouva pourtant au Goulag où il se comporta en « petit mouchard », mais, « après les camps, il reprit son ascension et siégea en qualité de procureur au procès de Nuremberg » – destin vraiment remarquable, tout un symbole ! « Les autres frères Nekhamkine n'accédèrent pas à une telle notoriété. Ils prirent des noms plus familiers aux oreilles russes et occupèrent des postes élevés dans les organes de sécurité⁴⁵. »

Unschlichte, lui, ne changea pas de nom. Ce frère slave est devenu un véritable père pour le peuple russe : l'avion de combat qui fut construit grâce aux fonds des sociétés paysannes d'entraide – c'est-à-dire avec les derniers sous extorqués aux gens des campagnes – porte son nom. Les paysans auraient été bien incapables de le prononcer et pensaient certainement qu'il était juif, alors qu'il était polonais. La question juive s'en trouve reléguée ici au second plan, et nous devons nous souvenir qu'elle ne résume pas tout, qu'elle n'explique pas la puissance destructrice de la révolution, mais ne fait qu'en accuser les traits. Et c'est bien ce qui se passait dans la cervelle du paysan russe quand il entendait cette foultitude de noms qu'il était bien incapable de prononcer – du Polonais Dzerjinski au Letton Vatssetis. Les Lettons, tiens, justement, voilà un thème que l'on pourrait développer, et la liste en est longue : des tirailleurs qui dispersèrent l'Assemblée constituante puis assurèrent la protection des dirigeants du Kremlin pendant toute la guerre civile, de Hekker qui écrasa le soulèvement de Iaroslav, à toute une kyrielle de hauts responsables soviétiques – Roudzoutak, Eismont,

45. D. Azbel, *Do, vo vremia i posle* [Avant, pendant et après], VM, 1989, n° 105, pp. 204-205.

Eïkhé, Eichmans, Karlkine, Kaktyn, Kissis, Knorine, Skoudré (qui participa à la répression de Tambov), les tchékistes Peters, Latsis (il convient de leur adjoindre un Lithuanien, le « tchékiste émérite » I. Ioussis) – et cette liste-là ne sera close qu'en 1991 (Pougo...) Et si l'on tient absolument à distinguer les Russes des Ukrainiens, comme ces derniers l'exigent aujourd'hui, alors il faut citer des dizaines de noms de hauts dirigeants ukrainiens, actifs du tout début du régime bolchevique jusqu'à sa disparition.

Non, à cette époque, tout le pouvoir n'était pas entre les mains des Juifs. Non ! Le pouvoir était plurinational. Et il comprenait bon nombre de Russes. Mais, bien que sa composition fût très hétérogène, ce pouvoir se rassemblait autour de positions délibérément *antirusses*, autour d'une commune volonté de détruire l'État russe, les traditions russes.

Mais alors pourquoi – malgré cette orientation antirusse du pouvoir, et la bigarrure plurinationale de ses bourreaux –, pourquoi, en Ukraine, en Asie centrale, *a fortiori* dans les pays Baltes, c'est précisément chez les Russes que le peuple voyait ses oppresseurs ? Parce qu'ils étaient des étrangers. Un compatriote reste un compatriote, même si c'est votre bourreau. Un étranger, lui, reste à jamais un étranger. Et même si tous ces ravages ne peuvent s'expliquer par des racines ou des motifs nationaux, il n'en demeure pas moins qu'une question se pose à propos de la Russie des années 20, celle-là même que, bien des années plus tard, Leonard Shapiro formula en ces termes : pourquoi « quiconque avait le malheur de tomber entre les mains de la Tchéka était-il presque sûr de se trouver face à un juge d'instruction juif, ou d'être fusillé sur son ordre⁴⁶ » ?

Mais combien éloignées de toutes ces interrogations sont tant de plumes contemporaines – jusqu'à maintenant encore ! Des auteurs juifs mettent toute leur diligence à déterrer et publier de longues listes de dirigeants juifs de l'époque. C'est avec une pointe de fierté – plutôt insolite – que la revue *Aleph* publie, dans son article « Les Juifs au Kremlin ⁴⁷ », la liste, pour l'année 1925, des Juifs qui

46. Leonard Shapiro, *The role of the Jews in the Russian Revolutionary Movement*, in *The Slavonic and East European Review*, vol. 40, London, Athlone Press, 1961-62, p. 165.

47. M. Zaroubeynyï, *Ievrei v Kremle* [Les Juifs au Kremlin], *Aleph*, Tel-Aviv, 1989, fév. (n° 263), pp. 24-28.

occupèrent des fonctions administratives importantes au sein du Soviet des commissaires du peuple : 8 sur les 12 membres du directoire de la Banque d'État, autant parmi les dirigeants des syndicats soviétiques. Et voici l'explication : « Nous n'avons pas à craindre les accusations. Au contraire : la participation active des Juifs à la vie publique au cours de cette période explique une fois de plus pourquoi les choses allaient mieux qu'aujourd'hui, où il n'y a pas l'ombre d'un Juif dans les hautes sphères du pouvoir. » – Ces lignes-là ont été écrites en 1989 – on a vraiment peine à le croire !...

Et voici un autre auteur israélien contemporain⁴⁸, nous l'avons déjà cité, qui dresse fièrement une liste interminable – est-elle seulement complète ? – de hauts gradés de l'Armée rouge qui se trouvaient pendant la guerre civile dans les états-majors et les directions politiques. – Concernant l'armée, un autre chercheur israélien a publié des statistiques sur la base du recensement de 1926 : « Les Juifs de sexe masculin représentaient à cette époque 1,7 % de la population masculine de l'URSS... Parmi les officiers du front, les Juifs représentaient 2,1 %... ; parmi les officiers d'état-major ; 4,4 %... ; parmi les commissaires politiques, 10,3 % ; parmi les médecins militaires, 18,6 %⁴⁹. »

Et l'Occident, que voyait-il ? Si, sur le plan intérieur, les postes de responsabilité de l'appareil gouvernemental ont pu longtemps rester secrets (le Parti communiste, une fois arrivé au pouvoir, avait gardé ses méthodes conspiratrices), les fonctions diplomatiques, elles, apparaissent aux yeux de tout le monde. Dès les premières conférences internationales auxquelles participa l'URSS – celle de Gênes, celle de La Haye (1922) –, l'Europe n'a pas pu ne pas remarquer que les délégations soviétiques étaient majoritairement composées de Juifs⁵⁰. – L'histoire a injustement laissé dans l'ombre la belle et longue carrière diplomatique de Boris Efimovitch Stein (son nom n'est même pas cité dans la *Grande Encyclopédie soviétique* de 1971). Et pourtant : il fut l'adjoint de Tchitchérine

48. Aron Abramovitch, *V rechajouchitchei voïne : Ytchastic i rol ievreïev SSSR v voïne protiv natsizma* [Dans une guerre décisive : la participation et le rôle des Juifs d'URSS dans la guerre contre le nazisme], Tel-Aviv, 1982, t. 1.

49. I. Arad, *Kholokaust : Katastrofa ievropéïskovo ievreïstva (1933-1945)* [L'holocauste : la catastrophe des Juifs d'Europe (1933-1945)], Jérusalem, 1990, p. 96.

50. Cf. notamment D. S. Pasmunik, *Rousskaïa revoliutsia i ievreïstvo* [La révolution russe et les Juifs], Paris, 1923, p. 148.

– c'est-à-dire le numéro deux de la délégation soviétique – à la conférence de Gênes ; puis à celle de La Haye ; on le retrouve plus tard à la tête de la délégation soviétique pendant les longues années de négociation sur le désarmement ; il sera membre de la délégation soviétique à la Société des Nations, ambassadeur en Italie et en Finlande où il mena de difficiles pourparlers, juste avant la guerre, entre celle-ci et l'Union soviétique ; enfin, il dirigea la délégation soviétique à l'ONU de 1946 à 1948. Par ailleurs, il enseigna de longues années à l'École supérieure de diplomatie (il en fut exclu pendant la campagne contre le cosmopolitisme, puis on l'y réintégra en 1953). – Un autre proche de Tchitchérine, son secrétaire Léon Khaïkis, travailla pendant pas mal d'années au Commissariat du peuple aux Affaires étrangères. En 1937, il fut nommé ambassadeur en Espagne, en pleine guerre civile, pour orienter l'action du gouvernement républicain, mais il fut rapidement arrêté. – Une autre figure intéressante est celle de Fiodor Rotstein. C'est lui qui crée le Parti communiste de Grande-Bretagne en 1920 et, la même année, participe du côté soviétique aux pourparlers avec l'Angleterre ! Deux ans après, il représente la RSFSR à la conférence de La Haye⁵¹. (Il est le bras droit de Litvinov, reçoit personnellement les ambassadeurs ; jusqu'en 1930, il fait partie du Directoire du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères ; et, pendant trente ans, jusqu'à sa mort, il enseignera à l'université de Moscou.)

Et lorsque, à l'autre bout du monde, dans le sud de la Chine – où M. Gruzenberg-Borodine s'active déjà depuis cinq ans –, éclate, en décembre 1927, l'insurrection de Canton, on apprend qu'elle a été préparée par notre vice-consul Abraham Khassis (33 ans) ; mais voilà qu'il est tué par des soldats chinois, et les *Izvestia* publient en première page sa photo, une nécrologie ainsi que plusieurs articles, on évoque « ses camarades de combat », Kouïbychev* en tête, et le défunt est comparé à Fourmanov et Frounzé**, ce qui n'est pas rien⁵².

En 1922, Gorki confiait à l'académicien Ipatiev que la mission

51. EJR, t. 2, pp. 499-500 ; t. 3, pp. 273, 422

52. *Izvestia*, 1927, 22 déc., p. 1.

* Valérian Vladimirovitch Kouïbychev (1888-1936), membre du Politburo à compter de 1927, président du Gosplan à compter de 1930, mort « subitement » en 1935.

** Hautes figures militaires.

commerciale soviétique à Berlin était composée à 98 % de Juifs⁵³. Et l'on peut penser qu'il n'exagérait pas tant que ça. — La situation devint comparable dans les autres capitales occidentales au fur et à mesure que les Soviétiques y pénétrèrent. G. A. Solomon donne dans son livre⁵⁴ une description saisissante de ce en quoi consistait le « travail » de ces représentations commerciales de la jeune Union soviétique — lui-même fut le premier représentant commercial soviétique à Tallin, première des capitales européennes à reconnaître le régime bolchevique. Il n'est pas de mots pour qualifier le formidable pillage auquel on s'y livra au détriment de la Russie (tout en menant des actions subversives contre les gouvernements des pays concernés), et la décomposition, la dégénérescence morale de tous ces gens-là.

Peu de temps après sa conversation avec Ipatiev, Gorki « fut violemment attaqué dans la presse pour un article dans lequel il reprochait au gouvernement soviétique d'avoir confié trop de postes de responsabilité à des Juifs. Il n'avait rien contre les Juifs en tant que tels, mais, revenant sur les propos qu'il avait tenus en 1918, il pensait que les Russes se devaient de dominer par le nombre⁵⁵ ». Et le journal moscovite *Der Emes* (« La Vérité ») de s'indigner à son tour : « En somme, ils [Gorki et Sholom Asch, le journaliste qui avait recueilli ses propos] proposent que les Juifs renoncent complètement à participer aux affaires de l'État. Qu'ils fichent le camp ! Une telle décision ne peut être prise que par des contre-révolutionnaires ou des lâches⁵⁶. »

Durant les années 20, pareille décision ne fut pourtant pas prise. Dans l'ouvrage déjà cité, *Les Juifs au Kremlin*, M. Zaroubejnyï, se fondant sur l'« Annuaire du Commissariat du peuple aux Affaires étrangères » de l'année 1925, nous fait connaître les noms et fonctions de plusieurs hauts responsables de ce département. Il ajoute par ailleurs non sans satisfaction : « Quant à la section éditoriale du Commissariat, je n'y ai pas trouvé un seul non-juif ». Puis vient « la liste des représentations diplomatiques soviétiques à l'étranger, et l'on constate qu'il n'existait pas de pays où le Kremlin n'avait

53. Vladimir Ipatiev, *The life of a Chemist*, Stanford, 1946, p. 377.

54. G. A. Solomon, *Sredi krasnykh vojdej* [Parmi les dirigeants rouges], Paris, 1930.

55. Vladimir Ipatiev, p. 377.

56. La Tribune juive*, 1922, 6 juin (n° 130), p. 6.

pas dépêché un de ses fidèles Juifs⁵⁷ ! » Et l'auteur d'en produire la liste complète.

Pour cette période des années 20, M. Zaroubennyi aurait pu également trouver pas mal de noms juifs au Tribunal suprême de la Fédération de Russie⁵⁸, à la Procuration. Celui de A. Goïkhbarg, par exemple, que nous connaissons déjà : il met au point la législation de la NEP, dirige la rédaction du Code civil de la RSFSR, prend la tête de l'Institut du droit soviétique⁵⁹.

Il est beaucoup plus difficile de se faire une idée de la carrière des responsables à l'échelon local ; non seulement parce que la presse centrale en a peu parlé, mais aussi et surtout à cause de leur étonnante mobilité, de la rapidité avec laquelle ils passaient d'un poste à un autre. Ces incessants va-et-vient sur tout le territoire du pays s'expliquaient, du temps de Lénine, par l'insuffisance criante de cadres fiables, et, sous Staline, par la méfiance : il fallait couper les liens qu'ils avaient pu nouer sur place.

Voici quelques trajectoires. – Léon Mariassine : successivement secrétaire du Comité régional du Parti à Orlov, président du sovnarkhoze de Tatarie, responsable au Comité central du Parti en Ukraine, président du directoire de la Gosbank de l'URSS, adjoint du commissaire aux Finances. – Ou Maurice Belotski : chef de la section politique de la Première Armée de cavalerie (quelle force !), participa ensuite à l'écrasement de l'insurrection de Cronstadt ; on le retrouve plus tard au Commissariat aux Affaires étrangères, puis comme premier secrétaire du Comité régional d'Ossétie du Nord, enfin comme premier secrétaire du Comité central de Kirghizie, c'est juste à côté. – Ou encore Grigori Kaminski : secrétaire du Comité régional à Toula, puis secrétaire du Comité central en Azerbaïdjan, puis président de la direction des Kolkhozes, puis Commissaire à la Santé – un homme à tout faire. Ou bien encore Abram Kamenski : commissaire de la république de Donetsk-Krivoï-Rog, vice-commissaire aux Nationalités de la RSFSR, secrétaire du Comité régional à Donetsk, responsable au Commissariat à l'Agriculture, directeur de l'Académie de l'Industrie, responsable au sein du Commissariat aux Finances⁶⁰.

57. *Zaroubennyi*, pp. 26-27.

58. *Izvestia*, 1927, 25 août, p. 2.

59. *EJR*, t. 1, p. 331

60. *EJR*, t. 1, pp. 105, 536, 538 ; t. 2, p. 256.

Pas mal de noms aussi parmi les dirigeants du Komsomol. Voici par exemple Efim Tsétline – une carrière prometteuse. À partir de l'automne 1918, il est le premier président de l'Union de la Jeunesse communiste de Russie ; revenu de la guerre civile, il devient secrétaire des Comités central et local de cette organisation ; en 1922, on le retrouve comme membre du Comité exécutif de l'Internationale communiste des Jeunes ; dès les années 1923-1924, il est envoyé en Allemagne pour y exercer des « activités illégales » ; en 1925-1926, il est à Leningrad « au service du Parti » ; plus tard, il travaille au secrétariat du Comité exécutif du Komintern, au journal *Pravda* ; puis il va diriger le secrétariat de Boukharine, et c'est ce qui le perdra⁶¹.

Étonnante, aussi, la carrière d'Isaïe Khourguine. En 1917, au sein de la Rada* ukrainienne, il travaille à un projet de loi sur l'autonomie des Juifs en Ukraine ; en 1920, il rejoint les rangs du Parti bolchevique ; en 1921, il est le représentant commercial de l'Ukraine en Pologne ; en 1923, il est le représentant aux États-Unis d'une société de transport germano-américaine, « remplissant *de facto* les fonctions de ministre plénipotentiaire » soviétique ; il fonde et dirige la société Amtorg, – mais cette carrière fulgurante est brutalement interrompue : à l'âge de 38 ans (en 1925), il se noie dans un lac aux États-Unis⁶². Quel parcours politique, quelle destinée !

Passons maintenant au domaine économique. – Le vice-président du Soviet panrusse de l'économie s'appelle Moïse Roukhinovitch. – On trouve Rouvim Lévine au Gosplan, dont il est membre du directoire en même temps qu'il est président du Gosplan de la RSFSR (il deviendra plus tard commissaire-adjoint au Finances d'URSS). – Zakhariï Katsenelenbaum est l'inventeur du providentiel « Emprunt pour l'industrialisation » de 1927 (et, par conséquent, de tous les « emprunts » qui ont suivi), il est également l'un des fondateurs de la Gosbank d'URSS. – Moïse Froumkine est, à partir de 1922, l'adjoint du commissaire au Commerce extérieur ; et A. I. Weinstein, déjà cité, sera pendant de longues années membre du directoire du Commissariat aux Finances d'URSS. – Nous croisons de nouveau la route de Vladimirov-Cheinfinkel :

61. EJR, t. 3, pp. 311-312.

62. EJR, t. 3, p. 302.

* Assemblée.

il vient d'occuper le poste de commissaire à l'Approvisionnement d'Ukraine, puis celui de commissaire à l'Agriculture – et le voici désormais commissaire aux Finances de la RSFSR et commissaire-adjoint aux Finances de l'URSS⁶³.

Construire un moulin, c'est répondre des eaux.

En novembre 1927 a lieu une réunion solennelle du directoire de la Gosbank d'URSS à l'occasion du cinquième anniversaire de l'introduction du « tchervonets » ; les *Izvestia* publient un article de Z. Zangwil sur l'importance de la création de ce billet de banque, ainsi qu'une photo de groupe sur laquelle sont particulièrement mis en avant « Scheinman, président du Directoire, et Katsenelenbaum, membre de ce Directoire⁶⁴ ». Scheinman ne s'est pas contenté d'être le président de la Gosbank dont la signature figurait sur chaque « tchervonets » ; à partir de 1924, il devient commissaire au Commerce intérieur de l'URSS. En avril 1929 – tenez-vous bien, lecteurs... –, il choisit de rester à l'étranger⁶⁵, c'est-à-dire dans l'antre du capitalisme !

Considérant la question sous un angle plus vaste, le professeur B. D. Broudskous s'interroge : « La révolution n'avait-elle pas ouvert de nouvelles perspectives aux populations juives ? » Parmi celles-ci – le service public. « Ce qui frappe le plus..., c'est le grand nombre de Juifs parmi les fonctionnaires, souvent à des postes très élevés » ; de plus, « la majorité des fonctionnaires juifs est issue non pas des masses populaires juives, mais de l'élite ». – Mais « les élites juives, contraintes de se mettre au service du régime soviétique, y ont, bien sûr, plus perdu que gagné » – en comparaison de ce qu'elles auraient connu au sein de leurs propres entreprises, « en travaillant pour d'autres entreprises capitalistes ou dans le cadre de professions libérales ». Par ailleurs, « plongés dans cette hiérarchie [de l'administration soviétique], les Juifs devaient faire preuve du plus grand tact pour ne pas susciter autour d'eux jalousie ou mécontentement. L'arrivée massive de fonctionnaires juifs, indépendamment de leurs qualités mêmes, ne pouvait que renforcer l'antisémitisme parmi les autres fonctionnaires et l'intelligentsia ». Et il constate que « les fonctionnaires juifs sont particulièrement

63. EJR, t. 1, pp. 197-198, 234, 275-276 ; t. 2, pp. 18, 140, 518 ; t. 3, p. 260.

64. *Izvestia*, 1927, 27 nov., p. 4.

65. EJR, t. 3, p. 383.

nombreux dans les Commissariats chargés des questions économiques⁶⁶ ».

Larine, quant à lui, s'exprimait plus simplement : « L'intelligentsia juive est entrée volontiers et massivement au service de la révolution triomphante », voyant là une possibilité « d'accéder à la fonction publique, jusque-là fermée pour elle⁶⁷ ».

Cinquante ans plus tard, G. Pomerants justifie ainsi cette attitude : l'Histoire « a précipité les Juifs dans l'appareil de l'État », « il n'y avait d'autre issue pour eux que l'administration publique », y compris la Tchéka⁶⁸ – nous avons déjà eu l'occasion de nous exprimer sur ce point de vue. – D'ailleurs, les bolcheviks eux-mêmes « n'avaient d'autre issue », nous explique la *Tribune juive* de Paris : « Pourquoi trouve-t-on des Juifs dans l'administration soviétique ? » – « L'administration fait appel aux Juifs parce qu'elle a besoin d'agents instruits et qui ne boivent pas⁶⁹. »

Cependant, dans *Le Monde juif*, recueil publié à Paris, on peut lire ceci : « On ne saurait nier qu'un nombre important de jeunes Juifs », comprenant un pourcentage significatif d'« irrécupérables ratés », « d'éléments socialement et culturellement déracinés..., se laissèrent entraîner dans le bolchevisme, les uns par appétit de pouvoir et désir de faire carrière, d'autres pour faire la "révolution prolétarienne mondiale", d'autres encore par un mélange de ces deux motivations⁷⁰ ».

Bien sûr, tous les Juifs ne se laissèrent pas « entraîner dans le bolchevisme ». Il y avait aussi la masse des braves gens que la révolution avait broyés. Mais ce qui se passait dans l'ex-Zone de résidence n'était pas étalé au grand jour. Ce que les gens voyaient, c'est ce que décrit avec tant de vivacité M. Kheïfets : « Un peu muflés sur les bords, fort satisfaits d'eux-mêmes, les Juifs poussaient la chansonnette à l'occasion des "fêtes rouges" et des

66. B. Broutskous, Ievreïskoïe naselenie pod kommounistitcheskoi vlastiou [La population juive sous le régime communiste], Syntaxis, Paris, 1980, n° 6, pp. 52-53, 68.

67. Larine, p. 73.

68. G. Pomerants, Son o spravedlivom vozmezdii [Je rêve d'un juste châtiment], Syntaxis, Paris, 1980, n° 6, pp. 52-53, 68.

69. B. Mirski, Tchérnaïa sotnia [Les Cent-noirs], Ievreïskaïa Tribouna, 1924, 1^{er} fév. (n° 58), p. 3.

70. S. Ivanovitch, Ievrei i sovietskaïa diktatura [Les Juifs et la dictature soviétique], MJ, Paris, 1939, p. 47.

mariages : "Là où trônaient tsars et généraux, / C'est nous qui trônons désormais, / Ils sont à notre botte !" ⁷¹ »

Mais qui se cachait derrière ce « nous » ? Des bolcheviks convaincus ? Non, le pouvoir ouvrit aussi ses portes à « des millions de gens qui venaient des bleds pourris de province – chiffonniers, cabaretiers, contrebandiers, marchands ambulants –, formés par la lutte pour la survie pendant le jour et par la lecture de la Torah et du Talmud le soir » ; on les invita « à venir s'installer à Moscou, Petrograd, Kiev, et à saisir de leurs mains lestes et nerveuses tout ce qu'avaient dû lâcher les mains délicates de l'élite d'antan, – tout, des finances publiques à la physique nucléaire, des échecs à la police secrète. Ils ne purent résister au plat de lentilles, d'autant moins qu'en prime on leur offrait d'édifier la "Terre promise"..., c'est-à-dire le Communisme ⁷². »

C'est vrai, « beaucoup de Juifs ont cru en l'Idée, beaucoup ont été victimes de l'illusion que c'était là "leur" pays ⁷³ ». – Tous les Juifs ne se sont pas jetés, loin de là, dans le tourbillon révolutionnaire, ni ne sont entrés au Parti bolchevique, mais la tendance générale était à la sympathie pour les bolcheviks et à l'espoir que la vic, pour eux, serait désormais infiniment meilleure. – « La plupart des Juifs accueillirent la révolution bolchevique sans peur, sincèrement confiants ⁷⁴. » – C'est dans ces dispositions que se trouvaient les Juifs d'Ukraine et de Biélorussie « qui pesèrent d'un poids certain dans la lutte contre l'influence ukrainienne et biélorusse » en faveur du centralisme de Moscou (début des années 20) ⁷⁵. Selon un témoignage portant sur l'état d'esprit « de la majorité des Juifs » en 1923, « le bolchevisme est "le moindre mal", que les bolcheviks partent et ce sera encore pire pour nous, – voilà à quelles conclusions en arrivaient des esprits dépourvus de maturité politique ⁷⁶ ». N'est-il pas vrai qu'aujourd'hui « un Juif peut commander une armée » ? « Un tel bienfait était suffisant pour

71. M. Heifetz, *Mesto i vremia* [Le lieu et l'heure], Paris, 1978, p. 43.

72. *Ibidem*, pp. 44-45.

73. V. Bogouslavski, V zachtchitou Kounaïeva [Plaidoyer pour Kounaïev], « 22 », Tel-Aviv, 1980, n° 16, p. 174.

74. R. Rutman, *Solzhenitsyn and the Jewish Question* –, *Soviet Jewish Affairs*, 1974, vol. 4, n° 2, p. 7.

75. Agourski, p. 150.

76. REJ, p. 7

que les Juifs se rangent en masse du côté du pouvoir communiste » ; « le système bolchevique apparaît comme une victoire éclatante de l'égalité, cependant que l'anéantissement complet de la liberté passe inaperçu⁷⁷. »

L'histoire des répressions qui commençaient à s'abattre en URSS sur les socialistes montre qu'un très grand nombre de socialistes juifs s'abstinrent d'émigrer après la révolution, incapables qu'ils étaient de soupçonner à quel point le nouveau régime était sanginaire. Et pourtant, l'État soviétique était déjà aussi inique et impitoyable qu'en 1937 ou 1950, – mais, au cours des années 20, il ne suscita parmi la majorité des Juifs ni rejet ni opposition : ce n'étaient pas eux qui étaient visés en premier.

*

Lorsque, devant la commission Pahlen, Leskov réfuta les uns après les autres les arguments avancés sur les conséquences supposées pour la population russe de l'expansion des Juifs sur l'ensemble de la Russie, il ne pouvait évidemment imaginer une situation comme celle des années 20, avec une participation aussi massive de Juifs à la direction de l'État, de l'administration, de l'économie et de la culture.

Mais la révolution a changé du tout au tout le cours des événements et nous ne pouvons imaginer ce qui aurait pu se passer si elle n'avait pas eu lieu.

Pourtant, lorsqu'en 1920 le professeur Salomon Lourié, historien de l'Antiquité, découvrit que l'antisémitisme avait resurgi dans la Russie soviétique internationaliste et communiste, il ne s'en étonna pas le moins du monde, affirmant au contraire, que « le cours des événements confirme de façon éclatante la justesse des conclusions auxquelles [il était] précédemment arrivé », à savoir que « la cause de l'antisémitisme réside chez les Juifs eux-mêmes », – et c'est pourquoi, « malgré l'absence de toute limitation imposée aux Juifs de la part des autorités, l'antisémitisme a resurgi de plus belle et

77. I. M. Biekerman, *K samopoznaniou ievreïa : Tchem my byli, tchem my stali, ichem my doljny byt* [Pour que le Juif se connaisse lui-même : qui avons-nous été, qui sommes-nous devenus, que devons-nous devenir ?], Paris, 1939, p. 70.

prend des proportions qui auraient été inimaginables sous l'Ancien Régime⁷⁸ ».

L'antisémitisme russe (ou plus exactement petit-russien) d'autrefois, celui des siècles passés et du début du XX^e siècle, avait pourtant été bel et bien éradiqué du pays par la tempête d'Octobre, éradiqué complètement – comme tout ce que touchait la révolution. Ceux qui avaient fait partie de l'Union du peuple russe, qui s'étaient livrés au saccage des magasins juifs, qui avaient exigé l'exécution de Beyliss, ceux qui avaient protégé le trône, tous ces petits-bourgeois des villes et ceux qui étaient proches d'eux, ou leur ressemblaient, ou étaient soupçonnés de leur ressembler, – tous ceux-là, ces milliers de gens avaient déjà été fusillés ou enfermés dans des camps. Quant aux *ouvriers* et aux *paysans* russes, il n'y avait pas d'antisémitisme parmi eux avant la révolution, comme l'attestent d'ailleurs tous les dirigeants de la révolution. Et pour ce qui est de l'*intelligentsia*, elle éprouvait une profonde sympathie pour les Juifs, parce qu'ils étaient opprimés. Enfin, après la révolution, les enfants furent éduqués dans un esprit exclusivement internationaliste.

Alors, quelle est donc cette force obscure qui a fait resurgir l'antisémitisme ? Il était pourtant exsangue, discrédité, définitivement écrasé – d'où est-il donc revenu ?

Nous avons déjà évoqué l'étonnement de l'émigration russo-juive lorsqu'elle apprit qu'en URSS l'antisémitisme n'était pas mort, lorsqu'elle en fut informée en 1922 par des socialistes aussi irréprochables que E. Kouskova et S. Maslov.

E. Kouskova publie un article dans la *Tribune juive* ; elle y écrit qu'« il ne fait aucun doute » que l'antisémitisme en URSS n'est pas une pure invention, qu'« actuellement le bolchevisme et les Juifs ne font qu'un en Russie ». Elle a même rencontré des Juifs « hautement cultivés » « qui sont d'authentiques antisémites... d'un genre nouveau, "à la soviétique" ». Un médecin juif déclare que « les responsables juifs bolcheviques ont compromis les excellentes relations [qu'il] avait avec la population locale ». Une maîtresse d'école : les enfants « me crient à la figure que j'enseigne dans une école juive » parce qu'« il est interdit de leur faire apprendre le catéchisme et qu'on a chassé le prêtre », qu'« il n'y a que des Juifs

78. S. Lourié, *Antisemitizm v drevnem mire* [L'antisémitisme dans le monde antique], Tel-Aviv, 1976, p. 8 [première édition : Prague, 1922]

au Commissariat à l'Instruction publique ». Parmi les lycéens (« issus de familles radicales ») on ne parle que de l'« invasion juive ». « Les jeunes sont d'ailleurs bien plus antisémites que leurs aînés », lesquels « ne manquent pas une occasion de dire... [qu'] "ils ont montré leur vrai visage, ils nous ont bien fait souffrir !" » « Voilà ce qu'est devenue la vie en Russie. » – « À la question : qui sont-ils, ces antisémites, – je réponds ; la majorité de la population. » Ce mouvement est si ample que « la direction politique a diffusé une proclamation dans laquelle on explique pourquoi il y a tant de Juifs dans l'administration : "Lorsque le prolétariat de Russie a eu besoin de cadres administratifs et techniques, il n'est pas étonnant que les Juifs soient allés à sa rencontre, eux qui étaient dans l'opposition... La présence de Juifs à des postes administratifs dans la nouvelle Russie est un phénomène naturel et historiquement inévitable, que cette Russie ait été dirigée par les K.D., les S.-R. ou le prolétariat". [Et si] à la place d'Ivan Pétrovitch Ivanov on trouve maintenant Aron Moïsseïévitch Tankélévitch, il convient de "se débarrasser"... de tout sentiment hostile ». – Soucieuse de défendre l'honneur du libéralisme, Kouskova enchaîne : c'est vrai que « si la Russie avait été dirigée par les K.D. ou les S.-R., bien des postes administratifs auraient été occupés par des Juifs », mais « ni les K.D. ni les S.-R... n'auraient interdit l'enseignement religieux à l'école ni n'auraient fait tomber des têtes ». – Et elle lance cet appel : « Cessez de vous servir de Tankélévitch pour exécuter vos basses œuvres..., et les microbes de l'antisémitisme disparaîtront d'eux-mêmes⁷⁹. »

Quant à Maslov, ses propos firent l'effet d'une douche froide sur l'émigration juive : c'était un S.-R. confirmé, jouissant d'une excellente réputation, et voilà que ce témoin direct des quatre premières années du régime soviétique déclarait : « Actuellement, en Russie, la judéophobie sévit partout. Elle a gagné des régions où les Juifs étaient naguère presque inconnus et où la question juive n'effleurait même pas les esprits » (à Vologda, « à Arkhanguelsk, dans les villes de Sibérie, dans l'Oural – partout la même haine envers les Juifs⁸⁰ »). Et le paysan russe ne pouvait qu'être abasourdi par des

79. E. Kouskova, Kto oni i kak byt ? [Qui sont-ils et que faire ?], la Tribune juive, 1922, 19 oct. (n° 144), pp. 1-2.

80. S. Maslov, *Rossia posle tchettyrëkh let revoliutsii* [La Russie après quatre ans de révolution], Paris, 1922, p. 41.

sorties du genre de celle-ci : à Tioumen, le commissaire à l'Approvisionnement Indenbaum (celui-là même qui avait poussé à la révolte les paysans d'Iebim), alors qu'il ne comprenait strictement rien à l'agriculture, donna ordre aux paysans qui n'avaient pas fourni à l'État la quantité fixée de laine de mouton, de les tondre une deuxième fois à la fin de l'automne (juste avant l'arrivée du froid, tant pis pour les moutons !), au motif que « la république a un besoin pressant de laine » ! Maslov ne cite pas les commissaires qui faisaient distribuer du *millet* pour les semailles, voire des graines de tournesol grillées, ou qui menaçaient d'interdire de semer du malt, mais on peut dire à coup sûr qu'ils ne venaient pas du peuple, et pas non plus des « ci-devant », des nobles, – et le paysan d'en conclure que le pouvoir « était aux mains des Juifs ». Même chose pour les ouvriers. Dans les résolutions adressées au Kremlin par les ouvriers de l'Oural en février-mars 1921, il était question de « l'indignation soulevée par la mainmise des Juifs sur l'administration centrale et locale ». – « Le Parti communiste lui-même est pris de judéophobie. » – « Bien sûr, les milieux cultivés ne pensent pas que le pouvoir est aux mains des Juifs, mais ils constatent leur forte présence en son sein, – une présence tout à fait disproportionnée » par rapport à ce qu'ils représentent dans la population du pays. Et « si des gens [non-Juifs] discutent librement entre eux de politique, il suffit qu'un Juif – fût-il une connaissance – se joigne à eux pour que tous se mettent à changer de conversation⁸¹ ».

Maslov essaie de comprendre : « Pourquoi cette haine généralisée envers les Juifs ? » – Pour lui, la raison principale en est que « de nombreuses couches de la population identifient le pouvoir soviétique à celui des Juifs. L'expression "le pouvoir des youpins" est on ne peut plus répandue en Russie, surtout en Ukraine et dans l'ex-Zone de résidence, non pas comme une forme de provocation à l'égard du pouvoir, mais comme une définition objective de ceux qui le détiennent, et de leur politique. » « Il faut voir là une double signification : premièrement – le pouvoir soviétique répond aux désirs et aux intérêts des Juifs, donc ceux-ci se montrent ses plus ardents défenseurs ; deuxièmement – le pouvoir est effectivement aux mains des Juifs. » – « Parmi les raisons qui expliquent [selon lui] cette judéophobie », Maslov cite également « la très forte solidarité

81. *Ibidem*, pp. 41, 42, 43, 155, 176-177.

nationale des Juifs, forgée au long des millénaires d'une histoire difficile ». « Elle se manifeste tout particulièrement quand il s'agit du recrutement des agents de l'administration... Si celui-ci dépend de Juifs, on peut parier à coup sûr que tous les fonctionnaires investis de quelque responsabilité seront des Juifs », même si cela entraîne « la désorganisation des équipes existantes ». Et la manifestation « de cette même préférence à l'égard des *siens* prend souvent une forme grossière et humiliante pour les autres ». Chez un fonctionnaire juif, « le pouvoir soviétique... dévoile de façon plus ostentatoire ses plus mauvais côtés... Le vin du pouvoir agit plus fortement sur les Juifs... il leur monte davantage à la tête ». – « Je ne sais où se trouve la source de ce phénomène », s'interroge Maslov, « peut-être dans le fait que nous avons affaire à d'anciens apothicaires, d'anciens vendeurs de magasins ? Ou bien est-ce l'absence de droits dont étaient naguère victimes les Juifs qui est cause de tout cela⁸² ? »

L'organe des sionistes à Paris, *Rassvet*, écrivait en 1922 : récemment, Gorki a déclaré en substance que « les bolcheviks juifs contribuent eux-mêmes à la montée de l'antisémitisme en Russie soviétique par leur conduite souvent déplacée. C'est la vérité vraie ! » Et ce ne sont pas Trotski, Kamenev ou Zinoviev qui sont ici en cause, « ce n'est pas d'eux que parle Gorki. On peut et on doit parler des Juifs communistes de base, ceux qui remplissent les directoires et les présidiums, ceux que l'on trouve à la tête d'organismes soviétiques de petite et moyenne importance, ceux qui, de par leurs fonctions, entrent en contact quotidien et permanent avec la population... Ils occupent des situations en vue, ce qui, aux yeux de la population, décuple leur nombre⁸³ ».

Et D. S. Pasmanik de commenter : « Nous devons avouer que de nombreux Juifs provoquent, par leur attitude, des réactions d'antisémitisme aigu » ; « tous ces goujats qui ont grossi les rangs des communistes – ces apothicaires, ces vendeurs, ces commis-voyageurs, ces étudiants sans diplôme, ces intellectuels ratés – causent véritablement beaucoup de tort à la Russie et à la communauté juive⁸⁴ ».

« Jamais sans doute l'hostilité envers les Juifs n'a atteint un tel degré d'intensité aussi bien en Russie qu'en dehors d'elle... Cette

82. *Ibidem*, pp. 42, 44-45.

83. D. S. Pasmanik*, pp. 198-199.

84. *Ibidem*, pp. 198, 200.

hostilité est alimentée par des fait patents et indiscutables – la participation des Juifs aux processus destructeurs qui sont en cours en Europe –, mais aussi par l'exagération et la rumeur⁸⁵. » – « L'antisémitisme se répand de façon alarmante, il se nourrit exclusivement du bolchevisme que l'on continue à identifier aux Juifs⁸⁶. »

En 1927, Mikhaïl Kozakov (fusillé en 1930) parle, dans une lettre à son frère qui se trouve à l'étranger, du « climat de judéophobie qui règne parmi les masses (hors du Parti comme au sein du Parti lui-même)... Les masses laborieuses n'aiment pas les Juifs – ce n'est un secret pour personne⁸⁷. »

Choulguine aussi, après son voyage « secret » en URSS en 1928, s'exprime ainsi : personne désormais ne dit plus que « l'antisémitisme est une invention du "pouvoir impérial" et que « seule la "lie de l'humanité" en est infectée... Géographiquement, il s'étend de jour en jour, gagnant progressivement toute la Russie. Son foyer principal se trouve, semble-t-il, à Moscou ». Et, « pour la Russie proprement dite, la Grande Russie, l'antisémitisme est un phénomène nouveau » et d'autant plus violent (dans les régions méridionales, il est traditionnellement plus rigolard, tempéré par les blagues juives⁸⁸).

Larine lui-même cite « un slogan antijuif » (qu'il attribue à la propagande des Blancs) qui circulait à Moscou : « La Sibérie pour les Russes, la Crimée pour les Juifs⁸⁹. »

Les autorités s'alarmèrent de la situation, bien qu'avec un temps de retard. Dès 1923, la *Tribune juive* fait savoir, avec une pointe de scepticisme, que « le Commissariat à l'Intérieur a récemment mis en place une commission spéciale chargée de "protéger les Juifs contre les forces de l'ombre"⁹⁰. » – En 1926, Kalinine (et d'autres) fut interpellé à ce sujet au cours de plusieurs meetings ou

85. G. Landau, *Revolutsionnye idei v yevreïskoï obščestvennosti* [Les idées révolutionnaires dans l'opinion publique juive], RiE, p. 101.

86. D. S. Pasmanik, *Tehevo je my dobivaemsia ?* [Que cherchons-nous au juste ?], RiE, p. 217.

87. M. Kozakov, *Lettre*, Bibliothèque des Russes de l'étranger, fonds 1, E-60, p. 1.

88. V. Choulguine, « *Chto nam v nikh ne нравitsia...* » : Ob antisemitizme v Rossii [« Ce qui ne nous plaît pas en eux... » : sur l'antisémitisme en Russie], Paris, 1929, pp. 41-43.

89. Larine, p. 254.

90. G. Rimsky, *Pravitelstvenny antisemitizm v Sovetskoï Rossii* [L'antisémitisme du gouvernement soviétique], la Tribune juive, 1923, 7 sept. (n° 170), p. 3.

par lettres. C'est aussi à ce moment-là que Larine s'attela à la rédaction d'une étude de fond sur cette question : *Les Juifs et l'antisémitisme en URSS*.

Larine s'était constitué une collection personnelle avec « les nombreux billets qu'on lui faisait parvenir lors de réunions portant sur l'antisémitisme » (en particulier pendant les consultations qui avaient lieu « au cabinet de travail du Parti dans l'un des comités d'arrondissement de Moscou » – autrement dit, ceux qui y participaient étaient des communistes ou des ouvriers « sympathisants »). Il en cite soixante-dix, « sans rien y changer » ; en voici quelques uns⁹¹ :

- D'où viennent les Juifs qui s'installent à Moscou ?
- Les Juifs ont-ils mis la main sur le pouvoir ?
- Pourquoi ne voit-on pas de Juifs dans les files d'attente ?
- Pourquoi les Juifs qui viennent de Berditchev ou d'autres villes obtiennent-ils tout de suite un logement ?
- Pourquoi les Juifs sont-ils riches, pourquoi ont-ils leurs propres boulangeries, etc. ?
- Pourquoi les Juifs cherchent-ils un travail plus facile, pourquoi évitent-ils le labeur physique ?
- Pourquoi les Juifs s'entraident-ils alors que les Russes ne le font pas ?
- Ils ne veulent pas simplement travailler, ils veulent faire carrière.
- Pourquoi ne travaillent-ils pas dans l'agriculture alors qu'ils en ont maintenant le droit ?
- Pourquoi leur a-t-on donné de bonnes terres en Crimée, alors que les Russes, on leur donne de moins bonnes terres ?
- Pourquoi y a-t-il de l'antisémitisme seulement contre les Juifs et non pas... contre les autres nationalités ? !
- Que doit faire un agitateur politique quand il est seul face à une foule d'ouvriers remontés contre les Juifs et que personne ne veut entendre ses explications ?

Derrière ces questions, Larine voit « la main d'une organisation contre-révolutionnaire clandestine [!] qui répand des mensonges parmi les masses laborieuses⁹² ». Comme nous le verrons plus loin, les « organes » en tireront les conclusions appropriées.

91. Larine, pp. 240-244.

92. Larine, p. 244.

Mais il commence par analyser systématiquement ce phénomène inattendu et à donner une réponse *scientifique* à la question suivante : « Comment a-t-il pu se faire qu'en URSS, l'antisémitisme ait pris des proportions significatives dans des couches de la population où il était auparavant peu perceptible (les ouvriers d'usine, les étudiants)⁹³ ? » Et il passe méthodiquement en revue toutes ses formes.

L'antisémitisme des intellectuels. – C'est parmi l'intelligentsia que « l'antisémitisme est plus répandu qu'ailleurs ». Cependant, il insiste sur le fait que « le mécontentement est dû... non au pourcentage *trop élevé* de Juifs », mais à leur présence même et à la concurrence qu'ils font aux intellectuels russes. « La montée de l'antisémitisme parmi les ouvriers et les employés des villes, nettement perceptible en 1928, ne peut d'aucune manière s'expliquer par le trop grand nombre de Juifs dans les emplois salariés. » – Parmi « les professions exigeant une haute qualification, l'antisémitisme est sensible surtout dans le milieu médical » ; on le constate également parmi les ingénieurs ; tandis que, dans l'armée, les cadres « reçoivent une formation politique systématique » et l'on n'y observe pas d'antisémitisme, – alors que « le pourcentage des Juifs... parmi les officiers de l'Armée rouge... est nettement plus élevé que la moyenne nationale⁹⁴ ».

L'antisémitisme de la bourgeoisie des villes. – « Le foyer central de l'antisémitisme... réside dans toutes les couches de la bourgeoisie urbaine ». Mais « la lutte contre l'antisémitisme bourgeois... se confond... avec la question de l'éradication de la bourgeoisie elle-même ». Ainsi « l'antisémitisme bourgeois disparaîtra quand disparaîtra la bourgeoisie⁹⁵ ».

L'antisémitisme dans les campagnes. – Là, « nous sommes en passe de liquider complètement la pratique de la vente du blé par les paysans à des commerçants privés », c'est pourquoi « l'antisémitisme n'a pas pris racine dans les masses paysannes, il est même en diminution par rapport à la période d'avant-guerre », – et on ne l'observe que dans les régions où l'on a installé des Juifs. Mais ça, c'est la faute aux konlaks et aux ex-propriétaires terriens⁹⁶.

93. Larine, p. 47.

94. Larine, pp. 35, 86, 108-110, 120.

95. Larine, pp. 121, 134, 135.

96. Larine, pp. 144, 145, 148-149.

L'antisémitisme en milieu ouvrier. – « L'antisémitisme n'a cessé de progresser parmi les ouvriers au cours de ces dernières années » ; en 1929, « personne ne doute » de son existence. Il se manifeste aujourd'hui de façon plus fréquente et intense « qu'il y a quelques années ». Il est particulièrement répandu « parmi les éléments *attardés* de la classe ouvrière » – les femmes et les ouvriers saisonniers – ; cependant, « ces dispositions d'esprit peuvent malheureusement être observées parmi des couches beaucoup plus larges de la population ouvrière », et pas seulement parmi ses « éléments corrompus ». Et là, il ne saurait être question de concurrence économique : d'ailleurs, les Juifs ne représentent que 2,7 % de la population ouvrière. À cela s'ajoute le fait qu'« à la base, les organisations professionnelles *ont tenté de dissimuler* les manifestations d'antisémitisme ». Et la difficulté vient de ce que ces tentatives pour « dissimuler l'antisémitisme » ont été le fait de « prolétaires militants » – pis encore : les manifestations d'antisémitisme ont été le fait de ces mêmes « prolétaires militants ». « Il y a beaucoup d'antisémites parmi les membres du Komsomol et du Parti. » Au cours des réunions, on parle beaucoup de la « *mainmise* des Juifs sur le pouvoir », « on dit que le pouvoir soviétique ne combat que la seule religion orthodoxe ».

Antisémitisme, le prolétariat ? Mais c'est une véritable aberration ! Le prolétariat est à l'avant-garde du progrès et de la conscience de classe ! Alors, où est la cause ? ? – Trouvé : il ne reste « d'autre moyen aux Blancs d'agir sur les masses » que l'antisémitisme ; désormais, « leur plan d'attaque » repose « sur les rails de l'antisémitisme⁹⁷ ». La conclusion de ce raisonnement se fait, on le voit, de plus en plus menaçante.

Cet étrange antisémitisme, repéré dans les années 20 par Larine, fut également identifié, des années plus tard, par d'autres auteurs.

S. Schwarz donne ainsi son interprétation : c'est « l'idée vulgaire selon laquelle les Juifs auraient été les principaux vecteurs de la NEP ». Mais lui aussi pense que « le gouvernement soviétique avait de bonnes raisons de considérer l'antisémitisme comme une arme potentielle entre les mains de la contre-révolution⁹⁸ ».

97. Larine, pp. 238-240, 244-245, 247, 248.

98. Schwarz, pp. 8, 39.

En 1968, V. Alexandrova renchérisait encore : « Après la guerre civile, l'antisémitisme se répandit presque partout, y compris dans des couches de la population qui n'avaient pas été touchées par ce phénomène avant la révolution⁹⁹. »

Face à cette situation, il n'était plus question de s'adonner aux discussions académiques, mais d'agir vite et fort. En mai 1928 eut lieu une réunion de l'agit-prop au cours de laquelle on se pencha avec beaucoup d'attention sur la question des « mesures à prendre pour lutter contre l'antisémitisme ». (Conformément à une pratique répandue au sein du Parti, les matériaux de cette conférence ne furent pas publiés, mais adressés sous forme de circulaires internes aux différentes instances). La lutte contre l'antisémitisme devait « figurer à l'ordre du jour des réunions du Parti », être mentionnée dans les conférences publiques, la presse, la radio, le cinéma et les manuels scolaires ; il fallait se montrer intraitable avec l'antisémitisme. Enfin : « appliquer les sanctions disciplinaires les plus lourdes à ceux qui se rendent coupables de pratiques antisémites¹⁰⁰ ». — Une violente campagne de presse s'ensuivit, ainsi qu'en témoigne l'article « Sus aux complices de la contre-révolution ! » publié dans la *Pravda* par Lev Sosnovski, un homme qui avait ses entrées dans les hautes sphères du Parti : à Kiev, tel responsable « est un antisémite notoire », il chasse les Juifs de l'appareil du Parti avec le soutien du Comité régional : « les choses vont mal dans les établissements d'enseignement supérieur de Kiev... sur les murs de l'Institut d'économie on trouve des affiches comme celle-ci : “Cognons sur les Juifs, sauvons les Soviëts” ». Et, tout en appelant au « renforcement de la lutte contre l'antisémitisme », l'auteur de cet article exige que soit « accentuée la répression contre les “vecteurs concrets” » de l'antisémitisme, ainsi que contre « ceux qui les protègent », — tout le monde comprenait parfaitement ce que ce genre de discours signifiait dans la langue du Guépéou¹⁰¹.

Inspirés par les thèses de Larine, les militants communistes d'un arrondissement de Moscou décidèrent de mettre la question de l'antisémitisme au programme des écoles, tandis que le même Larine

99. V. Alexandrova, *levrei v sovetskoï literatoure* [Les Juifs dans la littérature russe], LMJR-2, p. 290.

100. Schwarz, pp. 83-84.

101. La *Pravda*, 1928, 17 mai.

continuait à disserter sur *Les voies et méthodes de la lutte contre l'antisémitisme*. – Jusqu'à présent, « il n'y a pas eu suffisamment de résistance de notre part », et « l'antisémitisme s'est insinué un peu partout » ; « dans les organisations et les cellules du Parti, l'antisémitisme n'est pas toujours traité avec la sévérité qui convient ». – C'est à tort que la presse « craint de "mettre en avant la question juive" (afin de ne pas "contribuer à ce que l'antisémitisme se répande encore davantage") », – car cela conduit à « rendre moins visible le combat contre les menées contre-révolutionnaires ». L'antisémitisme doit être rangé parmi « les perversions sociales », comme l'alcoolisme et la débauche, – or, trop souvent, nous nous sommes contentés d'un simple rappel à l'ordre lorsque des communistes s'en sont rendus coupables. « Nous excluons sans hésiter du Parti un homme qui va à l'église ou se marie religieusement, alors que l'antisémitisme est un mal tout aussi grave, sinon plus. » – Et même si les perspectives d'avenir sont globalement radieuses – au fur et à mesure que l'URSS s'avancera sur la voie du socialisme, les racines de l'antisémitisme « soviétique » seront extirpées, tout comme les survivances des rapports sociaux d'avant la révolution –, il n'en reste pas moins qu'« il est indispensable de réprimer sévèrement les manifestations d'antisémitisme parmi les membres de l'intelligentsia, que ceux-ci soient déjà entrés dans la vie active ou encore en formation¹⁰² ».

Ah, ces inoubliables années 20, ces années si *magnifiquement guerrières* – qu'en est-il resté ? Les idées sont parties en fumée, les paroles sont restées lettre morte. – « La propagande anti-juive en URSS... est de nature *politique* et non *nationale*. » – « Chez nous, en URSS, la propagande antijuive n'est pas seulement orientée contre les Juifs, mais, indirectement, contre le pouvoir soviétique. » Pourquoi « indirectement » ? – l'antisémitisme est « une mobilisation dissimulée contre le pouvoir soviétique ». Et « ceux qui sont contre la position du pouvoir soviétique sur la question juive sont par conséquent *contre les travailleurs et pour le capitalisme* ». – Les propos sur « "la mainmise des Juifs"... doivent être considérés comme contre-révolutionnaires, dirigés contre les *fondements mêmes* de la politique de la révolution prolétarienne en matière de

102. *Larine*, pp. 9, 119-120, 269-270, 276-277, 280-282.

nationalités ». — Il est évident que dans les manifestations d'antisémitisme, « une partie de l'intelligentsia joue le rôle de courroie de transmission de l'idéologie bourgeoise (quand ce n'est pas tout simplement de celle des Blancs) ». Il est clair qu'on a affaire à « une propagande systématique orchestrée par des organisations secrètes émanant de l'Armée blanche » ; « derrière la propagande antijuive se trouve toujours la main d'organisations clandestines monarchistes ». Et tout cela remonte aux « organes centraux » de l'émigration antisoviétique (« où les banquiers juifs côtoient les généraux de l'armée du tsar », tous unis) — et « à tout un système de courroies de transmission qui conduit jusqu'à nos usines », d'où nous pouvons déduire que « la propagande effrénée contre les Juifs en URSS est une affaire de classe et non de nationalité ». — « Il faut absolument faire comprendre aux masses que l'agitation antijuive ne vise en fait qu'à préparer la contre-révolution. *Il faut que les masses apprennent à se méfier de quiconque manifestera... des sympathies antisémites...* Il faut que les masses voient en lui ou bien un contre-révolutionnaire », ou bien « un intermédiaire... des organisations secrètes monarchistes » (partout des complots !) ; il faut « que dans la conscience des masses laborieuses, le mot "antisémite" devienne synonyme de "contre-révolutionnaire" ¹⁰³ ».

Tout est passé aux rayons X, tout est désigné par son nom : contre-révolution, Armée blanche, monarchistes et généraux blancs, sans oublier la « méfiance envers tous ceux qui... ».

Et, pour le cas où quelqu'un n'aurait toujours pas bien compris, le tribun révolutionnaire apporte un supplément d'explication : « les méthodes pour combattre » l'antisémitisme sont « parfaitement claires ». Il faut d'abord organiser dans les usines des sessions publiques du « tribunal populaire chargé des affaires liées à l'antisémitisme », « *informer les éléments attardés, réprimer les éléments actifs* ». « Il n'y a aucune raison de ne pas appliquer la loi de Lénine ¹⁰⁴. »

Or, selon cette fameuse « loi de Lénine » du 27 juillet 1918, « les antisémites actifs devaient être placés "hors la loi" — c'est-à-dire fusillés — rien que pour s'être rendus coupables d'incitation au

103. *Larine*, pp. 27, 45-46, 106, 116, 252, 254, 255, 257.

104. *Larine*, pp. 138, 283, 288.

pogrom », et pas seulement pour y avoir participé¹⁰⁵. La loi encourageait les Juifs à dénoncer toute atteinte à leur dignité nationale. – Cependant, comme s'en plaint S. Schwarz, « la loi du 27 juillet » ne fut pas incluse ultérieurement dans le « Recueil des Lois et Ordonnances du gouvernement », et pas davantage dans le Code pénal de 1922 ; et si le Code pénal de 1926 consacre un article à « l'incitation à la haine et à la division nationale », on n'y trouve pas d'« articles spécifiques visant les manifestations d'antisémitisme ». – Or ces reproches ne sont pas fondés. En effet, l'article 59-7 du Code pénal (« incitation à la haine et à la division nationale ou religieuse ») suffisait amplement à prononcer des condamnations qui pouvaient être encore alourdies, en cas de désordre public, par la confiscation des biens et, « au cas où les circonstances seraient particulièrement aggravantes » (origine de classe, par exemple), par la peine de mort. Cet article référait aux *Dispositions concernant les crimes contre l'État* du 26 février 1927 qui « élargissaient la notion d'« incitation à la haine nationale » en y incluant « la diffusion, la rédaction ou la détention de documents écrits »¹⁰⁶ ».

Détention de documents écrits ! Comme cette formulation nous est familière ! On la retrouve dans notre article 58-10* chéri...

Un grand nombre de brochures sur l'antisémitisme furent publiées dans les années 1926-1930, tandis que le 19 février 1929, « la *Pravda* consacrait enfin un article en première page à la lutte contre l'antisémitisme¹⁰⁷ ».

Une résolution du Comité central du Parti communiste de Biélorussie indique qu'« une attention insuffisante est accordée au caractère contre-révolutionnaire » des manifestations d'antisémitisme, et les organes judiciaires sont invités à « renforcer encore la lutte contre l'antisémitisme en poursuivant non seulement ceux qui se sont rendus coupables d'actes concrets incitant à la haine nationale, mais également ceux qui les ont inspirés¹⁰⁸ ».

Toujours en 1929, le secrétaire du Comité central du Komsomol, Rachmanov, déclara que « le plus grave, dans les circonstances

105. *Larine*, pp. 259, 278.

106. *Schwarz*, pp. 72-73.

107. *Schwarz**, p. 32.

108. *Schwarz**, pp. 88-89.

* Fameux article du Code pénal soviétique qui alimenta à profusion le Goulag.

actuelles, c'est l'antisémitisme caché¹⁰⁹ ». Ceux qui connaissent notre langue soviétique (et quel Soviétique ne la connaît pas ?) comprendront tout de suite qu'il s'agit là de combattre des opinions sur la seule base du *soupçon*. (Comment ne pas évoquer ici Grigori Landau qui disait à propos de ses opposants juifs : ils « soupçonnent et accusent d'antisémitisme... toutes les nationalités qui nous entourent... Ceux qui expriment des opinions défavorables sur les Juifs sont considérés par eux comme des antisémites déclarés, tandis que ceux qui ne le font pas – comme des antisémites cachés¹¹⁰ ».)

Et, encore en 1929, un certain I. Silberman se plaignait dans les colonnes de *L'Hebdomadaire de la Justice soviétique* (n° 4) que *trop peu* d'affaires liées à l'antisémitisme avaient été jugées au cours de l'année écoulée par les tribunaux de la région de Moscou : 34 seulement à Moscou même (c'est-à-dire un procès pour antisémitisme tous les dix jours quelque part dans la capitale). Et n'oublions pas que ce qui s'écrit dans l'organe du Commissariat à la Justice a alors valeur d'instruction officielle.

Le plus enragé des antisémites n'aurait pu trouver meilleur moyen pour que le peuple identifie le pouvoir soviétique à celui des Juifs.

On en arriva au point où, en 1930, le Tribunal suprême de la RSFSR dut apporter les précisions suivantes : l'article 59-7 ne devait pas être appliqué « en cas d'agression à l'encontre d'individus particuliers appartenant à des minorités nationales dans le contexte d'un différend personnel¹¹¹ ». C'est dire que la machine judiciaire tournait déjà à plein régime...

*

Et pendant ce temps-là, qu'advenait-il des masses de Juifs qui n'étaient pas « aux commandes » ?

La *Tribune juive* a publié le compte rendu d'une enquête menée dans les villes et bourgades du sud-ouest de la Russie : « La situation matérielle est pratiquement désespérée. Les éléments les

109. Schwarz*, pp. 90-91.

110. G. Landau, p. 101.

111. Schwarz*, pp. 73, 74.

plus dynamiques et les plus adaptés sont partis ; ne sont restés que les familles nombreuses, les personnes âgées trop attachées aux lieux où elles ont toujours vécu. Mais elles n'ont plus aucun revenu... Dans ces petits bourgs qui naguère étonnaient le visiteur par leurs nombreux commerces, on ne trouve plus rien. » – De quoi vivent leurs habitants, « sans travail, sans négoce, sans provisions ?... La plupart se nourrissent d'Amérique... de récits sur l'Amérique, de rêves américains... Et, de fait, ils vivent pour de bon grâce à l'Amérique : grâce à l'argent et aux colis que leur envoient leurs parents émigrés en Amérique, et les associations de bienfaisance américaines¹¹² ».

Effectivement, à l'issue de la période du *communisme de guerre* (1918-1920), quand étaient interdits tout commerce, tout achat comme toute vente, qu'étaient en vigueur réquisitions et contributions, ce furent les organisations de bienfaisance juives qui vinrent au secours des Juifs de Russie, à commencer par le Joint Committee américain, suivi par des organisations qui existaient avant la révolution et qui s'étaient repliées à l'étranger, comme l'ORT (Association pour l'artisanat), l'EKOPO (Comité juif pour l'Aide aux victimes de la guerre) ou l'EKO (Association juive pour la Colonisation). En 1921-1922, des organisations caritatives juives basées en URSS fonctionnaient à Moscou et Petrograd. Malgré les interventions indésirables des « sections juives » (organisations de militants communistes juifs), « le "Joint" apporta aux Juifs un soutien financier et matériel important ». Pendant la première moitié des années 20, l'ORT « concentra son action sur la création en URSS d'entreprises artisanales et de colonies agricoles juives dans le sud de l'Ukraine¹¹³ ».

Selon un recensement effectué pendant la NEP, voici quelles étaient les catégories sociales qui constituaient la population juive : « Les actifs représentent les deux cinquièmes de l'ensemble de la population juive et se répartissent ainsi : employés – 28 % ; artisans – 21 % ; ouvriers (y compris les apprentis des artisans) – 19 % ; commerçants – 12 % ; paysans – 9 % ; militaires – 1 % ; « autres » – 10 %. Parmi les employés, « le plus fort pourcentage est relevé dans le secteur du commerce » ; à Moscou, par exemple,

112. La NEP et les Juifs, la Tribune juive, 1923, 21 sept. (n° 171), pp. 3-4.

113. PEJ, t. 8, pp. 170, 171.

on trouve 16 % de Juifs dans les grands trusts, 13 % dans la banque et le commerce de détail (la *Petite Encyclopédie juive* avance, elle, le chiffre de 30 %¹¹⁴), 19 % dans divers organismes sociaux, 9 % dans l'administration des finances, 10 % au Soviet des députés, pour ainsi dire personne dans la police. (Dans l'ex-Zone de résidence, les pourcentages correspondants sont plus élevés : « jusqu'à 62 % dans le secteur du commerce en Biélorussie, 44 % en Ukraine où l'on trouve par ailleurs 71 % de Juifs parmi les professions libérales ».) Dans le même temps, la progression du nombre de Juifs parmi les ouvriers de l'industrie était beaucoup plus faible que ce que souhaitait le pouvoir. Pas de Juifs dans les chemins de fer ou les mines ; le plus souvent, on les trouve dans les métiers de l'habillement, du cuir, de l'imprimerie, du bois et de l'alimentation, ainsi qu'en d'autres branches de l'industrie légère. – Pour « encourager les ouvriers juifs à s'orienter vers l'industrie », des écoles professionnelles spéciales furent créées ; néanmoins, elles étaient financées « non par le gouvernement, mais grâce au soutien important d'organisations juives étrangères¹¹⁵ ».

Il ne faut pas oublier qu'on était alors en pleine NEP, période durant laquelle « les positions économiques de la population juive connurent un renforcement sur des bases nouvelles, soviétiques¹¹⁶ ». Moscou, 1924 : 75 % des pharmacies et des parfumeries sont tenues par des Juifs ; de même 55 % des commerces de produits manufacturés, 49 % des joailleries, 39 % des merceries, 36 % des dépôts de bois de chauffage. « Arrivant dans une ville qu'il ne connaissait pas, le commerçant juif se faisait une clientèle en "cassant les prix" sur le marché privé¹¹⁷. » On trouve souvent des Juifs parmi ceux qui se sont enrichis les premiers pendant la NEP. La haine qu'on leur vouait était également due au fait qu'ils agissaient sur le terrain des institutions soviétiques, pas seulement sur celui du marché : de nombreuses démarches leur étaient facilitées par les relations qu'ils avaient au sein de l'appareil soviétique. Parfois, ces liens parvenaient à la connaissance des autorités – ainsi, par exemple, lors de la célèbre « affaire de la paraffine » (1922) dans laquelle furent impliqués les dirigeants de coopératives

114. *Ibidem*, p. 186.

115. *Larine*, pp. 75, 77-90, 107.

116. *Aronson*, p. 137.

117. *Larine**, pp. 121-122.

fictives. Comme nous l'avons vu, les années 20 créèrent des conditions très favorables à l'acquisition des biens appartenant aux « ci-devant », en butte à toutes sortes de persécutions, notamment du mobilier de valeur. Ettinger note que « la majorité des *nepmen* ou nouveaux riches était constituée de Juifs¹¹⁸ », ce qui est confirmé par l'impressionnante liste, publiée dans les *Izvestia* en 1928, de « ceux qui n'avaient pas payé leurs impôts ou s'étaient dérobés aux collectes¹¹⁹ ».

Cependant, avec la fin de la NEP, les Juifs qui s'étaient majoritairement orientés vers la finance, le commerce et l'artisanat subirent de plein fouet la vague des mesures anticapitalistes décrétées par le pouvoir soviétique. Beaucoup passèrent au service de l'État, mais toujours dans le domaine financier, bancaire ou commercial. De lourdes sanctions frappèrent le commerce privé : confiscation des marchandises et des biens immobiliers, privation des droits civiques. « Un certain nombre de commerçants juifs, cherchant à échapper à une imposition discriminatoire et sans cesse alourdie, déclarèrent, lors du recensement, qu'ils n'exerçaient aucune activité régulière¹²⁰ ». Il n'en reste pas moins qu'au début des années 30, lors de la campagne de confiscation des valeurs en or et en objets précieux, « dans les petites villes de province, presque tous les Juifs de sexe masculin se retrouvèrent dans les prisons du Guépéou¹²¹ ». Jamais, même dans leurs pires cauchemars, les commerçants juifs n'auraient pu imaginer cela du temps des tsars. Beaucoup de familles juives allèrent s'installer dans les grandes villes pour éviter d'être privés de leurs droits civiques. « En 1930, l'ensemble des petites villes et bourgades ne comptaient plus qu'un cinquième de la population juive d'URSS¹²². »

« Les expériences conduites par le pouvoir soviétique en matière sociale et économique, les nationalisations et socialisations de toutes sortes ne frappèrent pas seulement la bourgeoisie moyenne, elles privèrent également de ressources les petits boutiquiers et les

118. Samuel Ettinger, *Russian Society and the Jews*, Bulletin on Soviet and East European Jewish Affairs, 1970, n° 5, pp. 38-39.

119. *Izvestia*, 1928, 22 avril, p. 7.

120. PEJ, t. 8, p. 187.

121. *Ibidem*, p. 161.

122. *Ibidem*, p. 188.

artisans¹²³. » En province, « il n'y a rien à vendre et personne pour acheter » ; les commerçants « ont dû fermer boutique faute de fonds de roulement et sous la pression de l'impôt » ; « les plus énergiques ont disparu dans la nature », tandis que la masse de ceux qui sont restés « erre sans but dans des rues à moitié dévastées, quémendant de l'aide, maudissant le sort, les hommes, Dieu » ; « on sent que les masses juives ne disposent plus d'aucune base économique¹²⁴ ». C'est effectivement ainsi que les choses se passèrent en maints endroits. Au point qu'à la fin de l'année 1929 le Soviet des Commissaires du peuple publia une résolution « Sur les mesures à prendre en faveur de la situation économique des masses juives ».

G. Simon, un ancien émigré qui s'était rendu en URSS à la fin des années 20 en qualité de négociant américain, avec pour mission de « déterminer les besoins en outillage des artisans juifs », publia par la suite à Paris un livre au titre ironique, *Les Juifs règnent en Russie*. Il y brosse un tableau de l'état du commerce et de l'artisanat juifs, écrasés et démantelés par le pouvoir soviétique, tout en évoquant ses rencontres, ses conversations et les impressions qu'il en a retirées. Le sentiment général est que les choses vont au plus mal : « Que dire de la Russie ? Le mal, le crime sont partout, mais il faut se garder de la haine qui aveugle » ; « les Juifs ne sont protégés que par le cimetière » ; « on parle de plus en plus d'un aboutissement de la révolution "à la russe", c'est-à-dire par le massacre des Juifs ». Un Juif bolchevique : seule la révolution nous sauvera des « partisans de la grandeur de la Russie payée du déshonneur des femmes juives et du sang des enfants juifs abreuvant ses sillons¹²⁵ ».

Le célèbre économiste B. Broudskous avait, dès 1920, porté un jugement sans appel sur l'économie socialiste (il fut condamné à l'exil par Lénine en 1922) ; en 1928, à la fin de la NEP, il publia dans les *Annales contemporaines* un long article : « La population juive sous le régime communiste », dans lequel il étudiait la façon dont s'était déroulée la NEP dans l'ex-Zone de résidence, en Ukraine et en Biélorussie.

L'importance relative de la sphère économique privée n'a fait

123. Aronson, p. 136.

124. La NEP et les Juifs, pp. 3-4.

125. G. Simon, pp. 22, 159, 192, 217, 237.

qu'y diminuer. Si les artisans bénéficient encore de quelques droits, les commerçants, même les plus modestes, sont privés de tous droits politiques (donc de prendre part aux élections) et, par là même, de leurs droits civiques. « Le combat que le pouvoir soviétique mène contre l'économie privée et ses représentants se réduit dans une large mesure à un combat contre la population juive. » En effet, « à l'heure actuelle, les Juifs sont non pas seulement les seuls représentants – ou presque – de l'économie privée dans les villes d'Ukraine et de Biélorussie, mais aussi de la petite élite capitaliste des capitales – Moscou, Petrograd, Kharkov –, au sein de laquelle... ils jouent un rôle très significatif¹²⁶ ».

Broutskous subdivise la NEP en trois périodes : 1921-1923, 1923-1925, 1925-1927. « C'est pendant les deux premières années de la NEP que l'économie privée a rencontré le moins d'obstacles venant du pouvoir communiste », parce que « les bolcheviks étaient un peu sonnés par leurs échecs sur le front économique ». – « La première réaction communiste s'est manifestée » de la fin de 1923 au printemps 1925. « Le commerce de gros comme celui de détail ont été démantelés en 1924 sur le territoire de l'ex-Zone de résidence ; n'y a subsisté que le petit commerce sur les marchés. » L'artisanat « a été frappé par les mêmes impôts. Les réquisitions ont privé les artisans de leurs outils de travail et de leur matière première, celle-ci étant le plus souvent la propriété de leurs clients paysans ». – « L'égalité des droits pour les Juifs n'était plus désormais qu'une fiction. Plus des deux tiers d'entre eux ne disposaient pas du droit de vote. »

De même que « les partis socialistes juifs ont cultivé une haine particulière envers la petite-bourgeoisie juive, et considéré que leur mission était de la combattre » – de même la Section juive du Parti communiste « a hérité de cette mentalité ». C'est pourquoi, « au début de la NEP, elle s'est sensiblement écartée de la ligne politique du Parti ». La Section juive profita de la deuxième période de la NEP « pour achever l'expropriation des petits-bourgeois juifs, qu'elle n'avait pas eu le temps de mener à son terme » pendant la période du « communisme de guerre ». Cependant, des

126. B. Broutskous, *Ievreïskoïe naselenie pod kommounistitcheskoï vlastiou* [La population juive sous le régime communiste], *Sovremennye sapiski*, 1928, n° 36, pp. 511-512.

informations sur la situation pitoyable des Juifs avaient filtré dans la presse juive de l'étranger. Alors la Section juive « en rejeta la faute sur l'Ancien Régime qui, selon elle, avait empêché les Juifs de se consacrer au travail productif – synonyme, pour les communistes, de travail physique. Et, comme les Juifs persistaient encore à se consacrer au travail "non productif", eh bien, il ne leur restait plus qu'à en pâtir. Le régime soviétique n'y était pour rien ».

Mais, objecte Broutskous, « en réalité, c'était tout le contraire. Les coups portés aux petites entreprises industrielles juives, les difficultés toujours plus grandes rencontrées par les petits patrons pour entretenir des employés ou des apprentis, entraînèrent la quasi-disparition de la classe ouvrière juive... Alors que, sous l'Ancien Régime, le progrès économique et le développement des échanges entre la Zone de résidence et le reste de la Russie avaient eu pour conséquences la diminution du nombre des petits intermédiaires plus ou moins inutiles et la diversification de la qualification professionnelle des masses juives, maintenant la population juive se retrouvait à nouveau massivement cantonnée dans le rôle d'intermédiaire économique d'importance secondaire ».

Au cours de la troisième période de la NEP – du printemps 1925 à l'automne 1926 –, les artisans, les marchands ambulants « bénéficièrent d'avantages fiscaux significatifs », le commerce sur les foires fut exonéré d'impôts et « l'inspection des finances invitée à exercer sa mission dans le cadre de la légalité » pour ce qui concernait les entreprises commerciales plus importantes. Au cours de cette période, « le développement rapide des échanges... profita à la population juive », « en premier lieu aux artisans » ; « de nombreux commerçants se tournèrent vers l'achat des denrées agricoles ». « On assista également au développement rapide de l'industrie légère dans les deux républiques de l'Ouest, et celle-ci se mit à faire concurrence à l'industrie d'État pour l'achat des matières premières ». – Dans le même temps, « en application des nouvelles instructions [sur les élections aux Soviets], une proportion plus grande de Juifs accéda aux droits politiques et, par voie de conséquence, à certains droits civiques. »

À la fin de l'année 1926, « la Russie était déjà entrée dans la deuxième phase de la réaction communiste qui se traduisit... par le démantèlement complet de la NEP. Ce processus débuta par l'interdiction du commerce privé des grains. Puis, cette mesure fut

étendue au cuir, aux oléagineux, au tabac... On ferma des moulins, des beurreries, des manufactures de tabac. Au cours de l'été 1927, on commença à procéder à la fixation des prix de vente dans le commerce privé ». « Désormais, la plupart des artisans se retrouvèrent sans travail, faute de matières premières¹²⁷. »

La situation des petites villes des régions occidentales émut la communauté juive internationale. En 1922 (au sortir du "communisme de guerre"), Pasmanik écrivit non sans quelque exagération : « Sous le bolchevisme, les Juifs sont purement et simplement condamnés à disparaître » ; le triomphe des bolcheviks a transformé « tous les Juifs de Russie en un troupeau de mendiants¹²⁸ ».

Cependant, ce n'est pas cela que voulait entendre l'Occident. L'opinion publique – y compris les Juifs – y restait bienveillante à l'égard du pouvoir soviétique. Cette attitude s'explique non seulement par la sympathie que l'ensemble de l'intelligentsia européenne éprouvait envers tous les mouvements socialistes, quels qu'ils fussent, mais également, dans une très large mesure, par le fait que les Juifs du monde entier, et tout particulièrement ceux des États-Unis, se sentaient rassurés sur le sort des Juifs de Russie, persuadés qu'ils étaient que ceux-ci seraient bien traités par le pouvoir soviétique et que, désormais, nul pogrom ne les menaçait. De son côté, la propagande soviétique s'employait habilement à magnifier encore et encore la prospérité et les perspectives ouvertes aux Juifs.

Ce sentiment général de sympathie permettait aux dirigeants soviétiques d'obtenir plus facilement l'aide financière de l'Occident, tout particulièrement celle de l'Amérique. Sans cette aide, ils étaient incapables de sortir du marasme économique provoqué par le glorieux "communisme de guerre". En mars 1921, Lénine prononça les paroles suivantes au Congrès du Parti : « Tant qu'il n'y a pas de révolution dans les autres pays, on mettra des dizaines d'années à s'en sortir, et c'est pourquoi il ne faut pas hésiter à prélever des centaines de millions, voire de milliards sur nos inépuisables richesses en matières premières, pour obtenir l'aide du grand capitalisme moderne¹²⁹ ». Et l'affaire fut conclue : le

127. *Ibidem*, pp. 513-518.

128. D. S. Pasmanik, pp. 194, 195.

129. V. Lénine, Œuvres en 45 volumes [en russe], 1941-1967, t. 32, p. 201.

capitalisme moderne ne rechigna pas à grappiller un peu des richesses de la Russie. À l'automne 1922, la première banque soviétique internationale fut fondée – la « Roskombank », avec à sa tête des personnalités qui nous sont déjà familières : Olof Aschberg, qui avait drainé vers Lénine l'aide internationale pendant toute la révolution, d'anciens banquiers du temps des tsars (Schlesinger, Kalachkine, Ternovski), et Marc Mei, qui aida tant les Soviets aux États-Unis ; on élaborait un système d'échange aux termes duquel tous les fonds disponibles « devaient servir à l'achat aux États-Unis de biens à usage civil ». Le secrétaire d'État américain eut beau protester qu'il s'agissait « d'une reconnaissance *de facto* des Soviets », on ne l'écouta pas. De son côté, le professeur G. Kassel, conseiller auprès de la « Roskombank », eut cette formule : « Il ne serait pas raisonnable d'abandonner la Russie à son destin, compte tenu des ressources dont elle dispose¹³⁰. »

Et ce fut l'arrivée en URSS des premiers concessionnaires – tant attendus, tant désirés par les Soviets ! – avec, parmi eux, le favori de Lénine, Armand Hammer. Dès 1921, « il est dans l'Oural... où il décide de contribuer à la renaissance de l'industrie de cette région » ; il obtient la concession des gisements d'amiante d'Alapaïevsk. Dans une note du 14 octobre 1921 adressée aux membres du Comité central, Lénine annonce que le père de Hammer « donne un million de pouds* de blé aux ouvriers de l'Oural à des conditions très avantageuses, et se charge de revendre les productions précieuses de l'Oural en Amérique¹³¹ ». Plus tard, en échange de livraisons de crayons aux Soviets, Hammer exporta sans vergogne les trésors des collections impériales. (Il retourna fréquemment à Moscou, sous Staline comme sous Khrouchtchev, et continua à emporter par cargos entiers des icônes, des tableaux, de la porcelaine, des pièces d'orfèvrerie de Fabergé.)

Cependant, d'importantes ressources furent distribuées sur le territoire de l'URSS par l'American Relief Administration au sein de laquelle travaillaient de nombreux Juifs. « Émus par tant de catastrophes... et tout particulièrement par les pogroms sanglants,

130. E. Satton, *Wall Street et la révolution bolchevique* [traduit de l'anglais en russe], Moscou, 1998, pp. 64-66, 193.

131. V. Lénine, *Œuvres complètes* en 55 volumes, t. 53, p. 267.

* Un poud = 16,38 kg.

les Juifs américains collectèrent en 1921-1922 des sommes considérables... Cet argent fut dépensé sous l'égide de l'ARA... pour venir en aide aux victimes des pogroms, pour sauver les villes du sud de la Russie et la paysannerie de la Volga¹³². »

*

Parmi les idées les plus en vogue dans les années 20, il faut aussi mentionner la colonisation juive des terres – concept qui n'émanait pas tant des Juifs eux-mêmes que de ce que le pouvoir soviétique avait programmé à leur intention. Voici ce qu'il recouvrait : au cours de leur longue errance, les Juifs ont été privés de la possibilité de cultiver la terre et ce n'est que par nécessité et contre leur gré qu'ils se sont adonnés à l'usure et au commerce ; désormais, ils peuvent enfin prendre racine, renoncer aux mauvaises habitudes héritées du passé et, grâce au travail productif qu'ils auront réalisé sous le ciel soviétique, dissiper toutes les légendes malveillantes qui circulent à leur sujet !

Les autorités soviétiques échafaudèrent cette théorie dans le but d'améliorer la productivité, mais surtout pour des raisons politiques : il fallait créer un grand courant de sympathie du côté des Occidentaux, mais aussi, bien plus important, en obtenir de l'argent... Broutskous écrit : « Dans sa course aux crédits, le pouvoir soviétique cherche à s'attirer la sympathie de la bourgeoisie étrangère, tout particulièrement de la bourgeoisie juive. » Cependant, les dons cessèrent d'affluer dès 1924, et même « l'organe principal de la bienfaisance juive américaine [le "Joint"] dut mettre fin à ses activités en Europe... Pour réunir à nouveau des sommes importantes [comme ce fut le cas avec l'ARA en 1921], il fallait, comme on dit aux États-Unis, un *boom*. Et c'est à la colonisation que l'on fit remplir cet office. Le grandiose projet d'une colonisation des terres impliquant cent mille familles juives ne visait, semble-t-il, que des fins de propagande¹³³ ». – À l'automne 1924, un Comité gouvernemental pour l'Établissement rural des Travailleurs juifs fut créé, flanqué d'une Union panrusse de volontaires pour l'Établissement rural des Travailleurs juifs. (Un souvenir

132. B. Broutskous, p. 525.

133. *Ibidem*, pp. 524-526.

d'enfance : en 1927-1928, à l'école, on nous obligeait à cotiser – c'est-à-dire à demander de l'argent à nos parents – pour l'Association des Amis des enfants de... ladite Union panrusse !) Des associations furent créées dans de nombreux pays pour soutenir cette initiative.

Les choses furent tout de suite très claires : « Aider le pouvoir soviétique... à transformer [les Juifs pauvres] en paysans », voilà « un phénomène de portée internationale » qui permet aux ouvriers des autres pays de juger de « la puissance et de la solidité du pouvoir soviétique ». Ce projet fut activement soutenu – y compris sur le plan financier – par le puissant « Joint Committee » américain. – Et le *Jewish Chronicle* de Londres écrivit ce qui suit (16 octobre 1925) : « On projette de remplacer la Palestine par la Crimée. À quoi bon envoyer les Juifs en Palestine, cette terre si peu fertile et qui ne justifie pas... de si grands sacrifices et un labeur si harassant... ? Les riches terres de l'Ukraine leur sont ouvertes et les champs fertiles de la Crimée sourient au pauvre Juif... Moscou va devenir la protectrice des Juifs de Russie et peut prétendre au soutien moral des Juifs de tous les pays » ; de plus, « elle n'aura rien à déboursier, les Juifs américains prenant sur eux toutes les dépenses ¹³⁴. »

La presse russe de l'émigration comprit tout de suite la manœuvre soviétique. Pierre Struve, dans la revue *Vozrojdenie* éditée à Paris : « Toute cette entreprise veut démonstrativement lier les Juifs – ceux de Russie comme ceux du reste du monde – au pouvoir communiste..., frapper définitivement les Juifs du sceau du communisme ¹³⁵. » – L'éditorial du *Roul* de Berlin : « Le monde identifie suffisamment les bolcheviks aux Juifs. Il faut encore les rendre co-responsables du sort de centaines de milliers de pauvres gens. On pourra alors soumettre les riches Américains à ce chantage : si le pouvoir soviétique s'effondre, un immense pogrom balaiera toutes les colonies juives qu'il aura fondées, – c'est pourquoi il faut soutenir le pouvoir soviétique à n'importe quel prix ¹³⁶. » – Les *Poslednie Novosti* : « Ironie du sort – dans ce projet se combinent le bluff bolchevique et le punch américain » – et les

134. *Larine**, pp. 293, 297-298.

135. *P. Struve*, *Proekt ievreïskoï kolonizatsii Rossii* [Le projet de colonisation juive de la Russie], *Vozrojdenie*, Paris, 1925, 25 oct. (n° 145), p. 1.

136. *Roul*, Berlin, 1925, 1^{er} oct. (n° 1469), p. 1.

Américains ont mordu à l'hameçon parce qu'ils ne comprennent rien à ce qui se passe en URSS¹³⁷.

Et, de fait, l'idée d'une réhabilitation du travail de la terre par les Juifs souleva une vague d'espérance joyeuse dans la communauté juive internationale. En septembre 1925, « un Congrès pangermanique... de la bourgeoisie juive, présidé par le président de la Reichsbank », Hjalmar Schacht, prit la décision d'apporter son aide au projet. En France, Léon Blum collecta des fonds pour envoyer des tracteurs aux nouveaux paysans juifs. À New York fut créée l'Association pour l'aide à l'agriculture juive en URSS. Des collectes furent organisées dans de nombreux pays, y compris en Afrique du Sud ; tout le monde apporta sa contribution : les sociaux-démocrates, les anarchistes, de simples ouvriers. – Et lorsque « le rédacteur en chef du *Morning Journal*, Fishman, posa, après bien d'autres, la question : "Est-il conforme à l'éthique que les Juifs de Russie colonisent des terres expropriées ?" » et que le *Jewish Chronicle* eut rappelé que parmi les ex-propriétaires, « la plupart sont en prison, en exil ou fusillés », – c'est le président du « Joint » lui-même, le grand juriste américain Louis Marshall, qui répondit, déclarant que les confiscations révolutionnaires constituaient un *droit de bienfaisance*¹³⁸. (En fait, dès les années 1919-1923, « plus de 23 000 Juifs s'établirent sur des terres expropriées à proximité des petites villes de l'ex-Zone de résidence » ; au printemps 1923, il n'y avait plus de terres inoccupées et c'est à ce moment-là que « se formèrent des petits groupes de Juifs désireux de s'installer sur les terres libres du sud de l'Ukraine¹³⁹ ». Ce mouvement s'accéléra à partir de 1925.)

C'est alors qu'arriva sur le devant de la scène l'Agro-Joint international (avec à sa tête, à côté de Marshall, le banquier germano-américain Paul Warburg). Il passa un accord avec le Comité gouvernemental pour l'Établissement rural des Travailleurs juifs en vue de la livraison de tracteurs, de machines agricoles, de semences, de la construction de puits artésiens, de la formation aux travaux agricoles de la jeunesse juive.

En 1926, au congrès de l'Association panrusse de volontaires

137. M. Benediktov, *Ievrejskaïa kolonizatsia v SSSR* [Le projet de colonisation juive en URSS], *Poslednie novosti*, 1925, 6 nov. (n° 1699), p. 2.

138. *Larine*, pp. 295, 296, 300-302.

139. *PEJ*, t. 8, p. 184.

pour l'Établissement rural des Travailleurs juifs, Kalinine « s'éleva vigoureusement contre l'assimilation [des Juifs soviétiques] et proposa un vaste programme visant à leur autonomie » (connue en Occident sous le nom de « Déclaration de Kalinine »). « On prévoyait au départ de transplanter vers le sud de l'Ukraine et la Crimée environ cent mille familles juives, soit près de 20 % de la population juive de l'URSS » ; on prévoyait également de créer des régions juives autonomes. (Cependant, « beaucoup de Juifs, quoique sans travail, refusèrent de se consacrer à l'agriculture » ; et « la moitié seulement des Juifs qui avaient accepté de partir se fixèrent durablement sur leurs nouveaux lieux d'habitation ¹⁴⁰ ».)

Cependant, ce programme suscita des réactions critiques de la part des sionistes américains « qui voyaient dans la propagande en faveur de la colonisation agricole juive en Union soviétique une alternative au sionisme et à l'idée du retour en Israël ». L'Association panrusse de volontaires pour l'Établissement rural des Travailleurs juifs dut tenter de se justifier, arguant que son projet ne contredisait en rien la colonisation de la Palestine ¹⁴¹.

C'est en Crimée que l'on plaçait le plus d'espoirs. Le projet prévoyait d'attribuer à la colonisation juive 455 000 hectares en Ukraine et en Biélorussie, et 697 000 hectares en Crimée. « Conformément au plan décennal de transfert des Juifs en Crimée », leur pourcentage dans la population devait y passer de 8 % en 1929 à 25 % en 1939 (on supposait que les Juifs allaient devenir plus nombreux que les Tatars), – et « il ne saurait y avoir d'objections de principe » à la constitution « d'une République ou d'une Région autonome juive de Crimée du Nord dans le cadre de la République autonome soviétique de Crimée ¹⁴² ».

L'établissement des Juifs en Crimée provoqua des réactions hostiles parmi les Tatars (« Alors, on cède la Crimée aux Juifs ? ») et la paysannerie locale insuffisamment pourvue de terres. Et voilà, comme l'écrit Larine, que « toutes sortes de fables malveillantes se répandent dans le pays (on fait cadeau des meilleures terres aux Juifs, on lèse les autres, le pouvoir accorde ses faveurs aux seuls colons juifs, etc.) ». – Au point que le président du Comité central

140. *Ibidem*, pp. 185, 188.

141. *Ibidem*, t. 6, pp. 139-140.

142. *Larine*, pp. 74, 174, 175, 308.

exécutif de la République de Crimée, Véli Ibraïmov, publia une interview dans un journal de Simferopol, *La Crimée rouge* (26 septembre 1926), que Larine ne cite pas mais qu'il qualifie d'« incitation au pogrom », de manifestation de « chauvinisme bourgeois haineux » ; Ibraïmov s'était en outre rendu coupable de divulgation de documents officiels qui « ne devaient pas encore être rendus publics ». Larine dénonça l'affaire aux autorités supérieures (ce dont il se vante dans son livre), à la suite de quoi Ibraïmov fut « destitué puis fusillé », et la colonisation juive reprit de plus belle. Détail qui éclaire sur les méthodes communistes : Ibraïmov ne fut pas jugé pour des raisons politiques, mais pour ses « relations avec une organisation de koulaks et de bandits », autrement dit pour pur et simple banditisme¹⁴³. Le vice-président du Comité exécutif, « un certain Moustafa », fut également condamné à mort pour les mêmes chefs d'accusation et fusillé en compagnie d'Ibraïmov¹⁴⁴.

Les rumeurs concernant les aides substantielles dont auraient bénéficié les colons juifs ne cessaient pas. Les autorités s'efforçaient d'y mettre fin. Ouvrons un exemplaire des *Izvestia* de 1927 : « Les colons juifs reçoivent une aide importante de la part des organisations juives » (il n'est pas dit que ces organisations se trouvent à l'Ouest) et non du gouvernement, comme on l'entend dire. Pour faire taire ces rumeurs, le commissaire à l'Agriculture d'Ukraine, Schlichter (celui-là même, si l'on s'en souvient, qui avait fait du tapage à la Douma de Kiev en 1905), dut se rendre personnellement dans le sud de l'Ukraine. En effet, on y colportait des bruits selon lesquels « les Juifs ne travaillent pas eux-mêmes sur les terres qu'on leur a attribuées, mais les afferment ou les font cultiver par d'autres », c'est-à-dire par des journaliers. Eh bien voilà : « Nous n'avons pas constaté de tels faits » ; cependant, à toutes fins utiles, il faut « interdire aux colons juifs d'affermier leurs terres ». À propos du recours au travail salarié, Schlikhter se borna à déclarer que « nous n'avons pas relevé de cas de recours au travail salarié ». Plus généralement, il faut mener « une vaste campagne d'explication pour combattre l'atmosphère délétère qui règne autour de la question de la colonisation juive¹⁴⁵ ».

143. *Larine*, pp. 150-152, 233-234.

144. *Izvestia*, 1928, 1^{er} mai, p. 4.

145. *Izvestia*, 1927, 13 juil., p. 4.

Dans cet article, on trouve également quelques chiffres : de la fin de l'année 1925 à juillet 1927, « 630 exploitations agricoles tenues par des Juifs » furent créées dans la région de Khersonèse¹⁴⁶. Pour l'ensemble de l'Ukraine, « en 1927, il y avait 48 colonies agricoles juives... qui comptaient 35 000 personnes ». En Crimée, « 4 463 personnes... peuplaient les colonies agricoles juives¹⁴⁷ ». Au regard de ces chiffres, l'affirmation selon laquelle « les colonies agricoles juives comptaient, en 1928, 220 000 personnes¹⁴⁸ », semble plus que douteuse, tout comme les chiffres avancés par Larine : 200 000 colons juifs en 1929. Pourquoi ces divergences ? D'autant que le même Larine déclarait en 1929 que « la part des Juifs dans la population rurale est insignifiante » : moins de 0,2 % (alors que les Juifs représentaient 20 % des commerçants et 2 % de la population globale de l'URSS)¹⁴⁹.

Maïakovski voyait les choses ainsi :

Par son travail obstiné
le Juif
en Crimée
cultive
la terre pierreuse.

Et pourtant, ce programme de conversion des Juifs à l'agriculture fut un échec. Rien n'incitait vraiment les colons à rester. Leur transfert (tout comme la construction de leurs habitations) avait été décidé d'en haut et financé par des organisations occidentales. De plus, l'État lui-même eut recours au travail « salarié » pour faciliter l'installation des colons juifs : par exemple, « peu de gens savent » que les colonnes de tracteurs du sovkhoze Chevtchenko, en Ukraine, travaillèrent les champs des « villages juifs avoisinants¹⁵⁰ ». Et en dépit du fait qu'« à la fin des années vingt et au début des années 30, deux à trois mille familles juives partirent s'installer en Crimée », « au terme de cinq années de travail », ce n'étaient pas les dix à quinze mille familles prévues qui s'étaient

146. *Ibidem*.

147. PEJ, t. 2, p. 552 ; t. 4, p. 599.

148. G. Aronson, p. 137.

149. Larine, pp. 97-98, 236.

150. Larine, p. 206.

établies en Crimée, mais « seulement cinq mille ». Raison : « le retour fréquent des colons sur leurs anciens lieux de résidence, ou leur départ pour les villes de Crimée ou d'autres régions de l'URSS¹⁵¹ ». On peut comparer cette situation avec celle des colonies agricoles juives du XIX^e siècle, mais à cette différence près que, désormais, « de nouvelles possibilités [leur] étaient ouvertes dans l'industrie » (ainsi que dans l'administration, ce qui n'était pas le cas au XIX^e siècle)¹⁵².

Pour finir, la collectivisation était désormais en route. Semion Dimanstein, un communiste à toute épreuve qui fut pendant de longues années à la tête de la « Section juive », et qui accepta sans barguigner toutes les mesures prises par les Soviétiques au cours des années 20, se fendit soudain, en 1930, afin d'en préserver les colonies juives, d'un article dans la presse pour « dénoncer la collectivisation totale dans les régions dévolues aux minorités nationales », « ce qui lui valut un avertissement¹⁵³ ». Mais la collectivisation s'imposa « sans épargner les jeunes pousses de l'agriculture juive¹⁵⁴ », « les kolkhozes juifs furent réunis aux autres¹⁵⁵ » et le projet de colonisation agricole juive en Ukraine et en Crimée fut définitivement enterré.

Néanmoins, l'initiative la plus importante en ce domaine fut, comme on le sait, le Birobidjan, territoire situé entre deux affluents de l'Amour, à la frontière de la Chine, « d'une superficie presque égale à celle de la Suisse ». On en donna par la suite différentes descriptions. En 1956, Khrouchtchev, dans un entretien avec des communistes canadiens, vanta ses terres – parmi les plus fertiles, son climat – méridional, « bien arrosé et ensoleillé », ses « rivières poissonneuses », ses « immenses forêts ». Le *Sotsialistitcheskii Vestnik* le décrit comme « une taïga partiellement marécageuse¹⁵⁶ ». L'*Encyclopaedia Britannica* : « une plaine avec de vastes marécages, par endroits des forêts marécageuses », mais aussi « des terres fertiles le long de l'Amour¹⁵⁷ ». – Le projet naquit en 1927

151. PEJ, t. 4, p. 600.

152. PEJ, t. 2, p. 554.

153. *Ibidem*, p. 354.

154. G. Aronson, p. 137.

155. PEJ, t. 2, p. 554.

156. Khrouchtchev i mif o Birobidjane [Khrouchtchev et le mythe du Birobidjan]. *Sotsialistitcheskii vestnik*, New York, 1958, n°s 7-8, pp. 142-143.

157. *Encyclopaedia Britannica*, 15th ed., 1981, Vol. X., p. 817, clmn. 2.

au sein du Comité gouvernemental pour l'Établissement rural des Travailleurs juifs. Il s'agissait non seulement « de transformer une part importante de la population juive en une communauté compacte de paysans sédentaires » (Kalinine), mais de créer (pour faire pièce au sionisme réactionnaire) un foyer national, une République autonome juive avec une population s'élevant à au moins un demi-million de personnes¹⁵⁸. (On ne saurait exclure une autre intention : créer une poche de fidèles au régime soviétique dans une région peuplée par des Cosaques qui lui étaient hostiles.)

Une expédition scientifique fut tout de suite envoyée au Birobidjan ; en 1928, il fut décidé de procéder – avant l'arrivée massive des colons juifs – à des travaux préparatoires, à l'édification de villages (pour cela, on eut recours à la population locale ou à des équipes itinérantes d'ouvriers chinois ou coréens). Les habitants du pays (des Cosaques qui s'étaient installés là dans les années 1960-1980 du XIX^e siècle et avaient surmonté bien des difficultés dans ces contrées difficiles) s'inquiétèrent de l'arrivée de ces nouveaux venus : ils pratiquaient la culture en jachère, avaient besoin de beaucoup de terres et craignaient de se les voir retirer. – La commission mandatée par le Comité gouvernemental pour l'Établissement rural des Travailleurs juifs « envisagea la possibilité d'installer progressivement 35 000 familles..., mais l'enquête sur le terrain montra que ces perspectives étaient trop optimistes ». – Le Comité central exécutif de l'URSS décida en mars 1928 d'affecter spécialement le Birobidjan à la colonisation juive, et les premiers convois de colons furent aussitôt formés. C'étaient des citoyens venant d'Ukraine et de Biélorussie, nullement préparés au travail de la terre¹⁵⁹. (On leur promettait en échange la restitution de leurs droits civiques). Le Komsomol se mêla de l'affaire, des pionniers sillonnèrent le pays, collectant des fonds pour la colonisation du Birobidjan.

Ainsi expédiées à la hâte, toutes ces familles juives se retrouvèrent à leur arrivée dans des conditions épouvantables. Elles furent logées dans des baraquements près de la gare de Tikhonka (la future ville de Birobidjan). « Parmi les habitants de ces baraquements..., certains réussissent à obtenir des crédits et des aides à l'installation,

158. PEJ, I, 1, pp. 445-446.

159. Larine, pp. 183-184.

et ils dépensent cet argent sans bouger de là où ils sont. D'autres, moins adroits, sont plongés dans la misère¹⁶⁰, » « Au cours de la première année, on n'a construit que 25 isbas, on a labouré seulement 125 hectares dont aucun n'a été ensemencé. » Et beaucoup ne sont pas restés : mille travailleurs arrivent au printemps 1928, mais 25 % d'entre eux repartent, déçus, dès la fin du mois de juillet ; parmi tous ceux qui sont arrivés en 1928, « plus de la moitié ont quitté le Birobidjan dès février 1929¹⁶¹ ». Entre 1928 et 1933, 18 000 colons sont venus pour s'installer au Birobidjan alors que la population juive y atteint péniblement les six mille personnes ; selon d'autres sources, « en 1929, seulement 14 % des colons juifs prévus sont restés¹⁶² » ; les autres sont rentrés chez eux ou sont partis pour Khabarovsk et Vladivostok.

Larine, qui s'interroge avec intelligence et passion sur la meilleure façon d'organiser l'établissement agricole des Juifs, s'insurge pourtant : « Tapage malsain... autour du Birobidjan... L'établissement là-bas de millions de Juifs est une utopie... C'est tout juste si l'on n'a pas érigé ce projet en devoir national pour les Juifs soviétiques ; « c'est du sionisme à l'envers », « une espèce de populisme ». Quant aux organisations juives, elles refusèrent d'emblée de financer le lointain Birobidjan, considérant toute cette entreprise comme « trop chère et risquée¹⁶³ ». Si elles ne l'approuvèrent pas, c'est qu'elle émanait non de la volonté des Juifs, mais de celle du pouvoir soviétique qui s'était mis en tête de remodeler le pays de fond en comble¹⁶⁴.

*

Dès la révolution d'Octobre et jusqu'à la fin des années 20, la vie des Juifs ordinaires fut profondément affectée par l'action des membres des Sections juives. À côté du Commissariat à la population juive, rattaché au Commissariat du peuple aux nationalités (de janvier 1918 à 1924), une organisation juive s'était constituée

160. Khrouchtchëv i mif o Birobidjane [Khrouchtchev et le mythe du Birobidjan], Sotsialisticheskii vestnik, New York, 1958, nos 7-8, p. 144.

161. Larine, pp. 188, 189.

162. PEJ, t. 1, p. 448 ; t. 8, p. 188.

163. Larine, pp. 184, 186-189.

164. PEJ, t. 8, p. 188.

au sein du Parti communiste. Des Sections et des Comités juifs furent créés en province dès le printemps 1918, devançant presque la Section juive centrale. C'était un milieu formé de communistes fanatiques, plus fanatiques que les autorités soviétiques elles-mêmes, et parfois en avance sur elles dans leurs projets. C'est ainsi que, « sous la pression de la Section juive, le Commissariat à la population juive promulgua au début de l'année 1919 un décret dénonçant l'hébreu comme "une langue réactionnaire et contre-révolutionnaire" et prescrivant l'enseignement en langue yiddish dans les écoles juives¹⁶⁵ ». Le Bureau central des Sections juives était rattaché au Comité central du Parti, et celles-ci étaient très nombreuses dans l'ex-Zone de résidence. « L'objectif principal des Sections juives était l'éducation politique et la soviétisation de la population juive dans sa langue maternelle, le yiddish. » De 1924 à 1928, « toute la sphère de l'instruction et de la culture juives fut soumise aux bureaux juifs des commissariats à l'Instruction publique [des républiques] » ; puis ils furent supprimés « pour les excès qu'ils commirent à vouloir imposer par la force la pratique généralisée du yiddish », et « cela ne fit que renforcer le pouvoir des Sections juives¹⁶⁶ ».

L'action des Sections juives au cours des années 20 fut cependant contradictoire. « D'un côté, une intense activité de propagande communiste en langue yiddish, un combat impitoyable contre le judaïsme, l'enseignement juif traditionnel, les organisations juives indépendantes, les partis et mouvements politiques, le sionisme, l'hébreu. D'un autre côté, le refus de l'assimilation, le soutien à la langue yiddish et à sa culture, l'organisation d'un système d'enseignement soviétique juif, d'une recherche scientifique juive, l'action en faveur de l'amélioration de la situation économique des Juifs soviétiques » : et, avec tout cela, « les Sections juives adoptaient souvent des positions plus radicales que les organes centraux du Parti¹⁶⁷ ».

Qui formait les rangs de cette Section juive antisioniste ? C'étaient « en majorité des ex-membres du Bund et des socialistes-territorialistes¹⁶⁸ », Ces transfuges, ou « communistes néophytes »,

165. *Ibidem*, p. 146.

166. *Ibidem*, pp. 165-166.

167. PEJ, t. 8, p. 166.

168. PEJ, t. 7, p. 947.

avaient été nombreux à rejoindre le Parti communiste. L'objectif de la Section juive était de renforcer l'influence du communisme parmi les Juifs de Russie, et, à plus long terme, de créer une « nation juive soviétique » isolée de la communauté juive mondiale – mais, dans le même temps, « l'action de la Section juive aboutit paradoxalement à ce que de "dispositif technique" destiné à enrôler les Juifs dans "l'édification du socialisme", elle se transforme en centre de consolidation de la spécificité juive en Union soviétique ». Une scission se produisit ainsi au sein de la Section juive : d'un côté, les « partisans de l'assimilation à marche forcée » ; de l'autre, ceux qui considéraient que le travail de propagande en direction de la population juive, sous toutes ses formes, était « un outil nécessaire pour la préservation du peuple juif¹⁶⁹ ». Dans *Le Livre des Juifs de Russie*, G. Aronson constate avec satisfaction que l'action de la Section juive « portait malgré tout, sous la sauce prolétarienne, la marque claire de l'identité nationale juive ». « Ce n'est pas un hasard si cette action a eu un écho et a parfois suscité la sympathie parmi de larges couches de la population juive en Pologne et aux États-Unis » ; l'auteur parle même d'une « variante du nationalisme juif sous l'apparence du communisme¹⁷⁰ ». – Mais, en 1926, le Parti mit un frein aux activités de la Section juive, la transformant en Bureau juif. Ce dernier fut fermé en 1930 au même titre que tous les autres bureaux nationaux rattachés au Parti¹⁷¹. Tout se fit désormais sous la seule égide du communisme. « Les Juifs de Russie ne disposèrent désormais d'aucun moyen de s'exprimer, y compris en tant que communistes¹⁷². »

On peut dire que la fin de la Section juive marque la disparition définitive du Bund en tant que mouvement tentant de « rendre possible une existence nationale spécifique, fût-ce en contradiction avec les principes de la théorie social-démocrate¹⁷³ ». Cependant, même après sa fermeture, nombre d'agents de la Section juive, ainsi que bien d'autres socialistes juifs, ne recouvrèrent pas leurs esprits, et, faisant fi de leurs compatriotes et du reste du monde, au nom

169. PEJ, t. 2, p. 465.

170. G. Aronson, p. 137.

171. PEJ, t. 2, p. 465.

172. B. Orlov, *Rossia bez ievreïev* [La Russie sans les Juifs], « 22 », 1988, n° 60, p. 161.

173. Leonard Shapiro, p. 167.

de l'« édification du socialisme » continuèrent à travailler au sein de l'appareil de l'État et du Parti. Et c'est cela que l'on retint.

On peut se référer aux statistiques ou citer une multitude de cas particuliers, une chose est sûre : en ces années-là, la vague juive avait largement infiltré l'appareil du pouvoir soviétique. Un pouvoir qui étouffait la liberté d'expression, la liberté du commerce, la religion, la dignité humaine.

*

L'état de la culture juive en URSS fit l'objet, en 1923, d'un diagnostic très pessimiste de la part du « groupe Biekerman-Pasmanik » : « La culture juive a été mise sens dessus dessous, foulée aux pieds¹⁷⁴ ; « tous les fondements de la culture nationale juive ont été ébranlés, toutes nos valeurs sacrées ont été mélangées à la boue¹⁷⁵ ». En 1922, S. Doubnov formulait un jugement semblable, parlant d'un « champ de ruines », du spectacle « de puissances ténébreuses et sauvages s'employant à détruire les derniers vestiges d'une culture¹⁷⁶ ».

Seule l'historiographie juive fut épargnée pendant la première décennie du régime soviétique, ainsi qu'en témoignent les publications assez nombreuses autorisées au cours de cette période. Les archives de l'État, y compris celles du département de la Police, furent ouvertes dès le début de la révolution, ce qui rendit possibles les recherches et les publications aussi bien sur la participation des Juifs au mouvement révolutionnaire que sur les pogroms et les procès « rituels ». La Société historico-ethnographique juive reprit ses activités en 1920 et publia les « Matériaux pour l'histoire des pogroms antijuifs en Russie », en deux volumes. Par la suite, « elle fut l'objet d'attaques de la part de la Section juive » et « entra sur la voie du déclin », pour être supprimée en 1929. Des revues comme *Evreïskii Vestnik* ou *Evreiskaïa Letopis* furent interdites en 1926-1928. La revue de Doubnov, *Evreiskaïa Starina*, continua de paraître (même après le départ à l'étranger de celui-ci en 1922),

174. REJ, p. 5.

175. D. S. Pasmanik, Que cherchons-nous au juste ?, RiE, p. 214.

176. D. S. Pasmanik*, La révolution russe et les Juifs, p. 195.

mais fut fermée en 1930. Le Musée ethnographique juif subit le même sort, la même année¹⁷⁷.

Le destin de la culture juive dans les années 20, c'est le destin de deux langues qui se séparent : l'hébreu et le yiddish. L'hébreu fut combattu et interdit parce que le pouvoir voyait en lui la langue de la religion et du sionisme. Avant la consolidation du régime soviétique (en 1917-19), « plus de 180 publications en hébreu – livres, brochures, revues – virent le jour en Russie » (principalement à Odessa, mais aussi à Kiev et à Moscou). L'idée que « le destin de l'hébreu est lié à celui de la révolution communiste triomphante » parvint à se maintenir au début des années 20 « parmi des jeunes gens qui tentèrent de "créer une tribune littéraire révolutionnaire sous l'étendard de laquelle auraient pu s'unir les jeunes forces créatrices de la communauté juive mondiale"¹⁷⁸ ». Il n'empêche que « la Section juive insista pour que le Commissariat à la population juive » déclare l'hébreu « langue réactionnaire », et, dès 1919, le Commissariat à l'Instruction publique « interdit son enseignement dans tous les établissements scolaires. Les livres en hébreu furent progressivement retirés des bibliothèques¹⁷⁹ ».

Le destin qui attendait la culture en yiddish fut bien plus mouvementé. Le yiddish restait la langue parlée par les masses juives. Notons que, d'après le recensement de 1926, il y avait encore 73 % de Juifs pour « déclarer que le yiddish était leur langue maternelle¹⁸⁰ » (une autre source donne 66 %¹⁸¹) – autrement dit la masse des Juifs était alors encore à même de conserver sa culture en langue yiddish. Le pouvoir soviétique tira profit de cette situation. Si, au cours des premières années qui suivirent la révolution, les bolcheviks étaient nombreux à penser que les Juifs devaient se détourner de leur langue et de leur nationalité, par la suite, le Commissariat à la population juive, la Section juive centrale et les sections juives rattachées aux commissariats à l'Instruction publique des différentes républiques entreprirent de créer une

177. PEJ, t. 2, p. 439, EJR, t. 2, p. 432 ; *Orlov*, op. cit., p. 161.

178. *I. Slouiski*, *Soudba ivrit v Rossii* [Le destin de l'hébreu en Russie], LMJR-1, pp. 241-242, 246.

179. PEJ, t. 2, p. 422.

180. *S. Schwarz*, *levrei v Sovetskom Soïouze s natchala Vtoroi mirovoi voïny* (1939-1965) [Les Juifs en URSS depuis le début de la Seconde Guerre mondiale (1939-1965)], New York, 1966, p. 407.

181. *Larine*, p. 56.

culture *soviétique* en yiddish. Dans les années 20, celui-ci fut reconnu comme l'une des langues *officielles* en Biélorussie ; à Odessa, dans les années 20 et même dans les années 30, le yiddish était « la langue principale utilisée dans de nombreux organismes d'État » ; le yiddish était employé dans les tribunaux et disposait de tranches horaires à la radio¹⁸².

« À partir de 1923, on assiste au développement rapide de l'enseignement scolaire en yiddish dans l'ensemble de l'URSS » (y compris en Grande Russie et à Moscou). À partir de 1923 (et jusqu'en 1930), on commence à imposer le yiddish dans les écoles juives de l'ex-Zone de résidence, sans tenir compte de l'avis des parents. En 1923, il y avait en URSS 495 écoles où l'enseignement se faisait en yiddish, et elles accueillaient 70 000 élèves ; en 1928, il y en avait 900, et, en 1930, 160 000 élèves étaient scolarisés en yiddish. (Cela s'explique également par le fait qu'Ukrainiens et Biélorusses avaient à ce moment-là accédé à une pleine autonomie culturelle et ne voulaient pas que les enfants juifs introduisent un élément de russification ; quant aux parents juifs, ils ne voulaient pas que leurs enfants apprennent en ukrainien ou en biélorusse, et des écoles russes il n'y en avait plus – il ne leur restait donc plus qu'à envoyer leurs enfants dans les écoles yiddishophones.) Précisons en passant que, dans ces écoles, l'histoire juive n'était pas enseignée, elle était remplacée par une matière intitulée « la lutte des classes chez les Juifs¹⁸³ ». (De même que dans les écoles russes on n'enseignait pas l'histoire russe, ni aucune autre, d'ailleurs, mais seulement la « sociologie ».) Au cours des années 20, « les quelques rares éléments de culture juive qui étaient enseignés dans les écoles soviétiques juives furent progressivement supprimés ». Au début des années 30, « le système de gestion relativement autonome des écoles soviétiques juives fut définitivement aboli¹⁸⁴ ».

À partir de 1918, des établissements d'enseignement supérieur furent créés pour les Juifs : l'Université populaire juive à Moscou (jusqu'en 1922), et l'Université populaire juive de Petrograd, transformée en 1920 en Institut juif des Connaissances supérieures (dont l'un des créateurs fut Scmion Lozinski) « qui a compté parmi

182. PEJ, t. 1, p. 326 ; t. 2, p. 465 ; t. 6, p. 125.

183. Y. Mark, *Ievreiskaïa shkola v Sovetskom Soïouze* [L'école juive en Union soviétique], LMJR-2, pp. 235-238.

184. PEJ, t. 8, p. 175.

ses membres nombre d'éminents savants et dispensé son enseignement à de nombreux étudiants juifs » ; cet Institut fonctionna jusqu'en 1925 grâce à l'aide du « Joint ». Des départements juifs furent ouverts dans les facultés pédagogiques de l'université de Biélorussie (à partir de 1922) et de la deuxième université de Moscou (à partir de 1926). N'oublions pas non plus l'École centrale juive du Parti où l'enseignement était dispensé en yiddish (à partir de 1921). Un réseau d'établissements d'enseignement technique fut également mis en place (plus de 40 établissements techniques, industriels et agricoles)¹⁸⁵.

La culture juive continua d'exister et bénéficia même d'une aide substantielle, mais aux conditions fixées par le régime soviétique. L'histoire du peuple juif fut complètement occultée au moment même où l'école historique et la philosophie russes étaient démantelées.

La culture juive des années 20 est déjà une culture soviétique, « prolétarienne », mais en langue yiddish. À ce titre, elle put obtenir le soutien de l'État pour ses journaux, ses théâtres. Et c'est pourquoi sans doute, quarante ans plus tard, *Le Livre des Juifs de Russie* porte un jugement plutôt positif sur la situation de la culture juive en URSS dans les premières années du régime soviétique. Jusqu'aux années 40, une section de l'Agence télégraphique juive mondiale eut son bureau à Moscou – ce fut la seule agence d'information à ne pas faire partie de l'agence Tass – et put envoyer ses dépêches à l'étranger (sous le contrôle de la censure soviétique, naturellement). Il y avait aussi des journaux en yiddish : le principal d'entre eux était l'organe de la Section juive, *Der Emes*, qui parut de 1920 à 1938. (Selon Dimanstein, il y avait en 1928 trente-quatre maisons d'édition qui publiaient en yiddish.)

La littérature en yiddish était encouragée, mais à condition qu'elle adopte une orientation bien précise : nier le passé historique juif – « avant Octobre » n'est qu'un sombre prologue à l'ère du bonheur et de l'épanouissement – ; noircir tout ce qui a trait à la religion et voir l'« homme nouveau » dans le Juif soviétique. Cela parut suffisamment attrayant aux yeux de certains écrivains juifs en vue, partis de Russie après la révolution, pour qu'ils décident de rentrer en URSS ; c'est ce que firent, en 1925, le poète David

185. *Ibidem*, pp. 177-179 ; EJR, 1. 2, pp. 195-196.

Hofstein (bien qu'« il fût toujours soupçonné de "nationalisme" ») ; Leib Kvitko (« il s'adapta facilement aux conditions soviétiques et sa production poétique fut abondante ») ; en 1926, ce fut le tour de Peretz Markish (« il se soumet sans difficulté aux exigences de la ligne du Parti ») ; en 1928, Moïse Koulbak et Der Nistor (Pinkhos Kaganovitch — il se distingua ultérieurement par son roman *La Famille Machber*, « l'œuvre la moins soviétique et la plus libre à avoir jamais été produite par la littérature juive en Union soviétique ») ; en 1929, David Bergelson, qui « dut payer un lourd tribut à ceux qui détenaient le pouvoir » : « la révolution a le droit d'être cruelle¹⁸⁶ ». (Ce dont il fit l'expérience, ainsi que Markish et Kvitko, en 1952.)

La culture « bourgeoise » en hébreu fut écrasée. Un groupe d'écrivains, avec à leur tête Kh. N. Bialik, partit pour la Palestine en 1921. Un autre « groupe d'écrivains pratiquant l'hébreu parvint à se maintenir jusqu'au milieu des années 30. Leurs œuvres étaient publiées de loin en loin » dans des revues étrangères. « Certains de ces écrivains furent bientôt arrêtés et disparurent sans laisser de trace ; d'autres réussirent à s'extirper de l'Union soviétique¹⁸⁷. »

Pour ce qui est de la culture juive en langue russe, la Section juive la considérait « comme le résultat de la politique d'assimilation conduite sous l'Ancien Régime ». Au cours de la deuxième moitié des années 20, les écrivains s'exprimant en yiddish, semblables en cela à tous les autres écrivains soviétiques, se divisèrent en « prolétaires » et « compagnons de route ». Les écrivains juifs les plus importants s'intégrèrent à la littérature soviétique de langue russe¹⁸⁸. (Faute de place, cette catégorie ne sera pas examinée dans ce livre.)

À partir de 1921, l'État subventionna une troupe théâtrale de qualité, le Théâtre de chambre juif, qui donnait ses représentations en yiddish ; devenue en 1925 le Théâtre d'État juif, cette compagnie fit de nombreuses tournées en Europe, contribuant à rehausser l'autorité du régime soviétique aux yeux des Juifs du monde entier. Elle s'employait à tourner en ridicule les mœurs et la religion des petites communautés juives d'avant la révolution.

186. Y. Mark, *Literatoura na idich v Sovetskoi Rossii* [La littérature en yiddish dans la Russie soviétique], *LMJR*-2, pp. 224-229.

187. I. Sloutski, pp. 245, 247.

188. *PEJ*, t. 8, pp. 174, 181-182.

L'un de ses acteurs, Mikhoëls, s'y distingua tout particulièrement et en prit la direction en 1928¹⁸⁹.

Plus complexe est l'histoire d'une autre compagnie théâtrale qui existait déjà avant la révolution d'Octobre et jouait en hébreu, le Gabima. Elle bénéficia du soutien de Lounatcharski, de Gorki et de Stanislavski, mais fut accusée par la Section juive d'être « un repaire sioniste », et il fallut une intervention de Lénine pour qu'elle puisse continuer d'exister. Elle obtint le statut de théâtre d'État. C'était « le dernier îlot d'hébreu en Union soviétique, mais il était clair que ce théâtre n'avait pas d'avenir¹⁹⁰ ». (Le critique dramatique A. Kugel lui reprocha de renier les mœurs et l'esprit juifs¹⁹¹.) En 1926, la troupe partit en tournée à l'étranger pour ne plus revenir, ce qui ne l'empêcha pas de disparaître peu après¹⁹².

À l'opposé, le Théâtre d'État en yiddish « provoqua un véritable boom de l'art dramatique juif en URSS. Au début des années 30, on comptait dix-neuf troupes professionnelles en yiddish dans le pays... Il y avait une école de théâtre juive à Moscou, des théâtres-studios à Kiev et Minsk¹⁹³ ». Ajoutons à cela le théâtre-studio Freikunet qui fonctionna à Moscou dans les années 20.

Il convient ici d'évoquer le destin théâtral posthume du malheureux Semion Iouchkévitich, surnommé « le Gogol juif ». Il publia en 1926 un livre intitulé *Épisodes* qui « tournait en ridicule l'attitude des bourgeois juifs pendant la révolution ». Iouchkévitich mourut en 1927 et, un an après, la censure soviétique interdit la pièce de théâtre qui avait été tirée de son livre. C'était une œuvre d'orientation antibourgeoise : que vouloir de plus ? Mais « toute l'action se déroule en milieu juif », dont sont raillées « la bêtise, la lâcheté, la cupidité », – et la censure décida d'interdire la pièce « par crainte de réactions judéophobes¹⁹⁴ ».

*

189. G. Svet, *levreiskii teatr v Sovetskoi Rossii* [Le théâtre juif en Russie soviétique], LJR-2, pp. 266-271.

190. PEJ, t. 9, p. 477.

191. PEJ, t. 4, p. 616.

192. G. Svet, pp. 273-278.

193. PEJ, t. 8, p. 183.

194. V. Levitina, *Stoilio li sjiगत svoi khram...* [Fallait-il brûler son temple...], « 22 », 1984, n° 34, p. 204.

Et pendant ce temps, dans quel état se trouvaient les organisations sionistes d'URSS ? Elles étaient fondamentalement inacceptables pour le pouvoir communiste, accusées de « collaboration avec l'Entente », avec l'« impérialisme mondial », – mais c'est justement la reconnaissance internationale dont elles bénéficiaient qui obligeait à les traiter avec une certaine retenue. En 1921, la Section juive leur déclara « la guerre civile sur le terrain juif ». Les mesures prises contre le sionisme furent encore aggravées par les interdits qui frappaient l'hébreu. Cependant, « la pression antisioniste ne se fit pas sentir partout ni avec une force suffisante » – autrement dit, « les condamnations à de lourdes peines de prison et de déportation furent relativement rares ». Au printemps 1920, on arrêta quelques sionistes de droite, histoire de leur faire peur, mais ils furent amnistiés à l'occasion du 1^{er} mai. « L'ambivalence de la politique du Kremlin » se fit également sentir au cours des négociations avec les représentants de l'Organisation sioniste mondiale (février 1921) : Tchitchérine ne rejeta pas toutes leurs requêtes, le pouvoir soviétique « n'étant pas encore prêt à stigmatiser définitivement le sionisme », comme l'y poussait la Section juive. Pourtant, avec le début de la NEP, « le relâchement général de la pression de l'administration permit aux groupes sionistes de respirer quelque peu¹⁹⁵ ». (Il est intéressant de noter que Dzerjinski écrivait en 1923 : « Le programme des sionistes n'est pas dangereux pour nous, c'est même plutôt le contraire, je le considère comme utile pour nous » ; et, en 1924 : « Nous avons des raisons de fond d'être amis avec les sionistes¹⁹⁶. » Lesdits sionistes parvinrent à maintenir entre 1920 et 1924 leur Bureau central à Moscou (ses membres furent arrêtés en mars 1924, et ce n'est que grâce à de nombreuses interventions en URSS et à l'étranger que leur peine de déportation en Asie centrale fut commuée en relégation¹⁹⁷). Dès « 1923, il ne restait plus en Union soviétique que deux organisations sionistes autorisées » : les Poalei-Tsion et la fraction « légale » de l'organisation de jeunesse Gekhalouts, qui s'était fixé pour but la colonisation agricole de la Palestine et s'y

195. I. Chekhtman, *Sovetskajaïa Rossia, sionizm i Izrail* [La Russie soviétique, le sionisme et Israël], LJR, pp. 321-323.

196. PEJ, t. 8, p. 200.

197. *Ibidem*, p. 201.

préparait dans les kolkhozes d'URSS ; elle édita sa revue entre 1924 et 1926¹⁹⁸. Même l'aile gauche du parti sioniste-socialiste Tseirei-Tsion (« La jeunesse de Sion ») adopta un ton de plus en plus agressif vis-à-vis des bolcheviks ; des arrestations massives, quoique de courte durée, s'ensuivirent, après quoi ce Parti choisit la clandestinité et ne fut définitivement liquidé qu'à la fin des années 20.

On peut se faire une idée de cette forme d'activité clandestine en suivant la trace du Parti Tseirei-Tsion qui encadrait une importante organisation de jeunesse (Kiev, Odessa). « Ils avaient pour devise : "Le sang juif ne doit pas servir à lubrifier les rouages de la révolution". » En ce qui concerne le pouvoir soviétique, « ils le reconnurent formellement, tout en appelant à la guerre contre la dictature du Parti communiste ». Ils prirent la Section juive pour cible principale de leur propagande politique. « En particulier, ils militèrent avec beaucoup de virulence contre le transfert des Juifs vers les campagnes [la Crimée] », voyant là une atteinte à « leur spécificité nationale ». Parmi ces jeunes sionistes, certains se retrouvèrent en prison. À partir de 1926, ce Parti commença à décliner, puis disparut complètement¹⁹⁹.

Une vague d'arrestations s'abattit sur les milieux sionistes en septembre-octobre 1924. Une partie d'entre leurs membres furent jugés à huis clos et condamnés à des peines allant de trois à dix ans de camp. En 1925, le Comité exécutif central (Smidovitch), le Commissariat à l'Instruction publique (Rykov) et même le Guépéou (Menjinski et Deribas) assurèrent les délégués sionistes qu'ils n'avaient rien contre eux « dans la mesure où ils ne [dressaient] pas la population juive contre le pouvoir soviétique²⁰⁰ ».

En 1924, Pasmanik déclara que « les sionistes, les Juifs orthodoxes et les nationalistes devraient être au premier rang de ceux qui combattent le pouvoir soviétique et le bolchevisme²⁰¹ ». Mais son appel resta sans suite.

Les poursuites contre les sionistes reprirent dans la seconde moitié des années 20 ; la commutation des condamnations en

198. PEJ, t. 5, p. 476 ; t. 7, p. 948.

199. M. Heifetz, *Vospominaniï groustnyï svitok* [Le triste écheveau des souvenirs], Jérusalem, 1996, pp. 74-79.

200. I. Chekhtman, pp. 324-325.

201. D. S. Pasmanik, p. 214.

possibilité d'émigrer se fit de plus en plus rare. « En 1928, les autorités proclamèrent la dissolution des Poalei-Tsion, liquidèrent l'organisation "légale" Gekhalouts » et « fermèrent les exploitations agricoles qui lui appartenaient. Dans le même temps, presque tous les mouvements sionistes clandestins furent définitivement démantelés ». Le droit de quitter l'URSS « fut systématiquement réduit » après 1926. Une partie des sionistes restèrent en prison ou furent déportés²⁰².

*

S'il est vrai que la jeunesse juive des villes s'engagea massivement en faveur du communisme et des Soviets, la résistance qu'y opposèrent les Juifs plus âgés, religieux, ceux de l'ex-Zone de résidence, n'en fut pas moins acharnée. Le Parti, par l'intermédiaire de la Section juive, s'imposa brutalement et pesa de tout son poids. « Il faut s'être rendu dans l'une de ces villes traditionnellement juives, disons Minsk ou Vitebsk, pour constater à quel point tout ce qu'il y avait de digne, de respectable et de respecté au sein de la communauté juive est désormais rabaissé, réduit à la misère, à l'affliction et au désespoir, pour voir les premières places occupées par des gens sans morale, sans réflexion et sans scrupules²⁰³ ». Le pouvoir bolchevique a provoqué « de terribles ravages, tant sur le plan matériel que sur le plan moral... au sein de notre communauté aussi²⁰⁴ ». – « La prolifération des bolcheviks juifs d'un côté, celle des *nepmen* juifs de l'autre, témoigne de façon alarmante de la profonde décomposition culturelle de la communauté juive. Et si le peuple russe ne peut espérer se guérir du bolchevisme qu'en restaurant dans la vie publique ses principes religieux et moraux, la pensée juive doit elle aussi œuvrer dans le même sens²⁰⁵. »

Et c'est ce qu'elle fit. Mais, sur l'efficacité et les résultats de ce travail, les témoignages divergent. Un auteur contemporain de ces événements considère que « la société juive s'est retrouvée soit complètement déboussolée, soit, plongée dans le plus profond désarroi, elle s'est détournée de ce qui se passait autour d'elle » – à

202. PEJ, t. 7, p. 948 ; Chekhiman, pp. 325-328.

203. I. M. Biekerman, p. 92.

204. *Ibidem*, p. 53.

205. I. Lévine, *levrei v revolutsii* [Les Juifs dans la révolution], RiE, p. 118.

la différence de la société russe qui manifesta une certaine résistance, quoique « maladroitement et sans succès²⁰⁶ ». « À la fin des années 20 et au début des années 30, les Juifs se détachent en masse de leurs traditions²⁰⁷. » Un témoignage plus tardif (1933) indique qu'« au cours des vingt dernières années », les Juifs de Russie « se sont de plus en plus éloignés de leur passé, de leur esprit, de leurs traditions²⁰⁸ ». — Quelques années plus tard, avant la Seconde Guerre mondiale : « Avec l'avènement de la dictature bolchevique, le conflit entre pères et fils a pris des formes particulièrement violentes dans le milieu juif²⁰⁹. »

Un demi-siècle plus tard, M. Agourski rappelait que les malheurs qui ont frappé les Juifs du fait de la révolution s'expliquent en grande partie par le fait que la jeunesse juive s'était détournée de sa religion et de sa culture nationales « sous l'influence exclusive de l'idéologie communiste »... « La pénétration massive des Juifs dans toutes les sphères de la vie publique russe » et dans les sphères dirigeantes soviétiques pendant les vingt années qui suivirent la révolution se révéla non constructive et néfaste pour eux²¹⁰.

Pour finir, un auteur des années 90 : « Les Juifs constituèrent l'élite de la révolution, ils étaient dans le camp des vainqueurs. C'est un aspect singulier de cette révolution russe, à la fois plurinationale et sociale. Par ailleurs, les Juifs furent soumis à un processus de bolchevisation politique et de soviétisation sociale : la communauté juive comme structure ethnique, religieuse et nationale, disparut sans laisser de trace²¹¹ ».

La jeunesse juive qui s'était jetée à corps perdu dans le bolchevisme était grisée par sa nouvelle mission, par l'influence qu'elle exerçait sur le cours des choses. Certains mirent de l'enthousiasme à renier leurs origines. Mais cette conversion à l'internationalisme et à l'athéisme le plus intransigeant ne conduisit pas à l'assimilation que le peuple juif avait redoutée pendant des siècles, c'est-à-dire à l'intégration à la culture dominante. Comme tous les autres jeunes,

206. G. Landau, p. 118.

207. PEJ, I, 8, p. 199.

208. G. Sliosberg, *Dela minouvchikh dneï : Zapiski rousskovo ievreïa* [Souvenirs d'un Juif russe], Paris, 1934, t. 3, p. 376.

209. S. Ivanovitch, p. 47.

210. Jerusalem Post, 13 avril 1973 ; 7 octobre 1979.

211. Sonja Margolina, *Das Ende der Lügen : Russland und die Juden im 20. Jahrhundert*, Berlin, Siedler Verlag, 1992, p. 106.

d'ailleurs, ces jeunes Juifs entreprirent en fait de créer un peuple nouveau, le *peuple soviétique*. Comme le note M. Agourski, seule une petite minorité – parmi laquelle des gens qui étaient allés jusqu'à se convertir à l'orthodoxie tout en voulant conserver les « formes politiques du bolchevisme », tel l'avocat A. Gourovitch qui défendit le métropolite Veniamine en 1922²¹² –, seule cette minorité aspira à se fondre dans la culture russe et justifie que l'on parle à son propos d'assimilation. – Aujourd'hui, à propos des Juifs qui travaillèrent « dans l'appareil du Parti et de l'État, dans des institutions économiques, scientifiques et même militaires », l'*Encyclopédie juive* note que « la plupart ne cachaient pas leur origine juive, mais adoptèrent rapidement, eux et leur famille, la culture et la langue russes. et leur appartenance au monde juif perdit tout contenu culturel²¹³ ». Oui, ces gens rejetèrent la culture qui les avait formés – on était en train de forger l'*homo sovieticus* ; mais, après plusieurs décennies, l'avenir montra que quelque chose de leur conscience nationale juive était tout de même resté en eux, résistant à l'éradication complète.

Même pendant les années 20, en pleine apothéose de l'internationalisme, les mariages mixtes (« entre Juifs et Russes ou autres non-Juifs ») ne représentèrent en moyenne que 6,3 % sur l'ensemble du pays – 16,8 % en RSFSR, mais seulement 2,8 % en Biélorussie et 4,5 % en Ukraine²¹⁴ (selon d'autres sources, on trouve pour l'année 1926 respectivement 8,5 %, 21 %, 3,2 % et 5 %²¹⁵). Le processus d'assimilation ne faisait que débiter.

*

Et la situation de la religion juive, dans tout cela ? Hostile à toute forme de religion, alors qu'il frappait sans pitié l'Église orthodoxe, le pouvoir bolchevique manifesta dans un premier temps une attitude plutôt tolérante à l'égard de la pratique religieuse des Juifs. « En mars 1922, le journal *Der Emes* faisait savoir que la section d'agitation et de propagande politique du Comité central n'avait nullement l'intention d'offenser les sentiments religieux... Au cours

212. M. Agourski, p. 114.

213. PEJ, t. 1, p. 235.

214. S. Pozner, MI, p. 271.

215. Larine*, p. 304.

des années 20, cette tolérance ne s'étendait pas à l'orthodoxie que les autorités considéraient comme l'un des ennemis les plus dangereux du régime soviétique²¹⁶ ». Il est vrai que la campagne de confiscation des objets de valeur appartenant à l'Église orthodoxe toucha également les synagogues. E. Iaroslavski publia dans les *Izvestia* un article intitulé « Que peut-on prendre dans les synagogues ? » : « Les rabbins disent souvent qu'il n'y a pas d'objets précieux dans les synagogues. Le plus souvent, c'est effectivement le cas... Habituellement, les murs sont nus. Mais les chandeliers à sept branches sont souvent en argent. Il faut impérativement les confisquer. » Il faut dire que, trois semaines auparavant, « on avait confisqué seize objets en argent dans une synagogue », et dans une autre « cinquante-sept objets en argent et deux en or ». Iaroslavski prévoyait également d'instaurer un impôt progressif sur l'achat des « bonnes » places dans les synagogues. (Mais ce projet, apparemment, n'eut pas de suite²¹⁷.)

Cependant, « la Section juive insistait auprès des hautes instances pour qu'elles adoptent à l'égard du judaïsme la même politique qu'à l'égard du christianisme²¹⁸ ». Dès 1921, à l'occasion du Nouvel An juif, la Section juive organisa « un procès public de la religion juive » à Kiev. *Le Livre des Juifs de Russie* évoque également d'autres « procès exemplaires » de ce genre à Vitebsk, Rostov, Odessa. Ils se déroulaient en yiddish, et la Section juive faisait en sorte que le judaïsme y fût « jugé » par des bolcheviks juifs.

Les écoles religieuses furent interdites par voie administrative ; en 1920, la section juive du Commissariat à l'Instruction publique émit une circulaire sur la liquidation des *heders* et des *yeshivat*. « Cependant, ceux-ci continuèrent à fonctionner dans la clandestinité pendant de longues années²¹⁹. » « Il y a un grand nombre de ces établissements plus ou moins illégaux. » « Malgré l'interdiction de l'instruction religieuse, les années 20 furent dans l'ensemble les plus favorables à la vie religieuse juive en URSS²²⁰. »

216. PEJ, t. 8, p. 194.

217. *La Tribune juive**, 1922, 21 avril (n° 120), p. 7.

218. PEJ, t. 8, p. 196.

219. G. Svet, *Ievreïskaïa religie v Sovetskoï Rossii* [La religion juive en Russie soviétique], LJR, pp. 205-207.

220. PEJ, t. 8, p. 194.

Bien entendu, « à la demande des travailleurs juifs », de nombreuses tentatives de fermeture de synagogues eurent lieu, mais « elles se heurtèrent à la résistance farouche des fidèles ». Malgré cela, « au cours des années 20, on ferma les synagogues centrales de Vitebsk, Minsk, Gomel, Kharkov et Bobrouïsk²²¹ ». La synagogue centrale de Moscou « put être sauvée grâce à l'intervention du rabbin Mazé auprès de Dzerjinski et Kalinine²²² » ; en 1926, « on ferma à Kiev la synagogue centrale pour y installer un théâtre juif pour enfants²²³ ». Mais « la majorité des synagogues continua de fonctionner. Ainsi, en 1927, on dénombrait en Ukraine 1 034 synagogues et maisons de prière en activité », et « les synagogues étaient même plus nombreuses à la fin des années 20 qu'en 1917²²⁴ ».

Les autorités tentèrent de concocter une « Synagogue vivante » (sur le modèle de l'« Église vivante » des orthodoxes) où « le portrait de Lénine était accroché bien en vue » ; on tenta également de susciter des « rabbins rouges », des « rabbins communistes » ; cependant, « cette entreprise échoua, on ne réussit pas à provoquer de schisme parmi les fidèles de la religion juive²²⁵ ». — « L'écrasante majorité des Juifs religieux était farouchement opposée à la "Synagogue vivante", c'est pourquoi les plans élaborés par le pouvoir soviétique... se soldèrent par un échec complet²²⁶. »

À la fin de l'année 1930, un groupe de rabbins fut arrêté. Ils « furent libérés au bout de quinze jours et contraints de signer une lettre rédigée par les agents du Guépéou²²⁷ » : 1) la religion juive ne fait l'objet d'aucune persécution en URSS, « contrairement à ce qui se passait sous le régime tsariste » ; 2) pas un seul rabbin n'a été fusillé depuis l'avènement du régime soviétique.

Dans les régions de peuplement juif, « on tenta d'instaurer comme jour férié le dimanche ou le lundi ; la Section juive exigea que les écoles fonctionnent le samedi et que le jour de repos soit le dimanche ». (Mais, bientôt, à partir de 1929, tous eurent à

221. *Ibidem*, p. 195.

222. *G. Svet*, p. 209.

223. PEJ, t. 4, p. 257.

224. PEJ, t. 8, p. 195.

225. *G. Svet*, p. 208.

226. PEJ, t. 8, p. 197.

227. *Ibidem*, p. 198.

connaître la « semaine de cinq jours » ou la « semaine de six jours » avec des jours de repos fluctuants – et les chrétiens perdirent leur dimanche, comme les Juifs leur samedi.) Lors des fêtes religieuses, les membres de la Section juive se déchaînaient devant les synagogues : à Odessa, « ils firent irruption dans la synagogue Brodski... et mangèrent démonstrativement du pain devant les fidèles qui observaient le jeûne ». Ils organisèrent également des journées de travail d'intérêt général (sur le modèle des *subbotniki* et des *voskresniki*) à l'occasion du Kippour. « Quand il y avait des fêtes, surtout au moment de la fermeture des synagogues, on procédait fréquemment à la réquisition des rouleaux de la Torah, des livres de prière ». – « L'importation de pain azyme en provenance de l'étranger... était tantôt autorisée, tantôt interdite²²⁸ » ; de plus, « à partir de 1929, la fabrication de celui-ci fut frappée d'une lourde taxe²²⁹ ». Larine fait état de l'« autorisation ahurissante » accordée par les autorités à l'importation de pain azyme de Koenigsberg pour la Pâque de 1929²³⁰.

Pendant les années 20, des ouvrages religieux purent être imprimés par des entreprises privées. « À Leningrad, les Hassides réussirent à tirer des livres de prière à plusieurs milliers d'exemplaires », tandis que le rabbin de Leningrad, D. Ketsenelson, se fit publier par l'imprimerie de *L'Agitateur rouge*. Des calendriers juifs furent fabriqués et « diffusés à des dizaines de milliers d'exemplaires²³¹. » Plus encore : « La communauté juive fut la seule [à Moscou] à obtenir l'autorisation de construire de nouveaux édifices religieux au cours des années 20 » : une deuxième synagogue, rue Vycheslavtsev, et une troisième à Tcherkissovo ; ces trois synagogues purent fonctionner tout au long des années 30²³².

Cependant, « les jeunes écrivains et poètes juifs... consacraient des pages enflammées aux synagogues vides, aux rabbins sans auditoire, aux petits gars de province devenus des commissaires rouges redoutés²³³ ».

228. G. Svet, pp. 208-209.

229. PEJ, t. 8, p. 199.

230. Larine, p. 285.

231. Sloutski, p. 246.

232. Sorok sorokov : Albom oukazatel vsekh moskovskikh iserkveï [Toutes les églises de Moscou], Paris, YMCA Press, 1988, t. 1, p. 13 ; Pozner, p. 271.

233. M. Popovski, O nas – so vseï iskrennostiou [À propos de nous – en toute sincérité], Novi amerikanets, 1981, 20-26 sept. (n° 84), p. 7.

Mais nous connaissons aussi la fureur destructrice des konsomols russes à la Pâque orthodoxe : ils arrachaient les bougies des mains des fidèles, jetaient par terre les gâteaux pascals bénits, puis grimpaient au sommet des coupoles pour en arracher les croix. Des milliers de belles églises réduites à des amas de pierres, des milliers de prêtres fusillés, des milliers d'autres jetés dans les camps...

En ces années-là, nous avons tous voulu chasser Dieu.

*

Dès les premières années du régime soviétique, les portes de la science et de la culture russes s'ouvrirent largement à l'intelligentsia et à la jeunesse juives – de vastes perspectives, mais limitées quant au contenu par le pouvoir soviétique. (Au tout début de cette période, c'est Olga Kameneva, la sœur de Trotski, qui régénait l'élite culturelle.)

Dès l'année 1919, « la jeunesse juive se rua massivement » sur le cinéma, art prisé par Lénine pour « son effet de propagande immédiat ». « Beaucoup de Juifs se retrouvèrent à la tête de studios, de directions centrales ou locales du cinéma, de centres de formation ou d'équipes de prises de vues ». (B. Choumiatski, l'un des fondateurs de la République de Mongolie, et S. Doukolski furent, à diverses périodes, à la tête de la Direction centrale de l'Industrie cinématographique²³⁴.) Les Juifs contribuèrent indubitablement aux réussites du jeune cinéma soviétique. *L'Encyclopédie juive* cite une longue liste d'administrateurs, de metteurs en scène, de réalisateurs, d'acteurs, de scénaristes, de critiques de cinéma. Parmi les réalisateurs, Dziga Vertov est considéré comme l'un des classiques du cinéma soviétique, principalement du cinéma documentaire : *Kino-Pravda*, *En avant, soviets !*, *Symphonie du Donbass*, *Trois Chants sur Lénine*²³⁵ (on sait moins que c'est lui qui dirigea les prises de vues de la destruction des reliques de Saint-Serge de Radonège). Dans le genre « film historique documentaire », Esphir Choub, « en procédant à des montages tendancieux de bandes d'actualités, réalisa plusieurs longs-métrages de propagande (*La Chute*

234. PEJ, t. 4, p. 275 ; EJR, t. 3, p. 439.

235. PEJ, t. 1, p. 653.

de la dynastie des Romanov, 1927, etc.), et, plus tard, en utilisant le même procédé, des films pathétiques à la gloire du communisme ». — Tout le monde connaît G. Kozintsev et L. Trauberg (S.V.D., *La Nouvelle Babylone*), S. Ioutkévitch. F. Ermler créa un Atelier de cinéma expérimental. On peut citer également G. Rochal (*Gospoda Skotininy, Son Excellence* — l'attentat de Girsh Lekkert), Y. Raïzman (*Le Bagne, La terre a soif*) et d'autres. Mais la figure la plus importante des débuts du cinéma soviétique est incontestablement Sergueï Eisenstein. Il apporta « son souffle épique, son sens de la grandeur monumentale des scènes de masse, sa maîtrise du montage — rythme et intensité émotionnelle²³⁶ ». Mais il mit son talent au service de la propagande. Le retentissant succès mondial du *Cuirassé Potemkine* fut une machine de guerre en faveur des Soviêts, mais ce film ne fait que broder sur l'histoire russe, exacerber la haine envers la vieille Russie en utilisant des « accessoires cinématographiques » comme la bâche dont on couvre la foule des marins avant de les fusiller (et la Terre entière a cru que les choses s'étaient réellement passées ainsi), ou le « massacre » sur le grand escalier d'Odessa, qui est pure invention. (Plus tard, il fallut rendre service à Staline sur le terrain de l'idéologie totalitaire, puis sur celui du nationalisme, et Eisenstein répondit toujours présent.)

Bien que l'*Encyclopédie juive* ait sélectionné les artistes qui y figurent selon le critère de la nationalité, il nous faut redire que ce n'est pas ce critère qui fut décisif à l'époque, mais le vent d'internationalisme qui balaya les premières années du régime soviétique, chassant toute forme d'esprit national, toute tradition. La personnalité qui se détache le plus dans ce contexte est un homme de théâtre, mais proche du pouvoir — Meyerhold. Il fut l'étoile du théâtre soviétique. Il eut ses admirateurs inconditionnels, mais aussi ses détracteurs. A. Tyrkova-Williams raconte dans ses Mémoires qu'il brisait les auteurs comme les acteurs « par son esprit dogmatique et sa sécheresse » ; l'actrice Komissarjevskaja « sentit que ses innovations étaient dépourvues de simplicité créatrice aussi bien que de clarté éthique et esthétique », il « coupait les ailes aux acteurs..., considérait que le cadre est plus important que le

236. PEJ. t. 4, pp. 276-277.

tableau²³⁷ » ; il fut par ailleurs un adversaire acharné de Mikhaïl Boulgakov.

Certes, l'époque exigeait que l'on paie le prix de sa situation. C'est à quoi durent se résoudre et Katchalov, et Nemirovitch-Dantchenko, et tous les autres... parmi lesquels le talentueux metteur en scène A. Taïrov-Kornblit, une célébrité de l'époque, qui, en 1930, dénonça dans la presse le « complot des industriels ».

Marc Chagall émigra en 1923. Mais la plupart des peintres des années 20 durent se conformer aux impératifs de la propagande soviétique et plusieurs peintres juifs s'y employèrent avec succès, à commencer par El Lissitski : voyant dans la révolution d'Octobre « une nouvelle ère de l'histoire de l'humanité », il « participa activement au travail de toutes sortes de comités et de commissions, et dessina le premier drapeau du Comité exécutif central que les membres du gouvernement portèrent sur la place Rouge en 1918 » : une de ses affiches les plus célèbres orna de nombreuses expositions soviétiques à l'étranger, des albums de propagande (« L'URSS édifie le socialisme », etc.)²³⁸. Mais le grand favori du pouvoir soviétique (nombreux portraits de Lénine, de Trotski et d'autres hauts dignitaires, Vorochilov, Frounzé, Boudiënny) fut Isaac Brodski qui, « après avoir exécuté le portrait de Staline, devint le portraitiste officiel du régime soviétique » en 1928 et, à partir de 1934, fut nommé directeur de l'Académie des beaux-arts²³⁹.

« Au cours des premières années qui suivirent la révolution..., la vie musicale des Juifs se fit encore plus animée. » Au début du siècle s'était constituée en Russie, « pour la première fois au monde, une école musicale juive unissant les traditions nationales les plus profondes à la science musicale européenne », et maintenant, durant les années 20, « les compositeurs juifs se montraient particulièrement productifs – de nombreuses œuvres sur des thèmes et des sujets juifs virent le jour » : par exemple l'opéra *La Jeunesse d'Abraham*, de M. Gnessine, *Le Cantique des cantiques* de A. Krein, *La Rhapsodie juive* de son frère G. Krein. Malgré les limitations imposées à cette époque par le régime soviétique, ce dernier put accompagner son fils pour une mission de huit ans à

237. A. Tyrkova-Williams, *Teni minouvchevo* [Les ombres du passé], VM, New York, 1990, n° 111, pp. 214-215.

238. PEJ, t. 4, pp. 860-862.

239. PEJ, t. 1, p. 547.

Vienne et à Paris, afin que celui-ci « approfondisse ses connaissances dans les domaines de la composition et de l'interprétation²⁴⁰ ». Les Juifs avaient toujours connu le succès comme musiciens –, ils pouvaient désormais faire pleinement la démonstration de leur talent dans les meilleures conditions, hors de toute idéologie. De jeunes inconnus appelés à devenir célèbres firent leurs premières armes au cours de cette période. – On relève également un certain nombre de « responsables de la vie musicale ». Matias Sokolski-Grinberg fut « inspecteur principal de la musique au Commissariat à l'Instruction publique » et rédacteur en chef de la très idéologique revue *Musique et révolution*. Plus tard (pendant les années 30), Moïse Grinberg, « responsable important de la vie musicale », dirigea les Éditions musicales d'État, fut rédacteur en chef de la revue *La Musique soviétique*, puis directeur des émissions musicales à la radio d'État²⁴¹. Il y avait également un Conservatoire juif à Odessa²⁴².

Dans le domaine de la variété, Léonid Outiossov connaissait un succès triomphal, répandant dans tout le pays le folklore juif d'Odessa. Nombre de ses chansons à succès avaient pour auteur A. d'Aktil. La marche de l'Aviation soviétique fut composée par P. Guerman et Y. Khaït (tous ceux de ma génération l'ont chantée²⁴³). C'étaient les débuts de la chanson soviétique de masse.

Cependant, la culture soviétique faisait l'objet d'une surveillance et d'un contrôle toujours accrus. Le Conseil scientifique d'État. Les Éditions d'État. (Dotées de leur « commissaire politique » – en 1922-1923, David Tchernomordikov –, elles étouffèrent bon nombre de maisons d'édition privées²⁴⁴.) Sur le même modèle, les Éditions musicales d'État. La Commission d'État pour l'achat des droits d'auteur, c'est-à-dire des moyens de subsistance des artistes. (La surveillance politique – comme celle dont fit l'objet le directeur du Conservatoire de Moscou, Glazounov – sera évoquée à part.)

Les Juifs ne firent certes que participer à la marche triomphale de la culture *prolétarienne*. Mais ce climat d'euphorie et de bonne

240. PEJ, t. 5, pp. 541-542 ; EJR, t. 2, pp. 86-87.

241. EJR, t. 1, p. 377.

242. EJR, t. 2, p. 287.

243. EJR, t. 1, pp. 288, 409.

244. EJR, t. 3, p. 336.

conscience empêcha de voir que la culture *soviétique* était en train d'écraser, d'étouffer la culture *russe*.

*

Entre 1923 et 1927, Staline et Trotski se disputèrent âprement le pouvoir. Puis ce fut Zinoviev qui prétendit avec non moins d'acharnement à la première place dans le Parti. En 1926, bernés par Staline, Zinoviev et Kamenev s'allièrent à Trotski (L'« Opposition unifiée ») – autrement dit, trois dirigeants juifs de premier plan se retrouvèrent sur le même front. Il n'est pas étonnant que l'on trouve un grand nombre de Juifs parmi les jeunes trotskistes de moindre poids politique. (C'est ce qu'indique le témoignage de A. Tchiguili, cité par Agourski, qui eut plus tard plusieurs trotskistes pour compagnons de cellule : « Les trotskistes étaient effectivement de jeunes intellectuels juifs » venant pour la plupart de l'aile gauche du Bund²⁴⁵.)

« L'Opposition était considérée comme majoritairement juive », ce qui inquiétait sérieusement Trotski. En mars 1924, il se plaignit à Boukharine de ce que les ouvriers de Moscou n'hésitaient pas à déclarer ouvertement que « les Juifs se révoltent » ; il aurait même « reçu plusieurs centaines de lettres à ce sujet ». Boukharine considéra qu'il ne s'agissait là que de cas isolés. Alors « Trotski tenta de faire figurer la question de l'antisémitisme à l'ordre du jour d'une réunion du Politburo, mais personne ne lui apporta son soutien ». Trotski craignait par-dessus tout que Staline n'utilisât contre lui la carte de l'antisémitisme. Ce qui fut partiellement le cas (Ouglanov, alors secrétaire du comité du Parti de Moscou). Et lors de la dispersion (ordonnée par le même Ouglanov) de la manifestation trotskiste organisée à Moscou le 7 novembre 1927, « on entendit des propos antisémites²⁴⁶ ».

Staline avait peut-être envisagé de jouer la carte de l'antisémitisme contre l'« Opposition unifiée », cela pouvait sembler avantageux à court terme, – mais son incomparable flair politique l'en détourna alors même qu'il paraissait s'orienter vers cette solution. Il comprenait que les Juifs étaient à cette époque fort nombreux

245. Agourski, p. 240.

246. *Ibidem*, pp. 240-242, 244.

dans le Parti (s'ils s'unissaient contre lui, cela pouvait représenter une véritable force), ils lui étaient également précieux pour obtenir l'aide de l'étranger, enfin il pensait avoir encore besoin pendant quelque temps des cadres juifs du Parti. (Il ne s'est d'ailleurs jamais séparé de son homme de main préféré, Léon Mekhlis ; ni de son fidèle compagnon du temps de la guerre civile, Moïse Roukhimovitch.) – Et alors même que l'ascension de Staline s'accompagna, à la fin des années 20, d'une réduction du nombre des Juifs au sein de l'appareil du Parti, ce n'est pas un hasard si celui-ci envoya Iénoukidzé se faire photographier « parmi les délégués juifs » au congrès des « ouvrières et paysannes²⁴⁷ ». Et ordonna à Iaroslavski d'écrire dans la *Pravda* que « les manifestations isolées d'antisémitisme dans la lutte contre l'Opposition » constituaient une tentative « d'utiliser la moindre petite fissure, la moindre petite brèche » dans la dictature du prolétariat ; « rien n'est plus bête, plus réactionnaire que d'expliquer les racines de l'Opposition par l'origine nationale de tel ou tel opposant²⁴⁸ ». – Et c'est au cours du XV^e Congrès, où l'« Opposition unifiée » fut mise en déroute, que Staline confia à Ordjonikidzé le soin de traiter spécialement de la question nationale comme pour prendre la défense des Juifs. L'appareil du Parti « est majoritairement composé de Russes... c'est pourquoi les bavardages sur la prétendue mainmise des Juifs sont dépourvus de tout fondement²⁴⁹ ». Staline lui-même déclara lors du XVI^e Congrès, en 1930, que « le chauvinisme russe » représente « le principal danger pour la question nationale ». – C'est ainsi qu'il ne mit pas en œuvre son projet de « purger » l'appareil du Parti et du gouvernement des Juifs qui s'y trouvaient, mais encouragea au contraire leur pénétration dans de nombreuses instances et institutions.

Lors du XV^e Congrès (décembre 1927), il fallut se résoudre à aborder le redoutable problème de la paysannerie : que faire de ces insupportables paysans qui prétendent obtenir des biens manufacturés en échange du grain qu'ils produisent ? C'est Molotov qui fut chargé de prononcer le discours principal. Mais, parmi les autres orateurs, on trouve Schlichter et Iakovlev-Epstein, ces deux

247. *Izvestia*, 1927, 13 oct., p. 2.

248. E. Iaroslavski, *Protiv antisemitizma* [Contre l'antisémitisme], *Pravda*, 1927, 12 nov.

249. *Izvestia*, 1927, 11 déc., p. 1.

inoubliables fossoyeurs de la paysannerie²⁵⁰. Il fallait envisager la guerre totale contre les paysans, et Staline ne pouvait se permettre de se séparer de cadres expérimentés ; il devait sans doute penser aussi que cette campagne étant massivement dirigée contre des populations slaves, il serait plus sûr de s'appuyer sur des Juifs que sur des Russes. Au sein même du Gosplan, il conserva une solide majorité juive. On retrouve naturellement Larine dans les instances qui conçurent et dirigèrent la collectivisation ; Léon Kritsman dirigea l'Institut agraire à partir de 1928, fut vice-président du Gosplan en 1931-1933, joua un rôle de premier plan dans la campagne contre Kondratiev et Tchaïanov*. Jacob Iakovlev-Epstein prit la tête du Commissariat à l'Agriculture. (Il avait derrière lui une longue carrière dans l'agit-prop, mais, dès 1923, au XII^e Congrès, c'est lui qui élabore le projet de plan sur la politique agricole, et c'est ainsi qu'en 1929 il est propulsé au Commissariat à l'Agriculture²⁵¹. Et c'est lui qui dirigea les opérations de la collectivisation, de la Grande Fracture, avec ses exécutants zélés sur le terrain. Un auteur d'aujourd'hui écrit : « À la fin des années 20, on vit pour la première fois un nombre appréciable de communistes juifs investis d'un pouvoir de vie ou de mort dans les campagnes. C'est pendant la collectivisation que se fixa définitivement l'image du Juif comme ennemi implacable du paysan – jusque dans les endroits les plus reculés où personne n'avait jamais vu de Juif en chair et en os²⁵². »

Il serait faux, bien sûr, de n'expliquer cette impitoyable entreprise de destruction de la paysannerie, au nom du communisme, que par le rôle qu'y jouèrent les Juifs. Si Iakovlev-Epstein ne s'était pas trouvé là, un Russe aurait parfaitement pu prendre le Commissariat à l'Agriculture, l'histoire soviétique l'a abondamment montré. Le sens et les conséquences de la dékoulakisation et de la collectivisation ne pouvaient se limiter au domaine socio-économique : ce n'était pas une masse sans visage que l'on anéantissait, mais des personnes concrètes avec leur culture, leurs racines, leurs traditions – la dékoulakisation n'a pas eu seulement une portée

250. *Ibidem*, 22 déc., pp. 2-4 ; 23 déc., pp. 4, 5.

251. EJR, t. 2, p. 93 ; t. 3, p. 497.

252. *Sonja Margolina*, p. 84.

* Spécialiste d'économie agraire, arrêté en 1929, relégué à Alma-Ata, réarrêté, disparaît au Goulag (1888-1939 ?).

sociale, mais aussi, plus profondément, une portée *nationale* – et cela était contenu, point n'est besoin de le démontrer, dans le *projet* communiste lui-même. Lénine avait orienté sa stratégie contre le peuple russe qu'il considérait comme l'obstacle principal à la victoire du communisme – et cette stratégie fut mise en œuvre après lui avec succès. Tout au long de ces années, le communisme a pesé de tout son poids de cruauté sur le peuple russe. Et l'on ne peut que s'étonner que des esprits sensés aient pu subsister dans ces conditions. – Plus que toute autre action menée sous l'égide du communisme, la collectivisation rend caduque toute théorie sur le caractère prétendument « national » de la dictature « russe » de Staline. Quant aux dirigeants communistes juifs qui y prirent part, il faut se souvenir qu'ils y firent preuve de zèle et de talent. Voici, par exemple, le témoignage d'un émigré de la troisième vague qui a grandi en Ukraine : « Je me souviens de mon père, de ma mère, de mes oncles, de mes tantes – quel fut leur enthousiasme à mettre en œuvre la collectivisation, à écrire des romans à sa gloire²⁵³ ! » – Et voici ce qu'on pouvait lire dans les *Izvestia* : « Il n'y a pas de problème juif chez nous. Il a été résolu depuis longtemps par la révolution d'Octobre. Toutes les nationalités sont égales en droit – voilà la réponse²⁵⁴ ». Mais lorsque, sur le terrain, dans les villages, le commissaire à la dékoulakisation était juif, le problème restait entier.

« À la fin des années 20, écrit Ch. Ettinger, la vie était difficile en URSS, et beaucoup de gens avaient l'impression que le seul peuple à avoir tiré bénéfice de la révolution, c'étaient les Juifs : ils occupaient des postes importants dans le gouvernement, ils représentaient une proportion importante des étudiants, et, selon la rumeur, ils avaient obtenu les meilleures terres en Crimée, ils avaient envahi Moscou²⁵⁵. »

Mais voilà qu'un demi-siècle plus tard, en juin 1980, l'université de Columbia organisa une conférence (je l'ai entendue à la radio) sur la situation des Juifs en URSS. Les doctes intervenants dressèrent un tableau des conditions difficiles dans lesquelles vivaient les Juifs soviétiques, insistant tout particulièrement sur le

253. M. Popovski, p. 7.

254. *Izvestia*, 1927, 20 août, p. 3.

255. S. Ettinger, pp. 38-39.

fait que ceux-ci devaient renoncer à leurs racines, à leur foi, à leur culture, et se fondre dans un ensemble sans identité nationale, — ou bien émigrer.

Et bah ! Dans les années 20, c'est précisément ce que l'on exigeait et obtenait par la force de tous les peuples de l'Ancienne Russie, à cette différence près que personne n'avait le droit d'émigrer.

Ah, ces « radieuses » années Vingt — il serait grand temps de les examiner lucidement !

Elles furent également marquées par des persécutions massives et implacables selon des critères de *classe*, et celles-ci frappèrent des *enfants* innocents mais que l'on tenait pour responsables de la vie, qu'ils n'avaient même pas connue, menée par leurs parents, — or, à *cette époque*, ces enfants-là, pas plus que leurs parents, n'étaient des Juifs.

Tout au long des années Vingt, le clergé fut annihilé sans pitié. (Inutile de préciser qu'il représentait un type national façonné depuis de nombreuses générations.) Cette tâche fut confiée à des sections spéciales du Guépéou à la tête desquelles on ne voyait pas, bien sûr, que des Juifs, mais où figuraient aussi des Juifs.

Au tournant des années 20 et 30, on assista à une vague de procès contre les ingénieurs formés avant la révolution ; elle mit à bas une profession composée essentiellement de Russes, mais également de quelques Allemands.

On détruisit également les fondements et les cadres de la science russe dans de nombreuses disciplines — histoire, archéologie, ethnologie ; les Russes ne devaient plus avoir de *passé*. Nous ne prêterons à aucun des responsables de ces décisions de motivation nationale *personnelle*. (Et s'il est vrai que, parmi les membres de la commission qui prépara le décret portant suppression des facultés des Lettres dans les universités russes, on trouve les noms de Goïkhbarg, Larine, Radek et Rotstein, on y voit également ceux de Boukharine, M. Pokrovski, Skvortsov-Stepanov, Fritché — et c'est Lénine qui paraphra ledit décret en mars 1921.) Quant à *l'esprit de ce décret*, il résidait dans l'affirmation que le peuple « grand-russien » n'avait plus besoin ni de son histoire ni de sa langue. Au cours des années 20, la notion même d'« histoire de la Russie » fut abandonnée — tout cela n'avait jamais existé ! La notion de

« Grands-Russes » fut également balayée : ils n'avaient jamais existé !

Tout cela est d'autant plus douloureux que nous-mêmes, les Russes, avons marché avec enthousiasme sur cette voie suicidaire. Et c'est justement cette période-là, les années 20, que l'on considère habituellement comme celle de l'« épanouissement » d'une culture libérée du tsarisme et du capitalisme ! Le mot « russe » lui-même – dire : « je suis russe » – était perçu comme provocateur et contre-révolutionnaire, j'en ai fait moi-même l'expérience quand j'étais écolier.

La *Pravda* publiait en bonne place un poème de V. Alexandrovski (un illustre inconnu, par ailleurs) :

« La Russie ! Pourrie ? Morte ? Crevée ?
Eh bien ! Paix à ton âme !
... Elle se traînait sur ses béquilles,
Souillait ses lèvres de la suie des icônes,
Volait comme un corbeau au-dessus des grandes terres,
Plongée dans son long cauchemar séculaire.
Ho, la vieille ! Tu es aveugle et sott²⁵⁶ !... »

Dans les colonnes de la *Vetchernaïa Moskva*, V. Blum pouvait se permettre d'exiger « que l'on balaie les “ordures historiques” des places de nos villes » : le monument à Minine et Pojarski sur la place Rouge, celui dédié au millénaire de la Russie à Novgorod, la statue de saint Vladimir à Kiev, « toutes ces tonnes... de métal devraient depuis longtemps se trouver à la décharge ». – Tandis que David Zaslavski, connu pour ses palinodies politiques et son absence totale de vergogne, appelait à détruire les ateliers de restauration d'Igor Grabar : « Nos vénérables artistes-pères... travaillent en sous-main à unir de nouveau l'Église et l'art²⁵⁷ ! »

Ce renoncement à soi ne tarda pas à produire ses effets sur la langue russe elle-même : écrasée par le rouleau-compresseur du volapük soviétique, elle perdit sa profondeur, sa beauté, sa force d'expression.

Dans l'ivresse générale qui régnait à cette époque, on ne se

256. *Pravda*, 1925, 13 août, p. 3.

257. *Sorok sorokov...*, t. 1*, p. 15.

préoccupait pas de ces détails : le patriotisme russe n'était-il pas définitivement aboli ? Mais n'oublions pas, n'oublions jamais le sentiment populaire. Lorsque l'ingénieur Jevalkine, issu d'une famille paysanne du district de Skopine, fit sauter l'église du Saint-Sauveur, ce n'est pas vers lui que les regards se tournèrent, mais vers le dynamiteur en chef Kaganovitch (qui insista pour que l'on rasât également la cathédrale de Saint-Basile-le-Bienheureux). L'Église orthodoxe était alors la cible d'attaques publiques menées par toute une bande d'« athées militants » avec à leur tête Gubelman-Iaroslavski. Aujourd'hui, on souligne à juste titre que « le peuple était révolté par le fait que des communistes juifs participassent à la destruction des églises russes²⁵⁸ ». Et c'est justement cette participation de représentants d'autres nationalités aux persécutions perpétrées contre l'Église orthodoxe (et, plus tard, contre le monde paysan) – même si des fils de paysans russes s'en rendirent également coupables – qui frappa les esprits comme une lourde humiliation et se grava dans les mémoires. Tout cela allait à l'encontre du vieux précepte russe : *Si tu pénètres dans une isba, n'en chasse pas Dieu vers la forêt*.

Selon A. Voronel, les années 20 « furent perçues par les Juifs comme une période favorable à leurs intérêts, alors qu'elle fut tragique pour le peuple russe²⁵⁹ ».

Il est vrai que les intellectuels de gauche occidentaux la contemplaient avec encore plus de ravissement, non pour des raisons nationales, bien sûr, mais parce qu'ils y voyaient le triomphe du socialisme. Qui se souvient de l'exécution, en 1930, de quarante-huit cadres du secteur agro-alimentaire, accusés d'avoir « organisé la famine » (eux, et non pas Staline), « saboté » la production de viande, de poisson, de conserves, de légumes ? Pas moins de dix Juifs parmi ces malheureux²⁶⁰. Mais comment se résoudre à ternir la resplendissante image du régime soviétique ? Dora Sturman, qui a minutieusement enquêté sur cette affaire, raconte comment B. Broutskous s'efforça en vain de provoquer une réaction de protestation parmi les intellectuels occidentaux. Et il en a trouvé, mais qui ? – des Allemands et des « gens de droite ». Albert

258. *Sonja Margolina*, p. 79.

259. A. Voronel, *Trepét ioudeïskikh zabot* [Le frémissement des soucis juifs], Moscou-Jérusalem, 1981, p. 120.

260. *Izvestia*, 1930, 22 sept., pp. 1, 3-4 ; 25 sept., p. 1.

Einstein commença par donner sa signature, mais, sans rougir, la retira ensuite, arguant que l'« Union soviétique a accompli d'immenses progrès », et « l'Europe occidentale... va bientôt vous envier » ; quant à cette condamnation, elle ne représente « qu'un cas isolé » et « il ne faut pas totalement exclure l'hypothèse de la culpabilité de ces gens ». Romain Rolland observa un mutisme plein de dignité. Bravant la colère des communistes, Arnold Zweig ne retira pas sa signature, mais déclara que « c'étaient là des méthodes dignes de l'Ancienne Russie ». Et que pouvait-on attendre de l'académicien Ioffé qui poussa Einstein à retirer sa signature alors que lui-même vivait en URSS²⁶¹ ?

Non, l'Occident ne s'est pas mis à nous envier. Et le résultat des « cas isolés de ce genre », ce fut la mort de millions d'innocents. N'allons pas chercher à comprendre pourquoi l'opinion publique mondiale a oublié ces crimes. Et pourquoi, aujourd'hui encore, l'on n'aime guère les évoquer.

Un mythe est en train de se former : les Juifs auraient toujours été des citoyens de seconde zone sous le régime soviétique. Les débuts de celui-ci sont également désignés comme une période « où les Juifs n'eurent pas encore à subir les persécutions dont ils furent victimes par la suite²⁶² ».

Et bien rares sont ceux qui acceptent de reconnaître non seulement la participation de Juifs aux actes perpétrés par ce jeune État barbare, mais la virulence dont certains firent preuve : « Ce mélange d'ignorance et d'arrogance qui, selon Hannah Arendt, caractérise les Juifs parvenus, on l'observe chez la première génération de l'élite politique et culturelle socialiste. L'arrogance, la véhémence qui accompagnaient la mise en œuvre des décisions prises par les bolcheviks, comme la confiscation des biens de l'Église ou les attaques contre les « intellectuels bourgeois », ont effectivement « marqué le régime bolchevique des années 20 d'un certain style propre aux Juifs²⁶³ ».

Dans les années 90, un autre auteur juif déclarait à propos des années 20 : « Dans les salles de cours des universités, c'étaient souvent les Juifs qui donnaient le ton, sans se rendre compte que

261. D. Sturman, Oni vedali [Ils savaient], « 22 », 1990, n° 73, pp. 126-144.

262. I. Zoundelevtich, Voskhojdenie [l'Ascension], « 22 », 1983, n° 29, p. 54.

263. Sonja Margolina, pp. 144-145.

leur festin intellectuel se déroulait sur fond de destruction du peuple majoritaire dans le pays ». Et encore : « Pendant des décennies, les Juifs ont été fiers de ceux de leurs compatriotes qui faisaient une brillante carrière dans la révolution, sans trop réfléchir à ce que cette carrière avait coûté de vraies souffrances au peuple russe. » Et aujourd'hui : « On est frappé par l'unanimité avec laquelle mes compatriotes nient toute responsabilité dans l'histoire russe du ²⁶⁴ *XX^e siècle* ».

Des paroles comme celles-ci seraient bien salvatrices pour nos deux peuples si elles n'étaient si désespérément isolées... Car c'est la vérité : au cours des années 20, nombreux furent les Juifs qui se ruèrent au service du Moloch bolchevique, sans penser à ce malheureux pays qui allait servir de terrain à leurs expériences, sans songer non plus aux conséquences qui allaient en résulter pour eux-mêmes. Et nombreux furent les Juifs qui, accédant aux plus hautes sphères du pouvoir, en vinrent à perdre le *sens de la mesure* : jusqu'où il ne faut pas aller trop loin.

264. G. Chourmak, Choulgin i evo apologety [Choulguine et ses apologistes], Novy mir, 1994, n° 11, p. 244.

Chapitre 19

DANS LES ANNÉES TRENTE

Les années 30 en URSS furent le théâtre d'un forcing industriel sans précédent qui happa et broya les masses paysannes et imposa à la population tout entière des formes de vie nouvelles auxquelles elle fut contrainte de s'adapter. À travers des sacrifices surhumains et en dépit des nombreuses tares du système organisationnel soviétique, de cette épopée cruelle finit tout de même par émerger une grande puissance industrielle.

La réussite des deux premiers Plans quinquennaux ne fut toutefois due ni à quelque miracle spontané, ni à la seule exploitation forcée de masses ouvrières aux mains nues : elle nécessita d'abondantes livraisons de matériel, un outillage de pointe et la collaboration d'experts. Or, tout cela afflua des pays capitalistes d'Occident et en premier lieu des États-Unis. Non point, certes, à titre d'assistance gratuite, de généreuse donation, car les communistes soviétiques payaient grassement en nature, — en minéraux, bois, matières premières ; ils exportaient toutes les richesses pillées de l'ex-empire des tsars et promettaient d'ouvrir le marché russe aux produits occidentaux. Ces transactions se faisaient sous l'égide des magnats de la finance internationale, de Wall Street en particulier. Elles prenaient le relais des liens commerciaux inaugurés au sein des bourses américaines pendant la guerre civile et confirmés par l'envoi de navires entiers chargés d'or et transportant les chefs-d'œuvre de l'Ermitage.

Mais permettez ! N'avons-nous pas lu dans Marx, qui nous l'explique en long et en large, que les capitalistes sont les ennemis jurés du socialisme, que d'eux ne provient jamais aucune aide, mais

toujours une guerre sanglante et sans merci ? Eh bien, pas du tout ! Officiellement, sur le plan diplomatique, c'était la non-reconnaissance, mais, publiquement, et jusque dans les pages des *Izvestia*, on déclarait : « Les négociants américains sont intéressés à l'extension des liens économiques avec l'URSS¹. » Les syndicats américains s'élevaient contre cette extension, car ils défendaient leur propre marché contre les produits fabriqués à bas prix par la main-d'œuvre – servile – soviétique. Quant à la Chambre de commerce russo-américaine créée en ces années-là, elle ne voulait pas entendre parler d'une quelconque résistance politique au communisme, elle ne voulait pas « mélanger la politique et les affaires² ».

L'historien américain A. Sutton, déjà mentionné dans cet ouvrage, a pu suivre, dans les archives diplomatiques et financières récemment ouvertes, les réunions entre Wall Street et les bolcheviks. Il a montré le caractère amoral de ces liens, depuis le « plan Marbourg », au début du siècle, qui s'appuyait sur l'énorme capital de Carnegie et dont le but était de renforcer le pouvoir des financiers internationaux grâce à une « socialisation » des pays du globe « pour le contrôle... et l'instauration forcée de la paix ». Et Sutton de conclure : « La grande finance préfère avoir affaire à des États centralisés. La communauté des banquiers souhaite moins que tout une économie libre et un pouvoir décentralisé » – bien au contraire : « La révolution et la finance internationale ne se contredisent nullement dès lors que la révolution fait advenir un pouvoir centralisé » qui « rend les marchés aisément contrôlables ». Autre point de convergence : « Les bolcheviks et les banquiers ont une plateforme commune – l'internationalisme³ ».

Sur ce terrain-là, le soutien « par Morgan et Rockefeller des entreprises collectivistes et de l'abolition des droits individuels » n'a rien d'étonnant. Des arguments pour justifier ce soutien se firent entendre lors des Auditions au Sénat américain : « Pourquoi une grande puissance industrielle comme l'Amérique devrait-elle souhaiter la création d'un grand rival industriel apte à lui faire concurrence⁴ ? » Parce qu'avec un régime totalitaire qui a

1. *Izvestia*, 22 janv. 1928, p. 1.

2. *Ibidem*, 26 janv., p. 3.

3. A. Sutton, Wall Street et la révolution bolchévique, *op. cit.*, pp. 210, 212.

4. *Ibidem*, pp. 214, 215.

centralisé son économie, devenue impuissante sur le plan de la concurrence, il n'est point besoin de guerroyer. Évidemment, Wall Street n'avait pas prévu l'aptitude du régime bolchevique à se développer, à mobiliser les gens, à les exploiter jusqu'à la corde et à créer, contre toute attente, sa propre industrie, monstrueuse mais puissante.

Au fait, quel rapport tout cela a-t-il avec notre sujet ? Mais le voici : les financiers américains, nous l'avons vu, ont toujours farouchement refusé de prêter de l'argent à la Russie d'avant la révolution, prenant prétexte des vexations qu'y subissaient les Juifs, et ce en dépit des bénéfices juteux qu'ils auraient pu en tirer. Or, s'ils étaient prêts, à cette époque, à léser leurs propres intérêts, il est clair qu'à présent, au début des années 30, le moindre soupçon de persécutions contre les Juifs en URSS aurait détourné l'« empire Rockefeller » de toute visée sur le marché soviétique et l'aurait dissuadé d'aider les bolcheviks.

Là justement est le problème, car pour l'Occident, les persécutions exercées par les Soviétiques contre la culture juive traditionnelle et contre les sionistes, que nous avons déjà décrites, disparurent derrière l'impression généralisée que les Soviets n'allaient plus opprimer les Juifs et qu'ils allaient au contraire les maintenir aux leviers du pouvoir.

Les images du passé ont le don de se métamorphoser dans notre esprit et de revêtir des formes qui le rassurent. D'où l'idée bien ancrée *aujourd'hui* que, dans les années 30, les Juifs furent chassés des postes clés et qu'ils n'avaient plus part à la direction du pays. L'on ira même jusqu'à affirmer, dans les années 80, que pendant la période soviétique, les Juifs en URSS avaient été « pratiquement exterminés en tant que peuple, transformés en un groupe social installé dans les grandes villes, "un contingent au service de la classe dirigeante"⁵ ».

Non, pas seulement « au service », loin de là, car beaucoup d'entre eux appartenaient encore bel et bien à la « classe dirigeante » ! Quant aux grandes villes, c'est-à-dire les capitales, elles étaient proprement soudoyées, ravitaillées, équipées par le pouvoir, tandis que l'immense pays, écrasé sous le joug, crevait de misère. Au sortir de la guerre civile, du communisme de guerre, de la NEP,

5. A. Voronel, « 22 », Tel-Aviv, 1986, n° 50, p. 160.

du premier plan quinquennal et de leurs convulsions, la *vie civile* du pays se définissait de plus en plus par l'action de l'appareil d'État dans lequel le rôle des Juifs, tout au moins jusqu'en 1937-1938, était on ne peut plus important.

En 1936, lors du VIII^e Congrès des Soviets de l'URSS, Molotov prononça sur l'ordre de Staline (pour se démarquer de Hitler aux yeux de l'Occident ?) la tirade suivante : « Nos sentiments fraternels à l'égard du peuple juif viennent de ce que ce peuple a donné le jour au génie qui a conçu l'idée de la libération communiste de l'humanité » – de Karl Marx –, « de ce que le peuple juif, à l'égal des nations les plus développées, a donné au monde des hommes éminents dans les domaines de la science, de la technique et des arts [ce qui est incontestable, qui s'est avéré dès les années 30, et s'est encore confirmé dans les années d'après guerre. – A.S.], des héros valeureux de la lutte révolutionnaire (...) et, dans notre pays, il a promu et il promet toujours de nouveaux dirigeants et organisateurs remarquables qui exercent leurs talents dans toutes les branches de l'édification et de la défense de la cause du socialisme⁶. »

C'est moi qui souligne. Il est évident que cette tirade poursuivait un but de propagande. Mais elle correspondait aussi à la réalité. Or, « la défense de la cause du socialisme », c'était : le Guépéou, l'armée, la diplomatie et le front idéologique. L'activité volontaire de beaucoup de Juifs au sein de ces organismes a bel et bien perduré jusqu'en 1937-1938.

Nous nous limiterons ici à un bref aperçu des postes occupés et des noms les plus en vue, ceux qui apparaissent justement dans ces années 30. Cet aperçu, fondé sur les journaux de l'époque, sur des publications plus tardives et les encyclopédies juives récentes, pourra contenir des erreurs ponctuelles du fait de notre ignorance de l'existence – ou non –, chez les individus en question, d'un sentiment national, et il ne saurait bien sûr être exhaustif.

Quand eut été écrasée l'« opposition trotskiste », le nombre des Juifs dans l'appareil du Parti baissa considérablement. Mais cette *purge* n'avait nullement une orientation antijuive. Au Politburo demeurait à un poste éminent Lazare Kaganovitch, type aussi sinistrement impitoyable que ridiculement médiocre. (Et, à dater du

6. Izvestia, 30 nov. 1936, p. 2.

milieu des années 30, tout à la fois secrétaire du Comité central *et* membre de l'Orgburo du Comité central, deux fonctions que, jusque-là, seul Staline avait su cumuler.) Il fit nommer ses frères à des postes importants : Mikhaïl se retrouve dès 1931 vice-président du Sovnarkhoz (Soviet de l'Économie nationale), puis, en 1937, Commissaire du peuple à l'Industrie de guerre, puis, à titre cumulatif, de l'Industrie aéronautique. Un autre frère, Iouli, après avoir occupé tour à tour des postes de premier plan dans le Parti à Nijni-Novgorod (où étaient basés tous les frères), fut promu vice-commissaire du peuple au Commerce extérieur⁷. Un autre frère, une parfaite nullité, était une huile à Rostov-sur-le-Don, ce qui ne manque pas de faire penser au personnage de Saltykov-Chtchédrine, Vooz Oshmianski, installant son frère Lazare à un poste lucratif. Au début des années 30, deux oppositions, tout à fait russes sur le plan de l'appartenance nationale, celle de Rykov-Boukharine-Tomski d'une part, celle de Syrtsov-Rioutine-Ouglanov de l'autre, furent écrasées par Staline : il s'appuya pour cela sur les Juifs bolcheviques qui lui fournissaient une relève. Kaganovitch était l'indéfectible soutien de Staline au Politburo : il réclama l'exécution de Rioutine (octobre 1932-janvier 1933), et l'on sait qu'à cette époque Staline lui-même ne parvint pas à l'imposer⁸. La purge des années 1930-1933 ravagea les rangs russes du Parti.

Au présidium de la Commission centrale de contrôle issue du XVI^e Congrès du Parti (1930), sur 25 membres, l'on compte 10 Juifs, notamment : A. Soltz, « la conscience du Parti » (et, dans les années d'exécutions massives – 1934-1938 –, l'assistant du procureur général Vychinski⁹), Z. Belenki (qui s'ajoute aux trois frères déjà cités), A. Goltzman (un transfuge qui avait rallié Trotski sur la question des syndicats), la véhémence Rosalia Zemliatchka, Mikhaïl Kaganovitch, le tchékiste Trilisser, le « sans-dieu militant » Iaroslavski, B. Roïsenman, un ex-assistant de Trotski qui avait survécu, A. P. Rozengolts. Si l'on compare la situation au Comité central du Parti dans les années 20 et au début des années 30, l'on constate que rien n'a véritablement changé : aussi bien en 1925

7. EJR., 2 éd., t. 1, pp. 527-528.

8. *Robert Conquest*, *La Grande Terreur*, *op. cit.*

9. EJR, t. 3, p. 95.

qu'après le XVI^e Congrès, les Juifs constituent le sixième des effectifs¹⁰.

Au sommet du Parti et après le XVII^e Congrès (« des vainqueurs »), en 1934, la proportion des Juifs au sein du Comité central est toujours de un sixième ; à la Commission de contrôle du Parti, elle est d'à peu près un tiers, comme à la Commission de révision du Comité central (que dirigea fort longtemps M. Vladimirski, puis ce fut Lazare Kaganovitch qui fut porté à la tête de la Commission de contrôle). La même proportion se retrouvait à l'époque à la Commission de contrôle soviétique¹¹. Le vice-procureur général de l'URSS fut, tout au long des cinq brûlantes années 1934-1935, Grigori Leplevski¹².

Les postes occupés au sein du Parti n'étaient pas tous divulgués, même dans les pages de la *Pravda*. L'on peut cependant relever à l'automne 1936 : secrétaire du Comité central du Komsomol – E. Fainberg¹³ ; chef du département de la Presse et des Éditions du Comité central (toute l'idéologie) – B. Tal (qui remplace Lev Mekhlis, passé à la rédaction de la *Pravda* et, en 1937, au poste de vice-commissaire à la Défense et chef de la Direction politique de l'Armée rouge).

Beaucoup occupent des postes de commandement dans les régions, tels que : le Bureau de l'Asie centrale, le Comité de territoire de Sibérie orientale, les premiers secrétaires des Comités de région des Allemands de la Volga, de Tatarie, de Bachkirie, de Tomsk, de Kalinine, de Voronège, d'autres encore. Voici Mendel Khataïevitch (membre du Comité central depuis 1930) qui est tour à tour secrétaire des Comités de région de Gomel, d'Odessa, de Tatarie, de Dniepropetrovsk, secrétaire des comités de territoire de la Moyenne Volga, deuxième secrétaire du Parti d'Ukraine. Iakov Tchoubine : secrétaire des comités de région de Tchernigov, d'Akmolinsk, de la circonscription de Chakhtine, puis membre des Commissions (de Moscou, de Crimée, de Koursk, de Turkménie) de contrôle du Parti, puis, à partir de 1937, premier secrétaire du Comité central de Turkménie¹⁴. Nous n'allons pas lasser le lecteur

10. *Izvestia*, 1930, 14 juin, p. 1.

11. *Izvestia*, 1934, 11 fév., pp. 1-2.

12. *EJR*, t. 2, p. 163.

13. *EJR*, t. 3, p. 189.

14. *Ibidem*, pp. 283, 344.

avec une énumération de noms, mais nous tenons à souligner ici l'apport très réel de ces secrétaires à l'œuvre générale des bolcheviks, non sans remarquer l'étonnante mobilité géographique de ces cadres (comme dans les années 20). Ils sont encore peu nombreux, mais on les fait valser d'un poste à l'autre sans se soucier du fait que tout « nouveau » est incompetent dans chaque nouvelle contrée où il est affecté.

Mais c'est entre les mains des Commissaires du peuple que se concentre le pouvoir réel des bolcheviks. En 1936, on compte 8 Juifs parmi eux : Litvinov aux Affaires étrangères, connu dans le monde entier (et que les *Izvestia*, dans des caricatures bienveillantes, représentent sous l'aspect d'un chevalier de la paix attaquant de sa lance les Méchants de l'étranger) ; le non moins célèbre commissaire à l'Intérieur Iagoda ; l'objet de tous les dithyrambes, le commissaire aux Chemins de fer, Lazare Kaganovitch « à la poigne de fer » ; au Commerce extérieur – I. la. Weitsér ; aux Sovkhozes – toujours le même M. Kalmanovitch (commissaire au Ravitaillement depuis la fin 1917) ; à la Santé – G. Kaminski (avec ses prêches dans les colonnes des *Izvestia*) ; à la Commission de contrôle soviétique – toujours Z. Belenki¹⁵. Dans ce même Gouvernement, l'on trouve bon nombre de noms juifs parmi les vice-commissaires des différents commissariats : des Finances, des Communications, des Transports ferroviaires et fluviaux, de l'Agriculture, de l'Industrie du bois, de l'Instruction, de la Justice (encore un Soltz, Isaac), et, parmi les plus éminents : Ia. Gamarnik (à la Défense), A. Gouriévitch (« a grandement contribué à la création de l'industrie métallurgique du pays¹⁶ »), Semion Guinzbourg (vice-commissaire à l'Industrie lourde, puis commissaire au Bâtiment, puis ministre de la Construction des entreprises de guerre¹⁷).

Entre la fin 1929 et le début 1930 se produisit la fameuse « Grande Fracture ». Se profilait à l'horizon le supplice de la collectivisation – et, en cette heure fatidique, Staline pressentit, pour la mener à bien, la sinistre figure de Iakovliev-Epstein dont les photos

15. *Izvestia*, 1936, 18 janv., p. 1 ; 6 fév., p. 3.

16. *EJR*, t. 1, p. 394.

17. *Ibidem*, p. 313.

ou les portraits par Brodski* paraissaient en grand format dans les journaux¹⁸. Comme M. Kalmanovitch, il était membre du Conseil du Travail et de la Défense où figuraient Staline, Molotov, Mikoyan, Ordjonikidzé, Vorochilov et bien d'autres encore¹⁹. En mars 1931, au VI^e Congrès des Soviets, Iakovlev fait un rapport et sur la création des sovkhozes, et sur l'édification des kolkhozes (l'extermination de toute la vie du peuple)²⁰. Sur cette glorieuse voie conduisant à la ruine de la Russie apparaissent, parmi les collaborateurs de Iakovlev : et le vice-commissaire V. G. Feiguine, et les membres du collège du Commissariat à l'Agriculture M. M. Wolf, G. G. Rochal, entre autres grands connaisseurs de la chose paysanne. À titre d'aide substantielle lui est affilié le Trust des céréales (rafler le blé pour l'État) dont le directeur est M. G. Guerchikov : il a son portrait dans les *Izvestia*, Staline en personne lui adresse des télégrammes d'encouragement²¹. En 1932, on crée le Commissariat du peuple aux Sovkhozes, et l'on met à sa tête M. Kalmanovitch²². Quant au président du Soviet des kolkhozes pour toute l'Union, c'est, à partir de 1934, le même Iakovlev²³. Le président du Comité des commandes de l'État est I. Kleiner (décoré de l'ordre de Lénine). M. Kalganovitch fut lui aussi, au cours des mois menaçants de la collectivisation, vice-commissaire à l'Agriculture avant d'être muté, à la fin 1930, au Commissariat aux Finances, puis de devenir président du Conseil d'administration de la Gosbank (Banque d'État), pour la bonne raison que les affaires d'argent se doivent d'être gérées par une volonté de fer. Seront nommés présidents du Conseil d'administration de la Gosbank Lev Mariassine en 1934, puis Solomon Krouglikov en 1936²⁴.

En novembre 1930 est créé le Commissariat au Commerce extérieur avec à sa tête – il y restera sept ans – A. P. Rosengoltz. On compte un tiers de Juifs parmi les membres du collège. L'un

18. Voir, par ex., *Izvestia*, 1930, 12 juil. ; 1931, 14 et 17 mars ; 1934, 6 janv. ; 1936, 10 janv., 21 fév.

19. *Izvestia*, 1930, 25 déc., p. 1.

20. *Izvestia*, 1931, 14 mars, pp. 3-4, 17 mars, pp. 1-2.

21. *Ibidem*, 2 fév., p. 4 ; 30 mai, pp. 1-2.

22. *Izvestia*, 1936, 20 fév., p. 4.

23. *EJR*, t. 3, p. 497.

24. *EJR*, t. 2, pp. 98, 256.

* Brodski, Isaac Israëlévitch (1883-1939), peintre officiel, directeur de l'Académie de beaux-arts de Léninegrad.

d'eux, Ch. Dvoïlatski, entrera au Comité principal des concessions (où l'on brasse les devises) et il sera représentant commercial en France (1934-1936)²⁵. À la fin de l'année 1930 est créé le Commissariat du peuple au Ravitaillement, avec A. Mikoyan à sa tête (est membre du collège un M. Belenki, le cinquième à porter ce nom, qui deviendra bientôt commissaire en remplacement de Mikoyan). Ces commissariats – du Commerce et du Ravitaillement – comptent en fait une proportion de Juifs plus importante que dans les instances supérieures du Parti : entre le tiers et la moitié. N'oublions pas ici l'Union centrale, cet organisme bureaucratique de pseudo-coopération ; elle fut dirigée (après Lev Khintchouk dans les années 20), de 1931 à 1937, par I. A. Zelenski que nous avons rencontré en tant que membre du collège du Commissariat à l'Alimentation²⁶.

Rappelons-le une fois de plus : ces énumérations n'ont valeur que d'illustration, elles ne visent nullement à faire croire que les autres nationalités n'étaient pas représentées au sein de ces collèges et présidiums – bien sûr, elles l'étaient. Et puis, les personnes citées n'ont occupé les postes en question qu'un temps, avant d'être mutées ailleurs.

Les Voies de communication. Les chemins de fer ont tout d'abord à leur tête M. Roukhinovitch (il a son portrait en grand dans les journaux²⁷), puis il cède la place à L. Kaganovitch pour devenir commissaire à l'Industrie de guerre (M. Kaganovitch, lui, n'a encore qu'une fonction d'adjoint²⁸). De grandes mutations ont lieu au sein du trust Charbon : I. Schwartz perd son poste de directeur au profit de M. Deutsch²⁹. L'administrateur des Pétroles est T. Rozenoer. La Construction du combinat sidérurgique gérant de Magnitogorsk est dirigée par Iakov Gouguel ; le directeur du Combinat sidérurgique de Krivoï Rog est Iakov Vesnik ; quant à la construction du combinat de Kouznets – un enfer où s'épuisent deux cent mille ouvriers en haillons et affamés –, elle est confiée à S. Frankfurt, puis à I. Epstein (arrêté en 1938 et, par mesure de

25. EJR, t. 1, p. 418.

26. EJR, t. 1, p. 483.

27. Voir, par ex., Izvestia, 1931, 17 mai, p. 3.

28. Izvestia, 1936, 9 déc., p. 1.

29. Izvestia, 1930, 7 juin, p. 2.

clémence spéciale, envoyé construire le combinat de Norilsk³⁰). Or, il n'existait pas, dans les années 30, de combinats plus puissants que ceux-là.

Le Conseil de l'Économie nationale existe encore, bien que son importance soit déjà moindre. À sa tête, après Unsclichte, l'on voit A. Rozengoltz, puis Ordjonikidzé ; son présidium comporte une majorité de Juifs³¹.

En revanche, le Gosplan prend de la vigueur. En 1931, sous la présidence de Kouïbichev, son présidium compte, sur 18 membres, plus de la moitié de Juifs³².

Sans quitter la sphère économique, transportons-nous dans la dernière année « florissante » de l'ère stalinienne – avant la mémorable année 1937. En 1936, les *Izvestia* ont publié³³ la composition du Soviet du Commissariat au Commerce intérieur : 135 personnes concentrant entre leurs mains (et probablement non sans y trouver leur intérêt personnel) tout le commerce intérieur de l'URSS. Dans la liste des noms, la proportion des Juifs approche les 40 %. On y trouve deux vice-commissaires, des inspecteurs et de nombreux administrateurs des centres régionaux pour les produits alimentaires, les produits de grande consommation, des gérants des unions de consommateurs, des trusts contrôlant les restaurants, cantines, entrepôts, wagons-restaurants, buffets de gare, sans oublier, bien sûr, le *Gastronome* n° 1 de Moscou (le fameux magasin Elisséiev). Combien tout cela facilitait l'harmonie entre toutes les instances au long de ces années faméliques, loqueteuses et mal chaussées !

On a pu lire aussi, dans les pages des *Izvestia*, un en-tête ainsi formulé : « La direction de l'Industrie du poisson s'est rendu coupable de graves erreurs politiques. » Cela entraîna la disgrâce de l'un des membres du collège du Commissariat au Commerce, Moïsseï Froumkine (nous l'avons vu, dans les années 20, vice-commissaire au Commerce extérieur). Suivirent les châtiments : un blâme sévère pour le camarade Froumkine, assorti d'une menace de limogeage ; la même chose pour le camarade Kleïkman ; quant au commissaire Nepriakhine, il sera exclu du Parti³⁴.

30. EJR, t. 1, pp. 222, 387 ; t. 3, pp. 237, 464.

31. *Izvestia*, 1930, 14 nov., p. 2 ; 16 nov., p. 4.

32. *Izvestia*, 1931, 13 fév., p. 3.

33. *Izvestia* 1936, 9 avril, p. 2.

34. *Izvestia*, 1930, 5 nov., p. 2 ; 11 nov., p. 5.

À quelque temps de là, les *Izvestia* publièrent³⁵ une liste complémentaire des membres du Commissariat à l'Industrie lourde : une liste de 215 noms. Toute personne intéressée peut scruter cette liste ; l'auteur de ces lignes, pour sa part, y relève ceci : à l'aube des années 30, « les enfants des ci-devant petits bourgeois ont pu... devenir "des chefs" régissant le quotidien des "grands chantiers". Et, à force de trimer seize heures sur vingt-quatre, des semaines et des mois durant, au fond des fosses, des marais, des déserts et de la taïga,... ils ont compris que c'était "leur pays"³⁶ ». Seulement, il y a là une confusion : c'étaient les ouvriers aux mains calleuses et les paysans d'hier qui trimaient au fond des fosses et des marécages ; les "chefs", eux, y faisaient par moments une tournée, mais ils demeuraient le reste du temps assis dans leurs bureaux où ils jouissaient d'un ravitaillement spécial (« Les Contremaîtres d'airain »). Une chose est vraie : c'est que, grâce à leur volonté de fer et à leurs ordres implacables, ces chantiers furent menés à leur terme et sont venus renforcer le potentiel industriel de l'URSS.

C'est ainsi que les Juifs soviétiques reçurent en partage une part notable de la gestion économique, industrielle, étatique du pays à tous les échelons.

*

Nous réserverons une place tout à fait à part à B. Roïsenman. Jugez-en vous-même : il est décoré de l'ordre de Lénine « pour ses exceptionnels mérites », pour avoir adapté l'appareil de l'État « aux exigences d'une offensive socialiste de grande ampleur » – quelles mystérieuses et insondables profondeurs peut bien recéler cette « offensive » ? – et enfin carrément : pour avoir accompli « des tâches d'ordre spécial, d'une gravité particulière, pour le bien de l'État, consistant à purger l'appareil de l'État au sein des représentations à l'étranger³⁷ ».

Notre regard se dirige donc à présent tout naturellement vers la Diplomatie. Pour les années 20, le sujet a été traité au précédent

35. *Izvestia*, 1936, 11 juin, p. 5.

36. V. Bogouslavski, V. zachtchitou Kouniaeva [Pour la défense de Kouniaev], « 22 », 1980, n° 16, p. 174.

37. *Izvestia*, 1931, 24 avril, p. 2.

chapitre. Nous allons rencontrer maintenant de nouvelles et fort importantes personnalités. Ainsi, au printemps 1930, pouvait-on lire dans les *Izvestia*, à la une et en gros titre, cette information capitale : « F. A. Rotchtein, membre du collège du Commissariat aux Affaires étrangères, est rentré de vacances et a repris ses fonctions³⁸ ». (Parlait-on ainsi de qui que ce fût, hormis du camarade Staline ? Pas même d'un Ordjonikidzé ni d'un Mikoyan !) Mais Rotchtein a dû commettre quelque faux pas, car à peine deux mois plus tard, il a fait son temps : en juillet 1930, lorsque Litvinov est nommé commissaire du peuple, Rotchtein (dont la biographie, rappelons-le, comportait la fondation du Parti communiste britannique), est écarté du collège. Dans les années 30, quand Litvinov est à son apogée, une nouvelle génération apparaît. L'*Encyclopédie juive* écrit : « On parlait des "diplomates de l'école Litvinov" » et elle cite : K. Ouchanski, Ia. Souritz, B. Shtein (lequel avait déjà fait carrière dans les années 20), E. Gnéditch (le fils de Parvus³⁹). Ehrenbourg ajoute à ces noms celui de E. Roubine. Tout comme dans les années 20, la diplomatie attire au début et au milieu des années 30 les cadres issus de la population juive. Dès l'instant où l'URSS fut admise au sein de la Société des Nations, les noms de Litvinov, Shtein, Gnéditch, ainsi que Brenner, Guirchfeld, Markus, Rozenberg et le Géorgien Svanidzé figurent en tête de la délégation soviétique. Ce sont eux qui représentèrent la Russie soviétique à ce forum des nations. Au sein des représentations diplomatiques en Europe : l'inamovible Maïski en Angleterre, Ia. Souritz en Allemagne (puis en France), B. Shtein en Italie (il succède à Kamenev), et d'autres encore en Espagne, en Autriche, en Roumanie, en Grèce, en Lithuanie, en Lettonie, en Belgique, en Norvège, ici et là en Asie, par exemple en Afghanistan où, pendant la guerre civile, se trouvait déjà ce même Souritz, et, à partir de 1936, B. Skvirski (qui, pendant de longues années, fut le représentant soviétique officieux à Washington⁴⁰). Dans les représentations commerciales, au début et au milieu des années 30, de nombreuses personnalités juives

38. *Izvestia*, 1930, 18 mai, p. 1.

39. PEJ, t. 4, p. 879.

40. EJR, t. 3, p. 58.

continuent à figurer et à agir (encore un Belenki, B. S., le sixième du nom, attaché commercial en Italie de 1934 à 1937⁴¹).

À propos de l'*Armée rouge*, citons cet auteur israélien méticuleux que nous connaissons déjà et qui écrit : dans les années 30, l'Armée rouge « conservait dans ses rangs un nombre important d'officiers juifs. Notamment au sein du Conseil révolutionnaire de guerre et dans les administrations centrales du Commissariat à la Défense, au Quartier général, etc. Idem dans les régions militaires, les armées, les corps d'armée, les divisions, les brigades et toutes les unités militaires. Comme auparavant, les Juifs occupaient une place importante dans les organes politiques de l'armée⁴². De fait, après le suicide de l'homme sûr qu'était Gamarnik, tout le Service politique central de l'Armée rouge était passé entre les mains sûres de Mekhlis... Voici quelques noms des membres de ce service : Mordukh Khorosh, vice-président dans les années 30 (avant son arrestation), chef du Service politique de la circonscription d'Odessa ; Lazare Aronchtam dès décembre 1929, puis, dans les années 30, jusqu'en 1937, chef du Service politique de la circonscription de Biélorussie, de l'armée d'Extrême-Orient, puis de la circonscription de Moscou ; Isaac Grindberg est inspecteur de l'Armée rouge, puis vice-directeur du Service politique de la circonscription de Leningrad ; Boris Ippo (nous l'avons déjà vu pendant la guerre civile ; quand est matée l'Asie centrale, il est à la tête du Bureau politique du front du Turkestan, puis de la région de Moyenne Asie), dans les années 30, est à la tête de l'Armée rouge du Caucase, puis de l'Académie politique et militaire ; une personnalité que nous avons déjà mentionnée : Mikhaïl Landa, rédacteur en chef de l'*Étoile rouge* de 1930 à 1937 ; Naoum Rozovski – procureur militaire pendant la guerre civile et, en 1936, procureur général de l'Armée rouge⁴³.

Jusqu'en 1934, tant qu'existait encore le *Conseil révolutionnaire de guerre*, le substitut du président (Voroichilov) resta Gamarnik. Dans les années 30, en complément de la liste des noms cités au paragraphe précédent, nous rencontrons à la tête des Services

41. EJR, t. 1, p. 101.

42. Aron Abramovitch, *V rechaïouchtcheï voïne : Outchastie i rol evreev SSSR v voïne protiv natsizma*. 2^e izd. [Dans la guerre décisive : la participation et le rôle des Juifs d'URSS dans la guerre contre le nazisme], 2^e éd., Tel-Aviv, 1982, t. 1, p. 61.

43. EJR, t. 1, pp. 63, 376, 515 ; t. 2, pp. 120, 141 ; t. 3, pp. 300-301.

généraux de l'Armée rouge : Abram Volpe pour l'administration et la mobilisation (cité précédemment en qualité de chef du Quartier général de la circonscription de Moscou) ; Semion Ouritski (direction de l'Espionnage jusqu'en 1937), Boris Feldman, chef du service des effectifs (jusqu'en 1937), Leonti Kotliar, chef du Service général du génie militaire dans les années précédant la guerre. À la tête de l'Aviation, à partir de 1932, A. Goltzman (nous l'avons déjà rencontré et à la Commission de contrôle et comme militant syndical ; il a péri dans un accident d'avion). À la tête des régions militaires, nous voyons : Iona Iakir (région de Crimée, puis celle de Kiev, d'une importance capitale), Lev Gordon (celle du Turkestan)⁴⁴. Nous n'avons pas de données sur les postes subalternes, très nombreux, mais nous ne pensons pas pouvoir être contredit si nous disons qu'au sein des services politiques de l'Armée, du Ravitaillement, dans l'appareil du Parti et celui des Commissariats, là où le patron était juif, la proportion de postes occupés par des Juifs était d'habitude fort importante.

Toutefois, le service dans l'Armée n'a rien de pernicios, il peut au contraire être tout à fait positif. Que dire, en revanche, de notre enfant chéri, le Guépécou-NKVD ? Voici ce qu'écrit un historien contemporain en s'appuyant sur les archives : « La première moitié des années trente est marquée par un accroissement du rôle des Juifs dans l'appareil de la Sécurité ». Et, pour se faire une idée, « à la veille des répressions les plus massives..., de la répartition par appartenance nationale des organes dirigeants du NKVD », on peut consulter « la liste, publiée par la presse centrale, des 407 responsables de haut niveau ayant été décorés à l'occasion du 20^e anniversaire des Tchéka-Oguépécou-NKVD. Sur les 407, il y a 56 Juifs (13,8 %) et 7 Lettons (1,7 %) »⁴⁵.

Mais voici que le Guépécou se métamorphose en NKVD, avec à sa tête Iagoda (1934), et que sont rendus publics (par deux fois ! – rare occasion de jeter un œil derrière des murs aveugles⁴⁶) – les

44. EJR, t. 1, pp. 244, 350 ; t. 2, p. 78 ; t. 3, pp. 179, 206-207, 493-494 ; A. Abramovitch, t. 1, p. 62.

45. L. Iou, Kritchevski, Evrei v apparate VTchK-OGPOu v 20-e gody [Les Juifs dans l'appareil de la VTchéka-Oguépécou dans les années 20], Evrei i rousskaïa revolioutsiia : Materialy i issledovaniia [Les Juifs et la révolution russe : Matériaux et études], Moscou ; Jérusalem, 1999, pp. 343-344 ; Izvestia, 1937, 20 déc., p. 2.

46. Izvestia, 1935, 27 nov., p. 1 ; 29 nov., p. 1.

noms des Commissaires à la Sécurité d'État, le NKVD (Commissariat du peuple à l'Intérieur). Au premier échelon : Ia. S. Agranov (le premier adjoint de Iagoda), V. A. Balitski, T. D. Deribas, G. E. Prokofiev, S. F. Redens, L. M. Zakovski ; au 2^e échelon : L. N. Belski, K. V. Paouker (ceux-là ont été déjà décorés en 1927 pour les dix ans de la Tchéka), M. I. Gaï, S. A. Goglidzé, L. B. Zaline, Z. B. Katsnelson, I. M. Leplevski, G. A. Moltchanov, L. G. Mironov, A. A. Sloutski, A. M. Chanine, R. A. Pilliar. Si tous, bien sûr, n'étaient pas juifs, une bonne moitié d'entre eux l'étaient. Et ils n'ont pas été évincés, ils n'ont pas démissionné de ce même NKVD qui s'est acharné, après la mort de Kirov, sur le pays entier et, nous le verrons bientôt, sur ses propres membres...

A. A. Sloutski était à la tête du département étranger du NKVD, il dirigeait donc les services de l'espionnage à l'étranger. « Ses adjoints étaient Boris Berman et Sergueï Chpiguelglas. » Sur Paouker, nous apprenons : il était coiffeur à Budapest, il a eu des liens avec les communistes lors de sa captivité en Russie en 1916, il s'est retrouvé tout d'abord chef de la garde du Kremlin, puis chef d'un service opérationnel du NKVD⁴⁷. Bien sûr, ces hauts personnages sont trop bien à l'abri derrière le secret de l'appareil pour que l'on puisse les connaître à fond. L'un d'eux, Naoum (Leonid) Etingon, sort cependant de l'ombre : c'est lui, le maître d'œuvre de l'assassinat de Trotski, lui, l'organisateur du groupe des « cinq espions de Cambridge » et de l'espionnage nucléaire après la guerre⁴⁸.

Et puis, il y a ceux qui occupaient des postes moins importants – des postes ô combien nombreux – comme, par exemple, Lev Feldbine, totalement ignoré du public jusqu'à sa désertion, qui fit grand bruit, ou bien Alexandre Orlov (pseudonyme retentissant), collaborateur fidèle du Guépéou, qui y dirigea le « département économique du service étranger », ce qui signifie qu'il exerçait le contrôle du NKVD sur le commerce extérieur de l'URSS. Il était au courant des instructions les plus secrètes données par Staline aux enquêteurs du NKVD, telles que « extorquer [aux victimes] de faux aveux ». Et beaucoup [des enquêteurs] se trouvaient sous [scs]

47. R. Conquest, *La Grande Terreur*, *op. cit.*

48. EJR, t. 3, p. 473.

ordres⁴⁹. Et il y a aussi Mikhaïl Koltsov-Friedland (« conseiller politique » du gouvernement républicain espagnol⁵⁰), qui n'était certes pas à l'écart des plus grandioses entreprises concoctées par le Guépéou.

Trois jours après la nomination (le 27 septembre 1936) de Iejov au poste de commissaire du peuple à l'Intérieur, son adjoint est nommé : M. Berman, qui garde dans le même temps son poste à la tête du Goulag⁵¹. Iejov traîne ses ombres à sa suite. Son fidèle (depuis 1931) collaborateur au Comité central du PCR(b), Mikhaïl Litvine, devient chef du service des cadres du NKVD, et, en mai 1937, ses états de service le hissent au poste de chef de l'inégalable et inégalé Département politique secret du Service central de la Sécurité d'État (GUGB) du NKVD. L'adjoint au chef de ce service de 1931 à 1936 est Guenrikh-Liouchkov (il fut abattu par une balle *japonaise*, car il était passé dans leur camp en 1938 ; à la fin de la guerre, les Japonais refusèrent de l'extrader et, ne sachant qu'en faire, l'ont fusillé... L'on pourrait ainsi ajouter quelques pages à l'histoire de chacun d'eux). Au sein de ce même service, Alexandre Radzivilovski est « chargé des missions spéciales ». Et puis voici un autre fidèle collaborateur de Iejov, Isaac Shapiro, son référent depuis 1934, et qui est maintenant à la tête du secrétariat du NKVD, puis du Département spécial du GUGB du NKVD (c'en est un autre, un très glorieux service, lui aussi...⁵²).

En décembre 1936, parmi les patrons de dix départements du GUGB du NKVD désignés par des chiffres secrets, nous trouvons sept Juifs : département des Gardes du corps (1) – K. Paouker, du Contre-espionnage (3) – L. Mironov, Département spécial (5) – I. Leplevski, des Transports (6) – A. Chanine, de l'Étranger (7) – A. Sloutski, des Registres (8) – V. Tscsarki, des Prisons (10) – Ia. Weinstock. Il y en eut d'autres au cours de la boucherie de 1937 : A. Zalpcter au Département opérationnel (2), Ia. Agranov, puis M. Litvine au Département politique secret (4),

49. Alexandre Orlov, Iz predisloviia k knige « Taïnaia istoriia stalinskikh prestouplenii » [Préface au livre « Histoire secrète des crimes de Staline »], in VM, n° 67, p. 202.

50. EJR, t. 2, p. 62.

51. Izvestia, 1936, 27 sept., p. 1 : 30 sept., p. 3 ; EJR, t. 1, p. 124.

52. EJR, t. 2, p. 187, 218, 432 ; t. 3, p. 358.

A. Minaïev-Tsikanovski au Contre-espionnage (3), I. Shapiro, nous l'avons dit, au Département spécial (9)⁵³.

Le personnel dirigeant du Goulag, je l'ai nommé dans *L'Archipel*. Oui, la part des Juifs n'a pas été mince, là non plus. (D'avoir reproduit les portraits des chefs de chantier du fameux canal Mer Blanche-Baltique trouvés dans le recueil publié en 1936 pour célébrer cette glorieuse entreprise, provoqua l'indignation : on m'accusa de n'avoir sélectionné que des Juifs. Mais je n'ai sélectionné personne, j'ai reproduit les photos de *tous* les chefs du camp Mer Blanche-Baltique qui figurent dans ce livre impérissable – et qui a fait cette sélection, à qui la faute si c'étaient des Juifs ?) Pour information, j'ajouterai ici quelques détails sur trois personnages importants, détails que je viens de lire et que j'ignorais auparavant : Lazare Kogan, avant d'être sur le canal de la mer Blanche, avait été à la tête du Goulag, et Zinovi Katsnelsohn, après 1934, était le second dans cette hiérarchie ; c'est Israël Pliner qui a été, à partir de 1936, chef du Goulag, et c'est sous ses ordres que fut achevé le canal Moscou-Volga⁵⁴.

On ne peut le nier : l'Histoire a fait entrer beaucoup de Juifs soviétiques dans les rangs des exécutés de la triste destinée de tout le peuple russe.

De sources diverses nous parviennent des informations portant sur des moments différents et qui n'ont jamais été rendues publiques jusqu'ici : il s'agit des *fonvés de pouvoir* régionaux du Guépéou-NKVD dans les années 30 (jusqu'à l'année 1937). Leur fonction mériterait de s'écrire avec une majuscule, car ce sont bien eux, et non point les secrétaires des comités de région, qui étaient les maîtres absolus de ces territoires, avec droit de vie ou de mort sur chacun des habitants ; ils étaient sous la tutelle directe du NKVD central. On connaît certains par leurs noms complets, d'autres par leurs seuls noms de famille, d'autres encore uniquement par leurs initiales. Ils changeaient sans cesse de lieux d'affectation, les uns prenant la place des autres et vice-versa. Quant aux moments de ces affectations, nous envions celui qui saurait les préciser : tout cela se faisait dans le plus grand secret. Or, tout au long de ces années 30, il y avait encore un grand nombre de Juifs parmi ces potentats régionaux. Des

53. A. Kokourine, N. Petrov, NKVD : strouktoura, funktsii, kadry [Le NKVD : structure, fonctions et cadres], in *Svobodnaïa mysl* [la Pensée libre], 1997, n° 6, pp. 113-116.

54. EJR, t. 2, pp. 22, 51-52, 389.

chiffres récemment publiés donnent, pour les organes locaux de la Sécurité, sans compter le GUGB, 1 776 Juifs (7,4 %)⁵⁵.

On peut citer les régions suivantes : la Biélorussie (Izrail Leplevski, frère du substitut du procureur général Grigori Leplevski, – nous l'avons déjà vu à la VÉTchéka, puis chef du Guépéou, il a fait une apparition en tant que commissaire de second rang, et le voilà, de 1934 à 1936, commissaire du peuple aux Affaires intérieures de Biélorussie) ; la Région de l'Ouest (I. M. Blat, que l'on retrouvera plus tard à Tchéliabinsk) ; l'Ukraine (Z. Katsnelsohn, que nous avons vu dans la guerre civile ; il a eu le temps d'être partout, depuis la mer Caspienne jusqu'à la mer Blanche, il vient d'être chef en second du Goulag ; le voilà maintenant vice-commissaire du peuple aux Affaires intérieures d'Ukraine – en 1937, il cédera la place au même Leplevski) ; la région du Donets, puis celle de Vinnits (dans l'une et l'autre – D. M. Sokolinski) ; le Caucase septentrional (L. Ia. Faïvilovitch, et aussi Friedberg) ; l'Azerbaïdjan (M. G. Raïev-Kaminski, et aussi Pournis) ; la région de Stalingrad (G. Rappoport) ; d'Orel (P. Ch. Simanovski) ; la région de Tambov (Lichvits) ; de Gorki (G. Ia. Abrampolski) ; d'Arkhanguelsk (là, c'est A. S. Chiiron qui est chargé de parquer les paysans dékoulakisés) ; la république des Allemands de la Volga (I. S. Ressine) ; la Bachkirie (Zelikman) ; la région d'Orenbourg (N. Raïski) ; de Sverdlov (G. I. Chkliar) ; le Kazakhstan (L. B. Zaline) ; l'Asie centrale (Kroukovski) ; et aussi la Sibérie orientale (Trotski), et jusqu'au Territoire du Nord (Routkovski).

Ces postes-là sont sporadiques, intermittents ; les patrons régionaux du NKVD étaient mutés d'une région à l'autre non moins fréquemment et non moins autoritairement que les secrétaires des comités de région. Par exemple : Vladimir Tsesarski s'est retrouvé, en tant que fondé de pouvoir du Guépéou-NKVD, à Odessa, à Kiev et en Extrême-Orient, puis il est nommé en 1937 au poste élevé de chef du Service spécial du GUGB du NKVD (apparemment, il y a précédé Shapiro). Ou bien : S. Mironov-Korol qui, en 1933-1936, est à la tête du Guépéou-NKVD de Dniépropétrovsk (il est simultanément au Guépéou central), et, en 1937, de celui de Sibérie occidentale⁵⁶. Le milieu des années 30 nous fait retrouver notre ami L. Voul dans la fonction de « directeur » de la milice de Moscou (et plus tard de Saratov). À Moscou même, le fondé de pouvoir était (après son passage en Asie centrale) L. Belski. Se profilent également dans les années 30 : le chef des Armées du Service intérieur du NKVD Lévine, le chef des Armées frontalières Fochane, le chef du Service économique du NKVD Meïerson, le chef du Service financier du Goulag, L. I. Berenson,

55. A. Kokourine, N. Petrov, *op. cit.*, p. 118.

56. EJR, t. 2, p. 293 ; t. 3, p. 311

et celui qui lui a succédé, L. M. Abramson, le chef du Service des cadres Abram Flikser. Tout cela n'est qu'en pointillé : aucune liste, aucune carte ne saurait être dressée pour chacune des années. Et puis, il y avait un Service spécial au sein de chaque NKVD régional. Voici une donnée recueillie par hasard : à la tête du secrétariat de ce Service spécial à Kiev se trouvait Iakov Brozerman, lequel aura plus tard les mêmes fonctions, mais au NKVD central⁵⁷.

Plus tard, en 1940, quand les Soviets occupèrent les pays Baltes, on sait qu'à la tête du NKVD de la Dvina il y avait un certain Kaplan, lequel a exercé des sévices tels qu'en 1941, juste après le départ des troupes soviétiques et avant l'arrivée des Allemands, éclata dans la population une explosion de colère contre les Juifs.

La nouvelle de D. P. Vitkovski, *La Moitié d'une vie*, comporte un paragraphe qui décrit le physique juif de son instructeur Iakovlev ; cela se passe à une époque toute récente, celle de Khrouchtchev. Cette allusion, dans la nouvelle, est assez indélicate, et les Juifs de la fin des années 60, en rupture avec le pouvoir communiste, qui accueillaient avec sympathie tous les souvenirs écrits sur les camps, étaient immanquablement blessés par ce passage. À ce propos, V. Guerchouni m'a posé la question : et combien *encore* d'enquêteurs juifs Vitkovski a-t-il pu voir en l'espace de trente années ?

Ces mots innocents, « en l'espace de trente années » (combien plus naturel il eût été de dire en l'espace de cinquante », ou à tout le moins « de quarante années » !) dénotent ici une incroyable capacité d'oubli ! En l'espace de trente années, depuis la fin des années 30, peut-être Vitkovski n'a-t-il pas rencontré beaucoup d'enquêteurs juifs (en fait, il y en avait encore dans les années 60), mais Vitkovski, qui a été persécuté par les Organes pendant quarante ans et qui a séjourné aux Solovki, n'a certainement pas oublié le temps où il était plus difficile de voir un enquêteur russe qu'un juif ou un letton.

Mais la question de Guerchouni est légitime en ce sens que tous ces postes, élevés, moins élevés, voire subalternes, au fur et à mesure que s'approchait la lame de fond de 1937, portaient en eux-mêmes leur propre annihilation.

57. EJR, t. 1, p. 170.



Les maîtres de nos destinées œuvraient avec assurance sur leurs cimes assurées – et le coup brutal, inattendu qui les frappa leur apparut comme l'ébranlement de tout l'univers, la fin du monde. Qui d'entre eux avait envisagé avant cela le destin fatal des auteurs de toute révolution ?

Si l'on étudie séparément les listes des *hauts* dirigeants qui ont péri en 1937-1938, on constate que les Juifs y constituent une très grosse proportion. Un historien contemporain écrit : si, « du 1^{er} janvier 1935 au 1^{er} janvier 1938, les représentants de cette nationalité étaient à la tête de 50 % des principaux services de l'appareil central pour les Affaires intérieures, ils n'occupaient plus, au 1^{er} janvier 1939, que 6 % des postes⁵⁸ ».

En nous fondant sur les nombreuses « listes de fusillés » publiées au cours des dix dernières années dans notre pays, et sur les tomes biographiques de la *Nouvelle Encyclopédie juive russe*, nous sommes en mesure de suivre avec plus ou moins de précision le sort ultérieur des tchékistes de haute volée, des chefs de l'Armée rouge, des dirigeants du Parti, des diplomates, de ceux qui, alors qu'ils étaient encore aux commandes, ont été cités aux chapitres précédents.

Ce sont les tchékistes qui ont payé le plus lourd tribut :

G. Ia. Ahrampolski ; L. M. Abramson est mort en prison en 1939 ; *Iakov Agranov*, 1938⁵⁹ ; *Abram Belenki*, 1941 ; *Lev Belski-Levine*, 1941 ; *Marfeï Berman*, 1939 ; *Iossif Blat*, 1937 ; *Ia. Weinstock*, 1939 ; *Leonid Voul*, 1938 ; *Mark Dai-Shtokliand*, 1937 ; *Semion Guendine*, 1939 ; *Veniamine Guerson*, 1941 ; *Lev Zadov-Zinkovski*, 1938 ; *Lev Zaline-Levine*, 1940 ; *A. Zalpeter*, 1939 ; *Lev Zakharov-Meier*, 1937 ; *N. Zelikman*, 1937 ; *Alexandre Iosselevitch*, 1937 ; *M. G. Kaminski*, 1939 ; *Zinovi Katsnelsohn*, 1938 ; *Lazare Kogan*, 1939 ; *Mikhaïl Koltsov-Friedland*, 1940 ; *Kroulovski*, 1938 ; *Izrail Leplevski*, 1938 ; *Mikhaïl Litvine* s'est suicidé en 1938 ; *Natan Margoline*, 1938 ; *A. Minaïev-Tsikanovski*,

58. G. B. Kostyrchenko, *Taïnaïa politika Stalina : vlast i antisemitizm* [La politique secrète de Staline : le pouvoir et l'antisémitisme], M., 2001, p. 210.

59. Nous écrivons en italique les noms des fusillés et l'année de leur exécution ; dans d'autres cas, le chiffre signale l'année de l'arrestation ; sont notés autrement les suicides dans l'attente de l'arrestation et les décès en prison.

1939 ; Lev Mironov-Kagan, 1938 ; Sergueï Mironov-Korol, 1940 ; Karl Paouker, 1937 ; Izrail Pliner, 1939 ; Mikhaïl Raïev-Kaminski, 1939 ; Alexandre Radzivilovski, 1940 ; Naoum Raïski-Lekhtman, 1939 ; Grigori Rappoport, 1938 ; Ilya Ressine, 1940 ; A. Routkovski ; Pinkhous-Simanovski, 1940 ; Mikhaïl Trillisser ; Leonid Faïvilovitch, 1936 ; Evseï Shirvindt, 1938 ; Grigori Chkliar ; Sergueï Chpiguélgas, 1940 ; Guenrikh Iagoda, 1938.

Des annuaires entiers sont publiés de nos jours, avec les noms des principaux dirigeants de l'appareil central du GUGB-NKVD qui sont tombés victimes des purges « iéjoviennes », et nous y lisons un très grand nombre de noms juifs.⁶⁰

Mais il y a des biographies tout à fait secrètes, cachées, que nous ne connaissons que grâce à des informations de hasard qui ont filtré à la faveur de la « transparence* » encore non bridée du début des années 90. Ainsi le professeur Grigori Maïranovski, spécialiste des toxiques, dirigea à partir de 1937 le « Laboratoire X » d'un service spécial du NKVD, laboratoire chargé d'exécuter par injections les condamnations à mort « sur ordre direct du gouvernement de 1937 à 1947 et jusqu'en 1950 » – aussi bien dans la cellule spéciale du « Laboratoire X » qu'à l'étranger dans les années 1960-1970⁶¹. Maïranovski n'a été arrêté qu'en 1951, et, de sa cellule, il écrivait à Béria : « Par ma main ont été exécutés des dizaines d'ennemis jurés du pouvoir soviétique, notamment des nationalistes de tout poil⁶². » Mais voici qu'a filtré en 1990 une surprenante information qui nous apprend que les fameuses *douchegoubki* (chambres à gaz ambulantes) furent inventées non pas par Hitler au cours de la Seconde Guerre mondiale, mais par le NKVD soviétique en 1937, et l'inventeur (pas seul, bien sûr, mais il fut au cœur de cette invention) en fut *Isaï Davidovitch Berg*, chef du Service économique du NKVD de la région de Moscou. On voit là qu'il est important de savoir qui occupait les postes, même inférieurs. L'histoire est la suivante : I. D. Berg avait pour mission d'exécuter les

60. Cf. par ex. N. Petrov, K. V. Skorkine, *Kto roukovodil NKVD, 1934-1941* [Qui était à la tête du NKVD, Annuaire], M., Zvenia, 1999.

61. *Pavel Soudoplatov, Spetsoperatsii : Loubianka i Kreml, 1930-1950 gody* [Les opérations spéciales : la Loubianka et le Kremlin, les années 1930-1950], M., OLMA-Press, 1997, pp. 440-441.

62. *Izvestia*, 1992, 16 mai, p. 6.

* Le mot russe *glasnost'* = publicité des débats.

sentences de la « troïka » du NKVD régional de Moscou, et celui-ci remplissait scrupuleusement sa mission : il convoyait les condamnés sur le lieu d'exécution. Mais, lorsque siégèrent simultanément trois « troïkas » régionales de Moscou, il devint impossible au peloton d'exécution d'accomplir sa tâche. On eut alors une idée : dénuder les victimes, les ligoter, les empêcher de crier et les jeter dans un fourgon fermé camouflé en camionnette de livraison du pain. Pendant le long trajet, les gaz s'échappaient vers l'intérieur du véhicule, et à l'arrivée, au bord de la fosse, les prisonniers étaient « fin prêts ». (Il faut ajouter que Berg fut peu après fusillé lui-même, en 1939 – pas pour ces atrocités, non, bien sûr, mais sur une accusation de « complot ». Et, en 1956, il fut réhabilité sans encombres, bien que fût consignée dans le dossier, conservée jusqu'à ce jour, l'histoire de cette meurtrière invention, dont il a même été fait lecture à des journalistes !⁶³

Dans l'énumération ci-dessus, que de destinées dont la courbe est tracée en lettres de feu ! Là sont tombés sous le couperet tchékiste le bourreau de la Crimée, Béla Kun en personne, et, avec lui, encore 12 commissaires du peuple du gouvernement communiste de Budapest⁶⁴ !

L'on ne peut cependant accepter (ce ne serait pas décent, pas honnête) d'inclure dans les *persécutions* contre les Juifs le fait qu'ils aient été chassés des Organes répressifs. Car il n'y avait pas là de motivation antijuive. (Sans parler du fait que, si les sbires staliniens n'avaient pas seulement attaché du prix à leur bien-être immédiat et à des honneurs provisoires, mais aussi à l'opinion du peuple qu'ils gouvernaient, ils auraient dû claquer eux-mêmes la porte du NKVD et ne pas attendre qu'on les en chasse. Cela, certes, ne les aurait pas tous sauvés de la mort, mais peut-être de l'infamie ?) – C'est même le contraire : à en juger par certaines données, l'une des rares minorités nationales à laquelle il n'était pas, aux yeux du NKVD, condamnable d'appartenir, c'était la minorité juive. Les dispositions sur la politique nationale et d'encadrement qui caractériseront la fin des années 40 et le début des

63. E. Jirnov, « Protседоуа казни носила омерзительный характер » [Les procédés d'exécution avaient un caractère ignoble], in Komsomolskaïa Pravda, 1990, 28 oct.

64. R. Conquest, La Grande Terreur, *op. cit.*

années 50 n'étaient pas encore en vigueur au sein des Organes de la Sécurité d'État⁶⁵.

*

Beaucoup de hauts fonctionnaires de l'appareil du Parti furent eux aussi emportés par la déferlante meurtrière de 1937-1938. À partir de 1936-1937, la composition du Sovnarkom change notablement ; les purges des années qui précédèrent la guerre décimèrent les Commissariats du peuple. La balle mortelle atteignit et l'initiateur de la collectivisation, Iakovlev, et son plus proche adjoint, Kalmanovitch, et Roukhinovitch, et bien d'autres encore, évidemment. La grande boucherie n'épargna pas les vieux bolcheviks « émérites » : Kamenev et Zinoviev, bien sûr, mais aussi Riazanov (depuis longtemps évincé), Golochtchokine qui avait organisé l'assassinat du tsar. (Seul échappa au désastre Lazare Kaganovitch : il réussit à être lui-même le « balai aux crins de fer » dans plusieurs des purges de 1937-1938 – par exemple dans la ville d'Ivanovo qu'il ratissa et où on l'appelait l'« ouragan noir⁶⁶ ».)

On nous propose la vision suivante : « il s'agit de victimes de la dictature soviétique, utilisées puis liquidées sans pitié dès lors qu'elles n'avaient plus d'utilité⁶⁷ ». Belle explication ! Mais ces personnes ont-elles vraiment été *utilisées* pendant vingt ans ? N'ont-elles pas mis tout leur zèle à être le *moteur de cette même dictature*, et, avant de « n'avoir plus d'utilité », n'ont-elles pas pris une part vigoureuse au saccage de la religion, de la culture, à l'anéantissement de l'intelligentsia et de quelques millions de paysans ?

Tombèrent sous la lame en grand nombre les chefs de l'Armée rouge. « À l'été 1938, tous les commandants des régions militaires, sans exception, tous ceux qui occupaient un tel poste en juin 1937, avaient totalement disparu. » La direction politique de l'Armée rouge, lors du démantèlement de 1937 et après le suicide de

65. L. Iou. Kritchevski, *Evrei v apparate VtchK-OGPOU v 2D-e gody* [Les Juifs dans l'appareil de la Vétchéka et de l'Oguépéou dans les années 20], *Evrei i rousskaïa revolioutssia* [Les Juifs et la révolution russe], pp. 343-344.

66. Robert Conquest, *op. cit.*

67. Iou. Margoline, *Tel-Avivski bloknot* [Le bloc-notes de Tel-Aviv], in *Novoie rousskoie slovo*, New York, 1968, 5 août.

Gamarnik, « a subi le maximum de pertes du fait de la terreur ». Parmi les responsables politiques ont péri les 17 commissaires d'armée sans exception, 25 des 28 commissaires de corps d'armée, 34 des 36 commissaires de division⁶⁸. Nous remarquons une forte proportion de Juifs dans les listes aujourd'hui publiées des chefs de guerre fusillés en 1937-1938⁶⁹.

Grigori Chtern a fait une carrière militaire tout à fait singulière en gravissant un à un les échelons politiques : à compter de la guerre civile, commissaire de régiment, de brigade, de division. De 1923 à 1925, commandant des Forces spéciales du groupe des armées de Khorezm (ce qui signifie : répression en Asie centrale). Dès avant 1926, chef du service politique d'une division. Puis il suit les cours pour cadres supérieurs de l'Armée. En 1929-1934, « il est chargé de missions d'importance particulière près le Commissariat aux Affaires militaires et navales, c'est-à-dire auprès de Vorochilov. En 1937-1938, il est « conseiller militaire auprès du gouvernement républicain espagnol (ne pas confondre avec Manfred Chtern, qui s'est lui aussi distingué chez les Rouges espagnols et qu'on a surnommé « le général Kléber »). Puis il est chef d'état-major du front extrême-oriental où, avec Mekhlis, il organise les combats sanglants sur le lac Hasan en 1938, et, simultanément, il intrigue pour faire arrêter le maréchal Blücher, causer sa perte et prendre sa place au poste de commandant du front. En mars 1939, au XVIII^e Congrès du Parti, il tint ce discours : « Nous avons, vous et nous, exterminé un tas de canailles – toutes sortes de toukhatchevskis, gamarniks, ouborévitchs et autres ordures de ce genre » ; lui-même ne fut fusillé qu'à l'automne 1941⁷⁰. Un compagnon d'armes de Chtern, mais dans l'aviation, lui, Iakov Smouchkevitch, a fait lui aussi une carrière mirobolante. Il a commencé de la même façon (et jusqu'au milieu des années 30), comme instructeur politique, commissaire ; il a suivi lui aussi les cours pour cadres supérieurs. En 1936-1937, il est en Espagne, dans l'aviation, on le surnomme « le général Douglas ». En 1939, il commandait le

68. Robert Conquest, *op. cit.*

69. Cf. par ex. O. F. Souvenirov, *Tragediia RKKA, 1937-1938* [La tragédie de l'Armée rouge, 1937-1938], M., Terra, 1998.

70. EJR, t. 3, p. 430 ; A. Abramovitch, *V rechaïouchtcheï voïne* [Dans la guerre décisive] t. 1, p. 66 ; V. Katountsev, *I. Kots ; Intsident. Podoplioka Khasanskikh sobitiï* [Un incident. Les dessous des événements de Hasan], in Rodina, 1991, n^{os} 6-7, p. 17.

groupe aérien à Khalkhin-Gola. Puis il a grimpé jusqu'au poste de commandant en chef de toutes les forces aériennes de l'Armée rouge, à celui d'inspecteur des Forces armées aériennes ; il a été arrêté en mai 1941 et fusillé l'année même⁷¹.

La déferlante n'a pas épargné non plus les travailleurs du secteur économique, pas davantage que les hauts fonctionnaires ; quant aux diplomates, la plupart de ceux qui ont été cités ici ont été fusillés.

Nommons les personnalités du Parti, les militaires, les diplomates, les responsables de l'économie du pays que nous avons déjà rencontrés dans ces pages et qui sont tombés victimes de la répression (les *fusillés* sont inscrits en italiques) :

Samuel Agourski, arrêté en 1938 ; Lazare Aronchtam, 1938 ; Boris Belenki, 1938 ; Grigori Belenki, 1938 ; Zakhar Belenki, 1940 ; Mark Belenki, 1938, Maurice Belotski, 1938 ; Herman Bitker, 1937 ; Aron Weinstein, 1938 ; Iakov Vesnik, 1938, Izrail Weitser, 1938 ; Abram Wolpe, 1937 ; Ian Gamarnik s'est suicidé en 1937 ; Mikhaïl Guertchikov, 1937, Evgueni Gnedine, arrêté en 1939 ; Philippe Golochtchokine, 1941 ; Ia Goldine, 1938 ; Lev Gordon, arrêté en 1939 ; Isaac Grinberg, 1938 ; Iakov Gouguel, 1937 ; Alexandre Gourévitch, 1937 ; Sholom Dvoïlatski, 1937 ; Mark Deutsch, 1937 ; Semion Dimanstein, 1938 ; E. Dreitser, 1936 ; Semion Joukovski, 1940 ; Samuil Zaks, 1937 ; Zinovi Zangwil ; Isaac Zelenski, 1938 ; Grigori Zinoviev, 1936 ; S. Zorine-Gomberg, 1937 ; Boris Ippo, 1937 ; Mikhaïl Kaganovitch se suicide dans l'attente de l'arrestation, 1941 ; Moïssei Kalganovitch, 1937 ; Lev Kamenev, 1936 ; Abram Kamenski, 1938 ; Grigori Kaminski, 1938 ; Ilya Kit-Viïtenko, arrêté en 1937, passe 20 ans en réclusion ; I. M. Kleiner, 1937 ; Evguénia Kogan, 1938 ; Alexandre Krasnochtchokov-Tobinson, 1937 ; Lev Kritsman, 1937 ; Solomon Krouglikov, 1938 ; Vladimir Lazarevitch, 1938 ; Mikhaïl Landa, 1938 ; Rouvim Lévine, 1937 ; Iakov Lifchitz, 1937 ; Moïssei Lisovski, arrêté en 1938 ; Fried Markous, 1938 ; Lev Mariasine, 1938 ; Grigori Melnitchanski, 1937 ; Alexandre Minkine-Menson est mort dans un camp en 1955 ; Nadejda Ostrovkaïa, 1937 ; Lev Petcherski, 1937 ; I. Pinson, 1936 ; Iossif Piatnitski-Tarchis, 1938 ; Izrail Razgon, 1937 ; Moïssei Rafes, 1942 ; Marcel Rozenberg, 1938 ; Arcadi Rozengolts, 1938 ; Naoum Rozovski, 1942 ; Boris

71. EJR, t. 3, p. 82 ; A. Abramovitch, pp. 64-66.

Roïzenman, 1938 ; E. Roubinine, en réclusion pendant 15 ans ; *Iakov Roubinov*, 1937 ; *Moïssei Roukhimovitch*, 1938 ; *Oscar Ryvkine*, 1937 ; *David Riazanov-Goldenbakh*, 1938 ; *Veniamine Sverdlov*, 1939 ; *Boris Skvirski*, 1941 ; *Iossif Slavine*, 1938 ; *Grigori Sokolnikov-Brilliant*, tué en prison en 1939 ; *Isaac Solts*, mort en réclusion en 1940 ; *Naoum Sorkine*, 1938 ; *Lev Sosnovski*, 1937 ; *Arthur Stachevski-Guirchfeld*, 1937 ; *Iouri Svétlov-Nakhamkis*, 1941 ; *Nikolaï Guimmer-Soukhanov*, 1940 ; *Boris Tal*, 1938 ; *Semion Tourovski*, 1936 ; *Semion Ouritski*, 1937 ; *Evgueni Fainberg*, 1937 ; *Vladimir Feiguine*, 1937 ; *Boris Feldman*, 1937 ; *Iakov Fischman*, arrêté en 1937 ; *Moïssei Froumkine*, 1938 ; *Maria Froumkina-Ester*, morte dans un camp en 1943 ; *Leon Khaikis*, 1938 ; *Avenir Khanoukaïev* ; *Moïssei Kharitonov*, mort dans un camp en 1948 ; *Mendel Khataïevitch*, 1937 ; *Isaï Tsalkovitch*, arrêté en 1937 ; *Efim Tsétline*, 1937 ; *Iakov Tchoubine* ; *N. Tchoujak-Nasimovitch* ; *Lazare Chatskine*, 1937 ; *Iakov Iakovlev-Epstein*, 1938.

Voilà qui constitue aussi le martyrologe d'un grand, d'un très grand nombre de Juifs au sommet.

Et voici maintenant les destinées de quelques socialistes russes éminents qui n'ont pas rejoint les bolcheviks et ont même lutté contre eux :

Boris Ossipovitch Bogdanov (né en 1884) – Originaire d'Odessa, petit-fils et fils de négociants en bois. A fait ses études dans la meilleure école de commerce d'Odessa. Encore étudiant, il adhère aux cercles sociaux-démocrates. En juin 1905, quand entre dans le port d'Odessa le cuirassé *Potemkine* sur lequel une mutinerie a éclaté, il est le premier civil à monter à son bord, il fait un discours devant l'équipage réuni en meeting, il l'exhorte à se joindre à la grève des ouvriers d'Odessa, et il emporte, pour les transmettre aux consuls étrangers, les lettres et suppliques adressées aux gouvernements européens. Il évite la condamnation en fuyant à Saint-Pétersbourg où il travaille dans la clandestinité pour le Parti social-démocrate menchevique. Deux peines de relégation consécutives, de deux ans chacune, l'une à Silvytchegod et l'autre à Vologda. Juste avant la guerre, il est au nombre des dirigeants du Parti menchevique, il travaille légalement sur des questions touchant la condition ouvrière ; à dater de 1915, il entre comme secrétaire au Groupe ouvrier près le Comité militaro-industriel, avec lequel il est

arrêté en janvier 1917 ; il est libéré à la faveur de la révolution de Février. Il entre au Comité exécutif du Soviet de Petrograd ; il en est l'immuable président, toujours présent lors de ses innombrables et bruyantes séances ; en juin, il devient membre du bureau du VTsIK et il s'oppose opiniâtement aux tentatives de coup de force auxquelles se livrent déjà les bolcheviks ; après l'insurrection des bolcheviks en juillet, c'est lui qui reçoit la capitulation du détachement de matelots qui avait occupé la forteresse Pierre et Paul. Après le coup d'État d'Octobre, il est, en 1918, l'un des organisateurs du mouvement ouvrier antibolchevique à Petrograd. Il passe la guerre civile à Odessa. Quand celle-ci est finie, il tente de renouer avec l'action des mencheviks, mais, à la fin de l'année 1920, il est arrêté pour un an – là commence la longue kyrielle d'arrestations et de condamnations, de déportations et de détentions, le grand jeu de cartes, la « longue patience » visant tant de socialistes en URSS – uniquement pour son passé et ses anciennes convictions de menchevik, car dans les rares intervalles, il exerce des fonctions dans le domaine économique et ne désire plus qu'une chose : mener une vie paisible – mais on le soupçonne aussi de « sabotage » économique. En 1922, il demande à partir pour l'étranger, mais est arrêté juste avant son départ. Réclusion aux Solovki, déportation sur la Petchora, rallonges régulières de peines de trois ans chaque fois, la prison de sûreté de Souzdal, encore et encore la déportation. En 1931, on tente de l'impliquer dans l'affaire du « Bureau des mencheviks » puis on le relâche. Mais, en 1937, il tombe dans la rafle générale ; il expérimente à la prison d'Omsk (où il a des communistes comme compagnons de cellule) les interrogatoires « à la chaîne » (trois commissaires enquêteurs qui se succèdent sans interruption), purge sept ans au camp de Kargopol (certains autres mencheviks sont fusillés), déportation à Syvtyvkar ; en 1948, c'est un nouveau tour de piste avec les « redoublants », déportation au Kazakhstan. En 1956, il est réhabilité. Il meurt en 1960 : il n'est plus qu'un grand vieillard épuisé.

Boris Davydovitch Kamkov-Kats (né en 1885). Fils d'un médecin de Zemstvo. Adhère au Parti S.-R. dès l'adolescence. Déporté en 1905 dans le territoire de Touroukhan, d'où il s'évade. Dans l'émigration, il achève des études de droit à l'université de Heidelberg. Participe à la Conférence des socialistes à Zimmerwald en 1915.

Revient en Russie après la révolution de Février. L'un des fondateurs du Parti des S.-R. de gauche qui, à la veille du coup d'Octobre, entre dans la coalition avec les bolcheviks. Prend part à la dissolution de l'Assemblée constituante en janvier 1918. En avril, il incite à rompre l'alliance avec les bolcheviks et, en juin, il appelle à « une insurrection révolutionnaire » contre eux. L'insurrection échoue et il entre en clandestinité. Après une courte arrestation en 1920, il est à nouveau arrêté en 1921, déporté en 1923. Entre plusieurs peines de déportation, encore deux années de prison – toujours le même jeu de « patience ». En 1933, déporté à Arkhanguelsk, arrêté en 1937 et fusillé en 1938.

Abram Rafailovitch Gotz (né en 1882). Petit-fils du millionnaire, le négociant en thé V. Ia. Brodski. Adhère au mouvement révolutionnaire dès l'âge de 14 ans et au Parti S.-R. en 1901 (son frère Mikhaïl est un leader de ce parti). En 1906, il devient membre d'une organisation S.-R. de combat, un terroriste. Au bagne de 1907 à 1915. À la prison centrale d'Alexandrov. Prend part à la révolution de Février à Irkoutsk, puis à Petrograd. Membre du Comité exécutif du Soviet du Parti social-démocrate et du Soviet des députés paysans, membre du présidium du VTsIK. À partir du 25 octobre 1917, il est à la tête du Comité antibolchevique pour le Salut de la Russie et de la Révolution. Il poursuit la lutte contre les bolcheviks pendant la guerre civile. Arrêté en 1920, condamné lors du procès des S.-R. à la peine capitale, commuée en 5 ans d'emprisonnement. Puis ce fut le jeu de « patience » habituel, la valse des peines et déportations successives. En 1939, il écope de 25 ans de camp. Il meurt l'année d'après, au camp.

Mikhaïl Iakovlevitch Guendelman (né en 1881). S.-R. dès 1902, avocat de profession. Participe à la révolution de Février à Moscou, membre du Comité exécutif du Soviet, membre du présidium du VTsIK, membre du Comité central du parti S.-R. Le 25 octobre 1917, il quitte la séance du 2^e Congrès des Soviets en signe de protestation contre les bolcheviks. Membre de l'Assemblée constituante, il prend part à son unique séance, le 5 janvier 1918. À Samara, il poursuit son action au Comité des membres de l'Assemblée constituante. Arrêté en 1921, condamné à la peine capitale lors du procès des S.-R., peine commuée en 5 années de détention. Puis, le jeu de « patience », l'enchaînement des peines. Fusillé en 1938.

Mikhaïl Isaakovitch Lieber-Goldman (né en 1880). L'un des fondateurs du Bund (1897), membre du Comité central du Bund dans l'émigration, représentant du Bund au Congrès du Parti social-démocrate russe. Prend part à la révolution de 1905-06. Relégué en 1910 pour trois ans dans la province de Vologda, d'où il s'évade, et émigre à nouveau. Adversaire farouche et constant de Lénine. Revient en Russie après 1914, rejoint les socialistes « défenseurs de la Patrie ». Après la révolution de Février, membre du Comité central du Soviet de Petrograd, puis membre du présidium du VTsIK, dont il démissionne après le coup de force d'Octobre. Tantôt il adhère au Parti social-démocrate (des mencheviks), tantôt il le quitte. Exerce des fonctions dans le secteur économique. L'un des leaders de la clandestinité menchevique en URSS. À partir de 1923 – arrestations, déportations, jeu de « patience ». En 1937, à nouveau arrêté et fusillé la même année à Alma-Ata.

... Combien connurent une semblable destinée, marquée par une succession ininterrompue de peines de prison et de déportation, jusqu'au dénouement dans les années 1937-1938 !

C'est qu'il balayait et balayait à travers tout le pays, le balai de fer de ces années-là, il raflait tout le monde – les sans-grade, ceux qui n'avaient rien à voir avec le pouvoir, la politique, et notamment des Juifs. Voici les noms de quelques suppliciés :

Nathan Bernstein (né en 1876) – musicologue et critique musical, enseignait l'histoire de la musique et l'esthétique musicale, a écrit plusieurs livres. Arrêté en 1937, est mort en détention.

Matfeï Bronshtein (né en 1906) – savant, physicien de talent, docteur ès sciences, obtient des résultats remarquables. Il était le mari de L.K.Tchoukovskaïa. Arrêté en 1937, fusillé en 1938.

Sergueï Guinter (né en 1870) – architecte et ingénieur. Arrêté en 1934, déporté en Sibérie, arrêté de nouveau en 1937 et fusillé.

Veniamine Zilbermintz (né en 1887) – géochimiste et minéralogiste, spécialiste des éléments rares, auteur d'un projet scientifique sur les microprocesseurs, victime de la répression en 1938.

Mikhaïl Kokine (né en 1906) – orientaliste, sinologue, historien. Arrêté en 1937, fusillé.

Ilya Kritchevski (né en 1885) – microbiologiste, immunologiste (également une formation de physicien et de mathématicien),

docteur en médecine, fondateur d'une école scientifique, président de l'Association russe des microbiologistes. Arrêté en 1938, mort en 1943.

Solomon Lévit (né en 1894) – orientaliste, sémitologue, de ceux qui, en 1920, ont ressuscité en 1920 la Société d'ethnographie. Accusé d'avoir créé une organisation sioniste, arrêté en 1937, est mort en détention.

Iokhiel Ravrebe (né en 1896) – physicien et chimiste, professeur, membre correspondant de l'Académie des Sciences d'Ukraine, a écrit beaucoup d'ouvrages sur l'électrochimie appliquée. Victime de la répression en 1937.

Ilya Khetsrov (né en 1887) – hygiéniste, épidémiologiste (hygiène de l'environnement, protection des plans d'eau, des eaux artésiennes, hygiène sociale). Arrêté en 1938, fusillé.

Naoum Schwarz (né en 1888) – médecin psychiatre, étudiait les spécificités psychologiques des Juifs. Enseigna de 1921 à 1923 l'hébreu ; composait des poésies en hébreu. Accusé d'activité sioniste, arrêté en 1937, mort en détention.

Les trois frères *Chpilrein*, de Rostov-sur-le-Don :

Yan (né en 1887) – mathématicien, a appliqué la méthode mathématique à la technique électrique et thermique. Professeur à l'École supérieure technique de Moscou, puis doyen de la faculté d'électrotechnique. Victime de la répression et périt en 1937.

Isaac (né en 1891) – psychologue, docteur en philosophie. En 1927, il est à la tête de la Société russe de psychotechnique et de physiologie appliquée ; auteur de nombreuses études sur l'analyse psychologique des métiers et la rationalisation du travail. Arrêté en 1935, fusillé.

Émile (né en 1899) – biologiste, doyen de la faculté de biologie de Rostov. Fusillé en 1937.

Leonid Iourovski (né en 1884) – docteur en économie politique, l'un des auteurs de la réforme monétaire de 1922-1924. Proche de A. V. Tchaïanov et N. D. Kondratiev. Arrêté en 1930, libéré en 1935, arrêté à nouveau en 1937 et fusillé.

*

L'écrasante supériorité en nombre des Juifs haut placés qui tombèrent sous le couperet de Staline n'empêche pas de constater,

comme cela ressort des pages mêmes écrites par des publicistes juifs d'Occident, que ce phénomène en soi n'était pas perçu comme une offensive contre les Juifs sur le plan de leur nationalité : les Juifs sont tombés dans le hachoir parce qu'ils occupaient en grand nombre des postes éminents. Ainsi lisons-nous dans le recueil *Le Monde juif* (1939) : « Cela ne fait aucun doute : les Juifs en URSS ont des possibilités, des opportunités qu'ils n'avaient pas avant la révolution, qu'ils n'ont toujours pas à ce jour dans certains États démocratiques. Ils peuvent être généraux d'armée, ministres, diplomates, professeurs d'université, ils peuvent être les fonctionnaires les plus haut gradés comme les plus soumis », – mais ce ne sont justement, pour les Juifs soviétiques, que des possibilités, « en aucune manière ce n'est un droit », et c'est justement parce que ce droit n'existe pas qu'ont été précipités du haut de ces sommets et ont perdu la vie « les Iakir, Zinoviev, Radek, Trotski⁷² ». Mais quel peuple, sous la dictature communiste, jouissait d'un tel *droit* ? La réalité, c'était : ou bien tu te maintiens, ou bien tu coules.

St. Ivanovitch (S.O. Portougueïs), un socialiste de vieille date et obstiné, reconnaissait : « Les Juifs, sous l'autocratie, avaient beaucoup moins que sous les bolcheviks le “droit de séjour”, mais beaucoup plus le “droit de vie” ». Cela est indéniable. – Cependant, comme il n'ignore pas « la révolution kolkhozienne », il conclut : « Les formes d'implantation en Russie du “socialisme”, appliquées du fin fond de Pachekhonia jusqu'à Tachkent, ont été particulièrement dures pour les Juifs », « sur aucun peuple les scorpions du bolchevisme ne se sont acharnés avec plus de violence que sur les Juifs.⁷³ »

Dans le même temps, pendant la Grand' Peste de la collectivisation et la liquidation des koulaks, ce ne sont pas des milliers, mais des millions de paysans qui n'eurent ni le droit de séjour ni celui de vie. Et toutes les plumes soviétiques (et, parmi elles, beaucoup de juives) restèrent muettes comme des tombes devant cette froide extermination de la paysannerie russe. Muet également l'Occident tout entier. Par ignorance, croyez-vous ? ou par souci de ménager le pouvoir soviétique ? ou tout simplement

72. St. Ivanovitch, *Evreï i sovetskaja diktatura* [Les Juifs et la dictature soviétique], in *MJ*, p. 23.

73. *Ibidem*, pp. 44-46.

par indifférence ? – Car c'est proprement inimaginable : 15 millions de paysans qui ne sont pas simplement interdits d'accès à l'enseignement supérieur et à la fonction publique, mais qui sont bel et bien ruinés, parqués comme des bestiaux, chassés de leurs foyers et déportés vers une mort certaine au fin fond de la taïga et de la toundra. Et l'on vit surgir, dans les rangs échauffés des activistes des villes, des Juifs qui s'élancèrent pour pousser à la roue de la collectivisation et laisser derrière eux un tangible et sinistre souvenir. Quelqu'un aurait-il à l'époque élevé la voix pour défendre les paysans ? Très peu après, en 1932-1933, de cinq à six millions de personnes agonisent et meurent de faim, et cela, aux marches mêmes de l'Europe – et la presse libre du monde libre reste motus et bouche cousue ?... Sans doute faut-il accepter comme clé la plus plausible de cette énigme l'extrême-gauchisme de la presse occidentale d'alors et son engouement pour l'« expérience » socialiste en URSS, mais tout de même, comment ne pas être stupéfié de voir quel degré peuvent atteindre l'aveuglement et l'indifférence aux souffrances des gens, de dizaines de millions de gens ?

Ce que l'œil ne voit pas, le cœur ne le sent pas.

En Ukraine, les Juifs avaient déjà perdu leurs élans des années 1917-1920, leur désir de soutenir l'État russe, et, à la fin des années 20, « les chauvins partisans de l'autonomie ukrainienne » sont des Juifs et « ils exercent une grande influence, quoique dans les villes uniquement⁷⁴ ». On peut même lire cette conclusion : la destruction en 1937 de la culture de langue ukrainienne était dirigée en partie contre ces Juifs-là, ceux qui avaient « réellement » créé avec les Ukrainiens l'Union pour le développement de la culture locale en ukrainien⁷⁵. Mais cette union, réalisée dans les milieux intellectuels, ne pouvait adoucir les sentiments de la population ukrainienne envers les Juifs. Nous avons vu dans le chapitre précédent qu'au cours de la collectivisation « un grand nombre de communistes juifs surgirent dans les campagnes avec le grade de commandant et le droit de vie ou de mort sur les gens⁷⁶ ». Cela

74. Lettre de V. I. Vernadski à I. I. Petrounekevitch du 14 juin 1927, in *Novy Mir*, 1989, n° 12, p. 220.

75. *Mikhaïl Kheifets*, *Ouroki prochlogo* [Les leçons du passé], in « 22 » 1989, n° 63, p. 202.

76. *Sonja Margolina*, *Das Ende der Lügen : Russland und die Juden im 20 Jahrhundert*, Berlin, Siedler Verlag, 1992, p. 84.

avait envenimé les relations – tendues depuis des siècles – entre Juifs et Ukrainiens. Et bien que la famine fût le résultat direct de la politique de Staline, bien qu'elle n'atteignît pas l'Ukraine exclusivement (elle sévit aussi cruellement dans la région de la Volga et dans l'Oural), les Ukrainiens eurent l'impression que la famine, chez eux, était imputable aux Juifs. Cette idée se perpétua longtemps (on la trouve encore jusqu'aux années 80 dans la presse ukrainienne de l'émigration). « Certains Ukrainiens sont convaincus que les Juifs ont joué un rôle particulier dans l'apparition de la famine... Certains déclarent que 1933, c'étaient les Juifs qui se vengeaient pour les années Khmel'nitski^{*77} ».

Pas de moisson de froment à qui sème le chiendent. Tant de Juifs aux commandes et tant d'indifférence aux malheurs du reste de la population pouvaient induire toutes sortes d'interprétations.

Les auteurs juifs qui suivent de près le « déploiement de la courbe » de l'antisémitisme en URSS ont pourtant négligé cette cendre piétinée, et ils ont tiré des conclusions plutôt optimistes. Ainsi Solomon Schwartz écrit-il : « Dès le début des années 30, l'antisémitisme en Union Soviétique s'est vu nettement diminuer » et, « au milieu des années 30, il avait perdu son caractère de phénomène de masse », « la courbe de l'antisémitisme avait alors atteint son plus bas niveau ». Il explique cela, entre autres, par la fin de la NEP, la disparition des Juifs enrichis pendant cette période, ainsi que par « l'industrialisation forcée et l'ouragan de la collectivisation » qu'il compare plaisamment à « une sorte de traitement de choc ». S'y ajoute une autre idée : c'est pendant ces années-là que les dirigeants communistes ont commencé à lutter contre « le chauvinisme de grande puissance » des Russes (non, ils n'ont pas « commencé » – ils ont continué, poursuivi en cela la ligne intransigeante de Lénine). Et, dit Schwarz, les autorités ont alors décidé de « garder un silence obstiné sur l'antisémitisme (...) pour ne pas donner l'impression que ce combat contre le chauvinisme de grande

77. M. Tsarinnik, *Oukraïnsko-evreiskii dialog* [Le dialogue ukraino-juif], in « 22 » 1984, n° 37, p. 160.

* Khmel'nitski Bogdan Mikhaïlovitch (1595-1657), hetman d'Ukraine, chef du mouvement de libération du joug polonais. Fit proclamer en 1654 l'union de l'Ukraine et de la Russie.

puissance était un combat pour la défense des Juifs⁷⁸ ». Cette remarque est judicieuse.

Or justement, en janvier 1931, a paru dans le *New York Times*⁷⁹, puis dans toute la presse mondiale, une déclaration démonstrative de Staline à l'Agence télégraphique européenne : « Les communistes, qui sont des internationalistes conséquents, ne peuvent pas ne pas être les ennemis jurés de l'antisémitisme. En URSS, l'antisémitisme est sévèrement puni par la loi en tant que phénomène profondément contraire au régime soviétique. Les antisémites actifs, de par les lois de l'URSS, encourent la peine capitale⁸⁰ », – et ne voilà-t-il pas le châtiment prononcé sans aucune gêne aux oreilles démocratiques de l'Occident ? Or, c'est la seule et unique nation parmi toutes celles peuplant l'URSS qu'il daigne distinguer *de cette façon-là*. L'opinion publique mondiale s'en trouva pleinement satisfaite.

Mais, détail caractéristique : cette déclaration du Guide ne fut pas publiée dans la presse soviétique (par un effet de sa ruse et de sa prudence). Il l'avait destinée à l'exportation. Il cacha cette prise de position à ses propres sujets. Elle ne fut publiée en URSS qu'à la fin 1936⁸¹. Et Molotov fut envoyé à ce moment-là faire une déclaration semblable au congrès des Soviets.

Un auteur juif donne son interprétation du discours de Molotov tel qu'il l'a entendu, mais il se trompe quand il dit que l'orateur, « au nom du gouvernement », menaçait de la peine capitale ceux qui manifesteraient « des sentiments antisémites⁸² ». *Des sentiments* ! Non, le discours de Molotov ne disait pas cela, il parlait bien des mêmes « antisémites actifs » que Staline. Des peines capitales pour antisémitisme, nous n'en connaissons pas dans les années 30, mais des *peines de détention* (au titre d'un article du Code pénal), il y en eut. (On entendit alors chuchoter : « Dans le temps, on vous en collait moins "pour le tsar" »).

S. Schwartz note une inflexion : « Dans la seconde moitié des

78. S. M. Schwartz, *Antisemitizm v Sovetskom Soiuze* [L'antisémitisme en Union soviétique], New York, éd. Tchekhov, 1962, pp. 8, 98-99, 107-108.

79. *New York Times*, 1931, 15 janv., p. 9.

80. I. V. Staline, *Œuvres* [en russe] en 13 vol., M. Gospolitizdat, 1946-1951, t. 13, p. 28.

81. *Izvestia*, 1936, 30 nov., p. 2.

82. S. Pozner, *La Russie soviétique*, in *MJ*, p. 260.

années 30, ces sentiments [l'inimitié de la population envers les Juifs] se répandirent et s'amplifièrent..., surtout dans les centres importants où résidaient un grand nombre d'intellectuels et semi-intellectuels juifs... On y vit peu à peu renaître la légende de l'« emprise des Juifs », et se former des idées fausses sur le rôle exagéré des Juifs au sein des organismes d'État. » Une légende qui n'est pas une légende, mais assortie de cette explication quelque peu naïve, cette justification rituelle : lesdits intellectuels et semi-intellectuels juifs n'avaient tout simplement, « dans les conditions soviétiques, presque aucune possibilité de survie, hormis le service de l'État⁸³ ».

On a honte de lire cela. Quelle est cette situation d'oppression et de désespoir qui ne vous laisse comme possibilité de survie que les postes privilégiés ? Et le reste de la population ? Ceux-là avaient la pleine liberté de s'échiner dans les champs kolkhoziens, de creuser des trous à la pioche, de transporter des bards à bout de bras sur les chantiers des plans quinquennaux...

Pour ce qui est des décisions gouvernementales, l'on peut dire sans risque de se tromper que dans les années 30, rien, dans la question juive, n'avait changé depuis la révolution, qu'aucune antipathie officielle à l'égard des Juifs ne s'était encore manifestée. Au reste, ne claironnait-on pas, ne faisait-on pas miroiter « la fin définitive de toutes les contradictions nationales » ?

À l'étranger non plus, les milieux juifs n'avaient pas, ne pouvaient pas avoir le sentiment que les Juifs étaient opprimés en URSS. Dans son article « Les Juifs et la dictature soviétique », le même St. Ivanovitch écrivait : « À l'étranger, beaucoup sont convaincus qu'il n'y a pas d'antisémitisme en Russie et c'est la raison de leur bienveillance à l'égard du pouvoir soviétique. Mais, en Russie même, on sait que cela n'est pas vrai », ce qui n'empêche pas les Juifs d'« espérer en la longévité du pouvoir soviétique... et de craindre sa chute », puisque « Staline ne laisse pas et, espèrent-ils, ne laissera pas éclater de pogroms ». L'auteur est séduit par cette opinion largement répandue, alors même qu'il la juge erronée : « Si la dictature du bolchevisme tombe, l'on peut s'attendre à coup sûr à une explosion de passions et de violences antisémites... La chute du pouvoir soviétique sera pour les Juifs

83. S. M. Schwartz, p. 118.

une catastrophe, et tout sympathisant du peuple juif doit rejeter cette perspective avec horreur... » Pourtant, lui-même note que « la dictature soviétique commence déjà à être embarrassée de se voir considérée comme judéophile et colonisée par les Juifs⁸⁴ ».

La ligne générale pour les années 30, c'est la résolution du XVI^e Congrès (1930) formulée par Staline dans son rapport : c'est un appel à la lutte énergique contre le chauvinisme, et en *premier lieu* contre le chauvinisme grand-russien. On entend employer là le jargon du Parti que tout le monde comprend. Cette lutte sera menée énergiquement pendant encore plusieurs années. Mais, au nom du Ciel, quelle folie s'était alors emparée de Staline ? Il n'y avait déjà plus l'ombre d'un tel chauvinisme, et le Petit Père n'avait pas encore pressenti le futur tout proche, l'heure du naufrage, quand il serait contraint d'appeler au secours ce même patriotisme russe qui le sauverait.

Oui, on sonnait déjà l'alarme, à l'époque : menace de résurgence du patriotisme russe ! St. Ivanovitch, en 1939, s'empressait de relever une tendance « à "l'amour de la patrie", à "la fierté nationale" » (entre guillemets, par dérision), « au "patréotisme" » de cette dictature qui nous renvoie de nos jours « à certaines traditions nationalistes de la vieille Russie de Moscou et de la Russie impériale⁸⁵ ».

Voilà donc où résidait la pire menace pour la Russie à la veille de l'offensive de Hitler : dans le « patréotisme » russe !

Cette hantise, désormais, ne lâchera plus les publicistes juifs ; elle les tiendra pendant encore tout un demi-siècle – et même quand ils considèrent cette guerre qui vit s'enflammer un patriotisme de masse, cette guerre qui a sauvé, entre autres, les Juifs soviétiques ! Nous lisons dans une revue israélienne, en 1988 : « Les traditions encore vivantes des Cent-noirs... ont servi de fondement au "patriotisme soviétique vivifiant" qui s'est épanoui postérieurement, dans les années de la Grande Guerre patriotique⁸⁶... »

Embrassons du regard cette guerre de 1941-1945, et reconnaissons que ce jugement est marqué d'une bonne dose d'ingratitude.

84. St. Ivanovitch, Les Juifs et la dictature soviétique, in MJ, pp. 50, 51, 52.

85. *Ibidem*, pp. 51-52.

86. B. Orlov, Rossiia bez evreev [La Russie sans les Juifs], in « 22 », 1988, n° 60, p. 160.

Cela voudrait-il dire qu'une fois pour toutes et à jamais, *il ne peut exister de patriotisme russe pur, innocent, qui ne serait coupable devant personne ?*

Pourquoi trancher ainsi ? Pourquoi forcément le patriotisme russe ?

*

La fermeture de la Section européenne près le Comité central du PCR (b) fut un événement important dans la vie des Juifs de Russie soviétique. Elle empêchait que se développât séparément (fût-ce conformément à un programme soviétique) une vie publique juive, « une autonomie nationale, culturelle, personnelle » : celle-ci devait se fondre dans le courant général. En 1937-1938, les membres de cette Section européenne qui, d'après l'appréciation de Iou. Margoline, « au service du pouvoir ont procédé à un immense saccage de toutes les valeurs culturelles du peuple juif⁸⁷ », – à savoir Dimanstein, Litvanov, Esther-Froumkina et consorts (Motl Kiper, Itzhok Soudarski, Alexandre Tchemerisski) – ont été arrêtés et, très vite, exécutés dans la foulée. D'autres membres de cette section « qui occupaient des positions dirigeantes dans les départements centraux et locaux de l'OZET (Société pour l'implantation rurale des travailleurs juifs), dans les structures soviétiques juives à caractère social, culturel et éducatif », sont passés sous le rouleau compresseur. En 1936-1939, « l'écrasante majorité d'entre eux furent victimes de la répression⁸⁸ ». Le climat délétère des années 30 s'était infiltré jusque-là. On se mit, dans les réunions publiques, à accuser et démasquer d'éminents communistes juifs, ceux qui avaient été autrefois membres du Bund, du Parti des socialistes sionistes et même du Poalei-Tsion, que les Soviets avaient pourtant plus ou moins autorisé. Mais a-t-on jamais vu les bolcheviks pardonner à qui que ce soit son passé ? « Que faisais-tu avant... ? » En 1938, *Der Emes* fut à son tour fermé.

Et l'école ? – « Jusqu'en 1933, le nombre des écoles juives et de leurs élèves continua de croître en dépit des critiques formulées

87. Iou. Margoline, Tel-Avivski bloknot [Le bloc-notes de Tel-Aviv], in *Novoe rousskoe slovo*, New York, 1968, 5 août.

88. PEJ, t. 8, p. 167.

dès la fin des années 20 contre “les débordements nationalistes” des sections européennes (...) en faveur du “passage forcé à l’hébreu”...⁸⁹. » On note, entre 1936 et 1939, « un déclin précipité et un appauvrissement plus rapide encore des écoles yiddishophones⁹⁰. Après 1936-1937, « le nombre d’écoles juives commence à diminuer, même en Ukraine et en Biélorussie » ; plus faible est également le désir des parents de placer leurs enfants dans ces écoles. « La raison en était une décrue du prestige de l’éducation en yiddish et le désir croissant de dispenser aux enfants une instruction en russe. » De même, « à dater du milieu des années 30, le nombre des établissements d’enseignement supérieur où les cours se faisaient en yiddish commence à chuter vertigineusement » ; « pratiquement tous les établissements juifs d’enseignement supérieur et secondaire qui existaient en URSS furent fermés en 1937-1938⁹¹ ».

Au début des années 30 furent également fermés les instituts scientifiques juifs près l’Académie des sciences d’Ukraine et de Biélorussie ; à Kiev cessa toute activité l’« Institut de la culture juive prolétarienne ». S’ensuivirent très vite après des arrestations (*Mikhail Kokine*, de l’Institut d’histoire, de philosophie et de littérature de Leningrad, fusillé ; *Iokhiel Ravrebe*, ancien de l’Institut des Hautes Études juives de Petrograd et directeur dans les années 30 de la section juive de la Bibliothèque publique, condamné à huit ans, mort dans un camp de transit⁹².)

Les persécutions, les arrestations se portèrent aussi sur les écrivains juifs s’exprimant en yiddish : furent victimes de la répression *Moishe Koulbak*, 1937 ; *Zelik Axelrod*, 1940 ; *Abram Abtchouk*, professeur de yiddish, critique, 1937 ; *Guertsl Bazov*, écrivain, 1938. On cite également l’écrivain *I. Kharyka*, le critique *Kh. Dounets*.

Subsista pourtant, « jusqu’à la fin des années 30, une grande activité éditoriale en yiddish. Des maisons d’édition juives fonctionnaient à Moscou, Kiev, Minsk ». Mais quels textes publiaient-elles ? Dans les années 30, « l’écrasante majorité [des œuvres]

89. *Ibidem*, p. 176.

90. *Iou. Mark. Evreiskaia shkola v Sovetskom Soiouze* [L’école juive en Union Soviétique], in *LMJR*-2, p. 239.

91. *PEJ*, t. 8, pp. 176, 177, 179.

92. *ERJ*, t. 2, pp. 58, 432.

étaient stéréotypées, conformes aux canons immuables du "réalisme socialiste"⁹³ ». La littérature en yiddish, à partir de 1930 et jusqu'en 1941, traverse une phase de *stalinisation* : « des flots de louanges à Staline se déversèrent dans le sein de la poésie juive⁹⁴... » Itzik Fefer « s'évertuait même à insuffler une note poétique dans la propagande officielle. On lui attribue des sentences du genre "Tu as trahi ton père – c'est bien !" ou "Je dis : Staline, et je pense : Soleil"⁹⁵ ». La plupart de ces écrivains si empressés à aduler Staline n'avaient qu'une dizaine d'années à attendre pour être arrêtés à leur tour. Certains, nous venons de le voir, subirent ce sort dès cet instant.

De la même façon, « la pression idéologique du dogme communiste signifiait, pour beaucoup d'artistes et de sculpteurs juifs, la rupture, souvent tragique, avec leur tradition nationale ». (Quelle culture, à l'époque, était à l'abri de cela en URSS !) De même les dix-neuf théâtres professionnels en yiddish, et aussi « quantité de troupes d'amateurs, de studios, de cercles » : « La grande majorité des théâtres juifs dans les années 30 présentaient principalement des spectacles de propagande⁹⁶. »

Quant à la culture en hébreu qui aurait conservé ses traditions nationales, inutile d'en parler : elle était définitivement bannie et était entrée en clandestinité.

À propos des sionistes entrés eux aussi en clandestinité, nous avons écrit que, dès le début des années 30, ils avaient été dispersés, la plupart arrêtés. Les autres étaient accusés de « conspiration sioniste ». – Qui se souvient (chap. 8*) de Pinhas Dachevski ? Arrêté en 1930 comme sioniste. – Un autre, nullement sioniste mais considéré comme tel dans l'arrêt de mort : Pinhas Krasnyi, ancien ministre dans le Directoire de Petlioura, qui revint ensuite en URSS et fut fusillé en 1939. – Wolf Averbuch, membre dès son jeune âge de Poalei-Tsion, parti pour Israël en 1922, y « collabora à la presse communiste » ; fut expulsé en URSS et, une fois là, coffré⁹⁷.

93. PEJ, t. 8, pp. 179, 181.

94. *Iou. Mark*, Literatoura na idich v Sovetskoi Rossii [La littérature en yiddish en Russie soviétique] in LMJR-2, p. 216.

95. *Ibidem*. p. 230.

96. PEJ, t. 8, pp. 182-183.

97. EJR, t. 1, pp. 15, 417 ; t. 2, p. 84.

* Cf. tome 1, pp. 299 et sq.

C'est à la même époque que furent fermés « la plupart des *heder* et des *yeshivot* ». Ici et là se produisaient encore, comme un relent de la fin des années 20, des arrestations dans la clandestinité hassidique de Loubavitch (Iakov-Zakhariia Maskalik, 1937 ; Avrom-Levik Slavine, 1939). À la fin de l'année 1930, « 257 synagogues avaient été fermées, soit 57 % des synagogues qui existaient dans les premières années du pouvoir soviétique... Au milieu des années 30, cette fermeture des synagogues s'accéléra ». À dater de 1929, « les autorités imposèrent des taxes supplémentaires pour la confection du pain azyne ». En 1937, « la Commission pour les questions du culte près le Comité central exécutif d'URSS interdit à toutes les communautés juives de confectionner elles-mêmes le pain azyne ». En 1937-1938, « la plupart des desservants du culte hébraïque étaient victimes de la répression. Presque toutes les synagogues étaient privées de rabbins⁹⁸ ». « En 1938, on découvrit au sein de la synagogue centrale de Moscou "un nid de rabbins hostiles au régime", on les arrêta ainsi que plusieurs fidèles⁹⁹. » Le grand rabbin de Moscou, Chmariagu Medalie, fut arrêté et fusillé en 1938. (Fut arrêté en même temps que lui son fils Moïshe Medalie). En 1937 fut arrêté le rabbin de Saratov, Iossif Bogatine¹⁰⁰.

En ce début des années 30, cependant qu'était opprimée la religion juive, l'on vit dans le même temps déferler sur le pays entier une vague de fermetures et de destructions de milliers de lieux de culte orthodoxes. Il fallait avant tout débarrasser Moscou de ses églises pour lui conférer un aspect convenable – soviétique. Le « réaménagement » de la capitale fut confié à un certain Boris Iofan. L'année même où le pays, ruiné, mourait de faim, fut lancé le projet de construction d'un étourdissant palais des Congrès en lieu et place de la cathédrale du Christ-Sauveur, et les projets des architectes furent exposés. Les *Izvestia* annoncèrent : « Onze projets sont pour l'instant exposés. Les plus intéressants parmi eux sont ceux de Friedman, B. Iofan, Bronstein, Ladovski¹⁰¹. » Plus tard, ces architectes connaîtront eux aussi l'arrestation.

Les Juifs soviétiques virent également s'évanouir et disparaître

98. PEJ, t. 8, pp. 198-199.

99. G. Svet, *Evreiskaia religiiia v Sovetskoi Rossii* [La religion juive en Russie], in LMJR-2, p. 209.

100. EJR, t. 1, p. 145 ; t. 2, p. 260.

101. *Izvestia*, 1931, 19 juil., p. 2.

de leur horizon l'« implantation rurale des travailleurs juifs » : « La déperdition des colons financés par les fonds agricoles du KomZET (Comité pour l'implantation rurale des travailleurs juifs) restait chroniquement élevée ». En 1930-1932, l'activité en URSS des organisations caritatives juives de l'étranger, notamment l'Agro-Joint, l'ORT (Société pour le travail artisanal parmi les Juifs) et l'EKO (Société pour la colonisation juive), baissa considérablement » ; en 1933-1938, elle s'exerçait encore dans les limites de nouveaux accords limitatifs ; « en 1938, cette activité cessa ». Dans les six premiers mois de l'année 1938, l'OZET d'abord, puis le KomZET furent dissous. L'écrasante majorité de leurs collaborateurs encore en liberté tombèrent victimes de la répression ». En 1939, « le Comité central du Parti communiste d'Ukraine prit une résolution concernant la liquidation(...) des districts et des Soviets ruraux [juifs] "artificiellement créés"¹⁰² ».

Néanmoins, l'idée du Birobidjan ne fut nullement abandonnée dans les années 30 ; bien plus : elle avançait à coups de mesures imposées par l'État. En décembre 1930, pour galvaniser l'enthousiasme, les autorités organisèrent le 2^e Congrès de l'OZET à Moscou¹⁰³. À la fin de 1931, sur une population globale, pour la province, de quarante-cinq mille personnes, on ne comptait qu'à peine plus de cinq mille Juifs en dépit du fait que, pour leur installation, avaient été construits des lotissements, des maisons, des routes. (Certains de ces travaux furent effectués par les *zeks* des camps avoisinants comme, par exemple, la gare de Birobidjan¹⁰⁴.) La colonisation non juive de la contrée progressait plus vite que la juive...

Pour remédier à cet état de fait, le présidium du VTsIK de la RSFSR décréta, à l'automne 1931, que d'ici deux ans vingt-cinq mille Juifs s'établiraient au Birobidjan, et que l'on pourrait alors déclarer ce territoire République autonome juive. Toutefois, au cours des quelques années qui suivirent, le reflux des Juifs arrivés précédemment se révéla supérieur au flot des arrivants, et à la fin 1933, au bout de six années de colonisation, l'on ne comptait que 8 000 Juifs définitivement établis, et seulement 1 500 travaillant

102. PEJ, t. 8, pp. 173, 190, 193.

103. Izvestia, 1930, 12 déc., p. 2.

104. S. M. Schwartz, Birobidjan, in LMJR-2, pp. 170-171, 200.

dans les kolkhozes, soit moins du cinquième du nombre de kolkhoziens de la contrée. (Selon certaines informations, les kolkhozes juifs cultivaient bien souvent la terre en embauchant des Cosaques et des Coréens.) La région ne pouvait satisfaire ses besoins en produits agricoles¹⁰⁵.

Mais cela n'empêcha pas qu'en mai 1932, alors que la population non juive atteignait 50 000 personnes, on déclarât à grand fracas le Birobidjan « Région juive autonome » (mais non pas « République » : c'eût été tout de même exagéré !).

Ainsi, il n'y eut pas d'« élan national, au sein des masses juives, un élan qui aurait aidé à supporter toutes les énormes difficultés liées à cette colonisation ». Aucune industrie ne fut créée au Birobidjan, et la vie des colons, « de par sa structure économique et sociale, rappelait le judaïsme des petites villes et des bourgs ukrainiens et biélorusses d'alors », particulièrement dans la ville de Birobidjan où « le rôle des Juifs dans l'appareil administratif » était hypertrophié¹⁰⁶.

Une culture en yiddish se développa (modérément) dans cette région autonome : journaux, radio, écoles, théâtre Kaganovitch (dont le directeur est alors le futur écrivain E. Kazakevitch), bibliothèque Sholom-Aleichen, musée de la Culture juive, salles de lecture. Et Peretz Markish de publier dans la presse centrale un article triomphaliste intitulé « Un peuple qui renaît¹⁰⁷ ». (À propos du Birobidjan, signalons le sort du démographe Ilya Weitsblit. Il disait : « Il faut renoncer à enrôler les indigents des villes pour les installer dans les campagnes » ; « il n'y a pas, parmi les Juifs, de personnes déclassées qui conviennent pour peupler le Birobidjan ». Il fut arrêté dès l'année 1933 et périt probablement à ce moment-là¹⁰⁸.)

Les autorités centrales comprirent qu'il fallait activer cette colonisation, et, à dater de 1934, on envoya au Birobidjan non plus des volontaires, mais des artisans et des ouvriers des provinces de l'Ouest, toute une population citadine qui était prête à tout, sauf à cultiver la terre ! Un slogan retentit : « Toute l'URSS édifie la Région autonome juive ! », et par conséquent, pour accélérer

105. *Ibidem*, p. 177-178.

106. *Ibidem*, pp. 173, 180.

107. *Izvestia*, 1936, 26 oct., p. 3.

108. *EJR*, t. 1, p. 214.

cette édification, il convient d'envoyer là-bas un personnel non-juif. Au demeurant, « nous n'avons pas pour but de créer dans la Région autonome juive une majorité juive... Cela contredirait notre internationalisme », écrivit l'infatigable membre des « sections européennes » Dimanstein¹⁰⁹.

Or, tous les efforts d'enrôlement, au cours des trois années suivantes, ne réussirent qu'à ajouter 11 000 Juifs aux 8 à 9 000 déjà sur place (tous agglutinés dans la capitale ou le long de la voie ferrée, et nourrissant l'espoir de filer ailleurs au plus vite). Cependant, les bolcheviks ne s'avouent jamais vaincus et persévèrent. En 1936, mécontent du KomZET, « le TsIK (Comité exécutif central) de l'URSS édicte un décret sur le transfert partiel de la responsabilité pour la colonisation de la Région autonome juive du KomZET à un département spécial du NKVD¹¹⁰ ». Et en août 1936, le présidium du TsIK décrète : « Pour la première fois dans son histoire, le peuple juif voit réaliser son ardente aspiration à créer sa propre patrie, son propre État national¹¹¹. » Et l'on échafauda des projets d'envoi au Birobidjan de 150 000 colons juifs.

On constate donc, avec le recul, que les Soviétiques n'ont pas mieux réussi à faire des Juifs des agriculteurs que n'y était parvenu, un siècle auparavant, le pouvoir tsariste...

Cependant, on était à la veille de l'année 1938. Le KomZET déjà était fermé, l'OZET dissoute, les membres influents des sections européennes à Moscou étaient sous les verrous, ainsi que tous les dirigeants, administratifs de la Région autonome juive. Ceux des Juifs du Birobidjan qui le pouvaient s'en esquivèrent – qui dans les villes d'Extrême-Orient, qui à Moscou. Le recensement de 1939 donne pour chiffre de la population du Birobidjan 108 000, mais « le nombre de Juifs dans la Région autonome juive demeurait un mystère (...), la population juive du Birobidjan restait faible ». Il subsistait soi-disant 18 kolkhozes, environ 40 à 50 familles¹¹², mais on y parlait le russe et les lettres écrites aux administrateurs l'étaient en russe.

Et quoi de plus normal ? que pouvait représenter, pour les Juifs, le Birobidjan ? Quelque quarante-cinq ans après tout cela, le

109. S. M. Schwartz*, p. 176.

110. PEJ, t. 8, p. 190.

111. S. M. Schwartz*, p. 177.

112. *Ibidem*, pp. 178, 179.

général israélien Beni Peled a fort bien exprimé pourquoi ni le Birobidjan ni l'Ouganda ne pouvaient fournir aux Juifs ce lien avec la terre : « Je sens tout simplement que je n'aurais pu donner ma vie pour un morceau de terre russe, un morceau de l'Ouganda, voire pour l'État du New Jersey¹¹³ !... »

Ce lien, c'est Israël qui allait le leur donner après mille ans de séparation.

*

La migration des Juifs vers les grandes villes au cours des années 30 ne se ralentit pas. L'*Encyclopédie juive* nous apprend qu'à Moscou il y avait 131 000 Juifs d'après le recensement de 1926, 226 500 en 1933, et 250 000 en 1939. « La proportion de Juifs d'Ukraine au sein de la population juive de Moscou augmenta de 80 %, suite à leur afflux massif¹¹⁴. » Dans *Le Livre des Juifs de Russie* (1968) nous lisons que dans les années 30, il y avait jusqu'à un demi million de Juifs « parmi les fonctionnaires de l'État, certains occupant des postes élevés, surtout dans l'appareil économique¹¹⁵ ». (L'auteur nous informe aussi que dans les années 30, « jusqu'à un demi million de Juifs étaient impliqués dans l'industrie, y accomplissant principalement des travaux physiques ».) Nous trouvons dans Larine le chiffre de 2,7 %, ce qui correspond à 200 000¹¹⁶, soit deux fois et demie moins.) « L'afflux des Juifs dans les rangs des fonctionnaires ne cessait de croître. C'était lié et aux migrations massives vers les grandes villes, et à la hausse spectaculaire du niveau d'instruction de la jeunesse, de la jeunesse juive en particulier¹¹⁷. » Les Juifs vivaient principalement dans les grandes villes, ils ne pâtissaient pas des artificielles limitations sociales si bien connues de leurs frères russes, et, il faut le dire, ils étudiaient avec ardeur, préparant ainsi toute une solide structure de cadres techniques pour les années soviétiques à venir.

113. Beni Peled, My ne mojem jdat echlichio dve teysiatchi let ! [Nous ne pouvons pas encore attendre deux cents ans !], interview in « 22 », 1981, n° 17, p. 116.

114. PEJ, t. 5, pp. 477-478.

115. G. Aronson, Evreiskii vopros v epokhou Stalina [La question juive à l'époque de Staline], in LMJR-2, p. 137.

116. Ion. Larine, Evrei i antisemitizm v SSSR [Les Juifs et l'antisémitisme en Russie], M., L., GIZ, 1929, p. 245.

117. PEJ, t. 8, p. 190.

Voici quelques données statistiques : « En 1929, les Juifs représentaient 13,5 % du contingent étudiant de tous les établissements d'enseignement supérieur de l'URSS ; en 1933, cette proportion était de 12,2 % ; en 1936, de 13,3 % (pour les étudiants) et de 18 % pour les thésards » (la proportion de Juifs dans la population globale était alors de 1,8 %) ¹¹⁸ ; de 1928 à 1935, « le nombre d'étudiants juifs pour un millier de Juifs a augmenté, passant de 8,4 à 20,4, [tandis que] sur mille Russes, on ne comptait que 2,8 étudiants, sur mille Biélorusses, 2,4, et sur mille Ukrainiens, 2 seulement » ; – en 1935, « la proportion d'étudiants juifs était sept fois plus élevée que celle des Juifs dans la population globale, se distinguant ainsi de tous les autres peuples de l'Union ¹¹⁹ ». Quant aux résultats du recensement de 1939, ils sont ainsi commentés par G.B. Kostyrtchenko, historien de la politique stalinienne à l'égard des Juifs : « Il [Staline] ne pouvait tout de même pas ignorer qu'au début de 1939, sur mille Juifs il y en avait 268 qui avaient un niveau d'instruction secondaire, et 57 un niveau supérieur (chez les Russes, les chiffres étaient respectivement de 81 et 6) ¹²⁰. » Et, comme chacun sait, « des succès dans les études permettaient, à l'issue de celles-ci, d'occuper des postes importants dans l'économie soviétique en pleine expansion dans les années 30 ¹²¹ ».

Mais ne lisons-nous pas, dans le *Livre des Juifs de Russie* : « On peut dire sans exagération qu'après l'"ère" léjov, il ne subsistait pas un seul nom quelque peu prestigieux dans la vie publique juive, le journalisme, l'activité culturelle et même dans la science ¹²² ? » Or cela est absolument inexact, et formulé avec une exagération proprement déplacée. (Le même auteur, Grigori Aronson, dans le même livre, n'écrit-il pas, deux pages plus loin, sur les années 30 en général, que « les Juifs n'étaient pas privés des droits civiques élémentaires (...), ils continuaient à occuper des postes dans l'appareil de l'État et du Parti », et que, « dans le corps diplomatique,

118. *Ibidem*.

119. S. Pozner, *Sovetskaïa Rossiia* [La Russie soviétique], MJ, p. 264.

120. G. B. Kostyrenko, *Taïnaïa politika Stalina* [La politique secrète de Staline], p. 198.

121. PEJ, t. 8, p. 190.

122. G. Aronson, *Evreiskii vopros v epokhou Stalina* [La question juive à l'époque de Staline], in LMJR-2, p. 138.

à la tête de l'armée, parmi les professeurs des établissements supérieurs, il y avait beaucoup de Juifs... On est alors à l'orée de l'année 1939¹²³ ».)

Moscou parlait avec la voix de l'acteur Iouri Lévitane. Il était « la voix de l'URSS », l'incorruptible porte-parole de notre Vérité, le speaker n° 1 de la station du Komintern et le chouchou de Staline. Des générations entières ont grandi au son de sa voix ; c'est lui qui a lu et les célèbres discours de Staline, et les communiqués du Bureau d'information soviétique ; c'est lui qui annonça que la guerre avait éclaté et qu'elle était finie¹²⁴.

À dater de 1936, et pendant assez longtemps, le chef d'orchestre du théâtre Bolchoï fut Samuil Samosoud. Mikhaïl Gnessine continuait à composer « dans le style de la musique européenne de notre siècle et dans le style de ce que l'on appelle la "musique néo-juive" » ; les sœurs Gnessine dirigeaient toujours brillamment leur école, devenue le célèbre Institut de musique. Le ballet d'Alexandre Kreïn se donnait au théâtre Mariïnski et au Bolchoï (ledit Kreïn fut cependant bien obligé de composer un jour une rhapsodie sur... les paroles d'un discours de Staline !) ; son frère et son neveu connaissaient le succès¹²⁵. Toute une brillante pléiade de virtuoses conquièrent à cette époque une renommée nationale et internationale. Voici quelques-uns de ces noms bien connus : Grigori Guinzbourg, Emile Guilels, Iakov Zak, Lev Oborine, David Oïstrakh, Iakov Flier. Nombre de metteurs en scène, de critiques littéraires, d'historiens de la musique étaient restés en place et avaient gardé tout leur prestige.

Comment ne pas citer, à propos du travail culturel accompli dans les années 30, les brillantes réussites des compositeurs de chansons ? Ainsi Isaac Dounaïevski, « l'un des fondateurs du genre de l'opérette et de la chanson populaire dans la musique soviétique » ; il écrivait « des chansons faciles à retenir... qui souvent exaltaient le mode de vie soviétique (*La Marche des joyeux garçons*, 1933 ; *Le Chant de Kakhovka*, 1935 ; *Le Chant de la patrie*, 1936 ; *Le Chant à Staline*, 1936 ; et bien d'autres encore). La critique officielle proclama que ces chants... étaient l'incarnation

123. *Ibidem*, pp. 140-141.

124. EJR, t. 2, p. 150.

125. G. Svet, *Evrei v roussoï mouzykalnoï koultoure v sovetskii period* [Les Juifs dans la culture musicale russe à l'époque soviétique], in *LMJR-2*, pp. 256-262.

des pensées et des sentiments de millions de Soviétiques ¹²⁶ » ; c'est aussi lui qui composa les indicatifs de la radio de Moscou. (Dounaïevski était très attentif à faire carrière. Il fut le premier à être décoré de l'ordre du Drapeau rouge du Travail, et le premier à être élu au Soviet suprême de l'URSS en cette fameuse année 1937. Il fut décoré plus tard de l'ordre de Lénine. Il faisait la leçon aux compositeurs, leur remontrant que, des symphonies, le peuple soviétique n'en avait cure ¹²⁷...) On trouve ici et Matfeï Blanter et les frères Daniil et Dmitri Pokrassa, la débonnaire chanson *Si demain c'est la guerre* (nous écraserons l'ennemi en un tour-nemain !), et, encore avant, la célèbre *Marche de Boudienny*. Et puis également Oscar Feltsman, Soloviov-Sedoi – je ne saurais être exhaustif. (En anticipant, pour ne pas avoir à revenir sur le sujet : les poètes-auteurs de chansons Ilya Frenkel, Mikhaïl Tanitch, Igor Chaferan, les compositeurs Ian Frenkel, Vladimir Chainski... Je m'arrête là !) – Des tirages mirobolants, la gloire, les honoraires – qui pourra dire que ces acteurs de la culture soviétique étaient opprimés ? Or, à côté d'œuvres de talent, combien ont-ils claironné de slogans assourdissants, abêtissants, qui ont bourré le crâne des masses, leur ont fait avaler des mensonges et ont dénaturé leur goût, leur sensibilité ?

Mais prenons encore le cinéma ! Nous lisons dans la *Nouvelle Encyclopédie* publiée en Israël : dans les années 30, « on demandait aux films de vanter les succès du socialisme et, accessoirement, de contenir une action vaguement distrayante. À la conception des standards d'une production cinématographique unifiée, carrément idéologisée, conservatrice dans sa forme et outrageusement didactique, ont participé, aux côtés des autres..., de nombreux réalisateurs juifs » (nous avons parlé de certaines œuvres dans notre chapitre précédent, notamment la *Symphonie du Donbass* de D. Vertov, 1931, sitôt après le procès du Parti industriel) : F. Ermler (*Le Passant, Un grand citoyen, Terres défrichées*), S. Ioutkevitch (*Les Mineurs de fond*), Mikhaïl Romm, couvert d'honneurs (*Lénine en Octobre, Lénine en 1918*), L. Arnchtam (*Les Amies, Les Amis*),

126. PEJ, t. 2, pp. 393-394.

127. *Iouri Elaguine*, Oukrochtchenie iskousstv [La Mise au pas des Arts], préface de M. Rostropovitch, New York, Ermitage, 1988, pp. 340-345.

I. Trauberg (*Fils de la Mongolie, L'année 1919*), A. Zarkhi et I. Kheifits (*Chaudes Journées, Député de la Baltique*)¹²⁸. À noter : dans les années 30, on ne jetait pas les réalisateurs en prison. En revanche, on arrêta les administratifs, les chargés de la production, de la diffusion, et les deux patrons de l'industrie cinématographique, B. Choumiatski (il fut fusillé) et S. Doukelski¹²⁹.

Parmi les réalisateurs des années 30, les Juifs étaient la majorité. Et qui donc étaient les opprimés ? Les spectateurs abusés, dont l'âme était passée au rouleau compresseur du mensonge et d'un didactisme grossier, ou bien les réalisateurs créateurs de « biographies falsifiées, de films de propagande fausement historiques ou prétendument d'actualité », avec leur « monumentalisme hypertrophié et le vide de leur contenu » ? Et, sans concession, l'*Encyclopédie* y ajoute « le nombre énorme de Juifs, opérateurs et réalisateurs, travaillant dans le cinéma de vulgarisation, les films scolaires et documentaires, c'est-à-dire le domaine le plus officiel du cinéma soviétique, où, grâce au montage, l'on peut faire passer une habile combinaison pour un document – ce qu'un R. Karmen n'hésitait pas à faire¹³⁰ ». (Oui, lui, le très renommé documentaliste soviétique : chroniques de la guerre civile en Espagne, du procès de Nuremberg, « le film jubilaire exaltant la "Grande Guerre patriotique" », Vietnam, un film sur Cuba, trois prix Staline, un prix Lénine, un prix d'État, Artiste du peuple, Héros du Travail socialiste¹³¹...) Citons également le réalisateur Konrad Wolf, le propre frère de l'as de l'espionnage soviétique Markus Wolf¹³².

Non, vraiment, le climat officiel soviétique des années 30 était exempt d'antipathie à l'égard des Juifs. Et, jusqu'à la guerre, la grande majorité des Juifs soviétiques demeura en sympathie avec l'idéologie soviétique et en accord avec le régime. « De question juive en URSS, il n'y avait pas ou presque pas » ; à cette époque, « les judéophobes notoires n'étaient pas encore les maîtres dans les rédactions des journaux et des revues..., ils ne dirigeaient pas

128. PEJ, t. 4, p. 277.

129. PEJ, t. 4, p. 275.

130. PEJ, t. 4, pp. 277-278.

131. PEJ, t. 4, p. 116.

132. EJR, t. 1, pp. 245-246.

encore les services du personnel¹³³ » (au contraire, ces postes mêmes étaient souvent occupés par des Juifs).

Bien sûr, c'est le patriotisme soviétique, consistant à servir fidèlement le régime dans le sens que l'on vous indique au jour le jour, qui constituait alors la « culture » soviétique. Et dans ce domaine, hélas, les Juifs étaient nombreux ; certains même se hissaient jusqu'au poste de contrôleurs des textes imprimés en russe. À la tête du Glavlit (la Direction centrale pour la Littérature et les Arts), l'omnisciente Censure, qui imprimait l'orientation générale, nous voyons, au début des années 30, B. M. Voline-Fradkine. Le personnel du Glavlit était en grande partie constitué de Juifs. Ainsi, de 1932 à 1941, A. I. Bendik qui, dans les années de guerre, deviendra directeur de la Chambre du Livre¹³⁴. (Nous ne verrons pas – où et comment la voir ? – Einma Kaganova, l'épouse du tchékiste Pavel Soudoplatov, à qui « l'on avait confié de diriger l'action des informateurs dans les milieux intellectuels ukrainiens¹³⁵ ».) Et, après la fermeture des maisons d'édition privées, « apportèrent leur contribution à la mise sur pied des éditions soviétiques et à leur direction M. Alianski, M. Wolfson, I. Ionov (Bernstein), A. Kantorovitch, B. Malkine, I. Verite, B. Feldman, entre d'autres¹³⁶ ». Bientôt, l'édition dans son ensemble fut concentrée dans un organisme solidement contrôlable, le GIZ (Éditions d'État) – pour l'auteur, la seule porte où frapper.

Dans la propagande imprimée également sous ses diverses formes, les Juifs étaient constamment en vue. Les grossières caricatures de Boris Efimov – hommes politiques occidentaux présentés sous un jour odieux, Nicolas II coiffé d'une couronne et armé d'un fusil, piétinant des cadavres – étaient le lot quotidien. Une fois tous les deux ou trois jours, c'était le tour des rubriques de l'odieux G. Rykline, des sarcasmes de D. Zaslavski, des tours de passe-passe de l'équilibriste Radek, des charges insistantes de L. Cheinine et des frères Tour. Avant de devenir écrivain, L. Kassil produisit des articles dans les *Izvestia*. D'autres noms apparaissent : R. Karmen, Tess, K. Rappoport, D. Tchernomordikov, B. Lévine,

133. *Lev Kopelev*, *O pravde i terpimosti* [Sur la vérité et la tolérance], New York, Khronika Press, 1982, pp. 56-57.

134. EJR, t. 1, pp. 108, 238-239.

135. *Pavel Soudoplatov*, *Spetsoperatsii* [Opérations spéciales], M., 1997, p. 19.

136. PEJ, t. 4, p. 397.

A. Kantorovitch, Ia. Perelman. Mais nous ne passons là en revue que les *Izvestia*, alors qu'il existait deux bonnes douzaines de journaux centraux déversant les mêmes monceaux de mensonges. Et puis il y avait un océan de viles brochures destinées à abêtir la population. Lorsqu'il fallut de toute urgence fabriquer un libelle à l'usage des masses en vue du procès du Parti industriel (et tout au long des années 30, il y eut une grande demande en ce sens) – l'on trouva B. Izakson qui composa lestement : « Écrasons la vipère de l'intervention ! » On vit apparaître le nom de E. Gnedine (le diplomate, fils de Parvus) au bas d'articles mensongers, tantôt sur « les plaies incurables de l'Europe », sur la fin inévitable du monde occidental, tantôt pour démentir les « calomnies » en provenance de l'Ouest sur le prétendu travail forcé des détenus à l'abattage du bois : « Le travail socialiste dans les forêts du Nord soviétique. » (Quand Gnedine revint, dans les années 50, après une longue peine de camp – sans avoir cependant goûté à l'abattage du bois – , il avait le prestige de celui qui a souffert, et nul ne lui a rappelé son mensonge d'antan...)

En 1929-1931 eut lieu le démantèlement de la science historique russe – la Commission archéologique, la Commission du Nord, la Maison Pouchkine, la Bibliothèque de l'Académie des sciences, toute la tradition brisée, les meilleurs historiens expédiés dans les camps pour y pourrir. (Avons-nous beaucoup entendu parler de ce désastre ?) Et l'on a vu affluer tout un contingent de troisième et de quatrième catégories ; ils se sont improvisés *historiens russes* et nous ont abusés pendant encore un demi-siècle d'affilée. Bien sûr, il y eut pas mal de Russes parmi ces cabotins, mais les Juifs n'ont pas non plus négligé d'occuper les places vacantes.

Dans la science soviétique en général, notamment dans ses branches les plus en pointe, les savants juifs jouaient déjà, dans les années 30, un rôle majeur (qui allait grandir encore). « Dès la fin des années 20, les Juifs représentaient 13,6 % de tous les collaborateurs scientifiques dans le pays ; en 1937, ce chiffre était de 17,6 %, et en 1939 « il y avait plus de quinze mille chercheurs et professeurs dans les établissements supérieurs, soit 15,7 % de ceux travaillant dans ce secteur¹³⁷ ».

Une jeune et brillante école de physiciens s'était formée sous la

137. PEJ, t. 8, pp. 190-191.

houlette de l'académicien A. F. Ioffé. Celui-ci avait, dès 1918, fondé à Petrograd l'Institut physico-technique. Puis, les années suivantes, « furent créés 15 centres scientifiques dirigés par des élèves de Ioffé. D'autres de ses disciples travaillaient également dans les autres instituts scientifiques du pays, contribuant à créer le potentiel scientifique et technique de l'URSS¹³⁸ ». (La répression s'exerça là aussi : en 1938, à l'Institut Physico-technique de Kharkov, sur 8 directeurs de département, 6 étaient juifs – Rouman, Leipounski, Gorski, Landau, Weisberg, Sloutskine, et 5 furent arrêtés, avec deux Russes¹³⁹). Longtemps sont restés inconnus les noms de constructeurs d'avions comme Semion Aizikovitch (avions « Lavotchkine »)¹⁴⁰. Les noms de nombreux collaborateurs du Complexe militaro-industriel n'étaient pas non plus divulgués. (Bien sûr, à ce jour, tous ne nous sont pas encore connus. Ainsi, si M. Shkoud « établissait les programmes des puissantes stations de radio¹⁴¹ », qui donc établissait les puissantes stations de brouillage ?)

Tant de noms juifs dans la technique, la science et leurs applications ! combien des meilleures têtes de plusieurs générations juives se sont lancées dans ces voies ? On peut se borner à feuilleter les tomes de l'*Encyclopédie juive russe* consacrés aux biographies de ceux qui sont nés ou qui ont vécu en Russie, et l'on est impressionné par cette longue et brillante énumération de savants et de leur apport, aussi varié que concret. Une surabondance de talents. (Il faut croire que, socialement, la voie leur était ouverte.)

Bien sûr, la science eut elle aussi à faire allégeance à la politique. Ainsi (1931), à « la première conférence de l'Union pour la planification de la science », l'académicien Ioffé prend la parole : « Le capitalisme moderne est désormais incapable d'effectuer une révolution technique », celle-ci n'est possible que comme fruit de la révolution sociale, celle « qui a transformé la Russie arriérée et barbare en l'Union de républiques socialistes ». Il poursuit, parlant de la gestion de la science par le prolétariat, déclarant que la science

138. L. L. Mininberg, *Sovetskie evrei v nauku i promyshlennosti SSSR v period Vtoroi mirovoi voyny (1941-1945)* [Les Juifs soviétiques dans la science et l'industrie de l'URSS pendant les années de la Seconde Guerre mondiale], M., 1995, pp. 16.

139. Robert Conquest, *op. cit.* ; EJR, t. 3, pp. 74-75.

140. PEI, t. 4, p. 660.

141. EJR, t. 3, p. 401.

n'est libre que sous le régime soviétique. Le philosophe-gangster E. Ia. Kolman (« l'un des principaux idéologues de la science soviétique dans les années 30 », qui fustigea l'école mathématique) : « Nous devons... instituer une discipline de service dans le travail scientifique, adopter des méthodes de travail collectives visant à l'émulation socialiste, au travail de choc » ; la science suit le plan « grâce à la puissance de la dictature prolétarienne » ; tout savant doit étudier « le matérialisme et l'empiriocriticisme ». Et l'académicien A. G. Goldman (Ukraine) renchérit avec enthousiasme : « L'Académie aujourd'hui a pris la tête du combat pour la dialectique marxiste dans la science¹⁴². »

L'*Encyclopédie juive* établit le bilan : « C'est à la fin des années 30 que, sur toute la durée du pouvoir soviétique, le rôle des Juifs dans les différentes sphères de la vie de la société soviétique a atteint son apogée. » D'après le recensement de 1939, 40 % de la population active juive étaient constitués de fonctionnaires. Dans la catégorie de l'intelligentsia figuraient environ 364 000 personnes, dont 106 000 étaient des ingénieurs et des techniciens, ce qui fait 14 % de cette catégorie pour le pays tout entier ; 139 000 dirigeants de divers niveaux, soit près de 7 % de tous les responsables en URSS ; « 39 000 médecins, soit à peine moins de 27 % de l'ensemble des médecins ; 38 000 maîtres d'école, soit plus de 3 % ; plus de 6 500 écrivains, journalistes, rédacteurs en chef ; plus de 5 000 acteurs et réalisateurs, plus de 6 000 musiciens, un peu moins de 3 000 peintres et sculpteurs, plus de 5 000 juristes¹⁴³ ». De l'avis de l'*Encyclopédie*, « des succès aussi impressionnants de la part d'une minorité nationale, fût-ce sous un régime qui proclamait l'internationalisme et la fraternité entre les peuples de l'URSS, créaient les prémisses d'une réaction de rejet de la part de l'État¹⁴⁴ ».

*

Staline ne s'est pas privé, dans sa carrière politique, de constituer des unions et des blocs avec les leaders juifs du Parti communiste, et de s'appuyer sur des personnalités de second rang. S'il est une

142. Izvestia, 1931, 7 avril, p. 2 ; 11 avril, p. 3 ; 12 avril, p. 4 ; EJR, t. 2, pp. 61-62.

143. PEJ, t. 8, p. 191.

144. *Ibidem*.

chose certaine, c'est que, parvenu au milieu des années 30, il voyait bien à quel point il était défavorable de se poser dans le monde, à l'instar d'Hitler, en ennemi des Juifs. Mais l'animosité contre eux devait depuis toujours habiter son cœur (les *Mémoires* de sa fille le confirment), même s'il ne le laissait pas sentir à ses plus proches collaborateurs. En menant sa lutte frontale contre les trotskistes, il ne négligeait pas un autre aspect, avantageux pour lui – la possibilité d'avoir enfin les coudées franches, de réduire l'influence des Juifs dans le Parti. Et puis, n'y avait-il pas alors des menaces de guerre ? Et Staline subodorait que ne le tirerait pas d'affaire l'« internationalisme prolétarien », mais bien plutôt la notion de « patrie », avec une majuscule, même, s'il le fallait !

Ici, le social-démocrate S. Schwartz, qui pleure la mutation anti-révolutionnaire du PCR(b) – « cette "purge", sans précédent par son ampleur, du Parti au pouvoir, la quasi extermination de l'ancien parti et la création, à sa place, d'un nouveau Parti communiste (sous le même nom), nouveau de par sa composition sociale et de par son idéologie », remarque également « l'éviction progressive des Juifs qui se retrouvent au second plan dans toutes les sphères de la vie sociale » à partir de 1937. « Parmi les vieux bolcheviks inscrits au Parti avant l'arrivée de celui-ci au pouvoir et avant la révolution, le pourcentage des Juifs était nettement supérieur à la moyenne pour le Parti en général, et au sein des générations plus jeunes, ce pourcentage ne cessa de diminuer avec les années. À la faveur [de la purge], presque tous les Juifs communistes ayant joué un rôle quelque peu significatif disparurent de la scène¹⁴⁵. » La plus flagrante exception : Lazare Kaganovitch. Mais aussi : en 1939, après l'hécatombe, on propose le poste de vice-président du Sovnarkom à Zemliatchka, une personne sûre, et celui de vice-commissaire aux Affaires étrangères à S. Dridzo-Lozovski¹⁴⁶. Le tableau d'ensemble est bien celui vu par le commentateur, qui écrit en connaissance de cause, et nous-mêmes l'avons montré abondamment.

S. Schwartz ajoute que dans la deuxième moitié des années 30, « furent peu à peu fermés aux Juifs les établissements d'enseignement supérieur formant les futurs cadres des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, ainsi que les écoles supérieures de

145. S. M. Schwartz, pp. 111-112, 114, 121-122.

146. EJR, t. 1, p. 486 ; t. 2, p. 196.

l'armée¹⁴⁷ ». S. Gouzenko, célèbre transfuge ayant fui l'URSS, rapportait qu'à partir de 1939 fut introduit tout à fait officieusement un *numerus clausus* pour l'admission des Juifs dans les établissements d'enseignement supérieur.

Et dans les années 90, il s'écrivit ouvertement que Molotov aurait déclaré à l'automne 1939, en recevant le commissaire aux Affaires étrangères et devant tout son cabinet réuni : « Ici, nous en finirons définitivement avec la synagogue ! » – et il aurait le jour même licencié des Juifs. (Litvinov fera encore l'affaire, pendant la guerre, en tant qu'ambassadeur aux États-Unis, mais, en partant, en 1943, il aura l'audace de faire passer une lettre personnelle à Roosevelt pour lui dire que Staline est sur le point de déclencher en URSS une campagne antisémite¹⁴⁸.)

Vers le milieu des années 30, l'élan de sympathie des Juifs d'Europe pour l'URSS connut une recrudescence. Trotski, en route pour le Mexique, l'expliqua ainsi : « Une grande partie de l'intelligentsia européenne... s'est tournée vers le Komintern non point par intérêt pour le marxisme et le communisme, mais à la recherche d'un soutien contre l'antisémitisme agressif » qui venait d'Allemagne à l'époque¹⁴⁹. Et dire que c'est *ce Komintern-là* qui a approuvé le pacte Ribbentrop-Molotov ! Un pacte qui porta un coup mortel aux Juifs d'Europe de l'Est...

« En septembre 1939, des centaines de milliers de Juifs polonais ont fui devant l'offensive des armées allemandes en s'enfonçant toujours plus à l'Est pour tenter de rejoindre le territoire occupé par l'Armée rouge... Les deux premiers mois, ils y parvinrent grâce à la complaisance des autorités soviétiques. Les Allemands n'étaient pas sans encourager cette fuite. » Mais, « à la fin du mois de novembre, le gouvernement soviétique ferma la frontière¹⁵⁰ ».

Les choses se passèrent diversement en différents points du front : ici les réfugiés étaient simplement empêchés de passer, là

147. S. Schwartz, *Evrei v Sovetskoi Souiouze s natchala Vtoroi mirovoi voïny* (1939-1965) [Les Juifs en Union Soviétique depuis le début de la Seconde Guerre mondiale], New York, éd. du Comité juif ouvrier américain, 1966, p. 410.

148. Zinovi Cheïnis, *Soverchenno sekretno* [Top secret], M., 1992, n° 4, p. 15.

149. Lev Trotski, *Potchemou oni kaialis* [Pourquoi ils se sont repentis], ZVM, New York, 1985, n° 87, p. 226.

150. E. Koulicher, *Izgnanié i deportatsiia evreev* [Proscription et déportation des Juifs], LMJR-2, p. 259.

on les accueillait largement pour, ensuite, leur faire parfois traverser la frontière. Quoi qu'il en soit, on estime à environ trois cent mille le nombre de Juifs qui passèrent de Pologne occidentale en Pologne orientale au cours des premiers mois de la guerre, et qui furent ensuite évacués par les Soviets plus loin à l'intérieur des terres, en territoire soviétique. Ils étaient tenus de se faire enregistrer en tant que citoyens soviétiques, mais beaucoup d'entre eux temporisèrent : la guerre allait bientôt finir et ils allaient rentrer chez eux, ou bien émigrer en Amérique, voire en Palestine. (Ce qui leur valait déjà, aux yeux du régime soviétique, l'accusation de « P. E. » – (« présomption d'espionnage » –, d'autant plus qu'ils s'efforçaient aussi de prendre contact avec leurs parents en Pologne¹⁵¹). Néanmoins, nous lisons dans le journal *La Sentinelle* de Chicago : l'Union soviétique « a donné refuge aux neuf dixièmes de tous les Juifs d'Europe qui ont fui Hitler et ont été sauvés¹⁵² ».

D'après le recensement de janvier 1939, on dénombrait alors en URSS trois millions vingt mille Juifs. Avec l'occupation des pays Baltes et d'une partie de la Pologne, avec les réfugiés, ce nombre s'accrut de deux millions et approcha les cinq millions¹⁵³. Si, en 1939, les Juifs, de par leur nombre, occupaient la septième place parmi les peuples de l'URSS, ils prirent, à la suite de l'annexion de toutes les provinces de l'Ouest, la quatrième place derrière les trois peuples slaves. « Le pacte de non-agression conclu le 23 août 1939 entre le Troisième Reich et l'Union soviétique a suscité de sérieuses inquiétudes quant à l'avenir des Juifs soviétiques. Cependant, la politique de l'Union soviétique à l'égard de ses ressortissants juifs n'a pas changé. » Et, bien que nous trouvions des témoignages sur le cas de Juifs déportés vers l'Allemagne, en gros, « au cours des vingt mois de collaboration soviéto-allemande, la situation de la population juive est restée intouchée¹⁵⁴ ».

Quand débuta la guerre en Pologne, les Juifs orientèrent définitivement leurs sympathies, et sur les territoires polonais cédés à l'URSS, l'arrivée de l'Armée rouge, en septembre, fut accueillie

151. S. Schwartz, *Les Juifs en Union Soviétique*, pp. 33-34

152. *The Sentinel*, Chicago, Vol. XXXXIII, n° 13, 1946, 27 June, p. 5.

153. G. Aronson, *La question juive à l'époque de Staline*, in *LMJR-2*, p. 141.

154. I. Chekhtman, *Sovetskoe evreistvo v germanno-sovetskoi voine* [Les Juifs soviétiques dans la guerre soviéto-allemande], in *LMJR-2*, pp. 221-222.

dans l'enthousiasme, surtout par la jeunesse juive. Et là, tout comme en Bukovine, en Bessarabie, en Lithuanie, les Juifs devinrent, d'après maints témoignages (notamment celui de M. Agourski), le principal soutien du pouvoir soviétique, ceux qui s'empressèrent de lui venir en aide !

Tous ces Juifs d'Europe de l'Est, que savaient-ils de ce qui se passait en URSS ?

Ce qu'ils savaient de façon certaine, c'est que d'Allemagne dévalait sur eux quelque chose d'encore mal connu, mal éclairci, mais indubitable – la grande Catastrophe.

Les bras des Soviets s'ouvraient à eux et leur offraient, pensaient-ils, un salut assuré.

Chapitre 20

DANS LES CAMPS DU GOULAG

Si je n'y avais pas séjourné moi-même, jamais je n'aurais pu écrire ce chapitre.

Avant le camp, je pensais comme tout le monde : « les nationalités, *il ne faut pas les remarquer* » ; il n'y a pas de nations, il y a l'humanité.

Mais on t'expédie au camp et tu apprends que si tu appartiens à une *bonne* nation, tu as de la chance, tu es tranquille, tu survivras. En revanche, si ta nation est *celle de tous*, ne t'en prends à personne.

Car c'est sur le critère de la nationalité que, le plus souvent, on sélectionnait les *zeks* pour les incorporer dans la catégorie salubre des *planqués*. Tout ancien prisonnier ayant copieusement tâté du camp confirmera que certaines nationalités étaient plus représentées parmi les planqués que, proportionnellement, parmi les détenus. Ainsi n'y trouvait-on presque aucun Balte, bien qu'ils fussent fort nombreux parmi les prisonniers ; des Russes il y en avait toujours, certes, mais dans une faible proportion par rapport à leur nombre dans le camp (et, bien souvent, ils avaient été recrutés parmi les *bien-pensants du Parti*) ; en revanche, combien de Juifs, d'Arméniens, de Géorgiens ; beaucoup d'Azerbaïdjanais et de montagnards du Caucase également.

Mais, au fait, aucun d'entre eux ne saurait être tenu pour coupable dans cette affaire. Chaque nation au Goulag cherchait des issues pour survivre ; or, moins elle était nombreuse, plus elle était débrouillarde, et mieux elle y parvenait. Les Russes, dans ces

camps « bien à eux, bien russes », étaient la dernière des nations, à l'instar des Allemands dans les *Kriegsgefangenenlager*.

Au reste, n'est-ce pas eux – Arméniens, Géorgiens, montagnards – qui seraient en droit de nous tenir pour coupables, et non l'inverse ; en droit de nous dire : « C'est vous qui avez mis sur pied ces camps-là ! Pourquoi nous retenez-vous de force, citoyens de votre État ? Lâchez-nous – et nous n'aurons aucune raison d'être ici et d'occuper ces *planques* si enviables ! Cependant, tant que nous sommes vos prisonniers – à la guerre comme à la guerre ! »

Et qu'en fut-il des Juifs ? Car le sort a tissé ensemble leurs destinées et celles des Russes peut-être à jamais, et c'est d'ailleurs là la raison d'être de ce livre.

Mais, d'ores et déjà, dès avant cette dernière ligne, il se sera trouvé des lecteurs – certains ayant tâté du bagne, les autres pas – pour réfuter vigoureusement que j'aie dit la vérité. Ils avanceront que nombre de Juifs étaient affectés aux travaux *généraux*. Ils nieront qu'il y ait eu des camps où les Juifs constituaient la majorité des planqués. Ils nieront plus vigoureusement encore qu'au bagne les nations s'entraidaient, mais aux dépens des autres. Ils diront que beaucoup de Juifs ne se sentaient nullement tels, mais russes en tout à l'instar des autres. Et s'il y avait une plus grande proportion de Juifs aux postes de commande du camp, ce n'était nullement prémédité, mais tenait bien aux qualités particulières et à l'efficacité de chacun. À qui la faute si les Russes ne montrent pas ces vertus d'efficiences ? D'autres, mordicus, soutiendront exactement l'inverse : nul n'était plus maltraité dans les camps que les Juifs, et l'Occident l'a bien compris – dans les camps soviétiques, les Juifs souffraient plus que tous les autres. Dans le courrier que j'ai reçu à propos d'*Une journée d'Ivan Denissovitch*, il y avait la lettre d'un Juif anonyme : « Vous avez rencontré des Juifs, victimes innocentes comme vous, et vous avez dû maintes fois être témoin des tortures et des persécutions qu'ils enduraient. Ils subissaient un double joug : la détention et l'inimitié des autres prisonniers. Parlez-nous d'eux ! »

Si j'avais voulu *généraliser* en disant que les Juifs dans les camps avaient la vie particulièrement rude, on ne m'en aurait pas empêché et je ne serais pas couvert de reproches pour avoir généralisé injustement. Mais, dans ceux que j'ai connus, c'était

différent : pour autant que l'on puisse généraliser, les Juifs y vivaient moins durement que les autres.

Mon compagnon de détention à Ekihastonz, Semion Badash, raconte dans ses souvenirs comment il s'était fait embaucher – plus tard, au camp de Norilsk – à l'infirmerie : Max Mintz avait prié à son intention le radiologue Laslo Nonsbaum d'adresser la requête au responsable de l'infirmerie. Et on le prit¹. Mais Badash, au moins, avait terminé trois années de médecine avant son arrestation. Ses collaborateurs étaient Guenkine, Gorelik, Gourévitch (ainsi que mon ami L. Kopelev, du camp d'Ounja), et jamais ils n'avaient eu auparavant le moindre lien avec la médecine.

Il faut avoir perdu tout sens de l'humour pour écrire : A. Belinkov « fut rejeté dans la catégorie la plus méprisée, celle des "planqués"... » (et d'ajouter bien mal à propos : « et des "crevards" » – mais les crevards étaient aux antipodes des planqués, et Belinkov n'en a jamais été !). « Rejeté chez les planqués » : en voilà une expression ! « Rabaissé chez les maîtres » ? – Et voici la raison : « Bêcher la terre ? Mais, à 23 ans, il n'avait jamais bêché la terre, il n'avait même jamais vu une hêche de ses yeux². » Et il ne lui restait donc rien d'autre à faire que chercher une planque, c'est évident !

Nous apprenons dans le livre de Lévitine-Krasnov que le professeur de lettres Pinski était instructeur-infirmier au camp, ce qui, dans l'échelle des postes, au bagne, n'était pas mal du tout, signifiait que la personne avait trouvé une *planche de salut*. Mais Lévitine en parle comme d'une formidable humiliation pour ce professeur en humanités.

L'ancien *zek* Lev Razgon est un journaliste qui a beaucoup publié et qui n'a rien à voir avec la médecine. Or, nous apprenons dans un récit publié dans la revue *Ogoniok* (1988) qu'à Vojaiel, il était médecin à l'infirmerie, et libre de ses mouvements. Un autre récit nous dit qu'il fut chargé de la numérotation dans un camp d'abattage du bois, et nulle part il n'apparaît qu'il ait été, ne serait-ce qu'un bref laps de temps, aux travaux *généraux*.

Lorsque, du lointain Brésil, vint en URSS le Juif Frank Diekler,

1. *Semion Badash, Kolyma ty moia...* [Toi, ma Kolyma...], New York, Effect Publishing Inc., 1986, pp. 65-66.

2. V. Lempfort, *Ellipsy soudby* [Les Ellipses de la destinée], VM, n° 113, p. 168.

il fut évidemment aussitôt arrêté et, lui qui ne savait pas le russe, fut pistonné et se retrouva responsable des cuisines de l'hôpital – un poste rêvé !

Alexandre Voronel, qui fut expédié au bagne en tant que prisonnier « politique, encore enfant », raconte que, dès ses premiers pas dans le camp, « une aide spontanée me vint des prisonniers juifs qui ne savaient rien de mes opinions ». Le maître des bains (poste tout ce qu'il y a de privilégié), un Juif, l'avait aussitôt remarqué et lui avait dit de « venir chercher toute l'aide voulue » ; le gardien, un Juif également, l'avait confié à un autre Juif, chef d'équipe : « Tu vois, Khaïm, ces deux gosses juifs, ne laisse personne leur faire du mal. » Et le chef d'équipe les avait pris sous sa protection. « Les autres truands, surtout les "vieux", l'approuvaient : "Tu agis bien, Khaïm ! Tu soutiens ceux de ta race ! Nous autres, Russes, on est comme des loups les uns envers les autres"³. »

N'oublions pas non plus que, jusque dans les camps, les Juifs, par la force de la tradition davantage peut-être que par volonté personnelle, s'employaient à certaines transactions de type commercial. Ainsi M. Kheifets note non sans acuité : « Dommage que l'on ne puisse décrire ce genre de situations sur la toile de fond de la vie au camp ! Il y en aurait, de beaux, de riches sujets ! Mais l'éthique du Juif "fiable", responsable, me scelle les lèvres. Qu'y faire : un secret, même minime, mais d'ordre commercial, doit être gardé – c'est la loi de la tribu⁴. »

Le Letton Ans Bernstein, l'un de mes *témoins* pour la rédaction de *l'Archipel*, estime que, s'il a survécu au bagne, c'est parce qu'aux heures les plus noires il s'est tourné vers les Juifs, et ceux-ci, grâce à son nom et à son allure dynamique, l'ont pris pour un des leurs et l'ont toujours aidé. Il remarque également que dans les camps où il fut détenu (ceux de Bouriepolomski, par exemple, dont le chef était Perelman), les Juifs constituaient toujours le dessous du panier, et c'est parmi eux qu'étaient recrutés les employés libres (Choulman, chef du département spécial ; Grindberg, chef du

3. A. Voronel, *Trepet ioudeiskikh zabot* [L'émoi des soucis judaïques], 2^e éd., Ramat-Gan : Moscou-Jérusalem, 1981, pp. 28-29.

4. Mikhaïl Kheifets, *Mesto i vremia* (evreiskie zametki). [Le Lieu et le Temps (remarques juives)], Paris, *Tretiĭ voln*a [Troisième vague], 1978, p. 93.

camp ; Keguels, mécanicien en chef de l'usine), et ils choisissaient à leur tour comme adjoints des Juifs parmi les détenus.

Ce contact fondé sur la nationalité entre employés libres et détenus mérite d'être relevé. Le Juif libre n'était pas assez sot pour voir dans le Juif prisonnier un « ennemi du peuple » ou un méchant accapareur des biens de la nation (comme faisait le Russe endoctriné devant un autre Russe) ; il voyait avant tout en lui un compatriote malheureux – et qu'ici soient loués les Juifs pour leur lucidité ! Celui qui connaît la magnifique solidarité des Juifs dans le malheur (encore accentuée par leur extermination sous Hitler), celui-là comprendra que pas un employé libre ne pouvait voir avec indifférence les prisonniers juifs croupir et crever de faim sans leur venir en aide. À l'inverse, on ne conçoit pas qu'un Russe libre se préoccupe de sauver et de promouvoir à des places privilégiées des prisonniers russes uniquement parce qu'ils sont russes – n'avons nous pas été 15 millions à périr pendant la collectivisation ? Nous sommes trop nombreux, on ne peut s'occuper de tout un chacun, c'est une idée qui ne vient même pas à l'esprit.

On voit se constituer parfois un groupe de Juifs prisonniers bien à l'abri, préoccupé d'autre chose que de leur survie – et que font-ils alors ? L'ingénieur Abram Zisman raconte : au bagne de Novo-Arkhanguelsk, « nous profitâmes d'un moment creux pour compter combien il y avait eu de pogroms antijuifs du temps de l'État russe. Cette question intéressa les responsables du camp, relativement bienveillants envers nous. Le "chef de camp" était le capitaine Gremine [N. Gerchel, un Juif, fils d'un tailleur de Jlobine]. Il envoya une lettre à Leningrad, aux archives de l'ancien MVD. Environ huit mois après parvint la réponse : entre 1811 et 1917, il y avait eu 76 pogroms antijuifs sur tout le territoire de la Russie, et le nombre des victimes avait été de près de 3 000 » (il n'était pas précisé s'il s'agissait uniquement des morts). L'auteur rappelle que dans l'Espagne du Moyen Âge, près de 20 000 Juifs furent exterminés en l'espace de six mois⁵.

Autre résonance – celle des souvenirs du communiste Iossif Berguer sur le fameux délateur Lev Ilitch Injir. Ancien menchevik, arrêté en 1930, celui-ci accepta aussitôt de collaborer avec le

5. A. Zisman, « Kniga o rousskom evreistve » [Le Livre des Juifs de Russie], Novaïa Zaria, San Francisco, 1960, 7 mai, p. 3.

Guépéou par crainte des représailles contre sa famille et pour ne pas perdre son appartement en plein centre de Moscou ; « il aida à la préparation du procès des mencheviks de 1931 ; il fut libéré et nommé chef comptable du Belomorstroï ; sous Iéjov, il devint chef comptable de tout le Goulag, jouissant « d'une absolue confiance de la part du NKVD et de liens très étroits au plus haut niveau » (Injir évoque dans ses souvenirs la figure d'un « vétéran du NKVD, un Juif, qui émaillait ses discours de citations du Talmud »). Il fut de nouveau arrêté dans la vague anti-iéjovienne. Mais ses anciens collègues du Goulag lui fournirent un poste privilégié au camp où il se fit remarquer comme « un provocateur et un délateur » ; les *zeks* soupçonnaient que les riches colis qu'il recevait ne venaient pas de sa famille, mais du Troisième Bureau. Cependant, en 1953, au camp de Taïchet, on lui infligea une nouvelle peine, pour trotskisme cette fois, et pour avoir caché au Troisième Bureau ses « sympathies pour l'État d'Israël⁶ ».

L'universellement célèbre bagne Mer Blanche-Baltique (le BelBalt) a englouti dans les années 1931-1932 *des centaines de milliers* de paysans russes, ukrainiens, d'Asie centrale. Ouvrons un journal daté d'août 1933, consacré à l'achèvement du canal. Nous y lisons la liste des personnes récompensées ; médailles modestes pour les bétonneurs et les charpentiers, mais médaille suprême – l'ordre de Lénine – pour huit personnes dont on publie la photo en grand ; parmi elles, deux ingénieurs seulement, car c'est l'ensemble du collectif dirigeant qui est récompensé (conformément à la notion stalinienne de culte de la personnalité). Et qui voyons-nous à sa tête ? Guenrikh Iagoda, commissaire du NKVD. Matfeï Berman, chef du Goulag. Semion Firine, chef du BelBalt (au moment de la récompense, déjà chef du Dmïtag où tout se répétera de nouveau). Lazare Kogan, chef de la construction (il partira avec les mêmes fonctions au canal de la Volga). Iakov Rappoport, chef de la construction en second. Naftali Frenkel, chef des travaux du chantier de la Mer Blanche (et le mauvais génie de tout l'Archipel)⁷.

Leurs portraits seront à nouveau reproduits en grand format dans

6. *Iossif Berguer*, *Krouchenie pokoleniia : Vospominaniia* [La Ruine d'une génération. Souvenirs], trad. de l'anglais, Firenze, Edizioni Aurora, 1973, pp. 148-164.

7. *Izvestia*, 1933, 5 août, pp. 1-2.

le livre triomphaliste et ignominieux *Belomorkanal*⁸ – grand et lourd comme un Évangéliste annonçant un Royaume millénaire à venir.

Et voici que quarante ans après, j'ai reproduit les portraits de ces six misérables dans *L'Archipel du Goulag*, je les ai pris tels qu'ils étaient exposés, sans les sélectionner – oui, tous ceux qui figuraient. Grands dieux ! que n'avais-je pas fait là ? comment avais-je osé ? L'univers entier fut indigné. C'est de l'antisémitisme ! J'étais un antisémite marqué du sceau de l'infamie, irrécupérable ! Au mieux, reproduire ces portraits était de l'« ultrachauvinisme », c'est-à-dire du nationalisme russe ! Et à ceux qui le disent la langue ne colle pas au palais quand ils lisent dans les pages suivantes de *L'Archipel* comment les petits gars des familles de « koulaks » gelaient docilement et mouraient écrasés sous leurs fardiens.

Et où donc avaient-ils les yeux, en 1933, quand ces portraits furent publiés pour la première fois ? Pourquoi n'ont-ils pas alors exprimé leur indignation ?

Je leur lancerai comme aux bolcheviks : ce n'est pas quand on parle des ignominies qu'il faut avoir honte, c'est quand on les commet !

Naftali Frenkel, cet infatigable démon de l'Archipel, pose une énigme : comment expliquer son étrange retour de Turquie en URSS dans les années 20 ? Il s'était échappé, sain et sauf, de Russie avec tous ses capitaux aux premiers effluves de la révolution ; en Turquie, il s'était fait une situation confortable ; jamais il n'avait eu l'ombre de quelconques convictions communistes. Et – cette idée de rentrer ? Rentrer pour être le jouet du Guépéou et de Staline, passer soi-même plusieurs années en détention, – en revanche : écraser impitoyablement les ingénieurs et exterminer des centaines de milliers de « dékoulakisés » ? Qu'est-ce qui animait son cœur empli de haine ? Je ne vois d'autre explication que la soif de vengeance contre la Russie. Si quelqu'un peut expliquer mieux, qu'il le fasse⁹.

Et si, connaissant la structure administrative du camp, l'on descend d'un cran ? Le chef de la première section de la

8. Belomorsko-Baltiiski Kanal imeni Stalina : Istoriia stroitelstva [Le canal Staline de la mer Blanche à la Baltique : histoire de sa construction], sous la rédaction de M. Gorki, L. L. Averbach, S. G. Firin, M., Histoire des fabriques et des usines, 1934.

9. À propos de Frenkel, voir pour plus de détails *L'Archipel du Goulag*.

construction du Belomor – Wolf ; le chef de la section Dmitrovski du canal de la Volga – Boscher. Le département financier du Belomorstroï a à sa tête L. Berenson, son adjoint est A. Dofman, les autres sont Injir (dont nous venons de parler), Loievetski, Kagner, Anguert. Et combien de postes restent pudiquement non assortis d'un nom ? Peut-on tout de même supposer que sur le chantier du canal, on laissait des Juifs creuser le sol avec une simple pelle, charrier des fardiens remplis de terre, chanceler et s'effondrer d'épuisement sous ces mêmes fardiens ? – Pensez ce que vous voudrez. A. P. Skrypnikova et D. P. Vitkovski, anciens du Belomor, m'ont rapporté que chez les planqués du canal, il y avait beaucoup de Juifs qui ne se coltinaient pas de fardiens et qui n'agonisaient pas sous leur faix.

Le BelBalt n'est certainement pas le seul bain où nous voyons des Juifs aux postes de commande. À la construction de la voie ferrée Kotlas-Vorkouta : Iakov Moroz, Sheïnan. Le fondé de pouvoirs extraordinaire du Goulag pour la région d'Extrême-Orient : Gratch. Ces noms-là sont ceux qui ont surgi fortuitement. Ainsi, je n'aurais rien su du chef de l'Administration minière de Tchai-Ourinski, à la Kolyma, de 1943 à 1944 (au plus fort de la guerre), si l'Américain-ancien-zek Thomas Sgovio ne m'avait écrit ce qui suit : « Le lieutenant-colonel Arm était un Juif de haute taille aux cheveux noirs qui avait une terrible réputation... Son planton vendait de l'alcool au tout-venant : 50 grammes – 50 roubles. Il entretenait son propre professeur d'anglais, un jeune Américain qui avait été arrêté en Carélie. Sa femme touchait un salaire de comptable, bien qu'elle ne travaillât point ; c'était un prisonnier qui travaillait à sa place » (bon moyen pour les familles des maîtres du Goulag de se faire de l'argent).

Un journal soviétique, à l'heure de la *glasnost*, publie des informations sur la terrible administration des camps chargés de la construction du tunnel reliant le continent à l'île de Sakhaline. On l'appelait le « trust d'Araïs¹⁰ ». Qui était ce camarade Araïs ? – je l'ignore. Mais combien d'âmes ont péri dans les mines administrées par lui, et dans ce tunnel qui ne sera jamais achevé ?

Oui, bien sûr, j'ai connu des Juifs (et je me suis lié d'amitié avec

10. G. Mironova, Tunnel v prochiœ [Un tunnel vers le passé], Komsomolskaïa pravda, 1989, 18 avril, p. 1.

eux) qui ont enduré toute la cruauté des travaux généraux. J'ai décrit dans *L'Archipel* le jeune Boria Gammerov, et comment il trouva une mort précoce au camp. (Mais son ami Ingal, un homme de lettres qui ne connaissait pas grand-chose à l'arithmétique, fut, lui, embauché à la comptabilité). J'ai parlé de Volodia Guerchouni, intransigeant et incorruptible ; de Iogué Massamed qui, par principe, est resté à travailler aux travaux généraux du camp d'Ekibastouz alors qu'on lui proposait une bonne planque. Je voudrais mentionner ici également Tatiana Moisseevna Faliqe, une pédagogue qui trima pendant dix années « comme une bête de somme », selon sa propre expression. Et aussi Vladimir Efroïmson, un généticien qui, sur ses 36 mois de détention (sa première peine, il écopera d'une autre après) en passa 13 aux *travaux généraux*, là aussi par principe, car il aurait pu s'y soustraire. Comptant sur des colis de chez lui (ce qui est en soi parfaitement légitime), il s'attela au fardier justement parce qu'à Djezkazgan il y avait beaucoup de Juifs de Moscou parmi les planqués, et il souhaitait dissiper par là le sentiment d'animosité envers les Juifs que cette situation ne pouvait que susciter. Et comment croyez-vous qu'on apprécia son geste ? – « Mais c'est tout simplement un Juif dégénéré : un vrai Juif irait-il pousser un fardier ? » Les Juifs planqués se moquaient de lui et lui en voulaient d'agir ainsi comme pour les blâmer. On retrouve les mêmes réactions à l'égard de Iakov Davidovitch Grodzenski qui lui aussi *trimait aux généraux* : « Ça n'est pas un Juif, ça ! »

Comme cela est lourd de sens ! Animés par les motifs les plus élevés, Efroïmson et Grodzenski faisaient ce que des Juifs pouvaient faire de plus juste et de plus noble – partager loyalement le sort commun... et ils furent incompris des deux côtés ! Car il en va toujours ainsi dans l'Histoire : les voies de l'autolimitation, du renoncement à soi-même sont ardues, elles prêtent au sarcasme, alors qu'elles sont les seules à pouvoir sauver l'humanité.

Moi, je n'oublie jamais ces exemples-là et mets tout mon espoir en eux.

Ajoutons celui de l'audacieux Guerch Keller, qui fut l'un des meneurs de l'insurrection de Kenguir en 1954 et qui fut fusillé à l'aube de ses trente ans. J'ai lu aussi sur Itzhak Kaganov : commandant d'une batterie d'artillerie pendant la guerre avec les

Allemands, en 1948 il fut condamné à vingt-cinq ans pour sionisme ; en l'espace de sept années de réclusion, il composa 480 poésies en hébreu, qu'il savait par cœur, sans les avoir jamais couchées sur le papier¹¹.

Lors de son troisième procès (le 10 juillet 1978), après avoir purgé déjà deux peines, Alexandre Guinzbourg, à la question : « Votre nationalité ? », répondit « zek ! ». C'était une magnifique réponse, nullement une blague, et elle provoqua la colère du tribunal. Mais c'est qu'il avait grandement mérité de toute la Russie par ce qu'il faisait pour le Fonds russe d'aide aux familles de prisonniers politiques de *toutes les nations*, et par son courage en prison. L'authentique tribu des *zeks*, c'est bien *nous*, sans distinction de nationalités.

Mais nos camps à nous n'étaient pas comme ça, depuis le summum, le « grand » Belomor, jusqu'au plus modeste, la 121^e division du 15^e camp général de l'Administration des camps de redressement par le travail (ITL) de Moscou (qui, du reste, a laissé de lui un souvenir bien visible : un bâtiment en demi-cercle à la porte de Kalouga, à Moscou). Là, notre vie tout entière était dirigée et piétinée par trois principaux planqués : Solomon Solomonov, le chef comptable ; David Bourchtein, l'« éducateur », qui devint ensuite le maître de chantier ; et Isaac Berchader. (Solomonov et Berchader avaient auparavant commandé exactement de la même façon un camp au sein du MADI, l'Institut des voies carrossables de Moscou.) Et le chef, avec cela, était un Russe, le sous-lieutenant Mironov.

Tous trois apparurent alors que j'étais moi-même au camp, donc sous mes yeux. Pour leur faire de la place, on avait limogé leurs prédécesseurs, des Russes. Le premier à arriver fut Solomonov, et il occupa solidement la place assignée, il entra dans les bonnes grâces du sous-lieutenant (m'est avis que c'était grâce à des colis et à de l'argent venus de l'extérieur). Bientôt le rejoignit Berchader, envoyé là pour s'être mal conduit au MADI. Une instruction le concernant disait : « ne l'employer qu'aux travaux généraux » (c'était peu courant, pour un droit-commun, et cela voulait dire qu'il avait commis une faute grave). D'une cinquantaine d'années, gros mais petit de taille avec un regard rapace, il fit le tour de notre

11. EJR, M., 1994., t. 1, pp. 526-527 ; 1995, t. 2, p. 27.

zone en arborant un air condescendant, tel un général de l'Administration centrale. Le gardien-chef lui demanda : « Ton métier, c'est quoi ? – Magasinier. – Ce métier-là, ça n'existe pas. – N'empêche, moi je suis magasinier. – Ça ne t'empêchera pas d'aller bosser avec une équipe ordinaire à l'extérieur de la zone. » – On l'y emmena les deux jours suivants. Il partait en haussant les épaules, puis, arrivé sur le lieu de travail, il s'asseyait sur une grosse pierre et se reposait dignement. Le chef d'équipe lui aurait bien mis une baffa, mais il n'osait pas : le nouveau était si sûr de lui, on devinait qu'il avait quelque'un d'influent derrière lui. Le magasinier de la zone, Sevastianov, se sentait mal. Cela faisait deux ans qu'il avait la charge du stock des denrées alimentaires et des vêtements, il avait une position sûre, s'entendait bien avec les patrons – et voilà que le vent tournait. C'était même chose faite ! Berchader était « magasinier de profession » ! Un peu plus tard, l'infirmerie fit dispenser Berchader de tout travail « pour cause de maladie », et il resta à se tourner les pouces à l'intérieur de la zone. Puis on dut lui envoyer quelque chose de chez les hommes libres, et à peine une semaine plus tard Sebastianov était chassé et Berchader nommé (non sans l'aide de Solomonov) magasinier. Là, il apparut que l'effort physique que représentait le maniement de la farine et des chaussures, que Sebastianov assurait seul auparavant, était contre-indiqué pour Berchader, et on lui affecta un larkin pour l'aider, lequel fut ensuite promu membre du personnel dans les registres de Solomonov. – Mais ce n'était pas encore assez, et pour que la vie batte son plein, il dut séduire la plus belle et la plus fière des femmes du camp, la belle M...va, une tireuse d'élite avec le grade de lieutenant. Il la fit plier et l'obligea à venir le rejoindre, le soir, dans la réserve. Il en fut de même quand apparut Bourchtein : lui aussi contraignit une autre beauté du camp, A. Ch..., à le rejoindre dans sa cabine.

C'est dur à avaler ? Mais eux ne se préoccupaient nullement de savoir quel effet cela aurait, vu de l'extérieur ; ils semblaient même forcer le tableau. Et combien de ces petits camps, à travers tout l'Archipel, où ce genre de mic-mac était monnaie courante ?

Mais, direz-vous, les planqués russes se comportaient d'une façon tout aussi démente, sans aucun frein ? – Oui. Mais à l'intérieur d'une nation, cela est ressenti comme un vice social, l'éternel conflit riche/pauvre, maître/serviteur. Lorsque, en revanche « prend

sur toi un droit de vie ou de mort » quelqu'un qui n'est pas de chez toi, voilà qui exacerbe ton sentiment d'offense. On pourrait croire que le malheureux bagnard, réduit à zéro, écrabouillé, condamné, arrivé à la dernière extrémité de son agonie, n'a que faire de savoir qui a pris le pouvoir à l'intérieur du camp, qui organise des pique-niques de vautours sur sa tombe, au bord de la tranchée où il se meurt ? Eh bien, c'est faux : ça lui fait mal, c'est même une blessure inguérissable.

J'ai représenté dans ma pièce *La République du travail** une partie des événements qui se déroulèrent à l'intérieur de la zone du camp sis au 30 de la Bolchaïa Kalouga. Comprenant que représenter les choses comme elles avaient été était impossible, car on aurait pris cela pour une façon d'attiser la haine envers les Juifs (comme si ce trio ne l'avait pas bien plus attisée dans les faits, sans s'inquiéter des conséquences), je laissai dans l'ombre l'ignoblement cupide Berchader, ainsi que Bourchtein, je fis de la trafiquante Rosa Kalikman une Bella vaguement orientale, et ne laissai en lumière qu'un seul Juif, le comptable Solomonov, en le peignant exactement tel qu'il était.

Et quelle a été la réaction, après lecture, de mes bons amis juifs ? V. L. Téouch fut indigné par ma pièce. Il ne la lut pas tout de suite, mais seulement quand le « Sovremennik** » se proposa de la mettre en scène, en 1962, et que la question n'avait plus rien d'académique. Les époux Téouch étaient profondément blessés par le personnage de Solomonov ; ils trouvaient malhonnête et injuste de représenter un tel Juif (fût-il ainsi dans la vie, au sein du camp !) à une époque où les Juifs étaient persécutés. (Mais pareille époque n'est-elle pas toujours là ? Quand donc les Juifs n'ont-ils pas été persécutés chez nous ?) Téouch était chamboulé, indigné au plus haut degré, et il me lança un ultimatum : si je n'efface pas, ou tout au moins si je n'adoucis pas la figure de Solomonov, c'en est fait de notre amitié, et par conséquent sa femme et lui ne pourront plus être les gardiens de mes manuscrits. Mieux encore : il prédisait que mon nom serait à jamais honni et souillé si je laissais Solomonov dans ma pièce. Pourquoi ne pas faire de lui un Russe ? s'étonnait-il. Le fait qu'il soit juif importe-t-il tant ? (Mais si cela importe si

* Voir *Œuvres* d'A. Soljénitsyne, t. 3, éd. Fayard.

** « Le Contemporain », théâtre ouvert à Moscou en 1957.

peu, pourquoi alors Solomonov ne choisissait pour les bonnes planques que des Juifs ?)

J'en ai eu froid dans le dos : c'était brusquement le couperet d'une censure qui me venait d'un tout autre côté, mais qui n'était pas moins brutal que celui de la censure officielle soviétique.

Cependant, les choses furent très vite résolues, car le « Sovremennik » reçut interdiction de représenter la pièce.

Téouch n'en trouva pas moins d'autres reproches à faire : votre Solomonov, disait-il, n'a absolument pas le caractère d'un Juif : un Juif est toujours sur le qui-vive, prudent, plutôt quémendeur, presque rusé – d'où lui viendraient l'impudence, le débridé de ceux qui se sentent investis d'une toute-puissance ? C'est faux, cela ne peut pas être !

Mais moi, je me souvenais bien et de ce Solomonov, et que les choses s'étaient bien passées de la sorte ! Depuis les années 20 et pendant les années 30, à Rostov-sur-le-Don, j'en ai été souvent le témoin. Et Frenkel, d'après les récits des ingénieurs survivants, se comportait exactement comme ça. S'immerger dans un tel cynisme favorisé par le pouvoir et l'arrogance est justement ce qui heurte le plus l'observateur. Bien sûr, on ne le rencontre que chez les pires, les plus grossiers, mais cela laisse des marques. (Comme en laissent sur l'image du Russe toutes ces souillures dues aux vilénies de nos monstres.)

Ces multiples insinuations, ces appels réitérés à ne pas écrire comment c'était réellement, finissent, goutte après goutte, par ressembler à ce que nous avons toujours entendu lâcher du haut des tribunes soviétiques : il ne faut pas noircir la réalité, il faut suivre les règles du réalisme socialiste, écrire comment *ça aurait dû être*, et non *comment c'était*.

Comme si l'artiste était capable d'oublier ou de refaire le passé !

Comme si la vérité pleine et entière ne pouvait s'écrire que par endroits, là où c'est admis, où c'est sans risques, et populaire.

Oh, comme on a scruté, détaillé toutes les figures de Juifs dans mes livres, comme on a pesé sur des balances d'apothicaire chacun de leurs traits ! Mais l'histoire atroce de Grigori M...z qui, par peur, n'a pas transmis à son régiment en train de succomber l'ordre de battre en retraite (*L'Archipel du Goulag*, VI^e partie, chap. 6), personne ne l'a remarquée, elle a été passée sous silence !

Mais c'est que mon *Ivan Denissovitch* lui-même a pas mal

choqué les Juifs : il y avait, voyez-vous, des malheureux tellement plus délicats, et moi j'ai mis en avant un vulgaire moujik ! Pendant la « glasnost » de Gorbatchev, Assir Sandler s'enhardit et publia ses souvenirs des camps : « Dès la première lecture, *Une journée d'Ivan Denissovitch** m'a catégoriquement déplu... Le personnage principal, Ivan Denissovitch, est un être aux aspirations spirituelles minimales, centré sur ses soucis immédiats » – et Soljenitsyne en fait l'image emblématique du peuple russe... (Tout à fait – c'est exactement ce qu'éruçtaient à l'époque les communistes bien-pensants !) Mais « la véritable intelligentsia, celle qui détermine le niveau de la culture et de la science nationales, [Soljenitsyne] a bien voulu l'ignorer ». Puis Sandler en a discuté avec Miron Markovitch Etlis (tous deux des planqués à l'infirmerie), et Etlis a fait remarquer la même chose : « Ce qui est raconté dans ce récit est par bien des points dénaturé, mis sens dessus dessous »..., « Soljenitsyne ne met pas l'accent là où il faut pour ce qui concerne la catégorie instruite de notre contingent », « le côté nombriliste [d'Ivan Denissovitch]... cette patience... cette attitude pseudo-chrétienne vis-à-vis de son entourage... » En 1964, Sandler a eu le bonheur d'ouvrir son cœur à Erhenbourg lui-même, lequel a confirmé d'un signe de tête « une opinion extrêmement négative » sur le récit¹².

Mais il y a un menu détail qu'aucun Juif ne m'a jamais reproché, c'est qu'Ivan Denissovitch, en fait, soit auprès de César Markovitch comme un serviteur, et qu'il le serve, ma foi, animé des meilleurs sentiments.

12. Assir Sandler, Ouzelki na pamiat' : Zapiski reabilitirovannogo [Petits nœuds dans la mémoire : notes d'un réhabilité], éd. de Magadan, 1988, pp. 22, 62-64.

* Cf. A. Soljenitsyne, *Œuvres*, t. 2, éd. Fayard.

Chapitre 21

DANS LA GUERRE AVEC L'ALLEMAGNE

Depuis la « Nuit de cristal » (novembre 1938), les Juifs d'Allemagne n'avaient plus de doutes sur le danger mortel qui les menaçait tous. Après qu'Hitler eut lancé sa campagne en Pologne, le nuage de mort s'était étendu vers l'est. Personne ne savait toutefois que le début de la guerre avec l'URSS allait inaugurer une nouvelle phase dans la politique nazie : l'extermination physique massive des Juifs.

Bien que l'invasion allemande les fit s'attendre à toutes sortes de malheurs, les Juifs soviétiques ne pouvaient tout de même pas prévoir les exécutions massives d'innocents de tous âges et des deux sexes : impossible d'imaginer à l'avance une chose pareille. Et ceux qui étaient restés sur place, à leur domicile, se trouvèrent brusquement confrontés à une situation terrible, inévitabile, ne laissant aucune possibilité de résistance. Les vies étaient brutalement fauchées. Des épreuves pouvaient précéder l'issue fatale : entassement dans les ghettos, camps de travaux forcés, fourgons à gaz, à moins qu'on ne vous obligeât à creuser des fosses et à vous déshabiller avant d'être fusillé.

L'*Encyclopédie juive russe* cite beaucoup de noms de Juifs russes tombés victimes de la Catastrophe. Elle nomme ceux qui ont péri à Rostov, Simféropol, Odessa, Minsk, Bélostok, Kaunas, Narva. Parmi eux, nombre de personnalités de premier plan. Le célèbre historien S. M. Doubnov avait passé tout l'entre-deux-guerres dans l'émigration, puis, après l'accession au pouvoir

de Hitler, il avait quitté Berlin pour Riga. Il fut arrêté lors de l'occupation de la ville par les Allemands, confiné dans un ghetto et, « en décembre 1941, inscrit sur la liste des condamnés à mort de la journée ». — De Vilnius se sont retrouvés en camp de concentration l'historien Dina Ioffé et le directeur du lycée juif Iossif Iachounski (tous deux ont disparu à Treblinka en 1943).

— Le rabbin Samuel Bepalov, chef des hassidim de Bobrouïsk, fut fusillé en 1941 lors de la prise de la ville par les Allemands. En 1943 périt à Varsovie Guerschon Sirota, chantre à la synagogue, qui avait jadis « attiré sur lui l'attention de Nicolas II » : il venait tous les ans chanter à Moscou et à Petersbourg. — Et voici les frères Paul et Vladimir Mintz. L'aîné, Paul, était un homme d'État letton de premier plan, « l'unique Juif dans le gouvernement de la Lettonie ». Vladimir était chirurgien, c'est lui qui fut chargé de soigner Lénine en 1918, après l'attentat. Lui aussi s'était installé en Lettonie à partir de 1920. Après l'occupation soviétique de 1940, l'aîné fut arrêté et jeté dans un camp de la région de Krasnoïarsk où il mourut peu après. À l'époque, le cadet ne fut pas inquiété et resta à Riga, mais il allait périr en 1945 à Buchenwald. — Sabina Spielrein, docteur en médecine, psychanalyste, proche collaboratrice de C. Jung, avait travaillé dans les cliniques de Zurich, Munich, Berlin, Genève ; était revenue en Russie en 1923 ; en 1942, à Rostov-sur-le-Don, sa ville natale, elle fut fusillée par les Allemands avec tous les Juifs de la ville. (Ses trois frères, des hommes de science, avaient succombé, eux, à la terreur stalinienne : nous en avons parlé au chapitre 19.)

Cependant, beaucoup échappèrent à l'extermination, en 1941 et 1942, grâce aux mesures d'évacuation. Plusieurs sources juives d'avant et d'après la guerre soulignent sans la moindre équivoque le caractère énergique des mesures prises. Nous lisons par exemple dans le recueil *Le Monde juif* de 1944 : « Les autorités soviétiques se sont pleinement rendu compte que les Juifs constituent la catégorie la plus menacée de la population et, en dépit des besoins de l'armée en matériel roulant, des milliers de trains ont été réquisitionnés pour leur évacuation... Dans beaucoup de villes..., les Juifs ont été évacués avant les autres » ; l'auteur estime pourtant exagérée « l'affirmation de l'écrivain juif David Bergelson selon

laquelle [environ] 80 % des Juifs furent évacués et sauvés¹ ». — À Tchernigov, avant la guerre, la population juive comptait 70 000 âmes ; à l'arrivée des Allemands, il n'y en avait plus que 10 000... À Dniépropetrovsk, sur 100 000, il ne restait plus que 30 000 Juifs à l'arrivée des Allemands ». À Jitomir, 44 000 Juifs sur 50 000 furent évacués². Dans le bulletin *Khaïasa*, à l'été 1946, E.M. Koulicher écrit : « Il ne fait pas de doute que les autorités soviétiques ont pris des mesures spéciales pour faire évacuer la population juive ou pour faciliter sa fuite. À l'égal des hauts fonctionnaires, des ouvriers de l'industrie et des employés, les Juifs étaient prioritaires... Le pouvoir soviétique a affrété des milliers de trains spécialement pour l'évacuation des Juifs³ » ; pour échapper aux bombardements, ils étaient transportés par des milliers de chariots réquisitionnés dans les kolkhozes et les sovkhoses pour rejoindre un nœud ferroviaire le plus éloigné possible à l'arrière. — B. Ts. Goldberg, gendre de Sholem Aleikhem, qui était correspondant du journal juif new-yorkais *Der Tog*, « après un voyage de routine en Union soviétique durant l'hiver 1946-1947 publia un article intitulé "Comment, pendant la guerre, en Union soviétique, on fit évacuer les Juifs" » (*Der Tog*, 21 février 1947). Qui avait-il interrogé sur la question en Ukraine ? « Des Juifs et des chrétiens, des militaires et des personnes évacuées, tous ont répondu que la politique du gouvernement consistait à donner la préférence aux Juifs lors de l'évacuation, d'en sauver le plus possible afin que les nazis ne puissent les exterminer⁴. » — Et Moshe Kaganovitch, qui fut résistant pendant la guerre, confirme, dans ses souvenirs ultérieurs (1948), que les autorités soviétiques réservaient, pour l'évacuation des Juifs, tous les moyens de transport disponibles, y compris les charrettes de paysans, et qu'on ordonnait d'évacuer

1. I. Chekhtman, Sovetskoïe evreïstvo v germanno-sovetskoï voine [Les Juifs soviétiques dans la guerre germano-soviétique], in MJ-2, New York, 1944, pp. 225-226.

2. A. A. Goldstein, Soudha evreïev v okkoupovannoï nemtsami Sovetskoï Rossii [Le sort des Juifs dans la partie de la Russie soviétique occupée par les Allemands], LMJR-2, pp. 89, 92.

3. Rescue, Information Bulletin of the Hebrew Sheltering and Immigrant Aid Society (HIAS), July-August 1946 (vol. III, n° 7-8) p. 2. Cité d'après S. Schwartz, Evrei v Sovetskoi Soïouze s natchala Vtoroi mirovoi voïny (1939-1965) [Les Juifs en Union soviétique depuis le commencement de la Seconde Guerre mondiale], New York, 1966, p. 45.

4. S. Schwartz*, p. 55.

« des provinces menacées par l'ennemi, en premier lieu, les citoyens de nationalité juive ». (Remarquons que S. Schwartz et les historiens plus contemporains doutent de l'existence d'une telle instruction, et même du fait que l'évacuation ait été recommandée pour les Juifs "en tant que tels"⁵.)

Des sources anciennes et d'autres plus récentes donnent cependant des estimations assez concordantes du nombre de Juifs évacués ou ayant fui les territoires occupés par les Allemands. Il n'y a pas à ce sujet de chiffres soviétiques officiels, et tous les chercheurs se plaignent que les données statistiques initiales soient très approximatives. Aussi nous appuierons-nous sur les travaux de cette dernière décennie. – Ainsi, le démographe M. Kounovetski, en exploitant des matériaux d'archives jadis inaccessibles et en utilisant des méthodes nouvelles d'analyse, propose les estimations suivantes : d'après les résultats définitifs du recensement de 1939, on comptait 3 028 538 Juifs en URSS (dans ses « anciennes » frontières, avant les annexions de 1939-1940). En apportant quelques correctifs à ce chiffre et en prenant en compte le coefficient d'accroissement naturel de la population entre septembre 1939 et juin 1941, le démographe estime qu'au début de la guerre, dans les « anciennes » frontières de l'URSS, il y avait près de 3 080 000 Juifs. Sur ce nombre, 900 000 vivaient dans les territoires qui, pendant la guerre, sont restés non occupés, tandis que dans les territoires qui allaient être occupés ultérieurement vivaient 2 180 000 Juifs (« les Orientaux »)⁶. – « Il n'existe pas de données précises sur le nombre de Juifs qui fuirent ou furent évacués vers l'est avant l'occupation allemande. Mais on sait d'après certaines études qu'environ 1 000 000 à 1 100 000 Juifs purent quitter les provinces de l'est... envahies par les Allemands⁷. »

Dans les territoires annexés à l'ouest par l'Union soviétique en 1939-40 et brutalement envahis par les Allemands au début de leur

5. Moshe Kaganovitch, *Der jüdische Anteil in Partisanerbewegung von Sowjet-Russland*, 1948, p. 188. Cité d'après S. Schwartz, *op. cit.*, pp. 45-46.

6. M. Kounovetski, *Lioudskie poteri evreiskogo naseleniia v poslevoennykh granitsakh SSSR v gody Velikoi Otechestvennoi voïny* [Les pertes humaines de la population juive dans les frontières de l'URSS d'après la Seconde guerre mondiale], in *Vestnik evreiskogo Ounivertsitieta v Moskve* [Messager de l'Université juive à Moscou], 1995, n° 2 (9), pp. 137, 145, 151.

7. Itzhak Arad, *Kholokaoust : Katastrofa evropeiskogo evreisiva* [L'Holocauste : la Catastrophe des Juifs d'Europe (1933-1945)], Rec. d'articles, Jérusalem, 1990, p. 62.

Blitzkrieg, le tableau fut tout autre. La rapidité de l'invasion allemande ne laissait aucune chance de sauver sa peau ; or, la population juive de ces provinces-« tampons » comptait, en juin 1941, 1 885 000 personnes (les « Occidentaux »)⁸. Seul « un petit nombre de Juifs réussirent à s'enfuir ou à être évacués. On estime cette proportion à... environ 10 à 12 %⁹ ».

Ainsi, d'après les estimations les plus optimistes dont nous disposons, près de 2 226 000 Juifs (2 millions d'« Orientaux » et 226 000 « Occidentaux ») purent échapper à l'occupation sur le territoire de l'URSS dans ses « nouvelles » frontières. Dans les territoires envahis par l'ennemi, il restait 2 739 000 Juifs (1 080 000 « Orientaux » et 1 659 000 « Occidentaux »).

Les personnes évacuées et celles qui fuyaient les provinces envahies ou menacées par les Allemands étaient expédiées le plus loin possible vers l'arrière, « notamment et en majorité des Juifs, au-delà de l'Oural, en Sibérie occidentale, au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Turkménistan¹⁰ ». — On trouve dans les documents du Comité antifasciste européen l'affirmation suivante : « Furent évacués en Ouzbékistan, au Kazakhstan et dans les autres républiques d'Asie centrale, au début de la guerre, près d'un million et demi de Juifs¹¹. » Ce chiffre laisse de côté la Volga, l'Oural, la Sibérie. (La *Petite Encyclopédie juive* estime pour sa part que « ce chiffre est très exagéré¹² ».) — Quant au Birobidjan, il ne reçut ni réfugiés spontanés ni contingents de personnes évacuées par les autorités, bien que, du fait de l'abandon des kolkhozes juifs, il s'y fût constitué un parc immobilier pouvant accueillir onze mille familles¹³. — Dans le même temps, « en Crimée, les colons juifs furent évacués suffisamment à temps pour qu'ils pussent emporter le matériel agricole et emmener leurs bêtes » ; « on sait qu'au printemps 1942, les colons juifs ayant fui l'Ukraine créèrent des kolkhozes sur la Volga ». — Sur la Volga ? Mais oui (comme l'écrivit l'auteur : « par une ironie du sort »), sur les lieux mêmes où avaient

8. M. Koupoverski, p. 145.

9. I. Arad, p. 61.

10. S. Schwartz, p. 181.

11. G. V. Kostyrchenko, *Tainaïa politika Stalina : Vlast i antisemitizm* [La politique secrète de Staline : le pouvoir et l'antisémitisme], M. Mejdounarodnyie otnosheniia [Les Relations internationales], 2001, p. 431.

12. PEJ, t. 4, p. 167.

13. S. Schwartz, PEJ, t. 2, p. 187.

vécu les colons allemands chassés de la république des Allemands de la Volga et déportés par décret du gouvernement soviétique du 28 août 1941¹⁴.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, l'ampleur de l'évacuation des Juifs par les Soviétiques devant l'invasion allemande a été unanimement reconnue, et les sources citées, datant de la guerre ou des années d'après-guerre, en font foi. Mais, dans des documents plus récents, postérieurs à la fin des années 40, cela est contesté. Ainsi lisons-nous dans un texte des années 60 (c'est l'auteur qui souligne) : « *Nulle part en Russie il n'y a eu d'évacuation organisée des Juifs en tant que fraction la plus menacée de la population*¹⁵. » Et vingt ans plus tard, nous lisons même : après l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne, « en dépit des rumeurs selon lesquelles le gouvernement se serait employé à évacuer les Juifs des régions menacées par l'avancée allemande, rien de tel ne se produisit... On abandonnait les Juifs à leur sort. Vis-à-vis des citoyens de nationalité juive, le tant vanté "internationalisme prolétarien" fit chou blanc¹⁶ ». Cette appréciation est totalement erronée.

Les auteurs juifs, même ceux qui nient la « bonne volonté » manifestée à l'égard des Juifs lors de l'évacuation, reconnaissent pourtant l'ampleur de celle-ci. « De par la structure sociale propre à la population juive, la proportion de Juifs a dû dépasser largement celle des évacués parmi la population générale des villes¹⁷. » Ce fut bien le cas. Deux jours après l'invasion allemande, le 24 juin 1941, un Conseil pour l'évacuation fut créé (son président était Chvernik ; ses deux adjoints, Kossyguine et Pervoukhine) et ses priorités furent proclamées : en premier lieu, évacuer, avec leur personnel, les institutions de l'État et du Parti, les entreprises industrielles, les matières premières, les ouvriers des usines évacuées et leurs familles, les jeunes gens ayant atteint l'âge de la conscription. – En tout, depuis le début de la guerre jusqu'en novembre 1941, près de 12 millions de personnes furent évacuées

14. I. Chekhtman, Les Juifs soviétiques dans la guerre germano-soviétique, in MJ-2, pp. 226, 227.

15. G. Aronson, PEJ, t. 2, p. 144.

16. S. Tsyroulnikov, SSSR, Evrei i Israil [l'URSS, les Juifs et Israël], V.M., n° 9-, pp. 151-152.

17. I. Chekhtman, p. 224.

des zones menacées vers l'intérieur du pays¹⁸. Sur ces 12 millions, comme nous l'avons vu, il y a entre un et 1,1 million de Juifs « orientaux », et plus de 200 000 « occidentaux » ayant fui les territoires qui allaient être rapidement occupés par les Allemands ; il faut leur ajouter un nombre important de Juifs faisant partie de la population évacuée des villes et des régions de la RSFSR où les Allemands ne sont pas parvenus (notamment Moscou et Leningrad). – Solomon Schwartz écrit : « L'évacuation générale des institutions de l'État et des entreprises industrielles avec une grande partie de leur personnel (souvent avec les familles) a pris en maints endroits un caractère massif. La structure sociale de la population juive d'Ukraine – le pourcentage élevé de Juifs parmi les hauts et moyens fonctionnaires de l'État, parmi l'intelligentsia littéraire et scientifique, et le nombre des ouvriers juifs dans l'industrie lourde ukrainienne – fit que la proportion des Juifs évacués était en général plus élevée que celle des évacués dans la population totale des villes (et plus encore dans celle du pays)¹⁹. » (Cela est vrai également pour la Biélorussie. Là, dans les années 20 et au début des années 30, presque massivement « la jeunesse juive, ainsi que des personnes plus âgées, étudiaient dans toutes sortes de cours du soir, écoles de jour, stages d'alphabétisation... Cela avait permis à la catégorie la plus pauvre des petits bourgs de rejoindre les rangs des ouvriers de l'industrie. Avec 8,9 % de la population de Biélorussie, les Juifs, en 1930, représentaient 36 % des ouvriers de cette république²⁰ ».) – S. Schwartz poursuit : « L'important pourcentage de Juifs parmi les personnes évacuées est dû également au fait que, pour nombre d'employés et d'ouvriers, l'évacuation ne revêtait pas un caractère obligatoire... Beaucoup d'entre eux, surtout parmi les non-Juifs, ne sont pas partis » ; ainsi, même pour les Juifs « qui n'étaient pas astreints à une évacuation obligatoire..., les possibilités d'être évacués étaient relativement grandes²¹ ». – Pourtant, reprend le même auteur, « aucun décret, aucune instruction relatifs

18. Sovetski tyl v pervyi period Velikoï Otetchestvennoï voïny [L'arrière soviétique dans la période de la Grande guerre patriotique], Rec., M., 1988, p. 139.

19. S. Schwartz, p. 53.

20. L. L. Mininberg, Sovetskie evrei v nauke i promyshlennosti SSSR v period Vtoroi mirovoi voïny (1941-1945) [Les Juifs soviétiques dans la science et l'industrie de l'URSS pendant la Seconde Guerre mondiale], M., 1995, p. 13.

21. S. Schwartz, p. 53.

à l'évacuation des Juifs, aucune information concernant semblables mesures ne parurent dans la presse soviétique » ; et aussi : « Sur l'évacuation des Juifs en tant que tels, il n'existe tout simplement nulle part aucune indication. Cela signifie qu'il n'y a pas eu d'évacuation spécifiquement prévue pour les Juifs²². »

Compte tenu des réalités soviétiques, cette conclusion paraît assez peu fondée et, à tout prendre, formelle. Certes, il n'y a pas eu d'informations sur une évacuation massive des Juifs dans la presse soviétique. Et l'on comprend bien pourquoi. D'une part, après la signature du pacte avec l'Allemagne, on avait passé sous silence, en URSS, la politique de Hitler à l'égard des Juifs, et lorsque la guerre éclata, l'écrasante majorité de la population soviétique ignorait quelle menace mortelle pour les Juifs représentait l'invasion allemande. D'autre part, et c'était probablement la principale raison, du côté allemand, la propagande se déchaînait contre le « judéo-bolchevisme ». Or, le gouvernement soviétique comprenait fort bien qu'il avait grandement contribué, tout au long des années 20 et 30, à donner corps à cette propagande – et comment donc, maintenant, proclamer haut et fort qu'il fallait sauver en premier lieu les Juifs ? Cela n'aurait fait que donner à Hitler une formidable impulsion.

Voilà pourquoi on n'annonça pas publiquement que, parmi les personnes évacuées, « les Juifs constituaient le plus gros pourcentage ». « Dans les ordres d'évacuation, on ne mentionnait pas les Juifs » ; néanmoins, « pendant l'évacuation, il n'y avait aucune discrimination à l'égard des Juifs²³ » ; on évacuait en somme autant de gens qu'on pouvait, physiquement, mais sans tapage à l'intérieur de l'URSS. À l'extérieur, c'était différent. Ainsi, en décembre 1941, quand les Allemands eurent reculé devant Moscou, la radio de la capitale diffusa un texte non point en russe, naturellement, mais « en polonais », et « le lendemain, à cinq reprises, en allemand », « qui comparait l'offensive russe réussie de l'hiver au miracle des Macchabées » et serinait aux Allemands que, « justement pendant la semaine de Hanouka [la Fête des Lumières] » avait été écrasée la 134^e division allemande de Nuremberg, celle

22. *Ibidem*, pp. 46, 53.

23. I. Arad, *Otnošenie sovětskogo rukovodstva k Kholokoustou*. [L'attitude du pouvoir soviétique à l'égard de l'Holocauste], in *Vestnik Evreiskogo Ouniversiteta* [Messager de l'Université juive], 1995, n° 2 (9), p. 23.

qui porte le nom de la ville « dans laquelle avait vu le jour la législation raciale²⁴ ». — En 1941-1942, les autorités soviétiques acceptaient fort bien que les synagogues de Moscou, Leningrad et Kharkov fussent pleines de monde et que l'on fêtât la Pâque juive de 1942²⁵.

L'on ne peut pas dire qu'à l'intérieur du pays la presse soviétique ait passé sous silence les atrocités commises par les Allemands. Quelqu'un comme Ilya Ehrenbourg, et d'autres, comme par exemple le journaliste Krieger, eurent toute latitude, pendant toute la guerre, d'entretenir et d'attiser la haine des Allemands non sans évoquer le motif juif, motif brûlant et qui les concernait intimement eux-mêmes, mais sans toutefois mettre trop l'accent sur lui. Ehrenbourg, en barde attitré, fulmina tout au long de cette guerre, affirmant que « l'Allemand est une bête sauvage par nature », appelant à « ne pas épargner les fascistes, même ceux qui ne sont pas encore nés » (comment comprendre : tuer des femmes enceintes ?), et ce n'est qu'à la toute fin qu'il rabattit son caquet, une fois que la guerre se déroula sur le territoire de l'Allemagne et qu'il devint clair que l'armée n'avait que trop bien assimilé la propagande de représailles effrénées sur tous les Allemands sans distinction.

Il n'est cependant pas douteux que la politique hitlérienne d'extermination des Juifs, dans toute son ampleur et sa systématisation, ne fut pas suffisamment mise en relief par la presse soviétique — si bien que, dans leur grande masse, les Juifs d'URSS ne pouvaient avoir une idée claire de l'ampleur du danger et de la Catastrophe. Durant toute la guerre, il n'y eut que peu de déclarations officielles sur le sort des Juifs dans les territoires occupés par les Allemands. — Dans son discours du 6 novembre 1941 (à l'occasion du 24^e anniversaire de la révolution d'Octobre), Staline déclara : « Les hitlériens... commettent des pogroms antijuifs dignes du Moyen Âge, comme les perpétrait le régime tsariste. Le Parti de Hitler est le Parti... de la réaction moyenâgeuse et des pogroms ultras²⁶. » (« Pour autant que nous sachions, écrit un historien israélien, ce fut

24. I. Chekhuman, p. 238.

25. *Ibidem*, p. 237.

26. Rapport du président du Comité d'État à la Défense, le camarade Staline, prononcé lors de la séance solennelle du Soviet de Moscou des députés des travailleurs du 6 novembre 1941, in *Pravda* 1941, 7 nov., pp. 1-2.

le seul moment, de toute la durée de la guerre, où Staline évoqua publiquement les Juifs²⁷. ») – Le 6 janvier 1942, dans une note de Molotov, commissaire aux Affaires étrangères, adressée à tous les États avec lesquels l'Union soviétique entretenait des relations diplomatiques, les Juifs sont mentionnés dans la liste des peuples soviétiques victimes, puis sont énumérées, chiffres à l'appui, les exécutions de Juifs à Kiev, Lvov, Odessa, Kamenets-Podolsk, Dniépropetrovsk, Marioupol, Kertch. « Un horrible massacre et divers pogroms ont été perpétrés par les envahisseurs allemands dans la capitale ukrainienne, Kiev... Là furent rassemblés un grand nombre de Juifs, femmes et enfants compris, de tous âges ; avant l'exécution, on les déshabilla et les roua de coups... ils furent abattus à la mitrailleuse. Nombre d'assassinats de masse... dans les autres villes ukrainiennes également ; ces actes sanguinaires étaient dirigés avant tout contre les travailleurs juifs sans défense et sans armes²⁸. » – Puis il y eut la déclaration du 19 décembre 1942 disant qu'Hitler était en possession d'un « plan spécial d'extermination totale de la population juive dans toute l'Europe occupée » et en Allemagne même ; « relativement à ses faibles effectifs, la composante juive de la population soviétique... a démesurément souffert de la férocité des monstres hitlériens ». Mais on peut faire remarquer que cette déclaration fut comme contrainte et forcée : quarante-huit heures après une déclaration semblable des Alliés, et en l'absence de toute une série de reprises dans la presse, alors que cela se pratiquait toujours quand la nécessité d'une campagne se faisait sentir. – En 1943, sur sept rapports livrés par la Commission d'État extraordinaire d'enquête sur les crimes hitlériens (par régions, mais aussi sur l'extermination des prisonniers de guerre soviétiques et sur la destruction du patrimoine culturel de notre pays), un seul évoquait l'extermination des Juifs – dans le district de Stavropol, non loin de Mineralnyie Vody²⁹. – Et en mars 1944, Khrouchtchev fit un discours à Kiev où il parla des souffrances endurées par l'Ukraine sous l'occupation « *sans dire un seul mot des Juifs*³⁰ » !

De toute évidence, il en fut bien ainsi. Certes, les larges masses soviétiques n'appréhendaient pas alors l'ampleur de la Catastrophe.

27. I. Arad, p. 17.

28. Izvestiia, 1942, 7 janvier, pp. 1-2.

29. S. Schwartz*, pp. 138-145.

30. G. Aronson, La question juive à l'époque de Staline, PEJ, t. 2, p. 146.

Or c'était là notre sort à tous : ne jamais savoir, sous la dure écorce de l'URSS, ce qui se passait réellement dans le monde extérieur. Toutefois, les Juifs soviétiques, eux, ne pouvaient pas ne rien savoir du tout de ce qui se passait du côté de l'Allemagne. « Au milieu des années 30, la presse soviétique avait beaucoup parlé de l'antisémitisme en Allemagne... Le roman de Lion Feuchtwanger, *La Famille Oppenheim*, l'adaptation à l'écran de ce roman, ainsi qu'un autre film, *Le Professeur Mamliouk*, montrèrent le danger qui menaçait les Juifs³¹. » – Après les pogroms de la « Nuit de cristal », la *Pravda* publia un éditorial intitulé « Les fascistes fauteurs de pogroms et les cannibales », qui dénonçait vigoureusement les nazis : « C'est avec indignation et dégoût que le monde civilisé regarde la féroce répression exercée par les fascistes allemands sur la population juive sans défense... [C'est avec les mêmes sentiments] que le peuple soviétique suit les événements hideux et sanglants qui se déroulent en Allemagne... Dans notre patrie soviétique ont été éradiquées, avec les capitalistes et les propriétaires, toutes sources d'antisémitisme³². » Puis, tout au long du mois de novembre, la *Pravda* avait publié jour après jour, en première page, des informations comme « Pogroms antijuifs en Allemagne », « Répressions féroces contre la population juive », « Vague de protestations dans le monde entier contre les atrocités des fauteurs de pogroms fascistes ». Des meetings de protestation contre la politique antisémite d'Hitler s'étaient tenus à Moscou, Leningrad, Kiev, Tbilissi, Minsk, Sverdlovsk, Stalino. La *Pravda* avait publié un compte rendu détaillé du meeting tenu par l'intelligentsia de Moscou dans la grande salle du Conservatoire, avec, notamment, les discours de A. K. Tolstoï, A. Korneitchouk, L. Sobolev, des artistes du peuple A. B. Goldenweizer, S. M. Mikhoëls, et la résolution finale : « Nous, représentants de l'intelligentsia de Moscou, ... nous élevons nos voix, pleines de colère et d'indignation, contre les atrocités inhumaines commises par les fascistes et les violences à l'égard de la population juive sans défense d'Allemagne. Les fascistes frappent, mutilent, violent, tuent et brûlent vifs, en plein jour, les gens qui ne sont coupables que d'appartenir au peuple

31. S. Chveibich, *Evakouatsiia i sovetskie evrei v gody Katastrofy* [L'évacuation et les Juifs soviétiques dans les années de la Catastrophe] in *Messenger de l'Université juive*, 1995, n° 2 (9), p. 47.

32. *Pravda*, 1938, 18 novembre, p. 1.

juif³³. » Le lendemain, 29 novembre, la *Pravda* avait donné sur toute une page des informations sur des meetings tenus dans les autres villes soviétiques, sous le titre « L'intelligentsia soviétique est indignée par les pogroms antijuifs en Allemagne ».

Cependant, à dater de l'automne 1939 et de la signature du pacte Ribbentrop-Molotov, toute critique de la politique nazie, toute information sur la persécution des Juifs dans les pays d'Europe occupés par les Allemands, disparurent totalement de la presse soviétique. « Un grand nombre d'informations... parvenaient en Union soviétique par divers canaux – le renseignement, les ambassades, les journalistes... Une importante source d'information était constituée par les réfugiés juifs, ceux qui avaient pu traverser la frontière. Les moyens d'information soviétiques, y compris la presse juive, gardaient le silence sur le sujet³⁴. »

« Mais, quand la guerre avec l'Allemagne éclata et qu'on se remit à parler de l'antisémitisme des nazis, beaucoup de Juifs prirent cela comme un acte de propagande », écrit un historien contemporain en s'appuyant sur des témoignages rassemblés sur un demi-siècle parmi les rescapés de la Catastrophe. « Nombre de Juifs se fiaient plus à leur expérience vécue qu'à la radio, aux livres et aux journaux. Dans l'esprit de beaucoup, les Allemands étaient restés tels qu'ils les avaient connus pendant la Première Guerre mondiale. De tous les régimes du temps de la guerre civile, le régime allemand était à leurs yeux l'un des plus tolérants vis-à-vis des Juifs³⁵. » « Nombre de Juifs se souvenaient que, lors de l'occupation allemande de 1918, les Allemands se comportaient avec les Juifs mieux qu'à l'égard des habitants de souche, et cela les rassurait³⁶. » Et c'est pourquoi, « en 1941, le nombre de Juifs qui ont volontairement refusé de fuir a été fort grand » ; et jusqu'en 1942, « d'après les récits des témoins..., à Voronège, Rostov, Krasnodar et d'autres villes encore, les Juifs espéraient, en attendant que le front atteigne leur ville, continuer à travailler comme médecins ou maîtres d'école, tailleurs ou cordonniers, professions qu'ils ne doutaient pas être nécessaires sous tous les régimes... En

33. *Pravda*, 1938, 28 novembre, pp. 2-3.

34. *I. Arad*, pp. 15-16.

35. *S. Chveibich*, L'évacuation et les Juifs soviétiques au temps de la Catastrophe, pp. 47-48.

36. *PEJ*, t. 8, p. 223.

outre, les Juifs ne pouvaient pas ou ne voulaient pas être évacués pour des raisons purement matérielles³⁷ ».

Tandis que la presse et la radio soviétiques étouffaient les informations sur les atrocités perpétrées par l'occupant contre les Juifs, le journal en yiddish *Einigkeit* (« L'Unité »), l'organe du Comité juif antifasciste, fut autorisé à en parler à pleine voix. — On peut estimer que ce Comité vit le jour lors du meeting radiodiffusé « des représentants du peuple juif », organisé en août 1941 et diffusé dans un but de propagande vers les États-Unis et les autres pays alliés (ses participants furent : S. Mikhoëls, P. Markish, I. Ehrenbourg, S. Marchak, S. Eisenstein, entre autres). « L'effet produit en Occident dépassa toutes les attentes de Moscou... Dans les pays alliés, des organisations juives se créèrent dans le but de recueillir des fonds pour les besoins de l'Armée rouge. » Cela donna au Kremlin l'idée qu'il serait utile de créer en URSS un Comité juif permanent. « Ainsi fut inauguré, à partir de 1941, la collaboration des autorités soviétiques avec le sionisme mondial, collaboration qui allait perdurer encore sept ans³⁸. »

La création même du Comité se fit tant bien que mal, au milieu des hésitations du pouvoir. Pour mettre quelqu'un à sa tête, on fit sortir de prison, en septembre 1941, un vétéran du Bund, un homme respecté, Heinrich Erlikh qui, en 1917, avait déjà été membre du fameux Comité exécutif du Soviet de Petrograd, tout-puissant à l'époque (par la suite, Erlikh avait émigré en Pologne où il avait été appréhendé par les Soviétiques en 1939). Avec son camarade Alter, membre du Bund comme lui et venu lui aussi de Pologne, il s'attela à l'élaboration d'un projet entièrement dédié à la mobilisation de l'opinion juive mondiale, avec une participation de Juifs étrangers plus importante que celle des Juifs soviétiques. « Grisés par ce regain de liberté, les bundistes polonais... s'activaient de plus en plus, à leurs risques et périls. Ayant été évacués avec les fonctionnaires de la capitale à Kouïbychev [Samara], ils entrèrent en contact avec les représentants diplomatiques occidentaux qui se retrouvaient là-bas eux aussi..., leur proposant, entre autres, de constituer aux États-Unis une Légion juive destinée à être par la

37. *Ibidem*, p. 49.

38. G. V. Kostyrtchenko, La politique secrète de Staline, *op. cit.*, p. 231.

suite envoyée sur le front germano-soviétique » ; « la chose alla si loin que les bundistes polonais... se mirent d'eux-mêmes à préparer leur départ pour l'Ouest ». En outre, les deux militants du Bund « avaient la prétention de penser (ils ne s'en cachaient pas devant leur entourage) qu'ils réussiraient à réformer le système soviétique dans le sens d'une libéralisation politique ». En décembre 1941, lesdits chefs du Comité, trop gourmands de liberté, furent arrêtés (Erlikh se pendit en prison, Alter fut fusillé)³⁹.

Cependant, à partir du printemps 1942, on se ressaisit et on entreprit de recolmater le Comité juif antifasciste. Dans ce but, on réunit à nouveau un meeting « des représentants du peuple juif » et on élut un Comité constitué cette fois uniquement de Juifs soviétiques. Le président en fut Solomon Mikhoëls ; le secrétaire, l'ancien militant fanatique du Bund devenu un tchékiste fanatique, Shakhno Epstein, qui, « dans les affaires juives, était "l'œil de Staline" » ; parmi ses membres figurèrent les écrivains David Bergelson, Peretz Markish, Leib Kvitko, Der Nistor, les savants Lina Chtern, l'académicien Froumkine, entre autres⁴⁰. L'adjoint de Mikhoëls était le poète Itzik Fefer (un ancien trotskiste qui avait gagné sa grâce au prix d'odes à Staline, « un agent important du NKVD » à qui on confia une mission en Occident comme à un « agent confirmé »)⁴¹.

À ce Comité il incombait, comme auparavant, d'influer sur l'opinion mondiale, d'« en appeler aux "Juifs du monde entier", c'est-à-dire, pratiquement, surtout aux Juifs américains »⁴², de susciter des sympathies et de l'aide financière à l'Union soviétique (c'est dans ce but que furent envoyés aux États-Unis Mikhoëls et Fefer – leur tournée, à l'été 1943, qui coïncida avec la dissolution du Komintern, fut un triomphe, rassembla des meetings dans quatorze grandes villes des États-Unis, et à New York on dénombra cinquante mille personnes. Parmi ceux qui les reçurent, le leader du sionisme, Chaïm Wetzman, et Albert Einstein⁴³). Mais, officiellement, le Comité était aux ordres du dénommé Lozovski-

39. G. V. Kostyrtchenko, *La politique secrète de Staline*, pp. 233-235.

40. G. Aronson, *La question juive à l'époque de Staline*, PEJ, t. 2, p. 148.

41. Pavel Soudoplatov, *Spelsoperatsii : Loubianka i Kreml* [Opérations spéciales : la Loubianka et le Kremlin], Années 1930-1950, M., Olma-Press, pp. 465, 470.

42. S. Schwartz, p. 239.

43. G. B. Kostyrtchenko, pp. 237-239.

Dridzo, chef en second du Bureau d'information de l'Union, cependant qu'en URSS il n'avait nulle part ni succursales ni possibilités d'agir : en fait, c'était « moins un organisme chargé de récolter des fonds en faveur de l'Armée rouge qu'un instrument... de propagande prosoviétique à l'étranger⁴⁴ ».

*

Certains auteurs juifs affirment qu'à partir de la fin des années 30, les Juifs avaient commencé à être évincés subrepticement mais résolument des hautes fonctions dans tous les secteurs du système soviétique. D. Shub écrit que la situation en 1943 révélait qu'au collège suprême du NKVD, il ne restait pas un seul Juif, que ceux-ci « étaient encore fortement représentés uniquement dans les Commissariats aux Transports, à l'Industrie et au Ravitaillement. Ils sont assez nombreux également à l'Instruction publique et aux Affaires étrangères⁴⁵ ». — Un historien contemporain, s'appuyant sur des documents d'archives redevenus accessibles dans les années 90, émet une conclusion inverse : « Tout au long des années 40, le rôle des Juifs dans les organes de répression resta extrêmement important ; il ne fut réduit à zéro qu'après la guerre, pendant la campagne de lutte contre le cosmopolitisme⁴⁶. »

On ne trouve toutefois pas de divergences d'appréciation quant au nombre élevé de Juifs aux postes de commandement de l'armée. *Le Monde juif* informe que « l'on compte aujourd'hui [c'est-à-dire pendant la guerre] dans l'Armée rouge plus de cent généraux juifs », et il fournit « une petite liste de noms pris au hasard » dans laquelle « ne figurent pas les généraux d'infanterie » : il y a là 17 noms (parmi eux, comme par hasard, nous trouvons le nom de « Frenkel Naftali Aronovitch, le général-major des services techniques et du génie » du Goulag)⁴⁷. — Que le nombre de généraux

44. S. Schwartz, pp. 166-170.

45. D. Shub, Les Juifs dans la révolution russe, in MJ-2, 145.

46. L. Iou. Kritchevski, Evrei v apparate Vétchéka-Oguépéou v 20-e gody [Les Juifs dans l'appareil du Vétchéka-Oguépéou dans les années 20], Evrei I rousskara revolioutsiia : Materialy I issledovanié [Les Juifs et la révolution russe : Documents et études], sous la dir. De O. V. Boudnitski, Moskva, Ierousalim, Guécharim, 1999, p. 344.

47. E. Stalinski, Evrei v Krasnoï Armii [Les Juifs dans l'Armée rouge], MJ-2, pp. 243-245.

juifs au plus fort de la guerre ait approché la centaine, c'est ce que confirmera, un quart de siècle plus tard, un autre recueil qui cite encore d'autres noms⁴⁸. (Ces recueils, cependant, présentent une grave omission : celle du généralissime L. Z. Mekhlis qui fut de 1937 à 1940 un homme de confiance et un proche de Staline, et, à partir de 1941, le chef du Service politique de l'Armée rouge, celui qui, dix jours après le début de la guerre, fit arrêter une douzaine de généraux de l'état-major du front de l'Ouest⁴⁹. Sans parler des mesures répressives qu'il appliqua pendant la guerre de Finlande et, plus tard, aux portes de Kertch.)

Dans la *Petite Encyclopédie juive*, la liste des généraux juifs est complétée par une quinzaine de nouveaux noms. — De nos jours, un his torien israélien a publié une liste nominative des généraux et amiraux juifs (y compris ceux qui reçurent ce grade pendant la guerre) ; nous comptons dans cette liste 270 noms. Des généraux et des amiraux ! Mais c'est bien plus que « pas peu » ! C'est un nombre colossal ! Il cite également les quatre commissaires du peuple du temps de guerre : outre Kaganovitch, Boris Vannikov (aux Munitions), Semion Guinsbourg (au Bâtiment), Isaac Zaltsman (à l'Industrie des blindés) et quelques chefs des principaux services militaires de l'Armée rouge ; dans cette liste figurent aussi les commandants en chef de 4 armées, les commandants de 23 corps d'armée, de 72 divisions, de 103 brigades⁵⁰.

« Dans aucune armée alliée, y compris l'armée américaine, les Juifs n'ont occupé des postes aussi élevés que dans l'armée soviétique »⁵¹, écrit I. Arad. Non, il n'est pas juste de parler d'une « éviction des Juifs des postes les plus élevés » dès la période de la guerre, d'autant moins qu'en fait on n'assistait pas encore, dans la vie soviétique en général, à ce genre de brimades. Le socialiste bien connu Mark Vichniak émit en 1944 (aux États-Unis) cette opinion : « Les plus virulents adversaires de l'URSS ne peuvent pas dire qu'un antisémitisme y est

48. G. Aronson, La question juive à l'époque de Staline, in LMJR-2, p. 143.

49. V. Anfilov, Kak « opravdalsia » Stalin [Comment Staline s'est « justifié »] in Rodina, 1991, n° 6-7, p. 31 ; EJR, 21^e éd, M, 1995, t. 2, pp. 276-277.

50. Aron Abramovitch, V rechaouchtcheï voine : Outchastie i rol evreiev SSSR v voine protiv natsizma [Dans la guerre décisive : La participation et le rôle des Juifs d'URSS dans la guerre contre le nazisme], Tel Aviv, 1992, t. 2, pp. 536-578.

51. I. Arad, p. 93.

encouragé par le gouvernement⁵². » À l'époque, il en était très certainement ainsi.

D'après le journal *Einigkeit* du 24 février 1945 (presque à la fin de la guerre), « pour "leur courage et leur héroïsme dans les combats"..., 63 374 Juifs furent décorés », et 59 faits héros de l'Union soviétique. – Par ailleurs, le *Volkstimme*, journal de Varsovie en yiddish, écrit – plus tard, il est vrai : en 1963 – qu'il y eut 160 772 Juifs décorés pendant cette guerre, et 108 déclarés héros de l'Union soviétique⁵³. – Au début des années 90, un auteur israélien donne une liste nominative, avec la date des décrets de promotion : 135 Juifs héros de l'Union soviétique, et 12 chevaliers de l'Ordre de la Gloire⁵⁴. (On trouve les mêmes chiffres dans les *Essais sur l'héroïsme juif* en trois volumes⁵⁵.) – Enfin, une étude toute récente (2001) avance le chiffre de « 123 822 Juifs ayant reçu des médailles et des décorations militaires au cours des années de guerre⁵⁶. Ainsi, pour le nombre des décorés, les Juifs occupent la cinquième place parmi les peuples de l'Union soviétique, après les Russes, les Ukrainiens, les Biélorusses et les Tatars.

« Un antisémitisme qui aurait fait obstacle à l'avancement des Juifs dans leur carrière ou à l'obtention de distinctions militaires, cela n'existait pas dans l'armée soviétique pendant la guerre⁵⁷ », constate I. Arad. Était hautement récompensé le travail fourni pour les besoins du front. L'afflux de Juifs soviétiques dans les domaines de la science et de la technique donna ses fruits pendant les années de guerre : conception de nouveaux types d'armements et de technologies militaires, construction d'avions, de blindés, de bateaux de guerre, recherche scientifique, mise sur pied et développement d'entreprises industrielles, apport dans l'énergie, la métallurgie, les transports. 180 000 Juifs – savants, ingénieurs, chefs de laboratoires et ouvriers – furent récompensés pour le travail qu'ils

52. M. Vichniak, *Mejdounarodnaïa konventsliia protiv antisemitizma* [La Convention internationale contre l'antisémitisme], in MJ-2, p. 98.

53. G. Aronson, p. 143.

54. A. Abramovitch, t. 2, pp. 548-555.

55. *Otcherki evreiskogo guéroïzma*, [Essais sur l'héroïsme juif] en 3 vol, Comp. G. S. Shapiro, S. L. Averboukh, Kiev, Tel-Aviv, 1994-1997.

56. G. V. Kostyrchenko, *La politique secrète de Staline*, p. 245 (avec référence aux anciennes archives centrales du Parti près le CC du PCUS, devenues le RGASPI), F. 17, op. 125, ed. khr. 125, I. 220.

57. I. Arad, p. 128.

avaient accompli en vue de soutenir le front de 1941 à 1945. Plus de 200 d'entre eux reçurent l'Ordre de Lénine. Près de 300 Juifs travaillant dans le domaine de la science et de la technique furent décorés de l'Ordre de Staline. Pendant les années de guerre, 12 Juifs reçurent le titre de Héros du Travail socialiste. À l'Académie des sciences, dans les sections de physique et mathématiques, de chimie et de technologie, on dénombrait 8 Juifs parmi les membres pleins, et 13 parmi les membres correspondants⁵⁸.

*

Maints auteurs, y compris S. Schwartz, font remarquer que « le rôle des Juifs dans la guerre a été systématiquement dissimulé », qu'on a mené sciemment « une politique visant à taire le rôle des Juifs dans la guerre ». Il donne pour exemple le fait que chez des écrivains soviétiques en vuc, comme par exemple K. Simonov (*Jours et nuits*), V. Grossman (*Le peuple est immortel*), « parmi les innombrables noms de soldats, d'officiers, d'instructeurs politiques, entre autres, il n'y a pas un seul patronyme juif⁵⁹. Bien sûr, c'était là l'effet de la censure, notamment pour ce qui concerne Grossman. (Plus tard, dans les essais de ce dernier, apparurent des patronymes juifs de militaires.) – Un autre auteur fait remarquer qu'on a beaucoup vendu, en URSS, de cartes postales avec le portrait du commandant de sous-marin Izrail Fisanovitch⁶⁰, qui s'était distingué. Des publications de ce genre, il y en eut beaucoup par la suite ; un chercheur israélien dénombre encore 12 Juifs héros de l'Union soviétique dont les portraits figuraient sur les enveloppes⁶¹.

Bien que j'aie moi-même pris part à cette guerre, je l'ai moins que toute autre chose étudiée dans les livres, je n'ai pas collecté d'informations et n'ai rien écrit sur elle. Mais j'ai vu des Juifs au front. J'ai connu parmi eux des braves. Je ne peux pas ne pas citer deux intrépides conducteurs de chars : mon ami de l'Université le lieutenant Emmanuel Mazine, et le tout jeune soldat, recruté alors

58. L. L. Mininberg, *Les savants soviétiques dans la science et l'industrie...*, pp. 18, 444-445, 452, 474-475.

59. S. Schwartz, pp. 154-156.

60. E. Stalinski, *Les Juifs dans l'Armée rouge*, in MJ-2, p. 250.

61. A. Abramovitch, t. 2, p. 562.

qu'il était encore étudiant, Boria Gammerov (tous deux furent blessés). Dans ma batterie (60 hommes), il y avait deux Juifs : le sergent Ilya Solomine, qui combattit magnifiquement tout au long de la guerre, et le simple soldat Pougatch, lequel rejoignit bientôt la Section politique. Parmi les officiers de notre brigade (20 en tout), il y avait un Juif, le major Arzon, à la tête du Ravitaillement. – Le poète Boris Sloutski fit la guerre pour de vrai ; on se répète sa phrase : « Je suis cousu de balles. » – Le major Lev Kopelev, bien qu'il servît dans la Section politique de l'armée (chargée de démoraliser l'ennemi), se lançait avec intrépidité dans les mêlées les plus aventureuses. – Et voici que nous lisons les souvenirs de l'ancien membre du MIFLI (Institut d'histoire, de philosophie et de littérature de Moscou) Semion Freilikh, un officier de grand courage : « La guerre éclata... aussitôt je me rendis au bureau de conscription me faire enrôler dans l'armée », – sans avoir terminé ses études, – « nous avons honte de ne pas partager les malheurs de millions et de millions d'hommes⁶² ». – Ou bien Lazare Lazarev qui devint par la suite un grand critique littéraire. Tout jeune homme, il partit pour la guerre, il combattit aux premières lignes deux années durant, jusqu'à ce qu'il perdît ses deux bras : « C'était notre devoir, auquel il aurait été honteux de nous dérober... c'était notre vie, la seule possible en ces circonstances, la seule digne pour les gens de mon âge et de mon éducation⁶³. » – Et voici qu'en 1989, Boris Izraïlevitch Fainerman raconte dans la revue *Knjžnoé Obozrenié* (« Panorama des livres ») : à l'âge de 17 ans, en juillet 1941, il part comme volontaire dans un escadron d'artillerie, en octobre il est blessé aux deux jambes, est fait prisonnier, s'évade, sort sur ses béquilles de l'encerclement ; bien entendu, il est jeté en prison par les nôtres « pour avoir trahi la patrie », mais, en 1943, il réussit à se faire libérer pour intégrer un bataillon disciplinaire, et là il continue à faire la guerre, il devient mitrailleur dans des opérations de blindés, il est blessé encore à deux reprises.

Si l'on compulse les tomes biographiques de la *Nouvelle Encyclopédie juive russe*, on y trouve un grand nombre d'exemples de courage et de sacrifice au combat. Chik Kordonski, commandant

62. S. Freilikh, *Istoriia odnogo boia...* [Histoire d'un combat], *Kinostsenarii* [Scénarios de films], M., 1990, n° 3, p. 132.

63. L. Lazarev, *Zapiski pojilogo tcheloveka* [Notes d'un homme âgé], in *Znamia*, 2001, n° 6, p. 167.

du groupe de minage et torpillage d'une escadrille, « lança son appareil en feu contre un convoi ennemi » ; il fut proclamé héros de l'Union soviétique à titre posthume. Wolf Korsounski, « commandant d'un régiment aéroporté », devint lui aussi héros de l'Union soviétique. Victor Khassine : « héros de l'Union soviétique... commandant d'escadrille... a effectué 257 raids aériens, a abattu lui-même 10 appareils », et en a détruit encore 10 autres au sol ; a été abattu au-dessus d'un territoire occupé par l'ennemi et a mis plusieurs jours pour rejoindre la ligne de front. Est mort à l'hôpital de ses blessures » – on ne saurait être plus éloquent ! Des Juifs tombés au combat, on en trouvera plusieurs dizaines dans cette *Encyclopédie*.

Cependant, en dépit de ces exemples d'indiscutable bravoure, l'historien israélien constate non sans tristesse « l'impression très répandue, et dans l'armée et à l'arrière, que les Juifs évitaient de prendre part aux combats⁶⁴ ». C'est là un point sensible, un point douloureux. Mais à quoi servirait-il d'écrire un livre sur les épreuves vécues ensemble si l'on passait sous silence les points douloureux ?

En histoire, il est important de savoir ce que les nations pensaient l'une de l'autre. – « Pendant la dernière guerre, l'antisémitisme en Russie s'est considérablement renforcé. On reprochait injustement aux Juifs de se soustraire au service militaire, et surtout au service armé sur le front⁶⁵. » – « On disait des Juifs qu'au lieu de combattre, ils avaient "pris d'assaut les villes d'Alma-Ata et de Tachkent"⁶⁶. » – Voici le témoignage d'un Juif polonais ayant combattu dans l'Armée rouge : « À l'armée, jeunes et vieux tentaient de me convaincre que... sur le front, il n'y avait pas un seul Juif. "Nous devons nous battre à leur place". On me disait "à titre amical" : "Vous êtes fou ! Tous les vôtres sont au chaud chez eux, en sécurité, comment se fait-il que vous soyez au front ?"⁶⁷. » – I. Arad écrit : « Des expressions comme "Nous, nous sommes au

64. S. Schwartz, *Les Juifs en Union soviétique...*, p. 154.

65. Dr. Jerzy Gliksman, *Jewish Exiles in Soviet Russia (1939-1943)*, part 2, July 1947, p. 17, in Archives du Comité juif américain de New York, cité d'après S. Schwartz, p. 157.

66. PEJ, t. 8, p. 223.

67. Rachel Erlich, *Summary Report on Eighteen Intensive Interviews with Jewish DP's from Poland and the Soviet Union*, October 1948, p. 27 [Archives du Comité juif américain de New York], cité d'après S. Schwartz, p. 192.

front, eux sont à Tachkent", "On ne voit pas de Juifs au front", on pouvait les entendre aussi bien de la bouche des soldats que des civils⁶⁸. » – J'en témoigne : oui, on pouvait entendre les soldats du front dire ce genre de choses. Et après la guerre – qui n'a pas été confronté à cela ? –, les Slaves dans leur grande masse ont gardé cette pénible impression que *nos* Juifs auraient pu faire cette guerre un peu plus valeureusement, qu'il aurait pu y avoir davantage de Juifs en premières lignes, parmi les sans-grade.

Le plus simple est de dire (et c'est ce que l'on dit) qu'il s'agit là de l'antisémitisme des Russes, qu'il n'y a aucun fondement à ces incriminations. (Sauf, comme de nombreuses sources l'affirment, « la propagande allemande » trop bien reçue par la population... Ah, elle est belle, cette population prête à avaler n'importe quelle propagande, celle de Staline comme celle de Hitler, à égalité !) Maintenant qu'un demi-siècle s'est écoulé, peut-être faudrait-il essayer de comprendre.

On n'a jamais publié de chiffres officiels sur l'appartenance nationale des soldats soviétiques pendant la Seconde Guerre mondiale. La plupart des études sur le nombre de combattants juifs ne donnent que des chiffres approximatifs, sans mention des sources ni de la méthode de calcul. Il appert cependant des dernières parutions (celles des années 90) que ce chiffre peut être estimé à un demi-million : « La population juive a donné à l'Armée rouge près de 500 000 combattants⁶⁹. » – « Pendant la Seconde Guerre mondiale, 550 000 Juifs servaient dans l'armée soviétique⁷⁰. » – On lit dans la *Petite Encyclopédie juive* : « Dans les seules unités d'active de l'armée soviétique, on comptait plus de 500 000 Juifs », étant entendu que « ces chiffres n'incluent pas les Juifs partisans, ceux qui menèrent un combat clandestin contre l'Allemagne nazie⁷¹ ». – On trouve le même chiffre dans les *Essais*

68. I. Arad, p. 128.

69. E. Stalinski, Les Juifs dans l'Armée rouge, in MJ-2, p. 240.

70. A. Voronel, Lioudi na voïne, ili echelno raz ob oounikalnosli Izraïlia [Les hommes dans la guerre, ou encore une fois sur le caractère unique d'Israël], in « 22 », Tel-Aviv, 1984, n° 34, p. 146.

71. PEJ, t. 1, article « Le service militaire », p. 690 ; t. 4, art. « La Catastrophe », p. 159. Dans l'article « L'Union soviétique » (t. 8, p. 224), la PEJ donne le chiffre de 450 000 Juifs entrant dans la composition de l'armée soviétique, et celui de 25 à 30 000 dans la composition des unités de partisans.

sur l'héroïsme juif, dans *Dans une guerre décisive*, de A. Abramovitch, ainsi qu'en d'autres ouvrages.

Nous n'avons rencontré qu'un seul auteur qui ait cherché à fonder son estimation, à présenter au lecteur le détail de ses conclusions : c'est le chercheur israélien I. Arad dans son livre, déjà cité, sur la Catastrophe.

Arad parvient à la conclusion que « le nombre de Juifs ayant combattu dans les rangs de l'armée soviétique contre les nazis ne fut pas inférieur à 420-430 000⁷² ». (Il inclut dans ce chiffre « des milliers de partisans qui se battirent dans les forêts contre les envahisseurs », et qui furent mobilisés en 1944 lors de la libération de la Biélorussie et de l'Ukraine occidentale ; par ailleurs, Arad pense que durant toutes les années de guerre, « près de 25 à 30 000 partisans juifs combattirent dans les régions occupées de l'Union soviétique⁷³ ». L'Encyclopédie israélienne, dans l'article « La résistance antinazie », donne un chiffre moindre : « Sur le territoire de l'Union soviétique, plus de 15 000 Juifs ont combattu dans les organisations clandestines et les unités de partisans contre les nazis⁷⁴. ») – Pour ses calculs, le chercheur part du fait que la proportion des Juifs mobilisés était la même que la proportion moyenne des personnes mobilisées pour l'ensemble de la population de l'URSS pendant les années de guerre, celle-ci étant, d'après ses estimations, de 13 à 13,5 %. – Cela donnerait entre 390 et 405 000 Juifs « orientaux » mobilisés (sur un nombre global d'un peu plus de 3 millions), n'était le fait que « dans certaines régions d'Ukraine et de Biélorussie, une proportion importante de la population juive ne fut pas mobilisée, puisque ces régions se trouvèrent brusquement occupées par l'ennemi » ; l'auteur pense cependant que, *grosso modo*, on a pu mobiliser avant l'arrivée des Allemands les Juifs « orientaux » en âge d'être appelés, et il fixe le nombre des Juifs « orientaux » ayant servi dans l'armée à 370-380 000. – Passant aux Juifs « occidentaux », Arad rappelle qu'en 1940, quand furent mobilisés en Biélorussie et en Ukraine occidentale les classes de 1919 à 1922, près de 30 000 jeunes Juifs furent appelés ; cependant, le pouvoir soviétique considérait les soldats issus des provinces

72. I. Arad, p. 102

73. *Ibidem*, p. 86.

74. PEJ, t. 8, p. 441.

occidentales nouvellement annexées comme « peu sûrs », et presque tous, dès le début de la guerre, furent mutés dans l'Armée du Travail : « Vers la fin 1943, on procéda à une deuxième mobilisation... de ceux qui avaient été transférés dans l'Armée du Travail, et il y avait des Juifs parmi eux. » L'auteur signale que 6 à 7 000 Juifs « occidentaux », de ceux qui avaient fui les territoires occupés, combattirent dans les divisions baltes. Il y ajoute les Juifs partisans, mobilisés dans l'armée en 1944, et conclut : « On peut poser qu'au moins 50 000 Juifs issus des territoires rattachés à l'URSS servirent dans l'Armée rouge, en y incluant ceux qui avaient été mobilisés avant la guerre ». — C'est ainsi que I. Arad obtient cette estimation : 420 à 430 000 Juifs ont combattu dans l'armée entre 1941 et 1944⁷⁵.

Pour ce qui est du chiffre couramment avancé dans les documents — un demi-million —, il suppose une *base générale* (le nombre de Juifs dans la population) qui serait de 3 700 000 à 3 850 000 personnes. Si l'on se fie aux sources citées ci-dessus, on estime à 2 226 000 le nombre (maximum) de Juifs « orientaux » et « occidentaux » ayant échappé à l'occupation allemande ; or, même si, à cette *base*, on ajoute l'ensemble des 1 080 000 Juifs « orientaux » restés sous l'occupation, comme si on avait eu le temps, avant l'arrivée des Allemands, d'enrôler tous les hommes en âge d'être appelés (ce qui ne fut pas le cas), même dans ce cas-là, il eût manqué au chiffre de base un *demi-million* d'hommes. Cela tendrait à signifier que le succès de l'évacuation, dont nous avons débattu au début de ce chapitre, a été considérablement sous-estimé.

Les estimations de I. Arad surmontent cette contradiction. Bien que certaines de leurs composantes demanderaient peut-être à être corrigées⁷⁶, il n'en demeure pas moins qu'elles coïncident parfaitement avec les données, non encore publiées à ce jour, de l'Institut d'Histoire militaire, données obtenues sur la base des Archives centrales du ministère de la Défense. D'après ces données, pendant la Seconde Guerre mondiale, furent mobilisés :

75. I. Arad, pp. 98-102.

76. Disons qu'à notre avis, le nombre d'« orientaux » qu'on eut le temps de mobiliser avant l'arrivée des Allemands fut quelque peu moindre ; en revanche, le pourcentage moyen des combattants dans l'armée par rapport à la population globale de l'URSS fut peut-être un peu plus élevé que ne le pense I. Arad.

19 650 000 Russes
5 320 000 Ukrainiens
964 000 Biélorusses
511 000 Tatars
434 000 Juifs
341 000 Kazakhs
330 000 Ouzbeks

(Les autres, tous compris, furent environ 2 500 000⁷⁷.)

Ainsi, contrairement à une idée largement répandue, le nombre de Juifs ayant combattu dans l'Armée rouge pendant la Seconde Guerre mondiale était proportionnel aux effectifs de la population susceptible de fournir des soldats ; la proportion des Juifs qui ont fait la guerre correspond alors en gros à la proportion moyenne des Juifs dans le pays.

Donc, l'impression que le peuple a tirée de la guerre serait réellement inspirée par des préjugés antisémites ? – Assurément, chez certains, les plus âgés, les cicatrices des années 20 et 30 n'étaient pas encore tout à fait refermées quand commença la guerre. Mais les combattants du front, dans leur grande majorité, étaient des hommes jeunes, des hommes nés au moment de la révolution ou juste après, et dont la mentalité différait radicalement de celle de leurs aînés. Et comparons : il n'y a aucun témoignage d'antisémitisme dans l'armée russe au cours de la Première Guerre mondiale, en dépit de l'« espionite » pratiquée par les autorités militaires de 1915 à l'égard des Juifs vivant sur la bande de terre occupée par le front. Sur les 5 millions de Juifs que l'on compte en Russie en 1914⁷⁸, « près de 400 000 ont été mobilisés dans l'armée russe au début du conflit, et, en 1917, leur nombre atteignait les 500 000⁷⁹ ». Ce qui signifie qu'au début de la Première Guerre mondiale, un Juif *sur douze* combattait dans l'armée. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, ce nombre était déjà tombé à *un sur sept ou huit*.

Mais alors, quelle est l'explication ? – On peut avancer que

77. Dans l'Encyclopédie militaire qui paraît ces temps-ci sont données, quasiment pour la première fois, des informations sur le nombre général de personnes mobilisées pendant les années de la Grande Guerre patriotique : 30 millions. Cf. *Voennaïa Entsiklopediia* v 8 t. [Encyclopédie militaire en 8 vol.], M., Voienizdat, 2001., t. 5, p. 182.

78. PEJ, t. 7, p. 385.

79. PEJ, t. 1, p. 686.

jouèrent ici un grand rôle certaines disproportions à l'intérieur des corps d'armée, disproportions ressenties par les soldats avec une acuité de plus en plus grande au fur et à mesure qu'ils se rapprochaient de la ligne de front et affrontaient le danger.

Depuis l'année 1874, les Juifs étaient égaux en droit avec les autres citoyens de l'Empire russe face au service militaire *pour tous*, mais, jusque pendant la Première Guerre mondiale et la révolution de Février, resta en vigueur la loi, promulguée sous le tsar Alexandre, selon laquelle les Juifs ne pouvaient accéder aux grades d'officiers (excepté les médecins militaires). Sous les bolcheviks, la situation changea du tout au tout, et, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, comme l'écrit l'*Encyclopédie israélienne*, « par comparaison avec les autres nationalités de l'URSS, les Juifs constituaient la part proportionnellement la plus importante de la classe des officiers supérieurs, et ce principalement parce que, parmi eux, il y avait un beaucoup plus grand pourcentage d'hommes ayant terminé des études supérieures⁸⁰ ». – I. Arad estime : « Le nombre de Juifs parmi les commissaires et les instructeurs politiques dans les différents corps d'armée pendant la guerre était relativement plus élevé que parmi les autres catégories de combattants » ; « à tout le moins, le pourcentage de Juifs parmi la direction politique de l'armée » était « trois fois supérieur à celui des Juifs dans la population de l'URSS à cette époque⁸¹ ». – De plus, et cela va sans dire, des Juifs se trouvaient « parmi les médecins militaires les plus en vue..., parmi les chefs des directions sanitaires des divers fronts... Parmi les généraux de l'Armée rouge, il y avait 26 généraux juifs du service médical et 9 généraux du service vétérinaire » ; 33 généraux juifs servaient dans les unités du génie⁸². Bien sûr, les médecins et les ingénieurs militaires juifs n'occupaient pas que des postes élevés : « on comptait beaucoup de Juifs dans le personnel médical – médecins, infirmières, infirmiers⁸³ » ; rappelons qu'en 1926 on comptait parmi les médecins militaires 18,6 % de Juifs, alors qu'il n'y avait que 1,7 % de Juifs⁸⁴ dans l'ensemble de la population masculine. Pendant la guerre, ce

80. *Ibidem*, pp. 686-687.

81. I. Arad, p. 118.

82. A. Abramovitch, Dans une guerre décisive, t. 2, pp. 531-532.

83. PEJ, t. 8, p. 232.

84. I. Arad, p. 96.

pourcentage ne pouvait qu'augmenter du fait de l'apport des femmes médecins militaires : « La proportion traditionnellement forte de Juifs dans la médecine soviétique et dans les corps d'ingénieurs a très naturellement favorisé leur surreprésentation dans les unités militaires⁸⁵ ».

Ces services furent d'une indiscutable nécessité pour conduire à la victoire finale, à la victoire *commune*, mais tous ne l'ont pas vue, cette victoire, beaucoup sont morts trop tôt. Et le simple combattant du front qui, des premières lignes, regardait en arrière, voyait bien (tout le monde le comprend) qu'on considérait comme ayant fait la guerre les deuxième et même troisième lignes du front : les états-majors de l'arrière, l'intendance, tout le corps médical, nombre d'unités techniques postées à l'arrière, et là, bien sûr, le personnel, les scribouillards, toute la machine de propagande, y compris les orchestres de music-hall ambulants, les troupes d'artistes pour le front, – et une chose crevait les yeux : oui, là, les Juifs étaient beaucoup plus nombreux qu'en premières lignes. – On a pu indiquer : « Parmi "les écrivains de Leningrad combattants du front" », il y a eu, « selon l'estimation la plus prudente, voire minorée, 31 % de Juifs⁸⁶ », donc peut-être plus. Mais ce qui n'est pas précisé, c'est s'ils étaient à l'abri dans les salles de rédaction à 10 ou 15 kilomètres de la ligne de front... et puis, si l'un d'eux se retrouvait en première ligne et en plein combat, rien ne l'obligeait à la « tenir », cette ligne : il pouvait tourner les talons – et c'est bien une toute autre mentalité ! Le label « combattant du front », tant de gens se le sont attribué, et plus que tous autres les écrivains et journalistes ! Il était de mise de parler des plus célèbres dans ses ouvrages proprement littéraires. Les plus modestes, les plus anonymes trouvaient place, eux, dans des publications plus triviales, celles du front, de l'armée, des corps d'armée, des divisions. – Voici un épisode. Le jeune lieutenant Alexandre Guerchkovitch, à sa sortie de l'école d'artillerie, est expédié au front. Mais, après un séjour à l'hôpital, à son passage dans une petite gare, il sent l'odeur familière de l'encre d'imprimerie, il se dirige vers elle

85. *Ibidem*, p. 126.

86. *Iou. Kolker*, Recension sur l'annuaire « Les écrivains de Leningrad ayant combattu sur le front, 1941-1945 », par V. Bakhtine, L., 1985, in *Strana i mir* [Le pays et le monde], revue sociale, politique, économique, culturelle et philosophique. Munich, 1987, n° 5, p. 138.

et se retrouve dans la salle de rédaction d'un journal de division qui, comme par hasard, cherchait un correspondant en première ligne. Et son destin changea de cours. (Et qu'a-t-il fait de son unité d'infanterie, l'a-t-il rattrapée ?) « Dans ce rôle, il a parcouru des milliers de kilomètres sur les sentiers de la guerre⁸⁷. » Oui, oui, bien sûr, les correspondants de guerre risquaient eux aussi de se faire tuer... – Et voici ce que le musicien Mikhaïl Goldstein, réformé pour mauvaise vue, dit de lui-même : « ... J'aspirais à être au front ; j'y ai donné des milliers de concerts, j'y ai écrit plusieurs chansons de soldats et j'ai dû aussi creuser souvent des tranchées pour aider les combattants⁸⁸ », – *souvent ?* musicien en tournée, – et la pelle entre les mains ? En regardant ça avec les yeux de quelqu'un qui a été au front, je puis dire avec assurance que la scène est parfaitement invraisemblable. – Ou bien voici une biographie tout à fait surprenante : Evguéni Guerchouni « s'est engagé comme volontaire dans les territoires pendant l'été 1941, et il y a aussitôt constitué un petit orchestre de music-hall », – celui qui a vu ces colonnes de soldats qui n'avaient ni équipement ni armement, et qu'on envoyait à la mort, en a froid dans le dos : que vient faire là un orchestre de music-hall ? ! À partir de septembre 1941, « Guerchouni est envoyé en mission, avec un groupe d'artistes, à la Maison de l'Armée rouge, à Leningrad, et là, il organise pour le front un cirque dont il devient le chef ». Et la fin de l'histoire, c'est que, « le 9 mai 1945, le cirque dirigé par Guerchouni se produisait sur les marches du Reichstag, à Berlin⁸⁹ ».

Certes, des Juifs ont fait la guerre dans l'infanterie, et en première ligne. Une source soviétique du milieu des années 70 donne des chiffres sur la composition nationale de deux cents divisions de tirailleurs, au 1^{er} janvier 1943 et au 1^{er} janvier 1944, comparée à la proportion de chaque nationalité dans l'ensemble de la population de l'URSS à l'intérieur des « anciennes » frontières. Pour les deux dates indiquées, la proportion des Juifs dans ces divisions était de 1,50 % et 1,28 % pour une proportion dans la

87. S. Tchertok, in Rousskaïa Mysl [La Pensée russe], 1992, 1^{er} mai, p. 18.

88. M. Goldstein, in Rousskaïa Mysl [La Pensée russe], 1968, 1^{er} août, p. 10.

89. EJR, t. 1, pp. 296-297.

population de 1,78 % (en 1939)⁹⁰, – ce n'est qu'au milieu de l'année 1944, lorsque l'armée reçut le renfort de la population des territoires libérés, que cette proportion des Juifs tomba à 1,14 % : presque tous les Juifs y avaient été exterminés.

Il convient ici de faire remarquer que certains Juifs téméraires prirent dans la guerre une part plus dangereuse et plus efficace encore que s'ils avaient été au front. Je pense au célèbre « Orchestre rouge » de Trepper et Gourévitch, qui fit de l'espionnage dans les rangs des hitlériens jusqu'à l'automne 1942, et qui communiqua des informations de la plus haute importance stratégique et tactique pour les Soviétiques. (Les deux agents furent incarcérés par la Gestapo, et, après la guerre, en URSS, l'un écopa de dix ans, l'autre de quinze ans de détention.)⁹¹ – Ou bien à cet autre espion soviétique, Lev Manevitch, commandant d'un bataillon des Unités spéciales pendant la guerre civile, puis agent secret pendant de longues années en Allemagne, en Autriche et en Italie. Arrêté en Italie, il trouve le moyen, de sa prison, d'envoyer des informations aux Soviétiques ; il se retrouve en 1943 dans les camps nazis et, sous le nom de colonel Starostine, il entre dans la clandestinité antifasciste. Il est libéré en 1945 par les Américains, mais meurt avant de rentrer en URSS, ce qui lui épargne d'*écoper d'une peine*. Ce n'est que vingt ans après, en 1965, qu'on lui décerna à titre posthume le titre de héros de l'Union soviétique⁹². (On rencontre d'autres biographies surprenantes. Ainsi Mikhaïl Cheinman. Il est petit secrétaire local du Komsomol ; pendant la florissante période de l'Union des « sans-Dieu » militants, il est collaborateur de son Centre, puis il sort diplômé de l'Institut du Professorat rouge et collaborateur de l'Office de la presse du Comité central du PCR (b) ; en 1941, il est fait prisonnier par les Allemands, et toute la guerre il reste là – lui qui est juif et instructeur politique de haut rang ! Puis, malgré cela, qui constituait un « crime » caractérisé aux yeux du SMERCH* (dites-nous un

90. A. P. Artemiev, Bratskii boievoï soïouz narodov SSSR v Velikoï Otetchestvennoï voïne [L'union fraternelle au combat des peuples de l'URSS dans la Grande Guerre patriotique], M., Mysl, 1975, pp. 58-59.

91. PEJ, t. 8, p. 105 ; P. Soudoplatov, Opérations spéciales, pp. 217-228.

92. PEJ, t. 5, p. 83 ; Essais sur l'héroïsme juif, t. 1, pp. 405-430.

* Le contre-espionnage des armées.

peu comment vous avez pu survivre ?), il se retrouve en 1946 confortablement employé au Musée d'histoire des religions, puis à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences⁹³.

Mais on ne prouve rien, ni dans un sens ni dans l'autre, à partir d'exemples isolés. Or, nous ne disposons d'aucunes statistiques fiables et surtout détaillées, et il est douteux qu'elles puissent jamais voir le jour.

Voici néanmoins que, tout récemment, on a pu lire dans la presse périodique israélienne un intéressant témoignage. Quand, au début de la guerre, un jeune Juif, Iona Deguen, voulut s'engager volontaire dans un peloton de komsomols, un autre jeune Juif, Choulim Daïn, que Iona persuadait de venir avec lui, lui répondit que « ce serait bien si les Juifs pouvaient suivre le combat de l'extérieur », que « ce n'était pas leur guerre à eux, même si, peut-être, c'était elle qui leur ouvrirait les yeux et les aiderait à restaurer Israël. "Quand on m'appellera pour faire la guerre, je répondrai à l'appel, mais y aller volontairement, jamais de la vie !"⁹⁴ ». Et l'on peut extrapoler en affirmant que Daïn n'était pas le seul à penser ainsi, qu'ils étaient nombreux, surtout parmi les plus âgés et ceux dotés d'une expérience de la vie plus profonde. Or, l'on peut fort bien comprendre cette attitude de la part de Juifs, surtout de ceux qu'habitait l'éternelle idée d'Israël. On comprend, mais non sans une petite réticence : l'ennemi avançait, l'ennemi n° 1 des Juifs, celui qui entendait exterminer les Juifs avant tous les autres – alors, comment Daïn et ceux qui pensaient comme lui pouvaient-ils rester neutres ? Les Russes, quant à eux, il leur incombait de toutes façons de défendre leur terre.

Un commentateur actuel (je le connais personnellement : c'est un ancien du front, et un ancien zek) conclut ainsi : « Chez aucun vétéran d'âge mûr je n'ai rencontré une pensée aussi claire, une compréhension aussi profonde que chez Daïn Choulime (qui tombera plus tard à Stalingrad) : "Deux monstres fascistes s'étaient pris à la gorge" ; qu'avions nous, nous autres, à faire dans cette galère⁹⁵ ? »

93. EJR, t. 3, p. 383.

94. V. Kagan, *Pravilnoé rechénié** [Une bonne décision], in « 22 », novembre 1990-janvier 1991, n° 74, p. 252 (C'est la recension du livre : I. Deguen, *Iz doma rabstva* [De la maison de servitude], Tel-Aviv, Moria, 1986).

95. *Ibidem*, p. 252.

Non, le régime de Staline ne valait pas mieux que celui de Hitler. Mais, pour les Juifs du *temps de guerre*, ces deux monstres ne pouvaient pas être à égalité ! Car si c'était l'*autre* monstre qui avait gagné, qu'en aurait-il été des Juifs soviétiques ? Cette guerre-là n'était-elle pas pour eux leur propre guerre, un combat viscéral, leur *Guerre patriotique à eux* : croiser le fer avec l'adversaire le plus redoutable de toute l'histoire juive ? Les Juifs qui ont donné ce sens-là à la guerre, ceux qui n'ont pas dissocié leur sort de celui des Russes, comme Freilikh, comme Lazarev et Fainerman, ceux qui pensaient exactement l'inverse de ce que disait Daïn Choulime, ceux-là se sont lancés dans la lutte à corps perdu.

Dieu me préserve d'expliquer la position de Daïn par une quelconque « pusillanimité juive ». La prudence, oui, l'instinct de conservation, oui, les Juifs en ont fait preuve durant toute leur histoire, mais cela leur était imposé par cette histoire même. Pendant la guerre des Six Jours et au cours des autres guerres menées par Israël, ils ont montré leur remarquable bravoure. Comment, alors, comprendre la position de Daïn, sinon par cet affaïssement dû au sentiment de double appartenance que Solomon Lourié, professeur à Petrograd, observait en 1922, et dans lequel il voyait l'une des sources principales de l'antisémitisme : le Juif qui vit dans tel ou tel pays n'appartient *pas seulement à ce pays*, ses sentiments sont doubles : les Juifs « ont toujours eu des sentiments nationalistes, mais l'objet de ce nationalisme, c'est le judaïsme et non pas le pays dans lequel ils vivent⁹⁶ ». Un défaut d'intérêt *pour ce pays-ci*. Car, pour tous, ou du moins pour beaucoup, même sans qu'ils le sachent, se profile loin devant eux leur pays à eux, Israël.

*

Et à l'arrière ? – Les historiens observent un phénomène indiscutable : « L'antisémitisme s'est aggravé... pendant la guerre⁹⁷ » ; « la courbe de l'antisémitisme, au cours de ces années-là, a brusquement grimpé, et les manifestations antisémites... ont largement dépassé en intensité et en ampleur l'antisémitisme de la deuxième

96. S. Ia. Lourié, *Antisemitizm v drevnei mire* [L'antisémitisme dans le monde antique], Tel-Aviv, 1976, p. 77. (1^{re} éd. Byloïé, 1922).

97. V. Alexandrova, *Evrei v sovetskoï literatoure* [Les Juifs dans la littérature soviétique], in *LMJR-2*, p. 297.

moitié des années 20⁹⁸ » ; « l'antisémitisme, pendant les années de guerre, est entré dans les mœurs jusque parmi l'arrière⁹⁹ ».

Lors de l'évacuation, « l'antisémitisme dit "familier", qui s'était assoupi depuis la consolidation, au début des années 30, de la dictature stalinienne, s'est réveillé sur un fond de débâcle, de privations et de toutes sortes de misères engendrées par la guerre¹⁰⁰ ». Cela concerne avant tout l'Asie centrale, l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, « surtout quand y affluèrent, en provenance du front, les masses de blessés et les invalides de guerre¹⁰¹ » ; or vivait là une masse de Juifs évacués, polonais notamment, qui avaient été « arrachés à leur mode de vie traditionnel » (et nullement soviéto-kolkhozien) par la déportation. Voici des témoignages recueillis après la guerre auprès de Juifs qui avaient été évacués en Asie centrale : « Le très bas niveau de productivité des Juifs déportés... prouvait aux yeux de la population locale que les Juifs ne voulaient pas exercer de travail physique, ce qui passe pour être un trait typique des Juifs¹⁰² ». – « Ce qui contribua à aggraver les tendances [antisémites], ce fut l'activité que les réfugiés de Pologne commencèrent à déployer sur les marchés¹⁰³ » ; « ils se rendirent vite compte que les gains que leur procurait leur travail en qualité d'ouvriers dans les usines, les kolkhozes ou les coopératives..., ne les empêchaient pas de crever de faim. Pour survivre, il n'y avait qu'un moyen : le marché, le commerce, le "trafic" », et c'est ainsi que la réalité soviétique « obligea les Juifs de Pologne, bon gré mal gré, à se livrer à des opérations commerciales¹⁰⁴ ». – « La population non juive de Tachkent accueillit les Juifs évacués d'Ukraine fort peu amicalement. On entendait dire : "Regardez un peu ces Juifs, ils sont cousus d'or¹⁰⁵". » – « On a vu à cette époque des cas de vexations et de menaces contre les Juifs, de rejet hors des files

98. S. Schwartz, p. 197.

99. S. Schwartz, p. 6.

100. G. V. Kostyrchenko, La politique secrète de Staline, p. 242.

101. S. Schwartz, p. 157.

102. Dr Jerzy Gliksman, Jewish Exiles in Soviet Russia (1939-1943), part 2, July 1947, p. 6, in Archives du Comité juif américain de New York. Cité d'après S. Schwartz, p. 157.

103. S. M. Schwartz, L'Antisémitisme..., p. 191.

104. Rachel Erlich, Summary Report on Eighteen Intensive Interviews with Jewish DP's from Poland and the Soviet Union, October 1948, p. 91, in Archives du Comité juif américain de New York, cité d'après S. Schwartz, L'Antisémitisme..., p. 192.

105. Ibidem, p. 26. Cité d'après S. Schwartz, Les Juifs en Union soviétique, p. 194.

d'attente pour le pain¹⁰⁶. » – « Une autre catégorie de Juifs russes, celle qui appartenait à la bureaucratie et possédait des moyens financiers considérables, suscitait l'inimitié de la population locale qui leur reprochait de gonfler, sur le marché libre, des prix déjà fort élevés¹⁰⁷. »

Tout en citant ces témoignages, l'auteur, *quelques lignes plus loin*, avance sans hésiter cette explication : « C'était l'écho de la propagande hitlérienne qui résonnait jusque-là¹⁰⁸ », – et il n'est pas le seul à penser ainsi.

Mais voilà qui vous donne le tournis ! Quelle propagande hitlérienne pouvait atteindre l'Asie centrale, y être diffusée, y influencer les gens, quand elle avait à peine atteint le front au moyen de quelques tracts lancés des avions et qu'il était dangereux de ramasser, et quand tous les postes de radio, à travers toute l'URSS, avaient été confisqués ?

Mais non, non, l'auteur comprend fort bien : il y avait « une autre cause à l'exacerbation de l'antisémitisme dans les régions qui durent accueillir le flot des personnes évacuées. Là se fit jour un antagonisme entre la masse de la population des campagnes et la fraction privilégiée de la bureaucratie des villes. L'évacuation vers l'arrière des privilégiés issus de ces centres urbains fournit à la population locale l'occasion de sentir très concrètement ce contraste social¹⁰⁹ ».

*

Et il y avait encore d'autres raisons, propres à chaque population, celle d'Ukraine par exemple, qui avait subi l'invasion allemande. Voici un témoignage de mars 1945, dans un bulletin de l'Agence juive pour la Palestine : « Les Ukrainiens accueillent mal les Juifs qui s'en reviennent. À Kharkov, quelques semaines après la Libération, aucun Juif n'osait se montrer seul dans les rues, la nuit... Il y eut beaucoup de cas de passages à tabac de Juifs sur les marchés... Les Juifs qui rentraient dans leurs maisons n'y retrouvaient qu'une partie de leurs biens, et, lorsqu'ils s'adressaient à la

106. Dr Jerzy Gliksman, d'après S. Schwartz, *ibidem*, p. 159.

107. P. 15. Cité d'après S. Schwartz, *ibidem*, p. 159.

108. S. Schwartz, *ibidem*, p. 157.

109. *Ibidem*, p. 158.

justice, les Ukrainiens faisaient souvent de faux témoignages ou témoignaient contre eux¹¹⁰. » (Le tableau est général ; s'adresser à la justice était vain : nombre de personnes évacuées, et pas seulement des Juifs, retrouvèrent à leur retour leur maison pillée.) – « Sur les sentiments d'animosité envers les Juifs en Ukraine après sa libération de l'occupation allemande, on possède encore de nombreux témoignages¹¹¹. » – « Résultat de l'occupation allemande : une recrudescence de l'antisémitisme sous diverses formes dans toutes les couches de la population en Ukraine, en Moldavie, en Lituanie¹¹². »

Oui, *ici*, dans ces territoires, la propagande antijuive des hitlériens avait fait son œuvre pendant les années d'occupation. Mais l'essentiel réside toujours dans le fait que, sous le pouvoir soviétique, les Juifs se confondaient avec la classe dirigeante – et voici ce que rapporte un document secret allemand d'octobre 1941 issu des territoires occupés : « L'agressivité de la population ukrainienne à l'égard des Juifs est extrêmement grande... on les regarde comme des informateurs et des agents du NKVD, organisateur de la terreur contre le peuple ukrainien¹¹³. »

Il faut dire qu'au début de la guerre, « il entraînait dans le plan des hitlériens de créer l'impression que c'était la population locale, et non les Allemands, qui avait commencé l'extermination des Juifs » ; S. Schwartz estime que, contrairement aux informations diffusées par la presse de propagande nazie, « méritent d'être crus les rapports allemands en provenance des lieux mêmes et destinés à rester non publiés¹¹⁴ ». Il cite abondamment le rapport à Berlin du *standartenführer*, le SS F. Schtöleker, sur l'activité des commandos SS qu'il dirigeait (qui opéraient dans les pays Baltes, une partie de la Biélorussie et une partie de la RSFSR) pendant la période allant du début de la guerre à l'Est jusqu'au 15 octobre 1941 : « Bien que cela ne se fit pas sans difficulté, dès les premières heures de notre offensive, nous réussîmes à diriger

110. Bulletin of the Rescue Committee of the Jewish Agency for Palestine, March 1945, pp. 2-3. Cité d'après S. Schwartz, p. 160.

111. S. Schwartz, *ibidem*, p. 184.

112. L. Shapiro, Les Juifs en Union soviétique après Staline, in PEJ-2, p. 359.

113. Trial of the Major War Criminals before the International Military Tribunal, Nuremberg, 14 novembre 1945-^{er} octobre 1946, Nuremberg, 1949, vol. 38, pp. 292-293, Doc. 102-R. Cité d'après S. Schwartz, p. 101.

114. S. Schwartz, *ibidem*, p. 88.

les forces antisémites locales et à leur faire organiser des pogroms... Il fallait montrer que... e'était une réaction normale contre le joug exercé par les Juifs depuis tant d'années et contre la terreur subie sous les communistes... Non moins important était d'établir pour l'avenir comme un fait indubitable et avéré... que la population avait de son propre gré eu recours à des mesures sévères contre les communistes et contre les Juifs, et cela, sans que l'on pût trouver trace d'ordres émanant des autorités allemandes¹¹⁵. »

Les populations locales dans les différents territoires occupés se montrèrent diversement disposées à prendre ce genre d'initiative. – « Dans l'atmosphère surchauffée qui prévalait dans les pays Baltes, la haine des Juifs avait atteint son paroxysme justement au moment où, le 22 juin 1941, débuta l'attaque de Hitler contre la Russie soviétique¹¹⁶ », – car on les accusait de collaborer avec le NKVD dans la déportation des Baltes. L'Encyclopédie israélienne cite une remarque notée par le médecin lithuanien E. Budvidaite-Kutorgene : « Tous les Lithuaniens, à quelques exceptions près, sont unanimes dans leurs sentiments de haine envers les Juifs¹¹⁷. » – Néanmoins, le *standartenführer* rapporte : « À notre grand étonnement, susciter en ces lieux un pogrom antijuif... s'est révélé une tâche fort difficile. » Ils leur fallut pour y parvenir, l'aide des partisans lithuaniens qui, dans la nuit du 25 au 26 juin, massacrèrent à Kaunas 1 500 Juifs, et encore 2 300 les jours suivants ; ils incendièrent le quartier juif et quelques synagogues¹¹⁸ ; « des exécutions massives de Juifs furent perpétrées le 29 octobre et le 25 novembre par les SS et les policiers lithuaniens. Au Fort n° 9, 19 000 Juifs furent fusillés¹¹⁹ » sur les 36 000 que comptait la ville de Kaunas. À l'automne 1941, « dans de nombreuses villes et localités lithuaniennes, toute la population juive fut exterminée par les policiers lithuaniens locaux sous la direction des Allemands¹²⁰ ». – « Il fut beaucoup plus difficile de susciter des opérations

115. Trial of the Major War Criminals..., vol. 37, pp. 672-683, doc. 180-L. Cité d'après S. Schwartz, Les Juifs en Union soviétique..., p. 89.

116. I. Gar, Evrei v Pribaltiiskikh stranakh pod nemetskoï okkoupatsiiei [Les Juifs dans les Pays baltes sous l'occupation allemande], in LJR-2, p. 97.

117. PEJ, t. 8, p. 218.

118. Trial of the Major War Criminals..., vol. 37, pp. 672-683. Doc. 180-L. Cité d'après S. Schwartz, Les Juifs en Union soviétique, pp. 89-90.

119. PEJ, t. 8, p. 218.

120. PEJ, t. 8, p. 218.

d'épuration analogues et des pogroms en Lettonie », rapporte le SS, car en Lettonie « toute la classe nationale dirigeante, notamment à Riga, avait été soit anéantie, soit déportée par les bolcheviks¹²¹ ». Ce qui n'empêcha pas des partisans lettons, le 4 juillet 1941, « de mettre le feu à quelques synagogues à Riga, après y avoir parqué des Juifs... Près de 2 000 personnes ont péri » ; les mêmes, dès les premiers jours de l'occupation, avaient pris part à l'exécution, perpétrée par les Allemands, de quelques milliers de Juifs dans la forêt de Bikerniek, près de Riga, ainsi qu'à l'exécution, fin octobre-début novembre, de près de 27 000 Juifs à la gare de Roumboula¹²². – En Estonie, « vu le nombre réduit de Juifs dans ce pays, on ne put susciter de pogroms », nous dit le rapport du SS¹²³. (Les Juifs estoniens avaient été exterminés sans qu'on eût besoin de recourir aux pogroms : « En Estonie il n'était resté qu'environ 2 000 Juifs. Presque tous les hommes avaient été fusillés par les Allemands et leurs acolytes estoniens dès les premières semaines de l'occupation. » Ceux qui restèrent, on les enferma dans le camp de Kharku, à proximité de Tallin, et à la fin 1941 ils furent tous mis à mort¹²⁴).

Quant à la Biélorussie, elle déçut fortement le commandement allemand. S. Schwartz écrit : « Il ressort nettement des documents [rapports] secrets allemands que la tentative des nazis pour impliquer la population locale dans l'extermination des Juifs a été un échec... "Il faut invariablement constater que la population s'abstient d'agir par elle-même contre les Juifs¹²⁵" ». Pourtant, à Gorodok, localité de la province de Vitebsk, d'après le témoignage de témoins oculaires, « les "policiers" se montrèrent pires que les Allemands¹²⁶ » lors de la liquidation du ghetto, le 14 octobre 1941, et à Borissovo ce fut « la police russe » (le rapport précise bien qu'il ne s'agit pas de la police locale, mais d'un contingent ramené de Berlin) « qui extermina deux jours durant (les 20 et 21 octobre

121. Trial of the Major War Criminals..., vo. 37, pp. 672-683, doc. 180-L. Cité d'après S. Schwartz, *Les Juifs en Union soviétique...*, p. 90.

122. PEJ, t. 8, p. 218.

123. Trial..., *ibidem*, cité par Schwartz, pp. 89-90.

124. Ouniichtojenie evreev SSSR v gody nemetskoï okkoupatcii [L'extermination des Juifs d'URSS pendant l'occupation allemande]. Rec. de documents et matériaux sous réd. de I. Arad, Jerusalem, Yad Vachem, 1991, p. 12.

125. Trial..., *op. cit.*, pp. 672-683. Cité d'après S. Schwartz, pp. 91-92.

126. PEJ, t. 8, p. 218.

1941) 6 500 Juifs. L'auteur du rapport ajoute que ce massacre n'a nullement rencontré l'approbation de la population locale : "Qui a donné l'ordre... ? Comment est-ce possible... ? Aujourd'hui on tue les Juifs, demain ce sera notre tour. Qu'ont-ils fait, ces pauvres gens ? Ils n'ont fait que travailler. Les vrais coupables, bien sûr, sont hors de danger¹²⁷" ». Et voici le rapport d'un « personnage accrédité » auprès des Allemands, un Biélorusse venu de Lettonie : « Pour les Biélorusses, il n'y a pas de question juive... C'est une affaire strictement allemande, qui ne les concerne pas... Tout le monde sympathise avec les Juifs et on les plaint, alors qu'on regarde les Allemands comme des barbares et des bourreaux [*Judenhenker*] : le Juif n'est-il pas un homme au même titre que le Biélorusse¹²⁸ ? », « En tout cas, écrit Schwartz, il n'existait pas de « commandos nationaux » biélorusses agrégés aux détachements punitifs allemands, bien qu'il y eût des détachements lettons, lithuaniens et « mixtes » dans lesquels figuraient aussi quelques Biélorusses¹²⁹ ».

En Ukraine, le projet allemand rencontra plus de succès. Depuis le début de la guerre, la propagande hitlérienne avait appelé les nationalistes ukrainiens (les *Banderovtsy*, ou fidèles de Bandera) à se venger des Juifs pour l'assassinat de Petlioura par Schwartzbard¹³⁰. Point ne fallut convaincre longuement l'Organisation des Nationalistes ukrainiens (OUN) de Bandera-Melnik : dès le début de la guerre germano-soviétique, en avril 1941, elle avait entériné, lors de son 2^e Congrès à Cracovie, une résolution qui disait (article 17) : « Les Juifs en URSS sont le soutien fidèle du régime bolchevique en place et l'avant-garde de l'impérialisme moscovite en Ukraine... L'Organisation des Nationalistes ukrainiens considère les Juifs comme le soutien du régime bolchevique de Moscou, et elle instruit les masses populaires du fait que Moscou est l'ennemi numéro un¹³¹. » – Au début, oui, les *Banderovtsy* firent alliance avec les Allemands contre les bolcheviks. Durant toute

127. S. Schwartz, *L'Antisémitisme...**, pp. 134-135.

128. *Ibidem*, p. 132.

129. *Ibidem*, p. 93.

130. J. Chekhtman, Les Juifs soviétiques dans la guerre germano-soviétique, in MJ-2, pp. 235-236.

131. A. Vais, L'attitude de certains cercles au sein du mouvement nationaliste ukrainien à l'égard des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, in *Messenger de l'Université juive...*, 1995, n° 2(9), p. 106.

l'année 1940 et la première moitié de 1941, la direction de l'OUN s'était préparée à l'éventualité d'une guerre de l'Allemagne contre l'URSS. « La base de l'Organisation était alors le fief du général-gouverneur, c'est-à-dire la partie de la Pologne occupée par les nazis... S'y concoctait la création d'une milice ukrainienne, on y préparait des listes d'éléments suspects, parmi lesquels figuraient les Juifs. Ces listes servirent par la suite à l'extermination des Juifs par les nationalistes ukrainiens... On institua des "groupes de campagne" destinés à être déportés vers l'est de l'Ukraine ; des détachements de nationalistes ukrainiens furent intégrés à l'armée allemande, tels le "Roland" et le "Nachtigal" ». Les membres de l'OUN se déplaçaient vers l'est avec les troupes allemandes. À l'été 1941, en Ukraine occidentale « déferla une vague de pogroms avec la participation... et des partisans de Melnik et des partisans de Bandera. Près de 28 000 Juifs périrent dans ces pogroms¹³² ». — Se trouve dans les archives de l'OUN un document, cette déclaration de la. Stetsko (promu en juillet 1941 chef du gouvernement ukrainien) : « Les Juifs aident Moscou à tenir l'Ukraine en servitude, c'est pourquoi ma position est qu'il faut exterminer les Juifs et transplanter en Ukraine les méthodes allemandes d'extermination des Juifs. » En juillet se tint à Lvov une conférence des leaders de l'OUN de Bandera, qui débattit entre autres de la politique à mener à l'égard des Juifs. Différentes propositions s'y firent entendre : l'aligner « sur les principes de la politique nazie jusqu'en 1939... On proposa d'isoler les Juifs dans un ghetto... La proposition la plus radicale émana de Stepan Lenkavski qui déclara : "Envers les youpins, nous appliquerons toutes les méthodes visant à leur extermination¹³³" ». — Et jusqu'à ce que les relations de l'OUN avec les Allemands en vinsent à se gâter (du fait que l'Allemagne refusa de reconnaître l'indépendance ukrainienne autoproclamée), on assiste à « pas mal de cas, surtout la première année..., où les Ukrainiens aidèrent carrément les Allemands à exterminer les Juifs », et où se montra plus active que les autres « la police auxiliaire ukrainienne, principalement en Galicie et en Volhynie¹³⁴ ». — « À Oumani, en septembre 1941, la police

132. A. Vaïs, L'attitude de certains cercles...*, *op. cit.*, pp. 105-106, 107.

133. *Ibidem*, pp. 106-107.

134. S. Schwartz, Les Juifs en Union soviétique, pp. 98, 101.

ukrainienne de la ville, sous le commandement de quelques officiers et sergents SS, ont fusillé près de 6 000 Juifs » ; au début de novembre, à six kilomètres de Rovno, « les SS et la police ukrainienne ont exterminé 21 000 Juifs qui avaient été enfermés dans le ghetto ¹³⁵ ». – Cependant, comme l'écrit Schwarz : « Quelle fraction de la population ukrainienne était sous l'empire de sentiments antisémites agressifs, il est impossible de l'établir. Il est vraisemblable que ces sentiments étaient étrangers à une bonne partie de la population, notamment aux couches cultivées. Pour ce qui est de l'Ukraine soviétique de souche, aucun document secret allemand ne fait référence « à une quelconque "pulsion populaire" suscitant des pogroms ¹³⁶ ». – Mais : « En Crimée furent organisés des commandos tatars d'autodéfense qui exterminaient les Juifs ¹³⁷. »

En ce qui concerne les provinces russes occupées par l'ennemi, « les Allemands ne pouvaient y faire appel aux sentiments anti-russes de la population ; arguer de l'impérialisme moscovite se révélait ici sans effet, et l'argument du judéo-bolchevisme, privé de son soutien dans le nationalisme local, perdait grandement de sa force de persuasion » ; parmi la population russe locale, il se trouva « relativement peu de gens pour soutenir activement les Allemands dans leur politique d'extermination des Juifs ¹³⁸ ».

En conclusion à son étude sur la destinée des Juifs soviétiques, Schwartz remarque qu'en Lituanie et en Lettonie, « les Allemands cherchèrent à masquer leur activité de fauteurs de pogroms en mettant en avant les bataillons formés d'autochtones et organisés sous leur impulsion en vue de perpétrer des pogroms » ; toutefois, « en Biélorussie et même en Ukraine, et plus encore dans les provinces occupées de la RSFSR », le plan allemand échoua, « la population locale, dans sa masse, n'ayant pas répondu aux espoirs que, sur ce point, on avait fondés sur elle ». – Là, « les exterminateurs hitlériens durent s'avancer visière levée, à découvert ¹³⁹ ».

*

135. PEJ, t. 8, p. 218.

136. S. Schwartz, *ibidem*, p. 99.

137. A. A. Goldstein, Le sort des Juifs dans la Russie soviétique occupée par les Allemands, in LMJR-2, p. 74.

138. S. Schwartz, p. 102.

139. *Ibidem*, pp. 74, 90.

Le plan de campagne de Hitler contre la Russie (le plan « Barbarossa ») comprenait « des *missions spéciales* de préparation à la gestion politique, missions qu'impose une guerre totale entre deux régimes antagonistes ». En mai-juin 1941, le commandement suprême de la Wehrmacht publia des ordres plus concrets : dans la zone où allait s'appliquer le plan Barbarossa, seraient passées par les armes, sans jugement, toutes les personnes suspectes de fomenter des actions contre l'Allemagne, et notamment, sans exception aucune, les commissaires politiques, les partisans, les saboteurs et les Juifs¹⁴⁰.

Pour exécuter ces *missions spéciales* sur le territoire de l'URSS furent créés au sein des services de sécurité (les SS) et de la police de sécurité (la Gestapo) quatre groupes spéciaux, les *Einsatzgruppen*, avec leurs unités opérationnelles, les *Einsatzkommandos*, dont les effectifs égalaient ceux des compagnies. Ces groupes avançaient aux côtés des unités de choc de l'armée allemande, mais obéissaient directement au chef de la Direction générale de la Sécurité du Troisième Reich, R. Heydrich.

Le groupe A (près de mille soldats et officiers SS sous le commandement du *standartenführer* SS F. Schtoleker), entrant dans la composition des armées dites « Nord », opérait en Lithuanie, en Lettonie, en Estonie, dans les provinces de Leningrad et de Pskov. – Le groupe B (655 hommes sous les ordres du *brigadenführer* SS Arthur Nebe), entrant dans la composition des armées « Centre », avançait à travers la Biélorussie, la région de Smolensk, et marchait sur Moscou. – Le groupe C (600 hommes sous les ordres du *standartenführer* E. Rasch) opérait avec les armées « Sud » sur les territoires de l'Ukraine occidentale et orientale. – Le groupe D (600 hommes sous les ordres du *standartenführer* SS O. Ohlendorf) était accolé à la 11^e armée allemande et opérait au sud de l'Ukraine, en Crimée, dans les districts de Krasnodar et de Stavropol.

Les Allemands entreprirent l'extermination des Juifs et des commissaires (« porteurs de l'idéologie judéo-bolchevique ») dès les premiers jours de leur attaque, en juin 1941, « à grande échelle

140. L'extermination des Juifs d'URSS pendant les années d'occupation allemande*, p. 4.

et d'une façon tout à fait chaotique¹⁴¹ ». « Dans les autres pays occupés, la liquidation des Juifs se faisait de façon progressive et systématique. Elle commençait par des lois limitatives, se prolongeait par la création de ghettos et l'introduction du travail forcé, et s'achevait par la déportation et l'extermination massive. En Union soviétique, ces différentes étapes s'enchevêtraient et se confondaient dans le temps et l'espace. Dans chaque région et même parfois dans chaque ville prise isolément, étaient appliquées différentes méthodes de persécution... Il n'existait pas de système cohérent, coordonné¹⁴². » Les prisonniers de guerre juifs étaient passés par les armes : ici sitôt après leur capture, là plus tard, dans le camp de concentration ; les civils juifs étaient enfermés – ici dans un ghetto, là dans un camp de travaux forcés – ou encore fusillés sur place ; furent utilisés aussi les fourgons à gaz. « Le plus souvent, le lieu d'exécution était une tranchée antichars ou une simple fosse¹⁴³. »

Les chiffres des personnes exterminées dès l'hiver 1941-1942, dans les villes de la zone Ouest (pendant la première phase de l'extermination) sont ahurissants : à Vilnius, près de 40 000 (sur 57 000) ; à Riga, 27 000 (sur 33 000) ; à Minsk, 24 000 (la population du ghetto était de 100 000 – les exécutions durèrent jusqu'à la fin de l'occupation) ; à Rovno, 21 000 (sur 27 000) ; à Moghilev, près de 10 000 Juifs furent massacrés ; à Vitebsk, jusqu'à 20 000, non loin du village de Kisélévitchi ; près de 20 000 Juifs à Bobroniisk ; et à Berditchev, 15 000¹⁴⁴.

Fin septembre, les fascistes perpétrèrent un massacre à Kiev. Le 26 septembre, des affiches furent placardées de par la ville, ordonnant à tous les Juifs, sous peine de mort, de se rassembler en des points précis ; 34 000 répondirent à l'appel, docilement et même parfois sans méfiance, mais surtout parce qu'ils ne voyaient pas d'autre issue, et les 29 et 30 septembre, ils furent

141. S. Schwartz, p. 65.

142. I. Chekluman, *Les Juifs soviétiques dans la guerre germano-soviétique*, in MJ-2, p. 229.

143. PEJ, t. 8, p. 218.

144. Les chiffres varient quelque peu d'une source à l'autre. Il est sans doute impossible d'établir le bilan exact de ces massacres. Cf. l'article déjà cité de A. A. Goldstein dans LMJR-2 (1968) ; le recueil de I. Arad, « L'extermination des Juifs d'URSS pendant les années de l'occupation allemande » (1991) ; l'article « Union soviétique » dans la PEJ, t. 8 (1996).

méthodiquement fusillés à Babi Yar, un ravin profond où purent être entassés les corps – nul besoin de creuser des tombes. Une information officielle allemande, qu'aucune étude ultérieure n'est venue mettre en doute, fait état de 33 771 victimes au cours de ces deux journées. Effroyable hécatombe ! Au cours des deux années suivantes de l'occupation de Kiev, les Allemands continuèrent à fusiller dans ce ravin si *commode* et qui leur plaisait tant. On estime que, de la sorte, le nombre des fusillés – pas seulement des Juifs – s'éleva peut-être jusqu'à 100 000¹⁴⁵.

Le massacre de Babi Yar a force de symbole, maintenant, dans toute l'Histoire universelle. Il nous terrifie par ce caractère de froid calcul, de rigoureuse organisation qui est la caractéristique de notre *xx^e* siècle, venu couronner la civilisation humaniste... Alors qu'au cours de l'« obscur » Moyen Âge, on ne tuait massivement que dans des accès de fureur ou dans le feu du combat.

L'on ne peut manquer de rappeler ici qu'à quelques kilomètres de Babi Yar, au cours des mêmes mois, périrent aussi des dizaines de milliers de soldats et d'officiers soviétiques dans l'énorme camp de prisonniers de guerre de Darnits. Mais nous n'en gardons pas le souvenir qu'il faudrait, et beaucoup d'entre nous en sont tout surpris, ils ne savent pas. Tout comme ils ignorent les deux millions et plus de prisonniers de guerre – les nôtres – qui périrent au cours des premières années de la guerre.

La Catastrophe, sur tous les territoires occupés, raflait méthodiquement ses victimes.

À Odessa, dès le deuxième jour de son occupation par les troupes germano-roumaines, le 17 octobre 1941, ce sont quelques milliers d'hommes juifs qui sont tués, mais, par la suite, après un attentat contre le Quartier général roumain, commence une terreur de masse : près de 5 000 personnes sont tuées, des Juifs pour la plupart, et des milliers d'autres sont amenées dans un village voisin où elles sont fusillées. En novembre, il y eut une déportation massive dans le district de Domanev, et là, de décembre à janvier 1942, « près de 55 000 Juifs furent passés par les armes¹⁴⁶ ». – Dans les premiers mois de l'occupation et jusqu'à la fin 1941, 22 464 personnes furent tuées à Kherson et Nikolaïev, 11 000 à

145. PEJ, t. 1, p. 275.

146. PEJ, t. 6, pp. 125-126.

Dniépropetrovsk, 8 000 à Mariopol, presque autant à Krementchouk ; à Drobitski Yar, à Kharkov, près de 15 000 ; à Simferopol et en Crimée occidentale, plus de 20 000¹⁴⁷.

À la fin de 1941, le haut commandement allemand avait compris que le Blitzkrieg avait échoué et que la guerre allait durer. Les besoins du front exigeaient une réorganisation de l'arrière. En certains lieux, l'administration allemande mit un frein à l'extermination des Juifs afin de les utiliser comme main-d'œuvre et en tant que spécialistes. « Il en résulta que des ghettos furent maintenus dans de grandes villes comme Riga, Vilnius, Kaunas, Baranovitchi, Minsk et d'autres, plus petites, où un grand nombre de Juifs travaillaient aux besoins de l'économie de guerre allemande¹⁴⁸. » Le besoin en main-d'œuvre qui prolongea l'existence de ces ghettos n'empêcha toutefois pas la reprise, à partir du printemps 1942, d'exterminations massives en d'autres régions : en Biélorussie et en Ukraine occidentale, au sud de la Russie et en Crimée. De la région de Grodno furent déportés à Treblinka et Auschwitz 30 000 Juifs ; furent exterminés des Juifs dans les régions du Polessié, à Pinsk, à Brest-Litovsk, à Smolensk ; lors de leur offensive, à l'été 1942, les Allemands massacrèrent aussitôt les Juifs habitant les territoires envahis : à proximité de Mineralnyié Vody furent exécutés dans une tranchée antichars des Juifs amenés là de Kislovodsk, Piatigorsk et Iéssentouki – ainsi périrent les Juifs évacués de Leningrad et de Kichinev à Iéssentouki. Furent tués également les Juifs de Kertch, de Stavropol ; à Rostov-sur-le Don, repris par les Allemands à la fin juillet 1942, toute la population juive restée sauve fut exterminée à la date du 11 août.

En 1943, après Stalingrad et l'Arc de Kursk, l'issue de la guerre était claire. En battant en retraite, les Allemands décidèrent de ne pas laisser un seul Juif en vie. Le 21 juin 1943, Himmler publia une ordonnance concernant la liquidation de tous les ghettos encore existants. En juin 1943, les ghettos de Lvov, Ternopol, Droghobytch furent annihilés. À la libération de la Galicie orientale, en 1944, « ne restaient en vie que 10 000 à 12 000 Juifs, soit à peu près 2 % seulement de tous les Juifs résidant là pendant l'occupation ». – Des ghettos de Minsk, de Lida, de Vilnius, les Juifs aptes à travailler

147. L'extermination des Juifs d'URSS pendant l'occupation allemande, p. 16.

148. *Ibidem*, p. 17.

furent transférés dans des camps de concentration en Pologne, en Estonie, en Lettonie ; quant à ceux déclarés inaptes au travail, ils furent liquidés. Plus tard, à l'été 1944, quand les Allemands, reculant, quittèrent les pays Baltes, une partie des Juifs retenus dans ces camps furent fusillés, une autre transférée dans des camps en Allemagne (Schtuthof et autres)¹⁴⁹.

Voués à l'extermination, les Juifs cherchaient le salut, et, dans nombre de ghettos, se constituèrent des groupes clandestins dont le but était d'organiser des évasions. Quand l'évasion réussissait, la suite dépendait beaucoup de l'attitude des gens du cru : allaient-ils les livrer aux Allemands ou, au contraire, leur fournir des papiers d'identité non juifs, leur donner asile, les nourrir... ? Dans les zones qu'ils occupaient, les Allemands fixèrent le châtimeut pour l'aide apportée à des Juifs : le peloton d'exécution¹⁵⁰. « Mais, partout, dans tous les territoires occupés, il se trouvait des gens pour venir en aide aux Juifs... Ce n'étaient toutefois que des personnes isolées qui risquaient leur vie et celle de leurs proches... Il y en eut des centaines, peut-être même quelques milliers. Le gros de la population, lui, gardait une attitude d'attentisme circonspect¹⁵¹. » – En Biélorussie et dans les territoires occupés de la RSFSR où la population locale n'était nullement hostile aux Juifs restés saufs, et où il y avait eu très peu de pogroms, l'aide apportée par la population locale fut toutefois moindre qu'en Europe occidentale et même qu'en Pologne, « pays... où l'antisémitisme populaire est largement répandu, traditionnel¹⁵² ». (Les deux livres de Schwartz et le recueil de I. Arad donnent un grand nombre de témoignages et dépositions qui expliquent cela non seulement par la peur du châtimeut, mais aussi par la soumission de la population aux autorités, l'habitude prise, tout au long des années soviétiques, de se soumettre sans se mêler de rien.)

Oui, nous étions à tel point broyés, écrabouillés, tant de millions avaient été arrachés de nos rangs au fil des décennies qui avaient précédé, toute résistance aux autorités était à tel point vouée à l'échec que, maintenant, c'était au tour des Juifs de ne recevoir aucun soutien de la population.

149. *Ibidem*, pp. 26-27.

150. PEJ, t. 8, p. 222.

151. L'extermination des Juifs pendant l'occupation allemande, p. 24.

152. S. Schwartz, p. 108.

Même la résistance, la clandestinité soviétiques bien organisées, dirigées depuis Moscou, firent peu pour sauver les Juifs. La relation avec la résistance soviétique constituait, pour les Juifs qui se trouvaient en territoire occupé, un problème d'une réelle acuité. S'enfuir dans les bois pour rejoindre les résistants représentait, pour les hommes juifs, un sort meilleur qu'attendre l'extermination par les Allemands. Cependant, elles n'étaient pas rares au sein des détachements de partisans, les manifestations d'hostilité envers les Juifs : « Il y avait des détachements russes qui, par principe, n'acceptaient pas de Juifs dans leurs rangs, au motif que les Juifs, soi-disant, ne savent pas et ne veulent pas se battre » : c'est ce qu'écrit l'ancien partisan juif Moshe Kaganovitch ; on donnait une arme au résistant non juif mais on exigeait du Juif qu'il ait sa propre arme, à moins qu'on ne la lui prît pour l'échanger contre une autre moins bonne. « Dans le milieu des partisans règne un climat d'hostilité aux Juifs... ; dans certains détachements, l'antisémitisme est si fort que les Juifs sont obligés de s'en aller¹⁵³ ». – On relate le cas, en 1942, où près de deux cents jeunes gens et jeunes filles juifs s'enfuirent du ghetto de la petite ville de Mir, dans la province de Grodno, rejoignirent les bois, et « là, se heurtèrent à l'antisémitisme des partisans soviétiques, ce qui entraîna la mort de plusieurs d'entre eux – seuls quelques-uns purent intégrer les détachements de partisans¹⁵⁴ ». – Et voici un autre cas. Aux environs de Minsk opérait le détachement de partisans Ganzenko. Il était composé « principalement par les évadés du ghetto de Minsk » ; cependant « l'augmentation du nombre de Juifs dans le bataillon provoqua des conflits sur le terrain de l'antisémitisme », et une partie du bataillon, composée de Juifs, dut s'en séparer¹⁵⁵. – Ce genre de réactions de la part des partisans étaient évidemment spontanées, elles n'étaient nullement télécommandées par le Centre. D'après Moshe Kaganovitch, à partir de la fin 1943, s'intensifia « l'influence d'éléments plus disciplinés, venus d'Union soviétique, et la situation des Juifs s'améliora quelque peu¹⁵⁶ ». Au nombre de ses griefs figure celui-ci : lors de la libération des territoires provoquée par l'avancée des armées soviétiques, on envoyait

153. *Ibidem*, pp. 121-124.

154. PEJ, t. 5, p. 366.

155. EJR, t. 1, p. 499.

156. S. Schwartz*, p. 127.

les partisans au front (c'est vrai, mais on y envoyait tout le monde, sans distinction) – et en premier lieu, dit-il, les Juifs¹⁵⁷, ce qui n'est pas vraisemblable. – Cependant, raconte par ailleurs Kaganovitch, les Juifs recevaient parfois une aide directe des partisans. Ainsi, « il y eut des cas d'attaques par les partisans de petites villes, dans le but de sauver des Juifs », de les sauver du ghetto ou du camp ; « la Résistance russe aidait les Juifs à traverser la ligne de front pour passer du côté soviétique... et ainsi passèrent plusieurs milliers de Juifs de Biélorussie occidentale qui avaient fui le massacre », et le regroupement des partisans de la province de Tchernigov accueillit « plus de cinq cents enfants juifs dans les campements familiaux au fond des bois ; ces enfants furent protégés, soignés... Après que l'Armée rouge eut occupé Samy (sur la Volyn), certains détachements percèrent le front et expédièrent ces enfants juifs à Moscou » (S. Schwartz estime que « ces informations sont très exagérées. Mais elles sont fondées sur des faits réels et méritent attention¹⁵⁸ ».)

Ces campements familiaux regroupaient les Juifs qui avaient fui dans les bois avec leurs familles : « Il y avait des milliers de ces fuyards ». Il se créait alors de véritables détachements juifs armés dont la tâche était de protéger ces camps (on achetait les armes sous le manteau auprès de soldats allemands ou de policiers). Mais comment nourrir tout ce monde ? Il n'y avait qu'un moyen : prendre par la force des provisions aux paysans des villages voisins, et aussi de quoi se vêtir – chaussures, vêtements d'hommes et de femmes. « Le paysan se retrouvait entre le marteau et l'enclume. S'il ne livrait pas la "ration" aux Allemands, ceux-ci incendiaient sa ferme et le tuaient comme "partisan". Et les partisans, de leur côté, lui prenaient de force tout ce dont ils avaient besoin¹⁵⁹ », – ce qui, naturellement, provoquait l'irritation des paysans : il ne manquait plus que ça, les Allemands les pillent, les partisans les pillent, et maintenant ce sont les Juifs qui s'y mettent ? et qui prennent ce que les femmes ont sur le dos !

Ainsi le partisan Baruch Lévinc. Au printemps 1944, il se rend dans l'un de ces campements familiaux dans l'espoir d'y

157. *Ibidem**, p. 129.

158. *Ibidem**, pp. 125-126.

159. *Ibidem**, pp. 121, 128.

trouver des médicaments pour des camarades malades. Il raconte : Touvia Belski « m'apparaissait comme un héros de légende... Issu du peuple, il avait su organiser dans les bois un détachement de 1 200 hommes... Dans les jours les plus sombres, quand un Juif ne parvenait plus à subvenir à ses besoins, il assurait le soin des malades, des vieillards et des nourrissons nés dans les bois ». Lévine parle à Touvia des Juifs partisans : « "Nous qui avons survécu et qui sommes si peu nombreux, nous avons totalement cessé d'accorder du prix à la vie. Le sens de notre vie, c'est maintenant la vengeance. Notre devoir est de nous battre contre les Allemands et de les exterminer tous jusqu'au dernier..." Je parlai longtemps... je proposai d'initier les hommes de Belski à l'action subversive, à tout ce que j'avais appris par moi-même. Mais mes paroles ne purent évidemment changer l'état d'esprit de Touvia... "Je voudrais, Baruch, que tu comprennes une chose. Justement parce que nous sommes demeurés si peu nombreux, il importe pour moi que les Juifs restent en vie. Là est mon but, c'est cela qui m'importe le plus¹⁶⁰". » – Mais voici que notre Moshe Kaganovitch, en 1956, dans un livre édité à Buenos Aires – « en pleine paix, des années après l'écrasement de l'hitlérisme », – fait preuve, d'après S. Schwartz, « d'une haine sanguinaire des Allemands à laquelle la peste hitlérienne n'est sans doute pas étrangère... Il rend hommage aux partisans juifs qui ont livré "à la mort juive" les prisonniers de guerre allemands, une mort conforme aux normes effroyables établies par Hitler ; ou bien il se souvient avec enthousiasme de la façon dont le chef du détachement de partisans (juif), au cours d'une opération punitive contre un village lithuanien dont la population avait activement aidé les Allemands dans leur œuvre d'extermination des Juifs, adressa un discours, après l'exécution de quelques dizaines de personnes, aux habitants du village réunis sur la place et à qui on avait ordonné de se mettre à genoux¹⁶¹ ». S. Schwartz évoque cela avec une indignation contenue, mais sensible.

Oui, il y eut beaucoup, beaucoup d'horreurs. Les meurtres, les actes de cannibalisme appellent vengeance, mais chaque acte de

160. L'extermination des Juifs pendant les années d'occupation allemande, pp. 386-387.

161. S. Schwartz*, p. 132.

vengeance n'engendre-t-il pas, d'une façon tragique, de nouveaux germes de vengeance pour l'avenir ?

*

Le bilan des pertes parmi les Juifs d'URSS (dans les frontières d'après-guerre) pendant la Seconde Guerre mondiale n'est pas le même selon les différentes sources juives.

« Combien de Juifs soviétiques ont-ils survécu à la guerre ? » demande S. Schwartz, et il propose sa propre estimation : de 1,81 à 1,91 million (sans compter les anciens réfugiés de Pologne occidentale et de Roumanie, à présent rapatriés), – « d'après tous les calculs, le nombre de Juifs, à la fin de la guerre, était nettement inférieur à 2 millions, et très au-dessous des 3 millions que l'on avance généralement¹⁶² ». Ce qui veut dire que le nombre *global* des pertes, d'après Schwartz, est de 2,8 à 2,9 millions de personnes.

I. Arad fait pour sa part l'estimation suivante : « En libérant les territoires occupés par les Allemands, ...l'Armée soviétique n'a quasiment pas trouvé de Juifs. Sur les 2 750 000 à 2 900 000 Juifs qui s'étaient retrouvés sous domination allemande dans les territoires occupés de l'URSS, presque tous ont péri. » À ce chiffre, Arad propose d'ajouter « près de 120 000 Juifs enrôlés dans l'Armée soviétique et tombés au front, ainsi qu'environ 80 000 fusillés dans les camps de prisonniers de guerre », et encore « des dizaines de milliers de Juifs morts pendant le siège de Leningrad, d'Odessa et d'autres villes de l'arrière... qui ont succombé aux terribles conditions de vie dans les zones d'évacuation¹⁶³ ».

Le démographe M. Koupovetski qui a publié dans les années 90 une série d'études dans lesquelles il exploite les derniers matériaux d'archives mis au jour, apporte des correctifs à certaines données de départ et utilise une méthode perfectionnée de « bilan ethnodémographique ». Il conclut : les pertes humaines globales de la population juive à l'intérieur des frontières d'après-guerre de l'URSS en 1941-1945 se sont élevées à 2 733 000 personnes (1 112 000 « orientaux » et 1 621 000 « occidentaux »), soit 55 % des 4 965 000 qui constituaient la population juive de l'URSS en

162. *Ibidem*, pp. 171-173.

163. I. Arad, *L'Holocauste*, p. 91.

1941. Ce chiffre *comprend*, outre les victimes des massacres nazis, les pertes subies parmi les combattants et partisans, parmi la population civile des zones du front, les pertes durant l'évacuation et la transplantation, ainsi que les victimes des camps staliniens pendant la guerre (l'auteur souligne cependant que la ventilation chiffrée de toutes ces catégories comprises dans le chiffre global resté à faire)¹⁶⁴. Visiblement, la *Petite Encyclopédie juive* souscrit à cette estimation, puisqu'elle avance le même chiffre¹⁶⁵.

Le chiffre admis unanimement pour les pertes globales de la population soviétique pendant les années de la Grande Guerre patriotique – 27 millions (par la méthode de la « balance démographique », on obtient le chiffre de 26,6 millions¹⁶⁶) – est peut-être sous-estimé. Car n'oublions tout de même pas ce que fut cette guerre pour les Russes ! En sauvant d'Hitler non seulement le pays, non seulement les Juifs soviétiques, mais également le système social du monde occidental tout entier, cette guerre a exigé du peuple russe un élan de sacrifice tel que ses forces et sa santé s'y épuisèrent, et qu'il ne devait jamais s'en relever complètement. De ce nouveau Malheur – venu s'ajouter à la guerre civile et à la collectivisation – il sortit exténué, quasiment vidé de sa substance.

*

C'est la féroce, l'inexorable Catastrophe qui, sur les territoires occupés pendant la guerre et par des massacres perpétrés à des moments et en des lieux divers, a englouti les Juifs soviétiques, cette même Catastrophe qui, avec méthode et précision, avait voué à la mort tous les Juifs d'Europe occidentale.

Ayant circonscrit l'objet de notre analyse – la Russie –, nous n'incluons pas dans ce livre la Catastrophe dans sa totalité. Mais la somme des souffrances qui, sur cette terre, ont frappé au xx^e siècle nos deux peuples, le peuple juif et le peuple russe, est si grande, le poids des leçons infligées par l'Histoire si insoutenable, l'angoisse pour l'avenir si périlleuse, qu'on ne peut pas, ne serait-ce que

164. M. Koupovetski, Les pertes humaines de la population juive..., in *Messenger de l'Université juive*..., 1995, n° 2(9), pp. 134-155.

165. PEJ, t. 8, p. 299.

166. E. M. Andréiev, L. E. Darski, T. L. Kharkova, *Naselenie Sovetskogo Soiuza 1922-1991* [La population de l'Union soviétique, 1922-1991], M., 1993, p. 78.

brièvement, faire part de quelques réflexions, les nôtres et celles d'autrui, et suivre la façon dont les meilleurs esprits juifs, avec la distance, considèrent la Catastrophe et cherchent à l'appréhender, à la comprendre.

La Catastrophe ne s'écrit pas pour rien avec une majuscule. C'est un événement considérable qui touche un peuple immémorial. Elle ne pouvait pas ne pas susciter chez les Juifs des sentiments puissants, des réflexions et des conclusions qui parfois divergent.

Un grand nombre de Juifs assimilés, qui s'étaient depuis longtemps démarqués de leur peuple, ont été ramenés par la Catastrophe à un sentiment plus fort et plus précis d'appartenance à la judéité. Il y eut aussi ceci : « Pour beaucoup, la Catastrophe a été la preuve que Dieu était mort. S'Il avait existé, Il n'aurait assurément pas permis Auschwitz¹⁶⁷. » Ou, à l'inverse : « L'un des rescapés d'Auschwitz a dit récemment : "Dans les camps, nous avons reçu une nouvelle Torah, seulement nous ne pouvons pas encore la lire"¹⁶⁸. »

Et cette autre affirmation d'un auteur israélien : « Pour n'avoir pas accompli le Testament, pour n'être pas rentrés sur notre terre, nous avons subi la Catastrophe. Nous devons rentrer pour relever le Temple¹⁶⁹. »

Toutefois, seuls quelques esprits isolés parviennent à cette interprétation même si celle-ci imprègne tous les livres des prophètes de l'Ancien Testament.

Certains ont conçu l'idée suivante, encore vivace de nos jours : « L'humanité nous a déjà rejetés une fois... Nous n'avons pas été reconnus comme faisant partie du monde occidental lors de la Catastrophe. L'Occident nous a rejetés, exclus¹⁷⁰. » – « Nous sommes accablés aussi bien par la Catastrophe elle-même que par l'indifférence quasi générale au sort subi par les Juifs dans les pays fascistes dont a fait preuve le monde entier, y compris les Juifs extra-européens... Quelle immense faute pèse sur les démocraties en général, et sur les Juifs des pays démocratiques en particulier ! Le pogrom de Kichinev est un crime minime par comparaison avec

167. PEJ, t. 4, p. 175.

168. M. Kaganskaia, *Mif protiv realnosti* [Mythe contre réalité], in « 22 », 1988, n° 58, p. 144.

169. N. Goutina, *Orientatsiia na Khram* [S'orienter vers le Temple], *ibidem*, p. 191.

170. M. Kaganskaia, *ibidem*, pp. 141-142.

les atrocités nazies, l'extermination systématiquement planifiée de millions de vies ; et pourtant, Kichinev souleva une plus grande vague de protestations..., le procès de Beyliss à Kiev attira sur lui une attention plus grande dans le monde entier¹⁷¹ ».

Cela est injuste. Car, depuis que la nature et les proportions du massacre se sont révélées au monde, les Juifs ont bénéficié d'un soutien puissant, indéfectible, et d'une ardente compassion de la part de nombreux autres peuples.

Ce fait, quelques Israéliens le reconnaissent aujourd'hui et ils mettent même en garde leurs compatriotes contre certains excès : « Peu à peu, la mémoire de la Catastrophe a cessé d'être une mémoire, elle est devenue une *idéologie*, l'idéologie de l'État juif... La mémoire de la Catastrophe s'est transformée en un *service religieux*, un *culte d'État*... L'État d'Israël a endossé le rôle d'apôtre du culte de la Catastrophe au sein des autres peuples, il est son prêtre et il perçoit de ces peuples une *dîme*. Et malheur à celui qui refuse de verser cette dîme ! » Et, en guise de conclusion : « Le pire héritage du nazisme pour les Juifs est ce rôle de *supervictime*.¹⁷² »

Un autre auteur exprime une idée analogue : le culte de la Catastrophe a comblé « le vide de l'âme des Juifs non religieux » ; « le traumatisme de la Catastrophe a cessé d'être une réaction à ce qui s'est passé, pour devenir un nouveau symbole national éliminant tous les autres » ; « si nous ne nous remettons pas du traumatisme d'Auschwitz, nous ne redeviendrons jamais un peuple normal¹⁷³ ».

Au sein du judaïsme également se poursuit inlassablement ce travail, souvent douloureux, de décodage, de compréhension de la Catastrophe. Voici l'opinion d'un historien israélien, ancien *zek* soviétique : « J'appartiens à cette catégorie de Juifs qui refusent de n'imputer les malheurs du peuple juif qu'aux méchants "goyim" et qui se voient comme... une pauvre brebis ou un jouet entre des mains étrangères. En tout cas en ce qui concerne le *xx^e* siècle ! Au contraire, je suis d'accord avec Hannah Arendt qui pense que les Juifs, dans ce siècle-là, ont été des acteurs du jeu historique à

171. A. Menes, *Katastrofa i vozrojenie* [La Catastrophe et la renaissance], in MJ-2, p. 111.

172. Ben Barukh, Ten [L'Ombre], in « 22 », 1988, n° 58, pp. 197-198, 200.

173. Uri Ayneri, *Posledniaia mest Adolfa Gitlera* [La dernière vengeance d'Adolphe Hitler], in « 22 », 1993, n° 85, pp. 132, 134, 139.

égalité avec les autres peuples, et que la Catastrophe qui s'est abattue sur eux n'était pas que la conséquence de machinations des ennemis du genre humain, mais aussi des énormes et fatales erreurs du judaïsme lui-même, de ses leaders et de ses militants¹⁷⁴. »

Hannah Arendt, en effet, « cherche les causes de la Catastrophe, en partie, dans le judaïsme lui-même... Son principal argument est que l'antisémitisme moderne résulte de l'attitude particulière des Juifs à l'égard de l'État et de la société en Europe » ; les Juifs « se sont révélés incapables d'apprécier les rapports de forces au sein d'un État national, ainsi que les contradictions sociales croissantes qui s'y manifestaient¹⁷⁵ ».

Nous lisons à la fin des années 70 sous la plume de Dan Lévine : « Sur ce point, je suis d'accord avec le professeur Branover qui estime que la Catastrophe fut dans une large mesure un châtement pour certains péchés, notamment celui d'avoir été à la tête du mouvement communiste. Il y a là une idée juste¹⁷⁶. »

Non, non, de telles idées, parmi les Juifs, ne constituent pas une tendance *dominante*. La masse des Juifs d'aujourd'hui considère même cette appréciation comme insultante et blasphématoire.

C'est même tout le contraire : « Le fait de l'Holocauste a en lui-même servi de justification morale au chauvinisme juif. Les leçons de la Seconde Guerre mondiale ont été assimilées à l'envers... Sur ce terrain a grandi et a pris des forces le nationalisme juif. Et c'est désastreux. Le sentiment de culpabilité et de compassion à l'égard d'un peuple-victime s'est transformé en "indulgence" qui supprime le péché, un péché qui, pour tous les autres, reste impardonnable. D'où l'immoralité et le caractère inadmissible des appels publics à ne pas mêler son antique sang avec le sang des autres¹⁷⁷. »

Citons toutefois cette constatation d'une publiciste juive vivant en Allemagne. Elle écrit dans les années 80 : « Le "capital moral"

174. M. Heifets, Chto nado vyiasnit po vremeni [Ce qu'il faut élucider avec le temps], in « 22 », 1989, n° 64, pp. 218-219.

175. Sonja Margolina, Das Ende der Lügen : Russland und die Juden im 20. Jahrhundert, Berlin, Siedler Verlag, 1992, pp. 137-138.

176. Dan Lévine, Na Kraiou soblazna [Au bord de la tentation], interview in « 22 », 1978, n° 1, p. 55.

177. D. Khmel'nitski, Pod zvonkii golos krovi, ili s samosoznaniem na pereves [À la voix forte du sang ou avec la conscience de soi en bandoulière], in « 22 », 1992, n° 80, p. 175.

d'Auschwitz est aujourd'hui épuisé¹⁷⁸ ». Et, l'année d'après, elle écrit à nouveau : « Le solide capital moral amassé par les Juifs après Auschwitz semble épuisé », les Juifs « ne peuvent plus se contenter d'emprunter les sentiers battus des griefs envers le reste du monde. Le monde d'aujourd'hui a recouvré le droit de parler avec les Juifs comme avec tous les autres peuples » ; « la lutte pour les droits des Juifs n'est pas plus progressiste que la lutte pour les droits des autres peuples. Il est grand temps de briser son miroir et de regarder derrière soi : nous ne sommes pas les seuls en ce monde¹⁷⁹ ».

On aimerait voir accéder à pareille autocritique, si digne, si noble, les esprits russes dans leur appréciation de l'histoire russe du ^{xx}e siècle : la férocité de la phase révolutionnaire, l'apathie apeurée de l'époque soviétique, l'ignominie pillarde de la période post-soviétique. Écrasés sous l'insoutenable poids que représente pour nous autres, Russes, la conscience d'avoir, au cours de ce siècle, sapé notre histoire – du fait de dirigeants nuls, mais aussi de par notre propre nullité –, ravagés par l'angoisse à l'idée que c'est peut-être irrémédiable, ne devrions-nous pas voir, là aussi, dans l'expérience russe, un châtiment d'En-Haut ?

178. *Sonja Margolina*, *Germaniia i evrei : vtoraja popytka* [L'Allemagne et les Juifs : une deuxième tentative], in *Strana i mir*, 1991, n° 3, p. 142.

179. *Sonja Margolina*, *Das ende der Lügen...*, pp. 150-151.

Chapitre 22

DE LA FIN DE LA GUERRE À LA MORT DE STALINE

Au début des années 20, les auteurs du recueil *La Russie et les Juifs* avaient prévu que « toutes ces perspectives radieuses » (pour les Juifs en URSS) ne se réaliseraient que « dans l'hypothèse où les bolcheviks voudront nous protéger. Mais le voudront-ils ? Pouvons-nous penser que des gens qui, au nom de la conquête du pouvoir, ont tout trahi, y compris le communisme, que ces gens nous resteront fidèles même lorsqu'ils n'y trouveront plus aucun avantage¹ ? ».

Mais ni pendant les années 20, ni pendant les années 30 qui leur furent favorables, la plupart des Juifs soviétiques ne prêtèrent attention à cet avertissement lucide, ne l'entendirent même pas.

Et pourtant, alors qu'ils se fondaient dans le cours de la révolution, les Juifs auraient dû s'attendre à ce qu'un jour cette révolution, comme toutes les autres, amorce un mouvement de reflux qui les frapperait eux aussi.

Durant les années d'après-guerre les Juifs soviétiques eurent à subir d'« amères déceptions² » et de lourdes épreuves. Les huit dernières années du règne de Staline furent marquées par la campagne contre les « cosmopolites », l'éviction des Juifs des sphères de la science, de l'art, de la presse, la suppression du

1. I. M. Biekerman, in RiE, p. 80.

2. S. Schwartz, *Evrei v Sovetskoy Soïouze s nachala Vtoroy mirovoy voyny (1939-1965)* [Les Juifs en Union soviétique depuis le début de la Deuxième Guerre mondiale (1939-1965)], New York, 1966, p. 198.

Comité juif antifasciste et l'exécution de ses principaux responsables, enfin l'« affaire des blouses blanches ».

La structure même du régime totalitaire faisait que l'affaiblissement du poids des Juifs dans la direction du pays ne pouvait avoir pour initiateur que Staline lui-même ; lui seul pouvait donner la première impulsion.

Mais ni le caractère retors de Staline ni la rigidité de la propagande soviétique ne permettaient d'agir ouvertement. Nous avons vu que, pendant la guerre, celle-ci ne s'était guère émue du massacre des Juifs en Allemagne, allant même jusqu'à dissimuler les faits par crainte de passer pour favorable aux Juifs aux yeux de son propre peuple. L'attitude du pouvoir soviétique envers les Juifs pouvait changer d'année en année sans pour autant s'exprimer publiquement. Les premières transformations dans la composition de l'appareil d'État se produisirent – de façon encore peu perceptible, il est vrai – après le rapprochement de Staline avec Hitler, en 1939. Non seulement le Juif Litvinov fut remplacé par Molotov et des « purges » eurent lieu au Commissariat aux Affaires étrangères, mais les écoles diplomatiques et militaires furent fermées aux Juifs. Il fallut pourtant attendre encore plusieurs années avant que l'on puisse remarquer la disparition des Juifs de l'administration des Affaires étrangères comme la chute brutale de leur influence au sein du Commissariat au Commerce extérieur.

Comme le mouvement des cadres au sein du Parti était entouré du plus grand secret, personne ne fut informé de ce que, dès la fin de l'année 1942, des actions furent entreprises au sein de l'agit-prop pour évincer les Juifs d'institutions artistiques comme le Bolchoï, le Conservatoire de Moscou, la Philharmonie de Moscou où, d'après une note transmise au Comité central par le chef de l'agit-prop durant l'été 42, « presque tout se trouve entre les mains de personnes non russes », tandis que « les Russes ont fini par se retrouver en minorité » – et de fournir tout un tableau à titre de preuve³. Plus tard il y eut des tentatives pour « initier d'en-haut... une répartition des cadres au prorata de leur origine nationale, ce qui revenait en pratique à éliminer les Juifs des instances de

3. G. Kostyrtchenko, *Taïnaïa politika Stalina : Vlast i antisemitizm* [La politique secrète de Staline : le pouvoir et l'antisémitisme], M., 2001, pp. 259-260.

décision⁴ ». Au fil des années et suivant les circonstances, Staline tantôt encouragea, tantôt freina ces initiatives.

L'atmosphère tendue dans laquelle vivaient les Juifs se fit également sentir à l'occasion des réévacuations d'après-guerre. En Sibérie et en Asie centrale, les Juifs avaient été accueillis sans aménité par les populations locales et, la guerre finie, ceux qui restèrent ne se fixèrent pratiquement que dans les capitales des républiques d'Asie centrale ; les autres partirent, non pour revenir dans leurs villages ou bourgades d'origine, mais pour s'installer dans les grandes villes⁵.

Le mouvement de rapatriement le plus important se fit en direction de l'Ukraine – mais c'est là qu'il se heurta le plus à l'hostilité de la population, surtout lorsqu'il s'agissait de cadres ou de propriétaires d'appartements convoités ; à cela s'ajoutèrent les effets de la propagande hitlérienne dans ces régions récemment encore occupées par les Allemands. Placé à la tête de l'Ukraine à la fin 1943, Khrouchtchev (alors premier secrétaire du Parti et président du Sovnarkom d'Ukraine) se garda de toute allusion publique au sort subi par les Juifs pendant les années d'occupation, tout en appliquant une résolution secrète prescrivant de ne pas nommer de Juifs à des postes de responsabilité. D'après le témoignage de Rouja-Godès – communiste juive de la première heure qui s'était fait passer pour une Polonaise pendant toute l'occupation et, après l'arrivée tant attendue des communistes, ne retrouva pas de travail parce que juive –, Khrouchtchev, avec sa franchise coutumière, déclara tout de go que, « par le passé, les Juifs se sont rendus coupables de bien des mauvaises actions envers le peuple ukrainien. Le peuple les déteste à cause de cela. Nous n'avons pas besoin de Juifs dans notre Ukraine... Ils auraient mieux fait de ne pas revenir. Ils auraient mieux fait d'aller au Birobidjan... Ici c'est l'Ukraine. Et nous n'avons aucun intérêt à ce que le peuple interprète le retour du pouvoir soviétique comme le retour des Juifs⁶ ».

« À Kiev, au début de septembre 1945, un Juif, major du NKVD, fut violemment frappé par deux militaires qu'il abattit à coups de revolver ; après quoi la foule s'en prit aux Juifs de la ville, dont

4. *Ibidem*, p. 310.

5. S. Schwartz, pp. 181-182, 195.

6. Khrouchtchev et la question juive, in *Sotsialistitcheskii Vestnik**, New York, 1961, n° 1, p. 19.

cinq furent tués⁷. » D'autres témoignages font état de faits semblables⁸.

Comme l'écrivit le *Sotsialistitcheskii vestnik* : exacerbé pendant la guerre, « le sentiment national des Juifs réagissait vivement aux nombreuses manifestations d'antisémitisme et à l'indifférence encore plus générale à l'égard de celles-ci⁹ ».

Ce motif est très caractéristique : presque autant que l'antisémitisme lui-même, c'est l'indifférence à son égard qui soulève l'indignation. Oui, lorsque les gens sont accablés par leur propre malheur, leur seuil de sensibilité au malheur d'autrui s'abaisse souvent. Les Juifs eux-mêmes ne font d'ailleurs pas exception ; un auteur contemporain note à juste titre : « Je suis une Juive qui a pris conscience de ses racines et trouvé tout naturellement sa place en Israël ; c'est pourquoi j'espère qu'on ne me taxera pas de partialité si je rappelle qu'à l'époque où ils traversaient de terribles épreuves les intellectuels juifs ne sont pas intervenus en faveur des peuples de Crimée et du Caucase que l'on était en train de déporter¹⁰. »

Après la libération de la Crimée par l'Armée rouge en 1943, « à Moscou, au sein de l'élite juive, on se remit à parler du projet de colonisation de 1920 », c'est-à-dire de l'installation des Juifs en Crimée. Le gouvernement soviétique ne s'opposa pas à cette initiative, espérant qu'ainsi « les Juifs américains se montreraient particulièrement prodigues de leurs dollars envers l'Armée rouge ». Au cours de l'été 1943, Mikhoëls et Fefer firent une tournée triomphale aux États-Unis, après y avoir été oralement autorisés par Molotov, afin de mener des pourparlers avec les sionistes américains en vue d'un soutien financier à l'installation des Juifs en Crimée. L'idée de créer une république juive en Crimée fut également soutenue par Lozovski – à l'époque le très influent vice-ministre des Affaires étrangères¹¹.

Le Comité antifasciste juif élaborait de son côté un autre projet :

7. PEJ, t. 8, p. 236.

8. *Sotsialistitcheskii Vestnik*, 1961, n° 1, pp. 19-20 ; *Kniga o rousskom ievreïstve*, LMJR-2, p. 146.

9. Khrouchtchev et le mythe du Birobidjan, in *Sotsialistitcheskii Vestnik*, 1958, nos 7-8, p. 145.

10. M. Blinkova, *Znanie i mnenie* [La Connaissance et l'opinion], Strelts, Jersey City, 1988, n° 12, p. 12.

11. G. Kostyrtchenko, pp. 428-429.

« fonder une république juive sur le territoire des Allemands de la Volga déportés (où, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, des implantations juives s'étaient déjà formées). – Esther Markish, la veuve de Peretz Markish (qui était membre du CAJ), confirme que celui-ci avait écrit une lettre « à propos de la dévolution aux Juifs de l'ex-république des Allemands de la Volga¹² ».

Au sein du Politburo, « les plus bienveillants à l'égard du CAJ furent Molotov, Kaganovitch et Vorochilov¹³ ». Et, « selon des rumeurs, certains membres du Politburo... penchaient plutôt pour cette variante [la Crimée]¹⁴ ». Le 15 février 1944, un mémorandum en ce sens, signé par Mikhoëls, Fefer et Epstein, fut adressé à Staline. (Voici la version de P. Soudoplatov : bien que Staline eût déjà décidé depuis quelque temps la déportation des Tatars de Crimée, Béria reçut l'ordre de la mettre en œuvre dès le 14 février¹⁵ – le mémorandum tombait donc à pic.)

Les espoirs entretenus par les Juifs connurent là leur zénith. G.V. Kostyrchenko, spécialiste de cette période, écrit : les dirigeants du CAJ « nageaient dans l'euphorie. Ils se mirent à croire (surtout après le voyage en Occident de Mikhoëls et Fefer) qu'en mettant un peu la pression, à l'instar de l'élite juive américaine, ils pourraient exercer leur influence sur les cercles dirigeants et participer à la mise en place d'une politique favorable aux intérêts des Juifs soviétiques¹⁶ ».

Mais Staline n'approuva pas ce projet – et ce, pour des raisons stratégiques. Les dirigeants soviétiques, qui s'attendaient à une guerre avec l'Amérique, pensaient sans doute qu'au cas où celle-ci aurait lieu, les populations juives de Crimée risqueraient de faire montre de sympathies envers les États-Unis. (D'après certains récits, lors des interrogatoires de Juifs arrêtés au début des années 50, on leur disait : « Vous n'allez pas vous battre contre l'Amérique, n'est-ce pas ? Donc, vous êtes nos ennemis. ») Khrouchtchev pensait pareillement, déclarant même, dix ans plus

12. E. Markish, *Kak ikh oubivali* [Comment on les tuait], « 22 », Tel-Aviv, 1982, n° 25, p. 203.

13. G. Kostyrchenko, p. 430.

14. PEJ, t. 4, p. 602.

15. Pavel Soudoplatov, *Spetsoperatsi i Loubianka i Kreml : 1930-1950 gody* [Les opérations spéciales : la Loubianka et le Kremlin : les années 1930-1950], Moscou, OLMA-Press, 1997, pp. 466-467.

16. G. Kostyrchenko, p. 435.

tard, aux membres d'une délégation de communistes canadiens particulièrement préoccupés par la question juive : la Crimée « ne doit pas devenir un centre de colonisation juive parce qu'en cas de guerre, elle se transformerait en base armée menaçant l'Union soviétique¹⁷ ». – Toutes ces démarches en vue de la colonisation juive de la Crimée allaient bientôt servir à apporter la preuve de la participation des membres du CAJ à des projets de « haute trahison ».

À la fin de la guerre, la variante de la colonisation du Birobidjan refit surface dans les hautes sphères du pouvoir, visant avant tout les Juifs d'Ukraine. Plusieurs convois furent ainsi organisés en 1946-47, comptant jusqu'à six mille personnes, auxquelles s'ajoutèrent quelques familles isolées¹⁸ ; mais, déçus, la plupart de ces colons retournèrent d'où ils étaient venus. En 1948, ce mouvement cessa complètement. Puis, avec la nouvelle orientation de la politique de Staline, commencèrent les arrestations parmi les rares personnalités juives du Birobidjan (chefs d'accusation : introduction artificielle de la culture juive, y compris dans la population non juive, et, bien sûr, espionnage, projets en vue d'un rattachement du Birobidjan au Japon). L'histoire de la colonisation juive au Birobidjan s'arrête là. Au début des années 20, on projetait d'y transférer 60 000 Juifs pendant le premier plan quinquennal. En 1959, leur nombre s'élevait à 14 000, soit moins de 9 % de la population locale¹⁹.

Cependant, en Ukraine, la situation des Juifs s'était sensiblement améliorée. Les autorités livraient un combat acharné aux partisans de Bandera et ne tenaient plus guère compte des sentiments nationalistes ukrainiens ; à partir de la fin de 1946, le Parti, sans la rendre publique, « mena campagne, bon gré mal gré, contre l'antisémitisme, habituant progressivement la population à la présence de Juifs à des postes de responsabilité dans différents secteurs » de l'administration et de l'économie soviétiques. Dans la foulée, dès le début de l'année 1947, le Parti communiste ukrainien passa (pas pour longtemps) des mains de Khrouchtchev à celles de Kaganevitch. Des Juifs furent également promus à des fonctions élevées

17. L'affaire de la Crimée, in *Sotsialisticheski Vestnik*, 1957, n° 5, p. 98.

18. S. Schwartz, *Le Birobidjan*, LJR, p. 189.

19. *Ibidem*, pp. 192, 195-196.

au sein du Parti ; « particulièrement significative à cet égard fut la nomination d'un Juif... comme secrétaire... du Comité régional du Parti communiste à Jitomir²⁰ ».

Mais les Juifs étaient nombreux à se méfier, non sans raison, du pouvoir soviétique et de cette situation nouvelle. Et lorsqu'on procéda, peu de temps après la fin de la guerre, au rapatriement des ex-citoyens polonais, de nombreux Juifs non polonais « s'empressèrent de bondir sur l'occasion » et partirent pour la Pologne²¹. (Ce qui, là-bas, se passa après, mérite d'être étudié à part : les Juifs se retrouvèrent en grand nombre aussi bien au sein du gouvernement fantoche d'après-guerre que dans l'administration et le KGB local, ce qui allait entraîner ultérieurement des conséquences très néfastes pour la masse des Juifs polonais. – Des conflits semblables éclatèrent aussi en d'autres pays d'Europe de l'Est : « Dans tous ces pays, les Juifs avaient joué un rôle économique de premier plan », ils avaient été spoliés de leurs biens sous Hitler, et lorsqu'« on promulgua après la guerre des lois de restitution..., ils se heurtèrent aux intérêts d'un grand nombre de nouveaux propriétaires ». Les Juifs réclamaient qu'on leur rendît leurs entreprises – quand celles-ci n'avaient pas été nationalisées par les communistes –, ce qui provoqua une nouvelle flambée de haine à leur encontre²².)

Cependant, c'est au cours de ces mêmes années que se produisit un événement d'une portée historique immense pour les Juifs : la création de l'État d'Israël. Lorsque, dans les années 1946-1947, les sionistes se brouillèrent avec les Anglais, Staline – sans doute pour contrer la Grande-Bretagne, mais aussi pour se créer de nouveaux appuis au cas où l'entreprise réussirait – prit le parti des premiers. Tout au long de l'année 1947, il soutint activement la création d'un État juif indépendant en Palestine, que ce soit à l'ONU par l'intermédiaire de Gromyko ou par le biais de fournitures d'armes tchécoslovaques. En mai 1948, l'URSS décida en quarante-huit heures de reconnaître *de jure* la proclamation de son indépendance par Israël et condamna les actions conduites contre le nouvel État par les Arabes.

20. S. Schwartz, pp. 185-186.

21. *Ibidem*, p. 130.

22. *Ibidem*, pp. 217-218.

Mais Staline n'avait pas prévu que cette politique allait considérablement stimuler la conscience nationale des Juifs soviétiques. De nombreuses voix s'élevèrent pour appeler le CAJ à organiser des collectes de fonds destinés à l'armée israélienne, d'autres se proposèrent de rejoindre celle-ci en qualité de volontaires, on forma le projet de créer une division spéciale constituée de Juifs²³.

C'est dans cette atmosphère survoltée que prit ses fonctions le premier ambassadeur d'Israël à Moscou, Golda Meïr. Les synagogues de Moscou comme l'ensemble de la communauté juive lui firent un accueil triomphal. Et aussitôt les demandes d'émigration en Israël se multiplièrent : la conscience nationale des Juifs soviétiques ne faisait que croître et se renforcer dans des proportions que Staline n'avait sans doute pas imaginées. Ainsi donc, des citoyens soviétiques veulent massivement déguerpir ? Et ce, alors même que l'État israélien semble adopter une attitude pro-occidentale ? que la présence et l'influence américaines s'y manifestent de plus en plus ? – et, pendant ce temps, l'URSS se prive du soutien du monde arabe ? (De fait, « le refroidissement des relations était réciproque : Israël se tournait de plus en plus vers la communauté juive américaine qui constituait son principal soutien²⁴ ».)

Sans doute effrayé par l'effervescence régnant parmi les Juifs, Staline – à partir de la fin de l'année 1948, et pendant tout le temps qui lui restait à vivre – changea brutalement de politique à leur endroit. Mais à sa façon : agissant brutalement mais sans effet d'annonce, radicalement mais à petits pas, et dans des domaines en apparence secondaires, marginaux.

Cependant, les leaders juifs avaient plus que des raisons de s'inquiéter. Le rédacteur en chef du journal polonais juif *Volksstimme*, Girsh Smoliar, évoqua plus tard « le désarroi qui avait saisi, après la guerre, les communistes juifs d'Union soviétique ». Emmanuel Kazakevitch était désespéré, tout comme d'autres écrivains juifs. Sur le bureau d'Ilya Ehrenbourg s'amoncelaient « des montagnes de lettres de Juifs se plaignant de l'atmosphère antisémite qui sévissait dans le pays²⁵ ».

Pour ce qui est d'Ehrenbourg lui-même, il connaissait ses devoirs

23. G. Kostyrtchenko, pp. 403-404.

24. S. Tsyrouthnikov, SSSR, ievrei i Izraïl [L'URSS, les Juifs et Israël], VM, 1987, n° 97, p. 156.

25. *Ibidem*, p. 150.

de Soviétique et les accomplissait à la lettre. (Comme on l'a su bien plus tard, c'est justement à ce moment-là que fut détruite la composition typographique du *Livre noir** de I. Ehrenbourg et V. Grossman sur les souffrances endurées par les Juifs soviétiques pendant la guerre entre l'URSS et l'Allemagne.). Et le 21 septembre 1948, il publia dans la *Pravda* un article de commande pour faire contrepoids à l'accueil triomphal réservé à Golda Meïr : les Juifs ne sont pas une nation, mais sont condamnés à l'assimilation²⁶. Ce texte sema le trouble non seulement parmi les Juifs de Russie, mais également en Amérique. Et, en ce début de Guerre froide, la « discrimination dont [étaient] victimes les Juifs d'URSS » devint l'un des principaux arguments utilisés en Occident contre l'Union soviétique. (Tout comme les sympathies exprimées en Occident envers les tendances séparatistes qui se faisaient jour en URSS – mais que les Juifs de Russie n'avaient jamais partagées.)

Cependant, le Comité antifasciste juif ne cessait de prendre de l'importance : créé pour répondre aux besoins de la guerre contre l'Allemagne, doté d'une structure officielle (près de 70 membres, des permanents, un journal, une maison d'édition), il était en train de devenir l'organisme représentatif, sur le plan moral comme sur le plan matériel, de l'ensemble des Juifs soviétiques – aussi bien devant le Comité central du Parti que vis-à-vis de l'Occident. « Les dirigeants du CAJ pouvaient se permettre beaucoup de choses : un bon salaire, le droit d'être publiés à l'étranger et d'en percevoir des honoraires, de recevoir et de répartir des dons en provenance de l'étranger, et enfin de pouvoir s'y rendre ». Autour du CAJ « se constitua un mouvement national d'abord élitaire, puis de plus en plus large²⁷ » ; il apparaissait désormais comme le symbole de l'autonomie nationale juive. Il revenait dès lors à Staline de se débarrasser progressivement d'une institution devenue gênante.

Il commença par la personnalité la plus importante – le directeur du Bureau soviétique de l'Information, Lozovski, lequel (d'après Fefer, devenu secrétaire général du CAJ en juillet 1945) était

26. I. Ehrenbourg, *Po povodou odnovo pisma* [À propos d'une lettre], la « Pravda », 1948, 21 septembre, p. 3.

27. G. Kostyrchenko, pp. 353, 398.

* Traduction française Actes Sud, 1995.

« l'inspirateur du CAJ..., savait tout ce qui s'y passait et en assurait la direction *de facto* ». L'agit-prop du Comité central envoya une commission d'enquête au BSI, qui conclut que son « appareil était encombré... par une concentration inadmissible de Juifs ». Lozovski fut destitué de son poste de vice-ministre des Affaires étrangères (tout comme Litvinov et Maïski), et, au cours de l'été 1947, de celui de directeur du BSI²⁸.

Le sort du CAJ était désormais scellé. En septembre 1946, la commission de contrôle du Comité central conclut que le CAJ, au lieu de mener « l'offensive contre la propagande occidentale et en premier lieu la propagande sioniste..., reste sur la ligne des sionistes bourgeois et des bundistes en défendant l'idée réactionnaire d'une seule et unique nation juive ». En 1947, le Comité central fit savoir que « il n'entrait pas dans les compétences du CAJ de s'occuper des affaires des Juifs d'Union soviétique ». Il « devait concentrer ses efforts sur "la lutte contre les menées de la réaction internationale et de ses agents sionistes"²⁹ ».

Mais, comme l'URSS avait adopté à ce moment-là une politique pro-israélienne, le CAJ ne fut pas dissous. Quant à son président, Mikhoëls, « leader officieux de la communauté juive soviétique, il dut renoncer à ses illusions d'influencer la politique du Kremlin en matière de nationalités par l'intermédiaire de la famille du dictateur » (il s'agissait avant tout du gendre de Staline, Grigori Morozov). Mais le soutien le plus actif dont bénéficia le CAJ fut celui de la femme de Molotov, P.S. Jemtchoujina – arrêtée au début de l'année 1949 – et de celle de Vorochilov, « Ekaterina Davidovna (Golda Gorbman), une bolchevique fanatique qui, toute jeune encore, avait été chassée de la synagogue ». D'après le rapport établi par Abakoumov*, Mikhoëls était soupçonné de « rassembler des documents sur la vie privée du dirigeant suprême³⁰ ». D'une manière générale, les organes de la Sécurité reprochaient à Mikhoëls de « manifester un intérêt excessif pour la vie privée du

28. *Ibidem*, pp. 361, 363-364.

29. *Ibidem*, pp. 366, 369.

30. *Ibidem*, pp. 376, 379, 404.

* Victor Séminovitch Abakoumov (1908-1954), entré au NKVD comme simple coursier, devient patron du SCHMERSH à sa création en 1943 ; destitué et emprisonné par Staline lors de l'« affaire des blouses blanches », condamné et fusillé sous Krouchtchev en décembre 1954.

chef de l'État soviétique », et aux dirigeants du CAJ de « recueillir des informations sur la vie de J. Staline et de sa famille³¹ ». Mikhoëls jouissait d'une grande autorité morale et Staline jugea qu'un procès public n'était pas opportun. Son cas fut donc réglé par un « accident », en janvier 1948. La nouvelle de sa mort provoqua un choc au sein de la communauté juive soviétique.

Le démantèlement du CAJ fut accompli par étapes successives. Fin 1948, ses locaux furent mis sous scellés, les archives transférées à la Loubianka, le journal et la maison d'édition fermés. Suivit l'arrestation – dans le plus grand secret, et longtemps niée par les autorités – des deux personnalités les plus importantes du CAJ, Fefer et Zouskine. En janvier 1949, ce fut le tour de Lozovski et, un mois plus tard, de plusieurs autres dirigeants du CAJ. Tout au long de l'année 1949, ceux-ci subirent des interrogatoires serrés, mais, en 1950, l'enquête fut interrompue. (Il est vrai qu'au même moment Staline procédait à la liquidation des « dérives nationales » au sein de la direction du Parti à Leningrad – le « groupe anti-Parti de Kouznetsov-Rodionov-Popkov » –, mais cet épisode n'a guère été retenu par l'histoire ; pourtant, dans le cadre de l'« affaire de Leningrad », au début de l'année 1950, « près de deux mille cadres du Parti furent arrêtés et fusillés³² ».)

En janvier 1949, la *Pravda* publia un long article consacré à un sujet en apparence secondaire – « Sur un groupe de critiques de théâtre antipatriotes³³ » (le lendemain paraissait un article plus musclé dans la revue *Koultoura i jizn*³⁴) : Staline venait de lancer l'offensive contre les Juifs travaillant dans les milieux de la culture en prenant pour prétexte le décryptage de leurs pseudonymes russes. Or, en URSS, « beaucoup de Juifs soviétiques avaient camouflé leur origine avec une telle habileté » qu'il était « carrément impossible de les débusquer », ainsi que l'explique le rédacteur en chef d'une revue juive d'aujourd'hui³⁵.

(Cet article de la *Pravda* avait en fait une longue histoire, assez

31. PEJ, t. 8, p. 243.

32. *Ibidem* p. 248.

33. La *Pravda*, 1949, 28 janvier, p. 3.

34. Na tchoujdykh pozitsiakh [Sur des positions antagonistes], in *Koultoura i jizn*, 1949, 30 janvier, pp. 2-3.

35. V Perelman, Vinovaty sami ievrei [C'est la faute aux Juifs eux-mêmes], VM, n° 23, p. 216.

mal connue. Dès l'année 1946, des rapports du Comité central soulignaient que « sur les vingt-neuf critiques de théâtre en activité, seuls six étaient russes. On laissait entendre par là que la majorité des autres critiques de théâtre étaient juifs ». En novembre de la même année, quelque peu alarmés mais « forts de la certitude de bénéficier de toute la confiance du Parti, certains critiques de théâtre, persuadés que la victoire leur était assurée, se lancèrent dans une confrontation directe avec Fadeev³⁶ », le tout-puissant président de l'Union des écrivains et favori de Staline. Leur tentative se solda par un échec. L'affaire, que l'on crut alors enterrée, allait refaire surface en 1949.)

Cette affaire fit l'objet d'une vaste campagne dans la presse et les réunions du Parti. G. Aronson écrit à ce propos : « Le but de cette campagne était d'extirper les intellectuels juifs de tous les pores de la vie soviétique... On trouvait un malin plaisir à révéler l'identité de ceux qui se cachaient derrière des pseudonymes. Ainsi E. Kholodov n'était autre que Meïerovitch ; Iakovlev, Holzman ; Melnikov, Milman ; Iasny, Finkelstein ; Victorov, Zlotchevski ; Svetov, Scheidman ; etc. La *Literatournaïa Gazeta* ... s'employait activement à divulguer ces noms³⁷. »

Il faut reconnaître que Staline avait su frapper le point sensible, celui qui agaçait fortement les masses populaires. Cependant, il n'était pas assez naïf pour lâcher tout de go le mot « juif ».

L'affaire des « critiques de théâtre » servit de prélude à la longue et vaste campagne contre les « cosmopolites » (la balourdise soviétique s'empara de cette belle notion et en fit un délit). « Les "cosmopolites" visés par cette offensive étaient exclusivement des Juifs. Pas un seul domaine où on ne découvrit des "cosmopolites"... qui étaient par ailleurs des citoyens soviétiques parfaitement loyaux, jamais soupçonnés d'antisoviétisme, et sortis indemnes des grandes purges de Iagoda et Iéjov. Certains étaient fort influents, jouissant d'une grande notoriété dans leur domaine³⁸. » La dénonciation des « cosmopolites » déboucha ensuite sur la glorification imbécile et risible de la « supériorité » russe dans tous les domaines de la science, de la technique et de la culture.

36. G. Kostyrtchenko, pp. 321, 323.

37. G. Aronson, LMJR-2, p. 150.

38. *Ibidem*.

Il est vrai que, le plus souvent, les « cosmopolites » ne furent pas arrêtés, mais publiquement blâmés et chassés de leur poste dans les rédactions des journaux, les institutions idéologiques et culturelles, l'agence TASS, les éditions d'État, les facultés des lettres, les théâtres, la Philharmonie, et parfois aussi du Parti ; leurs publications furent gelées.

Cependant, la campagne prenait de plus en plus d'ampleur, touchant de plus en plus de monde et de domaines d'activité. Sous couvert de lutte contre le « cosmopolitisme », des purges anti-juives se déroulèrent à l'Académie des sciences, au sein de l'Institut de philosophie (gangrené depuis longtemps par des luttes de clans), d'économie, de droit, mais aussi à l'Académie des sciences sociales, à l'Institut d'études juridiques (pour gagner ensuite la magistrature).

Ainsi, à la faculté d'histoire de l'université de Moscou, même l'académicien I. I. Mints – un falsificateur notoire, totalement dévoué au Parti communiste, honoré de la confiance personnelle de Staline, plusieurs fois décoré de l'ordre du même Staline, titulaire de plusieurs chaires dans plusieurs universités – fut déclaré « chef de file des cosmopolites dans la science historique ». Dans la foulée, on se mit à « libérer » un grand nombre de postes à l'université de Moscou, occupés par ses disciples ou d'autres professeurs d'origine juive³⁹.

L'éviction des Juifs de la sphère des sciences exactes et appliquées se fit progressivement. – « La fin de l'année 1945 et l'année 1946 furent relativement tranquilles pour les Juifs de cette catégorie socioprofessionnelle ». Un chercheur qui a étudié le rôle des Juifs dans la science et l'industrie soviétiques de la période de la guerre illustre son propos par l'exemple suivant : « En 1946, un premier coup fut porté contre les personnels investis de responsabilités, et une grosse "affaire" fut montée. Les victimes en furent essentiellement des Russes... pas un seul Juif parmi elles... Les comptes rendus d'enquêtes comportaient des charges contre le directeur de l'usine aéronautique de Saratov, Israël Solomonovitch Lévinc. On lui reprochait le fait que, pendant la bataille de Stalingrad, deux escadrilles n'avaient pas pu décoller, les avions fournis par son

39. A. Nekritch, *Pokhod protiv "Kosmopolitov v MGOu* [L'opération contre les "cosmopolites" à l'université de Moscou], Kontinent, Paris, 1981, n° 28, pp. 301-320.

usine étant défectueux. Le fait était avéré, l'accusation n'avait pas été fabriquée de toutes pièces par les enquêteurs. Au demeurant, Lévine ne fut ni arrêté, ni même destitué. » – En 1946, « les commissaires du peuple B. L. Bannikov, L. M. Kaganovitch, S. Z. Guinzbourg, L. Z. Mekhlis conservèrent leur poste dans le nouveau gouvernement... Presque tous les Juifs qui avaient exercé les fonctions de vice-commissaires au sein du gouvernement pendant la guerre conservèrent également leur poste ». – L'auteur de cette étude note que les premiers coups portés contre les Juifs travaillant comme ingénieurs ou techniciens datent de 1947⁴⁰.

En 1950, l'académicien A.F. Ioffé « fut contraint d'abandonner son poste de directeur de l'Institut de physique appliquée, qu'il avait créé en 1918 et dirigé sans interruption depuis lors ». – Au début de l'année 1951, on renvoya 34 directeurs et 31 ingénieurs en chef de l'industrie aéronautique. « La majorité de ceux qui figurent sur cette liste sont juifs. » – Si, en 1942, le ministère des Constructions mécaniques (le commissariat à l'Armement) comptait parmi ses directeurs et ses ingénieurs en chef une quarantaine de Juifs, il n'en restait plus que trois en 1953. – Au sein de l'armée soviétique, « on ne se contenta pas de chasser les généraux de nationalité juive. Les officiers de rang inférieur qui travaillaient dans le domaine de l'armement furent également écartés⁴¹ ».

Les purges s'étendirent donc à l'industrie de défense, à l'aviation, à la construction automobile (épargnant cependant le secteur nucléaire), mais frappèrent surtout l'administration, les directeurs et les ingénieurs en chef, puis les agents de rang inférieur. Ces licenciements n'étaient cependant jamais motivés par l'appartenance nationale, mais par des délits économiques ou des relations familiales avec l'étranger – l'affrontement avec les États-Unis paraissait alors imminent. Les purges se propagèrent du Centre vers la province. Avec ce cercle infernal typiquement soviétique (si familier depuis les années 30 !) : ceux qui se sentaient menacés tentaient de se protéger en accusant quelqu'un d'autre.

Ce fut comme un écho affaibli de l'année 1937 – le pouvoir soviétique rappelait aux Juifs qu'en aucun cas il ne les avait

40. L. Mininberg, *Sovetskie ievrei v nauke i promychlennosti SSSR v period Vtoroi mirovoi voyny (1941-1945)* [Les Juifs soviétiques dans la science et l'industrie de l'URSS pendant la Deuxième Guerre mondiale] M., 1995, pp. 413, 414, 415.

41. *Ibidem*, pp. 416, 417, 427, 430.

adoptés pour de bon, mais qu'il pouvait les rejeter à tout moment. « Nul n'est irremplaçable ! » (Reconnaissons toutefois que « Béria se montra tolérant à l'égard des Juifs – au moins pour ce qui est des nominations à des postes de responsabilité au sein de l'État⁴² ».)

« Entre 1948 et 1953, les Juifs furent massivement boutés hors des sphères supérieures – celles qui étaient associées à des fonctions de prestige ou qui revêtaient une importance particulière pour les dirigeants du pays – de la production, de l'administration, des activités culturelles et idéologiques ; l'accès à toute une série d'établissements d'enseignement supérieur leur fut limité ou tout simplement refusé... Les postes de responsabilité au sein du KGB, des organes du Parti, de l'armée furent fermés aux Juifs, et dans nombre d'universités, d'institutions culturelles et scientifiques, le *numerus clausus* fut réappliqué⁴³. » – Les Juifs étaient désormais sous le coup du fameux questionnaire prolétarien qui avait tant pesé au cours des années 20 sur la noblesse, le clergé, l'intelligentsia et les autres « ci-devant ».

« L'élite politique juive eut à souffrir de toutes ces perturbations au sein de l'appareil d'État, mais, curieusement, moins qu'on aurait pu le penser », conclut G. Kostyrchenko. « Pendant la purge, les coups furent essentiellement portés contre les élites intermédiaires, les plus nombreuses – gestionnaires, journalistes, professeurs et autres représentants du monde intellectuel... Ce sont ces gens-là – qui n'avaient de juif que le nom et avaient presque complètement rompu avec leurs origines nationales – qui furent les principales victimes de la purge d'après-guerre⁴⁴. »

D'un autre côté, les statistiques concernant les cadres scientifiques donnent les chiffres suivants : « À la fin des années 20, les Juifs représentaient 13,6 % de l'ensemble des scientifiques du pays ; en 1937, ils avaient atteint les 17,5 %⁴⁵ » ; pour 1950, la proportion est de 15,4 % (25 125 Juifs sur les 162 508 scientifiques soviétiques⁴⁶). – Revenant sur cette époque vers la fin des

42. L. Mininberg, p. 442.

43. PEI, I, 6, p. 855.

44. G. Kostyrchenko, pp. 515, 518.

45. PEI, I, 8, p. 190.

46. I. Domalski, *Technologia nienawisti** [La technologie de la haine], VM, 1978, n° 25, 120.

années 80, S. Margolina en arrive à la conclusion qu'après la guerre, malgré l'ampleur de la campagne, « le nombre de Juifs hautement qualifiés exerçant des fonctions élevées resta toujours disproportionné. Mais, par comparaison avec les "années heureuses", il avait significativement diminué⁴⁷ ». – A. Heifetz évoque « les souvenirs rédigés par l'un des pères de la bombe atomique soviétique, l'académicien Budker », dans lesquels il raconte comment lui et ses collègues, des nuits durant, jusqu'à tourner de l'œil de fatigue, travaillèrent pour doter l'Union soviétique de sa première bombe A – alors même que se déchaînait la campagne contre les « cosmopolites » –, et cette époque-là fut « la plus inspirée et la plus heureuse » de la vie de Budker⁴⁸.

Mais si, « parmi ceux qui avaient reçu le prix Staline en 1949, on comptait, comme les années précédentes, un nombre important de Juifs » (pas moins de 13 %), en 1952, selon les estimations de S. Schwartz, il n'y en avait plus que 6 %⁴⁹. (Les statistiques concernant le nombre d'étudiants juifs dans les établissements d'enseignement supérieur d'Union soviétique n'ont pas été publiées de la période d'avant-guerre jusqu'en 1963, c'est-à-dire pendant près d'un quart de siècle ; nous les évoquerons au chapitre suivant.)

Quant à la culture proprement juive – celle qui s'exprimait en langue yiddish –, déjà bien peu active à l'issue de la guerre, elle fut étouffée au cours des années 1948-1951 : suppression des subventions et fermeture des théâtres juifs, des maisons d'édition, des journaux, des librairies⁵⁰. Les émissions de radio en yiddish à destination de l'étranger cessèrent en 1949⁵¹.

Les années d'après-guerre pesèrent également sur les hauts gradés de l'armée : « en 1953, presque tous les généraux juifs » et « près de 300 colonels et lieutenants-colonels furent contraints de partir à la retraite⁵² ».

47. *Sonja Margolina*, *Das Ende der Lügen : Russland und die Juden im 20. Jahrhundert*, Berlin, Siedler Verlag, 1992, p. 86.

48. *M. Heifetz*, *Mesto i vremia* [Le Lieu et le temps], Paris, Tretia volna, 1978, pp. 68-69.

49. *S. Schwartz*, *Antisemitizm v Sovetskom Soïouze* [L'antisémitisme en Union soviétique], New York, 1952, pp. 225-226, 229.

50. *S. Schwartz*, *Les Juifs en Union soviétique...*, pp. 161-163 ; *L. Shapiro*, *levrei v Sovetskoï Rossii posle Stalina* [Les Juifs en Russie soviétique après Staline], *LMJR*-2, p. 373.

51. *PEJ*, t. 8, p. 245.

52. *PEJ*, t. 1, p. 687.



Tandis que les leaders juifs croupissaient en prison, Staline avançait lentement, à pas feutrés (en 1949, la première bombe atomique avait vu le jour à point nommé). Il comprenait qu'en réglant son compte au Comité antifasciste juif, il allait soulever une tempête dans le monde entier. Mais il savait aussi que la communauté juive internationale était indissociablement liée à l'Amérique, devenue son ennemie dès les premières années de l'après-guerre, quand il avait refusé d'adhérer au plan Marshall.

L'instruction judiciaire de l'affaire du CAJ reprit en janvier 1952. Les prévenus « furent accusés de collusion avec les "organisations nationalistes juives d'Amérique", de transmission à ces organisations d'"informations sur l'économie de l'URSS"..., d'avoir "soulevé la question de la colonisation de la Crimée et de la création d'une république juive sur ce territoire"⁵³ ». Parmi les accusés, treize furent condamnés à mort : S. Lozovski, I. Youzefovitch, B. Chimeliiovitch, V. Zouskine, des écrivains en vue : D. Berguelson, P. Markish, L. Kvitko, I. Fefer, D. Hofstein, et également : L. Talmi, I. Vatenberg, T. Vatenberg-Ostrovski, E. Teoumine⁵⁴. Au mois d'août, ils furent exécutés en secret. (Membre lui aussi du CAJ, Ilya Ehrenbourg ne fut même pas arrêté – « pur effet du hasard », d'après lui –, de même que le très adroit David Zaslavski. Après l'exécution des écrivains juifs, Ehrenbourg continua de s'évertuer à persuader les Occidentaux qu'ils étaient toujours vivants et en pleine activité⁵⁵.) – L'affaire du CAJ connut quelques « ramifications » tout aussi secrètes : 110 arrestations, 10 condamnations à mort, 5 décès en cours d'enquête⁵⁶.

À partir de l'automne 1952, Staline avança à visage découvert : les arrestations commencèrent parmi les professeurs de médecine de Kiev en octobre 1952, ainsi que dans les milieux littéraires de cette ville. La nouvelle se répandit immédiatement aussi bien parmi les Juifs d'URSS que dans le reste du monde. Le 17 octobre, *La Voix de l'Amérique* parlait déjà de « répressions de masse » parmi

53. PEJ, t. 8, p. 251.

54. G. Kostyrchenko, p. 473.

55. G. Aronson, pp. 155-156.

56. G. Kostyrchenko, p. 507.

les Juifs soviétiques⁵⁷. Quant à ceux-ci, ils « étaient pétrifiés de terreur⁵⁸ ».

Et voilà que tout de suite après, en novembre, a lieu à Prague un procès dans le plus pur style stalinien : celui visant Slanski, premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque et juif, ainsi qu'un groupe de dirigeants de l'État et du Parti. Ce procès revêtit un caractère ouvertement antijuif, on cita les noms de « dirigeants juifs du monde entier » comme Ben Gourion ou Morgenthau, et, associés à eux, les Américains Truman et Acheson. Onze condamnés furent pendus et, parmi eux, huit Juifs. Klement Gottwald* déclara en guise de conclusion : « Au cours de l'instruction et pendant le procès..., on a pu découvrir un nouveau canal par lequel la trahison et l'espionnage s'infiltrèrent dans le Parti communiste. C'est le sionisme⁵⁹. »

Pendant ce temps, dès l'été 1951, se concoctait dans l'ombre l'« affaire des médecins** ». Pour les organes de sécurité, rien de nouveau : au cours du procès Boukharine, en 1937, des médecins attachés au Kremlin avaient déjà été accusés de pratiques médicales criminelles à l'encontre de certains dirigeants soviétiques — le professeur D. Pletnev, les docteurs L. Lévine et I. Kazakov. Et, dans sa crédulité, la masse soviétique s'était déjà indignée devant tant d'ignominie. On ne se gêna donc pas pour rejouer la même pièce.

L'« affaire des médecins » n'était pas au départ spécifiquement dirigée contre les Juifs, comme le montre la liste des accusés parmi lesquels figurent aussi des médecins russes de haut niveau. Elle eut bel et bien pour cause la psychose de Staline, sa peur du complot, sa méfiance envers les médecins, surtout quand son état de santé se fut dégradé. On arrêta les éminents praticiens par petits groupes à partir de septembre 1952. Les interrogatoires s'accompagnèrent de violences physiques graves, d'accusations complètement absurdes, orientées vers la thèse d'un « complot terroriste en relation avec des services de renseignement étrangers », ourdi par des individus

57. G. Aronson, p. 152.

58. V. Bogouslavski, *Ou istokov* [Aux origines], « 22 », 1986, n° 47, p. 102.

59. G. Kostyrtchenko, p. 504.

* Klement Gottwald (1896-1953), chef du PC tchécoslovaque (1929) ; président du Conseil, il déclencha le « coup de Prague » (1948) puis devint président de la République.

** Dite aussi « complot des blouses blanches ».

« à la solde des Américains », des « saboteurs en blouse blanche », des « nationalistes bourgeois » – cette dernière accusation visant forcément les Juifs. – Dans *La Grande Terreur*, Robert Conquest raconte le destin tragique de ces médecins haut placés. En 1935, le bulletin officiel – falsifié – sur la mort de Kouïbychev avait été signé par le commissaire à la Santé G. Kaminski, ainsi que par I. Khodorovski et L. Lévine. Ils avaient refait de même lors de la mort d'Ordjonikidzé. Détenteurs de tels secrets, ils ne pouvaient à leur tour qu'être condamnés. – Conquest écrit : le docteur Lévine avait travaillé pour la Tchéka dès 1920, « collaborant avec Dzerjinski, Menjinski et Iagoda... "J'avais la confiance du responsable de cette institution"... On peut considérer que Lévine... faisait partie du cercle des collaborateurs de Iagoda au NKVD ». – Plus loin, nous lisons ces lignes édifiantes : « Parmi les médecins en vue qui portèrent publiquement de violentes accusations [en 1937] contre [le professeur de médecine] Pletnëv, on trouve les noms de M. Vovsi, B. Kogan et V. Zelenine – ceux-là mêmes qui..., en 1952-53, subirent des tortures pendant l'enquête sur l'"affaire des médecins" », tout comme deux autres médecins, N. Cherechevski et V. Vinogradov, qui avaient jadis signé le rapport d'expertise sur la mort de Menjinski⁶⁰.

Le 13 janvier 1953, la *Pravda* et les *Izvestia* publièrent le communiqué de l'agence Tass sur l'arrestation d'un groupe de « médecins-saboteurs ». Cette nouvelle fut ressentie par les Juifs soviétiques comme porteuse de lourdes menaces – mais, aussitôt, dans la meilleure tradition de la gouaille soviétique, on fit pression sur les Juifs les plus en vue pour qu'ils apposent leur signature au bas d'une lettre adressée à la *Pravda*, dénonçant dans les termes les plus virulents les menées des « nationalistes bourgeois » juifs et approuvant l'action du gouvernement. Plusieurs dizaines de signatures furent ainsi collectées. (Parmi les signataires : M. Romm, D. Oïstrakh, S. Marchak, L. Landau, V. Grossman, E. Guilels, I. Dounaïevski. Dans un premier temps, Ehrenbourg refusa de signer et eut même l'audace d'écrire à Staline – « pour vous demander conseil ». Il sut faire preuve en l'occurrence d'un sens de l'esquive vraiment exceptionnel. Lui-même, Ehrenbourg, voyait clairement qu'« il n'existe pas de nation juive » et que la seule

60. Robert Conquest, *La Grande Terreur*, trad. française aux éditions R. Laffont.

issue est l'assimilation – le nationalisme juif « conduisant nécessairement à la trahison » ; mais, d'un autre côté, le texte qu'on lui demandait de signer pouvait être mal interprété par « les ennemis de notre Patrie ». Par ailleurs, « je ne peux à moi seul résoudre ce problème » ; mais si « les camarades dirigeants me font savoir... [que ma signature] est souhaitable... [et] utile à la défense de la Patrie et au mouvement pour la paix, je signerai aussitôt⁶¹ ».)

Ledit projet de lettre à la *Pravda* fit l'objet de multiples remaniements de la part de l'appareil du Comité central et le texte finit par prendre une forme plus mesurée. Mais elle ne fut pourtant jamais publiée. Est-ce à cause de l'indignation que cette affaire avait soulevée dans l'opinion occidentale ? En tout cas, certains faits permettent de penser que, dès avant la mort de Staline, on mit « une sourdine à l'affaire des médecins⁶² ».

Après son annonce publique, cette affaire « avait entraîné dans tout le pays une vague de persécutions à l'encontre des médecins juifs. Dans de nombreuses villes, les organes de sécurité montèrent des “affaires” contre les praticiens juifs... Ceux-ci n'osaient plus se rendre sur leur lieu de travail et leurs patients avaient peur de recourir à leurs services⁶³ ».

Après la campagne contre les « cosmopolites », suivie par l'explosion de la « colère populaire » à propos de l'« affaire des médecins », il n'est pas étonnant que de nombreux Juifs aient éprouvé une grande peur : c'est ainsi que commença à circuler et à prendre corps une rumeur selon laquelle Staline projetait de déporter massivement les Juifs dans des régions reculées de Sibérie et du Grand Nord, rumeur qu'étaient les exemples de déportation de peuples entiers après la guerre. – Dans une étude récente, l'historien G. Kostyrtchenko, grand spécialiste de la politique « juive » de Staline, réfute avec des arguments très solides ce « mythe de la déportation » en montrant qu'aucun fait n'est venu le confirmer, ni à l'époque ni plus tard, et qu'en tout état de cause Staline n'avait pas les moyens de mettre en œuvre une telle déportation⁶⁴.

Mais on ne peut qu'être frappé par l'ampleur du trouble dont

61. Lettre de I. Ehrenbourg à J. Staline, *Dokourmenty rousskoï istorii*, M, 1997, n° 1, pp. 141-146.

62. G. Kostyrtchenko, pp. 682, 693.

63. PEJ, t. 8, pp. 254, 255.

64. G. Kostyrtchenko, pp. 671-685.

furent alors saisis les Juifs soviétiques qui avaient embrassé sans réserve la cause de l'idéologie soviéto-communiste. Bien des années plus tard, S.K. me confia : « Ce qui me fait le plus honte dans ma vie, c'est d'avoir cru, en 1953, à l'affaire des médecins ! – qu'ils aient pu être mêlés même involontairement à un complot fomenté depuis l'étranger... »

Et voici ce qu'on peut lire à propos de cette période dans un ouvrage publié à Londres dans les années 60 : « Malgré le caractère ouvertement antisémite de la période stalinienne..., beaucoup [de Juifs] priaient pour que Staline restât en vie, car l'expérience avait montré que tout affaiblissement du pouvoir signifiait un massacre des Juifs. Nous étions parfaitement conscients des sentiments hostiles qu'éprouvaient à notre endroit les "peuples frères"⁶⁵. »

Le 9 février, une bombe explosa à l'ambassade d'URSS à Tel-Aviv. Le 11 février, l'Union soviétique rompit ses relations diplomatiques avec Israël. Le conflit autour de l'« affaire des médecins » s'envenima encore davantage.

Et c'est là que Staline commit un faux pas, le premier de sa carrière, peut-être. Il ne comprit pas que les développements de cette affaire pouvaient constituer un danger pour lui *personnellement*, lui qui se croyait à l'abri sur son Olympe inaccessible, derrière ses portes blindées. L'explosion d'indignation à travers le monde entier coïncida avec des actions énergiques menées à l'intérieur du pays par des forces dont on peut supposer qu'elles avaient décidé d'en finir avec Staline. Il est fort possible que cela se soit fait avec le concours de Béria (voir, par exemple, la version qu'en a donnée Avtorkhanov⁶⁶).

Après le communiqué officiel sur l'affaire des médecins, Staline vécut encore 51 jours. « La libération et la mise hors de cause des médecins fut ressentie par les Juifs soviétiques de la vieille génération comme une répétition du miracle de Pourim » : Staline disparut en effet le jour même de la fête de Pourim, date à laquelle Esther sauva les Juifs de Perse du massacre ordonné par Aman⁶⁷.

65. N. Shapiro, Slovo riadovovo sovetskovo ievreïa [Parole d'un Juif soviétique ordinaire], Rousskiï antisemilizm i ievrei, Londres, 1968, p. 50.

66. A. Avtorkhanov, Zagadka smerti Stalina [L'énigme de la mort de Staline], Francfort, 1976, pp. 231-239.

67. K. Chtourman, Ni mne mēda tvoïevo, ni ouksousa tvoïevo [Je ne veux ni de ton miel, ni de ton vinaigre] in « 22 », 1985, n° 42, pp. 140-141.

Le 3 avril, tous ceux qui avaient survécu à leur arrestation dans le cadre de l'« affaire des blouses blanches » furent élargis. La nouvelle fut officiellement rendue publique le lendemain.

Ce n'était pas la première fois que les Juifs remettaient l'Histoire en mouvement.

Chapitre 23

JUSQU'À LA GUERRE DES SIX JOURS

Dès le lendemain de la mort de Staline, le 6 mars, le MGB* « cessa d'exister » – officiellement, bien sûr : en fait, Béria avait mis la main dessus en l'intégrant au ministère de l'Intérieur, ce qui lui permettait de « mettre au jour les malversations » dont les agents du MGB s'étaient rendus coupables et en premier lieu son chef, Ignatiev, qui avait remplacé Abakoumov dans le plus grand secret et dont personne n'avait encore prononcé le nom en public. Il semble que Béria ait commencé à perdre la confiance de Staline vers 1952, qu'Ignatiev-Rioumine se soit employé à l'évincer dans le cadre de l'« affaire des médecins », et que le cours des événements l'ait placé au centre de la nouvelle opposition à Staline. Un mois plus tard, le 4 avril, il pouvait se sentir suffisamment fort pour dénoncer l'« affaire des médecins » et accuser Rioumine de l'avoir montée de toutes pièces. Et dans les trois mois qui suivirent, les relations diplomatiques avec Israël furent rétablies.

Tout cela fit renaître l'espoir parmi les Juifs soviétiques et le renforcement du rôle de Béria aurait pu leur ouvrir des perspectives prometteuses si celui-ci n'avait été rapidement éliminé.

Mais, pendant quelque temps, les choses continuèrent sur leur lancée. « Avec la mort de Staline... beaucoup de Juifs purent retrouver les postes d'où ils avaient été chassés » ; « pendant la période du “dégel”, beaucoup de vieux sionistes furent libérés des

* Ministère de la Sécurité d'État.

camps de concentration » ; « des groupements sionistes commencent à se constituer, d'abord à l'échelon local¹ ».

Mais la tendance s'inversa de nouveau. En mars 1954, l'Union soviétique opposa son veto lorsque le Conseil de sécurité de l'ONU proposa d'ouvrir le canal de Suez à la flotte israélienne. À la fin de l'année 1954, Khrouchtchev prit ouvertement des positions pro-arabes et anti-israéliennes. Dans son fameux rapport au XX^e Congrès, en février 1956, il évoqua largement les purges de 1937-1938 sans s'attarder spécialement sur le fait que parmi leurs victimes avaient figuré bon nombre de Juifs ; ils ne mentionna pas non plus les leaders juifs fusillés en 1952 ; abordant l'« affaire des médecins », il ne dit pas clairement qu'elle était dirigée contre les Juifs. – « On peut facilement imaginer l'amertume que cela provoqua au sein de la communauté juive », sentiment qui « gagna les milieux communistes juifs de l'étranger et même la direction des Partis communistes où les Juifs étaient particulièrement nombreux (comme au Canada ou en Amérique)² ». – En avril 1956, à Varsovie – sous un régime communiste, mais à forte influence juive –, le journal juif *Volkstimme* publia un article retentissant où étaient cités les noms des Juifs ayant œuvré dans les domaines politique et de la culture et qui avaient disparu aussi bien pendant les années 1937-1938 qu'au cours de la période 1948-1952. Malgré cela, on y vitupérait les « ennemis capitalistes » et les « déviations de Béria », tout en se félicitant du retour à « la politique national-léniniste ». Mais « l'article de la *Volkstimme* fit l'effet d'une bombe³ ».

Dans le monde entier, les communistes et les Juifs se mirent à exiger bruyamment des explications de la part des dirigeants soviétiques. « Tout au long de l'année 1956, les étrangers qui se rendirent en URSS posèrent ouvertement des questions sur la situation des Juifs en Union soviétique, et plus précisément sur les raisons pour lesquelles le gouvernement soviétique ne rompait pas, sur la question juive, avec le lourd héritage du stalinisme⁴ » – un sujet

1. PEJ, t. 8, p. 256.

2. S. Schwartz, *Ievrei v Sovetskomoï Soïouze s natchala Vtoroi mirovoi voïny (1939-1945)* [Les Juifs en Union soviétique depuis le début de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945)], New York, 1966, p. 247.

3. *Ibidem*, pp. 247-248.

4. Khrouchtchev i ievreiskii vopros [Khrouchtchev et la question juive], *Sotsialisticheskiï vestnik*, New York, 1961, n° 1, p. 20.

constamment abordé par les journalistes étrangers et par les délégations des « Partis communistes frères ». (C'est notamment ainsi que s'explique la retentissante campagne dans la presse soviétique à propos de la « trahison » de l'écrivain américain Howard Fast, jusque-là ardent défenseur du communisme.)

Pendant ce temps, « des centaines de Juifs soviétiques prenaient part, sous une forme ou sous une autre, aux réunions organisées dans diverses villes par les groupes ou cercles sionistes renaissants », « auxquels participaient activement des sionistes de la vieille génération qui avaient gardé des contacts avec des parents ou des amis établis en Israël⁵ ».

En mai 1956, une délégation du Parti socialiste français se rendit à Moscou. « On porta une attention particulière à la situation des Juifs en Union soviétique⁶. » Pour Khrouchtchev, le problème était délicat : il ne pouvait plus se permettre de refuser toute explication, mais, surtout après son expérience ukrainienne d'après la guerre, il comprenait que les Juifs avaient peu de chances de retrouver la position qu'ils avaient occupée dans les années 1920-1930. Il répondit donc de la sorte : « Au début de la révolution, nous avions beaucoup de Juifs dans les organes dirigeants du Parti et du gouvernement... Plus tard, nous avons formé un autre encadrement... Aujourd'hui, si les Juifs voulaient occuper les premières places dans nos républiques, cela provoquerait bien sûr le mécontentement des populations locales... Si un Juif est nommé à un poste élevé et s'entoure de collaborateurs juifs, cela provoque naturellement de la jalousie et de l'hostilité envers les Juifs en général. » – (Cet argument de Khrouchtchev à propos des « collaborateurs juifs » fut qualifié d'« étrange » et de « spécieux ».) – Au cours du même entretien, on aborda la question de la culture juive, des écoles juives, et à ce propos Khrouchtchev s'exprima ainsi : « Si l'on créait des écoles juives, il n'y aurait sans doute pas beaucoup de candidats pour les fréquenter. Les Juifs sont disséminés sur tout le territoire de notre pays... Si l'on obligeait les Juifs à étudier dans des écoles juives, cela provoquerait certainement parmi eux une grande indignation. Cela serait ressenti comme une sorte de ghetto⁷. »

5. PEJ, t. 8, p. 257.

6. Khrouchtchev, *op. cit.*, p. 20.

7. Les propos de N.S. Khrouchtchev sont cités d'après le compte rendu de l'interprète de la délégation française, Pierre Lotchak ; in *Réalités*, Paris, mai 1957 [retraduit du russe].

Trois mois plus tard, en août 1956, une délégation du Parti communiste canadien se rendit à son tour en URSS, « expressément mandatée pour faire toute la lumière sur la question juive ». Celle-ci se trouvait donc au centre des préoccupations des Partis communistes occidentaux dans la période de l'après-guerre. « Khrouchtchev rejeta comme calomnieuses à son égard et à l'égard du Parti tous les accusations d'antisémitisme », cita les noms de plusieurs Juifs occupant des postes de responsabilité, « mentionna même sa belle-fille qui était juive », mais aussitôt, « de manière plutôt inattendue..., enchaîna sur la question des "qualités et défauts de chaque peuple" et s'attarda sur "un certain nombre de défauts propres aux Juifs" », parmi lesquels il cita « l'absence de fiabilité politique », sans pour autant faire mention de leurs qualités ni parler des autres peuples⁸.

Au cours de cet entretien, Khrouchtchev reprit à son compte la décision de Staline de refuser la création d'une République autonome juive de Crimée en s'appuyant sur le même argument que celui-ci – le risque militaire que cela pouvait représenter pour l'Union soviétique. Ces propos furent très mal ressentis par l'opinion juive. La délégation canadienne insista pour que le Comité central du Parti communiste d'Union soviétique publie une déclaration spécialement et exclusivement consacrée aux souffrances endurées par les Juifs, – « mais elle se heurta à un refus catégorique » : « D'autres peuples et d'autres républiques qui ont souffert des méfaits perpétrés par Béria contre leur culture se demanderaient pourquoi il n'est question que des Juifs dans cette déclaration. » (Le commentaire de S. Schwartz est sans appel : « La faiblesse de cette argumentation saute aux yeux⁹ ».)

Mais les questions ne s'arrêtèrent pas là. « Des communistes juifs de l'étranger tentèrent d'user de leur influence occulte » pour obtenir « des explications sur le sort de l'élite culturelle juive », et en octobre de la même année, vingt-six « leaders et écrivains progressistes juifs » occidentaux s'adressèrent publiquement au Premier ministre Boulganine et au « président » Vorochilov en leur demandant de faire « une déclaration publique et autorisée sur les

8. J. B. Salberg. *Talks with Soviet Leaders on the Jewish Question, Jewish Life*, Febr. 1957.

9. S. Schwartz*, *op. cit.*, p. 250.

injustices commises et sur les mesures prises en vue du rétablissement des institutions culturelles juives¹⁰ ».

Mais la politique adoptée par le gouvernement soviétique à l'égard des Juifs – aussi bien sous le règne des « sept boyards* » (1953-57) que sous celui de Khrouchtchev – se caractérisa par son incohérence, sa prudence et sa duplicité, ce qui ne manque pas de susciter des attentes et des initiatives contradictoires.

L'été 1956 fut riche en espoirs politiques de toutes sortes, y compris pour les Juifs. Le secrétaire de l'Union des écrivains, Sourkov, avait déjà annoncé à une maison d'édition communiste de New York que l'on projetait de créer une maison d'édition juive, un théâtre juif, un journal, une revue trimestrielle, d'organiser une conférence pansoviétique réunissant des écrivains et des personnalités appartenant à la culture juive, et que d'ores et déjà une commission avait été mise en place pour rétablir la culture d'expression juive (en yiddish). En 1959, « il y avait de nouveau pas mal d'écrivains et de journalistes juifs à Moscou¹¹ ». « L'optimisme que fit naître en nous l'année 1956 ne retomba pas de sitôt¹² », se souvient une personnalité juive de l'époque.

Mais les autorités persistaient dans leurs hésitations et leurs atermoiements, freinant le développement d'une culture juive autonome. On peut penser que Khrouchtchev en personne y fut pour beaucoup.

Et là-dessus déboula une avalanche d'événements : l'affaire du canal de Suez, la guerre menée par Israël, l'Angleterre et la France contre l'Égypte (« Israël est en train de se suicider », déclarait, menaçante, la presse soviétique), et le soulèvement en Hongrie qui revêtit un caractère antijuif¹³ – point presque passé sous silence par les historiens –, peut-être à cause du grand nombre de Juifs au sein du KGB hongrois. (N'est-ce pas là une des raisons, même si ce ne

10. *Ibidem*, pp. 249-251.

11. *Ibidem*, pp. 241, 272.

12. *I. Stern*, *Sitouatsia neoustoïtchivaïa i potomou opasna* [La situation est instable et donc dangereuse], « 22 », Tel-Aviv, 1984, n° 38, p. 132.

13. *Andrew Handler*, *Where Familiarity with Jews Breeds Contempt*, in *Red Star, Blue Star : The Lives and Times of Jewish Students in Communist Hungary (1948-1956)*, New York, Columbia University Press, 1997, pp. 36-37.

* La « direction collective » qui succéda à Staline dès sa mort, présidée par G. Malenkov.

fut peut-être pas la principale, pour lesquelles l'Occident ne soutint pas le soulèvement hongrois ? – Il faut dire qu'il était trop occupé par le problème de Suez. Mais les dirigeants soviétiques ne pouvaient-ils pas en tirer la conclusion que mieux valait étouffer la question juive ?)

Un an plus tard, Khrouchtchev triompha de ses adversaires au sommet du Parti, et Kaganovitch se trouva parmi ceux qui furent évincés du pouvoir.

À première vue, ce n'était pas grand-chose. Il n'était pas le seul ni le plus important parmi les limogés. Et il ne le fut pas en tant que Juif. Cependant, « du point de vue juif, son éviction marquait la fin d'une époque ». Les chiffres parlaient d'eux-mêmes : « Les Juifs avaient disparu non seulement des organes dirigeants du Parti, mais aussi de ceux du gouvernement¹⁴. »

Pour les Juifs, le temps était venu de s'interroger sérieusement sur l'attitude à adopter envers le pouvoir – ce pouvoir-là.

David Burg, qui avait émigré dès 1956, formula la réponse à cette question en des termes qui ne pouvaient que convenir au pouvoir soviétique : « Certains pensent que l'antisémitisme "d'en bas" est plus dangereux que l'antisémitisme "d'en haut" ; « certes, le pouvoir pèse sur nous, mais il tolère notre existence. Si une révolution se produisait, il y aurait une période d'anarchie au cours de laquelle nous serions tout simplement massacrés. C'est pourquoi soutenons le pouvoir en place, aussi mauvais soit-il¹⁵. »

Dès les années 30, des craintes de ce genre s'étaient déjà manifestées à plusieurs reprises : les Juifs doivent soutenir le pouvoir bolchevique en URSS parce que, sans lui, les choses seraient encore bien pires. Et maintenant, quoique le pouvoir soviétique soit devenu encore plus mauvais, les Juifs doivent continuer à s'y accrocher comme devant !

Ces recommandations furent entendues en Occident, surtout aux États-Unis, même aux pires moments de la guerre froide. Par ailleurs, l'État socialiste d'Israël nourrissait encore bien des sympathies pour le communisme et pardonnait beaucoup de choses à l'Union soviétique pour le rôle qu'elle avait joué dans l'écrasement

14. *L. Shapiro, levrei v Sovetskoï Rossii posle Stalina* [Les Juifs en Russie soviétique après Staline], LMJR-2, pp. 360-361.

15. *David Burg, Die Judenfrage in Der Sowjetunion, Der Anti-kommunist*, München, Juli-August 1957, n° 12, p. 35.

de l'Allemagne hitlérienne. Mais comment, dans ces conditions, comprendre l'antisémitisme en URSS ? Les recommandations de D. Burg et de ses semblables arrivaient à point nommé, permettant de glisser de l'antisémitisme du gouvernement soviétique à l'« antisémitisme du peuple russe », éternel et maudit.

Certains parmi les Juifs évoquèrent alors avec nostalgie la fameuse Section juive, dissoute en 1930 (Dimanstein et ses autres dirigeants avaient été fusillés depuis belle lurette), qui, dans les années 20, passait pour trop communiste : la Section juive « protégeait d'une certaine façon les intérêts nationaux juifs..., c'était un organe dont l'activité avait des aspects positifs¹⁶ ».

La politique de Khrouchtchev restait, quant à elle, plutôt incertaine et floue : on peut supposer qu'il n'aimait pas trop les Juifs, mais qu'il ne cherchait pas non plus à les combattre, d'autant moins qu'il se rendait bien compte des inconvénients que cela pouvait présenter sur le plan international. Des concerts et des lectures publiques furent autorisés en 1957-1958 dans un grand nombre de villes (ainsi, « en 1961, près de 300 000 personnes assistèrent à des soirées littéraires et à des récitals de chansons juives »)¹⁷ ; mais, dans le même temps, on interdit la diffusion en URSS du journal *Volkstimme*, publié à Varsovie, coupant ainsi tout lien avec l'actualité juive internationale¹⁸. En 1954, après une longue interruption, parut la traduction russe du *Petit Motl* de Cholem Aleïchem, puis d'autres livres du même auteur traduits en plusieurs langues ; ses œuvres complètes, publiées en 1959, bénéficièrent d'un tirage important. Bien que d'orientation strictement officielle, une revue en langue yiddish, *Sovietisch Heimland*, vit le jour à Moscou en 1961. Les œuvres d'auteurs juifs fusillés furent publiées aussi bien en yiddish qu'en russe, et l'on put entendre des chansons juives à la radio¹⁹. En 1966, « près de cent écrivains juifs vivent en URSS », ils écrivent en yiddish, mais « presque tous ces auteurs s'expriment aussi en russe en tant que journalistes ou traducteurs », et « beaucoup enseignent dans les écoles russes²⁰ ». Le théâtre juif

16. S. Schwartz*, p. 238.

17. *Ibidem*, pp. 283-87 ; PEJ, t. 8, p. 258.

18. S. Schwartz, p. 281.

19. E. Finkelstein, *Ievrei v SSSR : Pout v Dvadsat pervyi vek* [Les Juifs en URSS : vers le XXI^e siècle], Sirana i mir, Munich, 1989, n° 1, pp. 65-66.

20. L. Shapiro, pp. 379-380.

ne se reconstitua qu'en 1966. Et en cette même année 1966, S. Schwartz définit les Juifs comme des « orphelins culturels²¹ ». Il est vrai qu'un autre auteur note avec amertume : « On ne peut expliquer par la seule politique officielle le manque d'enthousiasme et d'intérêt... de larges couches de la population juive » pour les initiatives culturelles de l'époque. « En ces années-là, les acteurs juifs se produisaient, à de rares exceptions près, devant des salles à moitié vides. Les livres des écrivains juifs se vendaient mal²². »

Pour ce qui concerne la religion juive, la politique de Khrouchtchev fut tout aussi retorse, mais beaucoup plus intransigente. La religion juive représentait un objectif parmi d'autres dans l'assaut mené contre la religion en général, et on sait les dégâts qu'il causa à la religion orthodoxe. Plus aucun établissement de formation du clergé à partir des années 30, comme pour toutes les autres religions avant la guerre. Une école rabbinique fut ouverte à Moscou en 1957 ; elle n'accueillit que 35 étudiants qui furent par la suite systématiquement expulsés, notamment par la privation du droit de résider à Moscou. La publication des livres de prière, la production d'objets du culte furent soumises à toutes sortes d'entraves. Jusqu'en 1956, les boulangeries d'État avaient fabriqué le pain azyne pour la Pâque juive ; des mesures d'interdiction partielles furent prises à partir de 1957, et furent généralisées en 1961. Recevoir par la poste du pain azyne de l'étranger fut tantôt autorisé, tantôt interdit – on alla même jusqu'à obliger les destinataires de ces envois à exprimer dans la presse leur refus indigné²³. – Des synagogues furent fermées dans de nombreuses villes. « En 1966, il ne restait plus que soixante-deux synagogues en URSS²⁴. » Cependant, les autorités n'osèrent pas les fermer à Moscou, Leningrad, Kiev, ni dans les capitales des autres républiques. Et dans les années 60, d'importantes cérémonies religieuses furent célébrées à l'occasion des grandes fêtes qui rassemblaient dans les rues, autour des synagogues, des foules nombreuses (de dix à quinze mille personnes²⁵). S. Schwartz note qu'au cours des années 60 la vie religieuse des Juifs soviétiques était en plein

21. S. Schwartz, pp. 280, 288.

22. E. Finkelstein, p. 66.

23. S. Schwartz, pp. 304-308.

24. PEJ, t. 8, p. 259.

25. L. Shapiro, p. 258.

déclin, mais, avec la largeur de vues qui le caractérise, il ajoute qu'il s'agissait là de l'aboutissement d'un long processus de sécularisation des consciences initié dès la fin du XIX^e siècle (il précise encore que la même évolution avait eu lieu en Pologne entre les deux guerres, alors que ce pays était tout sauf communiste²⁶). – La confession juive en URSS fut privée d'une direction centrale unique ; mais, en cas de besoin – lorsqu'il s'agissait de faire croire au monde que les Juifs d'URSS baignaient dans la prospérité, ou de s'élever avec indignation contre la menace de guerre atomique –, le pouvoir soviétique savait faire pression efficacement sur les rabbins les plus en vue²⁷. « Le pouvoir soviétique a utilisé plus d'une fois les autorités religieuses pour servir ses fins en matière de politique étrangère. » C'est ainsi qu'« en novembre 1956, un groupe de rabbins publia une protestation à propos de la campagne du Sinaï [d'Israël]²⁸ ».

Après la crise de Suez, en 1956, la situation de la religion juive en URSS devint encore plus difficile : la mode était alors à la « lutte contre le sionisme ». En tant que tel, comme une des variantes du socialisme, le sionisme aurait pu entretenir des relations presque fraternelles avec le Parti de Marx et de Lénine. Mais, ayant décidé à partir du milieu des années 50 de s'assurer l'amitié des peuples arabes, les dirigeants soviétiques furent conduits à mener un combat acharné contre le sionisme. Pour autant, aux yeux des masses soviétiques, celui-ci ne représentait qu'une notion vague et abstraite, quelque chose de très lointain. Alors, pour donner corps et consistance à ce combat, on présenta le sionisme sous la forme d'un condensé des clichés traditionnels sur les Juifs. Aux attaques dirigées contre ce prétendu sionisme se mêlèrent ainsi des motifs ouvertement antisémites. Si, au cours des années 20 et 30, la religion juive avait été relativement moins persécutée que l'orthodoxe, l'année 1957 fut marquée, selon un observateur étranger, par « une forte recrudescence de la lutte contre le judaïsme », « un tournant dans la persécution de la religion juive », « des attaques non seulement contre la religion juive, mais contre

26. S. Schwartz, p. 290.

27. *Ibidem*, pp. 294-296.

28. PEJ, t. 8, p. 258.

les Juifs en général²⁹ ». — Un épisode de cette campagne fit alors grand bruit : la publication en 1963, en ukrainien, par les éditions de l'Académie des sciences d'Ukraine, d'une brochure intitulée *Le judaïsme tel qu'il est*, tirée à 12 000 exemplaires. Ses illustrations — des caricatures explicitement antijuives — provoquèrent un tollé dans le monde entier, y compris parmi les « amis » communistes (financés par Moscou). Les leaders des Partis communistes des États-Unis et de Grande-Bretagne poussèrent des cris indignés, de même que *L'Humanité*, *L'Unita*, un journal prochinaise de Bruxelles et de nombreuses autres voix, tandis que la Commission des droits de l'homme de l'ONU exigeait des explications du représentant de l'Ukraine. De son côté, l'Association culturelle juive internationale réclama que l'auteur et l'illustrateur de cette brochure fussent traduits en justice. La partie soviétique fit longtemps la sourde oreille, arguant qu'à part les illustrations — et encore — « ce livre [méritait] un jugement globalement positif³⁰ ». Mais la *Pravda* dut finir par admettre que « cette brochure... mal préparée » comportait « une série de jugements erronés... et que ses illustrations pouvaient heurter les sentiments des croyants et prêter le flanc à des accusations d'antisémitisme », alors que, « comme tout le monde le sait, ce problème ne se pose pas et ne peut pas se poser dans notre pays³¹ » ; dans le même temps, on pouvait lire dans les *Izvestia* que, malgré les défauts du texte, « l'idée centrale... ne peut soulever aucune contestation³² ».

On procéda également à quelques arrestations de Juifs religieux, accusés d'« espionnage au profit d'un État capitaliste » [Israël], et les synagogues furent désignées comme les « couvertures de diverses "opérations" criminelles³³ » — pour semer encore un peu plus la peur parmi les autres Juifs.

*

29. Antisemitskii pamflet v Sovetskom Soïouze [Le pamphlet antisémite en Union soviétique], *Sotsialisticheskii vestnik*, 1965, n° 4, p. 67.

30. *Ibidem*, pp. 68-73.

31. La *Pravda*, 1964, 4 avril, p. 4.

32. Les *Izvestia*, 1964, 4 avril, p. 4.

33. S. Schwartz, p. 303.

Il ne restait plus de Juifs aux postes les plus en vue, mais on pouvait en trouver encore beaucoup à des postes de moindre responsabilité, quoique très convoités. (Et même si, par exemple, Véniamine Dymchitz resta à la tête du Gosplan à partir de 1962, cumulant cette fonction avec celle de vice-président du Conseil des ministres de l'URSS et de membre du Comité central de 1961 à 1986³⁴). Il faut dire que les Juifs avaient été si nombreux à entrer « à la Tchéka, au NKVD, au ministère de l'Intérieur..., que même après les purges les plus radicales, quelques-uns furent miraculeusement préservés, comme par exemple le fameux capitaine Ioffé qui avait œuvré dans les camps de Mordovie³⁵ ».

D'après le recensement général de 1959, on comptait alors en URSS 2 268 000 Juifs. (Il est vrai que certains contestent ce chiffre : « Tout le monde sait... qu'il y a plus de Juifs en URSS que n'en dénombrent les recensements », car le jour où ceux-ci sont effectués, chacun peut se déclarer non pas d'après son passeport, mais *comme il veut*³⁶.) – 95,3 % d'entre eux vivaient dans les villes, alors qu'ils étaient 82 % en 1926 et 87 % en 1939³⁷. On peut même ajouter, en anticipant de quelques années, que, selon le recensement de 1970, « l'augmentation du nombre des Juifs résidant à Moscou et Leningrad ne s'explique probablement pas par un accroissement naturel de leur population, mais par la migration (malgré toutes les limitations imposées par l'autorisation de résidence) en provenance d'autres villes du pays ». Au cours de ces onze années, la ville de Kiev accueillit également « au moins plusieurs milliers de Juifs. Le processus de concentration des Juifs dans les grandes villes se poursuit depuis plusieurs décennies³⁸ ».

À ceux qui connaissent la différence du niveau de vie en URSS entre ville et campagne, ces données diront quelque chose. G. Rosenblum, rédacteur en chef du journal populaire israélien *Ediot Akhronot*, cite le récit presque comique que fit l'un des ambassadeurs d'Israël à Moscou de son voyage à travers l'URSS

34. EJR, t. 1, p. 448.

35. R. Rutman, Koltso obid [L'anneau des humiliations], Novyï journal, New York, 1974, n° 117, p. 185.

36. I. Domalski, Tekhnologia nenavisti [Technologie de la haine], VM, 1978, n° 26, pp. 113-114.

37. PEJ, t. 8, p. 298, 300.

38. I. Liast, Alia iz SSSR [L'alia d'URSS – prévisions démographiques], « 22 », 1981, n° 21, pp. 112-113.

au milieu des années 60. Dans un grand sovkhoe de la région de Kichinev, on lui fait savoir que « les Juifs qui travaillent ici souhaitent le rencontrer. Il est fort réjoui d'apprendre que des Juifs travaillent dans un sovkhoe » (pour Israël, aimer le travail de la terre est bon signe). Il poursuit son récit : « On me présenta trois Juifs... : le premier était caissier, le second rédigeait le journal mural du sovkhoe, et le troisième s'occupait de gestion. Je n'en vis pas d'autres. Autrement dit, les Juifs continuaient de faire ce qu'ils avaient toujours fait. » G. Rosenblum confirme ce propos : « La masse des Juifs soviétiques s'est détournée du travail manuel³⁹. » – Et L. Shapiro de conclure : « Les tentatives d'orienter les Juifs vers le travail de la terre, ce qu'on a appelé le processus d'agrarisation, se sont soldées par un échec malgré tous les efforts déployés par les organisations juives et... les subventions de l'État⁴⁰. »

À Moscou, Leningrad, Kiev, les villes les mieux nanties à la fois sur le plan matériel et sur le plan culturel – par comparaison avec le reste du pays, y compris les autres centres urbains –, les Juifs représentaient, d'après le recensement de 1959, respectivement 3,9 %, 5,8 % et 13,9 % de la population – ce qui n'est pas peu, si l'on considère qu'en 1959 les Juifs ne représentaient plus que 1,1 % de la population globale de l'URSS⁴¹.

C'est cette concentration très élevée – à hauteur de 95 % – des Juifs dans les villes, qui explique leur réaction douloureuse face au « système d'interdictions et de limitations mis en place dès le début des années 40 », tel que nous l'avons mentionné au chapitre précédent. Et, « bien que ces règlements limitatifs n'aient jamais été publiés et que les autorités se soient toujours obstinées à nier leur existence, ils empêchèrent réellement les Juifs d'accéder à de nombreux domaines d'activité, de nombreuses professions, de nombreux postes⁴² ».

On raconte qu'une rumeur commença à circuler alors parmi les Juifs, selon laquelle Khrouchtchev aurait déclaré dans un discours (non publié) qu'« il y aurait autant de Juifs dans les universités que

39. G. Rosenblum, V. Perelman, Krouchenie tchouda : pritchiny i sledstvia* [L'effondrement d'un miracle : causes et conséquences], VM, 1977, n° 24, p. 120.

40. L. Shapiro, p. 346.

41. PEJ, t. 8, p. 300.

42. E. Finkelstein, p. 65.

dans les mines⁴³ ». Il est possible que Khrouchtchev ait lâché ce genre de propos – c'était tout à fait son style –, mais la mesure qu'il impliquait ne fut jamais mise en œuvre. En revanche, il est vrai qu'au début des années 60, alors que le nombre d'étudiants juifs avait augmenté dans l'absolu, leur nombre relatif avait diminué de façon significative par comparaison avec la situation d'avant-guerre : alors qu'en 1936, la proportion des Juifs parmi les étudiants était 7,5 fois plus élevée que celle des Juifs par rapport au reste de la population du pays⁴⁴, ce chiffre était désormais tombé à 2,7. Ces nouvelles statistiques sur la répartition par nationalités des étudiants et des élèves de l'enseignement secondaire furent publiées pour la première fois après la guerre dans l'annuaire *L'Économie de l'URSS en 1963*⁴⁵, et mises à jour chaque année jusqu'en 1972. Au cours de l'année universitaire 1962-1963, les étudiants juifs occupaient, en données absolues, la quatrième place derrière les trois nations slaves : 79 300 sur 2 943 700 étudiants (soit 2,69 % de l'ensemble). L'année suivante, ils étaient 82 600, alors que le nombre total d'étudiants en URSS était de 3 260 700 (soit 2,53 %). Cette proportion resta pratiquement inchangée jusqu'en 1969-1970 : 101 100 Juifs pour 4 549 900 étudiants, puis elle commença à décroître – en 1972-1973 : 88 500 pour 4 630 200 (soit 1,91 %)⁴⁶. (Notons au passage que cette diminution coïncide chronologiquement avec le début de l'émigration juive vers Israël.)

La proportion des Juifs dans la recherche scientifique se mit également à chuter au cours des années 60 : 9,5 % en 1960 ; 6,1 % en 1973⁴⁷. – Au cours de cette période, « l'art et la littérature soviétiques comptent des dizaines de milliers de noms juifs⁴⁸ » : 8,5 % des écrivains et des journalistes ; 7,7 % des artistes et des peintres. Également plus de 10 % des juges et des avocats ; près de 15 % des médecins⁴⁹. (Les Juifs sont par tradition nombreux à exercer la

43. N. Shapiro, Slovo riadovovo ievreïa [Le témoignage d'un Juif ordinaire], Rousskii antisemitizm i ievrei, Londres, 1968, p. 55.

44. PEJ, t. 8, p. 190.

45. Moscou, 1965, p. 579.

46. Statistiques pour l'année 1969, Moscou, 1970, p. 690 ; pour l'année 1972, Moscou, 1972, p. 651.

47. I. Domalski, p. 120.

48. E. Finkelstein, p. 66.

49. A. Nov, J. Niout, Ievreïskoïe nacelenie SSSR [La population juive d'URSS], Ievrei v Sovetskoi Rossii (1917-1967), Israël, 1975, p. 180.

médecine, mais, à cette époque où la « psychiatrie soviétique », de sinistre mémoire, commençait à jeter des gens sains d'esprit dans des asiles de fous, qui, hélas, en constituait le personnel ? – Passant en revue les « professions juives », M. Hefetz écrit ceci : « La psychiatrie, c'est le monopole des Juifs, m'a dit un ami psychiatre, un Juif, peu avant mon arrestation ; mais, ces derniers temps, par décision administrative, on s'est mis à nous envoyer des Russes. » Et il cite des exemples : le psychiatre le plus important de Leningrad, le professeur Averbuch, se rend régulièrement au KGB pour y effectuer des expertises ; à Moscou, c'est le fameux Lunz ; à Kalouga, c'est Lifchitz et « toute sa clique juive ». – (Quand Hefetz fut arrêté, sa femme se mit à la recherche d'un avocat « accrédité », c'est-à-dire mandaté par le KGB pour s'occuper d'affaires politiques, et « elle ne put trouver un seul Russe », tous les avocats de ce genre étaient juifs⁵⁰.)

En 1956, Fourtseva, qui exerçait à l'époque les fonctions de premier secrétaire du Parti à Moscou, « se plaignit de ce que, dans certaines institutions, le personnel était composé de Juifs pour plus de la moitié⁵¹ ». (Pour rééquilibrer les plateaux de la balance, je dirai ceci : à cette époque-là, la présence des Juifs dans l'appareil soviétique n'était pas une mauvaise chose. Aussi obtuse qu'impitoyable, la bureaucratie soviétique a toujours été tournée contre les individualités, les personnes vivantes, les usagers. Et les fonctionnaires russes, figés dans leurs prérogatives, saisissaient n'importe quel prétexte pour opposer leur refus catégorique à toute requête ; tandis que les fonctionnaires juifs étaient bien plus accessibles à la dimension humaine des choses, avec eux les choses pouvaient s'arranger.) – L. Shapiro rapporte que des plaintes s'élevèrent parce que, dans les républiques non russes, les Juifs étaient évincés des structures de pouvoir par les élites locales⁵², – mais il s'agissait là de la mise en œuvre d'une politique générale qui touchait les Russes de la même manière.

On ne peut s'empêcher de penser à l'Amérique de ces années-là. En 1965, la section new-yorkaise du Comité juif américain mena une enquête officieuse parmi plus de mille cadres supérieurs de

50. M. Hefetz, *Mesto i vremia (ievreïskie zametki)** [Le lieu et le temps (récits d'un Juif)], Paris, 1978, pp. 63-65, 67, 70.

51. L. Shapiro, p. 363.

52. *Ibidem*.

cinquante banques de cette ville, après quoi elle adressa à celles-ci une protestation parce qu'on ne comptait que 3 % de Juifs parmi les personnes interrogées, alors que les Juifs représentaient le quart de la population new-yorkaise : autrement dit, le *numerus clausus* n'était pas respecté. Alors le président de l'Union des banques de l'État de New York lui répliqua que les banques ne recrutaient pas leur personnel en fonction « de la race, de la confession, de la couleur de peau ou de l'origine nationale », ni ne prenaient en compte ces critères. (Notons que, deux ans auparavant, le Comité juif avait procédé au même type de sondage dans cinquante des plus importants services municipaux des États-Unis, et en 1964 dans des firmes industrielles de la région de Philadelphie⁵³.)

Mais revenons aux Juifs soviétiques. Après avoir émigré hors d'URSS, beaucoup d'entre eux se sont prévalus de leurs activités passées dans la presse, l'édition, le cinéma. C'est ainsi qu'un auteur juif nous apprend que « c'est grâce à lui [Syrokonski] que tous les postes de responsabilité à la *Literatournaïa gazeta* furent occupés par des Juifs⁵⁴ ».

Cependant, vingt ans plus tard, on pouvait lire ceci : « Le nouvel antisémitisme prenait de l'ampleur... et dans la deuxième moitié des années 60, il constituait une entreprise organisée de déconsidération, d'humiliation et d'isolement de tout un peuple⁵⁵. »

Alors, comment rassembler tous ces morceaux ? Comment se forger une opinion impartiale ?

Mais voici que les sphères supérieures de l'économie se mirent à émettre des signaux qui alarmèrent fortement les Juifs. « La tendance à la concentration des Juifs dans certains secteurs de la vie économique, phénomène bien connu de la sociologie juive, s'observait encore en URSS⁵⁶. » Or, dans les années 60, notre cher Nikita se rendit soudain compte que l'économie soviétique avait été mise en coupe réglée par des voleurs et des filous.

« Lancée en 1961, la campagne contre le "pillage de la propriété soviétique", revêtit un caractère ouvertement antisémite⁵⁷. » Le

53. New York Times, 1965, October 21, p. 47.

54. V. Perelman, O liberalakh v sovetskikh verkhakh [À propos des libéraux parmi l'élite soviétique], VM, New York, 1985, n° 87, p. 147.

55. E. Finkelstein, p. 66.

56. L. Shapiro, p. 362.

57. PEJ, t. 8, p. 261.

Soviet suprême décréta une série de mesures répressives, d'abord contre le « trafic de devises », ensuite contre les pots-de-vin, qui furent bientôt rendus passibles de la peine capitale, puis celle-ci fut étendue aux faits *antérieurs* à ces décisions (voir, par exemple, l'affaire Rokotov-Faïbichenko). Dès la première année, des condamnations à mort furent prononcées – onze à l'issue des neuf premiers procès, dont « six, peut-être, à l'encontre de Juifs⁵⁸ ». *L'Encyclopédie juive* est plus affirmative : « En 1961-1964, 39 Juifs furent condamnés à mort pour crimes économiques en RSFSR, 79 en Ukraine et 43 dans le reste des républiques de l'URSS⁵⁹. » Dans ces procès, « l'écrasante majorité des accusés étaient des Juifs ». (Conformément à la procédure judiciaire, on publiait les noms usuels des accusés précédés de leur prénom et de leur patronyme, du coup « on voyait tout de suite que c'étaient des Juifs⁶⁰ ».)

Sur les 46 accusés du grand procès de Frounzé, en 1962, 19 étaient probablement des Juifs. « Il n'existe aucune raison de penser que cette nouvelle politique fût orientée spécifiquement contre les Juifs. Mais elle revêtit d'emblée un caractère antisémite » – sans doute par suite de la publication de l'identité complète des accusés, car ni les autorités judiciaires, ni le pouvoir, ni la presse ne se permirent à aucun moment la moindre attaque explicite contre les Juifs. Et si la *Kirghizie soviétique* a écrit : « Ils occupaient des postes différents, mais étaient étroitement liés entre eux », on ne peut que s'interroger : mais en quoi donc étaient-ils *étroitement liés*... ? De cela, le journal ne pipe mot, laissant au lecteur le soin de le deviner, lui suggérant donc simplement que le noyau de l'organisation criminelle était constitué de gens « étroitement liés entre eux » – par quoi donc ? « par leur nationalité juive » ? ou « pour mettre en avant la responsabilité des Juifs⁶¹ » ? Mais des gens peuvent aussi bien être « étroitement liés entre eux » par des combines, des machinations, l'envie de se faire de l'argent. Et comme c'est étrange : personne n'avance l'argument de leur possible innocence. Tandis que les *nommer*, c'est s'acharner contre les Juifs !

58. S. Schwartz, pp. 326-27, 329.

59. PEJ, t. 8, p. 261.

60. N. Shapiro, p. 55.

61. S. Schwartz, pp. 330-333.

Puis vient l'affaire des trafiquants de devises de Vilnius en janvier 1962. Là, *tous* les accusés étaient des Juifs (au cours du procès, on dissimula les noms des membres de la nomenklatura non juive : procédé typiquement soviétique). Cette fois, l'accusation comportait un aspect ouvertement antijuif : « Les transactions avaient lieu à la synagogue, les différends étaient tranchés par le rabbin⁶². »

S. Schwartz ne veut voir dans ces procès que de l'antisémitisme exacerbé, oubliant « la tendance à la concentration des Juifs dans certains secteurs de la vie économique ». — L'ensemble de la presse occidentale adopta le même point de vue, parlant de violente campagne dirigée contre les Juifs, de *l'humiliation et de la mise à l'écart de tout un peuple* ; et Bertrand Russell adressa une lettre de protestation à Khrouchtchev — qui lui répondit publiquement⁶³. Mais, après cela, les autorités soviétiques hésitèrent fortement, semble-t-il, à toucher aux Juifs.

On déclara en Occident que l'antisémitisme officiel était « le problème le plus grave » en URSS (sans voir qu'il existait dans ce pays des problèmes peut-être plus graves encore), voire « la question la plus occultée ». (Des questions occultées, il y en avait pourtant une foultitude, de la « dékoulakisation » massive à l'« expérience » nucléaire effectuée sur des troupes soviétiques à Totsk en 1954, en passant par l'abandon à l'ennemi de trois millions de soldats de l'Armée rouge en 1941.) Bien sûr, après Staline, le Parti communiste ne se permit plus de déclarations ouvertement antisémites. Sans doute y eut-il des « conférences fermées » et des « séances d'instruction » pour abonder dans ce sens — c'était bien dans le style soviétique. Mais c'est Salomon Schwartz qui a raison quand il dresse le bilan de tout cela en ces termes : « La politique antijuive du pouvoir soviétique n'a pas de fondement rationnel » et sa volonté d'étouffer la culture juive « peut sembler étrange. Comment expliquer une politique aussi insensée⁶⁴ ? ».

On peut l'expliquer en partie : alors que tout ce qu'il y avait de vivant dans le pays était étouffé, pouvait-on s'attendre à ce qu'un peuple aussi vivant, aussi dynamique ne subisse pas le même sort ?

62. *Ibidem*, pp. 333-34.

63. La Pravda, 1963, 1^{er} mars, p. 1.

64. S. Schwartz, pp. 421-22.

À cela s'ajoutèrent dans les années 60 des considérations de politique internationale : il fallait faire campagne contre Israël. On inventa un terme commode, ambigu et flou, l'« antisionisme », et celui-ci fit figure d'« épée de Damoclès suspendue au-dessus de tous les Juifs soviétiques⁶⁵ ». Une campagne de presse contre le « sionisme » devenait dès lors inattaquable : comment prouver qu'il ne s'agissait là, tout bonnement, que d'antisémitisme ? Cependant, le danger était bien réel : « Le sionisme est l'arme de l'impérialisme américain. » Les Juifs se trouvèrent contraints « d'apporter, directement ou indirectement, la preuve de leur loyalisme, de persuader d'une façon ou d'une autre leur entourage qu'ils n'entretenaient aucun rapport avec leur propre identité juive, ni à plus forte raison avec le sionisme⁶⁶. »

Les Juifs soviétiques ordinaires sentaient de lourdes menaces peser sur leurs épaules ; l'un d'eux a su trouver des mots très justes pour exprimer ce sentiment : « À la suite de toutes ces années de mauvais traitements et d'humiliations, les Juifs développèrent une sorte de complexe de persécution quand ils avaient affaire à des non Juifs. Ils étaient prêts à voir partout des allusions à leur appartenance nationale... Les Juifs ne peuvent jamais faire état en public de leur appartenance, et il est officiellement admis qu'il faut la taire comme s'il s'agissait d'une sorte de tare, d'un passé criminel⁶⁷. »

Les esprits furent profondément frappés par les événements survenus en octobre 1959 à Malakhovka, bourgade « située à une demi-heure de Moscou..., qui comptait 30 000 habitants, dont près de 10 % de Juifs... Dans la nuit du 4 octobre, un incendie se déclara dans les combles de la synagogue et... dans la maison du gardien du cimetière juif... La femme du gardien périt dans les flammes. Au cours de la même nuit, des tracts furent placardés sur les murs et semés dans les rues de Malakhovka : « On ne veut plus de Juifs dans le commerce... Nous les avons sauvés des Allemands... Ils sont devenus tellement arrogants que le peuple russe ne sait plus... dans quel pays il vit⁶⁸ ».

Cette atmosphère de plus en plus lourde entraîna l'apparition d'un véritable syndrome, décrit en ces termes par D. Sturman : une

65. E. Finkelstein, p. 65.

66. *Ibidem*, pp. 66-67.

67. N. Shapiro, pp. 48, 55.

68. *Sotsialisticheskii vestnik*, 1959, n° 12, pp. 240-41.

partie « des Juifs en arrive à haïr l'État d'Israël, considérant qu'il est responsable de la politique antisémite de l'Union soviétique. Je me souviens des propos d'une brillante enseignante juive : "Il faudrait jeter une bonne bombe sur ce fichu Israël, notre vie en deviendrait plus facile"⁶⁹ ».

Mais ce genre d'attitude inacceptable reste exceptionnel. En règle générale, la campagne antisioniste provoqua « le renforcement de la conscience nationale des Juifs et un regain de sympathie pour Israël, considéré comme l'avant-poste de la communauté juive dans son ensemble⁷⁰ ».

Certains avancent un autre type d'explication pour comprendre la situation des Juifs au cours de ces années-là : oui, sous Khrouchtchev, « les Juifs cessèrent de craindre pour leur vie », mais « les fondements d'un nouvel antisémitisme furent posés » : la jeune génération de la nomenklatura, combattant pour ses privilèges de caste, « s'efforçait d'occuper les postes de responsabilité dans les domaines de la culture, de la science, du commerce, des finances, etc. Et c'est là que se produisit la "rencontre" de la nouvelle aristocratie soviétique avec les Juifs dont le rôle dans ces sphères d'activité avait toujours été important ». Car « la structure sociale de la population juive, concentrée essentiellement dans les principaux centres du pays, rappelait à l'élite dirigeante sa propre structure de classe⁷¹ ».

Cette "rencontre" historique eut bel et bien lieu ; ce fut la « relève de la garde » au sommet de l'URSS, les Russes y remplaçant les Juifs. Et elle provoqua indubitablement des antagonismes : je me souviens de l'amertume que l'on ressentait dans les milieux juifs, à l'époque de Khrouchtchev, et des sarcasmes que l'on y proférait à l'endroit de ces « moujiks » sortis de leur trou et parvenus aux plus hauts postes.

Pourtant, dans l'ensemble, sous l'effet de diverses influences, mais aussi de la grande prudence du pouvoir soviétique, autour de l'année 1965, « par son ampleur et son intensité, l'antisémitisme soviétique [était] bien inférieur » à ce que l'on avait pu observer « durant les années de guerre et la période qui avait immédiatement

69. D. Sturman, *Sovietskii antisemitizm – prichiny i prognozy* [L'antisémitisme soviétique – causes et prévisions], « 22 », 1978, n° 3, p. 180.

70. S. Schwartz, p. 395.

71. E. Finkelstein, pp. 64-65.

suivi », et l'on assistait même « à la disparition progressive du *numerus clausus*⁷² ». – Plusieurs auteurs nous disent que, pendant les années 60, les Juifs soviétiques avaient plutôt bon moral. (Ce qui contrebalance les propos cités plus haut sur la montée d'un « nouvel antisémitisme » au cours de cette même période.) – Vingt ans plus tard, un autre témoignage confirme cette impression : « Pour "les Juifs en général", la période de Khrouchtchev fut l'une des plus paisibles de l'histoire soviétique⁷³. »

« De nombreux cercles sionistes virent le jour dans les années 1956-1957 ; ils étaient fréquentés par de jeunes Juifs qui, jusque-là, n'avaient pas manifesté d'intérêt particulier pour les questions juives ni pour le sionisme. La campagne du Sinaï [1956] marqua chez les Juifs d'URSS une étape importante dans l'éveil du sentiment national et de la solidarité avec Israël » ; un peu plus tard, « le Festival international de la Jeunesse [Moscou, 1957] fut un catalyseur de la renaissance du mouvement sioniste en URSS... Au cours de la période comprise entre le Festival et la guerre des Six Jours [1967], le mouvement sioniste en URSS ne fit que prendre de l'ampleur. Les contacts entre les Juifs soviétiques et l'ambassade d'Israël se firent de plus en plus fréquents et moins risqués », « le *samizdat* juif prit rapidement de l'importance⁷⁴ ».

Au tournant des années 1950-1960, pendant le « dégel » khrouchtchévien, les Juifs d'URSS relevèrent la tête et se libérèrent de la peur qui les avait tenaillés pendant la période de la lutte contre le « cosmopolitisme » et l'« affaire des médecins » ; davantage encore, « être juif devint même très à la mode » dans la bonne société moscovite. Le thème juif pénétra dans le *samizdat* ainsi que dans les soirées de poésie auxquelles la jeunesse se ruait en foule, et Rimma Kazakova s'enhardit jusqu'à proclamer sur scène ses origines juives. Prompt à flairer l'air du temps, Evtouchenko composa son poème *Babi Yar*⁷⁵ et se déclara juif en esprit. Ce texte eut un retentissement considérable aussi bien parmi les Juifs soviétiques que dans le monde entier. Récité par son auteur au cours d'innombrables soirées publiques, il souleva toujours des tonnerres

72. S. Schwartz, pp. 372, 409.

73. M. Heifetz, Novaïa „aristokratia“ ? [Une nouvelle "aristocratie" ?], Grani, Francfort-sur-le-Main, 1987, n° 146, p. 189.

74. PEJ, t. 8, pp. 262-63.

75. R. Rutman, Soviet Jewish Affairs, London, 1974, vol. 4, n° 2, p. 11.

d'applaudissements. – Chostakovitch, qui s'était déjà souvent tourné vers des thèmes juifs, entreprit de transposer le poème d'Ev-touchenko en symphonie. Celle-ci fut jouée devant un public restreint. – *Babi Yar* fut ressenti par les Juifs d'URSS – et d'ailleurs – comme une onde vivifiante, « un acte révolutionnaire..., une contribution à l'éveil de l'opinion publique en Union soviétique », « l'événement le plus important depuis la fin de l'"affaire des médecins"⁷⁶ ».

En 1963-1964, le thème juif reprit le chemin des maisons d'édition avec la publication de *L'Été dans les pinèdes*, d'Anatoly Rybakov, et du journal de Macha Polnik⁷⁷ (« un plagiat manifeste du *Journal d'Anne Frank*⁷⁸ »).

« Après la destitution de N. Khrouchtchev, la politique du gouvernement à l'égard des Juifs devint moins dure. La religion juive fit l'objet d'attaques moins virulentes, les interdictions de confectionner le pain azyme furent presque partout levées... La campagne contre la criminalité économique cessa progressivement... » Néanmoins, « la presse soviétique lança une campagne contre la propagande sioniste parmi les Juifs soviétiques et contre leurs liens avec l'ambassade d'Israël⁷⁹ ».

Toutes ces fluctuations et ruptures au sein de la société soviétique ne passèrent pas inaperçues des Juifs, au contraire : ils les ressentirent comme une avancée importante.

D'après le recensement de 1959, seulement 21 % des Juifs déclarèrent le yiddish comme langue maternelle (en 1926, ils étaient 72 %)⁸⁰. Dans les années 70, on pensait encore que « les Juifs de Russie, naguère les plus juifs de tous les Juifs, étaient devenus les moins juifs d'entre les Juifs⁸¹ ». « L'évolution actuelle de la société soviétique menace de détruire le potentiel intellectuel et spirituel des Juifs⁸². » Un auteur plus tardif a une formule encore plus juste : aux Juifs d'URSS « on ne permet ni de s'assimiler, ni d'être juifs⁸³ ».

76. S. Schwartz, p. 371.

77. Respectivement *Novy Mir*, 1964, n° 12, et *Zvezda*, 1965, nos 2 et 3.

78. S. Schwartz, p. 373.

79. PEJ, t. 8, pp. 262, 264.

80. *Ibidem*, pp. 295, 302.

81. G. Rosenblum, p. 120.

82. L. Tsigelman-Dymerski, *Sovietskij antisemitizm – pritchiny i prognozy* [L'antisémitisme soviétique – causes et prévisions], « 22 », 1978, n° 3, p. 175.

83. I. Stern, *op. cit.*, p. 135.

Cependant, tout au long de la période soviétique, la conscience nationale juive ne s'est jamais complètement éteinte.

En 1966, le très officiel *Sovietisch Heimland* affirmait que « même les Juifs assimilés, parlant le russe, conservent leurs traits particuliers, distincts de ceux des autres couches de la population⁸⁴ ». Sans parler des Juifs d'Odessa, de Kiev, de Kharkov qui « parfois n'hésitaient pas à se vanter d'être juifs, allant même jusqu'à refuser de fréquenter des goyim⁸⁵ ».

Léon Tumerman, savant émigré en Israël, se souvient des premières années du régime soviétique, quand lui-même « rejetait tout nationalisme ». Revenant maintenant sur son passé, il écrit : « Je prends conscience avec étonnement de ce qui m'échappait à l'époque : je croyais être complètement assimilé, or tout le cercle de mes plus proches amis, ceux à qui je pouvais tout dire, restait composé de Juifs⁸⁶. »

La sincérité de ce témoignage ne laisse pas de place au doute. J'ai moi-même pu constater cela, et plus d'une fois. Mais pourquoi les Russes devraient-ils s'en offusquer ?

Un autre auteur juif note encore ceci : en URSS, « les Juifs non religieux, toutes tendances confondues, s'accordaient à défendre le principe de la "pureté de la race" » – et il ajoute : « Rien de plus naturel. Des gens pour qui la judéité n'est rien, et qui, de surcroît, ne sont pas assimilés, on n'en rencontre pas beaucoup⁸⁷. »

Très révélateur également, l'aveu de Nathan Chitcharanski peu après son arrivée en Israël : « Je dois largement à ma famille de me sentir juif. Notre famille était assimilée mais n'en restait pas moins juive. [Mon] père était un journaliste soviétique ordinaire » qui « se passionna tellement pour les idées révolutionnaires, "le bonheur pour tous" – et pas seulement pour les Juifs – qu'il en devint un citoyen soviétique totalement loyal ». Mais en 1967, après la guerre des Six Jours, puis en 1968, après l'invasion de la Tchécoslovaquie, « j'ai soudain pris conscience de ce qui me séparait de mon entourage non juif..., le sentiment d'une différence

84. L. Shapiro*, *op. cit.*, p. 379.

85. I. Stern, *Dvoïnaïa otvetstvennost* [La double responsabilité], « 22 », 1981, n° 21, p. 127.

86. « 22 »*, 1978, n° 1, p. 204.

87. A. Eterman, *Istina s blizkovo rasstoïania* [La vérité vue de près] « 22 », 1987, n° 52, p. 112.

fondamentale entre ma conscience à moi, Juif, et la conscience nationale des Russes⁸⁸ ».

Et voici encore un témoignage très pénétrant (1975) : « Les efforts déployés par l'intelligentsia juive au cours des cent dernières années pour se couler dans la forme nationale russe ont été en vérité titanesques. Il est vrai qu'elle n'y gagna pas l'harmonie intérieure, au contraire, elle ressentit encore plus durement l'amertume d'être écartelée entre deux identités nationales. » Et à la « question tragique posée par Alexandre Blok : "Ô ma Russie, ô ma vie, devons-nous errer ensemble ?" – une question à laquelle le Russe donne généralement une réponse sans équivoque –, à cette question l'intelligentsia russo-juive répondait, parfois après un temps de réflexion : "Non, pas ensemble. Côte à côte, à certains moments, mais pas ensemble !..." Une dette ne remplace pas une patrie ». Et cela « permet aux Juifs de garder les mains libres à chaque tournant de l'histoire russe⁸⁹ ».

Voilà des propos qui ont le mérite d'être honnêtes. Il ne reste qu'à rêver que tous les Juifs de Russie aient suffisamment de lucidité pour reconnaître l'existence de ce dilemme.

Mais, le plus souvent, la question se réduit à celle de l'antisémitisme : « Alors même qu'il nous tenait à l'écart de tout ce qui est spécifiquement russe, l'antisémitisme [en URSS] nous a en même temps interdit de nous approcher de tout ce qui est spécifiquement juif... L'antisémitisme est moins dangereux par ce qu'il fait *aux* Juifs (en leur imposant diverses limitations) que par ce qu'il fait *des* Juifs – des être névrosés, déprimés, complexés, amoindris⁹⁰. »

En réalité, ceux qui ont pu sortir de cet état morbide sont ceux qui se sont pleinement assumés comme juifs.

La prise de conscience nationale des Juifs d'URSS avait progressé au travers des épreuves que le xx^e siècle avait imposées à ce peuple. C'avait d'abord été l'immense Catastrophe que représenta pour lui la Seconde Guerre mondiale. (Les efforts déployés par le pouvoir soviétique pour taire ou masquer la réalité eurent pour effet d'en retarder la prise de conscience parmi les Juifs.)

88. « 22 », 1986, n° 49, pp. 111-112.

89. B. Orlov, Ne te vy outchili alfavity [Vous n'avez pas appris le bon alphabet], VM, Tel-Aviv, 1975, n° 1, pp. 129, 132-33.

90. V. Bogouslavski, « 22 », 1985, n° 40, pp. 133, 134.

Un deuxième coup lui avait été porté par la campagne contre les « cosmopolites » en 1946-1950.

Puis ç'avait été la menace d'une terreur généralisée à laquelle mit fin la mort du tyran, survenue aussitôt après.

Mais, avec le « dégel » des années Khrouchtchev, puis, sans lui, pendant les années 60, les Juifs soviétiques commencèrent à redresser la tête et à assumer leur identité.

Dès la seconde moitié des années 50, « la sensation grandissante d'amertume qui avait envahi de larges couches de la population juive soviétique » eut pour effet de « renforcer le sentiment de solidarité nationale⁹¹ ».

Mais « ce n'est qu'à la fin des années 60 qu'un tout petit groupe d'intellectuels russes, scientifiques de surcroît (parmi lesquels se détache incontestablement la figure d'Alexandre Voronel) entreprit... de restaurer la conscience nationale juive en Russie⁹² ».

Et c'est à ce moment-là qu'éclata, soudaine, rapide, victorieuse – un véritable miracle ! – la guerre des Six Jours. Le prestige d'Israël atteignit alors son le zénith aux yeux des Juifs soviétiques qui se sentirent liés à lui par le cœur et par le sang.

Mais le pouvoir soviétique, exaspéré par la défaite honteuse de Nasser, déclenchèrent aussitôt une fracassante campagne dirigée contre le « judaïsme-sionisme-fascisme » : désormais, c'était tout juste si les Juifs n'étaient pas tous des « sionistes » ; le « complot mondial » sioniste fut considéré comme « l'aboutissement nécessaire et inévitable de toute l'histoire juive, de la religion juive marquée par son caractère national » ; « le judaïsme est une religion qui convient très bien à ceux qui aspirent à la domination universelle, parce qu'il a élaboré systématiquement une idéologie de la supériorité raciale et de l'apartheid⁹³ ».

À la campagne de presse s'ajouta la dramatique rupture des relations diplomatiques avec Israël. Les Juifs soviétiques eurent alors de honnes raisons d'avoir peur : « On avait l'impression qu'on était à la veille d'un appel au pogrom⁹⁴. »

91. S. Schwartz, p. 415.

92. G. Fein, V roli vysokopostavlennykh chveïtsarov [Dans le rôle de portiers haut placés], VM, Tel-Aviv, 1976, n° 12, p. 144.

93. R. Nudelman, Sovetskii antisemitizm – pritchiny i prognozy [L'antisémitisme soviétique – causes et prévisions], « 22 », 1978, n° 3, p. 144.

94. E. Finkelstein, p. 67.

Mais cette peur n'était que superficielle, et ce qui se produisit, en fait, ce fut une nouvelle et incoercible affirmation de leur identité nationale par les Juifs.

« L'amertume, la rancœur, la colère, la défiance s'étaient tellement accumulées qu'elle finirent par éclater au grand jour et par conduire à la rupture avec ce pays et cette société – à l'émigration⁹⁵. »

« La victoire de l'armée israélienne fit en sorte que des milliers de Juifs complètement assimilés prirent conscience de leur identité nationale... Le processus de renaissance nationale se mit en route... Dans de nombreuses villes, les groupes sionistes devinrent de plus en plus actifs... En 1969, il y eut des tentatives pour créer une organisation sioniste à l'échelle de l'URSS... Les Juifs qui demandaient à émigrer en Israël étaient de plus en plus nombreux⁹⁶. »

Les multiples refus opposés à ces demandes d'émigration conduisirent à une tentative de détournement d'avion, le 15 juin 1970. Le procès qui s'ensuivit peut être considéré comme ouvrant une nouvelle étape dans l'histoire des Juifs soviétiques.

95. *Ibidem*.

96. PEJ, t. 8, p. 267.

Chapitre 24

EN RUPTURE AVEC LE BOLCHEVISME

Au début du ^{xx}e siècle, quand l'Europe se voyait déjà sur le seuil de la Raison universelle, nul ne pouvait prévoir avec quelle force allait exploser, justement en ce siècle, le sentiment national chez tous les peuples de la Terre. Et aujourd'hui, un siècle plus tard, nous sommes stupéfaits, car il nous faut prévoir, non la disparition imminente des sentiments nationaux (disparition dont nous ont bourré le crâne, un siècle durant, les socialistes internationalistes), mais bien leur renforcement.

Mais enfin, la plurinationalité n'est-elle pas pour l'humanité une richesse, une diversité ? L'érosion des nations ne serait-elle pas un appauvrissement, une entropie de l'esprit ? (Et les siècles de cultures nationales ne seraient plus que des resserres abandonnées, inutiles ?). C'est une idée indigente, purement matérialiste, qui laisse croire que quand tout sera pareil, il sera plus facile d'organiser la vie sur la planète. Peut-être, mais vivre sera alors beaucoup moins plaisant !

Cependant, dans l'empire soviétique, on nous a toujours, avec une triomphante insistance, rebattu les oreilles avec la fusion, l'unification des nations ; on nous a rabâché que, « chez nous », il n'existait pas de « questions nationales », ni *a fortiori* de « question juive ».

Or, la question juive, la question de l'existence trois fois millénaire, hors du commun, d'une nation disséminée de par le monde et totalement unie en esprit, qui vit en dehors de toutes les notions d'État et de territorialité, et, avec cela, qui influe avec une vigueur,

une puissance inégalées sur toute l'histoire de l'humanité, en sorte que l'on a dit des Juifs qu'ils étaient l'« axe de l'histoire du monde » – comment se ferait-il que cette question n'existât pas ? Alors que toutes, rigoureusement toutes les questions nationales surgissent, jusqu'à celle des Gagaouzes... ?

Un doute aussi stupide n'eût jamais pu naître si, autour de la question juive, à diverses époques, ne s'était engagé un jeu politique, un jeu qui servait tel ou tel intérêt...

Il en fut ainsi chez nous, en Russie. Dans la société russe pré-révolutionnaire, nous l'avons vu, rien que *taire* la question juive était considéré comme de l'antisémitisme. Mieux encore : dans la conscience de la société russe d'alors, la question juive, vue sous l'angle de l'égalité des droits civiques, ou de *l'accès à tous les droits* civiques, était la question centrale de toute la vie publique russe, en tout cas le point sensible dans la conscience de chacun, une sorte de révélateur, de réactif.

Au contraire, avec la montée du socialisme en Europe, toute question nationale n'était plus considérée que comme un irritant obstacle sur la voie tracée par cette noble doctrine – et la question juive (rejetée par Marx carrément sur le capitalisme) n'était *a fortiori* qu'une petite anicroche dont on avait fait une montagne. Mommzen témoigne que dans les cercles « du judaïsme socialiste occidental-russe », comme il dit, à la moindre tentative de débattre de la question juive on était traité de « réactionnaire » et d'« anti-sémite » (c'était avant le Bund).

Ce genre de cliché socialiste en béton transmigra jusqu'en URSS. À partir de 1918, sous les communistes, il fut strictement interdit dans notre pays – sous peine d'emprisonnement, voire de peine capitale – d'évoquer d'une façon ou d'une autre la question juive (exception faite de la sympathie envers les souffrances des Juifs sous le tsar, et de l'émotion devant leur volonté agissante de s'intégrer au communisme). Et les consciences, dans l'intelligentsia, suivirent librement et de bon gré ce nouveau canon ; les autres le suivirent aussi, mais contraintes et forcées.

Ce précepte, le pouvoir communiste le maintint sans broncher pendant toute la durée de la guerre germano-soviétique : pourquoi voulez-vous qu'une quelconque « question juive » ait surgi à ce moment-là ? Et cela a duré, car, jusqu'à sa dernière heure, sous Gorbatchev, les communistes ont continué à répéter obstinément :

il n'y a pas, il n'y a absolument pas de question juive ! (à la place on avait mis la question « sioniste »).

Pourtant, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les Juifs soviétiques prirent conscience de l'ampleur de l'extermination juive sous Hitler, et quand se déploya à la fin des années 40 la campagne stalinienne contre le « cosmopolitisme », s'incrusta dans l'esprit de l'intelligentsia juive que, bien au contraire, la question juive en URSS existait, et même ô combien ! Et refit surface la conception d'avant la révolution : cette question est centrale pour la société russe dans son ensemble et pour la conscience morale de chacun en particulier. Elle est très exactement « la mesure de la vraie humanité¹ ».

En Occident, seuls les chefs de file du sionisme (certains sans rompre le lien avec ce socialisme européen buté), ont parlé avec certitude, à partir de la fin du XIX^e siècle, du caractère historique unique, de l'importance essentielle et immémoriale de la question juive.

Avec l'apparition de l'État d'Israël, les passions qui se sont déchaînées autour de lui ont introduit le trouble dans la conscience innocente des socialistes européens.

Ici demandent à être cités deux exemples modestes, mais qui ont fait grand bruit à l'époque et qui sont significatifs. Au cours de l'un de ces fameux « dialogues entre l'Est et l'Ouest » (ceux-ci étaient d'habiles créations de la période de la guerre froide où, pour contredire les intervenants occidentaux, on donnait la parole à des fonctionnaires chevronnés ou novices de l'Europe de l'Est qui faisaient passer le charabia officiel pour leurs propres émotions et convictions), l'écrivain slovaque Ladislav Mniatchko – c'était au début de 1967 –, qui représentait dignement l'Est socialiste, déclara fort spirituellement qu'il n'avait *jamais* eu, ni dans sa vie professionnelle ni dans sa vie tout court, de conflit avec le pouvoir communiste, sauf une fois, quand on lui avait retiré le permis de conduire pour infraction aux règles de la circulation. Son contradicteur français lui déclara alors avec colère qu'il eût assurément convenu qu'au moins *une fois* Mniatchko se rangeât dans l'opposition : quand fut noyée dans le sang l'insurrection des Hongrois,

1. V. *Levitina*, Rousski teatr i evrei [Le théâtre russe et les Juifs], Jérusalem, Biblioteka-Altia, 1988, t. 1, p. 24.

ses voisins. Mais non, la répression en Hongrie n'avait pas troublé la paix de l'âme de Mniatchko, ne lui avait inspiré aucune critique, aucune audace. Plusieurs mois passèrent après ce « dialogue », et ce fut la guerre des Six Jours. Le gouvernement tchécoslovaque de Novotny – de fidèles communistes – accusa Israël d'être l'agresseur et rompit les relations diplomatiques avec lui. Et que se passa-t-il ? Mniatchko, Slovaque marié à une Juive, qui avait très bien supporté l'écrasement de la Hongrie, fut à ce point indigné, agité, qu'il quitta sa patrie et, en signe de protestation, s'en alla vivre en Israël !

Le deuxième exemple se situe la même année. Le célèbre socialiste français Daniel Meyer déclara dans *Le Monde*, au moment de la guerre des Six Jours, que dorénavant : 1) il a honte d'être *socialiste* puisque l'URSS se dit socialiste (mais quand en URSS on exterminait – non pas le peuple, passe encore, mais les *socialistes*, eh bien non, ça ne lui a pas fait honte) ; 2) il a honte d'être *français* (évidemment, à cause des mauvaises orientations de De Gaulle) ; 3) *il a honte d'être un homme* (n'est-ce pas un tantinet exagéré ?) ; bref, il n'y a qu'une chose dont il n'a pas honte, c'est d'être juif².

Nous sommes tout prêts à partager et l'indignation de Mniatchko et la colère de Meyer, et nous ne faisons ici que relever le caractère extrême de leurs sentiments, comparé à la longue période de tolérance et de complaisance à l'égard du communisme qui avait précédé. En fait, l'ardeur de leurs sentiments représente elle aussi un aspect de la question juive au xx^e siècle.

Et donc, peut-on vraiment dire que de question juive « il n'y avait pas » ?

Mais celui qui, tout au long des années 1950-1980, écoutait les émissions américaines à destination de l'URSS, celui-là avait l'impression qu'il n'existait pas dans notre pays d'autre question aussi grave que la question juive. (Dans le même temps, à l'intérieur même des États-Unis où « les Juifs peuvent être considérés comme la minorité la plus privilégiée » et où ils « se sont hissés à des positions sociales sans précédent, la majorité [des Juifs d'Amérique] n'en considère pas moins l'aversion et la discrimination émanant de leurs compatriotes chrétiens comme une composante sinistre de la vie moderne³ » ; mais affirmer cela à haute voix ne

2. Daniel Meyer, J'ai honte d'être socialiste, in *le Monde*, 1967, 6 juin, p. 3.

3. Michael Medved, The Jewish Question, in *National Review*, 1997, July 28, p. 53.

rendrait pas ici un son crédible, et c'est pourquoi de question juive il n'y a pas, et la soulever, en parler est inconvenant et déplacé.)

Il nous faut pourtant nous accoutumer à parler de la question juive non pas peureusement et en chuchotant, mais clairement, distinctement, en connaissance de cause. Sans nous laisser aller aux passions, mais en essayant de pénétrer par la sympathie à la fois la destinée historique singulière, tragique, à portée universelle, du peuple juif, et notre histoire à nous, les Russes, gorgée elle aussi d'immenses souffrances. C'est à cette condition que se dissiperont les préjugés mutuels, parfois absolument monstrueux, et que s'instaurera une paisible lucidité.

En travaillant à ce livre, j'ai acquis la conviction que la question juive non seulement a été présente toujours et partout dans l'histoire du monde, mais, bien plus, qu'elle ne s'est jamais réduite au cadre particulier de la seule nation, comme les autres questions nationales, mais – est-ce du fait de la foi hébraïque ? – qu'elle s'est toujours imbriquée dans quelque chose qui rejoignait ce qu'il y a de plus universel.

*

À la fin des années 60, lorsque je testais mon impression que, oui, le régime communiste était bel et bien condamné, une observation me confortait dans cette idée – c'était de voir combien de Juifs s'étaient détournés de lui.

Il y avait eu un temps où, d'un commun accord et avec insistance, ils s'étaient employés à soutenir le régime soviétique, et l'avenir appartenait indubitablement à celui-ci. Mais voici que les Juifs s'étaient mis à s'en détourner, les esprits pensants en premier, puis la masse – et cela ne signifiait-il pas que ses années étaient comptées ? Oui, c'était un signe.

Quand donc cela s'est-il produit que, de soutien inconditionnel au régime, les Juifs passèrent à l'opposition ?

Faut-il écrire que les Juifs ont toujours été pour la liberté ? Non : nous en avons vu un trop grand nombre parmi eux qui furent les porte-clairons de notre fanatisme. Mais voilà qu'ils se détournèrent. Et, sans eux, le fanatisme bolchevique, qui lui-même prenait de l'âge et avait même cessé d'être un fanatisme, fut saisi d'une nonchalance toute russe et d'une inertie toute brejnevienne.

Le pouvoir communiste, après la guerre germano-soviétique, n'avait pas répondu aux attentes des Juifs : il apparut que sous ce régime, leur vie était pire qu'avant. Nous avons vu les étapes majeures de cette rupture : – Le soutien de l'Union soviétique à l'État nouveau-né d'Israël galvanisa les Juifs soviétiques. – La chasse aux « cosmopolites » (le communisme allait-il écarter les Juifs ? Commençaient-ils à les persécuter ?) les inquiéta fortement, même si ce furent les intellectuels qui s'émurent, plus que la masse des braves gens. – L'effroyable menace du massacre stalinien fut une secousse autrement forte, mais elle fut de courte durée et bientôt, miraculeusement, elle se désamorça. – Pendant les « années des sept boyards* », suivies par celles de Khrouchtchev, les espoirs des Juifs firent place au désenchantement, car on sentait qu'on était encore loin d'une amélioration durable.

Et voici qu'éclata la guerre des Six Jours qui, avec une violence toute biblique, ébranla le judaïsme mondial en général et le judaïsme soviétique en particulier. Et voici que resurgit et déboula comme une avalanche la conscience nationale juive. Après la guerre des Six Jours, « beaucoup de choses changèrent... une impulsion avait été donnée pour agir. Lettres et pétitions affluèrent dans les organismes soviétiques et internationaux. La vie nationale reprit : les jours de fête, il devint difficile d'entrer dans les synagogues, tant elles étaient bondées ; des cercles clandestins d'étude de l'histoire, de la culture, de la langue hébraïques se constituèrent⁴ ».

Et maintenant – cette campagne grandissante contre le « sionisme », campagne qui déjà emboîte le pas à celle contre l'« impérialisme ». Elle fait apparaître plus détestable que jamais ce stupide bolchevisme dont on finit par se dire : mais d'où sort-il donc, celui-là ?

Certes, bon nombre de Juifs instruits éprouvèrent de la peine à rejeter ainsi le communisme, à se défaire de cet idéal : n'avait-il

4. *Mikhaïl Khelfets, Mesto i vremia (evreiskie zametki)* [Le lieu et l'heure (notes juives)], Paris, Tretia volna, 1978, p. 174.

* Au cours de l'histoire russe du XVI^e siècle, et notamment au Temps des Troubles, les interrègnes furent appelés « Temps des sept boyards », du nom du Conseil de tutelle désigné par Vassili III en 1533, avant sa mort. Allusion ici à la Direction collective assurant la succession de Staline après sa mort.

pas été « une grandiose expérience, inaugurée en Russie en 1917, nourrie d'idées séduisantes et apparemment sublimes, parmi lesquelles toutes n'étaient pas, loin de là, nocives, et dont beaucoup ont conservé jusqu'à ce jour leur signification positive... Le marxisme présuppose l'instruction⁵ » ?

Beaucoup de publicistes juifs se sont longtemps et passionnément raccrochés au terme « stalinisme » qui permettait, par contraste, de blanchir commodément le pouvoir soviétique à ses débuts. Ce ne fut pas chose facile que de se défaire de cet affectionné et coutumier vocable – mais est-il encore déracinable ?

Il y eut des tentatives d'élargir l'influence des intellectuels sur les têtes dirigeantes. L'une d'elles fut (en 1966) la « Lettre au XXIII^e Congrès » du PCUS, rédigée par G. Pomerants. L'auteur proposait au Parti communiste de faire confiance à « l'intelligentsia scientifique et créatrice », laquelle « aspire non à l'anarchie, mais à la légalité..., désire non point détruire le système existant, mais le rendre plus souple, plus raisonnable, plus humain », et créer à partir d'un noyau d'intellectuels un « centre théorique » consultatif qui donnerait des conseils *polyvalents* à la direction et à l'administration du pays⁶.

La tentative resta en suspens.

Beaucoup d'autres encore souffrirent longtemps du mal des « heaumes poudreux des commissaires* ».

Mais ils n'avaient plus le choix, et les Juifs soviétiques se désolidarisèrent du communisme.

C'est alors que, s'étant détournés de lui, ils se retournèrent contre lui. Et c'est là qu'ils auraient dû, dans un mouvement de repentance purificatrice, reconnaître la part active qu'ils avaient prise dans le triomphe du régime soviétique, et le rôle cruel qu'ils avaient joué.

Mais non, ils ne le firent pas, quasiment pas. (Quelques exceptions – j'en parle ci-après.) Le recueil de 1924, *La Russie et les Juifs*, qui est si actuel, si à-propos, et qui vous perce le cœur – il faut savoir qu'il fut à l'époque stigmatisé par l'opinion publique juive. Et même, aujourd'hui, de l'avis de l'érudit Shimon Markish, « personne n'ose encore prendre la défense des commissaires au

5. Iou.Kolker, Rousskaïa Mysl [La Pensée russe], 24 avril 1987, p. 12.

6. *Ibidem*.

* Ce vers est tiré d'une chanson fameuse de Boulai Okoudjava.

nez busqué et qui grasseyaient : être traité de prosoviétique, de tchékiste est une chose terrible... Et malgré tout, je dirais sans la moindre équivoque : la conduite de ces jeunes Juifs, filles et garçons, qui rejoignirent les Rouges est mille fois plus compréhensible que les raisonnements des auteurs du recueil ci-dessus mentionné⁷ ».

Certains auteurs juifs commencèrent tout de même à percevoir quelque chose du passé, à prendre conscience de ce qu'il avait été, mais ils le dirent sous la forme la plus prudente qui soit : « Il touche à sa fin, le rôle de cette "intelligentsia russo-juive" qui s'est constituée dans les années d'avant la guerre et juste après elle, qui était porteuse – non sans une réelle conviction – de l'idéologie marxiste et qui confessait – sans doute timidement, en son for intérieur, en contradiction avec la pratique – les idéaux de liberté, de l'internationalisme et de l'humanisme⁸. » Porteuse de l'idéologie marxiste ? Oui, certainement. Les idéaux de l'internationalisme ? Oh, que oui ! Mais de la liberté et de l'humanisme ? – Seulement après l'ère stalinienne, et après un sérieux retour sur soi !

Cependant, la majorité des commentateurs juifs des dernières années du régime soviétique écrivent tout autre chose. Embrassant du regard toute l'ère soviétique depuis 1917, ils ne voient qu'une longue série de souffrances endurées par les Juifs sous ce régime : « Parmi les nombreuses nationalités peuplant l'Union soviétique, les Juifs ont toujours été considérés à part, comme l'élément le moins "fiable"⁹. »

De quelle amnésie ne faut-il pas être frappé pour écrire une chose pareille en 1983 ? « Toujours » : même dans les années 20 ? même dans les années 30 ? – et « considérés comme *le moins fiable* » ? ! Est-il possible d'avoir à ce point tout oublié ?

« Si... l'on contemple à vol d'oiseau l'histoire soviétique, celle-ci est entièrement marquée par une volonté constante de broyer et d'exterminer les Juifs » – « *entièrement* » ? Mais nous l'avons examinée, cette histoire, dans les chapitres précédents, et nous

7. S. Markish, *Echtcho raz o nenavisti k samomou sebe* [Encore à propos de la haine de soi], in « 22 », Tel-Aviv, 1980, n° 3, p. 147.

8. R. Noudelman, *Sovetski antisemitizm – pritchiny i prognozy* (Seminar) [L'antisémitisme soviétique – causes et pronostics] (Séminaire) in « 22 », 1978, n° 3, p. 147.

9. F. Kolker, *Novyi plan pomochchi sovetskomou evreistvou* [Un nouveau plan d'aide aux Juifs soviétiques] in « 22 », 1983, n° 31, p. 145.

avons bien vu que, sans parler des postes dirigeants, il y a bien eu pour la plupart des Juifs une période de bien-être, une période où ils s'installèrent massivement dans les villes, où l'enseignement supérieur leur était ouvert et le développement culturel assuré. Suit il est vrai une restriction : « Il y avait... des "fluctuations", mais la tendance générale ne se démentait pas... Le pouvoir soviétique, destructeur de toutes les nationalités en général, fut particulièrement dur envers les Juifs¹⁰. »

Et voici un autre auteur : l'aube même du pouvoir soviétique, le moment où Lénine et le PCR (b) lancèrent aux Juifs leur appel au secours en les invitant à rejoindre l'appareil d'État, appel qui fut entendu, et où une énorme proportion de Juifs quittèrent les lieux délimités par la Zone de résidence abhorrée pour s'installer dans les capitales et les grandes villes, au plus près de l'avant-garde, cette « mise sur pied du régime soviétique, lequel allait réduire les Juifs à un "élément déclassé", qui les ruina, les déporta, qui détruisit les familles », tout cela apparaît audit auteur comme « un désastre quotidien » pour « le gros de la population juive ». (Évidemment, tout dépend avec quels yeux on regarde le tableau ! Du reste, l'auteur lui-même voit bien, quelques lignes plus bas : dans les années 20 et 30, « les enfants des petits-bourgeois juifs déclassés ont pu terminer des études... dans les écoles supérieures de techniciens et les universités, pour devenir "chefs de travaux" sur les "grands chantiers" ».) Et encore quelques autres considérations fumeuses : « au début du siècle, ce qui caractérisait principalement l'activisme juif, c'était l'engouement pour l'idée de l'édification d'une société nouvelle et juste », – mais les soldats de la révolution, ce furent « les rustres déclarés, tous ceux qui "n'étaient rien" et qui, "après la mise sur pied du régime", "résolurent de mettre en application leur mot d'ordre" et de "devenir tout", en se donnant leurs propres chefs... Ainsi fut institué le règne des rustres – un totalitarisme sans limites ». (Et il ressort de tout le contexte que les Juifs n'y ont été absolument pour rien, sauf quand, de dirigeants, ils sont devenus victimes.) Et cette purge a duré « quatre longues décennies », jusqu'au « milieu des années 50 » ; c'est à cette période que l'auteur rapporte la dernière « et amère

10. Iou. Chtern, Sitoualsia neoustoitchiva i poetopou opasna (interview) [La situation est instable et donc dangereuse] in « 22 », 1984, n° 38, p. 130.

pilule, le dernier des désenchantements assignés par l'histoire aux Juifs "enchantés"¹¹ ». Toujours le même regard : toute l'histoire soviétique n'est que persécution et éviction des Juifs.

Aujourd'hui s'élève de leur poitrine la gémissante et unanime protestation : « Ça n'est pas nous qui avons choisi ce pouvoir ! »

On prétend même qu'« il n'existait pas de moyen de susciter et de cultiver parmi eux [les Juifs] une élite soviétique loyale vis-à-vis du pouvoir¹² ».

Mais, grands dieux, ce moyen, il a fonctionné sans coup férir trente années durant, et il ne s'est mis en panne que plus tard ! D'où sortiraient donc tous ces noms brillants et archicélèbres ? – nous en avons tout de même vu défiler pas mal sous nos yeux !

Et comment se fait-il que, pendant trente à quarante ans, les yeux d'une multitude de Juifs soient restés fermés sur la vraie nature du régime soviétique, et qu'ils ne se dessillent que maintenant ? Qu'est ce qui les a fait s'ouvrir ?

Mais c'est en très grande partie le fait que ce régime a brusquement changé de cap et s'est mis à brimer les Juifs, ceux des milieux dirigeants comme ceux des milieux cultivés, des grandes écoles scientifiques. « La désillusion était si récente, si brûlante qu'on n'avait pas le courage d'en parler aux enfants. Quant aux enfants..., presque tous continuèrent à désirer progresser comme devant : études supérieures poussées, plan de carrière, etc¹³. »

Il allait cependant falloir y regarder de plus près.



Dans les années 70, on assista à une sorte de jeu de résonances, avec même une concordance d'opinions inconcevable pendant tout un demi-siècle.

Choulguine écrivait par exemple en 1929 : « *Il faut reconnaître ce qui a été.* La pure et simple dénégation – non, les Juifs ne sont en rien coupables ni de la révolution russe, ni de la consolidation du bolchevisme, ni des horreurs du communisme – est la voie la pire à suivre... Ce serait déjà faire un grand pas en avant que de

11. V. Bogouslavski, V zachtchitou Kouniaeva [Pour la défense de Kounaev], in « 22 », 1980, n° 16, pp. 169-174.

12. *Iou. Chtern*, Une situation instable..., in « 22 », 1984, n° 38, p. 130.

13. V. Bogouslavski, *ibidem*, p. 175.

pouvoir nuancer ce propos brutal qui accuse les Juifs de tous les maux dont a souffert la Russie. Ce serait déjà bien si l'on pouvait trouver des "nuances"¹⁴. »

Heureusement, de telles nuances – et d'autres plus nettes encore, témoignant d'une prise de conscience, voire d'un véritable repentir – ont été exprimées par certains Juifs (et même fort distinctement), par des Juifs à l'esprit probe et ayant une sage expérience de la vie. Comme cela est heureux ! Et comme cela nous emplit d'espoir !

Voici ce qu'écrivit Dan Lévine, un intellectuel américain qui s'est installé en Israël : « On peut comprendre pourquoi pas un seul parmi les écrivains américains qui ont cherché à décrire et à expliquer ce qui est arrivé aux Juifs soviétiques n'a jamais abordé un sujet aussi grave que leur responsabilité dans le communisme... En Russie, l'antisémitisme populaire découle pour beaucoup du fait que le peuple russe voit dans les Juifs la cause de tout ce que leur a fait endurer la révolution. Les écrivains américains, en revanche, juifs et anciens communistes..., ne veulent pas ressusciter les ombres du passé. Or, l'oubli du passé est une chose effroyable¹⁵. »

Au même moment, un Juif émigré d'URSS publiait ceci : l'expérience des Juifs de Russie (soviétique), à la différence de celle des Juifs d'Europe qui est « l'expérience de l'affrontement avec *la force d'un mal extérieur*..., exige qu'on regarde non de l'intérieur vers l'extérieur, mais, au contraire, vers l'intérieur de soi, et que l'on cherche là » ; « dans la réalité qui était la nôtre, nous avons été confrontés à une spiritualité juive, et c'était celle du Commissaire, et elle avait pour nom : marxisme ». Et aussi ceci : à propos de « nos jeunes sionistes qui savent montrer tant de mépris à la Russie, réputée grossière et barbare, en lui opposant l'antique nation juive », « je vois très clairement que ceux qui, aujourd'hui, chantent ces hymnes arrogants à la gloire des Juifs en général (sans le moindre sentiment de culpabilité ni la moindre velléité de regarder au-dedans de soi), disaient hier : "Je n'aurais rien contre le pouvoir soviétique, n'était son antisémitisme", et, avant-hier, se frappaient la poitrine en clamant : "Vive la grande fraternité entre

14. V. V. Choulguine, « Chto nam v nikh ne nraivitsa ... Ob antisemitizme v Rossii [Ce qui ne nous plaît pas en eux. Sur l'antisémitisme en Russie]. Paris, 1929, pp. 49-50.

15. Dan Lévine, Na kraïou soblazna [Au bord de la tentation] (Interview), in « 22 », 1978, n° 1, p. 55.

les peuples ! Gloire éternelle à notre Père et à notre Génial Ami, le camarade Staline !¹⁶ »

Or, si l'on voit clairement aujourd'hui que tant de Juifs se trouvaient aux postes de commande bolcheviques, et surtout au sein de la direction idéologique chargée d'entraîner le pays sur un chemin désastreux – la question de la responsabilité pour eux ne se pose-t-elle donc pas ? Une question qui, en gros, serait : n'existe-t-il pas là une responsabilité morale – non point une complicité, mais bien une *responsabilité* : *se souvenir et reconnaître* ? – Voyez les Allemands : les nouvelles générations se reconnaissent une responsabilité vis-à-vis des Juifs, et moralement et matériellement, car ils se sentent coupables envers les victimes, et cela fait combien d'années qu'ils versent une compensation à l'État d'Israël et, individuellement, des sommes aux survivants ?

Et les Juifs, eux, que font-ils ? Quand Mikhaïl Kheïfets, que nous citons plus d'une fois dans cet ouvrage, après avoir fait son temps dans les camps, a montré sa grandeur d'âme en faisant repentance, au nom de son peuple, pour les actes commis par les Juifs en URSS sous la bannière du communisme, on s'est moqué de lui méchamment.

Toute la société instruite, *les gens cultivés*, qui en toute bonne foi, tout au long des années 20 et 30, n'ont remarqué aucune des offenses infligées aux Russes, et qui n'admettaient pas qu'il ait pu y en avoir, ont instantanément ressenti les offenses infligées aux Juifs dès que celles-ci sont apparues. Victor Perelman, qui édite dans l'émigration la revue juive antisoviétique *Vremia i my* (« le Temps et nous »), a servi le régime au sein d'une structure peu recommandable : la *Literatournaïa Gazeta* (« le Journal littéraire ») de Tchakovski, et ce, jusqu'à ce que la question juive surgisse devant lui. C'est alors qu'il s'esquiva.

À un niveau supérieur, cela s'exprimait dans la formule générale que voici : « La faillite... des illusions qui avaient laissé croire qu'on pouvait s'introduire naturellement dans les mouvements sociaux russes et qu'il était possible de changer quoi que ce soit¹⁷. »

16. A. Soukonik, O religioznom i ateisticheskom soznanii [De la conscience religieuse et athée] in Vestnik Rousskogo Khristianskogo Dvijenija [Le Messager de l'ACER], Paris - New York - Moscou, 1977, n° 123, pp. 43-46.

17. R. Noudelman, Oglianis v razdounic... [Retourne-toi et réfléchis...] (table ronde) in « 22 », 1982, n° 24, p. 112.

Ainsi, quand ils eurent pris conscience de la dissension manifeste entre eux et le régime soviétique, les Juifs se placèrent en opposition à lui, une opposition intellectuelle, en conformité avec leur rôle dans la société. Bien sûr, ce ne sont pas eux, les acteurs de la rébellion de Novotcherkassk, ni des troubles à Krasnodar, Alexandrov, Mourom, Kostroma. Mais le cinéaste M. Romm a eu l'audace de parler sans ambiguïté, dans un discours public, de la fameuse campagne contre les « cosmopolites », et ce discours fut l'un des premiers documents à être diffusés en samizdat. (Romm lui-même, cinq fois lauréat du prix Staline, auteur de *Lénine en Octobre* [1937], *Lénine en 1918* [1939], ne s'est affranchi que bien tard, devenant alors en quelque sorte le leader spirituel du judaïsme soviétique). Depuis, les Juifs ont apporté un grand renfort au « mouvement démocratique » et à la « dissidence » dont certains ont été des membres fort audacieux.

Maintenant émigré en Israël, un ancien membre actif de la dissidence écrit à propos de l'ébullition moscovite de ces années-là, qu'il revoit en esprit : « Une grande partie des démocrates russes, pour ne pas dire la majeure partie, sont des Juifs d'origine... Ils ne savent pas qu'ils sont juifs et ils ne comprennent pas que leur auditoire est, lui aussi, principalement juif¹⁸. »

C'est ainsi que les Juifs se retrouvèrent à nouveau dans les rangs des révolutionnaires russes, héritiers de cette intelligentsia russe que les Juifs bolcheviks avaient, avec un tel zèle, contribué à anéantir pendant la première décennie postrévolutionnaire ; ils devinrent sincèrement et véritablement le noyau de la toute nouvelle opinion publique oppositionnelle. Ce qui signifie qu'aucun mouvement progressiste ne put à nouveau se faire sans les Juifs.

Qui a stoppé le flux des procès politiques truqués (et souvent à huis semi-clos) ? Alexandre Guinzbourg. — À sa suite, Pavel Litvinov et Larissa Bogoraz. Il n'est pas exagéré de dire que leur appel « À l'opinion publique mondiale » de janvier 1968, appel qui ne fut pas confié aux caprices du samizdat, mais tendu d'une main téméraire, devant les caméras des tchékistes, aux journalistes occidentaux, marque une étape décisive dans l'histoire de l'idéologie soviétique. Et qui furent ces sept braves qui, sur des semelles de

18. A. Voronel, Boudouchichee rousskoï alii [L'avenir de l'alia russe] in « 22 », 1978, n° 2, p. 186.

plomb, portèrent leurs pas sur le Lobnoïé Mesto* de la place Rouge, le 25 août 1968 ? – non point pour le succès de leur protestation, mais pour laver de la honte tchécoslovaque, par leur sacrifice, le nom de la Russie ? Quatre de ces sept étaient des Juifs (or, dans la population, en 1970, ils étaient moins d'un pour cent, ce qu'il ne faut pas manquer de souligner). – N'oublions pas non plus Semion Glouzman qui n'hésita pas à payer de sa liberté son combat contre les hôpitaux psychiatriques transformés en prisons. – Et un grand nombre d'intellectuels juifs de Moscou furent les premiers à avoir l'honneur d'être châtiés par le Parti.

Cependant, rares étaient les dissidents de qui l'on pouvait entendre le moindre regret à propos du passé de leurs pères, ne fût-ce que dans l'intonation. P. Litvinov n'a jamais nulle part dit un mot du rôle de propagandiste de son grand-père. V. Belotserkovski ne nous dira jamais combien d'innocentes victimes son père tua avec son lourd Mauser. La communiste Raïssa Lert, qui s'est plongée sur le tard dans la dissidence, a toujours été fière (même après la lecture de *L'Archipel*) de son appartenance à *ce même* Parti « où elle était entrée dans un élan d'enthousiasme et de probité » dans sa jeunesse, « à qui elle avait consacré toute l'ardeur de son âme, toutes ses forces et toutes ses pensées », et qui lui avait infligé, à elle aussi, des souffrances, – mais, maintenant, le Parti « n'est plus le même¹⁹ ». Il ne l'effleure pas que c'est bien cela : elle-même aspire en somme à être impliquée dans la terreur exercée dans les premières années par le Parti...

Le mouvement dissident fut rejoint, après 1968, par Sakharov qui se lança dans son combat sans un regard en arrière. Il y avait parmi les causes qu'il défendait, pour lesquelles il élevait des protestations, bon nombre de cas individuels, de cas particuliers, et il s'agissait la plupart du temps de défendre des Juifs *refuzniks* (ceux à qui avait été refusé le visa pour Israël). Or, lorsqu'il tentait d'élargir le débat – c'est lui qui, ingénument, me l'a raconté, sans voir la pointe du propos –, il s'entendait répondre par l'académicien

19. R. Lert, *Posdni opyt* [Une expérience tardive], in *Syntaxis*, Paris, 1980, n° 6, pp. 5-6.

* Emplacement sur la place Rouge d'où étaient proclamés les édits du tsar au Moyen Âge, et où pouvaient aussi avoir lieu des exécutions. Une poignée de manifestants y manifesta en août 1968 contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie.

Guelfand : « Nous sommes las d'aider ce pays à résoudre ses problèmes », ou par l'académicien Zeldovitch : « Je ne signerai pas de pétitions en faveur de ceux qui pâtissent d'avoir fait telle ou telle chose, je garde intacte la possibilité de défendre ceux qui pâtissent de leur appartenance à une nation. » Autrement dit : ne défendre que les Juifs.

C'est alors qu'apparut une dissidence proprement juive, préoccupée exclusivement des persécutions contre les Juifs et des problèmes de l'émigration. Nous en parlerons un peu plus loin.

*

Quand il se produit un tournant dans la conscience publique, celui-ci se découvre dans la société des personnalités qui deviennent ses porte-parole et ses inspireurs. Tel fut le cas d'*Alexandre Galitch*. Il fut l'exact reflet de l'état d'esprit de l'intelligentsia en URSS dans les années 60. (« Galitch, c'est un pseudonyme, nous explique N. Rubinstein. C'est la combinaison de sons provenant de ses nom de famille, prénom et patronyme : Guinzbourg Alexandre Arkadiévitch. Le choix d'un pseudonyme est chose délicate²⁰. » Cela est vrai, et l'auteur, comme on peut le supposer, comprenait qu'en sus de la « combinaison de sons » il y avait aussi le nom d'une vieille ville russe*, un héritage slave venu du fond des âges.) Galitch était mû et soutenu par ce tournant général au sein de l'intelligentsia. Les enregistrements sur bandes de ses textes mi-chantés, mi-psalmodiés, accompagnés à la guitare, connurent une large diffusion et marquèrent toute une époque, l'époque du réveil des années 60 ; ils l'exprimèrent avec force, voire avec violence. L'opinion des *gens cultivés* était unanime : « c'est le poète *populaire* le plus aimé », « le barde de la Russie contemporaine ».

Galitch avait 22 ans quand commença la guerre germano-soviétique. C'est lui qui raconte : dispensé du service militaire pour

20. N. Rubinstein, Vyklioutchite magnitofon – pogovorim o poete [Écoutez le magnétophone, parlons du poète], in *Vremia i my* [Le temps et nous] (*infra* : TN), Tel Aviv, 1975, n° 2, p. 164.

* Petite ville du nord de la Russie (région de Kostroma) qui existe depuis le XIII^e siècle.

mauvaise santé, il partit pour Grozny ; « là, avec une facilité inattendue, j'ai trouvé un poste de responsable littéraire au Théâtre municipal » ; en outre, « j'ai créé là un théâtre de chansonniers » ; puis il fut évacué et rejoignit Tchirtchik, près de Tachkent, en passant par Krasnovodsk ; de là, il regagna Moscou avec une troupe de théâtre nouvellement constituée qui devait se produire au front – et c'est avec cette troupe qu'il passa tout le reste de la guerre. Il se remémore qu'il a maintes fois monté un spectacle dans un train sanitaire, qu'il a composé des refrains pour les blessés, qu'après le récital tous trinquaient avec le chef de convoi, un type sympathique, dans son compartiment. « Tous ensemble, chacun à sa façon, nous accomplissions une grande œuvre commune : nous défendions la Patrie²¹. » La guerre finie, il devint un dramaturge soviétique connu. Dix de ses pièces furent montées « par un grand nombre de théâtres en Union soviétique et à l'étranger » [216], – et il écrivit les scénarios de nombreux films. C'était dans les années 1940-1950, ces années de léthargie spirituelle généralisée – et, reconnaissons-le, sans chercher à s'ébrouer. Un de ses films est sur les tchékistes, et a été primé.

Mais voilà qu'à partir du début des années 60, un tournant se produisit dans la vie de Galitch. Il trouva en lui-même le courage de laisser là une vie de succès, une vie bien nourrie, et de « sortir sur la place publique » [98]. C'est alors qu'il se mit à fréquenter les appartements moscovites pour y chanter ses chansons en s'accompagnant à la guitare. Il refusa de se faire publier ouvertement, en dépit de la tentation de « lire sur la couverture un nom de famille : le mien ! » [216]

Il ne fait pas de doute que ses chansons, incisives sur le plan social, exigeantes sur le plan moral, orientées contre le régime, ont beaucoup apporté à la société et ont ébranlé les esprits.

Ses chansons évoquent les dernières années de Staline et les suivantes, elles n'égratignent pas le radieux passé léninien (avec une exception, cependant : « Les charrettes avec leur charge sanglante / grincent aux portes de Saint Nikita » [224]). – Dans les meilleurs passages, il appelle la société à une purification morale,

21. *Alexandre Galitch*, *Pesni. Stikhi. Poema. Piesa. Stati* [Chansons. Poésies. Poème. Pièce], Iékaterinbourg, 1998, pp. 552, 556, 561-562. Les pages indiquées dans le texte entre crochets font référence à cette édition.

à la résistancce (*La petite valse des chercheurs d'or* [26], *Je choisis la liberté* [226], *La Ballade des mains propres* [181], *À force de remplir des formulaires, nous avons les doigts pleins d'encre* [90], *Chaque jour, un silence de fanfare célèbre le profond vide de la pensée* [92]. – Parfois, c'est la dure vérité sur le passé : *Elle est tombée pour rien, l'infanterie, en 43* [21] ; parfois, ce sont « les légendes rouges » : il fut un temps où « près du tiers des zeka [= zeks] étaient du Tséka [= Comité central] / Il y eut un temps où pour la couleur rouge on vous collait dix ans de plus ! » [69] – et ça y va, sur les pauvres communistes ! Une seule petite fois, il est question de la collectivisation (« le tout premier contingent – ceux qu'on a privés de tout » [115]. – Mais le gros des attaques est dirigé contre la nomenklatura *d'aujourd'hui* (« Hors de la ville – des palissades et derrière elles – nos Chefs » [13]). Là il est dur, et à juste titre, mais, hélas, il réduit le sujet à une critique de leur mode de vie privilégié : on les voit boire, bâfrer et faire la noce [151-152] ; ces chansons sont grinçantes, mais c'est un grincement des plus mesquin, qui fait penser aux attaques frontales des slogans « rouges prolétariens ». Quand il quitte les chefs pour aller « au peuple », il met en scène des caractères humains qui sont presque tous des sots, des timorés, des coquins, des vendus... – un véritable cloaque.

Pour le « je » de l'auteur, il a trouvé une forme de réincarnation tout à fait dans le goût du temps : il s'est confondu avec tous ceux qui ont souffert, qui ont été persécutés, qui ont péri. « J'étais simple soldat et je mourrai simple soldat » [248] ; « Nous, les troufions, on est tués, au combat ». Et il ressort que ce qu'il a été surtout, c'est un zek, un prisonnier des camps. Dans beaucoup de chansons, c'est un ancien zek qui s'exprime en son nom : « Et le second zek – c'est moi en personne » [87] ; « Sur la piste du traîneau / je suis pris par le gel / pris dans la glace que j'ai cassée de ma pioche / car pas moins de vingt ans / j'ai trimé dans les camps » [24] : « Nous mourions, nous crevions / de simples numéros » ; « Nous, du camp on nous envoie au front ! » [69], – de sorte que beaucoup étaient convaincus que Galitch venait de *là-bas* : « on lui demandait quand et où il avait été prisonnier des camps²². »

22. V. Voline, *On vychel na plochtchad* [Il est sorti sur la place publique], in *Galitch*, p. 632.

Quelle conscience avait-il de son passé ? de sa durable participation au mensonge officiel soviétique, un mensonge qui a trompé, abruti le peuple ? C'est ce qui m'a toujours le plus frappé : parallèlement à un tel pathos dénonciateur, *pas un atome de repentir personnel*, pas un mot de *repentance dirigée contre soi*, nulle part ! – Et lorsqu'il composait : « L'Iliade du Parti ! Un cadeau de laquais ! » [216], comprenait-il qu'il parlait de lui-même ? Et lorsqu'il fredonnait : « Si tu fais commerce du mielleux » [40] – on aurait vu qu'il s'agissait de conseils à un tiers, mais non, lui-même qui pendant la moitié de sa vie fit commerce du mielleux ! Il aurait pu renier ceux de ses pièces et de ses films qui furent plus ou moins des commandes officielles – mais non ! « Nous n'avons pas chanté les louanges des bourreaux ! » [119] – hé si, vous les avez chantées ! – Il est probable qu'il s'en rendait tout de même compte, ou qu'il parvint petit à petit à cette prise de conscience, car plus tard, après avoir quitté la Russie, il disait : « J'ai été un scénariste sans problèmes, un dramaturge sans problèmes, un larbin soviétique sans problèmes. Et j'ai compris que cela ne pouvait pas durer, que je devais enfin parler à pleine voix, clamer la vérité... » [639].

Mais, à l'époque, dans les années 60, il lançait hardiment son pathétique courroux civique contre le commandement de l'Évangile – « ne jugez pas et vous ne serez pas jugés » :

Non ! elle est méprisable jusqu'à la moelle
Cette forme d'existence ! –

et, s'appuyant sur les souffrances célébrées dans ses chansons, il prenait sans hésiter la pose de l'accusateur : « On ne m'a pas choisi. Mais c'est moi le juge ! » [100]. – Et il s'installa tant et si bien dans ce rôle que dans son long « Poème sur Staline » (*Légende de Noël*), dans lequel il fait alterner sans grand tact Staline et le Christ, il composa sa formule agnostique, ces vers célèbres qui traînèrent ensuite partout et qui firent tant de mal :

Ne craignez ni la fournaise ni l'enfer,
Craignez uniquement celui
Qui vous dira : « Je sais ce qu'il faut faire ! » [325]

Mais ce qu'il faut faire, le Christ nous l'a appris... Cet anarchisme intellectuel débridé bride toute pensée claire, réprime toute proposition, toute décision. Il ne propose que de se laisser porter par le courant comme un stupide (mais *pluraliste*) troupeau... et vogue la galère ! – on aboutira bien quelque part.

Mais ce qui réellement lui cuisait et qui imprégnait ses chansons, c'était le sentiment de sa consanguinité juive et du malheur juif : « Notre train part pour Auschwitz aujourd'hui et chaque jour. » *Sur les fleuves de Babylone* –, voilà qui est sans faille, qui a une vraie plénitude dramatique. Ou bien le poème *Kadish*. Ou bien « Mon étoile à six branches brille sur ma manche et ma poitrine ». Ou bien les *Souvenirs d'Odessa* (« Je voudrais allier Mandelstam et Chagall »). Les intonations sont ici véritablement lyriques, enflammées. « Votre compatriote et votre paria, /votre dernier chantre de l'Exode », dit Galitch en s'adressant aux Juifs qui s'en vont.

La mémoire juive l'imprègne avec une telle force que même dans les poésies sur d'autres sujets, il lançait ici et là, en passant : « dépourvu d'un grand nez », « ni tatar ni juif » [115, 117], « tu n'es toujours pas en Israël, vieille barbe ? » [294], et Arina Riodionovna* elle-même le berçait en hébreu [101]. Mais pas un seul Juif bien coté, installé, que personne ne persécute, qui travaille dans un institut de recherche, à la rédaction d'une revue ou dans le monde du commerce, n'apparaît dans ses vers. Le Juif chez lui est toujours soit humilié et souffrant, soit prisonnier dans un camp et en train de périr. Ainsi dans ces vers devenus célèbres :

« Jamais, Juifs, vous ne serez des chambellans...

Jamais vous ne siégerez ni au Synode ni au Sénat.

Votre siège ce seront les Solovki, les Boutyrki [40]. »

Faut-il avoir la mémoire courte ! – et Galitch n'est pas le seul, tous ceux qui de tout leur cœur, sincèrement, écoutaient ces vers sentimentaux, étaient dans le même cas. Où sont-elles donc passées, ces vingt années durant lesquelles les Juifs soviétiques n'ont pas

* Arina Rodionovna est le nom de la nourrice de Pouchkine qu'il a célébrée dans ses vers.

« siégé » aux Solovki, mais ont bel et bien paradé, et comme « chambellans » et « au Sénat » ! ?

Ils ont oublié. En toute bonne foi – ils ont totalement oublié. Ce qu'on a fait de mal, comme c'est dur de se le rappeler !

Et puisque, parmi ceux qui font carrière et profitent du régime, il n'y a soi-disant plus un seul Juif, il n'y a plus que des Russes, la satire de Galitch, inconsciemment ou consciemment, se rua sur les Russes, sur les Klim Petrovitch et les Paramonov de tous poils... Toute son ire sociale, dirigée contre eux, souligne leur côté rustaud, "moujik". Il met en scène toute une kyrielle de délateurs, de garde-chiourmes, de débauchés, d'imbéciles et de poivrots, soit caricaturés, soit évoqués avec une note de pitié condescendante (que nous méritons bien, hélas). – « L'hôte aux cheveux longs et sales/ Entonna une chanson sur Ermak Il caquette comme un coq/ Il prétend discuter/ Du salut de la Russie » [117-118] –, tous ces gens éternellement ivres qui ne distinguent plus la vodka de l'alcool à brûler, que rien n'occupe que les saouleries, ou qui sont tout simplement déboussolés, benêts. Or il passait – nous l'avons dit – pour un poète *populaire*... Pas un seul soldat héroïque, pas un seul artisan, pas un seul intellectuel russe et même pas un seul zek-honnête homme (l'essentiel de ce qui concerne les zeks, il se l'est réservé) – car, à l'entendre, ce qui est russe est « engeance de garde-chiourme » [118], ou bien se prélassait chez les chefs. – Et voici des vers qui parlent carrément de la Russie : « Tout beau-parleur est un Messie [...] Et demande toujours : – Mais a-t-elle jamais existé, les gars, cette Rus en Russie ? » – Remplie d'ignominie du haut jusque en bas. » – Et, tout de suite après, avec désespoir : « Mais c'est qu'elle doit sûrement / exister quelque part – Elle ? ! » Cette Russie invisible où, « sous un ciel souriant, / chacun partage avec chacun/ le pain et la parole de Dieu. »

« Je t'en supplie :

— Tiens bon !

Même corruptible, reste vivant

Afin d'entendre, fût-ce dans ton cœur,

Ton Angélus, comme à Kitèje* [280-281]. »

* Légendaire ville engloutie sous les eaux, mais dont les cloches sonnent encore.

Ainsi, lorsque se firent jour la possibilité et la tentation du départ, Galitch fut déchiré entre la Kitèje engloutie et l'ignominie d'aujourd'hui. « C'est toujours le même cercle vicieux, le même "conte du petit veau blanc*", l'anneau enchanté que l'on ne peut ni ouvrir ni fermer ! » [599]. Il est parti. Avec ces mots : « L'on ne saurait, au moyen du "cinquième point**", me couper, moi, poète russe, de la Russie ! » [588].

Mais certains candidats au départ avaient puisé dans ses chansons une dose empoisonnée de dégoût pour la Russie et de mépris envers elle. Ou tout au moins la certitude que c'était bien de rompre avec elle. Écoutons cette voix qui nous parvient d'Israël : « Nous avons fait nos adieux à la Russie. Non sans douleur, mais pour toujours... La Russie nous retient encore fortement. Mais... dans un an, dans dix ans, dans cent ans, nous la quitterons cette fois pour de bon, nous rejoindrons notre seuil à nous. En écoutant Galitch, nous comprenons une fois de plus à quel point cette voie est la bonne²³. »

23. N. Rubinstein, *Éteignez le magnétophone...*, in VM, Tel-Aviv, 1975, n° 2, p. 177.

* Un conte dont on ne connaît jamais la fin.

** Celui qui, sur le passeport intérieur soviétique, indiquait la nationalité du porteur (russe, ukrainienne, juive, etc.). Ce « point » a été aboli en 1997.

Chapitre 25

QUAND LES ACCUSATIONS SE RETOURNENT CONTRE LA RUSSIE

Ce fut bien entendu un événement historique en soi que le moment où les Juifs se détournèrent du communisme soviétique.

Dans les années 20 et 30, on avait pu croire que la soudure des Juifs soviétiques avec le bolchevisme était indéfinissable. Et voilà qu'ils divorcent ? Quelle joie !

Évidemment, comme c'est toujours le cas chez tous les hommes et dans toutes les nations, il ne fallait pas s'attendre, après ce retournement, à des regrets concernant l'engagement antérieur. N'empêche que, personnellement, je ne *m'attendais absolument pas* à pareille dérive : en rompant avec le bolchevisme, les Juifs n'ont pas senti remuer dans leur âme le moindre repentir, ne fût-ce même qu'un peu d'embarras, mais ils se sont retournés avec fureur contre le peuple russe : ce sont les *Russes* qui ont tué la démocratie en Russie (celle de Février), ce sont les *Russes* qui sont responsables de ce que ce pouvoir continue de se maintenir depuis 1918 !

Que nous ayons été coupables, bien sûr, et comment ! Et même bien avant : les scènes odieuses de la radieuse révolution de Février permettent assez de le dire. Mais ceux qui viennent de se convertir à la nécessité de lutter contre le bolchevisme exigent que, désormais, tous reconnaissent qu'ils ont combattu ce pouvoir depuis toujours, qu'on évite de rappeler qu'ils l'avaient jadis adulé et qu'ils avaient fort bien servi cette tyrannie ; non, ce sont bien les « autochtones » qui, dès l'origine, l'ont créée, fortifiée, chérie :

« Les dirigeants du coup d'État d'Octobre..., plutôt menés que meneurs ["menés" ? ce serait un Parti de Fer d'un nouveau type !],

étaient les interprètes et les agents des aspirations qui sommeillaient dans les tréfonds du subconscient populaire. » Ou encore : « Le coup d'État d'Octobre a été pour la Russie un malheur. Le pays aurait pu se développer d'une toute autre façon... À cette époque [c'est-à-dire dans le bouillonnement anarchique de Février], l'État a manifesté les premiers signes d'un respect de la dignité humaine, des prémices du droit, de la liberté, tout ce qu'ensuite a balayé la colère populaire¹. »

Mais voici une autre interprétation qui prête un sens éblouissant à la présence des Juifs dans les rangs communistes : « Le bolchevisme de Lénine et du Parti communiste n'a été que la mise en forme rationnelle et civilisée du bolchevisme de la "plèbe" – et sans le premier, c'est le second, bien plus terrible, qui l'eût emporté. » C'est pourquoi, « en participant sur une grande échelle à la révolution bolchevique, en lui fournissant cadres intellectuels et organisateurs, les Juifs ont sauvé la Russie d'une *pougatchevschina** totale. Ils ont donné au bolchevisme la variante la plus humaine de toutes celles qui étaient possibles en ce temps-là². » Mais : « comme le peuple révolté s'est servi du Parti de Lénine pour renverser la démocratie des intellectuels [quand donc a-t-elle existé, celle-là ?]..., le peuple soumis s'est servi de la bureaucratie stalinienne pour essayer de se libérer de tout ce qui gardait encore une trace de l'esprit libre de l'intelligentsia³. » Oui, oui, allons-y : « La responsabilité de l'intelligentsia dans les déplorables événements de l'histoire russe qui ont suivi, a été très exagérée » ; du reste, « s'il y a eu faute de sa part, c'est vis-à-vis d'elle-même⁴ », nullement à l'égard du peuple. À rebours, « il ne serait pas mauvais que le peuple lui-même sente sa faute envers l'intelligentsia⁵ ».

1. B. Chraguine, *Protivostoianie doukha* [La Résistance de l'esprit], Londres, 1977, pp. 160, 188-189.

2. N. Choulguine, *Novoe rousskoe samosoznanie* [La Nouvelle Conscience russe], in *Vek XX i mir*, Moscou, 1990, n° 3, p. 27.

3. M. Meerson-Aksenov, *Rojdenie novoi intelligentsii* [Naissance d'une nouvelle intelligentsia], in *Samosoznanie* [recueil d'articles], New York, 1976, p. 102.

4. B. Chraguine, pp. 246, 249.

5. O. Altaev, *Dvoinoie soznanie intelligentsii i psevdokouloura* [La double conscience de l'intelligentsia et la pseudo-culture], in *Vestnik Rousskogo Stoudentcheskogo Khristianskogo Dvijenia*, Paris-New York, 1970, n° 97, p. 11.

* Terrible jacquerie, fomentée par le Cosaque Émilien Pougatchev, qui embrasa tout le bassin de la Volga et l'Oural (1773-1775).

Plus explicitement encore : « Le pouvoir totalitaire, de par sa nature et son origine, est le fait de tout le peuple⁶; » « C'est un pays totalitaire... Tel a été le choix du peuple russe⁷. »

Et tout cela parce que « l'élément tatar a envahi de l'intérieur l'âme de la Russie orthodoxe⁸ » ; or « la structure sociale et spirituelle asiatique, transmise aux Russes par les Mongols... est statique, inapte au développement et au progrès⁹ ». Il est vrai, Lev Goumilev* a lui aussi développé la théorie selon laquelle il n'y a jamais eu de joug tatar, mais une amicale collaboration entre les deux peuples.

À cela, la réponse la plus directe est donnée par le folklore russe : tous les proverbes sans exception sur les Tatars les traitent d'ennemis et d'opresseurs (or le folklore ne trompe jamais, il n'est pas aussi manipulable qu'une théorie scientifique.) « Le coup d'État d'Octobre a été lui aussi une puissante intrusion de la substance asiatique¹⁰. » Tous ceux qui veulent triturer et piétiner l'histoire russe ont recours à leur maître préféré, Tchaadaev (penseur incontestablement éminent). Le samizdat d'abord, puis les publications des émigrés recherchèrent, choisirent minutieusement, reprirent avec passion ses textes publiés et inédits (ceux qui leur convenaient). Quant aux citations qui ne convenaient pas, et le fait que les principaux contradicteurs de Tchadaev n'étaient pas Nicolas I^{er} et Benkendorf**, mais ses amis Pouchkine, Viazemski, Karamzine, Iazykov, tout cela fut passé sous silence.

Au début des années 70, les attaques contre la Russie ne cessèrent de s'amplifier. *Russisch-kulturiŝch* (« une porcherie humaine ») : l'article anonyme, paru dans le samizdat, d'un certain « S. Téléguine » (G. Kopylov), déborde de mépris pour la Russie,

6. M. Meerson-Aksenov, article cité, p. 102.

7. Beni Peled, *My ne mojem esche jdat dve tysiatŝhi let* [Nous ne pouvons pas attendre encore deux mille ans] [Interview] in « 22 », 1981, n° 17, p. 114.

8. N. Prat, *Emigrantskie komplekxy v istoričeskom aspekte* [Les complexes des émigrés sous l'angle historique] in *VM*, 1980, n° 56, p. 191.

9. B. Chraguine, p. 304.

10. *Ibidem*, p. 304.

* Lev Goumilev (1912-1994), fils des célèbres poètes Goumilev et Akhmatova, a passé 12 ans dans les camps soviétiques. Plus historiosophe qu'historien, il a insisté sur la spécificité du continent russe, selon lui plus eurasien qu'occidental.

** Alexandre, comte de Benkendorf (1783-1814), général de cavalerie, chef des « gendarmes » et de la police politique sous Nicolas I^{er}.

considérée comme de la matière brute dont on n'a plus rien à tirer. Lors des grands incendies de forêt de 1972, le même « S. Téléguine », dans un tract du samizdat, lance sa malédiction à toute la Russie : les forêts russes brûlent ? tu paies là pour tes crimes !! – Tout le peuple s'est fondu en une masse réactionnaire » (G. Pomerants) ; « Les sons tant prisés de l'accordéon me rendent furibard, et au contact de cette masse je sens monter en moi une sourde exaspération¹¹ » ; « Les Juifs, le destin des Juifs ne sont que la paraphrase du destin de l'intelligentsia dans ce pays, du destin de sa culture, et la solitude des Juifs n'est que le symbole d'une autre solitude, spirituelle, résultant de l'effondrement de la foi traditionnelle parmi "le peuple"¹² ». – Comme il s'est transformé, en Russie, le sempiternel « problème du peuple », entre le XIX^e et la seconde moitié du XX^e siècle ! Maintenant, on désigne sous le nom de "peuple" la masse autochtone, stupidement satisfaite de son sort et de ses dirigeants, au milieu de laquelle les Juifs, jetés par un sort malheureux dans ses villes, ont été condamnés à souffrir. Aimer cette masse est impossible, s'en préoccuper est contre nature. Le même Khazanov (qui, à l'époque, n'avait pas encore émigré) en juge ainsi : « La Russie que j'aime est une idée platonicienne ; dans la réalité, elle n'existe pas. La Russie que je vois autour de moi me répugne... ce sont des écuries d'Augias uniques en leur genre... ses habitants pouilleux... un jour viendra où elle subira un châtiment terrible pour ce qu'elle représente aujourd'hui¹³. » L'expiation viendra, oui. Mais pas pour l'état déplorable dans lequel elle se trouve. Lui, date de bien avant !

*

Dans les années 60, au sein de l'intelligentsia, on a beaucoup réfléchi, on s'est beaucoup exprimé sur la situation en URSS, ses perspectives, plus globalement sur la Russie elle-même. Les dures conditions créées par l'œil omniprésent du gouvernement ont fait que ces discussions et réflexions n'avaient place que dans des conversations privées ou dans les articles du samizdat, et ces

11. M. Deitch, *Zapiski postoronnego* [Les Carnets d'un étranger] in « 22 », 1982, n° 26, p. 156.

12. B. Khazanov, *Novaia Rossia* [La Russie nouvelle], in *VM*, 1976, n° 8, p. 143.

13. *Ibidem*, pp. 141, 142, 144.

derniers paraissaient presque tous sous de timides pseudonymes. Mais, avec le début de l'émigration juive, le fiel des accusations à l'encontre de la Russie s'est déversé sans retenue aucune dans l'Occident libre : parmi les intellectuels émigrés, ce fut un courant important et si bruyamment disert que, longtemps, il a recouvert toutes les autres voix.

En 1968 s'enfuit à l'étranger Arcady Bélinkov : un adversaire farouche, semblait-il, du régime soviétique ? Mais n'était-il pas plutôt celui du peuple russe ? Voici son article paru dans *La Nouvelle Cloche*, un almanach qu'il avait lui-même colligé : « Pays d'esclaves, pays de seigneurs... » Sur *qui* s'abat sa fureur ? (Il est vrai, convenons-en, qu'il avait rédigé son article alors qu'il se trouvait encore en URSS, l'auteur n'avait pas encore acquis l'intrépidité qu'allait lui insuffler la vie à l'étranger : celle de vitupérer à plein gosier le régime). Pas une seule fois Bélinkov n'utilise ici le mot « soviétique », mais il emprunte les sentiers battus : la Russie esclave depuis toujours ; « pour notre peuple, la liberté est pire que de bouffer du verre pilé » ; en Russie, « on pend soit par erreur, soit maladroitement, et toujours trop peu ». Dès les années 20, « de nombreux signes donnaient [prétendument] déjà à penser qu'au terme d'une évolution séculaire, la population [de la Russie]... se transformerait en un troupeau de traîtres, de délateurs, de bourreaux » ; « la peur était russe : on préparait des habits chauds et on attendait qu'on vienne cogner à la porte » [même là, la peur n'est pas soviétique ! Avant la révolution, pouvait-on s'attendre qu'on vînt de nuit cogner à votre porte ?] « Le tribunal en Russie ne juge pas, il sait tout par avance. Aussi en Russie ne fait-il que condamner¹⁴. »

[Doit-on penser qu'il en a été ainsi à la suite des réformes d'Alexandre II ? et la cour d'assises ? et les juges de paix ? Que voilà une affirmation responsable, mûrement pesée !]

Allons donc ! Notre auteur se bile à tel point qu'il cloue au pilori les écrivains – Karamzine, Joukovski, Tioutchev, Pouchkine et la société russe tout entière pour leur manque d'esprit révolutionnaire : « une société misérable d'esclaves, de descendants d'esclaves, d'aïeuls d'esclaves », « une société de bêtes qui tremblent de peur et de haine », « ils chiaient dans leur froc, effrayés

14. A. Bélinkov. Strana rabov, strana gospod [Pays d'esclaves, pays de seigneurs] in Novy Kolokol, Londres, 1972, pp. 323, 339, 346, 350.

par ce qui pouvait survenir », « aux tentatives d'étouffer la liberté... l'intelligentsia russe a toujours volontiers prêté son concours¹⁵ ».

Chez Mariette ils ont dansé pour ensuite la tabasser.

Si Bélinskov n'avait eu que l'intention de « camoufler son antiso-viétisme », de faire la nique sous cape, pourquoi, une fois à l'étranger, n'a-t-il pas réécrit son texte ? Si sa pensée était différente, autre, pourquoi l'a-t-il laissée exprimée sous cette forme ?

Non, c'est bien sa haine qui s'est déversée là.

Ce serait donc par cette sorte de retournement qu'on abjura le bolchevisme ?

À peu près à la même époque, vers la fin des années 60, paraît à Londres un recueil consacré aux problèmes soviétiques, dans lequel nous pouvons lire une lettre reçue d'URSS : « Dans les profondeurs labyrinthiques de l'âme russe niche inmanquablement un fauteur de pogroms... Y nichent également un esclave et un voyou¹⁶. » Et voilà que Bêlotserkovski ramasse avec empressement une moquerie qui traîne n'importe où : « Les Russes sont un peuple fort, seule leur cervelle est faible¹⁷ ». « Que tous ces Russes, ces Ukrainiens glapissent dans les beuveries avec leurs femmes, qu'ils lapent la vodka et se pâment devant les bluffs communistes... mais qu'ils le fassent sans nous !... Ils rampaient à quatre pattes et se prosternaient devant des arbres et des pierres alors que nous leur avons donné le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob¹⁸... »

« Qui donc vous imposera silence, la seule sagesse qui vous convienne ! » (Job, 13:5)

Notons que tout jugement malveillant sur l'« âme russe » *en général*, sur le « caractère russe » *en général*, ne suscite chez les gens civilisés aucune protestation, aucun doute. La question : « A-t-on le droit de juger une nation dans sa globalité ? » ne se pose même pas. Si untel n'aime pas tout ce qui est russe, ou même le tient en mépris, ou va jusqu'à dire dans les milieux progressistes que « la Russie est un dépotoir », en Russie cela n'est pas immoral, cela ne paraît pas antiprogressiste. Ici, personne ne

15. *Ibidem*, pp. 325-328, 337, 347, 355.

16. N. Shapiro, Slovo riadovogo sovetskogo evreja [La parole d'un Juif soviétique ordinaire], in Rousski antisemitizm i evrei (recueil), Londres, 1968, pp. 50-51.

17. Novyi amerikanets, New York, 1982, 23-29 mars, n° 110, p. 11.

18. Iakov Iakir, Ia pichou Victorou Krasinou [J'écris à Victor Krassine], in Nacha strana, Tel Aviv, 1973, 12 déc. Cité d'après Novy Journal, 1974, n° 117, p. 190.

s'adresse sur-le-champ aux Présidents, aux Premiers ministres, aux sénateurs, aux membres du Congrès pour leur demander anxieusement : « Que pensez-vous de cette incitation à la haine d'un groupe humain à raison de sa nationalité ? » Mais nous-mêmes, nous nous sommes flagellés plus durement encore à partir du XIX^e siècle, surtout à la veille de la révolution. Notre tradition, sous ce rapport, est d'une grande richesse.

Continuons notre lecture, pour notre gouverne : « Des prédicateurs religieux semi-illettrés », « l'Orthodoxie n'a pas mérité la confiance de l'intelligentsia » (Téléguine). Les Russes « ont aisément renié la foi de leurs pères, ils regardaient avec indifférence comment on dynamitait leurs églises ». Bah ! encore une trouvaille ! « Le peuple russe ne se serait soumis à l'autorité du christianisme que pour un temps », autrement dit pour 950 ans, « et n'aurait attendu qu'une occasion pour s'en détacher¹⁹ », autrement dit l'heure de la révolution. Que d'inimitié doit s'accumuler dans le cœur pour proférer des choses pareilles ! (Mais les publicistes russes ont-ils eux-mêmes été plus fermes dans ce champ de la conscience biaisée ? Combien d'entre eux ne se sont pas laissé entraîner, tel cet as du journalisme de la première vague de l'émigration, S. Rafalski, fils de prêtre, disait-on ; il écrivit de ce temps-là : « La Sainte Russie orthodoxe a laissé piétiner ses lieux-saints sans guère s'y opposer²⁰. » Sans doute les râles de ceux que les mitrailleuses des tchékistes avaient fauchés lors des premières émeutes de fidèles en 1918 ne s'entendaient-ils plus à Paris. Depuis, ils n'ont plus eu la force de se relever ? Vrai ! Mais on aurait bien voulu voir, en ces années 20, en URSS, comment ce fils de prêtre aurait empêché les lieux-saints d'être foulés aux pieds !)

Certains se montrent plus directs : « L'Orthodoxie est une religion de sauvages » (M. Grobman), ou bien : « Une barbarie aromatisée par Roublev*, Denis** et Berdiaev*** » ; l'idée « de restaurer l'Orthodoxie historique russe traditionnelle » en effraie

19. Amram, in « 22 », 1979, n° 5, p. 201.

20. Novoe rousskoe slovo, New York, 1975, 30 novembre, p. 3.

* Andreï Roublev (env. 1360-1430), l'un des plus fameux peintres d'icônes russes.

** Denis : l'un des derniers très grands peintres d'icônes russes (mort entre 1503 et 1508).

*** Philosophe chrétien russe (1874-1948), expulsé d'URSS en 1922.

plus d'un. « C'est l'avenir le plus noir pour le pays et pour le christianisme²¹. » Tel aussi le prosateur F. Gorenstein : « En tant que président d'honneur de l'Union du peuple russe figurait Jésus-Christ qui passait pour être le grand manitou cosaque universel²². »

Fais attention : à trop aiguïser, tu risques d'ébrécher !

De ces grossièretés sans fard il faut distinguer les écrits publiés dans le samizdat par Grigori Pomerants, un philosophe-essayiste à la plume de velours. Il se situait à des hauteurs qui semblaient au-delà de toute polémique, il traitait *en général* de la destinée de l'intelligentsia, *en général* de la destinée des peuples originels (de ces *peuples* il n'en reste plus nulle part, si ce n'est qui... les Bushmen ?) Dans le samizdat des années 60, j'ai lu sous sa signature : « Le peuple ? une mélasse qui a perdu toute saveur, mais les vrais gisements de sel se trouvent en nous » – chez les intellectuels. « La solidarité de l'intelligentsia par-delà les frontières est bien plus réelle que la solidarité de l'intelligentsia avec le peuple. »

Voilà qui rendait un son parfaitement actuel, semblait aussi pertinent que nouveau. Mais, dans l'épreuve tchécoslovaque de 1968, c'est l'union de l'intelligentsia « avec la mélasse qui a perdu toute saveur », avec son *peuple* inexistant, qui édifia un rempart spirituel oublié par l'Europe depuis belle lurette : une armée soviétique de 750 000 hommes ne put l'ébranler, et ce sont les nerfs des communistes tchécoslovaques qui lâchèrent. (Un an plus tard, la même expérience se reproduisit en Pologne.)

Avec sa façon de se dérober à la précision, la multitude de réflexions parallèles n'arrive pas à dessiner une construction ferme et claire ; Pomerants, me semble-t-il, ne parle pas une seule fois du *fait national*, – oh que non ! « Nulle part nous ne sommes tout à fait des étrangers. Nulle part nous ne sommes tout à fait chez nous » – et de magnifier la diaspora en tant que telle, la diaspora sous ses traits généraux, faite pour tout un chacun. Il suit son bonhomme de chemin à travers le relativisme, l'agnosticisme, évolue à des altitudes supraterrrestres : « Tout appel à la foi, à la tradition, au peuple, anathématise l'appel contraire. » – « Selon les

21. M. Orlov, Pravoslavnoe gosoudarstvo i Tserkov [L'État russe et l'Église], in Pout, New York, 1984, mai-juin, n° 3, pp. 12, 15.

22. F. Gorenstein, Chestoi konets krasnoi zvezdy [La sixième branche de l'étoile rouge], in VM, 1982, n° 65, p. 125.

règles établies à l'intention des étudiants de Varsovie, on ne peut aimer qu'une seule nation », mais « si, lié à cette nation-là par le sang, je venais à en *aimer d'autres* ? » bougonne Pomerants²³.

Il y a là un artifice subtil. Bien sûr, on peut aimer plus d'un pays, plus d'une nation, fût-ce même dix. Mais on ne peut dépendre, on ne peut être le fils que d'une seule patrie, comme on ne peut être le fils que d'une seule mère.

Pour mieux cerner l'objet de notre analyse, il est bon que je relate ici mon échange de lettres avec les époux Pomerants en 1967. Cette année là, mon roman *Le Premier Cercle*, qui n'était alors qu'un manuscrit proscrit, fut diffusé dans le samizdat ; G. Pomerants et sa femme Z. Mirkina furent les premiers à m'adresser leurs objections : je les aurais blessés par ma maladresse et mes erreurs dans l'évocation du problème juif ; dans *Le Cercle*, j'aurais irrémédiablement compromis les Juifs, et moi avec. En quoi les avais-je compromis ? Je n'avais pas, à ce qu'il me semble, dépeint ces Juifs cruels qui s'étaient hissés aux sommets du pouvoir dans le flamboiement des premières années soviétiques. Mais les lettres des Pomerants regorgeaient d'imputations en demi-teinte, de sous-entendus, j'étais en somme accusé d'être insensible à la souffrance des Juifs.

Je leur ai répondu, et eux de même. Nous avons discuté, dans cette correspondance, du droit de juger une nation globalement... sans que je l'eusse fait dans mon roman.

Ce que Pomerants me proposait alors, à moi comme à tout autre écrivain, à quiconque émet un jugement social, psychologique, humain, c'était de se comporter et de réfléchir comme s'il n'existait sur terre aucune nation particulière : non seulement donc ne pas les juger globalement, mais ignorer en tout homme sa nationalité. « Ce qui est naturel et excusable chez un Ivan Dénissiovitch (qui voyait en César Markovitch un non-Russe) est une honte pour un intellectuel, et pour un chrétien (non pour un *baptisé*, mais pour un chrétien) un péché mortel : "Il n'y a pour moi ni Hellène ni Juif". »

Noble point de vue. Dieu fasse qu'un jour nous puissions tous y accéder ! Mais hors un tel point de vue, rien de ce qui concerne

23. G. Pomerants, Tchelovek niotkouda [Un homme de nulle part], in G. Pomerants, Neopublikovannoe [Inédits], Francfort, 1972, pp. 143, 161-162.

l'ensemble de l'humanité, entre autres le christianisme, n'aurait donc de sens ?

Or : une fois déjà on nous avait convaincus que les nations n'existaient pas, et on nous avait persuadés de détruire la nôtre. Ce que, dans notre folie, nous avons fait.

Passes encore pour réfléchir, mais comment peindre des hommes concrets abstraction faite de leur appartenance nationale ? Sans compter que, si les nations n'existent pas, les langues non plus n'existeraient pas ? Aucun écrivain tant soit peu artiste n'est capable d'écrire dans la première langue venue, si ce n'est dans la sienne propre. Si les nations venaient à disparaître, les langues finiraient par disparaître à leur tour.

Dans une vaisselle vide, on ne boit ni ne mange.

J'ai remarqué que les Juifs, plus souvent que les autres, insistent à tout prix pour qu'on ne prête pas attention à l'appartenance nationale ! Que vient faire l'appartenance nationale ? répètent-ils. Les « traits nationaux », le « caractère national » existent-ils d'ailleurs ?

Bon, je suis prêt à jeter mon chapeau par terre : « D'accord ! Allons-y ! Dès aujourd'hui... »

Mais il faut quand même bien voir comment chemine notre malheureux siècle. Les gens, on se demande pourquoi, ce qu'ils discernent avant tout chez autrui, c'est l'appartenance nationale. Et, la main sur le cœur : ce sont précisément les Juifs qui scrutent et s'évertuent à discerner les particularités nationales plus jalousement, plus attentivement, plus secrètement encore que les autres. Celles de leur propre nation.

Bon, que faire alors de ce que vous venez de lire : avec le fait que les Juifs jugent si souvent les Russes *globalement*, et presque toujours en mauvaise part ? Pomerants, lui toujours : « Les traits pathologiques du caractère russe », au nombre desquels l'« instabilité intérieure ». (Sans frémir : pourtant, il juge là d'une nation globalement. Et si quelqu'un s'aventurait à dire : « les traits pathologiques du caractère juif » ?) « La masse russe a laissé les horreurs de l'*opritchnina** s'exercer à ses dépens, de même que, plus tard, elle a laissé s'installer les camps de la mort staliniens²⁴. » Ce ne

24. G. Pomerants, *Sny zemli* [Les songes de la Terre], in « 22 », 1980, n° 12, p. 129.

* Sorte d'armée personnelle d'Ivan le Terrible, qui multiplia exactions et cruautés.

sont pas les fonctionnaires supranationaux aux sommets de l'État qui ont laissé faire, non, non, ils s'y sont farouchement opposés, – c'est la « masse obtuse »... Plus radicalement encore : « Le nationalisme russe revêtira inéluctablement un caractère agressif et entraînera des pogroms²⁵ » –, autrement dit : tout Russe qui aime sa patrie est un fauteur de pogroms en puissance !

Ainsi donc, avec les personnages de Tchekhov qui ont dû renoncer à la chasse matinale au tout début du printemps, il ne nous reste plus qu'à soupirer : « C'est trop tôt ! »

Mais encore plus étonnante est la conclusion de la seconde lettre adressée à moi par Pomerants, lui qui avait exigé avec tant d'insistance de ne point faire de distinction entre les nations. Dans cette impétueuse missive de plusieurs pages (d'une écriture appuyée, témoignant d'une irritation extrême), il me suggérait, sous la forme d'un ultimatum, la manière dont je pouvais encore sauver ce détestable *Premier Cercle*. La solution était la suivante : il fallait que je fasse de Guérassimovitch un Juif (!), en sorte que l'action spirituelle la plus haute, dans le roman, soit accomplie par un Juif. « Que Guérassimovitch ait été peint d'après un archétype russe n'a strictement aucune importance » – c'est bien là ce qu'écrit ce négateur des nations, seul l'italique est de moi. Il est vrai, il me fournissait une solution de rechange : si je laissais à Guérassimovitch sa nationalité russe, il fallait que j'ajoute la figure, au moins égale en force, d'un Juif noble et désintéressé. Et si je ne le faisais pas, Pomerants menaçait de me livrer une bataille publique. (À sa proposition je ne répondis rien.)

Plus tard, cette bataille unilatérale, en la dénommant « notre polémique », il l'a d'ailleurs menée dans des publications à l'étranger, et, quand cela devint possible, en URSS même, en se répétant, en republiant ses articles après avoir corrigé les bévues que lui avaient signalées ses contradicteurs. À ce stade, il se dévoile encore plus : à ses yeux, un seul Mal absolu a existé sur terre, l'hitlérisme. Là, notre philosophe n'est plus un relativiste, non. En revanche, dès qu'il s'agit du communisme, cet ancien détenu des camps, qui jamais n'a été communiste, se met soudain à balbutier – mais avec plus de fermeté à mesure que le temps passe et tout en dénonçant ma propre intransigeance envers le communisme :

25. Du même, « Tchelovek niotkouda », article cité, p. 157.

le communisme ne représente pas *un mal indubitable* (l'esprit de démocratie aurait même plané sur la jeune Tchéka²⁶), non, le mal indubitable, c'est l'anticommunisme obstiné, surtout lorsqu'il s'appuie sur le nationalisme russe (lequel, comme il nous a été dit, *ne peut être que fauteur de pogroms*).

Voilà où il en est arrivé, Pomerants, avec son insidieuse hauteur et son rejet de toute nationalité.

De telles outrances, une telle partialité peuvent-elles contribuer à la compréhension mutuelle entre Russes et Juifs ?

La bosse d'autrui me fait rire, la mienne je l'admire.

Dans les mois où je correspondais avec Pomerants, des mains éclairées avaient fait une copie du rapport secret présenté par les dénommés Scherbakov, Smirnov, Outekhine au Comité régional du Parti de Leningrad, sur une prétendue « activité de sape sioniste » à Leningrad et sur « des formes raffinées de diversion idéologique ». « Comment combattre cela ? » me demandèrent des Juifs de mes connaissances. « Un seul moyen, répondis-je avant d'avoir lu le document : le rendre public ! Le diffuser dans le samizdat ! Notre force est dans la publicité, de jouer franc ! » Mais mes amis hésitèrent : « Y aller comme cela, carrément ? Impossible, ce serait mal reçu. »

L'ayant lu, je compris leurs craintes. Le rapport montrait clairement que la soirée littéraire organisée par des jeunes à la Maison des Écrivains, le 30 janvier 1968, était, d'un point de vue politique, honnête et courageuse : tantôt à découvert, tantôt à mi-mot, on s'était moqué du gouvernement, de ses institutions, de son idéologie. Mais le texte faisait également apparaître l'orientation nationale des interventions (les jeunes paraissaient en majorité d'origine juive) : on y sentait vis-à-vis des Russes du dépit, de l'inimitié, peut-être même du mépris, mais aussi une nostalgie des cimes de l'esprit juif. C'est pour cette raison-là que les amis redoutaient de confier le document au samizdat.

Or, moi, ce qui me laissait secoué, c'était la *vérité* de l'état d'esprit juif qui s'était manifesté au cours de cette soirée. « La Russie se reflète dans la vitrine des bistrots », aurait dit le poète

26. Du même, *Son o spravedlivom vozmezdii* [Rêve d'un juste châtement], in Syntaxis, Paris, 1980, n° 6, p. 21.

Ufland*. Que c'est juste et terrible ! Il apparaissait que, directement ou indirectement, au détour d'un mot, d'une phrase, on avait accusé les Russes de rouler sous le comptoir des cabarets avant de se faire ramasser par leurs femmes dans la boue ; de se saouler à la vodka jusqu'à en perdre conscience, d'être des intrigants, des chapardeurs...

Il est important que nous sachions nous observer de l'extérieur, et voir tous ces défauts qui nous coulent. Soudainement, j'ai adopté le point de vue juif, j'ai regardé autour de moi et ai été effrayé : Dicu, où avons-nous échoué, nous autres Russes ? Cartes, dominos, bouche bée devant les écrans de télévision... Ce sont des bêtes qui nous entourent, oui, de véritables animaux. Ils n'ont ni Dieu ni aucun intérêt pour les choses de l'esprit. Et que de rancunes envahissent notre âme de par les contraintes qu'ils nous imposent !

Mais c'est oublier que les vrais Russes ont été abattus, écrasés, exterminés, et quant aux autres, ils ont été abusés, aigris, poussés à bout par les coupe-jarrets bolcheviques, non sans le concours empressé des parents de ceux qui sont aujourd'hui les jeunes intellectuels juifs. Ceux d'aujourd'hui sont révoltés par les groins qui, depuis les années 40, se sont hissés au pouvoir et dirigent le pays, or nous aussi ils nous révoltent ! Mais les meilleurs ont tous été éliminés, on n'en a pas laissé un seul.

« Ne te retourne pas en arrière, nous enseignait Pomerants dans ses essais publiés dans le samizdat ; ne te retourne pas, car c'est ainsi qu'Orphée a perdu son Eurydice ! »

Mais nous, nous avons déjà perdu bien plus qu'Eurydice !

Nous, dès les années 20, on nous apprenait, modernité oblige, à jeter tout le passé par-dessus bord.

Or un dicton russe conseille : Va de l'avant, mais regarde en arrière.

Absolument impossible de ne pas regarder en arrière. À défaut, nous ne comprendrons plus rien.

*

Nous aurions beau faire l'effort de ne pas regarder en arrière, on nous rappellerait que « le pivot [du problème russe] réside dans le

* Poète russe de Leningrad, a connu un certain succès dans les années 1970-1980.

complexe d'infériorité de ceux qui, sans le moindre état d'âme, ont dirigé le peuple tout au long de son histoire séculaire », car c'est lui « qui a poussé le tsarisme à des guerres de conquête... Le complexe d'infériorité, c'est la maladie de la médiocrité²⁷ ». Or voulez-vous savoir comment s'explique la révolution de 1917 en Russie ? Vous n'avez pas deviné ? C'est « le même complexe d'infériorité qui a provoqué la révolution en Russie²⁸ ». (Et d'un, et de deux, et de trois ! Ô Freud immortel, il nous aura tout expliqué de ce qui se passe dans la vie...)

Plus généralement : « Le socialisme russe a été l'héritier direct de l'absolutisme russe²⁹ » – direct, bien entendu, cela se passe de preuve. Et de reprendre presque tous en chœur : « Entre le tsarisme et le communisme, il y a ... une filiation directe... une analogie d'ordre qualitatif³⁰. » Que peut-on attendre « de l'histoire russe pétrie de sang et de provocations³¹ ? » Dans le compte rendu du livre fort intéressant d'Agourski, *L'Idéologie du national-bolchevisme*, le moindre glissement de sens dans les appréciations modifie tout le tableau, et voici ce que l'on obtient : « Dans l'histoire réelle de la société soviétique, très tôt les idées fondamentales traditionnelles de la conscience nationale russe ont commencé à pénétrer l'idéologie et la pratique du Parti au pouvoir », « dès le milieu des années 20 l'idéologie du Parti change de monture... ». Dès le milieu des années 20 ? ! Comment avons-nous fait alors pour ne pas le remarquer ? Le mot même de « russe » – « je suis russe » – on n'avait pas le droit de le prononcer, c'était de la contre-révolution, je m'en souviens très bien ! Or on prétend qu'à cette époque, en pleine persécution de tout ce qui est russe et orthodoxe, l'idéologie du Parti « commence, dans sa pratique, avec de plus en plus d'insistance et de conviction, à se laisser guider par l'idée nationale », « le pouvoir soviétique, tout en gardant son masque internationaliste, en

27. L. Frank, *Esche raz o « rousskom voprose »* [Encore une fois à propos du problème russe], in *Rousskaia Mysl*, 1980, 19 mai, p. 13.

28. Amram, *Sovetskii antisemitizm – pritchiny i prognozy* [L'antisémitisme soviétique, causes et prévisions], in « 22 », 1978, n° 3, p. 153.

29. V. Gousman, *Perestroika : mify i realnost* [La perestroïka : mythes et réalités], in « 22 », 1990, n° 70, p. 139, 142.

30. B. Chraguine, p. 99.

31. M. Amousine, *Peterbourgskie strasti* [Passions pétersbourgeoises], in « 22 », 1995, n° 96, p. 191.

réalité ne fait que consolider l'État russe³² ». Hé oui ! « En dépit des déclarations internationalistes, la révolution en Russie est restée une affaire nationale³³. » « Mise sens dessus dessous par la révolution, la Russie n'en édifiait pas moins son État national³⁴. »

National ? La langue ne leur a pas fourché ? Pourtant, tous ces auteurs n'ignorent pas ce qu'a été la Terreur rouge, les millions de paysans qui périrent pendant la collectivisation, l'insatiable Goulag...

Eh bien non, la Russie est condamnée totalement, irrémédiablement, sur toute l'étendue de son histoire et dans toutes ses manifestations. Elle est toujours suspecte : « L'idée russe » sans l'antisémitisme « n'est pratiquement plus une idée, encore moins une idée russe ». Mieux : « L'attitude hostile à la culture est une spécificité russe » ; « Que de fois nous les avons entendus prétendre avoir été les seuls ici-bas à préserver la pureté et la chasteté, les seuls à préserver l'idée de Dieu parmi les abîmes de leur pays³⁵ » ; « Cette terre mutilée aurait hébergé une formidable chaleur humaine. Cette chaleur-là nous est présentée comme un trésor national, un produit unique, à l'instar du caviar pressé³⁶ ! » Allez-y, moquez-vous de nous, persiflez, nous pourrions toujours en tirer quelque profit ! Dans ce que vous dites, il y a hélas une part de vérité. Mais, tout en la disant, vous fallait-il donc montrer tant de haine ? Nous avons depuis longtemps conscience de l'effroyable décadence de notre peuple sous le règne communiste, et, précisément en ces années 70, nous avons timidement exprimé l'espoir d'une possible renaissance de nos valeurs morales et culturelles. Mais voilà qui ne va pas du tout : les auteurs juifs de cette mouvance sont aussi tombés à bras raccourcis sur ladite renaissance russe comme s'ils craignaient (et sans doute précisément le craignaient-ils) que la culture soviétique cède la place à la culture russe. « J'ai peur que le réveil de ce pays incurable ne se révèle pire que son actuel [années 1970-1980] déclin³⁷. »

32. I. Serman [dans une recension] in « 22 », 1982, n° 26, pp. 210-212.

33. B. Chraguine, p. 158.

34. M. Meerson-Aksenov. Rojdenie novoï intelligentsii [Naissance d'une nouvelle intelligentsia], in Samosoznanie, p. 102.

35. B. Khazanov, Pisma bez chtempelia [Des lettres sans cachet], in VM, 1982, n° 69, pp. 156, 158, 163.

36. De même, Novaïa Rossiia [La Russie nouvelle], in VM, 1976, n° 8, p. 142.

37. M. Weisskopf, Sobstvennii Platon [Un Platon de chez nous], in « 22 », 1981, n° 22, p. 168.

Si l'on jette un regard en arrière du haut de nos années démocratiques (années 90), concédons qu'il y avait là quelque chose de prophétique... Mais était-ce dit avec compassion ou bien avec une joie mauvaise ?

Certains vont encore plus loin : « Soyez sur vos gardes : quand on insiste sur l'amour de la patrie, cet amour-là est chargé de haine... Soyez sur vos gardes quand on vous dit qu'en Russie les Russes vivent pire que tous, que les Russes ont été les premiers à souffrir, que le nombre des Russes est en diminution » – tout cela, comme chacun sait, n'est que mensonges ! « Soyez prudents quand on vous parle de l'éminent homme politique... cruellement assassiné » (Stolypine) – mensonge, là aussi ? Non : « Les faits qu'on vous expose ne sont certes pas erronés », mais n'importe, méfiez-vous aussi des faits vrais ! « Soyez prudents », « soyez sur vos gardes³⁸ ! »

Oui, ce torrent bouillonnant d'accusations tardives a de quoi étonner.

Qui aurait pu penser, dans les flamboyantes années 20, qu'après la décrépitude et la chute du mirifique édifice bâti par l'appareil du pouvoir, tant de Juifs qui avaient souffert du communisme, qui déjà l'avaient semblait-il maudit, l'avaient déjà fui, allaient, d'Israël, d'Europe, d'au-delà l'Océan, maudire et piétiner non pas le communisme, mais nommément la Russie ? Juger avec tant d'assurance et d'insistance de la culpabilité et de la perversité de la Russie, de son inépuisable faute envers les Juifs, en croyant sincèrement au caractère indélébile de cette faute (oui, tenez-vous bien, ils le pensent pratiquement tous) ; et, dans le même temps, par une silencieuse marche de biais, dégager les leurs de toute responsabilité dans les exécutions de la Tchéka, les barges chargées de condamnés que l'on envoyait par le fond dans les mers Blanche et Caspienne, pour leur part prise à la collectivisation, à la famine en Ukraine, pour toutes les turpitudes de l'administration soviétique, pour avoir servi avec zèle et talent à crétiniser les « indigènes ». Tout – à l'exact opposé d'une repentance.

Or cette responsabilité, nous devons la partager avec vous, nos frères ou « allogènes »...

38. B. Khazanov, *Po kom zvonit potonouvchii kolokol* [Pour qui sonne la Cloche engloutie], in *Strana i Mir*, Munich, 1986, n° 12, pp. 93-94.

Oui, la repentance – une repentance mutuelle – pour la totalité de ce qui a été commis, aurait été la voie la plus pure, la plus salutaire. Et je ne cesserai d'y convier les Russes.

Mais j'y convie aussi les Juifs. Se repentir non pas pour Trotski-Kamenev-Zinoviev, ils sont suffisamment connus, on peut toujours s'en déclarer quitte : « Ce n'étaient pas des Juifs ! » Mais en prêtant honnêtement attention à toutes les couches de l'appareil de répression dans les premiers années soviétiques, aux « inconnus » comme Isaïe Davidovitch Berg qui créa la fameuse « chambre de tortures³⁹ » pour le malheur des Juifs eux-mêmes, ou à des personnages encore moins remarquables qui se contentaient de classer les papiers au sein de la bureaucratie soviétique et qui jamais n'apparurent au grand jour.

Mais les Juifs cesseraient d'être juifs s'ils n'offraient tous qu'un seul visage.

Là également, d'autres voix se sont fait entendre.

À la même époque, dès le début du grand exode des Juifs hors des limites de l'URSS, pour l'honneur des Juifs et pour le plus grand bonheur de tous, une fraction d'entre eux a dépassé le cercle des sentiments habituels et su montrer une vision plus globale de l'Histoire. Comme on était heureux de les écouter ! de ne pas cesser de les entendre ! Quel espoir pour l'avenir ! Les rangs des Russes étant troués, décimés à mort, comme leur compréhension et leur soutien nous furent précieux !

Déjà, à la fin du XIX^e siècle, on pouvait entendre cette réflexion désabusée :

« Tout pays a les Juifs qu'il mérite⁴⁰. »

Tout est affaire d'orientation des sentiments.

Si les voix de certains Juifs de la troisième émigration ou d'Israël ne s'étaient élevées, on aurait certes pu désespérer de la possibilité, pour les Juifs et les Russes, de s'expliquer et de se comprendre un jour.

Roman Rutman, cybernéticien, se manifesta pour la première fois

39. E. Jirnov, « Protседоуа казни носила омерзительный характер [La procédure de l'exécution revêtait un caractère odieux], in Komsomolskaïa Pravda, 1990, 28 octobre, p. 2.

40. M. Morgoulis, *Evreiskii vopros v ego osnovaniakh i tchasnostiaxh* [Le problème juif dans ses fondements et ses particularités], in Voskhod, Saint-Petersbourg, 1881, janvier, livre 1, p. 18.

dans la presse émigrée, sitôt après son passage en Israël, par un récit chaleureux et haut en couleurs sur la façon dont cette émigration est née, s'est développée, et, dès cet article, a fait montre de sentiments chaleureux envers la Russie. L'article portait un titre expressif : « Salut à celui qui part, Fraternité à celui qui reste⁴¹. » À la naissance de l'émigration, écrit-il dès ses premières observations, on entendait dire : « Nous sommes juifs ou russes ? » À l'heure de la séparation : « La Russie crucifiée pour l'humanité. »

L'année suivante, en 1974, dans son article « La chaîne des offenses », il propose de reconsidérer « certaines idées reçues sur le "problème juif" » et de voir « le danger qu'il y aurait à les absolutiser ». Les voici, au nombre de trois : 1) « Le destin exceptionnel du peuple juif en a fait le symbole de la souffrance humaine » ; 2) « Le Juif en Russie a toujours été la victime de persécutions unilatérales » ; 3) « La société russe est l'obligée du peuple juif. » Il cite à ce propos une phrase de mon *Archipel du Goulag* : « Cette guerre nous a fait globalement comprendre que, sur cette terre, le pire sort est d'être russe », et l'interprète avec compréhension : « Cette phrase n'est ni creuse ni banale : elle vise les victimes de cette guerre, le sort des prisonniers, et, avant cela, la terreur révolutionnaire, les famines, "l'extermination stupide de l'élite pensante de la nation et celle de son support, la paysannerie". » Bien que la littérature russe contemporaine et le mouvement démocratique soutiennent, afin d'expier les anciens péchés et les persécutions, la thèse de la culpabilité de la société russe vis-à-vis des Juifs, notre auteur préfère le concept plus profond de « chaîne des offenses » « aux bredouillis attendris sur les malheurs du talentueux peuple juif ». « Pour rompre cette "chaîne des offenses", encore faut-il la tirer par les deux bouts⁴². »

Voilà une voix posée, amicale, réfléchie.

Durant ces mêmes années, Michel Kheifets, un prisonnier récent du Goulag, s'est exprimé à plusieurs reprises d'une voix ferme : « Très attaché à mon peuple, je ne puis pas ne pas sympathiser avec

41. R. Ruman, Oukhodiaschemou poklon, ostaiouschemousia-bratsvo [Salut à celui qui part, Fraternité à celui qui reste !], in *Novy Journal*, New York, 1973, n° 112, pp. 284-297.

42. R. Ruman, Koltso obid [La chaîne des offenses], in *Novyi Journal*, 1974, n° 117, pp. 178-189, en anglais in *Soviet Jewish Affairs*, London, 1974, vol. 4, n° 2, pp. 3-11.

les nationalistes d'un autre peuple⁴³. » Il a eu le courage de lancer un appel à la repentance juive en utilisant la comparaison suivante : « Le peuple allemand ne s'est pas détourné de son épouvantable passé criminel, il n'a pas essayé de rejeter la faute de l'hitlérisme sur les autres, sur des étrangers, etc. ; en se purifiant continuellement dans le feu de la repentance nationale, il a réussi à créer un État qui, pour la première fois, a suscité l'admiration et l'estime de l'humanité à son endroit. Cette expérience, à mon avis, doit devenir un modèle pour les peuples qui ont participé aux crimes du bolchevisme. Entre autres, les Juifs » ; « Nous, Juifs, devons tirer des conclusions honnêtes du jeu auquel se livrèrent les Juifs, de cette union qui ne leur allait pas, un jeu qu'avait prédit de façon saisissante Z. Jabotinski...⁴⁴ » M. Kheifets a montré une grande élévation d'âme en parlant « de la faute réelle des Juifs envers les peuples des pays où ils vivent, faute qui ne permet pas, qui ne doit pas les autoriser à vivre en toute quiétude dans la diaspora ». À propos de ces Juifs des années 1920-1930 : « Qui a le droit de les condamner pour leur aberration historique [leur participation active à l'édification du communisme], pour le châtimement qu'ils ont fait subir à la Russie afin de lui faire expier la Zone de résidence et les pogroms, qui donc, sinon nous, leurs descendants, qui nous en repentons amèrement⁴⁵ ? » (Kheifets ajoute que B. Penson et M. Korenblit, ses codétenus avec qui il avait réfléchi et discuté au camp, partageaient cet état d'esprit.)

Ces propos de Kheifets, à cette époque dans l'émigration, coïncidèrent avec un vibrant appel à la repentance des Juifs, venu de l'intérieur de l'URSS, celui lancé par Félix Svétov dans son roman paru initialement dans le samizdat : *Ouvre-moi les portes* [du repentir]⁴⁶. (Ce n'est pas par hasard, mais grâce à l'agilité du sentiment et de l'intelligence cultivée chez les Juifs, que F. Svétov fut l'un des premiers à discerner la renaissance religieuse qui pointait alors en Russie.)

Plus tardivement, au cours de la discussion passionnée suscitée

43. M. Kheifets, Russkii patriot Valdimir Ossipov [Vladimir Ossipov, un patriote russe], in *Kontinent*, Paris, 1981, n° 27, p. 209.

44. Du même, Nachi obschie ouroki [Nos leçons communes], in « 22 », 1980, n° 14, pp. 162-163.

45. Du même, Mesto i vremia (evreiskie zametki) [Le lieu et le temps (notes juives)], in *Tretja volna*, Paris, 1978, pp. 42, 45.

46. Félix Svétov, *Otverzi mi dveri*, Paris, Éditions Réunis, 1978.

par une confrontation entre Astafiev* et Eidelman**, Iouri Stein évoqua « nos complexes spécifiques d'ashkénazes, produits à la fois par le sentiment d'appartenir à un peuple élu et par la psychologie juive provinciale. D'où la foi dans notre infailibilité nationale, d'où aussi nos prétentions au monopole de la souffrance... Il est temps de prendre conscience que nous sommes une nation normale, digne à tous égards, mais non exempte de péchés, comme tous les autres peuples du monde. D'autant plus maintenant que nous avons notre propre État indépendant et que nous avons prouvé au monde que les Juifs savent, aussi bien que les autres grands peuples, et faire la guerre et labourer⁴⁷ ».

Quand les libéraux de gauche entamèrent leur campagne de dénigrement contre V. Astafiev, V. Raspoutine*** et V. Bélov****, Marie Schneerson, historienne de la littérature, prit leur Parti avec cœur : dans l'émigration, elle avait gardé pour la Russie un amour fervent jusqu'à la nostalgie, et une intime compréhension des problèmes russes⁴⁸.

Dans les années 70 parut en Occident un livre hautement argumenté et d'une grande ampleur de vues sur les risques que faisait peser la destruction de la nature perpétrée par les communistes en URSS. Son auteur vivait alors en Union soviétique et l'avait naturellement signé d'un pseudonyme, B. Komarov. Quelque temps après, l'auteur émigra et nous apprîmes son nom : Zeev Wolfson. Mieux, nous sûmes qu'il avait été l'un des auteurs de l'*Album des églises détruites et profanées dans la Russie centrale (Postface : les limites du vandalisme)*⁴⁹.

47. Iou. Stein, Lettre à la rédaction, in *Strana i mir*, 1987, n° 2, p. 112.

48. M. Schneerson, *Razreshennaia pravda* [Une vérité autorisée], in *Kontinent*, 1981, n° 28. De la même, *Khoudojestvennyi mir pisatel'ia i pisatel' v mirov* [L'univers artistique de l'écrivain et l'écrivain dans le monde], in *Kontinent*, 1990, n° 62.

49. B. Komarov, *Ounichtojenie prirody* [La Destruction de la nature], Francfort, Possev, 1978 ; *Razruchennye i oskvernennye khramy : Moskva i sredniaia Rossia/-Posleslovie : Predely vandalizma* [Églises détruite et profanées : Moscou et Russie centrale/Postface : les limites du vandalisme], Francfort, Possev, 1980.

* Astafiev Victor (1924-1993), l'un des meilleurs prosateurs russo-soviétiques de la tendance « paysanne ».

** Eidelman : critique russe d'origine juive.

*** Valentin Raspoutine, né en 1937 dans la région d'Irkoutsk, excellent écrivain de la tendance « paysanne ».

**** Basile Belov, né en 1932 dans la région de Vologda, excellent écrivain de la tendance « paysanne ».

Dans la Russie mise à sac, il est resté si peu de forces russes agissantes, et voilà qu'elles reçoivent le renfort de forces juives amicales et sympathisantes ! Dans ce pays désertifié, encore soumis à répression, le Fonds russe d'Aide sociale, auquel j'ai abandonné tous les droits mondiaux de *L'Archipel du Goulag*, a commencé alors son action d'aide aux persécutés, et c'est Alexandre Guinzbourg qui a été son premier administrateur, compétent et plein d'abnégation ; parmi ses bénévoles, le Fonds a compté de nombreux Juifs et demi-Juifs. (Ce qui a fourni l'occasion à des cercles russes aveuglés par leur extrémisme de stigmatiser le Fonds comme étant « juif ».)

Pareillement ont participé à notre série de livres intitulée *Études d'Histoire contemporaine** M. Bernstam, Iou. Feltchinski et D. Sturman.

Dans la lutte contre le mensonge communiste, les divers articles de M. Agourski, D. Sturman, A. Nekritch, M. Heller, A. Serebrennikov se sont distingués par une profonde pénétration, la fraîcheur de la pensée, leur ton digne et mesuré.

C'est là aussi qu'il convient de rappeler l'action valeureuse du professeur américain Julius Epstein, qui aura bien mérité de la Russie. Dans une Amérique hautaine, toujours sûre de son bon droit, et qui, dans sa légèreté, n'a nulle conscience de ses propres crimes, il a dévoilé, par ses efforts solitaires, l'« opération de carénage » : le fait que les Américains, à partir de leur continent, ont livré aux agents staliniens, pour extermination, après la fin de la guerre, des centaines, des milliers de Russes et de Cosaques qui avaient naïvement cru qu'ayant enfin atteint un pays libre, ils étaient désormais saufs⁵⁰.

Tous ces exemples nous confortent dans l'idée d'une possible connaissance réciproque, sincère et bienveillante, entre Russes et Juifs, pourvu seulement que de part et d'autre nous ne la contrecarions pas par notre intolérance et notre méchanceté. Même les plus doux mouvements vers la mémoration, la repentance, l'impartialité suscitent de violentes protestations de la part des gardiens vigilants

50. Julius Epstein, *Operation Keelhaul : The story of forced repatriation from 1944 to the present*, Old Greenwich, Connecticut, 1973.

* Série créée par A. Soljénitsyne dans l'exil (aux éditions YMCA-Press, à Paris). Douze volumes publiés entre 1980 et 1995.

du nationalisme aussi bien russe que juif. « Soljénitsyne n'a pas eu le temps d'appeler à la repentance nationale », c'est-à-dire celle des Russes, ce que tel auteur se garde de blâmer, que, « contre toute attente, les nôtres sont déjà là aux premiers rangs ». Il ne les appelle pas par leurs noms, mais il a apparemment en vue en tout premier lieu M. Kheifets : « Il apparaît donc que nous sommes les plus coupables de tous, que c'est nous qui avons aidé... à instaurer..., ou plutôt non, pas aidé, mais bel et bien instauré le pouvoir soviétique... présents que nous étions de façon disproportionnée dans ses différents organes⁵¹. »

Ceux qui avaient adopté le langage de la repentance ont été furieusement vilipendés : « Ils préfèrent excréter de leurs tripes patriotiques une pleine bouchée de salive » [quel style, quelle noblesse d'expression !] « et couvrir de crachats leurs "aïeux", toujours les mêmes, en maudissant Trotski et Bagritski, Kogan et Dounaevski* » ; « M. Kheifets nous exhorte "à nous purifier par le feu de la repentance nationale" [?!]⁵² »

Et qu'est-ce qu'a dégusté F. Svétov pour le héros de son roman autobiographique ! « Ce livre sur la conversion au christianisme ne va pas du tout contribuer à la recherche idéale des voies de la repentance, mais incitera à l'antisémitisme le plus coneret et à bouffer du Juif... Ce livre est antisémite ! De quoi faut-il se repentir ? s'indigne l'infatigable David Markish. Le héros de Svétov voit une félonie dans le fait que nous "abandonnons" ce pays dans un état déplorable dont nous serions les seuls responsables : ce seraient nous qui apparemment aurions manigancé là-bas une révolution sanglante, assassiné le tsar, souillé et violé l'Église orthodoxe, et de surcroît fondé l'Archipel du Goulag. En est-il vraiment ainsi ? Allons ! Premièrement, tous ces camarades, Trotski, Sverdlov, Berman et Frenkel, n'ont rien à voir avec le monde juif. Deuxièmement, c'est une erreur de poser le problème en termes de responsabilité collective⁵³. »

51. VI. Zeev, *Demonstratsia obektivnosti* [Une démonstration d'objectivité], in *Novy amerikanets*, 1982, 1-7 juin, n° 120, p. 37.

52. V. Bogouslavski, V zashitou Kouniaeva [À la défense de Kounaev], in « 22 », 1980, n° 16, pp. 166-167, 170.

53. D. Markish, *Vykrest* [Un converti], in « 22 », 1981, n° 18, p. 210.

* Édouard Bagritski (1895-1934), Paul Kogan (1918-1942 : poètes soviétiques d'origine juive. Dounaevski : chansonnier soviétique.

Son frère, S. Markish, juge ainsi : « En ce qui concerne la dernière vague de ceux qui ont émigré de Russie... pour se rendre en Israël ou aux États-Unis, on ne remarque pas chez eux de véritable russophobie, elle relève plutôt du phantasme ; en revanche, la haine de soi qui se transforme en véritable antisémitisme, on ne la voit que trop⁵⁴ ! »

Et voilà : si les Juifs se repentent, c'est déjà de l'antisémitisme (une nouvelle variété de ce phénomène).

Quant aux Russes, eux, ils doivent comprendre que « leur idée d'une repentance nationale ne saurait être effective sans une claire conscience de la culpabilité nationale. Cette culpabilité est énorme, et il ne faut pas la rejeter sur qui que ce soit d'autre. Elle concerne non seulement le passé, mais aussi le présent, alors que la Russie commet suffisamment de sales coups, et qu'à l'avenir elle est capable d'en fomenter encore plus », écrit Chraguine dans les années 70⁵⁵.

Eh bien, nous aussi, nous ne cessons d'en appeler aux Russes : sans repentance, nous n'aurons pas d'avenir. Car n'ont pris conscience des crimes du communisme que ceux qui en ont directement souffert, et leurs proches. Ceux que ces crimes n'ont pas affectés ont cherché à ne point les remarquer, aujourd'hui ils les ont oubliés, pardonnés, et ne comprennent pas de quoi il faudrait se repentir. (D'autant plus ceux qui ont commis ces mêmes crimes).

Chaque jour nous rougissons de honte pour notre peuple boiteux.

Mais nous l'aimons. Et ne cherchons pas à nous en passer.

Et, pour quelque raison mystérieuse, nous n'avons pas tout à fait perdu foi en lui.

Mais est-ce qu'à notre immense faute, à la faillite de notre histoire, vous n'auriez, vous, pris aucune part ?

Simon Markish reprend les propos de Jabotinski : dans ses articles des années 20, celui-ci, à plusieurs reprises (et en différentes occasions) a fait remarquer : la Russie est un pays étranger, l'intérêt que nous lui portons est extérieur, tiède, mais non exempt de sympathie ; ses inquiétudes, ses déceptions, ses joies ne sont pas les nôtres, de même que les nôtres ne sont pas les siennes » ;

54. Sh. Markish, O evreiskoi nenavisti k Rossii [De la haine des Juifs pour la Russie], in « 22 », 1984, n° 38, p. 218.

55. B. Chraguine, p. 159.

Markish ajoute : « C'est là précisément mon attitude vis-à-vis de ce qui inquiète les Russes. » Et il nous invite à « appeler enfin les choses par leur nom. Du reste, les Russes libres en Occident sur ce point délicat ne brillent pas par leur courage... Je préfère avoir affaire à des ennemis⁵⁶ ».

Seulement, votre sentence, il faut la scinder en deux parties : pourquoi « appeler les choses par leur nom », pourquoi parler franc voudrait-il dire se conduire en *ennemi* ? Selon notre proverbe : fais pas le flagorneur, préfère le contradicteur.

J'exhorte nous tous, Juifs y compris, à renoncer à cette distorsion : croire que parler franc signifie guerroyer. Y renoncer historiquement ! Y renoncer irrévocablement !

Moi-même, dans ce livre, j'appelle précisément les choses par leur nom. Or je ne ressens pas un seul instant que ce soit par inimitié envers les Juifs. Et j'écris là avec plus de sympathie que de nombreux Juifs ne parlent en retour des Russes.

Le but de mon livre, qui se reflète dans son titre, est clair : il faut que nous nous comprenions *les uns les autres*, il faut que nous sachions nous *mettre dans la situation et entrer dans les sentiments des uns et des autres*. Par cet ouvrage, je veux sceller et étendre notre compréhension réciproque pour tout notre avenir.

Mais que cela soit réciproque !

Le rapport entre les destinées juive et russe, qui se sont croisées du XVIII^e au XX^e siècle, recèle une clef historique profonde que nous ne devons pas perdre dans notre avenir. Vraisemblablement un Dessein mystérieux se trouve là caché, que nous devons chercher à deviner et à accomplir.

Il semble évident que la vérité sur notre commun passé nous est, Juifs comme Russes, moralement nécessaire.

56. *Sh. Markish*, *Eshe raz o nenavisti k samomou sebe* [Une nouvelle fois à propos de la haine de soi] in « 22 », 1980, n° 16, pp. 178-179, 180.

Chapitre 26

DÉBUT DE L'EXODE

L'époque de l'Exode, comme les Juifs ont eu tôt fait de la nommer, s'est instaurée pour ainsi dire en catimini : on fait remonter ses débuts à l'article des *Izvestia* de décembre 1966, qui, de façon quelque peu spécieuse, annonçait l'accord des autorités à « la réunion des familles », formule qui permettait aux Juifs de quitter l'URSS¹. Six mois plus tard éclata, selon un processus historique qui lui était propre, la guerre des Six Jours. – « Comme toute épopée, l'Exode a commencé par des miracles. Et, comme il sied dans une épopée, les Juifs de Russie – la génération de l'Exode – ont eu droit à trois miracles » : « le miracle de la formation de l'État d'Israël », « le miracle de Pourim 1953 » (autrement dit : la mort de Staline), et « celui de la victoire de 1967, joyeuse, brillante et enivrante² ».

La guerre des Six Jours a donné une impulsion irréversible à la conscience nationale des Juifs soviétiques et éteint chez beaucoup la soif de l'assimilation. Elle a provoqué un puissant attrait pour la formation de cercles où l'on traitait entre soi des problèmes propres à la nation, ainsi qu'à l'étude de l'hébreu. C'est en tout cas avec elle qu'apparaissent les premières tendances à l'émigration.

Mais quel était le sentiment de la majorité des Juifs à la fin des années 60, au seuil de l'Exode ? Non, ils ne travestissent pas rétrospectivement leurs sensations, ces Juifs qui parlent d'un

1. F. Kolker, *Novyi plan pomoschi sovetskomo evreistvu* [Nouveau plan d'aide aux Juifs soviétiques], in « 22 », Tel Aviv, 1983, n° 31, p. 145.

2. V. Bogouslavski, *Otsy i deti rousskoï alii* [Les pères et les fils de l'Alya russe], in « 22 », 1978, p. 176.

sentiment d'oppression et de frustration : « Quand ils entendent le nom de Juif, ils rentrent la tête dans les épaules comme s'ils s'attendaient à recevoir un coup. Ils s'efforcent d'utiliser le moins possible ce mot si lourd à porter, ou bien le prononcent à la va-vite, d'une voix étouffée, comme si on les prenait à la gorge... Parmi eux, certains sont habités par une peur permanente, incrustée dans leur subconscient et devenue inguérissable³. » Ou, comme l'écrit une femme de lettres juive : toute sa vie professionnelle, elle l'a vécue avec le sentiment que son travail ne verrait jamais le jour parce qu'elle était juive⁴. Chez de nombreux Juifs, en dépit de situations matérielles nettement plus favorables que celles de la grande masse de la population, ce sentiment d'être opprimés était tout à fait réel.

Au reste, les récriminations des Juifs cultivés portent moins sur d'éventuelles mesures de rétorsion économiques que sur des brimades d'ordre culturel. « Les Juifs soviétiques cherchent... à maintenir leur participation élargie à la culture russe. Eux-mêmes désirent garder la culture russe⁵. » Quand les Juifs russes dont les centres d'intérêt sont rivés à la Russie se retrouvent privés, tels des imposteurs ou des intrus, et fût-ce seulement par écrit ou en paroles, du droit de s'occuper des affaires russes, de l'histoire russe, ils sont abasourdis et offensés. Avec l'apparition du tamizdat et du samizdat*, la xénophobie propre à certaines plumes à l'encontre des Juifs qui se sentent russes, s'est exprimée pour la première fois depuis des années non pas dans la rue ni du côté de la bureaucratie, mais de la part de l'élite intellectuelle, y compris celle de la dissidence. Ce qui, naturellement, a ébranlé les Juifs qui s'identifiaient aux Russes⁶. » Galitch écrit : « Très nombreux étaient ceux qui, éduqués dans les années 20, 30, 40, avaient pris l'habitude, dès leur

3. J. Domalski. Tekhnologia nenavisti [La technologie de la haine] in VM, 1978, n° 25, pp. 106-107.

4. N. Voronel, Ou kajdovo svoi dom [Chacun a sa maison] in « 22 », 1978, n° 2, pp. 150-151.

5. J. Domalski, p. 129.

6. D. Sturman, Razmyshlenia nad roukopisiou [Réflexions sur un manuscrit] in « 22 », 1980, n° 12, p. 133.

* *Tamizdat* : littéralement « éditions de là-bas », mot forgé à l'époque poststaliniennne pour désigner les publications en langue russe à l'étranger d'œuvres interdites en URSS. *Samizdat* : littéralement « auto-édition », mot forgé à la même époque pour désigner la mise en circulation sous forme manuscrite ou dactylographiée d'œuvres interdites de publication en URSS.

naissance, de se considérer comme russes... Toutes leurs pensées, en effet, se rattachaient à la culture russe⁷. »

Un autre auteur décrit « le type moyen du Juif russe de notre temps » de la façon suivante : « Il s'est penché avec attention sur ses défauts. Ils les a compris et ressentis... et cherche à s'en débarrasser... Il a cessé de gesticuler. Il s'est débarrassé des intonations propres à sa langue, mal supportées par les Russes... À un certain stade, il a éprouvé le désir de se mettre à égalité avec le Russe, de s'identifier à lui. » Pourtant : « Des années durant, vous pouvez ne pas avoir entendu le mot "juif". Beaucoup sans doute ont même oublié que vous êtes juif. Mais vous, vous ne l'oubliez jamais. Le fait qu'on n'en parle pas vous le rappelle immanquablement. Il crée en vous un tel champ de tensions que tout grain de poussière risque d'y provoquer une explosion. Quand vous entendez le mot "juif", il sonne alors comme un coup du destin. » Voilà qui est éloquent. Et le même auteur ne cèle pas combien coûte l'effort de se métamorphoser en Russe : « On doit passer outre à tant de choses », ce qui est source d'appauvrissement. « Aujourd'hui, vous avez besoin de mots très souples, polysémiques. Mais ils ne se trouvent pas à votre disposition. Quand vous ne parvenez pas à les trouver, quand vous n'entendez pas ces mots nécessaires, quelque chose meurt en vous », vous perdez « les intonations mélodieuses de la langue juive », et tout ce qu'elle recèle de gaieté, d'humour enjoué, de force vitale, d'ironie⁸ ».

Bien entendu, ces sentiments n'ont pas été éprouvés, ni dans leur totalité ni avec cette âpreté, par tous les Juifs soviétiques, ils ne concernaient qu'une faible minorité, la haute couche intellectuelle, et ceux-là seulement qui réellement et opiniâtrement voulaient s'identifier aux Russes. G. Pomerants a pu dire de ces cercles, en étendant sa réflexion à l'ensemble de l'intelligentsia : « En tout lieu nous ne sommes ni entièrement des étrangers, ni entièrement chez nous » ; « des Juifs non israéliens, sans attaches sur terre, ayant perdu toutes racines dans l'existence quotidienne, voilà ce que nous sommes devenus⁹ ».

7. *Alexandre Galitch*, *Pesni. Stikhi. poemy. Kinopovest. Piesa. Statii* [Chansons. Vers. Poèmes. Scénario. Pièce. Articles], Lékatérinenbourg, 1998, p. 586.

8. Rani Aren V rousskom galoute [Dans le galout russe], in « 22 », n° 19, pp. 133-135-137.

9. *G. Pomerants*, *Tchelovek niotkouda* [L'homme de nulle part] in *Neopoublikovannoe* (Inédits), Francfort, 1972, pp. 161, 166.

Voilà en effet qui est bien dit.

Un autre article abonde dans le même sens : « Je perçois si nettement le caractère illusoire de leur existence [celle des Juifs] dans la Russie d'aujourd'hui¹⁰. »

Et, là où la fusion n'est pas atteinte, inéluctablement s'amplifie le froid de la désunion.

Nathan Chitcharanski a répété plus d'une fois qu'il fut un temps où il se sentit *différent* des habitants de ce pays.

L. Khnokh, lors du procès pour « détournement d'avions* », en décembre 1970, déclara sans ambages : « Vivre dans un pays que je ne considère plus comme mien m'est devenu insupportable » (et ce sentiment, de toute évidence, n'a pas mûri en lui en deux-trois mois).

Quelle unité dans la pensée, quelle hardiesse dans l'expression !

Or ce type de sentiment s'est emparé de plus en plus des Juifs russes, jusqu'à atteindre des couches très larges.

Plus tardivement, en 1982, un journaliste juif s'est exprimé ainsi : « Je suis un étranger... un étranger dans mon pays que j'aime de façon abstraite, mais que concrètement je crains¹¹. »

Au début des années 70, Lydia Tchoukovskaïa, dans une conversation que nous avons eue, m'a dit (je l'ai noté à l'époque) : « L'exode actuel a été imposé aux Juifs à coups de bottes. J'éprouve de la peine pour ceux que les Russes ont contraints à se prendre pour juifs. Les Juifs avaient perdu leur spécificité nationale, et le réveil en eux de sentiments nationalistes me paraît artificiel. »

Non, non, il était loin d'en être ainsi ! – là, Lydia se trompait, bien qu'elle eût beaucoup discuté avec les Juifs des deux capitales. Ce réveil des sentiments juifs était tout à fait naturel, légitime par rapport à l'Axe historique ; il n'a pas été simplement provoqué « à coups de bottes ». Un réveil soudain ? « “Juif” aussi, cela peut sonner fier¹² ! »

10. A. Voronel, *Trepét ioudéiskikh zabot* [Le frémissement des soucis juifs], 2^e éd. Moscou-Jérusalem, 1981, p. 122.

11. M. Deitch, *Zapiski postoronnievo* [Carnets d'un étranger] in « 22 », 1982, n° 26, p. 156.

12. R. Rutman, *Oukhodiaschemou poklon, ostaiouschemousia bratstvo* [À celui qui part – salut ! ; à celui qui reste – fraternité !], in *Novy Journal*, 1973, n° 112, p. 286.

* Le 15 juin 1970, neuf Juifs et deux non-Juifs tentent sans succès de s'emparer d'un avion pour émigrer en Israël.

Un autre journaliste juif a cherché à comprendre le cheminement suivi par la jeune génération : « Nous, les "petits-enfants" et héritiers de cette cruelle expérience, nous qui avons percé de notre tête la coquille pour sortir au grand jour, ici, en Israël, que pouvons-nous dire de nos parents et de nos grands-parents ? Qu'ils ne nous ont pas dispensé d'"éducation juive" ? Mais l'expérience de leur cheminement, de leur vie, telle que nous l'avons reçue et que chacun d'entre nous l'a prolongée, fût-ce de nos petits pas de gosses, depuis nos rêves d'enfance jusqu'aux fureurs de l'âge mûr, n'a-t-elle pas été une éducation juive ? Le sentiment de notre judéité nous est venu dans une large mesure comme résultat de leurs échecs, de leurs catastrophes, de leur désespoir (des nôtres aussi). Alors, pourquoi ne pas avoir de l'estime pour ce passé ? Est-ce à nous de jeter la pierre aux crânes brisés des romantiques d'hier¹³ ? ! »

Là s'exprime ouvertement et loyalement le lien héréditaire avec les parents et les grands-parents qui avaient montré tant d'enthousiasme dans les premières années du régime soviétique : ce qui confère au tableau une toute autre ampleur. Et, en filigrane, à travers tout l'article, on perçoit de l'irritation vis-vis des biens et privilèges acquis par « la nouvelle classe qui a succédé aux romantiques d'alors ».

Un article du samizdat introduisit lui aussi une nuance tout à fait pertinente : « Elle paraît fausse, vraiment, l'opinion selon laquelle les sentiments nationalistes des Juifs soviétiques assimilés se sont amplifiés uniquement par suite de la résurgence de l'antisémitisme. Il s'agit là plutôt d'une coïncidence dans le temps¹⁴. »

Les participants à ce processus décrivent chacun de façon légèrement différente l'évolution de leur prise de conscience. Les uns disent : « Presque tous, nous avions l'impression que pratiquement rien ne s'était passé », autrement dit qu'il n'y avait pas eu de mouvement en faveur d'un retour au judaïsme ; néanmoins, « après la guerre de 1967, nous avons perçu comme un souffle nouveau ». Mais « la brèche s'est faite, j'en suis sûr, après le procès pour

13. V. Bogouslavski, V zaschitou Kouniaca [En défense de Kounaev] in « 22 », 1980, n° 16, p. 176.

14. N. Il'ski, Istoria i samosoznanie [Les Juifs et leur conscience de soi], in Evrei v SSSR, 1977, n° 15, cité d'après « 22 », 1978, n° 1, p. 202.

détournement d'avion¹⁵ ». D'autres disent : « À Leningrad, Moscou, Riga, des groupes de Juifs se sont constitués dès le milieu des années 60 », et, à la fin de ces années-là, s'est déjà formé à Leningrad « un centre de conspiration juive ». Mais en quoi consistait réellement la conspiration ? « Des cercles d'études de l'hébreu et de l'histoire juive se sont constitués... non pas tant pour étudier la langue que pour permettre à ceux qui désiraient l'apprendre de discuter entre eux. L'étude n'allait pas au-delà de quelque deux cents à trois cents mots... Tous sans exception étaient des fonctionnaires, et ceux qui gravitaient autour d'eux étaient fort éloignés non seulement de la religion, mais même de la tradition juive la plus élémentaire. » « Les Juifs des années 60 avaient une idée très vague du sionisme. » Cependant, « nous nous sentions suffisamment juifs, sans éprouver la nécessité de "cours de perfectionnement" pour parfaire notre qualité de Juifs ». Contre les rafales de la propagande anti-israélienne se renforçait « une sympathie personnelle à l'égard des Juifs et de l'État d'Israël... Si on nous avait dit alors qu'Israël avait abandonné un judaïsme désormais révolu, à nos yeux il n'y aurait rien perdu ». Ensuite, ce mouvement, « parti d'un cercle clandestin, s'est mué en mouvement plus large... voire en un "phénomène de salon" ». Toutefois, « personne ne croyait alors en la possibilité d'émigrer, du moins à vue humaine ; en revanche, nous étions tous persuadés de la possibilité d'écoper de quelques années de camp¹⁶ ». L'intervieweur commente : « Hélas, on ne peut dissocier ladite conspiration des actes "criminels" ! – J'ai observé ça dans le mouvement juif des années 70, après les procès pour détournement d'avions¹⁷. »

L'apprentissage de la culture juive avait ainsi commencé et continuait sans que l'on pensât ouvertement à émigrer ; il n'oblitérait ni ne modifiait en rien la vie quotidienne des participants. « Je ne suis pas sûr que l'alya [en hébreu, *alya* signifie ascension ; mais le mot a reçu le sens de retour dans la patrie historique] ait commencé avec les sionistes » : « les premiers groupes sionistes n'étaient pas assez puissants pour cela ». « Dans une certaine mesure, c'est le

15. A. Eterman, Tretic pokolenie (La troisième génération) [interview], in « 22 », 1986, n° 46, p. 124.

16. V. Bogouslavski, Ou istokov [Aux sources], interview in « 22 », 1986, n° 47, pp. 102, 105-108.

17. *Ibidem*, p. 109.

pouvoir soviétique qui l'a engendré en organisant une gigantesque et bruyante campagne autour de la guerre des Six Jours. La presse soviétique a présenté l'image d'un Juif guerrier, vainqueur de tous, et cette image a compensé le complexe d'infériorité qui habitait les Juifs soviétiques¹⁸. »

Mais cache « "ton frémissement juif" ! que tes collaborateurs ne le voient pas, que tes voisins ne l'entendent pas !" » Au début, la crainte est profonde : « Ces bouts de papier sur lesquels on griffonne ses coordonnées en vue de recevoir *une invitation officielle*, c'est comme si on signait une condamnation pour soi, pour ses enfants et ses proches » ; mais, bientôt, « fini les chuchotements, on en parle à voix haute », « on se réunit pour observer les fêtes juives et pour apprendre dans les cercles l'histoire juive et l'hébreu ». Et, dès la fin de 1969, « les Juifs par dizaines et par centaines se mettent à signer des pétitions destinées "à l'opinion publique étrangère". Ils exigent qu'on les laisse "partir" pour Israël¹⁹ ».

« Coupés du judaïsme mondial, entraînés dans la fournaise fusionnelle... de l'empire pharaonique stalinien », les Juifs d'URSS « semblaient définitivement perdus pour le judaïsme quand, brusquement, survint la résurgence du mouvement sioniste en Russie, le retour à l'antique appel de Moïse : "Laisse partir mon peuple²⁰ !" »

Et, « en 1970, le monde entier s'est mis à parler des Juifs russes ». Ils « ont pris de l'assurance, ils ont acquis... l'esprit de décision. Entre eux et leur rêve, un seul mur : l'interdiction gouvernementale. Le percer, l'enfoncer, le survoler, tel était leur seul désir... » « Fuyez la Babylone du nord ! » – cet ordre a retenti dans l'appel du groupe (E. Kouznetsov, M. Dymshits) qui avait cherché à détourner un avion²¹. En décembre 1970, au procès qui se tint à Leningrad, « ils ne se sont pas tus, ils ne se sont pas cachés, ils ont ouvertement déclaré leur intention de détourner un avion pour les conduire à l'étranger, en Israël. Ce qui pouvait impliquer pour eux

18. V. Bogouslavski, Oglanis v razdoumie [Prends le temps de réfléchir], table ronde in « 22 », 1982, n° 24, p. 113.

19. V. Bogouslavski, Otsy i deti rousskoi alii [Les pères et les enfants de l'alya russe] in « 22 », 1978, n° 24, p. 113.

20. I. Oren, Ispoved [Confession] in « 22 », 1979, n° 7, p. 140.

21. V. Bogouslavski, Otsy i deti rousskoi alii [Les pères et les fils de l'alya russe] in « 22 », 1978, n° 2, pp. 177-178.

une sentence de mort ! Leurs “aveux” étaient en fait des déclarations de sionisme²² ». Quelques mois plus tard, en mai 1971, eut lieu un second procès, celui « d’une organisation sioniste de Leningrad » ; ensuite d’autres encore eurent lieu à Riga et Kichinev.

Ces procès – surtout ceux de Leningrad – donnèrent une nouvelle et forte impulsion à la conscience nationale des Juifs. Peu après paraît en samizdat la revue *Les Juifs en URSS* (à partir de 1972). Tous les aspects de la lutte pour obtenir le droit d’émigrer en Israël, de même que l’exigence d’un libre développement de la culture juive pour ceux qui restent en URSS, y trouvent un vif écho.

Mais, là encore, l’idée d’une émigration possible était loin, très loin d’avoir gagné la majorité des Juifs soviétiques. « Quand les Juifs soviétiques savaient qu’ils n’avaient pas le choix, qu’il fallait se résigner et s’adapter, ils avaient l’impression de vivre plus facilement que maintenant qu’ils ont reçu la liberté de choisir le lieu où vivre leur destin... La première vague de ceux qui ont fui la Russie à la fin des années 60 n’était mue que par une seule aspiration : passer le restant de leurs jours dans le seul pays où il n’y avait pas d’antisémitisme, en Israël. » (À l’exclusion de ceux, précise néanmoins l’auteur, qui émigrèrent par désir de s’enrichir)²³.

Mais « une certaine fraction des Juifs soviétiques » étaient si terrorisés qu’ils étaient prêts à renoncer avec allégresse à leur appartenance nationale, si on le leur permettait²⁴ ». À ces milieux appartenaient les Juifs qui maudissaient « cet Israël » : c’est *par sa faute* que les Juifs respectueux de la loi ne reçoivent pas, dans leur profession, l’avancement qu’ils méritent ; « à cause de ceux qui partent, notre situation, elle, va empirer ! »

Le gouvernement soviétique ne pouvait pas ne pas éprouver d’inquiétude face à cette résurgence, inattendue pour lui – comme pour le monde entier ! –, de la conscience nationale des Juifs soviétiques. Il renforça la propagande contre Israël et le sionisme pour faire encore plus peur. En mars 1970, il eut recours à un « truc » à la soviétique, archi-usé : contre-attaquer par la bouche « des citoyens

22. *Ibidem*, U istokov [Aux sources] in « 22 », 1986, n° 47, p. 121

23. G. Faïn, V roli vysokooplatchivaemykh eliveitsarov [Dans le rôle de portiers grassement payés], in VM, Tel-Aviv, 1976, n° 12, p. 135.

24. I. Domalski, Tekhnologia nenavisti [La technologie de la haine] in VM, Tel-Aviv, 1978, n° 25, p. 106.

eux-mêmes », en l'occurrence « de nationalité juive ». Au spectacle de cette conférence de presse publique se rendirent avec docilité non seulement les « Juifs officiels » les plus compromis, comme Vergélis, Dragounski, Tchakovski, Bezymenski, Dolmatovski, le metteur en scène Donskoï, les experts en sciences politiques Mitine et Mintz, mais aussi l'homonyme de Bialik, l'académicien Froumkine, Kassirski, des musiciens de réputation mondiale comme Flier, Zak, des artistes comme Plissetskaïa, Bystritskaïa, Ploutchek – si assurés de leur situation qu'ils n'auraient risqué aucun naufrage s'ils avaient refusé de signer la « Déclaration ». Et cependant, ils la signèrent... Ladite « Déclaration » marquait du sceau de l'infamie « l'agression des dirigeants israéliens... qui redonnent vie à la barbarie hitlérienne », « le sionisme a toujours été l'expression des idées sionistes de la bourgeoisie juive et de ses élucubrations judaïques » ; les intervenants ont pour intention « d'ouvrir les yeux aux victimes confiantes de la propagande sioniste » : « les travailleurs juifs, sous la direction du Parti de Lénine, ont acquis une liberté totale face au tsarisme haïssable » – allons bon, les voilà qui reviennent cinquante ans en arrière, comme si c'était à cette époque-là qu'avait sévi le principal oppresseur ? !

Cependant, les temps ont changé. Une semaine plus tard, en réponse aux « officiels », s'élève la voix d'Ilya Silberberg, un jeune ingénieur qui a décidé de rompre sans retour avec ce pays et de partir. Il publie dans le samizdat une réponse ouverte à la « Déclaration », traite ses signataires de « vils laquais », et renonce à ses anciennes illusions : « C'est par naïveté que nous avons placé notre espoir dans "nos" Juifs : les Kaganovitch, les Ehrenbourg et les autres ». (Ils avaient donc bel et bien placé leurs espoirs en eux ?). Mais, aussitôt, en guise de reproche aux Russes : après les années 50, « les Russes repentants et honteux..., après avoir versé une petite larme sur le passé..., n'avaient-ils pas juré amour et fidélité à ces frères qu'ils venaient de retrouver ? » Silberberg, lui, ne doute pas un seul instant que toute la faute est imputable aux Russes.

Par la suite, il y eut plusieurs interventions du même ordre. Un an plus tard, une autre lettre ouverte fit fureur dans le samizdat, écrite par Michel Kalik, un metteur en scène jusqu'alors à l'aise dans le régime, mais qui venait d'être exclu de l'Union des Artistes soviétiques du cinéma à la suite de son intention déclarée d'émigrer

en Israël. Cette lettre sur sa fidélité à la culture juive, il l'adressait de façon surprenante « à l'intelligentsia russe ». Comme s'il n'avait pas vécu en URSS dans le milieu des nantis, comme si, des années, durant, il avait souffert avec les opprimés et lutté pour la liberté... Voilà que maintenant, à la veille de son départ, du haut de ses sacrifices, il sermonnait ces intellectuels russes empotés : « Vous allez rester... avec votre silence ? avec votre "docile enthousiasme" ? Qui répondra alors pour la santé morale de la nation, du pays, de la société ? » Six mois plus tard, une nouvelle lettre ouverte paraît dans le samizdat, due à l'écrivain soviétique Grégoire Svirski. Il est poussé à la dernière extrémité car, en guise de punition pour son intervention en 1968 à la Maison centrale des écrivains contre l'antisémitisme, il a été interdit de publication pendant plusieurs années, et même son nom n'a pas été repris dans l'*Encyclopédie littéraire* : il appelle cela un « assassinat », oubliant de jeter un regard en arrière sur ceux – nombreux, très nombreux, et d'un tout autre gabarit – qui, avant lui, avaient autrement souffert. « Je ne sais plus désormais comment je vais vivre », écrit-il dans sa déclaration à l'Union des écrivains. (Voilà qui était commun aux 6 000 membres de l'Union : ils considéraient que le gouvernement avait pour devoir de les nourrir en leur procurant des travaux littéraires rétribués.) Telles ont été « les raisons qui m'ont forcé, moi, homme de culture russe, et, plus que cela, écrivain russe et spécialiste de la littérature russe, à me considérer comme juif et à prendre la décision irrévocable d'émigrer avec ma famille en Israël »... où « je veux devenir un écrivain israélien ». (Mais une telle reconversion professionnelle et nationale s'est révélée hasardeuse : comme beaucoup d'autres émigrants, Svirski ne s'attendait pas à rencontrer des difficultés d'adaptation en Israël, il a dû aussi en partir...*)

Dans les nombreuses déclarations exprimant l'éveil de la conscience de soi des Juifs, les sentiments et arguments antirusses étonnent, blessent l'oreille et le cœur. Dans ces sentiments « d'une fureur bien pesée », ainsi que nous l'avons lu, nous ne voyons pas, hélas, que nos frères juifs se repentent, ne serait-ce que par rapport aux années 20. Ils ne manifestent pas l'ombre d'une compassion pour les Russes en tant que peuple souffrant. Or, par ailleurs, dans

* Et s'installer au Canada...

le chapitre précédent, au milieu des cris de fureur, nous avons entendu d'autres voix. Venant d'Israël, elles offraient sur cette époque des appréciations lucides : « Dans *Les Juifs en URSS*, nous avons beaucoup trop cherché à régler nos comptes avec la Russie »... et trop peu parlé d'« Israël, de notre vie ici »... et « du programme de nos actions futures²⁵ ».

*

Ceux qui, désarmés, menaient une vie quotidienne on ne peut plus simple, comprenaient que vouloir percer la cuirasse d'acier qui avait de toutes parts cerclé l'URSS était une tâche impossible, désespérée. Or voilà que, mû par l'énergie du désespoir, ça a commencé, ça a marché ! Dans la lutte pour la liberté d'émigrer en Israël, il a été fait preuve d'une tenacité et d'une inventivité exceptionnelles par la diversité des moyens : requêtes adressées au présidium du Soviet suprême, démonstrations et grèves de la faim des *refuzniki* (c'est le nom que se donnèrent les Juifs qui avaient essuyé un refus à leur demande d'émigration) ; séminaires de savants juifs privés de leur travail, "pour maintenir leur qualification" ; réunion à Moscou d'un symposium international de savants (fin 1976) ; enfin, refus de faire leur service militaire.

Bien sûr, le succès dans cette lutte ne peut être atteint que grâce à un puissant soutien international des Juifs. « L'existence dans le monde de la solidarité juive a été pour nous une découverte étonnante, la seule qui nous ait redonné espoir dans une situation sans issue », ainsi que le rappelle l'une des premières *refuznik*²⁶. Dès le début, l'aide a été également d'ordre financier : « À Moscou, le milieu des *refuzniki* a connu une nouvelle forme d'indépendance, fondée sur un fort soutien financier des Juifs de l'étranger²⁷ ». D'autant plus on s'est mis à attendre de l'Occident : un soutien de l'opinion publique non moins important, de même qu'un soutien politique.

La première épreuve sérieuse que ce soutien eut à subir apparut

25. R. Noudelman, Oglanis v razdournie [Prends le temps de réfléchir] [table ronde] in « 22 », 1982, n° 24, p. 141.

26. N. Rubinstein, Kto tchitatel [Qui est le lecteur ?] in VM, Tel-Aviv, 1976, n° 7, p. 131

27. E. Manevitch [Lettre à l'éditeur], in VM, New York, 1985, pp. 230-231.

en 1972. Un personnage soviétique haut placé émit la réflexion suivante : l'intelligentsia juive qui émigre a reçu en URSS gratuitement l'instruction supérieure, puis les conditions nécessaires à l'obtention de grades scientifiques, et maintenant elle va emporter à l'étranger tout ce bagage acquis à des conditions privilégiées, elle va travailler au profit d'autres pays ? Dans ce cas, ne s'écarterait-il pas de la frapper d'un impôt ? Pourquoi un pays devrait-il préparer gratuitement des spécialistes pour d'autres pays, en écartant ses habitants de souche qui, pourtant susceptibles de recevoir cette instruction, n'y ont pas été admis ? Une loi prévoyant ce type d'impôt fut mise en chantier. On ne fit pas mystère de ce projet de loi, il devint largement connu, fut débattu avec vivacité dans les milieux juifs – et entra dans les faits, le 3 août 1972, de par l'oukase du présidium du Soviet suprême de l'URSS intitulée « De la restitution par les citoyens de l'URSS se rendant définitivement à l'étranger des sommes dépensées par l'État pour leur instruction. » On prévoyait de prélever, selon les catégories des établissements d'enseignement supérieur, de 3 600 à 9 800 roubles soviétiques courants (3 600 roubles était en ces années-là le salaire moyen annuel d'un collaborateur scientifique non titulaire d'un doctorat).

C'est un tollé planétaire. Au cours des cinquante-cinq années d'existence du régime soviétique, aucun de ses crimes les plus massifs n'avait suscité une protestation mondiale aussi unanime et violente que cet impôt sur les émigrants nantis d'une instruction supérieure. Les académiciens américains, cinq mille professeurs signent une protestation (automne 1972). Les deux tiers des sénateurs américains bloquent le traité commercial en préparation accordant à l'URSS la clause de la nation la plus favorisée. Les parlementaires européens suivent. De leur côté, cinq cents Juifs soviétiques envoient une lettre ouverte au secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim (personne ne savait encore qu'il allait lui-même être sous peu vilipendé) : « C'est une forme de servage infligée à des gens pourvus d'une instruction supérieure. » (Dans cet effort pour parvenir à leurs fins, ils ne mesurent pas l'effet que peuvent avoir ce genre de mots dans un pays où sévit un vrai *servage*, dans les kolkhozes.)

Et le gouvernement soviétique cède. L'oukase cesse d'être appliqué.

Et le traité commercial avec ses clauses de la nation la plus favorisée ? En avril 1973, le leader syndical George Mennie cherche à démontrer que ledit traité n'est pas avantageux pour les USA, qu'il n'apporterait aucune détente dans le climat de tension internationale, mais les sénateurs, accaparés par le seul problème juif, ne prêtent pas l'oreille à ces arguments. Ils donnent leur accord au traité, mais à condition que soit adopté l'« amendement Jackson » : ne pas le conclure tant que ne sera pas *totale*ment libre l'émigration des Juifs d'URSS. Et à travers le monde entier se présentent de nouveau les termes du marchandage du capital américain : nous n'accorderons notre aide au gouvernement soviétique que s'il accepte de laisser partir du pays nominément les Juifs – et les Juifs uniquement !

Et il ne se sera trouvé personne pour dire à haute voix : Messieurs, il y a cinquante-cinq ans, ce ne sont pas des dizaines de milliers, mais des millions de nos compatriotes qui n'ont pu voir qu'en rêve la possibilité de fuir ce régime soviétique abhorré, personne ici n'a jamais reçu le droit d'émigrer et jamais, jamais les hommes politiques, les hommes publics d'Occident ne s'en sont étonnés, n'ont protesté, ni même proposé de punir le gouvernement soviétique ne serait-ce que par certaines limitations commerciales. (Une seule campagne – mais qui fut un échec – eut lieu en 1931, dirigée contre le *dumping* forestier soviétique – écouler à vil prix le travail d'abattage fourni par les détenus –, campagne plus vraisemblablement inspirée, du reste, par l'esprit de concurrence commerciale.) Quinze millions de paysans furent exterminés lors de la « dékoulakisation », six millions de paysans furent acculés à la famine en 1932, sans parler des exécutions en masse et des millions de gens qui finirent dans les camps, et pendant ce temps-là on se plaisait à signer avec les dirigeants soviétiques des traités, à leur accorder des prêts, à serrer leurs mains honnêtes, à quêter leur faveur, à s'en féliciter devant les parlements. Et c'est seulement lorsque les Juifs seuls se sont trouvés lésés dans leurs droits que l'Occident tout entier a été saisi par le feu d'une vive compassion et a commencé à comprendre de quel bois était fait ce régime. (J'avais noté sur un vilain bout de papier, en 1972 : « Grâce à Dieu, vous avez compris. Mais votre lucidité va-t-elle durer longtemps ? Il suffirait que le problème de l'émigration des Juifs soit résolu pour que vous redeveniez sourds aux problèmes russes sous

le communisme : de nouveau vous serez et sourds et aveugles, et cesserez de comprendre quoi que ce soit. »)

Vous ne vous figurez pas avec quel enthousiasme les Juifs accueillirent en Russie l'amendement Jackson : « On a enfin trouvé un puissant levier pour agir sur le pouvoir en URSS²⁸ ». Mais, subitement, en 1975, l'amendement Jackson rate son effet : contre toute attente, les dirigeants soviétiques refusent de parapher le traité commercial assorti de clauses privilégiées avec les États-Unis. (Vraisemblablement, ils comptaient recevoir d'autres pays, grâce au jeu de la concurrence, des crédits plus substantiels.)

Ce refus impressionna les activistes juifs en Russie comme à l'étranger, mais pour peu de temps. En Amérique et en Europe, le soutien à l'émigration prenait de plus en plus d'ampleur. « Conférence nationale américaine pour la défense des Juifs soviétiques. » « Union des comités de solidarité avec les Juifs soviétiques. » « Journée de solidarité nationale de l'Amérique avec les Juifs d'URSS » [avril 1975] : plus de cent mille manifestants ont défilé à Manhattan, entre autres les sénateurs Jackson et Humphrey, tous deux ex-candidats à la présidence. « Des manifestations de protestation ont été organisées par centaines et sous des formes variées... Les plus massives furent les "dimanches de solidarité" annuels, ces démonstrations et meetings à New York qui réunirent jusqu'à 250 000 participants (entre 1974 et 1987)²⁹. » Une session de trois jours à Oxford. Dix-huit prix Nobel interviennent en faveur de Lévitich, un électrochimiste membre correspondant de l'Académie des sciences. Six cent cinquante autres savants, toujours en faveur de Lévitich, lequel est autorisé à partir. En janvier 1978, plus de cent savants américains, dans un télégramme à Brejnev, exigent qu'on laisse partir à l'étranger le professeur Meiman. Une autre campagne mondiale, et l'on jubile lorsqu'elle aboutit : le mathématicien Tchoudnovski reçoit l'autorisation de suivre à l'étranger un traitement médical inconnu en URSS. Il ne s'agit pas seulement là de personnalités notoires : l'espace de quelque temps retentissent à travers le monde des noms parfaitement ignorés jusqu'alors et tout aussi rapidement oubliés. Ainsi la presse mondiale (en mai 1978)

28. V. Perelman, Krouchenie tchouda : pritchiny i sledstvia [Naufrage d'un miracle : causes et conséquences] [entretien avec G. Rosenblum] in VM, Tel Aviv, n° 24, p. 128.

29. PEJ, 1996, t. 8, p. 380.

attire à grands cris l'attention sur un cas particulièrement touchant : une petite fille moscovite de 7 ans, Jessica Katz, est atteinte d'une maladie incurable, mais on ne la laisse pas partir avec ses parents pour les États-Unis. Quel scandale ! Le sénateur Edward Kennedy intervient personnellement. Avec succès ! La presse s'enflamme. Toutes les chaînes de télévision montrent dans leurs informations, aux heures de grande écoute, l'accueil à l'aéroport, les larmes de bonheur, la fillette prise dans les bras. *La Voix de l'Amérique* consacre toute une émission en langue russe au sauvetage de Jessica Katz (sans penser que les familles russes qui ont des enfants souffrant de maladies incurables restent face à un mur inébranlable). Soudain, à la suite d'une expertise médicale, on apprend que Jessica ne souffre d'aucune maladie, que ses rusés parents ont berné le monde entier pour être sûrs de pouvoir partir. (La radio en souffle quelques mots entre les dents, à peine perceptibles, ni vu ni connu. À qui donc pardonnera-t-on à l'avenir un tel bluff ?). Et du pareil au même : la grève de la faim en prison de V. Borissov (déc. 1976), qui avait déjà purgé six ans dans un hôpital psychiatrique, est relatée par *La Voix de l'Amérique* sur le même plan que « les quinze jours » d'un certain Ilya Lévine, resté en liberté, et accorde à ce dernier beaucoup plus d'attention. Il suffit à quelques obscurs *refuzniki* de signer une déclaration sur l'impossibilité d'émigrer pour qu'elle soit aussitôt retransmise par *Radio-Liberté*, *La Voix de l'Amérique*, la BBC au nombre des informations mondiales les plus importantes. Encore aujourd'hui, on a peine à croire à toute la publicité dont ils ont bénéficié !

On remarque à juste titre que cette épopée des premiers pas accomplis par les Juifs soviétiques dans l'obtention de leur départ, suscite dans le monde juif tout entier, mais principalement en Amérique, une vive conscience de leur appartenance nationale. « La solidarité enthousiaste des Juifs d'Occident a fait écho à la tenacité prophétique des premiers sionistes » d'URSS. « Les Juifs occidentaux virent leurs idéaux en actes. Ils avaient eu confiance dans les Juifs russes... ce qui revient à dire qu'ils eurent confiance dans leurs propres meilleures qualités... Tout ce que les Juifs occidentaux auraient voulu voir en permanence autour d'eux mais... qu'ils ne voyaient pas³⁰. » Il existe une autre interprétation qui

30. A. Voronel, *Vmesto posleslovïa* [En guise de postface] in « 22 », 1983, n° 31, p. 140.

recèle une pénétrante ironie : « La marchandise proposée (*l'esprit juif en pleine résurgence*) a trouvé des acheteurs enthousiastes (les Juifs américains). Ni l'Amérique ni les Juifs américains ne sont guère intéressés par les Juifs venus d'URSS en tant que tels. C'est l'esprit de rébellion juif qui constitue la marchandise. Les Juifs d'Amérique (et, avec eux, les Juifs de Londres, d'Amsterdam, de Paris, etc.), chez qui les sentiments juifs ont été réveillés par le triomphe des Six Jours, ont cru voir là une chance de se faire *un allié...* » Une « lutte confortable..., sans trop d'efforts³¹. »

Mais il faut l'admettre : les envolées des âmes, ici et là-bas, s'influençant mutuellement, ébranlaient de plus en plus les parois du blindage soviétique.

*

On considère que l'émigration juive de masse sortie d'URSS a débuté en 1971 : 13 000 personnes en un an (98 % d'entre elles se rendant en Israël). En 1972, 32 000 ; en 1973, 35 000 (pendant ces trois ans, de 85 à 100 % de départs pour Israël³²). Cependant, la plupart des partants ne venaient pas des centres russes, mais de Géorgie et des États baltes. (Bien que « la Géorgie fût un pays exempt d'antisémitisme », comme le déclara un délégué juif au Congrès international ; de nombreux Juifs géorgiens furent d'ailleurs déçus à leur arrivée en Israël et voulurent rentrer). Les régions centrales de l'URSS n'ont pas connu alors de puissant mouvement d'émigration. Ce qui, plus tard, quand l'émigration devint plus difficile, donna lieu à une forte amertume (R. Noudelman) : « Le courage tardif des futurs *refuzniki* n'eût peut-être pas été nécessaire s'ils avaient en temps utile profité de la brèche qui leur avait été frayée. » On lui rétorquera : « Il faut du temps aux gens pour mûrir... Combien de temps nous fut nécessaire pour comprendre qu'il ne fallait pas rester, que rester constituerait un véritable crime vis-à-vis de nos propres enfants³³ ? »

31. V. Bogouslavski, Oni nitchevo ne poniali [Ils n'ont rien compris] in « 22 », 1984, n° 38, p. 156.

32. F. Kolker, Novij plan pomoschi sovetskomoj evreistvou [Un nouveau plan d'aide aux Juifs soviétiques] in « 22 », 1983, n° 31, p. 144.

33. I. Stern, Situatsia neoustoitchiva i potomou opasna [La situation est instable, partant dangereuse], (interview] in « 22 », 1984, n° 38, pp. 132, 133.

« Holà ! Holà ! Fuyez du pays du Nord »
 – oracle de Yahvé (Za. 2 ; 10).

Désormais, cependant, l'agitation suscitée par la possibilité d'émigrer se propage à toute vitesse dans les villes russes et ukrainiennes. En mars 1973, sept cent mille demandes d'émigration ont été déposées. Toutefois, à l'automne 1973, a lieu la guerre du Kippour, et à cet instant le désir d'émigrer « connaît une fracture ». « La face d'Israël après cette guerre changea brusquement. Au lieu d'une nation courageuse et sûre d'elle-même, avec son aisance matérielle, sa foi dans l'avenir, sa direction monolithique, Israël apparut inopinément au monde comme désespéré, mou, déchiré par des contradictions internes. Le niveau de vie de la population y chuta drastiquement³⁴. »

Aussi, en 1974, seulement quelque 20 000 Juifs quittent l'URSS. Et en 1975-1976, en transitant par Vienne, « jusqu'à 50 % de Juifs soviétiques évitent de se rendre en Israël. Cette époque voit naître un nouveau terme, *priamiki* (les "directs")³⁵, c'est-à-dire ceux qui se rendent *directement* aux États-Unis. Après 1977, leur proportion « oscille entre 70 et 98 %³⁶ ».

« À dire vrai, cela peut se comprendre. L'État juif a été conçu comme un refuge national pour les Juifs du monde entier. Un refuge qui, en premier lieu, leur garantit une existence sans danger. Mais tel n'a pas été le cas. Le pays s'est trouvé pour de longues années sur la ligne de feu³⁷. »

Par ailleurs, « il apparut bientôt qu'Israël avait besoin non pas de Juifs intellectuels..., mais d'une *intelligentsia juive* ». Dès lors, « tout Juif réfléchi... comprit avec horreur que, de par ses qualités propres, il n'avait rien à faire en Israël ». Il apparut qu'en Israël il fallait être imprégné de culture nationale juive ; dès lors, « les nouveaux arrivés eurent conscience d'avoir commis une erreur tragique : ça n'avait eu aucun sens de quitter la Russie » (du fait aussi qu'ils y avaient perdu leur statut social³⁸), et les lettres adressées au pays le firent savoir à ceux qui n'étaient pas encore

34. T. Manevitch, pp. 107-108.

35. F. Kolker, p. 144.

36. V. Perelman, p. 152.

37. S. Tyroulnikov, Izrail-god 1986 [Israël, an 1986] in VM, 1985, n° 88, p. 135.

38. G. Faïn, pp. 135-136.

partis. « Le ton et le contenu de ces lettres étaient presque tous négatifs à l'égard d'Israël. Israël est un pays dans lequel l'État s'immisce dans tous les aspects de la vie du citoyen, et cherche à les prendre en charge³⁹. » « Des préventions contre l'émigration en Israël se sont fait jour chez beaucoup dès le milieu des années 70⁴⁰. » « Les milieux de l'intelligentsia de Moscou et Leningrad ont acquis la ferme conviction qu'Israël est une société close, spirituellement pauvre, repliée sur ses problèmes nationaux étriqués, et qui subordonne la culture aux intérêts idéologiques de l'actualité... Au mieux... une province culturelle, au pire... un nouveau gouvernement totalitaire, mais dépourvu d'appareil répressif⁴¹. » Non sans raisons, de nombreux Juifs soviétiques eurent l'impression, en débarquant en Israël, qu'ils avaient troqué un régime autoritaire pour un autre⁴².

Quand, en 1972-1973, il arrivait en Israël, chaque année, plus de 30 000 Juifs soviétiques, Golda Meir venait en personne les accueillir à l'aéroport et versait des larmes, et les journaux israéliens désignaient leur arrivée massive comme « le Miracle du xx^e siècle ». À cette époque, « tous se rendaient bel et bien en Israël. Et l'on montrait du doigt ceux qui prenaient une correspondance pour Rome » – autrement dit, choisissaient de ne pas aller en Israël. « Mais, d'une année sur l'autre, le nombre de ceux qui arrivaient se mit à chuter de dizaines de milliers à quelques milliers, de quelques milliers à quelques centaines, puis à quelques unités. Et à Vienne on montrait désormais du doigt non pas ceux qui prenaient une correspondance pour Rome, mais les quelques "isolés", des "originaux", des "toqués", qui continuaient à se rendre en Israël⁴³. » « Auparavant, Israël était la norme, et il fallait expliquer pourquoi on n'y allait pas ; aujourd'hui, au contraire, sont sommés de s'expliquer ceux qui ont l'intention d'y aller⁴⁴. »

« Scule la première vague était mue par un idéal » ; à compter

39. E. Manevitch Novaia emigratsia : sloukhi i realnost [La nouvelle émigration : ce qu'on en dit et ce qu'il en est] in VM, 1985, n° 87, p. 111.

40. E. Finkelstein, Most, kotorii roukhnoul [Un pont qui s'est effondré] in « 22 », 1984.

41. E. Sotnikova, [Lettre à la rédaction] in VM, 1978, n° 25, p. 214.

42. M. Noudler, Prends le temps de réfléchir, [table ronde], *op. cit.*, p. 138.

43. V. Perelman [Courrier des lecteurs] in VM, 1977, n° 23, p. 217.

44. J. Stern, Dvoinaia otvetstvennost [Une double responsabilité] [Interview] in « 22 », 1981, n° 2, p. 126.

de 1974 et au-delà, sont partis d'URSS ceux qu'on pourrait appeler le second niveau des Juifs, qui ne chérissaient Israël que de loin⁴⁵. » Et, à la réflexion : « L'apparition du *neshira* [*neshira* : les défec-tions sur le chemin d'Israël ; de *noshrim*, les renégats] est peut-être liée au fait qu'au début l'émigration venait essentiellement de la périphérie [de l'URSS] où les traditions [juives] étaient solides, alors qu'elle venait maintenant du centre où les Juifs s'étaient nota-blement détachés de leur tradition⁴⁶ ? »

D'une façon ou d'une autre, plus les portes de l'émigration s'ou-vraient large, moins il y avait d'esprit juif dans ce torrent ; « la plupart des migrants ne savaient pratiquement rien de l'alphabet hébreu⁴⁷. La principale raison qui les poussait à l'émigration n'était pas l'envie d'acquérir la judéité, mais plutôt de s'en défaire⁴⁸. »

En Israël, on ironise : « Le monde ne s'est pas rempli du bruit des pas des Juifs qui s'empressaient d'aller faire leur nid en Israël... Ceux qui lui ont emboîté le pas ont eu vite fait de comprendre les erreurs de l'avant-garde : en masse ils se sont précipités habilement là où des mains étrangères leur avaient aménagé une vie étrangère. En masse, précisément – et voilà en quoi s'est enfin manifestée la fameuse unité juive⁴⁹. » Eh bien oui, ces gens-là « ont émigré d'URSS pour jouir de la liberté intellectuelle, aussi se doivent-ils de vivre en Allemagne ou en Angleterre⁵⁰ », ou plus simplement encore de s'installer aux États-Unis. Dans une perspective plus large : la diaspora est à tout le moins nécessaire « parce qu'il faut bien que quelqu'un apporte un peu d'argent à un Israël dépourvu de ressources, ou fasse du tapage quand on l'agresse ! Mais, d'un autre côté, cette diaspora perpétue l'antisémitisme⁵¹. »

A. Voronel en vient à des généralisations plus élevées : « La situation des Juifs russes et le problème de leur émancipation ne font que refléter la crise de tout le monde juif... Le problème des Juifs soviétiques nous aide à mieux voir le trouble qui affecte nos

45. E. Manevitch, pp. 109-110.

46. G. Freiman, Dialog ob alie i emigratsii [Dialogue sur l'alya et l'émigration] (avec A. Voronel), in « 22 », 1983, n° 31, p. 119.

47. A. Eterman, p. 126.

48. B. Orlov, Pouti-dorogui « rimskikh piligrimov » [Les différentes voies des « pèlerins de Rome »], in VM, 1977, n° 14, p. 126.

49. N. Voronel, Prends le temps de réfléchir, article cité [table ronde], pp. 117, 118.

50. Z. Lévine, p. 127.

51. A. Dobrovitch (Lettre à l'éditeur), in « 22 », 1989, n° 67, p. 218.

propres rangs » ; « le cynisme des Juifs soviétiques », qui utilisent de fausses invitations envoyées d'Israël au lieu « de se soumettre à un destin qui leur indique le chemin de l'honneur, ne fait que refléter le cynisme et la dépravation qui atteignent tout le monde juif (et non juif) » ; « sous l'influence du business, de la concurrence, des possibilités illimitées du Monde libre, les problèmes de conscience sont de plus en plus ignorés⁵² ».

Il s'agissait en fait de fuir en masse une vie soviétique pleine de difficultés, pour celle, plus facile, de l'Occident, ce qui, d'un point de vue humain, se comprend tout à fait. Mais que signifie alors le « rapatriement » ? En quoi consiste la supériorité morale de ceux qui ont décidé de quitter le « pays des esclaves » ? Les Juifs soviétiques qui cherchaient en ces années-là à obtenir le droit d'émigrer clamaient hautement : « Laisse partir mon peuple ! » Mais c'était une citation tronquée. Dans la Bible, il est dit : « Laisse partir mon peuple, qu'il célèbre une fête pour moi dans le désert ! » (Ex., 5 ; 1). Or trop de ceux qu'on laissait partir allèrent non pas dans le désert, mais dans l'opulente Amérique.



Mais au tout début, dans les années heureuses de cette émigration inopinée, sont-ce les convictions sionistes, l'aspiration à rejoindre Israël qui furent les principaux facteurs à stimuler de l'exode ? Différents auteurs juifs témoignent du contraire.

« À la fin des années 60, la situation en Union soviétique relevait de l'*alya* plutôt que du mouvement sioniste. Il y avait toute une vague de gens prêts, en leur for, à fuir l'URSS. C'est au sein de cette vague que s'est fait jour ce qu'on peut appeler un mouvement sioniste⁵³. » Aux dynamiques cercles d'étude de l'histoire et de la culture juives participaient ceux dont « le signe distinctif était pour le moins une totale absence de ce carriérisme si répandu dans les milieux de l'intelligentsia juive russe. Aussi donnaient-ils tout leur temps libre aux affaires juives⁵⁴ ». Pour ceux-là, dès la fin des années 70, débuta « l'ère des professeurs d'hébreu », et, dans les

52. A. Voronel, En guise d'introduction, article cité, pp. 139-141.

53. V. Bogouslavski, Prends le temps de réfléchir [table ronde citée], p. 139.

54. Du même, Aux sources, interview citée, p. 105.

années 80, « ceux qui enseignaient la Tora étaient les seuls à continuer à exercer encore une certaine influence sur les esprits⁵⁵ ».

Les motivations qui poussent certains à émigrer s'expliquent ainsi : « Le pouvoir soviétique a dressé des obstacles à ce qui était pour les Juifs le plus important : l'avancement professionnel » ; en conséquence, « les Juifs étaient menacés d'être rétrogradés⁵⁶ ». « Une fatalité administrative aveugle les a rejetés d'abord vers la judéité, ensuite vers le sionisme. Nombreux étaient ceux qui... ne s'étaient jamais heurtés jusque-là à l'antisémitisme ou à des persécutions politiques⁵⁷. » « Ils étaient accablés par l'absence de perspectives dans leur existence de Juifs russes, laquelle recelait une contradiction... à laquelle ils ne pouvaient échapper ni par l'assimilation ni par la judéité⁵⁸. » Ils ressentaient avec de plus en plus d'amertume cette incompatibilité : « Des dizaines et des dizaines de nullards... te tirent vers l'inconnu... te repoussent vers le fond⁵⁹. » D'où le désir de s'échapper coûte que coûte d'Union soviétique, « et la perspective exaltante, quand d'une soumission totale au pouvoir soviétique on va brusquement devenir, en trois mois, un homme libre..., agissait comme un puissant déclencheur⁶⁰ ».

Bien entendu, une atmosphère complexe entourait ces départs. Certains écrivaient : la majorité juive « a profité de la porte ouverte par les sionistes..., elle quitte avec nostalgie une Russie à laquelle elle s'était bien adaptée, à laquelle elle s'était faite⁶¹ » (le sens transparait à travers le participe employé ; l'auteur veut dire : à laquelle elle avait dû se frotter de gré ou de force). D'autres disaient : « Pour l'écrasante majorité, la décision d'émigrer était de nature cérébrale, alors que l'envie de s'y opposer venait des

55. A. Eterman, interview citée, pp. 136, 140.

56. A. Voronel, *Dialog ob alie i emigratsii* [Dialogue sur l'alya et l'émigration] (avec G. Freiman) in « 22 », 1983, n° 31, p. 119.

57. Lev Kopelev, *O pravde i terpinosti* [De la vérité et de la tolérance], New York, 1982, p. 61.

58. [R. Noudelman] *Kolonka redaktora* [Le billet du rédacteur] in « 22 », 1979, n° 7, p. 97.

59. E. Angenitz, *Spousk v bezdnou* [Descente vers l'abîme] in « 22 », 1980, n° 15, pp. 166, 167.

60. A. Eterman, *La troisième génération* [interview citée], p. 125.

61. V. Bogouslavski, *V zaschitou Kounaeva* [En défense de Kounaev] in « 22 », 1989, n° 16, p. 175.

tripes⁶² », de la sensation de faire corps avec le pays et ses traditions. S'agissait-il là de la majorité, nul ne saurait le préciser. Mais les sentiments qui nous sont connus oscillaient entre les vers de bon aloi de Lia Vladimirova :

À vous mes bien-aimés, à vous qui êtes fiers,
Je lègue la mémoire, je vous lègue ce départ,

et une plaisanterie alors en vogue : « Qui partira le dernier ne devra pas oublier d'éteindre la lumière. »

L'attrait des Juifs soviétiques pour l'émigration coïncida avec le début du mouvement de la dissidence en URSS. Il y avait là comme un lien organique : « Pour certains de ces [intellectuels juifs], la conscience nationale des Juifs en URSS » en « est une forme particulière, une excroissance..., une nouvelle forme de non-conformisme⁶³ » ; ils estimaient que leur hâte à s'arracher à ce pays soldait en même temps une lutte politique désespérée. En fait, on retrouvait là le dilemme qu'avait connu le sionisme au début du ^{xx}e siècle : le but est de quitter le pays, mais faut-il entre-temps poursuivre le combat politique ? À cette époque, on penchait plutôt pour l'affirmative, ce qui n'était plus le cas désormais. Mais les actes téméraires en vue d'obtenir le droit à l'émigration ne pouvaient pas ne pas stimuler aussi l'audace politique, et il arrivait que les acteurs fussent les mêmes.

Ainsi, par exemple (mais plus tard, en 1976), des militants du mouvement juif – V. Roubine, A. Chtcharanski, V. Slépak – prirent sur eux de soutenir le « groupe des dissidents d'Helsinki » – mais, « dans les milieux juifs, cette décision fut jugée comme un risque déraisonnable et injustifié », car elle pouvait conduire « à une reprise immédiate et totale des mesures de répression à l'encontre des militants juifs », et elle menaçait de surcroît de transformer le mouvement juif « en un appendice de la dissidence⁶⁴ ».

Par ailleurs, de nombreux dissidents profitèrent de la simultanéité des deux mouvements pour fuir le champ de bataille et assurer leur

62. V. Liubarski, *Chto delat, a ne kto vinoval* [Que faire, et non pas qui est coupable ?], in VM, 1990, n° 109, p. 129.

63. B. Khazanov, *Novaia Rossiia* [Une Russie nouvelle], in VM, 1976, N°8, p. 143.

64. V. Lazaris, *Ironitcheskaia pesenka* [Une chanson satirique] in « 22 », 1978, n° 2, p. 207.

salut individuel. Des fondements théoriques furent avancés pour légitimer pareille attitude. « Tout homme honnête en URSS doit se sentir à jamais le débiteur d'Israël, et voici pourquoi... La brèche de l'émigration ouverte dans le rideau de fer grâce à Israël... garantit ses arrières au petit groupe de gens qui sont prêts à s'opposer à la tyrannie impitoyable du Parti communiste soviétique et à défendre les droits de l'homme en URSS. L'absence d'"issue de secours" aurait eu aujourd'hui les effets les plus néfastes sur le mouvement démocratique⁶⁵. »

Avouons-le : cynique, cette explication rendait un bien mauvais service à la dissidence. Un contradicteur épingle son caractère fallacieux : « Ainsi, les adversaires [du PCUS] joueraient un jeu plutôt étrange : ils s'engageraient dans le mouvement démocratique, étant sûrs à l'avance de l'existence d'une "sortie de secours". Par là, ils montraient le caractère provisoire et inconséquent de leur action... Des émigrants potentiels ont-ils le droit de parler ainsi des changements en Russie, et, qui est plus est, au nom de la Russie⁶⁶ ? »

Un dissident un peu trop imaginaire (dans l'émigration, il sera ordonné prêtre orthodoxe) conçut l'échafaudage suivant : l'émigration juive provoque « une révolution dans la mentalité de l'homme soviétique » ; « le Juif qui lutte pour le droit à l'émigration se transforme en combattant pour la liberté » en général... « Le mouvement juif devient cette glande sociale qui commence à sécréter dans les esprits les hormones de l'état de droit », il devient « en quelque sorte le ferment du progrès continu de la dissidence ». Mais « la Russie se vide », « l'étranger, espace jusque-là mythologique, se peuple de gens de notre bord... », « l'Exode juif... refoule progressivement le totalitarisme soviétique en Moscovie, à l'écart des vastes espaces de liberté⁶⁷ ».

Ce point de vue fut accueilli avec empressement ; pendant des années, on claironna : « Le droit à l'émigration est le tout premier des droits de l'homme... » On ne cessait de répéter en chœur qu'il s'agissait là « d'une fuite sous la contrainte », et quant à « affirmer que la situation des Juifs est privilégiée, ce serait un blasphème⁶⁸ » !

65. I. Melitchouk [Lettre à l'éditeur] in VM, 1977, pp. 213-214.

66. V. Lazaris, article cité, p. 200.

67. M. Aksenov-Meerson, *Evreiskii iskhod v rossiiskoi perspektive* [L'Exode juif dans une perspective russe], in VM, 1979, n° 41.

68. G. Soukharevskaja [Lettre à l'éditeur], in *Sem dnci*, New York, 1984.

Oui, quitter un navire en perdition à bord de canots de sauvetage est assurément un acte forcé. Mais *disposer d'un canot* constitue un immense privilège. Or, au bout d'un demi-siècle exténuant sous le régime soviétique, les Juifs l'ont soudain obtenu, les autres non.

Les plus délicats exprimaient un sentiment plus responsable : « On peut lutter pour le rapatriement des Juifs, cela se comprend ; on peut lutter pour que le droit à l'émigration soit accordé à tous, cela se comprend aussi ; mais il ne convient pas de lutter pour un droit à l'émigration réservé *aux seuls Juifs*⁶⁹. »

En dépit des théoriciens attendris de l'émigration pour lesquels, de cette façon, tous les Soviétiques participaient à la vie de l'Occident et, de ce fait, se sentaient en URSS plus libres, les Soviétiques, bien au contraire, désormais se sentaient davantage encore dans l'impasse, encore plus floués et plus esclaves. Parmi les émigrants, certains le comprenaient : « L'élément le plus insidieux, dans cette situation, c'est que ne partent que les Juifs. De façon inepte, le problème s'est réduit à quelque chose comme une vérification de l'authenticité des intentions de départ⁷⁰. »

C'était bien cela. Mais, par aveuglement, on ne l'a pas remarqué.

Or, que devaient penser les habitants restés dans la « Moscovie totalitaire » ? L'éventail des attitudes est large, depuis l'irritation populaire (à vous, Juifs, on le permet, à nous, non...) jusqu'aux sentiments désolés des intellectuels, comme me l'exprima dans une conversation privée L. K. Tchoukovskaïa ; « Des dizaines de gens de grande valeur s'en vont, en l'absence desquels des liens intérieurs très importants pour le pays viennent à se rompre. Des nœuds qui formaient son tissu culturel se déchirent... »

Comme nous venons de le lire : « La Russie se vide. »

Penchons-nous sur les réflexions profondes d'un émigré juif sur cet Exode : « Les Juifs de Russie ont vécu une expérience sans précédent de fusion avec le peuple et la culture russes, ils ont participé au destin et à l'histoire de la Russie, pour ensuite s'en écarter brusquement, comme en physique un corps s'écarte d'un corps de même charge, et s'en aller ». (Quelle pertinence, quelle profondeur dans cette analogie !). « Le plus étonnant, dans cet

69. J. Chlomovitch, *Oglianis v razdoumie* [Prends le temps de réfléchir] [table ronde] in « 22 », 1982, n° 24, p. 138.

70. B. Khasanov, *Novaïa Rossia* [La Nouvelle Russie], in VM, 1976, n° 8, p. 139.

Exode, c'est qu'il a été volontaire et s'est produit au moment où l'assimilation était à son point le plus haut... Caractère pathétique de l'alya russe des années 70... Nous n'avons pas été expulsés du pays par quelque décret royal ou par la décision d'un parti ou d'un gouvernement, nous n'avons pas fui la fureur débordante d'un pogrom populaire... Cet aspect ne vient pas d'emblée à la conscience de ceux qui ont pris part à ces événements...⁷¹ »

Et cependant, l'émigration des Juifs de l'URSS inaugura indubitablement un important mouvement de portée universelle. Le début de l'Exode marque la limite de ces deux siècles où Juifs et Russes durent vivre ensemble. Désormais, tout Juif russe a acquis la possibilité de décider par lui-même s'il va vivre en Russie ou hors d'elle. Vers le milieu des années 80, la liberté d'émigrer en Israël sera totale, on n'aura plus besoin de lutter pour l'obtenir. Tout ce qui s'est passé au cours de ces deux siècles avec les Juifs en Russie – la Zone de résidence et son extinction progressive, la renaissance, l'élévation jusqu'aux sommets du pouvoir russe, la nouvelle oppression, suivie de l'Exode – n'a pas été le jouet de circonstances fortuites à la périphérie de l'Histoire. Les Juifs ont bouclé le cycle de leur dispersion autour de la Méditerranée jusqu'aux régions orientales de l'Europe, puis se sont mis en mouvement pour regagner la terre d'où ils étaient partis.

Dans ce cycle et son achèvement perce un dessein suprahumain. Il appartiendra peut-être à nos descendants de le discerner plus nettement. Et d'en deviner le sens.

71. B. Orlov, Ne te outchili vy alfavity [Vous n'avez pas appris les bons alphabets], in VM, 1975, n° 1, pp. 127-128.

Chapitre 27

DE L'ASSIMILATION

Quand et comment a commencé cette situation particulière aux Juifs : partout se sentir « n'être que des hôtes » ? La plupart des gens croient dur comme fer que la multiséculaire dispersion des Juifs a pour origine la destruction du temple de Jérusalem par Titus en l'an 70 après J.-C. : que, dès lors, dépossédés de force de leur terre natale, les Juifs furent contraints d'errer de par le monde. Mais non – « à cette époque, une imposante majorité de Juifs vivaient déjà dans la dispersion, il ne restait en Palestine tout au plus que la huitième partie du peuple¹ ». Les débuts de la dispersion juive sont beaucoup plus anciens : « Dès l'époque de la captivité à Babylone [VI^e s. avant J.-C.] », sans doute même avant, « les Juifs étaient dans leur majorité un peuple dispersé ; la Palestine n'était pour eux que leur centre religieux et, dans une certaine mesure, culturel² ».

La dispersion des Juifs avait été prédite dès les textes les plus anciens de la Bible. « Vous, je vous disperserai parmi les nations » (Lév. 26, 33) ; « Dieu vous dispersera parmi les peuples, et il ne restera de vous qu'un petit nombre au milieu des nations » (Deut. 4, 27).

« Seule une fraction négligeable des Juifs est rentrée de la captivité [babylonienne], beaucoup d'entre eux restèrent à Babylone pour ne pas abandonner leurs biens. » De nombreux centres de

1. *I. M. Biekerman*, *K samopoznaníu evreia : tchem my byli, tchem my stali, tchem my doljny byt* [Le Juif tel qu'il se ressent : ce que nous avons été, ce que nous sommes devenus, ce que nous devons être], Paris, 1939, p. 17.

2. *S.Ia. Lourié*, *Antisemitizm v drevnem mire* [L'antisémitisme dans l'Antiquité], Tel-Aviv, 1976, p. 160 [1^{re} éd., Petrograd, 1922].

peuplement se créent hors de la Palestine : « Les Juifs se sont retrouvés en grand nombre... dans les grands centres commerciaux et artisanaux du monde antique » (par exemple à Alexandrie, sous les Ptolémées, les Juifs représentaient les deux cinquièmes de la population, « en majorité des commerçants et des artisans³ ». Le philosophe judéo-hellène Philon d'Alexandrie (mort au milieu du 1^{er} siècle, vingt ans avant la destruction du Temple) témoigne : « [Les Juifs] tiennent pour leur métropole la Ville sainte qui abrite le temple du Dieu Très-Haut, mais considèrent comme leur patrie les pays qui sont devenus leur lieu de séjour, celui de leurs pères, grands-pères et arrière-grands-pères, ou d'ancêtres encore plus éloignés, et où eux-mêmes sont nés et ont été éduqués⁴. »

Michel Gerschenson a écrit dans ses réflexions sur les destinées post-babyloniennes du peuple juif : les Juifs « s'adaptaient bien dans les pays étrangers et ne s'empressaient pas de rejoindre leur vieille patrie, contrairement à ce qu'on aurait pu croire ». « Souvenez-vous : le royaume juif subsistait encore quand la majorité des Juifs étaient déjà dispersés à travers tous les pays orientaux ; le Second Temple resplendissait encore dans toute sa gloire quand, dans les rues et les maisons de Jérusalem, on n'entendait plus la langue biblique : toute la population parlait soit le syriaque, soit le grec. » Dès ce temps-là, les Juifs, semble-t-il, avaient pris conscience « qu'il ne fallait pas chérir l'indépendance nationale, mais apprendre à s'en passer sous un pouvoir étranger, qu'il ne fallait pas s'attacher ni à un lieu, ni à une langue uniques⁵ ».

Les historiens juifs actuels ne se sont pas départis de ce point de vue : « Les Juifs de l'Antiquité se sont dispersés et ont créé des centres importants dans la diaspora avant l'effondrement de l'État juif⁶. »

« Le peuple qui avait reçu la Loi ne voulait pas retourner dans son pays. Il y a là quelque chose de très profond que nous n'avons pas encore tout à fait élucidé. Il est tellement plus facile de discourir sur les valeurs juives et la préservation de la judéité que d'expliquer

3. *Ibidem*, pp. 64, 122, 159.

4. *S. la.Lourié**, p. 160.

5. *M. Gerschenson*, *Soudby rousskogo naroda* [Les destinées du peuple juif], in « 22 », n° 19, pp. 109-110.

6. *S. Tsyroulnikov*, *Filosofia evreiskoi anomalii* [La philosophie de l'anomalie juive] in *VM*, 1984, n° 77, p. 148.

les vraies raisons de la si longue existence du *galout*⁷. » (Le mot veut dire « exil ». Jusqu'au milieu du XX^e siècle, l'hébreu n'a pas eu de mot pour signifier la « diaspora » en tant qu'existence dans une dispersion librement consentie, mais uniquement ce *galout*, signifiant « exil ».)

Ces témoignages historiques nous montrent que la dispersion des Juifs n'a pas été exclusivement une fatalité malheureuse, mais *une libre recherche*. Non pas seulement une infortune sur laquelle on gémissait, mais aussi, peut-être, un moyen de se ménager une vie plus facile. Ce qui est important pour bien comprendre la diaspora.

Chez les Juifs, aujourd'hui encore, il n'y a pas de consensus sur la façon d'envisager la diaspora : a-t-elle été un bien ou une malédiction ?

Dès son apparition et jusqu'à la formation de son idéologie, le sionisme répond avec assurance : « Notre dispersion constitue pour nous-mêmes une malédiction terrible, aux autres elle n'apporte rien de bien, rien d'utile, aucune paix... Partout nous ne sommes que des hôtes... et de toute façon nous sommes indésirables, on veut se débarrasser de nous⁸. » « Des gens sans foyer sentant partout qu'ils ne sont que des hôtes, voilà la véritable malédiction de la dispersion, son goût vraiment amer⁹ ! » « D'aucuns disent : avoir plusieurs "foyers" augmente pour les Juifs les chances de survie. À mon sens, un peuple qui est l'hôte de plusieurs foyers étrangers et qui n'a pas cure de son propre foyer, ne peut tabler sur sa sécurité. Le fait d'avoir plusieurs foyers à sa disposition ne fait que corrompre¹⁰. »

Mais l'opinion contraire offre une vision plus large et, semble-t-il, plus réaliste. « Vraisemblablement, le peuple juif s'est conservé et a résisté non en dépit de son exil et de sa dispersion, mais grâce à eux » ; « La dispersion juive n'est pas une péripétie, mais un élément constitutif de l'histoire juive¹¹ » ; « Il faut se poser la question : le peuple juif s'est-il conservé dans toute son originalité

7. A. Ioshua, Golos pisatelia [La Voix d'un écrivain] in « 22 », 1982, n° 27, p. 158.

8. Max Brod, Liubov na rasstoianie [Un amour à distance], VM, 1976, n° 11, pp. 197-198.

9. Amos Oz, Ovremeni i o sebe [Sur l'époque et sur moi-même], Kontinent, M., 1991, n° 66, p. 260.

10. A. B. Ioshua, p. 159.

11. S. Tsyroulnikov, Filosofia evreiskoi anomalii [La philosophie de l'anomalie juive], VM, 1984, n° 77, pp. 149-150.

nonobstant son exil et sa dispersion, ou grâce à eux ? » « La tragédie qui s'est déroulée à Jérusalem en l'an 70 a détruit l'État, mais a été l'indispensable condition du salut du peuple » ; « l'instinct d'autoconservation nationale, porté à son point extrême », nous a conduits au salut à travers la diaspora¹². « Les Juifs n'ont jamais eu une vision tout à fait claire de leur situation et de ses origines. L'exil était considéré comme l'expiation des péchés commis, mais il devenait aussi une grâce particulière par laquelle Dieu avait distingué Son peuple. Par la diaspora, le Juif a obtenu le sceau de l'élection qu'il avait entrevu par avance sur son visage... Sa situation de peuple dispersé ne lui paraissait pas contre nature... ... Même aux époques où leur statut d'État connut sa meilleure extension, les Juifs laissaient sur leur route des garnisons, envoyaient aux quatre coins des avant-gardes, comme s'ils pressentaient l'exil et se préparaient à se retirer sur des positions préparées à l'avance » ; « Ainsi, la diaspora est une forme spécifique de l'existence des Juifs dans le temps et l'espace terrestres¹³ ». Et dans la diaspora elle-même, comme les Juifs sont mobiles ! « Le peuple juif ne fait son nid nulle part, même passé plusieurs générations¹⁴. »

S'étant retrouvés dans une si vaste dispersion en petites enclaves au sein d'autres peuples, les Juifs se devaient d'élaborer une attitude bien claire à l'égard de ces peuples, une ligne de conduite à leur endroit : devaient-ils chercher l'union totale, une fusion avec ces peuples, ou s'en écarter, s'en préserver ? De nombreux préceptes de l'Écriture sainte recommandent la séparation. Les Juifs de Judée avaient, à l'égard de leurs voisins les plus proches, une attitude à tel point intransigeante qu'ils se gardaient d'en recevoir même un morceau de pain. Les mariages mixtes étaient formellement proscrits. « Nous ne donnerons plus nos filles aux peuples du pays et ne prendrons plus leurs filles pour nos fils » (Né. 10, 30). Esdras, lui, ordonnait de rompre les mariages déjà conclus, même s'il y avait des enfants !

Vivant dans la diaspora, les Juifs, des millénaires durant, ne se sont pas mélangés avec ces peuples, comme le beurre ne se

12. P. Samorodnitski. Strannii narodets (Un curieux petit peuple), « 22 », 1980, n° 15, p. 153, 154.

13. E. Fishtein. Iz galouta s liuboviou [Du galout avec amour], « 22 », 1985, n° 40, pp. 112-114.

14. M. Shamir, Sto let voiny [Cent ans de guerre], « 22 », 1982, n° 27, p. 167.

mélange pas avec l'eau mais remonte pour se maintenir en surface. Tout au long de ces siècles, ils se sentaient comme séparés et, jusqu'au XVIII^e, « les Juifs en tant que peuple jamais n'ont montré de penchant pour l'assimilation ». L'*Encyclopédie juive* parue avant la révolution cite le jugement de Marx selon lequel « les Juifs ne s'assimilaient pas parce qu'ils représentaient un type économique supérieur, autrement dit une classe capitaliste au milieu de peuples paysans et petits-bourgeois », mais le conteste : l'économie a été un facteur secondaire, « les Juifs de la diaspora ont créé une économie qui les préservait de l'assimilation. Ils l'ont fait parce qu'ils avaient conscience de leur supériorité culturelle », laquelle découlait « du contenu spirituel du judaïsme dans sa forme la plus achevée, ce qui prévenait de toute imitation¹⁵ ».

Mais, à partir du XVIII^e siècle, les Juifs commencent à croire en l'assimilation, laquelle, dans l'Europe occidentale du XIX^e siècle, « devient déjà un ferment de désagrégation de la nation juive ». L'assimilation commence « dès que la culture environnante atteint le niveau auquel se trouve la culture juive, ou quand les Juifs cessent de créer de nouvelles valeurs ». Chez les Juifs d'Europe, « depuis la fin du XVIII^e siècle, la détermination nationale faiblit : une trop longue attente l'a émoussée. Les autres peuples ont entrepris de créer une brillante culture qui a éclipsé celle des Juifs¹⁶ ». Précisément à cette époque, à partir de Napoléon, toute l'Europe s'est engagée dans la voie de l'émancipation ; dans un pays après l'autre, les Juifs recevaient, à terme, la possibilité d'obtenir l'égalité, ce qui rendait leur assimilation plus naturelle. (Là s'ajoute une considération de poids : « Il n'y a pas, il ne peut y avoir d'assimilation unilatérale », « les Juifs qui s'assimilaient ont commencé à apporter leurs propres particularités nationales aux cultures étrangères ». Heine et Berne, Ricardo et Marx, Beaconsfield-Disraeli et Lassale, Meyerbeer et Mendelssohn, en s'assimilant à leurs milieux, les ont enrichis d'éléments juifs¹⁷.)

Dans certains cas particuliers, l'assimilation permet que des capacités créatrices individuelles se manifestent avec plus d'éclat. Mais, vue dans son ensemble, « l'assimilation a été le prix payé

15. EJ, St-Petersbourg, 1906-1913, t. 3, p. 312.

16. *Ibidem*, p. 313.

17. *Ibidem*.

par les Juifs pour les bienfaits que leur a valu leur participation à la culture européenne », et les Juifs cultivés se sont eux-mêmes convaincus que « les Juifs ne sont pas une nation, juste un groupe confessionnel¹⁸ ». « Le peuple juif, en s'intégrant à la famille des nations européennes, a peu à peu perdu sa personnalité... Seul le ghetto se distinguait par des traits nationaux accusés... Quant au Juif cultivé, il cherchait à toute force à ne point ressembler à un Juif. » Ainsi s'est répandue la théorie selon laquelle il n'y aurait pas de nation juive, mais uniquement « des Polonais, des Français, des Allemands relevant de la loi de Moïse¹⁹ ».

Marx, puis Lénine ont vu la solution du problème juif dans une assimilation *totale* des Juifs aux pays où ils résident.

À la différence de l'esprit obtus de ces idéologues, les considérations de M. Gerschenson exprimées en 1920, c'est-à-dire à la fin de sa vie, présentent un intérêt d'autant plus grand que leur auteur n'est pas seulement un penseur profond, mais aussi un des Juifs russes les mieux assimilés. Or le problème juif ne s'est ni étioilé ni éteint en lui, bien au contraire, il s'est manifesté avec éclat. Je veux évoquer ici son article « Les destinées du peuple juif ».

En dépit de ce qu'affirmait l'*Encyclopédie juive* de son temps, Gerschenson estime que l'assimilation des Juifs est un phénomène très ancien qui remonte à la nuit des temps. Depuis toujours et sans discontinuer, une voix « exhorta [le Juif] à se mélanger à son milieu, d'où, chez le Juif, depuis les temps les plus reculés, un désir indéracinable de s'assimiler ». Une autre voix « exigeait qu'il prît soin de sa spécificité nationale plus encore que de sa vie. Toute l'histoire de la diaspora tient dans l'affrontement continu entre ces deux volontés chez les Juifs : humaine et surhumaine, individuelle et nationale... Les exigences imposées par la volonté nationale à l'individu étaient si impitoyables, surpassant même les forces humaines, que, sans une grande espérance partagée par tous, le Juif pouvait à chaque pas succomber au désespoir et était tenté de se démarquer de ses frères et de l'éprouvante cause commune ». À l'opposé de ceux qui pensent que le début de l'assimilation, à la fin du XVIII^e siècle, est un phénomène explicable, Gerschenson, lui,

18. M. Krol, *Natsionalizm i assimiliatsia v evreiskoi istorii* [Le nationalisme et l'assimilation dans l'histoire juive], *Le Monde juif*, annuaire 1939, Paris, p. 187.

19. I.L. Klausner, *Literatoura na ivrite v Rossii* [La littérature en hébreu en Russie], *Kniga o roussskom evreistve*, New York, 1960, p. 506.

s'en étonne : « N'est-il pas étrange que l'assimilation ait considérablement progressé ces cent dernières années, et s'accélère d'heure en heure, bien qu'aujourd'hui, par la suite de l'octroi aux Juifs de l'égalité en droits, la tentation de se démarquer ait incomparablement diminué ? » Non, d'après lui, « ce n'est pas quelque force extérieure qui désagrège le monde juif, il se décompose de l'intérieur. C'est le pivot central – l'unité religieuse du peuple juif – qui a vieilli, s'est délité ». Comment se passe cette assimilation, sur quoi débouche-t-elle ? « Il semble... que [les Juifs] soient pénétrés jusqu'à la moelle des os par un esprit cosmopolite ou, dans le meilleur des cas, par l'esprit de la culture locale. » Mais non, « ils aiment ce qu'aiment les autres, mais différemment... Ils sont vraiment possédés par un désir passionné de croire en des dieux étrangers... Ils s'efforcent d'aimer ce dont vit la société instruite contemporaine. Ils font mine de l'aimer déjà, de l'aimer pour de vrai, et s'en persuadent ». Mais non encore : on n'aime que la foi qui vous tient aux entrailles, « celle que l'âme, dans la souffrance, a engendrée dans ses profondeurs²⁰ ».

Les auteurs juifs expriment sans fard cette souffrance de l'âme qu'éprouve le Juif lorsqu'il s'assimile : « Si vous avez décidé de feindre de n'être pas juif ou d'embrasser une autre religion, vous êtes conduit à mener en permanence une lutte intérieure avec votre judéité... Vous vivez dans une tension extrême... En un sens, c'est amoral, vous vous faites d'une certaine façon spirituellement violence à vous-même²¹. » (Ce drame est remarquablement relaté par Tchekhov dans son récit *Le Panicaut*.) « La méchante marâtre – l'assimilation – ... contraignait à s'adapter à tout : dans la compréhension du sens de la vie et des relations humaines, dans les exigences et les besoins, dans le mode de vie et les habitudes. Elle déformait la psychologie du peuple en général et... de l'intelligentsia en particulier. » Elle incitait « à renoncer à soi-même et menait en définitive à l'idée d'autodissolution²² », à « la recherche

20. M. Gerschenson, *Soudby evreiskogo naroda* [Les destinées du peuple juif], « 22 », 1981, n° 19, pp. 111-115.

21. N. Podgorets, *Evrei v sovremennom mire* [Les Juifs dans le monde contemporain] (Interview), VM, 1985, n° 86, p. 117.

22. V. Levitina, *Stoilo li sjigat svoj khram* [Valait-il la peine de brûler son propre temple ?], « 22 », 1984, n° 34, p. 194.

douloureuse et humiliante d'un "Nous²³" ». Mais même « l'assimilation la plus complète est éphémère : elle ne devient jamais une nature », n'exempte pas « de la nécessité d'être perpétuellement sur ses gardes²⁴ ».

C'est un manque de confiance du peuple de souche qui vous entoure. Ce sont les griefs émanant des vôtres, de Juifs : « développement des attitudes de consommation, de compromis », « envie de fuir sa judéité, de s'en délester », qui va « jusqu'à renier son appartenance nationale²⁵ ».

Néanmoins, on peut dire qu'au XIX^e siècle, tout tendait à ce que l'assimilation fût possible, nécessaire, annoncée, et qu'elle dût même advenir. Mais le *sionisme*, lorsqu'il apparut, donna au problème un éclairage tout à fait nouveau. Avant l'apparition du sionisme, « une douloureuse ambivalence... caractérisait tous les Juifs²⁶ », un écartèlement entre tradition religieuse et monde environnant.

Jabotinski note au début du XX^e siècle : « Quand le Juif assimile une culture étrangère..., il ne faut pas se fier à la profondeur ni à la solidité de cette transformation. Un Juif assimilé cède dès la première poussée, il abandonne la culture empruntée sans la moindre résistance dès qu'il se convainc que son règne est terminé..., qu'il ne peut plus servir de soutien à cette culture ». Et d'invoquer un exemple probant : dans l'Autriche-Hongrie germanisée, à mesure que s'affirmaient les cultures tchèque, hongroise, polonaise, les Juifs germanisés s'adaptèrent à ces cultures nouvelles. « Il s'agit là de ces phénomènes objectifs qui créent un lien réel, intime entre l'homme et sa culture, celle qui a été engendrée par ses aïeux²⁷. » Cette observation est assurément juste ; mais parler là de « phénomènes objectifs » sonne un peu trop sèchement. (Jabotinski s'est à plusieurs reprises élevé contre l'assimilation, il adjurait

23. V. Bogouslavski, Zametki na poliakh [Notes dans les marges], « 22 », 1984, n° 35, p. 125.

24. O. Rappoport, Simptomy odnoi bolezni [Les symptômes d'une certaine maladie], « 22 », 1978, n° 1, p. 122.

25. L. Tsigelman-Dymerskaïa, Sovetskii antisemitizm – pritchiny i prognozy [L'antisémitisme soviétique – causes et prévisions] (séminaire), « 22 », 1978, n° 3, pp. 173-174.

26. G. Shaked, Troujno li sokhranit izraïlskouïou koultourou v konfrontatsii s drougimi koultourami [Est-il difficile de conserver la culture juive dans la confrontation avec les autres cultures ?] « 22 », 1982, n° 23, p. 135.

27. VI. Jabotinski, Na lojnom ponti [Sur une fausse route], VI. Feuilletons, StP, 1913, pp. 251, 260-263.

les Juifs avec insistance de ne point se lancer dans la politique, la littérature et l'art russes : car, d'ici quelques années, inévitablement, les Russes rejeteraient en bloc leurs services²⁸.) De nombreux exemples collectifs et individuels, en Europe comme en Russie, par le passé comme tout récemment, montrent de fait à quel point l'assimilation est un phénomène précaire.

Tenez : Benjamin Disraeli, ce fils d'un père agnostique, lui-même baptisé durant l'adolescence, ne s'est pas contenté de s'intégrer à la vie anglaise, il est devenu le symbole même de l'Empire britannique ; mais à quoi pense-t-il dans ses moments de loisirs, quand il s'adonne à sa passion de romancier ? Aux mérites exceptionnels et au messianisme des Juifs, et dans son amour ardent pour la Palestine, il rêve d'un rétablissement de la patrie d'Israël²⁹.

Et Gerschenson ? Historien éminent de la culture russe, spécialiste de Pouchkine, tancé pour avoir exprimé des idées « slavophiles », il écrit à la fin de sa vie : « Dès l'enfance initié à la culture européenne, je me suis profondément imprégné de son esprit... et je me suis sincèrement attaché à elle à bien des égards... Mais, dans les tréfonds de ma conscience, je vis tout autrement. Voilà bien des années que j'entends continuellement et obstinément monter de ces profondeurs une voix secrète : "Ce n'est pas cela, ce n'est pas cela !" Une autre volonté en moi se détourne de la culture, de tout ce qui se dit et se fait autour de moi... Je suis pareil à l'étranger qui s'est acclimaté à un pays qui n'est pas le sien ; je suis aimé des autochtones, je les aime également, je travaille avec zèle à leur bien..., mais je me sais étranger, et soupire en secret après les champs de ma patrie³⁰. »

Cet aveu de Gerschenson permet de revenir à l'idée que présuppose ce chapitre dès ses premières pages : dans l'« assimilation », il conviendrait apparemment de distinguer celle qui relève de la société civile et des mœurs, quand l'assimilé entre de plain-pied dans le torrent de la vie et des intérêts du peuple autochtone (en ce sens-là, sans nul doute, l'écrasante majorité des Juifs de

28. Tchetyre statii o « tchirikovskom insidente » (1909) [Quatre articles à propos de l'incident Tchourikov'], *ibidem*, p.76.

29. EJ, t. 4, pp. 560, 566-568.

30. Viatcheslav Ivanov et M. Gerschenson, *Perepiska iz dvoukh ouglov* [Correspondance d'un coin à l'autre], Petrograd, 1921, pp. 60-61, Trad. française, Paris, 1931, précédée d'une introduction de Gabriel Marcel.

Russie, d'Europe et d'Amérique se diraient aujourd'hui assimilés), celle qui relève de la culture, et enfin celle, plus intégrale encore, qui touche aux profondeurs de l'esprit ; ces deux dernières sont beaucoup plus rares, mais néanmoins existent. Le troisième cas, plus complexe, ne dérive pas des deux premiers. (Ainsi la *Correspondance d'un coin à l'autre* entre Viatcheslav Ivanov et M. Gerschenson, « ce petit livre d'une importance énorme », montrerait, d'après un critique, « une assimilation spirituelle incomplète, en dépit d'une assimilation culturelle évidente³¹ ».)

Révolutionnaire dans sa jeunesse, après la révolution un émigré « converti » s'étonne comme d'un miracle que les Juifs russes, dans les nouveaux pays où ils ont émigré, « aient fait preuve d'une fabuleuse réserve d'énergie nationale » et y « aient édifié une culture juive spécifique ». Même à Londres ils avaient leurs écoles hébraïques, leurs organisations sociales, une base économique solide ; ils ne se sont pas fondus dans la vie anglaise, se contentant de s'adapter à ses exigences en confortant les Juifs anglais de souche (lesquels, avec leur Conseil britannique des Juifs, avaient développé la notion d'une « communauté juive de Grande-Bretagne », et ce, dans ce pays où l'on considérerait l'assimilation comme pratiquement achevée.) Pour notre auteur, il en allait de même en France. Et aux États-Unis tout particulièrement, « leur action était admirable³² ».

À cela s'ajoute l'entraide juive, constante, sûre et indéfectible, aptitude remarquable qui concourt à préserver le peuple juif. Or d'elle aussi vient l'instabilité de l'assimilation.

Ce n'est donc pas seulement le renforcement du sionisme, c'est tout le cours du xx^e siècle qui a incité les Juifs à se détourner de l'assimilation.

Max Brod, sioniste convaincu, écrivait en 1939, à la veille de la Seconde Guerre mondiale : « Au xix^e siècle, quand les États étaient loin d'être pleinement développés, on pouvait encore avancer la théorie de l'assimilation », mais « cette théorie a perdu tout son sens à partir du moment où les peuples ont consolidé leur unité » ; « nous autres Juifs, nous serons inéluctablement laminés par les peuples

31. O. Rappoport, p. 123.

32. M. Krol, *Natsionalizm i assimiliatsia v evreiskoi istorii* [Le nationalisme et l'assimilation dans l'histoire juive], Le Monde juif-1, pp. 191-193.

inspirés par l'esprit belliqueux du nationalisme si nous ne pensons pas à nous-mêmes, si nous ne nous retirons pas à temps³³ ».

Martin Buber a émis un jugement très sévère (1941) : « Jusqu'à présent, notre existence suffisait à elle seule à ébranler les trônes des idoles, non à édifier le trône du Seigneur. C'est en vertu de cela que notre existence au milieu des autres peuples est si mystérieuse. Nous prétendons leur inculquer l'absolu, mais, en réalité, nous nous contentons de dire "non" aux autres peuples, ou plus exactement nous ne sommes que cette négation, rien de plus. Voilà pourquoi nous sommes devenus le cauchemar des nations³⁴. »

Puis deux profonds sillons sont venus traverser l'histoire juive : la Catastrophe, et, peu après, la création de l'État d'Israël. Ces événements ont jeté une lumière nouvelle et crue sur le problème de l'assimilation.

Dans son livre *Espoir et réalisation : la Palestine de 1917 à 1949* et dans son article « Judas à la croisée des chemins », Arthur Koestler n'a pas tardé à méditer sur la création de l'État d'Israël et à en tirer des conclusions non ambiguës pour le monde juif. Sioniste plein de zèle dans sa jeunesse, parti de Vienne pour rejoindre un kibboutz en Palestine, puis, pendant quelques années, journaliste à Jérusalem, chargé d'une rubrique en hébreu dans le journal de Jabotinski, correspondant de plusieurs journaux allemands, il a écrit ceci : « Si l'on exclut de la religion juive la nostalgie mystique d'un retour dans la Terre promise, on fait disparaître le fondement même et l'essence de cette religion... Voilà pourquoi l'écrasante majorité des prières juives, des rites et des symboles ont perdu leur sens après le rétablissement de l'État juif... Le Dieu d'Israël a rempli Son engagement de restituer la terre de Canaan à la semence d'Abraham... » Si un Juif croyant « refuse d'exécuter le commandement de revenir au pays des ancêtres, il enfreint le contrat et... encourt l'anathème et l'exclusion du rang des Juifs ». Or, pour ceux des Juifs « qui ne se seraient pas définis » par rapport à la religion, il est difficile de comprendre pourquoi il faut endurer des sacrifices afin de préserver des « valeurs juives » qui ne sont pas inscrites dans la doctrine religieuse. « La religion

33. Max Brod, pp. 198-199.

34. Martin Buber, *Natsionalnye bogi i Israil* [Les dieux nationaux et le Dieu d'Israël], VM, 1976, n° 4, p. 117.

perd son sens si vous continuez à prier pour le retour à Sion alors même que vous avez fermement décidé de ne pas y revenir. Oui, le choix est douloureux, mais il doit être fait sur-le-champ, pour la génération suivante... Est-ce que je veux m'établir en Israël ? Si je ne le veux pas, de quel droit vais-je désormais me dire juif et infliger par là à mes enfants le sceau du communautarisme ? » « Le monde entier va saluer sincèrement l'assimilation des Juifs », et, à partir, disons, de la troisième génération, « le problème juif va progressivement disparaître³⁵ ».

Le *Jewish Chronicle*, journal juif de Londres, réplique à Koestler : et si, « pour le Juif de la diaspora, il était bien mieux, bien plus raisonnable et plus digne de continuer à vivre comme devant, mais en aidant dans le même temps à l'édification de l'État d'Israël ? » Koestler reste inébranlable : autrement dit, « ils veulent tout à la fois conserver le gâteau entier et s'en délecter. C'est le chemin de la perte³⁶ ».

Mais le journal lui rétorque : toutes les précédentes tentatives d'assimilation ont échoué ; pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ? — Parce que « toutes les tentatives d'assimilation entreprises jusqu'à ce jour ont été des demi-mesures fondées sur une prémisse fautive selon laquelle les Juifs peuvent devenir de plein droit les fils du peuple-gouvernant tout en conservant leur religion et en restant le "peuple élu" ». Or « *l'assimilation ethnique est incompatible avec le maintien de la foi juive ; la foi juive se détruit avec l'assimilation ethnique*. La religion juive pérennise le particularisme national, on n'y pourra rien ». Aussi, « jusqu'à la restauration d'Israël, renier la judéité équivalait à refuser de se montrer solidaire avec les persécutés et pouvait être considéré comme une lâche capitulation » ; mais, « aujourd'hui, il s'agit non plus d'une capitulation, mais d'un libre choix³⁷ ».

Et Koestler de proposer aux Juifs de la diaspora un choix abrupt : « ou bien devenir citoyens israéliens, ou bien cesser d'être juifs. Lui-même a choisi le second terme³⁸ » (Inutile de dire que, dans

35. Arthur Koestler, *Judas à la croisée des chemins* ; texte russe : VM, n° 33, pp. 104-107, 110.

36. *Ibidem*, p. 112.

37. *Idem*, pp. 117, 126.

38. V. Bogouslavski, *Galoutou — s nadejdoi* [Au Galout — avec espoir], « 22 », 1985, n° 40, p. 135.

la diaspora, les conclusions de Koestler furent violemment attaquées.)

Mais ceux qui ont choisi la première solution, les citoyens de l'État d'Israël, ont reçu un nouveau soutien qui leur a permis d'adopter un point de vue neuf sur ce sempiternel problème. Un auteur contemporain écrit sans ménagement : « Un Juif *"galouf"* est un être amoral. Il bénéficie de tous les bienfaits du pays qui l'a accueilli, mais, dans le même temps, il ne s'identifie pas complètement à lui » ; « ces gens exigent un statut spécial que ne possède aucun peuple au monde : qu'il leur soit permis d'avoir deux patries, l'une dans laquelle ils vivent, l'autre dans laquelle "vit leur cœur". Après quoi, ils s'étonnent d'être haïs³⁹ ! »

Mais oui, ils s'en étonnent encore et encore : « Pourquoi, pourquoi donc le Juif est-il si peu aimé (non, on ne l'aime pas, rien à faire, autrement nous n'aurions nul besoin de nous affranchir) ? Mais de nous affranchir de quoi ? Non pas de notre judéité, cela va de soi... » ; « nous savons pertinemment qu'il nous faut obligatoirement nous affranchir, mais montrez-nous du doigt de quoi... Jusqu'à présent, nous n'avons pas su le faire⁴⁰. »

On pose plus rarement une question qui paraît toute naturelle : comment faire pour qu'on nous aime ? Plus souvent les auteurs juifs constatent l'hostilité du monde alentour et s'abandonnent au désespoir : « Le monde est partagé entre ceux qui sympathisent avec le peuple juif et ceux qui cherchent à le détruire⁴¹. » Voire à un orgueil désespéré : « Il est humiliant d'escompter que le pouvoir prenne ta défense vis-à-vis de ce peuple qui ne t'aime pas, humiliant de se répandre en gratitude aux meilleurs, aux plus dignes représentants de ce peuple parce qu'ils auraient prononcé quelques mots en ta faveur⁴². »

Mais un autre auteur israélien verse de l'eau sur ces braises : « Le monde ne se divise pas uniquement selon l'attitude adoptée envers les Juifs, comme il nous semble parfois du fait de notre sensibilité

39. A.B. Joshua, article cité, p. 159.

40. J. Viner, Khotchelsia osvoboditsia [On voudrait s'affranchir], « 22 », 1983, n° 32, pp. 204-205.

41. M. Goldstein, Mysli vsloukh [Pensées à voix haute], Rousskaia mysl, 1968, 29 février, p. 5.

42. M. Kaganskaia, Nache gostepriimstvo [Notre hospitalité], « 22 », 1990, n° 70, p. 111.

excessive. » A. Voronel : « Les Juifs prêtent trop d'attention aux antisémites, et trop peu à eux-mêmes⁴³. »

Notre État, Israël, doit devenir le centre qui garantira l'avenir aux Juifs du monde entier – dans les années 20, qui a écrit cela ? Einstein ! Et à qui ? À un ancien socialiste-révolutionnaire, apparemment l'auteur principal de la pétition du 9 janvier 1905, le compagnon de Gapone* dans la manifestation et qui fut ensuite son bourreau, un certain Petr Rutenberg, parti plus tard reconstruire la Palestine : « Avant tout, il faut que soit protégée votre vie [celle des colonisateurs de la Palestine], car vous vous offrez en sacrifice au nom de l'Esprit et au nom du respect dû à l'ensemble du peuple juif. Il est indispensable de montrer que nous sommes un peuple qui possède assez de vitalité et de force pour réaliser un grand dessein qui se transformera en moyen d'unir et protéger les générations à venir. Pour nous et nos descendants, le Pays doit avoir la même signification suprême qu'eut le Temple pour nos aïeux⁴⁴. »

Les auteurs israéliens étayaient cette conviction de façon variée : « Le problème juif ne peut apparemment trouver de solution sûre en dehors d'un État juif⁴⁵. » L'idée est « d'établir Israël en tant que centre garantissant l'avenir des Juifs du monde entier⁴⁶ ». « Seul Israël est le lieu qui convient aux Juifs, car c'est le seul où le processus historique ne se conclut pas en fiasco historique⁴⁷. »

Et de ce petit pays assiégé en permanence on entend dire comme une rumeur montant de sous la terre : « Cette Catastrophe dont le spectre hante en permanence le subconscient des Israéliens⁴⁸... »

43. A. Voronel, *Oglianis v razdoumie...* [Prends la peine de réfléchir] (Table ronde), « 22 », 1982, n° 24, p. 131.

44. A. Tcherniak, *Neizvestnoe pismo Einsteina* [Une lettre inédite d'Einstein], « 22 », 1994, n° 92, p. 212.

45. A. Katsenelenboigen, *Antisemitism i evreiskoe gosoudarstvo* [L'Antisémitisme et le gouvernement juif], « 22 », 1989, n° 64, p. 180.

46. I. Libler, *Israil – diaspora : krisis identifikatsii* [Israël – diaspora : une crise identitaire], « 22 », 1995, n° 95, p. 168.

47. N. Goulina, *Dvousmyslennaia sviaz* [Un lien ambigu], « 22 », 1981, n° 19, p. 124.

48. M. Kaganskaia, *Mif protiv realnosti* [Le mythe contre la réalité], « 22 », 1988, n° 58, p. 141.

* Georges Gapone (1870-1906), prêtre orthodoxe, fondateur du « Socialisme policier », mena le 9 janvier 1905 une manifestation d'ouvriers qui devaient présenter au tsar une pétition plutôt provocatrice. La manifestation fut accueillie par des tirs nourris de la police, ce qui fit de ce « dimanche rouge » le déclencheur de la révolution. Assassiné en 1906 par P. Rutenberg.



Quel est aujourd'hui le rapport entre l'assimilation, la diaspora et Israël, quels sont les espoirs, vers quoi penche la balance ?

Globalement, dans les années 90 du xx^e siècle, l'assimilation était déjà très avancée. Par exemple, « pour 80 à 90 % des Américains, les tendances contemporaines de la vie juive préfigurent une assimilation progressive ». Et non seulement aux États-Unis : « La vie juive s'estompe peu à peu dans la majorité des communautés de la diaspora. » Chez la majorité des Juifs d'aujourd'hui tendent à s'effacer les souvenirs douloureux de la Catastrophe... Ils sont beaucoup moins solidaires de l'État d'Israël que leurs parents. Indéniable est la tendance « à une diminution drastique du rôle de la diaspora, à la perte inéluctable de ses caractéristiques essentielles ». « Nos petits-enfants seront-ils encore juifs... ? La diaspora survivra-t-elle longtemps, passé ce millénaire ? Pav Adin Shteinsalz, l'un des plus grands didascales de notre époque..., avertit que les Juifs de la diaspora ont cessé d'être un groupe dont la sécurité ne serait pas garantie. » Aussi, paradoxalement, « se trouvent-ils déjà en passe de disparaître » en participant « à la Catastrophe de l'autodissolution ». Ajoutez à cela que « l'antisémitisme en Occident ne peut plus être considéré comme un élément qui renforce la conscience juive. La discrimination antisémite en politique, dans les affaires, les universités, les clubs privés, etc., est pratiquement révolue⁴⁹ ». Dans l'Europe actuelle, il y a « suffisamment de Juifs qui ne se sentent pas juifs et qui sont allergiques à toute tentative de les associer à une communauté créée artificiellement » ; « un Juif assimilé refuse de se sentir être juif, il rejette les traits de sa race » [selon Sartre]⁵⁰. N'écartons pas ce jugement acéré du même auteur : « Les Juifs d'Europe ne se reconnaissent pas comme Juifs, ils considèrent qu'ils sont contraints à la judéité par l'antisémitisme. D'où cette contradiction : le Juif ne se considère en tant que Juif que quand un danger le menace. Alors il cherche son salut en tant

49. I. Libler, article cité, pp. 149-150, 154, 157.

50. Sonya Margolina, *Das Ende der Lügen : Russland und die Juden im 20. Jahrhundert*, Berlin, 1992, pp. 95, 99.

que Juif. Mais, quand il devient lui-même source de danger, il n'est plus juif⁵¹. »

Ainsi « les traits marquant une décomposition de la diaspora commencent à se dessiner avec précision au moment même où les Juifs jouissent en Occident de la plus grande liberté, de l'aisance, et sont – du moins en apparence – plus forts qu'ils n'ont jamais été dans l'histoire juive ». « Si les tendances actuelles ne changent pas, la plus grande partie de la diaspora va tout bonnement disparaître. Il faut accepter la réelle probabilité d'une autodestruction progressive, humiliante, quoique volontaire, de la diaspora... Arthur Koestler, partisan de l'assimilation, avait prédit dans les années 50 la faillite de la diaspora ; il se peut bien qu'il ait eu raison⁵². »

Mais, dans le même temps, « les Juifs, à travers le monde entier – et ils s'en étonnent parfois –, se sentent personnellement impliqués dans les destinées d'Israël » ; et « si, à Dieu ne plaise, Israël venait à être détruit, les Juifs vivant dans les autres pays disparaîtraient à leur tour. Je ne saurais dire pourquoi, mais les Juifs ne survivraient pas à une seconde Catastrophe dans notre siècle⁵³ ». Un autre auteur met précisément en relation « le mythe juif d'une inéluctable Catastrophe » avec la vie au sein de la diaspora, et, de fait, « les Juifs américains (et soviétiques) s'expriment souvent en ce sens, ils se préparent, au cas où Israël tomberait, à reprendre le drapeau de leur peuple⁵⁴ ». Nombreuses sont les hypothèses qui cherchent à expliciter la finalité de la diaspora juive, mais presque toutes voient « sa fonctionnalité dans le fait qu'elle rend les Juifs pratiquement indestructibles, et leur garantit la pérennité dans les limites de l'existence du genre humain⁵⁵ ».

Il arrive aussi qu'on rencontre une défense acharnée du principe même de la diaspora : « Nous sommes contre l'exigence historique de nous soumettre à l'*alya*. Nous ne nous sentons pas en exil », écrit le professeur américain Leonard Fein. En juin 1994, « le président du Congrès juif mondial, Shoshana Cardin, a apostrophé

51. S. Margolina, *Germania i evrei : vtoraiia popyika* [L'Allemagne et les Juifs : une seconde tentative], *Strana i mir*, 1991, n° 3, p. 143.

52. I. Libler, article cité, pp. 150-155.

53. N. Bodgorets, article cité, pp. 113-120.

54. Z. Bar-Sella, *Islamskii foudamentalizm i evreiskoe gosoudarstvo* [Le fondamentalisme islamique et l'État juif], « 22 », 1988, n° 58, pp. 182-184.

55. T. Fishstein, article cité, p. 114.

les Israéliens avec agressivité : « Nous ne sommes pas disposés à devenir une *alya* nourricière d'Israël, et nous doutons que vous soyez bien renseignés sur le niveau de vie et la qualité de vie des Juifs d'Amérique »⁵⁶. Puis, sur un ton plus pathétique : « Si vraiment nous intéressons en quoi que ce soit le monde, ce n'est pas par la forme de notre État, mais par la diaspora qui est reconnue pour être l'un des plus grands miracles de l'histoire universelle⁵⁷. » Tantôt aussi avec ironie : « Un petit malin a imaginé une légitimation élégante : l'élection du peuple juif consisterait précisément à vivre indéfiniment en diaspora⁵⁸. » « Le miracle de la restauration de l'État d'Israël a conféré après coup à la diaspora un sens nouveau, fournissant par là un dénouement à un thème qui menaçait de s'enliser, en un mot il est venu couronner le miracle de la diaspora. Il l'a couronné, mais ne l'a pas aboli⁵⁹. » Mais, là aussi, il y a un brin d'ironie dans la mesure où « les buts que nous avons si durement recherchés et qui nous remplissaient de fierté et du sentiment de notre vocation exceptionnelle, sont désormais atteints⁶⁰ ».

Comprendre et prédire les destinées de la diaspora dépend pour une bonne part des *mariages mixtes*. Ces derniers sont le moyen le plus puissant, le plus sûr de réaliser l'assimilation. Ce n'est pas un hasard si la Bible les interdit si sévèrement : « Ils ont trahi le Seigneur, car ils ont donné naissance à des enfants étrangers » (Os. 5, 7.) Quand Arnold Toynbee a proposé les mariages mixtes comme moyen de combattre l'antisémitisme, des centaines de rabbins se sont élevés contre : « Dès que les mariages mixtes deviennent un phénomène de masse, ils signifient la fin des Juifs⁶¹. »

On note un net accroissement de ces mariages mixtes dans les pays occidentaux : « Des données statistiques fiables sur "la disparition" [des Juifs] donnent le frisson. En 1960, le pourcentage des

56. I. Libler, article cité, p. 152.

57. E. Fishstein, Gliadim nazad my bez boiazni [Nous regardons en arrière sans crainte], « 22 », 1984, n° 39, p. 135.

58. N. Voronel, article cité, p. 118.

59. E. Fishstein, Iz Galouta s liuboviou [Du galout avec amour], « 22 », 1985, n° 40, p. 114.

60. I. Libler, article cité, p. 156.

61. Ed. Norden, Peresschityvaia evreev* [En dénombrant les Juifs], « 22 », 1991, n° 79, p. 126.

mariages mixtes aux États-Unis, où vit la plus grande communauté juive du monde, était estimé à environ 6 %. Aujourd'hui [dans les années 90], passé une seule génération, il est de 60 %, soit dix fois plus. Le niveau moyen des mariages mixtes en Europe et en Amérique latine est à peu près le même... Mieux, si l'on fait exception des [Juifs] orthodoxes, dans presque toutes les familles juives d'Occident la natalité est devenue extrêmement faible. » En outre, « seul un pourcentage négligeable d'enfants issus des mariages mixtes sont prêts à mener une vie qui serait typiquement juive⁶² ».

Et en Russie ? L'*Encyclopédie israélienne* fournit les chiffres suivants : en 1988, en RSFSR, 73 % d'époux juifs et 63 % d'épouses juives avaient contracté des mariages mixtes (soit une augmentation de 13 % pour les hommes et de 20 % pour les femmes par rapport à 1978). « Ceux qui ont conclu ce type de mariage perdent bien plus vite le sens de leur judéité et sont plus souvent enclins, lors des recensements, à se déclarer d'une nationalité autre que la nationalité juive⁶³. »

Ainsi, presque partout, tantôt plus, tantôt moins, « la vie juive s'érode » : « Les divisions ethniques, religieuses, raciales qui, jusqu'à ces derniers temps, servaient de barrière à l'assimilation et aux mariages mixtes, s'effacent. » Aujourd'hui « que l'antisémitisme ordinaire a drastiquement diminué, de nombreux grands principes qui servaient par le passé de puissants soutiens à l'auto-identification se sont perdus⁶⁴ ».

Les Juifs *galout* suscitent très souvent de vives critiques de la part des Israéliens. Trente à quarante ans après la création de l'État d'Israël, on a entendu de là-bas des questions parfois sarcastiques, parfois courroucées, adressées à la diaspora : « Que va-t-il se passer avec les Juifs d'aujourd'hui ? Nul doute qu'ils resteront pour toujours dans leur patrie actuelle – le *galout*⁶⁵. » « Les Juifs d'Algérie ont préféré la France à Israël, puis les Juifs d'Iran qui ont quitté le pays de Khomeiny sont massivement passés à côté d'Israël » ; « quittant les lieux où ils étaient implantés, ils cherchent des pays au niveau de vie et de civilisation plus élevé. L'amour

62. I. Libler, article cité, pp. 151-152.

63. PEJ, 1996, t. 8, p. 303, tableau 15.

64. I. Libler, article cité, p. 156.

65. N. Goutinu, Un lien ambigu, article cité, p. 125.

qu'ils portent à Sion ne suffit pas⁶⁶ ». « L'image classique et sempiternelle d'une "catastrophe imminente" n'attire plus les Juifs en Israël⁶⁷ » – « Les Juifs sont un peuple perversi par une existence qui s'est déroulée sans État, hors histoire⁶⁸ ». « Les Juifs n'ont pas supporté l'épreuve. Comme auparavant, ils n'entendent pas rentrer dans leur patrie. Ils préfèrent rester dans le *galout* et se plaindre de l'antisémitisme chaque fois qu'on les critique... Et que personne non plus n'ose dire du mal d'Israël, car critiquer Israël c'est de "l'antisémitisme" ! S'ils souffrent tant pour Israël, pourquoi ne viennent-ils pas y vivre ? Mais non, c'est bien ce qu'ils ne veulent pas⁶⁹ ! » « La majorité des Juifs de par le monde a déjà choisi : ils ne veulent pas être indépendants... Jette ton regard sur les Juifs de Russie. Une partie d'entre eux a voulu l'indépendance, les autres veulent vivre la vie d'une tique sur le corps du chien russe. Mais si le chien russe devient un tantinet malade, un tantinet méchant, ils se cherchent un chien américain. En fin de compte, les Juifs ont vécu deux mille ans de cette façon-là⁷⁰. »

Aussi, « face à un Israélien, le Juif de la diaspora a souvent des complexes, il est prêt à se coltiner une lourde et indistincte culpabilité..., car il ne se décide pas à partager avec l'Israélien sa destinée. Cette insuffisance, il la compense en accentuant sa judéité..., en arborant ostensiblement une symbolique juive secondaire » ; mais, par ailleurs, « le Juif de la diaspora prend sur soi le risque spécifique de s'opposer en solitaire aux éléments antisémites » ; « quelle que soit l'attitude de l'Israélien, la diaspora n'a cependant pas d'autre issue que de venir se placer sans bruit derrière son dos pour le soutenir, comme une femme fidèle mais mal aimée⁷¹ ».

Un pronostic parmi d'autres : « En 2001, la diaspora, selon toute probabilité, aura diminué encore d'un million d'âmes et de corps. » « Les processus en cours dans les profondeurs de l'histoire juive... rendent vraisemblable une nouvelle baisse du nombre des Juifs de

66. S. Tsyroulnikov, La philosophie de l'anomalie juive, article cité, p. 148.

67. I. Libler, article cité, p. 165.

68. E. Bar-Sele, article cité, p. 184.

69. A.B. Joshua, La Voix d'un écrivain, article cité, p. 158.

70. Beni Peled, Sogluhenie ne s tem partnerom [Un accord passé avec le mauvais partenaire], « 22 », 1983, n° 30, p. 15.

71. Ed. Norden, En dénombrant les Juifs, article cité, pp. 115, 116.

par le monde et donc leur concentration progressive non plus dans la diaspora, mais à Sion⁷². »

Mais, qui sait, peut-être en sera-t-il tout autrement ? Le Juif russe I. M. Biekerman avait raison lorsqu'il affirmait avec assurance que la diaspora était indestructible : « J'accepte le *galout* dans lequel nous avons vécu deux mille ans, seul lieu où nous avons réalisé une vraie unité, où nous avons à vivre et à nous manifester dans le futur⁷³. » Les deux voix qui, selon Gerschenson, résonnent toujours aux oreilles du Juif – se fondre dans le milieu, ou sauvegarder son caractère exclusif – vont-elles retentir éternellement ?

Un historien de poids tire, après la Seconde Guerre mondiale, la conclusion suivante : « Le paradoxe, dans la vie des Juifs d'aujourd'hui, tient à ce que leur enracinement grandissant dans la vie des autres peuples n'affaiblit pas leur conscience nationale, mais parfois même l'accroît⁷⁴. »

Voici quelques témoignages issus de différents milieux juifs à l'époque de l'« internationalisme » soviétique : « Je me suis toujours intensément senti comme juif... J'ai adhéré dès dix-sept ans, ayant à peine quitté l'école, à des cercles où le problème juif était le thème de discussion principal. » Son père « avait des inclinations juives très fortes. Il n'avait certes aucun sens des traditions, n'observait pas le *mitsvot*, ignorait la langue, mais... tout ce qu'il savait était subordonné d'une certaine façon, en son for intérieur de Juif, à son auto-identification juive⁷⁵. »

Arcadi Lvov, écrivain originaire d'Odessa : « Quand j'étais un garçonnet de dix ans, je cherchais quels étaient les Juifs parmi les savants, les écrivains, les hommes politiques, et – jeune pionnier ! – avant tout parmi les membres du gouvernement : Lazare Kaganovitch occupait la troisième place, précédant Vorochilov et Kalinine, et j'étais fier de ce commissaire du peuple, le stalinien Kaganovitch... J'étais fier de Sverdlov, d'Ouritski... Fier aussi de Trotski ? mais oui, de Trotski ! » Il croyait qu'Osterman (au temps de Pierre le Grand) était juif ; quand il apprit qu'il était allemand, « il

72. *Ibidem*, pp. 120, 130-131.

73. I. M. Biekerman, *op. cit.*, p. 62.

74. Sh. Ettinger, *Noveichii period* [Période contemporaine], *Istoria evreiskogo naroda* [Histoire du peuple juif], Jérusalem, 2001, p. 587.

75. A. Eterman, *Tretie pokolenie* [La troisième génération] (Interview), « 22 », 1986, n° 47, pp. 123-124.

éprouva un vif sentiment de dépit, de frustration » ; en revanche, « il disait à tout le monde avec fierté : Chafirov, lui, il est juif⁷⁶ ».

Mais qu'ils furent nombreux, les Juifs de Russie qui ne craignirent pas « de se noyer dans l'immensité de ce corps assimilateur⁷⁷ », qui se laissèrent gagner intégralement par l'environnement et la culture russes !

Autrefois, seuls quelques rares Juifs avaient connu ce destin : Antokolski*, Levitan**, Rubinstein***, d'autres encore ; plus tard, ils furent plus nombreux. Comme ils avaient profondément compris la Russie grâce à l'intuition séculaire et raffinée de leur intelligence et de leur cœur ! La Russie s'offrait à leur compréhension dans tout son éclat, dans le jeu énigmatique des rayons et des ombres, dans ses luttes et ses souffrances. Elle attirait leur cœur par la lutte dramatique en elle du Bien et du Mal, par ses fulgurances menaçantes, ses faiblesses, sa force, son charme. Il y a quelques décennies, ce n'est plus par unités, mais par milliers que les Juifs vinrent rejoindre le champ de la culture russe... Nombre d'entre eux se sont sentis très sincèrement russes dans l'âme, les pensées, les goûts, les habitudes... Néanmoins, il y a dans l'âme d'un Juif comme une note unique, une dissonance, une mince fêlure qui laisse en fin de compte s'infiltrer de l'extérieur la méfiance, les moqueries, l'hostilité ; et, de l'intérieur, comme un vieux souvenir :

« Qui suis-je ? Qui suis-je donc ? Je suis russe ?

Non, non. Je suis un Juif russe⁷⁸. »

Oui, de toute évidence, l'assimilation a ses limites infranchissables : ce qui différencie l'assimilation spirituelle parfaite de l'assimilation culturelle, et davantage encore de l'assimilation

76. A. Lvov, *Vedi za soboiu otsa tvoevo* [Emmène ton père avec toi] ; VM, 1980, n° 52, pp. 183-184.

77. VI. Jabotinski, article cité, p. 251.

78. Rani Aren, *V rousskom galoute* [Dans le galout russe], « 22 », 1981, n° 19, pp. 135-136.

* Paul Antokolski (1896-1978), poète soviétique, entra au PC en 1943 après la mort de son fils au front.

** Isaac Levitan (1860-1900), peintre russe célèbre pour le lyrisme inégalé de ses paysages russes.

*** Anton Rubinstein (1830-1894), célèbre pianiste et compositeur russe, auteur de vingt opéras (dont *le Démon*), six symphonies, cinq concertos pour piano, etc.

courante, qui relève de la vie civile et du quotidien. De façon providentielle pour la judéité, les Juifs se préservent eux-mêmes ; quels que soient chez eux les signes extérieurs d'assimilation, ils gardent « en leur for intérieur une physionomie juive » (Solomon Lourié).

Le mouvement qui les pousse à se fondre jusqu'au bout avec le reste de l'humanité, en dépit des dures barrières de la Loi, semble naturel : obéir à la vie. Mais est-il réalisable ? Au ^{xx}e siècle, un Juif croyait encore que « l'unité de toute l'humanité est l'idéal du messianisme judaïque⁷⁹ ». Mais en est-il vraiment ainsi ?

Cet idéal a-t-il jamais existé ?

On entend davantage d'énergiques objections : « Personne ne me conduira ni ne me forcera à renoncer à mon point de vue juif, à sacrifier les intérêts juifs qui sont miens au profit d'un idéal universel, que ce soit l'"internationalisme prolétarien" (auquel, dans notre bêtise, nous avons cru dans les années 20), la "Grande Russie", le "triomphe du christianisme", le "bien de toute l'humanité", et ainsi de suite⁸⁰. »

Nous rencontrons encore d'autres attitudes parmi l'intelligentsia juive non sioniste et agnostique, assimilée aux trois quarts. Ainsi, une femme des plus évoluée, passionnée par les grands problèmes politiques, T. M. L., m'a tenu à Moscou, en 1967, les propos suivants : « Il serait terrible de vivre dans un milieu exclusivement juif. Ce que nous avons de plus précieux dans notre peuple, c'est le cosmopolitisme. Il serait terrible qu'ils se regroupent tous dans un petit État militariste. Pour les Juifs assimilés, ce serait tout à fait incompréhensible. » Je hasardai timidement : « Mais, pour les Juifs assimilés, il n'y plus là de problème, ils ne sont plus juifs... » Elle : « Non, mais il nous reste des gènes ! »

La clef du problème ne réside pas dans la fatalité liée à l'origine, elle ne se trouve ni dans le sang ni dans les gènes, mais dans le point de savoir vers quelles souffrances va le plus votre cœur : celles des Juifs ou celles des habitants du pays où vous avez été élevé ? « L'appartenance nationale ne se limite pas à la connaissance de la langue, ni à l'adhésion à la culture, ni même à l'attachement à la nature et au genre de vie du pays. Elle a une autre

79. G. Sliosberg, *Dela minouvchikh dnei : Zapiski rousskogo evreia* [Actions du temps passé : les carnets d'un juif russe], en 3 vol, Paris, 1933-34, t. 1, p. 4.

80. S. Markish, *Esche raz o nenavisti k samomou sebe* [Encore un fois, à propos de la haine de soi], « 22 », 1980, n° 16, p. 189.

dimension : la communauté de destin historique qui, pour chaque homme, se définit par le degré de participation à l'histoire et au destin de son peuple. Mais si, pour les autres, cette participation intime est donnée dès l'origine, pour le Juif elle se présente sous divers aspects, c'est une question de choix, et un choix difficile⁸¹. »

Pour l'heure, à cet égard, l'assimilation ne s'est pas encore traduite de façon absolument convaincante. Tous ceux qui avaient montré les voies d'une assimilation générale ont fait faillite. Le problème de l'assimilation reste donc dans sa difficulté. Et bien qu'à l'aune universelle le processus semble bien avancé, on ne saurait encore en conclure qu'il va abolir la diaspora.

« La vie soviétique... [elle-même] n'a pas engendré de Juif assimilé à cent pour cent, jusqu'au fin fond de son être psychique⁸². » Un critique juif de conclure : « Où qu'on regarde, on tombe toujours, dans le liquide assimilé, sur un grumeau juif indissoluble⁸³. »

Mais de remarquables destinées isolées, des individus pleinement assimilés, il en existe ! Nous, en Russie, les saluons de tout notre cœur.



« Un Juif russe... Un Juif, un Russe... Que de sang, que de larmes ont été versés autour de cette union/désunion, que d'indicibles souffrances se sont accumulées sans que l'on en voie la fin, mais aussi combien cela a donné de joie et de progrès spirituel et culturel... Il y a eu, il reste encore de nombreux Juifs à s'être chargés de ce lourd fardeau : être à la fois juif et russe. Deux amours, deux passions, deux combats. N'est-ce pas trop pour un seul cœur ? Oui, c'est trop. Mais c'est là que réside le caractère fatal et tragique de cette bi-unité. Comme le mot l'indique, la bi-unité n'est cependant pas l'unité. L'équilibre ici n'est pas donné, il est à créer⁸⁴. »

81. L. Tsigelman-Dymerskaia, article cité, p. 175.

82. J. Stern, Dvoinaia olveistvennost [Une double responsabilité], « 22 », 1981, n° 21, p. 127.

83. O. Rappoport, Les symptômes d'une maladie, article cité, p. 123.

84. St. Ivanovitch, Semen Iouchkevitch i evrei [S. Iouchkevitch et les Juifs], Evrei v kouloure rousskogo zaroubesja [Les Juifs dans la culture des Russes de l'émigration], Jérusalem, 1992, t. 1, p. 29.

Ces lignes, qui visaient la Russie pré-révolutionnaire, ont été écrites dans l'émigration, à Paris, en 1927.

Cinquante ans ont passé, et un autre Juif russe qui a passé sa vie en Russie soviétique écrit d'Israël :

« Nous, Juifs, nous avons grandi en Russie, nous sommes une curieuse entité hybride : des Juifs russes... On dit de nous : juifs par la nationalité, russes de culture. La culture et la nationalité, serait-ce comme un costume ajusté sur un mannequin... ? Quand une presse monstrueuse emboutit un métal dans un autre, on ne peut ensuite les détacher, quand bien même on les découpe. Nous avons été soumis à une presse énorme pendant des dizaines d'années. Mon sentiment national ne peut désormais s'exprimer que dans ma culture. Ma culture est sillonnée de part en part par mes veinules nationales. Partagez-moi en deux et je serai moi aussi curieux de savoir quelles cellules de mon âme sont colorées de teintes russes, quelles autres de teintes juives. Mais il n'y a pas eu que la contrainte, la soudure par compression, il y a eu aussi une inattendue affinité de principes qui se compénétraient dans les couches les plus profondes de notre âme. Comme s'ils se complétaient les uns les autres pour réaliser une nouvelle plénitude : l'espace par le temps, l'étendue de l'âme par la profondeur, l'acceptation de tout par la négation de tout. Il y avait aussi émulation sur le point de savoir qui était le peuple élu. C'est pourquoi je n'ai pas deux âmes qui seraient en conflit, qui s'affaibliraient l'une l'autre, qui me dédoubleraient. Je n'ai qu'une seule âme..., ni double ni dédoublée, ni mélangée, mais bel et bien une seule⁸⁵. »

Et de Russie on lui fait écho :

« Je crois que ce n'est pas par hasard que, dans les destinées de la Russie, l'âme juive et l'âme slave se sont rencontrées : il y avait là quelque chose de providentiel⁸⁶. »

85. [R. Noudelman], Kolonka redaktora [éditorial], « 22 », 1979, n° 7, pp. 95-96.

86. L-ski. Pisma iz Rossii [Lettre de Russie], « 22 », 1981, « 22 », p. 150.

POSTFACE DE L'AUTEUR

En 1990, quand, achevant *Avril dix-sept*, je mettais de l'ordre dans l'énorme masse de matériaux restée inutilisée dans *La Roue rouge*, j'ai pris la décision de présenter une partie de ces matériaux sous la forme d'un essai historique sur les Juifs dans la révolution russe.

D'emblée, il apparut évident que, pour la compréhension de ce qui s'était passé, l'essai devait nécessairement remonter dans le temps – jusqu'à la première inclusion des Juifs dans l'Empire russe, en 1772 : ce fut son point de départ ; d'un autre côté, la révolution de 1917 a donné une impulsion dynamique au destin des Juifs en Russie, et l'essai, naturellement, s'est étendu jusqu'à la période post-révolutionnaire. Ainsi est né le titre : *Deux Siècles ensemble*.

Toutefois, je n'ai pas eu d'emblée une juste appréciation des limites historiques posées par l'émigration massive des Juifs hors de l'URSS, qui a commencé dans les années 70 du xx^e siècle, précisément vers le 200^e anniversaire du séjour des Juifs en Russie, et qui devint tout à fait libre vers 1987. Cette limite marquait pour la première fois l'abolition de toute contrainte vis-à-vis des Juifs russes ; ils n'étaient plus assignés à vivre ici, Israël les attendait, tous les autres pays du monde leur devenaient accessibles. Une fois bien précisée, cette frontière a apporté un correctif à mon projet de mener ce récit jusqu'au milieu des années 90, car la conception même du livre était dépassée : avec l'Exode disparaissait le caractère unique des liens qui s'étaient tissés entre Russes et Juifs.

Désormais s'est ouverte une période radicalement nouvelle dans l'histoire des Juifs russes, devenus libres, et de leurs relations avec

la Russie nouvelle. Cette période a fait apparaître des changements rapides et substantiels, mais elle est encore trop courte pour en prévoir les résultats lointains et pour décider si les traits caractéristiques des relations entre Juifs et Russes subsisteront ou céderont la place aux lois universelles de la diaspora juive. Suivre le développement de ce nouveau thème dépasse le temps de vie imparti à l'auteur.

A. S.

INDEX DES TOMES I ET II

- ABAKOUMOV, Victor Séminovitch : **II**, 432 et n.*.
- ABRAMOVA, Nina : **I**, 261 n. 63.
- ABRAMOVITCH, Aron : **II**, 81 n. 91, 135 et n. 4, 232 n. 48, 313 n. 42, 386 n. 50, 387 n. 54, 388 n. 61, 392, 395 n. 82.
- ABRAMOVITCH, R., leader menchevik : **I**, 275 ; **II**, 59, 120, 182 ; cercle — : **I**, 259.
- ABRAMPOLSKI, G. Ia., fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : **II**, 318, 320.
- ABRAMSON, L. M. : **II**, 319, 320.
- ABTCHOUK, Abram, professeur de yidish : **II**, 338.
- ACHAD-HAAM : voir Finzberg, A.
- ACHESON, Dean : **II**, 440.
- ACOSTA : **I**, 30.
- ADELBERT, général de la suite d'Alexandre III : **I**, 311.
- ADJEMOV, M., commissaire de la Douma : **II**, 30.
- ADLER, Friedrich : **II**, 120.
- AGOURSKI, M. : **I**, 265 et n. 77 ; **II**, 90 et n. 15, 91 et n. 18, 104, 117 et n.**, 191, 218 et n. 6, 224 et n. 22, 225 n. 29, 226 et n. 34, 227 n. 36, 239 n. 75, 282, 283 et n. 212, 291 et n. 245 et 246, 356, 506, 513.
- AGOURSKI, Samuel : **II**, 117, 118, 325.
- AGRANOV, Jacob S., adjoint de Iagoda, chef du Département politique secret du GUGB du NKVD : **II**, 315, 316, 320.
- AHAD HAAM [pseudonyme d'Asher Guinzberg] : **I**, 286 et n.*, 287, 289, 290, 296, 373.
- AIKHENWALD, J., critique littéraire : **II**, 182, 185.
- AIZENSTADT, M. (noms de plume : Jelesnov, puis Argus), collaborateur de *Segodnia* : **II**, 183.
- AIZIKOVITCH, Semion, constructeur d'avions : **II**, 351.
- AIZMAN, David : **I**, 430 n. 123 ; **II**, 33, 62.
- AKHMATOVA, Anna Andreïevna Gorenko, dite Anna : **II**, 495 n.*.
- AKIMOV : **I**, 395.
- AKSAKOV, Ivan S. : **I**, 197 et n. 208 et n.*.
- AKSENOV-MEERSON, M. : **II**, 539 n. 67.
- AKTIL, A. d', auteur de chansons : **II**, 290.
- ALDANOV, Marc A. (pseudonyme de Landau) : **I**, 176 n. 103, 180 et n. 123, 188 et n. 169 et n.** ; **II**, 124, 185.
- ALEICHEM, Cholem : **II**, 373, 451.
- ALEXANDRA, Fedorovna, née Alix de Hesse, épouse de Nicolas II, impératrice de Russie : **I**, 547 n.*, 550, 551 ; **II**, 63.
- ALEXANDRE DE LA NÉVA, grand-duc de Novgorod, puis grand-prince de Vladimir : **I**, 21 et n.*.
- ALEXANDRE I^{er} Kazimirovitch (Alexandre I^{er} Jagellon), roi de Pologne : **I**, 36.
- ALEXANDRE I^{er} Pavlovitch, tsar de Russie : **I**, 51 n.*, 63-66, 67-106, 107, 114, 127 n.*, 134, 155, 156.
- ALEXANDRE II Nicolaïevitch, tsar de Russie : **I**, 107, 149-201, 203, 204, 213-215, 220, 222, 228, 231, 232, 235 et n.**, 237 n.**, 239 n.***, 246-249, 254 et n.*, 257, 374, 384 ; **II**, 75 n.*, 395, 497.

- ALEXANDRE III Alexandrovitch, tsar de Russie : **I**, 157, 207, 208, 212, 215, 218, 230, 254 et n.**, 259, 299, 302 et n.*, 309-312, 320 n.*, 321, 322, 352, 395 n.***, 471.
- ALEXANDROVA, V. : **II**, 249 et n. 99, 400 n. 97.
- ALEXANDROVSKI, V. : **II**, 296.
- ALEXEËV, Michel, général : **I**, 550 et n.* ; **II**, 162.
- ALEXIS I^{er} Mikhaïlovitch, tsar de Russie : **I**, 17 n.*, 28 et n.***, 30 n.****, 31 n.***, 107.
- ALEXIS Nicolaïévitch, tsarévitch, fils de Nicolas II : **I**, 384.
- ALEXIS Petrovitch, tsarévitch, fils de Pierre I^{er} : **I**, 30 n.****, 203.
- ALEXIS, pape : **I**, 22, 23.
- ALIANSKI, M. : **II**, 349.
- ALLILOUIEVA, Svetlana, fille de Staline : **II**, 353.
- ALPÉRINE, A., négociant : **II**, 162.
- ALPÉROVITCH, A. : **II**, 58.
- ALPÉROVITCH, Soura : **II**, 62.
- ALTAËV, O. : **II**, 494 n. 5.
- ALTANSLAÏA, Zinaïde : **I**, 265.
- ALTER, Viktor, dirigeant du Bund polonais : **II**, 383, 384.
- AMOUSINE, M. : **II**, 506 n. 31.
- AMRAM : **II**, 499 n. 19, 506 n. 28.
- AMSTERDAM, Abram : **I**, 272.
- ANDRÉ VLADIMIROVITCH, grand-duc : **I**, 547.
- ANDREEV, Léonid : **I**, 67 n. 2, 128 n. 55, 150 n. 6, 327 n. 89, 510, 511, 536, 537 n. 34.
- ANDRÉIEV, E. M. : **II**, 418 n. 166.
- ANDRÉIEV, V. V. : **II**, 70.
- ANET, Claude, diplomate français : **II**, 46 et n. 43.
- ANFILOV, V. : **II**, 386 n. 29.
- ANGEL : **II**, 159.
- ANGENTZ, E. : **II**, 537 n. 59.
- ANGUERT, membre dirigeant du Goulag : **II**, 364.
- ANNA IVANNOVNA, impératrice de Russie : **I**, 30 et n.****, 31 et n.**.
- ANNA LÉOPOLDOVNA : **I**, 31 et n.***, 34 n.***.
- ANNA PETROVNA : **I**, 34 n.****.
- ANNENSKI : **I**, 406.
- AN-SKI-RAPPOPORT : **I**, 394, 399.
- ANTOINE [KRAPOVITSKI], l'évêque : **I**, 363 et n. 214.
- ANTOKOLSKI, Paul, poète : **II**, 563 et n.*.
- ANTONOV-OVSEENKO, Vladimir : **II**, 139.
- APTEKMAN, O. V. : **I**, 237 n. 3, 239, 240, 242, 244 et n. 19, 245 et n. 21 et 23, 246 n. 24, 248 et n. 30.
- ARABAJINE : **I**, 406, 514.
- ARAD, Itskhak : **II**, 232 n. 49, 374 n. 7, 375 n. 9, 378 n. 23, 380 n. 27, 382 n. 34, 386 n. 51, 387 et n. 57, 390, 391 n. 68, 392 et n. 72 et 73, 393 et n. 75, 395 n. 81 et 84, 396 n. 85, 410 n. 144, 413, 417 et n. 163.
- ARALS, chargé de la construction du tunnel vers l'île de Sakhaline : **II**, 364.
- ARAKTCHÉEV, Alexis, comte : **I**, 127 et n.*.
- ARCHINOV, conseiller de Makhno : **II**, 159.
- AREN, Rani : **II**, 563 n. 78.
- ARENDT, Hannah : **II**, 22 et n. 13, 298, 420, 421.
- ARGANOV, Iakov : **II**, 229.
- ARKHANGORODSKI, A. : **II**, 163.
- ARM, lieutenant-colonel, chef de l'Administration minière de Tchaï-Ouinski : **II**, 364.
- ARNCHTAM, Lev, réalisateur : **II**, 347.
- ARONCHTAM, Lazare, membre du Service politique central de l'Armée rouge : **II**, 313, 325.
- ARONOV, meunier : **II**, 145.
- ARONOVITCH, Frenkel Naftali, général majot des services techniques et du génie du Goulag : **II**, 385.
- ARONSON, Grégoire J. : **I**, 181 n. 128, 185 n. 153, 187 n. 163, 188, 189 n. 170, 190 n. 177, 191 n. 184, 194 n. 197 et 202, 198 et n. 214, 227 et n. 94, 244 n. 18, 271 n. 92, 273 n. 99, 294 n. 51, 342 et n. 143, 345 n. 157, 246 n. 159 et 161, 347 n. 169, 348 n. 171, 351 n. 180, 387 n. 44, 390 n. 54, 392 n. 61 et 63, 520 n. 52, 536 n. 30, 542 n. 56, 543 n. 57 et 59 ; **II**, 41 et n. 33 et 34, 51 n. 9, 64 n. 46, 66 n. 51 et 53, 99 n. 38, 118 n. 86 et 87, 182, 221, 222 n. 16, 255 n. 116, 257 n. 123, 267 n. 148, 268 n. 154, 272 et n. 170, 344 n. 115, 345 et n. 122, 346 n. 123, 355 n. 153, 376 n. 15, 380 n. 30, 384 n. 40, 386 n. 50, 387 n. 53, 434 et n. 37 et 38, 439 n. 55, 440 n. 57.
- ARONSON, M. : **I**, 250.
- ARONSON, Solomon : **I**, 241, 249.
- ARONTCHIK, Aïzik : **I**, 240, 254.
- ARSENIEV, K. : **I**, 511.

- ARTEMIEV, A. P. : II, 398 n. 90.
 ARZON, major : II, 389.
 ASCH, Sholom : II, 234.
 ASCHBERG, Olof : II, 261.
 ASHKENAZI, les : I, 176.
 ASTAFIEV, Victor : II, 512 et n.*.
 ASTRAKHAN, Kh. M. : II, 81 n. 90.
 AVERBACH, L. L. : II, 363 n. 8.
 AVERBAKII, père : I, 470.
 AVERBUCH, Pr. Wolf, psychiatre : II, 339, 458.
 AVINERI, Chlomo : II, 111 n. 66.
 AVNERI, Uri : II, 420 n. 173.
 AVSKENTIEV, N., S.-R., ministre de l'Intérieur, membre dirigeant des *Sovremennye zapiski* : II, 64, 74, 185, 213.
 AVTORKHANOV, A. : II, 443 et n. 66.
 AXAKOV, I. S. : I, 216, 217 et n. 57, 235 n.***.
 AXELROD, A. : II, 114.
 AXELROD, Ida : I, 240.
 AXELROD, L., frère de Paul : I, 186.
 AXELROD, Lioubov Isaakovna, dite « l'Orthodoxe » : I, 240, 250 et n.*.
 AXELROD, Paul Borissovitch, fondateur de « Libération du travail » : I, 137 et n.*, 186, 228, 239, 240, 242, 257, 261, 285.
 AXELROD, Zelik : II, 338.
 AZBEL, David : I, 544 et n. 61 ; II, 119, 120 n. 93, 126, 229, 230 n. 45.
 AZBEL, Ida, tante de D. Azbel : II, 126.
 AZBEL, Liolia, tante de D. Azbel : II, 126.
 AZBEL, Mark : II, 126, 127 n. 108.
 AZBEL, Micha, oncle de D. Azbel : II.
 AZEF, Azef Evno, terroriste et agent double : I, 186, 394 n. 71, 504 et n.*.
 AZOV, Vl. (V. Achkenazi), humoriste : II, 184.
 BABEL : II, 196.
 « BABOUCHKINE » [pseudonyme], sucrier de Kiev : I, 502.
 BADASH, Semion, compagnon de détention de A.S. à Ekibastouz : II, 359 et n. 1.
 BAGRISTSKI, Édouard, poète : II, 123, 514 n.*.
 BAKOUNINE, Mikhaïl Alexandrovitch : I, 238, 239, 253, 396.
 BAK, I. B., éditeur de *Retch* : I, 455, 469.
 BAK, surnommé le « garçon boucher », tchékiste : II.
 BAKHMETIEV, ambassadeur de Russie : II, 59.
 BAKST, N. : I, 228, 229.
 BALACHOV, député à la Douma : I, 476.
 BALAKHOVSKI, les : I, 176.
 BALFOUR, Arthur James, 1^{er} comte de : II, 122.
 BALTISKI, V. A., membre du NKVD : II, 315.
 BALK, A., dernier gouverneur de Petrograd : II, 42 et n. 37 et n.**.
 BALMACHOV, le S.-R. : I, 322 n.*, 395.
 BALMONT, Konstantine Dimitrievitch : II, 179.
 BANDERA, Stepan, chef de l'Organisation des Nationalistes ukrainiens : II, 406, 407, 428.
 BANNIKOV, B. L., commissaire du peuple : II, 436.
 BARNEKHOVSKI : I, 262.
 BARON, Aron, chef de l'état-major de Makhno : II, 159.
 BAR-SELE, E. : II, 561 n. 68.
 BAR-SELLA, Z. : II, 558 n. 54.
 BARUKH, Ben : II, 420 n. 172.
 BASILE, oncle de Dimitri : I, 23 n.****, 25.
 BASSOV, A. R., garde rouge : II, 132.
 BATAULT, Georges, gendre de Plekhanov : II, 189, 190 et n. 32.
 BATIOUCHINE, général : I, 550 ; II, 34 ; commission : I, 552 ; II, 34.
 BATKINE, marin : II, 79.
 BAZOV, Guertsl, écrivain : II, 338.
 BEDNYI, Demian (Efim Pridvorov) : II, 106.
 BEK : I, 262.
 BEKMAN, général russe : I, 359.
 BELENKI, Abram, tchékiste : II, 320.
 BELENKI, Boris : II, 325.
 BELENKI, B. S., diplomate : II, 313.
 BELENKI, Grigori : II, 325.
 BELENKI : II, 309.
 BELENKI, Mark, directeur du Commissariat du peuple au Ravitaillement : II, 325.
 BELENKI, Zakar, Commissaire du peuple à la Commission du Contrôle soviétique : : II, 305, 307, 325.
 BELINKOV, Arcady, détenu du Goulag : II, 359, 497 et n. 14, 498 et n. 15.
 BELLOC, Hilaire : II, 190 et n. 34.
 BELOTSEKOVSKI, V. : II, 484, 498.

- BELOTSKI, Maurice, premier secrétaire du Comité central de Kirghizie : **II**, 235, 325.
- BELOV, Basile, écrivain : **II**, 512 et n.***.
- BELSKI, Lev N., fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : **II**, 315, 318.
- BELSKI, Tovia : **II**, 416.
- BELSKI-LEVINE, Lev, tchékiste : **II**, 229, 320.
- BEN-AMI : **I**, 373.
- BENDIK, A. I., directeur de la Chambre du Livre : **II**, 349.
- BENEDIKTOV, M. : **II**, 264 n. 137.
- BEN GOURION, David : **II**, 17, 440.
- BENKENDORF, Alexandre, comte : **I**, 105 et n.* ; **II**, 495 et n.**.
- BENKENDORF, ambassadeur de Russie à Londres : **I**, 454.
- BEN-KHOIRIN : **I**, 397 n. 80.
- BEN-TSVI, I. : **I**, 277 n. 118, 346 n. 163.
- BERCHADER, Isaac, commandant d'un camp : **II**, 366-368.
- BERDIAEV, Nicolas : **I**, 466 et n. 23, 510 et n. 31, 511 ; **II**, 15 et n. 33, 17 et n. 43, 21 et n. 58, 499 et n.***.
- BERENSON, L. I., chef du Service financier du Goulag : **II**, 318, 364.
- BERG, Isaïe Davidovitch, chef du Service économique du NKVD : **II**, 321-322, 509.
- BERQUELSON, David, membre du CAJ : **II**, 277, 372, 384, 439.
- BERGUER, Iossif, détenu dans un camp : **II**, 361, 362 n. 6.
- BÉRIA, Lavrenti Pavlovitch : **II**, 321, 427, 437, 443, 445, 446, 448.
- BERKHINE-BÉNÉDIKTOV, M., collaborateur de *Poslednie novosti* : **II**, 184.
- BERLINE, Iakov, « banquier bolchevique » : **II**, 115.
- BERLINE, Léon, commissaire dans la flotte de la Baltique : **II**, 137.
- BERMAN, Boris, tchékiste : **II**, 144, 315.
- BERMAN, Marvei, tchékiste, chef du Goulag : **II**, 229, 316, 320, 362, 514.
- BERMAN, Mathieu, tchékiste, adjoint de Iejov : **II**, 144.
- BERNADSKI, M., économiste : **I**, 479-480 et n. 61 et 62, 481 n. 66.
- BERNE : **II**, 547.
- BERNSTAM, M. : **II**, 513.
- BERNSTEIN, Ans, détenu du Goulag : **II**, 360.
- BERNSTEIN, Nathan, musicologue : **II**, 329.
- BERNSTEIN-LILINA, Zlata, épouse de Zinoviev : **II**, 94, 126.
- BERNSTAM, M. : **II**, 120 n. 94.
- BERVI-FLEVOVSKI, Vassili Vassilievitch : **I**, 245 et n.**.
- BESPALOV, Samuel, rabbin : **II**, 372.
- BESPALOV, Shoulim, armateur : **II**, 79, 170.
- BESSONOV, général russe : **I**, 421.
- BESTOUEV-RIOUMINIS : **I**, 228.
- BESTOUEV-RIOUMINE, A., grand chancelier : **I**, 34.
- BESTOUEV-RIOUMINE, Féodor, curateur à l'université de Moscou : **I**, 34.
- BEYLISS, Menahem Mendel : **I**, 490, 491, 495-497 ; affaire : **I**, 489, 496-497, 527 n.** ; **II**, 35, 46, 145, 192, 241, 420.
- BIZAK, gouverneur général : **I**, 311.
- BYZYMENSKI : **II**, 525.
- BIALIK, Khayim Nahmane : **I**, 346, 373, 378 ; **II**, 277, 525.
- BIBERGAL, Alexandre : **I**, 241, 261.
- BIEKTERMAN, Iossif Menassiévitch : **I**, 39 n. 97, 48 n. 127, 186 n. 155, 269 n. 86, 291, 331, 338, 339 n. 129, 360 et n. 198, 370, 482 et n. 67, 483, 494 et n. 86, 506 n. 20 ; **II**, 10 n. 7, 15 et n. 32, 16 et n. 39, 25 n. 74, 109 et n. 59 et 60, 110 n. 61, 113, 114 n. 75, 119 et n. 92, 128 n. 111, 158 et n. 51 et 52, 166 et n. 74 et 77, 170 n. 86, 173, 174 n. 99, 175 n. 103, 184, 189 et n. 30, 194 et n. 49 et 51, 195, 197 et n. 61, 198 et n. 62, 199 et n. 66, 201 et n. 76, 202 n. 77 et 79, 203 n. 83, 204-205, 208 n. 91, 210 et n. 98, 213, 219 et n. 11, 220 et n. 14, 241 n. 77, 273, 281 n. 203 et 204, 423 n. 1, 543 n. 1, 562 n. 73.
- BIELIENKI, Abram, chef de la garde personnelle de Lénine : **II**, 96.
- BIELIENKI, Efim : **II**, 96.
- BIELIENKI, Grigori, responsable de l'agit-prop au Komintern : **II**, 96.
- BIÉLINSKI, Vissarion Grigorievitch : **I**, 151 et n.**, 235 n.***, 242.
- BIELOBORODOV, président du Soviet de l'Oural : **II**, 100, 102.
- BIFÉLY, Boris Bougaïev, dit André : **I**, 472 et n. 43.
- BINSTOCK, Grigori : **II**, 94, 120.

- BIRON, favori de l'impératrice Anne : I, 31 et n.** et n.***.
- BISMARCK, Otton, prince von : I, 200.
- BITKER, G. : II, 136.
- BITKER, Herman : II, 325.
- BLANK, Israël (Alexandre) Davidovitch, grand-père maternel de Lénine : II, 84.
- BLANTER, Matfeï, compositeur de chansons : II, 347.
- BLAT, Iossif M., fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : II, 318, 320.
- BLEICHMAN, Y., dirigeant des anarchistes : II, 75.
- BLINKOVA, M. : II, 426 n. 10.
- BLOKH, I., banquier : I, 176, 335, 336.
- BLOK, Alexandre : II, 467.
- BLONDES, l'affaire : I, 491.
- BLODOV, Y. : I, 151.
- BLÜCHER, Basile : II, 139.
- BLUM, Léon : II, 264.
- BLUM, V. : II, 296.
- BLUMENFELD, G. : I, 64.
- BODGORETS, N. : II, 558 n. 53.
- BOGATINE, Iossif, rabbin de Saratov : II, 340.
- BOGDANOV-MALINOVSKI, Boris Ossipovitch Bogdanov, *alias* : II, 71, 326-327.
- BOGDANOVITCH, gouverneur : I, 395.
- BOGOLÉPOV, Nikolaï Pavlovitch, ministre de l'Éducation nationale : I, 306 et n.*, 388.
- BOGOLIOUBSKI, André, Grand-prince de Vladimir et de Souzdal : I, 20 et n.**.
- BOGOLIOUBSKI, Georges : I, 20.
- BOGORAZ, Larissa : II, 483.
- BOGORAZ, Tan : I, 245, 250, 251, 387.
- BOGORAZ, Vladimir : I, 241.
- BOGOSLAVSKI, V. : II, 81 n. 87, 239 n. 73, 311 n. 36, 440 n. 58, 467 n. 90, 480 n. 11 et 13, 517 n. 2, 521 n. 13, 522 n. 16 et 17, 523 n. 18, 19 et 21, 524 n. 22, 532 n. 31, 536 n. 53 et 54, 537 n. 61, 550 n. 23, 554 n. 38.
- BOGROV, Dmitri Grigoriévitch, terroriste : I, 267 et n.*, 397, 484-489, 493, 504 et n.**; affaire — : I, 397 et n.*, 490.
- BOGROV-père : I, 485.
- BOGROV, Vladimir, frère de D. G. Bogrov : I, 487 et n. 75.
- BOKII, Gleb, tchékiste : II.
- BÖKL, Y. : I, 186.
- BOLESŁAW LE PRUDE, roi de Pologne : I, 36.
- BOLOTINA, A. : I, 255.
- BOMACH, Meier, membre de la Douma d'État : I, 398 ; II, 33.
- BONAPARTE, Napoléon : voir Napoléon.
- BONTCH-BROUËVITCH, Vladimir : I, 493 et n.*.
- BORISSOV, V., gréviste de la faim : II, 531.
- BORODAI, Itska : I, 195.
- BOROUKHOVTCH, Zalman, rabbin : I, 48.
- BOSCHER, Y., chef de la section Dmitrovski du Canal de la Volga : II, 364.
- BOUDIENNY, Semen : II, 139, 173, 174, 289.
- BOUDNITSKI, Oleg : II, 193 n. 46.
- BOUGAKOV, Mikhaïl Afanassievitch : I, 291 et n. 40.
- BOUKHARINE, Nikolaï Ivanovitch : II, 66, 101, 222 et n. 18, 223, 236, 291, 295, 305 ; procès : II, 440.
- BOULGAKOV, P. Serge : II, 14 et n. 29, 22 et n. 60, 107 et n. 56, 108 n. 57, 114 et n. 76, 289.
- BOULGANINE, Nikolaï, maréchal, Premier ministre : II, 448.
- BOULYGUINE, A., ministre de l'Intérieur : I, 395, 403 et n.*.
- BOUNGÉ, N. X., ministre des Finances d'Alexandre III : I, 222.
- BOUNINE, Ivan Alexeïevitch : II, 179.
- BOURCHTEIN, David, maître de chantier d'un camp : II, 366-368.
- BOURTSÉV, A. : I, 504 n.*.
- BOURTSÉV, V. L. : II, 21 n. 57, 58, 192 n. 40, 193 et n. 46, 205.
- BRAFMAN, Jacques : I, 182, 183, 195, 196.
- BRAGUINSKI, M. : I, 255.
- BRAHAM, D. D. I, 367-369.
- BRAMS, J. : II, 183.
- BRAMSON, L. : I, 361, 391, 460 ; II, 31, 64.
- BRAMSON, M. : I, 255.
- BRANDEIS, Louis : II, 14.
- BRANDEBOURGSKI-GOLDZINSKI, Iakov : II, 97.
- BRANOVER, professeur : II, 421.
- BRATIANU, Y., Premier ministre roumain : II, 39.
- BRAUDO, Alexandre Issaïevitch : I, 361, 389, 537.
- BRAZOUŁ-BROUCHIKOVSKI, journaliste : I, 493.
- BREINÉV, Leonid Ilitch : II, 530.
- BRENNER, Y., diplomate : II, 312.
- BRILLIANT, Dora : I, 394.

- BRILLANT-SOKOLNIKOV : II, 136.
 BROCKAUS, Y. : I, 23 et n. 28.
 BROD, Max : II, 26 et n. 77, 545 n. 8, 552, 553 n. 33.
 BRODSKI, Alexandre : I, 418.
 BRODSKI, A. M. : I, 186.
 BRODSKI, Isaac Israëlévitch, peintre, directeur de l'Académie des Beaux-Arts de Léningrad : II, 93, 108, 289, 308 et n.*.
 BRODSKI, Israël : I, 330, 333.
 BRODSKI, Lazare : I, 134, 333, 334.
 BRODSKI, Lev : I, 134, 333, 334, 418.
 BRODSKI, V. la., négociant en thé : II, 328.
 BRODSKI, les : I, 176, 313 ; II, 50.
 BRONSHTEIN, Matfeï, physicien : II, 329.
 BRONSTEIN, Y., architecte : II, 340.
 BRONSTEIN, David, père de Trotski : I, 328, 329.
 BROUTSKOUS, B. D., économiste : II, 237, 238 n. 66, 257-259, 260 n. 127, 261 et n. 132 et 133, 297.
 BROZEMAN, Iakov, chef du Service spécial du NKVD central : II, 319.
 BRUTSKUS, Julius D. : I, 15 et n. 1, 16, 17 et n. 7, 18 n. 7, 20 et n. 14 et 16, 26 n. 46.
 BUBER, Martin : II, 553 et n. 34.
 BUCHANAN, Y., ambassadeur de Grande-Bretagne : I, 550.
 BUCHBINDER, N. A. : I, 258 n. 59, 276 n. 112, 374 n. 6 et 7, 378 n. 12, 379, 400 et n. 92.
 BUDKER, Y., académicien : II, 438.
 BUKLE, Y. : I, 242.
 BUDVIDAÏTE-KUTORGENE, E., médecin lituanien : II, 404.
 BURG, David : II, 450 et n. 15, 451.
 BYSTRITSKAÏA : II, 525.
 CARDIN, Shoshana : II, 558.
 CARNEGIE, Andrew : II, 302.
 CASIMIR III LE GRAND, roi de Pologne : I, 36.
 CATHERINE I^{re}, impératrice de Russie : I, 30 et n.**, 32 n.*.
 CATHERINE II LA GRANDE, impératrice de Russie, née Sophie d'Anhalt-Zerbst : I, 34 n.****, 35, 36, 38 et n.*, 41-43, 45, 47-50, 51 n.*, 59, 60, 68 n.*, 77, 79, 130, 179 n.**.
 CHAFFRAN, Igor, poète-auteur de chansons : II, 347.
 CHAFIROV, Pierre : I, 29.
 CHAFIROV, Y. : II, 563.
 CHAGALL, Marc, peintre : II, 289, 489.
 CHAÏÉVITCH, Khuna : I, 276.
 CHAÏMOVITCH, Avigdor, rabbin : I, 48.
 CHAÏNSKI, Vladimir, compositeur : II, 347.
 CHAKHOVSKOÏ, V., ministre de l'Intérieur : II, 79.
 CHALYKOV : I, 375.
 CHANINE, A. M., chef du Département des transports du GUGB du NKVD : II, 315, 316.
 CHANZER, V. L. : I, 396.
 CHATSKINE, Lazare, leader du Kosomol, puis de l'Internationale communiste de la Jeunesse : II, 91, 326.
 CHAVELSKI, Georges, aumônier de l'armée russe : I, 531 et n. 15, 532 et n. 19, 533 n. 21, 534 et n. 26.
 CHEFTEL, Félicie : I, 240, 262.
 CHEFTEL, Y., membre du Conseil municipal de Kiev : I, 546.
 CHÉGLOVITOV, Ivan Grigoriévitch, ministre de la Justice : I, 311 et n.*, 496.
 CHEININE, L. : II, 349.
 CHÉINIS, Zinovi : II, 354 n. 148.
 CHEINMAN, Mikhaïl : II, 398.
 CHEKHTMAN, I. : II, 279 n. 195, 280 n. 200, 281 n. 202, 355 n. 154, 373 n. 1, 376 n. 14 et 17, 379 n. 24 et 25, 406 n. 130, 410 n. 142.
 CHENTSIS, Sofia : I, 262.
 CHERECHESKI, Dr N. : II, 441.
 CHESTOV, Léon : II, 110.
 CHÉTININE, B. A., prince : I, 319 n. 67.
 CHEVTSOV, S. P., doyen des députés : II, 93.
 CHIRON, A. S., fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : II, 318.
 CHIMELIOVITCH, B., membre du CAJ : II, 439.
 CHINGARIOV, André I., leader du parti Cadet : I, 473, 538 et n.*, 554 et n.*, 555, 557 ; II, 132 et n.*.
 CHINGARIOVA, A. I. : II, 132 n. 120.
 CHKLIAR, Grigori I., fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : II, 318, 321.
 CHILAPNIKOV, A. G. : I, 537.
 CHLOMOVITCH, J. : II, 540 n. 69.
 CHMAKOV, A., avocat : I, 166, 167 n. 70.
 CHMOULÉVITCH, Y. : I, 259.
 CHOLOKOV, Mikhaïl Alexandrovitch : I, 265 n.*.

- CHOSTAVKOVITCH, Dmitri Dmitrievitch, compositeur : **II**, 465.
- CHOU, D. : **I**, 215 n. 54 ; **II**, 111 n. 65.
- CHOU, Esphir : **II**, 287.
- CHOU-EN-LAI : **II**, 117.
- CHOULGUINE, Basile : **I**, 527 et n.**.
- CHOULGUINE, V. V. : **I**, 74, 75 n. 27, 264 et n. 74, 324 et n. 81, 335 et n. 119, 385 n. 36, 438 n. 133, 445, 456, 461 n. 8, 480, 481 n. 65, 492, 512 et n. 37, 528 n. 7 ; **II**, 139 et n. 10 et 11, 147 n. 24, 149, 150 n. 27, 165, 166 et n. 73 et 75, 169 n. 82, 184 et n. 16, 212, 213 n. 108, 214 et n. 111, 245 et n. 88, 480, 481 n. 14, 494 n. 2.
- CHOULIM, Daïm : **II**, 399, 400.
- CHOULMAN, chef du département spécial dans un camp : **II**, 360.
- CHOUIMIATSKI, B., fondateur de la République de Mongolie : **II**, 287, 348.
- CHOURMAK, G. : **II**, 299 n. 264.
- CHOUVALOV, P., diplomate : **I**, 395 et n.****.
- CHPIGUELGLAS, Sergueï, adjoint de A.A. Sloutski : **II**, 315, 321.
- CHPILREIN, Émile, biologiste : **II**, 330.
- CHPILREIN, Isaac, psychologue : **II**, 330.
- CHPILREIN, Yan, mathématicien : **II**, 330.
- CHPITSBERG, Y., magistrat instructeur, chargé des « affaires » de l'Église : **II**, 107.
- CHRAGUINE, B. : **II**, 494 n. 1 et 4, 495 n. 9 et 10, 506 n. 30, 507 n. 33, 515 et n. 55.
- CHTCHARANSKI, Nathan : **II**, 25 et n. 73, 466, 520, 538.
- CHTCHIEPKINE, Y., professeur d'université : **I**, 431, 438, 440.
- CHTERN, Grigori, chef d'état-major du front extrême-oriental : **II**, 324.
- CHTERN, Iou. : **II**, 479 n. 10, 480 n. 12.
- CHTERN, Lina, savant : **II**, 384.
- CHTERN, Manfred, surnommé « le général Kléber » : **II**, 324.
- CHTIGLITS, Ludwig : **I**, 311.
- CHTOURMAN, K. : **II**, 443 n. 67.
- CHTURMANN, Dora S. : **II**, 112 n. 67, 129 et n. 115.
- CHURCHILL, sir Winston Leonard Spencer : **II**, 116, 122, 170.
- CHVEINICH, S. : **II**, 381 n. 31, 382 n. 35.
- CHVERNIK, Y. : **II**, 376.
- CLEMENCEAU, Georges : **I**, 395.
- COHEN, Michael J. : **II**, 171 n. 89.
- COHN, Norman : **II**, 191 et n. 38.
- COLLINS, Y. : **I**, 29.
- COMTE, Auguste, philosophe : **I**, 186.
- CONQUEST, Robert : **II**, 92 n. 20, 305 n. 8, 315 n. 47, 322 n. 64, 323 n. 66, 324 n. 68, 351 n. 139, 441 et n. 60.
- COURTENAY, Baudoin de : **I**, 513.
- CRÉMIEUX, Adolphe : **I**, 195-197.
- CRONSTADT, le P. Jean de, hiérarque : **I**, 363 et n. 213.
- CZARTORYSKI, Adam, prince : **I**, 63.
- CYRILLE VLADIMIROVITCH, grand-duc : **I**, 261 n.**.
- DACHEVSKI, Pinhas : **I**, 362 ; **II**, 339.
- DAY-SHTOKLIAND, Mark, tchékiste : **II**, 320.
- DALINE, D. : **II**, 182.
- DAN, F. : **I**, 186, 275, 396 ; **II**, 64, 67, 182.
- DANILEVSKI, Y. : **I**, 522.
- DANILOV : voir Scholman, Y.
- DARSKI, L. E. : **II**, 418 n. 166.
- DAUDET, Alphonse : **I**, 252.
- DAVIDOV, Y., de la Banque pour le Commerce extérieur : **II**, 115.
- DAVIDOVNA, Ekaterina, (Golda Gorbman) épouse de Vorochilov : **II**, 432.
- DAVIDSON, S., rédacteur du journal de la division du « Corps des Cosaques vermeils » : **II**, 138.
- DAVYDOV, A. : **I**, 383 n. 27.
- DEBORINE, Abram : **II**, 121.
- DEGUEN, Iona : **II**, 399.
- DEITCH, Lev : **I**, 64 n. 162, 137 et n. 82 et 86, 138 et n. 88, 155 et n. 22 et 23, 175 n. 101, 179 et n. 116, 186.
- DEITCH, M. : **II**, 496 n. 11, 520 n. 11.
- DELAUNAY, Sonia : **II**, 179.
- DÉLEVSKI, Iou. (J. Ioudélevski) : **II**, 184, 193 et n. 45, 196 n. 56, 201 n. 75.
- DÉLIANOV, Y., ministre de l'Instruction : **I**, 301, 306.
- DEMBO, Y. : **I**, 262.
- DEMTCHENKO, V. I. : **I**, 546.
- DENIKINE, Anton Ivanovitch, général russe : **I**, 198 et n. 212, 342, 386 et n. 39 ; **II**, 57 et n. 27, 69 n. 59, 141, 160, 161, 164, 169, 170, 171, 173, 212.
- DENIS, N., peintre d'icônes russes : **II**, 499 et n.**.
- DENIS, pope : **I**, 22, 23.
- DENISSOV, de l'ex-Banque de Sibérie : **II**, 115.

- DENNETT, T. : **I**, 382 n. 23.
 DENNIS, P. B. : **II**, 116.
 DERIBAS, T. D., membre du NKVD : **II**, 280, 315.
 DERJAVINE, Gabriel Romanovitch : **I**, 50-52 et n. 134 et 135, 53 n. 136 à 138, 54-59 et n. 152 et 153, 61 et n. 154, 155 et 157, 63 et n. 158, 160 et 161, 65 et n. 168, 66 et n. 170, 67, 69, 71 n. 13, 114, 117.
 DEUTSCH, Léon : **I**, 236 et n. 1, 238 et n. 4, 239 et n. 5 et 6, 240, 241 n. 9 et 10, 242 n. 11, 243 n. 15, 244 et n. 20, 245-248 et n. 31, 249 n. 32 et 34, 250 n. 35 et 37, 252 et n. 40 et 41, 254 et n. 49, 256 n. 54, 257, 261 et n. 64, 275, 285 et n. 10 ; **II**, 59.
 DEUTSCH, M. : **II**, 309.
 DEUTSCH, Mark, directeur du Trust Charbon : **II**, 325.
 DEUTSCH, Mendel : **I**, 277.
 DÉLEVSKI, J. (J. Ioudélevski), collaborateur de *Poslednie novosti* : **II**.
 DEVIÈRE, Antoine : **I**, 30.
 DIDEROT, Denis : **I**, 35.
 DIEKLER, Frank, détenu du Goulag : **II**, 359.
 DIOUR, I. M. : **I**, 28 n. 54, 134 n. 71 et 73, 175 n. 100, 225 n. 84 et 85, 331 n. 102, 332 n. 103 et 106, 334 n. 115, 335 n. 121, 336 n. 123, 337 n. 126.
 DILLON, Leisen : **I**, 92.
 DIMANSTEIN, Semion (Shimon) : **I**, 271, 275, 277 n. 115, 293 n. 47, 317 n. 62, 374 n. 5, 398 n. 82 et 85, 400 n. 91, 401 et n. 93 à 95 et 97, 402 n. 102 et 103, 403 n. 104 et 105, 404 et n. 106 à 108, 438 n. 132, 442 et n. 142, 452 et n. 163, 450 n. 160, 454 n. 168 ; **II**, 60, 87, 96, 105 et n. 48, 118, 119 n. 90, 268, 276, 325, 337, 343, 451.
 DIMITRI, fils de Jean le Jeune : **I**, 23 et n.****, 25.
 DIMITRI V, Ivanovitch, fils d'Ivan IV : **I**, 27 et n.***, 28.
 DIMITRI, dit Le Faux Dimitri : **I**, 27 et n.*, 28.
 DIMITRI, dit Le Second Faux Dimitri (le « Brigand de Touchino » ou « L'Usurpateur ») : **I**, 27 et n.***, 28, 353 et n.**.
 DINOUR, B. C. : **I**, 101 n. 91, 102 n. 93 et 94, 103 n. 100, 104 n. 106, 139 n. 93, 145 n. 108, 161 n. 52, 499 n. 1.
 DIONÉO-CHKLOVSKI, Isaac : **II**, 184.
 DISRAELI, Benjamin : **I**, 200, 461 ; **II**, 547, 551.
 DMOKHOVSKI, Y. : **I**, 239.
 DOBKOVSKI, le S.-R. : **II**, 118.
 DOBROLOUBOV, Nikolaï Alexandrovitch : **I**, 242.
 DOBROUVINE, Y., le Dr, président de l'Union du peuple russe : **II**.
 DOBROVITCH, A. : **II**, 535 n. 51.
 DOBROVOLSKI, dernier ministre tsariste de la Justice : **I**, 561.
 « DOBRY » [pseudonyme], sucrier de Kiev : **I**, 502.
 DOBRYI, A. : **I**, 336.
 DOFMAN, A., adjoint de Berenson : **II**, 364.
 DOLGOROUKOV, P., prince : **I**, 460.
 DOLGOROUKOV, V. A., prince, gouverneur général de Moscou : **I**, 318, 319.
 DOLGOUCHINE, Y. : **I**, 239, 244, 246.
 DOMALSKI, I. : **II**, 437 n. 46, 455 n. 36, 457 n. 47, 518 n. 3 et 5, 524 n. 24.
 DOLMATOVSKI, Y. : **II**, 525.
 DON-AMINADO, Y. (Schpolianski), humoriste : **II**, 184.
 DONSKOÏ, Y., metteur en scène : **II**, 525.
 DOROCHEVSKI, Dr : **I**, 364.
 DOSSER, Zinovi : **I**, 396.
 DOSTOÏEVSKI, Fedor Mikhaïlovitch : **I**, 236 n.**, 308, 471, 500 et n. 2 ; **II**, 20 et n. 54.
 DOUBENKO, Paul : **II**, 139.
 DOUBNOV, S. M., historien : **I**, 33 et n. 77, 38 n. 94, 155, 186, 207 et n. 22, 351, 368, 373, 391, 398, 455, 506 ; **II**, 50, 183, 273, 371.
 DOUBOSSAR, l'affaire de : **I**, 491.
 DOUBROVINE, le Dr, président de l'Union du peuple russe : **I**, 470 n.*, 474 ; **II**, 35.
 DOUKELSKI, S., chef de la Direction centrale de l'Industrie cinématographique : **II**, 287, 348.
 DOUMBAZÉ, G. S., capitaine : **I**, 532 et n. 18.
 DOUMENKO, Boris : **II**, 139.
 DOUNAIEVSKI, Isaac, compositeur de chansons : **II**, 346-347, 441, 514 et n.*.
 DOUNDITCH, Oleko : **II**, 139.
 DOUNETS, Kh., critique : **II**, 338.
 DOURNOVO, Piotr Nikolaïévitch, chef du département de la Police, ministre de l'Intérieur : **I**, 318, 321, 395 et n.****, 443, 525.

- DOUTOV, ataman d'Orenbourg : **II**, 96.
 DRABKINE, A., rabbin : **I**, 229.
 DRABKINE, Y : **II**, 93.
 DRABKINE-GOUSSEV, J. : **II**, 135, 137.
 DRAGOUNSKI, Y. : **II**, 525.
 DRAKE, Y., général russe : **I**, 415, 418.
 DREITSER, E. A., chef de la garde personnelle de Trotski : **II**, 92, 325.
 DREYFUS, Alfred, capitaine : **I**, 287 ; affaire : **I**, 287, 348, 350.
 DRIDZO-LOZOVSKI, S., leader du Profin-tern : **II**, 91, 117, 353.
 DROBNIS, Iakov, membre du Comité central : **II**, 73.
 DRUMONT, Édouard : **I**, 349.
 DÜHRING, Karl Eugen : **I**, 349 et n.*.
 DULLES, F. R. : **I**, 381 n. 21.
 DVOILATSKI, Sholom, représentant commercial en France : **II**, 309, 325.
 DYMCHITZ, Véniamine : **II**, 455.
 DYMSHITS, M. : **II**, 523.
 DYMOV-PERELMAN, Ossip : **II**, 182.
 DZERJINSKI, Felix Edmundovitch, directeur de la Tchéka : **II**, 101, 102, 140, 143, 144, 152, 228, 230, 279, 285, 441.
 EDELSTEIN, Moïse : **I**, 249.
 EFIMOV, Boris, caricaturiste : **II**, 349.
 EFROÏMSON, Vladimir, généticien, détenu du Goulag : **I**, 365.
 EFRON, Y : **I**, 23 et n. 28.
 EHRENBURG, Ilya : **II**, 312, 370, 379, 383, 430, 431 et n. 26, 439, 441, 525.
 EICHENBAUM-VOLINE, Boris, chef du département de la Propagande de Makhnov : **II**, 62, 159.
 EICHMANS, Y : **II**, 231.
 EIDELMAN, B. : **I**, 270.
 EIDELMAN, Y., critique : **II**, 512 et n.**.
 EIDMAN, Y., responsable de la propagande du comité régional de la Tchéka de Tambov : **II**, 147.
 EIKHÉ, Robert, commissaire à l'Agriculture : **II**, 231.
 EINSTEIN, Albert : **II**, 384, 556.
 EINSTEIN, Anna : **I**, 237.
 EISENSTEIN, Sergueï, réalisateur : **II**, 288, 383.
 EISMONT, Y : **II**, 230.
 EISNER, Kurt : **II**, 152.
 ELAGUINE, Iouri : **II**, 347 n. 127.
 ELDAD, Israël : **II**, 24 n. 69, 27 n. 81, 79 n. 84.
 ELINE, Guélinker, *alias* Aron : **I**, 397, 450.
 ÉLISABETH PETROVNA, impératrice de Russie : **I**, 32-35.
 ENGELS, Friedrich : **I**, 349 et n.* ; **II**, 103.
 EPSTEIN, Albert : **I**, 337 ; **II**, 297-298.
 EPSTEIN, I., directeur de la construction du combinat de Kouznets : **II**, 309.
 EPSTEIN, Julius, professeur américain : **II**, 513 et n. 50.
 EPSTEIN, Shakhno, tchékiste : **II**, 384, 427.
 ERLICH, Rachel : **II**, 390 n. 67, 401 n. 104 et 105.
 ERLIKH, Heinrich, membre du Bund : **II**, 383.
 ERMAKOV, Piotr : **II**, 101, 102.
 ERMIER, Fridrikh, réalisateur : **II**, 288, 347.
 ESSÉNINE, Serge : **II**, 124.
 ESTEDT, Anna Beata, arrière-grand-mère maternelle de Lénine : **II**, 84.
 ESTROVITCH, O. : **I**, 255.
 ETERMAN, A. : **II**, 17 n. 42, 466 n. 87, 522 n. 15, 535 n. 47, 537 n. 55 et 61, 562 n. 75.
 ÉTIENNE 1^{er} Bathory, roi de Pologne : **I**, 36.
 ETINGON, Naoum (Léonid), tchékiste : **II**, 144, 315.
 ETLIS, Miron Markovitch : **II**, 370.
 ETTINGER, S. : **II**, 19 n. 49, 255 n. 118, 294 et n. 255, 562 n. 74.
 EVERT, général russe : **I**, 420.
 EVTOUCHENKO, Eugène, poète, auteur de *Babi Yar* : **II**, 464-465.
 FABERGÉ, Carl : **II**, 261.
 FADEEV, Alexandre Alexandrovitch, écrivain, président de l'Union des écrivains : **II**, 434.
 FAIERMAN, commandant : **I**, 496.
 FAÏN, G. : **II**, 524 n. 23, 533 n. 38.
 FAINBERG, Evgueni, secrétaire du Comité Central du Komsomol : **II**, 306, 326.
 FAINERMAN, Boris Izraïlevitch : **II**, 389, 400.
 FAÏVOLOVITCH, Leonid Ia., fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : **II**, 318, 321.
 FALKE, Tatiana Moïssevna, détenue du Goulag : **II**, 365.
 FARBER, Nissel, anarchiste : **I**, 450, 451.
 FAST, Howard : **II**, 447.

- FEDOTOV, G. P. : I, 264 et n. 76 ; II, 186, 224 et n. 23.
- FEFER, Itzik, poète : II, 339, 384, 426, 427, 431, 433, 439.
- FEIGUINE, Litman, marchand : I, 105, 115, 142.
- FEIGUINE, Vladimir G., vice-commissaire du Commissariat à l'Agriculture : II, 308, 326.
- FEIN, G. : II, 468 n. 92.
- FEIN, Leonard : II, 558.
- FELDBINE, Lev : II, 315.
- FELDMAN, B. : II, 349.
- FELDMAN, Boris, chef du Service des effectifs de l'Armée rouge : II, 314, 326.
- FELDMAN, Konstantin : I, 424.
- FELTCHINSKI, Iou. : II, 513.
- FELTSMAN, Oscar, compositeur de chansons : II, 347.
- FÉODOR III, Alexeïevitch, tsar de Russie : I, 29 et n.*.
- FÉRDINAND II d'Aragon le Catholique : I, 536.
- FEUCHTWANGER, Lion : II, 381.
- FILIPPEO : I, 262.
- FILLER, Samuel, tchékiste : II, 96.
- FINKELSTEIN, E., dit lasny : I, 237, 339 n. 130 ; II, 434, 451 n. 19, 452 n. 22, 456 n. 42, 457 n. 48, 459 n. 55, 462 n. 65 et 66, 463 n. 71, 468 n. 94, 469 n. 95, 534 n. 40 ; voir aussi lasny.
- FINZBERG, Achad-Haam, dit Asher : I, 241 et n.**.
- FIRINE, Semeion, chef du Belbalt, puis du Dnitlag : II, 362, 363 n. 8.
- FISANOVITCH, Izrail, commandant de sous-marin : II, 388.
- FISCHMAN, Jacob Markovitch, S.-R. de gauche : II, 44, 61, 136, 326.
- FISHMAN, rédacteur en chef du *Morning Journal* : II, 264.
- FISHTEN, E. : II, 546 n. 13, 558 n. 55, 559 n. 57 et 59.
- FLAKKE, dentiste : I, 543.
- FLAKSERMANN : II, 85.
- FLIER, Iakov, musicien : II, 346, 525.
- FLIKSER, Abram, chef du Service financier du Goulag : II, 319.
- FOCHANE, chef des armées frontalières du NKVD : II, 318.
- FONDAMINSKI-BOUNAKOV, Ilya, S.-R., membre dirigeant des *Sovremennye zapiski* : II, 179, 185-186.
- FORD, Henry : II, 191.
- FOURMAN, Joseph : II, 135.
- FOURMANOV : II, 233.
- FOURTSEVA, Premier secrétaire du parti : II, 458.
- FRANK, Anne : II, 465.
- FRANK, L. : II, 506 n. 27.
- FRANK, Ilya : I, 55, 56, 58.
- FRANK, Leo : I, 496.
- FRANK, S. L. : I, 508.
- FRANK, Simon, philosophe : II, 110.
- FRANKEL, Ian, compositeur : II.
- FRANKFURT, S., directeur de la construction du combinat de Kouznets : II, 309.
- FRANKFURT, Salomon : I, 545.
- FLAVIEN, le métropolitain : I, 417.
- FOURTSEVA, premier secrétaire du parti à Moscou : II.
- FRÉDÉRIC II le Grand, roi de Prusse : I, 43.
- FREILIKH, Semion, membre du MIFLI : II, 389 et n. 62, 400.
- FREIMAN, G. : II, 535 n. 46.
- FRENKEL, commissionnaire : I, 546.
- FRENKEL, médecin du Service sanitaire de Kichinev : I, 364.
- FRENKEL, Ian, compositeur : II, 347.
- FRENKEL, Ilya, poète-auteur de chansons : II, 347.
- FRENKEL, Naltali, chef des travaux du chantier de la Mer Blanche : II, 362, 363 et n. 9, 369, 514.
- FREUD, Sigmund : II, 506.
- FRIEDBERG, fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : II, 318.
- FRIEDMAN, architecte : II, 340.
- FRIEDMAN, N., député à la Douma d'État : I, 466, 556, 559 ; II, 32, 33, 65.
- FRIMAN, comptable : II, 60.
- FRISSEL, gouverneur Ilihuani : I, 40 n. 101.
- FRITCHÉ : II, 295.
- FROUMKINA-ESTHER, Maria : II, 118, 326, 337.
- FROUMKINE, B. : I, 243 n. 13.
- FROUMKINE, J. G. : I, 181 n. 130, 356 n. 194, 360 n. 197, 372 n. 242, 380 n. 20, 385 n. 33, 443 et n. 144, 530 n. 11.
- FROUMKINE, académicien : II, 384.
- FROUMKINE, Moïse, vice-commissaire au Commerce extérieur : II, 97, 236, 310, 326, 525.

- FROUNZÉ, Mikhaïl Vassilievitch, commandant de l'Armée rouge, puis commissaire à la Guerre : **II**, 139, 227, 233, 289 ; procès : **II**, 460.
 FUNDAMINSKI, M. : **I**, 255.
 GAI, M. I., membre du NKVD : **II**, 315.
 GALANTER, Bentsion : **I**, 360.
 GALITCH, Alexandre : voir Guinzbourg, Alexandre.
 GALKINE, président de « L'Aigle à deux têtes » : **I**, 486.
 GALKINE, Guillel **II**, 11 n. 11, 12 n. 16.
 GALPÉRINE, Moïse : **I**, 333.
 GAMARNIK, Ian, vice-commissaire du Commissariat à la Défense : **II**, 95, 307, 313, 324, 325.
 GAMMEROV, Boria, détenu du Goulag : **II**, 365, 389.
 GAMOV : **I**, 239, 246.
 GANETSKI, aventurier : **II**, 94.
 GANFMAN, M., rédacteur en chef de *Segodnia* : **II**, 183.
 GAPONE, Georges, prêtre orthodoxe : **I**, 396 et n. *, 399, 549 ; **II**, 59, 556 et n. *.
 GAR, I. : **II**, 193 n. 47, 404 n. 116.
 GARBAT, Shandor : **II**, 153.
 GARKAVI, Avrakham : **I**, 16.
 GARVEI-ALTUS : **I**, 471.
 GARVI, P. : **II**, 182.
 GASKOVITCH-LACHEVITCH, Michel : **II**, 137.
 GAULLE, Charles de, général : **II**, 474.
 GAUSMAN, A. : **I**, 255.
 GELFMAN, Guessia : **I**, 241.
 GENDELMAN : **II**, 67, 75, 76.
 GENDINE, Semion : **II**.
 GEORGE V, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande : **II**, 100.
 GERSCHENSON, M. O. : **I**, 508 ; **II**, 544 et n. 5, 548, 549 n. 20, 551 et n. 30, 552, 562.
 GERSHUNI, G. : **I**, 186, 266.
 GERSON, V. L. : **II**, 228.
 GERTZ, T. : **I**, 116 n. 32.
 GERZENSTEIN, Y. : **I**, 509.
 GILLERSON, avocat : **I**, 453.
 GLASBERG, Naoum : **II**, 64.
 GLAZMAN, assistant de Troski : **II**, 92.
 GLAZOUNOV, directeur du Conservatoire de Moscou : **II**, 290.
 GLEZAROV, L. : **II**, 136.
 GLIKSMAN, Dr. Jerzy : **II**, 390 n. 65, 401 n. 102.
 GLINKA-IANTCHEVSKI, Mikhaïl Ivanovitch : **II**, 35.
 GLINER, E. : **I**, 120 n. 40.
 GLOBATCHEV, K. I. : **I**, 561 et n. 103.
 GLOBATCHEV, général : **II**, 192 n. 40.
 GLOUZMAN, Semion : **II**, 484.
 GNEDINE, Evgueni, diplomate, fils de Parvus : **II**, 312, 325, 350.
 GNESSINE, les sœurs, directrices de l'Institut de musique : **II**, 346.
 GNESSINE, Mikhaïl, compositeur : **II**, 289, 346.
 GOBINEAU, Joseph Arthur, comte de : **I**, 511.
 GOBST, Aron : **I**, 254.
 GODÈS, Rouja : **II**, 425.
 GOETHE, Johann Wolfgang von : **I**, 184.
 GOGLIJUZÉ, S. A., membre du NKVD : **II**, 315.
 GOGOL, Nicolas Vassilievitch : **I**, 151.
 GOIKHBARG, Alexandre : **II**, 121, 295.
 GOLDBERG, Boris : **II**, 137.
 GOLDBERG, B. Ts., correspondant de *Der Tog* : **II**, 373.
 GOLDENDACH, David, dit Riazanov : voir Riazanov.
 GOLDENBERG, Grigori : **I**, 249, 254.
 GOLDENBERG, Joseph, membre du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats : **II**, 46.
 GOLDENBERG-GETROITMAN, Lazare : **I**, 241, 242, 248, 250.
 GOLDENWEISER, A. A. : **I**, 155 n. 24, 306 n. 24, 310 n. 32, 316 n. 56, 318 n. 63, 466 n. 26, 536 n. 30.
 GOLDENWEISER, A. B. : **II**, 381.
 GOLDINE, J., commissaire régional du comité régional de la Tcheka de Tambov : **II**, 147, 325.
 GOLDMAN, A. G., académicien : **II**, 352.
 GOLDMAN, B. I. : **I**, 456 et n. 177.
 GOLDMAN, Nahum : **II**, 197.
 GOLDSTEIN, A. A. : **II**, 373 n. 2, 408 n. 137, 410 n. 144.
 GOLDSTEIN, L. I. journaliste : **I**, 470.
 GOLDSTEIN, M., avocat : **II**, 43, 184.
 GOLDSTEIN, Mikhaïl, musicien : **II**, 397 et n. 88, 555 n. 41.
 GOLITSYNE, Alexandre Nikolaïevitch, prince, ministre de l'Instruction et des Cultes : **I**, 76, 77, 89, 94.
 GOLITSYNE, Nikolaï Sergueïevitch, prince : **I**, 70 n. 9 à 11.

- GOLITSYNE : I, 228.
- GOLMAN, M., sous-lieutenant : II, 68.
- GOLOCHTCHOKINE, Philippe : II, 100-102, 323, 325.
- GOLOUBEV, V. : I, 515 et n. 42, 519 n. 48, 521 et n. 55 et 56, 522 n. 57, 522 n. 57.
- GOLOVINE, Y., chef de la police : I, 432.
- GOLOVINSKI, Matthieu : II, 191.
- GOLTSMAN, A. : II, 305, 314.
- GOMBERG-ZORINE, peintre en bâtiment, Président du Tribunal révolutionnaire de Petrograd : II, 60.
- GOMEL : II, 230.
- GONTA, dirigeant du soulèvement des Gaidamaks en 1768 : II, 158.
- GONTCHAROV, Leonid, major général : II, 98.
- GOPNER, Séraphin : II, 155.
- GORBATCHEV, Mikhaïl Sergueïevitch : II, 370.
- GORDINE, V. : I, 397.
- GORDON : II, 93.
- GORDON, B., propriétaire de la Banque « La Région d'Azov », puis directeur de l'*Illiustriravannaia Rossia* : II, 185.
- GORDON, I. : I, 194.
- GORDON, Lev : II, 185, 314, 325.
- GORELIK, Y., détenu du Goulag : II, 359.
- GORÉMIKYNE, Ivan, Premier ministre : I, 549 et n.**.
- GORÉMYKINE, V. N., procureur de tribunal : I, 355, 362.
- GORENSTEIN, F., prosateur : II, 500 et n. 22.
- GORIANSKI, écrivain : II, 196.
- GORKI, Maxime : I, 67 n. 2, 128 n. 55, 150 n. 6, 327 n. 89, 510, 512, 537 ; II, 105, 234, 244, 278, 363 n. 8.
- GORODESTSKI, M. B. : I, 470.
- GORSKI, directeur de département de l'Institut Physico-technique : II, 351.
- GORTCHAKOV, Alexandre Mikhaïlovitch, prince, ministre de Affaires étrangères d'Alexandre II : I, 200 et n.*.
- GORVITCH : I, 316.
- GOTTWALD, Klement, président de la République tchécoslovaque : II, 440 et n.*.
- GOTZ, les frères, terroristes : I, 267.
- GOTZ, Abraham, terroriste : I, 394, 395 ; II, 65, 67, 68, 76, 328.
- GOTZ, Mikhaïl Rafaïlovitch, leader du parti S.R. : I, 186, 255 et n.**, 267, 394 ; II, 328.
- GOTZ, Véra : I, 255.
- GOUBELMAN-IAROSLAVSKI : II, 107.
- GOUBIY : I, 431.
- GOUGUEL, Iakov, directeur de la Construction du combinat sidérurgique gérant de Magnitogorsk : II, 309, 325.
- GOUKASSOV : II, 185.
- GOUKOVSKI, A., S.-R., membre dirigeant des *Sovremennye zapiski* : II, 185.
- GOUL, Roman : II, 179 n. 8, 186 n. 20.
- GOUMILEV, Lev : II, 144, 495 et n.*, 495 n.*.
- GOUMILEV, Nicolas, poète : II, 143 et n.*.
- GOURÉVITCH, Alexandre : II, 325.
- GOURÉVITCH, détenu du Goulag : II, 359, 398.
- GOURÉVITCH, A. : I, 255.
- GOURÉVITCH, Grigori : I, 239, 240, 250, 252, 278, 558, 559 ; II, 68.
- GOURÉVITCH, J. : II, 33, 64.
- GOURÉVITCH, Sofia : I, 255.
- GOURÉVITCH, V. : II, 64.
- GOURIÉVITCH, Alexandre, vice-commissaire au Commissariat de l'industrie métallurgique : II, 307.
- GOURVITCH, Isaac : I, 256-259 et n. 61, 460.
- GOURKO, propriétaire terrien : I, 65.
- GOURKO, Vladimir Iossifovitch : I, 335 et n. 120 et n.*.
- GOURLAND, I. I., alias « Vassiliev » : I, 475.
- GOUROVITCH, A., avocat : I, 312 ; II, 283.
- GOUSMAN, V. : II, 506 n. 29.
- GOUTCHIKOV, Alexandre I., fondateur du parti Octobriste : I, 267 et n. 82, 466 n.*, 467, 486 et n. 76, 527 n.**, 546 et n.*.
- GOUTCHKOV, ministre de la Guerre : II, 30.
- GOUTINA, N. : I, 291 n. 37, 292 n. 42 ; II, 419 n. 169, 556 n. 47, 560 n. 65.
- GOUTNIK, Serge, du parti cadet : II, 156.
- GOUZENKO, S., transfuge : II, 354.
- GRABAR, Igor : II, 296.
- GRADOVSKI, le Pr. : I, 67.
- GRADOVSKI, journaliste : I, 522.
- GRAHAM, Steven : I, 530.
- GRANOVSKI, Alexandre : I, 151, 235 n.**.
- GRAERTZ, Heinrich : I, 33, 39 et n. 98.

- GRATCH, fondé de pouvoirs extraordinaire du Goulag pour la région d'Extrême-Orient : **II**, 364.
- GREDDINGER, sénateur : **I**, 312.
- GREMINE (N. Gerchel), le capitaine, « chef de camp » : **II**, 361.
- GRETZ, G., historien : **I**, 284.
- GREYVS, Philip : **II**, 191.
- GRIGORIEV, général russe : **I**, 555.
- GRIGORIEV, chef cosaque : **II**, 159, 160.
- GRINBERG, Christine (Khasia) : **I**, 240, 254.
- GRINBERG, Isaac, chef de la section opérationnelle du « Corps des Cosaques vermeils » : **II**, 313, 325.
- GRINBERG, Moïse, directeur des émissions musicales de la radio d'État : **II**, 290.
- GRINDBERG, Isaac, membre du Service politique central de l'Armée rouge : **II**, 138.
- GRINDBERG, Zorakh, commissaire à l'Instruction et aux Beaux-Arts de la Commune du Nord : **II**, 96.
- GRINDBERG, chef du camp : **II**, 360.
- GRINFEST, Saïl : **I**, 247.
- GRINGAUZ, S. : **II**, 86 n. 3.
- GRISOLFIE, Zacharie de : **I**, 25.
- GRUEBINE, Zinovi : **I**, 471 ; **II**, 183.
- GROBMAN, M. : **II**, 499.
- GRODZENSKI, Iakov Davidovitch, détenu du Goulag : **II**, 365.
- GROMYKO, Andreï Andreïevitch : **II**, 429.
- GROSCHOPF, Anna Iohannovna (Ivanovna), grand-mère maternelle de Lénine : **II**, 84.
- GROSSMAN, Rosa : **I**, 254.
- GROSSMAN-ROCHTCHINE, Judas : **I**, 397 et n. 79, 452 et n. 164, 454.
- GROSSMAN, V. : **II**, 214, 388, 431, 441.
- GROUZENBERG, O. O., avocat : **I**, 309, 370, 398, 494 ; **II**, 32, 34, 64, 65, 79.
- GRÜNSTEIN, marchand saxon : **I**, 34.
- GRUSENBERG, O. : **I**, 186.
- GRUSENBERG : **II**, 81.
- GRUZENBERG-BORODINE, M. M., *alias* Borodine : **II**, 117 et n.*, 233.
- GUBELMAN-IAROSLAVSKI : **II**, 297.
- GUÉ, Alexandre : **I**, 397.
- GUEKKER, Naoum : **I**, 251.
- GUELFAND, académicien : **II**, 485.
- GUELFAND, Israël, dit Parvus : *voir* Parvus.
- GUÉLINKER : *voir* Eline, Aron.
- GUEN : **I**, 236.
- GUENDELMAN, Mikhaïl Iakovlevitch, SR, avocat : **II**, 328.
- GUENDINE, Semion, tchékiste : **II**, 229, 320.
- GUENKINE, détenu du Goulag : **II**, 359.
- GUENNADIUS, archevêque de Novgorod : **I**, 24, 26.
- GUENRIKH-LIOUCHIKOV, adjoint au chef du Département politique secret du GUGB du NKVD : **II**, 316.
- GUERCHKOVITCH, Alexandre, lieutenant : **II**, 396.
- GUERCHOUNI, Evguéni : **II**, 397.
- GUERCHOUNI, Volodia, détenu du Goulag : **II**, 319, 365.
- GUERSHOUNI, Vladimir : **II**, 130.
- GUERCHOUNY, Grigori : **I**, 394, 395 ; **II**, 59.
- GUERMAN, P., auteur de la marche de l'Aviation soviétique : **II**, 290.
- GUERSCHENSON, Michel, historien : **I**, 120 et n. 41 ; **II**, 15 et n. 34, 19 n. 48, 20 et n. 53, 110.
- GUERSON, Benjamin, secrétaire particulier de Dzerjinski : **II**, 143, 320.
- GUERTCHIKOV, Mikhaïl G., directeur du Trust des céréales : **II**, 308, 325.
- GUERZENSTEIN : **I**, 470.
- GUESEANOVSKI, instituteur à Varsovie : **I**, 105, 142.
- GUETSOV, Joseph : **I**, 240, 247, 250.
- GULELS, Émile, musicien : **II**, 346, 441.
- GUILLAUME II, roi de Prusse et empereur d'Allemagne : **I**, 489 ; **II**, 45.
- GUIMMER-SOUKHIANOV, Nikolaï, dirigeant du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats : **II**, 44, 69 et n. 60, 121, 326.
- GUINTER, Sergueï, architecte : **II**, 329.
- GUINZBERG, Asher : *voir* Ahad Haam.
- GUINZBOURG, Alexandre : **I**, 334.
- GUINZBOURG, Alexandre Arkadiévitch, *alias* Alexandre Galitch : **II**, 483-491, 518, 519 n. 7.
- GUINZBOURG, Alexandre : **II**, 366, 513.
- GUINZBOURG, Alfred : **I**, 334, 335.
- GUINZBOURG, Clara : **II**, 50.
- GUINZBOURG, David, baron : **I**, 334.
- GUINZBOURG, Evsel : **I**, 115, 157, 176, 186, 334, 336.
- GUINZBOURG, G., O. baron : **I**, 212, 383.
- GUINZBOURG, Grigori, musicien : **II**, 346.
- GUINZBOURG, Horace, baron : **I**, 159, 228, 334.

- GUINZBOURG, le(s) baron(s) : **I**, 115, 176, 330, 334, 335, 339, 418, 547 ; **II**, 50.
- GUINZBOURG, Saül : **I**, 186.
- GUINZBOURG, Semion, ministre de la Construction des entreprises de guerre : **II**, 307, 386.
- GUINZBOURG, S. M. : **I**, 184 n. 174, 185 n. 152, 187 n. 164, 194 n. 201, 205 n. 13, 277 n. 119, 295 n. 53 et 54, 346 n. 162, 347 n. 164 ; **II**, 215 n. 112.
- GUINZBOURG, Sofia : **I**, 254.
- GUINZBOURG, S. Z., commissaire du peuple : **II**, 436.
- GUINZBOURG, Vladimir : **I**, 334.
- GUINZBURG-NAOUMOV, A. : **II**, 64, 66.
- GUIRCHFELD, médecin : **I**, 259.
- GUIRCHFELD, Arthur : voir Stachevski-Guirchfeld, Arthur.
- GOVZDEV, Kozma, dit aussi Kouzma Gvosdiov, leader menchévique : **I**, 560 et n.*.
- HADRIEN, empereur romain : **I**, 16.
- HALPERINE : **I**, 418.
- HALPERINE, Alexandre et Safomé : **II**, 179.
- HALPERN, A. : **II**, 64.
- HALPERN, J. M. : **I**, 228, 311.
- HAMMER, Armand : **II**, 261.
- HANDLER, Andrew : **II**, 449 n. 13.
- HARTMAN, Edouard : **I**, 349.
- HEARST, William : **I**, 366.
- HEGEL, Georg Wilhelm Friedrich : **I**, 186, 311.
- HEIDEN et de BEKHTÉEV, le comte de : **I**, 331.
- HEIFETS, Abram : **II**, 119.
- HEIFETS, Mikhaïl : **II**, 101 et n. 41, 102 n. 42 et 43, 122 n. 101, 280 n. 199, 421 n. 174, 438 et n. 48, 458 et n. 50, 464 n. 73.
- HEIFETS, Grimmeril, agent de la Tchéka : **II**, 229.
- HEINE, Maximilien, médecin militaire : **I**, 311.
- HEINE, Heinrich : **I**, 186 ; **II**, 547.
- HEKKER : **II**, 230.
- HÉLÈNE, veuve de Jean le Jeune : **I**, 23, 25.
- HELLER, M. : **II**, 513.
- HEPSHTEIN, S. : **II**, 122 n. 100.
- HERMANN, E. : **I**, 33 et n. 80.
- HERZEN, Alexandre Ivanovitch : **I**, 151 et n.*, 235 et n.**** et n.*****, 238 n.*.
- HERZENSTEIN, M., député à la Douma : **I**, 449, 460.
- HERZL, Theodor : **I**, 263, 283 n.*, 287-291, 295, 296, 392 ; **II**, 122.
- HESSSEN, Joseph. V., rédacteur en chef de *Recht* : **I**, 22, 23 n. 27, 26 et n. 45, 27 et n. 48 et 49, 28 et n. 52, 29 n. 27, 30 n. 65 et 66, 31 n. 67, 32 n. 72 et 74, 33 n. 76, 35 n. 87, 36 n. 88 et 89, 37 n. 90 et 93, 38, 39 n. 96 et 99, 40 et n. 100 et 101, 41 n. 102 à 104, 42 n. 105 et 106, 43 n. 107, 109 et 110, 44 n. 112 à 114, 45 n. 117, 46 n. 119, 47 n. 121, 122 et 124, 49 n. 128 et 129, 50 n. 132, 54 et n. 140, 56 n. 142 et 143, 58 n. 147, 62 n. 156, 64 n. 165 et 166, 65 n. 167, 67 n. 1, 68, 69 n. 3, 5 et 7, 70, 71 n. 14, 72 n. 17, 73 n. 22, 76 n. 30, 77 n. 37, 92 n. 67, 93 n. 68 et 69, 94 n. 71, 95 n. 73, 96 n. 74 à 77, 97 n. 78, 98 n. 79 à 82, 99 n. 84 et 85, 100 n. 86 à 88, 101 n. 89 et 90, 104 n. 101 à 103 et 105, 105 et n. 107, 106 n. 108 et 109, 108 n. 3, 109 n. 8, 110 et n. 11 et 14, 111 n. 15 et 17, 112 et n. 18 et 19, 115 n. 26, 129 n. 58, 130 n. 60 et 61, 131 et n. 65 à 67, 135 n. 74 à 76, 136 n. 77 à 79 et 81, 137 n. 84 et 85, 138 et n. 90 et 91, 139 n. 94, 140 et n. 96 et 98, 141 n. 99, 142 n. 101 et 102, 143 n. 104 et 105, 144 n. 106 et 107, 145 n. 109 et 110, 146 n. 113, 147 n. 115, 116 et 118, 150 n. 3 et 5, 152 n. 9 et 10, 153 n. 11 et 12, 156 n. 25, 27 et 28, 157 n. 29, 158 n. 34 à 38, 160, 161 n. 50 et 51, 162 n. 54 à 56, 164 n. 59, 177 et n. 107 à 109, 179 n. 115 et 119, 180 n. 124, 181 n. 129 et 131, 182 n. 133 à 185, 183 n. 137 et 141, 184 et n. 145 et 146, 187 et n. 159, 161, 162 et 165, 188 et n. 166 et 167, 189 n. 173 et 174, 190 n. 175, 193 n. 193, 194 n. 196, 198 et 200, 204 n. 2 et 3, 207 n. 19, 208 et n. 28, 209 n. 30, 211 et n. 38 et 40, 212 n. 42, 213 n. 46, 214 n. 49, 215 et n. 52, 219 n. 63, 65 et 67, 221 n. 73, 222, 223 n. 76, 226 n. 92, 232 n. 108, 253 et n. 46 et 47, 263 et n. 69, 283 n. 6, 285 n. 12, 300 n. 3, 315 n. 52, 318 n. 66, 347 n. 166, 467, 469, 501, 534 ; **II**, 179, 182, 183, 207 n. 85.
- HETMAN, chef ukrainien : **I**, 17 n.*.
- HETZ, F. : **I**, 351 n. 181.

- HEYDRICH, Reinhard : II, 409.
- HILDENBRANDT, Iexhüll, baron von : I, 327.
- HIMMER, Y : II, 85.
- HIMMLER, Heinrich : II, 412.
- HIPPIUS, Zénaïde : II, 185.
- HIRS, les : I, 312.
- HIRSH, Morits, baron von : I, 302, 341, 343, 347.
- HITLER, Adolf : II, 203, 304, 321, 336, 353, 355, 361, 371, 372, 378, 379, 381, 391, 400, 404, 409, 416, 424, 429, 473.
- HOBSBERG, von, chef de la police : I, 432.
- HOFFSTEIN, David, poète, membre du CAJ : II, 276-277, 439.
- HOLSTEIN-GOTTORP, Karl-Friedrich, duc de : I, 34 n.****.
- HUGO, Victor : I, 186.
- HUMPHREY, sénateur : II, 530.
- IACHOUNSKI, Iossif, directeur de lycée : II, 372.
- IAGODA, Genrikh H., vice-président du Guépéou, puis chef du NKVD : II, 228, 229, 307, 314, 315, 321, 362, 434, 441.
- IAKIR, Iakov : II, 498 n.18.
- IAKIR, Iona, général : II, 136, 314, 331.
- IAKOUBOVITCH-MELCHINE, P. F. : I, 352.
- IAKOVLEV, instructeur : II, 319.
- IAKOVLEV, dit Holzman, écrivain : II, 434.
- IAKOVLEV, I. [pseudonyme d'I. I. Pavlovski] : voir Pavlovski, Isaac.
- IAKOVLEV-EPSTEIN, Jacob : II, 292, 293, 307, 308, 323, 326.
- IANOKH, étudiant : II, 43.
- IANOUCHKÉVITCH, général russe : I, 529, 530, 533-535.
- IARONSON, G. J. : I, 292 n. 44 et 45, 293 n. 46.
- IAROCHEVSKI : II, 63.
- IAROSLAV VLADIMIROVITCH le Sage : I, 19.
- IAROSLAVSKI-GUBELMAN, E. : II, 136, 284, 292 et n. 248, 305.
- IARTCHOUK, Elim : II, 61.
- « IASNY » [pseudonyme], éditeur : I, 502 ; voir Finkelstein.
- JATSEK : II, 159.
- LAZYKOV, Nikolaï Mikhaïlovitch, poète : II, 495.
- IBRAIMOV, Véli, président du Comité Central exécutif de la République de Crimée : II, 266.
- IEJOV, Nicolaï Ivanovitch, chef du NKVD, commissaire du peuple à l'intérieur : II, 316, 345, 362, 434.
- JÉNOUKIDZÉ : II, 292.
- IGNATIEV, Nicolaï Pavlovitch, comte, ministre de l'Instruction : I, 188, 206, 210 et n.*, 218, 220-223, 225, 228, 558.
- IGNATIEV-RIOUMINE : II, 445.
- IGNATOV : I, 261.
- IGOR, prince : I, 16 et n.**, 17, 22 n.*.
- ILIACHEVITCH, I. : I, 257 n. 55.
- ILIER, Menashe, talmudiste : I, 100.
- ILINSKI, P. D. : I, 304 n. 10.
- ILSKI, N. : II, 521 n. 14.
- INDENBAUM, Y : II, 98, 243.
- INGAL, professeur de lettres, détenu du Goulag : II, 365.
- INGERMAN : I, 261.
- INJR, Lev Ilitch, délateur : II, 361-362, 364.
- IOFAN, Boris : II, 340.
- IOFFÉ, A. F., académicien : II, 91, 298, 351, 436, 455.
- IOFFÉ, Dina, historien : II, 372.
- IOHELSON, Vladimir : I, 236, 244 n. 16 et 17, 246 n. 27, 251.
- IOILIOS, G. B. : I, 470, 473, 509 ; II, 36.
- IONOV (Bernstein), I. : II, 349.
- JOSHUA, A. B. : II, 545 n. 7 et 10.
- IOSSELEVITCH, Alexandre, tchékiste : II, 320.
- IOUCHKÉVITCH, commerçant : II, 145.
- IOUCHKÉVITCH, Semion, surnommé « le Gogol juif » : II, 185, 278.
- IOUCHTCHINSKI, Andreï : I, 490, 493-495.
- IOUDOVSKI, V. : II, 95.
- IOUROVSKI, Iakov : II, 100-102.
- IOUROVSKI, Leonid, docteur en économie politique : II, 330.
- IOUSSIS, I. : II, 231.
- IOUTKÉVITCH, S., réalisateur : II, 288, 347.
- IOUZÉFOVITCH, I. D., général : II, 64.
- IPATIEV, Vladimir, académicien : II, 234 et n. 53 et 55.
- IPPO, Boris, chef de l'armée du Caucase : II, 137, 313, 325.
- IRETSKI, Vladimir : II, 182.
- ISABELLE I^{re} la Catholique : I, 536.
- ITSKOVITCH, K. : I, 191 n. 181.

- IVAN III le Grand, grand-prince de Moscou : **I**, 23-25.
- IVAN IV le Terrible : **I**, 26-27 et n.*, 353 n.** ; **II**, 502 n.*.
- IVAN VI Antonovitch : **I**, 203.
- IVANCHINTSEV, conseiller d'État : **I**, 171.
- IVANOV, étudiant assassiné en 1869 : **I**, 236 n.**.
- IVANOV, Ivan Pétrovitch : **II**, 242.
- IVANOV, Pavel, lieutenant de gendarmerie : **I**, 493.
- IVANOV, V. : **I**, 512.
- IVANOV, Viatcheslav : **II**, 551 n. 30, 552.
- IVANOVITCH, S. : **I**, 388 n. 16, 507 n. 21.
- IVANOVITCH, St. (nom de plume de S. Portuguais) : **II**, 182, 197 n. 60, 213, 238 n. 70, 282 n. 209, 331 et n. 72 et 73, 335, 336 et n. 84 et 85, 565 n. 84.
- IZAKSON, B. : **II**, 350.
- IZGOEV-LANDE, A. S. : **I**, 508.
- JABOTINSKI, V. : **I**, 272 et n. 97, 281 et n. 1, 292, 345 n. 155, 373 et n. 1 et 2, 392 et n. 65, 429 et n. 122, 469, 472, 473 n. 44, 474, 476, 477 n. 48, 503 et n. 10 et 11, 504 n. 12 et 13, 505 n. 14 et 15, 506, 513, 514 n. 40, 515-517, 519, 520 et n. 51 et 53, 523, 536 ; **II**, 16, 17 n. 41, 38, 53, 122, 181, 182, 184, 185, 511, 515, 550 et n. 27, 553, 563 n. 77.
- JACKSON, Jessie, sénateur : **II**, 530 ; « amendement — » : **II**, 530.
- JEAN III, grand-prince : **I**, 23 n.*** et n.****.
- JEAN LE JEUNE : **I**, 23 et n.***.
- JELEZNIK, Maxime, chef cosaque : **II**, 158 et n.*.
- JÉLÉZNIKOV, matelot : **II**, 93.
- JELIABOV, Andréï Ivanovitch : **I**, 239 et n.***.
- JEMTCHOUJINA, Pauline, épouse de Molotov, commissaire à la Pêche, commissaire à la Métallurgie lourde : **II**, 432.
- JÉSUS-CHRIST : **I**, 22, 24, 268 ; **II**.
- JEVALKINE, l'ingénieur : **II**, 297.
- JIDIATA, Luc : **I**, 18.
- JIRNOV, E. : **II**, 322 n. 63, 509 n. 39.
- JITLOVSKI, K. : **I**, 394.
- JIVOTOVSKI, Abram : **II**, 115.
- JLOBA, Dimitri : **II**, 139.
- JOHNSON, Paul : **I**, 458 n. 179.
- JOLY, Maurice : **II**, 191.
- JOSHUA, A. B. : **II**, 555 n. 39, 561 n. 69.
- JOUKOV, Nikolai : **II**, 102.
- JOUKOVSKI, Semeion, secrétaire de Kouibychev : **II**, 96, 325.
- JOUKOVSKI, Vassili Andreïevitch, poète : **II**, 497.
- JUNG, Carl : **II**, 372.
- KAFAROV, directeur par intérim du Département de la police : **I**, 552, 554.
- KAPENHAUSEN, Lev : **I**, 396.
- KAGAN, Abraham, rédacteur en chef de *Forwards* : **II**, 59.
- KAGAN, Ebragem : **II**, 72.
- KAGAN, patron d'atelier : **I**, 451.
- KAGAN, V. : **II**, 399 n. 94 et 95.
- KAGANOV, Itzhak, détenu du Goulag : **II**, 365-366.
- KAGANOVA, Emma, épouse de P. Soudoplatov : **II**, 349.
- KAGANOVITCH, Iouli, vice-commissaire du peuple au Commerce extérieur : **II**, 305.
- KAGANOVITCH, Lazare, membre du Politburo : **II**, 95, 297, 304-307, 309, 323, 353, 427, 428, 436, 450, 562.
- KAGANOVITCH, les : **II**, 525.
- KAGANOVITCH, Mikhaïl, Commissaire du peuple à l'Industrie de guerre et de l'Industrie aéronotique : **II**, 305, 325, 386.
- KAGANOVITCH, Moshe, partisan : **II**, 373, 374 n. 5, 413-416.
- KAGANSKAÏA, M. : **II**, 419 n. 168 et 170, 555 n. 42, 556 n. 48.
- KAGNER, membre dirigeant du Goulag : **II**, 364.
- KAIIN, Fritz : **I**, 268.
- KAJOUROV, V. : **I**, 547 et n. 71.
- KAKHANOV, général russe : **I**, 424, 425, 427.
- KAKOURINE, chef de l'état-major de Toukhatchevski : **II**, 147.
- KALACHKINE, banquier : **II**, 261.
- KALÉDINE, Alexei Maximovitch, général, ataman du Don : **II**, 162.
- KALGANOVITCH, Moïssé : **II**, 308, 325.
- KALIK, Michel, metteur en scène : **II**, 525.
- KALIKMAN, Rosa, trafiquante : **II**, 368.
- KALININE, Mikhaïl Ivanovitch, président du Soviet suprême : **II**, 106-108, 149, 245, 265, 269, 285, 307, 562 ; « Déclaration de — » : 265.

- KALMANOVITCH, Moïseï, président du Conseil d'administration de la Banque centrale d'URSS : **II**, 97, 308, 323.
- KALMANOVITCH, S., avocat : **I**, 370, 380.
- KALMYKOVA, A. : **I**, 511.
- KAMENEV, Lev Borissovitch Rosenfeld, dit Lev Borissovitch, bolchevik : **II**, 67, 71, 77, 81, 85, 91, 101, 115, 229, 244, 291, 312, 323, 509.
- KAMENEV, S. S., général : **II**, 93.
- KAMENEVA, Olga, sœur de Trotski : **II**, 287.
- KAMENKA, B. A., de la Banque Azov-Don : **I**, 480 ; **II**, 115.
- KAMINSKI, Abram, responsable au sein du commissariat aux Finances : **II**, 235, 325.
- KAMINER, Isaac, médecin : **I**, 241.
- KAMINER, les sœurs : **I**, 239.
- KAMINKA, A. : **II**, 182, 183.
- KAMINKA, B., banquier : **I**, 336.
- KAMINSKAIA, Betty : **I**, 240, 247.
- KAMINSKI, Grigori, Commissaire du peuple à la Santé : **II**, 235, 307, 325, 441.
- KAMINSKI, M. G., tchékiste : **II**, 307, 320.
- KAMKOV-KATS, Boris Davydovitch : **II**, 81, 327-328.
- KAMSTER, le docteur : **I**, 320.
- KANKRINE, E. T., ministre des Finances de Nicolas II : **I**, 109, 120.
- KANNEGIESSER, Léonid : **II**, 123, 124.
- KANNEGIESSER, Rosalia Edouardovna, mère du précédent : **II**, 124.
- KANTOR, R. : **I**, 207 n. 24, 211 n. 39.
- KANTOR, anarchiste : **II**, 118.
- KANTOROVITCH, A. : **II**, 349, 350.
- KANTOROVITCH, I. : **II**, 77.
- KANTOROVITCH, Vl. A. : **II**, 43 n. 39.
- KAOULBARS, baron, général russe : **I**, 430, 432, 437, 439, 440.
- KAPLAN, anarchiste : **II**, 118.
- KAPLAN, chef du NKVD de la Dvina : **II**, 319.
- KAPLAN, Fanny : **I**, 311 n.* ; **II**, 123, 124.
- KAPLOUN, homme de main de Zinoviev : **II**, 43.
- KARABTCHIEVSKI, Iouri : **II**, 13 et n. 24.
- KARABCHEVSKI, M., avocat : **I**, 370, 494.
- KARAKOZOV, Dmitri Vladimirovitch : **I**, 235 et n.*, 236.
- KARAMZINE, Nikolaï Mikhaïlovitch : **I**, 17, 18 n. 6, 19 et n. 10, 20 n. 13, 21 n. 19, 22 n. 23, 24 et 26, 23 n. 30 et 32, 24 n. 34 et 36, 28 n. 50 et 53, 252 n.*, 353 et n. 187 et n.* ; **II**, 495, 497.
- KARANGOZOV, gouverneur général : **I**, 424.
- KARASS, général russe : **I**, 415, 416, 421, 422.
- KARÉLINE, Vladimir, S.-R. : **II**, 91.
- KARLKINE : **II**, 231.
- KARMEN, R., documentaliste : **II**, 348, 349.
- KARPOVITCH, P. : **I**, 306 n.*, 395.
- KARTACHEV, A. V. : **I**, 25 n. 38 ; **II**, 21 et n. 57, 193 et n. 44 et 46.
- KASSEL, G., conseiller auprès de la « Roskombank » : **II**, 261.
- KASSIL, L., écrivain : **II**, 349.
- KASSIRSKI : **II**, 525.
- KATCHALOV, metteur en scène : **II**, 289.
- KATKOV, Mikhaïl Nikitorovitch : **I**, 74, 116, 216 et n.*, 235 n.**.
- KATSENELENBAUM, Zakhariï, fondateur de la Gosbank d'URSS : **II**, 236, 237.
- KATSNELSON, Zinovi B., fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : **II**, 229, 315, 317, 318, 320.
- KATZ, Boris, *alias* Kamkov : **II**, 71.
- KATZ, Jessica : **II**, 531.
- KATZ, S. : **I**, 270.
- KATZMAN, de la première division de Koutepov : **II**, 163.
- KATZNELSON, Zinovi, vice-ministre de l'Intérieur ukrainien : **II**, 143.
- KATZENELENBOIGEN, Aron : **II**, 12 n. 21, 556 n. 45.
- KAUFMAN-TOURKESTANSKI, général russe : **I**, 312.
- KAUTSKI, Karl : **I**, 275.
- KAZAKEVITCH, Emmanuel, écrivain : **II**, 342, 430.
- KAZAKOV, Dr I. : **II**, 440.
- KAZAKOVA, Rimma : **II**, 464.
- KEGUELS, mécanicien en chef de l'usine dans un camp : **II**, 361.
- KELLER, Guersch, meneur de l'insurrection de Kenguir : **II**, 365.
- KENNEDY, Edward, sénateur : **II**, 531.
- KERENSKI, Alexandre Fedorovitch, ministre de la justice : **II**, 31, 35, 59, 68-71, 76, 163 et n.*, 182 ; le gouvernement - : **II**, 40.
- KETSENELSON, D., rabbin de Leningrad : **II**, 286.
- KHAÏKIS, Léon : **II**, 233, 326.
- KHAÏT, auteur de la marche de l'Aviation soviétique : **II**, 290.

- KHANOUKAIEV, Avenir : II, 137-138, 326.
 KHARITON, B., rédacteur en chef de *Sagodnia vetcherom* : II, 183.
 KHARITONOV, Moïse : II, 60, 326.
 KHARKOVA, T. L. : II, 418 n. 166.
 KHAROUV, D. : II, 178 n. 3.
 KHEARYKA, I., écrivain : II, 338.
 KHAÏSSINE, Victor : II, 390.
 KHAÏSSIS, Abraham, vice-consul : II, 233.
 KHATAIEVITCH, Mendel, membre du Comité central : II, 306, 326.
 KHAZANOV, B. : II, 496 et n. 12 et 13, 507 n. 35, 508 n. 38, 538 n. 63, 540 n. 70.
 KHEIFETS, Mikhaïl : II, 88 n. 8, 238, 239 n. 71 et 72, 332 n. 75, 360 et n. 4, 476 n. 4, 482, 510-511 et n. 43 à 45, 514.
 KHEÏTTS, I., réalisateur : II, 348.
 KÏESINE : I, 336.
 KHETSROV, Ilya, hygiéniste et épidémiologiste : II, 330.
 KHINTCHOUK, Lev, directeur de l'Union centrale : II, 66, 309.
 KHEMELNISKI, Bogdan Mikhaïlovitch, hetman d'Ukraine du XVIII^e : I, 17, 37, 486 ; II, 150 et n.*, 158, 333 et n.*, 421 n. 177.
 KHEMELNISKI, D. : II.
 KHOKHII, L. : II, 520.
 KHODASSÉVITCH, Vladislav Felitsiano-vitch : I, 183 et n.*.
 KHODOROVITCH, général : II, 37.
 KHODOROVSKI, Dr I. : II, 136, 441.
 KHODSKI : I, 406.
 KHOLODOV, E., dit Meïerovitch, écrivain : II, 434.
 KHOMENY, Ruhollah : II, 560.
 KHOROSII, Mordukh, membre du Service politique central de l'Armée rouge : II, 313.
 KHOTINSKI, Alexandre : I, 239-241, 247, 250.
 KHOURGUINE, Isafe : II, 236.
 KHOURGUINE, Moïse : I, 257.
 KHROUCHCHEV, Nikita Sergueïevitch : II, 261, 268, 319, 380, 425, 427, 428, 446-452, 456, 457, 459, 461, 463-465, 468, 476.
 KHROULIOV, général russe : I, 312.
 KHROUSTALÉV-NOSSARÉV, homme de paille : I, 407.
 KHVESINE, Tikhon : II, 136.
 KHVOSTOV junior, Alexis, ministre de l'Intérieur : I, 549 et n.***.
 KICHINEV : II.
 KIKVIDSÉ, Basile : II, 139.
 KIPER, Motl, membre de la Section européenne près le Comité Central du PCR : II, 337.
 KIRPITCHNIKOV, Timothée, sous-officier : II, 43.
 KISSILEV, P., comte : I, 121, 122, 126, 127, 142, 143, 151, 170.
 KISSINE, J. : I, 103 n. 98.
 KISSIS : II, 231.
 KIT-VÏTENKO, Ilya : II, 121, 325.
 KIZELSTEIN, Isaac Samoïlovitch : II, 98.
 KLAUSNER, I. L. : I, 282 n. 3 ; II, 548 n. 19.
 KLEIGELS, gouverneur général : I, 414-417.
 KLEÏKMAN : II, 310.
 KLEINER, I. M., président du Comité des commandes de l'État : II, 308, 325.
 KLEMENTIEV, V., capitaine : II.
 KLEMENTIEV, Vassili Fiodorovitch, capitaine : II, 125 et n. 106, 212.
 KLIOUTCHNIKOV, le professeur Y. V. : II, 223, 224.
 KNORINE, Hugo Wilhelm, dit, responsable du Comintern, adjoint de Piatnitski : II, 231.
 KOESTLER, Arthur : II, 10 et n. 8, 553, 554 et n. 35 à 37, 558.
 KOGAN, A. E. : II, 183.
 KOGAN, Dr B. : II, 441.
 KOGAN, Evguénia, épouse de Kouibychév : II, 96, 325.
 KOGAN, German, fondateur de l'école philosophique de Marburg : II, 19.
 KOGAN, Lazare, président du soviet de Goulaïpole, chef du Goulag : II, 121, 159, 317, 320, 362.
 KOGAN, Paul, poète : II, 514 et n.*.
 KOGAN-BERNSTEIN, L. : I, 255.
 KOGAN-BERNSTEIN, N. : I, 255.
 KOGAN-SEMKOV, Sermeïon : II, 61.
 KOHN, F. : I, 271.
 KOHN, Isidore : II, 115.
 KOKINE, Mikhaïl, orientaliste : II, 329, 338.
 KOKOCHKINE, F., leader du parti Cadet : I, 511 ; II, 132 et n.**.
 KOKOS, Khozi : I, 25.
 KOKOURINE, A. : II, 317 n. 53, 318 n. 55.
 KOKOVTSOV, Premier ministre : I, 486.
 KOLENBERG, Lazare : II, 212.
 KOLKER, F. : I, 292 n. 41 ; II, 478 n. 9, 517 n. 1, 532 n. 32, 533 n. 35.
 KOLKER, Iou. : II, 396 n. 86, 477 n. 5 et 6.

- KOLMAN, E. Ia, le « philosophe-gangster » : **II**, 352.
- KOLPASCHIKOV, Ivan : **II**, 102.
- KOLICHAK, Alexandre : **II**, 121, 149, 161, 167.
- KOLTSOV-FRIEDLAND, Mikhaïl, membre du NKVD : **II**, 316, 320.
- KOLTUN, Anatoli (Isaac) : **II**, 96-97.
- KOLYCHKO, agent allemand : **II**, 34.
- KOMAROV, B. [pseudonyme de Zeev Wolfson] : **II**, 226, 512 et n. 49.
- KOMISSARJEVSKAIA, actrice : **II**, 288.
- KOMISSAROV, M. S., fonctionnaire chargé des missions spéciales : **I**, 443.
- KON, F. : **II**, 152.
- KONDRATIEV, Nikolaï Dmitrievitch, économiste : **II**, 293, 330.
- KONIAEV, Nikolaï : **II**, 124 n. 105.
- KONOVALOV, ministre du Commerce et de l'Industrie : **II**, 30, 79.
- KOPASCHIKOV, Ivan : **II**.
- KOPEL, Zelman : **I**, 545.
- KOPELEV, Lev, major : **II**, 389.
- KOPOLEV, L., détenu du Goulag, ami de A.S. : **II**, 349 n. 133, 359, 537 n. 57.
- KORDONSKI, Chik : **II**, 389.
- KORENBLIT, M., détenu du Goulag : **II**, 511.
- KORJAVINE, Naoum : **II**, 90.
- KORNEITCHOUK, Alexandre Ievdokomovitch : **II**, 381.
- KORNILOV, L., général : **II**, 62-63, 68, 69, 79, 163 et n.*, 178, 205.
- KORNILOVA-MORIZ, A. J. : **I**, 238 n.***.
- KOROBKOV, K. : **I**, 114 n. 23.
- KOROLENKO, Vladimir Galaktionovitch : **I**, 351 et n.*, 360 et n. 200, 364, 366 ; **II**, 99 et n. 37, 145 et n.*.
- KORSOUNSKI, Wolf : **II**, 390.
- KOSSYGUINE, Alexeï Nikolaïevitch : **II**, 376.
- KOSTOMAROV, N. I. : **I**, 37, 74.
- KOSTYRTCHENKO, G. B., historien : **II**, 164 n. 67 et 69, 173 n. 95, 320 n. 58, 345, 345 n. 120, 375 n. 11, 383 n. 38, 384 n. 39 et 43, 387 n. 56, 401, 424 n. 3, 425, 426 n. 11, 427 et n. 13 et 16, 430 n. 23, 431 n. 27, 432 n. 28 à 30, 434, 437 et n. 44, 439 n. 54 et 56, 440 n. 59, 440 n. 59, 442 et n. 62 et 64.
- KOTCHOUBEI, le comte, ministre de l'Intérieur d'Alexandre I^{er} : **I**, 63.
- KOTIAR, Leonti, chef du Service général du génie militaire de l'Armée rouge : **II**, 314.
- KOTIAR, Salomon : **II**, 119.
- KOTOVSKI, Grégoire : **II**, 139.
- KOTZ, Arkadi : **I**, 400.
- KOUTBYCHEV, Valérien Vladimirovitch, membre du Politburo, président du *Gosplan* : **II**, 233 et n.*, 310, 441.
- KOULIAK, Moïse : **II**, 277, 338.
- KOULIAKKA, chef de la sécurité de Kiev : **I**, 415, 490.
- KOULICHER, A. : **I**, 473, 474 n. 45.
- KOULICHER, E. M. : **II**, 354 n. 150, 373.
- KOULICHER, M. I. : **I**, 189, 383, 391.
- KOULIKHER-IOUNIUS, A. : **II**, 182, 184, 209 n. 94.
- KOUPOVETSKI, M., démiographe : **II**, 374 et n. 6, 375 n. 8, 417, 418 n. 166.
- KOURITSYNE, Fedor : **I**, 25.
- KOUROPATKINE, A. N., général russe : **I**, 385 et n. 34.
- KOUSKOVA, E., socialiste : **II**, 187, 241, 242 et n. 79.
- KOUTAIS, l'affaire de : **I**, 491.
- KOUTCHEROV, S. L. : **I**, 309 n. 30, 310 n. 33, 35 et 36.
- KOUTISOV, général : **II**, 163 et n.**.
- KOUTSHERSKI, V. Alexandre : **II**, 10 n. 9, 24 n. 72.
- KOUZMINSKI, sénateur : **I**, 423, 439 ; rapport — : **I**, 428, 430, 436-438, 441 n. 134.
- KOUZNETSOV, E. : **II**, 433, 523.
- KOVALEVSKI, M. : **I**, 67 n. 2, 78 n. 39, 128 n. 55 et 57, 150 n. 6, 157 n. 32.
- KOVERDA, Boris : **II**, 212.
- KOVNER, A., publiciste : **I**, 188.
- KOVTOUKH, Epiphane : **II**, 139.
- KOZAKOV, Mikhaïl : **II**, 245 et n. 87.
- KOZINTSEV, G., réalisateur : **II**, 288.
- KOZYR-ZYRKA : **II**, 159.
- KRAÏNI, Léon : **II**, 141.
- KRASKOV, commissaire à la Justice : **II**, 107.
- KRASNOCHTCHOKOV-TOBINSON, Alexandre : **II**, 325.
- KRASNYI, Pinhas, ministre dans le Directoire de Petlioura : **II**, 339.
- KRASNYI-ADMONI, G., historien : **I**, 207, 368.
- KRASOVSKI : **I**, 491-493.
- KRAUS, président de la loge B'nai B'rith : **I**, 387.
- KREIN, Alexandre, compositeur : **II**, 289.
- KREIN, G., compositeur : **II**, 289, 346.
- KREISBERG : **II**, 155.
- KREMER, A. : **I**, 270.

- KREPLJAK, J. : **I**, 259 n. 62.
 KRESTINSKI : **II**, 142.
 KRETOVSKI, Vsevolod : **I**, 350.
 KRIEGER, journaliste : **II**, 379.
 KRIOUKOV, Fiodor Dmitrievitch : **I**, 265 et n.*.
 KRITSMAN, Lev : **II**, 293, 325.
 KRISTCHEVSKI, Ilya, microbiologiste : **II**, 329.
 KRITCHEVSKI, L. Iou. : **II**, 142 n. 16, 143 n. 17, 227 n. 39, 228 n. 40, 314 n. 45, 323 n. 65, 385 n. 46.
 KRIVOCHEÏNE, A. V., ministre de l'Agriculture : **I**, 479 et n. 59, 480 et n. 64, 540 et n.*.
 KROHL, M., avocat : **I**, 361 et n. 202, 204 et 205, 362 n. 206 à 209, 365 n. 220 à 222, 370 n. 235, 371 n. 236, 373 n. 3, 374 n. 4, 380, 389 et n. 50, 394 n. 71.
 KROL, M. : **I**, 138, 139 et n. 92, 186, 189 n. 171, 209 n. 33, 251, 310, 339 n. 113 ; **II**, 548 n. 18, 552 n. 32.
 KRONEBERG, banquier : **I**, 549.
 KRONGOLD : **I**, 337.
 KROPOTKINE, Piotr Alexéevitch : **I**, 238 et n.** et n.***, 397.
 KROUCHEVANE, journaliste : **I**, 362.
 KROUCHINSKI : **II**, 67.
 KROUGLIKOV, Solomon, président du Conseil d'administration de la Gosbank : **II**, 308, 325.
 KROUKOVSKI, fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : **II**, 318, 320.
 KRYANOVSKI, maire d'Odessa : **I**, 431, 437.
 KRYJANOSKI, S. E., secrétaire d'État : **I**, 465 et n. 20, 475.
 KRYLENKO, N. V. : **I**, 278 et n. 121, 493 n. 83, 494 n. 84, 497 et n. 92.
 KRYLOV, Ivan Andreïevitch, publiciste et fabuliste : **I**, 320 et n.**.
 KRYM, Salomon Samoïlovitch : **I**, 466.
 KUGEL, A., critique dramatique : **II**, 278.
 KUGEL, Iona, rédacteur en chef de *Kievskaja Mysl* : **I**, 470.
 KUN, Bela : **II**, 136, 152, 153, 322.
 KUPERNIK, avocat : **I**, 380.
 KUITKO, Leïb, écrivain, membre du CAJ : **II**, 277, 384, 439.
 LACHEVITCH, M. : **II**, 136.
 LADOVSKI, architecte : **II**, 340.
 LADYINIKOV, J. : **II**, 183.
 LAMPÉ, A. von, général blanc : **II**, 165 et n. 71.
 LANDA, Mikhaïl, chef de section politique de la région militaire de la Sibérie, rédacteur en chef de l'*Étoile rouge* : **II**, 137, 313, 325.
 LANDAU, A. E., éditeur et journaliste : **II**, 206.
 LANDAU, Grégoire (Gabriel) Adolfovitch : **I**, 266 et n. 79, 267 et n. 81, 336, 391, 418, 456 n. 174, 501 n. 7 ; **II**, 16 et n. 40, 44 et n. 42, 65, 77, 78 n. 81, 110 et n. 62, 112 n. 69, 125, 126 n. 107, 127 n. 110, 134 n. 1, 146 et n. 21, 151 n. 31, 154 et n. 39, 182, 198, 200 n. 70 et 71, 201 n. 73, 206-207, 209 et n. 92, 245 n. 85, 253 et n. 110, 282 n. 206.
 LANDAU, Lev Davidovitch, physicien, directeur de département de l'Institut Physico-technique : **II**, 351, 441.
 LANDAUER, G., idéologue anarchiste : **II**, 114, 152.
 LANSKOÏ, ministre de l'Intérieur d'Alexandre II : **I**, 151.
 LARINE, I. : voir Lourié-Larine, I.
 LARINE, Y. : **II**, 60, 95 n. 30.
 LASSALE, Ferdinand : **I**, 242 et n.* ; **II**, 547.
 LATSI, M., tchékiste : **II**, 140, 231.
 LAURANÇAY, général : **I**, 73.
 LAURIS, Matveï : **II**, 98.
 LAVROV, Piotr Lavrovitch : **I**, 237-239, 253, 257.
 LAZAREV, Lazare, critique littéraire : **II**, 389 et n. 63, 400.
 LAZAREVITCH, Vladimir : **II**, 136, 325.
 LAZARIS, V. : **I**, 496 n. 88 ; **II**, 538 n. 64, 539 n. 66.
 LEIPOUNSKI, directeur de département de l'Institut Physico-technique : **II**, 351.
 LEITIS, K. : **I**, 186 n. 156, 242 n. 12.
 LEKKERT, Guirsh, terroriste : **I**, 276, 509 ; **II**, 288.
 LEJEVITCH, G. : **II**, 68.
 LENKE, Mikhaïl, sous-lieutenant, bolchevik : **I**, 472, 531-533 et n. 23, 535, 537, 544 n. 62, 545 n. 65 et 66.
 LÉNINE, Vladimir Ilitch Oulianov, dit : **I**, 238, 254 n.**, 269 et n.*, 270 et n. 90, 273-275, 277, 311 n.*, 444, 489, 526 et n. 2 ; **II**, 58, 60, 61, 66, 74 et n. 72, 81 et n. 88, 84-87 et n. 6, 92, 94-96, 100, 101, 103-106, 114, 115, 118, 120, 122-124, 129, 142, 149, 155 et n. 42,

- 257, 260 et n. 129, 261 et n. 131, 278, 285, 287, 289, 294, 295, 308, 311, 329, 333, 347, 362, 372, 453, 479, 494, 548.
- LENKAVSKI, Stepan : **II**, 407.
- LÉON XIII [Gioacchino Pecci], pape : **I**, 321.
- LÉONTOVITCH, le Pr. V. V. : **I**, 323, 324 n. 80.
- LEPLEVSKI, Grigori, vice-procureur général de l'URSS : **II**, 119, 318.
- LEPLEVSKI, Israël M., chef du Département spécial du GUGB du NKVD : **II**, 119, 143, 306, 315, 316, 318, 320.
- LERMONTOV, Mikhaïl Iouriévitch : **I**, 184, 244 et n.*.
- LERT, Raïssa : **II**, 484 et n. 19.
- LESCINSKI, J. D. : **I**, 226 n. 90.
- LESIN, A. : **I**, 213 n. 47.
- LESKOV, Nicolas Seménovitch : **I**, 116 n. 33, 131, 172, 173 n. 95, 240.
- LESMAN : **I**, 557.
- LESSINE, Grigori, « banquier bolchevique » : **II**, 115.
- LEVACHEV, le Pr, député d'Odessa : **I**, 558.
- LEVANDA, L., publiciste : **I**, 187, 188, 193.
- LEVENSON : **I**, 557.
- LEVENTIS : **I**, 262.
- LÉVINE, B. : **II**, 349.
- LÉVINE, Baruch, partisan : **II**, 415, 416.
- LÉVINE, Dan : **II**, 12 n. 15, 24 n. 68, 421 et n. 176, 481 et n. 15.
- LEVINÉ, Eugène : **II**, 114, 153.
- LÉVINE, représentant plénipotentiaire de la Vétchéka dans la province de Tambov, puis chef des Armées du Service intérieur du NKVD : **II**, 147.
- LÉVINE, Ilya : **II**, 531.
- LÉVINE, Isaac Ossipovitch : **I**, 267, 268 n. 83, 450 n. 159 ; **II**, 65 et n. 49, 94, 112 n. 68, 114 et n. 77, 130, 131 n. 118, 170 et n. 85, 173 n. 97, 182, 198, 199 et n. 65, 206, 281 n. 205.
- LÉVINE, Israël Solomonovitch, directeur de l'usine aéronautique de Saratov : **II**, 435, 436.
- LÉVINE, Dr Lev : **II**, 440, 441.
- LÉVINE, M. : **II**, 114, 153.
- LÉVINE, Rouvim, commissaire-adjoint aux Finances d'URSS : **II**, 236, 325.
- LÉVINE, Z. : **II**, 535 n. 50.
- LÉVINE-BELSKI, Lev, ichékiste, vice-ministre de l'URSS : **II**, 143.
- LEVINSON, Isaac-Ber : **I**, 80, 104-105, 142.
- LEVITAN, Isaac, peintre : **II**, 110, 563 et n.**.
- LEVITANE, Iouri, acteur, speaker : **II**, 183 n. 13, 346.
- LÉVITCH, électrochimiste : **II**, 530.
- LÉVITE, Solomon, orientaliste : **II**, 330.
- LEVITINA, V. : **II**, 278 n. 194, 473 n. 1, 549 n. 22.
- LÉVITINE-KRASNOV, détenu du Goulag : **II**, 359.
- LEVITOV, Mikhaïl N., dernier commandant du régiment de Kornilov : **II**, 163, 178.
- LEVKOV, Saül : **I**, 247.
- LÉVY, ingénieur : **I**, 546.
- LÉVY, Lipman, financier : **I**, 31.
- LEWENDAL, K., baron : **I**, 362, 367.
- LIADOV : voir Mandelstam.
- LIADOV : **I**, 275.
- LIKHOVETSKI-MAÏSKI, I. : **II**, 121.
- LIAST, I. : **II**, 455 n. 38.
- LIBLER, I. : **II**, 12 n. 20, 556 n. 46, 557 n. 49, 558 n. 52, 559 n. 56 et 60, 560 n. 62 et 64, 561 n. 67.
- LICHVITS, fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : **II**, 318.
- LIEBER, Mark (Mikhaïl Isaakovitch Goldman), fondateur du Bund : **I**, 272, 275 ; **II**, 59, 64, 65, 67, 329.
- LIEBERMANN, A. : **I**, 236, 252.
- LIEBKNECHT, Karl : **II**, 153.
- LIFCHITZ, Iakov, vice-président du Guépéou d'Ukraine : **II**, 121, 144, 325.
- LIFCHITZ, le Dr : **II**, 458.
- LIFCHITZ, petit patron : **I**, 451.
- LILIENTAL, Max : **I**, 135, 136.
- LINCOLN, Bruce : **II**, 150.
- LINSKI, D. O. : **I**, 314 et n. 51, 501 n. 6, 508 n. 26 ; **II**, 112 n. 70, 167, 168 n. 80, 169 et n. 83, 174 n. 102, 198, 199 et n. 64, 202 n. 78, 203 n. 81, 207, 208 n. 90.
- LIUBARSKI, V. : **II**, 150 n. 29, 538 n. 62.
- LIUBIMOV, N. D. : **I**, 296.
- LIUBOSH, journaliste : **I**, 513.
- LIOVA, cadet : **II**, 230.
- LISOVSKI, Moïssci : **II**, 136, 325.
- LISSITSKI, El, peintre : **II**, 289.
- LITOVTSSEV, S. : **II**, 188 et n. 27, 214 et n. 110.
- LITVANOV, M. : **II**, 118, 337.

- LITVINE, Mikhaïl, chef du Département politique secret du GUGB du NKVD : II, 316, 320.
- LITVINE-SEDOÏ, Zinovi : I, 396.
- LITVINOV, Pavel : II, 483, 484.
- LITVINOV, V., Commissaire du peuple aux Affaires étrangères : II, 160 n. 58, 233, 307, 312, 424, 432.
- LOEWENTHAL, Leiser : I, 239, 241, 247, 250.
- LOEWENTHAL, Nahman : I, 239, 241, 247 I.
- LOIEVETSKI, membre dirigeant du Goulag : II, 364.
- LOMONOSSOV, Mikhaïl Vassiliévitch : I, 300 et n.*.
- LOPOUKHINE, A. A. : I, 362, 364, 368.
- LORIS-MÉLIKOV, Mikhaïl Tarpelovitch, ministre de l'Intérieur : I, 200 et n.*, 206, 207, 210 n.*, 211 et n.*, 251.
- LOTCHAK, Pierre : II, 447 n. 7.
- LOUBOTSKI-ZAGOSKI, dit Zagorsk : I, 396 et n.*.
- LOUKOMSKI, général : I, 552.
- LOUNATCHARSKI : II, 96, 278.
- LOURIÉ, Gerts, père de Semion Lourié : I, 240, 241.
- LOURIÉ, Semion : I, 239, 240, 242, 248, 250.
- LOURIÉ, Salomon Ia. : I, 499 ; II, 10, 11 n. 10, 64, 564.
- LOURIÉ-LARINE, I. : I, 154 n. 18, 172 n. 93, 225 n. 83 et 86, 263, 299 n. 1, 315 n. 54, 330 n. 99, 331 n. 101, 332 et n. 104, 444 et n. 146, 469 ; II, 71, 89 n. 11, 104 n. 45, 105 et n. 47, 151 n. 33, 159 n. 55, 172 et n. 91, 218 et n. 5, 219 n. 8, 222, 223 n. 19, 224 et n. 20 et 21, 225 et n. 26 et 27, 226 et n. 32 et 34, 238 et n. 67, 240, 241 n. 78, 245 et n. 89, 246 et n. 91 et 92, 247 n. 93 à 96, 248 et n. 97, 249, 250 n. 102, 251 n. 103 et 104, 252 n. 105, 255 n. 115 et 117, 263 n. 134, 264 n. 138, 265-267 et n. 149 et 150, 269 n. 159, 270 et n. 161 et 163, 274 n. 181, 283 n. 215, 286 et n. 230, 293, 295, 344 et n. 116, 400 et n. 96, 543 n. 2, 544 n. 3 et 4.
- LOUTSKI, M. M. : II, 228.
- LOZINSKI, Semion : I, 208 ; II, 275.
- LOZOVSKI, Salomon Abramovitch Dridzo, dit, chef en second du Bureau d'information de l'Union, vice-ministre des Affaires étrangères : II, 384, 385, 426, 431-433, 439.
- LUKAS, Djerd : II, 153.
- LUNZ : II, 458.
- LUXEMBURG, Rosa : II, 152, 153.
- LYOV, A. : I, 208 n. 25, 304 n. 15.
- LYOV, Arcadi : II, 562, 563 n. 76.
- LYOV, Georgui Evgenievitch, prince, ministre des Affaires étrangères puis président du gouvernement provisoire, puis président du gouvernement russe de l'Extrême-Orient : II, 30, 40, 70, 162, 217 n. 2.
- LYOVITCH, D. : I, 542.
- MACHKÉVITCH, juge d'instruction : II, 35.
- MAGNÈS, le rabbin Juda : II, 113.
- MAGUDOV, Boris : II, 121.
- MAIAKOVSKI, Vladimir Vladimirovitch : II, 267.
- MAIANTS, rabbin : I, 377.
- MAI-MAEVSKI, V. : II, 164.
- MAÏN-BOSH, Eugénie : II, 138.
- MAÏRONOVSKI, Grigori, directeur du « Laboratoire X », d'un service spécial du NKVD : II, 321.
- MAÏSCH-ROZMIROVITCH, Hélène : II, 138.
- MAÏSKI, Ivan, diplomate, ambassadeur à Londres, puis vice-ministre des Affaires étrangères : II, 312, 432.
- MAKAROV, ministre de la Justice : I, 551 et n.*.
- MAKHNO, Nestor, anarchiste ukrainien : II, 62, 159-160.
- MAKLAKOV, Basile, commissaire de la Douma : II, 30.
- MAKLAKOV, N. A., ministre de l'Intérieur : I, 471.
- MAKLAKOV, V. A., avocat : I, 314 et n. 50, 462 n. 14, 494, 508, 509 n. 27.
- MAKOV, ministre de l'Intérieur d'Alexandre II : I, 159.
- MAKOVITSKI, D. P. : I, 445 n. 149.
- MALENKOV, Gueorgui Maximilianovitch : II, 449 n.*.
- MALANTOVITCH, P. : I, 511.
- MALITSKAÏA, marchande : I, 375.
- MALKINE, B. : II, 349.
- MALRAUX, André : II, 117 n.*.
- MANASSÉINE, ministre de la Justice d'Alexandre III : I, 309.
- MANASSEVITCH-MANOÛÏLOV, aventurier : I, 549, 551.

- MANDEL, V. S. : **I**, 192 n. 188 et 190, 268 et n. 84, 269 n. 85, 279 et n. 122, 315 n. 55, 501 n. 5 ; **II**, 127 n. 109, 198, 202 n. 80, 207, 208 n. 87.
- MANDELBAUM : **II**, 147.
- MANDELSTAM, A. N., directeur du Premier département du ministère des Affaires étrangères : **II**, 64, 67.
- MANDELSTAM, avocat : **I**, 262, 380.
- MANDELSTAM, Ossip Emilievitch : **II**, 119, 489.
- MANDELSTAM-LIADOV, Martin, *alias* Liadov : **I**, 396 ; **II**, 71, 222.
- MANEVITCH, E. : **II**, 527 n. 27, 534 n. 39, 535 n. 45.
- MANEVITCH, Lev, *alias* le colonel Starostine, espion soviétique : **II**, 398.
- MANEVITCH, T. : **II**, 533 n. 34.
- MANOUILOV, ministre de l'Instruction : **II**, 30.
- MANSYREV, Kn. S. P., député, fondateur du « Cercle » : **I**, 512 et n. 34.
- MANUS, I. P., industriel : **I**, 547, 549, 551 ; **II**, 34 ; affaire — : **II**, 34.
- MAO-TSÉ-TOUNG : **II**, 117.
- MARBOURG, plan : **II**, 302.
- « MARC le Sage » : **I**, 238.
- MARCHIAK, Jacob, joaillier : **I**, 266, 267 n. 80, 305.
- MARCHAK, Samouïl Jakovlevitch : **I**, 305 et n.* ; **II**, 383, 441.
- MARGOLINA, Sonja : **II**, 27 n. 80, 130 n. 117, 282 n. 211, 293 n. 252, 297 n. 258, 332 n. 76, 421 n. 175, 422 n. 178 et 179, 438 et n. 47, 557 n. 50, 558 n. 51.
- MARGOLINE, avocat : **I**, 493.
- MARGOLINE, Arnold : **II**, 157.
- MARGOLINE, David : **I**, 335.
- MARGOLINE, Iou : **II**, 323 n. 67, 337 et n. 87.
- MARGOLINE, Nathan, chef du détachement des réquisitions du comité régional de la Tcheka de Tambov : **II**, 147, 320.
- MARIASSINE, Léon, adjoint du commissaire aux Finances, puis président du Conseil d'administration de la Gosbank : **II**, 235, 308, 325.
- MARK, Iou. : **II**, 338 n. 90, 339 n. 94 et 95.
- MARK, J. : **I**, 102 n. 95, 185 n. 149, 345 n. 156, 346 n. 158, 347 n. 168.
- MARK : **II**, 275 n. 183, 277 n. 186.
- MARKEVITCH, Guiller : **I**, 96, 98, 105, 256 n. 53.
- MARKHLEVSKI, Iou. : **II**, 152.
- MARKISH, joaillier : **I**, 418.
- MARKISH, David : **II**, 514 et n. 53.
- MARKISH, Esther : **II**, 427 et n. 12.
- MARKISH, Peretz : **II**, 277, 342, 383, 384, 427, 439.
- MARKISH, Shimon : **I**, 217 n. 60 ; **II**, 210 n. 97, 477, 478 n. 7, 515 et n. 54, 516 et n. 56, 564 n. 80.
- MARKOUS, Fried : **II**, 325.
- MARKOV, Andreï : **II**, 102.
- MARKOV, Nicolas, député à la Douma, dit « Markov-II » : **I**, 546, 555 et n.** ; 558 ; **II**, 35 et n.***, 58.
- MARKUS, diplomate : **II**, 312.
- MARSHALL, Louis, juriste : **I**, 386, 388-389 ; **II**, 264.
- MARSHALL, plan : **II**, 439.
- MARTOV, Iouli Ossipovitch Zederbaum, dit, leader des mencheviks : **I**, 258 et n. 58, 269, 270 et n. 87, 274, 275 ; **II**, 182.
- MARTYNOV, Alexandre, *alias* Samuel Pikker : **I**, 275 ; **II**, 94-95.
- MARX, Karl : **I**, 253, 268, 269, 271, 349 et n.* ; **II**, 103, 301, 304, 453, 472, 547, 548.
- MASKALIK, Iakov-Zakhariaïa : **II**, 340.
- MASLENNIKOV, député : **II**, 77.
- MASLOV, S. S., le S.-R. : **II**, 94 n. 22, 107 n. 55, 145 n. 19, 147 n. 22, 150 et n. 28, 158 et n. 54, 159 n. 56, 174 n. 100, 187 et n. 25, 241-244 et n. 82.
- MASSANED, Iogué, détenu du Goulag : **II**, 365.
- MAZÉ, le rabbin : **I**, 494 ; **II**, 285.
- MAZINE, Emmanuel, lieutenant : **II**, 388.
- MEDALIE, Chmariagu, grand rabbin de Moscou : **I**, 340.
- MEDALIE, Moïse : **II**, 340.
- MEYTNER, Nicolas : **II**, 13 et n.*.
- MEDVED, Michael : **II**, 474 n. 3.
- MEDVÉDEV, Pavel : **II**, 101.
- MEERSON-AKSENOV, M. : **II**, 494 n. 3, 507 et n. 34.
- MEÏ, Marc : **II**, 261.
- MEIERSON, chef du Service économique du NKVD : **II**, 318.
- MEIMAN, professeur : **II**, 530.
- MEIR, Golda : **II**, 430, 431, 534.

- MEKHLIS, Lev Z., généralissime directeur du Service politique central de l'Armée rouge : **II**, 123, 292, 306, 313, 324, 386, 436.
- MELGOUNOV, S. P. : **I**, 469 et n. 34, 549 et n. 76 et 79, 550 n. 80 ; **II**, 140, 141 et n. 13 et 14, 148 n. 25.
- MELIKHOV, Alexandre : **II**, 16 n. 38.
- MELNIK, chef de l'Organisation des Nationalistes ukrainiens : **II**, 406, 407.
- MELNIKOV, dit Milman, écrivain : **II**, 434.
- MELNYTCHANSKI, Grigori, joaillier : **II**, 60, 325.
- MILTCHOUK, I. : **II**, 539 n. 65.
- MENCHIKOV, Alexandre : **I**, 30 et n.**.
- MENCHIKOV, Michel, journaliste : **I**, 467, 485, 511 et n.*.
- MENDELÉEV, Dimitri Ivanovitch : **I**, 198 et n.*.
- MENDELSSOHN, les : **I**, 336.
- MENDELSSOHN, banquier allemand : **I**, 545.
- MENDELSSOHN, Moïse : **I**, 40 ; **II**, 547.
- MENDJERITSKI, E. : **II**, 21 n. 56.
- MENVÉDEV, Pavel : **II**.
- MENES, A. : **I**, 333 n. 107, 420 n. 171.
- MENGLI-GUIRÉ, le khan : **I**, 25.
- MENJINSKI, V. Rudolfovitch, président du Guépéou : **II**, 229, 280, 441.
- MENNIE, George, leader syndical : **II**, 529.
- MENTOR, correspondant permanent du *Jewish Chronicle* : **II**, 113.
- MEREJKOVSKI, D. : **I**, 511, 512 ; **II**, 185.
- METCHNIKOV, Ilya : **II**, 13 et n.**.
- MEVES, colonel de la garde : **I**, 311.
- MEYER, Daniel : **II**, 474 et n. 2.
- MEYER, Lev : **II**, 229.
- MEYERBEER, Jacob Liemann Beer, dit Giacomo : **II**, 547.
- MEYERHOLD, Vsevolod Emilievitch, metteur en scène : **II**, 288.
- MIASNIKOV, Gavriil : **II**, 102.
- MIASSIÉDOV : **I**, 555, 556.
- MICHEL III Feodorovitch, premier tsar de Russie : **I**, 28 et n.**.
- MICHTCHOUK : **I**, 490, 491.
- MIKHAIL ALEXANDROVITCH, grand-duc, frère de Nicolas II : **II**, 102.
- MIKHAILOV, Alexandre : **I**, 238.
- MIKHAILOV, Lev Mikhaïlovitch, alias Politikus, de son vrai nom Elinson : **II**, 98.
- MIKHELSON, A. : **II**, 64.
- MIKHOËLS, Solomon M. : **I**, 236 ; **II**, 278, 381, 383, 384, 426, 427, 432, 433.
- MIKOYAN, Anastase Ivanovitch : **II**, 308, 309, 312.
- MILIOUKOV, Pavel Nikolaïevitch, ministre des Affaires étrangères de Nicolas II : **I**, 264, 327 et n. 89, 461, 511, 517-519, 531, 538, 539, 553 ; **II**, 29, 32, 70, 182, 184, 193, 210 et n. 99, 211 et n. 100, 213.
- MILRUD, M., rédacteur en chef de *Segodnia* : **II**, 183.
- MINAIEV-TSIKANOVSKI, A., chef du département du Contre-espionnage du GUGB et du NKVD : **II**, 317, 320.
- MINE : **I**, 395.
- MINNE : **I**, 522 et n.* ; **II**, 296.
- MININBERG, L. L. : **II**, 351 n. 138, 377 n. 20, 388 n. 58, 436 n. 40 et 41, 437 n. 42.
- MINKINE-MENSON, Alexandre, typographe : **II**, 60, 325.
- MINOR, Ossip S. : **I**, 255 et n. 51, 394 ; **II**, 66.
- MINSKI, N. : **I**, 188, 291 et n. 39.
- MINTSLOV, O. : **II**, 182.
- MINTS, I. I., académicien : **II**, 435.
- MINTS, J. J., chef de la section politique du « Corps des Cosaques vermeils » : **II**, 138.
- MINTZ, expert en sciences politiques : **II**, 525.
- MINTZ, Max : **II**, 359.
- MINTZ, Paul, homme d'État letton : **II**, 372.
- MINTZ, Vladimir, chirurgien : **II**, 372.
- MIRKINA, Z., épouse de G. Pomerants : **II**, 501.
- MIRKINE, meunier : **II**, 145.
- MIRKINE-GUETSÉVITCH, B. (nom de plume : Boris Mirski), collaborateur de *Poslednie novosti* : **II**, 139 n. 12, 184, 188 n. 26, 209 n. 95, 238 n. 69.
- MIRONOV-KAGAN, Lev G., chef du département des Contre-espionnage du GUGB du NKVD : **II**, 315, 316, 321.
- MIRONOV, le sous-lieutenant : **II**, 366.
- MIRONOV, M., fondateur de l'*Illioustrirovannaia Rossia* : **II**, 185.
- MIRONOV, Philippe : **II**, 139.
- MIRONOV-KOROL, Sergueï, fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : **II**, 318, 321.
- MIRONOVA, G. : **II**, 364 n. 10.
- MIRSKI, B. : voir Mirkine-Guesévitch, B.

- MIRSKI, Sviatopolk, ministre de l'Intérieur : I, 327.
- MITIRIDATE : I, 16 n.*.
- MITINE, expert en sciences politiques : II, 525.
- MIODETSKI : I, 254.
- MNIATCHKO, Ladislav, écrivain slovaque : II, 473, 474.
- MOCHER-SEFARIM, Mendelev : I, 345.
- MOGUILEVSKI, Solomon, tchékiste : II, 143.
- MOIZITCH, Efrem : I, 20.
- MOLTCHANOV, G. A., membre du NKVD : II, 315.
- MOLOTOV, Viatcheslav Mikhaïlovitch Skriabine, dit : II, 292, 304, 308, 335, 354, 380, 424, 426, 427, 432.
- MOMMSEN : II.
- MONTEFIORE, sir Moses : I, 142, 145, 200, 367.
- MONTEFIORE, Claude : I, 389.
- MORDOVTSSEV, D. : I, 218.
- MOREINIS, Fanny : I, 240.
- MORGAN, John Pierpont, financier : II, 302.
- MORGENTHAU, Henry, ministre des Finances de Roosevelt : II, 440.
- MORGOLIS, M. : II, 509 n. 40.
- MORGULIS, M. G. : I, 191.
- MOROZ, Iakov, chef à la construction de la voie ferrée Kotlas Vorkouta : II, 364.
- MOROZOV, Grigori, premier gendre de Staline : II, 432.
- MOROZOVA, M. F. : I, 353.
- MOURAVIEV, M. N., gouverneur de la région Nord-Ouest : I, 192.
- MOURAVIEV, Mikhaïl : II, 139.
- MOURAVIEV, Nikita, décabriste : I, 95.
- MOURAVIEV, N. V., ministre de la Justice d'Alexandre III : I, 310.
- MOUROMETS, Ilya : I, 20.
- MOUSAFI : I, 34, 35.
- « MOUSTAFI » : II, 266.
- MULLER, Jerry : II, 16 n. 37, 117 n. 82.
- MÜLLER, John : II, 153 n. 35, 37 et 38, 159 n. 57.
- MUTNIK, A. : I, 270.
- MUZAM, T. : II, 152, 153.
- NABOKOV, V. D., juriste, cofondateur du parti Cadet : II, 42 et n.***.
- NABOKOV, D. N., ministre de la Justice d'Alexandre III : I, 222.
- NABOKOV, V. D. : II, 42 n. 36, 64, 74 et n. 71, 182.
- NACHATYR : II, 66.
- NAGEL, Ludwig : I, 262.
- NAJIVINE, Ivan F. : II, 72 et n. 66, 99 et n. 36.
- NAKHAMKIS, O. : I, 396.
- NAKHAMKIS-SVÉTOV, Iouri, dirigeant du Comité exécutif du Soviet des députés ouvriers et soldats : II, 44, 67, 71, 77, 91, 151 et n. 32, 164, 326.
- NAKHIMSON, Semion : II, 81, 96, 108, 136, 220.
- NAPOLEON I^{er} : I, 71, 72, 471, 526, 547.
- NAPOLEON III : II, 191.
- NASSER, Gamal Abdel : II, 468.
- NASSIMOVITCH, N. : voir Tchoujak-Nassimovitch, N.
- NATANSON, Mark, dit « Marc le Sage » : I, 237-241, 244, 255, 394 ; II, 58, 65, 81.
- NATIAN, Paul : I, 389.
- NEBE, Arthur, le *Brigadenführer* SS : II, 409.
- NÉGRÉTOV, P. I. : II, 99 n. 37, 145 n. 20.
- NEIMARK, « artisan » : I, 316.
- NEIRAT, O. : II, 152.
- NEKHAMKINE, la famille des : II, 229-230.
- NEKRASSOV, Nikolaï Alexeïevitch : I, 242.
- NEKRITCH, A. : II, 435 n. 39, 513.
- NEMANOV, L., correspondant genevois de *Segodnia* : II, 183.
- NEMIROVITCH-DANTCHENKO : II, 289.
- NEPRIAKHINE, commissaire au Commerce : II, 310.
- NÉRATOV : II, 91.
- NESSERLOD, K., comte, ministre des Affaires étrangères : I, 311.
- NETCHAEV, Sergueï Guennadiévitch : I, 236 et n.**, 237, 308 n.*.
- NEUDHART, gouverneur d'Odessa : I, 424, 427, 428, 430-433, 435, 438, 439.
- NEVAKHOVITCH, Leiba : I, 63, 64.
- NEVSKÏ, V. : I, 399 n. 88.
- NICOLAS I^{er} Pavlovitch, tsar de Russie : I, 72, 105 et n.*, 107-148, 150, 159, 231, 311, 411, 426 ; II, 495 et n.**.
- NICOLAS II Alexandrovitch, tsar de Russie : I, 295, 300, 302 n.*, 380, 387, 395 et n.***, 402, 404-407, 410-414, 417-419, 433, 441, 445, 454, 455, 464, 465, 475, 478, 484, 485, 489, 495,

- 520, 525, 527 n.**, 528, 529, 533, 550, 561, 562 ; II, 30, 37, 45, 62, 100-102, 108, 188, 192, 251, 349, 372.
- NICOLAS Nicolaïevitch, grand-prince : I, 529, 530, 548 ; II.
- NICOLSKI : II, 67.
- NIKITINE, V. N. : I, 70 n. 8, 80 et n. 42, 81 n. 43 et 45, 82 n. 46 et 47, 83 n. 48, 84 n. 49 à 51, 85 n. 52 et 53, 86 n. 54, 87-89 et n. 58 à 60, 90 n. 62 et 63, 91 n. 64 à 66, 109 n. 9, 118 n. 36 et 37, 119 n. 38, 120 n. 39, 121 n. 42 à 44, 122 n. 46 et 47, 123 n. 48, 124 n. 49, 125 n. 51, 126 n. 52, 127 et n. 53, 153 n. 14, 168 n. 74 à 76, 169 n. 77 et 78, 170 n. 79, 81 et 83, 171 n. 84, 85 et 87 à 89, 172 et n. 90 à 92 et 94.
- NIKITITCH, Dobrynia : I, 20.
- NIKON, le patriarche : I, 311 n.**, 457 et n.*.
- NIOUT, J. : II, 457 n. 49.
- NISENSEN, famille du comptable : I, 360.
- NISSÉLOVITCH, député : I, 466, 487.
- NISTOR, Der (Pinkhos Kaganovitch), écrivain : II, 277, 384.
- NOGUINE, membre du Politburo : II, 227.
- NOLDE : II, 78.
- NORDAU, Max : I, 288-290, 297.
- NORDEN, Edward : II, 10 n. 4 et 5, 15 n. 35, 559 n. 61, 561 n. 71, 562 n. 72.
- NOTKINE, Nota Khaïmovitch : I, 56, 63-65, 80.
- NOTOVITCH : I, 406.
- NOUDELMAN, R. : I, 350 n. 177 ; II, 478 n. 8, 482 n. 17, 527 n. 25, 532, 537 n. 58, 566 n. 85.
- NOUDLER, M. : II, 534 n. 42.
- NOUSBAUM, Laslo, radiologue : II, 359.
- NOV, A. : II, 457 n. 49.
- NOVOMIRSKI, Iakov : I, 397.
- NOVOTNY, Antonin, président de la République tchèque : II.
- NUDELMAN, R. : I, 489 n. 78 ; II, 12 n. 15, 26 n. 73, 468 n. 93.
- OBMANOVY, les : I, 470.
- OBOLENSKI, A. P. : I, 405.
- OBOLENSKI, V. A., gouverneur : I, 395, 405, 461, 462 n. 14.
- OBORINE, Lev, musicien : II, 346.
- OCHEROVITCH, M. : I, 185 n. 151.
- OGARIOV, Nikolai Platonovitch : I, 235 et n.****, 238 n.*.
- OHLENDORF, O., le *Standartenführer* SS : II, 409.
- OÏSTRAKH, David, musicien : II, 346, 441.
- OKOUDJAV, Boulat : II, 477 n.*.
- OLDENBOURG, S. S. : I, 545 n. 67.
- OLEG LE SAGE, prince de Kiev : I, 16 n.**,.
- OLGA, princesse de Kiev, sainte : I, 22 et n.*.
- ORCHANSKI, I. G., journaliste : I, 81 et n. 44, 90 et n. 61, 98 n. 83, 117 et n. 34 et 35, 124 et n. 50, 132 et n. 68, 153 et n. 13, 154 n. 19, 162 n. 57, 163 n. 58, 165, 166 n. 64, 173, 174 et n. 98, 193, 206 et n. 15.
- ORDJONIKIDZÉ, Grigori Konstantinovitch, dit Sergo, responsable du Bureau caucasien du PC, puis directeur du commissariat à l'Industrie lourde : II, 219, 292, 308, 310, 312, 441.
- OREN, I. : II, 523 n. 20.
- ORLOV, juriste de la commission Batiouchine : I, 552.
- ORLOV, Alexandre [pseudonyme] : II, 315, 316 n. 49.
- ORLOV, Boris : I, 185 n. 150, 193 n. 195, 448 n. 156 ; II, 33 n. 16, 124 n. 104, 272 n. 172, 336 n. 86, 467 n. 90, 535 n. 48, 541 n. 71.
- ORLOV, M. : I, 255.
- ORTOV, M. : II, 500 n. 21.
- OEROVI, M. : I, 226 n. 89.
- OSSORGUINE, Michel : II, 179-181 et n. 10.
- OSTAPOV, jeune garçon : I, 359.
- OSTERMAN : II, 562.
- OSTROMENSKI, officier de police : I, 420.
- OSTROVSKAIA, Nadejda, chef de la section politique de la 10^e armée : II, 138, 325.
- OUBOREVITCH, Jérôme : II, 139.
- OUCHANSKI, K., diplomate : II, 312.
- OUGLANOV, secrétaire du Comité régional du parti (Petrograd) : II, 226, 227, 291, 305.
- OULIANOV, Alexandre Ilitch : I, 254 n.**, groupe - : 254 et n.**,.
- OULIANOV, Nikolai Vassiliévitch, grand-père paternel de Lénine : II, 84.
- OURITSKI, M. : II, 60.
- OURITSKI, Semion, directeur du Service de l'espionnage de l'Armée rouge : II, 85, 93, 108, 123, 124, 136, 314, 326, 562.

- OUROUSOV, S., prince : I, 363, 368.
 OUSPENSKI, Gleb : I, 212 et n. 43.
 OUSSYCHKINE, M. M. : I, 296.
 OUTEKHINE : II, 504.
 OUTINE, Nikolai Isaakovitch : I, 236 et n.*.
 OUTINE, S. J., premier procureur du Sénat : I, 311, 336.
 OUTIOSOV, Léonid, chanteur : II, 290.
 OUVAROV, ministre de l'Éducation de Nicolas II : I, 137.
 OVERMEN, Commission : II, 116 n. 81.
 OVSIANIKOV-KOULIKOVSKI, D., académicien : I, 511.
 OZ, Amos : I, 292 n. 43 ; II, 11 et n. 14, 14 et n. 28 et 30, 15 n. 31, 20 et n. 52, 545 n. 9.
 PAHLEN, Constantin, comte : I, 172 et n.*, 220 ; commission — : I, 229, 230, 232, 311, 325, 240.
 PALÉOLOGUE, Maurice, ambassadeur de France à Petrograd : I, 547 et n. 72.
 PANINE, la comtesse : II, 93.
 PAOUKER, Karl V., chef du département des Gardes du corps du GUGB du NKVD : II, 315, 316, 321.
 PARKS, James : I, 38 n. 94, 189 n. 172, 289 n. 27, 291 n. 36, 323 et n. 79, 324 et n. 82, 348 n. 172, 349 n. 174 ; II, 178 n. 2.
 PARVUS, Israël Guelfand, dit : I, 261, 265, 407 ; II, 94, 312, 350.
 PASMNIK, Daniil Samoilovitch : I, 370 et n. 234, 392 et n. 62, 482, 483 n. 68 et 69, 529 et n. 9, 530 et n. 13 ; II, 54, 67, 68 n. 55 et 56, 78 n. 82, 79 et n. 85, 85 et n. 2, 89 et n. 12, 108 et n. 58, 111-113 et n. 71 et 72, 128 n. 112 et 113, 129 n. 114, 131 et n. 119, 157, 158 n. 50, 162 et n. 63, 164 et n. 68 et 70, 166 et n. 76, 167 n. 78, 168 et n. 81, 169 et n. 84, 170 n. 87, 188-190 et n. 33, 35 et 36, 194 n. 50, 196 n. 57, 198, 199 et n. 63 et 67, 201 n. 74, 203 n. 82 et 84, 205, 208 n. 88 et 89, 209 n. 93, 213, 232 n. 50, 244 et n. 83 et 84, 245 n. 86, 260 et n. 128, 273 et n. 175 et 176, 280 et n. 201.
 PASSOVER, A. J. : I, 309.
 PASTERNAK, B. : II, 13, 109-110, 119.
 PAUKER, Karl : II, 229.
 PAUL, saint : II, 22.
 PAUL 1^{er} Petrovitch, tsar de Russie : I, 49-52, 62, 63 et n.*, 69, 70, 203.
 PAVLOVSKI, agent de police : I, 424.
 PAVLOVSKI, Isaac Iakovlevitch, dit I. Iakovlev : I, 241 et n.*, 251, 252.
 PECHERKONOV : II, 74.
 PELED, Beni, général israélien : II, 344, 561 n. 70.
 PENSON, B., détenu du Goulag : II, 511.
 PÉRAZITCH, Y : II, 94.
 PERELMAN, Ia., chef des camps de Bouriepolomski : II, 350.
 PERELMAN, Victor : II, 360, 433 n. 35, 459 n. 54, 482, 530 n. 28, 533 n. 36, 534 n. 43.
 PERETS, Abram, fermier : I, 48, 63, 159, 312.
 PERETS, E. A. : I, 159.
 PERETS, secrétaire d'État : I, 312.
 PERETZ, Itzhak-Leibush : I, 346.
 PEREVERZEV, P., avocat : I, 370.
 PERGAMENT, O. L., membre de la Douma d'Empire : I, 173 n. 96, 432, 507.
 PERLY, Pauline : I, 255.
 PÉROVSKAIA, Sofia Lvovna : I, 237 et n.*.
 PERVOUKHINE : II, 376.
 PESTEL, Paul L., décabriste : I, 64 et n.*, 76, 77 n. 31 à 36, 94, 95 et n. 72.
 PETCHERSKI, Lev : II, 136, 325.
 PETERS, tchékiste : II, 231.
 PÉTLIOURA, Semion Vassilievitch, nationaliste ukrainien : II, 156-158, 160, 166, 167, 172, 211, 212, 339, 406.
 PUTRACHEVSKI : I, 235.
 PETROUNKEVITCH, I. I. : II, 332 n. 74.
 PÉTROUSÉVITCH : I, 270.
 PETROV, N. : II, 317 n. 53, 318 n. 55.
 PÉTROVSKI : II, 101.
 PHILON D'ALEXANDRIE : II, 544.
 PIATAKOV, Georges : II, 155.
 PIATNITSKI, E. : II, 136.
 PIATNITSKI-TARCHIS, I. : II, 95, 325.
 PIERRE 1^{er} Alexéevitch, dit Pierre le Grand : I, 19 n.*, 29-31, 32 n.*, 34 n.* et n.****, 112, 142, 176, 203, 264, 457 ; II, 562.
 PIERRE II Alexéevitch, tsar de Russie : I, 30 et n.****, 31 et n.*.
 PIERRE III Fedorovitch, tsar de Russie : I, 34 et n.****, 203.
 PIKKER, Samuel : voir Martynov, Alexandre.
 PIKHNO, D. I., rédacteur en chef de *Le Kévin* : I, 471.

- PILLIAR, R. A., membre du NKVD : **II**, 315.
- PINSON, I., secrétaire du comité régional de la Tchéka de Tambov : **II**, 147, 325.
- PINSKER, Lev : **I**, 228, 282, 285.
- PINSKI, professeur de lettres, détenu du Goulag : **II**, 359.
- PINKHOUS-SIMANOVSKI, Ch. : voir Simanovski, P. Ch.
- PIROGOV, Nicolas, chirurgien : **I**, 179 et n.*, 190.
- PISSAREV, Dimitri : **I**, 188 et n.*, 242.
- PISSARJEVSKI, notaire : **I**, 362.
- PLASTININA-MAÏZEL, Rebecca : **II**, 138, 146-147.
- PLATON, l'évêque : **I**, 418.
- PLATONOV, S. F. : **I**, 26 et n. 43.
- PLEHVE, Viatcheslav Konstantinovitch, ministre de l'Intérieur : **I**, 276 et n.*, 294-296, 322, 328, 361, 363, 368, 369, 371, 383, 384, 388, 392, 395.
- PLEKHANOV, Gueorgy Valentinovitch : **I**, 137, 261, 270, 274 et n.*, 275 ; **II**, 74, 189.
- PLETNEV, Pr. D., ancien cadet : **II**, 440, 441.
- PLINER, Israël, chef du Goulag : **II**, 317, 321.
- PLIOUTCH, Leonid : **II**.
- PLISSETSKAÏA, Maïa Mikhaïlovna : **II**, 525.
- POLOUTCHEK : **II**, 525.
- POBEDONOSTSEV, Konstantin Pétrovitch : **I**, 302 et n.*, 395 et n.***.
- POIGORETS, Norman, rédacteur en chef de *Commentary* : **II**, 18 et n.*, 114 n. 78, 549 n. 21.
- POGODINE, A. : **I**, 522 et n. 58 et 60, 523 n. 63.
- POJARSKI, Dimitri : **II**, 296.
- POKRASSA, Daniil et Dmitri, compositeurs de chansons : **II**, 347.
- POKROVSKI, M. N., historien : **I**, 19, 263 ; **II**, 295.
- POLIAK, B. : **II**, 183.
- POLIAK, les frères S. et M. : **I**, 336.
- POLIAKOV, A. : **II**, 184.
- POLIAKOV, Jacob, banquier : **I**, 335, 336.
- POLIAKOV, Lazare Salomonovitch, banquier : **I**, 319, 335, 336.
- POLIAKOV, les : **I**, 176.
- POLIAKOV, Samuel, banquier : **I**, 176, 228, 335, 336, 340.
- POLIAKOV-LITOVTSSEV, S., collaborateur de *Poslednie novosti* : **II**, 184.
- POLNER, T. I. : **II**, 162 n. 64.
- POLNIK, Macha : **II**, 465.
- POLONSKI, I., menchevik : **II**, 66.
- POLOUBOÏARINOV : **II**, 35.
- POMERANTS, Grigori, philosophe-essayiste : **II**, 238 n. 69, 477, 496, 500, 501 et n. 23, 502 n. 24, 503-505, 519 et n. 9.
- POPKOV, Piotr, secrétaire du PC de Léningrad : **II**, 433.
- POPOV, A. : **I**, 454 n. 170.
- POPOV, le sénateur : **I**, 97.
- POPOVSKI, M. : **II**, 217 n. 1, 286 n. 233, 294 n. 253.
- PORTOUGALOV, Benjamin, médecin et publiciste : **I**, 191, 211.
- PORTOUGUEIS, S. (nom de plume : St. Ivanovitch) : **II**, 182 ; voir Ivanovitch, St.
- POSEN, sénateur : **I**, 312.
- POSERN, Boris, tchékiste : **II**, 144.
- POSSE, V. : **I**, 312 n. 41.
- POTOCKI, Seweryn, comte : **I**, 63.
- POTOK, Chaim : **II**, 118 n. 85.
- POUCHKINE, Alexandre Sergueïevitch : **I**, 51 n.*, 184, 353 n.* ; **II**, 489 n.*, 495, 497, 551.
- POUGATCH, le soldat : **II**, 389.
- POUGATCHEV, Émilien, cosaque : **II**, 494 n.*.
- POUGO : **II**, 231.
- POURICHKÉVITCH, Vladimir, leader l'extrême droite russe : **I**, 447 et n.*, 469, 470 n.*, 473, 475, 492, 527 et n.* ; **II**, 36 et n.*.
- POURNIS, fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : **II**, 318.
- POZNANSKI, clerc : **I**, 544.
- POZNER, S. V. : **I**, 72 n. 19, 101 n. 92, 306 n. 22, 361, 478 n. 55 ; **II**, 186, 210 n. 96, 283 n. 214, 334 n. 82, 345 n. 119.
- PRANAÏTIS, prêtre catholique : **I**, 495.
- PRAÏSMAN, L. : **I**, 214 n. 50, 355 n. 191, 379 n. 13, 430 n. 124, 442 n. 140, 446 n. 151, 453 n. 167.
- PRAT, N. : **II**, 495 n. 8.
- PREGEL, Sophie : **II**, 179.
- PRICEMAN, L. : **I**, 204 n. 5.
- PRIMAKOV, Vital, chef du « Corps des Cosaques vermeils » : **II**, 138, 139.
- PROCHIAN, Proch, S.-R. : **II**, 91.
- PROKOFIEV, G. E., membre du NKVD : **II**, 315.
- PRONINE, marchand : **I**, 362.

- PROPPER, S. M. directeur des *Nouvelles de la Bourse* : I, 406, 446, 469.
- PRYTOPOPOV, Alexandre. dernier ministre tsariste de l'Intérieur : I, 550, 551, 561 ; II, 34.
- PTOLÉMÉES, la dynastie des : II, 544.
- RAABEN, gouverneur von : I, 359, 362, 367, 368, 371.
- RABINOVITCH, Moïse : I, 240, 241.
- RABINOVITCH, Ossip : I, 186, 187.
- RACHMANOV, secrétaire du Comité central du Komsomol : II, 252.
- RADEK, Karl Bernardovitch Sobelsohn, dit Karl : II, 295, 331, 349.
- RADTCHENKO : I, 270.
- RADZIVILOVSKI, Alexandre, membre du Département politique secret du GUGB du NKVD, « chargé des missions spéciales » : II, 316, 321.
- RADZIWIŁŁ, le prince : I, 50.
- RAFAÏLOV, I., assistant de M. Fronmkine : II, 97.
- RAFALSKI, vice-gouverneur : I, 414.
- RAFALSKI, S., journaliste : II, 499.
- RAFÈS, Moïseï : I, 266 et n. 78 ; II, 118, 325.
- RAICHMAN, D. : II, 155.
- RAIEV-KAMINSKI, Mikhaïl G., fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : II, 318, 321.
- RAISIN, Max : I, 209 et n. 34.
- RAÏSKI-LEKHTMAN, Naoum, fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : II, 318, 321.
- RAISMAN, Y., réalisateur : II, 288.
- RAÏVID, P., secrétaire du comité régional de la Tcheka de Tambov : II, 147.
- RAKOSI, Mattias : II, 153.
- RAKOVSKI, communiste : II, 39.
- RAPPOPORT, Grigori, tchékiste : II, 321.
- RAPPOPORT, Iakov, chef de la construction en second du Belhalt : II, 362.
- RAPPOPORT, K. : II, 349.
- RAPPOPORT, M. G., fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : II, 318.
- RAPPOPORT, O. : II, 550 n. 24, 552 n. 31, 565 n. 83.
- RASCH, O., le *Standartenführer* SS : II, 409.
- RASPOUTINE, Grigori Iefimovitch Novykh, dit : I, 495, 527 n.*, 547-551, 555 n.* ; II, 34, 36 et n.*.
- RASPOUTINE, Valentin, écrivain : II, 512 et n.***.
- RATCHKOVSKI, P. : II, 191.
- RATINE, S. : I, 255.
- RATNER, avocat : I, 380, 410, 412.
- RAVREBE, Iokhiel, physicien et chimiste : II, 330, 338.
- RAZGON, Israël : II, 137.
- RAZGON, Lev, journaliste, détenu du Goulag : II, 325, 359.
- RAZOUMOVSKI, Alexis : I, 34.
- RECHTZAMMER, Simon : I, 399.
- REDENS, S. F., membre du NKVD : II, 315.
- REINCHTEIN, Boris : I, 262.
- RÉMIZOV, Alexis : II, 148 et n.*, 149 n. 26, 179.
- RENAN, Ernest : II, 27.
- RESSINE, Ilya S., fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : II, 318, 321.
- REZANOV, colonel, juriste de la commission Batiouchine : I, 552 ; II, 34.
- REZNIK, Joseph : I, 257-259.
- RIABOUCHINSKI : II, 79.
- RIAZANOV-GOLDENBACH, David Borissovitch Goldendach, dit David, bolchevik : I, 262, 502 ; II, 323, 326.
- RIBBENTROP-MOLOTOV, pacte : II, 354, 382.
- RICARDO, David, financier et économiste : II, 547.
- RICHELIEU, le gouverneur : I, 82, 84.
- RIEMAN : I, 395.
- RIMSKY, G. : II, 245 n. 90.
- RIODIONOVNA, Arina, nourrice de Pouchkine : II, 489 et n.*.
- RIOURIK, prince varègue : I, 27 n.**.
- RIOUTINE, Martemian, ancien dirigeant du soviet de Kharbine, puis membre du Comité de Moscou : II, 305.
- ROBERTI, E. V. de : I, 509.
- ROBESPIERRE, Maximilien de : I, 239 n.*** ; II, 140.
- ROCHAL, G., réalisateur : II, 288.
- ROCHAL, M. G., membre du collège du Commissariat à l'Agriculture : II, 108, 308.
- ROCHAL, S. G., neurologue : II, 43.
- ROCKFELLER, John Davison : II, 302, 303.
- RODIONOV, Nikolai : II, 433.
- RODITCHEV, F., dirigeant cadet : I, 445 ; II, 193.
- RODZIANKO, M., président de la Douma : I, 560 et n.** ; II, 30, 42 et n.*.

- ROGALLER, Léon : **I**, 257.
- ROGUINSKI, Procureur de l'URSS : **II**, 230.
- ROISENMAN, Boris : **II**, 305, 311, 325-326.
- ROKOTOV-FAIBICHENKO, affaire : **II**, 460 sq.
- ROLLAND, Romain : **II**, 298.
- ROMANOV, la dynastie des : **I**, 27 n.***, 28 n.***, 150.
- ROMM, Maxime : **I**, 237, 250.
- ROMM, Mikhaïl, réalisateur : **II**, 347, 441, 483.
- ROOSEVELT, Theodore, président des États-Unis : **I**, 381, 382, 386, 387, 538 ; **II**, 354.
- ROSENBLUM, G., rédacteur en chef d'*Ediot Akhronot* : **II**, 455, 456 et n. 39, 465 n. 81.
- ROSENGOLTZ, Arkadi P., assistant de Trotski, directeur du Commissariat au Commerce extérieur : **II**, 96, 135, 305, 308, 310.
- ROSENSTEIN, Anne : **I**, 240, 251.
- ROSENTHAL, L. : **I**, 159.
- ROSTOPCHINE, Fedor Vassilievitch, comte : **I**, 553 et n.**.
- ROTCHTEIN, Fiodor A., membre du collège du Commissariat aux Affaires étrangères : **II**, 233, 312.
- ROTENBERG, A. I. : **II**, 152.
- ROTHSCHILD, le baron de, banquier : **I**, 286, 287, 297, 320, 336, 383, 486, 538 ; **II**, 50.
- ROTHSCHILD, lord : **I**, 538.
- ROTHSCHILD, les : **I**, 336, 454.
- ROTSTEIN, Fiodor : **II**, 295.
- ROUBANOVITCH, Ilya : **I**, 394 ; **II**, 68.
- ROUBININE, E., diplomate : **II**, 326.
- ROUBINE, V., militant du mouvement juif : **II**, 312, 538.
- ROUBINOV, Iakov, chef du département administratif de l'état-major du « Corps des Cosaques vermeils » : **II**, 138, 326.
- ROUBLEV, André, peintre d'icônes russes : **II**, 499 et n.*.
- ROUDÉVITCH : **I**, 262.
- ROUDNEV, V., S.-R., membre dirigeant des *Sovremennye zapiski* : **II**, 185.
- ROUDZIEVSKI : **I**, 376.
- ROUDZOUTAK, Jan E., bolchevik : **II**, 230.
- ROUFÉLÉVITCH, Aron, dit Taratut : **II**, 98.
- ROUKHMOVITCH, Moïse, vice-président du Soviet pan-russe de l'économie : **II**, 236, 292, 323, 326.
- ROUKHMOVITCH, M. : **II**, 309.
- ROUKHLOV : **I**, 540.
- ROUL : **II**, 263 n. 136.
- ROJMAN, directeur de département de l'Institut Physico-technique : **II**, 351.
- ROUTENBERG, Pinkous (Piotr), assassin de Gapone : **I**, 396 ; **II**, 59, 64.
- ROUTKOVSKI, A., fondé de pouvoir régional du Guépécou-NKVD : **II**, 318, 321.
- ROVNITSKY : **I**, 373.
- ROZANOV, V. V. : **I**, 486, 492 et n. 82, 512.
- ROZENBERG, Marcel, diplomate : **II**, 312, 325.
- ROZENGOLTS, Arcadi P. : **II**, 325.
- ROZENOR, T., administrateur des *Pétroles* : **II**, 309.
- ROZOVSKI, Naoum, procureur général de l'Armée rouge : **II**, 313, 325.
- RUBINSTEIN, Anton, pianiste : **II**, 563 et n.***.
- RUBINSTEIN, B. : **II**, 183.
- RUBINSTEIN, Dmitri L., banquier : **I**, 547-551 ; **II**, affaire - : **I**, 552 ; **II**, 34, 115.
- RUBINSTEIN, les frères : **II**, 110.
- RUBINSTEIN, Modeste, chef de section politique de corps d'armée : **II**, 137.
- RUBINSTEIN, N. : **II**, 485 et n. 20, 491 n. 23, 527 n. 26.
- RUSSELL, Bertrand : **II**, 461.
- RUTMAN, Roman, cybernéticien : **II**, 239 n. 74, 455 n. 35, 464 n. 75, 509, 510 n. 41 et 42, 520 n. 12.
- RUTTENBERG, Petr : **II**, 556 et n.*.
- RYBAKOV, Anatoly, écrivain : **II**, 465.
- RYKLINE, G. : **II**, 196 n. 58, 349.
- RYKOV, Alexei Ivanovitch, président du Conseil des commissaires du peuple, membre du Commissariat à l'Instruction publique : **II**, 280, 305.
- RYSS, Pierre, collaborateur de *Poslednie novosti* : **II**, 184.
- RYVKINE, Oscar, leader du Komsomol : **II**, 91, 326.
- SAAKIAN : **II**, 67.
- SAKHAROV, Andreï Dmitrievitch : **II**, 484.
- SALBERG, J. B. : **II**, 448 n. 8.
- SALOMON : **I**, 16 n.*****.
- SALOMON, écuyer : **I**, 312.

- SALTYKOV-SCHEDRIN, M. E. : I, 217 et n. 58.
- SALTYKOV-CHTCHÉDRINE, Mikhaïl Ievgrafovitch Saltykov, dit : II, 84, 305.
- SAMORODNITSKI, Pinhas : II, 22 n. 61, 23 n. 64, 546 n. 12.
- SAMOSOUD, Samuïl, chef d'orchestre du Bolchoï : II, 346.
- SAMUELI, Tibor : II, 153.
- SANDETSKI, général russe : I, 535.
- SANDLER, Assir : II, 370 et n. 12.
- SARAH, femme du pape Alexis : I, 22.
- SARATOV, l'affaire de : I, 491.
- SARTRE, Jean-Paul : II, 15 n. 36, 557.
- SATANOVER, Mendel : I, 63.
- SATTON, E. : II, 261 n. 130.
- SAVINKOV, B. : I, 395 ; II, 212.
- SAVSKI : II, 63.
- SCHACHT, Hjalmar, président de la Reichsbank : II, 264.
- SCHADENKO, Efim : II, 139.
- SCHAPIRO, Léonard : II, 88 n. 7, 91 n. 17, 155, 272 n. 173.
- SCHEFFEL, conseiller municipal : I, 412.
- SCHEKHTMAN, G., nationaliste : II, 210, 211.
- SCHEKHTMAN, J. B. : II, 154 n. 40, 155 n. 41 et 43.
- SCH EINMAN, président du Directoire de la Gosbank d'URSS : II, 237.
- SCHER, sous-lieutenant : II.
- SCHERBAK, grand-père de Soljénitsyne : I, 329.
- SCHERBAKOV : II, 504.
- SCHIFF, Jacob, banquier : I, 297, 282, 283, 386, 388, 539 ; II, 40, 50, 53.
- SCHILLER, Friedrich von : I, 184.
- SCHILMAN, A., chef de la section opérationnelle du « Corps des Cosaques vermeils » : II, 138.
- SCHIMKINE, V., éditeur de *Novoe rousskoe slovo* : II, 186.
- SCHIRWINDT, Evseï, chef de la Direction générale des lieux de détention de l'URSS : II, 229.
- SCHLEISNER, Olga : I, 237.
- SCHLESINGER, banquier : II, 261.
- SCHLIKHTEK, Alexandre : I, 410-412 ; II, 147, 266, 292.
- SCHMIDT, V. : II, 101.
- SCHNEERSON, Marie, historienne de la littérature : II, 512 et n. 48.
- SCHOLOM-ALEICHEM : I, 345.
- SCHORS, Nicolas : II, 139.
- SCHOTMAN, puis Danilov, social-démocrate : II, 71.
- SCHREIDER, G. : II, 66.
- SCHTEMBERG, I. : II, 183.
- SCHTOLEKER, F., le *Standartenführer* SS : II, 403, 409.
- SCHTURMAN, D. : II, 12 n. 19.
- SCHUB, D. : I, 237 n. 2, 257 n. 56 et 57, 259, 271 n. 91, 394 et n. 72 ; II, 89 et n. 10, 385 et n. 45.
- SCHÜTZ, I. I. : II, 225 n. 30.
- SCHWARZ : II, 141.
- SCHWARZ, Isaak (Simon), premier président de la Tchèque : II, 144.
- SCHWARZ, Naoum, psychiatre : II, 330.
- SCHWARZ, Salomon M., menchevik : I, 185 n. 154, 353 n. 186 ; II, 12 et n. 18, 64, 149, 174 et n. 101, 219 et n. 10, 220 n. 12, 248 et n. 98, 249 n. 100, 252 et n. 106 à 108, 253 n. 109 et 111, 274 n. 180, 333, 334 et n. 78, 335 n. 85, 341 n. 104, 342 n. 105 et 106, 343 n. 109, 111 et 112, 353 et n. 145, 354 n. 147, 355 n. 151, 373 n. 4, 374, 375 n. 10 et 13, 377 et n. 19, 377 n. 21, 378 n. 22, 380 n. 29, 384 n. 42, 385 n. 44, 388 et n. 59, 390 n. 64, 401 n. 98, 99, 101 à 103, 402 n. 106 à 109, 403 et n. 111 et 114, 404 n. 118, 405 et n. 121, 123 et 125, 406 n. 127 à 129, 407 n. 134, 408 et n. 136, 138 et 139, 410 n. 141, 413 et n. 152, 414 n. 153 et 156, 415-417 et n. 162, 423 n. 2, 425 n. 5, 428 n. 18 et 19, 429 n. 20 à 22, 438 et n. 49 et 50, 446 n. 2 et 3, 448 et n. 9, 449 n. 10 et 11, 451 n. 16 à 18, 452 et n. 21 et 23, 453 n. 26 et 27, 454 n. 33, 460 n. 58 et 61, 461 et n. 62 et 64, 463 n. 70, 464 n. 72, 465 n. 76 et 78, 468 n. 91.
- SCHWARZ, Simon : II, 155, 229.
- SCHWARTZ, étudiant : I, 258.
- SCHWARTZBARD, Samuel, assassin de Petlioura : II, 211, 212, 406.
- SCHWEITZER, Maximilian : I, 395.
- SWARTZ, J. : II, 309.
- SÉDYKH, André (J. Tsvibak), correspondant parisien de *Segodnia* : II, 178 n. 5 et 6, 181 n. 11, 182 n. 12, 183-185 et n. 18, 186 n. 23, 187 n. 24.
- SEGRÉ, Dan : II, 24 n. 67.
- SÉGUR, Sophie Rostopchine, comtesse de : I, 553 n.**.
- SELIGMANN, banquier : I, 321.
- SEMENNIKOV, V. N. : I, 550 n. 81.

- SEMENOV, J., directeur de *Rossia* : II, 187.
- SEMIÉNOVSKI, le régiment : I, 447.
- SEMONOV, tchékiste : II, 226.
- SEREBRENNIKOV, A. : II, 513.
- SEREBRIANNIKOV, A. M. : II, 95 n. 25.
- SERGE Alexandrovitch, grand-duc, frère d'Alexandre III, gouverneur général de Moscou : I, 320 et n.*, 322, 395.
- SERGE de Radonèje, saint : I, 458 ; II, 287.
- SERMAN, I. : II, 507 n. 32.
- SERMUKS, assistant de Trotski : II, 92.
- SEVASTIANOV, magasinier au Goulag : II, 367.
- SEVSKI : II, 63.
- SGOVIO, Thomas : II, 364.
- SHAKED, G. : II, 550 n. 26.
- SHAMIR, M. : II, 546 n. 14.
- SHAPIRO, Isaac, chef du Département spécial du GUGB du NKVD : II, 118, 316-318.
- SHAPIRO, Leonard : I, 253 n. 43 ; II, 231 et n. 46, 403 n. 112, 443 n. 65, 450 n. 14, 451 n. 20, 452 n. 25, 456 et n. 40, 457 n. 43, 458 et n. 51 et 52, 459 n. 56, 460 n. 60, 462 n. 67, 466 n. 84, 498 n. 16.
- SHEIMAN, chef à la construction de la voie ferrée Kotlas Vorkouta : II, 364.
- SHEKHTMAN, I. B. : II, 122 n. 98 et 99, 173 n. 96.
- SHIRVINDT, Evséï, tchékiste : II, 321.
- SHOLEM, Gersom : II, 23.
- SHTAIN, B., diplomate : II, 312.
- SHTEINSALZ, Pav Adin, didascale : II, 557.
- SHTIFTER, « banquier bolchevique » : II, 115.
- SHUB, D. : II.
- SIGISMOND I^{er} Jagellon, dit le Vieux ou le Grand, roi de Pologne : I, 36.
- SIGISMOND II Auguste Jagellon, roi de Pologne : I, 26, 27.
- SILBERBERG, Ilya : II, 525.
- SILBERMAN, I. : II, 253.
- SILKOV, paysan : I, 376.
- SILBERBERG, Ilya, ingénieur : II.
- SIMANOVSKI, P. Ch., fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : II, 318, 321.
- SIMANOVITCH, Aron : I, 548 et n. 73 et 75, 551 ; II, 34 ; affaire — : II, 34.
- SIMIANSKI, colonel : I, 455.
- SIMON, G. : II, 224 n. 24, 257 et n. 125.
- SIMON, James : I, 389.
- SIMONOV, Kirill Mikhaïlovitch, dit Konstantin, écrivain : II, 388.
- SIMONS, le Dr A., pasteur méthodiste : II, 42, 92.
- SINÉGOUB, junker : II, 80.
- SINGER, Léon : II, 219.
- SIPIAGUINE, Dmitri Sergeïevitch, ministre de l'Intérieur : I, 322 et n.*, 328, 388, 395 et n.**, 397.
- SIROTA, Guerschon, rabbin : II, 372.
- SKHARIA : I, 22, 25.
- SKRYPNIKOVA, A. P., détenu du Goulag : II, 364.
- SKLIANSKI, Ephraïm : II, 92-94, 135.
- SKORKINE, K. V. : II.
- SKOROPADSKI, le hetman : I, 30.
- SKOROPADSKI, le hetman (en 1918) : II, 156.
- SKOUD, M., collaborateur du Complexe militaro-industriel : II, 351.
- SKOUNDINK, Boris, suppléant du chef de la section politique de la première armée de cavalerie : II, 137.
- SKVIRSKI, Boris, diplomate : II, 312, 326.
- SKVORTSOV-STEPANOV : II, 295.
- SLANSKI, Rudolf, Secrétaire général du PC tchéque : II, 440.
- SLATCHEV, général blanc passé aux Soviétiques : II, 212.
- SLAVINE, Iossif : II, 136, 326.
- SLAVINE, Avrom-Levik : II, 340.
- SLAVINSKI, M. : I, 519 n. 49, 523 et n. 62.
- SLEPAK, Salomon : II, 117.
- SLÉPAK, Vladimir, militant du mouvement juif : II, 117, 538.
- SLIANSKI, Efraïm : II, 147.
- SLIOSBERG, A. G. : I, 138.
- SLIOSBERG, G. B., avocat : I, 33 et n. 81, 154 et n. 20, 159 n. 41, 165 n. 62, 176 n. 102 et 104, 186, 201 et n. 220, 209, 210 n. 35, 227 et n. 93, 272 et n. 95, 273 et n. 102, 278 n. 120, 279, 296 et n. 86, 300 n. 2, 301 et n. 6, 302 et n. 7, 304-306 et n. 23 et 25, 311, 312 et n. 40 et 42, 314 et n. 47 à 49, 316 n. 57 à 59, 318-320 et n. 69 à 71, 321 n. 75, 326 n. 85, 327 et n. 88, 334 n. 113, 339 n. 131, 341 n. 138, 342 et n. 141, 343 et n. 144 et 145, 346 n. 160, 347 et n. 165, 361 et n. 203, 366 et n. 224, 367 n. 225, 371 n. 237, 379, 380 et n. 18, 282 n. 24, 283 et n. 29, 384 n. 31, 388-391 et n. 59, 392 et n. 66, 393 et n. 67 à 69, 394 n. 70, 405

- n. 113, 442 et n. 141, 443 n. 143, 455 n. 173, 460 n. 5, 466 n. 24, 469 et n. 33, 485 n. 72, 486 et n. 73, 489 n. 77, 491, 492 n. 80, 495 n. 87, 507 et n. 23 à 25, 510 et n. 32, 529, 530 n. 10 et 12, 534 n. 28, 536 n. 33, 537 n. 35 et 36, 538 n. 38, 541 et n. 50 et 52, 543 n. 60, 548 n. 74 ; **II**, 11 et n. 12, 19 et n. 51, 31 et n. 9, 33 et n. 15, 65, 282 n. 208, 564 n. 79.
- SLIOSBERG, Heinrich : **I**, 212 n.*.
- SLIVA, le sous-lieutenant : **II**, 164.
- SLONIM, Marc : **II**, 213.
- SLOUTSKI, A. A., chef du Département de l'Étranger du GUGB du NKVD : **II**, 315, 316.
- SLOUTSKI, Boris, poète : **II**, 389.
- SLOUTSKI, I. : **II**, 274 n. 178, 277 n. 187, 286 n. 231.
- SLOUTSKINE, directeur de département de l'Institut Physico-technique : **II**, 351.
- SMIDOVITCH, membre du Comité Exécutif central : **II**, 280.
- SMILGA : **II**.
- SMIRNOV, **II**, 504.
- SMIRNOVA, Anna Alekséievna, grand-mère paternelle de Lénine : **II**, 84.
- SMIZNOV, le Dr : **I**, 352.
- SMOLENSKINE, Perets : **I**, 194, 281, 282, 285 ; **II**, 21.
- SMOLIAR, Girsh : **II**, 430.
- SMOUCHKEVITCH, Iakov, surnommé « le général Douglas », inspecteur des Forces armées aériennes : **II**, 324-325.
- SOBOLEV, L. : **II**, 381.
- SOKOLNIKOV-BRILLIANT, Grigori : **II**, 85, 136, 326.
- SOKOLOV : **II**, 159.
- SOKOLOVSKAIA, Alexandra : **I**, 396.
- SOKOLINSKI, D. M., fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : **II**, 318.
- SOKOLSKI-GRINBERG, Matias, inspecteur principal de la musique au Commissariat à l'Instruction publique : **II**, 290.
- SOLJÉNITSYNE, Alexandre : **I**, 369, 443, 488, 539, 540 n. 45 ; **II**, 42, 44-45, 53, 74, 117 n.*, 296, 304, 357, 363, 365, 366, 368-370 et n.*, 399, 513 n.*, 514, 516, 529 ; son père : **I**, 559.
- SOLOGOUB, Fédor : **I**, 67 n. 2, 128 n. 55, 150 n. 6, 327 n. 89 ; **II**, 30 et n.*.
- SOLOKOV, N., D. avocat : **I**, 370, 379.
- SOLOMINE, Ilya, sergent : **II**, 389.
- SOLOMON, G. A. : **II**, 43, 234 et n. 54.
- SOLOMONOV, Solomon, chef comptable de camp : **II**, 366-369.
- SOLOVETCHIK, A., banquier : **I**, 336.
- SOLOVETCHIK, Raphaël : **I**, 261.
- SOLOVETCHOUK, S. : **II**, 182.
- SOLOVIEV, S. M. : **I**, 18 n. 6, 20 n. 15, 22 et n. 25, 23 n. 31, 25 n. 37, 29 n. 61, 30 n. 62, 32 n. 71 et 73, 33 n. 75, 34 n. 83, 35 n. 84 et 85, 38 n. 95.
- SOLOVIEV, Vladimir I. : **I**, 116 et n. 32.
- SOLOVIEV, Vladimir S. : **I**, 350-351 et n. 179 et 181, 500, 515, 522 ; **II**, 17 et n. 44.
- SOLOVIOV : **I**, 247.
- SOLOVIOV-SEDOÏ, compositeur de chansons : **II**, 347.
- SOLTZ, A., assistant de Vychinski : **II**, 305.
- SOLTZ, Isaac, vice-commissaire du Commissariat à la Justice : **II**, 307, 326.
- SOMBART, Werner : **I**, 278.
- SONNENBERG, Zündel : **I**, 92.
- SOPHIE PALÉOLOGUE, princesse : **I**, 23 n.***, 25.
- SORINE : **I**, 496.
- SORKINE, Naoum : **II**, 136, 326.
- SOROKIN, Pitirim : **II**, 135 n. 2.
- SOROKINE, Ivan : **II**, 139.
- SOSNOVSKI, Lev : **II**, 249, 326.
- SOTNIKOVA, E. : **II**, 534 n. 41.
- SOUDARSKI, Itzhok, membre de la Section européenne près le Comité Central du PCR : **II**, 337.
- SOUDOPLATOV, Pavel Anatolievitch, agent du NKVD, coorganisateur de l'assassinat de Trotsky : **II**, 321 n. 21, 349 et n. 135, 384 n. 41, 427.
- SOUKHANOV, Nikolaï : voir Guimmes-Soukhanov, Nikolaï.
- SOUKHAREVSKAIA, G. : **II**, 539 n. 68.
- SOUKHODOLSKI : **II**, 63.
- SOUKHOMLINOV, Vladimir, général russe, ministre de la Guerre : **I**, 416, 529, 555 et n.*.
- SOUKHOTINE, N. N., général russe : **I**, 263.
- SOUKONIK, A. : **II**, 482 n. 16.
- SOUKOVNINE, ancien gouverneur de Kiev : **II**.
- SOURTIZ, Iaa., diplomate : **II**, 312.
- SOURKOV, secrétaire du l'Union des écrivains : **II**, 449.
- SOVORINE, publiciste : **I**, 252, 469, 475, 549 ; **II**, 186.

- SOZONOV, S. R., terroriste : **I**, 276 n.**,
395.
- SPENCER, Herbert : **I**, 186.
- SPENGLER, Oswald : **II**, 207.
- SPÉRANSKI : **I**, 228.
- SPÉRANSKI, Michel, ministre de la Justice
d'Alexandre 1^{er} : **I**, 63 et n.**, 66.
- SPIEGELGLAS, Sergéï, chef du départe-
ment extérieur du NKVD : **II**, 229.
- SPIELREIN, Sabina, psychanalyste et col-
laboratrice de C. Jung : **II**, 372.
- SREBRENNIKOV, A. : **I**, 246.
- STACHEVSKI-GUIRCHFELD, Arthur, diplo-
mate : **II**, 312, 326.
- STALINE, Iossip Vissarionovitch Djou-
gachvili, dit : **I**, 148 ; **II**, 86, 91, 118,
119, 122, 123, 142, 235, 261, 288,
291-293, 297, 304, 305, 307, 308, 312,
315, 334-336, 339, 345, 352-354, 363,
379, 380, 384, 386, 391, 400, 423-444,
445, 448, 449 n.*, 461, 476 n.*, 482,
486, 488, 517.
- STALINSKI, E. : **II**, 385 n. 47, 388 n. 60,
391 n. 69.
- STANISLAVSKI, Y : **II**, 278.
- STANKÉVITCH, B. V., membre du Comité
exécutif : **II**, 47, 68 et n. 58.
- STANKIÉVITCH, Nikolaï Vladimirovitch :
I, 235 et n.**.*.
- STÉFANOVITCH : **I**, 239.
- STEIN, Boris Efimovitch : **II**, 232, 312.
- STEIN, Iouri : **II**, 512 et n. 47.
- STEINBERG : **II**, 81.
- STEINSALZ, Rabbi S. : **II**, 18 n. 45, 19
n. 47.
- STEPOUN, F. A. : **I**, 268 ; **II**, 186.
- STÉPOUN, Théodore : **II**, 207 n. 86.
- STERN, I. : **II**, 449 n. 12, 465 n. 83, 466
n. 85, 532 n. 33, 534 n. 44, 565 n. 82.
- STERNBERG, Léon : **I**, 250-251, 391.
- STOLYPINE, Piotr Arkadievitch, ministre
de l'Intérieur puis Premier ministre de
Nicolas II : **I**, 267 n.*, 307, 330, 415,
442, 447, 448, 457, 459, 464, 467,
476, 478, 479, 481, 483-489, 493, 504
n.**, 511 n.*, 5250 527, 528, 540 n.*,
556 ; **II**, 36 et n.**, 102, 192, 508.
- STOUTCHKA, du Commissariat à la
Justice : **II**, 101.
- STRAUSS, Oscar : **I**, 386.
- STROGANOV, gouverneur général de Nou-
velle Russie : **I**, 151.
- STROMINE-STROIEV, Albert : **II**, 229.
- STRUK : **II**, 159.
- STRUVE, Gleb : **II**, 178 n. 4, 186 n. 21.
- STRUVE, Nikita : **II**, 22 n. 59.
- STRUVE, Pierre B., rédacteur de *Rossia* :
I, 513, 516, 517 n. 43, 518 et n. 15,
519 et n. 47, 521 et n. 54 ; **II**, 185,
187, 206, 263 et n. 135.
- STURMAN, Dora : **II**, 297, 298 n. 261,
462, 463 n. 69, 513, 518 n. 6.
- STÜRMER, Boris, Premier ministre, puis
ministre des Affaires étrangères : **I**,
549 et n.*.
- SUMENSON, Evguénia : **II**, 94.
- SUN-YAT-SEN : **II**, 117.
- SUTTON, Anthony : **II**, 59 n. 33, 115 et
n. 79, 302 et n. 3 et 4.
- SVANIDZÉ, Alexandre, diplomate : **II**,
312.
- SVERDLOV, Benjamin : **II**, 60, 326.
- SVERDLOV, Iakov M., secrétaire du
Comité central et adjoint gouverne-
mental de Lénine : **I**, 150, 470 ; **II**, 60,
85, 91, 93, 100, 101, 108, 135, 136,
514, 562.
- SVERDLOV-père : **II**, 137.
- SVET, Gershom : **I**, 228 n. 95, 263 n. 72,
287, 392 n. 64 ; **II**, 13 n. 22, 183, 278
n. 189 et 192, 284 n. 219, 285 n. 222
et 225, 286 n. 228, 340 n. 99, 346
n. 125.
- SVÉTLOV-NAKHAMKIS, Iouri : voir
Nakhankis-Svétlov, Iouri.
- SVETOV, Félix, dit Scheidman, écrivain :
II, 434, 511 et n. 46, 514.
- SVIATOSLAV, prince de Kiev : **I**, 15 n.*,
16 et n.**, 17 n.**, 18, 19, 22 n.*.
- SVIATOPOLK Iziaïlavitch, prince de Po-
lovsk, puis de Tomov et de Kiev : **I**,
18 et n.*.
- SVIATOPOLK-MIRSKI, ministre de l'Inté-
rieur : **I**, 384.
- SVIRSKI, Grégoire, écrivain : **II**, 526.
- SYROKOMSKI : **II**, 459.
- SYRTSOV, Sergueï I., président du Conseil
des commissaires du peuple de Russie,
membre suppléant du Bureau politi-
que : **II**, 305.
- SZAFRAN, le Dr : **I**, 352.
- TALROV-KORNBLIT, A., metteur en scène :
II, 289.
- TAL, Boris, vice-commissaire à la
Défense et chef de la Direction politi-
que de l'Armée rouge : **II**, 306, 326.
- TAMERLAN : **I**, 16.
- TALMI, L., membre du CAJ : **II**, 439.

- TANITCH, Mikhaïl, poète-auteur de chansons : **II**, 347.
- TANKÉLÉVITCH, Aron Moïsséïévitch : **II**, 242.
- TARANOVSKI, chef d'état-major : **II**, 159.
- TARASSOV, paysan : **I**, 560.
- TARCHIS, Iossif Aronovitch, dit Piatnitski : **II**, 98.
- TARLÉ, E., historien : **II**, 41.
- TATÏSCHEV, V. N. : **I**, 19 et n. 11 et 12 et n.*.
- TCHAADAEV, Petr Iakovievitch, philosophe russe : **II**, 495.
- TCHAIANOV, A. V., économiste : **II**, 293 et n.*.
- TCHAIKOVSKI, Nikolaï (socialiste-populaire) : **I**, 237 ; **II**, 74.
- TCHAKOVSKI : **II**, 482, 525.
- TCHANG-KAI-SHEK : **II**, 117.
- TCHAPAEV, Vassili : **II**, 139.
- TCHAPLINSKI, procureur : **I**, 492 ; **II**, 35.
- TCHÉGLOVITOV, ministre de la Justice : **II**, 35.
- TCHÉKHOV, Anton Pavlovitch : **II**, 503, 549.
- TCHEMERISSKI, Alexandre, membre de la Section européenne près le Comité Central du PCR : **II**, 337.
- TCHEREPIAK, les fils : **I**, 493.
- TCHEREPIAK, Vera : **I**, 493, 497.
- TCHERNAK, A. : **II**, 556 n. 44.
- TCHERNOMORDIKOV, David : **II**, 290, 349.
- TCHERNOV, Viktor Mikhaïlovitch, président de l'Assemblée en 1917, commissaire du peuple : **II**, 64.
- TCHÉRNY, Léon : **I**, 397.
- TCHERNY, Sacha (A. Gliksberg), humoriste : **II**, 184.
- TCHERNYCHEVSKI : **I**, 242, 238 n.* ; **II**, 84.
- TCHERTKOV, D. : **II**, 66.
- TCHERTOK, S. : **II**, 397 n. 87.
- TCHIGUILLI, A. : **II**, 291.
- TCHIRIKOV : **I**, 513, 514 ; affaire — : 513, 515, 516.
- TCHITCHÉRINE, Georgui : **II**, 232, 233, 279.
- TCHKHÉDZÉ, Nikolaï Semionovitch, leader menchévique, président du soviet : **I**, 553 ; **II**, 67.
- TCHORBA, médecin : **I**, 364.
- TCHOUBINE, Iakov, 1^{er} secrétaire du Comité Central de Turkménie : **II**, 306, 326.
- TCHOUDNOVSKI, Grigori : **II**, 80, 136, 155.
- TCHOUDNOVSKI, Solomon : **I**, 241, 242.
- TCHOUDNOVSKI, mathématicien : **II**, 530.
- TCHOUIAK-NASSIMOVITCH, N. : **II**, 66, 326.
- TCHOUKOVSKAÏA, Lydia K. : **II**, 329, 520, 540.
- TEFI : **II**, 179.
- TEITEL, J. L. : **I**, 178 et n. 113, 192, 193 n. 191, 306, 307 n. 26, 310, 316, 317 n. 60, 319, 352 et n. 184, 442 n. 139, 500 et n. 3, 541 n. 51.
- TÉLÉGUINE, S. (G. Kopylov) : **II**, 495, 496, 499.
- TELNIKOV, V. I. : **I**, 21 et n. 79, 226.
- TEMIROV, I. E. : **I**, 304 n. 13, 354 n. 189.
- TÉOUCH, V. L. : **II**, 368, 369.
- TEOUMINE, E., membre du CAI : **II**, 439.
- TEPER, le S.-R. : **I**, 426.
- TERNOVSKI, banquier : **II**, 261.
- TERECHTENKO, ministre des finances : **II**, 49.
- TESS : **II**, 349.
- TIKHOMIROV, L. : 237, 472.
- TIKHON, YBelavine, le Patriarche : **II**, 106, 107.
- TIMOCHENKO, Semion : **II**, 139.
- TIOUTCHEV, Fedor Ivanovitch, poète : **II**, 497.
- TIOUTHOUNIK : **II**, 159.
- TIRKOVA-WILLIAMS, A., membre du parti K.D. : **II**.
- TITUS : **II**.
- TKATCHEV, Piotr Nikitch : **I**, 214 n.**.
- 238.
- TOBINSON-KASNOCHTCHÉKOV, chef du gouvernement de la région de l'Extrême-Orient soviétique : **II**, 61.
- TOLLER, Ernst : **II**, 114, 152, 153.
- TOLSTOÏ, Alexeï Konstantinovitch : **II**, 381.
- TOLSTOÏ, Dimitri A., ministre de l'Instruction d'Alexandre II, puis de l'Intérieur d'Alexandre III : **I**, 180, 223, 230.
- TOLSTOÏ, Léon Nikolaïévitch : **I**, 173 et n. 96, 208, 292, 351, 444, 445, 509 ; **II**, 84.
- TOMSKI, Mikhaïl Pavlovitch, secrétaire du Conseil central des syndicats : **II**, 305.
- TOPOROV, V. N. : **I**, 17 n. 5, 18 n. 8, 24 n. 33.
- TOUKHATCHEVSKI, Mikhaïl : **II**, 139, 147.

- TOUR, les frères : **II**, 349.
- TOURAU, sénateur : **I**, 408, 421, 422 ; rapport — : **I**, 410, 413, 441 n. 135.
- TOURGUENIEV, Ivan Sergueïevitch : **I**, 174 n. *, 242 et n. **, 251, 252 ; **II**, 84.
- TOUROVSKI, Semion, chef d'état-major du « Corps des Cosaques vermeils » : **II**, 138, 326.
- TOYNBEE, Arnold : **II**, 559.
- TRAHTENBERG, G. I., premier procureur du Sénat : **I**, 311.
- TRAUBERG, L., réalisateur : **II**, 288, 348.
- TRETSCHKE, Heinrich von, historien : **I**, 349.
- TREPOV, D., vice-ministre de l'Intérieur : **I**, 395 et n. ****.
- TREPOV, général, gouverneur général de Saint-Petersbourg : **I**, 406, 416.
- TREPPER : **II**, 398.
- TRILISSE, Meïr, *alias* Mikhaïl Moskvine, adjoint de Iagoda, puis membre du présidium du NKVD : **I**, 394 ; **II**, 66, 226, 228, 229, 305, 321.
- TROIANOVSKI, membre du Politburo : **II**, 227.
- TROITSKI, I. M. : **I**, 104 n. 104, 106 n. 111, 137 n. 87, 160 n. 45, 178 n. 114, 180 n. 127, 181 n. 126, 186 n. 158, 192 n. 189, 303 n. 9, 307 n. 27, 344 n. 149, 479 n. 58, 494, 542 n. 56, 543 n. 58 ; **II**, 157 n. 47 à 49.
- TROTSKI, Lev Davidovitch Bronstein, dit Trotski, Léon : **I**, 253, 275, 328, 329 et n. 94, 396, 407, 470 ; **II**, 59-61, 66, 71, 80, 81, 82 n. 92, 85, 91-93, 101 et n. 40, 115, 117, 122, 123, 126, 129, 130, 133, 135, 142, 144, 149, 164, 167, 182, 244, 287, 289, 291, 305, 315, 318, 331, 354, 354 n. 149, 509, 514, 562.
- TROUBETSKOÏ, G., prince : **II**, 171, 172 n. 90.
- TROUBETSKOÏ, S. E. : **II**, 94 n. 23.
- TRUMPELDOR, Iossif : **I**, 386 ; **II**, 53, 77.
- TRUMAN, Harry S. : **II**, 440.
- TSALKOVITCH, Isaïe, commissaire militaire : **II**, 138, 326.
- TSARINNIK, M. : **II**, 333 n. 77.
- TSATSKIS, A. : **II**, 183.
- TSEKHANOVSKI : **II**, 63.
- TSESARSKI, Vladimir, fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : **II**.
- TSÉTLINE, Efim, directeur du secrétariat de Boukharine : **II**, 236, 326.
- TSÉTLINE, Michel (Amari) : **II**, 179, 185.
- TSÉTLINE, Marie : **II**, 179.
- TSEDERBAUM, Julius : **I**, 269.
- TSÉRETELLI, Irakli Georgievitch, dirigeant menchevik, ministre de l'Intérieur : **II**, 77.
- TSESARKI, V., chef du Département des Registres du GUGB du NKVD : **II**, 316, 318.
- TSIAVLOVSKI, M. A. : **II**, 95 n. 25.
- TSIGELMAN-DYMERSKI, L. : **II**, 465 n. 82, 550 n. 25, 565 n. 81.
- TSIKHOTSKI, colonel, chef de la police de Kiev : **I**, 415, 416, 421.
- TSIPKINE : **I**, 424.
- TSUKERMAN, Leïser : **I**, 249.
- TSYROULNIKOV, S. : **II**, 23 n. 62, 24 n. 71, 90 et n. 16, 376 n. 16, 430 n. 24 et 25, 533 n. 37, 544 n. 6, 545 n. 11, 561 n. 66.
- TURATI, Filippo : **I**, 251 et et n. ****.
- TUMERMAN, Léon : **II**, 466.
- TYRKOVA-WILLIAMS, Ariadna, membre du parti Cadet : **I**, 461 et n. 9, 468 et n. 32 ; **II**, 116 et n. 80, 123 et n. 103, 187, 288, 289 n. 237.
- UFLAND, Y., poète : **II**, 505 et n. *.
- UFLAND, M. : **I**, 255.
- ULRICH, voisin des Azbel : **II**, 126.
- UNSCHECHTE, Commissaire-adjoint à la Marine de guerre en 1925 : **II**, 228, 230, 310.
- VAIMAN, D. : **II**, 136.
- VAIMAN, Naum : **II**, 19 n. 50.
- VAINER, les frères : **I**, 250.
- VALS, A. : **II**, 406 n. 131, 407 n. 132 et 133.
- VALT-LESSINE, Abam : **I**, 251, 253, 279 et n. 123.
- VANNIKOV, Boris, commissaire du peuple aux Munitions : **II**, 386.
- VARCHAVSKI, A. : **I**, 159, 176.
- VALOUEV, ministre de l'Intérieur d'Alexandre II : **I**, 151.
- VANNOVSKI : **I**, 270.
- VARCHAVSKI : **I**, 316, 335.
- VASSILENKO, Dr, médecin du Kremlin : **II**, 99.
- VASSILI III, grand-prince de Moscou : **II**, 476 n. *.
- VASSILIEV, A. T., directeur du département de la Police : **II**, 34.

- VASSILIEV, le Dr : I, 364.
 VATENBERG, I., membre du CAJ : II, 439.
 VATENBERG-OSTROVSKI, T., membre du CAJ : II, 439.
 VATSETIS, I. I., chef d'état-major : II, 230.
 VAVELBERG : I, 336.
 VELLER, Moïse : I, 251.
 VENGUEROV, S., critique : I, 188.
 VENIAMINE, le métropolitain : II.
 VIREVKINE, Matthieu : I, 27.
 VERGÉLIS : II, 525.
 VERITE, I. : II, 349.
 VERKHOVSKI, Girshfeld-Stachevski, dit, chef de l'agence de renseignement du Front de l'ouest : II, 61.
 VERNADSKI, Vladimir I., fondateur du parti Cadet et de l'Institut du radium à Léninegrad, académicien : II, 224, 225 n. 25, 332 n. 74.
 VERNATSKI, M. : I, 335.
 VERTOV, Dziga, réalisateur : II, 287, 347.
 VESELOVSKI, Abram : I, 30.
 VESELOVSKI, Isaac, diplomate : I, 30, 34.
 VESNIK, Iakov, directeur du combinat sidérurgique de Krivoï Rog : II, 309, 325.
 VETLOUGUINE, A. : I, 397 n. 78.
 VIAZEMSKI, les princes : I, 352.
 VIAZEMSKI, Petr Andreïevitch, poète : II, 495.
 VICHNIAK, Mark, S.-R., membre dirigeant des *Sovremennye zapiski* : II, 74, 182, 183, 185, 197, 386, 387 n. 52.
 VICHNITSER, M. L. : I, 388 n. 45.
 VICTORIA, reine de Grande-Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes : I, 142.
 VICTOROV, dit Zlotchevski, écrivain : II, 434.
 VILBOUCHÉVITCH, Maria : I, 276.
 VILENKINE, Alexandre Abramovitch : II, 125.
 VILENKINE, G. A. : I, 382.
 VINAVER, Maxime : II, 32, 33, 51, 55, 64, 78, 184, 186.
 VINAVER, Rosa Georgiévna : 32, 33 n. 13.
 VINER, J. : II, 555 n. 40.
 VINNITCHENKO : II, 156, 158, 167.
 VINNITSKI, Moïse, dit « Michka le Jap' » : II, 138, 147, 172.
 VINOGRADOV, Dr V. : II, 441.
 VIPPER, procureur : I, 493, 494, 497 ; II, 35.
 VIPPER, R., professeur d'histoire médiévale : I, 497.
 VISSARIONOV : I, 312.
 VISSÉ, Rut : II, 23 n. 65.
 VITKOVSKI, D. P., détenu du Goulag : II, 319, 364.
 VIVIÈRE : I, 30.
 VIZNER, Ignace, ichékiste : II, 143.
 VLADIMIR, saint : I, 17 et n.** ; II, 296.
 VLADIMIR MONOMAQUE : I, 18-19, 22.
 VLADIMIR ALEXANDROVITCH, grand-duc, frère d'Alexandre III : I, 212, 261 et n.** ; 395.
 VLADIMIRSKI, M., directeur de la Commission de révision du Comité Central : II, 101, 306.
 VLADIMIROVA, Lia : II, 538.
 VLADIMIROV-CHEINFINKEL, Miron : II, 97, 236.
 VLADISLAV, roi polonais : I, 28 et n*.
 VLADISLAV JAGELLON, roi de Pologne : I, 36.
 VOÏKOV, P. L., bolchevique : II, 101, 212.
 VOÏTINSKI, émissaire du Comité exécutif : II, 74.
 VOLINE, V. : II, 487 n. 22.
 VOLINE-EICHENBAUM, Vsevolod : II, 62.
 VOLINE-FRADKINE, B. M., chef du Glavlit : II, 349.
 VOLKOV-MOUMOUTSEV, N. V. : I, 304 n. 12317 n. 61.
 VOLKOVYSSKI, N., correspondant berlinois de *Segodnia* : II, 182, 183.
 VOLODARSKI, V. : II, 60, 91, 108, 136.
 VOÏKOLAMSK, Joseph de : I, 22.
 VOLFE, Abram, directeur du Service de l'administration et la mobilisation de l'Armée rouge : II, 314.
 VOLYNETS : II, 159.
 VOROCHILOV, Kliment Efremovitch, maréchal : II, 139, 289, 308, 324, 427, 432, 448, 562.
 VORONEL, Alexandre, détenu du Goulag : I, 512 n. 35, 526 n. 3 ; II, 10 n. 3, 23 n. 63 et 66, 24 n. 70, 26 n. 79, 27 n. 83, 28 n. 84, 297 et n. 259, 303 n. 5, 360 et n. 3, 391 n. 70, 468, 483, 518 n. 4, 520 n. 10, 531 n. 30, 535 et n. 49, 536 n. 52, 537 n. 56, 556 et n. 43, 559 n. 58.
 VORONEL, Nina : II, 27 n. 82.
 VORONTSOV, M., comte : I, 144.
 VOROVSKI : II, 108.
 VOSKOV, Semion : II, 97.
 VOSTOKOV, archiprêtre : II.

- VOUL, Léonid, « directeur » de la milice de Moscou : II, 229, 318, 320.
- VOVSI, Dr M. : II, 441.
- VOZNTSYNE, capitaine de l'armée impériale : I, 108.
- VYCHINSKI, Andreï Ianouarevitch, procureur général : II, 305.
- VYROUBOVA, Anna, demoiselle d'honneur d'Alix de Hesse, impératrice de Russie : I, 547 et n.*.
- VYSOTSKI, V., marchand de thé : II, 185.
- VYSSOTSKI, grand-père des frères Gotz : I, 267.
- WAGNER, Richard : I, 349.
- WALDHEIM, Kurt, secrétaire général de l'ONU : II, 528.
- WARBURG, les : I, 336.
- WARBURG, Paul, banquier : II, 264.
- WARTBURG, M. : I, 284, 290 n. 32 ; II, 18.
- WEBER, colonel : I, 320.
- WEIL, Louis, avocat : I, 93.
- WEINBAUM, M., rédacteur en chef de *Novoe rousskoe slovo* : II, 186.
- WEININGER, Otto : I, 291.
- WEINREICH : I, 451.
- WEINSTOCK, Ia., chef du Département des Prisons du GUGB du NKVD : II, 316, 320.
- EINSTEIN, Aron Isaakievitch (Rakhmél), membre du Bund, membre du directoire du Commissariat aux Finances d'URSS : II, 66, 118, 120, 236, 325.
- WEINSTEIN, Semion : II, 120.
- WEINSTEIN, G. E. : I, 466.
- WEISBERG, directeur de département de l'Institut Physico-technique : II, 351.
- WEISMAN, Meer : I, 360.
- WEISSKOPF, M. : II, 507 n. 37.
- WEITSBLIT, Ilya, démographe : II, 342.
- WEITSER, Izrail Ia., Commissaire du peuple aux Sovkhozes : II, 307, 325.
- WEITZMAN, Chaïm : II, 384.
- WILSON, Thomas Woodrow, président des États-Unis : I, 484, 539.
- WINAVER, Maxime Moïseïevitch, avocat : I, 309 et n.**; 361, 372, 383, 388, 389, 391, 460, 462, 506, 519, 523.
- WITTE, Sergueï Ioulievitch : I, 263, 381 et n. 22, 283 et n. 28, 386 et n. 41, 387 et n. 43, 405, 406, 407 n. 115, 432, 446, 455, 460, 468, 471 et n. 40, 475 et n. 46, 527.
- WITTENBERG, Solomon : I, 254.
- WOLF, chef de la première section de la construction du Belomor : II, 364.
- WOLF, Konrad, réalisateur : II, 348.
- WOLF, Markus, espion soviétique : II, 348.
- WOLFF, M. M., membre du collège du Commissariat à l'Agriculture : II, 308.
- WOLFSON, M. : II, 349.
- WOLFSON, Zeev : voir Komarov, B.
- WOLPE, Abram : II, 325.
- WOOLF, Lucine : I, 389.
- WRANGEL, Piotr Nikolaïevitch, comte de, général adjoint puis successeur de Denikine : I, 555 ; II, 141, 161, 170, 171 ; armée - : I, 444.
- WRANGEL, Vostokov, archiprêtre : II, 170.
- YOUZEFOVITCH, I., membre du CAJ : II, 439.
- ZADOV-ZINKOVSKI, Léon, chef du Contre-espionnage de Makhno : II, 159, 320.
- ZAGORSKI, V. : II, 95.
- ZAITSEV : I, 490, 492 ; les - : I, 176.
- ZAK, A. I. : I, 176, 336.
- ZAK, Iakov, musicien : II, 346, 525.
- ZAKHARINE, G. A., professeur de médecine : I, 157.
- ZAKHAROV-MEIER, Lev, tchékiste : II, 320.
- ZAKOVSKI, L. M., membre du NKVD : II, 315.
- ZAKS, Samuel, beau-frère de Zinoviev : II, 94, 325.
- ZALCHOUÏNE, M., collaborateur de *Poslednie novosti* : II, 184.
- ZALINE-LEVINE, Lev B., fondé de pouvoir régional du Guépécou-NKVD : II, 229, 315, 318, 320.
- ZALKIND, Ivan : II, 61.
- ZALKIND, le Dr : I, 377.
- ZALKIND-ZIEMIATCHKA, Rosalia : II, 95, 152.
- ZALKINE, I. : II, 91.
- ZALPETER, A., chef du Département opérationnel du GUGB du NKVD : II, 316, 320.

- ZALTSMAN, Isaac, commissaire du peuple à l'Industrie des blindés : **II**, 386.
- ZAMYSLOVSKI, député : **I**, 476 ; **II**, 35 et n.***.
- ZANGWILL, Zinovi : **II**, 237, 325.
- ZANGWILL, Israël : **I**, 297.
- ZANTCHEVSKI, recteur : **I**, 426.
- ZARKI, A., réalisateur : **II**, 348.
- ZAROUBEJNYI, M. : **II**, 231 n. 47, 234, 235 et n. 57.
- ZAROUDNY, A., avocat : **I**, 361, 362, 366, 370, 379, 494.
- ZASLAVSKI, David O. : **I**, 470 ; **II**, 43 n. 39, 119, 296, 349, 439.
- ZASSOULITCH, Véra Ivanovna : **I**, 261, 308 et n.*.
- ZAWADSKI, S. V., sénateur : **I**, 552 et n. 83.
- ZAVARSINE, P. P. : **I**, 368 n. 230.
- ZEEV, Vl. : **II**, 514 n. 51.
- ZELDOVITCH, académicien : **II**, 485.
- ZELENINE, Dr V. : **II**, 441.
- ZELENSKI, Isaac, secrétaire pour l'Asie centrale : **II**, 95, 97, 309, 325.
- ZELENY : **II**, 159.
- ZELIKMAN, fondé de pouvoir régional du Guépéou-NKVD : **II**, 318, 320.
- ZELIKSON-BOBROVSKAIA, Cécile, chef du département militaire du comité moscovite du parti communiste russe : **II**, 138.
- ZEMLIATCHKA, Rosalia, vice-présidente du Sovnarkom : **II**, 305, 353.
- ZILBERBERG, L. : **I**, 394.
- ZILBERMINTS, Veniamine, géochimiste et minéralogiste : **II**, 329.
- ZINOVIEV, Grigori Ievséïevitch Radomylski, dit : **II**, 43, 71, 85, 91, 94, 101, 124, 126, 144, 149, 226, 229, 291, 323, 325, 331, 509.
- ZION, étudiant : **I**, 396.
- ZISMAN, Abraham : **I**, 533.
- ZISMAN, Abram, ingénieur, détenu dans un camp : **II**, 361 et n. 5.
- ZIV, G. A., socialiste : **I**, 538 et n. 39.
- ZIV, V. économiste, collaborateur de *Segodnia* : **II**, 183.
- ZLATOPOLSKI, les frères Léon et Saveli : **I**, 254.
- ZOLA, Émile : **I**, 252.
- ZONDÉLEVITCH, A., terroriste : **I**, 236, 254.
- ZORINE-GOMMERG, S., secrétaire du Comité régional du parti (Petrograd) : **II**, 226, 325.
- ZORITCH, favori de Catherine II : **I**, 50.
- ZOSIME, archimandrite : **I**, 23-25.
- ZOTOV, N. : **I**, 255.
- ZOUBATOV, Sergueï Vassiliévitch, chef de la police secrète : **I**, 276 et n.*, 395 et n.*.
- ZOUBOV, Valérien, comte : **I**, 63.
- ZOUNDÉLEVITCH, Aron : **I**, 249, 251, 252 ; **II**, 59.
- ZOUNDELEVITCH, I : **II**, 298 n. 262.
- ZOURABOV : **II**, 94.
- ZOUSKINE, membre du CAJ : **II**, 433, 439.
- ZOUSMANOVITCH, Grigori : **II**, 97.
- ZVESDITCH, P. : **II**, 182.
- ZVIRINE, Jacob : **I**, 259.
- ZWEIG, Arnold : **II**, 298.
- ZWEIG, Stefan : **I**, 287 et n. 21, 288 et n. 23 ; **II**, 25, 26 et n. 76.
- ZWILLING, Samuel : **II**, 96.

TABLE

<i>Mentions abrégées des principales sources citées en notes par l'auteur</i>	7
<i>Tentative de clarification</i>	9
13. Dans la révolution de février	29
14. An l'an 1917	49
15. Aux côtés des Bolcheviks	83
16. Dans la guerre civile	133
17. Dans l'émigration entre les deux guerres	177
18. Les années vingt	235
19. Dans les années trente	301
20. Dans les camps du goulag	357
21. Dans la guerre avec l'Allemagne	371
22. De la fin de la guerre à la mort de Staline	423
23. Jusqu'à la guerre des Six Jours	445
24. En rupture avec le bolchevisme	471
25. Quand les accusations se retournent contre la Russie	493
26. Début de l'exode	517
27. De l'assimilation	543
<i>Postace de l'auteur</i>	567
<i>Index</i>	569

*Composition et mise en pages réalisées
par ÉTIANNE COMPOSITION
à Montrouge*

*Impression réalisée sur CAMERON par
BRODARD ET TAUPIN
La Flèche*

*pour le compte des Éditions Fayard
en août 2003*

Imprimé en France
Dépôt légal : septembre 2003
N° d'édition : 31727 – N° d'impression : 20225
ISBN : 2-213-61518-7
35-57-1718-2/01

Le second et dernier volume de l'étude considérable d'Alexandre Soljénitsyne sur les relations entre Juifs et Russes est consacré à la période soviétique de 1917 à 1972.

Sur treize chapitres, il expose et analyse successivement la part prise par les Juifs de Russie à la révolution de l'évrier, puis à celle d'Octobre aux côtés des bolcheviks, puis à la guerre civile et aux événements dramatiques des années 20 et 30 ; il se penche sur le dossier douloureux et jusque-là « interdit » de la participation de certains, trop nombreux, à l'appareil répressif soviétique et à l'administration du Goulag, sans omettre d'aborder également, pour finir, les conséquences du pacte germano-soviétique, puis de la « Grande Guerre patriotique », et l'essor de l'antisémitisme stalinien à la fin des années 40. À la suite de la guerre des Six jours et de la politique indécise du gouvernement soviétique, la communauté juive d'URSS se détache de plus en plus du communisme, mais, parallèlement, rejette la faute de l'échec de la révolution sur les spécificités de l'histoire et du caractère des Russes. Les deux derniers chapitres sont consacrés, d'une part, au début de l'exode à destination d'Israël ou de l'Occident, d'autre part, aux problèmes de l'assimilation de ceux qui restent.

Si l'auteur arrête son analyse en 1972, c'est qu'avec la liberté de mouvement recouvrée, les Juifs ne se trouvent plus astreints à vivre en Russie : désormais, les rapports entre les deux communautés se situent dans une perspective nouvelle.

La méthode suivie est identique à celle du premier volume. Soljénitsyne s'appuie principalement et parfois même quasi exclusivement sur les sources juives et offre un tableau aussi précis que contrasté des périodes étudiées. Une véritable somme, la première du genre, qui, vu son ampleur, pourrait bien être reconnue comme définitive.

Prix Nobel de littérature, réinstallé en Russie après un exil de vingt ans, l'auteur du Premier Cercle et du Pavillon des cancéreux, après avoir bouclé ses deux entreprises littéraires géantes, L'Archipel du Goulag et La Roue rouge (six tomes sur huit déjà publiés en France) et tout en poursuivant la rédaction de ses mémoires (deux tomes publiés, sans doute encore deux à venir), a renoué depuis peu avec le genre court –, notamment avec Deux Récits de guerre – ainsi qu'avec l'histoire et la critique littéraires.

